Recueil des actes administratifs

n° 490-b *(Session ordinaire)*

Tome 2/3

REUNION DE 2017
SESSION PLENIÈRE du 23 juin 2017

CONSEIL REGIONAL

SESSION DU 23 JUIN 2017

SOMMAIRE

TOME 1

Direction des affaires européennes et internationales

17_DAEI_01 Politique de cohésion européenne post 2020 : enjeux et modalités de concertation 7

Direction des affaires juridiques et de la commande publique

17_DAJCP_03 Rendu compte de la délégation du Président pour l'exercice de sa délégation pour ester en justice.. 12

17_DAJCP_SCPPA_MP_02 Rendu compte de la délégation du Président pour l'exercice de sa délégation en matière de marchés publics 15

17_DAJCP_SA_13 Désignation au sein des organismes extérieurs et groupes de travail 56

Direction de l'aménagement et de l'égalité

17_DIRAM_02 Point d'étape sur les réflexions du groupe de travail sur la démographie médicale 59

17_DIRAM_03 Plan régional santé environnement 3 (2017-2021) ..... .70

Direction du climat, de l'environnement, de l'eau et de la biodiversité

17_DCEEB_SPANAB_01 La Région et ses parcs naturels régionaux – Pour un engagement réciproque, renouvelé et modernisé 77

Direction de l'économie

17_DIRECO_SAGRI_01 Ouverture d'un débat public sur la prochaine réforme de la PAC 94

17_DIRECO_SAGRI_02 Contribution au Schéma directeur régional des exploitations agricoles 102

Direction de l'éducation, des langues de Bretagne et du sport

17_DELS_01 La création d'une offre d'accueil supplémentaire en lycée public en réponse aux évolutions démographiques à l'horizon 2020 et 2030 sur le pays de Rennes 107

Direction de l'emploi et de la formation tout au long de la vie

17_DEFTLV_01 Contrat de Plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (2017-2022) 118

Direction des finances et de l'évaluation

17_DFE_SBUD_02 Décision modificative n° 1 au budget de l'exercice 2017 178

17_DFE_SBUD_03 Compte de gestion 274

TOME 2

17_DFE_SBUD_04 Compte administratif 375

17_DFE_SBUD_05 Affectation du résultat de l'exercice 2016 787

17_DFE_SBUD_06 Communication sur les décisions de virements de crédits de chapitre à chapitre 789

17_DFE_SEGEP_01 Rapport d'activité et de développement durable 792

TOME 3

17_DFE_SEGEP_02 Rapport relatif aux sociétés d'économie mixte et au Comité régional du Tourisme _ exercice 2016 1142

17_DFE_SEGEP_03 Rapport annuel relatif aux dépenses consacrées aux aides d'Etat en 2016 par les collectivités locales et leurs groupements, sur le territoire de la région Bretagne 1158

Direction des ressources humaines

17_DRH_02 Personnel – création de postes – Emplois permanents 1174

Direction des transports et des mobilités

17_DITMO_01 Une nouvelle offre ferroviaire en Bretagne au service de son économie, de ses territoires et de ses habitants 1176

Présidence du Conseil régional

17_DGS_03 Pour une collectivité plus proche de ses partenaires, de ses usagers et des territoires 1189

17_DGS_04 Mont Saint Michel : une nouvelle ambition partagée 1197

Procès-verbaux de réunion du bureau du CESER

- Procès-verbal de la réunion du 6 mars 2017 1204
- Procès-verbal de la réunion du 24 avril 2017 1210
- Procès-verbal de la réunion du 29 mai 2017 1217

Avis du CESER

- Avis compilés de la session du 9 mai 2017 1225
- Avis compilés de la session du 12 juin 2017 1274

Arrêtés

- 2017-01-SECURITE 1481
- 17_DAJCP_ELUS_HD_03 1483
- 2017_05/INSTANCES 1485
- 2017_06/INSTANCES 1489
- 2017_07/INSTANCES 1493
- 2017_08/INSTANCES 1498
- 2017-09-INSTANCES 1501
- 2017-10-INSTANCES 1505
- 2017-12-INSTANCES 1508
- 170522_CM_GB_JYLD_ArreteCompositionPortuairePortStiffOuessant 1511
- 170524_CM_JYLD_ArreteCompositionPortuaireLorient 1514
- 170606_FG_JYLD_ArreteCompositionPortuaireStBrieucLeLegue 1521
- 170606_FG_JYLD_ArreteCompositionPortuaireStMalo 1525
- 170606_GB_JYLD_ArreteCompositionPortuaireBrest 1533
- 170627_CM_GB_LCG_ArreteCompositionPortuaireMolène 1539
- ARRETE (composition de la CCES du PRPGD) 1542
- ArreteSigneConcarneau 1545
- ArreteSigneLeConquet 1548
- ArreteSigneRoscoffBloscon 1551
- ArreteSigneRoscoffVieuxPortIleDeBatz 1554
- 2017_DPAF-AR 1557

REGION BRETAGNE

Délibération n°17_DFE_SBUD_04

CONSEIL REGIONAL

23 juin 2017

DELIBERATION

ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2016

Le Conseil régional, convoqué par son Président le 30 mai 2017, s'est réuni en séance plénière le vendredi 23 juin 2017 au siège de la Région Bretagne, sous la Présidence de Monsieur Jean-Michel Le Boulanger, 1er Vice-Président du Conseil régional de Bretagne. (Pour l'examen de ce rapport, le Président étant sorti)

Etaient présents : Monsieur Olivier ALLAIN, Madame Sylvie ARGAT-BOURIOT, Monsieur Eric BERROCHE, Madame Catherine BLEIN, Madame Mona BRAS, Madame Georgette BREARD, Monsieur Pierre BRETEAU (jusqu'à 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (jusqu'à 16h25), Monsieur Thierry BURLOT, Madame Gaby CADIOU, Madame Fanny CHAPPE, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Monsieur Marc COATANÉA, Monsieur André CROCQ (jusqu'à 9h30, puis à partir de 14h30), Madame Delphine DAVID, Monsieur Gérard DE MELLON, Monsieur Stéphane DE SALLIER DUPIN, Madame Virginie D'ORSANNE (jusqu'à 15h45), Madame Laurence DUFFAUD, Madame Laurence FORTIN, Madame Anne GALLO, Madame Evelyne GAUTIER-LE BAIL, Monsieur Karim GHACHEM (jusqu'à 13h), Madame Anne-Maud GOUJON (jusqu'à 18h45), Madame Sylvie GUIGNARD (jusqu'à 14h40), Madame Claire GUINEMER (à partir de 9h30 et jusqu'à 17h35), Monsieur Philippe HERCOUËT, Madame Kaourintine HULAUD, Monsieur Bertrand IRAGNE (jusqu'à 16h), Madame Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO, Monsieur Roland JOURDAIN, Monsieur Pierre KARLESKIND, Monsieur Gérard LAHELLEC, Madame Isabelle LE BAL, Monsieur Jean-Michel LE BOULANGER, Monsieur Olivier LE BRAS, Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (jusqu'à 14h20), Madame Agnès LE BRUN, Monsieur Patrick LE DIFFON, Monsieur Marc LE FUR, Monsieur Patrick LE FUR, Madame Gaël LE MEUR, Madame Nicole LE PEIH (jusqu'à 14h20), Monsieur Alain LE QUELLEC, Madame Gaël LE SAOUT, Madame Christine LE STRAT, Monsieur Christian LECHEVALIER, Madame Lena LOUARN, Monsieur Bernard MARBOEUF, Monsieur Martin MEYRIER, Monsieur Philippe MIAILHES, Monsieur Paul MOLAC (de 8h30 à 9h30 puis à partir de 14h20), Madame Gaëlle NIQUE, Madame Anne PATAULT, Madame Isabelle PELLERIN, Monsieur Gilles PENNELLE, Monsieur Stéphane PERRIN (départ 17h20), Monsieur Maxime PICARD, Monsieur Bertrand PLOUVIER (jusqu'à 12h35, puis à partir de 16h10), Monsieur Pierre POULIQUEN, Monsieur Bernard POULIQUEN, Monsieur Bruno QUILLIVIC (jusqu'à 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (jusqu'à 11h25), Madame Emmanuelle RASSENEUR, Madame Agnès RICHARD, Monsieur David ROBO (jusqu'à 18h35), Madame Claudia ROUAUX, Monsieur Stéphane ROUDAUT (à partir de 10h05), Madame Catherine SAINT-JAMES, Madame Forough SALAMI-DADKHAH, Monsieur Emeric SALMON, Monsieur Sébastien SEMERIL (jusqu'à 14h20, puis à partir de 16h40), Madame Renée THOMAÏDIS, Madame Martine TISON, Madame Anne TROALEN, Monsieur Hervé UTARD, Madame Anne VANEECLOO (jusqu'à 18h45), Madame Gaëlle VIGOUROUX, Madame Sylvaine VULPIANI.

Avaient donné pouvoir : Monsieur Pierre BRETEAU (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF à partir de 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (Pouvoir donné à Madame Emmanuelle RASSENEUR à partir de 16h25), Monsieur André CROCQ (Pouvoir donné à Madame Laurence DUFFAUD, de 9h30 à 14h30), Madame Virginie D'ORSANNE (pouvoir donné à Monsieur Emeric SALMON à partir de 15h45), Monsieur Richard FERRAND (pouvoir à Monsieur Marc COATANEA), Monsieur Karim GHACHEM (pouvoir donné à Madame Gaël LE MEUR à partir de 14h20), Madame Claire GUINEMER (pouvoir donné à Monsieur David ROBO, de 8h30 à 9h30 puis à Madame Isabelle LE BAL à partir de 17h35), Monsieur Bertrand IRAGNE (pouvoir donné à Madame Agnès RICHARD à partir de 16h), Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (pouvoir donné à Madame Elisabeth JOUNEAUX PEDRONO à partir de 14h20), Monsieur Jean-Yves LE DRIAN (pouvoir donné à Madame Gaël LE SAOUT), Monsieur Paul MOLAC (pouvoir donné à Madame Mona BRAS de 9h30 à 14h20), Madame Gaëlle NICOLAS (pouvoir donné à Madame Delphine DAVID), Madame Nicole LE PEIH (pouvoir donné à Monsieur Maxime PICARD à partir de 14h20), Monsieur Stéphane PERRIN (pouvoir donné à Madame Sylvie ARGAT BOURIOT à partir de 17h20), Monsieur Bertrand PLOUVIER (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 12h35 à 16h10), Monsieur Bruno QUILLIVIC (pouvoir donné à Monsieur Patrick LE DIFFON à partir de 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (pouvoir à Monsieur Philippe HERCOUET à partir 11h25), Monsieur David ROBO (pouvoir donné à Madame Christine LE STRAT à 18h35), Monsieur Stéphane ROUDAUT (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 8h30 à 10h05), Madame Hind SAOUD (pouvoir donné à Monsieur Sébastien SEMERIL jusqu'à 14h20 puis à Madame Claudia ROUAUX à partir de 14h20), Monsieur Sébastien SEMERIL (pouvoir donné à Monsieur Hervé UTARD de 14h20 à 16h40), Madame Anne VANEECLOO (pouvoir donné à Monsieur Gilles PENELLE à partir de 18h45)

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4312-8 ;

Vue l'ordonnance n°2009-1400 du 17 novembre 2009 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux régions et aux syndicats mixtes de l'article L.5721-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement budgétaire et financier adopté par le Conseil régional ;

Après avoir pris connaissance de l'avis formulé par le Conseil Economique Social et Environnemental lors de sa réunion du 12 juin 2017 ;

Vu l'avis de l'ensemble des commissions,

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

(- Sur l'adoption du compte administratif : Le groupe Droite, Centre et Régionalistes, et le groupe Front National votent contre ; Madame Catherine Blein s'abstient

- Sur la reconnaissance de l'exactitude des restes à réaliser : Le groupe Front National et Madame Catherine Blein s'abstiennent)

- **d'ADOPTER** le compte administratif de l'exercice 2016 et de donner acte au Président des informations contenues dans ses annexes ;

- **de RECONNAITRE** l'exactitude des restes à réaliser tels que décrits dans la partie I-2 du cadre budgétaire et comptable ;

.../...

- **d'ARRETER** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessous ;

Résultat (section de fonctionnement)	+ 98 180 992,22 €
Solde d'exécution de la section d'investissement	+ 2 646 582,56 €

- de DONNER ACTE au Président de la présentation du bilan de la gestion pluriannuelle au 31 décembre 2016 et du compte rendu de l'exécution des opérations d'emprunt et de gestion de la dette en 2016.

Le Président du Conseil régional,

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Compte Administratif de l’exercice 2016

Cadre Budgétaire et Comptable

REPUBLIQUE FRANÇAISE

REGION :Région de Bretagne (1)

(2) Agrégé au budget principal de

Numéro SIRET : 23350001600040

POSTE COMPTABLE : Payeur Régional

M. 71

Compte administratif
voté par fonction

BUDGET : Budget principal (3)

ANNEE 2016

(1) Indiquer soit « Région : nom de la région », soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal (de la région ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 5
B - Pour mémoire : Modalités de vote 6
C1 - Exécution du budget : Résultats 7
C2 - Exécution du budget - RAR Dépenses 8
C3 - Exécution du budget - RAR Recettes 10

II - Présentation générale

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget 12
A2 - Vue d'ensemble - Total des opérations réelles et d'ordre 13
B - Récapitulation par groupes fonctionnels 14
C1 - Equilibre financier - Investissement 18
C2 - Equilibre financier - Fonctionnement 19
D1 - Balance générale - Dépenses 21
D2 - Balance générale - Recettes 23

III - Vote

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 25
A.900 - Services généraux 27
A.901 - Formation professionnelle et apprentissage 28
A.902 - Enseignement 29
A.903 - Culture, sports et loisirs 30
A.904 - Santé et action sociale 31
A.905 - Aménagement des territoires 32
A.906 - Gestion des fonds européens 33
A.907 - Environnement 34
A.908 - Transports 35
A.909 - Action économique 37
A.921 - Taxes non affectées 38
A.922 - Dotations et participations 39
A.923 - Dettes et autres opérations financières 40
A.925 - Opérations patrimoniales 41
A.926 - Transferts entre les sections 42
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 45
B.930 - Services généraux 47
B.931 - Formation professionnelle et apprentissage 48
B.932 - Enseignement 49
B.933 - Culture, sports et loisirs 50
B.934 - Santé et action sociale 51
B.935 - Aménagement des territoires 52
B.936 - Gestion des fonds européens 53
B.937 - Environnement 54
B.938 - Transports 55
B.939 - Action économique 57
B.940 - Impositions directes 58
B.941 - Autres impôts et taxes 59
B.942 - Dotations et participations 60
B.943 - Opérations financières 61
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus 63
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes 64
B.946 - Transferts entre les sections 65
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement 66

I - INFORMATIONS GENERALES | I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES | A

Informations statistiques			
	Valeurs		**Valeurs**
Population totale	3 237 097	Nombre de mètres carrés de surface utile de bâtiments	52 640 m²
Longueur de la voirie régionale (en km)		Nombre d'organismes de coopération auxquels participe la région	29

informations fiscales (N-2)		
	Région	**Pour mémoire, la moyenne nationale**
Potentiel fiscal / habitant défini par l'article L. 4332-5 du CGCT (1)	n.c.	

(1) Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

	Informations financières - ratios	Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement / Population	230,58 €	
2	Produit des impositions directes / Population	58,34 €	
3	Recettes réelles de fonctionnement / Population	318,23 €	
4	Dépenses d'équipement brut / Population	100,95 €	
5	Encours de la dette / Population (2)	276,46 €	
6	Dotation globale de fonctionnement / Population	63,10 €	
7	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	20,29%	
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement	77,36%	
9	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement.	31,72%	
10	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2)	86,87%	

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31/12/N

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
  - sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante a autorisé le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET - RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE					
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)		Résultat ou solde (A) (1)	
TOTAL DU BUDGET	1 716 826 420,71	1 852 330 261,70	-34 676 266,21	A1	100 827 574,78	
Investissement	750 536 616,32	787 859 465,09	(2) -34 676 266,21	A2	2 646 582,56	
Dont 1068		77 109 415,36				
Fonctionnement	966 289 804,39	1 064 470 796,61	(3) 0,00	A3	98 180 992,22	

(1) Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

	RESTES A REALISER (4)					
	Dépenses		Recettes		Solde (B) (5)	
TOTAL des RAR	I+II	218 700 575,25	III+IV	218 700 575,25	B1	0,00
Investissement	I	218 700 575,25	III	218 700 575,25	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

		RESULTAT CUMULE = (A)+(B) (6)
TOTAL	**A1+B1**	100 827 574,78
Investissement	**A2+B2**	2 646 582,56
Fonctionnement	**A3+B3**	98 180 992,22

(6) Indiquer le signe : – si déficit ou besoin de financement, + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 218 700 575,25
900	Services généraux	0,00
901	Formation pro. et apprentissage	0,00
902	Enseignement	0,00
903	Culture, sports et loisirs	0,00
904	Santé et action sociale	0,00
905	Aménagement des territoires	0,00
906	Gestion des fonds européens	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
909	Action économique	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	218 700 575,25
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
930	Services généraux	0,00
931	Formation pro. et apprentissage	0,00
932	Enseignement	0,00
933	Culture, sports et loisirs	0,00
934	Santé et action sociale	0,00
935	Aménagement des territoires	0,00
936	Gestion des fonds européens	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
939	Action économique	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(III)	**218 700 575,25**
900	Services généraux	0,00
901	Formation pro. et apprentissage	0,00
902	Enseignement	0,00
903	Culture, sports et loisirs	0,00
904	Santé et action sociale	0,00
905	Aménagement des territoires	0,00
906	Gestion des fonds européens	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
909	Action économique	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	218 700 575,25
954	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(IV)	0,00
930	Services généraux	0,00
931	Formation pro. et apprentissage	0,00
932	Enseignement	0,00
933	Culture, sports et loisirs	0,00
934	Santé et action sociale	0,00
935	Aménagement des territoires	0,00
936	Gestion des fonds européens	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
939	Action économique	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
943	**Opérations financières**	**0,00**
944	**Frais de fonctionnements groupes d'élus**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

II – PRESENTATION GENERALE — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXECUTION DU BUDGET CA

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	966 289 804,39	G	1 064 470 796,61
	Section d'investissement	B	750 536 616,32	H	787 859 465,09
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	34 676 266,21 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
		=		=	
	TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A+B+C+D	1 751 502 686,92	= G+H+I+J	1 852 330 261,70
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	218 700 575,25	L	218 700 575,25
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	218 700 575,25	= K+L	218 700 575,25
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	966 289 804,39	= G+I+K	1 064 470 796,61
	Section d'investissement	= B+D+F	1 003 913 457,78	= H+J+L	1 006 560 040,34
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	1 970 203 262,17	= G+H+I+J+K+L	2 071 030 836,95

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 4312.6 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 4312-5 du CGCT).

II – PRESENTATION GENERALE — II

VUE D'ENSEMBLE — A2

TOTAL DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
INVESTISSEMENT	664 116 531,52	86 420 084,80	750 536 616,32	515 895 643,80	271 963 821,29	787 859 465,09
FONCTIONNEMENT	746 419 533,69	219 870 270,70	966 289 804,39	1 030 144 262,40	34 326 534,21	1 064 470 796,61
TOTAL REALISATIONS DE L'EXERCICE (1)	1 410 536 065,21	306 290 355,50	1 716 826 420,71	1 546 039 906,20	306 290 355,50	1 852 330 261,70

(1) Total réalisations = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE — II

RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS — B

SECTION	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1) (1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			DONT NON VENTILE	DONT 0 (sauf 01)
		REALISATIONS (mandats et titres émis)	CHARGES / PRODUITS RATTACHES	RESTES A REALISER AU 31/12/N (1)		
AP VOTEES	**386 469 600,00**					
Dont dépenses imprévues (950)	**1 000 000,00**					
AE VOTEES	**550 825 290,00**					
Dont dépenses imprévues (952)	**1 000 000,00**					
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**1 132 208 903,87**	**785 212 882,53**		**218 700 575,25**	**436 438 683,42**	**7 973 739,42**
90 Opérations ventilées	477 184 730,00	348 774 199,11		0,00		7 973 739,42
- en AP/CP (2)	475 080 100,00	347 409 981,18		0,00		7 973 739,42
- hors AP/CP (2)	2 104 630,00	1 364 217,93		0,00		0,00
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00		0,00		0,00
92 Opérations non ventilées	620 347 907,66	401 762 417,21		218 700 575,25	401 762 417,21	
001 Solde exécution section investissement	34 676 266,21	34 676 266,21			34 676 266,21	
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**1 132 208 903,87**	**787 859 465,09**		**218 700 575,25**	**736 202 388,30**	**2 163 860,00**
90 Opérations ventilées	53 860 000,00	51 657 076,79		0,00		2 163 860,00
- Recettes affectées	53 860 000,00	51 657 076,79		0,00		2 163 860,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la région	0,00	0,00		0,00		0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	980 933 107,66	659 092 972,94		218 700 575,25	659 092 972,94	
954 Produits des cessions d'immobilisations	895 187,49			0,00		
951 Virement de la section de fonctionnement	*19 411 193,36*					
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	77 109 415,36	77 109 415,36			77 109 415,36	
001 Solde exécution section investissement	0,00	0,00			0,00	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**1 054 124 850,85**	**964 765 148,94**	**1 524 655,45**	**0,00**	**233 536 877,45**	**78 467 160,29**
93 Services ventilés	797 209 601,21	732 752 926,94	0,00	0,00		78 467 160,29
- en AE/CP	641 457 391,21	578 629 858,75	0,00	0,00		24 656 216,26
- hors AE/CP	155 752 210,00	154 123 068,19	0,00	0,00		53 810 944,03
94 Services communs non ventilés	237 504 056,28	232 012 222,00	1 524 655,45	0,00	233 536 877,45	
953 Virement à la section d'investissement	*19 411 193,36*					
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00			0,00	

SECTION	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1) (1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			DONT NON VENTILE	DONT 0 (sauf 01)
		REALISATIONS (mandats et titres émis)	CHARGES / PRODUITS RATTACHES	RESTES A REALISER AU 31/12/N (1)		
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**1 054 124 850,85**	**1 043 344 329,61**	**21 126 467,00**	**0,00**	**966 343 449,71**	**6 858 406,39**
93 Services ventilés	101 015 850,85	94 817 952,90	3 309 394,00	0,00		6 858 406,39
94 Services communs non ventilés	953 109 000,00	948 526 376,71	17 817 073,00	0,00	966 343 449,71	
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00			0,00	

(1) Pour les AP et les AE, indiquer les AP ou AE nouvelles votées ou anciennes modifiées au cours de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite) — B

SECTION	1 Formation pro. et apprentissage	2 Enseignement	3 Culture, sports et loisirs	4 Santé et action sociale	5 Aménagement des territoires	6 Gestion des fonds européens	7 Environnement	8 Transports	9 Action économique
AP VOTEES									
Dont dépenses imprévues (950)									
AE VOTEES									
Dont dépenses imprévues (952)									
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**7 769 018,94**	**110 398 270,88**	**12 246 042,06**	**0,00**	**24 310 846,03**	**9 065 919,87**	**6 293 116,60**	**126 997 843,73**	**43 719 401,58**
90 Opérations ventilées	7 769 018,94	110 398 270,88	12 246 042,06	0,00	24 310 846,03	9 065 919,87	6 293 116,60	126 997 843,73	43 719 401,58
- en AP/CP (2)	7 769 018,94	110 398 270,88	12 246 042,06	0,00	24 310 846,03	9 065 919,87	6 293 116,60	126 808 065,11	42 544 962,27
- hors AP/CP (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	189 778,62	1 174 439,31
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées									
001 Solde exécution section investissement									
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**0,00**	**24 166 648,91**	**813 742,00**	**0,00**	**124 760,16**	**6 552 150,25**	**7 917,61**	**8 213 586,40**	**9 614 411,46**
90 Opérations ventilées	0,00	24 166 648,91	813 742,00	0,00	124 760,16	6 552 150,25	7 917,61	8 213 586,40	9 614 411,46
- Recettes affectées	0,00	24 166 648,91	813 742,00	0,00	124 760,16	6 552 150,25	7 917,61	8 213 586,40	9 614 411,46
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la région	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)									
954 Produits des cessions d'immobilisations									
951 Virement de la section de fonctionnement									

SECTION	1 Formation pro. et apprentissage	2 Enseignement	3 Culture, sports et loisirs	4 Santé et action sociale	5 Aménagement des territoires	6 Gestion des fonds européens	7 Environnement	8 Transports	9 Action économique
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés									
001 Solde exécution section investissement									
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**250 679 766,16**	**168 007 573,86**	**30 529 595,07**	**549 883,50**	**6 982 697,42**	**5 225 227,40**	**9 689 004,13**	**114 993 480,59**	**67 628 538,52**
93 Services ventilés	250 679 766,16	168 007 573,86	30 529 595,07	549 883,50	6 982 697,42	5 225 227,40	9 689 004,13	114 993 480,59	67 628 538,52
- en AE/CP	250 679 766,16	78 664 055,75	29 448 873,71	549 883,50	6 982 697,42	5 225 227,40	9 689 004,13	105 106 095,90	67 628 038,52
- hors AE/CP	0,00	89 343 518,11	1 080 721,36	0,00	0,00	0,00	0,00	9 887 384,69	500,00
94 Services communs non ventilés									
953 Virement à la section d'investissement									
002 Résultat de fonctionnement reporté									
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**35 390 492,94**	**9 471 394,84**	**583 812,47**	**0,00**	**2 700,00**	**3 558 611,96**	**118 574,37**	**39 394 532,74**	**2 748 821,19**
93 Services ventilés	35 390 492,94	9 471 394,84	583 812,47	0,00	2 700,00	3 558 611,96	118 574,37	39 394 532,74	2 748 821,19
94 Services communs non ventilés									
002 Résultat de fonctionnement reporté									

II – PRESENTATION GENERALE — II

EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT — C1

OPERATIONS REELLES ET MIXTES – Réalisations (y compris sur les restes à réaliser N-1)

CHAPITRES	MANDATS	TITRES
90 Opérations ventilées	**348 774 199,11**	**51 657 076,79**
900 Services généraux	7 973 739,42	2 163 860,00
901 Formation pro. et apprentissage	7 769 018,94	0,00
902 Enseignement	110 398 270,88	24 166 648,91
903 Culture, sports et loisirs	12 246 042,06	813 742,00
904 Santé et action sociale	0,00	0,00
905 Aménagement des territoires	24 310 846,03	124 760,16
906 Gestion des fonds européens	9 065 919,87	6 552 150,25
907 Environnement	6 293 116,60	7 917,61
908 Transports	126 997 843,73	8 213 586,40
909 Action économique	43 719 401,58	9 614 411,46
92 Opérations non ventilées	**315 342 332,41**	**387 129 151,65**
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	12 239 151,55
923 Dettes et autres opérations financières	315 342 332,41	374 890 000,10
TOTAL	I **664 116 531,52**	II **438 786 228,44**
BESOIN D'AUTOFINANCEMENT (1)	I-II	**225 330 303,08**

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales (à l'intérieur de la section)		52 093 550,59		52 093 550,59
926 Transferts entre les sections		*34 326 534,21*		*219 870 270,70*
TOTAL	III	**86 420 084,80**	IV	**271 963 821,29**
AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE (1)	IV-III			**185 543 736,49**

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I+III	**750 536 616,32**	II+IV	**710 750 049,73**

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde exécution section investissement	V	34 676 266,21	VI	0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	77 109 415,36

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V	**785 212 882,53**	II+IV+VI+VII	**787 859 465,09**
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (1)				**2 646 582,56**

(1) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE — II

EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT — C2

OPERATIONS REELLES ET MIXTES – Réalisations (y compris sur les restes à réaliser de N-1)

CHAPITRES	MANDATS	TITRES
93 Services ventilés	**732 752 926,94**	**98 127 346,90**
930 Services généraux	78 467 160,29	6 858 406,39
931 Formation pro. et apprentissage	250 679 766,16	35 390 492,94
932 Enseignement	168 007 573,86	9 471 394,84
933 Culture, sports et loisirs	30 529 595,07	583 812,47
934 Santé et action sociale	549 883,50	0,00
935 Aménagement des territoires	6 982 697,42	2 700,00
936 Gestion des fonds européens	5 225 227,40	3 558 611,96
937 Environnement	9 689 004,13	118 574,37
938 Transports	114 993 480,59	39 394 532,74
939 Action économique	67 628 538,52	2 748 821,19
94 Services communs non ventilés	**13 666 606,75**	**932 016 915,50**
940 Impositions directes	0,00	218 179 784,00
941 Autres impôts et taxes	0,00	445 079 257,02
942 Dotations et participations	0,00	262 628 646,00
943 Opérations financières	12 368 972,28	6 122 430,11
944 Frais de fonctionnements groupes d'élus	800 778,44	4 297,35
945 Provisions et autres opérations mixtes	496 856,03	2 501,02
TOTAL des opérations réelles et mixtes	I **746 419 533,69**	II **1 030 144 262,40**
SOLDE des opérations réelles et mixtes (1)	II-I	**283 724 728,71**

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections	219 870 270,70	34 326 534,21
947 Transferts dans section fonctionnement	0,00	0,00
TOTAL	III **219 870 270,70**	IV **34 326 534,21**
AUTOFINANCEMENT DEGAGE (1)	IV-III	**185 543 736,49**

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I+III **966 289 804,39**	II+IV **1 064 470 796,61**

RESULTATS ANTERIEURS

002 Résultat de fonctionnement reporté de N-1	V 0,00	VI 0,00

TOTAL CUMULE DE LA SECTION

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V **966 289 804,39**	II+IV+VI **1 064 470 796,61**

SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION (1) (recettes – dépenses)	98 180 992,22

(1) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent

II – PRESENTATION GENERALE — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)		CREDITS SANS EMPLOI
			REALISATIONS (mandats et titres émis)	RESTES A REALISER AU 31/12/N	
Dépenses d'investissement – Total		**1 132 208 903,87**	**785 212 882,53**	**218 700 575,25**	**128 295 446,09**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**1 011 227 637,66**	**664 116 531,52**	**218 700 575,25**	**128 410 530,89**
10	Dotations, fonds divers et réserves	12 437 252,70	0,00	0,00	12 437 252,70
13	Subventions d'investissement	264 650,00	264 650,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	535 042 907,66	315 937 422,06	218 700 575,25	404 910,35
18	Cpte liaison : affectat° (BA, régie NP)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	6 454 522,58	3 579 976,11	0,00	2 874 546,47
204	Subventions d'équipement versées	301 649 171,87	228 906 113,84	0,00	72 743 058,03
21	Immobilisations corporelles	27 360 291,98	14 702 226,38	0,00	12 658 065,60
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	102 963 410,76	79 611 271,34	0,00	23 352 139,42
26	Participations et créances rattachées	646 710,20	146 710,20	0,00	500 000,00
27	Autres immobilisations financières	24 408 719,91	20 968 161,59	0,00	3 440 558,32
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***86 305 000,00***	***86 420 084,80***		***-115 084,80***
925	*Opérations patrimoniales*	*52 270 000,00*	*52 093 550,59*		*176 449,41*
926	*Transferts entre les sections*	*34 035 000,00*	*34 326 534,21*		*-291 534,21*
Pour information : 001 solde d'exécution de la SI reporté N-1		**34 676 266,21**	**34 676 266,21**		

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI
			REALISATIONS (mandats et titres émis)	CHARGES / PRODUITS RATTACHES	RESTES A REALISER AU 31/12/N	
Dépenses de fonctionnement – Total		**1 054 124 850,85**	**964 765 148,94**	**1 524 655,45**	**0,00**	**87 835 046,46**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**819 232 457,49**	**744 894 878,24**	**1 524 655,45**	**0,00**	**72 812 923,80**
011	Charges à caractère général	102 444 283,70	85 641 591,98	0,00	0,00	16 802 691,72
012	Charges de personnel et frais assimilés	152 502 767,41	151 415 552,31	0,00	0,00	1 087 215,10
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	527 594 623,59	496 158 959,36	0,00	0,00	31 435 664,23
6586	Frais de fonctionnement groupes d'élus	958 298,79	792 449,24	0,00	0,00	165 849,55
66	Charges financières	18 893 467,39	10 194 438,24	1 524 655,45	0,00	7 174 373,70
67	Charges exceptionnelles	16 339 016,61	195 031,08	0,00	0,00	16 143 985,53
945	Provisions et autres opérations mixtes	500 000,00	496 856,03			3 143,97
Sous total des opérations d'ordre		***234 892 393,36***	***219 870 270,70***			***15 022 122,66***

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI
			REALISATIONS (mandats et titres émis)	CHARGES / PRODUITS RATTACHES	RESTES A REALISER AU 31/12/N	
946	*Transferts entre les sections*	*215 481 200,00*	*219 870 270,70*			*0,00*
947	*Transferts dans section fonctionnement*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
953	*Virement à la section d'investissement*	*19 411 193,36*				
Pour information : 002 résultat de fonctionnement reporté N-1		**0,00**	**0,00**			

II – PRESENTATION GENERALE — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)		CREDITS SANS EMPLOI
			REALISATIONS (mandats et titres émis)	RESTES A REALISER AU 31/12/N	
Recettes d'investissement – Total		**1 132 208 903,87**	**787 859 465,09**	**218 700 575,25**	**125 648 863,53**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**767 937 095,15**	**438 786 228,44**	**218 700 575,25**	**110 450 291,46**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	12 239 000,00	12 239 151,55	0,00	-151,55
13	Subventions d'investissement	44 598 000,00	34 366 832,97	0,00	10 231 167,03
16	Emprunts et dettes assimilées	702 592 907,66	376 680 000,10	218 700 575,25	107 212 332,31
18	Cpte liaison : affectat° (BA, régie NP)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (1)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (1)	950 000,00	7 638 843,60	0,00	-6 688 843,60
21	Immobilisations corporelles (1)	0,00	41,49	0,00	-41,49
22	Immobilisations reçues en affectation (1)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (1)	0,00	483 134,73	0,00	-483 134,73
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	6 662 000,00	7 378 224,00	0,00	-716 224,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	895 187,49		0,00	
Sous total des opérations d'ordre		***287 162 393,36***	***271 963 821,29***		***15 198 572,07***
925	*Opérations patrimoniales*	*52 270 000,00*	*52 093 550,59*		*176 449,41*
926	*Transferts entre les sections*	*215 481 200,00*	*219 870 270,70*		*-4 389 070,70*
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*19 411 193,36*			
922-1068	**Excédents de fonctionnement capitalisés**	**77 109 415,36**	**77 109 415,36**		**0,00**
Pour information : 001 solde d'exécution de la SI reporté N-1		**0,00**	**0,00**		

(1) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI
			REALISATIONS (mandats et titres émis)	CHARGES / PRODUITS RATTACHES	RESTES A REALISER AU 31/12/N	
Recettes de fonctionnement – Total		**1 054 124 850,85**	**1 043 344 329,61**	**21 126 467,00**	**0,00**	**-10 345 945,76**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**1 020 089 850,85**	**1 009 017 795,40**	**21 126 467,00**	**0,00**	**-10 054 411,55**
013	Atténuations de charges	1 161 000,00	2 213 159,26	0,00	0,00	-1 052 159,26
70	Produits services, domaine, ventes div	1 840 900,00	1 981 494,04	0,00	0,00	-140 594,04
731	Impôts locaux	218 236 000,00	218 179 784,00	0,00	0,00	56 216,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	472 115 000,00	460 063 671,02	21 126 467,00	0,00	-9 075 138,02
74	Dotations, subventions et participations	323 459 100,00	313 933 157,41	0,00	0,00	9 525 942,59
75	Autres produits de gestion courante	1 276 850,85	5 998 978,62	0,00	0,00	-4 722 127,77
76	Produits financiers	1 951 000,00	1 891 136,10	0,00	0,00	59 863,90
77	Produits exceptionnels	50 000,00	4 753 914,95	0,00	0,00	-4 703 914,95
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00	2 501,02			-2 501,02
Sous total des opérations d'ordre		***34 035 000,00***	***34 326 534,21***			***-291 534,21***
946	*Transferts entre les sections*	*34 035 000,00*	*34 326 534,21*			*-291 534,21*
947	*Transferts dans section fonctionnement*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Pour information : 002 résultat de fonctionnement reporté N-1		**0,00**	**0,00**			

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES — A

DEPENSES

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)		CREDITS SANS EMPLOI	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP
			REALISATIONS (mandats émis)	RESTES A REALISER au 31/12/N			
Dépenses d'investissement – Total		**1 132 208 903,87**	**785 212 882,53**	**218 700 575,25**	**128 295 446,09**	**347 409 981,18**	**403 126 635,14**
90	**Opérations ventilées**	**477 184 730,00**	**348 774 199,11**	**0,00**	**128 410 530,89**	**347 409 981,18**	**1 364 217,93**
900	Services généraux	21 747 900,00	7 973 739,42	0,00	13 774 160,58	7 973 739,42	0,00
901	Formation pro. et apprentissage	11 667 800,00	7 769 018,94	0,00	3 898 781,06	7 769 018,94	0,00
902	Enseignement	114 428 500,00	110 398 270,88	0,00	4 030 229,12	110 398 270,88	0,00
903	Culture, sports et loisirs	13 983 000,00	12 246 042,06	0,00	1 736 957,94	12 246 042,06	0,00
904	Santé et action sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires	60 158 400,00	24 310 846,03	0,00	35 847 553,97	24 310 846,03	0,00
906	Gestion des fonds européens	14 800 000,00	9 065 919,87	0,00	5 734 080,13	9 065 919,87	0,00
907	Environnement	12 250 000,00	6 293 116,60	0,00	5 956 883,40	6 293 116,60	0,00
908	Transports	168 633 280,00	126 997 843,73	0,00	41 635 436,27	126 808 065,11	189 778,62
909	Action économique	59 515 850,00	43 719 401,58	0,00	15 796 448,42	42 544 962,27	1 174 439,31
92	**Opérations non ventilées**	**620 347 907,66**	**401 762 417,21**	**218 700 575,25**	**-115 084,80**		**401 762 417,21**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
923	Dettes et autres opérations financières	534 042 907,66	315 342 332,41	218 700 575,25	0,00		315 342 332,41
925	*Opérations patrimoniales*	*52 270 000,00*	*52 093 550,59*		*176 449,41*		*52 093 550,59*
926	*Transferts entre les sections*	*34 035 000,00*	*34 326 534,21*		*-291 534,21*		*34 326 534,21*
Pour information : 001 solde d'exécution de la SI reporté N-1		**34 676 266,21**	**34 676 266,21**				

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A

RECETTES

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)		CREDITS SANS EMPLOI
			REALISATIONS (titres émis)	RESTES A REALISER au 31/12/N	
Recettes d'investissement – Total		**1 132 208 903,87**	**787 859 465,09**	**218 700 575,25**	**125 648 863,53**
90	**Opérations ventilées**	**53 860 000,00**	**51 657 076,79**	**0,00**	**2 202 923,21**
900	Services généraux	5 340 000,00	2 163 860,00	0,00	3 176 140,00
901	Formation pro. et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseignement	23 486 000,00	24 166 648,91	0,00	-680 648,91
903	Culture, sports et loisirs	822 000,00	813 742,00	0,00	8 258,00
904	Santé et action sociale	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires	77 000,00	124 760,16	0,00	-47 760,16
906	Gestion des fonds européens	14 800 000,00	6 552 150,25	0,00	8 247 849,75
907	Environnement	0,00	7 917,61	0,00	-7 917,61
908	Transports	1 100 000,00	8 213 586,40	0,00	-7 113 586,40
909	Action économique	8 235 000,00	9 614 411,46	0,00	-1 379 411,46
92	**Opérations non ventilées**	**980 933 107,66**	**659 092 972,94**	**218 700 575,25**	**103 139 559,47**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922-1068)	12 239 000,00	12 239 151,55	0,00	-151,55
923	Dettes et autres opérations financières	700 942 907,66	374 890 000,10	218 700 575,25	107 352 332,31
925	*Opérations patrimoniales*	*52 270 000,00*	*52 093 550,59*		*176 449,41*
926	*Transferts entre les sections*	*215 481 200,00*	*219 870 270,70*		*-4 389 070,70*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**20 306 380,85**		**0,00**	
951	*Virement de la section de fonctionnement*(1)	*19 411 193,36*			
954	Produits des cessions d'immobilisations (1)	895 187,49		0,00	
922-1068	**Excédents de fonctionnement capitalisés (2)**	**77 109 415,36**	**77 109 415,36**		**0,00**
Pour information : 001 solde d'exécution de la SI reporté N-1		**0,00**	**0,00**		

(1) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission d'un titre ou d'un mandat (opération sans réalisation).

(2) Il s'agit des seules écritures d'ordre mixte au 1068.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 900

Détail par articles

CHAPITRE 900 – Services généraux | **AP (1) = 16 327 600,00**

	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
	20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Actions relevant de la subvent° globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
	201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME													
Crédits votés (2)	**0,00**	**16 068 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**310 270,00**	**5 050 000,00**	**319 230,00**	**0,00**	**21 747 900,00**
Réalisations	**0,00**	**2 898 269,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**286 500,00**	**4 643 992,37**	**144 977,74**	**0,00**	**7 973 739,42**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**13 170 130,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 770,00**	**406 007,63**	**174 252,26**	**0,00**	**13 774 160,58**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME													
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS													
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 800 000,00**	**540 000,00**	**0,00**	**5 340 000,00**
Financement par le tiers de l'op.		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**22 160,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 575 740,68**	**565 958,48**	**0,00**	**2 163 860,00**
Financement par le tiers de l'op.		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**-22 160,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 224 259,32**	**-25 958,48**	**0,00**	**3 176 140,00**
Financement par le tiers de l'op.		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM).

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 901

Détail par articles

CHAPITRE 901 – Formation professionnelle et apprentissage | **AP (1) = 7 551 000,00**

	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME					
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**8 000 000,00**	**3 667 800,00**	**11 667 800,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**4 164 478,47**	**3 604 540,47**	**7 769 018,94**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**3 835 521,53**	**63 259,53**	**3 898 781,06**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME					
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM).

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 902

Détail par articles

CHAPITRE 902 – Enseignement | **AP (1) = 99 416 000,00**

	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
			21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME										
Crédits votés (2)	**3 503 363,01**	**0,00**	**0,00**	**81 650 138,04**	**25 396 498,95**	**0,00**	**3 878 500,00**	**0,00**	**0,00**	**114 428 500,00**
Réalisations	**3 360 592,24**	**0,00**	**0,00**	**78 066 062,45**	**25 287 260,18**	**0,00**	**3 684 356,01**	**0,00**	**0,00**	**110 398 270,88**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**142 770,77**	**0,00**	**0,00**	**3 584 075,59**	**109 238,77**	**0,00**	**194 143,99**	**0,00**	**0,00**	**4 030 229,12**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME										
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Crédits votés (2)	**20 958 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 858 000,00**	**0,00**	**0,00**	**670 000,00**	**0,00**	**0,00**	**23 486 000,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**20 958 087,00**	**0,00**	**0,00**	**2 412 066,91**	**0,00**	**0,00**	**796 495,00**	**0,00**	**0,00**	**24 166 648,91**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**-87,00**	**0,00**	**0,00**	**-554 066,91**	**0,00**	**0,00**	**-126 495,00**	**0,00**	**0,00**	**-680 648,91**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM).

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 903

Détail par articles

CHAPITRE 903 – Culture, sports et loisirs | **AP (1) = 12 213 000,00**

	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME								
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**5 688 605,71**	**4 755 694,29**	**3 538 700,00**	**0,00**	**0,00**	**13 983 000,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**4 368 894,63**	**4 755 085,97**	**3 122 061,46**	**0,00**	**0,00**	**12 246 042,06**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**1 319 711,08**	**608,32**	**416 638,54**	**0,00**	**0,00**	**1 736 957,94**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME								
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**822 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**822 000,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**813 742,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**813 742,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**8 258,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 258,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM).

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 904

Détail par articles

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale | **AP (1) = 0,00**

	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME					
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME					
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM).

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 905

Détail par articles

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires | **AP (1) = 490 000,00**

	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomérations et villes moyennes	3 Espace rural, autres espaces de dévelopt	4 Habitat - (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologies informat° et communicat°	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME										
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 374 900,00**	**12 730 000,00**	**0,00**	**18 053 500,00**	**0,00**	**0,00**	**60 158 400,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 930 541,47**	**4 175 167,08**	**0,00**	**205 137,48**	**0,00**	**0,00**	**24 310 846,03**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 444 358,53**	**8 554 832,92**	**0,00**	**17 848 362,52**	**0,00**	**0,00**	**35 847 553,97**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME										
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**77 000,00**	**0,00**	**0,00**	**77 000,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 067,85**	**0,00**	**57 692,31**	**0,00**	**0,00**	**124 760,16**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-67 067,85**	**0,00**	**19 307,69**	**0,00**	**0,00**	**-47 760,16**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM).

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 906

Détail par articles

CHAPITRE 906 – Gestion des fonds européens | **AP (1) = 8 300 000,00**

	1 FSE	2 FEDER	3 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME				
Crédits votés (2)	**0,00**	**6 500 000,00**	**8 300 000,00**	**14 800 000,00**
Réalisations	**0,00**	**2 513 769,62**	**6 552 150,25**	**9 065 919,87**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**3 986 230,38**	**1 747 849,75**	**5 734 080,13**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME				
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS				
Crédits votés (2)	**0,00**	**6 500 000,00**	**8 300 000,00**	**14 800 000,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**6 552 150,25**	**6 552 150,25**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**6 500 000,00**	**1 747 849,75**	**8 247 849,75**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM).

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 907

Détail par articles

CHAPITRE 907 – Environnement | **AP (1) = 12 600 000,00**

	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnemt infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME										
Crédits votés (2)	**0,00**	**2 800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 200 000,00**	**3 350 000,00**	**900 000,00**	**0,00**	**0,00**	**12 250 000,00**
Réalisations	**0,00**	**1 078 927,19**	**0,00**	**0,00**	**2 529 412,90**	**1 956 789,26**	**727 987,25**	**0,00**	**0,00**	**6 293 116,60**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**1 721 072,81**	**0,00**	**0,00**	**2 670 587,10**	**1 393 210,74**	**172 012,75**	**0,00**	**0,00**	**5 956 883,40**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME										
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 917,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 917,61**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-7 917,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-7 917,61**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM).

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 908

Détail par articles

CHAPITRE 908 – Transports | **AP (1) = 143 948 000,00**

	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs				2 Routes et voiries				
		10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	18 Autres transports en commun	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME										
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**40 540 000,00**	**69 777 000,00**	**0,00**	**7 060 910,00**	**0,00**	**2 330 090,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**39 302 994,31**	**57 686 064,04**	**0,00**	**5 714 384,80**	**0,00**	**415 279,71**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**1 237 005,69**	**12 090 935,96**	**0,00**	**1 346 525,20**	**0,00**	**1 914 810,29**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME										
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**189 780,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**189 778,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**950 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 204 730,33**	**0,00**	**147 580,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**-5 254 730,33**	**0,00**	**-147 580,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 908

Détail par articles

CHAPITRE 908 – Transports (suite)

	2 Routes et voiries	7 Sécurité	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
	28 Autres liaisons		81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroport.	88 Autres	
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME										
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 110 500,00**	**8 625 000,00**	**168 443 500,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 365 353,32**	**6 323 988,93**	**126 808 065,11**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 745 146,68**	**2 301 011,07**	**41 635 434,89**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME										
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**189 780,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**189 778,62**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1,38**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 100 000,00**
Financement par le tiers de l'op.	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 640,45**	**1 781 635,25**	**8 213 586,40**
Financement par le tiers de l'op.	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-79 640,45**	**-1 781 635,25**	**-7 113 586,40**
Financement par le tiers de l'op.	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM).

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 909

Détail par articles

CHAPITRE 909 – Action économique | **AP (1) = 84 624 000,00**

	0 Services communs	1 Interventions économiques transversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME							
Crédits votés (2)	**0,00**	**26 450 000,00**	**14 718 000,00**	**12 453 000,00**	**0,00**	**3 980 000,00**	**57 601 000,00**
Réalisations	**0,00**	**17 157 551,27**	**12 830 608,17**	**8 577 340,56**	**0,00**	**3 979 462,27**	**42 544 962,27**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**9 292 448,73**	**1 887 391,83**	**3 875 659,44**	**0,00**	**537,73**	**15 056 037,73**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME							
Crédits votés (2)	**0,00**	**1 346 650,00**	**268 000,00**	**300 200,00**	**0,00**	**0,00**	**1 914 850,00**
Réalisations	**0,00**	**941 287,70**	**233 151,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 174 439,31**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**405 362,30**	**34 848,39**	**300 200,00**	**0,00**	**0,00**	**740 410,69**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Crédits votés (2)	**0,00**	**6 250 000,00**	**1 170 000,00**	**0,00**	**0,00**	**815 000,00**	**8 235 000,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**6 196 259,08**	**2 225 118,21**	**279 032,98**	**0,00**	**914 001,19**	**9 614 411,46**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**53 740,92**	**-1 055 118,21**	**-279 032,98**	**0,00**	**-99 001,19**	**-1 379 411,46**
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM).

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES — A 921

Détail par articles

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article /compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)		CREDITS SANS EMPLOI
			REALISATIONS	RESTES A REALISER au 31/12	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES — A 922

Détail par articles

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article /compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS +DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)		CREDITS SANS EMPLOI
			REALISATIONS	RESTES A REALISER au 31/12	
	DEPENSES (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**89 348 415,36**	**89 348 566,91**	**0,00**	**-151,55**
10222	FCTVA	12 239 000,00	12 239 151,55	0,00	-151,55
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	77 109 415,36	77 109 415,36	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Reversement de dotations (trop perçu).

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

III

A 923

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article /compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS + DM + RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)		CREDITS SANS EMPLOI
			REALISATIONS	RESTES A REALISER au 31/12/N	
	DEPENSES	**534 042 907,66**	**315 342 332,41**	**218 700 575,25**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	84 428 565,46	84 428 565,46	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	75 891 300,72	75 891 300,72	0,00	0,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	373 590 575,25	154 890 000,00	218 700 575,25	0,00
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	132 466,23	132 466,23	0,00	0,00
	RECETTES	**700 942 907,66**	**374 890 000,10**	**218 700 575,25**	**107 352 332,31**
16311	Emprunt obligataire remboursable in fine	80 000 000,00	80 000 000,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	30 000 000,00	30 000 000,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	187 300 000,00	110 000 000,10	0,00	77 299 999,90
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	403 642 907,66	154 890 000,00	218 700 575,25	30 052 332,41

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES — A 925

Détail par articles

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article /compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES REALISATIONS	CREDITS SANS EMPLOI
	DEPENSES (2)	***52 270 000,00***	***52 093 550,59***	***176 449,41***
1318	*Autres subvent° d'équipement transf.*	*1 481 413,45*	*1 469 003,52*	*12 409,93*
2031	*Frais d'études*	*6 257,68*	*6 257,68*	*0,00*
204411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*4 215,00*	*4 214,40*	*0,60*
21572	*Matériel technique scolaire*	*76 632,00*	*76 632,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*57 836,37*	*57 836,37*	*0,00*
21848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*8 925,00*	*8 925,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*798 931,38*	*798 931,38*	*0,00*
2317	*Immo. corporelles reçues mise à dispo.*	*47 654 435,61*	*47 532 908,25*	*121 527,36*
2318	*Autres immo. corporelles en cours*	*1 938 195,73*	*1 895 684,21*	*42 511,52*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*243 157,78*	*243 157,78*	*0,00*
	RECETTES (2)	***52 270 000,00***	***52 093 550,59***	***176 449,41***
16873	*Dettes - Départements*	*653 611,16*	*653 611,16*	*0,00*
16874	*Dettes - Communes et intercos*	*815 392,36*	*815 392,36*	*0,00*
217312	*Bâtiments scolaires (mise à dispo)*	*4 215,00*	*4 214,40*	*0,60*
2317	*Immo. corporelles reçues mise à dispo.*	*243 157,78*	*243 157,78*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*50 553 623,70*	*50 377 174,89*	*176 448,81*

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES — A 926

Détail par articles

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article /compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES REALISATIONS	CREDITS SANS EMPLOI
	DEPENSES DE L'EXERCICE (2)	***34 035 000,00***	***34 326 534,21***	***-291 534,21***
	Reprises sur autofinancement	***34 035 000,00***	***34 326 534,21***	***-291 534,21***
13911	*Sub. transf cpte résult. Etat, établist*	*722 000,00*	*721 544,24*	*455,76*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*615 000,00*	*614 518,81*	*481,19*
13914	*Sub. transf cpte résult. Communes*	*193 000,00*	*192 631,92*	*368,08*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*83 000,00*	*82 982,17*	*17,83*
139172	*Sub. transf cpte résult. FEDER*	*11 040 000,00*	*11 039 417,52*	*582,48*
139173	*Sub. transf cpte résult. FEOGA*	*1 119 000,00*	*1 118 378,65*	*621,35*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*1 973 000,00*	*1 972 606,31*	*393,69*
13932	*Dotation régionale d'équipement scolaire*	*18 290 000,00*	*18 282 150,74*	*7 849,26*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*302 303,85*	*-302 303,85*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	RECETTES DE L'EXERCICE (3)	***215 481 200,00***	***219 870 270,70***	***-4 389 070,70***
	Amortissement des immobilisations	***215 481 200,00***	***215 223 368,66***	***257 831,34***
28031	*Frais d'études*	*1 485 921,21*	*1 485 921,21*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*4 077,76*	*4 077,76*	*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*65 906,00*	*65 906,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*7 942 688,00*	*7 942 688,00*	*0,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*819 864,00*	*819 864,00*	*0,00*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*11 000,00*	*11 000,00*	*0,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*15 000,00*	*15 000,00*	*0,00*
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	*622 632,00*	*622 632,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*6 182 317,00*	*6 182 317,00*	*0,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*692 410,00*	*692 410,00*	*0,00*
2804141	*Subv.Cne : Bien mobilier, matériel*	*942 159,00*	*942 159,00*	*0,00*
2804142	*Subv.Cne : Bâtiments, installations*	*37 107 998,00*	*37 107 998,00*	*0,00*
2804143	*Subv.Cne : Projet infrastructure*	*155 443,00*	*155 443,00*	*0,00*
2804151	*Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel*	*171 317,00*	*171 317,00*	*0,00*
2804152	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*6 155 087,00*	*6 155 087,00*	*0,00*
2804153	*Subv. Grpt : Projet infrastructure*	*395 486,00*	*395 486,00*	*0,00*
28041711	*Subv. SNCF : Bien mobilier, matériel*	*11 449 699,00*	*11 449 699,00*	*0,00*

Article /compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES REALISATIONS	CREDITS SANS EMPLOI
28041712	*Subv. SNCF : Bâtiments, installations*	*10 412 844,00*	*10 412 844,00*	*0,00*
28041713	*Subv. SNCF : Projet infrastructure*	*2 936 129,00*	*2 936 129,00*	*0,00*
28041721	*Subv. RFF : Bien mobilier, matériel*	*1 389 070,00*	*1 389 070,00*	*0,00*
28041722	*Subv. RFF : Bâtiments, installations*	*6 720 684,00*	*6 720 684,00*	*0,00*
28041723	*Subv. RFF : Projet infrastructure*	*19 040 166,00*	*19 040 166,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*10 843 287,00*	*10 843 287,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*19 041 869,00*	*19 041 869,00*	*0,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*22 324 516,73*	*22 324 516,73*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*10 398 039,65*	*10 398 039,65*	*0,00*
280431	*Subv.Scol : Bien mobilier, matériel*	*6 570 854,00*	*6 570 854,00*	*0,00*
280432	*Subv.Scol : Bâtiments, installations*	*3 880 406,00*	*3 880 406,00*	*0,00*
28051	*Concessions,droits similaires,brevets,..*	*1 098 702,47*	*1 098 702,47*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*2 000,00*	*1 830,00*	*170,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*69 000,00*	*68 811,58*	*188,42*
281312	*Bâtiments scolaires*	*340 705,87*	*338 829,87*	*1 876,00*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*623 000,00*	*622 508,00*	*492,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*1 732 000,00*	*1 725 717,84*	*6 282,16*
281351	*Bâtiments publics*	*9 400,00*	*9 390,83*	*9,17*
2814	*Constructions sur sol d'autrui*	*84 500,00*	*84 451,00*	*49,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*3 200,00*	*3 160,00*	*40,00*
28153	*Réseaux divers*	*8 100,00*	*8 088,00*	*12,00*
281571	*Matériel ferroviaire*	*17 000,00*	*16 578,80*	*421,20*
281572	*Matériel technique scolaire*	*1 016 000,00*	*1 015 672,21*	*327,79*
281578	*Autre matériel technique*	*1 353 416,83*	*1 342 016,22*	*11 400,61*
2817312	*Bâtiments scolaires (m. à dispo)*	*12 289 408,00*	*12 283 771,46*	*5 636,54*
281754	*Voies navigables (m. à dispo)*	*2 476 000,00*	*2 475 562,00*	*438,00*
281821	*Matériel de transport ferroviaire*	*228 000,00*	*227 605,00*	*395,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*599 020,62*	*594 925,81*	*4 094,81*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*3 431 000,00*	*3 268 290,21*	*162 709,79*
281838	*Autre matériel informatique*	*619 000,00*	*556 650,27*	*62 349,73*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaires*	*1 214 000,00*	*1 213 551,22*	*448,78*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*211 485,18*	*211 485,18*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*74 000,00*	*73 509,66*	*490,34*
28188	*Autres immo. corporelles*	*205 390,68*	*205 390,68*	*0,00*
	Autres	***0,00***	***4 646 902,04***	***-4 646 902,04***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*2 154 614,63*	*-2 154 614,63*
21312	*Bâtiments scolaires*	*0,00*	*1 206 821,29*	*-1 206 821,29*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*45 734,76*	*-45 734,76*

Article /compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES REALISATIONS	CREDITS SANS EMPLOI
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*58 436,39*	*-58 436,39*
21838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*736,48*	*-736,48*
2185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*1 325,49*	*-1 325,49*
271	*Titres immobilisés (droits de propriété)*	*0,00*	*1 179 233,00*	*-1 179 233,00*

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(3) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

DEPENSES

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE
			REALISATIONS (mandats émis)	RATTACHEMENTS	RESTES A REALISER au 31/12/N (1)			
Dépenses de fonctionnement – Total		**1 054 124 850,85**	**964 765 148,94**	**1 524 655,45**	**0,00**	**87 835 046,46**	**578 759 844,14**	**387 529 960,25**
93	**Services ventilés**	**797 209 601,21**	**732 752 926,94**	**0,00**	**0,00**	**64 456 674,27**	**578 629 858,75**	**154 123 068,19**
930	Services généraux	85 105 401,21	78 467 160,29	0,00	0,00	6 638 240,92	24 656 216,26	53 810 944,03
931	Formation pro. et apprentissage	288 328 887,50	250 679 766,16	0,00	0,00	37 649 121,34	250 679 766,16	0,00
932	Enseignement	173 014 000,00	168 007 573,86	0,00	0,00	5 006 426,14	78 664 055,75	89 343 518,11
933	Culture, sports et loisirs	32 691 612,50	30 529 595,07	0,00	0,00	2 162 017,43	29 448 873,71	1 080 721,36
934	Santé et action sociale	664 500,00	549 883,50	0,00	0,00	114 616,50	549 883,50	0,00
935	Aménagement des territoires	7 454 000,00	6 982 697,42	0,00	0,00	471 302,58	6 982 697,42	0,00
936	Gestion des fonds européens	8 300 000,00	5 225 227,40	0,00	0,00	3 074 772,60	5 225 227,40	0,00
937	Environnement	10 448 000,00	9 689 004,13	0,00	0,00	758 995,87	9 689 004,13	0,00
938	Transports	118 533 700,00	114 993 480,59	0,00	0,00	3 540 219,41	105 106 095,90	9 887 384,69
939	Action économique	72 669 500,00	67 628 538,52	0,00	0,00	5 040 961,48	67 628 038,52	500,00
94	**Services communs non ventilés**	**237 504 056,28**	**232 012 222,00**	**1 524 655,45**	**0,00**	**3 967 178,83**		**233 406 892,06**
940	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
943	Opérations financières	20 555 357,49	10 844 316,83	1 524 655,45	0,00	8 186 385,21		12 368 972,28
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	967 498,79	800 778,44	0,00	0,00	166 720,35	129 985,39	670 793,05
945	Provisions et autres opérations mixtes	500 000,00	496 856,03			3 143,97		496 856,03
946	*Transferts entre les sections (autres que virement)*	*215 481 200,00*	*219 870 270,70*			*-4 389 070,70*		*219 870 270,70*
947	*Transferts dans section fonctionnement*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**19 411 193,36**		**0,00**				**0,00**
953	*Virement à la section d'investissement(1)*	*19 411 193,36*		*0,00*				*0,00*
Total des groupes fonctionnels		**1 054 124 850,85**	**964 765 148,94**	**1 524 655,45**	**0,00**	**87 835 046,46**	**578 759 844,14**	**387 529 960,25**
Pour information : 002 Résultat antérieur reporté N-1		**0,00**	**0,00**					

(1) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres ou de mandats (opérations sans réalisation).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI
			REALISATIONS (titres émis)	RATTACHEMENTS	RESTES A REALISER au 31/12/N (1)	
Recettes de fonctionnement – Total		**1 054 124 850,85**	**1 043 344 329,61**	**21 126 467,00**	**0,00**	**-10 345 945,76**
93	**Services ventilés**	**101 015 850,85**	**94 817 952,90**	**3 309 394,00**	**0,00**	**2 888 503,95**
930	Services généraux	10 347 500,00	6 858 406,39	0,00	0,00	3 489 093,61
931	Formation pro. et apprentissage	33 302 850,85	35 390 492,94	0,00	0,00	-2 087 642,09
932	Enseignement	8 290 000,00	9 471 394,84	0,00	0,00	-1 181 394,84
933	Culture, sports et loisirs	526 600,00	583 812,47	0,00	0,00	-57 212,47
934	Santé et action sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires	0,00	2 700,00	0,00	0,00	-2 700,00
936	Gestion des fonds européens	8 300 000,00	3 558 611,96	0,00	0,00	4 741 388,04
937	Environnement	0,00	118 574,37	0,00	0,00	-118 574,37
938	Transports	38 860 900,00	36 085 138,74	3 309 394,00	0,00	-533 632,74
939	Action économique	1 388 000,00	2 748 821,19	0,00	0,00	-1 360 821,19
94	**Services communs non ventilés**	**953 109 000,00**	**948 526 376,71**	**17 817 073,00**	**0,00**	**-13 234 449,71**
940	Impositions directes	218 236 000,00	218 179 784,00	0,00	0,00	56 216,00
941	Autres impôts et taxes	436 395 000,00	427 262 184,02	17 817 073,00	0,00	-8 684 257,02
942	Dotations et participations	262 594 000,00	262 628 646,00	0,00	0,00	-34 646,00
943	Opérations financières	1 849 000,00	6 122 430,11	0,00	0,00	-4 273 430,11
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	0,00	4 297,35	0,00	0,00	-4 297,35
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00	2 501,02			-2 501,02
946	*Transferts entre les sections*	*34 035 000,00*	*34 326 534,21*			*-291 534,21*
947	*Transferts dans section fonctionnement*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des groupes fonctionnels		**1 054 124 850,85**	**1 043 344 329,61**	**21 126 467,00**	**0,00**	**-10 345 945,76**
Pour information : 002 Résultat antérieur reporté N-1		**0,00**	**0,00**			

(1) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres ou de mandats (opérations sans réalisation).

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 930

Détail par articles

CHAPITRE 930 – Services généraux | **AE (1) = 26 424 900,00**

	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
	20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Action relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
	201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT													
Crédits votés (2)	3 579 469,24	21 434 840,00	988 270,07	349 577,20	1 534,70	0,00	0,00	1 327 758,97	0,00	2 400 000,00	281 741,03	0,00	30 363 191,21
Réalisations	3 445 222,54	17 014 293,97	756 570,93	339 697,67	1 534,70	0,00	0,00	1 295 462,33	0,00	1 578 820,03	224 614,09	0,00	24 656 216,26
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	134 246,70	4 420 546,03	231 699,14	9 879,53	0,00	0,00	0,00	32 296,64	0,00	821 179,97	57 126,94	0,00	5 706 974,95
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT													
Crédits votés (2)	48 039 950,00	20 000,00	4 191 000,00	2 491 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 742 210,00
Réalisations	47 316 105,09	10 185,60	4 113 102,59	2 371 550,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 810 944,03
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	723 844,91	9 814,40	77 897,41	119 709,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	931 265,97
RECETTES DE FONCTIONNEMENT													
Crédits votés (2))	1 061 000,00	1 084 500,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 200 000,00	0,00	0,00	10 347 500,00
Réalisations	1 205 295,54	2 122 718,33	0,00	7 711,63	0,00	0,00	0,00	2 987,60	7 848,46	3 504 435,95	7 408,88	0,00	6 858 406,39
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	-144 295,54	-1 038 218,33	0,00	-5 711,63	0,00	0,00	0,00	-2 987,60	-7 848,46	4 695 564,05	-7 408,88	0,00	3 489 093,61

(1)Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 931

Détail par articles

CHAPITRE 931 – Formation professionnelle et apprentissage | **AE (1) = 294 307 800,00**

	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT					
Crédits votés (2)	7 078 000,00	148 108 202,50	81 281 685,00	51 861 000,00	288 328 887,50
Réalisations	6 391 311,66	120 196 112,23	72 674 157,97	51 418 184,30	250 679 766,16
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	686 688,34	27 912 090,27	8 607 527,03	442 815,70	37 649 121,34
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT					
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT					
Crédits votés (2))	22 850,85	33 280 000,00	0,00	0,00	33 302 850,85
Réalisations	47 752,97	32 190 576,97	3 000 811,00	151 352,00	35 390 492,94
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	-24 902,12	1 089 423,03	-3 000 811,00	-151 352,00	-2 087 642,09

(1)Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 932

Détail par articles

CHAPITRE 932 – Enseignement | **AE (1) = 81 854 000,00**

	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
			21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT										
Crédits votés (2)	10 459 550,18	0,00	0,00	39 224 953,85	32 355 495,97	0,00	1 470 000,00	0,00	0,00	83 510 000,00
Réalisations	8 706 789,94	0,00	0,00	36 971 763,37	31 901 536,76	0,00	1 083 965,68	0,00	0,00	78 664 055,75
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	1 752 760,24	0,00	0,00	2 253 190,48	453 959,21	0,00	386 034,32	0,00	0,00	4 845 944,25
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT										
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	89 504 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 504 000,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	89 343 518,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 343 518,11
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	160 481,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 481,89
RECETTES DE FONCTIONNEMENT										
Crédits votés (2))	0,00	0,00	0,00	8 290 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 290 000,00
Réalisations	47 235,86	0,00	0,00	9 347 319,78	0,00	0,00	76 839,20	0,00	0,00	9 471 394,84
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	-47 235,86	0,00	0,00	-1 057 319,78	0,00	0,00	-76 839,20	0,00	0,00	-1 181 394,84

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 933

Détail par articles

CHAPITRE 933 – Culture, sports et loisirs | **AE (1) = 31 375 500,00**

	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT								
Crédits votés (2)	0,00	0,00	25 929 689,50	1 211 923,00	4 350 000,00	0,00	0,00	31 491 612,50
Réalisations	0,00	0,00	24 327 288,96	887 104,92	4 234 479,83	0,00	0,00	29 448 873,71
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	1 602 400,54	324 818,08	115 520,17	0,00	0,00	2 042 738,79
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT								
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	1 200 000,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	1 080 721,36	0,00	0,00	0,00	1 080 721,36
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	119 278,64	0,00	0,00	0,00	119 278,64
RECETTES DE FONCTIONNEMENT								
Crédits votés (2))	0,00	0,00	526 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	526 600,00
Réalisations	0,00	0,00	583 812,47	0,00	0,00	0,00	0,00	583 812,47
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	-57 212,47	0,00	0,00	0,00	0,00	-57 212,47

(1)Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale | **AE (1) = 706 000,00**

	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT					
Crédits votés (2)	0,00	664 500,00	0,00	0,00	664 500,00
Réalisations	0,00	549 883,50	0,00	0,00	549 883,50
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	114 616,50	0,00	0,00	114 616,50
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT					
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT					
Crédits votés (2))	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 935

Détail par articles

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires | **AE (1) = 6 854 000,00**

	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomérations et villes moyennes	3 Espace rural, autres espaces de dévelopt	4 Habitat - (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologies informat° et communicat°	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT										
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	5 121 010,00	76 990,00	0,00	2 256 000,00	0,00	0,00	7 454 000,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	4 954 477,50	59 490,00	0,00	1 968 729,92	0,00	0,00	6 982 697,42
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	166 532,50	17 500,00	0,00	287 270,08	0,00	0,00	471 302,58
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT										
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT										
Crédits votés (2))	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	2 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	-2 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 700,00

(1)Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 936

Détail par articles

CHAPITRE 936 – Gestion des fonds européens | **AE (1) = 4 800 000,00**

	1 FSE	2 FEDER	3 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT				
Crédits votés (2)	0,00	3 500 000,00	4 800 000,00	8 300 000,00
Réalisations	0,00	1 666 615,44	3 558 611,96	5 225 227,40
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	1 833 384,56	1 241 388,04	3 074 772,60
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT				
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT				
Crédits votés (2))	0,00	3 500 000,00	4 800 000,00	8 300 000,00
Réalisations	0,00	0,00	3 558 611,96	3 558 611,96
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	3 500 000,00	1 241 388,04	4 741 388,04

(1)Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 937

Détail par articles

CHAPITRE 937 – Environnement | **AE (1) = 11 518 000,00**

	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnemt infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT										
Crédits votés (2)	0,00	670 239,81	0,00	0,00	4 370 000,00	2 344 760,19	3 063 000,00	0,00	0,00	10 448 000,00
Réalisations	0,00	631 976,49	0,00	0,00	3 850 879,83	2 258 092,52	2 948 055,29	0,00	0,00	9 689 004,13
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	38 263,32	0,00	0,00	519 120,17	86 667,67	114 944,71	0,00	0,00	758 995,87
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT										
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT										
Crédits votés (2))	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	92 064,46	26 509,91	0,00	0,00	0,00	118 574,37
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	-92 064,46	-26 509,91	0,00	0,00	0,00	-118 574,37

(1)Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports | **AE (1) = 5 543 500,00**

	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs				2 Routes et voiries				
		10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	18 Autres transports en commun	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT										
Crédits votés (2)	0,00	0,00	102 772 000,00	314 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	101 108 554,94	311 403,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	1 663 445,06	2 596,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT										
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT										
Crédits votés (2))	0,00	0,00	37 462 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	34 600 918,01	0,00	49 443,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachement	0,00	0,00	3 309 394,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	-448 312,01	0,00	-49 443,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports (suite)

	2 Routes et voiries	7 Sécurité	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
	28 Autres liaisons		81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroport.	88 Autres	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT										
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	31 500,00	0,00	0,00	4 301 200,00	810 000,00	108 228 700,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	6 020,70	0,00	0,00	2 929 686,38	750 430,83	105 106 095,90
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	25 479,30	0,00	0,00	1 371 513,62	59 569,17	3 122 604,10
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT										
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	7 989 000,00	0,00	0,00	2 316 000,00	0,00	10 305 000,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	7 719 086,76	0,00	0,00	2 168 297,93	0,00	9 887 384,69
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	269 913,24	0,00	0,00	147 702,07	0,00	417 615,31
RECETTES DE FONCTIONNEMENT										
Crédits votés (2))	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	1 136 900,00	222 000,00	38 860 900,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	64 988,95	0,00	0,00	1 112 451,78	257 337,00	36 085 138,74
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 309 394,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	-24 988,95	0,00	0,00	24 448,22	-35 337,00	-533 632,74

(1)Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 939

Détail par articles

CHAPITRE 939 – Action économique | **AE (1) = 86 224 600,00**

	0 Services communs	1 Interventions économiques transversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT							
Crédits votés (2)	0,00	16 956 500,00	36 535 000,00	11 182 000,00	0,00	7 995 000,00	72 668 500,00
Réalisations	0,00	15 325 637,95	34 800 574,81	10 119 421,98	0,00	7 382 403,78	67 628 038,52
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	1 630 862,05	1 734 425,19	1 062 578,02	0,00	612 596,22	5 040 461,48
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT							
Crédits votés (2)	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
Réalisations	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT							
Crédits votés (2))	0,00	102 000,00	1 100 000,00	0,00	0,00	186 000,00	1 388 000,00
Réalisations	0,00	198 204,76	2 244 961,81	85 530,41	0,00	220 124,21	2 748 821,19
Rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	-96 204,76	-1 144 961,81	-85 530,41	0,00	-34 124,21	-1 360 821,19

(1)Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES — B 940
Détail par articles

CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article /compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI (2)
			REALISATIONS	RATTACHEMENTS	RESTES A REALISER au 31/12	
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**218 236 000,00**	**218 179 784,00**	**0,00**	**0,00**	**56 216,00**
73112	Cotisation sur la VAE	159 852 000,00	159 849 588,00	0,00	0,00	2 412,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseau	29 047 000,00	28 992 561,00	0,00	0,00	54 439,00
73121	FNGIR	27 608 000,00	27 608 412,00	0,00	0,00	-412,00
73122	Fonds péréquat° ress. perçues par région	1 729 000,00	1 729 223,00	0,00	0,00	-223,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Lorsque la colonne « Crédits sans emploi » fait apparaître, en recettes, un montant négatif, cela signifie que les réalisations ont été supérieures aux recettes votées.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES — B 941
Détail par articles

CHAPITRE 941-- Autres impôts et taxes

Article /compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI (2)
			REALISATIONS	RATTACHEMENTS	RESTES A REALISER au 31/12	
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**436 395 000,00**	**427 262 184,02**	**17 817 073,00**	**0,00**	**-8 684 257,02**
732	TICPE	199 720 000,00	186 451 059,42	17 817 073,00	0,00	-4 548 132,42
7344	Taxe/certif. immatriculation véhicules	113 000 000,00	114 391 044,79	0,00	0,00	-1 391 044,79
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	0,00	768,29	0,00	0,00	-768,29
73821	Taxe d'apprentissage	67 200 000,00	66 337 060,00	0,00	0,00	862 940,00
73822	TICPE-Ressource régionale apprentissage	6 597 000,00	6 931 207,28	0,00	0,00	-334 207,28
73841	Frais de gestion	23 210 000,00	23 210 279,67	0,00	0,00	-279,67
73842	TICPE FPA	10 953 000,00	10 953 472,70	0,00	0,00	-472,70
7385	TICPE Primes employeurs apprentis	15 715 000,00	18 987 291,87	0,00	0,00	-3 272 291,87

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Lorsque la colonne « crédits sans emploi » fait apparaître, en recettes, un montant négatif, cela signifie que les réalisations ont été supérieures aux recettes votées.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES — B 942
Détail par articles

CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article /compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI (2)
			REALISATIONS	RATTACHEMENTS	RESTES A REALISER au 31/12	
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**262 594 000,00**	**262 628 646,00**	**0,00**	**0,00**	**-34 646,00**
7411	D.G.F. - Dotation forfaitaire	188 585 000,00	188 584 891,00	0,00	0,00	109,00
7412	D.G.F. - Dotation de péréquation	15 686 000,00	15 685 526,00	0,00	0,00	474,00
7461	DGD	21 880 000,00	21 912 785,00	0,00	0,00	-32 785,00
74832	D.C.R.T.P.	27 575 000,00	27 574 752,00	0,00	0,00	248,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	505 000,00	507 400,00	0,00	0,00	-2 400,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	8 363 000,00	8 363 292,00	0,00	0,00	-292,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Lorsque la colonne « crédits sans emploi » fait apparaître, en recettes, un montant négatif, cela signifie que les réalisations ont été supérieures aux recettes votées.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES — B 943

Détail par articles

CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article /compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI (2)
			REALISATIONS	RATTACHEMENTS	RESTES A REALISER au 31/12	
	DEPENSES	**20 555 357,49**	**10 844 316,83**	**1 524 655,45**	**0,00**	**8 186 385,21**
6226	Honoraires	38 450,00	33 690,00	0,00	0,00	4 760,00
627	Services bancaires et assimilés	625 440,00	229 800,78	0,00	0,00	395 639,22
6541	Créances admises en non-valeur	78 800,00	57 149,10	0,00	0,00	21 650,90
6542	Créances éteintes	550 000,00	151 417,85	0,00	0,00	398 582,15
66111	Intérêts réglés à l'échéance	10 194 853,32	6 536 566,62	0,00	0,00	3 658 286,70
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	555 357,49	-1 344 642,51	1 524 655,45	0,00	375 344,55
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	133 333,33	0,00	0,00	0,00	133 333,33
6688	Autres	8 008 923,25	5 002 014,13	0,00	0,00	3 006 909,12
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	120 000,00	35 767,88	0,00	0,00	84 232,12
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	200,00	14,08	0,00	0,00	185,92
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	250 000,00	142 538,80	0,00	0,00	107 461,20
678	Autres charges exceptionnelles	0,10	0,10	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**1 849 000,00**	**6 122 430,11**	**0,00**	**0,00**	**-4 273 430,11**
761	Produits de participations	1 849 000,00	36 918,74	0,00	0,00	1 812 081,26
7688	Autres	0,00	1 734 575,93	0,00	0,00	-1 734 575,93
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	6 337,25	0,00	0,00	-6 337,25
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	4 344 598,19	0,00	0,00	-4 344 598,19

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Lorsque la colonne « crédits sans emploi » fait apparaître, en recettes, un montant négatif, cela signifie que les réalisations ont été supérieures aux recettes votées.

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (3)	Montant des ICNE de l'exercice	1 524 655,45
	- Montant des ICNE de l'exercice N-1	-1 344 642,51
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	180 012,94
Compte R7622 (4)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00

	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(3) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES — B 944
Détail par articles

CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnements des groupes d'élus

Article /compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI
			REALISATIONS	RATTACHEMENTS	RESTES A REALISER au 31/12	
	DEPENSES	**967 498,79**	**800 778,44**	**0,00**	**0,00**	**166 720,35**
611	Contrats de prestations de services	7 200,00	6 666,00	0,00	0,00	534,00
6218	Autre personnel extérieur	2 000,00	1 663,20	0,00	0,00	336,80
65861	Frais de personnel	811 250,00	689 843,72	0,00	0,00	121 406,28
65862	Matériel, équipement et fournitures	147 048,79	102 605,52	0,00	0,00	44 443,27
	RECETTES	**0,00**	**4 297,35**	**0,00**	**0,00**	**-4 297,35**
65869	Remboursements frais de fonctionnement	0,00	4 297,35	0,00	0,00	-4 297,35

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES — B 945
Détail par articles

CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article /compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES REALISATIONS	CREDITS SANS EMPLOI (2)
	DEPENSES	**500 000,00**	**496 856,03**	**3 143,97**
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	500 000,00	496 856,03	3 143,97
	RECETTES	**0,00**	**2 501,02**	**-2 501,02**
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	1,02	-1,02
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	2 500,00	-2 500,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Lorsque la colonne « crédits sans emploi » fait apparaître, en recettes, un montant négatif, cela signifie que les réalisations ont été supérieures aux recettes votées.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES — B 946
Détail par articles

CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article /compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES REALISATIONS	CREDITS SANS EMPLOI (2)
	DEPENSES (3)	**215 481 200,00**	**219 870 270,70**	**-4 389 070,70**
	Dot. aux amortissements et provisions	***215 481 200,00***	***215 223 368,66***	***257 831,34***
6811	*Dot. amort. Immos incorporelles*	*215 481 200,00*	*215 223 368,66*	*257 831,34*
	Autres	***0,00***	***4 646 902,04***	***-4 646 902,04***
675	*Valeur comptable immobilisations cédées*	*0,00*	*2 492 287,41*	*-2 492 287,41*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*2 154 614,63*	*-2 154 614,63*
	RECETTES (4)	**34 035 000,00**	**34 326 534,21**	**-291 534,21**
	Reprises sur autofinancement	***34 035 000,00***	***34 024 230,36***	***10 769,64***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*34 035 000,00*	*34 024 230,36*	*10 769,64*
	Transfert de charges	***0,00***	***302 303,85***	***-302 303,85***
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*	*302 303,85*	*-302 303,85*

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Lorsque la colonne « Crédits sans emploi » fait apparaître, en recettes, un montant négatif, cela signifie que les réalisations ont été supérieures aux recettes votées.

(3) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES REALISATIONS	CREDITS SANS EMPLOI (2)
	DEPENSES (3)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	RECETTES (3)	***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Lorsque la colonne « Crédits sans emploi » fait apparaître, en recettes, un montant négatif, cela signifie que les réalisations ont été supérieures aux recettes votées.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

Compte administratif
Exercice 2016

IV – ETATS ANNEXES

SOMMAIRE

IV – Annexes

A – Présentation croisée	4 à 45
B - Eléments du bilan	
B1.1 - Etat de la dette – Détail des crédits de trésorerie	46
B1.2 - Etat de la dette – Répartition par nature de dette	47 à 52
B1.3 - Etat de la dette – Répartition des emprunts par structure de taux	53
B1.4 - Etat de la dette – Typologie de la répartition de l'encours	54
B1.5 - Etat de la dette – Détail des opérations de couverture	55 à 58
B1.6 - Etat de la dette – Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	59
B1.7 - Etat de la dette – Emprunts renégociés au cours de l'année N	60
B2 - Méthodes utilisées	61 à 62
B3 - Etat des provisions constituées	63
B4 - Etat des charges transférées	64
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	65
B6 - Prêts	66 à 85
B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	86
B7.2 - Equilibre des opérations financières – Recettes	87 à 88
B8 - Etat présentant le montant des recettes et des dépenses affectées aux services assujettis à la TVA ne faisant pas l'objet d'un budget annexe distinct du budget général	89 à 106
B9.1 - Variation du patrimoine (articles L.4221-4 et L.4313.2 du CGCT) – Entrées	107 à137
B9.2 - Variation du patrimoine (articles L.4221-4 et L.4313.2 du CGCT) – Sorties	138
B9.3 - Etat des opérations liées aux cessions	139
C - Engagements hors bilan	
C1.1 - Etat des emprunts garantis	140 à 141
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement	142
C2 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subvention	143 à 262
C3 - Etat des contrats de crédit-bail	263
C4 - Etat des contrats de PPP	264

C5 - Etat des autres engagements donnés	265
C6 - Etat des engagements reçus	266
C7 - Situation des autorisations de programme	267
C8 - Situation des autorisations d'engagement	268
C9 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	269 à 270

D - Autres éléments d'information	
D1.1 - Etat du personnel	271 à 275
D1.2 - Action de formation des élus	276 à 278
D1.3 – Etat relatif aux ressources et aux dépenses de la formation professionnelle des jeunes	279
D2.1 - Liste des organismes dans lesquels la région a pris un engagement financier	280 à 293
D2.2 – Liste des subventions versées par la région aux communes	294 à 317
D3.1 - Liste des organismes de regroupement	318
D3.2 - Liste des établissements publics créés	319
D3.3.1 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	320
D3.3.2 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	321 à 322
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	323
D3.5.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	324
D3.5.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	325 à 326
D3.5.3 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 3 : Patrimoine	327 à 329
D4.1- Gestion des fonds européens	330 à 342

E – Décisions en matière de taux	
E1 - Décisions en matière de taux	343

IV – PRESENTATION CROISEE — IV

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A/900

Détail par articles

CHAPITRE 900 – Services généraux

Article / compte par nature	Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Actions relevant de la subvent° globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
DEPENSES		**0,00**	**2 898 269,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**286 500,00**	**4 643 992,37**	**144 977,74**	**0,00**	**7 973 739,42**
2031	Frais d'études	0,00	12 019,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 019,20
2033	Frais d'insertion	0,00	8 922,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 922,10
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 445 864,53	0,00	0,00	2 445 864,53
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 236 712,37	0,00	0,00	1 239 212,37
204152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 628,40	0,00	0,00	142 628,40
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	480 815,88	0,00	0,00	480 815,88
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 500,00	0,00	0,00	0,00	265 500,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	13 659,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	337 971,19	22 039,04	0,00	373 669,23
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	7 179,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00	0,00	122 938,70	0,00	151 118,65
2051	Concessions, droits similaires	0,00	1 049 194,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 049 194,40
21311	Bâtiments administratifs	0,00	10 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 200,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	605 028,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	605 028,50

Article / compte par nature	Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Actions relevant de la subvent° globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
21838	Autre matériel informatique	0,00	531 366,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	531 366,50
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	181 598,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 598,19
2185	Matériel de téléphonie	0,00	18 959,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 959,64
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	67 095,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 095,95
2313	Constructions	0,00	254 639,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	254 639,02
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	114 983,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 983,72
2744	Prêts d'honneur	0,00	20 542,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 542,51
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	230,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	230,63
RECETTES		**22 160,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 575 740,68**	**565 958,48**	**0,00**	**2 163 860,00**
13172	Subv. transf. FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	872 267,33	0,00	0,00	872 267,33
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	564 000,00	0,00	564 000,00
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	538 797,55	0,00	0,00	538 797,55
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 530,42	0,00	0,00	110 530,42
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 065,93	0,00	0,00	37 065,93
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 079,45	48,00	0,00	17 127,45
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 910,48	0,00	1 910,48
2744	Prêts d'honneur	22 160,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 160,84

IV – PRESENTATION CROISEE — IV

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A/901

Détail par articles

CHAPITRE 901 – Formation professionnelle et apprentissage

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**4 164 478,47**	**3 604 540,47**	**7 769 018,94**
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	17 691,23	0,00	17 691,23
204151	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	41 535,47	0,00	41 535,47
204152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	316 320,43	316 320,43
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	657 400,13	0,00	657 400,13
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	2 294 766,92	0,00	2 294 766,92
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	1 082 497,38	0,00	1 082 497,38
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	70 587,34	0,00	70 587,34
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	139 272,04	139 272,04
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	3 148 948,00	3 148 948,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

A/902

Détail par articles

CHAPITRE 902 – Enseignement

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**3 360 592,24**	**0,00**	**0,00**	**78 066 062,45**	**25 287 260,18**	**0,00**	**3 684 356,01**	**0,00**	**0,00**	**110 398 270,88**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	426 960,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	426 960,81
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	34 812,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 812,76
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	735 158,25	0,00	0,00	735 158,25
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	66 049,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 049,40
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	593 470,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	593 470,52
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	978 501,23	0,00	0,00	978 501,23
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	570 696,53	0,00	0,00	570 696,53
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	3 018 493,21	0,00	0,00	0,00	0,00	3 018 493,21
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	21 961 549,63	0,00	0,00	0,00	0,00	21 961 549,63
20431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	321 998,66	0,00	0,00	6 467 949,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 789 947,68
20432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	172 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172 900,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	2 025,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 025,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	395,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	395,94
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	3 113 683,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 113 683,73
21572	Matériel technique scolaire	0,00	0,00	0,00	590 772,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	590 772,22
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	1 993 037,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 993 037,31
217312	Bâtiments scolaires (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	7 969,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 969,28
21831	Matériel informatique scolaire	3 038 593,58	0,00	0,00	1 269 852,72	307 217,34	0,00	0,00	0,00	0,00	4 615 663,64
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	0,00	0,00	1 568 492,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 568 492,72
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	34 434,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 434,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	10 420,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 420,36

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0,00	0,00	0,00	5 720 947,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 720 947,19
236	Avances aux EPLE sur immos régionales	0,00	0,00	0,00	3 507 187,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 507 187,88
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	52 484 701,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 484 701,59
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00
RECETTES		**20 958 087,00**	**0,00**	**0,00**	**2 412 066,91**	**0,00**	**0,00**	**796 495,00**	**0,00**	**0,00**	**24 166 648,91**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	1 766 175,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 766 175,51
1314	Subv. transf. Communes	0,00	0,00	0,00	175 379,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 379,34
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	213 679,00	0,00	0,00	213 679,00
1324	Subv. non transf. Communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	548 157,00	0,00	0,00	548 157,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 659,00	0,00	0,00	34 659,00
1332	Dotation régionale d'équipement scolaire	20 958 087,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 958 087,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	17,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17,96
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	0,00	0,00	23,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23,53
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0,00	0,00	0,00	7 370,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 370,66
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	463 099,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	463 099,91

IV – PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

A/903

Détail par articles

CHAPITRE 903 – Culture, sports et loisirs

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**4 368 894,63**	**4 755 085,97**	**3 122 061,46**	**0,00**	**0,00**	**12 246 042,06**
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	50 972,14	0,00	0,00	0,00	50 972,14
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	92 889,72	390 391,06	0,00	0,00	0,00	483 280,78
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	93 665,77	3 370 426,80	752 415,29	0,00	0,00	4 216 507,86
204152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	6 856,21	0,00	0,00	0,00	6 856,21
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	179 605,00	0,00	1 468 519,75	0,00	0,00	1 648 124,75
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	3 588 824,47	0,00	149 495,16	0,00	0,00	3 738 319,63
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	105 010,83	936 439,76	751 631,26	0,00	0,00	1 793 081,85
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	1 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 950,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	0,00	306 948,84	0,00	0,00	0,00	0,00	306 948,84
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**813 742,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**813 742,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	763 667,00	0,00	0,00	0,00	0,00	763 667,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	49 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 700,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	375,00	0,00	0,00	0,00	0,00	375,00

IV – PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

A/905

Détail par articles

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomérations et villes moyennes	3 Espace rural, autres espaces de dévelopt	4 Habitat - (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologies informat° et communicat°	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 930 541,47**	**4 175 167,08**	**0,00**	**205 137,48**	**0,00**	**0,00**	**24 310 846,03**
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 425,29	0,00	0,00	152 425,29
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 193,37	0,00	0,00	27 193,37
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	15 905 292,89	2 468 361,83	0,00	0,00	0,00	0,00	18 373 654,72
204151	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 518,82	0,00	0,00	25 518,82
204152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	534 733,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	534 733,66
204153	Subv. Grpt : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	811 182,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	811 182,96
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	1 714 240,00	1 000 317,03	0,00	0,00	0,00	0,00	2 714 557,03
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	965 091,96	706 488,22	0,00	0,00	0,00	0,00	1 671 580,18
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 067,85**	**0,00**	**57 692,31**	**0,00**	**0,00**	**124 760,16**
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	67 067,85	0,00	0,00	0,00	0,00	67 067,85
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 692,31	0,00	0,00	57 692,31

IV – PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/906

CHAPITRE 906 – Gestion des fonds européens

Article /compte par nature	Libellé	1 FSE	2 FEDER	3 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**2 513 769,62**	**6 552 150,25**	**9 065 919,87**
2045	Subv. d'équipement versées aux tiers	0,00	2 513 769,62	6 552 150,25	9 065 919,87
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**6 552 150,25**	**6 552 150,25**
13173	Subv. transf. FEOGA	0,00	0,00	6 552 150,25	6 552 150,25

IV – PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

A/907

Détail par articles

CHAPITRE 907 – Environnement

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnemt infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**1 078 927,19**	**0,00**	**0,00**	**2 529 412,90**	**1 956 789,26**	**727 987,25**	**0,00**	**0,00**	**6 293 116,60**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	24 884,21	0,00	0,00	0,00	0,00	24 884,21
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 690,13	0,00	0,00	34 690,13
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	71 798,85	0,00	0,00	0,00	0,00	71 798,85
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	1 078 927,19	0,00	0,00	2 010 151,92	268 390,45	22 605,53	0,00	0,00	3 380 075,09
204152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	408 225,81	120 097,73	638 794,55	0,00	0,00	1 167 118,09
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 971,53	0,00	0,00	0,00	1 971,53
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	11 102,48	0,00	0,00	0,00	0,00	11 102,48
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	549,63	1 566 329,55	31 897,04	0,00	0,00	1 598 776,22
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 917,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 917,61**
204152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	6 404,39	0,00	0,00	0,00	0,00	6 404,39
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	1 513,22	0,00	0,00	0,00	0,00	1 513,22

IV – PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

A/908

Détail par articles

CHAPITRE 908 – Transports

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs				2 Routes et voiries				
			10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	18 Autres transports en commun	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**39 302 994,31**	**57 686 064,04**	**0,00**	**5 904 163,42**	**0,00**	**415 279,71**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 904 163,42	0,00	0,00	0,00	0,00
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	6 245 361,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	3 432,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204133	Subv. Dpt : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	409 875,15	0,00	0,00
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	50 068,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	470 156,00	0,00	0,00	0,00	5 404,56	0,00	0,00
204143	Subv.Cne : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	7 056 467,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204151	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	710 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041711	Subv. SNCF : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	5 739 056,49	101 323,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041712	Subv. SNCF : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	2 770 973,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041713	Subv. SNCF : Projet infrastructure	0,00	0,00	26 483 000,00	3 594 567,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041721	Subv. RFF : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	407 388,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041723	Subv. RFF : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	43 191 251,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs				2 Routes et voiries				
			10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	18 Autres transports en commun	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	33 006,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	7 427,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel ferroviaire	0,00	0,00	125 576,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 204 730,33**	**0,00**	**147 580,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1324	Subv. non transf. Communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 580,37	0,00	0,00	0,00	0,00
2041712	Subv. SNCF : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	24 144,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041721	Subv. RFF : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	25 543,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs				2 Routes et voiries				
			10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	18 Autres transports en commun	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière
2041723	Subv. RFF : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	6 155 041,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – PRESENTATION CROISEE

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

IV

A/908

CHAPITRE 908 – Transports (suite)

2 Routes et voiries	7 Sécurité	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
28 Autres liaisons		81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroport.	88 Autres	
0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 365 353,32**	**6 323 988,93**	**126 997 843,73**
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 832 071,32	117 808,82	1 949 880,14
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 604,00	11 772,00	29 376,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 904 163,42
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 865,08	0,00	6 257 226,38
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 789,63	120 222,54
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	409 875,15
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 068,75
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475 560,56
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 056 467,89
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	710 000,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 530 716,26	104 083,34	2 634 799,60
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 840 380,14
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 770 973,94
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 077 567,09
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	407 388,42
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 191 251,55
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 666,04	0,00	5 666,04
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 083 755,13	0,00	3 083 755,13
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 006,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	782 412,99	14 387,00	804 227,83
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 135,70	0,00	62 135,70
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	971,93	971,93
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	224 224,55	0,00	224 224,55
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 576,52
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 360,54	559 642,31	616 002,85
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 836,33	0,00	48 836,33
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 568,73	0,00	23 568,73
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 499,01	3 499,01
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 991,64	0,00	34 991,64

2 Routes et voiries	7 Sécurité	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
28 Autres liaisons		81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroport.	88 Autres	
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 628,56	0,00	4 628,56
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 783 636,33	5 315 741,60	11 099 377,93
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 855 880,12	79 293,29	2 935 173,41
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	7 000,00
0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 640,45**	**1 781 635,25**	**8 213 586,40**
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 778 934,70	1 778 934,70
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 676,84	0,00	19 676,84
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 580,37
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 144,80
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 543,83
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 155 041,70
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 963,61	2 700,55	12 664,16

IV – PRESENTATION CROISEE

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

IV

A/909

CHAPITRE 909 – Action économique

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Interventions économiques transversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**18 098 838,97**	**13 063 759,78**	**8 577 340,56**	**0,00**	**3 979 462,27**	**43 719 401,58**
1318	Autres subvent° d'équipement transf.	0,00	264 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	264 650,00
16873	Dettes - Départements	0,00	259 706,37	0,00	0,00	0,00	0,00	259 706,37
16874	Dettes - Communes et intercos	0,00	335 383,28	0,00	0,00	0,00	0,00	335 383,28
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	844 050,00	0,00	0,00	0,00	844 050,00
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	214 796,40	214 796,40
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	12 487,00	0,00	0,00	12 487,00
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	690 240,95	48 496,00	0,00	445 600,29	1 184 337,24
204152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	847 507,11	0,00	56 395,43	903 902,54
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	5 003 847,89	28 400,00	0,00	0,00	5 032 247,89
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	2 589 915,87	82 881,96	0,00	13 600,00	2 686 397,83
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	4 404 713,74	616 977,00	1 102 021,58	0,00	0,00	6 123 712,32
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	3 455 546,91	0,00	2 145 185,15	5 600 732,06
2111	Terrains nus	0,00	13 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 900,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	156 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 000,00
261	Titres de participation	0,00	146 710,20	0,00	0,00	0,00	0,00	146 710,20
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	0,00	950 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	950 000,00
2745	Avances remboursables	0,00	9 002 775,38	3 318 728,07	0,00	0,00	1 103 885,00	13 425 388,45
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	2 565 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00	0,00	5 565 000,00
RECETTES		**0,00**	**6 196 259,08**	**2 225 118,21**	**279 032,98**	**0,00**	**914 001,19**	**9 614 411,46**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00
16873	Dettes - Départements	0,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
16874	Dettes - Communes et intercos	0,00	1 700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 700 000,00
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	165 582,83	0,00	0,00	0,00	165 582,83
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	51 424,80	0,00	0,00	0,00	51 424,80
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	164 770,98	0,00	0,00	164 770,98
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	30 000,00	44 262,00	0,00	0,00	74 262,00
2745	Avances remboursables	0,00	4 406 259,08	1 978 110,58	0,00	0,00	914 001,19	7 298 370,85

IV – PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

A/930

Détail par articles

CHAPITRE 930 –Services généraux

Article / compte par nature	Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Action relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
DEPENSES		**50 761 327,63**	**17 024 479,57**	**4 869 673,52**	**2 711 248,42**	**1 534,70**	**0,00**	**0,00**	**1 295 462,33**	**0,00**	**1 578 820,03**	**224 614,09**	**0,00**	**78 467 160,29**
60611	Eau et assainissement	0,00	34 169,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 169,33
60612	Energie - Electricité	0,00	547 810,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	547 810,11
60621	Combustibles	0,00	28 484,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 484,97
60622	Carburants	0,00	408 221,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	408 221,19
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	171 496,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 496,74
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	737 235,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	737 235,99
6064	Fournitures administratives	0,00	266 155,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 155,27
611	Contrats de prestations de services	0,00	1 032 108,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 032 108,54
6132	Locations immobilières	0,00	2 557 413,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 557 413,02
61358	Autres	0,00	327 371,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	327 371,05
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	93 695,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 695,10
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	1 209 804,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 209 804,60
61551	Entretien matériel roulant	0,00	225 736,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225 736,53

Article / compte par nature	Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Action relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	155 501,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 501,44
6156	Maintenance	0,00	791 650,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	791 650,09
6161	Multirisques	0,00	167 369,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167 369,10
617	Etudes et recherches	0,00	450 315,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 315,22
6182	Documentation générale et technique	0,00	209 857,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	209 857,84
6184	Frais de formation	1 326 529,89	5 942,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 332 471,89
6185	Frais de colloques et de séminaires	15 826,70	15 543,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 826,03	0,00	37 196,65
6218	Autre personnel extérieur	295 492,32	128 318,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	423 810,72
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	10 185,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 185,60
6226	Honoraires	0,00	40 990,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 990,23
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	185 408,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	185 408,03
6228	Divers	158,08	250 288,94	12 708,34	7 579,50	1 534,70	0,00	0,00	90 315,05	0,00	0,00	23 737,50	0,00	386 322,11
6231	Annonces et insertions	0,00	647 017,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	647 017,23
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	52 011,79	179 532,38	45 234,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 778,72
6233	Foires et expositions	0,00	1 108,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 108,99
6234	Réceptions	0,00	27 909,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 375,08	0,00	0,00	250,25	0,00	36 534,97
6236	Catalogues, imprimés et publications	0,00	332 088,53	0,00	34 198,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	366 286,65
6238	Divers	0,00	1 057 889,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 461,07	0,00	0,00	0,00	0,00	1 074 350,43
6241	Transports de biens	0,00	122 624,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 624,39
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	33 538,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 388,55	0,00	0,00	206,03	0,00	49 133,21

Article / compte par nature	Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Action relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
6247	Transports collectifs	369 109,65	0,00	0,00	6 463,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	375 573,08
6248	Divers	0,00	18 062,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 062,44
6251	Voyages, déplacements et missions	292 308,53	42 641,44	0,00	2 872,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	337 822,37
6261	Frais d'affranchissement	0,00	385 942,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	385 942,43
6262	Frais de télécommunications	0,00	299 931,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	299 931,96
627	Services bancaires et assimilés	0,00	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,00
6281	Concours divers (cotisations)	835,00	199 367,90	172 953,00	28 000,00	0,00	0,00	0,00	59 783,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00	468 438,90
6282	Frais de gardiennage	0,00	231 068,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	231 068,58
6288	Autres services extérieurs	0,00	2 090,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 090,50
6331	Versement de transport	481 938,00	0,00	56 679,00	8 743,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	547 360,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	129 791,00	0,00	14 172,00	2 187,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 150,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	232 650,18	0,00	0,00	3 933,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 583,63
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	78 277,00	0,00	0,00	1 310,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 587,00
63512	Taxes foncières	0,00	355 279,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	355 279,10
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	13 700,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 700,04
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	4 997,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 997,94
64111	Rémunération principale titulaires	20 389 722,68	0,00	0,00	366 145,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 755 868,11
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	626 983,04	0,00	0,00	12 691,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	639 675,03

Article / compte par nature	Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Action relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
64118	Autres indemnités titulaires	6 940 490,90	0,00	0,00	136 850,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 077 341,36
64131	Rémunérations non titulaires	4 019 446,33	0,00	0,00	48 531,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 067 977,39
64132	Sup. familial traitement, Ind. résidence	59 716,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 716,64
64138	Primes et autres indemnités	1 159 571,77	0,00	0,00	19 147,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 178 719,70
64162	Emplois d'avenir	177 055,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	177 055,74
6417	Rémunérations des apprentis	159 646,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 646,60
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 927 009,00	0,00	0,00	82 338,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 009 347,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	7 114 926,71	0,00	0,00	121 081,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 236 008,27
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	323 920,00	0,00	0,00	4 153,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	328 073,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	2 932,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 932,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	82 308,28	0,00	0,00	1 464,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 772,82
6473	Allocations de chômage	26 265,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 265,28
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	592 792,80	17 636,70	0,00	10 476,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	620 905,88
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	157 341,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	157 341,43
6478	Autres charges sociales diverses	935 623,51	1 152 848,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 088 472,19
6513	Bourses	0,00	74 059,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 059,00

Article / compte par nature	Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Action relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
65211	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	1 552 496,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 552 496,95
65212	Frais de mission et déplacement	0,00	0,00	0,00	210 880,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 880,21
65215	Frais de formation	0,00	0,00	0,00	4 469,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 469,46
6531	Indemnités de fonction	0,00	0,00	2 975 956,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 975 956,57
6532	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	337 280,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	337 280,01
6533	Cotisations de retraite	0,00	0,00	246 039,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	246 039,02
6534	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00	820 256,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	820 256,00
6535	Formation	0,00	0,00	54 097,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 097,20
65732	Subv. fonct. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 977,85	0,00	0,00	0,00	0,00	102 977,85
65733	Subv. fonct. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 750,00	0,00	670 757,76	0,00	0,00	682 507,76
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	73 530,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 130,49	0,00	75 660,70
65735	Subv. fonct. Groupement de collectivités	0,00	54,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54,60
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	21 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 396,70	0,00	766 264,82	10 750,00	0,00	799 911,52
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	1 644 302,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	989 015,03	0,00	141 797,45	174 213,79	0,00	2 949 328,98
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	4 847,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 847,10
RECETTES		**1 205 295,54**	**2 122 718,33**	**0,00**	**7 711,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 987,60**	**7 848,46**	**3 504 435,95**	**7 408,88**	**0,00**	**6 858 406,39**

Article / compte par nature	Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Action relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
6419	Remboursements rémunérations personnel	1 032 069,32	0,00	0,00	7 711,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 039 780,95
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	163 785,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 785,94
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	786 380,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	786 380,03
70878	Remb. frais par d'autres tiers	0,00	28 018,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 018,96
74712	Emplois d'avenir	0,00	221 653,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	221 653,60
74771	Participation Fonds social européen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143 688,42	0,00	0,00	143 688,42
74772	Participation FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 268 657,49	0,00	0,00	3 268 657,49
74778	Autres Participat° Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 848,46	0,00	0,00	0,00	7 848,46
7478	Participat° Autres organismes	0,00	254 547,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	254 547,23
752	Revenus des immeubles	0,00	117 889,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 889,46
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	665 438,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 987,60	0,00	92 090,04	7 408,88	0,00	767 924,80
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	3 661,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 661,89
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	40 925,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 925,53
7788	Produits exceptionnels divers	9 440,28	3 603,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 043,63

IV – PRESENTATION CROISEE

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

IV

A/931

CHAPITRE 931 –Formation professionnelle et apprentissage

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**6 391 311,66**	**120 196 112,23**	**72 674 157,97**	**51 418 184,30**	**250 679 766,16**
611	Contrats de prestations de services	41 799,00	55 145 315,29	247 207,92	0,00	55 434 322,21
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	39 780,00	0,00	39 780,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	4 740,71	0,00	0,00	14 500,00	19 240,71
6226	Honoraires	39 691,97	0,00	1 910,15	0,00	41 602,12
6231	Annonces et insertions	321 097,73	11 664,00	55 521,05	0,00	388 282,78
6233	Foires et expositions	812 268,08	0,00	0,00	0,00	812 268,08
6234	Réceptions	6 165,77	0,00	0,00	0,00	6 165,77
6236	Catalogues, imprimés et publications	358,80	4 861,80	10 920,00	0,00	16 140,60
6238	Divers	9 509,40	78 468,00	0,00	0,00	87 977,40
6245	Transports de personnes extérieures	42 827,60	0,00	0,00	0,00	42 827,60
6281	Concours divers (cotisations)	5 324,56	0,00	0,00	0,00	5 324,56
65111	Rémunérations	0,00	28 292 684,96	0,00	0,00	28 292 684,96
65112	Cotisations sociales	0,00	3 894 760,96	0,00	0,00	3 894 760,96
65114	Autres remboursements	0,00	1 642 319,53	0,00	0,00	1 642 319,53
6513	Bourses	0,00	1 814 370,00	11 654 350,00	5 492 161,00	18 960 881,00
6518	Autres	0,00	7 898 164,27	0,00	0,00	7 898 164,27
6552	Prime employeurs apprentis	0,00	0,00	17 008 935,00	0,00	17 008 935,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	45 901 972,30	45 901 972,30
6568	Autres participations	0,00	0,00	39 011 069,00	0,00	39 011 069,00
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	7 506,35	0,00	104 238,00	0,00	111 744,35
65735	Subv. fonct. Groupement de collectivités	99 616,47	254 912,77	349 457,80	0,00	703 987,04
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	1 036 269,40	14 219 659,85	2 372 278,80	0,00	17 628 208,05
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	3 963 326,32	6 937 735,43	1 818 490,25	0,00	12 719 552,00
6745	Subvent° fonct. personnes droit privé	809,50	1 195,37	0,00	9 551,00	11 555,87
RECETTES		**47 752,97**	**32 190 576,97**	**3 000 811,00**	**151 352,00**	**35 390 492,94**
74718	Autres participations Etat	0,00	24 188 114,00	0,00	0,00	24 188 114,00
7478	Participat° Autres organismes	12 950,00	7 650 173,00	0,00	0,00	7 663 123,00
7588	Autres produits divers gestion courante	34 802,97	352 289,97	3 000 811,00	151 352,00	3 539 255,94

IV – PRESENTATION CROISEE

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

IV

A/932

CHAPITRE 932 –Enseignement

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES		**8 706 789,94**	**0,00**	**0,00**	**126 315 281,48**	**31 901 536,76**	**0,00**	**1 083 965,68**	**0,00**	**0,00**	**168 007 573,86**
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	2 724,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 724,13
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	954 632,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	954 632,62
611	Contrats de prestations de services	455 918,43	0,00	0,00	334 633,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	790 551,75
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	8 025,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 025,60
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	8 854,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 854,55
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	1 772 826,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 772 826,67
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	3 636,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 636,23
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	365 143,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	365 143,45
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	39 733,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 733,15
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	344 579,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	344 579,77
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	478 377,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	478 377,52
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	194 082,65	0,00	0,00	27 000,00	0,00	0,00	221 082,65
6182	Documentation générale et technique	1 799,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 799,93
6185	Frais de colloques et de séminaires	210,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	88 367,21	42 813,89	0,00	0,00	0,00	0,00	131 181,10
6226	Honoraires	123,62	0,00	0,00	618,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	741,70
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	18 847,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 847,80
6228	Divers	92 048,66	0,00	0,00	0,00	48 346,04	0,00	0,00	0,00	0,00	140 394,70
6231	Annonces et insertions	3 875,73	0,00	0,00	15 938,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 814,04

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
6236	Catalogues, imprimés et publications	4 618,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 618,80
6238	Divers	17 942,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 942,40
6245	Transports de personnes extérieures	10 082,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 082,26
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	122 074,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 074,35
6261	Frais d'affranchissement	6 348,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 348,49
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	437 819,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	437 819,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	256 505,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	256 505,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	461 591,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	461 591,22
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	154 311,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 311,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	43 105 460,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 105 460,04
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	936 320,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	936 320,46
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	8 579 688,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 579 688,13
64131	Rémunérations non titulaires	0,00	0,00	0,00	7 073 261,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 073 261,22
64132	Sup. familial traitement, Ind. résidence	0,00	0,00	0,00	194 908,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 908,91
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	1 361 994,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 361 994,50
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	191 780,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	191 780,03
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	9 749 563,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 749 563,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	15 188 449,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 188 449,08
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	561 985,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	561 985,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	3 262,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 262,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	172 239,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172 239,39
6473	Allocations de chômage	0,00	0,00	0,00	1 261,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 261,50

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	0,00	0,00	0,00	912 773,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	912 773,79
6513	Bourses	1 770 471,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 770 471,00
6518	Autres	2 384 174,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 384 174,29
65511	Dot. fonct. Etablissements publics	0,00	0,00	0,00	28 257 068,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 257 068,78
65512	Dot. fonct. Etablissements privés	0,00	0,00	0,00	0,00	30 554 636,46	0,00	0,00	0,00	0,00	30 554 636,46
6562	Participat° titre coopérat° décentral.	0,00	0,00	0,00	189 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	189 000,00
65735	Subv. fonct. Groupement de collectivités	706 415,74	0,00	0,00	3 692 739,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 399 154,92
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 029 465,68	0,00	0,00	1 030 465,68
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	3 251 760,59	0,00	0,00	80 204,84	1 255 740,37	0,00	27 500,00	0,00	0,00	4 615 205,80
RECETTES		**47 235,86**	**0,00**	**0,00**	**9 347 319,78**	**0,00**	**0,00**	**76 839,20**	**0,00**	**0,00**	**9 471 394,84**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	125 432,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 432,55
7475	Participat° Groupements de collectivités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 839,20	0,00	0,00	76 839,20
74881	Participat° familles hébergt , restaurat	0,00	0,00	0,00	8 876 834,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 876 834,77
7588	Autres produits divers gestion courante	47 235,86	0,00	0,00	304,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 539,86
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	151 193,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 193,03
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	193 555,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	193 555,43

IV – PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

A/933

Détail par articles

CHAPITRE 933 – Culture, sports et loisirs

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**24 327 288,96**	**1 967 826,28**	**4 234 479,83**	**0,00**	**0,00**	**30 529 595,07**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	300 764,25	10 468,60	43 468,70	0,00	0,00	354 701,55
6226	Honoraires	0,00	0,00	16,80	470,76	203,13	0,00	0,00	690,69
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	8 103,60	45 276,00	17 375,53	0,00	0,00	70 755,13
6234	Réceptions	0,00	0,00	4 197,00	0,00	2 114,61	0,00	0,00	6 311,61
6236	Catalogues, imprimés et publications	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	10 905,20	0,00	0,00	0,00	10 905,20
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	2 910,00	7 870,00	0,00	0,00	0,00	10 780,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	11 168,00	0,00	0,00	0,00	11 168,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	2 732,00	0,00	0,00	0,00	2 732,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	4 915,77	0,00	0,00	0,00	4 915,77
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	1 674,00	0,00	0,00	0,00	1 674,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	505 596,90	0,00	0,00	0,00	505 596,90
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	9 259,60	0,00	0,00	0,00	9 259,60
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	168 479,86	0,00	0,00	0,00	168 479,86
64131	Rémunérations non titulaires	0,00	0,00	0,00	31 135,43	0,00	0,00	0,00	31 135,43
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	6 979,89	0,00	0,00	0,00	6 979,89
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	14 464,79	0,00	0,00	0,00	14 464,79
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	96 622,00	0,00	0,00	0,00	96 622,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	215 739,49	0,00	0,00	0,00	215 739,49
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	3 230,00	0,00	0,00	0,00	3 230,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	268,00	0,00	0,00	0,00	268,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	2 022,34	0,00	0,00	0,00	2 022,34
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	0,00	0,00	0,00	6 433,29	0,00	0,00	0,00	6 433,29
6518	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	592 350,00	0,00	0,00	592 350,00

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				
65733	Subv. fonct. Départements	0,00	0,00	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	0,00	528 517,75	85 611,05	15 000,00	0,00	0,00	629 128,80
65735	Subv. fonct. Groupement de collectivités	0,00	0,00	104 823,00	22 398,94	0,00	0,00	0,00	127 221,94
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	3 485 960,30	12 715,00	772 875,00	0,00	0,00	4 271 550,30
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	19 757 496,26	691 389,37	2 791 092,86	0,00	0,00	23 239 978,49
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**583 812,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**583 812,47**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	6 312,47	0,00	0,00	0,00	0,00	6 312,47
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	577 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	577 500,00

IV – PRESENTATION CROISEE

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

IV

A/934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**549 883,50**	**0,00**	**0,00**	**549 883,50**
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	20 800,00	0,00	0,00	20 800,00
65735	Subv. fonct. Groupement de collectivités	0,00	58 120,00	0,00	0,00	58 120,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	470 963,50	0,00	0,00	470 963,50
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – PRESENTATION CROISEE — IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — A/935

Détail par articles

CHAPITRE 935 –Aménagement des territoires

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomérations et villes moyennes	3 Espace rural, autres espaces de dévelopt	4 Habitat - (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologies informat° et communicat°	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 954 477,50**	**59 490,00**	**0,00**	**1 968 729,92**	**0,00**	**0,00**	**6 982 697,42**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	24 916,90	0,00	0,00	60 338,00	0,00	0,00	85 254,90
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	59 600,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 600,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	46 681,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 681,20
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	81,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81,53
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	919,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	919,47
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	3 966,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 966,36
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	7 697,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 697,91
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 855,72	0,00	0,00	2 855,72
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	99,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99,46
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	18 500,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	26 500,00
6561	Participat° organismes regroupement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00
65731	Subv. fonct. Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 380,00	0,00	0,00	7 380,00
65733	Subv. fonct. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	0,00	0,00	550 893,56	20 740,00	0,00	28 684,27	0,00	0,00	600 317,83
65735	Subv. fonct. Groupement de collectivités	0,00	0,00	0,00	2 577 792,61	0,00	0,00	8 810,00	0,00	0,00	2 586 602,61
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	40 900,00	0,00	0,00	228 230,49	0,00	0,00	269 130,49
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	1 607 428,50	18 750,00	0,00	224 431,44	0,00	0,00	1 850 609,94
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 700,00**

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomérations et villes moyennes	3 Espace rural, autres espaces de dévelopt	4 Habitat - (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologies informat° et communicat°	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	0,00	0,00	2 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00

IV – PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

A/936

Détail par articles

CHAPITRE 936 – Gestion des fonds européens

Article /compte par nature	Libellé	1 FSE	2 FEDER	3 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**1 666 615,44**	**3 558 611,96**	**5 225 227,40**
65731	Subv. fonct. Etat	0,00	70 562,12	0,00	70 562,12
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	64 449,68	0,00	64 449,68
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	105 885,68	0,00	105 885,68
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	1 425 717,96	3 558 611,96	4 984 329,92
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**3 558 611,96**	**3 558 611,96**
74773	Participation FEOGA	0,00	0,00	3 558 611,96	3 558 611,96

IV – PRESENTATION CROISEE

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

IV

A/937

CHAPITRE 937 –Environnement

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnemt infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**631 976,49**	**0,00**	**0,00**	**3 850 879,83**	**2 258 092,52**	**2 948 055,29**	**0,00**	**0,00**	**9 689 004,13**
611	Contrats de prestations de services	0,00	116 497,29	0,00	0,00	116 241,09	47 901,04	50 266,81	0,00	0,00	330 906,23
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 440,00	0,00	0,00	0,00	22 440,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	70 824,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 824,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	216,00	108,00	216,00	0,00	0,00	540,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	15 200,62	0,00	0,00	0,00	0,00	15 200,62
6236	Catalogues, imprimés et publications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 511,25	0,00	0,00	3 511,25
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215,64	0,00	0,00	0,00	215,64
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	318,60	0,00	0,00	0,00	0,00	318,60
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	10 000,00	0,00	0,00	5 016,72	29 200,00	17 852,00	0,00	0,00	62 068,72
6561	Participat° organismes regroupement	0,00	0,00	0,00	0,00	304 661,00	0,00	1 252 478,00	0,00	0,00	1 557 139,00
65733	Subv. fonct. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 500,00	0,00	0,00	0,00	13 500,00
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	243 979,20	0,00	0,00	589 948,75	318 453,76	125 238,19	0,00	0,00	1 277 619,90
65735	Subv. fonct. Groupement de collectivités	0,00	0,00	0,00	0,00	1 888 902,69	251 609,18	178 318,66	0,00	0,00	2 318 830,53
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	23 250,00	0,00	0,00	536 807,41	123 079,98	286 420,30	0,00	0,00	969 557,69
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	238 250,00	0,00	0,00	322 742,95	1 451 584,92	1 033 754,08	0,00	0,00	3 046 331,95
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**92 064,46**	**26 509,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**118 574,37**
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
7474	Participat° Communes et intercos	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 970,71	0,00	0,00	0,00	5 970,71

Région de Bretagne - Budget principal - CA - 2016

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnemt infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	74 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 250,00
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	17 814,46	5 539,20	0,00	0,00	0,00	23 353,66

IV – PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

A/938

Détail par articles

CHAPITRE 938 –Transports

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs				2 Routes et voiries				
			10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	18 Autres transports en commun	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**101 108 554,94**	**311 403,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	1 679 274,56	114 753,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	21 459,20	73 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	4 907,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	165 206,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	16 860,00	69 378,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues, imprimés et publications	0,00	0,00	842,56	1 484,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs				2 Routes et voiries				
			10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	18 Autres transports en commun	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	26 948,43	310,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	Sup. familial traitement, Ind. résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs				2 Routes et voiries				
			10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	18 Autres transports en commun	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6518	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6561	Participat° organismes regroupement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65641	Participation SNCF	0,00	0,00	99 189 999,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65733	Subv. fonct. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	0,00	3 877,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65735	Subv. fonct. Groupement de collectivités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65737	Subv. Fonct. SNCF	0,00	0,00	2 586,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	1 500,00	47 510,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6745	Subvent° fonct. personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**37 910 312,01**	**0,00**	**49 443,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7022	Coupes de bois	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70322	Stationnement, locat° domaine portuaire,	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7065	Droits port et navigation (hors location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article /compte par nature	Libellé	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs				2 Routes et voiries				
			10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	18 Autres transports en commun	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière
7068	Autres redevances et droits	0,00	0,00	744 710,99	0,00	49 443,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7383	TICPE 2ème part	0,00	0,00	36 110 881,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	36 916,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7474	Participat° Communes et intercos	0,00	0,00	52 811,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	0,00	964 993,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – PRESENTATION CROISEE

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

IV

A/938

CHAPITRE 938 – Transports (suite)

2 Routes et voiries	7 Sécurité	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
28 Autres liaisons		81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroport.	88 Autres	
0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 725 107,46**	**0,00**	**0,00**	**5 097 984,31**	**750 430,83**	**114 993 480,59**
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 083,74	2 731,24	4 814,98
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 239,85	142 561,67	210 801,52
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 366,95	142 364,69	246 731,64
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 730,68	54 730,68
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	722 460,02	147 908,23	2 664 396,18
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 958,77	0,00	28 958,77
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 034,92	12 823,34	23 858,26
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 652,31	0,00	6 652,31
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 345,97	26 345,97
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 596,27	33 596,27
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 707,37	106 707,37
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 689,95	33 674,88	48 364,83
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 061,25	0,00	29 061,25
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	438 300,84	18 158,40	550 978,44
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 756,82	0,00	54 664,38
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	184,70	276,37	165 667,22
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 560,64	0,00	137 798,65
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 326,67
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 817,75	0,00	5 817,75
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 926,67	0,00	11 926,67
0,00	0,00	0,00	0,00	6 020,70	0,00	0,00	2 208,43	0,00	8 229,13
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 560,00	0,00	50 818,43
0,00	0,00	0,00	0,00	60 118,00	0,00	0,00	22 860,00	0,00	82 978,00
0,00	0,00	0,00	0,00	21 119,00	0,00	0,00	5 716,00	0,00	26 835,00
0,00	0,00	0,00	0,00	37 529,41	0,00	0,00	10 287,90	0,00	47 817,31
0,00	0,00	0,00	0,00	12 679,00	0,00	0,00	3 429,00	0,00	16 108,00

2 Routes et voiries	7 Sécurité	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
28 Autres liaisons		81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroport.	88 Autres	
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 276,97	3 276,97
0,00	0,00	0,00	0,00	3 311 259,91	0,00	0,00	1 104 348,68	0,00	4 415 608,59
0,00	0,00	0,00	0,00	95 067,90	0,00	0,00	29 957,12	0,00	125 025,02
0,00	0,00	0,00	0,00	876 950,83	0,00	0,00	362 345,17	0,00	1 239 296,00
0,00	0,00	0,00	0,00	724 839,39	0,00	0,00	24 030,71	0,00	748 870,10
0,00	0,00	0,00	0,00	602,63	0,00	0,00	9,03	0,00	611,66
0,00	0,00	0,00	0,00	85 741,58	0,00	0,00	5 061,53	0,00	90 803,11
0,00	0,00	0,00	0,00	117 635,77	0,00	0,00	0,00	0,00	117 635,77
0,00	0,00	0,00	0,00	2 683,98	0,00	0,00	0,00	0,00	2 683,98
0,00	0,00	0,00	0,00	799 273,00	0,00	0,00	195 412,00	0,00	994 685,00
0,00	0,00	0,00	0,00	1 458 780,25	0,00	0,00	385 756,90	0,00	1 844 537,15
0,00	0,00	0,00	0,00	59 547,00	0,00	0,00	1 911,00	0,00	61 458,00
0,00	0,00	0,00	0,00	48,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48,00
0,00	0,00	0,00	0,00	13 213,60	0,00	0,00	4 417,14	0,00	17 630,74
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 755,75	0,00	12 755,75
0,00	0,00	0,00	0,00	41 997,51	0,00	0,00	0,00	0,00	41 997,51
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	245 564,00	0,00	245 564,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 668,44	0,00	37 668,44
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 189 999,34
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 440,33	0,00	21 440,33
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 967,50	24 967,50
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 190,00	0,00	40 067,80
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 586,90
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	517 960,00	0,00	566 970,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307,25	307,25
0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**64 988,95**	**0,00**	**0,00**	**1 112 451,78**	**257 337,00**	**39 394 532,74**
0,00	0,00	0,00	0,00	64 988,95	0,00	0,00	22 181,02	0,00	87 169,97
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 197,00	24 197,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	823 443,90	158 008,34	981 452,24
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 100,00	0,00	23 100,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 395,00	0,00	20 395,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 511,04	73 817,26	902 482,29

2 Routes et voiries	7 Sécurité	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
28 Autres liaisons		81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroport.	88 Autres	
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	953,20	895,35	1 848,55
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 110 881,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 916,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 811,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 451,21	0,00	59 451,21
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 388,75	0,00	128 388,75
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27,66	419,05	965 439,73

IV – PRESENTATION CROISEE

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

IV

A/939

CHAPITRE 939 –Action économique

Article /compte par nature (2)	Libellé	0 Services communs	1 Interventions économiques transversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**15 326 137,95**	**34 800 574,81**	**10 119 421,98**	**0,00**	**7 382 403,78**	**67 628 538,52**
611	Contrats de prestations de services	0,00	292 047,32	0,00	208 422,61	0,00	17 126,04	517 595,97
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 600,00	105 600,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	7 329,25	0,00	0,00	7 329,25
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	528,40	0,00	0,00	528,40
6231	Annonces et insertions	0,00	7 710,00	0,00	59 383,78	0,00	1 284,00	68 377,78
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	16 282,92	0,00	0,00	16 282,92
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	11 286,01	15 786,01
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	2 652,28	0,00	0,00	0,00	2 652,28
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	9 150,00	57 500,00	25 702,00	0,00	3 197,40	95 549,40
6513	Bourses	0,00	91 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 300,00
6561	Participat° organismes regroupement	0,00	0,00	0,00	272 500,00	0,00	600 650,00	873 150,00
65732	Subv. fonct. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 706,31	4 706,31
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	32 300,00	0,00	144 050,57	0,00	130 073,20	306 423,77
65735	Subv. fonct. Groupement de collectivités	0,00	0,00	117 672,17	193 704,07	0,00	198 612,40	509 988,64
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	1 078 280,27	15 234 957,00	1 653 554,64	0,00	156 714,00	18 123 505,91
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	13 814 850,36	19 387 793,36	7 533 463,74	0,00	6 153 154,42	46 889 261,88
6618	Intérêts des autres dettes	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
RECETTES		**0,00**	**198 204,76**	**2 244 961,81**	**85 530,41**	**0,00**	**220 124,21**	**2 748 821,19**
74718	Autres participations Etat	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	930 636,98	0,00	0,00	0,00	930 636,98
7474	Participat° Communes et intercos	0,00	0,00	1 121 857,38	0,00	0,00	170 000,00	1 291 857,38
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	78 363,33	192 467,45	85 530,41	0,00	50 124,21	406 485,40
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	0,00	119 641,43	0,00	0,00	0,00	0,00	119 641,43

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes voétes dans l'exercice.

(2) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 31/12/2016	Montant des tirages 2016	Montant des remboursements 2016		Encours restant dû au 31/12/2016
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du trésor						
5192 Avances de trésorerie						
...						
51931 Lignes de trésorerie		100 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	18/12/2015	100 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt		133 475 691,85	154 890 000,00	116 219,40	154 890 000,00	133 475 691,85
CNCE 20 M€ 2002 2003 15 ans	15/12/2002	1 650 000,00	3 240 000,00	0,00	3 240 000,00	1 650 000,00
CRCA 10 M€ 2011 16 ans	17/10/2011	7 647 931,85	0,00	38 556,14	0,00	7 647 931,85
BFT 12 ME 2010 15 ans	21/12/2010	7 834 960,00	0,00	18 165,88	0,00	7 834 960,00
BFT 9 ME 2011 15 ans	21/12/2010	6 342 800,00	0,00	14 666,82	0,00	6 342 800,00
CDC 150 ME 2011	19/12/2011	0,00	150 000 000,00	44 830,56	150 000 000,00	0,00
CDC 150 ME 2016	24/11/2016	110 000 000,00	0,00	0,00	0,00	110 000 000,00
SG 20 ME 2001 15 ans	11/12/2001	0,00	1 650 000,00	0,00	1 650 000,00	0,00
5194 Billets de trésorerie		240 000 000,00	1 020 000 000,00	-381 502,64	1 020 000 000,00	0,00
		240 000 000,00	1 020 000 000,00	-381 502,64	1 020 000 000,00	0,00
5198 Autres crédits de trésorerie						
...						
519 Crédits de trésorerie (Total)						

(1) Circulaire n°NOR/INT/B/89/00071/C du 22/2/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Pour information, les produits liés aux billets de trésorerie sont comptabilisés au compte 7688.

B1.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d' amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**230 000 000,00**									
14-ARKEA-10M-10A	ARKEA	19/11/2014	12/12/2014	12/12/2024	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.49 %	1,49	1,49	EUR	X	F	N	A-1
14-ARKEA-10M-14A	ARKEA	19/11/2014	12/12/2014	12/12/2028	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.87 %	1,87	1,87	EUR	X	F	N	A-1
14-COMMERZBANK-20M-22A	COMMERZBANK	19/11/2014	12/12/2014	12/12/2036	20 000 000,00	F	Taux fixe à 2.314 %	2,314	2,314	EUR	X	F	N	A-1
14-HELABA-20M-18A	HELABA	18/11/2014	10/12/2014	10/12/2032	20 000 000,00	F	Taux fixe à 2.12 %	2,12	2,12	EUR	X	F	N	A-1
14-HSBC-10M-22A	HSBC	19/11/2014	02/12/2014	02/12/2026	10 000 000,00	F	Taux fixe à 2.34 %	2,34	2,34	EUR	X	F	N	A-1
15-ARKEA-20-M-6A	ARKEA	05/03/2015	20/03/2015	20/03/2021	20 000 000,00	F	Taux fixe à 0.51 %	0,51	0,51	EUR	X	F	N	A-1
15-BIL-20M-10 ans	BIL	28/09/2015	01/10/2015	01/10/2025	20 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.5	0,46	0,47	EUR	X	F	N	A-1
15-HELABA-20M-18A	HELABA	15/09/2015	04/10/2015	04/10/2033	20 000 000,00	F	Taux fixe à 1.948 %	1,948	1,948	EUR	X	F	N	A-1
15-HSBC-20M-14A	HSBC	05/03/2015	16/03/2015	16/03/2029	20 000 000,00	F	Taux fixe à 1.142 %	1,142	1,142	EUR	X	F	N	A-1
16-BRED-10M-4A	BRED	20/05/2016	03/06/2016	03/06/2020	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.06 %	0,06	0,06	EUR	X	F	N	A-1
16-GFI-10M-6A	GFI	20/05/2016	03/06/2016	03/06/2022	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.25 %	0,25	0,25	EUR	X	F	N	A-1
16-GFI-20M-18A	GFI	20/05/2016	03/06/2016	02/06/2034	20 000 000,00	F	Taux fixe à 1.395 %	1,395	1,395	EUR	X	F	N	A-1
16-HELABA-20M-14A	HELABA	20/05/2016	03/06/2016	03/06/2030	20 000 000,00	F	Taux fixe à 1.197 %	1,197	1,197	EUR	X	F	N	A-1
16-UBS-20M-10A	UBS	20/05/2016	03/06/2016	03/06/2026	20 000 000,00	F	Taux fixe à 0.85 %	0,85	0,85	EUR	X	F	N	A-1
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**1 223 444 758,41**									
1641 Emprunts en euros (total)					892 444 758,41									
ARKEA 1,25 ME 2015 15 ans	ARKEA	19/11/2015	15/12/2015	30/11/2016	1 250 000,00	F	Taux fixe à 1.45 %	1,45	1,45	EUR	A	C	O	A-1
ARKEA 8,75 ME 2015 15 ans	ARKEA	19/11/2015	15/12/2015	30/11/2016	8 750 000,00	F	Taux fixe à 1.42 %	1,42	1,42	EUR	A	C	O	A-1
BCME 20 ME 2002 20 ans	ARKEA	09/12/2002	16/12/2002	16/12/2003	20 000 000,00	F	Taux fixe à 4.76 %	4,76	4,76	EUR	A	P	O	A-1
BEI 10 ME 2002 20 ans	BEI Banque Europeenne d'Investissement	16/12/2002	16/12/2002	15/12/2003	10 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.12	2,87	2,94	EUR	A	C	O	A-1
BEI 20 M€ 2014 30 ans	BEI Banque Europeenne d'Investissement	28/09/2012	17/03/2014	17/03/2015	20 000 000,00	F	Taux fixe à 2.82 %	2,82	2,85	EUR	A	C	O	A-1
BEI 25 ME 2007 20 ans	BEI Banque Europeenne d'Investissement	15/11/2002	17/12/2007	17/12/2008	25 000 000,00	V	(Euribor 03 M + (-0.019))-Floor 0.019 sur Euribor 03 M	4,93	5,10	EUR	A	C	O	A-1
BEI 30 ME 2003 20 ans	BEI Banque Europeenne d'Investissement	15/11/2002	19/12/2003	15/12/2004	30 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.12	2,16	2,21	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d' amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
BEI 30 ME 2012 30 ans	BEI Banque Europeenne d'Investissement	28/09/2012	14/12/2012	16/12/2013	30 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.845	1,03	1,05	EUR	A	C	O	A-1
BEI 40 ME 2014 30 ans	BEI Banque Europeenne d'Investissement	24/04/2013	06/10/2014	06/10/2015	40 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.484	0,56	0,57	EUR	A	C	O	A-1
BEI 45 ME 2004 20 ans	BEI Banque Europeenne d'Investissement	15/11/2002	15/12/2004	15/12/2005	45 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.12	2,15	2,20	EUR	A	C	O	A-1
BEI 50 ME 2013 30 ans	BEI Banque Europeenne d'Investissement	28/09/2012	27/06/2013	27/06/2014	50 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.625	0,85	0,87	EUR	A	C	O	A-1
BEI 50 ME 2014 30 ans	BEI Banque Europeenne d'Investissement	24/04/2013	13/06/2014	15/06/2015	50 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.606	0,86	0,88	EUR	A	C	O	A-1
BEI 50 ME 2015 30 ans	BEI Banque Europeenne d'Investissement	24/04/2013	10/04/2015	11/04/2016	50 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.198	0,21	0,22	EUR	A	C	O	A-1
BEI 60 ME 2015 30 ans	BEI Banque Europeenne d'Investissement	24/04/2013	20/05/2015	20/05/2016	60 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.192	0,18	0,18	EUR	A	C	O	A-1
BNP 6,9 ME 2001 15 ans	BNP PARIBAS	26/10/2001	30/10/2001	30/10/2002	6 936 430,28	F	Taux fixe à 2.72 %	2,72	2,72	EUR	A	P	O	A-1
CDC 5 ME 2008 15 ans	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/12/2008	30/12/2008	01/04/2009	5 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.38	3,58	3,69	EUR	T	P	O	A-1
CDC 15 ME 2009 15 ans	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/01/2009	15/06/2009	01/02/2010	15 000 000,00	F	Taux fixe à 4.42 %	4,42	4,42	EUR	A	P	O	A-1
CDC 70 ME 2014 2015 26 30 ans	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	19/12/2011	09/04/2014		70 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.6	2,02	2,06	EUR	X	F	O	A-1
CDC 30 ME 2016 26 ans	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	19/12/2011	15/12/2016	01/03/2017	30 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.6	0,28	0,29	EUR	T	C	O	A-1
CDC 80 ME 2016 27 ans	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	19/12/2011	15/12/2016	01/03/2017	80 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.6	0,28	0,29	EUR	T	C	O	A-1
CDC 30 ME 2016 20 ans PTZ	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/11/2016	16/12/2016	09/12/2017	30 000 000,00	F	0	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
CRCA 20 ME 2004 15 ans	CREDIT AGRICOLE	08/11/2004	15/11/2004	15/11/2005	20 000 000,00	F	Taux fixe à 3.92 %	3,92	3,92	EUR	A	P	O	A-1
CRCA 14 ME 2003 15 ans (1)	CREDIT AGRICOLE	28/10/2003	03/11/2003	03/11/2004	14 000 000,00	F	Taux fixe à 4.1 %	4,10	4,10	EUR	A	P	O	A-1
CRCA 14 ME 2003 15 ans (2)	CREDIT AGRICOLE	28/10/2003	20/11/2003	20/11/2004	14 000 000,00	F	Taux fixe à 4.1 %	4,10	4,10	EUR	A	P	O	A-1
CRCAM 6,9 ME 2002 15 ans	CREDIT AGRICOLE	11/10/2002	14/10/2002	11/10/2002	6 936 430,00	C	Euribor 12 M-Floor 2.39 sur Euribor 12 M	3,04	3,04	EUR	A	P	O	A-1
DEXIA 19,4 ME 2005 12 ans	DEXIA CL	23/12/2005	30/12/2005	31/12/2013	19 360 930,00	V	Eonia + 0.025	0,14	0,19	EUR	A	C	O	A-1
DEXIA CL 22,8 ME 2009 8 ans	DEXIA CL	27/11/2009	01/12/2009	01/12/2010	22 821 161,47	F	Taux fixe à 3.66 %	3,66	3,66	EUR	A	P	O	A-1
DEXIA CL 5 ME 2003 15 ans	DEXIA CL	15/07/2003	29/08/2003	01/09/2004	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.75 %	3,75	3,75	EUR	A	P	O	A-1
DEXIA CL 7,2 ME 2005 17 ans	DEXIA CL	21/12/2006	29/12/2006	31/12/2008	7 184 454,00	V	Euribor 03 M	4,76	4,92	EUR	A	P	O	A-1
DEXIA CL 9.269 ME 2010 18 ans	DEXIA CL	29/06/2010	01/07/2010	01/10/2010	9 268 922,38	F	Taux fixe à 3 %	3,00	3,08	EUR	A	P	O	A-1
DEXIA CL 6,9 ME 2000 15 ans	DEXIA CL	01/01/2001	01/01/2001	01/04/2001	6 936 430,28	F	Taux fixe à 3.03 %	3,03	3,03	EUR	T	C	O	A-1
GROUPE CE CFF 10 ME 2001 15 ans	NATIXIS	14/12/2001	21/12/2001	02/12/2002	10 000 000,00	V	Euribor 06 M + 0.06	3,36	3,43	EUR	A	P	O	A-1
GROUPE CE CFF 10 ME 2002 15 ans	CREDIT FONCIER DE FRANCE	14/12/2001	25/07/2002	01/07/2003	10 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.06	3,46	3,56	EUR	A	P	O	A-1
GROUPE EULIA 10 ME 2004 15 ans	CAISSE D'EPARGNE	15/12/2003	30/06/2004	08/01/2004	10 000 000,00	V	TAM + 0.0695	2,40	2,42	EUR	A	P	O	A-1
RBS 20 ME 2008 20 ans	The Royal Bank of Scotland	28/12/2007	30/06/2009	30/09/2009	20 000 000,00	F	Taux fixe à 3.32 %	3,32	3,41	EUR	T	C	O	A-1
SG 15 ME 2003 15 ans	SOCIETE GENERALE	07/07/2003	11/07/2003	11/07/2004	15 000 000,00	F	Taux fixe à 3.76 %	3,76	3,76	EUR	A	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d' amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
SG 25 ME 2002 15 ans	SOCIETE GENERALE	21/10/2002	23/10/2002	23/10/2003	25 000 000,00	F	Taux fixe à 4.58 %	4,58	4,58	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)														
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					331 000 000,00									
GROUPE CE CFF 7,6 ME 2000 15 ans	NATIXIS	20/12/2000	27/12/2000	27/12/2000	0,00	V	Eonia + 0.12	5,28	5,49	EUR	A	X	O	A-1
CNCE 20M€ 2002 2003 15 ans	CAISSE D'EPARGNE	15/12/2002	15/12/2002	01/12/2003	20 000 000,00	V	Eonia + 0.11	3,26	3,22	EUR	A	P	O	A-1
CRCA 10 ME 2011 16 ans	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	17/10/2011	17/10/2011	31/12/2013	10 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.7	2,27	2,33	EUR	A	P	O	A-1
BFT 12 ME 2010 15 ans	CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	21/12/2010	23/12/2010	15/03/2011	12 000 000,00	V	Eonia + 0.35	1,17	0,95	EUR	A	P	O	A-1
BFT 9 ME 2011 15 ans	CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	21/12/2010	11/04/2011	15/03/2012	9 000 000,00	V	Eonia + 0.35	1,17	1,19	EUR	A	P	O	A-1
CDC 150 ME 2011	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	19/12/2011	12/12/2012	27/06/2013	150 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.6	2,02	2,06	EUR	X	X	O	A-1
CDC 150 ME 2016	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/11/2016	27/12/2016	16/01/2017	110 000 000,00	V	Livret A + 0.75 ou Inflation + 1.40	1,50	1,50	EUR	X	X	O	A-1
SG 20 ME 2001 15 ans	SOCIETE GENERALE	17/12/2001	17/12/2001	17/12/2001	20 000 000,00	V	Eonia + 0.115	4,02	3,71	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)														
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)														
1671 Avances consolidées du Trésor (total)														
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)														
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)														
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)														
1678 Autres emprunts et dettes (total)														
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)					**1 364 000,00**									
1681 Autres emprunts (total)														
1682 Bons à moyen terme négociables (total)														
1687 Autres dettes (total)					1 364 000,00									
BCME 0,911 ME 2006 12 ans	ARKEA	26/05/2010	26/05/2010	30/09/2010	911 000,00	F	Taux fixe à 4 %	4,00	4,00	EUR	A	P	O	A-1
SG 0,453 ME 2010 10ans	SOCIETE GENERALE	01/02/2010	01/02/2010	01/05/2010	453 000,00	V	Euribor 03 M + 0.5	1,16	1,19	EUR	T	C	O	A-1
Total général					**1 454 808 758,41**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour *in fine* , X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

B1.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/2016											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/2016	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/2016 (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**20 000 000,00**		**230 000 000,00**					**0,00**	**2 506 999,78**	**66 593,33**	**863 278,88**
14-ARKEA-10M-10A	N		A-1	10 000 000,00	7,95	F	Taux fixe à 1.49 %	1,49	0,00	149 000,00		7 756,16
14-ARKEA-10M-14A	N		A-1	10 000 000,00	11,95	F	Taux fixe à 1.87 %	1,87	0,00	187 000,00		9 734,25
14-COMMERZBANK-20M-22A	N		A-1	20 000 000,00	19,95	F	Taux fixe à 2.314 %	2,314	0,00	462 800,00		24 090,96
14-HELABA-20M-18A	N		A-1	20 000 000,00	15,95	F	Taux fixe à 2.12 %	2,12	0,00	424 000,00		22 071,23
14-HSBC-10M-22A	N		A-1	10 000 000,00	9,92	F	Taux fixe à 2.34 %	2,34	0,00	234 000,00		18 591,78
15-ARKEA-20-M-6A	N		A-1	20 000 000,00	4,22	F	Taux fixe à 0.51 %	0,51	0,00	102 000,00		79 923,29
15-BIL-20M-10 ans	O	20 000 000,00	A-1	20 000 000,00	8,75	F	Taux fixe à 1.343 %	1,343	0,00	326 997,78	66 593,33	9 839,44
15-HELABA-20M-18A	N		A-1	20 000 000,00	16,76	F	Taux fixe à 1.948 %	1,948	0,00	392 802,00		93 930,96
15-HSBC-20M-14A	N		A-1	20 000 000,00	12,21	F	Taux fixe à 1.142 %	1,142	0,00	228 400,00		181 468,49
16-BRED-10M-4A	N		A-1	10 000 000,00	3,42	F	Taux fixe à 0.06 %	0,06	0,00			3 468,49
16-GFI-10M-6A	N		A-1	10 000 000,00	5,42	F	Taux fixe à 0.25 %	0,25	0,00			14 452,05
16-GFI-20M-18A	N		A-1	20 000 000,00	17,42	F	Taux fixe à 1.395 %	1,395	0,00			161 284,93
16-HELABA-20M-14A	N		A-1	20 000 000,00	13,42	F	Taux fixe à 1.197 %	1,197	0,00			138 392,88
16-UBS-20M-10A	N		A-1	20 000 000,00	9,42	F	Taux fixe à 0.85 %	0,85	0,00			98 273,97
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**162 962 912,75**		**664 698 143,27**					**50 319 866,18**	**8 065 670,58**	**968 509,36**	**660 424,17**
1641 Emprunts en euros (total)		162 962 912,75		531 222 451,42					44 428 565,46	7 949 256,20	968 509,36	641 543,62
ARKEA 1,25 ME 2015 15 ans	N		A-1	1 166 666,67	13,91	F	Taux fixe à 1.45 %	1,45	83 333,33	17 429,79		1 409,72
ARKEA 8,75 ME 2015 15 ans	N		A-1	8 166 666,67	13,91	F	Taux fixe à 1.42 %	1,42	583 333,33	119 484,25		9 663,89
BCME 20 ME 2002 20 ans	O	4 023 987,95	D-3 ; E-1	8 042 417,76	5,96	C, C	4.55-(5*Cap 6.5 sur CMS EUR 10A (Postfixé))	4,55	1 135 487,92	671 188,33	242 628,72	17 014,18
BEI 10 ME 2002 20 ans	N		A-1	3 000 000,00	5,96	V	Euribor 03 M + 0.12	0,00	500 000,00	0,00		
BEI 20 M€ 2014 30 ans	N		A-1	18 666 666,66	27,21	F	Taux fixe à 2.82 %	2,82	666 666,67	531 100,00		19 008,89
BEI 25 ME 2007 20 ans	O	13 750 000,00	A-1	13 750 000,00	10,96	F	Taux fixe à 2.615 %	2,615	1 250 000,00	436 847,92		
BEI 30 ME 2003 20 ans	O	10 500 000,00	A-1	10 500 000,00	6,96	V	Euribor 03 M + (-0.375)	-0,605	1 500 000,00	462 572,67	508 322,67	
BEI 30 ME 2012 30 ans	N		A-1	8 266 586,97	25,96	V	Euribor 03 M + 0.845	0,615	7 933 329,92	101 275,61		2 065,04
BEI 40 ME 2014 30 ans	N		A-1	37 333 333,34	27,76	V	Euribor 03 M + 0.484	0,306	1 333 333,33	137 676,37		16 320,89
BEI 45 ME 2004 20 ans	O	18 000 000,00	A-1	18 000 000,00	7,96	F	Taux fixe à 2.76 %	2,76	2 250 000,00	615 479,63		
BEI 50 ME 2013 30 ans	N		A-1	44 999 999,99	26,49	V	Euribor 03 M + 0.625	0,389	1 666 666,67	181 395,32		1 545,00
BEI 50 ME 2014 30 ans	O	46 666 666,66	A-1	46 666 666,66	27,45	F	Taux fixe à 2.405 %	2,405	1 666 666,67	1 340 016,47	181 830,83	6 766,67
BEI 50 ME 2015 30 ans	O	48 333 333,33	A-1	48 333 333,33	28,28	F	Taux fixe à 0.868 %	0,868	1 666 666,67	475 137,96	26 036,11	

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/2016											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/2016	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/2016 (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
BEI 60 ME 2015 30 ans	N		A-1	58 000 000,00	28,39	V	Euribor 03 M + 0.192	0,025	2 000 000,00	15 666,67		
BNP 6,9 ME 2001 15 ans	N		A-1	0,00		F	Taux fixe à 2.72 %	2,72	554 261,21	15 075,91		
CDC 5 ME 2008 15 ans	O	2 749 806,35	A-1	2 749 806,35	7	F	Taux fixe à 1.655 %	1,655	326 480,12	55 957,27	6 240,90	549,12
CDC 15 ME 2009 15 ans	N		A-1	9 191 943,20	7,08	F	Taux fixe à 4.42 %	4,42	941 153,19	447 882,86		371 777,59
CDC 70 ME 2014 2015 26 30 ans	N		A-1	0,00	0	V	Euribor 03 M + 0.6	0,385		276 420,83		
CDC 30 ME 2016 26 ans	N		A-1	30 000 000,00	25,96	V	Euribor 03 M + 0.76					5 920,00
CDC 80 ME 2016 27 ans	N		A-1	80 000 000,00	26,96	V	Euribor 03 M + 0.77					16 142,22
CDC 30 ME 2016 20 ans PTZ	N		A-1	30 000 000,00	20	F	0 %	0,00				
CRCA 20 ME 2004 15 ans	N		A-1	4 971 557,63	2,87	F	Taux fixe à 3.92 %	3,92	1 533 765,41	255 098,38		24 560,86
CRCA 14 ME 2003 15 ans (1)	N		A-1	2 357 976,02	1,84	F	Taux fixe à 1.4 %	1,40	1 154 160,18	95 822,78		5 318,55
CRCA 14 ME 2003 15 ans (2)	N		A-1	2 357 976,02	1,89	F	Taux fixe à 1.4 %	1,40	1 154 160,18	128 291,30	3 365,60	3 759,66
CRCAM 6,9 ME 2002 15 ans	O	542 736,11	A-1	542 736,11	0,78	F	Cap 2.39 sur Euribor 12 M	0,00	530 067,50	25 585,49		2 878,58
DEXIA 19,4 ME 2005 12 ans	O	11 666 667,00	A-1	11 666 667,00	5	F	Taux fixe à 0.94 %	0,94	2 333 333,00	176 103,35		
DEXIA CL 22,8 ME 2009 8 ans	N		A-1	3 362 791,93	0,92	F	Taux fixe à 3.66 %	3,66	3 202 658,94	240 295,50		10 116,02
DEXIA CL 5 ME 2003 15 ans	N		A-1	836 422,00	1,67	F	Taux fixe à 3.75 %	3,75	395 676,05	46 203,68		10 455,28
DEXIA CL 7,2 ME 2005 17 ans	O	3 643 233,50	A-1	3 643 233,50	5	F	Taux fixe à 1.99 %	1,99	516 256,49	86 182,18		
DEXIA CL 9.269 ME 2010 18 ans	N		A-1	6 813 688,28	11,75	F	Taux fixe à 3 %	3,00	416 610,01	220 524,10		51 670,47
DEXIA CL 6,9 ME 2000 15 ans	N		A-1	0,00		F	Taux fixe à 3.03 %	3,03	115 607,25	875,72		
GROUPE CE CFF 10 ME 2001 15 ans	O	0,00	B-1	0,00	0	V	Taux fixe à 0.625 %		831 460,16	5 752,39	84,53	
GROUPE CE CFF 10 ME 2002 15 ans	O	832 766,65	B-1	832 766,65	0,51	V	Cap à 3.5 désactivant à 6 sur Euribor 03 M	0,00	805 531,17	82,14		
GROUPE EULIA 10 ME 2004 15 ans	O	2 253 715,20	A-1	2 253 715,20	2,5	F	Taux fixe à 1.97 %	1,97	720 904,84	62 591,95		
RBS 20 ME 2008 20 ans	N		A-1	9 999 999,97	7,49	F	Taux fixe à 3.32 %	3,32	1 333 333,32	365 661,11		922,22
SG 15 ME 2003 15 ans	N		A-1	2 510 675,24	1,53	F	Taux fixe à 3.76 %	3,76	1 187 521,96	139 052,21		44 316,21
SG 25 ME 2002 15 ans	N		A-1	2 238 158,27	0,81	F	Taux fixe à 4.58 %	4,58	2 140 139,97	200 526,06		19 362,56
1643 Emprunts en devises (total)												
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)				133 475 691,85					5 891 300,72	116 414,38	0,00	18 880,55
GROUPE CE CFF 7,6 ME 2000 15 ans	N		A-1	0,00		V	Eonia + 0.12		740 000,00			
CNCE 20M€ 2002 2003 15 ans	N		A-1	1 650 000,00	0,92	V	Eonia + 0.11	0,00	1 590 000,00	0,00		
CRCA 10 ME 2011 16 ans	N		A-1	7 647 931,85	11	V	Euribor 03 M + 0.7	0,46	607 610,72	38 556,13		80,94
BFT 12 ME 2010 15 ans	N		A-1	7 834 960,00	8,21	V	Euribor 03 M + 0.45	0,22	747 190,00	18 165,88		466,62
BFT 9 ME 2011 15 ans	N		A-1	6 342 800,00	9,21	V	Euribor 03 M + 0.45	0,22	556 500,00	14 666,82		377,75
CDC 150 ME 2011	N		A-1	0,00	0	V	Euribor 03 M + 0.6	0,38		44 830,56		
CDC 150 ME 2016	N		A-1	110 000 000,00		V	Livret A + 0.75 ou Inflation + 1.40	1,50				17 955,24
SG 20 ME 2001 15 ans	N		A-1	0,00	0	V	Eonia + 0.115	0,00	1 650 000,00	194,99		
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)												
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)												
1671 Avances consolidées du Trésor (total)												
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)												
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)												
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)												

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/2016											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/2016	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/2016 (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
1678 Autres emprunts et dettes (total)												
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)				**237 877,90**					**132 466,23**	**7 703,11**		**952,42**
1681 Autres emprunts (total)												
1682 Bons à moyen terme négociables (total)												
1687 Autres dettes (total)				**237 877,90**					**132 466,23**	**7 703,11**		**952,42**
BCME 0,911 ME 2006 12 ans	N		A-1	90 652,90	0,75	F	Taux fixe à 4 %	4,00	87 166,23	7 112,77		906,53
SG 453 ME 2010 10ans	N		A-1	147 225,00	3,08	V	Euribor 03 M + 0.5	0,31	45 300,00	590,34		45,89
Total général		**182 962 912,75**		**894 936 021,17**					**50 452 332,41**	**10 580 373,47**	**1 035 102,69**	**1 524 655,45**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

En cas de couverture partielle, indiquer plusieurs catégories d'emprunt (exemple : A-1 ; C-3).

(12) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner le ou les index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

B1.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/2016 (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/2016 (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts percus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**1 434 808 758,41**	**890 079 266,57**									**9 909 103,00**	**792 473,97**	**99,46%**
Barrière simple (B)														
GROUPE CE CFF 10 ME 2002 15 ans	CREDIT FONCIER DE FRANCE	10 000 000,00	832 766,65	1	15		(Euribor 03 M + 0.06)-Floor -0.06 sur Euribor 03 M	(Euribor 03 M + 0.06)-Floor -0.06 sur Euribor 03 M		Cap à 3.5 désactivant à 6 sur Euribor 03 M	0,00	82,14	0,00	0,09%
TOTAL (B)		**10 000 000,00**	**832 766,65**									**82,14**	**0,00**	**0,09%**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)														
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
BCME 20 ME 2002 20 ans	ARKEA	10 000 000,00	4 023 987,95	3	20		Taux fixe à 4.76 %	Taux fixe à 4.76 %		((2*Euribor 12 M(Postfixé))-TEC 10(Postfixé)) + 1.441	0,47	240 330,17	218 585,12	
TOTAL (D)		**10 000 000,00**	**4 023 987,95**									**240 330,17**	**218 585,12**	
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
BCME 20 ME 2002 20 ans	ARKEA	10 000 000,00	4 023 987,95	1	20	15/12/2007 - 15/12/2011	Taux fixe à 4.76 %	Taux fixe à 4.76 %		4.55-(5*Cap 6.5 sur CMS EUR 10A (Postfixé))	4,55	430 858,16	24 043,60	0,45%
TOTAL (E)		**10 000 000,00**	**4 023 987,95**									**430 858,16**	**24 043,60**	**0,45%**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)														
TOTAL GENERAL		**1 454 808 758,41**	**894 936 021,17**									**10 580 373,47**	**1 035 102,69**	**100,00%**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6).

1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : Indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 778.

B1.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	69					
	% de l'encours	99,46%					
	Montant en euros	890 079 267 €					
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1					
	% de l'encours	0,09%					
	Montant en euros	832 767 €					
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits			1			
	% de l'encours			0,00%			
	Montant en euros			0 €			
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	1					
	% de l'encours	0,45%					
	Montant en euros	4 023 988 €					
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

B1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/2016	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**180 464 134,17**					**178 106 158,15**				**0,00**	**1 021 409,00**	**0,00**
SWAP IXIS 14 ME 2004 13,8 ans	CRCA 14 ME 2003 15 ans (1)	2 357 976,02	03/11/2018	NATIXIS	swap	taux	0,00	20/02/2005	06/04/2016	T			
SWAP ARKEA 2,414 ME 2013 3 ans	GROUPE CE CFF 10 ME 2001 15 ans	0,00	01/12/2016	CREDIT MUTUEL ARKEA	swap	taux	0,00	02/12/2013	01/12/2016	S			
CAP CAI 6,9 ME 2002 14 ans	CRCAM 6,9 ME 2002 15 ans	542 736,11	11/10/2017	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	option	taux	542 736,11	11/10/2002	11/10/2017	A		1 021 409,00	
SWAP SG 17,5 ME 2013 14 ans	BEI 25 ME 2007 20 ans	13 750 000,00	17/12/2027	SOCIETE GENERALE	swap	taux	13 750 000,00	17/12/2013	17/12/2027	T			
SWAP SG 25,5 ME 2005 16,8 ans	BEI 30 ME 2003 20 ans	10 500 000,00	15/12/2023	SOCIETE GENERALE	swap	taux	10 500 000,00	15/12/2006	15/12/2023	T			
SWAP NATIXIS 24,750 ME 2013 11 ans	BEI 45 ME 2004 20 ans	18 000 000,00	15/12/2024	NATIXIS	swap	taux	18 000 000,00	15/12/2013	15/12/2024	T			
SWAP BCME 5,57 ME 2011 10 ans	DEXIA CL 7,2 ME 2005 17 ans	3 643 233,50	01/01/2022	CREDIT MUTUEL ARKEA	swap	taux	3 643 233,50	01/01/2012	01/01/2022	M			
SWAP BCME 5,05 ME 2011 7 ans	GROUPE EULIA 10 ME 2004 15 ans	2 253 715,20	01/07/2019	ARKEA	swap	taux	2 253 715,20	02/07/2012	01/07/2019	A			
SWAP NATIXIS 19,360 ME 2013 8 ans	DEXIA 19,4 ME 2005 12 ans	11 666 667,00	01/01/2022	NATIXIS	swap	taux	11 666 667,00	01/12/2013	01/01/2022	M			
SWAP CA CIB 3,695 ME 2013 11 ans	CDC 5 ME 2008 15 ans	2 749 806,35	01/01/2024	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	swap	taux	2 749 806,35	01/10/2013	01/01/2024	T			
SWAP NATIXIS 50 M€ 2014 30 ans	BEI 50 ME 2014 30 ans	46 666 666,66	13/06/2044	NATIXIS	swap	taux	46 666 666,66	13/06/2014	13/06/2044	T			
SWAP NATIXIS 50 ME 2015 30 ans	BEI 50 ME 2015 30 ans	48 333 333,33	11/04/2045	NATIXIS	swap	taux	48 333 333,33	10/04/2015	11/04/2045	T			
SWAP NATIXIS 20 ME 2015 10 ans	15-BIL-20M-10 ans	20 000 000,00	01/10/2025	NATIXIS	swap	taux	20 000 000,00	01/10/2015	01/10/2025	T			
Taux variable simple (total)		**13 690 742,67**					**11 332 766,65**				**0,00**	**144 500,00**	**0,00**
SWAP NATEXIS BP 25,5 ME 2006 16,8 ans	BEI 30 ME 2003 20 ans	10 500 000,00	15/12/2023	NATIXIS	swap	taux	10 500 000,00	15/12/2006	15/12/2023	T			
CAP à barrière CALYON 7,2 ME 2006 9 ans	GROUPE CE CFF 10 ME 2002 15 ans	832 766,65	03/07/2017	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	option	taux	832 766,65	01/10/2007	03/07/2017	T		144 500,00	
SWAP CAI 14 ME 2003 15 ans	CRCA 14 ME 2003 15 ans (1)	2 357 976,02	03/11/2018	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	swap	taux	0,00	20/11/2003	06/04/2016	T			

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/2016	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux complexe (total) (2)		**8 042 417,76**					**4 023 987,95**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
SWAP structuré CALYON 18 ME 2005 16 ans	BCME 20 ME 2002 20 ans	8 042 417,76	16/12/2022	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	swap	taux	4 023 987,95	15/12/2005	15/12/2022	A			
SWAP structuré RBS 8,3 ME 2008 15 ans	BCME 20 ME 2002 20 ans	8 042 417,76	16/12/2022	The Royal Bank of Scotland	swap	taux	4 023 987,95	15/12/2007	15/12/2022	T			
Total		**202 197 294,60**					**193 462 912,75**				**0,00**	**1 165 909,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap* , d'une option (*cap* , *floor* , *tunnel* , *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						**18 776 666,78**	**2 037 427,22**		
SWAP IXIS 14 ME 2004 13,8 ans	CRCA 14 ME 2003 15 ans (1)	Taux fixe à 3.2425 %	3,2425	Euribor 03 M + (-0.275)	-0,367	* 1 919 247,34	208 657,22	A-1	A-1
SWAP ARKEA 2,414 ME 2013 3 ans	GROUPE CE CFF 10 ME 2001 15 ans	Taux fixe à 0.625 %	0,625	Euribor 06 M + 0.06	-0,036	20 965,42	2 984,16	A-1	A-1
CAP CAI 6,9 ME 2002 14 ans	CRCAM 6,9 ME 2002 15 ans	Cap 2.39 sur Euribor 12 M	0,000	0 %	0,000	0,00	375 269,79	A-1	A-1
SWAP SG 17,5 ME 2013 14 ans	BEI 25 ME 2007 20 ans	Taux fixe à 2.615 %	2,615	Euribor 03 M + (-0.019)	-0,250	2 881 201,84	2 808,55	A-1	A-1
SWAP SG 25,5 ME 2005 16,8 ans	BEI 30 ME 2003 20 ans	Taux fixe à 3.562 %	3,562	Euribor 03 M	-0,230	3 986 492,31	463 856,00	A-1	A-1
SWAP NATIXIS 24,750 ME 2013 11 ans	BEI 45 ME 2004 20 ans	Taux fixe à 2.76 %	2,760	Euribor 03 M	-0,230	4 869 772,39	327 776,71	A-1	A-1
SWAP BCME 5,57 ME 2011 10 ans	DEXIA CL 7,2 ME 2005 17 ans	Taux fixe à 1.99 %	1,990	Euribor 01 M	-0,311	440 527,87	135,40	A-1	A-1
SWAP BCME 5,05 ME 2011 7 ans	GROUPE EULIA 10 ME 2004 15 ans	Taux fixe à 1.97 %	1,970	TAM + 0.0695	-0,134	301 636,51	1 961,90	A-1	A-1
SWAP NATIXIS 19,360 ME 2013 8 ans	DEXIA 19,4 ME 2005 12 ans	Taux fixe à 0.94 %	0,940	Eonia + 0.025	-0,276	496 802,37	0,00	A-1	A-1
SWAP CA CIB 3,695 ME 2013 11 ans	CDC 5 ME 2008 15 ans	Taux fixe à 1.655 %	1,655	Euribor 03 M + 0.38	0,205	141 596,75	20 262,68	A-1	A-1
SWAP NATIXIS 50 M€ 2014 30 ans	BEI 50 ME 2014 30 ans	Taux fixe à 2.405 %	2,405	Euribor 03 M + 0.606	0,377	2 771 725,46	490 790,93	A-1	A-1
SWAP NATIXIS 50 ME 2015 30 ans	BEI 50 ME 2015 30 ans	Taux fixe à 0.868 %	0,868	Euribor 03 M + 0.198	0,016	672 129,63	76 330,55	A-1	A-1
SWAP NATIXIS 20 ME 2015 10 ans	15-BIL-20M-10 ans	Taux fixe à 1.343 %	1,343	Euribor 03 M + 0.5	0,326	274 568,89	66 593,33	A-1	A-1
Taux variable simple (total)						**3 648 238,13**	**10 936 743,45**		
SWAP NATEXIS BP 25,5 ME 2006 16,8 ans	BEI 30 ME 2003 20 ans	Euribor 03 M + (-0.375)	-0,6045	Taux fixe à 3.562 %	3,562	2 056 353,38	6 292 224,47	A-1	A-1
CAP à barrière CALYON 7,2 ME 2006 9 ans	GROUPE CE CFF 10 ME 2002 15 ans	Cap à 3.5 désactivant à 6 sur Euribor 03 M	0	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	121 677,49	A-1	B-1

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
SWAP CAI 14 ME 2003 15 ans	CRCA 14 ME 2003 15 ans (1)	Euribor 03 M + (-0.275)	-0,367	Taux fixe à 4.1 %	4,10	1 591 884,75	* 4 522 841,49	A-1	A-1
Taux complexe (total) (2)						**2 493 424,45**	**2 180 073,19**		
SWAP structuré CALYON 18 ME 2005 16 ans	BCME 20 ME 2002 20 ans	((2*Euribor 12 M(Postfixé))-TEC 10(Postfixé)) + 1.441	0,469	Taux fixe à 4.76 %	4,76	601 942,65	2 009 232,51	A-1	D-3
SWAP structuré RBS 8,3 ME 2008 15 ans	BCME 20 ME 2002 20 ans	4.55-(5*Cap 6.5 sur CMS EUR 10A (Postfixé))	4,55	((2*Euribor 12 M(Postfixé))-TEC 10(Postfixé)) + 1.441	0,515	1 891 481,80	170 840,68	A-1	E-1
Total						**24 918 329,36**	**15 154 243,86**		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap* .

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

* Ces montants comprennent les indemnités de débouclage des swaps.

B1.6 - REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt**		**Date de refinancement**	**Organisme prêteur ou chef de file**	**Capital restant dû au 31/12/2016**	**Capital réaménagé**	**Durée résiduelle**	**Périodicité des rembourse-ments (6)**	**Caractéristiques du taux**			**Coût de sortie (10)**		**Annuité de l'exercice**		**ICNE de l'exercice**
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
CDC 70 ME 2014 2015 26 30 ans	2014	X	27/12/16	CDC	0 €	40 000 000 €		X	V	Euribor 3 mois	-0,3280%			276 420,83 €	0,00 €	
CDC 150 ME 2011	2012	X	27/12/16	CDC	0 €	70 000 000 €		X	V	Euribor3 mois	-0,3280%			44 830,56 €	0,00 €	
Total des dépenses Refinancement de dette (3)																
CDC 150 ME 2016 30 ans	2016	X	27/12/16	CDC	110 000 000 €			X	V	Livret A	0,7500%			0,00 €	0,00 €	**17 955,24 €**
Total des recettes Refinancement de dette (4)																

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.
(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.
(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.
(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.
(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine* , X pour autres à préciser.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.
(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).
(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.
(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.
(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.
(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.
(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

B1.7 - EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/2016	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				Contrat initial	Contrat renégocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
CRCA 14 ME 2003 15 ans (1)	28/10/2003	25/04/2016	CRCA	2 ans 8 mois	2 ans 8 mois	F		4,10	F		1,40	14 000 000,00	3 512 136,20	P	P	2 357 976,02	5 318,55	95 822,78	1 154 160,18
CRCA 14 ME 2003 15 ans (2)	28/10/2003	25/04/2016	CRCA	2 ans 8 mois	2 ans 8 mois	F		4,10	F		1,40	14 000 000,00	3 512 136,20	P	P	2 357 976,02	3 759,66	95 822,78	1 154 160,18
TOTAL																			

(1) Inscrire les emprunts renégociés, à la date de vote du budget, pour l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple: Euribor 3 mois)

(5) Nominal à la date de renégociation

(6) Faire figurer 2 lettres: - Pour le profil d'amortissement indiquer: C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour les autres

-Pour la périodicité de remboursement indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle; S: semestrielle ; X : autre.

B2 - METHODES UTILISEES

PROCEDURE

AMORTISSEMENT
Calculé à partir de 2006 pour biens acquis à compter du 1er janvier 2005, sur la base d'un amortissement linéaire.

CHOIX DU CONSEIL REGIONAL

Biens de faible valeur : 1 500 euros
Seuil d'amortissement sur un an : 1 500 euros

Types d'immobilisations		Durée d'amortissement
Immobilisations incorporelles		
Subventions d'équipement versées	Mobilier, matériel, études	5 ans
	Bâti	15 ans
	Infrastructures d'intérêt national	30 ans
	Matériel ferroviaire roulant	30 ans
Autres immobilisations incorporelles	Frais d'études, d'insertion et de recherche-développement	1 à 5 ans
Infrastructures et patrimoine bâti		
Bâtiments (Lycées, bâtiments administratifs, portuaires, culturels et autres bâtiments dont maisons éclusières)	Construction	30 ans
	Aménagements et grosses réparations	20 ans
	Réparations	15 ans
	Autres	5 à 10 ans
Infrastructures portuaires	Quais et digues	15 à 60 ans
	Ecluses	20 ans
	Voies ferroviaires et routières	40 ans
	Ponts mobiles	30 ans
	Réseaux (pour fluides)	7 ans
Aménagement voies navigables, rivières et canaux	Voies navigables	15 à 20 ans
	Autres voies et aménagements	15 à 20 ans

DELIBERATION

25 – 26 février 2016

PROCEDURE	CHOIX DU CONSEIL REGIONAL	DELIBERATION

Matériel et mobilier		
Matériel	Matériel scolaire	5 à 10 ans
	Equipements légers ferroviaires, portuaires et voies navigables	5 à 10 ans
	Matériel ferroviaire roulant neuf	30 ans
	Matériel ferroviaire roulant occasion	15 ans
	Autres matériels et équipements	5 ans
Informatique et téléphonie	Matériel informatique	3 à 5 ans
	Logiciels	2 à 5 ans
	Terminaux téléphoniques	2 ans
	Réseau téléphonique	5 ans
Mobilier	Mobilier scolaire	10 ans
	Mobilier moyens de l'A°	10 ans
Véhicules	Véhicules roulants	5 ans
Autres immobilisations		
Autres immobilisations portuaires	Equipements portuaires lourds	10 à 30 ans

Conformément à l'instruction comptable, la Région peut amortir sur une durée d'un an les subventions d'équipement versées dans le cadre de la gestion des fonds européens. Dans ce cas, les subventions perçues de l'Union Européenne dans le même cadre seront également transférées au résultat en un an.

IV – ANNEXES	IV
B - ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES	B3

B3 –PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/2016

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/2016 B	Montant total des provisions constituées C=A+B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E=C-D
Prov. pour risques et charges (2)						
Provisions pour litiges Provisions pour pertes de change Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions Autre provisions pour risques						
Provisions pour dépréciation (2)						
- des immobilisations - des stocks et encours - des comptes de tiers Entreprises faisant l'objet de procédure de redressement ou de liquidation judiciaire - des comptes financiers	170 875.00 13 800.42 312 180.61	07/06/2016 08/07/2016 31/12/2016	5 324 227,01		2 500.00	5 818 583.04
TOTAL PROVISIONS						

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée
(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement

PROVISIONS NOUVELLES

Nature	Objet	Montant
Dotations aux provisions	Provisions pour dépréciation des comptes d'entreprises faisant l'objet de procédure de redressement ou de liquidation judiciaire	**496 856.03**

IV – ANNEXES	IV
B - ELEMENTS DU BILAN - ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	**B4**

B4 - ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense Transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (I) - (II+III)
TOTAL							

IV – ANNEXES	IV
B - ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

B5 - DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° de l'opération : Intitulé de l'opération : Date de la délibération :

DEPENSES	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	Pour mémoire RAR N-1 (3)	Dépenses nouvelles votées	Total (4)	RECETTES	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	Pour mémoire RAR N-1 (3)	Recettes nouvelles votées	Total (4)
				NEANT	Financement par le tiers et d'autres tiers				NEANT
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)					040 Financement par le service (contrepartie 6742)				NEANT
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section					041 Financement par emprunt à la charge du tiers (2763)				NEANT
TOTAL					**TOTAL**				NEANT

(1) Ouvrir un cadre d'opération pour compte de tiers
(2) Ensemble des réalisations connues à la date de vote (hors restes à réaliser)
(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats
(4) Total des dépenses = Restes à réaliser N-1 + dépenses nouvelles votées
Total des recettes = Restes à réaliser N-1 + recettes nouvelles votées

IV – ANNEXES	IV
B - ELEMENTS DU BILAN	B6

B6 - ETATS DES PRETS

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
PROGRAMME P.0204				
non assortis d'intérêts		**14 860 840,73**	**4 396 169,68**	
A.S.M. SARL	05/07/12	17 432,45	9 961,40	
A.S.M. SARL	05/07/12	17 432,80	9 961,60	
ABC TEXTURE SAS	24/09/09	0,00	3 271,77	
ABERA SAS	25/04/13	82 500,00	30 000,00	
ABRATECH SARL	03/10/13	35 235,20	12 812,80	
ABRATECH SARL	03/10/13	34 135,20	12 412,80	
ACTUAPLAST SAS	07/06/12	105 000,00	60 000,00	
ADEX SARL	31/03/11	2 555,60	10 222,40	
AGGLOMAT SA	20/03/14	49 624,80	12 406,20	
AIMB SAS	16/04/09	0,00	38 090,25	
AIMB SAS	22/09/11	37 500,00	30 000,00	
AIMB SAS	22/09/11	50 000,00	40 000,00	
ALGOPACK	05/03/15	102 731,00	18 129,00	
ALTHO SAS	16/04/09	45 000,00	60 000,00	
ALUVAIR SAS	20/03/14	16 341,00	5 028,00	
ALUVAIR SAS	20/03/14	16 341,00	5 028,00	
AMI SARL	28/03/13	133 347,15	23 531,85	
ANTHEA PHOTOGRAVURE SARL	28/10/10	0,00	3 771,80	
APAC 29 SARL	17/12/10	5 238,50	20 954,00	
APAC 29 SARL	17/12/10	5 238,50	20 954,00	

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
APAC 29 SARL	25/09/14	32 129,00	1 691,00	
APROBOIS SA	27/09/12	52 500,00	30 000,00	
APROBOIS SA	27/09/12	52 500,00	30 000,00	
ARENIUS SARL	28/03/13	17 941,05	7 973,80	
ARMORIC SAS	03/12/09	90 000,00	60 000,00	
AUG UNIT SARL	16/04/15	410 000,00	0,00	
AZ METAL	03/07/14	19 792,50	5 655,00	
B.F.L. SARL	27/11/14	90 487,50	4 762,50	
B3 ECODESIGN SAS	05/12/13	104 192,00	0,00	
B3 ECODESIGN SAS	05/12/13	44 654,00	0,00	
BIANIC SA	03/06/10	0,00	8 792,90	
BIANIC SA	03/06/10	0,00	10 991,00	
BISCUITERIE DE LIGNOL	26/04/12	15 724,10	6 738,90	
BISCUITERIE DE LIGNOL	26/04/12	15 724,10	6 738,90	
BLANC AERO TECHNOLOGIES	04/04/16	150 000,00	0,00	
BLANCHISSERIE D'ARMOR	26/09/16	131 852,00	0,00	
BREIZH PUNISHER S	29/10/09	0,00	2 346,90	
BRETAGNE CHIMIE FINE SAS	09/06/11	22 500,00	30 000,00	
BRETAGNE CHIMIE FINE SAS	09/06/11	22 500,00	30 000,00	
BRETAGNE CHIMIE FINE SAS	31/10/13	250 000,00	0,00	
BRETAGNE CHIMIE FINE SAS	29/01/15	250 000,00	0,00	
BRETAGNE CHROME SAS	03/07/14	108 626,80	5 717,20	
BRETAGNE PELLETS	05/06/14	187 500,00	50 000,00	
BRETAGNE PELLETS	05/06/14	197 368,44	52 631,56	
BRETAGNE TELECOM SAS	05/07/12	60 000,00	40 000,00	
BRETAGNE TELECOM SAS	05/07/12	60 000,00	40 000,00	
BRIGANT POLYESTER SARL	03/12/08	7 777,90	5 185,24	
BRIGHTLOOP INDUSTRIES SAS	21/05/15	135 000,00	15 000,00	
BRIGHTLOOP INDUSTRIES SAS	21/05/15	135 000,00	15 000,00	
C.2.J. SAS	03/10/13	90 000,00	30 000,00	
C.2.J. SAS	03/10/13	90 000,00	30 000,00	
CADIOU INDUSTRIE SAS	28/10/10	0,00	7 920,00	

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
CAPITAINE COOK SAS	28/10/10	30 000,00	60 000,00	
CARROSSERIE DE BRETAGNE	06/11/08	34 389,52	17 194,72	
CARROSSERIE DE BRETAGNE	06/11/08	20 633,69	10 316,84	
CDK TECHNOLOGIES SAS	30/05/13	57 500,00	23 000,00	
CELLAOUATE SAS	25/02/10	0,00	22 500,00	
CELTYS SAS	25/10/12	60 000,00	30 000,00	
CELTYS SAS	25/10/12	80 000,00	40 000,00	
CENTRE DE TRI HTE PERFORMANCE	17/12/10	45 000,00	30 000,00	
CENTRE DE TRI HTE PERFORMANCE	17/12/10	45 000,00	30 000,00	
CIDRES BIGOUD	11/02/09	0,00	12 145,35	
CIDRES BIGOUD	09/07/09	0,00	12 145,35	
CIMAPREM SARL	29/11/12	30 632,40	5 105,40	
CIMAPREM SARL	29/11/12	30 632,40	5 105,40	
COBRECO SAS	25/02/10	0,00	10 500,00	
CONSERVERIE CHANCERELLE SAS	31/10/13	63 750,00	11 250,00	
COOP BREIZH	27/11/14	120 000,00	30 000,00	
COOP BREIZH	27/11/14	72 000,00	18 000,00	
COOPEDOM SCA	24/04/14	129 719,10	37 062,60	
CORDON ELECTRONICS SARL	31/10/13	36 351,75	1 913,25	
CORIOLIS COMPOSITES TECHNOLOGI	22/09/11	37 500,00	50 000,00	
CORIOLIS COMPOSITES TECHNOLOGI	22/09/11	37 500,00	50 000,00	
CREABOIS SCOP	08/07/10	0,00	4 663,00	
CREATIQUE AUTOMOTIVE&INDUSTRY	11/07/16	150 000,00	0,00	
CUISINES CARADEC SARL	24/10/16	90 000,00	0,00	
CUISINES MOREL BRETAGNE SARL	29/11/13	19 244,80	9 622,40	
DANISCO LANDERNEAU SAS	30/05/13	90 000,00	30 000,00	
DANISCO LANDERNEAU SAS	30/05/13	90 000,00	30 000,00	
DEL INGENIERIE SAS	19/11/15	109 600,00	0,00	
EDIXIA AUTOMATION SAS	27/09/12	75 000,00	15 000,00	
EDIXIA AUTOMATION SAS	27/09/12	78 947,34	15 789,48	
EICHROM EUROPE SARL	05/03/15	150 000,00	0,00	
EICHROM EUROPE SARL	05/03/15	150 000,00	0,00	

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
ENERGIE TRANSFERTS THERMIQUES	31/03/11	15 000,00	60 000,00	
ENVIE 2E RECYCLAGE BRETAGNE SA	19/11/15	12 422,00	0,00	
EPI BRETAGNE OEUFS SAS	29/03/12	38 325,00	30 660,00	
EVEN LAIT INDUSTRIE SAS	25/10/12	237 500,00	12 500,00	
FAMIP SAS	13/02/14	125 250,00	33 400,00	
FAMIP SAS	13/02/14	168 000,00	0,00	
FERTIKER SAS	28/10/10	26 266,00	21 012,80	
FLIN FRERES SA	19/11/15	78 400,00	0,00	
FOURNIER SAS	13/02/14	146 250,00	45 000,00	
FOURNIER SAS	13/02/14	146 250,00	45 000,00	
G2H29 SARL	29/03/12	25 272,90	16 848,60	
GATINE VIANDES SA	03/12/09	0,00	70 000,00	
GATINE VIANDES SA	26/04/12	0,00	93 333,37	
GENITEC	21/05/15	128 462,00	0,00	
GERMAY PLASTIC SAS	25/02/10	0,00	7 500,00	
GERMAY PLASTIC SAS	25/02/10	0,00	8 333,39	
GORAGUER SARL	03/10/13	13 649,90	4 963,60	
GRANIT DE GUERLESQUIN SARL	01/12/11	12 950,00	7 400,00	
GUELT SAS	24/09/09	0,00	31 566,30	
GWENNEG SAS	26/09/16	100 000,00	0,00	
HALIEUTIS SA	07/10/10	5 000,00	20 000,00	
HALIEUTIS SA	25/09/14	10 000,00	40 000,00	
HEMARINA SA	05/12/13	118 047,00	0,00	
HEMARINA SA	05/12/13	39 034,33	0,00	
IN VIVO ENVIRONNEMENT SARL	25/02/10	0,00	1 696,10	
IN VIVO ENVIRONNEMENT SARL	13/02/14	45 925,85	2 417,15	
ISLA MONDIAL SAS	31/03/11	12 575,60	12 575,60	
IXBLUE SAS	29/11/12	271 277,00	0,00	
J.B.BOIS SA	25/02/10	0,00	1 200,00	
J.B.BOIS SA	25/02/10	0,00	1 333,39	
JOSSO SA	07/10/10	45 000,00	30 000,00	
JOSSO SA	07/10/10	45 000,00	30 000,00	

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
KEOPSYS SA	08/10/10	0,00	15 728,70	
KRAMPOUZ SAS	25/09/14	225 000,00	60 000,00	
LACTALIS INVESTISSEMENTS	24/09/09	0,00	210 000,00	
LAITERIE DE KERGUILLET	07/10/10	0,00	9 484,20	
LAVAGE INDUSTRIEL PLASTIQUES	05/03/15	45 000,70	7 941,30	
LE BARON SARL	03/12/09	0,00	3 034,50	
LE MONDE DES CREPES SAS	04/07/13	85 366,45	26 266,60	
LEA PHOTONICS SAS	21/05/15	142 500,00	7 500,00	
LEGULICE SAS	27/11/14	142 500,00	7 500,00	
LEMEE SARL	21/05/15	125 000,00	0,00	
LEMEE SARL	21/05/15	125 000,00	0,00	
LES VERRERIES DE BREHAT SARL	01/10/15	25 000,00	0,00	
LESSONIA SAS	03/07/14	23 367,75	6 231,40	
LESSONIA SAS	03/07/14	23 367,00	6 231,20	
LORCO SCA	27/09/12	46 946,90	17 071,60	
LORCO SCA	27/09/12	52 163,23	18 968,44	
MAISONS OSSATURE BOIS SAS	07/11/11	23 263,20	31 017,60	
MAKURAZAKI FRANCE KATSUOBUSHI	19/11/16	80 000,00	0,00	
MAKURAZAKI FRANCE KATSUOBUSHI	19/11/15	80 000,00	0,00	
MARCADE ETS	26/04/12	9 370,00	4 685,00	
MARION METALLERIE SAS	20/03/14	21 302,10	2 366,90	
MELIOPAK SAS	01/12/11	22 386,00	12 792,00	
MELIOPAK SAS	01/12/11	22 386,00	12 792,00	
MENUISERIES NICOLAS SA	05/03/15	135 000,00	15 000,00	
MMO SAS	29/11/12	60 000,00	30 000,00	
MMO SAS	29/11/12	60 000,00	30 000,00	
MONBANA SA	19/11/15	250 000,00	0,00	
NASS&WIND OFFSHORE SAS	05/12/13	85 212,76	28 404,24	
NASS&WIND OFFSHORE SAS	21/05/15	35 781,44	11 927,16	
NG BIOTECH SAS	28/03/13	19 694,70	8 753,20	
NUMALLIANCE	04/07/13	22 445,50	6 121,50	

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
NUMALLIANCE SAS	04/07/13	15 711,85	5 713,40	
OLNICA SAS	01/10/15	55 132,00	0,00	
OTIMA SAS	04/04/16	241 500,00	0,00	
OUEST SABLAGE SARL	27/11/14	43 193,60	7 622,40	
OUEST SABLAGE SARL	27/11/14	43 193,60	7 622,40	
PANAGET SAS	22/09/11	60 937,50	81 250,00	
PEBSCO BRETAGNE	25/09/14	97 501,00	0,00	
PLASTOBREIZ	28/10/10	60 600,00	30 300,00	
POGO STRUCTURES	24/02/11	15 827,80	63 311,20	
POLARIS SA	08/07/10	0,00	22 500,00	
POLARIS SA	08/07/10	0,00	22 500,00	
PRECIS 2000 TECHNOLOGIES SAS	06/06/16	12 800,00	0,00	
QUALI CITE SAS	19/11/15	51 472,00	0,00	
R2H PARTICIPATIONS (CITY ROUL)	29/03/12	10 089,32	8 071,52	
REMORQUES CHEVANCE SARL	25/09/14	41 857,60	10 464,40	
REMORQUES CHEVANCE SARL	25/09/14	41 856,80	10 464,20	
RIAUX ESCALIERS SAS	29/11/12	67 500,00	30 000,00	
RIAUX ESCALIERS SAS	29/11/12	71 052,60	31 578,96	
RONSARD SAS	05/06/14	500 000,00	0,00	
ROTO ARMOR SARL	29/11/12	60 000,00	30 000,00	
ROTO ARMOR SARL	29/11/12	60 000,00	30 000,00	
ROTOTEC SA	24/02/11	6 051,55	24 206,20	
ROTOTEC SA	24/02/11	6 051,55	24 206,20	
S.F.P.I. PEINTURE INDUS. SARL	26/04/12	45 000,00	30 000,00	
S.F.P.I. PEINTURE INDUS. SARL	26/04/12	45 000,00	30 000,00	
SAVEURS CRISTAL SAS	20/03/14	97 500,00	30 000,00	
SAVEURS CRISTAL SAS	20/03/14	97 500,00	30 000,00	
SCOP EBS LE RELAIS DE BRETAGNE	25/02/10	4 156,30	16 625,20	
SCOP EUROP 3D SARL	31/03/11	1 501,00	6 004,00	
SCOP LOY CIE MENUISERIE	29/11/12	20 000,00	10 000,00	

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
SCOP LOY CIE MENUISERIE	29/11/12	20 000,00	10 000,00	
SCOP MCA	07/10/10	8 003,20	32 012,80	
SECURE IC SAS	07/10/10	2 878,90	11 515,60	
SECURE IC SAS	07/10/10	3 030,44	12 121,68	
SMV SAS	24/04/14	119 065,00	0,00	
SOBREDIM SAS	17/12/10	11 653,20	46 612,80	
SOCIETE LAITIERE DE VITRE SNC	29/01/15	1 400 000,00	0,00	
SODICOME SAS	17/12/10	21 297,30	28 396,40	
SODICOME SAS	17/12/10	22 418,16	29 890,96	
SOLUTION FLC SARL	19/11/15	130 115,00	0,00	
STANDARD SERIGRAPHIE EURL	19/11/15	10 040,00	0,00	
STANDARD SERIGRAPHIE EURL	19/11/15	10 040,00	0,00	
START ATELIER SERVICES	02/07/15	14 279,45	751,55	
STE DE CONFECTION DU COGLAIS	26/04/12	10 212,90	6 808,60	
STE FINANCIERE LES ROSAIRES	16/05/15	600 000,00	0,00	
STE METALLURGIQUE DE BRETAGNE	27/10/11	30 000,00	30 000,00	
STE METALLURGIQUE DE BRETAGNE	27/10/11	30 000,00	30 000,00	
STE NOUVELLE ARMOR MECA SA	05/07/12	45 000,00	30 000,00	
STE NOUVELLE ARMOR MECA SA	05/07/12	45 000,00	30 000,00	
STE NOUVELLE ARMOR MECA SA	02/07/15	142 500,00	7 500,00	
STE NOUVELLE ARMOR MECA SA	02/07/15	142 500,00	7 500,00	
SULKY BUREL SAS	08/07/10	0,00	60 000,00	
SULKY BUREL SAS	28/03/13	0,00	92 307,00	
SYRLINKS SAS	27/10/11	22 500,00	30 000,00	
SYRLINKS SAS	27/10/11	22 500,00	30 000,00	
T.M.C.E. SA	25/09/14	270 000,00	30 000,00	
TALLEC JEAN PIERRE SAS	03/12/09	73 000,00	73 000,00	
TALLEC JEAN PIERRE SAS	03/12/09	76 842,05	76 842,12	
TERRE D EMBRUNS SAS	27/11/14	40 438,00	0,00	
TERRE D EMBRUNS SAS	27/11/14	40 439,00	0,00	

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
THERMO COLOR BOIS SARL	07/07/11	35 357,16	47 142,84	
TIB SAS	08/07/10	0,00	3 380,00	
TRESEAL INDUSTRIES	03/07/14	0,00	15 405,20	
VECTRAWAVE SA	03/10/13	49 500,00	18 000,00	
VECTRAWAVE SA	03/10/13	49 500,00	18 000,00	
WALL2TIME	09/05/16	48 625,00	0,00	
WORLD DAIRY INGREDIENTS	20/03/14	0,00	152 592,85	
YFFIPLAST COMPOSITES SAS	03/10/13	0,00	31 198,40	
YFFIPLAST COMPOSITES SAS	30/10/14	0,00	31 198,40	
YIELOO SARL	01/10/15	54 385,00	0,00	
assortis d'intérêts		**9 280 000,00**	**0,00**	**119 641,43**
1906 SCI	11/07/16	180 000,00	0,00	2 025,00
BRETAGNE ATELIERS ASSOCIATION	21/05/15	100 000,00	0,00	2 000,00
GROUPE D AUCY HOLDING SAS	06/06/16	5 000 000,00	0,00	15 616,43
SOMABRET SAS	27/11/14	2 000 000,00	0,00	50 000,00
SOMABRET SAS	27/11/14	2 000 000,00	0,00	50 000,00

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
Programme P.0201				
		8 036 163,07	**1 978 110,58**	
3EI	05/06/14	41 407,48	9 201,68	
3EI	29/01/15	51 544,00	0,00	
3EI	29/01/15	21 741,00	0,00	
AD BREIZH SAS	23/02/12	23 833,29	8 666,68	
AD BREIZH SAS	04/07/13	46 666,70	13 333,32	
AD BREIZH SAS	04/07/13	49 028,78	12 257,20	
ADVALO	30/10/14	25 000,00	5 000,00	
ADVALO	30/10/14	25 000,00	5 000,00	
ADVANTEN SAS	11/07/16	207 292,39	14 806,60	
ADWAVE SARL	03/07/14	78 408,00	17 424,00	
ADWAVE SARL	03/07/14	42 446,83	2 358,17	
AFFINITY ENGINE SARL	24/04/14	0,00	57 500,00	
AFFINITY ENGINE SARL	25/09/14	0,00	37 614,00	
AFFINITY ENGINE SARL	25/09/14	0,00	25 076,00	
AJIMI SARL	11/02/09	0,00	1 906,25	
AJIMI SARL	11/02/09	0,00	2 079,45	
ALADOM SARL	17/12/10	10 500,00	7 000,00	
ALTERVOICE SAS	31/10/13	46 315,78	8 684,22	
ALYACOM SARL	09/06/11	8 750,00	5 000,00	
ALYACOM SARL	09/06/11	10 000,02	5 714,28	
AMAROK BIOTECHNOLOGIES SARL	24/04/14	29 250,00	6 500,00	
AMEUBLEMENT TURRINI SARL	27/10/11	8 845,61	5 054,68	
AMEUBLEMENT TURRINI SARL	27/10/11	4 332,40	2 475,60	
AMZAIR INDUSTRIE	04/04/16	40 729,00	0,00	
APIZEE SAS	13/02/14	20 541,69	4 833,32	

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
APIZEE SAS	13/02/14	20 541,69	4 833,32	
ARBORESCENCE SYSTEMS	25/09/14	34 437,50	7 250,00	
ARSN SARL	30/10/14	150 000,00	0,00	
ARSN SARL	30/10/14	100 000,00	0,00	
ASKORN MEDICAL SARL	23/02/12	38 243,70	13 906,80	
ATHEMIUM SAS	05/12/13	18 000,00	4 500,00	
ATHEMIUM SAS	05/12/13	18 661,74	4 764,72	
ATLANTIQUE BRETAGNE INFORMATIQ	26/09/16	70 140,00	0,00	
AVIWEST SAS	22/09/11	17 500,00	10 000,00	
BBRIGHT SAS	02/07/15	106 775,00	0,00	
BBRIGHT SAS	02/07/15	74 512,56	0,00	
BELAIR SARL	21/02/13	71 890,00	22 120,00	
BIO CHENE VERT SARL	04/07/13	25 970,00	7 420,00	
BREIZHBUZZ SAS	27/11/14	18 044,16	3 608,84	
BROADPEAK SAS	17/12/10	15 000,00	15 000,00	
BUSINESS OFFICE OXYGEN SARL	01/12/11	10 019,16	13 358,72	
BUSINESS OFFICE OXYGEN SARL	01/12/11	8 015,35	4 580,20	
BUSINESS OFFICE OXYGEN SARL	29/11/12	37 500,00	10 000,00	
CENTRE CULINAIRE CONTEMPORAIN	05/12/16	225 000,00	0,00	
CHERRY BIOTECH	05/12/16	30 000,00	0,00	
CINATIS SAS	29/11/12	15 000,00	5 000,00	
CINATIS SAS	29/11/12	15 000,00	5 000,00	
COPEX SA	01/12/11	13 279,20	17 705,60	
COPEX SA	01/12/11	5 691,00	7 588,00	
CR FRANCE SAS	26/09/16	30 000,00	0,00	
CRISTEC INDUSTRIES SA	01/10/15	90 226,00	0,00	
D ENEOUR EARL	25/09/14	62 954,10	13 253,52	
D ENEOUR EARL	25/09/14	26 980,00	5 680,00	
DAREBOOST SAS	02/07/16	55 452,00	0,00	
DATA2B SAS	24/10/16	25 000,00	0,00	
D-CARTE HOLDING SAS	29/10/09	0,00	11 538,50	

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
D-CARTE HOLDING SAS	29/10/09	0,00	10 961,50	
DES IMAGES ET DES MOTS SARL	13/02/14	23 056,25	5 425,00	
DIABOLO SARL	03/10/13	63 070,00	7 420,00	
DIABOLO SARL	30/10/15	29 812,50	1 987,50	
DIAFIR SAS	25/09/14	50 000,00	10 000,00	
DIGITALEO SAS	03/10/13	78 125,03	20 833,32	
DIGITALEO SAS	03/10/13	83 333,36	20 833,32	
DIGIVOC SAS	03/10/13	20 000,00	5 000,00	
DIGIVOC SAS	03/10/13	20 000,00	5 000,00	
DISTRIPLIS SAS	20/03/08	5 625,00	3 750,00	
DISTRIPLIS SAS	24/09/09	5 625,00	3 750,00	
DIWEL SAS	27/09/12	32 500,00	10 000,00	
DYNAMIXYZ SAS	17/10/10	4 083,40	4 083,32	
DYNAMIXYZ SAS	17/12/10	4 083,40	4 083,32	
E.SENSORY	02/07/15	68 229,00	0,00	
E.SENSORY	02/07/15	29 241,00	0,00	
EFFINOV NUTRITION	22/09/11	27 500,00	5 000,00	
ELLIPTIKA SARL	24/09/09	0,00	11 800,81	
ELLIPTIKA SARL	24/09/09	0,00	16 750,89	
EMULBITUME	25/09/14	40 484,25	2 130,75	
EMULBITUME	25/09/14	8 453,44	444,92	
ENERGIENCY SAS	01/10/15	28 750,00	1 250,00	
ENERGIENCY SAS	01/10/15	28 750,00	1 250,00	
ESOFTTHINGS SAS	26/09/16	60 000,00	0,00	
ESTAR SAS	29/11/12	0,00	228 000,00	
ESTAR SAS	29/11/12	0,00	57 000,00	
EYEBUY SAS	03/10/13	0,00	60 000,00	
FCI SYSTEM	26/04/12	27 500,00	10 000,00	
FILEUSE D ARVOR SAS	05/12/16	114 230,40	0,00	
FIRST WAN DELIVERY NETWORK SER	05/03/15	16 692,80	2 384,70	

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
FIRST WAN DELIVERY NETWORK SER	05/03/15	16 692,80	2 384,70	
FROGI SECURE SARL	20/03/14	42 374,98	9 416,68	
GEIM	25/09/14	23 750,00	5 000,00	
GEIM	25/09/14	23 750,00	5 000,00	
GOLAEM SA	09/06/11	0,00	12 500,00	
GOLAEM SA	09/06/11	0,00	12 500,00	
GOLAEM SA	01/10/15	99 587,50	99 587,50	
GUELT SA	27/11/14	350 000,00	0,00	
HALCYON SAS	19/11/15	28 750,00	1 250,00	
HALCYON SAS	19/11/15	28 750,00	1 250,00	
IDMER	24/10/16	90 000,00	0,00	
IMEX CGI	04/07/13	29 768,14	7 938,16	
IMEX CGI	04/07/13	25 014,65	6 670,60	
INTHREAT	24/10/16	46 158,50	0,00	
INTIA SAS	06/06/16	22 632,00	0,00	
ISOCYCLE SAS	23/02/12	0,00	24 543,90	
ISOCYCLE SAS	23/02/12	0,00	24 543,90	
KELBILLET SAS	17/12/10	16 458,27	13 166,68	
KERAWEN	27/11/14	28 750,00	1 250,00	
KERDRY SARL	30/05/13	119 184,00	14 898,00	
KERDRY SARL	30/05/13	47 900,90	5 987,60	
KERLINK SA	29/11/12	26 250,02	5 833,32	
KERLINK SA	29/11/12	11 250,00	2 500,00	
LANDATA-COBIPORC SARL	07/10/10	0,00	10 725,00	
LANDATA-COBIPORC SARL	07/10/10	0,00	5 475,60	
LE 222 BUSINESS POOL	02/07/15	100 000,00	0,00	
LE 222 BUSINESS POOL	02/07/15	50 000,00	0,00	
LIVEMON SAS	05/12/16	60 000,00	0,00	
LORIMA SAS	21/05/15	100 000,00	0,00	
MAPUI LABS	26/09/16	26 000,00	0,00	

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
MEDIEGO	02/07/15	27 500,00	2 500,00	
MEDIEGO	02/07/15	27 500,00	2 500,00	
MESURE SYSTEMES 3D SAS	30/10/14	142 500,00	7 500,00	
MESURE SYSTEMES 3D SAS	30/10/14	95 000,00	5 000,00	
MOBIZEL SAS	25/09/14	47 500,00	10 000,00	
MOVE N SEE	05/06/14	45 000,00	10 000,00	
MOVIE UP	30/10/14	164 088,75	8 636,25	
MYALIS SAS	30/10/14	0,00	28 750,00	
MYALIS SAS	30/10/14	0,00	28 750,00	
NASS&WIND OFFSHORE SAS	05/12/13	59 547,58	14 886,92	
NASS&WIND OFFSHORE SAS	05/12/13	59 547,58	14 886,92	
NDMAC SYSTEMS	01/10/15	37 743,00	1 641,00	
NET HELIUM	05/06/14	34 499,98	7 666,68	
NEWWIND SAS	04/07/13	56 295,50	6 623,00	
NEWWIND SAS	04/07/13	41 660,20	4 901,20	
NEWWIND SAS	03/10/13	45 000,00	5 000,00	
OKWIND SAS	11/07/16	125 000,00	0,00	
OLNICA SAS	08/07/10	11 916,68	15 888,88	
OPEN HEALTH COMPANY SA	05/03/15	57 459,05	8 208,45	
OPEN HEALTH COMPANY SA	05/03/15	65 667,50	0,00	
OPENFLEXO	11/07/16	42 000,00	0,00	
OPTINVENT SARL	02/07/15	121 650,00	0,00	
ORTHOPTICA SARL	31/10/13	20 723,68	5 526,32	
ORTHOPTICA SARL	31/10/13	20 723,68	5 526,32	
OSYTOS SAS	27/10/11	14 000,00	7 000,00	
OWALTECH SAS	24/10/16	128 967,00	0,00	
OYA LIGHT SAS	02/07/15	55 000,00	5 000,00	
PERCEPTIVA LABS	26/04/12	0,00	54 473,69	
PHILOSOPHIA 3853	11/06/16	21 000,00	0,00	
POD PROGRAMMING SAS	29/11/12	0,00	20 000,00	

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
POD PROGRAMMING SAS	29/11/12	0,00	20 000,00	
PREDICSIS	05/12/13	20 000,00	5 000,00	
PREDICSIS	05/12/13	20 000,00	5 000,00	
PRESCOM	05/03/15	35 443,63	5 063,37	
PRESCOM	05/03/15	40 507,00	0,00	
PROLARGE SARL	17/12/10	12 147,13	12 147,04	
SABELLA SAS	19/11/15	74 645,00	0,00	
SALIPOUSS SARL	30/05/13	17 500,00	5 000,00	
SALIPOUSS SARL	30/05/13	17 500,00	5 000,00	
SALIPOUSS SARL	02/07/15	48 200,00	0,00	
SALIPOUSS SARL	02/07/15	48 200,00	0,00	
SAOOTI SAS	03/12/09	5 718,75	7 625,00	
SAOOTI SAS	03/12/09	5 967,40	7 956,52	
SCHEME SA	26/09/16	44 974,00	0,00	
SCRIPT AND CO SAS	29/11/12	60 900,00	20 300,00	
SCRIPT AND CO SAS	29/11/12	26 100,00	8 700,00	
SEASIDETECH	09/05/16	35 444,00	0,00	
SECURE IC SAS	08/07/10	15 000,00	15 000,00	
SEE D	26/09/16	30 000,00	0,00	
SEEMECAB SARL	29/01/15	28 333,32	5 666,68	
SEEMECAB SARL	29/01/15	28 333,32	5 666,68	
SENSEYOU SARL	29/11/12	25 455,36	8 485,12	
SENSEYOU SARL	29/11/12	10 909,44	3 636,48	
SILLAGE SAS	05/12/13	47 500,00	5 000,00	
SMART TAG SOFTWARE SAS	29/10/09	0,00	30 000,00	
SMARTTALK SAS	21/05/15	26 250,00	3 750,00	
SMARTTALK SAS	21/05/15	30 000,00	0,00	
SMM TECHNOLOGIES	05/12/16	300 000,00	0,00	

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
SOLIA CONCEPT SARL	26/04/12	11 337,72	4 535,08	
SOLIA CONCEPT SARL	26/04/12	11 337,72	4 535,08	
SOLSIN SARL	21/02/13	41 810,69	12 864,84	
SOLSIN SARL	21/02/13	17 918,82	5 513,52	
STEERY SAS	19/11/15	50 400,00	50 400,00	
SYNEIKA SAS	07/07/11	13 333,32	6 666,68	
SYNEIKA SAS	07/07/11	13 333,32	6 666,68	
TAM SAS	05/12/16	89 289,00	0,00	
TELECOM SANTE SAS	07/06/12	33 116,00	13 246,40	
TELECOM SANTE SAS	29/11/12	15 000,00	5 000,00	
TELECOM SANTE SAS	29/11/12	15 000,00	5 000,00	
TELECOM SANTE SAS	19/11/15	27 000,00	0,00	
TELECOM SANTE SAS	19/11/15	27 000,00	0,00	
TEVALIS SARL	05/03/15	23 700,00	0,00	
TEVALIS SARL	05/03/15	23 700,00	0,00	
TICATAG	01/10/15	57 500,00	2 500,00	
TIWAL SAS	01/10/15	42 022,92	1 827,08	
TOCEA SAS	07/06/12	27 500,00	10 000,00	
TRIBORD SAS	28/10/10	0,00	6 743,78	
TRIBORD SAS	28/10/10	0,00	6 743,78	
VALOREX SAS	26/04/12	20 071,18	8 028,52	
VALOREX SAS	26/04/12	20 943,93	8 377,56	
VITY SAS	19/11/15	80 250,00	0,00	
VITY SAS	19/11/15	77 766,00	0,00	
VOXYGEN	27/09/12	32 500,00	10 000,00	
WIPI GROUP SA	25/02/10	12 180,00	3 045,00	
WIPI GROUP SA	25/02/10	14 329,20	3 582,40	
WIPI GROUP SA	25/02/10	36 960,00	6 720,00	
XERIS SA	03/07/14	44 712,00	4 968,00	
YFFIPLAST COMPOSITES SAS	25/04/13	0,00	105 129,00	
ZETAPUSH SAS	05/12/16	30 000,00	0,00	

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
Programme P.0605				
		4 140 239,99	**914 001,19**	
3.C. SAS	01/10/15	48 000,00	0,00	
3.C. SAS	01/10/15	72 000,00	0,00	
ACA SCI	16/04/15	71 100,00	0,00	
ADCC SCI	26/04/12	21 000,00	8 400,00	
ALEXANDRA SARL	26/04/12	0,00	36 000,00	
ALEXANDRA SARL	27/09/12	0,00	19 553,10	
ALEXANDRA SARL	27/09/12	0,00	29 329,65	
CAMPING AR KLEGUER SARL	29/11/12	15 283,44	5 094,48	
CAMPING AR KLEGUER SARL	29/11/12	22 925,16	7 641,72	
CAMPING DE L ATLANTIQUE SAS	20/03/14	40 800,00	7 200,00	
CAMPING DE L ATLANTIQUE SAS	20/03/14	61 200,00	10 800,00	
CAMPING DE L ILE VERTE SARL	24/02/11	1 150,00	920,00	
CAMPING DE LA PLAGE SARL	29/11/12	48 000,00	16 000,00	
CAMPING DE LA POMMERAIE SAS	25/04/13	94 960,00	23 740,00	
CAMPING DE LA RECRE SARL	07/11/11	21 992,10	14 661,40	
CAMPING DE LA TOUESSE SARL	05/03/15	120 000,00	0,00	
CAMPING DIBEN SARL	23/02/12	12 944,34	5 753,04	
CAMPING DIBEN SARL	23/02/12	21 573,90	8 629,56	
CAMPING LONGCHAMP	27/09/12	26 400,00	9 600,00	
CAMPING LONGCHAMP	27/09/12	39 600,00	14 400,00	
CHIC FAMILLE SARL	28/03/13	59 800,00	18 400,00	
COCU PHILIPPE	24/09/09	0,00	6 300,00	
COEUR DE BREIZH SARL	03/12/09	0,00	9 000,00	
CORFCO SARL	29/10/10	4 091,00	16 363,60	
CORLOUER SCI	27/10/11	102 000,00	18 000,00	
DE LA LANDE SCI	09/05/16	20 417,00	0,00	

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
DE LA LANDE SCI	09/05/16	30 626,00	0,00	
DL SARL	09/05/16	48 800,00	0,00	
DOMAINE DE LA BAIE SCI	11/07/16	20 000,00	0,00	
DOMAINE DU THEVEN SAS	02/07/15	36 000,00	0,00	
DOMAINE DU THEVEN SAS	02/07/15	54 000,00	0,00	
DU DORLETT SCI	24/04/14	45 600,00	2 400,00	
DU DORLETT SCI	24/04/14	68 400,00	3 600,00	
DUBOURG PARTICIPATIONS SARL	23/02/12	41 400,00	18 400,00	
FAPI SAS	26/09/16	80 000,00	0,00	
FINANCIERE EUROPE SARL	29/11/12	55 200,00	18 400,00	
FORT ESPAGNOL PLEIN AIR SARL	29/03/12	14 400,00	6 400,00	
FORT ESPAGNOL PLEIN AIR SARL	29/03/12	24 000,00	9 600,00	
GARREC SCI	28/04/11	3 000,00	2 400,00	
GERMELINE SCI	26/04/12	18 450,00	8 200,00	
GRAND HOTEL DE LA MER SAS	03/07/14	82 800,00	9 200,00	
HOLDING DES CAPS	02/07/15	92 000,00	0,00	
HOLDING GUIBER	27/11/14	80 000,00	0,00	
HOTEL DE BRETAGNE SARL	07/10/10	6 600,00	8 800,00	
HOTEL DE LA BAIE DE MORLAIX	29/10/09	0,00	3 000,00	
HOTEL DE LA BAIE SARL	11/07/16	60 000,00	0,00	
HOTEL DE NEMOURS SARL	27/11/14	32 000,00	0,00	
HOTEL DE NEMOURS SARL	27/11/14	48 000,00	0,00	
HOTEL DU GOLFE	03/10/13	69 000,00	18 400,00	
HOTEL DU LOCH SAS	31/10/13	56 000,00	14 000,00	
HOTEL LE BELLEVUE SAS	26/04/12	10 800,00	4 800,00	
HOTEL RESTAURANT DU PORT	16/04/15	20 900,00	0,00	
HOTELLERIE DES ENCLOS SARL	03/10/13	0,00	21 527,00	
JEAN ONE SCI	05/12/13	49 600,00	12 400,00	
JEAN ONE SCI	20/03/14	37 566,26	6 629,34	
JEAN ONE SCI	20/03/14	56 349,39	9 944,01	

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
KALU SARL	05/12/13	28 800,00	7 200,00	
KERALLORET SCI	09/06/11	18 200,00	10 400,00	
KERAVEL VACANCES ASSOCIATION	27/10/11	19 200,00	9 600,00	
KERAVEL VACANCES ASSOCIATION	27/10/11	28 800,00	14 400,00	
KERVIANE SCI	29/10/09	0,00	8 222,25	
L AUBERGE DE KERALLORET SARL	09/06/11	14 000,00	8 000,00	
LA CROIX DU SUD SCI	03/12/09	0,00	6 400,00	
LA GAIETE SARL	31/10/13	69 000,00	18 400,00	
LA MAISON DU 29 SARL	19/11/15	32 000,00	0,00	
LA PARCAISE SARL	03/12/09	0,00	12 000,00	
LA POTINIERE SARL	17/12/10	8 000,00	8 000,00	
LA SIRENE SARL	27/09/12	27 500,00	10 000,00	
L'ABBATIALE DU TRONCHET SARL	20/03/14	68 400,00	3 600,00	
L'ABBATIALE DU TRONCHET SARL	20/03/14	102 600,00	5 400,00	
LAMOUR SARL	09/06/11	12 000,00	8 000,00	
LANN ROZ SARL	27/09/12	15 843,60	5 281,20	
LANN ROZ SARL	27/09/12	23 765,40	7 921,80	
LE CLOS DE L ELORN SARL	24/06/09	0,00	7 500,00	
LE CONGUEL SAS	16/04/15	48 000,00	0,00	
LE CONGUEL SAS	16/04/15	72 000,00	0,00	
LE GERMINAL SA	21/02/13	18 344,30	5 644,40	
LE LION D OR SARL	19/11/15	46 200,00	0,00	
LE LION D OR SARL	19/11/15	69 300,00	0,00	
LE MOULIN DU 9 EURL	26/04/12	18 000,00	8 000,00	
LE PETIT DELIRE SARL	26/04/12	23 286,60	9 314,64	
LE RELAIS DU FAOU SARL	01/10/15	10 000,00	0,00	
LE TEMPS DE VIVRE SARL	28/04/11	20 000,00	16 000,00	
LEGAUD SEBASTIEN	01/12/11	36 000,00	9 600,00	
LEGAUD SEBASTIEN	01/12/11	54 000,00	14 400,00	
LES VOYAGEURS SARL	19/11/15	48 000,00	0,00	

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
LES VOYAGEURS SARL	19/11/15	72 000,00	0,00	
LMC SARL	24/09/09	13 800,00	18 400,00	
LOJE SARL	05/07/12	24 000,00	9 600,00	
LORMAT 29 SARL	12/03/09	0,00	3 100,00	
MAGIC MANOR SARL	01/12/11	24 000,00	12 000,00	
MANSON HOUSE EURL	22/09/11	15 200,00	7 600,00	
MAPE SARL	29/01/15	66 000,00	0,00	
MCD SCI	26/04/12	0,00	46 800,00	
MEGA 2 SARL	05/12/13	26 400,00	6 600,00	
MOELLIEN SARL	25/10/12	33 000,00	12 000,00	
MONTAUZIER-GABORIAU SCI	19/11/15	60 000,00	0,00	
OCEMALO SARL	29/03/12	41 400,00	18 400,00	
PAUL JOEL	26/09/16	26 000,00	0,00	
PENHOUET LE REUN SCI	29/01/15	26 000,00	0,00	
PIDOVEDI SCI	03/12/09	0,00	9 400,00	
PLOWER EXPLOITATION CAMPINGS	05/06/15	72 000,00	0,00	
PLOWER EXPLOITATION CAMPINGS	05/06/14	108 000,00	0,00	
RIOU SARL	03/06/10	3 700,00	7 400,00	
RUNGOAT SARL	21/02/13	29 367,00	9 036,00	
RUNGOAT SARL	21/02/13	44 050,50	13 554,00	
SCI DES ACACIAS	17/12/10	10 400,00	10 400,00	
SCI LOCH HOTEL	31/10/13	17 600,00	4 400,00	
SNC CHAPALAIN	19/11/15	120 000,00	0,00	
SOCIETE BREHONNET MARC SARL	03/12/09	0,00	18 400,00	
SOCIETE DU BORDENEO	27/11/14	67 902,00	0,00	
TI AL LANNEC SAS	09/05/16	7 416,00	0,00	
TI AL LANNEC SAS	09/05/16	11 126,00	0,00	
TY BREUDER CARO SARL	25/10/12	25 410,00	9 240,00	
TY IN EURL	12/03/09	0,00	4 500,00	
VINTAGE SCI	01/10/15	46 000,00	0,00	
VITALIC SARL	05/12/14	24 000,00	6 000,00	
YA BATZ A SARL	26/04/13	27 500,00	10 000,00	

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/2016	Montant de l'annuité recouvré	
			Capital	Intérêts
PROGRAMME P.0103				
non assortis d'intérêts		**115 384,61**	**57 692,31**	
ASSOCIATION WWW BZH	25/04/13	115 384,61	57 692,31	
PROGRAMME P.0311				
non assortis d'intérêts		**1 500 000,00**	**0,00**	
ESC FORCE OUEST	09/05/16	500 000,00	0,00	
ESC FORCE OUEST	26/09/16	1 000 000,00	0,00	
PROGRAMME P.09012				
non assortis d'intérêts		**29 585,90**	**22 160,84**	
Prêts d'honneur	25/11/2004	26 488,18	17 516,17	
Prêts installation	25/11/2004	3 097,72	4 644,67	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**207 924 585,11**	**I 195 071 652,42**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**161 452 332,41**	**161 047 422,06**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	84 428 565,46	84 428 565,46
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	75 891 300,72	75 891 300,72
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	1 132 466,23	727 555,88
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**46 472 252,70**	**34 024 230,36**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
10251	Dons et legs en capital	12 437 252,70	0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*34 035 000,00*	*34 024 230,36*

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**195 071 652,42**	**218 700 575,25**	**34 676 266,21**	**448 448 493,88**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES — B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**254 688 580,85**	**III** **236 019 977,21**
Ressources propres externes de l'année (a)		**18 901 000,00**	**19 617 375,55**
10222	FCTVA	12 239 000,00	12 239 151,55
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
2744	Prêts d'honneur	0,00	22 160,84
2745	Avances remboursables	6 662 000,00	7 356 063,16
Ressources propres internes de l'année (b)		**235 787 580,85**	**216 402 601,66**
169	*Primes de remboursement obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
271	*Titres immobilisés (droits de propriété)*	*0,00*	*1 179 233,00*
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*1 485 921,21*	*1 485 921,21*
28033	*Frais d'insertion*	*4 077,76*	*4 077,76*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*65 906,00*	*65 906,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*7 942 688,00*	*7 942 688,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*819 864,00*	*819 864,00*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*11 000,00*	*11 000,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*15 000,00*	*15 000,00*
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	*622 632,00*	*622 632,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*6 182 317,00*	*6 182 317,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*692 410,00*	*692 410,00*
2804141	*Subv.Cne : Bien mobilier, matériel*	*942 159,00*	*942 159,00*
2804142	*Subv.Cne : Bâtiments, installations*	*37 107 998,00*	*37 107 998,00*
2804143	*Subv.Cne : Projet infrastructure*	*155 443,00*	*155 443,00*
2804151	*Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel*	*171 317,00*	*171 317,00*
2804152	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*6 155 087,00*	*6 155 087,00*
2804153	*Subv. Grpt : Projet infrastructure*	*395 486,00*	*395 486,00*
28041711	*Subv. SNCF : Bien mobilier, matériel*	*11 449 699,00*	*11 449 699,00*
28041712	*Subv. SNCF : Bâtiments, installations*	*10 412 844,00*	*10 412 844,00*
28041713	*Subv. SNCF : Projet infrastructure*	*2 936 129,00*	*2 936 129,00*
28041721	*Subv. RFF : Bien mobilier, matériel*	*1 389 070,00*	*1 389 070,00*
28041722	*Subv. RFF : Bâtiments, installations*	*6 720 684,00*	*6 720 684,00*
28041723	*Subv. RFF : Projet infrastructure*	*19 040 166,00*	*19 040 166,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*10 843 287,00*	*10 843 287,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*19 041 869,00*	*19 041 869,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*22 324 516,73*	*22 324 516,73*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*10 398 039,65*	*10 398 039,65*
280431	*Subv.Scol : Bien mobilier, matériel*	*6 570 854,00*	*6 570 854,00*
280432	*Subv.Scol : Bâtiments, installations*	*3 880 406,00*	*3 880 406,00*
28051	*Concessions,droits similaires,brevets,..*	*1 098 702,47*	*1 098 702,47*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*2 000,00*	*1 830,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*69 000,00*	*68 811,58*
281312	*Bâtiments scolaires*	*340 705,87*	*338 829,87*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*623 000,00*	*622 508,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*1 732 000,00*	*1 725 717,84*
281351	*Bâtiments publics*	*9 400,00*	*9 390,83*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
2814	*Constructions sur sol d'autrui*	*84 500,00*	*84 451,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*3 200,00*	*3 160,00*
28153	*Réseaux divers*	*8 100,00*	*8 088,00*
281571	*Matériel ferroviaire*	*17 000,00*	*16 578,80*
281572	*Matériel technique scolaire*	*1 016 000,00*	*1 015 672,21*
281578	*Autre matériel technique*	*1 353 416,83*	*1 342 016,22*
2817312	*Bâtiments scolaires (m. à dispo)*	*12 289 408,00*	*12 283 771,46*
281754	*Voies navigables (m. à dispo)*	*2 476 000,00*	*2 475 562,00*
281821	*Matériel de transport ferroviaire*	*228 000,00*	*227 605,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*599 020,62*	*594 925,81*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*3 431 000,00*	*3 268 290,21*
281838	*Autre matériel informatique*	*619 000,00*	*556 650,27*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaires*	*1 214 000,00*	*1 213 551,22*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*211 485,18*	*211 485,18*
28185	*Matériel de téléphonie*	*74 000,00*	*73 509,66*
28188	*Autres immo. corporelles*	*205 390,68*	*205 390,68*
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
954	Produits des cessions d'immobilisations	895 187,49	0,00
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*19 411 193,36*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**236 019 977,21**	**218 700 575,25**	**0,00**	**77 109 415,36**	**531 829 967,82**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**448 448 493,88**
Ressources propres disponibles	IV	**531 829 967,82**
Solde	V = IV – II (2)	**83 381 473,94**

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	B8

TVA DVLP PORT BREST(1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors programme)	1 421 573,40	20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors programme)	544 850,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors programme)	72 405,06	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors programme)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (hors programme)	768 742,84	23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	7 000,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des programmes d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**2 814 571,30**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**2 814 571,30**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	B8

TVA DVLP PORT BREST(1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	510 338,92	70	Produits services, domaine, ventes div	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	43 333,34	731	Impôts locaux	0,00
			74	Dotations, subventions et participations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	75	Autres produits de gestion courante	0,00
			013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	77	Produits exceptionnels	0,00
68	Dotations amort., dépréc. et provisions	0,00	78	Reprises amort., dépréc. et provisions	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**553 672,26**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**553 672,26**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**0,00**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**3 368 243,56**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	B8

TVA DVLP PORT BREST(1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**510 338,92**
611	Contrats de prestations de services	272 767,13
6132	Locations immmobilières	28 958,77
614	Charges locatives et de copropriété	6 652,31
6161	Primes d'assurances multirisques	29 061,25
617	Etudes et recherches	74 564,04
6226	Honoraires	45 394,77
6231	Annonces et insertions	35 196,23
6238	Diverses publicité, publications,relations publiques	5 817,75
6241	Transports de biens	11 926,67
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**43 333,34**
6568	Autres participations	8 333,34
6574	Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé	35 000,00
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations amort., dépréc. et provisions**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**553 672,26**

042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	553 672,26

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	B8

TVA DVLP PORT BREST(1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	Produits services, domaine, ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Impôts locaux	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises amort., dépréc. et provisions	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	0,00

042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*

TOTAL RECETTES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	B8

TVA DVLP PORT BREST(1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles(hors programme)**	**1 421 573,40**
2031	Frais d'études	1 410 773,40
2033	Frais d'insertion	10 800,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors programme)**	**544 850,00**
20422	Subv° équip versées pers dt privé - Bâtiments et installations	544 850,00
21	**Immobilisations corporelles(hors programme)**	**72 405,06**
21828	Autres matériels de transports	48 836,33
21838	Autre matériel informatique	23 568,73
22	**Immobilisations reçues en affectation(hors programme)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(hors programme)**	**768 742,84**
2318	Autres immobilisations corporelles en cours	572 709,74
238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	196 033,10
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**7 000,00**
275	Dépots et cautionnements versés	7 000,00
	Programmes d'équipement (1 ligne par programme)	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**2 814 571,30**

040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***0,00***

TOTAL DEPENSES	**2 814 571,30**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	B8

TVA DVLP PORT BREST(1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1ligne par opération)	0,00
	Total des recettes réelles	0,00

040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*

TOTAL RECETTES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	B8

TVA LOCATIONS SALLES(1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors programme)	0,00	20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors programme)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors programme)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors programme)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (hors programme)	0,00	23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des programmes d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	B8

TVA LOCATIONS SALLES(1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Produits services, domaine, ventes div	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Impôts locaux	0,00
			74	Dotations, subventions et participations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	75	Autres produits de gestion courante	45 947,40
			013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	77	Produits exceptionnels	0,00
68	Dotations amort., dépréc. et provisions	0,00	78	Reprises amort., dépréc. et provisions	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**45 947,40**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**45 947,40**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**45 947,40**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	B8

TVA LOCATIONS SALLES(1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations amort., dépréc. et provisions	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00

042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*

TOTAL DEPENSES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	B8

TVA LOCATIONS SALLES(1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Produits services, domaine, ventes div**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Impôts locaux**	**0,00**
74	**Dotations, subventions et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**45 947,40**
7588	Autres produits divers de gestion courante	45 947,40
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréc. et provisions**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**45 947,40**

042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	45 947,40

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	B8

TVA LOCATIONS SALLES(1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles(hors programme)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors programme)	0,00
21	Immobilisations corporelles(hors programme)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(hors programme)	0,00
23	Immobilisations en cours(hors programme)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
	Programmes d'équipement (1 ligne par programme)	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00

040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*

TOTAL DEPENSES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	B8

TVA LOCATIONS SALLES(1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1ligne par opération)	0,00
	Total des recettes réelles	0,00

040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*

TOTAL RECETTES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	B8

TVA PORTUAIRE(1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors programme)	0,00	20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors programme)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors programme)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors programme)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (hors programme)	16 997,00	23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des programmes d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**16 997,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**16 997,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	B8

TVA PORTUAIRE(1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	80 770,34	70	Produits services, domaine, ventes div	620 396,97
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Impôts locaux	0,00
			74	Dotations, subventions et participations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	75	Autres produits de gestion courante	3 956,46
			013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	77	Produits exceptionnels	0,00
68	Dotations amort., dépréc. et provisions	0,00	78	Reprises amort., dépréc. et provisions	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**80 770,34**	**Total recettes réelles et mixtes**		**624 353,43**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**80 770,34**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**624 353,43**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**97 767,34**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**624 353,43**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	B8

TVA PORTUAIRE(1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**80 770,34**
60611	Eau et assainissement	510,41
60612	Energie - Elecricité	38 176,72
60632	Fournitures de petit équipement	1 019,67
611	Contrats de prestations de services	41 063,54
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations amort., dépréc. et provisions**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**80 770,34**

042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**80 770,34**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	B8

TVA PORTUAIRE(1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Produits services, domaine, ventes div**	**620 396,97**
70322	Droits de stationnement et de location sur le domaine public portuaire et fluvial	585 885,93
7068	Autres redevances et droits	34 511,04
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Impôts locaux**	**0,00**
74	**Dotations, subventions et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**3 956,46**
752	Revenus des immeubles	3 928,80
7588	Autres produits divers de gestion courante	27,66
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréc. et provisions**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**624 353,43**

042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	624 353,43

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	B8

TVA PORTUAIRE(1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles(hors programme)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors programme)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles(hors programme)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation(hors programme)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(hors programme)**	**16 997,00**
2318	Autres immobilisations corporelles en cours	16 997,00
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
	Programmes d'équipement (1 ligne par programme)	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**16 997,00**

040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**16 997,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	B8

TVA PORTUAIRE(1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1ligne par opération)	0,00
	Total des recettes réelles	0,00

040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*

TOTAL RECETTES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (articles L. 4221-4 et L. 4313.2 du CGCT) – ENTREES

B9.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (articles L. 4221-4 et L. 4313.2 du CGCT)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
TOTAL GENERAL			**320 027 274,93**	**0,00**	
Acquisitions à titre onéreux			**0,00**	**0,00**	
Acquisitions à titre gratuit			**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition			**0,00**	**0,00**	
Affectation			**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage			**0,00**	**0,00**	
Divers			**320 027 274,93**	**0,00**	
01/01/2016	12001817MAT4 - Conservation de l'infrastructure VN -Matériel 2016	12001817MAT4	0,00	0,00	5
01/01/2016	12001819-B - Achats 2016 matériels de travaux - 21578	12001819-B	0,00	0,00	5
01/01/2016	14000028MAT3 - VN Conservation de l'infrastructure -Matériel 2016	14000028MAT3	437,89	0,00	5
01/01/2016	14000032MAT3 - VN Dévelopt usages nautiques - Matériels 2016	14000032MAT3	2 076,62	0,00	5
01/01/2016	14000036MAT3 - VN Restaurat°-mécanisat° ouvr.hydr - Matériel 2016	14000036MAT3	2 633,32	0,00	5
01/01/2016	14000037-B - VN Achats 2016 de matériels de travaux	14000037-B	75 608,86	0,00	5
01/01/2016	14000041-D - VN Achats 2016 - Devlpt usages terrestres 21848	14000041-D	2 993,10	0,00	10
01/01/2016	14000041-E - VN Plantations 2016 - compte 2121	14000041-E	269,48	0,00	15
01/01/2016	15000037-B - VN Achats 2016 de matériels de travaux-21578	15000037-B	0,00	0,00	5
01/01/2016	15001512-A - VN Dévlpt usages terrestres Achats 2016 - matériel	15001512-A	803,26	0,00	1
01/01/2016	15001512-B - VN Dvlpt usages terrestres- Achats 2016 - mobilier	15001512-B	0,00	0,00	5
01/01/2016	15001514-C - VN Régul. hydraulique-Achats 2016 matériels-21578	15001514-C	1 583,40	0,00	5
01/01/2016	15001516-A - VN Mat.2016 Conservat° de l'infrastructure-21578	15001516-A	27 660,89	0,00	1
01/01/2016	15001517-A - VN Achats 2016 Petits matériels de trx -21578	15001517-A	316 338,37	0,00	1
01/01/2016	16001827-A - Immeuble 18 av.Kergroise Lorient-cadastré - 21318	16001827-A	76 500,00	0,00	15
01/01/2016	160018512051 - Progiciel gestion patrimoniale portuaire - GECOPE	160018512051	0,00	0,00	5
01/01/2016	1600601421318 - BAT. 6 RUE COMPTE BERNADOTTE - LORIENT	1600601421318	147 724,55	0,00	15
01/01/2016	2015M00100 - 2015-Mat info-faible valeur	2015M00100	0,00	0,00	1
01/01/2016	2016M00001 - 2016 - Frais d'études non suivies de travaux	2016M00001	7 566,00	0,00	5
01/01/2016	2016M00002 - 2016 - Ecrans	2016M00002	19 858,76	0,00	3
01/01/2016	2016M00003 - 2016 - PC	2016M00003	47 531,28	0,00	5
01/01/2016	2016M00004 - 2016 - PC Portables	2016M00004	127 352,08	0,00	3
01/01/2016	2016M00005 - 2016 - Téléphonie terminaux	2016M00005	18 583,55	0,00	2
01/01/2016	2016M00006 - 2016 - Imprimantes	2016M00006	63 996,90	0,00	3
01/01/2016	2016M00007 - 2016 - Autres périphériques	2016M00007	151 850,87	0,00	3

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
01/01/2016	2016M00008 - 2016 - Serveurs	2016M00008	90 871,70	0,00	5
01/01/2016	2016M00009 - 2016 - Téléphonie infrastructure	2016M00009	0,00	0,00	5
01/01/2016	2016M00010 - 2016 - Logiciels bureautiques	2016M00010	347 026,61	0,00	2
01/01/2016	2016M00011 - 2016 - Souscriptions /usages logiciels	2016M00011	238 282,67	0,00	1
01/01/2016	2016M00012 - 2016 - Logiciels groupes d'élus (faible valeur)	2016M00012	449,96	0,00	1
01/01/2016	2016M00013 - 2016 - Logiciels métiers	2016M00013	333 950,19	0,00	5
01/01/2016	2016M00014 - 2016 - Système d'exploitation	2016M00014	133 459,97	0,00	5
01/01/2016	2016M00015 - 2016 - Matériel technique EMAT c/21578	2016M00015	1 419 438,98	0,00	5
01/01/2016	2016M00016 - 2016 - Frais d'études EMAT - c/2031	2016M00016	15 840,00	0,00	5
01/01/2016	2016M00017 - 2016 - Trx Bâtiments Scolaires EMAT - c/21312	2016M00017	1 389 181,67	0,00	20
01/01/2016	2016M00018 - 2016-Mat. technique EMAT (faible valeur) - c/21578	2016M00018	191 301,70	0,00	1
01/01/2016	2016M00019 - 2016 - MATERIEL AG - faible valeur - c/21578	2016M00019	0,00	0,00	1
01/01/2016	2016M00020 - 2016-Mat. groupes d'élus (faible valeur)-c/21578	2016M00020	0,00	0,00	1
01/01/2016	2016M00021 - 2016-Mat. groupes d'élus (faible valeur)-c/21838	2016M00021	4 172,71	0,00	1
01/01/2016	2016M00022 - 2016 - Matériel info groupes d'élus - c/21838	2016M00022	8 251,61	0,00	5
01/01/2016	2016M00023 - 2016 - Autres immobilisations corporelles - c/2188	2016M00023	0,00	0,00	5
01/01/2016	2016M00024 - 2016 - Mobilier AG (faible valeur) - c/21848	2016M00024	20 729,80	0,00	1
01/01/2016	2016M00025 - 2016 - Matériel handicap (faible valeur) - c/2188	2016M00025	67 095,95	0,00	1
01/01/2016	2016M00026 - 2016 - Mobilier handicap - c/21848	2016M00026	6 701,18	0,00	10
01/01/2016	2016M00027 - 2016 - Mobilier AG - c/21848	2016M00027	107 621,36	0,00	10
01/01/2016	2016M00028 - 2016 - Autres matériels de bureau AG - c/21848	2016M00028	41 876,69	0,00	10
01/01/2016	2016M00029 - 2016 - Autres matériels AG(faible valeur)- c/21848	2016M00029	13 594,16	0,00	1
01/01/2016	2016M00030 - 2016-Autres immo corporelles(faibles valeur)c/2188	2016M00030	0,00	0,00	1
01/01/2016	2016M00031 - 2016 - Matériel médical - c/21848	2016M00031	0,00	0,00	10
01/01/2016	2016M00032 - 2016 - Matériel médical - c/2188	2016M00032	0,00	0,00	10
01/01/2016	2016M00033 - 2016-Mat. scolaire SEQUIP (faible valeur) - c/2841	2016M00033	21 804,02	0,00	1
01/01/2016	2016M00034 - 2016 - Matériel informatique scolaire SEQUIP	2016M00034	4 418 421,65	0,00	5
01/01/2016	2016M00035 - 2016-Mat.informatique scol.(faible valeur)-c/21831	2016M00035	53 770,11	0,00	1
01/01/2016	2016M00036 - 2016-Matériel technique scolaire SEQUIP-c/21572	2016M00036	0,00	0,00	5
01/01/2016	2016M00037 - 2016-Mat. de bureau et mobilier scolaire-c/21841	2016M00037	1 528 588,86	0,00	10
01/01/2016	2016M00038 - 2016-Mat bureau & mob scolaire(faible valeur)2184	2016M00038	4 439,47	0,00	1
01/01/2016	2016M00039 - 2016 - Machines outils SEQUIP - c/21578	2016M00039	467 349,00	0,00	10
01/01/2016	2016M00040 - 2016 - Autres matériels techniques SEQUIP- c/2157	2016M00040	361 974,08	0,00	5
01/01/2016	2016M00041 - 2016-Autres mat.technique (faible valeur)-c/21578	2016M00041	7 050,38	0,00	1
01/01/2016	2016M00057 - 2016-Mat info-faible valeur	2016M00057	24 566,00	0,00	1
01/01/2016	2016M00097 - 2016-Autres immo corporelles -2188	2016M00097	34 434,00	0,00	5
01/01/2016	2016O00024 - 2016 - Phototèque Région - 2031	2016O00024	0,00	0,00	5
01/01/2016	OP16NXIM2115 - TERRAIN - LYCEE BERTRAND ARGENTRE - VITRE - 2115	OP16NXIM2115	0,00	0,00	0
01/01/2016	12001782MAT4 - VN dévlpt usages nautiques matériels 2016	12001782MAT4	636,17	0,00	5
20/01/2016	AR13007430 - AR13007430	AR13007430	128 462,00	0,00	0
21/01/2016	AR14003096 - AR14003096	AR14003096	500 000,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
22/01/2016	150021852033 - Brest-réfection des terre-pleins portuaires-inser	150021852033	1 296,00	0,00	5
25/01/2016	OP130003 - OP130003 Travaux AAPC F&P SYSTEME ASPIRATION POL	OP130003	4 762,95	0,00	5
26/01/2016	DMO14-104-02 - 14000804 -lycée B Franklin AURAY-Menuiseries ext (	DMO14-104-02	22 974,00	0,00	10
26/01/2016	DMO14-111-02 - DMO14-111-02 - Lycée Louis Armand - LOCMINE - Faça	DMO14-111-02	14 862,91	0,00	10
26/01/2016	DMO14-117-02 - DMO14-117-02 - Lycée J Crozet - PORT LOUIS - Menui	DMO14-117-02	6 031,20	0,00	5
26/01/2016	DMO14-118-06 - DMO14-118-06 - lycée M BERTHELOT - QUESTEMBERT - M	DMO14-118-06	20 603,97	0,00	10
26/01/2016	DMO14-119-01 - DMO14-119-01 -Lycée LESAGE - VANNES - Travaux dive	DMO14-119-01	2 461,48	0,00	5
26/01/2016	DMO14-119-02 - DMO14-119-02 -Lycée LESAGE - VANNES - travaux dive	DMO14-119-02	9 298,71	0,00	5
26/01/2016	DMO14-12-03 - 14000804-00012-03 LPM TREFFIAGAT-MENUISERI	DMO14-12-03	17 300,00	0,00	10
26/01/2016	DMO14-12-04 - 14000804-00012-04 LPM TREFFIAGAT-LOGEMENT	DMO14-12-04	5 700,00	0,00	5
26/01/2016	DMO14-166-04 - DMO14-166-04 - Lycée Bréhoulou - FOUESNANT - Menui	DMO14-166-04	4 527,34	0,00	5
26/01/2016	DMO14-45-01 - 14000804-00045-01 A.RONARCH BREST-SECURITE	DMO14-45-01	5 856,00	0,00	5
26/01/2016	DMO14-48-02 - 14000804-00048-02 VAUBAN BREST-MENUISERIES	DMO14-48-02	4 129,57	0,00	5
26/01/2016	DMO14-48-05 - 14000804-00048-05 VAUBAN BREST- TX DIVERS	DMO14-48-05	3 348,00	0,00	5
26/01/2016	DMO14-48-08 - 14000804-00048-08 VAUBAN BREST-LOGEMENT F°	DMO14-48-08	15 110,70	0,00	10
26/01/2016	DMO14-50-01 - 14000804-00050-01 IROISE BREST-ACC. PMR	DMO14-50-01	19 877,65	0,00	10
26/01/2016	DMO14-52-06 - 14000804-00052-06 HARTELOIRE BREST-COURAN	DMO14-52-06	9 900,00	0,00	5
26/01/2016	DMO14-53-01 - 14000804-0053-01 DUPUY DE LOME BREST-ATELI	DMO14-53-01	20 000,00	0,00	10
26/01/2016	DMO15-005-02 - DMO15-005-02 - EREA PLOEMEUR - Travaux d'hygiène r	DMO15-005-02	6 786,72	0,00	5
26/01/2016	DMO15-07-03 - 15001339-00007-03-LP Maritime Pierre-Loti-Paimpol-	DMO15-07-03	1 056,00	0,00	5
26/01/2016	DMO15-105-02 - DMO15-105-02 - Lycée Bertrand Duguesclin - AURAY -	DMO15-105-02	4 725,60	0,00	5
26/01/2016	DMO15-118-01 - DMO15-118-01 - Lycée Marcelin Berthelot - Questemb	DMO15-118-01	2 400,00	0,00	5
26/01/2016	DMO15-121-02 - DMO15-121-02 - Lycée Victor Hugo à HENNEBONT - Men	DMO15-121-02	65 385,60	0,00	10
26/01/2016	DMO15-164-01 - 15001339-00164-01 EPLEFPA CHATEAULIN VRD	DMO15-164-01	2 610,00	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
26/01/2016	DMO15-164-04 - 15001339-00164-04 AULNE CHATEAULIN-AMENAG	DMO15-164-04	9 349,20	0,00	5
26/01/2016	DMO15-173-02 - DMO15-173-02 -LP Agricole à ST JEAN DE BREVELAY -	DMO15-173-02	1 740,00	0,00	5
26/01/2016	12005467 - 12005467/DUPUY DE LOME BREST-ATELIERS	12005467	36 000,00	0,00	10
26/01/2016	12009560 - 12009560 - Lycée St Jean Brevelay - Travaux de séc	12009560	787,88	0,00	1
26/01/2016	DMO15-34-01 - 15001339-00034-01-LP de Rostrenen-Chauffage-réseau	DMO15-34-01	2 881,08	0,00	5
26/01/2016	DMO15-45-01 - 15001339-00045-01-Lycée A. Ronarc'h-Brest-Trav div	DMO15-45-01	1 944,00	0,00	5
26/01/2016	DMO15-48-02 - 15001339-00048-02 VAUBAN BREST SECURITE	DMO15-48-02	5 047,20	0,00	5
26/01/2016	DMO15-48-07 - 15001339-00048-07 VAUBAN BREST INTERNAT	DMO15-48-07	15 720,96	0,00	10
26/01/2016	DMO15-52-01 - 15001339-00052-01 HARTELOIRE BREST SECURIT	DMO15-52-01	20 832,00	0,00	10
26/01/2016	DMO15-52-02 - 15001339-00052-02 HARTELOIRE BREST TX SECU	DMO15-52-02	4 878,00	0,00	5
26/01/2016	DMO15-63-02 - 15001339-00063-02 T.CORBIERES MORLAIX TX DI	DMO15-63-02	20 287,20	0,00	10
26/01/2016	DMO15-67-01 - 15001339-00067-01 LP PONT DE BUIS LOG. FONCT°	DMO15-67-01	3 782,52	0,00	5
26/01/2016	DMO15-67-02 - 15001339-00067-02 PONT DE BUIS-TX SECURITE	DMO15-67-02	4 441,68	0,00	5
26/01/2016	13005769 - 13005769 KERICHEN BREST-TX DIVERS (faux plaf	13005769	1 500,00	0,00	5
26/01/2016	DMO15-73-02 - 15001339-00073-02 THEPOT QUIMPER-TX DIVERS	DMO15-73-02	5 250,00	0,00	5
26/01/2016	OP125005 - OP125005/A.RONARCH BREST-TX HYGIENE	OP125005	93 678,10	0,00	10
26/01/2016	10007271 - 10007271-Lycée Rabelais Saint-Brieuc-Travaux de sé	10007271	14 970,00	0,00	10
26/01/2016	12001016 - 12001016/PONT DE BUIS-VRD ESPACES VERTS	12001016	1 667,17	0,00	5
26/01/2016	12004501 - 12004501-EPLEA DE ST JEAN BREVELAY-Travaux divers	12004501	17 803,76	0,00	10
26/01/2016	12005391 - 12005391 J.MOULIN CHATEAULIN TOITURE ETANC	12005391	29 982,34	0,00	5
26/01/2016	AR15002503 - AR15002503	AR15002503	20 080,00	0,00	0
26/01/2016	AR15004533 - AR15004533	AR15004533	54 000,00	0,00	0
26/01/2016	AR15006135 - AR15006135	AR15006135	50 400,00	0,00	0
26/01/2016	AR15007341 - AR15007341	AR15007341	60 000,00	0,00	0
26/01/2016	AR15008116 - AR15008116	AR15008116	32 000,00	0,00	0
28/01/2016	DMO14-080-01 - 14000804-00080-01 LP J.Guéhenno FOUGERES-Clôture	DMO14-080-01	3 325,44	0,00	5
28/01/2016	DMO14-087-03 - Peinture - revêtements intérieurs (couloirs et mur	DMO14-087-03	24 458,04	0,00	5
28/01/2016	DMO14-122-03 - 14000804-00122-03 L.René Cassin-MONTFORT-Conf.asce	DMO14-122-03	2 670,94	0,00	5
28/01/2016	DMO14-167-01 - 14000804-00167-01 T.MONOD-LE RHEU-TX SECURITE	DMO14-167-01	5 899,68	0,00	5
28/01/2016	DMO14-167-02 - 14000804-00167-02 T.MONOD-LE RHEU-CONFORM ELECT	DMO14-167-02	3 824,77	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
28/01/2016	DMO14-20-01 - 14000804-00020-01-Lycée La F.des Eaux-Dinan-Trvx d	DMO14-20-01	7 076,70	0,00	5
28/01/2016	DMO14-81-02 - 14000804-00081-02 BEAUMONT-REDON-Toiture	DMO14-81-02	25 818,77	0,00	10
28/01/2016	DMO14-83-02 - VRD - Espace vert (réfection des allées extérieur)	DMO14-83-02	23 400,00	0,00	10
28/01/2016	DMO14-94-10 - Chauffage - réseaux divers (remplacement)	DMO14-94-10	6 800,00	0,00	5
28/01/2016	DMO15-003-01 - 15001339-003-01 EREA REDON Atelier(cabine peinture	DMO15-003-01	16 200,00	0,00	10
28/01/2016	DMO15-07-02 - 15001339-00007-02-LP Maritime Pierre-Loti-Paimpol	DMO15-07-02	7 735,15	0,00	5
28/01/2016	DMO15-091-04 - VRD - Espaces verts (changement des colonnes EP et	DMO15-091-04	6 200,00	0,00	5
28/01/2016	DMO15-096-03 - VRD - Cours du lycée	DMO15-096-03	3 569,91	0,00	5
28/01/2016	DMO15-097-01 - Logement de fonction - remplacement chaudière	DMO15-097-01	2 751,18	0,00	5
28/01/2016	DMO15-168-01 - 15001339-0168-01 L.Agricole ST AUBIN DU CORMIER	DMO15-168-01	3 100,00	0,00	5
28/01/2016	12005830 - 12005830-Lycée Félix Le Dantec-Lannion-Logement de	12005830	23 560,78	0,00	10
28/01/2016	12006730 - 12006730-Lycée Freyssinet-St-Brieuc-Travaux sécuri	12006730	127 417,18	0,00	15
28/01/2016	12007172 - (12007172) RENNES - EREA - Menuiseries extérieures	12007172	41 600,00	0,00	10
28/01/2016	DMO15-24-01 - 15001339-00024-01-Lycée Jules Verne-Guingamp-Menui	DMO15-24-01	9 171,60	0,00	5
28/01/2016	DMO15-24-02 - 15001339-00024-02-Lycée Jules Verne-Guingamp-Sécur	DMO15-24-02	1 997,40	0,00	5
28/01/2016	DMO15-25-01 - 15001339-00025-01-Lycée Henri Avril-Lamballe-VRD-R	DMO15-25-01	5 018,40	0,00	5
28/01/2016	DMO15-34-02 - 15001339-00034-02-LP de Rostrenen-Menuiseries exté	DMO15-34-02	6 594,90	0,00	5
28/01/2016	DMO15-35-01 - 15001339-00035-01-Lycée Ernest Renan St-Brieuc-Tra	DMO15-35-01	4 113,78	0,00	5
28/01/2016	DMO15-39-02 - 15001339-00039-02-Lycée Freyssinet-St-Brieuc-Trava	DMO15-39-02	7 484,42	0,00	5
28/01/2016	13009867 - 13009867 Théodore Monod LE RHEU - Travaux divers	13009867	6 900,00	0,00	5
28/01/2016	11004959 - 11004959 L.Maupertuis ST MALO-Locaux enseignement	11004959	89 365,61	0,00	10
28/01/2016	12002652 - 12002652 L.THEODORE MONOD-LE RHEU Chauffage-réseau	12002652	14 171,69	0,00	10
28/01/2016	12002723 - 12002723 Jean Guéhenno FOUGERES Sécurité incendie	12002723	4 362,27	0,00	5
02/02/2016	AR15001373 - AR15001373	AR15001373	12 422,00	0,00	0
02/02/2016	AR15003823 - AR15003823	AR15003823	55 132,00	0,00	0
03/02/2016	AR15005676 - AR15005676	AR15005676	160 000,00	0,00	0
09/02/2016	OP040040 - OP040040-DUPUY LOME Brest-Sécurité	OP040040	2 463 720,75	0,00	20
12/02/2016	11004618 - 11004618/ELORN LANDERNEAU-TX SECURITE	11004618	63 990,84	0,00	10
25/02/2016	2016M00063 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° DZ-416-BY	2016M00063	11 162,29	0,00	5
25/02/2016	2016M00064 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° DZ-424-BY	2016M00064	11 162,29	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
25/02/2016	2016M00065 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° DZ-434-BY	2016M00065	11 162,29	0,00	5
25/02/2016	2016M00066 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° DZ-441-BY	2016M00066	11 162,26	0,00	5
01/03/2016	271-GOCAPITA - 271-GOCAPITAL	271-GOCAPITA	1 800 000,00	0,00	0
31/03/2016	AR15006460 - AR15006460	AR15006460	39 384,00	0,00	0
01/04/2016	2016M00067 - 1 VEHICULE KANGOO 4 CV VN N° EA-347-CR	2016M00067	13 187,24	0,00	5
04/04/2016	1600194221578 - VN Matériels de travaux	1600194221578	52 647,25	0,00	5
18/04/2016	DMO14-01-04 - 14000804-00001-04-EREA de Taden-Travaux d'hygiène	DMO14-01-04	44 697,56	0,00	10
18/04/2016	DMO14-108-01 - 14000804 lycée Emile ZOLA -HENNEBONT-Menuiseries	DMO14-108-01	19 500,00	0,00	10
18/04/2016	DMO14-109-01 - 14000804 -lycée Ampère-JOSSELIN- Logement de fonct	DMO14-109-01	38 471,62	0,00	10
18/04/2016	DMO14-122-02 - 14000804-00122-02 L.René Cassin-MONTFORT-Menuiseri	DMO14-122-02	4 480,44	0,00	5
18/04/2016	DMO14-27-02 - 14000804-00027-02-Lycée Félix le Dantec-Lannion	DMO14-27-02	7 706,23	0,00	5
18/04/2016	DMO15-078-01 - 15001339-00078-01 A.Pelé DOL DE BRETAGNE-toiture	DMO15-078-01	50 000,00	0,00	10
18/04/2016	DMO15-106-02 - DMO15-106-02 -LP Emile JAMES à ETEL-Peinture revêt	DMO15-106-02	6 200,00	0,00	5
18/04/2016	DMO15-108-02 - DMO15-108-02 - Lycée Emile Zola - Hennebont - Serv	DMO15-108-02	17 208,00	0,00	10
18/04/2016	DMO15-109-02 - DMO15-109-02 - LP Ampère - Toiture étanchéité (réf	DMO15-109-02	80 460,00	0,00	10
18/04/2016	DMO15-116-02 - DMO15-116-02 - LP DU BLAVET PONTIVY -Ateliers fili	DMO15-116-02	29 391,60	0,00	10
18/04/2016	DMO15-118-04 - DMO15-118-04 - L M BERTHELOT -QUESTEMBERT- ATELIER	DMO15-118-04	5 092,13	0,00	5
18/04/2016	DMO15-167-03 - 15001339-00167-03 Théodore MONOD - LE RHEU	DMO15-167-03	25 600,00	0,00	10
18/04/2016	DMO15-167-04 - 15001339-00167-04 Théodore MONOD - LE RHEU	DMO15-167-04	1 533,40	0,00	5
18/04/2016	13001589 - 13001589-DUPUY DE LOME BREST-TX HYGIENE	13001589	15 000,00	0,00	10
18/04/2016	13003704 - 13003704 Théodore MONODE - LE RHEU-Logement fonct°	13003704	21 000,00	0,00	10
18/04/2016	DMO15-41-03 - 15001339-00041-03-LP Jean Moulin St-Brieuc-Logemen	DMO15-41-03	16 381,74	0,00	10
18/04/2016	DMO15-42-01 - 15001339-00042-01-LP la Closerie St-Quay-Portrieux	DMO15-42-01	7 568,71	0,00	10
18/04/2016	13007597 - 13007597-EREA Taden-Travaux d'hygiène et de sécuri	13007597	65 000,00	0,00	10
18/04/2016	OP040089 - OP040089-JEAN MACE Rennes-Menuiseries extérieures	OP040089	20 823,22	0,00	10
18/04/2016	OP145002 - OP145002-Lycée Fulgence Bienvenüe-Loudéac-Sécurité	OP145002	17 780,80	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
18/04/2016	OP145012 - OP145012 - Lycée PRO B DUGUESCLIN -AURAY-Conformi	OP145012	2 100,19	0,00	5
18/04/2016	OP155003 - OP155003 - lycée C DE GAULLE - VANNES - Travaux di	OP155003	77 577,34	0,00	10
18/04/2016	11002975 - 11002975 L.BEAUMONT-REDON Service restauration	11002975	2 506,82	0,00	5
18/04/2016	11003311 - 11003311-L.A de Kernilien-Plouisy-Toiture isolatio	11003311	22 089,71	0,00	10
18/04/2016	11003423 - Joliot Curie-Rennes-Menuiseries ext.(rempl. châss	11003423	7 500,00	0,00	5
18/04/2016	11004244 - 11004244-Bel Air-Tinténiac-Ateliers	11004244	4 461,08	0,00	5
18/04/2016	11005856 - 11005856 Beaumont REDON Sécurité incendie	11005856	26 448,66	0,00	10
18/04/2016	11010913 - Service de restauration (travaux divers de réfecti	11010913	5 311,13	0,00	5
18/04/2016	12000002 - 12000002-Conformité des ascenseurs (vidange cuve	12000002	1 373,19	0,00	5
18/04/2016	12001908 - 12001908 L.BEAUMONT-REDON ateliers-aspirat°copeau	12001908	13 458,82	0,00	10
18/04/2016	12003545 - 12003545 L.Maupertuis ST MALO Aménagemt extérieur	12003545	32 012,53	0,00	10
18/04/2016	12003924 - 12003924-LP Jules Verne-Guingamp-Sécurité incendie	12003924	3 784,98	0,00	5
18/04/2016	12004740 - 12004740 Beaumont REDON Menuiseries extérieures	12004740	7 229,43	0,00	5
18/04/2016	DMO15-003-02 - 15001339-00003-02 EREA REDON-Menuiseries extérieu	DMO15-003-02	3 828,00	0,00	15
18/04/2016	DMO15-081-04 - 15001339-00081-04 L.BEAUMONT REDON	DMO15-081-04	9 919,72	0,00	15
18/04/2016	DMO15-128-01 - 15001339-00128-01 L.J.Brito BAIN DE BRETAGNE	DMO15-128-01	7 908,66	0,00	5
18/04/2016	DMO15-168-02 - 15001339-168-02 L.Agricole - ST AUBIN DU CORMIER	DMO15-168-02	0,00	0,00	15
20/04/2016	AR16000660 - AR16000660	AR16000660	40 729,00	0,00	0
27/04/2016	AR14005257 - AR14005257	AR14005257	300 000,00	0,00	0
28/04/2016	27442011015 - Prêts d'honneur - Bridou Laurent	27442011015	0,00	0,00	0
03/05/2016	OP105024 - OP105024 L.JEAN BRITO-BAIN DE BRETAGNE conformité	OP105024	33 504,88	0,00	10
10/05/2016	DMO14-70-01 - 14000804-00070-01-Lycée Cornouaille-QUIMPER-MENUIS	DMO14-70-01	3 381,58	0,00	5
10/05/2016	DMO15-02-01 - 15001339-00002-01-EREA QUIMPER-Réfection logement	DMO15-02-01	20 442,12	0,00	10
10/05/2016	DMO15-70-02 - 15001339-00070-02-LYC CORNOUAILLE-QUIMPER-TRAV DIV	DMO15-70-02	17 000,00	0,00	10
10/05/2016	DMO15-71-01 - 15001339-00071-01-L et LP Chaptal-QUIMPER-Cuisine	DMO15-71-01	33 000,00	0,00	10
10/05/2016	DMO15-73-03 - 15001339-00073-03-THEPOT QUIMPER-TX DIVERS	DMO15-73-03	18 674,05	0,00	10
10/05/2016	DMO15-74-01 - 15001339-00074-01-LCM BRIZEUX-QUIMPER-PEINTURE-sol	DMO15-74-01	4 231,90	0,00	5
10/05/2016	AR16000343 - AR16000343	AR16000343	241 500,00	0,00	0
11/05/2016	AR15005658 - AR15005658	AR15005658	54 385,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
17/05/2016	DMO14-102-02 - DMO14-102-02 -Lycée B D'Argentré - VITRE - Toiture	DMO14-102-02	13 500,00	0,00	10
17/05/2016	DMO15-103-01 - DMO15-103-01 -LP La Champagne à VITRE -Toiture éta	DMO15-103-01	28 140,42	0,00	10
17/05/2016	DMO15-116-04 - DMO15-116-04 - LP DU BLAVET -PONTIVY- Réfection de	DMO15-116-04	14 700,00	0,00	10
17/05/2016	DMO15-120-02 - DMO15-120-02 - LP J GUEHENNO VANNES - Logements de	DMO15-120-02	6 836,50	0,00	5
19/05/2016	DMO14-120-01 - DMO14-120-01 - Lycée J Guéhenno - VANNES - Restaur	DMO14-120-01	3 507,60	0,00	5
19/05/2016	DMO15-103-02 - DMO15-103-02 - LP LA CHAMPAGNE VITRE - Ateliers Pô	DMO15-103-02	21 800,00	0,00	10
19/05/2016	DMO15-112-01 - DMO15-112-01 - Lycée DEPUY DE LOME LORIENT - Menui	DMO15-112-01	6 800,00	0,00	5
19/05/2016	DMO15-118-02 - DMO15-118-02 - Lycée M Berthelot à QUESTEMBERT - C	DMO15-118-02	3 649,73	0,00	5
19/05/2016	DMO15-118-03 - DMO15-118-03 - Lycée M BERTHELOT QUESTEMBERT - VRD	DMO15-118-03	8 529,58	0,00	5
19/05/2016	DMO15-120-01 - DMO15-120-01 - LP J GUEHENNO VANNES - Menuiseries	DMO15-120-01	4 173,20	0,00	5
19/05/2016	DMO15-121-03 - DMO15-121-03 - Lycée Victor Hugo à HENNEBONT - Tra	DMO15-121-03	17 286,47	0,00	10
19/05/2016	DMO15-173-06 - DMO15-173-06 - LP AGRICOLE SAINT JEAN BREVELAY - E	DMO15-173-06	23 000,00	0,00	10
19/05/2016	DMO15-173-07 - DMO15-173-07 - LP AGRICOLE -SAINT JEAN BREVELAY- I	DMO15-173-07	6 800,00	0,00	5
19/05/2016	DMO15-73-01 - 15001339-00073-01-THEPOT-QUIMPER-SECURITEi	DMO15-73-01	1 746,90	0,00	5
19/05/2016	OP15QJYX/00105/01 - OP15QJYX/00105/01-Lycée Duguesclin - Auray - Ateli	OP15QJYX/00105/01	13 107,43	0,00	5
19/05/2016	11010846 - 11010846 - LP La Champagne à VITRE	11010846	4 100,80	0,00	5
23/05/2016	OP16VQRG - OP16VQRG L.Théodore MONOD - LE RHEU	OP16VQRG	396 702,24	0,00	30
30/05/2016	A0A145-A - A0A145 - LP Jean Guéhenno à VANNES - 2317	A0A145-A	9 283,72	0,00	5
30/05/2016	A0A674-A - A0A674 - L.A. St Aubin du Cormier - extens° - 2317	A0A674-A	2 701,93	0,00	5
30/05/2016	A0A996 - A0A996-LP St-Quay-Portrieux-Travaux divers - 2317	A0A996	7 338,40	0,00	5
30/05/2016	OP065037-A - OP065037 - BEAUMONT Redon -ateliers 2317	OP065037-A	438 250,58	0,00	15
30/05/2016	OP051218-A - OP051218-EZola Rennes-Service restauration 2317	OP051218-A	224 085,56	0,00	15
30/05/2016	99A366-A - 99A366 L.T.MONOD - LE RHEU - TVX HYGIENE 2317	99A366-A	2 262,14	0,00	5
30/05/2016	08005109-A - 08005109 (LP HARTELOIRE BREST)-Courants faible	08005109-A	53 350,10	0,00	10
30/05/2016	08005120-A - 08005120 LP IROISE - BREST - CPTE 2317	08005120-A	100 840,48	0,00	15
30/05/2016	08005178-A - 08005178-LP JEAN MOULIN-CHATEAULIN - 2317	08005178-A	59 927,50	0,00	10
30/05/2016	08005194-A - 08005194 LP J.M. LE BRIS A DOUARNENEZ - 2317	08005194-A	54 787,18	0,00	10
31/05/2016	A0AAK2-A - A0AAK2 - LP Louis Armand LOCMINE -2317	A0AAK2-A	338,70	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
31/05/2016	A0AAK3-A - A0AAK3 - LP Louis Armand à LOCMINE - 2317	A0AAK3-A	225,65	0,00	1
31/05/2016	A1AAY8-A - A1AAY8 LP J.GUEHENNO VANNES-Modif.transfo-2317	A1AAY8-A	848,52	0,00	1
31/05/2016	A1AC78-A - A1AC78 Bel Air Tinténiac-Service restauration-2317	A1AC78-A	9 269,28	0,00	5
31/05/2016	A3A393-A - A3A393 LYCEE JEAN MOULIN PLOUHINEC-DIAGNOSTIC 2317	A3A393-A	2 966,17	0,00	5
31/05/2016	A3A436 - A3A436-BREHOULOU Fouesnant-Toiture étanchéité-2317	A3A436	1 760,25	0,00	5
31/05/2016	A3A696 - A3A696 - L.P.PONT DE BUIS- Tvx sécurité 2317	A3A696	3 876,58	0,00	5
31/05/2016	A3A700-A - A3A700 - THEPOT Quimper - tvx sécurité radon -2317	A3A700-A	75 528,36	0,00	10
31/05/2016	A3A701 - A3A701 - LP EMILE ZOLA - Hennebont tvx sécurité ra	A3A701	201,16	0,00	1
31/05/2016	A3A702-A - A3A702 - LP AMPERE Josselin - tvx sécurité radon -	A3A702-A	201,16	0,00	1
31/05/2016	A3A738-A - A3A738-Bel Air Tinténiac-Couvertures ateliers 2317	A3A738-A	632,28	0,00	1
31/05/2016	A3A442-A - A3A442-ROZ GLAS Quimperlé-Préau - 2317	A3A442-A	4 575,91	0,00	5
31/05/2016	OP040043 - OP040043 LYCEE COLBERT LORIENT Solde REM - 2317	OP040043	4 227,83	0,00	5
31/05/2016	OP040084-A - OP040084 KERICHEN GRETA BREST ETUDES ET TRAVAUX CU	OP040084-A	110 936,95	0,00	15
31/05/2016	OP040091-A - OP040091 BRIZEUX QUIMPER INTERNAT REFECTION 2317	OP040091-A	3 464 328,61	0,00	20
31/05/2016	OP040112-A - LPA St Aubin Aubigné - Prog tech détaillé-2317	OP040112-A	13 754,00	0,00	10
31/05/2016	OP040206-A - OP040206-J.Savina-Tréguier-Diagnostic - 2317	OP040206-A	12 859,95	0,00	10
31/05/2016	OP051279-A - OP051279 CORBIERE MORLAIX MENUISERIES EXT 2317	OP051279-A	1 492 742,16	0,00	20
31/05/2016	OP051286-A - OP051286 LESVEN BREST-LOCAUX ENSEIGN 2317	OP051286-A	292 127,08	0,00	15
31/05/2016	OP065065-A - OP065065 JMOULIN CHATEAULIN ESPACE SCIEN 2317	OP065065-A	798 240,44	0,00	20
31/05/2016	OP065070-A - OP065070-L.A.DU MENE-Merdrignac-VRDespverts2317	OP065070-A	489 222,91	0,00	15
31/05/2016	AR15008039 - AR15008039	AR15008039	115 500,00	0,00	0
02/06/2016	A1ABF1-A - A1ABF1-A.PELLE-Dol de bretagne-Logt.fonction-2317	A1ABF1-A	158 938,38	0,00	15
02/06/2016	A2AGG5-A - A2AGG5 KERNEUZEC QUIMPERLE RESTAURATION 2317	A2AGG5-A	1 510,17	0,00	5
02/06/2016	A2AHU2 - A2AHU2-FREYSSINET-St-Brieuc-Inst.électrique - 2317	A2AHU2	50 833,85	0,00	10
02/06/2016	A2AHV0-A - A2AHV0-LAENNEC Pont L'Abbé-Cuisines - 2317	A2AHV0-A	732 825,00	0,00	20
02/06/2016	A2A287 - A2A287-L.Guilloux Rennes-Aménagt Atel 2317	A2A287	5 862,28	0,00	5
02/06/2016	A2A310-A - A2A310-LYCEE AGRICOLE-St Aubin Cormier - 2317	A2A310-A	66 422,66	0,00	10
02/06/2016	A3AHN9-A - A3AHN9 KERNEUZEC QUIMPERLE SECURITE - 2317	A3AHN9-A	208 659,89	0,00	15
02/06/2016	A3AJK6-A - A3AJK6-BREHOULOU Fouesnant-Ravalement-2317	A3AJK6-A	304 231,75	0,00	15
02/06/2016	A3AKM4-A - A3AKM4-LYCEE DE BRUZ CONSTRUCTION - 2317	A3AKM4-A	6 618 682,98	0,00	30
02/06/2016	A3A434-A - A3A434-BREHOULOU Fouesnant-Ravalement - 2317	A3A434-A	2 000,00	0,00	5
02/06/2016	A3A448-A - A3A448-ROZ GLAS Quimperlé-Chauffage-2317	A3A448-A	33 767,00	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
02/06/2016	OP040109-A - OP040109-Freyssinet-St-Brieuc Conformité elect2317	OP040109-A	121 115,66	0,00	15
03/06/2016	A0ABU4-A - A0ABU4 - MONOD - Rennes - sanitaire internat - 231	A0ABU4-A	248 972,22	0,00	15
03/06/2016	A0ACQ7 - A0ACQ7 LPM ST MALO EXTENSION RESTRUCT - 2317	A0ACQ7	57 603,67	0,00	15
03/06/2016	A0ACR0 - A0ACR0 -J.MACE -LANESTER - Restructurat° - 2317	A0ACR0	147 924,92	0,00	10
03/06/2016	OP040023-A - OP040023-J. MOULIN Plouhinec-Réseaux -2317	OP040023-A	310 216,77	0,00	15
03/06/2016	OP040170-A - OP040170 LANROZE BREST ATELIER MAINTENANCE - 2317	OP040170-A	235 745,25	0,00	15
03/06/2016	99AAJ7-A - 99AAJ7 - DE L'AULNE - Chateaulin - Extension -2317	99AAJ7-A	642 789,08	0,00	20
06/06/2016	98AAH1 - 98AAH1 LYCEE AMPERE JOSSELIN - Equipements sportif	98AAH1	1 393,41	0,00	5
06/06/2016	98AAZ5 - 98AAZ5-AUGUSTE PAVIE Guingamp-Modernisat° internat	98AAZ5	1 362 749,96	0,00	20
06/06/2016	98AAZ8 - 98AAZ8 LEGTA de Merdrignac-Logements de fonction	98AAZ8	32,93	0,00	1
06/06/2016	98AB23 - 98AB23-LP J-MONNET-Quintin Internat modernis	98AB23	4 883,24	0,00	5
06/06/2016	98AB32 - 98AB32 - LEGTA Le Gros Chêne à PONTIVY	98AB32	10 928,45	0,00	10
06/06/2016	98A228 - 98A228-BREHOULOU FOUESNANT	98A228	797,25	0,00	1
06/06/2016	98A241 - 98A241 GUEGUIN CONCARNEAU CDI	98A241	484,39	0,00	1
06/06/2016	98A257 - 98A257 LYCEE ARGENTRE VITRE - Tx sécurité	98A257	2 050,13	0,00	5
06/06/2016	98A300 - 98A300 BRIZEUX QUIMPER INTERNAT INFIRMERIE	98A300	876,68	0,00	1
06/06/2016	98A301 - 98A301-BRIZEUX QUIMPER-CHAPELLE CDI	98A301	3 321,88	0,00	5
06/06/2016	98A319 - 98A319 - LP Emile Zola à HENNEBONT	98A319	1 458,63	0,00	5
06/06/2016	98A705 - 98A705 ELORN LANDERNEAU RESTRUCTURA	98A705	11 056,03	0,00	10
06/06/2016	98A932 - 98A932-MAUPERTUIS St Malo-Restruct. Bât. A	98A932	431,60	0,00	1
06/06/2016	99AAD8 - 99AAD8 KERNEUZEC QUIMPERLE TRAVAUX	99AAD8	879,55	0,00	1
06/06/2016	99AAE8 - 99AAE8 - LE SULLIO - ST Jean Brévelay - Extension	99AAE8	4 501,84	0,00	5
06/06/2016	99AAH3 - 99AAH3 LYCEE AGRICOLE ST AUBIN DU CORMIER - Schéma	99AAH3	202,84	0,00	1
06/06/2016	99AAI6 - 99AAI6 - BREQUIGNY Rennes - Equipements sportifs	99AAI6	6 850,58	0,00	5
06/06/2016	99AA14 - 99AA14-CHAPTAL Quimper-Restructuration	99AA14	133 476,40	0,00	15
06/06/2016	99AA15 - 99AA15-L.ROBIDOU Rennes-Extension Restructuration	99AA15	35 804,16	0,00	10
06/06/2016	99AA16 - 99AA16 L. Robidou Rennes - Mise en sécu. électriqu	99AA16	34 523,14	0,00	10
06/06/2016	99ABR7 - 99ABR7 LYCEE ARGENTRE VITRE- Tx sécurité	99ABR7	1 265,89	0,00	5
06/06/2016	99ABS1 - 99ABS1 - JEAN GUEHENNO Fougères - Internat du LP	99ABS1	3 356,53	0,00	5
06/06/2016	99AB08 - 99AB08 - Lycée Bertrand d'Argentré à VITRE	99AB08	1 323 152,40	0,00	20
06/06/2016	99AB09 - 99AB09 - LE GROS CHENE - Pontivy	99AB09	12 188,84	0,00	10
06/06/2016	99AB13 - 99AB13-LPA SULLIO St Jean Brevelay-Ateliers(serre)	99AB13	5 339,96	0,00	5
06/06/2016	99A087 - 99A087-J. MOULIN Plouhinec-Gymnase	99A087	62 884,94	0,00	10
06/06/2016	99A122 - 99A122-LP J.VERNE-Guingamp-Ravalement peint	99A122	4 131,17	0,00	5
06/06/2016	99A152 - 99A152 LYCEE BROCELIANDE GUER - Travaux divers (ré	99A152	109,40	0,00	1
06/06/2016	99A212 - 99A212-EREA Quimper-Travaux divers	99A212	332,72	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
06/06/2016	99A306 - 99A306-LYCEE PROF-Rostrenen-Ateliers (restruc)	99A306	1 300,97	0,00	5
06/06/2016	99A479 - 99A479 GUEGUIN CONCARNEAU RAVALEMENT	99A479	2 152,21	0,00	5
06/06/2016	99A494 - 99A494-KERAOUL-Paimpol-Ravalement peinture	99A494	1 638,80	0,00	5
06/06/2016	99A505 - 99A505-J.GUEHENNO-Fougères-Service restaura	99A505	5 180,63	0,00	5
06/06/2016	99A587 - 99A587-LEGTA de Merdrignac-CDI contentieux plafond	99A587	546,99	0,00	1
06/06/2016	99A686 - 99A686 LYCEE AMPERE JOSSELIN - Internat	99A686	19 695,56	0,00	10
06/06/2016	99A756 - 99A756-LP Rostrenen-Modernisation internat	99A756	5 341,66	0,00	5
06/06/2016	99A816 - 99A816 GUEGUIN CONCARNEAU VRD	99A816	6 228,50	0,00	5
06/06/2016	99A903 - 99A903-P. LOTI Paimpol-Construct° ateliers	99A903	31 323,13	0,00	10
06/06/2016	99A992 - 99A992 - Lycée Bertrand Duguesclin à AURAY	99A992	943,55	0,00	1
07/06/2016	DMO15-079-01 - 15001339-00079-01 J.Guéhenno FOUGERES Peinture	DMO15-079-01	14 709,53	0,00	10
07/06/2016	DMO15-080-01 - 15001339-00080-01 LP J.Guéhenno FOUGERES Peinture	DMO15-080-01	16 498,80	0,00	10
07/06/2016	DMO15-098-01 - 15001339-00098-01 Jacques CARTIER - ST MALO	DMO15-098-01	15 097,01	0,00	10
07/06/2016	DMO15-126-01 - 15001339-00126-01 LEON LANDIVISIAU-PEINTUR	DMO15-126-01	11 873,41	0,00	10
07/06/2016	DMO15-57-06 - 15001339-00057-06 J. MOULIN CHATEAULIN-RE	DMO15-57-06	8 700,00	0,00	5
07/06/2016	DMO15-63-01 - 15001339-00063-01 T.CORBIERE MORLAIX COUR	DMO15-63-01	4 500,61	0,00	5
07/06/2016	AR15009560 - AR15009560	AR15009560	35 444,00	0,00	0
10/06/2016	2016D00022 - DEPOT DE GARANTIE VITRINE MAISON DE LA BRETAGNE	2016D00022	35,28	0,00	0
10/06/2016	2016M00073 - 1 VEHICULE TRAFIC RENAULT N° EB-363-PF	2016M00073	3 603,60	0,00	5
10/06/2016	2016M00074 - 1 VEHICULE TRAFIC RENAULT N° EB-375-PF	2016M00074	3 603,60	0,00	5
16/06/2016	2016D00025 - CENTRE INTERPRETATION LE BASSAM BREST	2016D00025	7 000,00	0,00	0
01/07/2016	16001942-A - ACHATS 2016 - MATERIELS DE TRAVAUX - 21578	16001942-A	24 855,38	0,00	5
01/07/2016	16001942-B - ACHATS 2016 - MATERIELS (faible val) - 21578	16001942-B	22 301,90	0,00	0
01/07/2016	A0AAX3-A - A0AAX3 // 99AAJ7 -LEGTA DE L'AULNE 2317	A0AAX3-A	342 492,25	0,00	15
01/07/2016	A1A460-A - A1A460 - Lycée Jean Macé à LANESTER - 2317	A1A460-A	245 822,36	0,00	15
01/07/2016	A2AHU1-A - A2AHU1-Chaptal-St-Brieuc-CDI modernisation - 2317	A2AHU1-A	380 303,44	0,00	15
01/07/2016	A3A430-A - A3A430-L.A.BREHOULOU-FOUESNANT-EQT SPORT2317	A3A430-A	128 367,89	0,00	15
01/07/2016	OP040005-A - OP040005-Freyssinet-St-Brieuc CDI extension - 2317	OP040005-A	2 545 177,95	0,00	20
01/07/2016	OP040087-A - OP040087 - L.A.ST AUBIN DU CORMIER-CHAUFFAGE- 2317	OP040087-A	398 864,18	0,00	15
01/07/2016	OP040202-B - OP040202-Chaptal-St-Brieuc-CDI TRX 2317	OP040202-B	167 825,99	0,00	15
01/07/2016	OP040053-A - OP040053 LAENNEC PONT L'ABBE INTERNAT TRAVAUX 2317	OP040053-A	281 930,91	0,00	15
01/07/2016	OP065045-A - OP065045-LYCEE PG-CONCARNEAU-Conformite élect2317	OP065045-A	371 663,12	0,00	15
04/07/2016	2016D00029 - DEPOT DE GARANTIE MAISON DE LA BRETAGNE PARIS	2016D00029	195,35	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
04/07/2016	AR15007978 - AR15007978	AR15007978	120 000,00	0,00	0
11/07/2016	AR15006160 - AR15006160	AR15006160	130 115,00	0,00	0
25/07/2016	2016O00041 - logiciel de suivi des consommations électriques	2016O00041	0,00	0,00	5
29/07/2016	2016D00041 - BPI-DOT° PRET CROISSANCE TPE	2016D00041	0,00	0,00	0
03/08/2016	AR16003644 - AR16003644	AR16003644	125 000,00	0,00	0
03/08/2016	AR16004405 - AR16004405	AR16004405	180 000,00	0,00	0
03/08/2016	AR16004611 - AR16004611	AR16004611	150 000,00	0,00	0
03/08/2016	AR12006557 - AR12006557	AR12006557	271 277,00	0,00	0
03/08/2016	AR15008145 - AR15008145	AR15008145	40 000,00	0,00	0
03/08/2016	AR16001729 - AR16001729	AR16001729	42 000,00	0,00	0
03/08/2016	AR16002279 - AR16002279	AR16002279	48 800,00	0,00	0
03/08/2016	AR16002380 - AR16002380	AR16002380	51 043,00	0,00	0
03/08/2016	AR16002384 - AR16002384	AR16002384	18 542,00	0,00	0
03/08/2016	AR16002482 - AR16002482	AR16002482	55 452,00	0,00	0
10/08/2016	12006522 - Service de restauration (remplacement de matériels	12006522	24 667,50	0,00	5
11/08/2016	DMO14-73-07 - 14000804-00073-07 THEPOT QUIMPER-TX DIVERS	DMO14-73-07	28 778,25	0,00	10
18/08/2016	DMO15-005-03 - DMO15-005-03 - Lycée EREA Ploemeur - Travaux diver	DMO15-005-03	3 000,00	0,00	5
18/08/2016	DMO15-102-02 - DMO15-102-02 -Lycée B d'Argentré à VITRE - Espaces	DMO15-102-02	13 915,92	0,00	10
18/08/2016	DMO15-105-03 - DMO15-105-03 - LP B DUGUESCLIN -AURAY- Foyer des é	DMO15-105-03	43 600,00	0,00	10
18/08/2016	DMO15-109-03 - DMO15-109-03 - LP AMPERE JOSSELIN - Toiture étanch	DMO15-109-03	600,00	0,00	1
18/08/2016	DMO15-109-04 - DMO15-109-04 - Lycée Ampère - JOSSELIN -Réfection	DMO15-109-04	3 852,00	0,00	5
18/08/2016	DMO15-110-03 - DMO15-110-03 - LP Jean Macé à LANESTER - Toiture é	DMO15-110-03	9 900,00	0,00	5
18/08/2016	DMO15-118-05 - DMO15-118-05 - L M BERTHELOT -QUESTEMBERT-LOGEMENT	DMO15-118-05	5 406,64	0,00	5
18/08/2016	DMO15-125-03 - DMO15-125-03- Lycée CHARLES DE GAULLE - VANNES -Po	DMO15-125-03	7 316,40	0,00	5
18/08/2016	DMO15-160-01 - 15001339-00160-01-LEPA de Caulnes-Logements de fon	DMO15-160-01	6 142,22	0,00	5
18/08/2016	DMO15-161-02 - 15001339-00161-02-Lycée Agricole Kernilien-Plouisy	DMO15-161-02	22 317,60	0,00	10
18/08/2016	13001586 - 13001586-LP La Closerie St-Quay-Portrieux-Travaux	13001586	24 394,09	0,00	10
18/08/2016	DMO15-25-04 - 15001339-00025-04-Lycée Henri Avril-Lamballe-	DMO15-25-04	4 254,60	0,00	5
18/08/2016	DMO15-42-03 - 15001339-00042-03-LP la Closerie St-Quay-Portrieux	DMO15-42-03	6 400,00	0,00	5
18/08/2016	DMO15-43-03 - 15001339-00043-03-Lycée Joseph Savina-Tréguier-Ala	DMO15-43-03	7 999,32	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
18/08/2016	DMO15-46-01 - 15001339-00046-01 ROZ GLAS QUIMPERLE SECU	DMO15-46-01	5 000,00	0,00	5
18/08/2016	DMO15-48-04 - 15001339-00048-04 VAUBAN BREST TOITURE ETA	DMO15-48-04	1 456,36	0,00	5
18/08/2016	DMO15-48-05 - 15001339-00048-05 VAUBAN BREST MENUISERIES	DMO15-48-05	3 947,36	0,00	5
18/08/2016	DMO15-57-01 - 15001339-00057-01 J.MOULIN CHATEAULIN-FACA	DMO15-57-01	45 200,00	0,00	10
18/08/2016	DMO15-65-05 - 15001339-00065-05 LP PLEYBEN-LOG. FONCTION	DMO15-65-05	2 463,00	0,00	5
18/08/2016	13007596 - 13007596-LP La Closerie St-Quay-Portrieux-Travaux	13007596	27 733,54	0,00	10
18/08/2016	DMO16-31-01 - OP15QJYX-00031-01-Lycée Kérraoul-Paimpol-Entretien	DMO16-31-01	10 248,00	0,00	10
18/08/2016	OP130001 - OP130001-Lycée Ernest Renan-St-Brieuc-Locaux d'en	OP130001	91 256,07	0,00	10
18/08/2016	11002800 - 11002800-LP JULES LESVEN-BREST-Logement de fonctio	11002800	12 497,30	0,00	10
18/08/2016	11007010 - 11007010-LP Jean-Moulin St-Brieuc-Travx sécurité	11007010	4 728,92	0,00	5
18/08/2016	11008668 - 11008668-Lycée du Léon-Landivisiau-Service de rest	11008668	5 981,30	0,00	5
18/08/2016	12002756 - 12002756-LP Jean-Moulin-St-Brieuc-Internat (réfect	12002756	66 911,57	0,00	10
19/08/2016	11001952-A - 11001952-L.Y.THEPOT QUIMPER	11001952-A	61 786,96	0,00	10
19/08/2016	12002725 - 12002725/PONT DE BUIS-PEINTURE ET REVETEM	12002725	13 367,67	0,00	10
22/08/2016	DMO15-0097-5 - Logement de fonction- remplacement de chaudier	DMO15-0097-5	2 751,18	0,00	5
22/08/2016	DMO16-121-02 - DMO16-121-02- Lycée Victor Hugo - HENNEBONT - Trav	DMO16-121-02	2 299,80	0,00	5
23/08/2016	DMO16-112-01 - DMO16-112-01 -Lycée Dupuy de Lôme LORIENT- SSI	DMO16-112-01	6 720,00	0,00	5
23/08/2016	11007081 - 11007081 EREA JEAN BART - REDON Chauffage-réseaux	11007081	1 412,43	0,00	5
23/08/2016	AR15004397 - AR15004397	AR15004397	51 472,00	0,00	0
24/08/2016	2016M00083 - 1 SCOOTER OVETTO POUR VN N° ED-655-KP	2016M00083	2 350,15	0,00	5
24/08/2016	2016M00084 - 1 SCOOTER OVETTO POUR VN N° ED-663-KP	2016M00084	2 350,15	0,00	5
24/08/2016	2016M00085 - 1 SCOOTER OVETTO POUR VN N° ED-673-KP	2016M00085	2 350,15	0,00	5
24/08/2016	2016M00086 - 1 SCOOTER OVETTO POUR VN N° ED-682-KP	2016M00086	2 350,15	0,00	5
24/08/2016	2016M00087 - 1 SCOOTER OVETTO POUR VN N° ED-687-KP	2016M00087	2 350,15	0,00	5
24/08/2016	2016M00088 - 1 SCOOTER OVETTO POUR VN N° ED-693-KP	2016M00088	2 350,15	0,00	5
24/08/2016	2016M00089 - 1 SCOOTER OVETTO POUR VN N° ED-387-YH	2016M00089	2 350,15	0,00	5
24/08/2016	2016M00090 - 1 SCOOTER OVETTO POUR VN N° ED-396-YH	2016M00090	2 350,15	0,00	5
24/08/2016	2016M00091 - 1 SCOOTER OVETTO POUR VN N° ED-403-YH	2016M00091	2 350,15	0,00	5
24/08/2016	2016M00092 - 1 SCOOTER OVETTO POUR VN N° ED-410-YH	2016M00092	2 350,15	0,00	5
24/08/2016	2016M00093 - 1 SCOOTER OVETTO POUR VN N° ED-415-YH	2016M00093	2 350,14	0,00	5
31/08/2016	AR15006577 - AR15006577	AR15006577	109 600,00	0,00	0
01/09/2016	2016S16603 - Subv equipt - Ecumeur - Lycée Brehoulou - 204411	2016S16603	4 214,40	0,00	5
01/09/2016	AR15002018 - AR15002018	AR15002018	120 000,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
05/09/2016	2016M00094 - 1 VEHICULE MASTER PORT DE ST MALO N° ED-904-SY	2016M00094	32 041,27	0,00	5
15/09/2016	AR16002635 - AR16002635	AR16002635	5 000 000,00	0,00	0
19/09/2016	2016M00098 - 1 VEHICULE RENAULT CLIO N° EE-813-HM	2016M00098	14 338,44	0,00	5
19/09/2016	2016M00099 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 CONFORT N° EE-849-HM	2016M00099	9 858,75	0,00	5
19/09/2016	2016M00100 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 CONFORT N° EE-853-HM	2016M00100	9 858,75	0,00	5
19/09/2016	2016M00101 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 CONFORT N° EE-864-HM	2016M00101	9 858,75	0,00	5
19/09/2016	2016M00102 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 CONFORT N° EE-875-HM	2016M00102	9 858,75	0,00	5
19/09/2016	2016M00103 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 CONFORT N° EE-879-HM	2016M00103	9 858,75	0,00	5
19/09/2016	2016M00104 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 CONFORT N° EE-898-HM	2016M00104	9 858,75	0,00	5
19/09/2016	2016M00105 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 CONFORT N° EE-909-HM	2016M00105	9 858,75	0,00	5
19/09/2016	2016M00106 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 CONFORT N° EE-915-HM	2016M00106	9 858,74	0,00	5
21/09/2016	2016M00107 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° ED-892-SY	2016M00107	11 234,38	0,00	5
21/09/2016	2016M00108 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° ED-919-SY	2016M00108	11 234,38	0,00	5
21/09/2016	2016M00109 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° ED-924-SY	2016M00109	11 234,38	0,00	5
21/09/2016	2016M00110 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° ED-935-SY	2016M00110	11 234,38	0,00	5
21/09/2016	2016M00111 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° ED-947-SY	2016M00111	11 234,38	0,00	5
21/09/2016	2016M00112 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° ED-959-SY	2016M00112	11 234,38	0,00	5
21/09/2016	2016M00113 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° EE-163-AZ	2016M00113	11 234,38	0,00	5
21/09/2016	2016M00114 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° EE-173-AZ	2016M00114	11 234,38	0,00	5
21/09/2016	2016M00115 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° EE-186-AZ	2016M00115	11 234,38	0,00	5
21/09/2016	2016M00116 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° EE-192-AZ	2016M00116	11 234,39	0,00	5
26/09/2016	AR15008728 - AR15008728	AR15008728	12 800,00	0,00	0
27/09/2016	DMO15-079-02 - 15001339-00079-02 J.Guéhenno FOUGERES Peinture	DMO15-079-02	6 500,00	0,00	5
27/09/2016	DMO15-81-01A - 15001339-00081-01A-LYCEE BEAUMONT REDON-Travaux	DMO15-81-01A	6 462,00	0,00	5
27/09/2016	DMO15-81-03A - 15001339-00081-03A-LYCEE BEAUMONT REDON-Ateliers -	DMO15-81-03A	13 981,54	0,00	10
29/09/2016	DMO14-078-01 - 14000804-00078-01 Alphonse Pelé DOL DE BRETAGNE	DMO14-078-01	22 189,20	0,00	10
29/09/2016	DMO15-077-01 - 15001339-00077-01 L.Hotelier DINARD-Travaux divers	DMO15-077-01	29 182,80	0,00	10
29/09/2016	DMO15-104-04 - DMO15-104-04 - Lycée B FRANKLIN AURAY - Peinture e	DMO15-104-04	20 000,00	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
29/09/2016	DMO15-114-02 - DMO15-114-02 -LP Marie LE FRANC LORIENT - Logement	DMO15-114-02	10 100,00	0,00	10
29/09/2016	DMO15-173-04 - DMO15-173-04 - LP AGRICOLE SAINT JEAN VREVELAY - T	DMO15-173-04	6 162,00	0,00	5
29/09/2016	13005681 - 13005681 - Lycée : MARIE LE FRANC - LORIENT-Peintu	13005681	71 795,45	0,00	10
04/10/2016	DMO15-094-02 - Logement de fonction (rénovation de deux logements	DMO15-094-02	4 284,16	0,00	5
04/10/2016	DMO15-094-05 - Travaux divers (réseau eaux usées pôle restauratio	DMO15-094-05	3 898,80	0,00	5
04/10/2016	DMO15-114-03 - DMO15-114-03 - LP M LE FRANC -LORIENT- Logements d	DMO15-114-03	15 389,00	0,00	10
04/10/2016	DMO16-125-02 - OP15QJYX-00125-02 - Lycée Charles de Gaulles - Van	DMO16-125-02	4 861,33	0,00	5
04/10/2016	DMO16-166-02 - OP15QJYX-00166-02-Lycée Brehoulou Fouesnant-Etude	DMO16-166-02	3 792,00	0,00	5
04/10/2016	DMO16-63-01 - OP15QJYX-00063-01-Lycée Tristan Corbière Morlaix	DMO16-63-01	24 138,46	0,00	10
04/10/2016	DMO16-77-02 - OP15QJYX/00077-02-A-Y. BOURGES-DINARD-Réfectio	DMO16-77-02	1 200,00	0,00	5
06/10/2016	2017F00004 - Terrain bâti - Le Rohu - Lanester - 2115	2017F00004	0,00	0,00	0
06/10/2016	DMO14-94-06 - Logement de fonction (rénovation du logement 94-09	DMO14-94-06	16 665,25	0,00	10
06/10/2016	DMO14-94-09 - Service de restauration (changement du lave-batter	DMO14-94-09	38 651,58	0,00	10
06/10/2016	DMO15-061-03 - DMO15-061-03 - L DE L'ELORN -LANDERNEAU- Revêtemen	DMO15-061-03	8 551,51	0,00	5
06/10/2016	DMO15-094-03 - Logement de fonction (rénovation du logement du pr	DMO15-094-03	2 625,60	0,00	5
10/10/2016	OP075003 - OP075003 CHAPTAL QUIMPER LOCAUX ADMI	OP075003	1 024,26	0,00	5
10/10/2016	OP075004 - OP075004 THEPOT QUIMPER SERVICE DE RES	OP075004	6 565,57	0,00	5
10/10/2016	OP075018 - OP075018 ELORN LANDERNEAU LOGEMENTS	OP075018	3 106,48	0,00	1
10/10/2016	OP075024 - OP075024 - Lycée Emile James à ETEL	OP075024	115 932,67	0,00	15
10/10/2016	OP075030 - OP075030-Bel Air Tinténiac-Internat (conform. éléc	OP075030	4 144,82	0,00	5
10/10/2016	OP075040 - OP075040 ROZ GLAS QUIMPERLE ETANCHEITE	OP075040	29 900,00	0,00	10
10/10/2016	OP075044 - OP075044-LYCEE HENRI-AVRIL-LAMBALLE-	OP075044	105 838,74	0,00	15
10/10/2016	OP075048-A - OP075048-LYCEE FREYSSINET-St-Brieuc-2317	OP075048-A	15 377 910,39	0,00	20
10/10/2016	OP075051 - OP075051 LESVEN BREST TOITURE	OP075051	4 291,25	0,00	5
10/10/2016	OP075056 - OP075056-Jean Macé Rennes-Toiture étanchéité	OP075056	9 328,80	0,00	5
10/10/2016	OP075060 - OP075060-LYCEE FELIX LE DANTEC-LANNION	OP075060	97,29	0,00	1
10/10/2016	OP075067 - OP075067-Anita Conti Bruz-Toiture étanchéité	OP075067	4 096,90	0,00	5
10/10/2016	OP075069 - OP075069 - Cité Brocéliande à GUER	OP075069	17 875,07	0,00	10
10/10/2016	OP075078 - OP075078-LYCEE FULGENCE BIENVENUE-Loudéac	OP075078	1 647,31	0,00	5
10/10/2016	OP075079 - OP075079-LYCEE AGRICOLE KERNILIEN-PLOUISY	OP075079	5 471,63	0,00	5
10/10/2016	OP075081 - OP075081-LYCEE HENRI-AVRIL-Lamballe-Travaux	OP075081	7 654,40	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
10/10/2016	OP075082 - OP075082-LA CLOSERIE-St Quai Portrieux-Chauffage r	OP075082	3 588,00	0,00	5
10/10/2016	OP075084 - OP075084-LP DE ROSTRENEN-Internat (moderni	OP075084	5 762,12	0,00	5
10/10/2016	OP075087 - OP075087 - J.CARTIER ST MALO - schéma directeur	OP075087	5 422,91	0,00	5
10/10/2016	OP075089-A - OP075089 LP IROISE BREST - SECURITE INC-2317	OP075089-A	181 489,93	0,00	15
10/10/2016	OP075090-A - OP075090-lycée Iroise Brest- 2317	OP075090-A	191 587,00	0,00	15
10/10/2016	OP075092 - OP075092-Jean Moulin Plouhinec-atelier silo	OP075092	4 501,59	0,00	5
10/10/2016	OP075098 - OP075098-Lycée Rabelais St-Brieuc-Sécurité incendi	OP075098	1 636,13	0,00	5
10/10/2016	OP075100 - OP075100 - Lycée Colbert à LORIENT	OP075100	86 590,40	0,00	10
10/10/2016	OP075101 - OP075101-EREA QUIMPER-SECURITE INCENDIE	OP075101	7 731,78	0,00	5
10/10/2016	OP075102 - OP075102-LYCEE FULGENCE BIENVENUE-Loudéac	OP075102	3 538,17	0,00	5
10/10/2016	OP075107 - OP075107-LYCEE FULGENCE BIENVENUE-Loudéac	OP075107	3 566,47	0,00	5
10/10/2016	OP075110 - OP075110 - Lycée Emile James à ETEL	OP075110	1 315,60	0,00	5
10/10/2016	OP075113 - OP075113-J.Macé Rennes-Service de restauration	OP075113	10 112,54	0,00	10
10/10/2016	OP075127 - OP075127 - L.AGRICOLE ST AUBIN DU CORMIER - Diagn	OP075127	7 774,00	0,00	5
10/10/2016	OP085001 - OP085001-CORNOUAILLE QUIMPER-LOCAUX ENSEIGNEMENT	OP085001	15 197,34	0,00	10
10/10/2016	OP085008 - OP085008-EREA Rennes-Restructuration générale	OP085008	2 073,37	0,00	5
10/10/2016	OP085010 - OP085010 - Lycée Bertrand Duguesclin à AURAY	OP085010	37 840,24	0,00	10
10/10/2016	OP085014 - LYCEE BREQUIGNY RENNES-Audit technique-2317	OP085014	11 682,55	0,00	10
10/10/2016	OP085017 - OP085017-Mendes France Rennes-Service de restaurat	OP085017	27 046,07	0,00	10
10/10/2016	OP085018 - OP085018-Lycée Mendes France Rennes-Restructuratio	OP085018	27 514,16	0,00	10
10/10/2016	OP085021 - OP085021-BRIZEUX QUIMPER-INTERNAT	OP085021	12 687,43	0,00	10
10/10/2016	OP085023 - OP085023-L.THEPOT QUIMPER-TRAVAUX HYGIENE	OP085023	119 222,64	0,00	15
10/10/2016	OP085029 - OP085029 - Lycée Bertrand d'Argentré à VITRE	OP085029	96 962,99	0,00	10
10/10/2016	OP085031 - OP085031-Lycée H.Avril-Lamballe-Sécurité incendie	OP085031	6 822,40	0,00	5
10/10/2016	OP085033 - OP085033-J.Curie Rennes-VRD Espaces verts	OP085033	632,80	0,00	1
10/10/2016	OP085062 - OP085062-LYCEE JEAN-MOULIN St-Brieuc	OP085062	1 589,79	0,00	5
10/10/2016	OP085066 - OP085066 Lycée Freyssinet St-Brieuc - Restructurat	OP085066	1 510,12	0,00	5
10/10/2016	OP085086 - Lycée Mendès France-Redevance d'archéologie	OP085086	732,00	0,00	1
10/10/2016	OP085087 - OP085087-GPE MONITEUR-JM LE BRIS-DOUARNENEZ-Restru	OP085087	1 583,50	0,00	5
10/10/2016	OP085088 - Honoraire DDE-OP085088-titre DDE 480640-Lycée P.Me	OP085088	369,79	0,00	1
10/10/2016	OP085092 - OP085092-Lycée Rabelais Saint-Brieuc-Trvx sécurité	OP085092	14 878,10	0,00	10
11/10/2016	OP085068-A - OP085068 - Lycée Colbert à LORIENT-2317	OP085068-A	253 889,27	0,00	15
11/10/2016	OP085072 - OP085072-JM Le Bris Douarnenez	OP085072	12 581,92	0,00	10
11/10/2016	OP085073-A - OP085073 - Ville de VANNES-2317	OP085073-A	26 123,53	0,00	10
11/10/2016	OP085074-A - OP085074-JM LE BRIS Douarnenez-2317	OP085074-A	60 724,01	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
11/10/2016	OP085075-A - OP085075-LYCEE ROZ GLAS Quimperlé - 2317	OP085075-A	355 597,04	0,00	10
11/10/2016	OP095002 - OP095002-Lycée Ernest Renan St-Brieuc-Restructurat	OP095002	4 868,01	0,00	5
11/10/2016	OP095004 - OP095004-Lycée L. Guilloux-travaux de sécurité div	OP095004	9 846,16	0,00	5
11/10/2016	OP095006 - Lycée Bel Air-Tinténiac-VRD (suite OPA3AJM6)	OP095006	845,57	0,00	1
11/10/2016	OP095010 - OP095010-SUSCINIO MORLAIX-Sécurité incendie	OP095010	2 870,40	0,00	5
11/10/2016	OP095011-A - OP095011-LP PONT DE BUIS-Internat-2317	OP095011-A	161 597,92	0,00	15
11/10/2016	OP095013-A - OP095013-ELORN LANDERNEAU-Accessibilité PMR-2317	OP095013-A	19 416,33	0,00	10
11/10/2016	OP095014 - OP095014-L.Henri Avril-Lamballe-Travaux réfection	OP095014	7 223,84	0,00	5
11/10/2016	OP095016-A - OP095016-Lycée Chaptal Saint-Brieuc-2317	OP095016-A	170 076,45	0,00	15
11/10/2016	OP095018 - OP095018-LP Bel Air-Tinténiac-Travaux d'hygiène	OP095018	4 171,05	0,00	5
11/10/2016	OP095023 - OP095023-Lycée Jean Macé-Rennes-Accessibilité PMR	OP095023	55 748,65	0,00	10
11/10/2016	OP095032 - OP095032 - Lycée Emile James à ETEL	OP095032	855,14	0,00	1
11/10/2016	OP095035 - OP095035-SUSCINIO MORLAIX	OP095035	16 959,28	0,00	10
11/10/2016	OP095043 - OP095043-Lycée Chaptal St-Brieuc-Travaux d'hygiène	OP095043	12 558,95	0,00	10
11/10/2016	OP095048 - OP095048-HARTELOIRE BREST-ATELIER OP	OP095048	59 680,40	0,00	10
11/10/2016	OP095051 - LYCEE L.GUILLOUX - RENNES Travaux de sécurit	OP095051	74 649,88	0,00	10
11/10/2016	OP095056 - OP095056 Lycée Ernest Renan St-Brieuc Travaux d'hy	OP095056	113 147,45	0,00	15
11/10/2016	OP095057 - OP095057-Lycée La F.des Eaux-Dinan-Aménagement	OP095057	4 932,93	0,00	5
11/10/2016	AR15006649 - AR15006649	AR15006649	48 625,00	0,00	0
11/10/2016	AR16003405 - AR16003405	AR16003405	21 000,00	0,00	0
12/10/2016	AR16002918 - AR16002918	AR16002918	30 000,00	0,00	0
13/10/2016	AR16005023 - AR16005023	AR16005023	70 140,00	0,00	0
14/10/2016	DMO14-29-04 - 14000804-00029-04-Lycée F.Bienvenüe-Loudéac-Travau	DMO14-29-04	17 935,04	0,00	10
14/10/2016	DMO14-94-07 - Travaux divers (réfection du hall et des toilettes	DMO14-94-07	18 847,24	0,00	10
14/10/2016	DMO15-167-05 - OP15001339-00167-05A-L. Théodore Monod-LE RHEU-	DMO15-167-05	23 400,00	0,00	10
14/10/2016	13004878 - 13004878-LP de Rostrenen-Conformité électrique	13004878	11 150,00	0,00	10
14/10/2016	DMO15-35-02 - 15001339-00035-02-Lycée Ernest Renan St-Brieuc-Men	DMO15-35-02	4 661,68	0,00	5
14/10/2016	DMO15-43-02 - 15001339-00043-02 Lycée Joseph Savina-Tréguier-Séc	DMO15-43-02	2 213,08	0,00	5
14/10/2016	DMO15-57-04 - 15001339-00057-04 J.MOULIN CHATEAULIN PEIN	DMO15-57-04	16 599,99	0,00	10
14/10/2016	DMO16-121-01 - DMO16-121-01- Lycée Victor Hugo - HENNEBONT - Trav	DMO16-121-01	2 394,74	0,00	5
14/10/2016	DMO16-125-01 - OP15QJYX-00125-01 - Lycée Charles de Gaulles Van	DMO16-125-01	1 997,88	0,00	5
14/10/2016	DMO16-167-01 - OP15QJYX-00167-01A-L. T. Monod-LE RHEU-Réfec. Toit	DMO16-167-01	27 935,28	0,00	10
14/10/2016	DMO16-42-02 - OP15QJYX-00042-02-LP La Closerie Saint-Quay-Portri	DMO16-42-02	16 665,74	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
18/10/2016	2016M00119 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° EE-095-AZ	2016M00119	11 234,38	0,00	5
18/10/2016	2016M00120 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° EE-111-AZ	2016M00120	11 234,38	0,00	5
18/10/2016	2016M00121 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° EE-127-AZ	2016M00121	11 234,38	0,00	5
18/10/2016	2016M00122 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° EE-147-AZ	2016M00122	11 234,38	0,00	5
18/10/2016	AR16005410 - AR16005410	AR16005410	100 000,00	0,00	0
19/10/2016	2016M00118 - 1 VEHICULE PEUGEOT 208 5 P N° EE-075-AZ	2016M00118	11 234,38	0,00	5
21/10/2016	OP040004 - OP040004-Lycée Brizieux-Quimper-	OP040004	11 542,45	0,00	10
21/10/2016	OP040025 - OP040025 EMA AUDIERNE ESPACES VERTS	OP040025	6 540,62	0,00	5
21/10/2016	OP040036 - OP040036-LYCEE Loudéac-Travaux d'hygiène	OP040036	76 990,82	0,00	10
21/10/2016	OP040037 - OP040037-BEL AIR Tinténiac - Voie pompiers Espace	OP040037	48 999,23	0,00	10
21/10/2016	OP040047 - OP040047-FREYSSINET-St-Brieuc-Travx sécurité	OP040047	142 092,77	0,00	15
21/10/2016	OP040049 - OP040049-BEAUMONT Redon-Restruct. Générale	OP040049	4 832 628,79	0,00	20
21/10/2016	OP040060 - OP040060 - LEGTA Le Gros Chêne à PONTIVY	OP040060	4 928,41	0,00	5
21/10/2016	OP040068 - OP040068 - J. Curie Rennes - Etanchéité restaurant	OP040068	463,63	0,00	1
21/10/2016	OP040073 - OP040073-KERNILIEN- Guingamp - Espaces verts	OP040073	164 535,34	0,00	15
21/10/2016	OP040090 - OP040090-CHAPTAL QUIMPER	OP040090	1 166,10	0,00	5
21/10/2016	OP040093 - OP040093-CHAPTAL Quimper-Mur d'enceinte	OP040093	976,16	0,00	1
21/10/2016	OP040110 - OP040110-Y. THEPOT Quimper-Toiture	OP040110	146 220,07	0,00	15
21/10/2016	OP040117 - OP040117 LP L Guilloux Rennes-Ateliers	OP040117	263 458,44	0,00	15
21/10/2016	OP040122 - OP040122-F.BIENVENUE-Loudéac-Peinture-reve	OP040122	58 277,77	0,00	10
21/10/2016	OP040146 - OP040146-ILE DE FRANCE Rennes-CDI Vie scolaire	OP040146	1 010 631,63	0,00	20
21/10/2016	OP040157 - OP040157-Chaptal-St-Brieuc Sécurité incendie	OP040157	27 747,32	0,00	10
21/10/2016	OP040167 - OP040167 - J.JAURES - Administration et divers	OP040167	23 985,15	0,00	10
21/10/2016	OP040182 - OP040182-H.AVRIL-Lamballe-Internat (construction	OP040182	64 724,70	0,00	10
21/10/2016	OP040190 - OP040190 GUEGUIN CONCARNEAU REFECTION	OP040190	27 495,69	0,00	10
21/10/2016	OP040194 - OP040194 - L.A.St Aubin du Cormier - Restructurat°	OP040194	29 481,40	0,00	10
21/10/2016	OP040196 - OP040196-LYCEE LOUDEAC-Diagnostic réseaux	OP040196	32 471,40	0,00	10
21/10/2016	OP040204 - OP040204-LYCEE RABELAIS-St-Brieuc-Sécurité	OP040204	15 969,75	0,00	10
21/10/2016	OP040272 - OP040272-LEGTA GROS CHENE Pontivy-Restruct. 5e étp	OP040272	1 848,59	0,00	5
21/10/2016	05010116 - 05010116 BRITO BAIN Pose sous-compteurs Eco-eau	05010116	3 595,68	0,00	5
21/10/2016	05010116BREH - 05010116BREHOULOU Pose sous-compteurs Eco-eau	05010116BREH	3 840,51	0,00	5
21/10/2016	05010116CAUL - 05010116CAULNES LEGTA Pose sous-compteurs Eco-eau	05010116CAUL	6 204,79	0,00	5
21/10/2016	05010116CHAP - 05010116CHAPTAL St Brieuc Pose sous-compteurs Eco-	05010116CHAP	7 585,15	0,00	5
21/10/2016	05010116LOTI - 05010116 LOTI Paimpol pose sous-compteurs Eco-eau	05010116LOTI	1 841,90	0,00	5
21/10/2016	05010116MENE - 05010116MENE Merdrignac Pose sous-compteurs Eco-ea	05010116MENE	3 363,68	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
21/10/2016	05010116RENA - 05010116RENAN ST Brieuc Pose sous-compteurs Eco-ea	05010116RENA	2 259,52	0,00	5
21/10/2016	05010116SAVI - 05010116SAVINA Tréguier Pose sous-compteurs Eco-ea	05010116SAVI	6 701,60	0,00	5
21/10/2016	05010116STAU - 05010116STAUBIN CORM LPA Pose ss-compteurs Eco-eau	05010116STAU	6 120,51	0,00	5
21/10/2016	05010116STQU - 05010116STQUAI PORTRIEUX LP Pose sous-compteurs Ec	05010116STQU	8 903,29	0,00	5
21/10/2016	05010116SULL - 05010116SULLIO STJEANBREV Pose ss-compteurs Ecoeau	05010116SULL	4 073,28	0,00	5
21/10/2016	05010116SUSC - 05010116SUSCINIO Morlaix Pose sous-compteurs Eco-e	05010116SUSC	968,63	0,00	1
21/10/2016	06008217BEAU - 06008217BEAUMONT REDON	06008217BEAU	4 095,87	0,00	5
21/10/2016	06008217CASS - 06008217CASSIN MONTFORT	06008217CASS	736,78	0,00	1
21/10/2016	06008217ELOR - 06008217ELORN LANDERNEAU	06008217ELOR	7 668,75	0,00	5
21/10/2016	06008217JMLA - 06008217JEANMACE LANESTER	06008217JMLA	3 387,34	0,00	5
21/10/2016	06008217JMON - 06008217JMONNET Pose ss-cpteurs Eco-eau	06008217JMON	4 659,14	0,00	5
21/10/2016	06008217KERA - 06008217KERA	06008217KERA	2 708,70	0,00	5
21/10/2016	06008217KERN - 06008217KERNEUZEC	06008217KERN	4 887,98	0,00	5
21/10/2016	06008217MBQU - 06008217MB QUESTEMBERT	06008217MBQU	2 535,17	0,00	5
21/10/2016	06008217REDO - 06008217REDON EREA	06008217REDO	1 858,18	0,00	5
21/10/2016	06008217ROST - 06008217ROSTRENEN LP	06008217ROST	5 802,87	0,00	5
21/10/2016	06008217ROZ - 06008217ROZ GLAS QUIMPERLE	06008217ROZ	2 072,36	0,00	5
21/10/2016	06008217SEVI - 06008217SEVIGNE CESSON	06008217SEVI	4 104,40	0,00	5
21/10/2016	06008217TADE - 06008217TADEN EREA	06008217TADE	4 531,26	0,00	5
21/10/2016	06008217VHHE - 06008217VHHENNEBONT	06008217VHHE	1 511,05	0,00	5
21/10/2016	06008217ZOHE - 06008217ZOLA HENNEBONT	06008217ZOHE	2 771,69	0,00	5
24/10/2016	OP050031 - OP050031 LP MARIE LE FRANCE LORIENT - Honoraires D	OP050031	1 111,86	0,00	5
24/10/2016	OP050037 - OP050037 LP MARIE LE FRANCE LORIENT-Honoraires DDE	OP050037	2 760,32	0,00	5
24/10/2016	OP050039 - OP050039 LYCEE JEAN GUEHENNO VANNES - Honoraires D	OP050039	3 069,26	0,00	5
24/10/2016	OP050047 - OP050047 - L.AGRICOLE - St Aubin du Cormier - cha	OP050047	7 571,13	0,00	5
24/10/2016	OP050063 - OP050063 - LPA Le Sullio à ST JEAN BREVELAY	OP050063	71 075,78	0,00	10
24/10/2016	OP050068 - OP050068-LYCEE LA FONTAINE DES EAUX-DINAN	OP050068	61 354,80	0,00	10
24/10/2016	OP050072 - OP050072-EREA QUIMPER TOITURE ETANCHEITE	OP050072	138 956,21	0,00	15
24/10/2016	OP050073 - OP050073-E.RENAN-St-Brieuc-Travaux de sécurité	OP050073	43 419,33	0,00	10
24/10/2016	OP050077 - OP050077 - L.MAUPERTUIS St Malo - tvx sécurité	OP050077	14 716,77	0,00	10
24/10/2016	OP050078 - OP050078 - MAUPERTUIS St Malo - façade & ravalemen	OP050078	350,78	0,00	1
24/10/2016	OP050085 - OP050085-CHAPTAL QUIMPER-TX RENFORCEMENT CHARPENTE	OP050085	32 802,40	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
24/10/2016	OP051266 - OP051266 KERICHEN BREST INTERNAT-2317	OP051266	31 350,15	0,00	10
24/10/2016	OP051303 - OP051303-Lycée Harteloire Brest	OP051303	102 138,40	0,00	15
24/10/2016	OP051314 - OP051314-LYCEE JACQUES CARTIER-ST-MALO	OP051314	24 797,87	0,00	10
24/10/2016	OP051366 - OP051366 ROZ GLAS QUIMPERLE VRD	OP051366	35 896,80	0,00	10
24/10/2016	OP065040 - OP065040-THEPOT QUIMPER-DIAGNOTIC STRUCTURE BAT G	OP065040	2 392,00	0,00	5
24/10/2016	OP065076 - OP065076-CORNOUAILLE QUIMPER - ADM. ACCUEIL	OP065076	6 832,08	0,00	5
24/10/2016	OP065109 - OP065109-LYCEE Félix le Dantec-Lannion-Aménage	OP065109	55,00	0,00	1
24/10/2016	OP065172 - Lycée J.Cartier - études implantation	OP065172	5 151,05	0,00	5
24/10/2016	OP065174 - OP065174 - J.CARTIER St Malo - locaux enseignt	OP065174	73 599,89	0,00	10
24/10/2016	OP065208 - OP065208-LYCEE JEAN-MONNET-Quintin-Etanchéité	OP065208	3 303,05	0,00	5
24/10/2016	OP050096 - OP050096-P.GUEGUIN-Concarneau-Ravalement	OP050096	945,38	0,00	1
24/10/2016	OP050097 - OP050097-CEFCM-ConcarneauTrx divers étanchéité	OP050097	408,84	0,00	1
24/10/2016	OP050116 - 0P050116 - L.MAUPERTUIS - St Malo - façade	OP050116	13 211,94	0,00	10
24/10/2016	OP050120 - OP050120 L.J.GUEHENNO FOUGERES Salle polyvalente	OP050120	6 763,38	0,00	5
24/10/2016	OP051038 - OP051038 - Lycée Bertrand Duguesclin à AURAY	OP051038	18 901,65	0,00	10
24/10/2016	OP051041 - OP051041 - LYCEE DUGUESCLIN - AURAY	OP051041	37 617,48	0,00	10
24/10/2016	OP051134 - OP051134 - LEGTA Le Gros Chêne à PONTIVY	OP051134	236 530,17	0,00	15
24/10/2016	OP051194 - OP051194-Lycée Kérichen Brest	OP051194	62 670,40	0,00	10
24/10/2016	OP051227 - OP051227-Bréquigny Rennes-Restructuration générale	OP051227	67 625,97	0,00	10
24/10/2016	OP065214 - OP065214-LYCEE JULES VERNE-Guingamp-Rav	OP065214	5 458,96	0,00	5
24/10/2016	OP065218 - OP065218-LYCEE JULES VERNE-Guingamp-	OP065218	4 667,84	0,00	5
24/10/2016	OP065238 - OP065238-H-AVRIL-LAMBALLE-Ravalement façades	OP065238	2 417,04	0,00	5
24/10/2016	OP065274 - OP065274-LYCEE CHAPTAL-ST-BRIEUC-Ravale	OP065274	2 782,02	0,00	5
24/10/2016	OP065277 - OP065277-LYCEE CHAPTAL-ST-BRIEUC-Mise en	OP065277	2 540,69	0,00	5
24/10/2016	OP065307 - OP065307-LP LA CLOSERIE-ST-QUAY-PORTRIEUX	OP065307	204 989,15	0,00	15
24/10/2016	OP065310 - OP065310 -LYCEE BROCELIANDE -GUER- DDE	OP065310	5 126,71	0,00	5
24/10/2016	AR16004136 - AR16004136	AR16004136	60 000,00	0,00	0
24/10/2016	AR16004198 - AR16004198	AR16004198	20 000,00	0,00	0
24/10/2016	AR16004461 - AR16004461	AR16004461	44 974,00	0,00	0
25/10/2016	OP065171-R - OP065171 L.T.MONOD LE RHEU - Locaux enseignement	OP065171-R	125 588,44	0,00	15
25/10/2016	OP130012-007-R - OP130012-007-LYCEE LEON LANDIVISIAU-BREST-TX PREST	OP130012-007-R	208,10	0,00	1
25/10/2016	OP130012-008-R - OP130012 EMAT VANNES 13UTEB701 DUGUESCLIN AURAY	OP130012-008-R	3 396,52	0,00	5
25/10/2016	OP130012-009-R - OP130012-009-Félix le Dantec-Lannion-Travx prestat	OP130012-009-R	13 275,60	0,00	10
25/10/2016	OP130012-010-R - OP130012-10-Lycéee Rabelais St-Brieuc-Travaux pres	OP130012-010-R	1 970,20	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
25/10/2016	OP145005-01 - OP145005-01-Le Sullio St-Jean-Brevelay-EMAT RENNES	OP145005-01	34 088,20	0,00	10
25/10/2016	OP145005-02 - OP145005-02-Jules Verne-EMAT GUINGAMP	OP145005-02	2 808,00	0,00	5
25/10/2016	OP145005-03-R - OP145005-03-Chaptal Saint Brieuc-EMAT ST BRIEUC	OP145005-03-R	216,00	0,00	1
25/10/2016	OP145005-04-R - OP145005-04-JM Lebris Douarnenez- EMAT QUIMPER	OP145005-04-R	1 045,56	0,00	5
25/10/2016	OP145005-05 - OP145005-05-Charles de Gaulle - EMAT VANNES	OP145005-05	1 942,85	0,00	5
25/10/2016	OP145005-06-R - OP145005-06-LP Pleyben-EMAT CARHAIX	OP145005-06-R	480,00	0,00	1
25/10/2016	OP145005-09 - OP145005-09 L'AULNE CHATEAULIN	OP145005-09	372,00	0,00	1
25/10/2016	OP145005-10-R - OP145005-10-La Closerie St-Quay-Portrieux-EMAT	OP145005-10-R	9 427,66	0,00	5
25/10/2016	OP145005-11-R - OP145005-11-Dupuy de Lôme-Brest-Dép. goul.-EMAT BR	OP145005-11-R	10 977,92	0,00	10
25/10/2016	OP130012-001-R - OP130012-001- LANROZE BREST-TX PRESTATAIRES	OP130012-001-R	5 633,16	0,00	5
25/10/2016	OP130012-002-R - OP130012-002 ERA REDON - TX PRESTATAIRES	OP130012-002-R	2 398,94	0,00	5
25/10/2016	OP130012-003-R - OP130012-003-Chaptal St-Brieuc-Travx prestataires	OP130012-003-R	862,22	0,00	1
25/10/2016	OP130012-004-R - OP130012-004-LG DE KERICHEN-BREST-TRAVX PRESTATAIR	OP130012-004-R	7 449,38	0,00	5
25/10/2016	OP130012-005-R - OP130012-005-EMAT VANNES-13UTEB699 LESAGE VANNES	OP130012-005-R	16 702,76	0,00	10
25/10/2016	OP130012-006 - OP130012-006-LYCEE JEAN GUEHENNO VANNES	OP130012-006	36 825,46	0,00	10
25/10/2016	OP145005-12 - OP145005-12 - Lycée Emiles JAMES - ETEL	OP145005-12	1 338,00	0,00	5
25/10/2016	OP145005-14-R - OP145005-14-Lycée Henri Avril-Lamballe-EMAT St-Bri	OP145005-14-R	10 988,29	0,00	10
25/10/2016	OP145005-15-R - OP145005-15-Lyc Kérichen-Réfection du rejet de la	OP145005-15-R	10 819,00	0,00	10
25/10/2016	OP145016 - OP145016 - Lycée Julien Crozet à Port Louis, Emat	OP145016	10 777,12	0,00	10
01/11/2016	13003741-S - Logiciel - connaissance Bretagne - 2051	13003741-S	0,00	0,00	1
01/11/2016	14004911-S - Dévpt Port Brest - Suivi dragage - 21828	14004911-S	0,00	0,00	5
01/11/2016	2015M00089-S - 2015-TRX BATIMENTS SCOLAIRES EMAT-21312	2015M00089-S	0,00	0,00	5
01/11/2016	10002533-A - Moyen nautique pour le port de Saint-Malo - 2031	10002533-A	22 365,20	0,00	5
01/11/2016	10002533-S - Moyen nautique - port de Saint-Malo - 21828	10002533-S	0,00	0,00	5
01/11/2016	10010159-S - Ouvrages - Lorient et St Malo - 21318	10010159-S	0,00	0,00	10
01/11/2016	10010511-S - Modernisation du port de Saint Malo - 21318	10010511-S	0,00	0,00	5
01/11/2016	11008691-S - Grue automotrice, chariot élévateur - 21578	11008691-S	0,00	0,00	5
01/11/2016	11008881-S - Brest - Défenses d'acostage - 21578	11008881-S	0,00	0,00	1
01/11/2016	12001693-S - Mise en place du Port de Bretagne numérique	12001693-S	0,00	0,00	1
04/11/2016	OP115010-R - OP115010-JM chateaulin -charpente self et préau	OP115010-R	1 794,00	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
04/11/2016	OP115010-1 - OP115010-1-L CORNOUAILLE-QUIMPER-COUV LOC MAT GYM	OP115010-1	4 664,40	0,00	5
04/11/2016	OP115010-10 - OP115010-10/BREHOULOU FOUESNANT	OP115010-10	1 966,00	0,00	5
04/11/2016	OP115010-11 - OP115010-Coëtlogon-Rennes-Réparation de toiture-LC	OP115010-11	16 917,79	0,00	10
04/11/2016	OP115010-12 - OP115010-12 - Lycée Jean Macé à LANESTER	OP115010-12	26 772,32	0,00	10
04/11/2016	OP115010-13R - OP115010-13 L.Jean GUEHENNO - FOURGERES Installat°	OP115010-13R	4 742,14	0,00	5
04/11/2016	OP115010-14 - OP115010-14 L CORNOUAILLE QUIMPER Carrelage et fai	OP115010-14	2 781,90	0,00	5
04/11/2016	OP115010-15R - OP115010-15-Lycée Kernilien-Plouisy-fenêtres	OP115010-15R	6 787,30	0,00	5
04/11/2016	OP115010-16 - Travaux de réfection de l'étanchéité des chéneaux	OP115010-16	32 792,88	0,00	10
04/11/2016	OP115010-2 - OP115010-2-Lycée F.Bienvenüe-Loudéac-Transformateu	OP115010-2	17 342,00	0,00	10
04/11/2016	OP115010-3 - OP115010-3 KERICHEN BREST/INSTALLATIONS GENERAL	OP115010-3	90 083,06	0,00	10
04/11/2016	OP115010-4 - OP115010-4 L.HOTELIER Y.BOURGES-DINARD	OP115010-4	15 692,46	0,00	10
04/11/2016	OP115010-5 - OP115010-5/AMIRAL RONARCH BREST-INSTALLATIONS	OP115010-5	13 330,48	0,00	10
04/11/2016	OP115010-6 - OP115010-6-Lycée Rabelais St-Brieuc-Pose de revête	OP115010-6	4 784,00	0,00	5
04/11/2016	OP115010-7 - OP115010-7-Lycée E.Renan-St-Brieuc-Installations g	OP115010-7	39 386,36	0,00	10
04/11/2016	OP115010-8 - OP115010-8-L.BRIZEUX QUIMPER	OP115010-8	47 363,62	0,00	10
04/11/2016	OP115010-9 - OP115010-9 - Lycée Brocéliande à GUER	OP115010-9	46 488,52	0,00	10
07/11/2016	2016M00131 - 1 VEHICULE RENAULT KANGOO N° EF-911-AS	2016M00131	16 501,69	0,00	5
10/11/2016	2016M00132 - 1 VEHICULE 508 BUSINESS ACTIVE 1.6L N° ED-739-KP	2016M00132	22 782,84	0,00	5
10/11/2016	2016M00133 - 1 VEHICULE 508 BUSINESS ACTIVE 1.6L N° ED-748-KP	2016M00133	22 782,84	0,00	5
10/11/2016	2016M00134 - 1 VEHICULE 508 BUSINESS ACTIVE 1.6L N° ED-755-KP	2016M00134	22 782,83	0,00	5
10/11/2016	AR16006990 - AR16006990	AR16006990	90 000,00	0,00	0
10/11/2016	AR16002707 - AR16002707	AR16002707	60 000,00	0,00	0
14/11/2016	AR16006957 - AR16006957	AR16006957	90 000,00	0,00	0
15/11/2016	2016M00135 - 1 VEHICULE FOURGON CONFORT 5 CV N° EF-668-FR	2016M00135	17 233,58	0,00	5
15/11/2016	2016M00136 - 1 VEHICULE KANGOO ENERGY 5 CV N° EF-799-XR	2016M00136	13 546,26	0,00	5
15/11/2016	2016M00137 - 1 VEHICULE KANGOO ENERGY 5 CV N° EF-802-XR	2016M00137	13 546,26	0,00	5
15/11/2016	2016M00138 - 1 VEHICULE KANGOO ENERGY 5 CV N° EF-813-XR	2016M00138	13 546,26	0,00	5
15/11/2016	2016M00139 - 1 VEHICULE KANGOO ENERGY 5 CV N° EF-821-XR	2016M00139	13 546,24	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
15/11/2016	2016M00140 - 1 VEHICULE TRAFIC FOURGON CONFORT EF-722-WF	2016M00140	17 780,20	0,00	5
15/11/2016	2016M00141 - 1 VEHICULE TRAFIC FOURGON CONFORT EF-859-WF	2016M00141	17 780,20	0,00	5
15/11/2016	2016M00142 - 1 VEHICULE TRAFIC FOURGON CONFORT EF-879-WF	2016M00142	17 780,20	0,00	5
15/11/2016	A0AA45 - A0AA45 LPA LE SULLIO ST JEAN BREVELAY - Travaux d'	A0AA45	15 244,90	0,00	10
15/11/2016	A3AEC5 - A3AEC5 J. MOULIN PLOUHINEC ATELIER EBENISTERIE	A3AEC5	3 324,22	0,00	5
15/11/2016	20045135 - 20045135-LYCEE FREYSSINET-ST-BRIEUC-Tra	20045135	48 916,63	0,00	10
15/11/2016	2007B00003 - 06001548-Bel Air Tinténiac-Ateliers (création accè	2007B00003	5 362,26	0,00	5
15/11/2016	GP051069 - GP051069 - LP Emile James à ETEL	GP051069	28 987,91	0,00	10
15/11/2016	OP065099-R - OP065099-L.R.CASSIN MONTFORT-servrestaurat2317	OP065099-R	156 898,43	0,00	15
15/11/2016	OP065136-A - OP065136-EREA DE TADEN-Chauffage réseauxC2317	OP065136-A	159 596,23	0,00	15
15/11/2016	04011524 - 04011524 - LEPA CAULNES - Construction hangar CFPP	04011524	59 191,95	0,00	10
15/11/2016	04013185 - 04013185-LPA St-Jean-Brevelay-Logts de fonctio	04013185	1 200,00	0,00	5
15/11/2016	05001683 - 05001683 - LP Emile Zola à HENNEBONT	05001683	310 895,12	0,00	15
15/11/2016	05001706 - 05001706 - Lycée Colbert à LORIENT	05001706	234 579,71	0,00	15
15/11/2016	05005851 - 05005851 - J.BRITO - Bain de Bretagne - Tvx divers	05005851	10 285,38	0,00	10
15/11/2016	05007421 - 05007421 - L.BEL AIR - Tinténiac - Logement de ft°	05007421	6 989,42	0,00	5
15/11/2016	05012390 - 05012390-A.Conti Bruz-Ateliers rayonnage logistiqu	05012390	14 729,94	0,00	10
15/11/2016	06001528 - 06004528- LYCEE J.GUEHENNO -VANNES-INTERNAT	06001528	25 000,00	0,00	10
15/11/2016	06002973 - 06002973-J.Macé Rennes-Trx d'hygiène (cuisine)	06002973	8 161,30	0,00	5
15/11/2016	06004903 - 06004903 - L.AGRICOLE - ST Aubin du Cormier - Tvx	06004903	4 503,45	0,00	5
15/11/2016	06013354 - 06013354 - L.BEAUMONT REDON - VRD Espaces verts	06013354	71 748,44	0,00	10
15/11/2016	08000493 - 08000493 L.HOTELIER DINARD - Locaux enseignemt-rén	08000493	10 699,42	0,00	10
15/11/2016	08009034-R - 08009034 - LP Ampère à JOSSELIN	08009034-R	19 880,91	0,00	10
15/11/2016	09004871 - 09004871 - Lycée Bertrand d'Argentré à VITRE	09004871	7 291,41	0,00	5
15/11/2016	09010967 - LP COETLOGON-Rennes-service de restauration	09010967	136 751,24	0,00	15
16/11/2016	AR13005164 - AR13005164	AR13005164	119 065,00	0,00	0
16/11/2016	AR15008137 - AR15008137	AR15008137	120 000,00	0,00	0
17/11/2016	12005515 - Courants faibles Lycée Laennec - Pont l'Abbé	12005515	15 000,00	0,00	10
17/11/2016	12005541 - Courants faibles RENNES - LP COETLOGON	12005541	171 131,43	0,00	15
17/11/2016	12006255 - 12006255-LP MARIE LE FRANC-LORIENT-Chauffage-résea	12006255	50 505,98	0,00	10
17/11/2016	12006517 - 12006517 J.Cartier ST MALO-Service de restaurat°	12006517	1 600,00	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
17/11/2016	12006519 - 12006519-LP AMPERE-JOSSELIN-Sécurité incendie (rem	12006519	3 731,80	0,00	5
17/11/2016	12006521 - 12006521-LP BEL AIR-TINTENIAC-Internat (système an	12006521	3 000,00	0,00	5
17/11/2016	12006910 - Travaux de sécurité divers LP L.Guilloux - Rennes	12006910	15 115,43	0,00	10
17/11/2016	12006917 - 12006917 - LYCEE BREQUIGNY - VRD ESPACES VERTS (RE	12006917	16 600,00	0,00	10
17/11/2016	12006923 - 12006923-Lycée Emile Zola-RENNES-Chauffage-réseaux	12006923	16 834,30	0,00	10
17/11/2016	12006950 - 12006950-EREA DEPLOEMEUR-PLOEMEUR-INTERNAT (REFECT	12006950	19 949,28	0,00	10
17/11/2016	12008064 - 12008064- Lycee JOLIOT CURIE- RENNES -Logement de	12008064	25 083,61	0,00	10
17/11/2016	12008822 - 12008822-LP BERTRAND DUGUESCLIN-AURAY-Aménagement	12008822	9 143,48	0,00	5
17/11/2016	12009159 - 12009159 L. HARTELOIRE BREST (logement de fonction	12009159	15 000,00	0,00	10
17/11/2016	12009575 - Sécurité incendie LP E.Zola - Rennes	12009575	9 438,83	0,00	5
17/11/2016	12009628 - 12009628-LYCEE MARCELIN BERTHELOT-QUESTEMBERT-Toit	12009628	4 670,90	0,00	5
17/11/2016	12010629 - 12010629-LP DE PONT DE BUIS-PONT DE BUIS-TRAVAUX D	12010629	5 360,47	0,00	5
17/11/2016	13001577 - 13001577 L.Hotelier DINARD Courants faibles	13001577	12 400,00	0,00	10
17/11/2016	13001587 - 13001587-LP La Closerie St-Quay-Portrieux-VRD-Espa	13001587	16 704,97	0,00	10
17/11/2016	13001592 - Toiture étanchéité CONCARNEAU - LP P. GUEGU	13001592	11 347,64	0,00	10
17/11/2016	13001594 - Peinture et revêtement Lycée P.GUEGUIN Concarneau	13001594	4 352,86	0,00	5
17/11/2016	13001605 - Travaux d'hygième - LP J.Jaures - Rennes	13001605	8 321,17	0,00	5
17/11/2016	13002033 - QUIMPER - Lycée Brizeux - Clôture (réfection du po	13002033	6 000,00	0,00	5
17/11/2016	13002036 - 13002036 L. Y. THEPOT QUIMPER (changement des port	13002036	13 126,29	0,00	10
17/11/2016	13002409 - 13002409 L.F.René Chateaubriand-COMBOURG Menuiseri	13002409	4 944,26	0,00	5
17/11/2016	13003707 - Peinture et revêtements RENNES - LYCEE J. MACE	13003707	4 833,37	0,00	5
17/11/2016	13004830 - Administration (trx - LP Coetlogon - Rennes)	13004830	12 000,00	0,00	10
17/11/2016	13004832 - 13004832 Jean Macé à LANESTER Courants faibles (re	13004832	11 302,20	0,00	10
17/11/2016	13004880 - Travaux de sécurité - LP J. JAURES - RENNES	13004880	2 700,00	0,00	5
17/11/2016	13004881 - 13004881-Lycée Kérraoul-Paimpol-Travaux divers	13004881	176 000,00	0,00	15
17/11/2016	13004890 - 13004890 L.R.CASSIN - MONTFORT Toiture-étanchéité	13004890	20 000,00	0,00	10
17/11/2016	13004894 - Logement de fonction RENNES - LP CHARLES TILLON	13004894	18 000,00	0,00	10
17/11/2016	13004895 - 13004895-lycée benjamin FRANKLIN-VRD-ESPACES VERTS	13004895	12 500,00	0,00	10
17/11/2016	13007100 - Conformité électrique RENNES - LYCEE P. MENDES	13007100	13 555,93	0,00	10
17/11/2016	13007107 - 13007107 - Lycée Jean MACE - LANESTER - Travaux di	13007107	2 940,00	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
17/11/2016	13007605 - RENNES - Jean Jaurès - Conformité des ascenseurs (	13007605	5 127,99	0,00	5
17/11/2016	13007606 - conformité des ascenseurs - RENNES - LP COETLOGON	13007606	8 662,50	0,00	5
17/11/2016	13007607 - Conformité des ascenseurs RENNES - LP L. GUILLOUX	13007607	5 615,33	0,00	5
17/11/2016	13007610-R - 13007610 René CASSIN - MONT SUR MEU conf.ascenseur	13007610-R	6 434,16	0,00	5
17/11/2016	13007611 - Conformité des ascenseurs - RENNES - LYCEE V et H	13007611	4 022,10	0,00	5
17/11/2016	13008192 - Conformité des ascenseurs - CESSON SEVIGNE - LYCEE	13008192	8 491,08	0,00	5
17/11/2016	13008194 - Travaux divers - RENNES - LYCEE J. CURIE	13008194	27 100,00	0,00	10
17/11/2016	13008534 - 13008534 - LEGTA Le Gros Chême - PONTIVY - Conform	13008534	2 100,00	0,00	5
17/11/2016	13008536 - 13008536 - lycée joseph LOTH -conformité des ascen	13008536	11 048,13	0,00	10
17/11/2016	13008540 - 13008540 - Lycée Jean Guéhénno - Vannes - Conformi	13008540	1 400,00	0,00	5
17/11/2016	13009868 - Travaux de sécurité RENNES - LP L. GUILLOUX	13009868	2 900,00	0,00	5
17/11/2016	10007843 - 10007843/KERNEUZEC QUIMPERLE-LOGEMENT F	10007843	16 763,05	0,00	10
17/11/2016	10010366 - 10010366 - Lycée AR Lesage à VANNES	10010366	59 798,83	0,00	10
17/11/2016	11001947 - 11001947/TRISTAN CORBIERE MORLAIX-ADMINIST	11001947	7 521,12	0,00	5
17/11/2016	11001953 - 11001953-ROZ GLAS QUIMPERLE/ADMINISTRATION	11001953	17 266,47	0,00	10
17/11/2016	11001958 - 11001958-Signalétique - RENNES - LP COETLOGON	11001958	3 599,44	0,00	5
17/11/2016	11001959 - Joliot curie-Rennes-Locaux d'enseignement (STI2D)	11001959	30 000,00	0,00	10
17/11/2016	11001970 - 11001970 - Lycée Marcelin Berthelot à QUESTEMBERT	11001970	19 999,78	0,00	10
17/11/2016	11002992 - 11002992 - E.R.E.A. à PLOEMEUR	11002992	2 081,04	0,00	5
17/11/2016	11003186 - 11003186 L. DU LEON LANDIVISIAU modif système d'éc	11003186	5 000,36	0,00	5
17/11/2016	11003422 - 11003422 L. KERICHEN BREST (modif reseaux EP passa	11003422	4 684,80	0,00	5
17/11/2016	11004142 - 11004142-LP Mendès France-Rennes-Peinture et rev	11004142	19 000,00	0,00	10
17/11/2016	11004656 - 11004656-L.CHAPTAL QUIMPER	11004656	16 000,00	0,00	10
17/11/2016	11005103 - 11005103 Théodore MONOD-LE RHEU Logement fonct°	11005103	10 735,61	0,00	10
17/11/2016	11005388 - 11005388-Jean Macé-Rennes-locaux d'enseign. amén.	11005388	5 500,00	0,00	5
17/11/2016	11005395 - Travaux de sécurité RENNES - Lycée Victor et Hélèn	11005395	4 994,87	0,00	5
17/11/2016	11005403 - 11005403-LP Charles Tillon-Rennes-aménagt divers	11005403	2 500,00	0,00	5
17/11/2016	11005919 - 11005919/LOCAUX ENSEIGNEMENT J.Moulin - Chateaulin	11005919	2 500,00	0,00	5
17/11/2016	11006099 - 11006099 - LP du Blavet à PONTIVY	11006099	19 231,68	0,00	10
17/11/2016	11007106 - 11007106-LYCEE BRIZEUX-QUIMPER-MENUIS. EXTERIEURES	11007106	5 579,21	0,00	5
17/11/2016	11009780 - LP L. Guilloux-Renens-Service de restauration	11009780	3 623,88	0,00	5
17/11/2016	11010143 - 11010143-Lycée Joliot Curie-Rennes-VRD-Espaces ver	11010143	15 000,00	0,00	10
17/11/2016	11010252 - Infirmerie - CDI (travaux divers) - R.Descartes -	11010252	4 029,91	0,00	5
17/11/2016	11010853 - 11010853-lycée Charles de gaulle -vannes- travaux	11010853	15 200,00	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
17/11/2016	11010915 - 11010915-Aménag. divers LP L. GUILLOUX	11010915	23 562,99	0,00	10
17/11/2016	12000038 - 12000038 T.CORBIERE MORLAIX-ESPACES PROF	12000038	10 500,00	0,00	10
17/11/2016	12000829 - 12000829 - LP MARITIME - ETEL - Aménagement d'une	12000829	32 786,77	0,00	10
17/11/2016	12002167 - 12002167-Lycée Victor et Hélène basch-Rennes-Peint	12002167	47 703,06	0,00	10
17/11/2016	12002473 - 12002473 L. TRISTAN CORBIERE MORLAIX (réfection du	12002473	55 030,44	0,00	10
17/11/2016	12003467 - 12003467 - LP EMILE ZOLA - HENNEBONT - Menuiseries	12003467	3 768,91	0,00	5
17/11/2016	12003542 - 12003542 - LP LOUIS GUILLOUX - RENNES - TRAVAUX DE	12003542	38 500,00	0,00	10
17/11/2016	12003923 - 12003923-Lycée Benjamin Franklin - AURAY - Toiture	12003923	18 997,58	0,00	10
17/11/2016	12003926 - 12003926-LP AMPERE-JOSSELIN- sécurité incendie (ré	12003926	5 386,27	0,00	5
17/11/2016	12005183 - 12005183 - lycee JEAN MACE RENNES - Locaux d'ensei	12005183	6 800,00	0,00	5
17/11/2016	12005215 - Logement de fonction - LP Bréquiny - Rennes	12005215	20 000,00	0,00	10
17/11/2016	12005242 - Travaux de sécurité RENNES - LYCEE P. MENDES-FRAN	12005242	6 000,00	0,00	5
17/11/2016	12005256 - 12005256 BRIZEUX QUIMPER MENUISERIE BAT D	12005256	12 706,71	0,00	10
17/11/2016	12005257 - 12005257 L AUGUSTE BRIZEUX nettoyage mur+clôture	12005257	4 999,24	0,00	5
18/11/2016	DMO15-045-02 - DMO15-045-02 - Lycée A RONARC'H à BREST -travaux d	DMO15-045-02	3 096,00	0,00	5
18/11/2016	DMO15-128-02 - 15001339-000128-02-Lycée Jean Brito-Bain de Bretag	DMO15-128-02	2 234,40	0,00	5
18/11/2016	DMO16-045-01 - DMO16-045-01 - Lycée Amiral Roarc'h à brest - Tra	DMO16-045-01	12 000,00	0,00	10
18/11/2016	DMO16-045-04 - DMO16-045-04 - Lycée Amiral RONARCH - Réaménagemen	DMO16-045-04	15 600,00	0,00	10
18/11/2016	DMO16-125-03 - DMO16-125-03 - Lycée Charles de Gaulle - Vannes -	DMO16-125-03	13 025,37	0,00	10
18/11/2016	DMO16-160-01 - OP15QJYX-00160-01-LEPA de Caulnes-Changement autoc	DMO16-160-01	9 864,38	0,00	5
18/11/2016	DMO16-161-01 - OP15QJYX-00161-01-Lycée Agricole-Kernilien-Plouisy	DMO16-161-01	21 077,04	0,00	10
18/11/2016	DMO16-31-04 - OP15QJYX-00031-04-Lycée Kérraoul-Paimpol-Logement	DMO16-31-04	4 302,62	0,00	5
18/11/2016	DMO16-33-01 - OP15QJYX-00033-01-LP Jean Monnet-Quintin-Atelier	DMO16-33-01	13 848,00	0,00	10
18/11/2016	DMO16-33-03 - OP15QJYX-00033-03-LP Jean Monnet-Quintin-Aménageme	DMO16-33-03	11 156,68	0,00	10
18/11/2016	DMO16-42-01 - OP15QJYX-00042-01-LP La Closerie St-Quay-Portrieux	DMO16-42-01	5 576,63	0,00	5
21/11/2016	DMO15-20-01 - 15001339-00020-01-Lycée La Fontaine des Eaux-Dinan	DMO15-20-01	16 500,00	0,00	10
21/11/2016	DMO15-24-04 - 15001339-00024-04-LP Jules Verne-Guingamp-	DMO15-24-04	1 726,80	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
21/11/2016	DMO15-27-01 - 15001339-00027-01-Lycée Félix Le Dantec-Lannion-Co	DMO15-27-01	36 000,00	0,00	10
21/11/2016	DMO15-27-04 - 15001339-00027-04-Lycée Félix le Dantec-Lannion	DMO15-27-04	11 793,48	0,00	10
21/11/2016	DMO15-41-01 - 15001339-00041-01-LP Jean-Moulin-St-Brieuc-Courant	DMO15-41-01	18 000,00	0,00	10
21/11/2016	DMO15-43-04 - 15001339-00043-04-Lycée Joseph Savina-Tréguier	DMO15-43-04	7 377,60	0,00	5
21/11/2016	AR15009543 - AR15009543	AR15009543	150 000,00	0,00	0
22/11/2016	A3AB51 - A3AB51 LP MARITIME ST MALO - Expertise eau potable	A3AB51	2 431,54	0,00	15
22/11/2016	A3AB79 - A3AB79 LP MARITIME ST MALO - Expertise eau potable	A3AB79	2 431,53	0,00	15
24/11/2016	OP051163-A - OP051163-Lycée Benjamin Franklin AURAY restau2317	OP051163-A	3 757 504,06	0,00	20
24/11/2016	OP051196-A - OP051196 - Lycée IroiseBREST -Salle Polyvalent2317	OP051196-A	500 024,82	0,00	20
24/11/2016	OP051208-R - OP051208-LYCEE DU LEON-Landivisiau-Façades2317	OP051208-R	122 413,21	0,00	15
24/11/2016	AR15008486 - AR15008486	AR15008486	26 000,00	0,00	0
25/11/2016	2007B00022 - Réhabilitation site Bon Pasteur	2007B00022	1 618 105,71	0,00	20
25/11/2016	2012B00005 - CAFETERIA PATTON SALLE D'ALLAITEMENT	2012B00005	2 875,48	0,00	5
25/11/2016	2012B00012 - TRAVAUX EQUIPEMENT SANITAIRE BATIMENT GREFF	2012B00012	2 661,26	0,00	5
25/11/2016	2012B00024 - TVX PEINT.REVET.SOL SIGNALISATION EXT.PORT LORIENT	2012B00024	14 430,47	0,00	10
25/11/2016	2012B00025 - RECONSTRUCTION MUR IMPASSE ST MELAINE	2012B00025	20 074,51	0,00	10
25/11/2016	2012B00030 - CLOISON COULOIR 1ER ET 2EME ETAGE	2012B00030	14 491,29	0,00	10
25/11/2016	2012B00032 - REMPLACEMENT CENTRALE INCENDIE VN MALESTROIT	2012B00032	884,20	0,00	1
25/11/2016	2013B00002 - PORTE AUTOMATIQUE ACCES PERS.MOB.REDUITE	2013B00002	13 553,36	0,00	10
25/11/2016	2013B00011 - MISE EN CONFORMITE ASCENSEURS REGION BRETAGNE	2013B00011	8 147,20	0,00	5
25/11/2016	2013B00022 - ISOLATION TRAPPE BUREAU	2013B00022	507,10	0,00	1
25/11/2016	2013B00023 - ISOLATION 4 FENETRES	2013B00023	882,65	0,00	1
25/11/2016	2013B00033 - CAPITAINERIE ST MALO ET ISOLATION FENETRES PATTON	2013B00033	1 314,95	0,00	5
25/11/2016	2013B00040 - CLOISONS BUREAU 251B	2013B00040	6 837,40	0,00	5
25/11/2016	2014B00161 - MISE AUX NORMES ASCENSEURS	2014B00161	152 416,80	0,00	15
25/11/2016	2014B00270 - MOE REMPLACEMENT SYSTEME GTC	2014B00270	24 339,31	0,00	10
25/11/2016	2014B00275-R - TVX AMENAGEMENT PARKING EMAT QUIMPER 10 PLACES	2014B00275-R	6 600,90	0,00	5
25/11/2016	2014B00278 - CREATION BUREAU 1ER ETAGE DRH-VERRIERE	2014B00278	4 603,07	0,00	5
25/11/2016	2014B00279-R - REFECTION VOIRIES PATTON	2014B00279-R	30 028,98	0,00	10
25/11/2016	2014B00280 - REFECTION MISE SECURITE TOIT TERRASSE PORT LORIENT	2014B00280	128 401,80	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
25/11/2016	2014B00365-A - TVX MISE ACCESSIBILITE VITRERIE POINT ST BRIEUC	2014B00365-A	24 956,71	0,00	10
25/11/2016	2014B00422 - TVX PEINTURE SUR STRUCTURE METALLIQUE EXT. GREFF	2014B00422	5 005,67	0,00	5
25/11/2016	2014B00440-R - REMPLAC. SYSTEME CONTROLE ACCES INTRUSION VIDEO	2014B00440-R	224 700,81	0,00	15
25/11/2016	2014B00469-R - FOURNITURE POSE EQUIP.PROTEC.CONTRE CHUTES HAUTEUR	2014B00469-R	21 847,20	0,00	10
25/11/2016	2014B00470 - TVX CREATION CLOISENEMENT EXTENSION B103 B203	2014B00470	13 981,52	0,00	10
25/11/2016	2015B00092 - MODIFICATION DES COMMANDES DES PORTAILS	2015B00092	1 948,80	0,00	5
25/11/2016	2015B00139 - MENUISERIE PARC MARITIME SAINT MALO	2015B00139	4 236,19	0,00	5
25/11/2016	2015B00141 - PORTE COUPE FEU BON PASTEUR	2015B00141	2 498,98	0,00	5
25/11/2016	2015B00142 - MODERNISATION PORTAILS HOTEL DE REGION	2015B00142	1 838,40	0,00	5
25/11/2016	2015B00302 - FOURNITURE SIRENE EXTERIEURE ST GERMAIN SUR ILLE	2015B00302	1 184,74	0,00	5
25/11/2016	2015B00303 - MISE EN PLACE RADIATEURS BUREAU 183B 283B	2015B00303	2 728,73	0,00	5
25/11/2016	2015B00305-R - AUGMENT.CAPACITES STOCKAGE ARCHIVES REGION	2015B00305-R	69 372,00	0,00	10
25/11/2016	2015B00394 - CLOISON RESTAURANT	2015B00394	1 595,09	0,00	5
25/11/2016	2015B00443 - REMPLACEMENT FENETRES ANTENNE PORTUAIRE LORIENT	2015B00443	8 558,76	0,00	5
25/11/2016	2015B00451-R - TRAVAUX DE PLANTATIONS SUR LE SITE DE LORIENT	2015B00451-R	1 152,00	0,00	5
25/11/2016	2015B00454 - TVX AMENAGEMENT VESTIAIRES DOUCHES VN ST GERMAIN	2015B00454	3 240,38	0,00	5
29/11/2016	2016M00143 - 1 VEHICULE RENAULT KANGOO 5 CV N° EG-057-NZ	2016M00143	14 113,78	0,00	5
29/11/2016	2016M00145 - 1 VEHICULE RENAULT TRAFIC CONFORT EG-929-CQ	2016M00145	27 240,54	0,00	5
29/11/2016	2016M00146 - 1 VEHICULE RENAULT TRAFIC CONFORT EG-939-CQ	2016M00146	27 240,53	0,00	5
30/11/2016	AR16005091 - AR16005091	AR16005091	128 967,00	0,00	0
02/12/2016	2012B00003 - 1 ENSEMBLE PODIUM	2012B00003	3 767,40	0,00	5
02/12/2016	2012B00007-R - CONTROLE ACCES PORT DE LORIENT REMISE CONFORMITE	2012B00007-R	2 244,59	0,00	5
02/12/2016	2012B00008 - TRAVAUX CLOISON SALLE CAFETERIA ALLAITEMENT	2012B00008	2 615,65	0,00	5
02/12/2016	2012B00009 - DOUBLAGE TOTAL HORS FENETRE 1ER ETAGE	2012B00009	4 830,40	0,00	5
02/12/2016	2012B00013 - REMPLACEMENT CIRCULATEUR RESEAU NORD BAT D PATTON	2012B00013	3 363,21	0,00	5
02/12/2016	2012B00019 - AMELIORATION CTA BUREAU DGS POSE VARIATEUR	2012B00019	1 776,57	0,00	5
02/12/2016	2012B00031 - MISE EN PLACE D'UN RADIATEUR	2012B00031	722,38	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
02/12/2016	2013B00007 - ACHAT ALARME INCENDIE PORT DE ST MALO	2013B00007	1 409,65	0,00	5
02/12/2016	2013B00008 - TRAVAUX REFECTION DES FACADES BAT F CENTRE OBERTHU	2013B00008	126 128,89	0,00	15
02/12/2016	2013B00017 - TRAVAUX SUR INTALLATION SITE PORT DE BREST	2013B00017	1 763,83	0,00	5
02/12/2016	2013B00025-R - CREATION PASSAGE PIETONNIER SITE DE PATTON	2013B00025-R	3 384,68	0,00	5
02/12/2016	2013B00029 - UN TRANSMETTEUR TELEPHONIQUE SITE MARTENOT	2013B00029	2 269,34	0,00	5
02/12/2016	2013B00039 - TRAVAUX MISE EN SECURITE PIGNON SUD CESER	2013B00039	16 732,59	0,00	10
02/12/2016	2014B00002 - MISE EN CONFORMITE DES ASCENSEURS OBERTHUR	2014B00002	1 993,47	0,00	5
02/12/2016	2014B00008 - INSTALLATION POMPE ET RACCORDEMENTS SALLE INFORMAT	2014B00008	4 864,31	0,00	5
02/12/2016	2014B00013 - FOURNITURE ET POSE DE RADIATEUR BUREAU 251 PATTON	2014B00013	2 253,36	0,00	5
02/12/2016	2014B00014 - TRAVAUX ETANCHEITE TOIT TERRASSE BAT A PR ST BRIEU	2014B00014	769,96	0,00	1
02/12/2016	2014B00019 - INSTALLATION RIDEAU AIR CHAUD POINT REGION ST BRIE	2014B00019	1 316,71	0,00	5
02/12/2016	2014B00028 - TRAVAUX ETANCHEITE TOIT TERRASSE BAT B PR ST BRIEU	2014B00028	1 680,43	0,00	5
02/12/2016	2014B00033 - TRAVAUX DE REPARATION SUR PORTE AUTOMATIQUE FRAC	2014B00033	387,97	0,00	1
02/12/2016	2014B00100 - REFECTION PATIO 1 CENTRE AFFAIRES OBERTHUR BAT F	2014B00100	8 105,52	0,00	5
02/12/2016	2014B00116 - TRAVAUX CABLAGE BUREAU PORT DE BREST	2014B00116	668,34	0,00	1
02/12/2016	2014B00117 - TRAVAUX INSTALLATION INTERPHONE PORT DE LORIENT	2014B00117	2 048,40	0,00	5
02/12/2016	2014B00182 - MISE EN CONFORMITE PORTE PORT DE LORIENT	2014B00182	901,20	0,00	1
02/12/2016	2014B00184 - INSTALLATION INTERPHONE PORT DE LORIENT	2014B00184	351,60	0,00	1
02/12/2016	2014B00284 - DIAGNOSTIC ASCENSEUR SITE VN RENNES	2014B00284	744,00	0,00	1
02/12/2016	2014B00286 - DIAGNOSTIC DES ASCENSEURS SITE KERHAMPUIL	2014B00286	2 232,00	0,00	5
02/12/2016	2014B00363-R - REALISATION SOUS ROUTE BARREE RENNES	2014B00363-R	4 550,40	0,00	5
02/12/2016	2014B00423 - FOURNITURE ET POSE DE RADIATEUR BUREAU 189B	2014B00423	2 144,06	0,00	5
02/12/2016	2014B00438 - INSTALLATION SYSTEME AUTONOME SECOURU	2014B00438	2 491,92	0,00	5
02/12/2016	2015B00025 - CREATION ESPACE SANITAIRE FEMME VN HENNEBONT	2015B00025	5 861,58	0,00	5
02/12/2016	2015B00034 - PORTE DE DOUCHE POUR VN HENNEBONT	2015B00034	450,00	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
02/12/2016	2015B00077 - CREATION D'UNE CLOTURE DU CENTRE VN DE BRUZ	2015B00077	2 038,85	0,00	5
02/12/2016	2015B00108 - INTERPHONE POUR VN RENNES 33 RUE AR REBILLON	2015B00108	946,08	0,00	1
02/12/2016	2015B00112-R - TRAVAUX PASSAGE TARIF PORT DE ST MALO QUAI TRICHET	2015B00112-R	13 548,22	0,00	10
02/12/2016	2015B00137-R - TRAVAUX BAES POUR PATTON	2015B00137-R	12 126,07	0,00	10
02/12/2016	2015B00260 - VN REDON REMPLACEMENT CLIMT TOUR COMMANDE	2015B00260	6 369,60	0,00	5
02/12/2016	2015B00332 - MISSION MAITRISE OEUVRE REFECTION VERRIERE OBERTHU	2015B00332	1 362,40	0,00	5
02/12/2016	2015B00437 - TRAVAUX VESTIAIRES VN SAINT GERMAIN SUR ILLE	2015B00437	1 144,94	0,00	5
02/12/2016	2015B00438 - TRAVAUX DESAMIANTAGE CONCIERGERIE PORT LORIENT	2015B00438	10 580,40	0,00	10
02/12/2016	2015B00439 - TRAVAUX RADIATEURS ELECTRIQUES VN EVRAN	2015B00439	4 193,27	0,00	5
02/12/2016	2015B00444 - DEPOSE POSTE INSTALLATION TARIF JAUNE PORT ST MALO	2015B00444	5 990,10	0,00	5
02/12/2016	2015B00446 - TRAVAUX RADIATEURS ELECTRIQUES VN ST GERMAIN	2015B00446	719,97	0,00	1
02/12/2016	2015B00455 - TRAVAUX DE PLOMBERIE ECLUSE VN ST GERMAIN	2015B00455	4 189,20	0,00	5
02/12/2016	2015B00458 - TRAVAUX BALISES LUMINEUSES PATTON	2015B00458	5 284,92	0,00	5
05/12/2016	14001857 - Lorient dragage d'entretien 2014	14001857	16 290,00	0,00	5
05/12/2016	2014B00119 - PRELEVEMENT AMIANTE AVANT TRAVAUX PORT LORIENT	2014B00119	1 008,00	0,00	5
05/12/2016	12001818 - VN études préalables et prestations	12001818	96 363,42	0,00	5
05/12/2016	AR16003698 - AR16003698	AR16003698	25 000,00	0,00	0
05/12/2016	AR15004151 - AR15004151	AR15004151	78 400,00	0,00	0
05/12/2016	AR15009555 - AR15009555	AR15009555	22 632,00	0,00	0
05/12/2016	AR16002769 - AR16002769	AR16002769	26 000,00	0,00	0
06/12/2016	16004526 - Fonds BRIT-Dot° prêt d'honneur	16004526	1 000 000,00	0,00	0
06/12/2016	AR16004928 - AR16004928	AR16004928	80 000,00	0,00	0
08/12/2016	AR16003641 - AR16003641	AR16003641	131 852,00	0,00	0
09/12/2016	10005942-A - Soltution comptages auto voyageurs - 21571	10005942-A	611 242,20	0,00	5
12/12/2016	AR16005088 - AR16005088	AR16005088	30 000,00	0,00	0
12/12/2016	AR16005413 - AR16005413	AR16005413	89 289,00	0,00	0
12/12/2016	AR16005903 - AR16005903	AR16005903	1 000 000,00	0,00	0
12/12/2016	AR16006866 - AR16006866	AR16006866	114 230,40	0,00	0
12/12/2016	AR16006988 - AR16006988	AR16006988	60 000,00	0,00	0
12/12/2016	AR16007218 - AR16007218	AR16007218	30 000,00	0,00	0
12/12/2016	AR16008544 - AR16008544	AR16008544	300 000,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
12/12/2016	AR16008554 - AR16008554	AR16008554	225 000,00	0,00	0
12/12/2016	AR14000256 - AR14000256	AR14000256	250 000,00	0,00	0
12/12/2016	AR16001868 - AR16001868	AR16001868	500 000,00	0,00	0
12/12/2016	AR16002457 - AR16002457	AR16002457	30 000,00	0,00	0
13/12/2016	2016M00147 - 2016 AVANCES VERSEES SUR COMMANDES VEHICULES	2016M00147	114 983,72	0,00	5
31/12/2016	2016S00005 - Subventions d'équipement versées aux tiers - 2016	2016S00005	9 065 919,87	0,00	1
31/12/2016	2016S00006 - Subv° équip versées Départements - Biens mo - 2016	2016S00006	6 434 535,88	0,00	5
31/12/2016	2016S00007 - Subv° équip versées Communes et struct inte - 2016	2016S00007	1 062 669,98	0,00	5
31/12/2016	2016S00008 - Subv° équip versées pers dt privé - Biens m - 2016	2016S00008	14 239 710,80	0,00	5
31/12/2016	2016S00009 - Subv° équip versées SNCF - Biens mobiliers, - 2016	2016S00009	5 840 380,14	0,00	5
31/12/2016	2016S00010 - Subv° équip versées RFF - Biens mobiliers, - 2016	2016S00010	381 844,59	0,00	5
31/12/2016	2016S00011 - Subv° équip versées org publics divers - Bi - 2016	2016S00011	7 101 693,15	0,00	5
31/12/2016	2016S00012 - Subv° équip versées Autres gmpts coll et EP - 2016	2016S00012	5 699 954,54	0,00	15
31/12/2016	2016S00013 - Subv° équip versées Etat - Bâtiments et ins - 2016	2016S00013	4 025 072,78	0,00	15
31/12/2016	2016S00014 - Subv° équip versées Communes et struct inte - 2016	2016S00014	29 186 705,11	0,00	15
31/12/2016	2016S00015 - Subv° équipement versée RFF - Projets d'inf - 2016	2016S00015	37 036 209,85	0,00	30
31/12/2016	2016S00016 - Subv° équip versées Autres gmpts coll et EP - 2016	2016S00016	777 054,29	0,00	5
31/12/2016	2016S00017 - Subv° équip versées pers dt privé - Bâtimen - 2016	2016S00017	33 649 368,28	0,00	15
31/12/2016	2016S00018 - Subv° équip versées SNCF - Bâtiments et ins - 2016	2016S00018	2 746 829,14	0,00	15
31/12/2016	2016S00019 - Subv° équip versées org publics divers - Bâ - 2016	2016S00019	12 996 864,96	0,00	15
31/12/2016	2016S00020 - Subv° équip versées ets scolaires - Bâtimen - 2016	2016S00020	172 900,00	0,00	15
31/12/2016	2016S00021 - Subv° équip versées Etat - Projets d'infras - 2016	2016S00021	5 566 804,43	0,00	30
31/12/2016	2016S00022 - Subv° équip versées Départements - Projets - 2016	2016S00022	409 875,15	0,00	30
31/12/2016	2016S00023 - Subv° équip versées Communes et struct inte - 2016	2016S00023	7 056 467,89	0,00	30
31/12/2016	2016S00024 - Subv° équip versées Autres gmpts coll et EP - 2016	2016S00024	811 182,96	0,00	30
31/12/2016	2016S00025 - Subv° équip versées SNCF - Projets d'infras - 2016	2016S00025	30 077 567,09	0,00	30
31/12/2016	2016S00026 - Subv° équip versées ets scolaires - Biens m - 2016	2016S00026	6 789 947,68	0,00	5
31/12/2016	2016S00027 - Subv° équip versées Départements - Bâtiment - 2016	2016S00027	486 730,61	0,00	15

(1) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - VARIATION DU PATRIMOINE (articles L. 4221-4 et L.4313.2 du CGCT) SORTIES	B9.2

ETAT DES SORTIES DE BIENS D'IMMOBILISATIONS (articles L. 4221-4 et L.4313.2 du CGCT)

Modalités de sortie	Désignation du bien	Date entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul des amort antérieurs à l'exercice	VNC Au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins value	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles
TOTAL GENERAL							**4 344 598,19**	**1 852 310,78**	
Vols et destructions	Tablette surface 3	2015	644,30	3	214,00	430,30	430,30	0,00	
	Tel portable Blackberry	2015	450,00	2	225,00	225,00	225,00	0,00	
	Téléphone Blackberry 351852062617302	2015	628,80	2	314,40	314,40	314,40	0,00	
	Téléphone Blackberry 359892055205618	2016	376,09	2	0,00	376,09	376,09	0,00	
	Téléphone mobile Motorola 353326061394070	2015	167,51	2	83,76	83,75	83,75	0,00	
	Téléphone mobile Motorola 353326061388858	2015	167,51	2	83,76	83,75	83,75	0,00	
	Téléphone mobile Motorola 353326061392074	2015	167,51	2	83,76	83,75	83,75	0,00	
	Téléphone mobile Motorola 353326061393999	2015	167,51	2	83,76	83,75	83,75	0,00	
	Téléphone mobile Motorola 353310063103663	2015	150,00	2	75,00	75,00	75,00	0,00	
	Ordinateur Toshiba ZD102652H	2014	918,18	3	612,00	306,18	768,18	462,00	
Cessions à titre onéreux	Peugeot 407 – 478 AXY 35	2007	18 675,49	5	18 675,49	0,00	3 800,00	3 800,00	
	Peugeot Boxer – AP 068 – WA		1 700,00	s.o.	0,00	1 700,00	1 700,00	0,00	
	Pkg Lots 85-86-87-88-91 - Ensemble Immobilier 12 rue J.Malo – Rennes		45 734,76	s.o.	0,00	45 734,76	70 000,00	24 265,24	
	KANGOO AP-072-WA		2 210,00	s.o.	0,00	2 210,00	2 210,00	0,00	
	Peugeot 508 – CP-509-AS	2013	22 873,93	5	13 722,00	9 151,93	8 100,00	-1 051,93	
	Peugeot 508 – CP-540-AS	2013	22 873,92	5	13 722,00	9 151,92	8 100,00	-1 051,92	
	Peugeot 508 – CJ-504-KS	2012	22 856,54	5	18 284,00	4 572,54	6 100,00	1 527,46	
	Equipement de presse Offset	2008	244 274,63	5	244 274,63	0,00	15 000,00	15 000,00	
	67 Sony VAIO S11X9E/B	2010	64 346,00	3	64 346,00	0,00	3 350,00	3 350,00	
	Toshiba Portege R600	2009	2 846,48	3	2 846,48	0,00	100,00	100,00	
	Toshiba Portege R930	2012	885,76	3	885,76	0,00	231,22	231,22	
	Ensemble immobilier - ancien lycée maritime De St Malo		1 224 606,29	s.o.	17 785,00	1 206 821,29	3 300 000,00	2 093 178,71	
	Clio – 156 BCG 35	2008	12 530,26	5	12 530,26	0,00	2 800,00	2 800,00	
	Clio – AK 281 XF	2010	12 937,98	5	12 937,98	0,00	3 700,00	3 700,00	
	Peugeot 206 – BT 591 HZ	2011	10 973,33	5	10 973,33	0,00	3 400,00	3 400,00	
	Clio – 148 BCG 35	2008	12 530,26	5	12 530,26	0,00	2 800,00	2 800,00	
	Clio – 171 ACG 35		2 100,00	s.o.	0,00	2 100,00	2 100,00	0,00	
	Clio – 296 ACY 35		1 200,00	s.o.	0,00	1 200,00	1 200,00	0,00	
	Twingo – 9487 YZ 35		1 300,00	s.o.	0,00	1 300,00	1 300,00	0,00	
	Twingo – 9488 YZ 35		1 200,00	s.o.	0,00	1 200,00	1 200,00	0,00	
	Clio – BN 606 XQ		2 000,00	s.o.	0,00	2 000,00	2 000,00	0,00	
	Peugeot Expert – CL 573 GL		2 100,00	s.o.	0,00	2 100,00	2 100,00	0,00	
	Clio – CP 621 SD		2 700,00	s.o.	0,00	2 700,00	2 700,00	0,00	
	Master – CR 232 RC		1 800,00	s.o.	0,00	1 800,00	1 800,00	0,00	
	MBK Flipper E347W		300,00	s.o.	0,00	300,00	300,00	0,00	
	MBK Flipper E426W		300,00	s.o.	0,00	300,00	300,00	0,00	
	Citroen Berlingo – 4363 YA 35		800,00	s.o.	0,00	800,00	800,00	0,00	
	Citroen Berlingo – CZ 394 QP		1 300,00	s.o.	0,00	1 300,00	1 300,00	0,00	
	MBK Flipper E435W		250,00	s.o.	0,00	250,00	250,00	0,00	
	MBK N662T		100,00	s.o.	0,00	100,00	100,00	0,00	
	Xsara – 641 ACC 35		1 500,00	s.o.	0,00	1 500,00	1 500,00	0,00	
	MBK Flipper E351W		250,00	s.o.	0,00	250,00	250,00	0,00	
	MBK Flipper E432W		250,00	s.o.	0,00	250,00	250,00	0,00	
	MBK Flipper P593G		250,00	s.o.	0,00	250,00	250,00	0,00	
	MBK Flipper P596G		250,00	s.o.	0,00	250,00	250,00	0,00	
	Clio – AP 048 WA		1 500,00	s.o.	0,00	1 500,00	1 500,00	0,00	
	Clio – AP 061 WA		1 500,00	s.o.	0,00	1 500,00	1 500,00	0,00	
	MBK Flipper E340W		200,00	s.o.	0,00	200,00	200,00	0,00	
	Citroen Jumpy – CR 836 GV		3 700,00	s.o.	0,00	3 700,00	3 700,00	0,00	
	C3 – 18 AWD 35		2 500,00	s.o.	0,00	2 500,00	2 500,00	0,00	
	Kangoo – 26 AWD 35		2 300,00	s.o.	0,00	2 300,00	2 300,00	0,00	
	OV1-Cessions actions-3950 parts		547 233,00	s.o.	0,00	547 233,00	547 233,00	0,00	
	OV1-Cessions actions Biofortis	2009	86 900,00	s.o.	0,00	86 900,00	0,00	-86 900,00	
	OV1-Cessions actions Antenessa	2007	213 300,00	s.o.	0,00	213 300,00	0,00	-213 300,00	
	OV1-Cessions actions	2008	51 350,00	s.o.	0,00	51 350,00	51 350,00	0,00	
	OV1-Cessions actions Atlantic RF et agrauxin	2009	233 050,00	s.o.	0,00	233 050,00	233 050,00	0,00	
	OV1-Cessions actions Blue Fox	2009	31 600,00	s.o.	0,00	31 600,00	31 600,00	0,00	
	OV1-Cessions actions Nutrialys	2010	15 800,00	s.o.	0,00	15 800,00	15 800,00	0,00	

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

IV

B9.3

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	895 187,49

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	4 344 598,19
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	2 492 287,41

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
EMPRUNTS GARANTIS | **C1.1**

C1.1 - ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Part garantie (en%)	Capital restant dû au 31/12/2016	Durée résiduelle (en mois)	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie aux cours de l'exercice	
	Année	Profil								Taux (3)	Index (4)	Tx actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Totaux des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logement sociaux)																		**- €**	**- €**
Totaux des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logement sociaux)					**32 020 000,00 €**		**32 020 000,00 €**											**- €**	**- €**
SEM LIGER			Création d'un centre d'énergie renouvelable	Crédit agricole et Banque Populaire	1 600 000,00 €	50,00%	1 600 000,00 €	60 mois	T	V	Euribor3 m	2,64%				I		/	/
Syndicat Mixte E-Mégalis Bretagne			Réseau régional d'infrastructures numériques très haut débit	Caisse des dépôts et consignations	20 000 000,00 €	46,80%	20 000 000,00 €	240 mois	T	V	Livret A	2,00%				I		/	/
GROUPE D'AUCY HOLDING (HOLDCO)			Financement partiel des investissements	Thémis banque	10 000 000,00 €	50,00%	10 000 000,00 €	60 mois	T	R	Euribor 3 m	4,00%				I		/	/
SA GEOTEXIA			Financement des travaux dans l'usine de Saint Gilles du Mené	Caisse régionale du Crédit Agricole des Côtes d'Armor	105 000,00 €	50,00%	105 000,00 €	108 mois	M	F		2,50%				F		/	/
				Crédit Coopératif	105 000,00 €	50,00%	105 000,00 €	108 mois	M	F		2,50%				F		/	/
				Caisse du Crédit Mutuel du Pays de Mené Merdrignac	105 000,00 €	50,00%	105 000,00 €	108 mois	M	F		2,50%				F		/	/
				Bpifrance Financement	105 000,00 €	50,00%	105 000,00 €	108 mois	M	F		2,50%				F		/	/
Totaux des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**6 426 021,86 €**		**2 756 723,42 €**											**16 748,15 €**	**511 924,87 €**

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Part garantie (en%)	Capital restant dû au 31/12/2016	Durée résiduelle (en mois)	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie aux cours de l'exercice	
	Année	Profil								Taux (3)	Index (4)	Tx actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HLM Guingamp	1993	P	Résidence pour étudiants	Caisse des Dépôts et Consignations	1 827 325,87 €	100%	833 955,21 €	120 mois	A	V	Livret A	5,80%	V	Livret A	0,78%	I		7 119,46 €	82 882,46 €
HLM Guingamp	1993	P	Résidence pour étudiants	Caisse des Dépôts et Consignations	598 695,99 €	100%	273 232,95 €	120 mois	A	V	Livret A	5,80%	V	Livret A	0,46%	I		1 396,48 €	27 155,20 €
Etablissement Public Foncier de Bretagne	2010	P	Acquisitions Foncières	Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Bretagne	4 000 000,00 €	100%	1 649 535,26 €	48 mois	T	V	Euribor3 m	1,07%	V	Euribor3 m	0,40%	I		8 232,21 €	401 887,21 €
TOTAL GENERAL					**38 446 021,86 €**		**34 776 723,42 €**											**16 748,15 €**	**511 924,87 €**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).
(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage)..
(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...)
(5) Taux annuel, tout frais compris .
(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

C1.2 - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L.4253-1 du CGCT	Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	528 673,02 €
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	- €
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	56 988 899,03 €
Provisions pour garanties d'emprunts	- €
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	57 517 572,05 €
Recettes réelles de fonctionnement	1 030 144 262,40 €

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	5,58

(1) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 du CGCT.
(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.
(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50% des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
C – ENGAGEMENTS HORS BILAN - LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	C2

C2. LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (article L. 4312-4 du CGCT)

Personnes physiques

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ABILY	29860	PLABENNEC		2 500,00	
ABOUHAROUN	22190	PLERIN		1 700,00	
ANGER	29000	QUIMPER	510,00		
AUDREN DE KERDREL	29680	ROSCOFF		5 448,53	
BALOUNAICK	35131	PONT PEAN		1 500,00	
BASSI	22460	SAINT THELO		424,49	
BELE	35133	SAINT SAUVEUR DES LANDES	2 000,00		
BERNARD	35000	RENNES		1 500,00	
BERNICOT	29200	BREST		1 612,96	
BERTIN PROSPER	35140	SAINT JEAN SUR COUESNON		1 625,00	
BLANKEN	29100	DOUARNENEZ		1 500,00	
BOE	35000	RENNES		1 500,00	
BOESWILLWALD	35200	RENNES		750,00	
BOULOGNE	35420	LOUVIGNE DU DESERT		3 042,19	
BOURCY	35000	RENNES		4 000,00	
BOUVIER	35270	COMBOURG		2 422,22	
BROCHET	29680	ROSCOFF		1 902,57	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
BROUSSARD	22800	QUINTIN		1 200,00	
CABARET MAEL	35000	RENNES		1 500,00	
CADORET	29300	QUIMPERLE	344,84		
CAILLOCE FANNY	56100	LORIENT	100,00		
CALVET	29930	PONT AVEN		3 000,00	
CAMUS	56120	JOSSELIN		1 760,14	
CAUBRIERE	56500	LOCMINE	419,35		
CHAMPAGNAC	35000	RENNES		1 500,00	
CHAPALAIN	29000	QUIMPER		1 500,00	
CHARLES	22800	QUINTIN	1 500,00		
CHEVET	35000	RENNES		1 500,00	
COLLIN	22960	PLÉDRAN		1 200,00	
COLLOMBAT	29910	TREGUNC	1 801,16		
CORBEL	22170	CHATELAUDREN		1 772,23	
CORNET	56130	LA ROCHE BERNARD		5 221,50	
COURSON	97460	SAINT-PAUL		1 500,00	
COUVE	22120	QUESSOY		1 700,00	
CRAIGNOU	56370	SARZEAU		7 271,11	
CUEFF	29410	PLOUNEOUR MENEZ		2 302,61	
DAGUENET	22400	LAMBALLE		1 200,00	
DANO	56400	PLUMERGAT		13 500,00	
DARGNIES	56800	LOYAT		2 465,12	
DAUJON	29200	BREST		1 500,00	
DAULT	35000	RENNES		1 500,00	
DAVID BERNARD	35410	CHATEAUGIRON		851,75	
DE BREON	75014	PARIS		21 584,72	
DE LA GOURNERIE	29660	CARANTEC		3 000,00	
DE LA TOUR DU PIN VERCLAUSE	92200	NEUILLY-SUR-SEINE		59 455,53	
DE LA VILLEON	35630	LES IFFS		31 824,87	
DE LONGUEMAR GEOFFROY	22400	LAMBALLE		10 173,69	
DERBRE	35000	RENNES	3 900,00		
DETIVAUD	56000	VANNES		3 629,44	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
DOS SANTOS	22170	PLERNEUF	1 500,00		
DOUANE	22450	LA ROCHE DERRIEN		8 279,58	
DROME	22220	TREGUIER		826,98	
DUBSET	29930	PONT AVEN		1 500,00	
DUCHENE JACQUES	35640	CHELUN		720,00	
DURAND	29200	BREST	2 350,00		
ETCHEMENDY	56140	SAINT ABRAHAM	6 000,00		
FRESNEAU	35760	SAINT GREGOIRE		8 599,69	
FUSTEC DANIEL	29650	GUERLESQUIN		1 437,74	
GENDARME	35000	RENNES		2 500,00	
GERECHT	29730	TREFFIAGAT		22 472,00	
GIBBS	22000	ST BRIEUC		1 000,00	
GRIMARD	22220	TREGUIER		1 296,24	
GUINARD	35190	TINTENIAC		2 416,60	
GUYOT	22360	LANGUEUX		1 700,00	
HÉLÈNE LUQUOT	56320	LANVENEGEN		3 600,00	
JACLIN FRANCK	29810	BRELES		42 367,37	
JAMES BORIS	22240	PLURIEN		750,00	
JEANNE ELIET	75005	PARIS		2 188,96	
JEDRECY	75005	PARIS	0,00		
JEHANNO	56220	ROCHEFORT EN TERRE		920,27	
JOLLY	22000	ST BRIEUC		1 200,00	
JOSSELIN DE ROHAN CHABOT	56120	JOSSELIN		6 137,16	
JULIEN	22630	QUIOU		3 800,93	
LAGARDE LAURIANE	35000	RENNES		1 500,00	
LAHELLEC	29600	MORLAIX		7 461,46	
LAIR	50300	AVRANCHES		3 222,65	
LAVENTURE	56700	KERVIGNAC	2 781,16		
LE CRAS	22110	MELLIONNEC		1 500,00	
LE FEVRE	22440	PLOUFRAGAN		1 200,00	
LE GARREC	56690	LANDAUL	1 382,32		
LE GOFF	29260	LESNEVEN	0,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
LE GOFF PIERRE YVES	22260	PLOUEC DU TRIEUX		750,00	
LE GUILLOU	29410	PLOUNEOUR MENEZ		5 603,32	
LE JEUNE	22260	PONTRIEUX		1 178,31	
LE JOSSEC	56330	CAMORS	900,00		
LE MAGE YVES	22300	LANNION		1 500,00	
LE PALLEC	35310	BREAL SOUS MONTFORT	1 481,16		
LE PINVIDIC	35520	LA CHAPELLE DES FOUGERETZ	608,79		
LE PROVOST	22190	PLERIN		1 700,00	
LE QUERE	22160	CARNOET	1 580,34		
LE RESTE	29170	FOUESNANT		4 000,00	
LE ROUX	22170	PLELO	2 541,20		
LE TREUT	22590	PORDIC		1 200,00	
LE YOUDEC CLAUDE	78640	VILLIERS ST FREDERIC		7 713,33	
LEBLANC ROBERT	75016	PARIS		38 276,08	
LECANU	35500	VITRE	1 500,00		
LEFEUVRE	35200	RENNES	600,00		
LEFLAIVE	35200	RENNES		750,00	
LIGER	35400	SAINT MALO	1 440,34		
LIME	35000	RENNES		1 500,00	
LINCOLN DANIELLOU	29880	PLOUGUERNEAU		4 000,00	
LINCY FERCOT	29470	PLOUGASTEL DAOULAS	1 200,00		
LUCAS	56400	AURAY		2 692,51	
MACE	22120	YFFINIAC		1 700,00	
MAGON DE LA GICLAIS	35400	SAINT MALO		4 972,35	
MAGUEREZ	29200	BREST		1 500,00	
MAISONNEUVE	22450	LA ROCHE DERRIEN		791,12	
MALLET	35190	LA CHAPELLE AUX FILTZMEEN		1 688,95	
MARCAULT	35200	RENNES		2 000,00	
MARCEL	35800	DINARD		4 825,91	
MARSETTI ANOUK	22810	PLOUNEVEZ-MOEDEC		1 500,00	
MATHIE	22820	PLOUGRESCANT		3 000,00	
MENEZ BILLION	56340	CARNAC		1 500,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
MEURY	35270	COMBOURG		857,24	
MEYER	29930	PONT AVEN		1 500,00	
MIMAUT	22110	MELLIONNEC		1 500,00	
MIZZON	22590	PORDIC		1 200,00	
MORDELLET	22000	ST BRIEUC		2 200,00	
MORICE	22740	LEZARDRIEUX		1 700,00	
MORIN	56430	TREHORENTEUC		3 786,43	
MORIZUR GILBERT	29200	BREST		684,00	
NICOL	22450	LA ROCHE DERRIEN		9 486,88	
NIEUVIARTS	35890	BOURG DES COMPTES		2 500,00	
OKOLODKOFF	29200	BREST		1 500,00	
OLIVIER	56400	PLOUGOUMELEN	700,00		
OMOKO KITANGA	22440	PLOUFRAGAN		1 700,00	
PASQUET	22190	PLERIN		1 200,00	
PERON BRUNO	56190	NOYAL MUZILLAC		1 202,40	
PERROQUIN OLIVIER	75016	PARIS		12 000,00	
PERROT MARCEL	22300	LANNION		806,06	
PHELIPPEAU	17000	LA ROCHELLE		1 152,76	
PICARDA	22100	LEHON		1 117,94	
PIQUET DANIEL	78100	ST GERMAIN EN LAYE		4 800,00	
RICHARD	22000	ST BRIEUC		1 700,00	
RICHARD LAURANCE	56360	SAUZON		1 746,00	
RIFARD	22960	PLÉDRAN		1 200,00	
ROBERT	56220	PLUHERLIN		3 054,60	
ROUXEL	22430	ERQUY		3 495,56	
RUELLAN	35270	COMBOURG		2 879,06	
SANDANCE	29000	QUIMPER	300,00		
SERRANO	22000	ST BRIEUC		1 200,00	
SERRIER	75012	PARIS		1 544,40	
SPECULATORE ANGELO	56190	LE GUERNO		8 018,59	
SUILLEROT JÉRÔME	56450	SURZUR		3 022,79	
TETREL	75116	PARIS		58 328,83	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
THEBAUD	22360	LANGUEUX		1 700,00	
THEVENOUX	01200	INJOUX-GÉNISSIAT	600,00		
THOMAS GARCIA CASTRO	35300	FOUGERES		4 474,77	
TILLON	35000	RENNES		1 500,00	
TRACOU	35000	RENNES		1 500,00	
VERROUGSTRAETE	35410	CHATEAUGIRON		798,76	

Personnes morales de droit privé

ASSOCIATIONS

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
16 RUE DE PLAISANCE	35000	RENNES	10 000,00		
3 HIT COMBO	35000	RENNES	5 000,00		
3 P TIT TOUR	35000	RENNES	10 000,00		
36 SECONDES	35000	RENNES		15 300,00	
4 ASS ET PLUS	29910	TREGUNC	6 000,00		
40MCUBE	35000	RENNES	65 907,44		
7 TECHNOPOLES BRETAGNE	29000	QUIMPER	406 302,34		
A DOMICILE AUTOUR DE LA DANSE CONTEMPORAINE	29880	GUISSENY	12 000,00		
A L'EST DES DUNES	22240	FREHEL	1 000,00		
A LA ZIM	44000	NANTES	5 000,00		
A RESSORT	35750	SAINT GONLAY	3 000,00		
ABEA ASS BRETONNE DES ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES	35042	RENNES CEDEX	84 350,12		
ABEL	35000	RENNES	3 633,60		
ABIBOIS	35000	RENNES	164 845,00		
ACADEMIE DE MUSIQUE ET D ARTS SACRES	56400	SAINTE ANNE D AURAY	60 000,00		
ACADEMIE PAUL LE FLEM	35160	MONTFORT SUR MEU	5 000,00		
ACCUEIL PAYSAN 35	35577	CESSON SEVIGNE CEDEX	1 758,00		
ACL BREALAISE	35310	BREAL SOUS MONTFORT	3 000,00		
ACT FOOD BRETAGNE	29000	QUIMPER	134 000,00		
ACTALIA	01000	BOURG EN BRESSE	52 906,69		
ACTIFE QUIMPER CORNOUAILLE	29000	QUIMPER	900,00		
ACTILAIT	35062	RENNES	5 685,50		
ADAGE 35	35577	CESSON SEVIGNE CEDEX	2 545,90		
ADALEA	22000	SAINT BRIEUC	24 443,79		
ADAPEI 22	22192	PLERIN	3 500,00		
ADAPEI D'ILLE ET VILAINE	35044	RENNES	1 000,00		
ADCMTR RADIO MELODY FM	29400	LANDIVISIAU	6 500,00		
ADDES	29690	BOTMEUR	1 703,82		
ADEC 56	56120	JOSSELIN	25 000,00		
ADEC COMITE DEPARTEMENTAL D ILLE ET VILAINE	35000	RENNES	37 520,00		
ADER ART DESIGN ESPACE ROUDOUR	22140	BEGARD	3 000,00		
ADESS ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT DE L ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIR	29200	BREST	35 750,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ADESS DU PAYS DE MORLAIX	29600	PLOURIN LES MORLAIX	58 250,00		
ADESS EN PAYS DE CORNOUAILLE	29000	QUIMPER	35 000,00		
ADESS PAYS DU TREGO GOELO	22300	LANNION	45 000,00		
ADEUPA DE BREST	29200	BREST	9 600,00		
ADIE	44300	NANTES	94 890,00		
ADLC ZENITH FM 87 7 MHZ	35320	LA COUYERE	9 000,00		
ADRENALINE	35000	RENNES	6 795,00		
ADRIA DEVELOPPEMENT	29196	QUIMPER CEDEX	589 691,57	61 264,34	
AEROCLUB DE RENNES	35136	SAINT JACQUES DE LA LANDE	10 278,00	87 500,00	
AFDAS	75990	PARIS	56 017,59		
AFPA D AURAY	56400	AURAY	8 894,45		
AFPA DE BREST	29200	BREST	812,70		
AFPA DE RENNES	35069	RENNES	376 946,04		
AFPA DIRECTION REGIONALE BRETAGNE	35208	RENNES	1 626 966,50		
AFTRAL	75017	PARIS	32 699,20	76 662,00	
AGCE URBAN DEVEL INTERCOM AGGL RENNAIS	35207	RENNES	7 200,00		
AGEFOS PME REGION BRETAGNE	35064	RENNES CEDEX	17 940,38		
AGENCE DEVELOPPEMENT ECO ET URBA QUIMPER COMMUNAUTE ET CORNOUAILLE	29018	QUIMPER CEDEX	317 542,54		
AGENCE LOCALE A L'ENERGIE	35200	RENNES	147 634,80		
AGENCE LOCALE DE L ENERGIE DU PAYS DE SAINT BRIEUC EX PROGENER	22000	SAINT BRIEUC	124 968,23		
AGENCE OUEST CORNOUAILLE DEVELOPPEMENT	29120	PONT-L'ABBE	22 200,00		
AGIR ENSEMBLE POUR MADAGASCAR	35580	BAULON		420,00	
AGIR POUR LA PROMOTION DE L ENFANT A LORIENT	56100	LORIENT	1 620,00	2 530,00	
AGL DRAPEAU FOUGERES FOOTBALL	35300	FOUGERES	3 000,00		
AGMS LAENNEC	29720	PLONEOUR LANVERN	22 865,50		
AGORA	56100	LORIENT	13 150,00		
AGRICULTEURS DE BRETAGNE	35000	RENNES	1 750,00		
AGROBIO 35	35577	CESSON-SEVIGNE CEDEX	28 074,74		
AIDE A DOMICILE EN MILIEU RURAL	35380	PLELAN LE GRAND	6 174,00		
AIE AIE AIE	35000	RENNES	15 000,00		
AIFAB	35201	RENNES CEDEX 2	24 878,40		
AILE ASS D INITIATIVES LOCALES POUR L ENERGIE ET L ENV	35000	RENNES	131 008,83		
AIR BREIZH	35200	RENNES	57 500,00	35 000,00	
ALCOOL ASSISTANCE CROIX D REG OUEST	44000	NANTES	1 740,00		
ALECOB	29834	CARHAIX PLOUGUER CEDEX	37 600,00		
ALGUES AU RYTHME	56610	ARRADON	1 500,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ALLIANCE ARMOR DUPLEIX INDE AADI	29600	MORLAIX	2 000,00		
ALTERNATIVE'35	35042	RENNES	5 201,20		
AMAR ACTEURS DANS LE MONDE AGRICOLE ET RURAL	35740	PACE	750,00		
AMCM SECTION FINISTERIENNE	29800	LANDERNEAU	1 200,00		
AMICALE CYCLISTE DU COGLAIS NORD	35133	SAINT GERMAIN EN COGLES	500,00		
AMICALE CYCLISTE GOUESNOUSIENNE	29850	GOUESNOU	1 000,00		
AMICALE DE L AVEN	29140	ROSPORDEN	1 500,00		
AMICALE DE TENNIS DU GRIFFON	22440	PLOUFRAGAN	12 000,00		
AMICALE DES ARBITRES DE FOOTBALL DU FINISTERE NORD UNAF 29N	29200	BREST	1 000,00		
AMICALE DES ASSOCIATIONS FERREENNES	35420	LE FERRE	1 000,00		
AMICALE DES TIREURS A L ARC	29300	QUIMPERLE	51,23		
AMICALE LAIQUE BULATOISE	22160	BULAT PESTIVIEN	1 344,57		
AMICALE LAIQUE DE CALLAC	22160	CALLAC	750,00		
AMICALE LAIQUE DE LANTIC	22410	LANTIC	500,00		
AMICALE LAIQUE DE PLOUFRAGAN	22440	PLOUFRAGAN	1 000,00		
AMICALE LAIQUE ERGUE GABERIC	29500	ERGUE GABERIC	1 544,32		
AMICALE LAIQUE LOUARGAT	22540	LOUARGAT	1 500,00		
AMICALE SPORTIVE DE PLOMELIN	29700	PLOMELIN	1 500,00		
AMICALE SPORTIVE VITREENNE	35500	VITRE	7 459,92		
AMISEP	56300	PONTIVY	79 292,59		
AMITIE MADAGASCAR BRETAGNE	29260	LESNEVEN		35 000,00	
AMITIES BAM BRETAGNE	29800	LANDERNEAU		1 754,00	
AMZER NEVEZ	56270	PLOEMEUR	163 720,32		
AN TREIZHER	29150	ST COULITZ		1 022,00	
ANACR ASS NAT ANCIENS COMBATTANTS MORBIHAN	56100	LORIENT	300,00		
ANPAA 22	22021	SAINT-BRIEUC	2 500,00		
ANPAA BRETAGNE	35000	RENNES	8 000,00		
ANTICIPA ADIT	22303	LANNION CEDEX	162 370,00		
APDSAC	35170	BRUZ	15 000,00		
APE DU LYCEE DU LEON DE LANDIVISIAU	29400	LANDIVISIAU	14 250,00		
APE DU LYCEE POLYVALENT PAUL SERUSIER	29270	CARHAIX	23 883,33		
APE DU LYCÉE SAINT-SAUVEUR	35603	REDON CEDEX	35 000,00		
APEL DE L INSTITUTION SAINTE JEANNE D ARC DE VITRE	35500	VITRE	42 450,00		
APEL DE SAINT GABRIEL	29120	PONT L ABBE	17 752,00		
APEL DU LYCEE J DE LA MENNAIS	35240	RETIERS	17 095,00		
APEL DU LYCEE LA MENNAIS	56800	PLOERMEL	65 035,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
APEL GROUPE SCOLAIRE SAINTE ANNE ET SAINT LOUIS	56400	SAINTE ANNE D AURAY	21 208,55		
APPB-ASSOCIATION PORTS DE PLAISANCE DE BRETAGNE	56260	LARMOR PLAGE	10 000,00		
APREM ' JAZZ	29000	QUIMPER	6 000,00		
APRESMAI	35000	RENNES	10 000,00		
AR DUEN EVENEMENTS	22230	SAINT LAUNEUC	2 000,00		
AR GRIPI	22300	LANNION		320,00	
AR GWAZI GOUEZ	35000	RENNES	3 200,25		
AR REDADEG A DI DA DI	35310	BREAL SOUS MONTFORT	23 000,00		
ARACT BRETAGNE	35000	RENNES	160 748,38		
ARAP	35000	RENNES	36 250,00		
ARC FM 56	56000	VANNES	7 000,00		
ARCHERS DE LA COTE DES BRUYERES	22300	PLOUMILLIAU	2 000,00		
ARCHERS DE RICHEMONT	56000	VANNES	611,89		
ARENTHAN	22000	ST BRIEUC	3 000,00		
AREP COTES D ARMOR	22400	LAMBALLE	59 042,16		
ARFASS BRETAGNE	22190	PLERIN	45 510,60		
ARMA ART LYRIQUE ET MUSIQUE ANCIENNE	35000	RENNES	15 000,00		
ARMOR EVENEMENTS VTT	22400	COETMIEUX	12 000,00		
AROEVEN BRETAGNE	35000	RENNES	1 200,00		
ART CONTEMPORAIN EN BRETAGNE	22300	TREDREZ-LOCQUEMEAU	18 000,00		
ART DE LA DIFFUSION DE L'ART	56100	LORIENT		90,75	
ART MODE CREATIVITE SPECTACLES AMCS	75017	PARIS	3 000,00		
ART'COMEDIA	35190	BECHEREL	10 000,00		
ART'DUNK	35750	IFFENDIC	3 000,00		
ARTAMUSE	35700	RENNES	7 000,00		
ARTISANS FILMEURS ASSOCIES	56000	VANNES	6 500,00		
ARVALIS INSTITUT DU VEGETAL	75116	PARIS	51 746,45		
ARVOR CINEMA ET CULTURE	35700	RENNES		1 893,04	
ARZ ER CHAPELIOU BRO LEON	29260	LE FOLGOET	1 000,00		
AS CARAVELLE	29660	CARANTEC	750,00		
AS LYCEE LA FONTAINE DES EAUX	22100	DINAN	234,00		
AS LYCEE RENE DESCARTES	35200	RENNES	426,00		
ASADE - ASSOCIATION DE SAINT ANDRE DES EAUX	22630	SAINT-ANDRE-DES-EAUX	1 500,00		
ASAL LORIENT	56100	LORIENT	387,53		
ASESCQ	22800	QUINTIN	1 056,00		
ASF BREIZH ACTION SOUTIEN FORMATION	22290	LANVOLLON	3 800,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ASKORIA	35042	RENNES CEDEX	3 792,89		
ASP CHEVRE DES FOSSES	35200	RENNES	2 400,00		
ASPECT BRETAGNE	35706	RENNES CEDEX 7	245 799,20	89 232,91	
ASS 7 CHAPELLES EN ARTS	56520	GUIDEL	3 000,00		
ASS ADEVIA	35042	RENNES	4 395,00		
ASS AGRICOLE DEPARTEMENTALE DES EXPROPRIES D ILLE ET VILAINE	35042	RENNES CEDEX	5 000,00		
ASS AGRO SANS FRONTIERES	75007	PARIS	3 600,00	1 616,54	
ASS AMICALE LAIQUE	56620	CLEGUER	200,00		
ASS AMIS DES ARTS DE CAVAN	22140	CAVAN	800,00		
ASS AMIS FONDATION MEMOIRE DEPORTATION AFMD 29	75005	PARIS	500,00		
ASS AMIS MEMORIAL STE ANNE AURAY	56400	SAINTE ANNE D'AURAY		3 000,00	
ASS AN OALED	29870	TREGLONOU	23 226,00		
ASS AR FALZ SKOL VREIZH	29600	MORLAIX	32 500,00		
ASS AR SEIZH METAL	29180	LOCRONAN	1 500,00		
ASS AR SKINOU ARVORIG FM	29800	LANDERNEAU	95 335,09		
ASS ARIC	35573	CHANTEPIE	21 675,00		
ASS ARMOR VOLLEY BALL	22000	SAINT BRIEUC	4 000,00		
ASS ARRIVEE D'ART SHOW	56150	BAUD	1 000,00		
ASS ART NORAC	35000	RENNES	60 000,00		
ASS ASSEMBLEES GALLESES	22210	PLUMIEUX	5 231,00		
ASS AUTO CROSS MAURONNAIS	56430	MAURON	4 000,00	11 618,60	
ASS BAGAD BLEIDI KAMORH	56330	CAMORS	5 000,00		
ASS BAGAD ER MELINERION	56000	VANNES	6 000,00		
ASS BARN HA SKRID	35000	RENNES	900,00	652,01	
ASS BASE	35240	MARCILLE ROBERT	15 846,67		
ASS BINIC TERRE NEUVE ISLANDE	22520	BINIC	1 000,00		
ASS BLE NOIR TRADITION BRETAGNE	56800	PLOERMEL	5 000,00		
ASS BREIZH SPORT ATTITUDE	29270	CARHAIX PLOUGUER	1 500,00		
ASS BRETONNE DES ANCIENS DES FORCES FRANCAISES EN ALLEMAGNE ABAFFA	35410	CHATEAUGIRON		150,00	
ASS BRUDAN HA SKIGNAN	29710	PLONEIS	71 250,00		
ASS CAFES GEOGRAPHIQUES DE SAINT BRIEUC	22410	SAINT QUAY PORTRIEUX	250,00		
ASS CARREFOUR DES HUMANITES PAUL RICOEUR	56321	LORIENT CEDEX	800,00		
ASS CARREFOUR DES METIERS	22300	LANNION	103,23		
ASS CENTRE VILLE EN MOUVEMENT	92000	NANTERRE	7 000,00		
ASS CHOARIVA	29250	SAINT POL DE LEON	26 000,00		
ASS CIDRICOLE BRETONNE ACB	35042	RENNES CEDEX	13 604,20		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ASS CIE CARNET DE VOYAGES	22000	ST BRIEUC	8 000,00		
ASS CINEMA LE DAUPHIN	29430	PLOUESCAT		618,95	
ASS CINEMATHEQUE DE BRETAGNE	29200	BREST	385 000,00	49 367,78	
ASS CLAIR OBSCUR	35000	RENNES	93 000,00		
ASS CODESPAR	35207	RENNES CEDEX 2	25 000,00		
ASS COEUR AU MALI	29860	PLABENNEC		4 908,00	
ASS CONSERVATION ABEILLE NOIRE	29170	FOUESNANT	12 378,92		
ASS CONTRAT DE VILLE DE LORIENT	56325	LORIENT CEDEX	1 500,00		
ASS CONTROLE RADIO ACTIVITE DANS L'OUEST	14200	HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR	1 500,00		
ASS CONVERGENCE BRETAGNE	35510	CESSON SEVIGNE	2 000,00		
ASS COURIR A PLUMELEC	56420	PLUMELEC	300,00		
ASS COURIR MARCHER POUR DONNER	56890	PLESCOP	500,00		
ASS CULTURE ANIM PATRIM VERS LANATURE	29900	CONCARNEAU	10 843,00		
ASS CULTURELLE INTERETS ECONOMIQU SOCIAL	22570	SAINT GELVEN	4 000,00		
ASS CYCLE MUSICAL DE LA CHAPELLE DE KERSAINT	29840	LANDUNVEZ	900,00		
ASS CYCLO CROSS DE CRUGUEL	56420	CRUGUEL	500,00		
ASS D UNE MUSIQUE A L AUTRE	29200	BREST	4 000,00		
ASS DANS TRO	29246	POULLAOUEN	4 000,00		
ASS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU PAYS DE ST BRIEUC	22091	SAINT-BRIEUC CEDEX 9	10 000,00		
ASS DE SAUVEGARDE DU VAL SANS RETOUR ET FORET DE BROCELIANDE	56800	PLOERMEL	15 000,00		
ASS DEFENSE PROMO PATE CAMPAGNE BRETON	22440	PLOUFRAGAN	4 445,28		
ASS DEFIS	56600	LANESTER	46 585,44		
ASS DEPART PEP PUPILLES ENSEIGNEMENT PUBLIC	35056	RENNES CEDEX 2	3 000,00		
ASS DES 7 CALVAIRES MONUMENTAUX	29470	PLOUGASTEL DAOULAS	26 409,56		
ASS DES AMIS DE LA MAISON DU PEUPLE	35400	SAINT MALO		55 736,00	
ASS DES ARTISANS DU BATIMENT DE CARHAIX ET DE SES ALENTOURS	29270	CARHAIX-PLOUGUER	1 000,00		
ASS DES CADRES BRETONS	75015	PARIS	8 000,00		
ASS DES COURSES PEDESTRES ST POL MORLAIX	29600	MORLAIX	8 000,00		
ASS DES EUROPE ET DES HOMMES	59800	LILLE	2 000,00		
ASS DES PARALYSES DE FRANCE APF	56880	PLOEREN	2 474,09		
ASS DES PARCS ET JARDINS DE BRETAGNE	35000	RENNES	18 000,00		
ASS DES STATIONS LITTORALES TOURISTIQUES DE BRETAGNE	56640	ARZON	92 000,00		
ASS DEVELOP LOISIR COMMUNICATION	35320	LA COUYERE	7 500,00		
ASS DEVELOP RECHERC ARCHEOLOGIE MARITI	35400	SAINT MALO	100 000,00		
ASS DIVSKOUARN	29260	LESNEVEN	34 200,00		
ASS DU CENTRE CULTUREL SKOL AN EMSAV	35000	RENNES	251 455,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ASS DU DEFI DES PORTS BIGOUDENS	29740	PLOBANNALEC	1 000,00		
ASS DU FESTIVAL DES ILES DU PONANT	56600	LANESTER	15 000,00		
ASS EAAH ASSOCIATION DES ELEVES ATTACHES D'ADMINISTRATION HOSPITALIERE	35000	RENNES	500,00		
ASS EDUCATION POPULAIRE SKOL DIWAN BAUD	56150	BAUD	3 600,23		
ASS ENJEUX D ENFANTS GRAND OUEST	35005	RENNES CEDEX	6 725,00		
ASS ENSEMBLE POUR UN SOURIRE	35190	SAINT PERN	500,00		
ASS ETOILE D ARVOR	29260	LESNEVEN	1 182,00		
ASS ETONNANTS VOYAGEURS	35000	RENNES	130 000,00		
ASS FADOC FEDERATION DES ACTEURS DE LA DIFFUSION OUEST CORNOUAILLE	29122	PONT L'ABBE	5 000,00		
ASS FETES MARITIMES DE DOUARNENEZ	29174	DOUARNENEZ CEDEX	87 500,00		
ASS FOOTBALL CLUB LORIENT BRETAGNE SUD	56100	LORIENT	5 000,00		
ASS FOR' MALO	35400	SAINT MALO	1 000,00		
ASS FRANCAISE AVENIR DE LA CHASSE AUX CHIENS COURANTS DU FINISTERE	29000	QUIMPER	1 000,00		
ASS GESTION FORT D'HOEDIC ET ENVIRONN	56170	ILE D HOUEDIC	9 000,00	9 129,04	
ASS GESTION INSERT ET RECONVERT AGRICUL	22195	PLERIN	10 000,00		
ASS GESTION MOYENS RESEAU REG CONS DEV BRET	22000	SAINT BRIEUC	14 800,00		
ASS GORSEDD BRETAGNE	29780	PLOUHINEC	500,00		
ASS GOULVEN DECOUVERTE SENTIERS ET PATRIMOINE	29890	GOULVEN	500,00		
ASS INVESTIR EN COEUR DE BRETAGNE	22110	ROSTRENEN	800,00		
ASS JEUNESSE ET ENTREPRISES	29000	QUIMPER	3 120,76		
ASS JOGGING RANDO PAYS DE LAMBALLE	22400	LAMBALLE	500,00		
ASS KEIT VIMP BEV	29520	LAZ	73 925,00	899,17	
ASS KELENN	29000	QUIMPER	83 262,50		
ASS KERLENN STEN KIDNA	56400	AURAY	5 000,00		
ASS KLAM RECORDS	56400	PLUNERET	9 600,00		
ASS KLT KERNE LEON TREGER	29600	MORLAIX	33 798,42		
ASS KOROLERIEN MONTROULEZ	29410	LE CLOITRE ST THEGONNEC	2 800,00		
ASS L ART AUX CHAMPS	35190	LA BAUSSAINE	500,00		
ASS L'EGLISE DE LA PETITE FOLIE	29223	BREST	2 158,00		
ASS LA BELLE ETOILE	29570	CAMARET/MER		3 639,04	
ASS LA CARIQHELLE	56460	SERENT	2 500,00		
ASS LA FOLLE AVOINE	35137	BEDEE	5 750,00		
ASS LA PIERRE LE BIGAUT MUCOVISCIDOSE	22160	CALLAC	1 000,00		
ASS LA RONDE FINISTERIENNE	29890	PLOUNEOUR TREZ	900,00		
ASS LAMBALLE ATOUT COEUR	22400	LAMBALLE	1 000,00		
ASS LAOS EDUCATION SCOLARITE AVENIR	56740	LOCMARIAQUER	500,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ASS LE BRUIT DU VENT	56100	LORIENT	3 000,00		
ASS LE FILS DU GRAND RESEAU	29200	BREST	8 000,00		
ASS LE FLAMBART DE LOCQUEMEAU	22300	TREDREZ LOCQUEMEAU	500,00		
ASS LE GRAND TAG	56610	ARRADON	1 000,00		
ASS LE SABOT ET LA PLUME	29910	TREGUNC	2 000,00		
ASS LES AMIS DE L'ECOLE DES FILLES	29690	HUELGOAT	7 500,00		
ASS LES AMIS DE LA RESERVE CITOYENNE CYBERDEFENSE	75007	PARIS	3 000,00		
ASS LES AMIS DES BISQUINES ET DU VIEUX CANCALE	35260	CANCALE		500,00	
ASS LES AMIS DU TISSERAND	22800	QUINTIN	1 500,00		
ASS LES BISTROTS DE VIE DU PAYS BRIOCHIN	22000	SAINT BRIEUC	7 000,00		
ASS LES BLES D'OR	22480	SAINT NICOLAS DU PELEM	6 000,00		
ASS LES CHAMPIONS D'HIER	35550	PIPRIAC	500,00		
ASS LES CHEVALIERS DE LA TERRE	56540	SAINT CARADEC-TREGOMEL	1 000,00		
ASS LES CROCODILES DE L ELORN	29200	BREST	2 000,00		
ASS LES FONDS DE TERROIR	49420	POUANCÉ	4 000,00		
ASS LES GARS DU REUN FOOTBALL	29490	GUIPAVAS	500,00		
ASS LES GRANDES REGATES DE PORT NAVALO	56640	ARZON	900,00		
ASS LES MUSICALES DE BLANCHARDEAU	22290	LANVOLLON	1 500,00		
ASS LES VIEILLES CHARRUES	29834	CARHAIX	10 000,00		
ASS LIBERTY BREIZH MEMORY GROUP	56340	PLOUHARNEL	1 000,00		
ASS LONGUEUR D'ONDES	29200	BREST	16 000,00		
ASS MEMOIRE VIVANTE DE LA CONSTRUCTION NAVALE	56600	LANESTER	1 000,00		
ASS MER ET MARINE LES AMIS DE POPOFF	29120	COMBRIT		12 441,38	
ASS MISSION BRETONNE D ILE DE FRANCE TI AR VRETONED	75014	PARIS	14 789,72		
ASS MISSION LOCALE DE LORIENT	56100	LORIENT	253 207,00		
ASS MOULADURIOU HOR YEZH	29590	PONT DE BUIS LES QUIMERCH	3 952,85	171,58	
ASS MOUTONS DES PAYS DE BGNE	22540	PÉDERNEC	3 674,00		
ASS MUSEE SOUS MARIN DU PAYS DE LORIENT	56100	LORIENT		32 975,28	
ASS NATION DEVELOP EPICERIES SOLIDAIRE	75013	PARIS	26 500,00		
ASS NATIONALE VISITEURS PRISON DELEGATION RENNES	44290	CONQUEREUIL	500,00		
ASS NATURE TRADITIONS DU PAYS D AURAY	56400	BRECH	3 850,00		
ASS NOUS AUSSI	75018	PARIS	3 000,00		
ASS PAYS TOUR GUERLEDAN ARGOAT	22570	GOUAREC	22 200,00		
ASS PENVINS CERF VOLANT	56750	DAMGAN	1 000,00		
ASS PICCOLO OPERA BRETAGNE	35000	RENNES	8 000,00		
ASS PLUMES D'ARMOR EVENEMENTS	22290	LANVOLLON	500,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ASS POUR L'EMPLOI DES CADRES	75000	PARIS	13 317,00		
ASS POUR LA SAUVEGARDE ET L ANIMATION DU CHATEAU LA CHEZE	22210	LA CHEZE	1 500,00		
ASS POUR LE GRAND LEJON	22190	PLERIN		4 984,17	
ASS PRANA	35200	RENNES	5 000,00		
ASS PROD CONSOMMER BIOLOGIQUE	22530	MUR DE BRETAGNE	2 000,00		
ASS PROD FRUITS LEGUMES BIO BRETAGNE	29400	LANDIVISIAU	18 000,00		
ASS PRODUITS EN BRETAGNE	29200	BREST	161 200,00		
ASS PROF INDEPENDANTS	44261	NANTES	5 562,50		
ASS RADIO BRO GWENED	56305	PONTIVY CEDEX	75 186,00		
ASS RADIO FREQUENCE MEWEN	35290	SAINT MEEN LE GRAND	6 500,00		
ASS RADIO KREIZ BREIZH	22160	SAINT NICODEME	75 484,48		
ASS RADIO PAYS D AURAY	56400	AURAY	6 500,00		
ASS RADIO QUARTIERS BREST	29200	BREST	7 000,00		
ASS RENNES ATALANTE	35510	CESSON SEVIGNE	199 500,00		
ASS RENNES DANSE ET PATINAGE SUR GLACE	35700	RENNES	500,00		
ASS REVES DE CREATEURS	56000	VANNES	1 000,00		
ASS SALON DE L OCCASION DU CROUESTY LE MILLE SABORDS	56640	ARZON	3 000,00		
ASS SPORTIVE AUTO CLUB L OUEST OCEANE	56700	HENNEBONT	10 000,00		
ASS SPORTIVE AUTOMOBILE KERLABO ARMOR ASAKA	22800	COHINIAC	7 000,00		
ASS SPORTIVE COLLEGE AGRICOLE	22350	CAULNES	324,00		
ASS SPORTIVE DE PLEUMELEUC	35137	PLEUMELEUC	214,87		
ASS SPORTIVE LYC MARITIME PIERRE LOTI	22500	PAIMPOL	288,00		
ASS SPORTS EXTREMES CHATEAUNEUVIENS	29510	LANDRÉVARZEC	1 500,00		
ASS SQUASH CLUB DE BREST	29200	BREST	761,94		
ASS STADE BRIOCHIN	22000	SAINT BRIEUC	3 800,00		
ASS STROLLAD PLOUGIN	29290	TREOUERGAT	10 000,00		
ASS STUDI HA DUDI	22720	PLÉSIDY	32 500,00	13 094,22	
ASS STUMDI	29800	LANDERNEAU	620 135,00		
ASS TERRE ARREE BRO AN ARE	29190	SAINT RIVOAL	3 081,67		
ASS TERRE D'AURE	22110	GLOMEL	2 000,00		
ASS TEUBREUX SANS FRONTIERES	29238	BREST CEDEX 3	900,00		
ASS TEXTILES METIERS ART BRET	56700	BRANDERION	1 000,00		
ASS TOUT RENNES COURT	35000	RENNES	3 000,00		
ASS TRES TOT THEATRE	29000	QUIMPER	145 000,00		
ASS TROPHEE CENTRE MORBIHAN	56059	LOCMINE	9 000,00		
ASS USAGERS TRANSPORTS ILLE ET VILAINE	35200	RENNES	1 500,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ASS VAGAMUNDO	29930	PONT AVEN	9 000,00		
ASS. HISTOIRE PATRIMOINE ET METALLURGIE EN BROCELIANDE	35380	PLELAN LE GRAND	800,00		
ASSEMBLEE PERMANENTE DES PRESIDENTS DE CLE DE BRETAGNE	56150	BAUD	12 406,39		
ASSO ACTIV AVENIR	35600	REDON	960,00		
ASSO AMICALE LAIQUE ST HELEN	22100	SAINT HELEN	5 000,00		
ASSO BABIGOU BREIZH	56390	LOCMARIA GRAND CHAMP	25 000,00		
ASSO CASTEL ART	35410	CHATEAUGIRON	1 000,00		
ASSO CLUB MONTAGNES NOIRES	56110	GOURIN	126,00		
ASSO DE L ESTRAN C DE FOUCAULT	29200	BREST	2 610,00		
ASSO DILE	29720	TREOGAT		5 602,00	
ASSO ELECTROFOOT BRESTOIS	29200	BREST	985,40		
ASSO GAS DE SAINT THIVISIAU	29400	LANDIVISIAU	585,00		
ASSO JEANNE D ARC	35400	SAINT MALO	13 894,47		
ASSO KAREG HIR ECOMUSEE DES GOEMONIERS ET DE L ALGUE	29880	PLOUGUERNEAU	10 000,00		
ASSO KREIZ BREIZH VILLAGES D EUROPE	22110	MELLIONNEC	1 200,00		
ASSO L AIR DU LARGE	22710	PENVÉNAN	4 000,00		
ASSO LANGUES DU TONNERRE	29200	BREST	2 000,00		
ASSO LE LOUGRE DE L ODET	29000	QUIMPER		496,91	
ASSO LES FOULEES DE L ESPOIR	35300	FOUGERES	500,00		
ASSO PEP 29	29000	QUIMPER	10 000,00		
ASSO PLUM FM RADIO	56460	SERENT	15 000,00		
ASSO POLE IMAGES ET RESEAUX	22300	LANNION	306 165,00		
ASSO POUR L ETUDE ET LA CONSERVATION DES SELACIENS	29211	BREST CEDEX 1	2 000,00		
ASSO POUR LA PROMOTION DE LA MEDECINE DU SPORT CYCLISTE . FFC	93561	ROSNY SOUS BOIS CEDEX	10 000,00		
ASSO REGIONALE D EDUCATION PERMANENTE 35 AREP 35	35706	RENNES	38 079,96		
ASSO SPORTIVE LYCEE CHATEAUBRIAND	35700	RENNES	126,00		
ASSO SPORTIVE CULT DE BREHOULOU	29170	FOUESNANT	666,00		
ASSO SPORTIVE CULTUREL TY AN HEOL	22230	MERDRIGNAC	18,00		
ASSO SPORTIVE DETENTE	29403	LANDIVISIAU	912,00		
ASSO SPORTIVE ED NOTRE DAME LE MENIMUR	56000	VANNES	708,00		
ASSO SPORTIVE ED SPORT BUISSONNETS	29000	QUIMPER	444,00		
ASSO SPORTIVE HENRI AVRIL	22400	LAMBALLE	2 500,00		
ASSO SPORTIVE JEAN MACE LANESTER	56601	LANESTER	2 500,00		
ASSO SPORTIVE JEANNE D ARC	35503	VITRE	2 500,00		
ASSO SPORTIVE KERRAOUL	22500	PAIMPOL	450,00		
ASSO SPORTIVE LA PROVIDENCE	35360	MONTAUBAN DE BRETAGNE	90,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ASSO SPORTIVE LANDE DE LA RENCONTRE	35140	SAINT AUBIN DU CORMIER	228,00		
ASSO SPORTIVE LES COQUELICOTS	35100	RENNES	2 500,00		
ASSO SPORTIVE LP ROSTRENEN	22110	ROSTRENEN	2 500,00		
ASSO SPORTIVE LP ROZ GLAS	29300	QUIMPERLE	612,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE A PAVIE CADOLAN	22205	GUINGAMP	2 500,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE AGR KERNILIEN	22200	PLOUISY	630,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE AGRICOLE SUSCINIO	29600	MORLAIX	774,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE AMIRAL RONARC H	29200	BREST	2 500,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE ANITA CONTI	35174	BRUZ	450,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE AR LESAGE	56014	VANNES	2 484,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE B FRANKLIN	56406	AURAY	1 638,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE BERTRAND D ARGENTRE	35500	VITRE	2 004,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE BRIZEUX	29000	QUIMPER	1 476,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE CHAPTAL	29191	QUIMPER	756,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE CHARLES TILLON	35000	RENNES	18,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE DE CORNOUAILLE	29000	QUIMPER	2 394,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE DE L ELORN	29800	LANDERNEAU	648,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE DE LEON	29400	LANDIVISIAU	864,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE DUPUY DE LOME	29200	BREST	18,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE DUPUY DE LOME	56100	LORIENT	744,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE E RENAN	22000	SAINT BRIEUC	144,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE E ZOLA	35000	RENNES	1 392,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE ET LP YVES THEPOT	29000	QUIMPER	1 728,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE F DE CHATEAUBRIAND	35270	COMBOURG	1 554,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE FELIX LE DANTEC	22300	LANNION	2 500,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE HARTELOIRE	29200	BREST	1 116,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE HOTELIER	35800	DINARD	288,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE ILE DE FRANCE	35000	RENNES	270,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE IROISE	29200	BREST	1 788,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE JACQUES CARTIER	35403	SAINT MALO	1 152,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE JEAN GUEHENNO	35305	FOUGERES	648,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE JEAN MACE	35700	RENNES	1 668,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE JEAN MOULIN	22000	SAINT BRIEUC	180,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE JEAN MOULIN	29150	CHATEAULIN	648,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE JOLIOT CURIE	35700	RENNES	1 014,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE KERICHEN	29200	BREST	1 416,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ASSO SPORTIVE LYCEE LAENNEC	29120	PONT L ABBE	1 434,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE LOUDEAC	22600	LOUDEAC	576,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE METIER DU BATIMENT	29190	PLEYBEN	792,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE P GUEGUIN	29900	CONCARNEAU	2 064,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE POLYVALENT	29270	CARHAIX PLOUGUER	1 242,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE R CASSIN	35160	MONTFORT SUR MEU	606,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE RABELAIS	22000	SAINT BRIEUC	1 950,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE SEVIGNE	35513	CESSON-SEVIGNE	2 500,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE STE GENEVIEVE	35000	RENNES	786,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE TECHNIQUE	56100	LORIENT	2 500,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE TH MONOD LE RHEU	35650	LE RHEU	612,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE TRISTAN CORBIERE	29600	MORLAIX	828,00		
ASSO SPORTIVE LYCEE VAUBAN	29801	BREST	972,00		
ASSO SPORTIVE NOTRE DAME DU KREISKER	29250	SAINT POL DE LEON	2 500,00		
ASSO SPORTIVE RENOUVEAU BREST	29220	BREST	1 980,00		
ASSO SPORTIVE SERVIAM NOTRE DAME DE KERBERTRAND	29300	QUIMPERLE	396,00		
ASSO SPORTIVE ST FRANCOIS XAVIER	56000	VANNES	1 524,00		
ASSO SPORTIVE ST JOSEPH DE BRUZ	35171	BRUZ	258,00		
ASSO SPORTIVE ST LOUIS	29150	CHATEAULIN	606,00		
ASSO SPORTIVE ST MAGLOIRE	35120	DOL DE BRETAGNE	714,00		
ASSO SPORTIVE ST VINCENT PROVIDENCE	35005	RENNES	2 500,00		
ASSOC CINEMAS OUEST RECHERCHE	36000	CHÂTEAUROUX	2 000,00		
ASSOC CULTURE ARTS ET LETTRES DES ILES	29242	OUESSANT	19 125,00		
ASSOC FAVORISATION EXPRESSION RADIOPH	29590	LE FAOU	8 362,00		
ASSOC GESTION TOURNOI INTERNATIONAL DE GUERLEDAN PAYS DU CTRE BRETAGNE	56300	PONTIVY	1 000,00		
ASSOC HERMIONE LA FAYETTE	17308	ROCHEFORT CEDEX	35 000,00		
ASSOC LE COLLECTIF DE LA MEUTE	29100	DOUARNENEZ	5 000,00		
ASSOC UNIS VERS SEPT ARRIVE	35000	RENNES	10 000,00		
ASSOCCIATION ZABRAKA	56500	PLUMELIN	15 000,00		
ASSOCIATION "FRANÇOIS MORIN"	29242	OUESSANT		34 163,88	
ASSOCIATION 212	22000	SAINT BRIEUC	4 500,00		
ASSOCIATION 3000 SLIPS	56410	ERDEVEN	500,00		
ASSOCIATION ACTED	75009	PARIS	40 000,00		
ASSOCIATION ACTIVITES SOCIALES ET CULTURELLES DE L ARTISANAT - ASC ART	35510	CESSON-SEVIGNE	14 910,00		
ASSOCIATION ADORER RADIO CAMPUS	35043	RENNES	9 000,00		
ASSOCIATION ADRENALINE PROD	29400	PLOUNEVENTER	3 450,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ASSOCIATION AEP ECOLES CATHOLIQUES	22300	LANNION	2 250,00		
ASSOCIATION AGLIA	17314	ROCHEFORT CEDEX	73 612,02		
ASSOCIATION AK ENTREPOT	22000	ST BRIEUC	30 000,00		
ASSOCIATION AL LIAMM	22300	LANNION	22 290,00	2 492,19	
ASSOCIATION AMV	22110	ROSTRENEN	51 086,71	3 300,00	
ASSOCIATION ANCIENS ELEVES ECOLE HORTICULTURE ET PAYSAGE SAINT ILAN	22360	LANGUEUX	13 466,90		
ASSOCIATION ARC FM LORIENT	56100	LORIENT	7 000,00		
ASSOCIATION ARKOS AR FAOUED	56320	LE FAOUET	1 500,00		
ASSOCIATION ATD QUART MONDE	35000	RENNES	11 615,00		
ASSOCIATION ATHEOL	22400	LAMBALLE	3 000,00		
ASSOCIATION BATEAU CAP SIZUN	29770	AUDIERNE		3 852,38	
ASSOCIATION BEAUVALLON	22000	ST BRIEUC	17 500,00		
ASSOCIATION BENIN CHEZ L HABITANT	29200	BREST	825,00		
ASSOCIATION BIBLIOTHEQUE DE MANUELS SCOLAIRES DU LYCEE BRIZEUX	29000	QUIMPER	21 350,00		
ASSOCIATION BIBLIOTHEQUE SCOLAIRE DES PARENTS D ELEVES DES COTES	22000	SAINT BRIEUC	113 074,50		
ASSOCIATION BOURSE AUX LIVRES CAMPUS ST PAUL ST GEORGES	56000	VANNES	71 630,00		
ASSOCIATION BREIZH SMALL BUSINESS ACT	56380	BEIGNON	35 000,00		
ASSOCIATION BRETAGNE POLE NAVAL	56100	LORIENT	198 192,00		
ASSOCIATION BRETONNE	22490	PLOUER SUR RANCE	1 000,00		
ASSOCIATION BRETONNE D AIDE DIRECTE A L AFRIQUE SUB SAHARIENNE ABAD	56610	ARRADON	2 400,00		
ASSOCIATION BRETONNE DES RESTAURANTS DU TERROIR	35044	RENNES	2 270,30		
ASSOCIATION BRUIT DE LIRE	35000	RENNES	8 996,00		
ASSOCIATION BUG	35043	RENNES	3 150,00		
ASSOCIATION CAMPING QUALITE BRETAGNE	35044	RENNES CEDEX	1 630,00		
ASSOCIATION CANAL B	35000	RENNES	10 000,00		
ASSOCIATION CANAUX DE BRETAGNE	56300	PONTIVY	38 000,00		
ASSOCIATION CAP 2000	56005	VANNES CEDEX	25 000,00		
ASSOCIATION CAP AVENIR 22 35	22190	PLERIN	14 045,08		
ASSOCIATION CAP SUR LES ARTS	22700	PERROS-GUIREC	3 000,00		
ASSOCIATION CARNAVAL DE CANCALE	35260	CANCALE	3 400,00		
ASSOCIATION CATEL BRETAGNE	56038	VANNES CEDEX	22 500,00		
ASSOCIATION CENTRE BREST RADIO NEPTUNE	29200	BREST	7 000,00		
ASSOCIATION CENTRE BRETAGNE DVLPT	22210	PLEMET	10 213,92		
ASSOCIATION CHALLENGE GEORGES MARTIN	29260	LESNEVEN	500,00		
ASSOCIATION CHALLENGER TOUR DE BREST	29200	BREST	12 000,00		
ASSOCIATION CHAMPIONNET	29173	DOUARNENEZ CEDEX	1 777,50		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ASSOCIATION CHANT MANUEL	22300	LANNION	5 000,00		
ASSOCIATION CINE SPECTACLES	56620	PONT SCORFF	49 259,50		
ASSOCIATION CLEANTECH OPEN FRANCE	75007	PARIS	21 180,43		
ASSOCIATION COET'EQUIP	35083	RENNES	41 008,82		
ASSOCIATION COEUR EMERAUDE	22490	PLESLIN TRIGAVOU	178 659,57	100,00	
ASSOCIATION COLLECTIF PAILLE ARMORICAIN	35000	RENNES	15 000,00		
ASSOCIATION COMITE DE BRETAGNE DE LUTTE DE LA FFL	35590	LA CHAPELLE THOUARAULT	600,00	504,00	
ASSOCIATION COMITE DE FOIRE KALA GOANV	29270	CARHAIX PLOUGUER	1 000,00		
ASSOCIATION COMITE DES FETES	22530	SAINT CONNEC	1 000,00		
ASSOCIATION COMMUNAUTE EMMAUS ST BRIEUC	22000	SAINT BRIEUC		51 842,48	
ASSOCIATION CONCORDIA	35200	RENNES	11 336,30		
ASSOCIATION COTE OUEST	29200	BREST	83 000,00		
ASSOCIATION COUCOU DE RENNES	35200	RENNES	6 050,88		
ASSOCIATION CREATIV CEEI	35042	RENNES CEDEX	97 000,00		
ASSOCIATION CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE	22310	PLESTIN LES GREVES	500,00		
ASSOCIATION CULTURELLE DE BAUD	56150	BAUD	500,00		
ASSOCIATION CULTURELLE DE LA MAISON DU PATRIMOINE EN BROCELIANDE	35160	MONTFORT-SUR-MEU	17 935,20		
ASSOCIATION CULTURELLE ET LOISIRS DE LA ROCHE BERNARD	56130	LA ROCHE BERNARD		8 000,00	
ASSOCIATION CULTURELLE ET SPORTIVE DU LYCEE HOTELIER STE THERESE	35130	LA GUERCHE DE BRETAGNE	144,00		
ASSOCIATION CULTURELLE ET SPORTIVE USEP PAYS DU ROI MORVAN	56110	GOURIN	6 000,00		
ASSOCIATION D'ECHANGES SOLIDAIRES CESSON DANKASSARI TARBIYYA TATALI	35510	CESSON SEVIGNE		2 930,10	
ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE DES COTES D ARMOR	22000	ST BRIEUC	5 000,00		
ASSOCIATION DE FORMATION ET D ANIMATION POPULAIRE	35300	FOUGERES	2 500,00		
ASSOCIATION DE GESTION DE LA CROIX ROUGE BREST	29200	BREST	2 500,00		
ASSOCIATION DE GESTION DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS	22440	PLOUFRAGAN	660 390,00		
ASSOCIATION DE GESTION DU POLE ANIMATION DE L ETANG NEUF	22480	SAINT CONNAN	10 000,00		
ASSOCIATION DE GESTION ET DE COMPTABILITE DES COTES D ARMOR AGC 22	22195	PLERIN	9 900,00		
ASSOCIATION DE LA CITE SCOLAIRE JEAN-MARIE LE BRIS	29100	DOUARNENEZ	11 592,93		
ASSOCIATION DE LA JEUNESSE THELOTAISE	22460	SAINT THELO	1 000,00		
ASSOCIATION DE LA MAISON DES LYCEENS DU LYCEE THEPOT	29104	QUIMPER	25 620,00		
ASSOCIATION DE PARENTS D ELEVES DU LYCEE SAINTE JEANNE D ARC	56110	GOURIN	7 615,64		
ASSOCIATION DE PREFIGURATION DU GIP CHEVAL BRETON	22400	LAMBALLE	44 000,00		
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES DEPORTES INTERNES ET FAMILLES DE DISPAR	56870	LARMOR-BADEN	1 000,00		
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC	22000	ST BRIEUC	5 490,00	180 000,00	
ASSOCIATION DES AMIS PARIS BRETON	75015	PARIS	17 277,88		
ASSOCIATION DES AMIS RAVIPHILES	22000	ST BRIEUC	7 500,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ASSOCIATION DES COMMUNES DU PATRIMOINE RURAL	35768	MONTGERMONT	38 250,00		
ASSOCIATION DES CONCILIATEURS DE JUSTICE DE LA COUR D'APPEL DE RENNES	22520	BINIC	500,00		
ASSOCIATION DES CONCOURS D ATTELAGE DE RENNES	35520	LA CHAPELLE DES FOUGERETZ	3 500,00		
ASSOCIATION DES CREPERIES GOURMANDES	35044	RENNES	4 911,50		
ASSOCIATION DES EQUI DEIZ	22320	LE HAUT CORLAY	5 500,00		
ASSOCIATION DES FEMMES AGRICULTRICES DU MALI	35131	CHARTRES DE BRETAGNE	1 496,00	2 516,80	
ASSOCIATION DES MAGISTRATS DU TRIBUNAL DE COMMERCE	56100	LORIENT	500,00		
ASSOCIATION DES MAIRES DU FINISTERE AMF 29	29150	CHATEAULIN	5 000,00		
ASSOCIATION DES MAIRES ET PRESIDENTS D'EPCI DES COTES D'ARMOR AMF 22	22000	ST BRIEUC	1 000,00		
ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE 22	22000	SAINT BRIEUC	200,00		
ASSOCIATION DES PARENTS D ELEVES DE L ENSEIGNEMENT PUBLIC DU PAYS DE V	56000	VANNES	28 735,00		
ASSOCIATION DES PARENTS D ELEVES DE SUSCINIO	29600	MORLAIX	5 057,50		
ASSOCIATION DES PETITES CITES DE CARACTERE	35000	RENNES	56 250,00		
ASSOCIATION DES TECHNICIENS DES BASSINS VERSANTS BRETONS	22000	SAINT BRIEUC	14 945,00		
ASSOCIATION DEVELOPPEMENT DES ARTS DE L ORALITE	29200	BREST	15 000,00		
ASSOCIATION DIEGO BREST	29200	BREST		1 706,40	
ASSOCIATION DIGOR	22200	GUINGAMP	500,00		
ASSOCIATION DIWAN	29800	LANDERNEAU	1 107 645,00		
ASSOCIATION DJABOTU BINGHI	22000	ST BRIEUC	5 000,00		
ASSOCIATION DON BOSCO	29400	LANDERNEAU	244 470,50		
ASSOCIATION DOUAR ALRE	56400	BRECH	20 473,85		
ASSOCIATION DU CFA TP BRETAGNE	56800	PLOERMEL	69 601,00	286 277,17	
ASSOCIATION DU CLAP GOUENOVAIS	22330	SAINT GOUENO	5 000,00		
ASSOCIATION DU DEFI DES PORTS LORIENT 56	56100	LORIENT	1 000,00		
ASSOCIATION DU FESTIVAL DE CINEMA DE DOUARNENEZ	29100	DOUARNENEZ	85 000,00		
ASSOCIATION DU FESTIVAL DU ROI ARTHUR	35310	BREAL SOUS MONTFORT	1 738,00		
ASSOCIATION DU SYNDROME DE WOLFRAM	56390	GRAND CHAMP	2 000,00		
ASSOCIATION EAU ET RIVIERES DE BRETAGNE	22200	GUINGAMP	109 431,50		
ASSOCIATION EDITIONS RUE DES SCRIBES	35008	RENNES CEDEX		473,75	
ASSOCIATION EFFINERGIE	34160	CASTRIES	7 848,00		
ASSOCIATION EMMAUS	29480	LE RELECQ-KERHUON	774,25		
ASSOCIATION ENKI	29200	BREST	8 606,10		
ASSOCIATION ENVIE DE REUSSIR	29200	BREST		4 800,00	
ASSOCIATION EQUI PONDI	56300	MALGUENAC	6 000,00		
ASSOCIATION ESCABELLE	29225	BREST CEDEX 2	8 000,00		
ASSOCIATION EUPHONIE	35510	CESSON SEVIGNE	1 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ASSOCIATION EURO PACE	35740	PACE	900,00		
ASSOCIATION FEA	29300	ARZANO	3 000,00		
ASSOCIATION FED REGIONALE CHASSEURS BRETAGNE	22192	PLERIN CEDEX	2 070,61		
ASSOCIATION FESTIVAL DU CHANT MARIN	22500	PAIMPOL	30 000,00		
ASSOCIATION FETE DE LA CREPE	56110	GOURIN	3 000,00		
ASSOCIATION FETE DES BRODEUSES	29120	PONT-L'ABBE	15 000,00		
ASSOCIATION FINANSOL	75013	PARIS	20 000,00		
ASSOCIATION FOROMAP 29	29217	PLOUGONVELIN	4 000,00		
ASSOCIATION FRONTAL	29100	DOUARNENEZ	2 000,00		
ASSOCIATION FUTUROCOM	22330	LANGOURLA	12 000,00		
ASSOCIATION GABIERS DU GOELO	22470	PLOUEZEC	1 000,00		
ASSOCIATION GALERIE ARTEM	29000	QUIMPER	5 000,00		
ASSOCIATION GERDAL	49100	ANGERS	7 344,12		
ASSOCIATION GESTION ECOLE MONTBAREIL	22200	GUINGAMP	1 038,00		
ASSOCIATION GESTION ECOLE PRIV	35700	RENNES	27 466,00		
ASSOCIATION GESTIONNAIRE CFAI BRETAGNE	22192	PLERIN CEDEX	430 332,82	283 821,77	
ASSOCIATION GROUPE D ETUDE DES INVERTEBRES ARMORICAINS	35042	RENNES CEDEX	42 748,50		
ASSOCIATION GROUPE ECOLE SUPERIEURE D AGRICULTURE ESA ANGERS	49000	ANGERS	23 787,00		
ASSOCIATION HANDIVOIX	78120	RAMBOUILLET	300,00		
ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT HELIER	35000	RENNES	41 982,00		
ASSOCIATION IDEES DETOURNEES	56100	LORIENT	1 889,82		
ASSOCIATION INDICATION GEOGRAPHIQUE GRANIT DE BRETAGNE	35000	RENNES	10 735,00		
ASSOCIATION INFORMATIONS CHRETIENNES RCF ALPHA	35000	RENNES	7 500,00		
ASSOCIATION INNOVENT E	76800	SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY	15 000,00		
ASSOCIATION JETS D'ENCRE	75020	PARIS	1 000,00		
ASSOCIATION KAN AR BOBL	56300	PONTIVY	20 000,00		
ASSOCIATION KAN AR MOR	29173	DOUARNENEZ CEDEX		49 950,00	
ASSOCIATION KERFEUNTEUN ANIMATIONS SPORTIVES	29000	QUIMPER	11 000,00		
ASSOCIATION KEVRENN ALRE	56400	AURAY	2 682,00		
ASSOCIATION KUZUL AR BREZHONEG	22300	LANNION	68 040,00		
ASSOCIATION L AILE	29200	BREST	168 839,00		
ASSOCIATION L ARTHEA	35460	TREMBLAY	1 500,00		
ASSOCIATION LA FOURMI E	22160	CARNOET	10 000,00		
ASSOCIATION LA JAUPITRE	35160	MONTERFIL	12 000,00		
ASSOCIATION LA TOUR D AUVERGNE	35004	RENNES	3 000,00		
ASSOCIATION LA TRANSLEONARDE LE MARATHON EN FINISTERE	29890	GOULVEN	800,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ASSOCIATION LE BOIS DU BARDE	22110	MELLIONNEC	1 416,00		
ASSOCIATION LE CRUGUEL-JOSSELIN	56420	CRUGUEL	500,00		
ASSOCIATION LE PANIER DE LA MER	56100	LORIENT		23 608,77	
ASSOCIATION LES AMIS DE VOCE HUMANA	22300	LANNION	6 000,00		
ASSOCIATION LES AMIS DU PETIT VILLAGE	22800	LANFAINS	6 000,00		
ASSOCIATION LES AMIS DU SINAGOT	56000	VANNES		2 287,26	
ASSOCIATION LES AMIS DU VELO	22290	TRESSIGNAUX	1 000,00		
ASSOCIATION LES AMIS DU VELO DU PAYS DE LESNEVEN ET COTES DES LEGENDES	29260	PLOUDANIEL	2 000,00		
ASSOCIATION LES CHAMPS GOURMANDS	22100	LEHON	22 780,00	40 301,05	
ASSOCIATION LES CONFIDENTIELS	35190	LA CHAPELLE AUX FILTZMEEN	1 000,00		
ASSOCIATION LES DEBROUILL'ARTS	56220	SAINT JACUT LES PINS	3 000,00		
ASSOCIATION LES FILS DES TUES	35000	RENNES	1 000,00		
ASSOCIATION LES GENETS D OR	29679	MORLAIX CEDEX	5 325,32		
ASSOCIATION LES HARDYS BEHELEC	56140	SAINT MARCEL		30 000,00	
ASSOCIATION LES LORIENTALES	56100	LORIENT	1 300,00		
ASSOCIATION LES MULOTS	35600	REDON	1 000,00		
ASSOCIATION LES SEMELLES DE VENT	29820	BOHARS	800,00		
ASSOCIATION LIGUE DE BRETAGNE DE TRIATHLON	56240	PLOUAY	4 500,00	760,95	
ASSOCIATION LIGUE DE BRETAGNE DE VOL LIBRE	22000	SAINT BRIEUC	7 000,00	5 486,50	
ASSOCIATION LITT ET NATURE	22120	QUESSOY	2 500,00		
ASSOCIATION MANCHE ATLANTIQUE RECHERCHE ARCHEOLOGIQUE ILES	35042	RENNES CEDEX	5 995,20		
ASSOCIATION MARATHON DE VANNES	56000	VANNES	4 000,00		
ASSOCIATION MARIN ACCUEIL	56100	LORIENT	12 000,00		
ASSOCIATION MENE JAZZ	22330	LE GOURAY	500,00		
ASSOCIATION MERVENT	29720	PLONEOUR-LANVERN	185 825,00		
ASSOCIATION MIRELARIDAINE	35000	RENNES	6 000,00	718,44	
ASSOCIATION MUSICUS	29210	BREST CEDEX 1	400 000,00		
ASSOCIATION MUSIK AN ARVORIG	29590	PONT DE BUIS LES QUIMERC	7 516,80		
ASSOCIATION MUSIQUES D AUJOURD HUI AU PAYS DE LORIENT	56100	LORIENT	79 256,50		
ASSOCIATION MUSIQUES DE BRETAGNE	29340	RIEC SUR BELON	11 000,00		
ASSOCIATION NATIONALE DES POLES D'EQUILIBRE TERRITORIAUX ET RURAUX ET	75009	PARIS	5 592,00		
ASSOCIATION NATURE ET MEGALITHES	35550	SAINT-JUST	37 874,18		
ASSOCIATION NORMANDIE PONY ORGANISATION	50210	BELVAL	2 000,00		
ASSOCIATION OHE PROMETHEE 22	22000	ST BRIEUC	1 372,00		
ASSOCIATION OSMOSE	22110	ROSTRENEN	4 000,00		
ASSOCIATION PACE KONNA	35740	PACE		830,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ASSOCIATION PARENTEL	29200	BREST	4 000,00		
ASSOCIATION PARENTS D'ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC PEEP TREGOR	22300	LANNION	25 161,50		
ASSOCIATION PARIS BREIZH MEDIA	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	8 000,00		
ASSOCIATION PASSERELLE	29200	BREST	45 000,00		
ASSOCIATION PEEP DE PONTIVY	22600	SAINT MAUDAN	18 700,00		
ASSOCIATION PENN AR JAZZ	29200	BREST	51 000,00		
ASSOCIATION POLE CRISTAL	22106	DINAN	115 500,00	15 000,00	
ASSOCIATION PONT SCORFF ANIMATIONS	56620	PONT SCORFF	1 000,00		
ASSOCIATION PORCARO VILLAGE DES MOTARDS	56380	PORCARO	3 000,00		
ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA CONSTRUCTION DE L HABITAT ECOLOGIQ	29000	QUIMPER	1 000,00		
ASSOCIATION POUR LA RESTAURATION DE LA CHAPELLE NOTRE DAME DU DANOUET	22390	BOURBRIAC	4 000,00		
ASSOCIATION POUR LE FESTIVAL DU THEATRE POUR RIRE AU PAYS DE MATIGNON	22550	MATIGNON	15 000,00		
ASSOCIATION POUR LE SPORT DE PLEINE NATURE ASPN	56400	BRECH	2 000,00		
ASSOCIATION POUR UNE RADIO ASSOCIATIVE LOCALE A AUGAN	56800	AUGAN	8 500,00		
ASSOCIATION PS EAU	75009	PARIS	5 000,00		
ASSOCIATION PSYCHOLOGIE ET VIEILLISSEMENT	35000	RENNES	2 000,00		
ASSOCIATION PUPILLES ENSEIGNEMENT PUBL	39001	LONS LE SAUNIER		38 243,25	
ASSOCIATION REGIONALE D'EDUCATION PERMANENTE DU MORBIHAN	56610	ARRADON	4 000,00		
ASSOCIATION REGIONALE DE MEDECINE DU SPORT	35033	RENNES	18 125,00		
ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS LOCALES	35043	RENNES CEDEX	41 605,00		
ASSOCIATION ROSKO PLAISANCE	29680	ROSCOFF	3 500,00		
ASSOCIATION ROVERWAY 2016	75013	PARIS 13	1 000,00		
ASSOCIATION RUE DES LIVRES	35700	RENNES	7 500,00		
ASSOCIATION SCENES EN PERSPECTIVE	22120	QUESSOY	4 000,00		
ASSOCIATION SKED	29200	BREST	48 361,72		
ASSOCIATION SLAM CONNEXION	35700	RENNES	3 000,00		
ASSOCIATION SOURCES DES SEPT DORMANTS	22420	VIEUX MARCHE	200,00	304,00	
ASSOCIATION SPORTIVE BREIZH PANTHERE	35004	RENNES CEDEX	500,00		
ASSOCIATION SPORTIVE DE DIRINON	29460	DIRINON	1 500,00		
ASSOCIATION SPORTIVE DE L'UNIVERSITE DE RENNES I	35000	RENNES	200,00		
ASSOCIATION SPORTIVE DES CHEMINOTS RENNAIS BOXE THAILANDAISE	35000	RENNES	418,83		
ASSOCIATION SPORTIVE DES LYCEES JULES LESVEN	29225	BREST	1 284,00		
ASSOCIATION SPORTIVE DES SOURDS DE BREST 29	29200	BREST	588,95		
ASSOCIATION SPORTIVE DU LP EMILE JAMES	56410	ETEL	758,00		
ASSOCIATION SPORTIVE DU LYCEE DE L'AULNE	29150	CHATEAULIN	2 364,00		
ASSOCIATION SPORTIVE DU LYCEE POLYVALENT REGIONAL	56000	VANNES	300,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ASSOCIATION SPORTIVE ECOLE LE LIKES QUIMPER	29000	QUIMPER	2 500,00		
ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE DES SOURDS DE SAINT BRIEUC	22000	SAINT BRIEUC	783,77		
ASSOCIATION SPORTIVE LETGA PONTIVY	56300	PONTIVY	2 500,00		
ASSOCIATION SPORTIVE LORIENT FOOT FAUTEUIL	56100	LORIENT	500,00		
ASSOCIATION SPORTIVE LYCEE QUESTEMBERT	56230	QUESTEMBERT	2 500,00		
ASSOCIATION SPORTIVE SPEEDBADMINTON GOUESNOU	29200	BREST	4 000,00		
ASSOCIATION STEREDENN	22100	DINAN	11 792,00		
ASSOCIATION TAMM KREIZ	22000	ST BRIEUC	40 000,00		
ASSOCIATION TANZ	56000	VANNES	22 000,00		
ASSOCIATION TERRALIES	22190	PLERIN	8 500,00		
ASSOCIATION TOMM EO	56360	PALAIS	6 000,00		
ASSOCIATION TOULINE BRETAGNE	29200	BREST	43 737,44		
ASSOCIATION TRANS MUSICALES	35039	RENNES	210 000,00		
ASSOCIATION TREIZERIEN	29800	LANDERNEAU	200,00		
ASSOCIATION VALLEE DU LEGUER	22810	BELLE-ISLE-EN-TERRE	9 470,00		
ASSOCIATION VALLONS SOLIDAIRES	35580	GUICHEN	35 000,00		
ASSOCIATION VERT LE JARDIN	29200	BREST	2 700,00		
ASSOCIATION VINIVO POUR L'EPANOUISSEMENT DES ENFANTS AU BENIN	56800	MONTERREIN	500,00		
ASSOCIATION VOIX REUNIES	22300	LANNION	33 000,00		
ASSOCIATION ZIC Z ART	35000	RENNES	7 000,00		
ASTROPOLIS ORGANISATION	29200	BREST	33 057,73		
ATELIER CULTUREL	29800	LANDERNEAU	2 000,00		
ATELIER TECHNIQUE SPECTACLE DU MORBIHAN ATS 56	56800	GUILLAC	30 000,00		
ATHLETISME PAYS DE PONTIVY	56300	PONTIVY	1 000,00		
AU BOUT DU PLONGEOIR	35200	RENNES	35 000,00	2 407,27	
AU CARREFOUR DE LA GALLESIE	35160	MONTERFIL	40 000,00		
AU FIL DU QUEFFLEUTH ET DE LA PENZE	29410	PLEYBER CHRIST	2 500,00		
AUDELOR AGENCE URBANISME DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE PAYS LORIENT	56328	LORIENT CEDEX	120 629,95		
AUTEO	35131	CHARTRES DE BRETAGNE	4 053,40		
AUTF ASS USAGERS TRANSPORTS	75008	PARIS	150,00		
AUX ARTS ETC	56140	MALESTROIT	5 000,00		
AVIE	35000	RENNES	11 500,00		
AVOKA	35000	RENNES	5 000,00		
AY ROOP	35000	RENNES	15 000,00		
BADMINTON CLUB GUICHEN BOURG DES COMPTES	35890	BOURG DES COMPTES	678,71		
BADMINTON CLUB KEMPERLE	29300	QUIMPERLE	500,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
BADMINTON CLUB PAYS FOUGERES	35300	FOUGERES	609,67		
BAGAD AR MEILHOU GLAZ	29000	QUIMPER	4 280,00		
BAGAD BOURBRIAC	22390	BOURBRIAC	868,88		
BAGAD CAP CAVAL	29000	QUIMPER	4 513,53		
BAGAD DES PAYS DES ABERS	29860	PLABENNEC	2 788,00		
BAGAD KARAEZ	29270	CARHAIX	2 300,00		
BAGAD KEMPER	29000	QUIMPER	4 000,00		
BAGAD PLOUGASTEL	29470	PLOUGASTEL DAOULAS	3 275,00		
BAGAD RONSED MOR	56550	LOCOAL MENDON	6 000,00		
BAGADANS	29270	CARHAIX PLOUGUER	10 000,00		
BANNOU HEOL	29000	QUIMPER		1 306,87	
BASE ART	56600	LANESTER	612,45		
BASEBALL ET SOFTBALL CLUB DE RENNES	35700	RENNES	1 566,69		
BATI PREMIERES ENTREPRENEURS	22360	LANGUEUX	35 000,00		
BATI SITELLE CAE	56440	LANGUIDIC	35 000,00		
BATIMENT CFA BRETAGNE	35000	RENNES	530 249,85	328 193,67	
BATIMENT CFA MORBIHAN	56000	VANNES	13 267,00		
BEDEE TOUT TERRAIN	35137	BEDEE	1 000,00		
BELLE ILE EN JAZZ	56360	BANGOR	4 000,00		
BERTEGN GALEZZ	35700	RENNES	39 000,00		
BGE ILLE ET VILAINE	35000	RENNES	47 500,00		
BIENVENUE A LA FERME BRETAGNE	35042	RENNES CEDEX	40 000,00		
BLAZ PRODUKTION	29800	LANDERNEAU	14 875,00		
BMX QUEVERT	22100	QUEVERT	145,69		
BOB THEATRE	35000	RENNES	15 000,00		
BOCAGENESE MAISON DU DEVELOPPEMENT	22420	PLOUARET	18 000,00		
BOD KELENN POUR LE BRETON ET SON ENSEIGNEMENT AU PAYS DU ROI MORVAN	56320	LE FAOUET	3 111,54		
BODADEG AR SONERION	56270	PLOEMEUR	410 000,00		
BOUFFOU THEATRE	56700	HENNEBONT	76 000,00		
BOUTIQUE DE GESTION COTES D'ARMOR	22200	GUINGAMP	83 000,00		
BOUTIQUE SOLIDAIRE BRETAGNE	35000	RENNES	38 750,00		
BOWLING PROMOTION	44110	CHÂTEAUBRIANT	2 000,00		
BOXE AMERICAINE DINARD	35800	DINARD	2 000,00		
BREIZH ANGELS	35042	RENNES	21 000,00		
BREIZH AQUARELLE	29250	SAINT POL DE LEON	500,00		
BREIZH CREATIVE	56000	VANNES	162 917,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
BREIZH FILIERE MER	56100	LORIENT	5 164,32		
BREIZHAVEN	29140	ROSPORDEN	2 500,00		
BREST A PIED ET A VELO	29200	BREST	3 000,00		
BREST BASKET SPORTS	29200	BREST	1 000,00		
BREST BRETAGNE HANDBALL	29200	BREST	45 500,00		
BREST EVENEMENTS NAUTIQUES	29222	BREST	51 249,00		
BRETAGNE ACCUEIL LES BRETONS DU HAVRE ASSOCIATION	76600	LE HAVRE	3 371,42		
BRETAGNE ACTIVE	35000	RENNES	380 850,00		
BRETAGNE COMMERCE EQUITABLE NORD SUD	35200	RENNES	5 234,58		
BRETAGNE COMMERCE INTERNATIONAL	35012	RENNES	2 875 668,70		
BRETAGNE CONSEIL ELEVAGE OUEST	56500	LOCMINE	8 751,68		
BRETAGNE CULTURE DIVERSITE	56100	LORIENT	450 000,00		
BRETAGNE DEVELOPPEMENT INNOVATION	35510	CESSON SEVIGNE	4 320 712,29	852 881,53	- Mise à disposition de locaux à titre gracieux avec la maintenance et le nettoyage des locaux, la fourniture de l'eau, du chauffage et de l'électricité '- Travaux de reprographie
BRETAGNE DURABLE	29600	PLOURIN LES MORLAIX	2 500,00		
BRETAGNE ECOSSE	29000	QUIMPER	500,00		
BRETAGNE EN SCENES	29910	TREGUNC	16 500,00		
BRETAGNE ENDURANCE	29252	PLOUEZOCH	3 200,00		
BRETAGNE EUROPE DELEGATION PERMANENTE		BRUXELLES	592 219,53		
BRETAGNE GRANDS MIGRATEURS	35067	RENNES	29 448,23		
BRETAGNE MEDIAS	22100	DINAN	6 500,00		
BRETAGNE MUSEES	29000	QUIMPER	34 650,74		
BRETAGNE POLOGNE	35000	RENNES	7 656,75		
BRETAGNE PROSPECTIVE	35011	RENNES CEDEX	12 500,00		
BRETAGNE S WORLD SOUNDS	22110	ROSTRENEN	27 000,00		
BRETAGNE SUD TV	56400	AURAY	8 739,62		
BRETAGNE VIVANTE SEPNB	29200	BREST	197 690,83	1 590,00	
BRETAGNE-CHINE	35000	RENNES	2 114,68		
BRIT INOV	22440	PLOUFRAGAN	101 412,00		
BROCELI'AND'CO LES GENS D'ICI	35380	PAIMPONT	2 117,38		
BROCELIANDE RICHESSES ASSOCIATIVES	35360	MONTAUBAN DE BRETAGNE	35 000,00		
BRUD NEVEZ	29200	BREST	2 500,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
BRUDED	35630	LANGOUET	0,00		
BUDOKAN ERQUY	22430	ERQUY	1 000,00		
BUREAU DES ELEVES ET DES ETUDIANTS DE L EHESP	35000	RENNES	500,00		
BUREAU INFO JEUNESSE LORIENT	56100	LORIENT	1 480,00		
BUREAU INFORMATION JEUNESSE BREST	29200	BREST	15 792,28		
BURKINA 35 ASSOCIATION AIDE AU DVPT DE L AFRIQUE	35000	RENNES	459,75	4 510,35	
BURKINACTION	29000	QUIMPER	750,00	765,00	
C ETUDES MATER COMPOSIT AVANC TRANSPTS	53810	CHANGE	8 628,12		
C UN ESPOIR	56800	PLOERMEL	1 000,00		
C2SOL	56100	LORIENT	35 000,00		
CABARET THEATRE DROMESKO	35136	SAINT JACQUES DE LA LANDE	30 000,00		
CAC SUD 22	22600	LOUDEAC	10 459,63		
CADES COORD ACTEURS ESS	35600	REDON	24 500,00		
CANAL TI ZEF	29200	BREST	11 836,01		
CANOE KAYAK CLUB ACIGNE	35690	ACIGNE	1 773,84		
CANOE KAYAK CLUB DE L ILE ROBINSON	35760	SAINT GREGOIRE	1 046,49		
CANOE KAYAK PAYS DE BROCELIANDE	35160	MONTFORT SUR MEU	649,92		
CAP ACCUEIL	29770	AUDIERNE	28 000,00		
CAP AVENIR	56000	VANNES	10 000,00		
CAPEB BRETAGNE	35510	CESSON SEVIGNE	40 113,00		
CAPT AIR BRETAGNE	22101	DINAN Cedex	5 000,00		
CARAVANE MJC	35530	SERVON SUR VILAINE	3 000,00		
CARREFOUR DES ENTREPRENEURS	56100	LORIENT	47 500,00		
CASI BRETAGNE	56100	LORIENT	35 000,00		
CATE COMITE ACTION TECH ECONOM	29250	SAINT POL DE LEON	43 113,00		
CBB CAPBIOTEK	35700	RENNES	612 500,00		
CD PAYS DE GUINGAMP	22200	GUINGAMP	29 823,32		
CDPMEM 22	22590	PORDIC	2 500,00		
CDPMEM 29	29500	ERGUE GABERIC	16 250,00		
CEDAPA	22193	PLERIN	21 196,92		
CELLULE ECONOMIQUE DE BRETAGNE BTP	35000	RENNES	241 268,75		
CELTIK JUMP	56310	BUBRY	13 500,00		
CELTOMANIA	44700	ORVAULT	1 432,14		
CEMEA	29000	QUIMPER	11 210,00		
CENTRE ATLANTIQUE DE LA PHOTOGRAPHIE	29200	BREST	15 000,00		
CENTRE BRETON ART POPULAIRE	29200	BREST	20 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL RENNES ET BRETAGNE MUSEE DE LA DANSE	35108	RENNES	220 000,00		
CENTRE CULTUREL BRETON	35400	SAINT MALO	4 500,00		
CENTRE CULTUREL BRETON EGIN	29270	CARHAIX-PLOUGUER	16 000,00		
CENTRE CULTUREL COLOMBIER	35000	RENNES	6 000,00		
CENTRE CULTUREL LE TRIANGLE	35000	RENNES	57 500,00		
CENTRE CYCLISTE ESPOIRS BRETAGNE SUD	56325	LORIENT	1 000,00		
CENTRE DE DECOUVERTE DE LA BAIE DU MONT SAINT MICHEL	35960	LE VIVIER SUR MER	3 250,00		
CENTRE DE DECOUVERTE DE LA FORET ET DU BOCAGE	22160	LA CHAPELLE NEUVE	4 390,00		
CENTRE DE PRODUCTION DES PAROLES CONTEMPORAINES	35000	RENNES	150 000,00		
CENTRE DEPARTEMENTAL DE VOILE HABITABLE	22410	SAINT QUAY PORTRIEUX	6 750,00		
CENTRE FRANCO ALLEMAND	35000	RENNES	1 000,00		
CENTRE INFORMATION JEUNESSE BRETAGNE	35043	RENNES	239 500,00		
CENTRE INTERENTREPRISES NUMERIQUE DE QUIMPER	29000	QUIMPER	25 000,00		
CENTRE MEDECINE SPORT BRETAGNE SUD	56322	LORIENT CEDEX	18 125,00		
CENTRE MEDICAL REY LEROUX	35340	LA BOUEXIERE	1 000,00		
CENTRE NAUTIQUE CROZON MORGAT	29160	CROZON	1 000,00		
CENTRE NAUTIQUE DE FOUESNANT DU CAP CO	29170	FOUESNANT		9 750,00	
CENTRE NAUTIQUE DE PLOUHINEC CAP SIZUN POINTE DU RAZ	29780	PLOUHINEC		3 510,60	
CENTRE NAUTIQUE ILE TUDY	29980	ILE TUDY	27 789,30		
CENTRE REG D ETUDE ET PROMOTION DU PATRIMOINE NATUREL	29160	CROZON	9 743,00		
CENTRE RESSOUR POLIT VILLE BRETAGNE PDL	44300	NANTES	33 000,00		
CENTRE RESSOURCES GROUPEMENTS EMPLOYEURS BRETAGNE	35000	RENNES	41 740,00		
CENTRE TECH REG HENRI GUERIN	22440	PLOUFRAGAN	1 000,00		
CERAFEL DE BRETAGNE	29600	SAINT MARTIN DES CHAMPS	477 810,86		
CERCLE CELTIQUE AR BLEUNIOU KIGNEZ	29940	LA-FORET-FOUESNANT	4 765,00		
CERCLE CELTIQUE DE ST BRIEUC ENSEMBLE TRADITIONNEL DU PAYS DU GOUET	22000	ST BRIEUC	907,00		
CERCLE CELTIQUE DE VERTOU	44120	VERTOU	2 631,00		
CERCLE CELTIQUE GALLO BRETON TAL OUZ TAL	56420	GUÉHENNO	1 695,00		
CERCLE CELTIQUE KERLEN ET BLEU	56690	LANDEVANT	3 437,00		
CERCLE CELTIQUE LE ROSELIER PLERIN	22190	PLERIN	4 796,82		
CERCLE CELTIQUE RENNES	35000	RENNES	12 192,00		
CERCLE FOLKLORIQUE FLEUR D AULNE	22400	SAINT ALBAN	1 360,00		
CERCLE JULES FERRY	35400	SAINT MALO	5 612,49		
CERCLE MONTFORTAIS	35160	MONTFORT SUR MEU	6 000,00		
CERCLE NAUTIQUE DE LOCTUDY	29750	LOCTUDY	15 000,00		
CERCLE PAUL BERT SOC SPORT	35000	RENNES	27 132,74		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
CERCLE SCOLAIRE QUIMPERLOIS AS LYCEE KERNEUZEC	29391	QUIMPERLE	2 500,00		
CERGIV	35065	RENNES		2 721,54	
CESSON RENNES METROPOLE HANDBALL	35510	CESSON SEVIGNE	77 600,00		
CESSON SEVIGNE TENNIS CLUB	35510	CESSON SEVIGNE	500,00		
CFDT BRETAGNE	35101	RENNES	62 763,00		
CFDT TRANSPORTS BRETAGNE	35000	RENNES	10 000,00		
CFE CGC BRETAGNE	35000	RENNES	11 184,80		
CHALLENGE CHRISTOPHE CARATY	29880	PLOUGUERNEAU	1 000,00		
CHALLENGE NATURE ARMOR ARGOAT	56620	CLEGUER	1 000,00		
CHAMBRE REGIONALE DE L ECONOMIE SOCIALE	35043	RENNES CEDEX	402 210,00		
CHAMPIONNAT DE BRETAGNE DE MUSIQUE TRADITIONNELLE	56110	GOURIN	21 000,00		
CHANTIER ECOLE BRETAGNE	35000	RENNES	12 000,00		
CHANTS DES TRAVAILLEURS ET DES LIBERTES	29200	BREST	2 000,00		
CHIEN JAUNE	29900	CONCARNEAU	5 500,00		
CHM PLOUHINEC POINTE DU RAZ	29770	CLEDEN CAP SIZUN	247,14		
CHOEUR DU FESTIVAL DE MUSIQUE SACREE CATHEDRALE DE SAINT MALO	35400	ST MALO	3 000,00		
CHUBRI	35700	RENNES	51 000,00		
CICODES	29000	QUIMPER	1 500,00		
CIE OPTIMISTE CREATRICE UTOPIES SPECTACU	35000	RENNES	10 000,00		
CIE WAYO	29000	QUIMPER	6 000,00		
CIN'ECRAN	56000	VANNES	18 500,00		
CINE MA 35	35690	ACIGNE	6 600,00		
CINEPHARE	29480	LE RELECQ KERHUON	115 000,00		
CIVAM AGRICULTURE DURABLE 72	72000	MANS	2 254,49		
CIVAM AGRICULTURE DURABLE DE LA MAYENNE	53000	LAVAL	2 550,18		
CJD BRETAGNE	35000	RENNES	2 500,00		
CLARPA 56	56003	VANNES	2 500,00		
CLUB ATHLETIQUE BIGOUDEN CAB	29120	PONT L ABBE	1 000,00		
CLUB ATHLETIQUE LORIENTAIS	56100	LORIENT	89,25		
CLUB D AFFAIRES FRANCO ALLEMAND RENNES BRETAGNE	35042	RENNES	5 000,00		
CLUB DE LA PRESSE DE RENNES ET DE BRETAGNE	35102	RENNES CEDEX 3	8 346,00		
CLUB DE LOISIRS LEO LAGRANGE	29570	CAMARET-SUR-MER	2 000,00		
CLUB DECENTRALISATION ET HABITAT DE BRETAGNE	35000	RENNES	600,00		
CLUB DES CREATEURS D ENTREPRISES RENNE	35769	SAINT GREGOIRE	5 000,00		
CLUB ENTRE AEROP BREST BRETAGNE	29490	GUIPAVAS	6 073,13		
CLUB ENTREPRISES DU PAYS VANNES	56037	VANNES CEDEX	7 500,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
CLUB LANDERNEAU D EDUCATION GYMNIQUE GRS DE LANDERNEAU	29800	LANDERNEAU	385,61		
CLUB LES ARCHERS DU FREMUR	22490	PLESLIN TRIGAVOU	53,21		
CLUB LOISIRS POPULAIRES D INZINZAC LOCHRIST	56650	INZINZAC LOCHRIST	1 253,54		
CLUB MOTOCYCLISTE POLICE NATIONALE GRAND OUEST	35025	RENNES	2 000,00		
CLUB NAUTIQUE BRESTOIS	29200	BREST	1 138,77		
CLUB NAUTIQUE DE CARANTEC	29660	CARANTEC	500,00		
CLUB OLYMPIQUE CYCLISTE FOUGERAIS	35300	FOUGERES	1 000,00		
CLUB ORGANISATEUR MORBIHANNAIS EPREUVES CYCLISTES	56880	PLOEREN	1 200,00		
CLUB TREGORROIS HANDISPORT	22300	LANNION	4 008,59		
CMCAS FINISTERE MORBIHAN	29556	QUIMPER	3 206,00		
COB FORMATION	29270	CARHAIX	9 958,75		
COCEB	35000	RENNES	142 716,90		
COHERENCE ASSOCIATION	56100	LORIENT	26 080,00		
COLLECTIF D'ARTISTES DU PAYS BROCELIAN	35310	BREAL SOUS MONTFORT	9 000,00		
COLLECTIF DANSE	35000	RENNES	5 000,00		
COLLECTIF DU PORT RHU	29100	DOUARNENEZ	1 000,00		
COLLECTIF HAITI DE FRANCE	75011	PARIS	2 500,00		
COLLECTIF INTERASSOCIATIF SUR LA SANTE DE BRETAGNE CISS BRETAGNE	35200	RENNES	7 470,00		
COLLECTIF PECHE ET DEVELOPPEMENT	56100	LORIENT	4 000,00		
COLLECTIF SAINT CADO HAITI	56550	BELZ	1 614,90	898,50	
COLLECTIF TOMAHAWK	29310	QUERRIEN	12 000,00		
COM DEPART 29 CONCOURS SCOL NAT RESISTANCE ET DEPORTATION	29300	REDENE	500,00		
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE SAINT AUBIN DU CORMIER	35140	SAINT AUBIN DU CORMIER	1 000,00		
COMITE ACADEMIQUE ENSEIGNEMENT CATHOLIQU	56005	VANNES	180 000,00		
COMITE BRETAGNE DU PARLEMENT EUROPEEN DES JEUNES FRANCE CBPEJF	35000	RENNES	40,40		
COMITE BRETAGNE NATATION	35131	CHARTRES DE BRETAGNE	18 500,00	1 291,80	
COMITE D ANIMATION CYCLISTE DU PAYS DE VITRE	35340	LIFFRE	7 000,00		
COMITE D ANIMATION DE CAST	29150	CAST	800,00		
COMITE D ANIMATION DE TREFFIAGAT LECHIAGAT	29730	TREFFIAGAT	300,00		
COMITE D ANIMATION PEILLACOIS	56220	PEILLAC	4 000,00		
COMITE D ORGANISATION DES TRIATHLONS	56260	LARMOR PLAGE	1 000,00		
COMITE D ORGANISATION DU CIRCUIT DU MENE	22330	SAINT JACUT DU MENE	1 000,00		
COMITE D'ORGANISATION CHAMPIONNAT D'EUROPE LUTTES	29820	GUILERS	10 000,00		
COMITE D'ORGANISATION DE L'OPEN DE TENNIS BREIZH IZEL	29000	QUIMPER	12 000,00		
COMITE D'ORGANISATION DES BOUCLES GUEGONNAISES	56120	GUEGON	1 500,00		
COMITE DE BRETAGNE BOXE	56670	RIANTEC	5 500,00	1 097,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
COMITE DE BRETAGNE DE CYCLISME	22600	LOUDEAC	13 125,00	5 687,52	
COMITE DE BRETAGNE DE FSGT	29200	BREST	7 000,00	300,00	
COMITE DE BRETAGNE DE GYMNASTIQUE	35000	RENNES	17 250,00	5 323,21	
COMITE DE BRETAGNE DE LA RANDONNEE PEDESTRE	35510	CESSON SEVIGNE	5 500,00	217,50	
COMITE DE BRETAGNE DE RUGBY	35135	CHANTEPIE	27 250,00	5 273,98	
COMITE DE GESTION TI AR GOUREN	29690	BERRIEN	4 000,00		
COMITE DE JUMELAGE DE QUIBERON	56170	QUIBERON	1 500,00		
COMITE DE JUMELAGE LOCTUDY FISHGUARD RIBADEO	29750	LOCTUDY	5 147,75		
COMITE DE LA CAVALCADE DE GUEMENE SUR SCORFF	56160	GUEMENE SUR SCORFF	3 000,00		
COMITE DE LA FETE DES REMPARTS DE DINAN	22100	DINAN	10 000,00		
COMITE DE LA MAISON DU PEUPLE	29600	MORLAIX		2 119,95	
COMITE DE LIAISON DU CONCOURS NATIONAL RESISTANCE ET DEPORTATION	56250	MONTERBLANC	500,00		
COMITE DEPARTEMENTAL DE COURSE D ORIENTATION DU FINISTERE	29900	CONCARNEAU	7 000,00		
COMITE DEPARTEMENTAL DE CYCLOTOURISME DU FINISTERE	29000	QUIMPER	5 000,00		
COMITE DEPARTEMENTAL DE TENNIS DU MORBIHAN	56410	ERDEVEN	2 500,00		
COMITE DEPARTEMENTAL DE VOILE	56000	VANNES	3 000,00		
COMITE DEPARTEMENTAL DE VOILE DU FINISTERE	29200	BREST	1 500,00		
COMITE DES AMITIES SOCIALES	35000	RENNES	40 000,00		
COMITE DES CARNAVALIERS	56800	PLOERMEL	3 000,00		
COMITE DES FESTIVITES DE JOSSELIN	56120	JOSSELIN	3 000,00		
COMITE DES FETES DE BURIN	56130	SAINT DOLAY	1 642,03		
COMITE DES FETES DE CAMORS	56330	CAMORS	6 000,00		
COMITE DES FETES DE LA SAINT LOUP	22200	GUINGAMP	91 000,00		
COMITE DES FETES DE LANARVILY	29260	LANARVILY	6 500,00		
COMITE DES FETES DE LE PONTHOU	29650	LE PONTHOU	1 000,00		
COMITE DES FETES DE PLOUAY	56240	PLOUAY	75 000,00		
COMITE DES FETES DU PERTRE	35370	LE PERTRE	1 000,00		
COMITE DES QUARTIERS DE LA CROIX ST LAMBERT	22000	SAINT BRIEUC	2 000,00		
COMITE DES VINS BRETONS	44330	MOUZILLON	2 824,14		
COMITE DU FESTIVAL "KANN AL LOAR"	29800	LANDERNEAU	60 000,00		
COMITE DU GRAND PRIX DE LA MINE	29246	POULLAOUEN	1 000,00		
COMITE DU MORBIHAN DE PETANQUE	56100	LORIENT	8 000,00		
COMITE FETES DES FLEURS D AJONC	29930	PONT AVEN	1 000,00		
COMITE GRAND OUEST DU PARLEMENT EUROPEEN DES JEUNES FRANCE	35000	RENNES	5 000,00		
COMITE INTERREGIONAL ESSM BRETAGNE PAYS DE LOIRE	56100	LORIENT	9 197,87	1 799,50	
COMITE LES BOUCLES DE L AULNE	29150	CHATEAULIN	9 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
COMITE MANCHE OCEAN	56400	AURAY	1 000,00		
COMITE MORBIHAN LIGUE CONTRE LECANCER	56034	VANNES CEDEX	500,00		
COMITE NATIONAL DE SOLIDARITE LAIQUE	75013	PARIS 13	5 708,10		
COMITE NAUTIQUE DU PAYS DE LORIENT	56100	LORIENT	1 500,00		
COMITE ORGANISATEUR DES RAIDS EQUESTRES MENEZ ARMOR	56500	MOUSTOIR AC	5 000,00		
COMITE ORGANISATION CHAMPIONNAT MONDE HANDBALL MASCULIN	94250	GENTILLY	15 000,00		
COMITE PLOZEVETIEN POUR LA PROMOTION DES ECHANGES CULTURELS	29710	PLOZÉVET	15 000,00		
COMITE REGIONAL ASPTT BRETAGNE	35702	RENNES CEDEX 7	800,00		
COMITE REGIONAL BRETAGNE CGT	35208	RENNES	48 026,00		
COMITE REGIONAL D AERO MODELISME DE BG	29190	PLEYBEN	1 350,00		
COMITE REGIONAL D EQUITATION DE BRETAGNE	56103	LORIENT Cedex	32 965,40		
COMITE REGIONAL DE BRETAGNE DE CANOE KAYAK	35000	RENNES	31 229,62		
COMITE REGIONAL DE BRETAGNE DE LA FEDERATION FRANCAISE DE PENTATHLON M	35000	RENNES		3 643,00	
COMITE REGIONAL DE BRETAGNE HANDISPORT	22440	PLOUFRAGAN	19 500,00	20 681,26	
COMITE REGIONAL DE DANSE DE BRETAGNE	29200	BREST	3 700,00		
COMITE REGIONAL DE TAEKWONDO BRETAGNE	35000	RENNES	800,00		
COMITE REGIONAL DE VOL A VOILE DE BRETAGNE	35170	BRUZ	2 103,42	10 549,00	
COMITE REGIONAL DES MEDAILLES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE BRETAGNE	35065	RENNES CEDEX	350,00		
COMITE REGIONAL DU SPORT EN MILIEU RURAL	56250	SAINT NOLFF	1 000,00		
COMITE REGIONAL DU SPORT UNIVERSITAIRE	35044	RENNES CEDEX	27 492,25		
COMITE REGIONAL DU TOURISME DE BRETAGNE	35069	RENNES CEDEX	4 879 361,05		- Mise à disposition de locaux à titre gracieux avec la maintenance et le nettoyage des locaux, la fourniture de l'eau, du chauffage et de l'électricité '- Travaux de reprographie
COMITE REGIONAL EDUCATION PHYSIQUE GYMNASTIQUE VOLONTAIRE DE BRETAGNE	35000	RENNES	5 000,00		
COMITE REGIONAL FEDERE POUR LE DON DE SANG BENEVOLE DE BRETAGNE	35000	RENNES	5 000,00		
COMITE REGIONAL HALTEROPHILIE	22490	TREMEREUC	3 000,00		
COMITE REGIONAL MONTAGNE ET ESCALADE DE BRETAGNE	56600	LANESTER	4 180,20	4 223,45	
COMITE REGIONAL SPORTS POUR TOUS BRETAGNE	29480	LE RELECQ KERHUON	5 500,00	526,00	
COMITE REGIONAL UFOLEP BRETAGNE	22440	PLOUFRAGAN	6 500,00		
COMITE RENCONTRES INTERNAT HARPE CELTIQU	22100	DINAN	9 000,00		
COMPAGNIE 13/10E EN UT	35000	RENNES	18 000,00		
COMPAGNIE 2052	35000	RENNES	15 000,00		
COMPAGNIE BAKELITE	35000	RENNES	8 000,00		
COMPAGNIE DEREZO	29200	BREST	55 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
COMPAGNIE DES ARCHERS DU PENTHIEVRE	22400	LAMBALLE	41,72		
COMPAGNIE DES MUSIQUES TETUES	22110	ROSTRENEN	7 650,00		
COMPAGNIE DU FORT DE LA CONCHEE	35400	SAINT MALO		35 713,70	
COMPAGNIE ENGRENAGE	35000	RENNES	23 000,00		
COMPAGNIE ESKEMM	56100	LORIENT	8 000,00		
COMPAGNIE FORGET ME NOT	35000	RENNES	8 000,00		
COMPAGNIE GAZIBUL	22000	SAINT BRIEUC	3 000,00		
COMPAGNIE HIRUNDO RUSTICA	22310	PLESTIN LES GREVES	24 123,25		
COMPAGNIE KOLAM DIC'HORTOZ	35000	RENNES	4 000,00		
COMPAGNIE LA BAO A COU	22310	PLESTIN LES GREVES	10 000,00		
COMPAGNIE LUMIERE D'AOUT	35000	RENNES	23 000,00		
COMPAGNIE PAPIER THEATRE	22420	LE VIEUX MARCHE	13 000,00		
COMPAGNIE UN PAS PUIS L'AUTRE	22360	LANGUEUX	3 000,00		
COMPAGNIE VERTIGO	35000	RENNES	18 000,00		
COMPAGNIE VIA CANE	22420	PLOUARET	5 000,00		
COMPAGNIE ZUSVEX	35133	PARIGNE	5 000,00		
COMPAGNONS BATISSEURS ASSOCIATION REGION BRETAGNE	35000	RENNES	108 490,40		
COMPTOIR DU DOC	35000	RENNES	52 000,00		
CONFEDER NAT ARTISANAT METIERS I ET V CNAMS 35	35510	CESSON SEVIGNE	900,00		
CONFEDERATION FALSAB	29270	CARHAIX PLOUGUER	40 000,00	100,00	
CONFEDERATION KENDALC H	56400	AURAY	239 570,00		
CONFEDERATION PAYSANNE DE BRETAGNE	35000	RENNES	14 004,42		
CONFEDERATION WAR L LEUR	56270	PLOEMEUR	205 000,00		
CONFERENCE DES VILLES DE BRETAGNE	35711	RENNES CEDEX 7	6 186,53		
CONFRERIE DES CHEVALIERS DE LA COQUILLE SAINT JACQUES	22190	PLERIN	300,00		
CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DU PAYS D'AURAY	56402	AURAY CEDEX	12 622,82		
CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DU PAYS DE L'AGGLOMERATION DE LORIENT	56100	LORIENT	13 191,20		
CONSEIL DE DVPT PAYS ST BRIEUC	22000	SAINT BRIEUC	38 583,80		
CONSEIL DES EQUIDES DE BRETAGNE	22405	LAMBALLE CEDEX	41 720,42		
CONSEIL DEVEL PAYS REDON ET VILAINE	35606	REDON	27 657,18		
CONSEIL DEVELOPPEMENT MORLAIX	29201	MORLAIX CEDEX	2 745,00		
CONSEIL DEVELOPPEMENT PAYS DINAN	22100	DINAN	26 400,00		
CONSEIL DVPT PAYS DE VITRE PORTE DE BRETAGNE	35220	CHATEAUBOURG	6 132,27		
CONSEIL LOCAL DES PARENTS D ELEVES FCPE LYCEE COLLEGE JEAN MOULIN	29150	CHATEAULIN	17 230,50		
CONSEIL LOCAL FCPE DU LYCEE BREQUIGNY	35205	RENNES CEDEX 2	60 025,00		
CONSEIL LOCAL FCPE DU LYCEE DE MONTFORT SUR MEU	35160	BRETEIL	40 350,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
CONSTRUCTYS OPCA	35207	RENNES	25 000,00		
COOPERATIVE SCOLAIRE DU LYCEE AMIRAL RONARC'H	29200	BREST	43 217,63		
COOPERATIVE SCOLAIRE DU LYCEE DE L HARTELOIRE	29213	BREST	14 381,50		
COOPERATIVE SCOLAIRE DU LYCEE KERICHEN	29200	BREST	22 190,00		
COOPERATIVE SCOLAIRE LYCEE VAUBAN	29225	BREST	19 635,00		
COOPERER POUR ENTREPRENDRE	75010	PARIS	32 200,00		
COORDIN RADIOS LOCALES ASSO BRETAGNE	56460	SERENT	6 000,00		
COORDINATION NATIONALE COMITES DEFENSE HOPITAUX ET MATERNITES DE PROXI	70200	LURE	500,00		
COORDINATION RURALE DE BGNE	35520	MELESSE	3 307,96		
CORNOUAILLE ENFANCE SOLIDARITE AFRIQUE	29140	ROSPORDEN		1 150,00	
CORRIDA DE LANGUEUX	22360	LANGUEUX	12 000,00		
COTES D ARMOR DEVELOPPEMENT CAD	22046	SAINT-BRIEUC CEDEX	11 855,70		
COULEURS DE BRETAGNE	56870	BADEN	4 000,00		
COURIR A SAINT GREGOIRE	35760	SAINT GREGOIRE	2 500,00		
COURIR AURAY VANNES	56005	VANNES CEDEX	12 000,00		
COURIR AVEC BRIN DAVOINE	29000	QUIMPER	750,00		
COURTS EN BETTON ASSOCIATION	35830	BETTON	3 000,00		
CPIE BELLE ILE EN MER	56360	PALAIS	5 258,00		
CRAB CAKE CORPORATION	35000	RENNES	3 000,00		
CRCCRE RESSOURCES CULTURELLES CELTIQUE	56690	LANDAUL	17 500,00		
CREC COMITE REDONNAIS DE L ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE	35603	REDON CEDEX		79 832,00	
CRIC	29000	QUIMPER	8 200,12		
CRIDEV	35000	RENNES	1 350,00		
CROIX ET CALVAIRES DE BRETAGNE	56120	GUEGON	21 501,75		
CROIX ROUGE FRANCAISE DELEGATION REGIONALE BRETAGNE	35000	RENNES	1 980,00		
CROS BRETAGNE COMITE REGIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF	35065	RENNES CEDEX	54 224,03		
CRTEB COMITE REGIONAL DE TOURISME EQUESTRE DE BRETAGNE	56103	LORIENT CEDEX	8 330,00		
CTE DEFENSE BRANDERION NOSTANG MAINTIEN ECHANG BOUL SAPIN ENTRE RN 165	56690	NOSTANG	1 500,00		
CTE DEP DE CANOE KAYAK DU MORBIHAN	56300	PONTIVY	1 000,00		
CTE ORG CONC SCOL NAL RESISTANCE ET DEPORTATION IETV	35200	RENNES	500,00		
CTE ORGANINTERNATIONAUX TENNIS RENNES	35520	LA MEZIERE	9 800,00		
CTE REG AERONAUTIQUE DE BRETAGNE	56400	PLUNERET	1 000,00		
CTE SPELEOLOGIQUE REG DE L'OUEST	44100	NANTES	250,00		
CTRE INITIAT VALORIS AGRICULT MILIEU RUR	49610	MURS-ERIGNE	3 425,13		
CULTURE BIO	35580	GUICHEN	15 000,00		
CYCLOS ET VTT PLEUMEUROIS	22560	PLEUMEUR BODOU	30,77		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
D OCTOBRE	56000	VANNES	30 000,00		
DANS LA GUEULE DU LOUP	22580	LANLOUP	2 000,00		
DANSE A TOUS LES ETAGES	35013	RENNES CEDEX	35 000,00		
DANSERIEN BRO KLEGEREG	56480	CLEGUEREC	4 940,02		
DAO DESKIN D AN OADOURIEN ASS	29270	CARHAIX PLOUGUER	29 500,00		
DAOULAGAD BREIZH	29172	DOUARNENEZ	44 000,00		
DASTUM	35000	RENNES	327 000,00	1 839,60	
DASTUM BRO GERNE	29000	QUIMPER	750,00		
DECLIC FEMMES	35000	RENNES	5 000,00		
DELEGATION CATHOLIQUE POUR LA COOPERATION	75345	PARIS CEDEX 07	23 550,00		
DES AMIS DE L ECOMUSEE DES MONTS D ARREE	29450	COMMANA	5 000,00		
DESIGN METIERS D ART	35700	RENNES	23 000,00		
DEVELOPPEMENT ET BIEN ETRE DE KHYON	29800	LANDERNEAU		2 500,00	
DIABIHAN ASSOCIATION DES JEUNES DIABETIQUES DU MORBIHAN	56000	VANNES	300,00		
DIAFOR ORGANISATION	35174	BRUZ CEDEX	165 406,26		
DIALOGUES AVEC LA NATURE	22480	LANRIVAIN	25 000,00		
DIFCAM	29334	QUIMPER CEDEX	47 959,20		
DIGITAL SAINT MALO	35400	SAINT MALO	9 495,19		
DIHUN BREIZH	56300	PONTIVY	65 000,00		
DINAN LEHON FOOTBALL CLUB	22100	LEHON	3 000,00		
DISTRO LE RETOUR DE LA CONSIGNE	29590	ROSNOEN	7 500,00		
DIV YEZH APEEB	22110	ROSTRENEN	40 040,00		
DIXIT POETIC	35380	PAIMPONT	6 000,00		
DIZALE	29000	QUIMPER	100 000,00	238 570,00	
DOCUMENTS D ARTISTES BRETAGNE	29200	BREST	17 000,00		
DOJO DES ABERS	29870	LANNILIS	30,12		
DOJO DU SCORFF	56620	PONT SCORFF	214,63		
DOJO PAYS DE LORIENT	56100	LORIENT	27,78		
DOOINIT	35000	RENNES	4 000,00		
DOR AN AVEL	56520	GUIDEL	8 000,00		
DOUARNENEZ COURSES	29100	DOUARNENEZ	15 000,00		
DOUGDI	35640	MARTIGNE FERCHAUD	822,88		
DOUNIA	35000	RENNES	3 000,00		
DRAMA	29200	BREST	25 000,00		
DROLATIC INDUSTRY	35600	REDON	10 000,00		
DROM	22480	LANRIVAIN	71 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
E2S PAYS DE VANNES	56000	VANNES	35 000,00		
EAUSOLEIL BRETAGNE	56300	PONTIVY		1 567,50	
EBENISTES CREATEURS DE BRETAGNE	35230	SAINT ARMEL	3 000,00		
ECCHANGES CULTURELS	56300	PONTIVY	3 982,80		
ECHANGE AFRIQUE INSA	35705	RENNES CEDEX	1 650,00		
ECHANGE ET PARTAGE DEUIL	56250	VRAIE CROIX	2 000,00		
ECHIQUIER GUINGAMPAIS	22200	GUINGAMP	1 180,32		
ECHOBAT DEVELOPPEMENT	44200	NANTES	15 000,00		
ECLAIREUSES ECLAIREURS DE FRANCE DELEGATION BRETAGNE	29200	BREST	5 216,00		
ECOLE DE PARACHUTISME VANNES	56250	MONTERBLANC		16 000,00	
ECOLE NICOLAS HULOT POUR LA NATURE ET L HOMME	56190	LE GUERNO	20 000,00		
ECOSOLIDAIRES	35300	FOUGERES	50 000,00		
EDINBAL		EDINBURGH ECOSSE	2 102,17		
EDITIONS AL LANV	29000	QUIMPER	1 500,00		
EDITIONS AN ALARC H	22420	VIEUX-MARCHÉ	6 260,00	749,15	
EDITIONS ISABELLE SAUVAGE	29410	PLOUNEOUR MENEZ	15 823,12		
EFFET MER	29980	ILE TUDY	7 000,00		
EGEE ENTENTE DES GENERATIONS POUR L EMPLOI ET L ENTREPRISE	75014	PARIS	3 000,00		
ELECTRONI K	35000	RENNES	44 000,00		
ELEVEURS DE MOUTONS D OUESSANT	29640	PLOUGONVEN	2 000,00		
ELEVEURS RACE ARMORICAINE	22110	TREMARGAT	2 196,00		
ELEVEURS RACE FROMENT DU LEON	22300	PLOUBEZRE	2 296,00		
EMERAUDE	22300	LANNION	3 500,00	150 000,00	
EMERAUDE COMPETENCES MFR	35803	DINARD	29 939,09		
EMGLEV AN TREGEZHIOU	29800	TRELEVENEZ		292,53	
EMGLEV BRO AN ORIANT	56100	LORIENT	49 763,01		
EMGLEV BRO DOUARNENEZ	29174	DOUARNENEZ	28 851,52		
EMGLEV BRO KARAEZ	29270	CARHAIX PLOUGUER	250,29		
EMMAUS HABITAT	92110	CLICHY		36 000,00	
EN ARWEN	56480	CLEGUEREC	15 000,00		
EN AVANT DE GUINGAMP	22200	GUINGAMP	33 455,60	547 602,00	
ENER GENCE AGENCE DE MAITRISE DE L ENERGIE DE BREST	29200	BREST	73 440,64		
ENERGIES CITOYENNES EN PAYS DE VILAINE	35600	REDON	15 000,00		
ENERGIES MORBIHAN	56860	SENE	2 579,60	19 183,00	
ENFANTS PANGANGAN PHILIPPINES	29000	QUIMPER	300,00		
ENSEMBLE CULTUREL KERLENN PONDI	56304	PONTIVY CEDEX	1 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ENSEMBLE MUSIQUE ET DANSE FESTERION AR BRUG	56400	PLUNERET	500,00		
ENTENTE BRETONNE DU PAYS D OUST ET DE VILAINE	35600	REDON	333,18		
ENTENTE CYCLISTE PLESTIN PAYS DE TREGOR	22310	PLESTIN LES GREVES	179,51		
ENTRAIDE TREGASTELLOISE	22730	TREGASTEL		3 477,00	
ENTREPRENDRE AU FEMININ BRETAGNE	29590	LE FAOU	82 079,53		
ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE BRETAGNE	35590	SAINT GILLES	14 000,00		
ENVIE 35	35000	RENNES	17 500,00		
EPILEPSIE FRANCE	75015	PARIS	1 000,00		
EQUICENTRE DE VACANCES DE RULAN	22730	TREGASTEL		47 791,20	
EQUIPE BRETAGNE CYCLISME	35170	BRUZ	220 000,00		
EQUISPORTS DU PAYS DE MONTFORT SUR MEU	35137	BEDEE	4 000,00		
ESAT DU POMMERET	35310	BREAL SOUS MONTFORT	3 000,00		
ESCRIME ALREENNE	56400	AURAY	162,79		
ESPACE ASSOCIATIF	29000	QUIMPER	35 500,00		
ESPACE DES SCIENCES LES CHAMPS LIBRES	35000	RENNES	314 000,00	80 000,00	
ESPACE DES SCIENCES MAISON DE LA MER	56100	LORIENT	23 750,00		
ESPERANCE CHARTRES DE BRETAGNE NATATION	35131	CHARTRES DE BRETAGNE	322,73		
ESPOIR BURKINA	22430	ERQUY		116,55	
ESPOIR DE L'OUST	56200	LES FOUGERETS	500,00		
ESPOIR DE ST JACUT	56220	SAINT JACUT LES PINS	1 000,00		
ESS PRANCE	22100	DINAN	35 000,00		
ESSA CYCLO SAINT AVE	56890	SAINT AVE	1 000,00		
ETENDARD DE BREST	29200	BREST	2 953,88		
ETOILE CYCLISTE QUEVENOISE	56530	QUEVEN	163,12		
ETOILE SPORTIVE GABRIELISTE	29120	PONT LABBE	684,00		
ETUDES DEVELOPPEMENT AMENAGEMENT	37000	TOURS	5 000,00		
ETUDES ET CHANTIERS BRETAGNE PAYS DE LOIRE	35000	RENNES	3 643,23		
EUROLARGE INNOVATIONS	56100	LORIENT	12 500,00		
EVASION PAYS ACCUEIL LOISIRS	29200	BREST	2 904,00		
EVEIL SPORTIF LANDERNEEN	29419	LANDERNEAU CEDEX	2 500,00		
EXCELCAR	35131	CHARTRES DE BRETAGNE	172 506,94		
FACE RENNES	35000	RENNES	94 952,68		
FAIRE A CHEVAL	56700	HENNEBONT	2 825,87		
FAMILLES RURALES DE ROHAN	56580	ROHAN	675,00		
FAMILLES RURALES FED REG	56009	VANNES	21 540,00		
FAMILLES RURALES FEDERATION DU FINISTERE	29850	GOUESNOU	4 860,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
FAZHONG YOUYI	35043	RENNES	2 500,00		
FCPE56	56100	LORIENT	10 941,00		
FD GEDA	35042	RENNES	33 381,51		
FED ASS ETUDIANT BRETAGNE OCCIDENTALE	29238	BREST CEDEX 3	525,00		
FED AUMONERIES DE BRETAGNE DE L ENSEIGNEMENT PUBLIC	35042	RENNES CEDEX	1 500,00		
FED BRETAGNE BATTERIES ET FANFARES	22000	ST BRIEUC	50 000,00		
FED COMITES DEVEL AGRICULTEURS FINISTER	29322	QUIMPER	70 400,00		
FED COTES D ARMOR PECHE PROTECT MILIEU AQUAT	22440	PLOUFRAGAN	3 206,24	16 403,88	
FED DEP CENTRE INITIATIVE VALOR AGRICU	29190	BRASPARTS	17 620,03		
FED DEPART DU MOUVEMENT CHRETIENS DANS LE MONDE RURAL DU FINISTERE CMR	29200	BREST	1 000,00		
FED DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DU MORBIHAN	56010	VANNES CEDEX	27 588,81	15 000,00	
FED DES CHORALES BRETONNES	29190	PLEYBEN	37 000,00		
FED NAT ASS ACCUE REINSER SOC REG BRET	22000	ST BRIEUC	500,00		
FEDE NAL MERITE MARITIM MEDA HON MARIN	13002	MARSEILLE	2 000,00		
FEDEB FED REG DES ELEVEURS DE CHEVAUX DE SPORTS	22400	SAINT ALBAN	8 511,60		
FEDER BRET D ELEVEURS ET UTILISATEURS DE PONEYS	56700	HENNEBONT	5 390,37		
FEDER DEPART CENTRE INFOR POUR AGRICULTU	44390	SAFFRÉ	7 784,97		
FEDER DEPART CTRES ETUDES TECHNI I ET	35510	CESSON SEVIGNE	51 171,00		
FEDER REGIO MAISO FAMIL RURAL BRETAGNE	35762	SAINT-GREGOIRE CEDEX	80 972,85	5 395,46	
FEDER REGIO SAUVE PATRIM RELIGI EN VIE	29101	QUIMPER	12 108,95		
FEDERAT DU FINISTERE PECHE ET PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE	29000	QUIMPER	10 725,03		
FEDERAT FESTIVALS MUSIQUES CLASSIQUES	35400	SAINT MALO	15 000,00		
FEDERATION 56 PECHE ET PROTECTION MILIEU AQUATIQUE	56892	SAINT-AVE	16 070,50	549,63	
FEDERATION CHASSEURS 29	29000	QUIMPER		2 584,53	
FEDERATION CLUBS SPORTIFS ET ARTISTIQUES DE LA DEFENSE	35200	RENNES	2 000,00		
FEDERATION DE GOUREN	35000	RENNES	65 000,00		
FEDERATION DE LA BOULANGERIE	56000	VANNES	1 000,00		
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS D ILLE ET VILAINE	35630	HEDE	17 500,00		
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DES COTES D ARMOR	22192	PLERIN CEDEX	500,00		
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES MJC 22	22000	ST BRIEUC	1 520,00		
FEDERATION DEPARTEMENTALE FAMILLES RURALES DES COTES D ARMOR	22001	ST BRIEUC	3 150,00		
FEDERATION DEPARTEMENTALE PECHE ET PROTECTION MILIEU AQUATIQUES	35067	RENNES CEDEX	36 909,22		
FEDERATION DES ARTS DE LA RUE EN BRETAGNE	29200	BREST	10 000,00		
FEDERATION DES CAFES LIBRAIRIES DE BRETAGNE	35170	BRUZ	48 500,00		
FEDERATION DES CENTRES SOCIAUX DE BRETAGNE	35200	RENNES	28 125,00		
FEDERATION DES CUMA BRETAGNE ILLE ARMOR	22190	PLERIN	13 017,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
FEDERATION DES RADIOS LOCALES PRIVEES DE BRETAGNE	35102	RENNES CEDEX 3	6 000,00		
FEDERATION DES SPIRULINIERS DE FRANCE	34800	CLERMONT L'HERAULT	12 427,50		
FEDERATION DES STES HISTORIQUES DE BRETAGNE	35700	RENNES	750,00		
FEDERATION FAMILLES RURALES MORBIHANNAISE	56000	VANNES	1 000,00		
FEDERATION FRANCAISE D'ATHLETISME	75640	PARIS CEDEX 13	3 000,00		
FEDERATION FRANCAISE DE CYCLISME	78180	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	112 500,00		
FEDERATION FRANCAISE DE GOLF	92300	LEVALLOIS PERRET	25 000,00		
FEDERATION FRANCAISE DES PROFESSIONNELS DE LA CONSERVATION RESTAURATIO	75002	PARIS	1 250,00		
FEDERATION INTERNATIONALE DE L ECOLE FRANCAISE DU TAMBOUR	22000	SAINT BRIEUC	15 000,00		
FEDERATION NATIONALE DES AMICALES DU PERSONNEL HOSPITALIER	35033	RENNES	2 500,00		
FEDERATION REGIONALE DES MJC BRETAGNE	35083	RENNES	10 538,10		
FEDERATION REGIONALE DU BATIMENT DE BRETAGNE	35007	RENNES	18 317,36		
FEDERATION REGIONALE POUR LA CULTURE ET LE PATRIMOINE	29172	DOUARNENEZ CEDEX	15 927,84		
FEDERATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE FRANCE LIGUE REGIONAL DE BRETAGNE	35230	NOYAL CHATILLON SUR SEICH	13 000,00	1 938,80	
FEEDSIM AVENIR	35042	RENNES CEDEX	9 375,00		
FEMMES DE BRETAGNE	56870	LARMOR-BADEN	49 390,00		
FEST YVES HAUTE BRETAGNE ASS	35490	SENS DE BRETAGNE	2 639,19		
FESTIVAL DE CORNOUAILLE	29000	QUIMPER	230 000,00		
FESTIVAL DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DU FINISTERE	29322	QUIMPER	10 000,00		
FESTIVAL DE LA BANDE DESSINEE DE PERROS GUIREC	22700	PERROS-GUIREC	7 000,00		
FESTIVAL DE LA GASTRONOMIE	22800	QUINTIN	800,00		
FESTIVAL DES CHANTEURS DE RUE	22800	QUINTIN	3 000,00		
FESTIVAL DU CONTE	56870	BADEN	4 000,00		
FESTIVAL DU MENEZ HOM ASS	29550	PLOMODIERN	1 000,00		
FESTIVAL EUROPEEN DE THEATRE LYCEEN FRANCOPHONE FETLYF	35400	SAINT MALO	1 000,00		
FESTIVAL INTERCELTIQUE DE LORIENT	56100	LORIENT	420 000,00		
FESTIVAL INTERNAT FILM INSULAIRE	56590	GROIX	41 000,00		
FESTIVAL LYRIQUE INT BELLE ILE EN MER	56360	BANGOR	10 000,00		
FESTIVAL PHOTO LA GACILLY	56200	LA GACILLY	30 000,00		
FESTIVAL PHOTOGRAPHIQUE INTERNATIONAL L'HOMME ET LA MER	29730	GUILVINEC	4 124,80		
FESTIVAL SOLIDAIRE ESPERANZ'AFRICA	56100	LORIENT	500,00		
FIAT LUX	22000	ST BRIEUC	25 000,00		
FIEVRE	35000	RENNES	5 000,00		
FIGURE PROJECT	35200	RENNES	42 000,00		
FILETFAB	29200	BREST	2 000,00		
FILMS EN BRETAGNE UNION PROFESSIONNELS	56100	LORIENT	170 904,75	20 000,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
FINIS TERRAE	29610	PLOUIGNEAU	4 000,00		
FLEURS D AJONC DE L AVEN	29340	RIEC SUR BELON	2 819,00		
FNACA FED NAT ANC COMBAT ALGERIE MAROC TUNISIE	75020	PARIS		150,00	
FNTR BRETAGNE	35571	CHANTEPIE CEDEX	20 000,00		
FOIRE DE LANVAUX DU CANTON DE GRANDCHAMP	56390	GRAND CHAMP	1 000,00		
FOND BONSAUVEUR BEGARD 22	22140	BEGARD	7 500,00		
FONDATION B COM	35510	CESSON SEVIGNE	1 685 250,00		
FONDATION DU PATRIMOINE	35007	RENNES CEDEX	37 000,00		
FONDATION SANTE DES ETUDIANTS DE FRANCE	35700	RENNES	9 000,00		
FONDATION TARA	75004	PARIS		140 000,00	
FOOTBALL CLUB DE GUIPRY MESSAC	35480	GUIPRY	800,00		
FORCE OUVRIERE DE BGNE	35000	RENNES	25 921,00		
FORUM DE PLOUDANIEL	29260	PLOUDANIEL	3 000,00		
FORUM DES METIERS DU COEUR DE BRETAGNE	56804	PLOERMEL CEDEX	400,00		
FORUM DES SAVOIRS CITE DES METIERS DES COTES D ARMOR	22440	PLOUFAGRAN	55 584,00		
FOUGERES MUSICALES	35300	FOUGERES	3 000,00		
FOYER LES AJONCS	35000	RENNES	1 417,00		
FOYER SOCIO EDUCATIF ET COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'IROISE	29223	BREST	31 260,00		
FOYER SOCIO EDUCATIF ET SPORTIF MAISON DES LYCÉENS	35600	REDON	2 681,71		
FR CIVAM	35577	CESSON SEVIGNE	113 250,82		
FRAB FED REG AGROBIOLOGISTES DE BRETAGNE	35577	CESSON SEVIGNE	179 898,58		
FRANCE ENERGIES MARINES	29280	PLOUZANE	256 000,00		
FREDON	35235	THORIGNÉ-FOUILLARD	39 211,54		
FREHEL CAP AMITIE PARTAGE	22240	FREHEL		1 440,00	
FRGEDA BRETAGNE	35042	RENNES	25 563,20		
FRSEA BRETAGNE	35042	RENNES	30 593,45		
FSU BRETAGNE	35000	RENNES	11 184,00		
FUR HA FOLL	22710	PENVÉNAN	25 490,45		
GAB 29	29460	DAOULAS	21 317,27		
GAB D ARMOR	22193	PLERIN CEDEX	45 603,78		
GALAPIAT CIRQUE	22360	LANGUEUX	31 964,50		
GARDE DU VOEU D HENNEBONT TENNIS DE TABLE	56700	HENNEBONT	51 500,00		
GARDE SAINT IVY SECTION FOOTBALL	56300	PONTIVY	3 446,88		
GEDES 35	35700	RENNES	3 000,00		
GENERATIONS MOUVEMENT LES AINES RURAUX FEDERATION DES COTES D'ARMOR	22191	PLERIN	3 000,00		
GENERATIONS MOUVEMENT LES AINES RURAUX FEDERATION DU FINISTERE	29800	LANDERNEAU	2 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
GENERATIONS MOUVEMENT LES AINES RURAUX UNION REGIONALE DE	22192	PLERIN CEDEX	1 000,00		
GEOCA GROUPE ETUDES ORNITHOLOGIQUES COTES D'ARMOR	22042	SAINT BRIEUC CEDEX 02	1 077,82		
GESCOOP LESVEN	29801	BREST	42 341,00		
GESTION ET ANIMATION DU THEATRE DU PAYS DE MORLAIX	29671	MORLAIX CEDEX	14 969,00		
GIT BAIE DU MONT SAINT MICHEL	35120	DOL-DE-BRETAGNE	22 200,00		
GLOBAL BRITTANY	35740	PACE	6 000,00		
GLOBAL' ART	29920	NEVEZ	3 000,00		
GOELO JUDO PAIMPOL	22500	PAIMPOL	24,04		
GOELO SAINT BRIEUC COTES D ARMOR	22680	ETABLES SUR MER	5 000,00		
GOLFCELTROPHY	56530	QUEVEN	2 000,00		
GOUELIOU BREIZH FEDERATION DES COMITES DE FETES TRADITIONNELLES DE	22700	PERROS GUIREC	40 000,00		
GOURENEZ TI AR VRO WENRANN	44350	GUERANDE	2 000,00		
GPT RETRAITES EDUCATEURS SANS FRONTIERES GREF	75018	PARIS	1 742,50	3 257,45	
GRAND PRIX DE L ECOLE NAVALE ASSO	29160	LANVEOC	6 000,00		
GRAND PRIX DE PLUMELEC ORGANISATION	56420	PLUMELEC	13 000,00		
GRAND RAID INSULAIRE	56360	PALAIS	1 000,00		
GRAND SOUFFLET	35176	CHARTRES DE BRETAGNE	27 000,00		
GRAPEA	85000	ROCHE-SUR-YON	3 759,29		
GREGOIRE ET CO	22200	PABU	14 000,00		
GROUP CULTUR BRETON PAYS VILAINE	35600	REDON	25 000,00		
GROUPE ANTOINE DE SAINT EXUPERY SITE JEANNE JUGAN	35504	VITRE	16 787,55	7 881,00	
GROUPE ARHESPF	35300	FOUGERES	12 500,00		
GROUPE ARTISTES ARTISANS CREATEURS	29550	PLOMODIERN	2 000,00		
GROUPE D ARTISTES ASSOCIATION MALAMEA O FUTUNA	56500	BIGNAN	500,00		
GROUPE MAMMALOGIQUE BRETON	29450	SIZUN	31 810,00		
GROUPE NEO 56	56250	ELVEN	30 000,00		
GROUPE RECHERCHES SUR LA PEINTURE MURALE	14000	CAEN	1 000,00		
GROUPE TANGO SUMO	29600	MORLAIX	25 000,00		
GROUPEMENT D'EMPLOYEURS SPORTIF EN PAYS DE REDON	35600	REDON	15 545,00		
GROUPEMENT DES AGRICULTEURS BIOLOGIQUE	56390	LOCQUELTAS	10 412,59		
GROUPEMENT DES INDUSTRIES DE CONSTRUCTION ET ACTIVITES NAVALES	75008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	74 976,05		
GROUPEMENT EMPLOYEURS DU SPECTACLEET ARTISANS DE LA CULTURE	35600	REDON	20 000,00		
GUERLEDAN SPORT NATURE	22570	SAINT GELVEN	3 000,00		
GUINGAMP ROLLER SKATING	22200	GUINGAMP	358,69		
GWIN ZEGAL	22200	GUINGAMP	20 000,00		
H F BRETAGNE	35000	RENNES	6 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
HALAGE ET ATTELAGE	56120	LANOUEE		15 746,40	
HEOL AGENCE LOCALE DE L ENERGIE	29600	MORLAIX	42 966,42		
HERBORESCENCE	22160	BULAT PESTIVIEN	1 636,10		
HERMIMES STE JEANNE D ARC ASSO	35700	RENNES	366,00		
HEROS LIMITE	56260	LARMOR PLAGE	8 000,00		
HIP HOP NEW SCHOOL	29000	QUIMPER	14 000,00		
HISTOIRE D EAU	22430	ERQUY	3 500,00		
HISTOIRE D ECRIRE	29280	LOCMARIA PLOUZANE	3 250,00		
HISTOIRES D ICI ET D AILLEURS	29570	ROSCANVEL	5 000,00		
HOPALA	29000	QUIMPER	6 200,00		
HORIZONS SOLIDAIRES	35400	SAINT MALO	33 250,00		
HOSPICE AFRICA FRANCE	22270	JUGON LES LACS	5 000,00		
HOT CLUB JAZZ'IROISE	29810	BRELES	3 000,00		
IACR	99999	SAN DIEGO	12 000,00		
IBEP DIRECTION REGIONALE	35000	RENNES	3 211,50		
IDENTITES PLURIELLES	35400	SAINT MALO	2 500,00		
IDFORCAR ASSOCIATION	44340	BOUGUENAIS	189 000,00		
IDMER INSTITUT DE DEVELOP PRODUITS MER	56100	LORIENT	295 255,41		
IEF AERO	29220	BREST CEDEX 2	14 711,15		
IF2O INTERPRO FERTILISANTS ORG	35065	RENNES	20 197,52		
IFRIA INSTITUT FORM REG INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	29000	QUIMPER	61 655,60		
IGCONNEXION	35000	RENNES	500,00		
IL MONSTRO	22400	LAMBALLE	7 600,00		
ILLE ET VILAINE DEVELOPPEME IDEA 35	35200	RENNES	2 500,00		
IMAGERIE	22300	LANNION	12 000,00		
IMIE RENNES INST FILIERE NUMERIQUE	35170	BRUZ	39 823,50		
INDISCIPLINE	35200	RENNES	8 000,00		
INFO'SUP BRETAGNE SUD	56321	LORIENT CEDEX	10 487,52		
INHNI	94800	VILLEJUIF	73 009,50	11 229,00	
INITIATIVE BIO BRETAGNE	35700	RENNES	164 950,50		
INITIATIVE BRETAGNE	22950	TREGUEUX	311 750,00		
INITIATIVES AU FEMININ	56290	PORT LOUIS	23 230,00		
INITIATIVES FORMATION	29500	ERGUE GABERIC	24 100,00		
INIZI	29990	ILE DE SEIN	10 000,00		
INNOVATION ET DEVELOPPEMENT DE LA SANTE EN BRETAGNE ID2SANTE	35000	RENNES	579 992,75		
INSTANCE REG EDUC PROMO SANTE BRETAGNE	35000	RENNES	9 180,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
INSTITUT BRETON D'EDUCATION PERMANENTE IBEP RENNES	35000	RENNES	1 196,50		
INSTITUT CONFUCIUS DE BRETAGNE	35000	RENNES	41 250,00		
INSTITUT CULTUREL DE BRETAGNE	56000	VANNES	20 000,00		
INSTITUT DE L ELEVAGE	75012	PARIS	13 422,39		
INSTITUT INTERNATIONAL DES DROITS DE L HOMME ET DE LA PAIX	14000	CAEN	10 250,00		
INSTITUT MARIE THERESE SOLACROUP	35803	DINARD	32 500,00		
INSTITUT MARITIME DE PREVENTION	56100	LORIENT	50 000,00		
INSTITUT MAUPERTUIS	35170	BRUZ	550 582,57		
INSTITUT POUR LE TRAVAIL EDUCATIF ET SOCIAL	29806	BREST	10 350,00		
INTER SAGE BAIE DU MONT SAINT MICHEL	50240	ST JAMES	9 235,00		
INTERCULTURA	22100	SAINT-HELEN	1 000,00		
INTERVALLES	22000	SAINT BRIEUC	12 000,00		
IROISE ATHLETISME	29290	SAINT RENAN	397,28		
ISOGONE ASSOCIATION	35042	RENNES CEDEX	5 590,39		
J'AI VU UN DOCUMENTAIRE	56100	LORIENT	5 870,00		
JAZZ 35	35000	RENNES	4 000,00		
JAZZ A GOMENE	22230	GOMENE	800,00		
JAZZ A L AMIRAUTE	22400	PLANGUENOUAL	2 000,00		
JAZZ AUX ECLUSES	35630	HEDE BAZOUGES	10 000,00		
JAZZ KREIZ BREIZH	29520	CHATEAUNEUF DU FAOU	12 000,00		
JEUNES AGRICULTEURS DE BRET	35042	RENNES CEDEX	30 110,00		
JEUNES AGRICULTEURS DES COTES D'ARMOR	22195	PLERIN	4 000,00		
JEUNESSE ET DEVELOPPEMENT	35000	RENNES		2 557,50	
JRCE BRETAGNE	35000	RENNES	57 247,88		
JUMELAGE GOUESNOU BRECON	29850	GOUESNOU	216,51		
KALI ET CO	35000	RENNES	2 000,00		
KAMP ETREKELTIEK AR VREZHONEGERION	29000	QUIMPER	16 553,00		
KELTIA MUSIQUE	29000	QUIMPER	5 500,00		
KENTELIOU AN NOZ	44800	ST HERBLAIN	22 794,00		
KEREMMA NORDIC CLUB	29510	EDERN	500,00		
KEVRE BREIZH	29270	CARHAIX PLOUGUER	49 000,00		
KEVREDIGEZH BRETONED BRO VIETNAM	22340	LOCARN	20 149,39		
KEVRENN KASTELL	29250	SAINT POL DE LEON	4 839,00		
KEVRENN PONT AVEN	29930	PONT AVEN	4 051,29		
KFB BOXING CLUB BRIOCHIN	22000	ST BRIEUC	3 404,95		
KLUB EDUBREIZH	29260	LESNEVEN	7 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
KREIZ BREIZH ELITES	29833	CARHAIX	20 000,00		
KROAZ HENT GWENGAMP	22200	GUINGAMP	1 580,00		
L ARMADA	35000	RENNES	18 000,00		
L ART DANS LES CHAPELLES	56930	PLUMELIAU	78 000,00		
L ECOLE PI	35000	RENNES	13 000,00		
L EPILLE	35330	BOVEL	6 000,00		
L EVEIL DU ROHIG	56037	VANNES		69 023,00	
L OEIL D OODAAQ	35000	RENNES	5 000,00		
L OEUF	35000	RENNES	6 075,00		
L'ADAPT	35000	RENNES	1 100,00		
L'AGE DE LA TORTUE	35000	RENNES	21 000,00		
L'AMICALE BRETAGNE REUNION	97422	SAINT PAUL	7 000,00		
L'ASSOCIATION DES ROUTES MARITIMES A LA VOILE	29200	BREST	21 888,07		
L'EGHERE	35370	MONTDEVERT	576,00		
L'ILOPHONE	29242	OUESSANT	6 000,00		
L'ORME L'OCCASION DE REPRENDRE MON ELAN	35000	RENNES	861,00	9 951,20	
L'OUEST EN SCENE PRODUCTION	29000	QUIMPER	5 000,00		
L'USINERIE PRODUCTION	22140	BERHET	17 600,00		
LA BAIE DES LIVRES	29600	PLOURIN-LES-MORLAIX	3 000,00		
LA BALADE DES LIVRES	35000	RENNES	11 500,00		
LA BANDE A GRIMAUD	56100	LORIENT	6 000,00		
LA BOUEZE MUSIQUE DANSE DE BRETAGNE	35700	RENNES	20 000,00		
LA CARAVANE COMPAGNIE	35000	RENNES	3 000,00		
LA CHIMERE	56100	LORIENT	4 000,00		
LA CIMADE	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	5 625,00		
LA CITROUILLE	22000	ST BRIEUC	65 560,31		
LA COMPAGNIE GIGOT BITUME	29100	DOUARNENEZ	3 000,00		
LA COMPAGNIE LES 3 VALOCHES	35560	BAZOUGES LA PEROUSE	3 000,00		
LA CONTRE MARCHE	22000	ST BRIEUC	17 500,00		
LA FABRIQUE DU LOCH	56400	AURAY		14 206,10	
LA FEDERATION D ANIMATION RURALE	35601	REDON CÉDEX	7 703,60		
LA FEDERATION DES ENTREPRISES D INSERTION BRETAGNE	29200	BREST	34 450,00		
LA FERME A TREMARGAT	22110	TREMARGAT	399,00		
LA FISELERIE	22110	ROSTRENEN	18 000,00		
LA FONTAINE AUX CHEVAUX	56600	LANESTER	9 000,00		
LA FRENCH TECH RENNES	35000	RENNES	80 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
LA FUREUR DU NOIR	22400	LAMBALLE	8 000,00		
LA GAULE LANNIONNAISE	22300	LANNION	744,71		
LA GRANDE BOUTIQUE	56630	LANGONNET	110 000,00		
LA GRANJAGOUL MAISON DU PATRIMOINE ORAL EN HAUTE BRETAGNE	35210	PARCE	21 697,65		
LA LIANE BRETAGNE AFRIQUE	29200	BREST	79,35		
LA LIGUE DE L ENSEIGNEMENT DE BRETAGNE	35000	RENNES	120 044,00		
LA LOGGIA	35380	PAIMPONT	10 000,00		
LA MAISON DE LA PARTICIP ACTIONS	29120	PONT L ABBE	4 304,00		
LA MAISON DU DROIT	56006	VANNES CEDEX	1 000,00		
LA MAISON DU THEATRE	29225	BREST CEDEX 2	55 000,00		
LA MEME PROD	35500	VITRE	15 000,00		
LA PACHAMAMA	35460	SAINT BRICE EN COGLES	2 500,00		
LA PASSERELLE	22041	SAINT BRIEUC	40 000,00		
LA PETITE REINE DU VAL D'ILLE	35520	LA MEZIERE	3 500,00		
LA PILE D'ASSIETTES	29630	PLOUGASNOU	1 000,00		
LA PONTIVYENNE	56300	PONTIVY	500,00		
LA QUINCAILL'COMPAGNIE	29246	POULLAOUEN	12 000,00		
LA RANDO BAIE DU MONT ST MICHEL	50530	GENÊTS	3 000,00		
LA REGLE DU JEU	29207	LANDERNEAU	6 500,00		
LA RIGOLE	29200	BREST	5 000,00		
LA SIRENE	35300	FOUGERES	500,00		
LA SOPHISTE	35000	RENNES	3 000,00		
LA STATION SERVICE	35000	RENNES	20 000,00		
LA VOUTE NUBIENNE	92700	COLOMBES	7 500,00		
LABEL CARAVAN	35000	RENNES	17 625,00		
LABEL IMAGE	29380	BANNALEC	4 500,00		
LABOUR BAB BREIZH LES LABOS BAB BRET	29200	BREST	500,00		
LADAINHA	35270	COMBOURG	3 000,00		
LANDERNEAU BRETAGNE BASKET	29410	PLEYBER CHRIST	48 980,58		
LANESTER GYMNASTIQUE	56600	LANESTER	129,75		
LANESTER HAND BALL	56600	LANESTER	7 000,00		
LANNION ATHLETISME	22300	PLOUMILLIAU	336,22		
LANNION FOOTBALL CLUB	22300	LANNION	3 000,00		
LANNION TENNIS	22300	LANNION	1 000,00		
LE BANQUET CELESTE	35610	ROZ SUR COUESNON	5 000,00		
LE CARRE MAGIQUE	22300	LANNION	95 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
LE CHANTIER	35137	BEDEE	1 500,00		
LE COLLECTIF FEDDS BRETAGNE	35000	RENNES	70 000,00		
LE CONTREPIED	35250	SAINT GERMAIN SUR ILLE	17 000,00		
LE FESTIVAL INVISIBLE	29200	BREST	7 000,00		
LE FOURNEAU	29200	BREST	225 000,00		
LE GOELAND MASQUE	29760	PENMARC'H	6 500,00		
LE GROUPE OUEST	29890	PLOUNEOUR TREZ	100 000,00		
LE HANGAR T	29930	PONT AVEN	1 000,00		
LE JARDIN MODERNE	35000	RENNES	65 000,00		
LE JAZZ ET LA JAVA	35300	FOUGERES	15 270,79		
LE JOLI COLLECTIF	35630	HEDE	63 000,00		
LE L YER MAT	22150	PLOUGUENAST	500,00		
LE LIVRE AUX MILLE ZEBUS	35420	ST GEORGES DE REINTEMBAUL	1 515,00	865,50	
LE MARCHE NOIR	35000	RENNES	4 000,00		
LE MOUVEMENT ASSOCIATIF DE BRETAGNE	35000	RENNES	81 035,00		
LE P TIT CIRK	22300	LANNION	17 000,00		
LE PETIT CAILLOU	29830	LAMPAUL-PLOUDALMEZEAU	6 496,41		
LE POLE	56100	LORIENT	6 000,00		
LE POT COMMUN	56220	ROCHEFORT EN TERRE	2 992,00		
LE QUARTIER CENTRE D ART CONTEMPORAIN	29000	QUIMPER	16 875,00		
LE RESEAU LILAS	35000	RENNES	15 000,00		
LE TEMPS QU'IL FAUT	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	10 000,00		
LE THEATRE DU VESTIAIRE L ANNEXE	35000	RENNES	16 000,00		
LE TOUR DE BRETAGNE CYCLISTE	22100	LE HINGLE	100 000,00		
LE VENT DES FORGES	35520	MONTREUIL LE GAST	7 000,00		
LE VILLAGE SITE D EXPERIMENTATION ARTISTIQUE	35560	BAZOUGES LA PEROUSE	28 500,00		
LE VINGT SIX	35000	RENNES	0,00		
LEDA	35000	RENNES	20 000,00	1 566,87	
LENDROIT	35000	RENNES	14 999,95		
LES 4L SOLIDAIRES DE L'IGR	35700	RENNES	825,00		
LES ALBATROS ASSOCIATION	29200	BREST	43 420,54		
LES AMARRES	29200	BREST	5 570,63		
LES AMIS DE L ABBAYE DE KOAD MALOUEN	22480	KERPERT	1 000,00		
LES AMIS DE L ENSEMBLE II FESTINO	56880	PLOEREN	6 000,00		
LES AMIS DE L OEUVRE DE L ABBE FOURE	35400	SAINT MALO	13 784,76		
LES AMIS DE L ORGUE DE CHANTEPIE	35135	CHANTEPIE	800,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
LES AMIS DE MELANE	29000	QUIMPER		1 500,00	
LES AMIS DE MICHEL THERSIQUEL	29100	DOUARNENEZ	5 000,00		
LES AMIS DE TARA	75010	PARIS	15 000,00		
LES AMIS DES MARINS SEAMENS	29200	BREST	5 458,00		
LES AMIS DU TUCHENN KADOR	35000	RENNES	3 789,00		
LES AMITIES D ARMOR	29238	BREST CEDEX	1 830,00		
LES ARCHERS DE DINAN	22100	DINAN	251,15		
LES ARCHERS DE PETIT CHATEAU	29900	CONCARNEAU	333,56		
LES ARCHERS DE QUERRIEN	29310	QUERRIEN	512,09		
LES ARCHERS DU CHATEAU ASS	35500	VITRE	220,01		
LES ARCHERS LOGONNAIS	29460	LOGONNA DAOULAS	434,81		
LES ARTS DU FEU	35000	RENNES	4 000,00		
LES ARTS PAISIBLES	56310	MELRAND	3 000,00		
LES ARTS SOUILLES S OUVRENT	56300	PONTIVY	4 500,00		
LES ASSOCIATIONS DU CENTRE DE KERFLEAU	56850	CAUDAN	3 150,00		
LES ATELIERS DE LA CALE	29710	PLOZEVET	1 500,00		
LES ATELIERS DU PLESSIX MADEUC	22130	CORSEUL	3 000,00		
LES ATELIERS DU VENT	35000	RENNES	45 000,00		
LES BECS VERSEURS	35700	RENNES	5 000,00		
LES CAMBRIOLEURS	29200	BREST	20 000,00		
LES CIGALES DE BRETAGNE	35700	RENNES	20 000,00		
LES COMPAGNONS DE L ABBAYE DE BON REPOS	22570	SAINT GELVEN	15 000,00		
LES COMPAGNONS DU DEVOIR	75180	PARIS CEDEX 4	33 304,80	4 782,58	
LES CONCERTS DE POCHE	77133	FÉRICY	1 500,00		
LES CONTEMPORAINS	29200	BREST	10 000,00		
LES DANSES DE DOM	35700	RENNES	8 000,00		
LES DISQUES NORMAL	35140	SAINT AUBIN DU CORMIER	750,00		
LES ESCALES DE BINIC	22520	BINIC	7 000,00		
LES FILMS DU BALIBARI	44100	NANTES		4 000,00	
LES GRIMPEURS DE L ODET	29000	QUIMPER	1 500,00		
LES HAUTS FONDS	29200	BREST	558,75		
LES ILES DU PONANT	56400	AURAY	153 858,85		
LES JARDINS DU MONDE	29190	BRASPARTS		581,85	
LES LANDES	56380	MONTENEUF	35 561,00	2 878,00	
LES LAVOIRS LAMBALLAIS	22400	LAMBALLE		560,00	
LES MANCHOTS DE LA RADE	29200	BREST	584,28		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
LES MARIONNET IC	22000	SAINT BRIEUC	16 000,00		
LES MEDIEVALES HENNEBONT	56700	HENNEBONT	3 000,00		
LES MEMOIRES DE L'HISTOIRE	22580	PLOUHA	3 000,00		
LES METHAGRIS DU BLAVET	56300	PONTIVY	6 466,43		
LES MOYENS DU BORD	29600	MORLAIX	45 528,00		
LES MUSICALES DE QUIBERON	56170	QUIBERON	5 000,00		
LES MUSICALES DE REDON	35600	REDON	4 000,00		
LES OSCARS D'ILLE VILAINE	35510	CESSON SEVIGNE	5 000,00		
LES PATINEURS DE L ARGUENON	22130	CREHEN	432,00		
LES PETITS DEBROUILLARDS GRAND OUEST	35200	RENNES	24 758,00		
LES PIEDS DANS LA VASE	56700	KERVIGNAC	800,00		
LES PRATOS	35190	SAINT THUAL	20 000,00		
LES PRODUCTIONS NID DE COUCOU	22150	HENON	8 000,00		
LES REPRIS DE JUSTESSE	22570	SAINT GELVEN	3 000,00		
LES SCENES DEMENAGENT	35300	FOUGERES	2 000,00		
LES TOMBEES DE LA NUIT	35000	RENNES	150 000,00		
LES YEUX OUVERTS	56000	VANNES	1 400,00		
LIB ERRANCE	22000	ST BRIEUC	425,00		
LIBERTE COULEURS	35200	RENNES	4 000,00		
LIBRE ART BITRE	35000	RENNES	7 500,00		
LIGUE BRET JUDO JUJITSU ET DISCIPLINES ASSOCIEES	35205	RENNES	22 625,00	1 433,00	
LIGUE BRETAGNE DE HOCKEY SUR GLACE	29200	BREST	1 300,00		
LIGUE BRETAGNE PAYS LOIRE SKI NAUTIQUE	35350	SAINT MELOIR DES ONDES	1 200,00		
LIGUE BRETAGNE PETANQUE JEU PROVENCAL	56230	QUESTEMBERT	12 840,32	2 253,00	
LIGUE BRETONNE DE FOOTBALL GAELIQUE	29200	BREST	500,00		
LIGUE D'AIKIDO ET DE BUDO DE BRETAGNE	35400	SAINT MALO	1 800,00	450,00	
LIGUE D'ESCRIME DE BRETAGNE	35065	RENNES CEDEX		282,20	
LIGUE DE BRETAGNE D ATHLETISME	22440	PLOUFRAGAN	43 625,00	1 555,04	
LIGUE DE BRETAGNE D AVIRON	35660	RENAC	6 500,00	262,42	
LIGUE DE BRETAGNE DE BADMINTON	35200	RENNES	12 375,00	349,50	
LIGUE DE BRETAGNE DE BASE BALL CRICKET SOFTBALL	35000	RENNES	3 700,00		
LIGUE DE BRETAGNE DE BASKET BALL	35000	RENNES	13 500,00	1 347,50	
LIGUE DE BRETAGNE DE BILLARD	22000	ST BRIEUC	4 000,00	2 500,00	
LIGUE DE BRETAGNE DE BOXE FRANCAISE SAVATE DA	56000	VANNES	1 500,00	811,20	
LIGUE DE BRETAGNE DE COURSE D ORIENTATION	35000	RENNES	4 400,02	12 417,60	
LIGUE DE BRETAGNE DE FOOTBALL	35768	ST GREGOIRE	47 375,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
LIGUE DE BRETAGNE DE FOOTBALL AMERICAIN	35700	RENNES	1 000,00		
LIGUE DE BRETAGNE DE HAND BALL	35040	RENNES	25 750,00	1 694,85	
LIGUE DE BRETAGNE DE HOCKEY SUR GAZON	35200	RENNES	1 200,00		
LIGUE DE BRETAGNE DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES	56100	LORIENT	12 500,00		
LIGUE DE BRETAGNE DE MOTOCYCLISME	35120	DOL DE BRETAGNE	3 000,00		
LIGUE DE BRETAGNE DE PARACHUTISME SPORTIF	56250	MONTERBLANC	7 828,25	9 436,72	
LIGUE DE BRETAGNE DE ROLLER SPORTS	22440	PLOUFRAGAN	10 769,60	803,00	
LIGUE DE BRETAGNE DE SURF	29000	QUIMPER	9 500,00		
LIGUE DE BRETAGNE DE TENNIS	56308	PONTIVY CEDEX	15 000,00		
LIGUE DE BRETAGNE DE TENNIS DE TABLE	35650	LE RHEU	29 000,00	2 644,00	
LIGUE DE BRETAGNE DE TIR	56390	COLPO	7 865,96	5 137,50	
LIGUE DE BRETAGNE DE TIR A L ARC	29200	BREST	4 764,23	2 739,00	
LIGUE DE BRETAGNE DE TWIRLING BATON	35150	CORPS NUDS	1 000,00		
LIGUE DE BRETAGNE DE VOILE	29200	BREST	75 206,56	2 235,54	
LIGUE DE BRETAGNE DE VOLLEY BALL	56300	PONTIVY	15 375,00	428,40	
LIGUE DE BRETAGNE DES ECHECS	35410	DOMLOUP	3 500,00		
LIGUE DE BRETAGNE DU SPORT ADAPTE	29200	BREST	8 437,63		
LIGUE DE BRETAGNE SAUVETAGE SECOURISME	35800	DINARD	4 460,19	3 591,00	
LIGUE DE BRETAGNE SPORT EN ENTREPRISE	35000	RENNES	1 000,00		
LIGUE DE GOLF DE BRETAGNE	35000	RENNES	12 000,00		
LIGUE DE L ENSEIGNEMENT FEDERATION DES ASSOCIATIONS LAIQUES 35	35000	RENNES	11 600,00		
LIGUE DE L ENSEIGNEMENT FEDERATION DES COTES D ARMOR	22005	SAINT BRIEUC CEDEX 1	21 968,24		
LIGUE DE L ENSEIGNEMENT FEDERATION DU MORBIHAN	56103	LORIENT	32 050,00		
LIGUE DE L' ENSEIGNEMENT FOL DU FINISTERE	29229	BREST	19 120,00		
LIGUE FRCAISE DEFENSE DROITS DE L'HOMME	75018	PARIS	2 000,00		
LIGUE OUEST FED SPORT POLICE FRANCAISE	35032	RENNES CEDEX	3 807,59		
LIGUE REG BRETAGNE SPORTS GLACE	35000	RENNES	1 800,00		
LIGUE REGION BRETAGNE FEDERAT CYCLOTOURI	22400	SAINT ALBAN	5 000,00		
LIGUE REGIONALE DE BOWLING ET SPORT DE QUILLES DE BRETAGNE	29000	QUIMPER	1 500,00		
LILLICO	35000	RENNES	34 000,00		
LIN CHANVRE EN BRETAGNE ROUTE DES TOILES	29800	LANDERNEAU	25 768,89		
LIONEL BUANNIC KROUI	56410	ETEL	113 000,00	40 691,80	
LIONS CLUB DE RENNES RIVES DE L ILLE	35510	CESSON SEVIGNE	800,00		
LIONS CLUB INTERNATIONAL DISTRICT 103 OUEST	53000	LAVAL	3 000,00		
LIVE ON	56700	HENNEBONT	884,00		
LIVRE ET MER DE CONCARNEAU	29183	CONCARNEAU CEDEX	14 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
LOCALIDEES	56800	AUGAN	19 750,00		
LOCMINE FORMATION	56500	MOREAC	34 350,00		
LOISIRS SUBAQUATIQUES DINANNAIS	22100	QUEVERT	251,57		
LOUMA	35000	RENNES	13 000,00		
LUTIG	56100	LORIENT	504,00		
LYCEE ASSOMPTION ASSO	35019	RENNES	2 500,00		
LYNCEUS THEATRE	22410	LANTIC	20 000,00		
MAB AR MOR	29200	BREST		50 000,00	
MAC HTIERN	35190	ST THUAL	4 000,00		
MADAME BOBAGE	22510	MONCONTOUR	7 000,00		
MAISON ACCUEIL PAYS REDON	35603	REDON	720,00		
MAISON DE L ARCHITECTURE DE BRETAGNE	35000	RENNES	45 000,00		
MAISON DE L EMPLOI SAINT BRIEUC	22000	SAINT BRIEUC	190,65		
MAISON DE L EUROPE DE BREST	29200	BREST	8 562,42		
MAISON DE L EUROPE DE RENNES ET HAUTE BRETAGNE	35000	RENNES	19 167,76		
MAISON DE LA CONSOMMATION ET DE L ENVIRONNEMENT	35000	RENNES	37 456,19		
MAISON DE LA POESIE	35000	RENNES	29 750,00		
MAISON DES CULTURES DU MONDE	75006	PARIS	2 000,00		
MAISON DU CENTRE SAINT JACQUES	29410	GUICLAN		98 370,40	
MAISON FAMILIALE RURALE EDUCA ORIENT	22600	LOUDÉAC	9 305,00	57 250,93	
MAISON JEUNES CULTURE PLATEAU CENTRAL	22005	SAINT BRIEUC CEDEX 1	5 386,31		
MAISON POESIE PAYS QUIMPERLE	29300	QUIMPERLE	5 700,00		
MAISON POUR TOUS L HARTELOIRE	29200	BREST	3 000,00		
MAISON POUR TOUS PEN AR CREAC H	29200	BREST	3 500,00		
MAITRISE HAUTE BRETAGNE ECOLE MAIT REG	35000	RENNES	22 500,00		
MAITRISE SAINT LEONARD	35300	FOUGERES	750,00		
MANE ROUL'ARTS	56470	LA TRINITE SUR MER	1 000,00		
MARINS SANS FRONTIERES	29200	BREST		1 500,00	
MARMOUZIC	29200	BREST	11 000,00		
MAT AR JEU	29200	BREST	2 730,00		
MAWGUERITE	29600	MORLAIX	18 000,00		
MECAROCK	56380	GUER	1 000,00		
MEDEFI	35600	REDON	49 858,43		
MEFP PAYS D AURAY	56400	AURAY	7 646,08		
MELROSE	22160	CALLAC	15 000,00		
MEMOIRES DES ESCLAVAGES	29000	QUIMPER	1 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
MENE DES SONS	22230	MERDRIGNAC	1 500,00		
MFPF 35	35000	RENNES	12 433,00		
MFREO	29100	POULLAN SUR MER	16 733,16	3 190,59	
MFREO KEROZAR	29600	MORLAIX	9 601,68	296 083,60	
MICROTEL	22200	GUINGAMP	22 800,00		
MIGNONED AR BREZHONEG	56860	SENE	4 590,92		
MIKADO JEUNESSE	22360	LANGUEUX	9 500,00		
MILASONS	22150	SAINT CARREUC	2 000,00		
MILLENIUM	22700	PERROS GUIREC	7 000,00		
MINE DE RIEN	56000	VANNES	1 890,00		
MINH LONG RENNES CLUB DU DRAGON D'OR	35000	RENNES	42,14		
MIS LOC INSERT SOC PROF JEUNES	35600	REDON	124 436,00		
MISSION ELECT INFOR TELECOMMUNICAT OUEST	35510	CESSON SEVIGNE	423 550,27		
MISSION LOCALE CENTRE OUEST BRETAGNE	22110	ROSTRENEN	103 648,00		
MISSION LOCALE DE CENTRE BRETAGNE	56305	PONTIVY	141 297,00		
MISSION LOCALE DU BASSIN D EMPLOI DE RENNES	35102	RENNES CEDEX 3	390 262,00		
MISSION LOCALE DU PAYS D'AURAY	56400	AURAY	87 472,00		
MISSION LOCALE DU PAYS DE BREST	29210	BREST CEDEX 1	309 671,75		
MISSION LOCALE DU PAYS DE CORNOUAILLE	29000	QUIMPER	278 184,00		
MISSION LOCALE DU PAYS DE DINAN	22100	DINAN	122 096,00		
MISSION LOCALE DU PAYS DE FOUGERES	35303	FOUGERES CEDEX	117 383,00		
MISSION LOCALE DU PAYS DE MORLAIX	29600	MORLAIX	137 977,00		
MISSION LOCALE DU PAYS DE SAINT MALO	35400	SAINT MALO	159 281,00		
MISSION LOCALE DU PAYS DE VANNES	56000	VANNES	153 189,00		
MISSION LOCALE DU PAYS DE VITRE	35500	VITRE	112 394,50		
MISSION LOCALE INSERTION JEUNE	22000	SAINT BRIEUC	212 442,00		
MISSION LOCALE OUEST COTES D'ARMOR	22301	LANNION	193 723,00		
MISSION LOCALE PAYS DE PLOERMEL COEUR DE BRETAGNE	56804	PLOERMEL CEDEX	89 219,00		
MJC ANTIPODE CLEUNAY	35066	RENNES CEDEX	72 900,50		
MJC DE BREQUIGNY	35205	RENNES CEDEX 2	13 582,50		
MJC LA PAILLETTE	35038	RENNES CEDEX	40 000,00		
MOBILITES PARTAGEES EN PAYS DE VILAINE	35600	SAINTE MARIE	7 000,00		
MODELISME FERROVIAIRE GOELO TREGOR	22620	PLOUBAZLANEC	500,00		
MOLKKY ASSOCIATION	35740	PACE	1 500,00		
MON ONCLE ET MA NIECE	35000	RENNES	15 000,00		
MONSTRE(S)	35000	RENNES	8 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
MONT DOL INITIATIVES	35120	DOL DE BRETAGNE	1 000,00		
MONTGERMONT VOLLEY BALL CLUB	35760	MONTGERMONT	500,00		
MORAL SOUL	29200	BREST	15 000,00		
MORBIHAN ORGANISATIONS CYCLISTES 56	56500	MOREAC	1 000,00		
MOTO CLUB D ALLAIRE	56350	RIEUX	1 000,00		
MOTO CLUB D IFFENDIC	35750	IFFENDIC	2 500,00		
MOTO CLUB DE GLENAC	56200	GLENAC	2 000,00		
MOTO CLUB DE LA BOSSE DE BRETAGNE	35320	LA BOSSE DE BRETAGNE	2 000,00		
MOTO CLUB ROMAGNE	35133	ROMAGNE	4 000,00		
MOTOCULTOR FEST PROD	56890	SAINT AVE	15 000,00		
MOUV FRANC POUR PLANNING FAMIL	35000	RENNES	2 160,00		
MOUVEMENT EUROPEEN FRANCE MORBIHAN	56000	VANNES	1 000,00		
MOUVEMENT FINISTERIEN POUR PLANNING FAMILIAL	29200	BREST	500,00		
MOUVEMENT RURAL DE JEUNESSE CHRETIENNE MRJC BRETAGNE	35042	RENNES CEDEX	47 840,00		
MUSIQUE A GROIX	56590	GROIX	3 000,00		
MUSIQUE ET CULTURE	29470	PLOUGASTEL DAOULAS	1 500,00		
MUSIQUES EN COTE DE LEGENDES	29890	BRIGNOGAN PLAGE	800,00		
MUTUALITE FRANCAISE IMFB	56325	LORIENT	10 832,50		
NAIADE	35000	RENNES	3 000,00		
NANTES A BREST DIEGO DEVELOPPEMENT	29200	BREST	1 067,10		
NAUTISME EN BRETAGNE	29200	BREST	313 325,00		
NEDIELA	35490	GAHARD	3 000,00		
NEMO	29200	BREST	10 000,00		
NIDIAD	44000	NANTES	1 500,00		
NOTRE DAME DES MARAIS ASSO	35300	FOUGERES	2 500,00		
OBSERV IND ET METIERS METALLUR	35000	RENNES	13 531,25		
OBSERVATOIRE DU PLANCTON	56290	PORT LOUIS	3 500,00		
OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES PRISONS SECTION FRANCAISE	75019	PARIS	2 000,00		
OBSERVATOIRE REGIONAL DE SANTE BRETAGNE	35042	RENNEX CEDEX	140 000,00		
OCCE DU LYCEE DE CORNOUAILLE	29000	QUIMPER	52 525,50		
ODCVL COMPTOIR DE PROJETS EDUCATIFS	88007	EPINAL CEDEX		79 869,00	
ODYSSEE DU VENT	56760	PENESTIN	29 312,75		
OEUVRE DES FILETS BLEUS	29185	CONCARNEAU	15 000,00		
OFFICE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL DU MENE	22330	SAINT GILLES DU MENE	5 625,00		
OFFICE DE TOURISME D AURAY COMMUNAUTE	56400	AURAY	11 000,00		
OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAUTAIRE DU LEON	29250	SAINT POL DE LEON	22 200,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
OFFICE DES SPORTS DE LA VILLE DE LORIENT	56100	LORIENT	500,00		
OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS	29600	MORLAIX	2 000,00		
OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS	56190	MUZILLAC	500,00		
OFFICE MUSIQUE CULTURE SPORT ET LOISIRS	56130	LA ROCHE BERNARD	1 000,00		
OFFICE RADIO RENNES	35000	RENNES	10 000,00	4 000,00	
OFFICE SUD CORNOUAILLAIS D ANIMATION CULTURELLE	29105	QUIMPER CEDEX	40 000,00		
OFFSHORE	56100	LORIENT	15 000,00		
OGEC ANNE MARIE JAVOUHEY	29604	BREST	936,00		
OGEC DE CAMPOSTAL ET GOUAREC	22110	ROSTRENEN	54,00		
OGEC L EDUCATRICE	22205	GUINGAMP	780,00		
OGEC LE PORSMEUR	29600	MORLAIX	264,00		
OGEC LP PRIVE ST ELISABETH STBLAISE	29171	DOUARNENEZ CEDEX	552,00		
OGEC LYCEE COLLEGE ST PIERRE	22000	SAINT BRIEUC	2 500,00		
OGEC LYCEE JEANNE D ARC ST YVY	56306	PONTIVY CEDEX	2 028,00		
OGEC LYCEE LAMENNAIS ST ARMEL	56801	PLOERMEL	2 500,00		
OGEC LYCEE MARIE BALAVENNE	22005	SAINT-BRIEUC CEDEX 1	366,00		
OGEC LYCEE ST JOSEPH LAMBALLE	22404	LAMBALLE	966,00		
OGEC LYCEES ST PAUL ET ST GEORGES	56014	VANNES	1 866,00		
OGEC SACRE COEUR LYCEE TECHNIQUE PRIVE	22003	ST BRIEUC	4 000,00		
OGEC SAINT CHARLES LA PROVIDENCE	22021	SAINT-BRIEUC	1 266,00		
OGEC SAINT JOSEPH LORIENT	56109	LORIENT CEDEX	2 390,00		
OGEC SAINTE ANNE ET SAINT LOUIS	56400	SAINTE ANNE D'AURAY	450,00		
OGEC SAINTE HELENE	56310	BUBRY	1 000,00		
OLYMPIC CYCLISTE LOCMINE	56500	LOCMINE	1 000,00		
OMNISPORT AGENTS REGION BRETAGNE	35711	RENNES CEDEX 7	28 000,00		
ONDINE	29242	OUESSANT	11 000,00		
ORCHESTRE ET CHOEUR DE BROCELIANDE	35160	MONTFORT SUR MEU	800,00		
ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE BRETAGNE	35108	RENNES	1 644 000,00		
ORDRE AVOCATS COUR APPEL RENNES	35000	RENNES	1 500,00		
ORDRE DES AVOCATS AU BARREAU DE SAINT BRIEUC	22023	SAINT BRIEUC CEDEX	2 000,00		
ORDRE INTERNATIONAL DES DISCIPLES D AUGUSTE ESCOFFIER	53000	LAVAL	300,00		
ORGANISATION RONDE DES VALLEES	22600	HEMONSTOIR	2 000,00		
ORGANISME PARIT COLLECT AGRE INDUS METAL	75017	PARIS	15 000,00		
ORGANISME SELECTION RACE NORMANDE	61700	DOMFRONT	7 044,10		
ORGUES EN CORNOUAILLE	29170	FOUESNANT	3 000,00		
ORIENTATION VIVRE	29900	CONCARNEAU	7 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ORPHEE THEATRE	56400	AURAY	20 000,00		
OTB OFFICE DE TOURISME DE BRETAGNE	56140	MALESTROIT	155 933,00		
OUEST MEDIALAB	44400	REZE	5 000,00		
PACE EN COURANT	35740	PACE	2 500,00		
PAE TOGO	29710	PLOZEVET		1 500,00	
PALMES EN CORNOUAILLE	29000	QUIMPER	1 340,88		
PAOTRED ER MEN GLAS	56410	ETEL		792,12	
PARITITO	29180	LOCRONAN	8 000,00		
PASSION JUDO 35	35000	RENNES	383,94		
PATCHROCK	35000	RENNES	12 283,00		
PATRONAGE LAIQUE DE LORIENT	56100	LORIENT	1 500,00		
PATRONAGE LAIQUE MUNICIPAL CAVALE BLANCHE	29200	BREST	1 077,05		
PAYS D ACCUEIL DE DINAN	22100	DINAN	22 200,00		
PAYS D ACCUEIL TOURISTIQUE DE FOUGERES	35305	FOUGERES CEDEX	32 437,50		
PAYS DE FOUGERES BASKET	35300	FOUGERES	1 500,00		
PAYS DE FOUGERES MARCHES DE BRETAGNE	35303	FOUGERES	279 803,72		
PAYS DE LANDERNEAU DAOULAS ANIMATIONS	29800	LANDERNEAU	600,00		
PAYS DES VALLONS DE VILAINE	35580	GUICHEN	164 212,13		
PAYS TOURISTIQUE DE L OUST A BROCELIANDE	56800	PLOERMEL	71 576,00		
PAYS TOURISTIQUE TERRES D ARMOR	22390	BOURBRIAC	22 200,00		
PAYSAGES MEGALITHIQUES DE CARNAC ET DU SUD MORBIHAN	56340	CARNAC	15 000,00		
PENTH ATONIK	22400	LAMBALLE	688,31		
PERMACULTURE ITINERANTE	29200	BREST	1 075,00	575,00	
PERSPECTIVE NEVSKI	35000	RENNES	5 000,00		
PETANQUE COMBRITOISE	29120	COMBRIT	1 000,00		
PETRA NEUE	56890	PLESCOP	5 000,00		
PHARE OUEST	35260	CANCALE	42 500,00		
PHOTONICS BRETAGNE	22300	LANNION	292 213,50	118 977,00	
PIED EN SOL	35600	REDON	8 000,00		
PILOT FISHES	22150	PLOUGUENAST	10 000,00		
PLAGE MUSICALE EN BANGOR	56360	BANGOR	3 000,00		
PLANEURS D ILLE ET VILAINE	35390	SAINT SULPICE DES LANDES	2 500,00		
PLANEURS DE BROCELIANDE EX AERO CLUB	56800	LOYAT	1 000,00		
PLASTI OUEST	35016	RENNES CEDEX	4 701,25		
PLATEAU TECHNIQUE MEDICO SPORTIF DU CENTRE BRETAGNE	56920	NOYAL PONTIVY	3 000,00		
PLO SKATE CLUB	29470	PLOUGASTEL	500,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
POINT ACCUEIL EMPLOI PIPRIAC	35550	PIPRIAC	7 500,00		
POLARITES	29000	QUIMPER	50 000,00		
POLE AGRONOMIQUE DE L'OUEST	35000	RENNES	292 276,59		
POLE ARTISTIQUE ET CULTUREL DU COLLEGE ANGELE VANNIER	35460	SAINT BRICE EN COGLES	3 875,00		
POLE ARTSANTE	35000	RENNES	3 000,00		
POLE D'EXCELLENCE CYBER	35170	BRUZ	14 000,00		
POLE DE L ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DU PAYS DE SAINT BRIEUC	22190	PLERIN	35 000,00		
POLE EMC2	44340	BOUGUENAIS	26 640,00		
POLE ESPOIRS CYCLISME ST BRIEUC	22003	ST BRIEUC	1 000,00		
POLE FINISTERE COURSE AU LARGE	29940	LA FORET FOUESNANT	250 000,00		
POLE FRANCE VOILE DE BREST	29200	BREST	11 500,00		
POLE MER BRETAGNE ASSO	29200	BREST	335 964,06		
POLE RECHERCHE FORMATION ACTION EDUCATIVE	75018	PARIS 18	42 000,00		
POLYCULTURE	56300	MALGUENAC	17 000,00		
POMPIER INTERNATIONAL COTES D ARMOR	22950	TREGUEUX	4 000,00		
POMPIERS SOLIDAIRES BRETAGNE	56890	PLESCOP	440,00	180,00	
PONTIVY TRIATHLON	56300	PONTIVY	581,88		
POOL AR BED	29000	QUIMPER	1 556,59		
PORT INTERET PATRIMONIAL PROTECT	29770	AUDIERNE	1 000,00		
PORTES DE BRETAGNE SOLIDAIRES	35220	CHATEAUBOURG	21 000,00		
POZNAN ILLE ET VILAINE		61 772 POZNAN	9 021,35		
PRESQU ILE KITE CLUB	56510	SAINT PIERRE QUIBERON	223,46		
PRINTEMPS DE CHATEAUNEUF	29520	CHATEAUNEUF DU FAOU	6 000,00		
PRISME	35200	RENNES	101 600,00		
PROCOM	22200	SAINT AGATHON	1 500,00		
PROMOTION ACTION ANIMAT SOCIAL	35000	RENNES	7 000,00		
PROMOTRANS ASSOCIATION	75014	PARIS	52 397,20	1 439,62	
PROMOTRANS FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE	35170	BRUZ	17 362,52		
PROPAGANDE C	22000	ST BRIEUC	8 000,00		
PROXIM SERVICES BRETAGNE SUD	35600	REDON		18 252,00	
PUBLIC ALEA	35000	RENNES	5 000,00		
QUAI DES BULLES	35406	SAINT MALO CEDEX	25 000,00		
QUALINAUTIC 35	35400	SAINT MALO	1 572,00		
QUALITE STREET	35000	RENNES	5 000,00		
QUESTIONS D EGALITE	35700	RENNES	1 000,00		
QUIBERON TRIATHLONS	56170	QUIBERON	3 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
QUIMPER CORNOUAILLE TENNIS DE TABLE	29000	QUIMPER	21 750,00		
QUIMPER EGALITE	29000	QUIMPER	3 000,00		
QUIMPER KERFEUNTEUN FOOTBALL CLUB	29000	QUIMPER	1 277,22		
QUIMPER VOLLEY 29	29170	SAINT EVARZEC	41 857,86		
QUINTIN ROLLER CLUB	22800	QUINTIN	500,00		
RADIO BRETAGNE 5	22120	QUESSOY	1 000,00		
RADIO CHANTEPLEURE	35270	CUGUEN	6 000,00		
RADIO EMERAUDE	29260	LE FOLGOET	7 500,00		
RADIO KERNE	29710	PLONEIS	76 948,19		
RADIO LASER	35580	GUICHEN	54 914,50		
RADIO NORD BRETAGNE	29610	PLOUIGNEAU	8 500,00		
RADIO PAROLE DE VIE	35405	SAINT MALO	8 500,00		
RADIO U	29200	BREST	7 500,00		
RAID AUTOUR DU GOLF DU MORBIHAN	56000	VANNES	10 000,00		
RAID NATURE SUD GOELO	22410	PLOURHAN	500,00		
RANDORADE	29200	BREST	1 953,84		
RCF COTES D ARMOR	22000	ST BRIEUC	7 000,00		
RCF FINISTERE	29200	BREST	15 000,00		
REBEMP RESEAU EST BRETAGNE D ETUDE DE LA MEDECINE PERINATALE	35033	RENNES	800,00		
REC ROLLER HOCKEY	35000	RENNES	740,33		
RECYCLERIE UN PEU D'R	29200	BREST	3 508,00		
REDER MOR	29252	PLOUEZOCH		2 275,28	
REDON OLYMPIC CYCLISTE	35600	REDON	1 000,00		
REGARDS SUR LES ARTS ASS	22400	LAMBALLE	2 000,00		
RELAIS EMPLOI	35170	BRUZ	24 000,00		
REMISE EN JEU	56100	LORIENT	81 500,00		
RENAN 21	37100	TOURS		1 886,34	
RENCONTRES INTERNAT MUSIQUE ANCIENNE T	22420	LANVELLEC	55 000,00		
RENCONTRES POETIQUES DE BRETAGNE	35350	LA GOUESNIERE	3 000,00		
RENNES ETUDIANTS CLUB SECTION VOLLEY BALL	35700	RENNES	1 000,00		
RENNES METROPOLE HANDBALL	35700	RENNES	13 323,00		
RENNES SPORTS SOUS MARINS ASS	35000	RENNES	1 419,44		
RENNES VOLLEY 35	35200	RENNES	48 450,00		
RESEAU AGRICULTURE DURABLE	35577	CESSON-SEVIGNE CEDEX	10 522,30		
RESEAU D EDUCATION A L ENVIRONNEMENT EN BRETAGNE	22200	PLOUISY	43 620,00		
RESEAU DES STRUCTURES DE PROXIMITE EMPLOI FORMATION BRETONNES	35550	PIPRIAC	12 500,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
RESEAU ENTREPRENDRE BRETAGNE	35016	RENNES CEDEX	81 000,00		
RESO SOLIDAIRE POLE DE DEVELOPPEMENT DU PAYS DE RENNES	35000	RENNES	84 500,00		
RESSOURCERIE TI RECUP	29270	CARHAIX PLOUGUER	14 000,00		
RESTAURANTS DU COEUR	56000	VANNES		6 555,00	
RETROGEEK	29200	BREST	300,00		
REVES D OCEANS	29360	CLOHARS CARNOET	2 500,00		
RHIZOME	56000	VANNES	18 000,00		
RHIZOMES	29100	DOUARNENEZ	26 550,00		
ROCK TYMPANS	35400	SAINT MALO	92 500,00		
ROLLER IN LINE GRAND LAMBALLE	22400	COETMIEUX	191,98		
ROLLER SUD GOELO	22680	ETABLES SUR MER	157,64		
ROSTRENEN AIR MODEL	22110	PLOUGUERNEVEL	500,00		
ROUTE 164	22110	MELLIONNEC	10 000,00		
ROZ ARMOR MAISON FAMILIALE DE VACANCES	22430	ERQUY		50 438,30	
RSE ET DEVELOPPEMENT	35000	RENNES	939,00		
RUE DES ARTS	35680	MOULINS	22 500,00		
RUGBY CLUB BROCELIANDE OUST	56140	MALESTROIT	500,00		
RUGBY CLUB QUIMPEROIS	29000	QUIMPER	493,44		
RUGBY CLUB VANNETAIS	56000	VANNES	37 251,26		
RUGBY LANESTER LOCUNEL	56600	LANESTER	4 000,00		
RUN AR PUNS ASSOCIATION	29150	CHATEAULIN	64 135,75		
S E P A	35700	RENNES	21 000,00		
SABOUGNOUMAN MALI GRAND CHAMP	56390	GRAND CHAMP	122,70	258,75	
SAINT BRIEUC AGGLO TOUR ASSO	22000	SAINT BRIEUC	3 000,00		
SAINT BRIEUC BOWLING	22000	SAINT BRIEUC	231,36		
SAINT BRIEUC EXPO CONGRES	22099	SAINT BRIEUC	1 500,00		
SAINT GILLES SOLIDARITE	35590	SAIINT GILLES		4 248,97	
SAINT JACQUES BADMINTON	35136	ST JACQUES DE LA LANDE	500,00		
SAINT POL ATHLETIC CLUB	29250	SAINT POL DE LEON	1 000,00		
SALONS LEVRIOU PLUGUEN	29710	PLONEIS	2 500,00		
SAUVEGARDE 56	56103	LORIENT CEDEX	158 959,50		
SAV HEOL	35650	REUZ		4 734,98	
SCOPITONE ET COMPAGNIE	56100	LORIENT	10 000,00		
SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	35230	NOYAL CHATILLON SUR SEICH	7 708,00		
SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	75013	PARIS 13	2 400,00	233,64	
SEAFOOD FUSION	29470	PLOUGASTEL DAOULAS	15 675,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
SECOURS CATHOLIQUE	29102	QUIMPER CEDEX	12 702,10		
SECOURS CATHOLIQUE 22	22000	ST BRIEUC	22 563,00		
SECOURS CATHOLIQUE DELEGATION D ILLE ET VILAINE	35011	RENNES Cedex	3 465,00		
SECOURS CATHOLIQUE VANNES	56000	VANNES	989,50		
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS	29200	BREST	4 166,67		
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS	35000	RENNES	13 210,00	7 200,00	
SELLIT 150	56100	LORIENT	15 000,00		
SEMA'FOR	29200	BREST	64 000,00		
SERVIAM	56700	HENNEBONT	1 476,00		
SERVICE D ENTRAIDE DU LYCEE SAINT CHARLES	22000	SAINT BRIEUC	16 800,00		
SERVICE DE COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	69007	LYON	26 300,00		
SESAM BRETAGNE	56100	LORIENT	10 000,00		
SFERHE	94410	SAINT MAURICE	1 000,00		
SIBEL E SIBEN	35000	RENNES	2 000,00		
SIGMA KAPPA	29870	LANDEDA	2 500,00	944,61	
SKEUDENN BRO ROAZHON UPRACB	35000	RENNES	58 685,91		
SKOL OBER	22300	LANNION	6 000,00		
SO	56700	HENNEBONT	6 000,00		
SOCIAL BUILDER	94300	VINCENNES	10 000,00		
SOCIETE ARCHEOLOGIQUE DU FINISTERE	29000	QUIMPER	2 000,00		
SOCIETE D EMULATION DES COTES D ARMOR	22042	SAINT BRIEUC	1 000,00		
SOCIETE DE CONCOURS HIPPIQUE DE LAMBALLE	22400	LAMBALLE	1 000,00		
SOCIETE DEPARTEMENTALE AGRICULTURE	56009	VANNES	2 500,00		
SOCIETE DES AMIS DE LOUIS GUILLOUX	22015	ST BRIEUC CEDEX 01	5 000,00		
SOCIETE DES AMIS DU MUSEE DE L INFANTERIE	68000	COLMAR	500,00		
SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR	75007	PARIS	1 000,00		
SOCIETE HIPPIQUE NATIONALE D HENNEBONT	56700	HENNEBONT	2 000,00		
SOCIETE NATIONALE D ENTRAIDE DE LA MEDAILLE MILITAIRE SNEMM	75008	PARIS	1 000,00		
SOCIETE NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER SNSM	75009	PARIS		182 208,25	
SOCIETE POLYMATHIQUE DU MORBIHAN	56000	VANNES	1 150,00		
SOCIETE PROTECTRICE DE PETITES IDEES	22950	TREGUEUX	3 000,00		
SOFIA LABEL	56130	NIVILLAC	1 350,00		
SOLEILS	35510	CESSON SEVIGNE	600,00		
SOLIDAIRES POUR UNE TERRE	35460	TIERCENT	2 154,53		
SOLIDARITE DAR EL SALAM	29640	PLOUGONVEN		18 657,24	
SOLIDARITE PAYSANS DE BRETAGNE	35000	RENNES	54 230,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
SOLIDARITE TREGOR MADAGASCAR	22220	PLOUGUIEL	375,70		
SON AR MEIN	29620	GUIMAEC	12 738,35		
SONERIEN LANN BIHOUE	56100	LORIENT	1 000,00		
SOUFFLEURS D'ECUME ECOSCIENCE PROVENCE	83170	CELLE	2 000,00		
SOURIRE MALGACHE TSIKY MALAGASY	35580	LASSY		264,00	
SPELEOGRAPHIES	35000	RENNES	5 625,00		
SPORT CONCEPT	75116	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	18 750,00		
SPORTIVE DU RALLYCROSS LOHEAC	35200	RENNES	15 000,00		
SPOT 29 JEUNES AGRICULTEURS	29260	LESNEVEN	4 500,00		
SQUASH LORIENTAIS	56100	LORIENT	1 162,53		
STADE BRESTOIS 29	29220	BREST CEDEX 2		186 961,51	
STADE BRESTOIS ATHLETISME	29200	BREST	1 129,18		
STADE COLLEGIEN MALOUIN AS INSTITUTION SAINT MALO LA PROVIDENCE	35400	SAINT MALO	1 908,00		
STADE PLABENNECOIS FOOTBALL	29860	PLABENNEC	8 418,46		
STADE PLEUDIHENNAIS	22690	PLEUDIHEN SUR RANCE	900,00		
STADE PLOUFRAGANAIS ROLLER SKATING	22440	PLOUFRAGAN	1 412,84		
STADE RENNAIS RUGBY	35000	RENNES	3 604,64		
STAND DE TIR DE L'ISOLE	56560	GUISCRIFF		11 793,77	
STARTIJENN	35400	SAINT MALO	21 000,00		
STE ARCHEOLOGIQUE HISTORIQUE DE FOUGERES A RENNES	35300	FOUGERES	750,00		
STE ARCHEOLOGIQUE HISTORIQUE DE NANTES ET LOIRE ATLANTIQUE	44000	NANTES	900,00		
STE D ETUDES DE BREST ET DU LEON	29200	BREST	750,00		
STE DES ELEVEURS DE LA RACE BRETONNE PIE NOIRE	29109	QUIMPER	103 585,31		
STE DES MEILLEURS OUVRIERS DE FRANCE	56700	KERVIGNAC	9 200,00		
STE DES REGATES DE DOUARNENEZ	29100	DOUARNENEZ	15 000,00		
STE HISTOIRE ET ARCHEOLOGIE D ILLE ET VILAINE	35700	RENNES	1 050,00		
STE HISTOIRE ET ARCHEOLOGIE DE BRETAGNE	35000	RENNES	2 750,00		
STIREN DE LANGUIDIC ASSO	56440	LANGUIDIC	3 000,00		
STOCKHOLMS BALFOLKFORENING	99999	141 39 HUDDINGE	326,00		
STROLLAD LA OBRA	29100	DOUARNENEZ	6 250,00		
SUP ARMOR CIO	22000	ST BRIEUC	19 345,85		
SURFRIDER FOUNDATION EUROPE	64200	BIARRITZ	5 500,00		
SYNDICAT DES ELEVEURS DU CHEVAL BRETON	29404	LANDIVISIAU	85 585,00		
SYNDICAT ELEVEURS PORCS BLANC DE L OUEST	22160	MAEL PESTIVIEN	3 609,00		
SYNDICAT NATIONAL SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES	75011	PARIS	3 000,00		
TACLE	29200	BREST	1 154,70		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
TEAM EUROSIDE	56310	BUBRY	520,96		
TEAM MORBIHAN KARATE	56100	LORIENT	242,94		
TEATR PIBA	29200	BREST	25 940,00		
TECHNOPOLE DE BREST IROISE ASS	29238	BREST CEDEX 3	262 697,60		
TECHNOPOLE QUIMPER CORNOUAILLE	29000	QUIMPER	108 372,40		
TELENN	22000	SAINT BRIEUC	27 081,32		
TENNIS CLUB D AURAY	56400	AURAY	7 000,00		
TENNIS CLUB DE L AMIRAUTE	22370	PELNEUF VAL ANDRE	1 000,00		
TENNIS CLUB DE PORSPODER	29840	PORSPODER	2 000,00		
TENNIS CLUB MUNICIPAL PERROSIEN	22700	PERROS-GUIREC	2 000,00		
TENNIS CLUB QUIMPERLE	29300	QUIMPERLE	3 000,00		
TENNIS CLUB TADEN DINAN	22100	TADEN	1 000,00		
TERIA	35131	CHARTRES-DE-BRETAGNE		1 750,00	
TERRE D ILLE ET VILAINE	35042	RENNES CEDEX	6 960,00		
TERRE D'ESPOIR ARMOR	22470	PLOUÉZEC	750,00		
TERRE DE LIENS LIAMM AN DOUAR	35510	CESSON SEVIGNE	10 000,00		
TERRE EN ESPOIR PAPIER	29490	GUIPAVAS	3 000,00		
TERRES ET BOCAGES	22510	TREDANIEL	6 000,00		
TERRITOIRE DE L ECRITURE EN MOUVEMENT TEEM	29000	QUIMPER	30 000,00		
THAI BOXING CLUB BREST	29200	BREST	595,08		
THE BRIDGE	44200	NANTES	50 000,00		
THEATRE A L ENVERS	35000	RENNES	12 000,00		
THEATRE AR VRO BAGAN	29880	PLOUGUERNEAU	84 652,50		
THEATRE BERLOUL	35850	ROMILLE	2 500,00		
THEATRE DE CORNOUAILLE QUIMPER	29337	QUIMPER CEDEX	90 000,00		
THEATRE DE FOLLE PENSEE	22043	SAINT-BRIEUC	55 000,00		
THEATRE DE L ECHANGE	56100	LORIENT	30 000,00		
THEATRE DE L ECUME	56400	BRECH	30 000,00		
THEATRE DE LA BOUCHE D OR	56800	PLOERMEL	15 000,00		
THEATRE DE TARABATES	22000	SAINT BRIEUC	14 000,00		
THEATRE DES LUCIOLES	35000	RENNES	35 000,00		
THEATRE DU GRAIN	29200	BREST	20 000,00	2 408,00	
THEATRE DU PRE PERCHE PENICHE SPECTACLE	35000	RENNES	36 000,00		
THEATRE DU TOTEM	22000	SAINT-BRIEUC	10 000,00		
THEATRE EN RANCE	22100	DINAN	20 000,00		
THEATRE L ENTRESORT	29204	MORLAIX CEDEX	80 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
THEATRE LIVRE VIVANT	35340	LIFFRE	1 000,00		
TI AR VRO	29000	QUIMPER	40 000,00		
TI AR VRO BRO KEMPERLE	29380	BANNALEC	2 000,00		
TI AR VRO LANDERNE DAOULAZ	29800	LANDERNEAU	3 570,14		
TI AR VRO LEON	29260	LESNEVEN	40 395,33		
TI AR VRO TREGER GOUELOU	22140	CAVAN	58 600,00		
TIEZ BREIZ MAISON PAYSAGE BRETAGNE	35200	RENNES	15 354,00		
TILT	35000	RENNES	1 000,00		
TM PROJECT	35000	RENNES	8 000,00		
TONNERRE DE BREST	29200	BREST	499,95		
TOUR BRETAGNE FEMININ	29720	PLONEOUR LANVERN	22 000,00		
TOUR DE RANCE RANDONNEE VINTAGE	22100	DINAN	1 500,00		
TOURNE SOL	35850	ROMILLE	9 150,00		
TOUT ATOUT	35000	RENNES	13 500,00		
TRADITIONS VIVANTES EN BRETAGNE	35160	MONTERFIL	1 000,00		
TRAIL DU BOUT DU MONDE	29280	PLOUZANE	500,00		
TRAME	75009	PARIS	15 000,00		
TRAVESIAS	35000	RENNES	2 000,00		
TREGOR SOLIDARITE NIGER	22710	PENVENAN	485,78	4 884,15	
TRIOMPHE SAINT CYR	56381	GUER	1 500,00		
TRO BRO ORGANISATION	29870	LANNILIS	25 000,00		
TRO HEOL	29180	QUEMENEVEN	35 000,00		
TROPHEE MORBIHAND	56000	VANNES	1 500,00		
TROUPE THEATRALE DURETIE	56350	RIEUX	10 000,00		
TUD BRO KONK ASSOCIATION	29900	CONCARNEAU	1 348,16		
TY FILMS	22110	MELLIONNEC	66 000,00		
U B A P A R ENVIRONNEMENT	29830	PLOUDALMEZEAU	10 000,00		
UBAPAR	29610	PLOUIGNEAU	51 783,00		
UBAPAR ASSOCIATION	56250	SAINT NOLFF	3 100,00		
UBI	35700	RENNES	20 000,00		
UCK NEF VANNES BASKET-BALL	56000	VANNES	800,00		
UFCV CRFA	75019	PARIS	19 262,00		
UGPVB	35000	RENNES	13 633,20		
UGSEL DE BRETAGNE	22205	GUINGAMP CEDEX	19 000,00	2 773,00	
UIMM BRETAGNE FORMATION	35000	RENNES	20 000,00		
ULAMIR AULNE	29520	CHATEAUNEUF DU FAOU		11 409,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
UN SOIR A L OUEST	29200	BREST	4 000,00		
UN TEMPS DE CHIEN CORPORATION	29810	PLOUARZEL	6 000,00		
UNAT BRETAGNE	56000	VANNES	73 476,00		
UNICEM BRETAGNE	35000	RENNES	1 822,50		
UNICEM UNION NATIONALE INDUSTRIES MAT	75017	PARIS	14 558,80		
UNICITE	35590	L HERMITAGE	15 000,00		
UNION ATHLETIQUE DES COTES D' ARMOR	22000	ST BRIEUC	351,71		
UNION CYCLISTE DU PAYS DE MORLAIX	29600	MORLAIX	500,00		
UNION CYCLISTE FAOUTAISE	56320	LE FAOUET	181,05		
UNION CYCLISTE LOCHRIST HENNEBONT	56650	INZINZAC LOCHRIST	1 000,00		
UNION CYCLISTE QUIMPERLOISE	29300	QUIMPERLE	1 300,00		
UNION DEPT DE LA CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES DU MORBIHAN	56100	LORIENT	8 007,50		
UNION DES ASSOCIATIONS INTERCULTURELLES DE RENNES	35000	RENNES	12 000,00		
UNION DES BURKINABE DU GRAND OUEST DE LA FRANCE	35340	ERCE PRES LIFFRE	3 465,00		
UNION DES VILLES D ART ET D HISTOIRE DE BRETAGNE	35000	RENNES	32 250,00		
UNION FRANCAISE DU FILM POUR L ENFANCE ET LA JEUNESSE EN BRETAGNE	22046	SAINT-BRIEUC CEDEX	28 000,00		
UNION LOCALE ANIMATION CANTON LANMEUR	29620	LANMEUR	2 000,00		
UNION NAL DES ENTREPRISES ADAPTEES	75010	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	15 000,00		
UNION NATIONALE DES COMBATTANTS DE CHANTEPIE	35135	CHANTEPIE	250,00		
UNION NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE	35050	RENNES	17 000,00	2 602,60	
UNION PROFESSIONNELLE ARTISANALE BRETAGNE	35510	CESSON SEVIGNE	5 475,00		
UNION REG BRETAGNE DE LA CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES	35200	RENNES	4 620,00		
UNION REGIONALE ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES	56000	VANNES	1 700,00		
UNION REGIONALE CFTC	35000	RENNES	14 869,00		
UNION REGIONALE CLCV	35000	RENNES	150,00		
UNION REGIONALE DES CENTRES DU BENEVOLAT DE BRETAGNE	35000	RENNES	2 500,00		
UNION REGIONALE DES SCOP	35039	RENNES CÉDEX	74 257,50		
UNION REGIONALE SOLIDAIRES DE BRETAGNE	35000	RENNES	14 869,00		
UNION RENNES BASKET 35	35000	RENNES	4 776,00		
UNION SPORTIVE DE LA CITO DE	35400	SAINT MALO	348,00		
UNION SPORTIVE DE SAINT GILLES	35590	SAIINT GILLES	250,00		
UNION SPORTIVE LIFFREENNE	35340	LIFFRE	500,00		
UNION SPORTIVE PLOUGONVELINOISE	29217	PLOUGONVELIN	1 500,00		
UNION SPORTIVE SAINT MALO	35400	SAINT MALO	12 957,10		
UNION SPORTIVE SCOLAIRE	29177	DOUARNENEZ	1 224,00		
UNION SPORTIVE ST ETIENNE	35510	CESSON SEVIGNE	522,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
UNION SPORTIVE ST MARTIN	35700	RENNES	2 500,00		
UNIVERSITE CATHOLIQUE DE L OUEST BRETAGNE NOR	22204	GUINGAMP	500,00		
UNREP BRETAGNE	56580	CREDIN	44 628,20		
UNSA	35201	RENNES	11 184,00		
UNVSTI	22000	ST BRIEUC	9 000,00		
URCIDFF	35000	RENNES	50 400,00		
URCPIE BRETAGNE	29620	PLOUEGAT GUERAND	17 500,00		
URHAJ BRETAGNE	35000	RENNES	20 500,00		
UROGEC BRETAGNE	35042	RENNES	516 600,00		
USAM VOILE	29200	BREST	1 500,00		
USC UNION SPORTIVE CONCARNOISE	29184	CONCARNEAU	3 000,00		
USEP BRETAGNE	56103	LORIENT CEDEX	6 000,00		
USEP JEAN BIDEAU	29120	TREMEOC	200,00		
VALORIAL	35042	RENNES CEDEX	262 500,00		
VANNES MENIMUR TENNIS CLUB ASSO	56000	VANNES	1 500,00		
VANNES OLYMPIQUE CLUB	56450	THEIX	1 000,00		
VANNETAISE ATHLETIC CLUB	56000	VANNES	369,21		
VEGENOV BBV	29250	SAINT POL DE LEON	451 705,00	208 000,00	
VEGEPOLYS	49066	ANGERS	22 250,00		
VELO CLUB DU PAYS DE LOUDEAC	22600	LOUDEAC	2 564,57		
VELO CLUB PAYS DE LORIENT	56100	LORIENT	800,00		
VELO EMERAUDE	35400	SAINT MALO	7 255,00		
VERSION 14	35000	RENNES	3 000,00		
VIEILLES VOILES DE RHUYS	56370	SARZEAU	500,00		
VIEUX GREEMENT POUR DAMGAN	56750	DAMGAN		890,75	
VIPE SERVICES	56038	VANNES	500,00		
VIPE VANNES	56038	VANNES CEDEX	158 750,00		
VIS COMICA	22120	QUESSOY	9 000,00		
VIVARMOR NATURE	22000	SAINT BRIEUC	59 694,02		
VIVEA	75017	PARIS	31 500,00		
VIVRE LA RUE	29200	BREST	6 970,07		
VOILE AU TRAVAIL	29910	TREGUNC	9 048,30		
VOILES D IROISE	56270	PLOEMEUR		2 792,66	
W COMPAGNIE DE CIRQUE	35000	RENNES	8 000,00		
WAPITI TRIATHLON CLUB DE L ARMOR PLAGE	56260	LARMOR PLAGE	87,06		
WART	29600	MORLAIX	40 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
WEBZINECO	29940	LA FORET FOUESNANT	15 050,00		
WILD ROSE	22000	SAINT BRIEUC	100 000,00		
YACHT CLUB DE CARNAC	56341	CARNAC CEDEX	9 000,00		
YACHT CLUB DE ROSCOFF	29680	ROSCOFF	250,00		
YEZHOU HA SEVENADUR	44800	SAINT-HERBLAIN	18 466,59		
ZANZAN FILMS	35170	BRUZ	3 000,00		
ZEDELE	29200	BREST	6 750,00		
ZEF ET MER	22190	PLERIN	7 000,00		
ZERO DE CONDUITE	35000	RENNES	3 750,00	1 200,00	
ZHONG BREIZH	56200	LA GACILLY	11 926,23		
ZOOPOLE DEVELOPPEMENT	22440	PLOUFRAGAN	299 550,00		

AUTRES TIERS PRIVES

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
CREAP	56005	VANNES CEDEX	750,00		
ECOLE D AIDE SOIGNANT	22120	YFFINIAC	5 600,00		
FONDATION MASSE TREVIDY	29700	PLOMELIN	5 100,00		
FONGECIF BRETAGNE	35044	RENNES CEDEX	274 000,00		
GROUPE SCOLAIRE DENSEIGNEMENT PRIVE DE SAINT EXUPERY SITE GIORGIO FRAS	35042	RENNES	22 353,97	593 003,03	
INSTITUT NAUTIQUE DE BRETAGNE	29900	CONCARNEAU	17 433,80	28 187,84	
INSTITUT RURAL SUD FINISTERE	29370	ELLIANT	11 977,00	8 597,63	
INSTITUT SUPERIEUR FORMAT FRUITS ET LEGUMES ISFFEL	29250	SAINT POL DE LEON	26 103,20		
LEAP KER ANNA	56700	KERVIGNAC	26 728,75	1 584,00	
LEPA PRIVE STE MARIE	29610	PLOUIGNEAU	5 594,20	4 270,26	
LEPPA SERVICES DOMINIQUE SAVIO	22106	DINAN CEDEX	5 656,47		
LP PRIVE JEAN PAUL II	35760	SAINT GREGOIRE	12 329,53	43 352,31	
LP PRIVE JEANNE D ARC	35700	RENNES	41 745,70	722 626,09	
LP PRIVE LA SALLE	35700	RENNES	9 452,50	102 029,91	
LP PRIVE LE LIKES	29196	QUIMPER	78 175,17	817 954,58	
LP PRIVE LE PARACLET	29018	QUIMPER CEDEX	18 936,50	463 231,02	
LP PRIVE LE PORSMEUR	29678	MORLAIX CEDEX	16 776,20	332 007,96	
LP PRIVE MARCEL CALLO	35603	REDON	42 651,11	189 062,92	
LP PRIVE MONTBAREIL	22200	GUINGAMP	11 045,64	1 605 561,54	
LP PRIVE ND LE MENIMUR	56000	VANNES	23 803,50	2 960 437,66	
LP PRIVE NOTRE DAME	35290	ST MEEN LE GRAND	1 029,00	68 371,99	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
LP PRIVE NOTRE DAME	35600	REDON	22 510,00	3 269,00	
LP PRIVE NOTRE DAME DE LA PAIX	56275	PLOEMEUR CEDEX	2 917,00	28 112,96	
LP PRIVE SAINT ESPRIT	29403	LANDIVISIAU	6 481,83	29 474,38	
LP PRIVE ST ELISABETH ST BLAISE	29171	DOUARNENEZ	11 070,30	4 357,34	
LP PRIVE ST GABRIEL	29125	PONT L'ABBE		22 811,37	
LP PRIVE ST GEORGES	56014	VANNES	5 166,00		
LP PRIVE ST JOSEPH	29413	LANDERNEAU CEDEX	23 636,27	826 224,11	
LP PRIVE ST MICHEL	56320	LE FAOUET	9 395,80	90 001,07	
LP PRIVE STE JEANNE D ARC	35503	VITRE	7 648,66	88 020,20	
LP PRIVE STE THERESE	35000	RENNES	3 439,19	30 749,88	
LPEGT SAINT JOSEPH LYCEE KERUSTUM	29101	QUIMPER CEDEX	21 675,17	388 559,16	
LPRIVE JEAN XXIII ST NICOLAS	22800	QUINTIN	18 398,70	207 140,77	
LPRP BAIN PIPRIAC	35470	BAIN-DE-BRETAGNE	13 593,88	129 448,24	
LTP PRIVE JEAN QUEINNEC	56140	MALESTROIT	10 364,68	138 375,62	
LYCEE AGRICOLE ET HORTICOLE KERPLOUZ	56404	AURAY	14 842,00	188 114,24	
LYCEE AGRICOLE LES ST ANGES KERLEBOST	56306	PONTIVY CEDEX	17 148,28	10 560,00	
LYCEE AGRICOLE PRIVE ANNE DE BRETAGNE	56500	LOCMINE	20 998,00	65 716,46	
LYCEE AGRICOLE PRIVE LA PROVIDENCE	35360	MONTAUBAN-DE-BRETAGNE	12 907,24	24 149,84	
LYCEE AGRICOLE PRIVE LA TOUCHE	56801	PLOERMEL	42 864,50	280 325,17	
LYCEE AGRICOLE PRIVE ST YVES	56110	GOURIN	20 378,39	41 273,11	
LYCEE BREST RIVE DROITE JAVOUHEY	29604	BREST	32 725,03	46 624,95	
LYCEE ENS GENETTECHNO PRIVE PAYS VILAINE	56220	SAINT JACUT LES PINS	33 336,40	1 040 220,50	
LYCEE ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVE POMMERIT	22450	POMMERIT JAUDY	51 690,62	447 260,76	
LYCEE HORTICOLE PRIVE	22360	LANGUEUX	10 995,52	150 172,28	
LYCEE INST ST MALO PROVIDENCE	35400	SAINT MALO	41 699,10	136 351,14	
LYCEE JEAN BAPTISTE LE TAILLANDIER SITE BEAULIEU	35140	SAINT AUBIN DU CORMIER	2 718,04	8 333,46	
LYCEE JEAN BAPTISTE LE TAILLANDIER SITE EDMOND MICHELET	35300	FOUGERES	24 973,02	24 523,47	
LYCEE JEAN BAPTISTE LE TAILLANDIER SITE NOTRE DAME DES MARAIS	35304	FOUGERES CEDEX	30 414,99	184 370,31	
LYCEE JEAN BAPTISTE LE TAILLANDIER SITE ST JOSEPH	35300	FOUGÈRES	23 189,60	13 295,92	
LYCEE LES CORDELIERS NOTRE DAME DE LA VICTOIRE	22102	DINAN CEDEX	22 011,04	26 667,67	
LYCEE LES VERGERS	35120	DOL DE BRETAGNE	40 656,32	291 192,40	
LYCEE MARITIME LES RIMAINS	35409	SAINT-MALO CEDEX	10 814,00	28 770,92	
LYCEE POLE SAINT BRIEUC	22005	SAINT BRIEUC		105 992,68	
LYCEE POLY PRIVE LA PROVIDENCE	35360	MONTAUBAN DE BRETAGNE	11 305,00		
LYCEE PRIVE ASSOMPTION	35702	RENNES CEDEX 7	10 923,87	413 801,11	
LYCEE PRIVE DIWAN	29270	CARHAIX	20 400,00	29 493,15	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
LYCEE PRIVE ESTRAN CHARLES DE FOUCAULD	29287	BREST	39 234,90	21 820,73	
LYCEE PRIVE ESTRAN FENELON	29200	BREST	6 497,90	224 875,00	
LYCEE PRIVE FREDERIC OZANAM	35512	CESSON SEVIGNE CEDEX	47 769,77	3 055 001,73	
LYCEE PRIVE JEANNE D ARC	56110	GOURIN	6 436,00	9 522,35	
LYCEE PRIVE LA CROIX ROUGE	29229	BREST CEDEX	80 943,89	537 392,25	
LYCEE PRIVE LE SACRE COEUR	22003	SAINT-BRIEUC	53 383,05	326 866,18	
LYCEE PRIVE MARIE BALAVENNE	22000	SAINT BRIEUC	12 250,00	48 750,76	
LYCEE PRIVE ND DE CAMPOSTAL	22110	ROSTRENEN	15 212,45	39 457,72	
LYCEE PRIVE ND DE KERBERTRAND	29300	QUIMPERLE	17 968,00	66 510,29	
LYCEE PRIVE ND DU KREISKER ST JEAN BAPTISTE	29250	SAINT-POL-DE-LEON	52 525,40	1 526 428,68	
LYCEE PRIVE ND DU VOEU	56700	HENNEBONT	9 564,80	36 779,60	
LYCEE PRIVE NOTRE DAME	22205	GUINGAMP CEDEX	23 416,10	10 952,31	
LYCEE PRIVE NOTRE DAME DU MUR	29678	MORLAIX CEDEX	19 574,09		
LYCEE PRIVE POLYVALENT LA MENNAIS ST ARMEL	56801	PLOERMEL	11 895,00	194 850,75	
LYCEE PRIVE POLYVALENT STE ANNE ST LOUIS	56411	SAINTE-ANNE D'AURAY	9 000,00	13 126,80	
LYCEE PRIVE SAINT JOSEPH	29184	CONCARNEAU CEDEX	16 999,26	175 456,88	
LYCEE PRIVE SAINTE THERESE	29337	QUIMPER CEDEX	39 968,30	397 594,35	
LYCEE PRIVE ST CHARLES	22001	SAINT-BRIEUC	7 665,15	27 200,15	
LYCEE PRIVE ST FRANCOIS XAVIER	56000	VANNES	30 816,70	71 444,31	
LYCEE PRIVE ST GABRIEL	29120	PONT-L'ABBE	9 568,00		
LYCEE PRIVE ST JOSEPH	22404	LAMBALLE CEDEX	33 422,46	159 280,40	
LYCEE PRIVE ST JOSEPH	22600	LOUDEAC	12 956,60	12 750,70	
LYCEE PRIVE ST JOSEPH	35171	BRUZ	25 821,99		
LYCEE PRIVE ST JOSEPH LA SALLE LORIENT LANESTER	56100	LORIENT	48 503,00	44 081,50	
LYCEE PRIVE ST LOUIS	29150	CHATEAULIN	16 857,20	9 874,00	
LYCEE PRIVE ST LOUIS	56102	LORIENT	53 779,80	217 157,04	
LYCEE PRIVE ST MARTIN	35706	RENNES CEDEX 7	12 643,81	230 633,92	
LYCEE PRIVE ST PAUL	56017	VANNES CEDEX	17 277,80	21 287,43	
LYCEE PRIVE ST PIERRE	22000	SAINT-BRIEUC	11 466,64	499,94	
LYCEE PRIVE ST SAUVEUR	35603	REDON	12 625,50	229 879,10	
LYCEE PRIVE ST VINCENT	35005	RENNES	33 307,76	109 984,07	
LYCEE PRIVE STE ANNE	29220	BREST CEDEX 2	36 573,00		
LYCEE PRIVE STE GENEVIEVE	35006	RENNES CEDEX	2 685,25	349 414,94	
LYCEE PRIVE XAVIER GRALL	22600	LOUDEAC	11 043,14	127 120,42	
LYCEE PROF PRIVE HOTELIER STE THERESE	35130	LA GUERCHE DE BRETAGNE	23 405,93	19 574,18	
LYCEE PROFESSIONNEL ABBE PIERRE	35190	TINTENIAC	16 464,52	84 123,36	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
LYCEE PROFESSIONNEL SAINT JOSEPH SAINT MARC	29187	CONCARNEAU	17 991,50	7 298,00	
LYCEE PROFESSIONNEL SAINTE ELISABETH KERSA	22620	PLOUBAZLANEC	13 208,69	10 654,84	
LYCEE RURAL ENSEIGN PROFES LE RESTMEUR	22200	PABU	17 919,22	72 892,87	
LYCEE SAINT JOSEPH	22304	LANNION CEDEX	70 779,63		
LYCEE SAINT JOSEPH	56010	VANNES	40 424,55	338 694,43	
LYCEE SAINT MAGLOIRE	35120	DOL-DE-BRETAGNE	9 181,05	9 111,86	
LYCEE SAINT SEBASTIEN	29419	LANDERNEAU CEDEX	18 186,50	14 225,81	
LYCEE ST FRANCOIS NOTRE DAME DE LOURDES	29260	LESNEVEN	13 246,90	64 775,72	
LYCEE ST IVY SAINTE JEANNE D ARC	56306	PONTIVY	102 108,20	174 415,39	
MAISON FAMIL RURALE EDUCA ORIENT	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	5 843,00	3 322,53	
MAISON FAMILIALE CTRE FORM HORTICOLE	35763	SAINT GREGOIRE CEDEX	66 086,96	42 248,26	
MAISON FAMILIALE RURALE	22190	PLERIN	2 410,17	64 432,87	
MAISON FAMILIALE RURALE D EDUCATION ET D ORIENTATION DE L IROISE	29290	SAINT RENAN	5 808,15	41 779,43	
MAISON FAMILIALE RURALE EDUCA ORIEN	35480	GUIPRY MESSAC	40 765,50	8 115,00	
MAISON FAMILIALE RURALE EDUCA ORIENT	29400	LANDIVISIAU	3 773,00	15 610,85	
MAISON FAMILIALE RURALE EDUCA ORIENT	29860	PLABENNEC	18 005,00	19 425,98	
MAISON FAMILIALE RURALE EDUCAT ORIENTA	56490	GUILLIERS	15 020,46		
MFREO	29190	PLEYBEN	7 050,00	893 242,99	
MFREO	35250	SAINT AUBIN D AUBIGNE	9 809,50	12 537,80	
MFREO	35290	ST MEEN LE GRAND	7 583,51	9 003,00	
MFREO	35300	FOUGÈRES	23 120,84	2 420,88	
MFREO	35360	MONTAUBAN-DE-BRETAGNE	17 550,00	6 095,50	
MFREO	35580	BAULON	22 243,70	8 751,60	
MFREO	35580	GOVEN	5 763,20	88 201,22	
MFREO	35630	HEDE	8 155,00	67 916,25	
MFREO	56140	RUFFIAC	450,00		
MFREO	56230	QUESTEMBERT	12 233,00	12 942,48	
MFREO CFTA DE L ABBAYE	35160	MONTFORT SUR MEU	9 656,50	135 128,56	
MFREO IREO LESNEVEN	29260	LESNEVEN	40 390,92	395 926,90	
MFREO JANZE	35150	JANZÉ	1 700,40	62 462,21	
MFREO RUMENGOL	29590	LE FAOU	14 970,80		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
POLE DE FORMATION LA VILLE DAVY	22120	QUESSOY	32 518,70	64 322,16	
UNIFORMATION	75560	PARIS	230 646,66		

ENTREPRISES

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
48° RUGISSANTS PRODUCTIONS	29200	BREST		52 800,00	
4A4 PRODUCTIONS SARL	75020	PARIS		67 000,00	
A PERTE DE VUE A PERTE DE VUE FILMS	56000	VANNES		44 000,00	
ABBC AMENAGEMENT BATIMENTS BREIZH CONCEPT	29370	CORAY		12 361,00	
ABER IMAGES	29200	BREST		26 500,00	
ABRAZARD	56800	TAUPONT		810,00	
ABYSS INGREDIENTS	56850	CAUDAN		7 013,00	
ACADIE	75012	PARIS	0,00		
ADB ARCHIVAGE DE DONNEES	35400	SAINT MALO	7 500,00		
AGENCE LOCALE DE L ENERGIE DE BRETAGNE SUD	56101	LORIENT CEDEX	46 460,89		
AGRIVAL SAS	29250	ST POL DE LEON	81 890,00		
AGROPARISTECH	75731	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	7 500,00		
AJM	29520	CHATEAUNEUF DU FAOU		7 425,76	
AKABOIS CONTRUCTEUR MAISON BOIS	29401	LANDIVISIAU		38 531,60	
ALBERTINE PRODUCTIONS	75010	PARIS		45 000,00	
ALGAE GREEN VALUE	56000	VANNES	35 834,50		
ALIGAL PRODUCTION SARL	35000	RENNES		18 700,00	
ALLIANCE BIO EXPERTISE	35480	GUIPRY	16 558,00		
ALQUAL CONSEIL ET EXPERTISE ALIMENTAIRE QUALITE CONSEIL ET EXPERTISE	02100	SAINT-QUENTIN	14 364,00		
ALTAMAR FILMS	75010	PARIS		8 700,00	
ALTERNATIVE MECA	29170	FOUESNANT		17 820,00	
AML HYDROPLI	22970	PLOUMAGOAR		25 000,00	
AMOSSYS	35000	RENNES	23 130,90		
ANAXIMANDRE SARL	29800	LANDERNEAU	45 916,00		
APACHES FILMS	75003	PARIS		10 800,00	
APOSTOLO IVAN	35520	MELESSE	16 744,71		
AQUASSYS DOL FORAGE	35120	DOL DE BRETAGNE	7 500,00		
AQUASTREAM SAS	56270	PLOEMEUR	132 872,40		
AREZZO FILMS	75016	PARIS		20 000,00	
ARINOX SARL	56890	SAINT AVE		25 000,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ARMOR MECA	22490	PLESLIN TRIGAVOU		60 000,00	
AROUND INNOVATION	29280	PLOUZANE	18 513,00		
ARTEFACTO	35830	BETTON	95 852,00		
ARTISANS DU FILM	75018	PARIS		2 000,00	
ARTWAI	35630	LANGOUET	18 007,50		
ASSOCIATION DES AGRICULTEURS METHANISEURS DE FRANCE	75009	PARIS	17 432,00		
ASSOCIATION PLEIN PHARE SUR PENFRET	29900	CONCARNEAU		1 467,48	
ATELIER SERIGRAPHIQUE SARL	56460	LE ROC-SAINT-ANDRE		8 609,00	
ATLANTIC NATURE	56270	PLOEMEUR	4 870,00		
ATOOSUN	22300	LANNION	10 935,99		
AUDIKA FRANCE	29800	LANDERNEAU	2 350,34		
AUDITION PRIVAT GANDON	56000	VANNES	1 387,45		
AUDO MATHIEU	56660	SAINT JEAN BREVELAY		1 278,00	
AUFFRET KERAUDREN	29590	ROSNOEN		6 000,00	
AUREOLE	56400	AURAY	2 500,00	250,00	
AURORA FILMS	75009	PARIS		28 800,00	
AVANT PREMIERES	22190	PLERIN	49 270,93		
AVEL DRO	29890	BRIGNOGAN PLAGES		5 816,70	
AVEL VOR TECHNOLOGIES EURL	29300	MELLAC	6 875,00		
AVENTURE FLUVIALE	56190	MUZILLAC		23 502,80	
AZ METAL	22100	QUEVERT	7 004,00		
AZNETWORK	61000	ALENÇON	39 290,00		
BA HEALTHCARE	35310	MORDELLES	38 784,00		
BAIE D ARMOR ENTREPRISES	22950	TREGUEUX	7 600,00		
BALDANDERS FILMS	13005	MARSEILLE		28 800,00	
BARNEY PRODUCTION SARL	75020	PARIS 20E ARRONDISSEMENT		6 000,00	
BASSET LILIANE	22230	ILLIFAUT		1 600,00	
BAYARD JEUNESSE ANIMATION	92120	MONTROUGE		24 000,00	
BBRIGHT	35700	RENNES	112 318,50		
BCF BRETAGNE CHIMIE FINE SNC	56140	PLEUCADEUC	5 090,00		
BENJAMIN MUYL DESIGN	56400	AURAY	40 764,60		
BENOIT EMMANUEL	22480	SAINT NICOLAS DU PELEM	6 000,00		
BENZANO MARIANO	22000	SAINT BRIEUC	19 500,00		
BERRA MARINE SERVICE SA	29200	BREST	5 000,00		
BERRIC BIOENERGIES	56230	BERRIC	13 869,00		
BERTEL GALETTE SA	22690	PLEUDIHEN SUR RANCE	13 905,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
BERTHO CECILE	56250	SULNIAC		6 000,00	
BESCOND PASCAL	29430	TREFLEZ	6 000,00		
BEYOND YOUR MOTION	35480	GUIPRY	18 480,00		
BIG BRAVO SPECTACLES SOPHIE GLARNER	22190	PLERIN	12 000,00		
BIGOT ROLAND	29880	PLOUGUERNEAU		19 760,95	
BIO3G SAS	22230	MERDRIGNAC	15 000,00		
BIOBLEUD	29260	PLOUDANIEL		50 000,00	
BIOTRIAL RESEARCH	35000	RENNES	9 470,50		
BKE	91000	EVRY		3 200,00	
BLEIZI DU	29600	PLOURIN LES MORLAIX		5 174,00	
BLEU IROISE ARSENAL	35000	RENNES		16 300,00	
BNC PRODUCTIONS	56450	THEIX	4 681,50		
BOCCARD	35360	MONTAUBAN DE BRETAGNE	18 871,50		
BOHEC LE COSSIER MONIQUE	29620	PLOUEGAT GUERRAND		6 320,00	
BOOKBEO	29590	ROSNOËN	35 820,00		
BORD A BORD	22310	PLESTIN LES GREVES	4 182,00		
BOSSER DEVELOPPEMENT	29140	TOURC H	8 970,90		
BOULANGERIE D ARMOR	35230	NOYAL CHATILLON SUR SEICH		17 150,00	
BOUTIQUE DE GESTION DU FINISTERE	29229	BREST CEDEX 2	47 500,00		
BPIFRANCE FINANCEMENT	94700	MAISONS ALFORT	438 925,67	2 000 000,00	
BREST AIM	29210	BREST	345 000,00		
BRET'ALG SARL	29680	ROSCOFF		14 523,80	
BRETAGNE CAPITAL SOLIDAIRE BCS	35000	RENNES	25 000,00		
BRETAGNE JEUNES ENTREPRISES	35000	RENNES	80 000,00		
BRETAGNE PLANTS	29460	HANVEC	25 000,00	198 282,15	
BRETAGNE PLANTS INNOVATION	29460	HANVEC	25 000,00		
BRETWIN	35700	RENNES	6 499,52		
BRIERO EURL	56430	MAURON		5 800,00	
BRITT BRASSERIE DE BRETAGNE	29910	TREGUNC	10 767,80		
BRULERIE D ALRE	56400	PLOUGOUMELEN	7 095,60		
BUROSCOPE SAS	35510	CESSON SEVIGNE	19 355,00		
C RIS PHARMA	35400	SAINT MALO	47 042,00	25 000,00	
C WEED AQUACULTURE SARL	35000	RENNES	30 981,30		
CAILABS	35000	RENNES	60 362,00		
CAIMANS PRODUCTIONS	75009	75009		107 500,00	
CAISSE REGIONALE DU CREDIT AGRICOLE MUTUEL DES COTES D ARMOR	22440	PLOUFRAGAN	9 045,63		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
CANDELA PRODUCTIONS SARL	35000	RENNES		31 600,00	
CAPIC SAS	29556	QUIMPER CEDEX	5 758,00		
CARNIAUX SEBASTIEN	35520	LA CHAPELLE DES FOUGERETZ		720,00	
CARREMENT A L OUEST OUEST EDITING	29270	CARHAIX		60 300,00	
CARRES RONDS	35132	VEZIN LE COQUET		13 570,00	
CARROSSERIE GUITTON	22250	TREMEUR	7 228,80		
CASTEL BEL MARYLINE	22260	PLOEZAL	6 000,00		
CENTRE DE REEDUCATION KERPAPE	56275	PLOEMEUR CEDEX		22 500,00	
CETIM	60300	SENLIS	35 286,61		
CEVA STE ECONOMIE MIXTE	22610	PLEUBIAN	268 257,50		
CG WIRELESS	29710	PLOGASTEL SAINT GERMAIN	38 113,50		
CH4 ENERGIE	22800	LE FOEIL		100 000,00	
CHARCUTERIE DES DRUIDES	22530	MUR DE BRETAGNE		15 503,00	
CHARICLE	29400	LANDIVISIAU		3 000,00	
CHATEAU DE LA BOURBANSAIS SCI	35720	PLEUGUENEUC		976,00	
CHATELIER NATHALIE-CAMPING DUGUESCLIN	35350	SAINT COULOMB		6 089,60	
CHAUFFAGE INDUSTRIEL	22400	LAMBALLE		22 200,00	
CHED SAILMAKERS	56100	LORIENT		5 840,00	
CHIMIREC	35133	JAVENE		12 000,00	
CHIPILI	56200	LA GACILLY	20 000,00		
CHOM'TEU PRODUCTION	35000	RENNES	263,70		
CHRYSALIDE	29000	QUIMPER	39 250,00		
CILLARD HERVE	29650	BOTSORHEL		17 955,60	
CLARANET	35135	CHANTEPIE	4 479,50		
CLARIPHARM	22400	SAINT ALBAN	6 480,00		
CLPS L ENJEU COMPETENCES	35651	LE RHEU CEDEX	155 269,80		
COBIPORC SCA	35590	SAINT-GILLES		44 178,72	
CODIF INTERNATIONAL SARL	35400	SAINT-MALO	354 929,60		
COLLEGE STRATEGIQUE DE LOCARN EURL	22340	LOCARN	41 062,50		
COLLET LAETITIA	35360	MONTAUBAN DE BRETAGNE	6 000,00		
COMITE REGIONAL CONCHYLICULTURE BRETAGNE SUD	56403	AURAY	86 467,39		
COMPAGNIE DE L EMBARCADERE	56600	LANESTER	35 000,00		
COMPAGNIE DES PHARES ET BALISES	75011	PARIS		8 000,00	
COMPAGNIE FRANCAISE D AUDIOLOGIE	35510	CESSON SEVIGNE	1 310,34		
CONCEPTION INFORMATISATION PROCESS	22400	LAMBALLE		8 000,00	
CONFECTION ALLAIN	35720	SAINT PIERRE DE PLESGUEN		1 132,75	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
CONSERVERIE CHANCERELLE	29100	DOUARNENEZ	20 780,50		
COOP BREIZH	29540	SPEZET	32 664,75	1 183,25	
COOP DOMI OUEST	56100	LORIENT	34 200,00		
COOP SCOLAIRE LYCEE ELORN	29207	LANDERNEAU	41 979,00		
COOPEDOM	35113	DOMAGNE	780,00	50 130,86	
COOPER STANDARD SAS	35093	RENNES CEDEX	157 220,00		
COQ EN PATE	35400	SAINT MALO	7 500,00		
CORIOLIS COMPOSITES TECHNOLOGIES SAS	56530	QUEVEN	37 800,00		
CORNOUAILLE AUDITION	29000	QUIMPER	1 258,88		
CORNOUAILLE GREEMENT	29900	CONCARNEAU	1 500,00		
COSTIOU JEREMY	29860	PLABENNEC		182,50	
CPVB	35300	FOUGERES	1 718,00		
CREDIT MUTUEL ARKEA	29480	LE RELECQ KERHUON	14 398,07		
CREFF MICHEL PIERRE MARIE	29800	TREMAOUEZAN		3 222,00	
CREMONESI DAVID JEAN MICHEL	35440	FEINS	15 000,00		
CREPERIE D'EMERAUDE	22650	PLOUBALAY		35 810,09	
CREWNICLES	56910	CARENTOIR	55 172,41		
CRISTEL	35400	SAINT MALO	13 475,00		
CRITIC	35000	RENNES	14 200,00	4 250,00	
CTE D ORGANISATION DE L ESSOR BRETON	29800	PLOUEDERN	11 000,00		
CTE REG PECHES MARITIMES ELEVAGES MARI	85100	LES SABLES D'OLONNE	6 886,26		
CUMA DE COAT LOSQUET	29370	ELLIANT		6 200,00	
CUMA DE L ARVOR	29830	PLOURIN		1 200,00	
CUMA DE L ESPOIR	29290	SAINT RENAN		2 580,00	
CUMA DE PLELAN	22980	PLELAN LE PETIT		1 780,00	
CUMA DE SIBIRIL	29250	SIBIRIL		1 200,00	
CUMA DE ST ERGAT	29290	TREOUERGAT		2 593,60	
CUMA DES TROIS RIVIERES	29260	SAINT MEEN		2 000,00	
CUMA DU BARRAGE	56190	ARZAL		6 200,00	
CUMA DU MENHIR	29810	PLOUARZEL		3 800,00	
CUMA DU PIGEONNIER	29790	MAHALON		6 000,00	
CUMA DU PLATEAU	29140	SAINT YVI		974,20	
CUMA L'ENTRAIDE DE PLEHEREL	22240	FREHEL		3 000,00	
CUMA LA DYNAMIQUE	35440	FEINS		3 600,00	
CUMA LA THOURISIENNE	35134	THOURIE		2 215,00	
CUMA LA VALLEE DE LA CHEZE	35380	TREFFENDEL		3 600,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
CUMA MINEZ DU	22110	GLOMEL		4 200,00	
DALKIA NORD FINISTERE D N F	29490	GUIPAVAS		22 047,68	
DAREBOOST	35510	CESSON SEVIGNE	7 616,50		
DAUPHIN NAUTIC	22500	PAIMPOL		10 753,00	
DAUTIN SANDRINE GINETTE YVONNE	35460	TIERCENT	6 000,00		
DCNS SA	29806	BREST CEDEX 9		368 250,00	
DECK DELPHINE	56450	SURZUR	6 000,00		
DENIS MATTHIEU	22300	TREDREZ LOCQUEMEAU		65 000,00	
DES CHAMPS	56920	NOYAL PONTIVY		3 000,00	
DETI SA	29200	BREST	1 480,00		
DG COMPANY	22270	DOLO		49 896,00	
DIATEAM SARL	29200	BREST	11 526,51		
DIGITALEO	35000	RENNES	7 500,00		
DOJO LA DAME BLANCHE CAFE LIBRAIRIE	56290	PORT LOUIS		675,00	
DOMAINE DE KORN ER HOUET	56390	COLPO		180 000,00	
DULO	35400	SAINT MALO		17 400,00	
DUPLENNE BENIS GWENOLA GAELLE	22860	PLOURIVO		460,38	
E MAGE IN 3D	29570	CAMARET SUR MER	18 630,00		
E2P IMPRIM'	56500	LOCMINE		11 869,00	
EARL BODERIOU	29420	PLOUVORN	1 000,00		
EARL BRELEIZ	29470	PLOUGASTEL DAOULAS	6 000,00		
EARL CULTURES JEAN LUC MOREUL	56490	MENEAC		1 694,82	
EARL DE KERGALET	22290	PLEGUIEN		3 174,14	
EARL DE KERHORONG	22480	MAGOAR		60 467,67	
EARL DE PENFAO	56920	NOYAL-PONTIVY		3 366,40	
EARL DE PRAT BIAN	29430	PLOUESCAT		1 260,00	
EARL DE STANG AR BELLEG	22930	YVIAS		15 771,70	
EARL DENIS	29690	BERRIEN		5 732,20	
EARL DU BEUZIT	29260	PLOUIDER		3 998,28	
EARL DU DANOUET BIHAN	22720	SAINT PEVER		4 093,00	
EARL DU GUEJEAN	22270	PLEDELIAC		2 880,00	
EARL DU LINON	22630	EVRAN		9 048,00	
EARL DU STANG	29510	LANDREVARZEC		4 845,00	
EARL ESPRIT CHEVAL	29710	POULDREUZIC		2 025,79	
EARL FLEUR DES SEPT ILES	56400	PLOUGOUMELEN	6 000,00		
EARL LA CHESNAIE GIFFARD	35290	GAEL		18 350,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
EARL LA HELLIOTERIE	22440	LA MEAUGON		6 000,00	
EARL LANDES DE JOUBINE	22230	TREMOREL		711,00	
EARL LE QUERE	29790	CONFORT MEILARS		15 000,00	
EARL LEFEUVRE	35270	COMBOURG		5 866,50	
EARL LEFEUVRE GAEL	35133	LUITRE		877,59	
EARL LES 3 CHENES	35580	GUICHEN	6 000,00		
EARL PONEY CLUB DE RULAN	22730	TREGASTEL	6 000,00		
EARL RUCHERS DE CORNOUAILLE	29300	BAYE		2 304,00	
EARL SEBASTIEN FOUCAUD	56380	MONTENEUF		15 000,00	
EASY TIGER	75011	PARIS		6 400,00	
ECCE FILMS	75009	PARIS		9 000,00	
ECLIS	22100	QUEVERT	22 061,50		
ECOFEUTRE	56500	NAIZIN		34 000,00	
EDITIONS ARMELINE	29200	BREST	1 800,00		
EDITIONS AU BORD DES CONTINENTS	29672	MORLAIX	4 231,82		
EDITIONS INCERTAIN SENS	35580	SAINT SENOUX	5 250,00		
EDITIONS LA PART COMMUNE	35000	RENNES	10 075,00		
EDITIONS PREDER	29700	PLOMELIN	2 500,00	1 312,45	
EECKMAN PAUL MARIE ANTOINE	56840	ILE D ARZ		1 629,33	
EGG CHICK AUTOMATED TECHNOLOGIES	29400	LANDIVISIAU	8 665,50		
EI CARMICHAEL ANTOINE - ASSISTANCE MARINE	29950	GOUESNAC'H		11 861,00	
EKINOPS SAS	22300	LANNION	96 845,40		
ELEMENTA	56000	VANNES	4 267,99		
ELEVAGE TY LOU	56500	MOREAC		1 993,45	
ELIXANCE MASTERBATCHES	56190	ARZAL	44 829,00		
ELVASPORT	22590	PORDIC	2 154,00		
EMGLEV BRO GWENED	56000	VANNES	3 162,56		
EMMAUS ACTION OUEST	56308	PONTIVY CEDEX	5 950,00		
EMULBITUME	35310	BREAL SOUS MONTFORT	4 787,00		
ENTOURAGE SOLUTIONS	35400	SAINT MALO	12 000,00		
ENTR DE TERRITOIRE EFFLAM	22310	TRÉMEL		16 000,00	
ENVIE DE TEMPETE PRODUCTIONS	75020	PARIS		59 200,00	
EOLE PRODUCTION	35000	RENNES		4 000,00	
ERH GAUTIER	29600	MORLAIX	1 250,00		
ERTF SAS	56270	PLOËMEUR	17 855,00		
ESI GROUP	75015	PARIS 15	142 230,22		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ESNAUD YVONNICK	35590	SAIINT GILLES		882,00	
ESOFTTHINGS	35700	RENNES	24 819,00		
ESPACIL HABITAT SA HLM	35000	RENNES		306 280,51	
ESSONNE SECURITE	22250	TREMEUR	21 588,00		
ETA JEZEQUEL THIERRY	29640	BOLAZEC		16 000,00	
ETA LE BERRE	29560	ARGOL		14 114,40	
ETA PAIN	22580	PLOUHA		9 765,60	
ETAB DELBOS SYLVIANE-HOTEL TERMINUS	56400	AURAY		235,31	
ETABLISSEMENTS GRINHARD FRERES	35270	COMBOURG		31 900,00	
ETABLISSEMENTS LECLERC	35590	SAINT GILLES		13 154,10	
ETABLISSEMENTS PERIN ET COMPAGNIE SA	35600	REDON	25 000,00		
ETABLISSEMENTS THAERON FILS	29340	RIEC SUR BELON	4 115,00		
ETIAM GROUP	35000	RENNES	5 962,50		
ETS LES RUCHERS DELAMARCHE MONSIEUR GWENAEL DELAMARCHE	56120	GUEGON		3 132,00	
ETS MONTFORT	56100	LORIENT		25 000,00	
ETS NICOL SARL	56450	SURZUR		21 830,00	
EURL COCAULT	35130	ARBRISSEL		15 200,00	
EURL DE LEZERET	29810	PLOUMOGUER		14 960,00	
EURL EDGARD ROSA L'ARCHIPEL DES MOTS	56000	VANNES	1 500,00		
EURL PEREZ SELLERIE	56250	SULNIAC	1 500,00		
EURO PROCESS	22300	LANNION	33 115,50		
EUROPE COMPOSITE ET TECHNOLOGIES	22140	BEGARD	2 888,50		
EUROSERUM	70170	PORT-SUR-SAÔNE		67 385,00	
EVOSENS	29280	PLOUZANE	67 324,50		
EXCALIBULLE	29200	BREST		3 000,00	
EXTREME WEATHER EXPERTISES	29280	PLOUZANE		9 613,00	
FACET INGENIERIE	29590	LE FAOU	5 000,00		
FAROUX LUDOVIC	56780	ILE AUX MOINES		1 440,00	
FAZAN LAURELIE	56320	LANVENEGEN	6 000,00		
FCI SYSTEM	35700	RENNES	42 309,00		
FEDERATION REGIONALE DES CUMA OUEST	35065	RENNES CEDEX	106 953,91		
FERLAT CELINE GRATIENNE	56160	LIGNOL		3 312,00	
FILEUSE D ARVOR	29556	QUIMPER	16 000,00		
FLIN FRERES SA	22130	LANGUENAN	25 000,00		
FLOREAL FILMS	75000	PARIS		6 000,00	
FONDS ASSUR FORMAT INGENI ETUDE CONSEIL	75013	PARIS 13	46 170,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
FONDS NATIONAL ASSURANCE FORMATION SALARIES EXPLOITATIONS ENTREPRISES	75116	PARIS	25 000,00		
FORGET FORMATION II	35577	CESSON SEVIGNE	8 085,00		
FORMAOUEST VANNES	56890	PLESCOP	5 767,00		
FOX AQUACULTURE FRANCE OXYGENATION	29800	SAINT URBAIN	5 991,00		
FRANCE 3 OUEST	35040	RENNES	0,00		
FRANCE TELEVISIONS	75907	PARIS CEDEX 15	259 350,00	67 298,00	
GAEC APILUPY	35220	SAINT JEAN SUR VILAINE		3 600,00	
GAEC DE BLAIN	22230	ILLIFAUT		6 000,00	
GAEC DE LA BRAIZE	22150	HENON		3 495,49	
GAEC DE LA VILLE VOLETTE	22120	YFFINIAC		5 600,00	
GAEC DE LESVENEZ	29780	PLOUHINEC	10 000,00		
GAEC DE SAINT GILDAS	22530	SAINT CONNEC		1 600,00	
GAEC DES DEUX VILLAGES	56190	MUZILLAC		7 907,96	
GAEC DES TROIS SOURCES	22120	HILLION		8 617,52	
GAEC DU CHAMP FLEURY	35340	LIFFRE		90 000,00	
GAEC DU MENEZ	29550	SAINT NIC		15 000,00	
GAEC DU TREGOR	22740	PLEUMEUR GAUTIER	9 000,00		
GAEC ELOEN	29250	SAINT POL DE LEON		3 775,44	
GAEC GUILLAUME	22160	MAEL PESTIVIEN		6 000,00	
GAEC KER BUZHUG	29260	PLOUDANIEL	6 000,00		
GAEC LA COLONIE	22640	PLESTAN		15 000,00	
GAEC LA LANCEULE	35150	JANZE		36 665,11	
GAEC LES HAUTES MARETTES	35410	CHATEAUGIRON		73 968,71	
GAEC LES NORMANDES	22780	LOGUIVY PLOUGRAS	6 000,00		
GAEC MIEL DU FORESTIC	29490	GUIPAVAS		3 600,00	
GAEC QUILLIANNE	22340	MAEL CARHAIX		12 239,00	
GAEC RIGAUD	22800	SAINT GILDAS	6 000,00		
GAEC SPARFEL	29260	PLOUIDER		14 636,11	
GARNAULT ET ASSOCIES	35000	RENNES	3 000,00		
GARNY ET CIE	29720	PLONEOUR LANVERN		25 000,00	
GENITEC	35600	SAINTE MARIE		9 000,00	
GEOD CONSEIL	35170	BRUZ	1 752,00		
GEPSA INSTITUT	93210	SAINT DENIS	103 200,00		
GETEVE PRODUCTIONS	92200	NEUILLY-SUR-SEINE		40 000,00	
GFA BEL AIR DOMINIQUE DE LEGGE	35370	PERTRE		31 981,32	
GIE DES CHARGEURS POINTE DE BRETAGNE	29710	POULDREUZIC	91 170,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
GIE ELEVAGES DE BRETAGNE	35042	RENNES CEDEX	275 408,33		
GIE SPACE	35042	RENNES CEDEX	35 250,00		
GKLB SARL	56400	AURAY		4 021,75	
GLOBE EXPORT SARL	29140	ROSPORDEN	43 355,09	15 000,00	
GMI MAINTENANCE INDUSTRIELLE	22230	TREMOREL		4 085,50	
GOBARD ROULLIER CHRYSTELE	35440	FEINS		1 651,50	
GOLF DE LA FRESLONNIERE	35650	LE RHEU	9 544,00		
GRAND LARGUE	35800	SAINT BRIAC SUR MER	2 500,00		
GRANVAL MICHEL LIBRAIRIE DU GOLFE	56740	LOCMARIAQUER		1 875,00	
GROUPE CAYAMBE	29252	PLOUEZOCH	13 524,76		
GROUPEMENT AGRICOLE D'EXPLOITATION EN COMMUN AGREE SAINT GOAL	56330	PLUVIGNER		5 440,00	
GROUPEMENT AGRICOLE D'EXPLOITATION EN COMMUN DU VIEUX CHATEAU	22230	SAINT LAUNEUC	15 000,00		
GROUPEMENT AGRICOLE D'EXPLOITATION EN COMMUN LEIN AR MINEZ	22340	LOCARN	6 000,00		
GROUPEMENT D'EXPLOITATION EN COMMUN DE COET MEC	56240	LANVAUDAN	15 000,00		
GROUPEMENT FORESTIER DU BOIS DE LA SALLE	22290	PLEGUIEN		2 646,34	
GROUPEMENT FORESTIER FORET DE DUAULT	22160	SAINT SERVAIS		850,43	
GSEA DESIGN	56270	PLOEMEUR	25 000,00		
GUICHAOUA LERESTIF MURIELLE UN FIL A LA PAGE	35310	MORDELLES	2 075,00		
GUILLAUME VERDIER ARCHITECTURE NAVALE	56870	LARMOR BADEN	28 459,50		
GUINARD ENERGIES SAS	29200	BREST	123 209,99		
GUYODO LEHEBEL	56130	LA ROCHE BERNARD		1 006,73	
GWALARN LIBRAIRIE	22300	LANNION		8 000,00	
GWENGOLO FILMOU	29470	PLOUGASTEL DAOULAS		54 480,00	
HAMON YANN PRODUCTIONS	35000	RENNES	750,00		
HARMONIC FRANCE	35517	CESSON SEVIGNE	93 503,26		
HAUT ET COURT	75009	PARIS		50 000,00	
HERVE PIERRE	22590	PORDIC		63 750,00	
HISSEZ HAUT	29000	QUIMPER	24 264,00		
HLM LA RANCE SA	35401	SAINT-MALO CEDEX		10 350,00	
HORSE DENTAL EQUIPEMENT SARL	35220	CHATEAUBOURG	6 057,50		
HOTEL ANNE DE BRETAGNE	35000	RENNES		30 953,00	
HOTEL DU LARGE	29217	PLOUGONVELIN		15 770,80	
HOTEL LES DEUX MAGOTS	56130	LA ROCHE BERNARD		12 266,80	
HOTEL RESTAURANT DU PORT	29740	PLOBANNALEC LESCONIL		4 903,80	
IBEP LORIENT	56100	LORIENT	3 000,00		
ICCI SEA	56100	LORIENT	5 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
IDAIDA	75171	PARIS 19		3 600,00	
IDB MARINE	29910	TREGUNC	3 759,00		
IDIL FIBRES OPTIQUES	22300	LANNION	87 601,81		
IFPC	75008	PARIS 8E	22 922,05		
ILOZ PRODUCTIONS FILMS	29561	QUIMPER		9 800,00	
ILY MAELA L'IVRESSE DES MOTS	29400	LAMPAUL GUIMILIAU	1 625,00		
IMASCAP	29280	PLOUZANE	16 718,00		
IMMOBILIERE 3 F	75013	PARIS		47 902,86	
IMPRI PLAST	56110	GOURIN		7 097,00	
IMPRIMERIE DU ROUDOUR	29650	GUERLESQUIN		5 270,00	
INDIVISION DE BAGNEUX	22800	QUINTIN		320,00	
INFOR SANTE SARL	45160	OLIVET	2 591,50		
INSOLENCE PRODUCTIONS	75007	PARIS		8 700,00	
INSTITUT DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE	75007	PARIS	7 000,00		
INTERBEV BRETAGNE	35514	CESSON-SEVIGNE CEDEX	4 000,00		
JACQUES BUGUEL	29800	SAINT DIVY		20 000,00	
JAMELOT ANNELES BATISSES A JEAN	22440	PLOUFRAGAN		3 150,00	
JAMET MARIE FRANCE	35390	STE ANNE SUR VILAINE	6 000,00		
JB USINAGE	56800	GUILLAC		4 409,50	
JEGO LOIC	35850	IRODOUER		1 170,00	
JEGO YVES	22200	GUINGAMP		367,41	
JEHANNO SAMUEL	56400	PLUNERET	6 000,00		
JML35 UN LIVRE SUR L'ETAGERE	35220	CHATEAUBOURG	375,00		
JOSSET ERIC	29600	PLOURIN LES MORLAIX		1 314,00	
JOVEN	75017	PARIS 17	73 268,40		
JPB PARTICIPATION	35760	SAINT GREGOIRE		7 174,62	
JPL FILMS SARL	35000	RENNES		199 200,00	
JUHEL HERVE	22270	PLEDELIAC		2 935,89	
JULOU RONAN	22170	LANRODEC		5 987,48	
KALANNA PRODUCTION SARL	29200	BREST		23 000,00	
KAWANIMATION	75019	PARIS		13 500,00	
KEJAL	22100	TADEN	33 499,72		
KEOPSYS SA	22300	LANNION	96 675,60		
KER EDEN	56870	BADEN		34 484,00	
KER LEG'	56300	PONTIVY	7 500,00		
KERDREUX ET GARLATTI	29850	GOUESNOU	6 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
KERHIS SAS	29150	CHATEAULIN	25 000,00		
KERISIT MATHIEU	29770	ESQUIBIEN		50 000,00	
KERIVEL	29790	CONFORT MEILARS		16 000,00	
KERMAGORET JACQUES	29170	FOUESNANT		1 422,00	
KERVORICENERGIES	29300	ARZANO		83 382,00	
KONSTELACIO	22000	ST BRIEUC	3 000,00		
KWETCH	29800	LANDERNEAU	11 076,00		
L OZ PRODUCTION SARL	29340	RIEC SUR BELON	4 128,75		
L' ABRI COTIER	29160	CROZON		19 839,20	
L'ARROSOIR A EMILE	35000	RENNES	3 000,00		
L'HERMITTE MARC	22270	MEGRIT		846,00	
LA BLOGOTHEQUE PRODUCTIONS	75008	PARIS 8E		50 000,00	
LA CABANE A LIRE	35170	BRUZ	2 250,00	1 250,00	
LA CALECHE	35130	LA GUERCHE DE BRETAGNE	1 250,00		
LA CHARPENTERIE	22170	PLERNEUF		7 896,00	
LA COUR D'ORGERES	56510	SAINT PIERRE QUIBERON		14 999,02	
LA DILETTANTE BRASSERIE	56000	VANNES		6 470,00	
LA DROGUERIE DE MARINE	35400	SAINT MALO	4 000,00	1 650,00	
LA FERME DE LA DONAITERIE	22600	MOTTE		12 155,50	
LA GIDOUILLE	22120	YFFINIAC	2 250,00		
LA MAISON DU 29	29250	SAINT POL DE LEON		32 487,00	
LA NOUVELLE AVENTURE	59000	LILLE	8 000,00		
LA PETITE PROD	44000	NANTES		5 200,00	
LA VOIE LACTEE	93400	SAINT-OUEN		54 000,00	
LABORATOIRES GOEMAR	35419	SAINT MALO CEDEX	114 088,90		
LABOUCHE DIDIER	29840	PORSPODER	17 396,96		
LAFARGE GRANULATS OUEST	44800	ST HERBLAIN		544 850,00	
LANCOU ERIC	29770	PRIMELIN		52 500,00	
LCP FOOD INGREDIENTS	22140	PRAT	7 500,00		
LE PAPIER TIMBRE	35000	RENNES	4 481,91		
LE BASTARD ROPARZ	22390	BOURBRIAC	6 000,00		
LE BEON MANUFACTURING	56103	LORIENT		276 000,00	
LE BLAY JEAN MARC	56440	LANGUIDIC		3 408,00	
LE BRIZEUX	29300	QUIMPERLE		32 002,65	
LE DUDAL FRANCOIS	22800	COHINIAC		2 052,00	
LE FOYER D ARMOR HLM	56323	LORIENT		14 840,40	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
LE GALL HENRI	29300	MELLAC		301,64	
LE GUILLOU QUENTIN	56360	BANGOR		666,00	
LE JARDIN FLEURI	56310	GUERN		5 761,60	
LE LUYER YVES	22810	LOC ENVEL		864,00	
LE MAY	56500	MOUSTOIR AC		6 000,00	
LE PAIN DU ROZAY	35150	ESSE		5 500,00	
LE PORT FREDERIC BERNARD MARCEL	56170	QUIBERON		47 500,00	
LE ROUX PATRICE	29710	PLOGASTEL SAINT GERMAIN		17 167,50	
LE SAN PEDRO	35400	SAINT MALO		1 216,80	
LE TAGAR'ETAP	22680	ETABLES SUR MER		18 000,00	
LE VILI	29420	MESPAUL	3 536,00		
LEBRETON BRUNO AR VRO	29770	AUDIERNE	2 250,00		
LEGUROMAT	22440	TREMUSON		11 414,00	
LENN HA DILENN	56000	VANNES	4 000,00	1 000,00	
LES CELLIERS DE L'ODET	29500	ERGUE GABERIC		9 977,50	
LES EDITIONS DE JUILLET	35135	CHANTEPIE	17 625,00		
LES EDITIONS FRANCOISE LIVINEC	29690	HUELGOAT	10 650,00		
LES EDITIONS LUNATIQUE	35500	VITRE	2 850,00		
LES EDITIONS TERRE DE BRUME	22100	DINAN	1 500,00		
LES ENERGICULTEURS DE L'OUST	56460	LA CHAPELLE CARO		37 160,90	
LES FILMS D'ARGILE	71250	CLUNY		13 100,00	
LES FILMS DE FRANCOISE	75002	PARIS 2E ARRONDISSEMENT		35 000,00	
LES FILMS DE L AUTRE COTE	35190	TINTENIAC		21 600,00	
LES FILMS DE L HEURE BLEUE	35000	RENNES		59 000,00	
LES FILMS DE LA PLUIE	29460	LOGONNA DAOULAS		12 700,00	
LES FILMS DU BELIER SARL	75010	PARIS		6 000,00	
LES FILMS DU CLAN	75017	PARIS		5 800,00	
LES FILMS DU CYGNE	74000	ANNECY		26 400,00	
LES JEUNES TURCS	75011	PARIS		9 000,00	
LES PECHEURS DE BRETAGNE	29102	QUIMPER	25 000,00		
LES PIERRES DES CHEVALIERS	29790	PONT CROIX		1 531,95	
LES PRODUCTIONS VIVEMENT LUNDI	35000	RENNES		187 900,00	
LES SALINES	22240	PLURIEN		19 527,75	
LES VALSEURS	75019	PARIS 19E ARRONDISSEMENT		11 400,00	
LESSONIA	29800	SAINT THONAN	17 740,00		
LETURGIE GUILLAUME	29520	SAINT GOAZEC		630,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
LEVRIDI	29100	DOUARNENEZ	1 875,00		
LG SERRES	29530	PLONEVEZ DU FAOU		12 941,00	
LIBRAIRIE DU VOYAGE ARIANE	35000	RENNES	3 750,00		
LIBRAIRIE ENCRE DE BRETAGNE	35000	RENNES	1 000,00		
LIBRAIRIE GARGAN MOTS	35830	BETTON	375,00		
LIBRAIRIE LA CEDILLE	22400	LAMBALLE		525,00	
LIBRAIRIE LE FAILLER	35000	RENNES	1 244,54		
LIBRAIRIE LES PASSAGERS DU LIVRE	29800	LANDERNEAU	4 250,00		
LIBRAIRIE SAINT YVES	22000	ST BRIEUC	625,00	750,00	
LIBRAIRIE SILLAGE	56270	PLOEMEUR		2 125,00	
LIBRAIRIE VENT DE SOLEIL	56400	AURAY	375,00	650,00	
LIMA SAS	29000	QUIMPER	7 380,00		
LITALOU NAILS GISLAIS OCEANE	35000	RENNES	360,00		
LOCAMARINE	29750	LOCTUDY	1 000,00		
LOCUS SOLUS	29590	LOPEREC	18 825,00		
LOISIRS ET CULTURE LIBRAIRIE DIALOGUES	29200	BREST	11 500,00		
LYO PRODUCTION	56100	LORIENT		50 000,00	
MANEKI FILMS	75002	PARIS		54 000,00	
MANROS THERAPEUTICS SAS	29680	ROSCOFF	34 760,00		
MARC CEDRIC JEAN PAUL YVON	29460	DIRINON	6 000,00		
MARIE LUXE	35650	LE RHEU	6 363,00	5 936,00	
MATELOT	56510	SAINT PIERRE QUIBERON		12 000,00	
MATSYLIE PRODUCTIONS	22310	PLESTIN LES GREVES		3 600,00	
MAUGIS ANNIE	22310	PLUFUR		612,00	
MEDPHONE	29590	LE FAOU	13 996,00		
MELLAC JEROME	29910	TREGUNC	6 000,00		
MELLOUET MARIE JOSEE	29300	QUIMPERLE	2 750,00		
MENEC MARIE	22110	PLOUGUERNEVEL		5 732,00	
METAL PERFORMANCES	56380	BEIGNON		17 965,00	
MICHEL SA	35133	SAINT-GERMAIN-EN-COGLES	6 000,00		
MICROBS	35000	RENNES	32 833,00		
MIELS D'ARMORIQUE	29560	ARGOL		2 736,00	
MILIN GENTIEG	35770	VERN SUR SEICHE	3 982,50		
MILLE ET UNE FILMS	35000	RENNES		209 000,00	
MILLET MICHAEL	35490	VIEUX VY SUR COUESNON		1 998,00	
MJ BOUTIQUE	29930	PONT AVEN	4 000,00	4 250,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
MORANZONI CHRISTIAN JOEL JEAN	35270	COMBOURG		2 409,57	
MOREL REGIS	35460	SAINT BRICE EN COGLES	15 000,00		
MORIN DAMIEN	22170	PLELO		11 000,00	
MOVE4IDEAS	35230	SAINT ERBLON	5 303,93		
MSA SERVICES	56026	VANNES CEDEX	30 000,00		
MULTIPLAST SAS	56000	VANNES	77 697,72		
MUTUALITE FRANCAISE BRETAGNE	35043	RENNES	3 000,00		
MUTUALITE SANTE SERVICES	56000	VANNES	49,48		
MUTUELLE DES PAYS DE VILAINE	35600	REDON	333,56		
MUTUELLES DE BRETAGNE	29219	BREST	6 500,00		
MVG INDUSTRIES	91140	VILLEBON-SUR-YVETTE	74 385,24		
NADAN JOSE	56320	LE FAOUET		2 052,00	
NAUTIX SA	56520	GUIDEL	2 167,00		
NAVIWATT	56730	SAINT GILDAS DE RHUYS	16 450,46		
NEOVIA	56250	SAINT NOLFF	28 043,75	156 000,00	
NIJI	35510	CESSON SEVIGNE	40 391,91		
NKE ELECTRONICS	56700	HENNEBONT	80 116,05		
NKE INSTRUMENTATION	56700	HENNEBONT	105 434,10		
NOHAM	35000	RENNES	7 080,00		
NOODLES PRODUCTION	75647	PARIS 13E ARRONDISSEMENT		5 200,00	
NOV'AGRI	56301	PONTIVY CEDEX	4 500,50		
OBJECTIF NUMERIQUE	56100	LORIENT		15 000,00	
OLLDIE	22240	FREHEL	4 962,93		
OLMIX	56580	BREHAN	152 633,08		
OPALE SECURITY	35510	CESSON SEVIGNE	23 800,00		
OPTI BOIS22	22400	PLANGUENOUAL		25 000,00	
ORIGINE FILMS	69004	LYON		24 800,00	
OUATE HEALTH	35510	CESSON SEVIGNE	5 000,00		
OVO CONCEPT SARL	22440	PLOUFRAGAN	3 290,00		
OYA LIGHT	35410	CHATEAUGIRON	15 633,75		
P'TIT LOUIS	35000	RENNES	3 775,00		
PAKER PROD	29900	CONCARNEAU	14 775,00		
PAPRIKA FILMS	75019	PARIS		9 000,00	
PARAISO PRODUCTION DIFFUSION	75020	PARIS		36 000,00	
PARIS BREST PRODUCTIONS	29200	BREST		79 500,00	
PASQUAL LE GUEHENNEC CLAIRE	29570	ROSCANVEL	6 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
PAUL JOEL	56130	MARZAN		24 000,00	
PDM INDUSTRIES	29393	QUIMPERLE		6 720,00	
PENN AR BAT SARL	29200	BREST	35 000,00		
PERFEGAL SCOP	29490	GUIPAVAS	4 500,00		
PERRAUD STEEVE	44110	CHATEAUBRIANT		60 000,00	
PERTUIS DU ROFO	56130	NIVILLAC		22 813,00	
PHARMA OUEST SA	35540	MINIAC MORVAN	3 730,50		
PICHAVANT YACHTING SARL	29750	LOCTUDY		6 276,00	
PILLON LE GARFF AUDREY	56310	BUBRY	6 000,00		
PIWISY	56590	GROIX	2 250,00		
PLICHON HERVE	35660	RENAC	6 000,00		
PLURIELLE COMMUNICATION SARL	56100	LORIENT		35 100,00	
POGO STRUCTURES	29120	COMBRIT	5 177,00		
POILVET EMILIEN	22510	SAINT-TRIMOEL		774,00	
POIS CHICHE FILMS	44000	NANTES		5 000,00	
POLARIS SARL	29170	PLEUVEN	8 747,50		
POLYMARIS BIOTECHNOLOGY SAS	29600	MORLAIX	103 947,17		
POLYMORPH SOFTWARE	35740	PACE	109 920,30		
POMEL CATHERINE LIBRAIRIE JOJO LIT ET LILI JOUE	56520	GUIDEL		1 125,00	
PONT ADRIEN	29830	SAINT PABU	6 512,59		
PORC ARMOR EVOLUTION	22605	LOUDEAC CEDEX	11 865,00		
POULOUIN CAMILLE	22200	POMMERIT LE VICOMTE		2 412,00	
POUTINEBROS	35000	RENNES	3 520,00		
PRESSES DE L'EHESP	35043	RENNES	3 750,00		
PRIGENT PASCAL	29430	PLOUESCAT		1 350,00	
PRO CYCLING BREIZH	35170	BRUZ	180 000,00		
PROMOLD	75017	PARIS	46 723,80		
PROT DESIGN3D	56530	QUEVEN		11 608,00	
PRUDOR MARIE CHRISTINE	56300	PONTIVY		2 174,25	
PUBLIVUE	35170	BRUZ		3 193,60	
QUADRISIGNE SARL EDITIONS A BARGAIN	29000	QUIMPER	4 355,37		
QUARK PRODUCTIONS	75004	PARIS		16 800,00	
QUIMPERLE AUDITION	29300	QUIMPERLE	2 040,34		
R1 CONCEPT	56400	PLOEMEL		22 537,00	
RAM'INOX	35290	SAINT MEEN LE GRAND		8 488,00	
REGARDS SERVICES	35510	CESSON SEVIGNE	47 544,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
RENNES CITE MEDIA SA	35000	RENNES	381 896,00	172 191,60	
RESEAU D EDUCATION A L ENVIRONNEMENT DU PAYS DE FOUGERES	35300	FOUGERES	2 250,00		
RESTAURANT DE LA POINTE ST MATHIEU	29217	PLOUGONVELIN		72 000,00	
RETD TECH FRANCE	35620	TEILLAY	25 000,00		
RF TRACK	35700	RENNES	19 210,00		
RIVE OUEST AGENCEMENT EURL	56240	PLOUAY		9 750,00	
ROLLAND GILBERT	29420	PLOUVORN		1 500,00	
ROPARS ET ASSOCIES	29640	PLOUGONVEN		11 876,00	
ROUDOUR	29270	CARHAIX PLOUGUER	147 750,00		
ROUXEL LOGISTIQUE	56037	VANNES CEDEX		10 500,00	
RSV	35770	VERN SUR SEICHE	5 250,00		
RUEFF PASCAL	22260	PLOUEC DU TRIEUX	3 500,00		
SA ACSYSTEME	35700	RENNES	119 295,00		
SA ALGUES ET MER	29242	OUESSANT	23 294,87		
SA ANAVELEC	29600	SAINTE SEVE	15 000,00		
SA BATIMENTS STYLES BRETAGNE	22000	SAINT-BRIEUC		18 000,00	
SA CREA	56270	PLOEMEUR	2 300,00		
SA D'HLM D'ARMORIQUE	29419	LANDERNEAU CEDEX		97 187,31	
SA D'HLM LES FOYERS	35706	RENNES CEDEX		235 200,00	
SA ENERGIE ET TRANSFERT THERMIQUE	29830	PLOUDALMEZEAU	15 000,00		
SA ETS JACQUES MENOU	22810	PLOUGONVER		17 390,00	
SA GEOTEXIA MENE	22330	SAINT-GILLES-DU-MENE	3 741,62		
SA H L M LES AJONCS	56000	VANNES	5 881,25		
SA HLM LES AJONCS	35201	RENNES CEDEX 2		48 403,93	
SA KERLINK	35235	THORIGNE FOUILLARD	21 300,69		
SA PATRICE VIDON CONSULTANTS	35703	RENNES CEDEX	7 500,00		
SACREBLEU PRODUCTIONS	75020	PARIS		25 600,00	
SAEM SODEFI PORT LA FORET	29940	LA FORET FOUESNANT		269 968,92	
SAFER BRETAGNE	22015	SAINT-BRIEUC	52 464,92		
SAILWOOD	56100	LORIENT		3 571,00	
SALAUN GWENAEL	35490	SENS DE BRETAGNE		792,00	
SAMI BRETAGNE	35400	SAINT MALO	1 537,57		
SANANIKONE MALY ANNE	56890	SAINT AVE	1 890,00		
SANDEN MANUFACTURING EUROPE SA	35190	TINTENIAC	94 000,00		
SARL AGRI SERVICES	56130	FEREL		4 600,00	
SARL AMI	35370	TORCE	7 500,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
SARL AN AMZER LE TEMPS EDITEUR	44210	PORNIC		817,62	
SARL AQUATIRIS	35190	QUEBRIAC	1 943,00		
SARL ARMOR FORMATION	22204	GUINGAMP CEDEX	4 600,00		
SARL ASSISTANCE MOULES INJECT	56850	CAUDAN		50 000,00	
SARL BRIAND	22300	CAOUENNEC LANVEZEAC		8 400,00	
SARL CAMPING DE LANN HOEDIC	56370	SARZEAU		5 237,44	
SARL CAMPING DE MESQUEAU	29630	PLOUGASNOU		20 000,00	
SARL CHANTIER BRETAGNE SUD	56550	BELZ	2 500,00		
SARL CHAUVEL G	35510	CESSON SEVIGNE		7 937,00	
SARL CHEZ LES GARCONS	56780	ILE AUX MOINES	1 250,00		
SARL CKB	35120	DOL DE BRETAGNE		5 107,60	
SARL COBITRANS	35590	SAINT GILLES	15 476,00		
SARL COSTE VAUBAN	56360	LE PALAIS		45 676,00	
SARL COUE CRETE	56200	SAINT MARTIN SUR OUST		15 960,00	
SARL DE LA DETENTE ET DU LOISIR	29760	PENMARCH		33 818,40	
SARL DOMAINE DU ROC	56460	LE ROC SAINT ANDRE		5 773,35	
SARL DU MUTIN	29160	CROZON	1 250,00		
SARL DU PONT HERVE	22640	PLESTAN		6 883,00	
SARL ENERGIE LA CONTERIE	35520	MEZIERE		21 071,90	
SARL ENTREPRISE POISSON	29680	ROSCOFF		1 400,00	
SARL ETA DE LA PAQUERENAIS	22270	PLEDELIAC		5 190,40	
SARL ETA DES ABERS	29260	PLOUDANIEL		16 000,00	
SARL ETA EDEYER	22140	CAVAN		2 800,00	
SARL ETA GAUTIER	22600	SAINT BARNABE		13 084,00	
SARL ETA LAOT	29810	BRELES		16 000,00	
SARL ETA LUCAS GILLES	22350	YVIGNAC LA TOUR		4 000,00	
SARL ETAR DUVAL	22780	PLOUNERIN		6 240,00	
SARL ETS GOUZERH	56410	ERDEVEN	1 250,00		
SARL ETS RAHUEL	35270	COMBOURG		25 000,00	
SARL EUROTEC DEVELOPPEMENT	56150	GUENIN	7 500,00		
SARL EVIN	56660	SAINT JEAN BREVELAY		5 400,00	
SARL FAMIGLIA VAUTHIER	35400	SAINT MALO	1 125,00		
SARL GAZEA	22170	PLELO		22 549,54	
SARL GLENAN EVASION MARINE	29170	FOUESNANT	1 500,00		
SARL GRANIT DE GUERLESQUIN	22440	PLOUFRAGAN		50 000,00	
SARL HOTEL BAR KEROUS	56600	LANESTER	1 045,84		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
SARL HOTEL BELLEVUE	22870	ILE DE BREHAT	1 249,83		
SARL HOTEL DE L EUROPE	29600	MORLAIX		33 232,10	
SARL HOTEL LE COBH	56800	PLOERMEL		2 359,60	
SARL HR SAINT MELAINE	29600	MORLAIX	1 249,80		
SARL IDB MARINE	29950	BENODET		11 130,00	
SARL JEAN PIERRE THEXIER	56140	SAINT MARCEL		5 226,00	
SARL JET MARINE	29200	BREST	7 500,00		
SARL KAIROS	29900	CONCARNEAU	8 359,50		
SARL KERALOUET	29720	PLONEOUR LANVERN		3 630,00	
SARL LA PLACE DU PORT	29241	LOCQUIREC	650,00		
SARL LE BADEZET TP	56300	PONTIVY		13 237,50	
SARL LE CADOUDAL	56400	AURAY		37 756,20	
SARL LE CORNOUAILLE HOTEL	29950	BENODET		5 252,00	
SARL LE LION D OR	35460	SAINT BRICE EN COGLES		45 000,00	
SARL LE MANACH'	22700	PERROS GUIREC		21 921,00	
SARL LE VAILLANT	22170	PLOUAGAT		5 277,60	
SARL LES GUETTES	22120	HILLION		2 260,80	
SARL LES MOUETTES	56260	LARMOR PLAGE		19 151,20	
SARL LOC HOME LES EMBRUNS	29360	CLOHARS CARNOET		10 380,90	
SARL LOKE COMPOSITE	35400	SAINT MALO	3 000,00		
SARL MARETHEU JEROME	35450	VAL D IZE		2 100,00	
SARL MARINELEC	29553	ERGUE GABERIC	6 083,00		
SARL MAUMISSARD GUYOT	56580	BREHAN		16 000,00	
SARL MER AGITEE	29940	FORET-FOUESNANT	18 673,50		
SARL NANOVIA	22540	LOUARGAT	39 465,00		
SARL OCEAN DATA SYSTEM	56100	LORIENT	1 500,00		
SARL ORTHOPTICA	29280	PLOUZANE	28 066,50		
SARL PAGE 5	35170	BRUZ		5 000,00	
SARL PHILIPPE CHAMBRY	22160	DUAULT		7 833,88	
SARL QUINTIN VIANDES	35610	PLEINE FOUGERES		5 602,65	
SARL RAULT GRANIT	35420	LOUVIGNE DU DESERT		10 280,40	
SARL ROSEC ETA TP ENVIRONNEMENT	29640	PLOUGONVEN		20 000,00	
SARL ROUE PEPINIERES	29610	PLOUIGNEAU	5 000,00		
SARL SAFFRAY	35150	CORPS NUDS		7 300,00	
SARL SCOP ELAN BATISSEUR	35039	RENNES	33 500,00		
SARL SECRETS DE FAMILLE	29520	LANDELEAU		4 384,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
SARL SPLASHELEC	56610	ARRADON	14 817,00		
SARL STERENN	29760	PENMARCH		10 870,00	
SARL TERRA MARIS	29200	BREST	23 275,00		
SARL THURIAUD	56130	NIVILLAC		7 000,00	
SARL TRICAT	56610	ARRADON	1 682,00	40 516,60	
SARL TYKOMZ	22300	LANNION	18 547,00		
SAS ABC TEXTURE	35800	DINARD	13 800,00		
SAS ABERS 4D	29800	SAINT THONAN		32 000,00	
SAS ARIADNEXT	35700	RENNES	92 408,10		
SAS ARMOR PLATS CUISINES	56700	KERVIGNAC		8 324,17	
SAS AU FIL DE L'EAU	56700	HENNEBONT		5 183,60	
SAS BA SYSTEMES	35310	MORDELLES	89 916,00		
SAS BIOENERGIE EVENEMENTS ET SERVICES	39000	LONS-LE-SAUNIER	8 000,00		
SAS BOSSER YVES	29710	PLOUDREUZIC	7 258,00		
SAS BRETAGNE VIANDE BIO	56320	LE FAOUET	7 224,98		
SAS CAFES COIC	29700	PLOMELIN	3 640,00		
SAS CARDIGEST	35170	BRUZ		133 840,00	
SAS CARGO2	29600	MORLAIX	8 750,00	20 405,00	
SAS CARL ZEISS VISION FRANCE	35304	FOUGERES		78 000,00	
SAS CERVVAL	29280	PLOUZANE	36 826,20		
SAS CREAWAVE	35510	CESSON-SEVIGNE	25 687,20		
SAS DESIGN PARQUET	35500	VITRE	5 250,00		
SAS DIAFIR	35000	RENNES	90 405,00		
SAS DIORREN PROJECT	56000	VANNES		20 000,00	
SAS DYNAMIXYZ	35700	RENNES	76 877,59		
SAS ETABLISSEMENTS CLERMONT	35340	LIFFRE		59 061,71	
SAS EURAMOLD	35133	BEAUCE		41 959,00	
SAS GUYADER	29510	LANDREVARZEC	22 778,23		
SAS HCS PHARMA	35000	RENNES	43 210,00		
SAS HOTEL DU LOCH	56400	AURAY		12 268,50	
SAS JEAN HENAFF PRODUCTION	29710	POULDREUZIC	28 958,50		
SAS KAPTALIA MONITORING	56000	VANNES	72 610,96		
SAS MIX BUFFET	56380	GUER		225 000,00	
SAS MNRG	29770	ESQUIBIEN		1 747,00	
SAS MOBIZEL	35000	CESSON SEVIGNE	21 918,40		
SAS NASS ET WIND INDUSTRIE	56100	LORIENT	33 375,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
SAS PANAGET	35600	REDON	2 826,50		
SAS QUIET OCEANS	29280	PLOUZANE	7 500,00		
SAS SABELLA	29000	QUIMPER	9 931,85	68 706,85	
SAS SEIFEL	35418	SAINT-MALO	12 962,50		
SAS SEMSOFT	35700	RENNES	1 950,75		
SAS SIMER LABORATOIRE SCIENCES ET MER	29480	LE RELECQ KERHUON	88 553,40		
SAS SMARTVISER	35700	RENNES	3 943,50		
SAS TECH INTER	56204	LA GACILLY	2 400,00		
SAS TELLUS ENVIRONNEMENT	35580	GUICHEN	49 935,00		
SAS URBANFARM	35136	SAINT JACQUES DE LA LANDE	3 000,00		
SATT OUEST VALORISATION SAS	35708	RENNES	576 396,91		
SAVEOL PLOUGASTEL DAOULAS	29470	PLOUGASTEL DAOULAS	4 015,20	39 691,50	
SAVEURS ET GOURMANDISES	35350	LA GOUESNIERE		16 526,00	
SCA TRISKALIA COOPERATIVE DES AGRICULTEURS DE BRETAGNE	29206	LANDERNEAU CEDEX	33 600,00		
SCCA ANNE DUPORTAL	35630	HEDE BAZOUGES	2 851,20		
SCCV HF MGB	35200	RENNES		10 230,00	
SCEA BOURDONNAY	22110	GLOMEL		15 000,00	
SCEA FERME DE LA MARE	22400	LAMBALLE		15 000,00	
SCEA MIELLERIE DE HUELGOAT	29690	HUELGOAT		3 600,00	
SCEA OLLIVIER	29400	LANDIVISIAU		83 382,00	
SCEA PARK TY FRANCIS LE GALL PATRICE	22340	MAEL CARHAIX		5 763,68	
SCEA THOULY	22290	PLEGUIEN		1 468,88	
SCI ACA	29740	PLOBANNALEC LESCONIL		16 436,00	
SCI BOIS ORCAN TRAVAUX	75004	PARIS		89 745,00	
SCI DE KERRONIOU	22970	PLOUMAGOAR		750,00	
SCI DE L'EPINETTE	56800	PLOERMEL		24 750,00	
SCI DES ECOLES CONSULAIRES	35300	FOUGERES		20 000,00	
SCI DOMAINE DE KERLEVENAN	56370	SARZEAU		2 819,19	
SCI DU DOUAR ROUZ	29360	CLOHARS CARNOET		12 600,00	
SCI DU RELAIS DE LUSCANEN	56880	PLOEREN		18 150,00	
SCI DU VAL	22330	PLESSALA		19 093,50	
SCI FOREST JOLY	56310	QUISTINIC		18 000,00	
SCI FORT NATIONAL	35580	BAULON		22 842,44	
SCI LE MANACH	22700	PERROS GUIREC		5 183,40	
SCI LENORMAND DARTHEVEL	35610	PLEINE FOUGERES		995,71	
SCI METAL BREIZH APPRENTISSAGE	35000	RENNES		8 976,24	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
SCI OALED DIWAN	29870	TREGLONOU		66 972,00	
SCI RIBOTTA CROZON	29160	CROZON		20 200,40	
SCI SOLENICO	29260	PLOUIDER		40 000,00	
SCIC ENERGIES RENOUVELABLES PAYS DE RANCE	22490	PLESLIN TRIGAVOU	18 168,80		
SCIC ESSCOAT	29800	LANDERNEAU		40 000,00	
SCOP ACIERIES DE PLOERMEL	56804	PLOERMEL CEDEX	47 500,00		
SCOP ELAN CREATEUR	35000	RENNES	57 297,00		
SEAQC STE EXPLOIT AEROPORT QUIMPER CORNOUAILLE	29700	PLUGUFFAN	435 000,00		
SEASIDETECH	29300	MELLAC		2 557,60	
SECURE IC SAS	35510	CESSON SEVIGNE	81 618,90		
SEDNA FILMS SARL	75011	PARIS		10 800,00	
SEGRAFO BRETAGNE	35510	CESSON-SEVIGNE	5 365,41		
SEISMO WAVE	22300	ROSPEZ	7 500,00		
SELLERIE NAUTIQUE AEREC	56370	SARZEAU	2 500,00	6 884,00	
SEM LIGER	56500	LOCMINE		24 420,32	
SEMAEB	35708	RENNES CEDEX 7	45 000,00		
SENSITO FILMS	75011	PARIS		36 000,00	
SENSUP	35510	CESSON SEVIGNE	40 554,00		
SERPROMECA	29900	CONCARNEAU	23 035,00		
SEVE FILMS	75020	PARIS		7 400,00	
SHARING LIFE	29200	BREST	40 000,00		
SILL SA STE INDUSTRIELLE LAITIERE DU LEON	29860	PLOUVIEN	90 240,00		
SILVADEC SA	56190	ARZAL	2 954,50		
SIPENA	35800	DINARD	25 000,00		
SIRADEL SAS	35043	RENNES CEDEX	51 254,40		
SITTELLE CREATION SCOP	56100	LORIENT	38 000,00		
SMARTBOAT	35500	VITRE	4 000,00		
SNC LE MOULIN DE CADILLAC	56190	NOYAL-MUZILLAC		6 323,20	
SOC D'EXPLOITATION HOTELIERE DE PERROS	22700	PERROS GUIREC		38 536,20	
SOCIETE CIVILE D'EXPLOITATION AGRICOLE DE KERMELVEZ	22420	PLOUARET		6 400,00	
SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS DE TRAVAUX INDUSTRIELS	56930	PLUMÉLIAU		25 000,00	
SOCIETE DE LA CRIEE DE BREST	29200	BREST		150 062,99	
SOCIETE MORBIHANNAISE MODELAGE	56450	LE HEZO	47 127,20		
SOCIETE NOUVELLE SERITECH	56000	VANNES	1 512,26	19 246,00	
SOCIETE OUEST FRANCE	35051	RENNES	17 500,00		
SOCIETE PLASTIQUE D'INNOVATION ET DE DISTRIBUTION	22300	LANNION	24 680,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE	35510	CESSON SEVIGNE	9 667,50		
SOCIETE RENNAISE DES EDTIONS APOGEE	35000	RENNES	2 880,46		
SOCOBATI	22400	LAMBALLE	25 000,00		
SOGESTE ESCCOT	35510	CESSON-SEVIGNE	27 429,20		
SOPOTEL	56300	PONTIVY		13 260,00	
SPECIALITES PET FOOD SA	56250	ELVEN	179 173,40		
SPECTRE PRODUCTIONS	35000	RENNES		12 100,00	
SPIRALE PRODUCTION SARL	29200	BREST	43 137,47	18 600,00	
STACEM	56390	GRAND CHAMP	38 655,00		
STADE RENNAIS ATHLETISME	35700	RENNES MAUREPAS	612,78		
STALAVEN SAS	22120	YFFINIAC	46 985,00		
STANK	29200	BREST		46 800,00	
STE HISTOIRE ET ARCHEOLOGIE ARROND ST MALO	35400	SAINT MALO	500,00		
STEPHANE GLIDIC ETS	29233	CLEDER	6 602,40		
SUBERY CLAUDE ET FILS	35000	RENNES		49 479,17	
SVITEC	56011	VANNES CDEDEX	30 000,00		
SYLETAL	29370	CORAY	5 642,00		
SYNDICAT D'ÉLEVAGE DE BELLE ILE EN MER	56360	PALAIS	8 817,34		
TACUSSEL FLORENCE	22580	PLOUHA		8 800,00	
TALLEC JEAN PIERRE L HERITAGE DU GOUT	29380	BANNALEC	75 490,90		
TCL PRODUCTIONS	29000	QUIMPER	10 000,00		
TEAMCAST	35769	SAINT GREGOIRE	136 543,10		
TECH'METAUX 35	35540	MINIAC MORVAN		33 610,00	
TECH4RACE	35000	RENNES	25 000,00		
TEKXIA	35400	SAINT MALO	11 168,00		
TELEVISION BRETAGNE OUEST	29200	BREST	241 142,00	110 510,40	
TELEVISION BRETAGNE SUD	56100	LORIENT	26 360,00		
TERRE ET OCEAN	56130	MARZAN		14 000,00	
TERRE ET SOLEIL	22000	ST BRIEUC		9 407,00	
TERRES BLEUES SARL	56480	CLEGUEREC		15 000,00	
TERRITOIRES ET DEVELOPPEMENT SOCIETE D AMENAGEMENT DU BASSIN RENNAIS	35000	RENNES CEDEX		7 427,84	
TETARD LE QUENTREC FLORENCE	35520	MELESSE	6 000,00		
TF	56100	LORIENT	150 000,00		
THEATRE NATIONAL BRETAGNE CTRE EUROPEE	35040	RENNES	400 000,00		
TI WAR AN DOUR	56120	GUEGON		24 000,00	
TICATAG	22300	LANNION	34 352,40		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
TITA B PRODUCTIONS	29100	DOUARNENEZ		46 000,00	
TITA PRODUCTIONS SARL	13006	MARSEILLE		11 500,00	
TON ALL PRODUKSION	56630	LANGONNET	5 125,00		
TOP BAGAGE INTERNATIONAL	35360	MONTAUBAN DE BRETAGNE	13 522,50		
TOPSHOT FILMS	75018	PARIS 18E ARRONDISSEMENT		6 000,00	
TOQUE ET FRUITS	56500	LOCMINE	2 867,10		
TOURNEZ LA PAGE	35270	COMBOURG		5 250,00	
TRANS WEST LOCATION TWL	29410	PLEYBER CHRIST		22 506,00	
TRIBORD SAS	29200	BREST	12 500,00		
TRISKELL INTERACTIVE	22300	LANNION	17 226,00		
TRISKEM INTERNATIONAL SAS	35170	BRUZ		50 000,00	
TUFFIGO RAPIDEX	29170	SAINT-EVARZEC	29 731,00		
TURBOCONCEPT SARL	29280	PLOUZANE	148 757,00		
TY PRODUCTEURS	56700	KERVIGNAC		26 927,95	
TY PROVOST	29150	DINEAULT		13 780,00	
UIOU MAD	22700	LOUANNEC		6 000,00	
UJAP QUIMPER SASP	29000	QUIMPER	8 100,39		
UNEP BRETAGNE	22190	PLERIN	4 269,18		
UNION EVOLUTION	35706	RENNES CEDEX 7	30 852,50		
VALLEE BERNARD LIBRAIRIE PLANETE IO	35000	RENNES	250,00		
VIA DECOUVERTES PRODUCTION	44000	NANTES		21 000,00	
VILOLONA	29200	BREST	450,00		
VIRTUALYS SARL	29200	BREST	17 948,00		
VISATONUS SA ERGOVIE	35000	RENNES	36 666,00		
VOICEBOX TECHNOLOGIES	75008	PARIS	103 963,50		
VOILES ET TRADITIONS CHANTIER NAVAL	22470	PLOUEZEC		1 209,75	
VOX OPERATIO	35000	RENNES	2 064,00		
VOXYGEN	22560	PLEUMEUR BODOU	117 511,43		
WAG PROD	35000	RENNES		4 000,00	
WAITING FOR CINEMA	75005	PARIS		80 000,00	
WOLEET	35510	CESSON SEVIGNE	25 000,00		
YANNICK JACOB MECANIQUE DE PRECISION	56500	PLUMELIN		12 033,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
YUKUNKUN PRODUCTIONS	75011	PARIS		6 000,00	
Z AZIMUT FILMS	69003	LYON 3E ARRONDISSEMENT		9 800,00	

TIERS ETRANGERS

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
BREIZH AMERIKA		NEW YORK	11 686,87		
BREIZH MEX	04369	MEXICO	6 400,00		
BREIZHEIRE		CORK	1 287,19		

Personnes morales de droit public

COMMUNES

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ACIGNE	35690	ACIGNE		43 160,00	
ALLAIRE	56350	ALLAIRE		6 825,00	
ANDOUILLE NEUVILLE	35250	ANDOUILLE NEUVILLE		181,11	
ARGENTRE DU PLESSIS	35370	ARGENTRE DU PLESSIS	1 679,96		
ARZANO	29300	ARZANO		60 062,49	
AUBIGNE	35250	AUBIGNE		6 634,22	
AUGAN	56800	AUGAN		69 074,75	
AURAY	56400	AURAY	16 000,00	115 766,88	
BAGUER MORVAN	35120	BAGUER MORVAN		73 718,02	
BAINS SUR OUST	35600	BAINS SUR OUST	579,50		
BAUD	56150	BAUD		252 882,72	
BAYE	29300	BAYE		25 200,80	
BAZOUGES LA PEROUSE	35560	BAZOUGES LA PEROUSE		61 514,06	
BECHEREL	35190	BECHEREL		1 800,00	
BELLE ISLE EN TERRE	22810	BELLE ISLE EN TERRE		470,00	
BELZ	56550	BELZ		160 000,00	
BERRIC	56230	BERRIC		33 808,85	
BETTON	35830	BETTON	5 922,00		
BIEUZY LES EAUX	56310	BIEUZY		24 330,87	
BODILIS	29400	BODILIS		10 000,00	
BOHARS	29820	BOHARS		60 000,00	
BOTMEUR	29690	BOTMEUR		5 535,51	
BRASPARTS	29190	BRASPARTS		113 816,26	
BRECH	56400	BRECH		13 227,32	
BRIE	35150	BRIE		22 257,20	
BRIEC DE L ODET	29510	BRIEC	24 235,00	4 982,12	
BRIGNOGAN PLAGES	29890	BRIGNOGAN PLAGES		13 950,00	
CADEN	56220	CADEN		2 315,76	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
CALLAC	22160	CALLAC		57 045,20	
CANCALE	35260	CANCALE		7 800,00	
CARHAIX PLOUGUER	29837	CARHAIX PLOUGUER		14 544,88	
CAST	29150	CAST		479,00	
CAULNES	22350	CAULNES		8 113,65	
CESSON SEVIGNE	35510	CESSON SEVIGNE	2 636,00		
CHAMPEAUX	35500	CHAMPEAUX		34 334,89	
CHANTELOUP	35150	CHANTELOUP		30 000,00	
CHARTRES DE BRETAGNE	35131	CHARTRES DE BRETAGNE	24 000,00		
CHATEAUBOURG	35220	CHATEAUBOURG		90 346,01	
CHATEAUGIRON	35410	CHATEAUGIRON		40 657,76	
CHATEAULIN	29150	CHATEAULIN	27 650,00		
CHATELAUDREN	22170	CHATELAUDREN	5 000,00	40 000,00	
CLEDEN POHER	29270	CLEDEN POHER		4 747,84	
CLEGUEREC	56480	CLEGUEREC		9 811,78	
CLOHARS CARNOET	29360	CLOHARS CARNOET	4 998,00		
COETMIEUX	22400	COETMIEUX		54 233,98	
COMBOURG	35270	COMBOURG	10 000,00	57 756,84	
COMBRIT	29120	COMBRIT	4 590,05	48 075,47	
COMMANA	29450	COMMANA		2 054,47	
COMMUNE D'EVELLYS	56500	EVELLYS		38 170,40	
COMMUNE DE BAIS	35680	BAIS		182 895,80	
COMMUNE DE BINIC ETABLES SUR MER	22680	BINIC ETABLES SUR MER		10 000,00	
COMMUNE DE BREST	29222	BREST CEDEX	9 030,49	810 131,59	
COMMUNE DE BROUALAN	35120	BROUALAN		2 101,84	
COMMUNE DE BRUZ	35170	BRUZ	11 569,80		
COMMUNE DE COGLES	35460	COGLES		12 160,55	
COMMUNE DE GARLAN	29610	GARLAN		110 000,00	
COMMUNE DE GUILERS	29820	GUILERS		60 034,83	
COMMUNE DE HEDE BAZOUGES	35630	HEDE		4 019,59	
COMMUNE DE JUGON LES LACS	22270	JUGON LES LACS	3 571,90		
COMMUNE DE LASSY	35580	LASSY		21 000,00	
COMMUNE DE LE FERRE	35420	LE FERRE	7 987,70		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
COMMUNE DE LE MENE	22330	COLLINEE	8 850,00	27 750,00	
COMMUNE DE LEZARDRIEUX	22740	LEZARDRIEUX		25 760,79	
COMMUNE DE PLEUMEUR GAUTIER	22740	PLEUMEUR GAUTIER		37 632,08	
COMMUNE DE PLOUEGAT MOYSAN	29650	PLOUEGAT MOYSAN		12 498,63	
COMMUNE DE PLOUNEVEZ LOCHRIST	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST		29 375,51	
COMMUNE DE PONT AVEN	29930	PONT AVEN	5 050,40		
COMMUNE DE ROSPORDEN	29140	ROSPORDEN		2 620,91	
COMMUNE DE SAINT BRIEUC	22023	SAINT BRIEUC CEDEX 01	4 509,00	519 952,18	
COMMUNE DE SAINT OUEN DES ALLEUX	35140	SAINT OUEN DES ALLEUX		40 000,00	
COMMUNE DE THEIX NOYALO	56450	THEIX NOYALO		16 791,34	
COMMUNE DE VITRE	35506	VITRE CEDEX	28 000,00	100 276,59	
CONCORET	56430	CONCORET		1 347,32	
CORAY	29370	CORAY		43 680,00	
CORPS NUDS	35150	CORPS NUDS		77 439,36	
CROZON MORGAT	29160	CROZON MORGAT		424 000,00	
CRUGUEL	56420	CRUGUEL	8 325,00		
DAMGAN	56750	DAMGAN	3 398,00		
DINAN	22104	DINAN CEDEX	5 912,06	232 740,16	
DINARD	35800	DINARD	8 000,00		
DINEAULT	29150	DINEAULT		20 000,00	
DOL DE BRETAGNE	35120	DOL DE BRETAGNE	3 472,00		
DOMALAIN	35680	DOMALAIN		4 543,57	
DOUARNENEZ	29100	DOUARNENEZ		147 659,02	
DROUGES	35130	DROUGES		1 272,00	
ELVEN	56250	ELVEN		87 000,00	
ERQUY	22430	ERQUY	3 500,00		
EVRIGUET	56490	EVRIGUET		4 303,46	
FOUESNANT	29170	FOUESNANT	15 000,00	6 125,25	
FOUGERES	35301	FOUGERES CEDEX	5 000,00	24 696,52	
FREHEL PLEVENON	22240	FREHEL PLEVENON		4 500,00	
GLOMEL	22110	GLOMEL		51 496,65	
GOMMENEC H	22290	GOMMENECH		2 500,00	
GOULVEN	29890	GOULVEN		8 467,21	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
GRAND CHAMP	56390	GRAND CHAMP		2 287,50	
GUEGON	56120	GUEGON		1 446,58	
GUILLAC	56800	GUILLAC	11 635,00		
GUILLIERS	56490	GUILLIERS		9 136,40	
GUILLIGOMARC H	29300	GUILLIGOMARCH		8 267,00	
GUIMAEC	29620	GUIMAEC		25 989,21	
GUINGAMP	22205	GUINGAMP CEDEX	16 856,75		
GUISCRIFF	56560	GUISCRIFF		6 920,52	
HENANBIHEN	22550	HENANBIHEN		136 141,60	
HENNEBONT	56704	HENNEBONT	15 556,00	112 547,57	
HENON	22150	HENON		1 474,28	
ILE AUX MOINES	56780	ILE AUX MOINES		100 000,00	
ILE D HOEDIC	56170	HOEDIC	24 000,00	8 316,21	
ILE D HOUAT	56170	ILE D HOUAT		23 261,15	
ILE D OUESSANT	29242	OUESSANT		5 744,00	
ILE DE BATZ	29253	ILE DE BATZ		28 712,35	
ILE DE GROIX	56590	GROIX	12 500,00	41 496,00	
ILE DE SEIN	29990	ILE DE SEIN		82 635,18	
INZINZAC LOCHRIST	56650	INZINZAC LOCHRIST	18 334,75		
JANZE	35150	JANZE	3 584,40	4 800,00	
JOSSELIN	56120	JOSSELIN		3 730,83	
KERGRIST	56300	KERGRIST		53 549,83	
KERGRIST MOELOU	22110	KERGRIST MOELOU		3 271,81	
LA CHAPELLE BOUEXIC	35330	LA CHAPELLE BOUEXIC		8 126,61	
LA FORET FOUESNANT	29940	LA FORET FOUESNANT		6 002,00	
LA GUERCHE DE BRETAGNE	35130	LA GUERCHE DE BRETAGNE		110 093,81	
LA MEAUGON	22440	LA MEAUGON		1 191,00	
LA ROCHE BERNARD	56130	LA ROCHE BERNARD	11 144,00		
LA ROCHE DERRIEN	22450	LA ROCHE DERRIEN		3 600,00	
LA ROCHE MAURICE	29800	LA ROCHE MAURICE		33 124,80	
LA VICOMTE SUR RANCE	22690	LA VICOMTE SUR RANCE		47 878,00	
LAMBALLE	22400	LAMBALLE		3 542,39	
LAMPAUL GUIMILIAU	29400	LAMPAUL GUIMILIAU		10 737,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
LANCIEUX	22770	LANCIEUX		69 889,20	
LANDERNEAU	29207	LANDERNEAU CEDEX		199 430,81	
LANDEVANT	56690	LANDEVANT		9 169,85	
LANDUDAL	29510	LANDUDAL		7 499,47	
LANDUDEC	29710	LANDUDEC		20 000,00	
LANESTER	56601	LANESTER CEDEX		614 034,44	
LANFAINS	22800	LANFAINS		50 000,00	
LANGAST	22150	LANGAST		23 331,87	
LANGON	35660	LANGON		16 673,46	
LANGONNET	56630	LANGONNET		27 085,35	
LANGOUET	35630	LANGOUET		3 542,33	
LANLOUP	22580	LANLOUP		877,20	
LANMERIN	22300	LANMERIN		991,60	
LANMEUR	29620	LANMEUR		18 309,37	
LANNEDERN	29190	LANNEDERN		44 496,77	
LANNILIS	29870	LANNILIS		126 282,52	
LANNION	22300	LANNION	21 229,72	529 467,96	
LANRODEC	22170	LANRODEC		9 956,00	
LANVALLAY	22100	LANVALLAY		60 000,00	
LARMOR BADEN	56790	LARMOR BADEN		8 000,00	
LAUZACH	56190	LAUZACH		100 000,00	
LE BONO	56400	BONO		89 331,79	
LE CLOITRE PLEYBEN	29190	LE CLOITRE PLEYBEN		619,50	
LE CONQUET	29217	LE CONQUET		18 683,47	
LE CROISTY	56540	LE CROISTY		8 061,83	
LE FAOU	29580	LE FAOU	4 324,50	2 400,00	
LE FAOUET	56320	LE FAOUET	9 000,00	97 723,53	
LE GUERNO	56190	LE GUERNO		5 051,24	
LE PALAIS	56360	LE PALAIS		9 239,84	
LE QUILLIO	22460	LE QUILLIO		3 763,99	
LE QUIOU	22630	LE QUIOU		6 272,81	
LE RHEU	35650	LE RHEU		118 503,60	
LE SEL DE BRETAGNE	35320	LE SEL DE BRETAGNE		80 000,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
LE TREVOUX	29380	TRÉVOUX		4 467,60	
LE VIVIER SUR MER	35960	LE VIVIER SUR MER		15 842,04	
LEHON	22100	LEHON	15 000,00		
LENNON	29190	LENNON		42 000,00	
LES CHAMPS GERAUX	22630	LES CHAMPS GERAUX		81 073,00	
LESNEVEN	29260	LESNEVEN		97 667,94	
LIZIO	56460	LIZIO		23 146,76	
LOCMALO	56160	LOCMALO		135 984,00	
LOCMARIA GRAND CHAMP	56390	LOCMARIA GRAND CHAMP		7 289,34	
LOCMARIA PLOUZANE	29280	LOCMARIA PLOUZANE		11 296,54	
LOCMINE	56500	LOCMINE		91 950,00	
LOCQUENOLE	29670	LOCQUENOLE		32 414,48	
LOCQUIREC	29241	LOCQUIREC		59 445,49	
LOCRONAN	29180	LOCRONAN		3 290,50	
LOCTUDY	29750	LOCTUDY		29 788,50	
LOGUIVY PLOUGRAS	22780	LOGUIVY PLOUGRAS		5 151,38	
LOPEREC	29590	LOPEREC		17 892,30	
LOPERHET	29470	LOPERHET	336,00		
LORIENT	56315	LORIENT CEDEX	153 552,40	278 564,89	
LOUARGAT	22540	LOUARGAT		38 378,79	
LOUDEAC	22600	LOUDEAC	4 000,00		
LOUVIGNE DE BAIS	35680	LOUVIGNE DE BAIS		58 270,78	
LOUVIGNE DU DESERT	35420	LOUVIGNE DU DESERT		75 000,00	
MALANSAC	56220	MALANSAC		8 844,00	
MALESTROIT	56140	MALESTROIT	4 493,75	41 743,87	
MALGUENAC	56300	MALGUENAC		24 464,01	
MAURON	56430	MAURON		21 619,20	
MEDREAC	35360	MEDREAC		62 120,00	
MELESSE	35520	MELESSE	5 600,00	3 711,00	
MELRAND	56310	MELRAND	3 000,00	9 636,80	
MERLEAC	22460	MERLEAC		48 289,30	
MEUCON	56890	MEUCON	18 225,00		
MOELAN SUR MER	29350	MOELAN SUR MER		1 306,35	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
MOLAC	56230	MOLAC		28 485,45	
MONCONTOUR DE BRETAGNE	22510	MONCONTOUR DE BRETAGNE		3 648,15	
MONTAUBAN DE BRETAGNE	35360	MONTAUBAN DE BRETAGNE		150 000,00	
MONTERBLANC	56250	MONTERBLANC	2 205,30		
MORLAIX	29671	MORLAIX CEDEX	3 572,59	29 530,58	
MOUSTOIR AC	56500	MOUSTOIR AC		35 427,72	
MUEL	35290	MUEL		4 055,16	
NEULLIAC	56300	NEULLIAC		12 027,92	
NOSTANG	56690	NOSTANG		10 491,29	
NOUVOITOU	35410	NOUVOITOU		4 603,78	
NOYAL MUZILLAC	56190	NOYAL MUZILLAC		8 977,50	
NOYAL PONTIVY	56920	NOYAL PONTIVY		1 215,00	
NOYAL SUR VILAINE	35530	NOYAL SUR VILAINE	15 000,00		
PABU	22200	PABU		10 128,00	
PAIMPOL	22502	PAIMPOL		29 423,59	
PAIMPONT	35380	PAIMPONT		13 070,35	
PANCE	35320	PANCE		25 000,00	
PARTHENAY DE BRETAGNE	35850	PARTHENAY DE BRETAGNE		75 273,83	
PEDERNEC	22540	PEDERNEC		16 013,04	
PEILLAC	56220	PEILLAC	591,50	7 800,00	
PENMARCH	29760	PENMARCH		14 488,92	
PENVENAN	22710	PENVENAN		10 757,87	
PERROS GUIREC	22700	PERROS GUIREC		50 874,63	
PIPRIAC	35550	PIPRIAC		29 589,48	
PLABENNEC	29860	PLABENNEC		293 387,35	
PLAINE HAUTE	22800	PLAINE HAUTE		100 000,00	
PLANCOET	22130	PLANCOET		159 433,60	
PLANGUENOUAL	22400	PLANGUENOUAL		100 000,00	
PLECHATEL	35470	PLECHATEL		50 000,00	
PLEGUIEN	22290	PLEGUIEN		100 000,00	
PLEHEDEL	22290	PLEHEDEL	8 550,00		
PLEINE FOUGERES	35610	PLEINE FOUGERES	500,00		
PLERIN	22190	PLERIN	2 800,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
PLESSALA	22330	PLESSALA		3 254,18	
PLESTIN LES GREVES	22310	PLESTIN LES GREVES		6 841,13	
PLEUBIAN	22610	PLEUBIAN	31 397,79	28 000,00	
PLEUDIHEN SUR RANCE	22690	PLEUDIHEN SUR RANCE		2 286,00	
PLEUMELEUC	35137	PLEUMELEUC	23 800,00		
PLEUMEUR BODOU	22560	PLEUMEUR BODOU		60 000,00	
PLEURTUIT	35730	PLEURTUIT	1 374,00		
PLEVIN	22340	PLEVIN		14 923,07	
PLEYBEN	29190	PLEYBEN		9 050,63	
PLOEMEUR	56274	PLOEMEUR CEDEX	24 346,50	4 686,00	
PLOERDUT	56160	PLOERDUT		64 163,57	
PLOEREN	56880	PLOEREN		2 367,45	
PLOMELIN	29700	PLOMELIN		16 234,13	
PLONEIS	29710	PLONEIS		22 838,37	
PLOUAGAT	22170	PLOUAGAT		40 000,00	
PLOUASNE	22830	PLOUASNE		7 893,60	
PLOUBALAY	22650	PLOUBALAY		480 038,72	
PLOUDANIEL	29260	PLOUDANIEL		9 287,94	
PLOUDIRY	29800	PLOUDIRY		49 355,00	
PLOUGASTEL DAOULAS	29470	PLOUGASTEL DAOULAS	20 749,29		
PLOUGOUMELEN	56400	PLOUGOUMELEN		167 650,47	
PLOUGRAS	22780	PLOUGRAS		1 062,00	
PLOUGRESCANT	22820	PLOUGRESCANT		18 320,21	
PLOUGUERNEAU	29880	PLOUGUERNEAU	2 388,79		
PLOUGUERNEVEL	22110	PLOUGUERNEVEL	1 060,00	8 335,86	
PLOUHA	22580	PLOUHA		10 346,27	
PLOULEC H	22300	PLOULEC H		1 837,20	
PLOUMILLIAU	22300	PLOUMILLIAU		3 002,88	
PLOUNERIN	22780	PLOUNERIN		8 699,79	
PLOUNEVEZ MOEDEC	22810	PLOUNEVEZ MOEDEC		87 654,93	
PLOUNEVEZ QUINTIN	22110	PLOUNEVEZ QUINTIN		4 041,00	
PLOURAC H	22160	PLOURAC H		7 896,38	
PLOURIN PLOUDALMEZEAU	29830	PLOURIN PLOUDALMEZEAU		7 855,34	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
PLOURIVO	22860	PLOURIVO		2 596,20	
PLOUVORN	29420	PLOUVORN		3 900,00	
POCE LES BOIS	35500	POCE LES BOIS		4 065,40	
POILLEY	35420	POILLEY		41 676,39	
POLIGNE	35320	POLIGNE		9 900,85	
PONT CROIX	29790	PONT CROIX		350,55	
PONT SCORFF	56620	PONT SCORFF	22 500,00		
PONTIVY	56300	PONTIVY	10 000,00	39 228,09	
PONTRIEUX	22260	PONTRIEUX		1 825,76	
PORT LOUIS	56290	PORT LOUIS	5 000,00		
POULDREUZIC	29710	POULDREUZIC		66 587,69	
PRIMELIN	29770	PRIMELIN		26 617,60	
PRIZIAC	56320	PRIZIAC	10 000,00	9 227,05	
QUEMPERVEN	22450	QUEMPERVEN		2 049,62	
QUESTEMBERT	56230	QUESTEMBERT	9 078,25		
QUEVERT	22100	QUEVERT		1 552,35	
QUIMPER	29000	QUIMPER	2 685,75	97 099,11	
QUIMPERLE	29391	QUIMPERLE	5 250,00	117 179,32	
QUINTIN	22800	QUINTIN	1 950,00		
QUISTINIC	56310	QUISTINIC		2 459,95	
REDON	35600	REDON	8 401,76	1 230 000,00	
REGUINY	56500	REGUINY		32 524,90	
RENNES	35000	RENNES	144 750,00	253 197,87	
ROCHEFORT EN TERRE	56220	ROCHEFORT EN TERRE		41 881,20	
ROHAN	56580	ROHAN	200,00		
ROMAGNE	35133	ROMAGNE		3 300,00	
RUCA	22550	RUCA		124 203,32	
RUNAN	22260	RUNAN		3 807,67	
SAINT AUBIN D AUBIGNE	35250	SAINT AUBIN D AUBIGNE		93 281,47	
SAINT BARTHELEMY	56150	SAINT BARTHELEMY		11 846,10	
SAINT BRANDAN	22800	SAINT BRANDAN		35 799,20	
SAINT BRIAC SUR MER	35800	SAINT BRIAC SUR MER	800,00		
SAINT CAST LE GUILDO	22380	SAINT CAST LE GUILDO		2 700,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
SAINT CHRISTOPHE DES BOIS	35210	SAINT CHRISTOPHE DES BOIS		12 491,58	
SAINT DONAN	22800	SAINT DONAN		1 991,43	
SAINT GILDAS DE RHUYS	56730	SAINT GILDAS DE RHUYS		47 417,00	
SAINT GILLES LES BOIS	22290	SAINT GILLES LES BOIS		8 580,73	
SAINT GILLES PLIGEAUX	22480	SAINT GILLES PLIGEAUX		19 535,53	
SAINT GOAZEC	29520	SAINT GOAZEC		8 444,98	
SAINT GONLAY	35750	SAINT GONLAY		6 214,11	
SAINT GONNERY	56950	SAINT GONNERY		24 000,00	
SAINT JACQUES DE LA LANDE	35136	SAINT JACQUES DE LA LANDE		14 789,33	
SAINT JACUT DE LA MER	22750	SAINT JACUT DE LA MER		20 660,38	
SAINT JEAN BREVELAY	56660	SAINT JEAN BREVELAY		68 288,00	
SAINT LUNAIRE	35800	SAINT LUNAIRE		105 170,40	
SAINT MALO	35418	SAINT MALO CEDEX	12 800,00	1 045 868,97	
SAINT MARCEL	56140	SAINT MARCEL	4 900,00		
SAINT NOLFF	56250	ST NOLFF		2 375,00	
SAINT POL DE LEON	29250	SAINT POL DE LEON	1 000,00	8 583,20	
SAINT QUAY PORTRIEUX	22410	SAINT QUAY PORTRIEUX		2 700,00	
SAINT RENAN	29290	SAINT RENAN		100 000,00	
SAINT SEGAL	29590	SAINT SEGAL		51 283,26	
SAINT SEGLIN	35330	SAINT SEGLIN		6 860,00	
SAINT SENOUX	35580	SAINT SENOUX		50 312,68	
SAINT SERVAIS	29400	SAINT SERVAIS		2 220,50	
SAINT SULIAC	35430	SAINT SULIAC		58 698,19	
SAINT THEGONNEC	29410	SAINT THEGONNEC	2 265,80	18 642,70	
SAINT THELO	22460	SAINT THELO		2 337,62	
SAINT THUAL	35190	SAINT THUAL		11 289,80	
SAINT THURIAU	56300	SAINT THURIAU		760,00	
SAINT THURIEN	29380	SAINT THURIEN	1 300,00		
SAINT UNIAC	35360	SAINT UNIAC		3 707,54	
SAINT YVI	29140	SAINT YVI		81 000,00	
SAINTE ANNE D AURAY	56400	SAINTE ANNE D AURAY	2 043,60	106 979,91	
SAINTE BRIGITTE	56480	SAINTE BRIGITTE		4 773,63	
SARZEAU	56370	SARZEAU		1 185,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
SAUZON	56360	SAUZON	11 965,33	49 097,70	
SCAER	29390	SCAER		50 000,00	
SDEF SYND DEP ENERGIE FINISTERE	29000	QUIMPER		145 920,00	
SEGLIEN	56160	SEGLIEN		18 802,12	
SENE	56860	SENE	4 000,00		
SERVON SUR VILAINE	35530	SERVON SUR VILAINE	19 025,00		
SIZUN	29450	SIZUN		50 000,00	
SPEZET	29540	SPEZET		65 176,02	
TADEN	22100	TADEN	5 044,50	112 324,95	
TELGRUC SUR MER	29560	TELGRUC SUR MER		22 619,76	
TREAL	56140	TREAL		107 187,78	
TREBEURDEN	22560	TREBEURDEN		528,75	
TREBRY	22510	TREBRY		7 241,46	
TREDIAS	22250	TREDIAS		8 416,21	
TREFUMEL	22630	TREFUMEL		51 859,09	
TREGASTEL	22730	TREGASTEL		2 110,04	
TREGOUREZ	29970	TREGOUREZ		3 483,00	
TREGUIER	22220	TREGUIER	7 252,80		
TRELEVERN	22660	TRELEVERN		3 600,00	
TREMARGAT	22110	TREMARGAT		11 625,21	
TREMBLAY	35460	TREMBLAY		11 291,88	
TREMEL	22310	TREMEL		5 966,47	
TREMEREUC	22490	TREMEREUC		937,30	
TREMEUR	22250	TREMEUR		29 200,00	
TREMUSON	22440	TREMUSON		100 000,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
TREVENEUC	22410	TREVENEUC		96 722,67	
VAL D IZE	35450	VAL D IZE		14 891,24	
VANNES	56000	VANNES	22 945,88	719 432,22	

DEPARTEMENTS

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
DEPARTEMENT D ILLE ET VILAINE	35042	RENNES CEDEX		156 400,00	
DEPARTEMENT DES COTES D ARMOR	22023	SAINT BRIEUC CEDEX 01	36 717,50	360 968,54	
DEPARTEMENT DU FINISTERE	29000	QUIMPER	1 173 757,76	412 553,60	
DEPARTEMENT DU MORBIHAN	56009	VANNES CEDEX	43 500,00	6 401 219,50	

REGIONS

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
REGION HAUTE NORMANDIE	76174	ROUEN	78 217,85		
REGION PAYS DE LA LOIRE	44966	NANTES CEDEX	4 706,31		

ETAT

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ETAT 35	35021	RENNES	7 380,00	7 293 593,05	
MINISTERE DE L'ECOLOGIE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ENERGIE	75302	PARIS 07 SP		189 778,62	
MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NAT	75231	PARIS CEDEX 05	6 363,30		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
PAIERIE DEPARTEMENTALE DU MORBIHAN	56019	VANNES		291 200,00	
PREFECTURE DU DEP D ILLE ET VILAINE	35025	RENNES	70 562,12		
RECTORAT D ACADEMIE DE RENNES	35705	RENNES CEDEX	3 500,00	2 445 864,53	
TRESORERIE DE ST BRIEUC BANLIEU	22022	SAINT BRIEUC CEDEX		123 200,00	
TRESORERIE MUNICIPALE RENNES	35031	RENNES		64 320,00	

ETABLISSEMENTS PUBLICS

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ADEME AGENCE ENVIRONNEMENT ET MAITRISE DE L ENERGIE	35000	RENNES	40 000,00		
AGENCE NATIONALE SECURITE SANITAIRE ALIMENTATION ENVIRONNEMENT TRAVAIL	94701	MAISON-ALFORT	175 919,06		
AGROCAMPUS OUEST	35042	RENNES Cedex	239 533,27	807,50	
BRETAGNE SUD HABITAT	56008	VANNES CEDEX 08		181 293,80	
BRGM	35700	RENNES	62 967,68		
CAP L ORIENT AGGLOMERATION HABITAT	56325	LORIENT CEDEX		276 717,63	
CC COUESNON MARCHES DE BRETAGNE	35460	MAEN ROCH	55 000,00	28 240,50	
CCI DE QUIMPER CORNOUAILLE	29330	QUIMPER		1 309 420,00	
CCI DU MORBIHAN	56323	LORIENT	104 900,00	341 600,00	
CCI DU MORBIHAN INSTITUT DE FORMATION	56100	LORIENT	35 383,20		
CCI METROPOLITAINE BRETAGNE OUEST	29238	BREST	365 915,38	1 763 965,19	
CCI METROPOLITAINE BRETAGNE OUEST DELEGATION MORLAIX	29201	MORLAIX CEDEX	163 550,25	13 600,00	
CCI TERRITORIALE ILLE ET VILAINE	35042	RENNES CEDEX	334 362,69	66 757,21	
CENTRALE SUPELEC	35576	CESSON SEVIGNE	116 803,00	22 000,00	
CENTRE DE PROMOTION SOCIALE AGRICOLE	35270	COMBOURG	17 500,00		
CENTRE DEP GESTION FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE	29336	QUIMPER CEDEX	10 500,00		
CENTRE EUGENE MARQUIS	35042	RENNES	2 500,00		
CENTRE HOSPITALIER DE LANMEUR	29620	LANMEUR	6 000,00		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
CENTRE HOSPITALIER DE PONTIVY	56306	PONTIVY	30 300,00		
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BREST	29609	BREST	15 099,80		
CFPPA RENNES LE RHEU	35651	LE RHEU CEDEX	13 230,00		
CHAMBRE AGRICULTURE DEPT COTES D ARMOR	22195	PLERIN	60 732,35	63 163,96	
CHAMBRE AGRICULTURE DU FINISTERE	29322	QUIMPER CEDEX	10 237,50		
CHAMBRE D AGRICULTURE DU MORBIHAN	56009	VANNES cedex	23 250,00		
CHAMBRE DE COMMERCE ET D INDUSTRIE REGION BRETAGNE	35044	RENNES CEDEX	637 878,77		
CHAMBRE DE METIERS ET DE L ARTISANAT DES COTES D ARMOR	22440	PLOUFRAGAN	456 905,50	432 269,90	
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT	35012	RENNES	612 906,90	1 500 716,69	
CHAMBRE DES METIERS DU FINISTERE	29196	QUIMPER CEDEX	260 302,91	148 435,47	
CHAMBRE DES METIERS ET DE L ARTISANAT DU MORBIHAN	56008	VANNES	413 208,50	638 786,46	
CHAMBRE REGIONALE AGRICULTURE ILLE ET VILAINE	35042	RENNES	28 764,00		
CHAMBRE REGIONALE D AGRICULTURE DE BRETAGNE	35042	RENNES CEDEX	1 447 226,54		
CHAMBRE REGIONALE DES METIERS ET DE L ARTISANAT DE BRETAGNE	35170	BRUZ	1 255 737,61		
CNRS BRETAGNE PAYS LOIRE	35069	RENNES CEDEX	953 320,38	99 634,50	
CNRS DELEGATION PARIS B	75005	PARIS 5E ARRONDISSEMENT		17 500,00	
CNRS STATION BIOLOGIQUE ROSCOFF	29682	ROSCOFF CEDEX		8 400,00	
COLLEGE RACINE	22022	SAINT-BRIEUC CEDEX 1	3 000,00		
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VITRE COMMUNAUTE	35500	VITRE	247 360,86	126 587,60	
CONSERVATOIRE ESPACE LITTORAL DELEGATION RIVAGE BRETAGNE	22194	PLERIN	190 000,00		
COTES D'ARMOR HABITAT	22440	PLOUFRAGAN		169 055,00	
CRPF BRETAGNE	35000	RENNES	52 380,77		
CTRE EUROPEEN FORMAT CONTINUE MARITIME	29182	CONCARNEAU	6 134,00		
DINAN CODI HABITAT	22101	DINAN CEDEX		134 674,33	
ECOLE NATIONALE D INGENIEURS DE BREST	29280	PLOUZANE	100 618,79	37 000,00	
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE	35708	RENNES	191 616,07	12 412,34	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
ÉCOLE NATIONALE SUPERIEURE MINES TELECOM ATLANTIQUE BRETAGNE PAYS DE L	44307	NANTES	1 133 203,98	887 360,17	
ECOLE NAVALE	29240	BREST NAVAL	7 500,00		
ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE RENNES	35170	BRUZ	263 973,03	314 765,85	
EHESP ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SANTE PUBLIQUE	35043	RENNES	182 355,50		
EMERAUDE HABITATION	35400	SAINT MALO		45 105,35	
ENSTA BRETAGNE	29806	BREST	255 568,27	70 000,00	
EPCC ECOLE SUPERIEURE EUROPEENNE D ART DE BRETAGNE	35000	RENNES	310 000,00	25 518,82	
EPCC FONDS REGIONAL D ART CONTEMPORAIN BRETAGNE	35011	RENNES	715 000,00	154 605,00	
EPCC LIVRE ET LECTURE EN BRETAGNE	35000	RENNES	232 000,00		
EPCC OFIS PUBLIK AR BREZHONEG OFFICE PUBLIC DE LA LANGUE BRETONNE	29270	CARHAIX PLOUGUER	608 915,42		
EPCC SPECTACLE VIVANT EN BRETAGNE	35200	RENNES	570 000,00		
EPIC COMMUNAUTE DE TOURISME	22300	LANNION	16 650,00		
EPLEA DE CAULNES	22350	CAULNES	78 627,25	90 000,00	
EPLEA DE ST JEAN BREVELAY	56660	SAINT JEAN BREVELAY	73 163,10	10 042,71	
EPLEA LA LANDE DE RENCONTRE	35140	SAINT AUBIN DU CORMIER	111 314,25	83 450,03	
EPLEFPA CHATEAULIN MORLAIX KERLIVER	29150	CHATEAULIN	72 554,70		
EREA DE PLOEMEUR	56270	PLOEMEUR	33 833,58		
ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER BRETAGNE	35207	RENNES CEDEX 2	46 924,54		
ETABLISSEMENT REGIONAL D ENSEIGNEMENT ADAPTE	22100	DINAN	18 252,00		
ETS PUBLIC GESTION AMENAGEMENT BAIE DE DOUARNENEZ	29100	KERLAZ	107 289,20	5 306,97	
ETS REG ENSEIGNEM ADAPTE LOUISE MICHEL	29107	QUIMPER	26 982,49		
FONDATION SAINT CYR	75007	PARIS	941,60		
GIP BREST TERRES OCEANES	29200	BREST	93 750,00		
GIP CAMPUS ESPRIT INDUSTRIES	35600	REDON		110 000,00	
GIP DEVEL LOCAL DU PAYS TREGOR GOELO	22300	LANNION	158 645,58		
GIP DEVELOPPEMENT LOCAL PAYS DE VANNES	56000	VANNES	185 067,66		
GIP DU PAYS DE REDON BRETAGNE SUD	35606	REDON	192 155,55		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
GIP IFSI QUIMPER CORNOUAILLE	29107	QUIMPER	5 400,00		
GIP LE PAYS DE RENNES	35200	RENNES	136 575,40		
GRETA BRETAGNE OCCIDENTALE	29104	QUIMPER CEDEX	68 512,77		
GRETA BRETAGNE SUD	56321	LORIENT	94 842,50		
GRETA DES COTES D ARMOR	22000	SAINT BRIEUC	6 300,00		
GRETA EST BRETAGNE	35069	RENNES CEDEX	97 227,50		
GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC MUSEE MATHURIN MEHEUT	22402	LAMBALLE	1 000,00		
GROUPEMENT INTERET PUBLIC ECOLE NAVALE	29240	BREST	30 000,00	50 000,00	
IFREMER	29280	PLOUZANE	488 844,04	2 661 685,94	
IFREMER BOULOGNE	62321	BOULOGNE SUR MER		20 000,00	
IFREMER NANTES	44311	NANTES	28 078,50		
INRA	35653	LE RHEU CEDEX	715 439,00	128 500,00	
INRA CENTRE ANGERS NANTES	44316	NANTES	152 842,00		
INRA RENNES	35000	RENNES	388 638,90		
INRIA	35042	RENNES	456 833,01	107 126,25	
INSTITUT FRANCAIS	75015	PARIS	30 000,00		
INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE RENNES	35043	RENNES CEDEX	286 880,17	57 582,50	
IRSTEA	35044	RENNES CEDEX	90 299,15	139 023,55	
IUT SAINT BRIEUC	22000	SAINT-BRIEUC	16 467,35	10 000,00	
LE PONT SUPERIEUR- POLE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR SPECTACLE VIVANT	44200	NANTES	300 000,00	25 000,00	
LE THEATRE DE LORIENT CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DE BRETAGNE	56100	LORIENT	230 000,00		
LEGTA PONTIVY	56304	PONTIVY	67 154,52		
LP ALPHONSE PELLE	35120	DOL DE BRETAGNE	22 759,10		
LP AMPERE	56120	JOSSELIN	33 851,16		
LP BEAUMONT	35605	REDON	24 140,00		
LP BEL AIR	35190	TINTENIAC	33 264,21		
LP CHAPTAL	22015	SAINT-BRIEUC	586,30		
LP CHARLES TILLON	35009	RENNES	38 577,53		
LP COETLOGON	35083	RENNES	141 350,07	11 340,00	
LP DE PONT DE BUIS	29590	PONT DE BUIS LES QUIMERC	27 012,18		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
LP DES METIERS DU BATIMENT	29190	PLEYBEN	59 107,79		
LP DU BLAVET	56300	PONTIVY	26 817,50		
LP ECONOMIQUE JULES LESVEN	29225	BREST CEDEX 2	1 543,20		
LP EMILE JAMES	56410	ETEL	28 426,52		
LP EMILE ZOLA	56704	HENNEBONT CEDEX	37 257,33		
LP FELIX LE DANTEC	22303	LANNION CEDEX	1 731,80		
LP JEAN GUEHENNO	35300	FOUGERES	24 066,80		
	56017	VANNES CEDEX	33 391,00		
LP JEAN JAURES	35205	RENNES Cedex 2	25 431,39		
LP JEAN MONNET	22800	QUINTIN	25 973,80		
LP JEAN MOULIN	22070	SAINT-BRIEUC	68 963,98		
	29780	PLOUHINEC	20 600,00		
LP JOSEPH SAVINA	22220	TREGUIER	10 972,30		
LP JULES VERNE	22205	GUINGAMP	37 530,15		
LP JULIEN CROZET	56290	PORT LOUIS	19 054,00		
LP LA CHAMPAGNE	35506	VITRE	51 765,13		
LP LA CLOSERIE	22410	SAINT QUAY PORTRIEUX	33 902,99		
LP LA FONTAINE DES EAUX	22100	DINAN	3 561,00		
LP LOUIS ARMAND	56500	LOCMINE	22 453,20		
LP LOUIS GUILLOUX	35018	RENNES	37 906,39		
LP MARIE LE FRANC	56321	LORIENT	35 390,30		
LP MARITIME ET AQUACOLE	56410	ETEL	27 738,19		
LP MARITIME GUILVINEC	29730	TREFFIAGAT	39 949,21		
LP MARITIME PIERRE LOTI	22500	PAIMPOL	27 529,61		
LP MAUPERTUIS	35407	SAINT-MALO	4 062,10		
LP ROSA PARKS	22110	ROSTRENEN	55 751,50		
LP ROZ GLAS	29391	QUIMPERLE	21 668,80		
LP TRISTAN CORBIERE	29600	MORLAIX	5 432,70		
LYCEE AGRICOLE DE BREHOULOU	29170	FOUESNANT	54 005,38	90 000,00	
LYCEE AGRICOLE DE CHATEAULIN	29150	CHATEAULIN	42 292,35	15 609,23	
LYCEE AGRICOLE DE KERNILIEN	22200	PLOUISY	39 550,94		
LYCEE AMIRAL RONARC H	29276	BREST	27 176,67		
LYCEE ANITA CONTI	35174	BRUZ CEDEX	25 785,63		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
LYCEE AR LESAGE	56017	VANNES	49 918,63		
LYCEE AUGUSTE BRIZEUX	29191	QUIMPER	57 341,05		
LYCEE AUGUSTE PAVIE	22205	GUINGAMP	37 613,22		
LYCEE BEAUMONT	35600	REDON	54 945,60		
LYCEE BENJAMIN FRANKLIN	56406	AURAY	23 418,60		
LYCEE BERTRAND D ARGENTRE	35506	VITRE	37 830,10		
LYCEE BREQUIGNY	35205	RENNES Cedex 2	81 532,49		
LYCEE CHAPTAL	29000	QUIMPER	31 149,00		
LYCEE CHARLES DE GAULLE	56017	VANNES CEDEX	23 733,58		
LYCEE CHATEAUBRIAND	35703	RENNES CEDEX	45 890,15		
LYCEE COLBERT	56321	LORIENT	45 572,11		
LYCEE CORNOUAILLE	29191	QUIMPER	30 018,00		
LYCEE DE L ELORN	29207	LANDERNEAU	41 508,80		
LYCEE DE L IROISE	29223	BREST CEDEX 2	27 610,90		
LYCEE DES METIERS EUGENE FREYSSINET	22023	SAINT BRIEUC	39 555,00		
LYCEE DU LEON	29406	LANDIVISIAU CEDEX	16 475,00		
LYCEE DU MENE ET CFA	22230	MERDRIGNAC	128 007,30		
LYCEE DUPUY DE LOME	56321	LORIENT	61 772,70		
LYCEE EMILE ZOLA	35044	RENNES CEDEX	44 630,99		
LYCEE ERNEST RENAN	22021	SAINT-BRIEUC	55 547,13		
LYCEE F RENE DE CHATEAUBRIAND	35270	COMBOURG	17 036,86		
LYCEE FELIX LE DANTEC	22303	LANNION CEDEX	63 704,67		
LYCEE FREYSSINET	22023	SAINT BRIEUC	53 929,91		
LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE JEAN MACE	35042	RENNES	34 796,30		
LYCEE HARTELOIRE	29200	BREST	25 908,50		
LYCEE HENRI AVRIL	22402	LAMBALLE	52 870,12		
LYCEE HOTELIER YVON BOURGES	35803	DINARD	34 858,20		
LYCEE JACQUES CARTIER	35403	SAINT MALO	35 889,10		
LYCEE JEAN BRITO	35470	BAIN DE BRETAGNE	22 009,95		
LYCEE JEAN GUEHENNO	35305	FOUGERES	33 966,60		
LYCEE JEAN MACE LANESTER	56601	LANESTER	31 218,80		
LYCEE JEAN MOULIN	29150	CHATEAULIN	27 609,67		
LYCEE JM LE BRIS	29100	DOUARNENEZ	31 993,30		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
LYCEE JOLIOT CURIE	35703	RENNES	49 220,00		
LYCEE JOSEPH LOTH	56306	PONTIVY	35 878,36		
LYCEE JOSEPH SAVINA	22220	TREGUIER	40 960,65		
LYCEE JULES LESVEN	29225	BREST CEDEX 2	28 627,60		
LYCEE LA PEROUSE KERICHEN	29200	BREST	50 385,89		
LYCEE LAENNEC	29120	PONT L ABBE	40 584,49		
LYCEE MARCELLIN BERTHELOT	56230	QUESTEMBERT	39 278,00		
LYCEE MAUPERTUIS	35407	SAINT-MALO	35 343,15		
LYCEE PAUL SERUSIER	29270	CARHAIX-PLOUGUER	58 658,11		
LYCEE POLYVALENT DE BROCELIANDE	56380	GUER	37 921,90		
LYCEE POLYVALENT DE KERNEUZEC	29391	QUIMPERLE	51 669,68		
LYCEE POLYVALENT DUPUY DE LOME	29287	BREST CEDEX	44 335,02		
LYCEE POLYVALENT FONTAINE DES EAUX	22102	DINAN	82 929,48		
LYCEE POLYVALENT FULGENCE BIENVENUE	22606	LOUDEAC	53 549,88		
LYCEE POLYVALENT KERRAOUL	22500	PAIMPOL	25 424,30		
LYCEE POLYVALENT P MENDES FRANCE	35000	RENNES	112 186,00		
LYCEE POLYVALENT PIERRE GUEGUIN	29182	CONCARNEAU	31 152,46		
LYCEE POLYVALENT RENE CASSIN	35160	MONTFORT SUR MEU	30 093,70		
LYCEE POLYVALENT VAUBAN	29200	BREST	71 291,34		
LYCEE PROFESSIONNEL BERTRAND DUGUESCLIN	56400	AURAY	31 233,70		
LYCEE PROFESSIONNEL MARITIME FLORENCE ARTHAUD	35400	SAINT MALO	21 605,50		
LYCEE RABELAIS	22022	SAINT-BRIEUC	30 474,33		
LYCEE RENE DESCARTES	35017	RENNES	21 037,95		
LYCEE SEVIGNE	35510	CESSON SEVIGNE	26 960,54		
LYCEE TECHNIQUE CHAPTAL	22015	SAINT-BRIEUC	35 437,20		
LYCEE THEODORE MONOD	35651	LE RHEU CEDEX	62 091,70		
LYCEE TRISTAN CORBIERE	29600	MORLAIX	206 698,59		
LYCEE VICTOR ET HELENE BASCH	35083	RENNES	32 254,46		
LYCEE VICTOR HUGO	56704	HENNEBONT CEDEX	32 703,15		
LYCEE YVES THEPOT	29107	QUIMPER	47 719,50		
MAISON EMPLOI ENTREPRISE FORMATION PAYS DE VITRE PORTE DE BRETAGNE	35500	VITRE	10 477,50		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
MUSEUM NATIONAL D HISTOIRE NAT STATION DE BIOLOGIE MARINE	29182	CONCARNEAU	43 244,13		
NAUTISME EN FINISTERE	29103	QUIMPER	62 500,00		
NEOTOA	35011	RENNES CEDEX		30 800,00	
OFFICE DE TOURISME DU PAYS DE REDON	35600	REDON	22 200,00		
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DEPARTEMENTAL HABITAT 29	29334	QUIMPER CEDEX		120 146,00	
ONIRIS	44322	NANTES	16 330,18		
OT PONTIVY COMMUNAUTE	56300	PONTIVY	26 165,00		
POLE EMPLOI BRETAGNE	35053	RENNES CEDEX 9	13 042 160,00		
REGIE EQUIPEMENT MUSIQUES ACTUELLES	29200	BREST	53 000,00		
SIVOM DE BILLE COMBOURTILLE PARCE	35133	BILLE		6 912,00	
SIVOM DE LA BAIE D'AUDIERNE	29770	AUDIERNE		169 895,16	
SNCF MOBILITES	35040	RENNES	2 586,90	38 669 324,43	
SNCF RESEAU	93418	PARIS CEDEX 13EX		43 618 236,71	
SYND MIXTE GESTION CENTRE ETUDE UNIVERSITAIRE	22000	ST BRIEUC	9 000,00		
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU BASSIN VERSANT DE LA SEICHE	35410	CHATEAUGIRON	54 382,14	53 980,89	
SYNDICAT MIXTE DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GOLFE DU MORBIHA	56000	VANNES	31 362,46		
SYNDICAT MIXTE DU GRAND LEGUE	22000	SAINT BRIEUC		15 984,58	
TERRE ET BAIE HABITAT	22004	SAINT BRIEUC CEDEX 1		29 760,00	
THEATRE ANNE DE BRETAGNE	56000	VANNES	30 000,00		
UNIVERSITE BRETAGNE LOIRE	35000	RENNES	1 783 434,39	939 348,85	
UNIVERSITE DE BRETAGNE OCCIDENTALE	29238	BREST CEDEX 3	2 604 414,18	1 607 346,00	
UNIVERSITE DE BRETAGNE SUD	56321	LORIENT	1 080 286,70	265 904,74	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
UNIVERSITE DE RENNES 2	35043	RENNES CEDEX	1 238 092,21	231 045,00	
UNIVERSITE DE RENNES I	35065	RENNES CEDEX	2 884 929,22	1 677 684,04	
VANNES GOLFE HABITAT	56002	VANNES		66 655,90	

AUTRES TIERS PUBLICS

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
AEROPORT DE LANNION	22300	LANNION	400 000,00		
ARCHIPEL HABITAT	35208	RENNES		70 930,00	
AURAY COMMUNAUTE	56400	BRECH		5 612,00	
AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE	56400	AURAY	10 300,00	79 299,00	
BREST METROPOLE	29222	BREST CEDEX 2	265 406,18	1 420 038,55	
BREST METROPOLE AMENAGEMENT	29238	BREST CEDEX 3		1 714 240,00	
C A GUINGAMP PAIMPOL ARMOR ARGOAT AGGLOMERATION	22200	GUINGAMP	3 052,10	1 792 589,06	
C C DU CANTON DE GUICHEN	35580	GUICHEN		18 000,00	
C COMM BAIE MT ST MICHEL PORTE DE BRETAGNE	35610	PLEINE-FOUGÈRES	32 286,61	13 160,17	
C COMM BRETAGNE ROMANTIQUE	35190	LA CHAPELLE AUX FILTZMEEN	2 065,58	11 345,12	
C COMM DE HAUTE CORNOUAILLE	29520	CHÂTEAUNEUF-DU-FAOU	3 742,00	7 851,98	
C COMM DE L'AULNE MARITIME	29590	LE FAOU		252 445,91	
C COMM DE LA PRESQU ILE DE CROZON	29160	CROZON	37 971,00	4 482,25	
C COMM DE LANDERNEAU DAOULAS	29208	LANDERNEAU CEDEX	2 300,00	786 878,94	
C COMM DU CENTRE TREGOR	22140	CAVAN		0,00	
C COMM DU KREIZ BREIZH CCKB	22110	ROSTRENEN	3 240,00	30 435,74	
C COMM DU PAYS BIGOUDEN SUD	29122	PONT L'ABBE CEDEX		2 116,12	
C COMM DU PAYS D AUBIGNE	35250	SAINT AUBIN D AUBIGNE		364 076,77	
C COMM DU PAYS DE CHATEAUGIRON	35410	CHATEAUGIRON		19 296,80	
C COMM DU PAYS DE MONCONTOUR	22510	MONCONTOUR DE BRETAGNE		3 348,92	
C COMM DU PORHOET	56490	LA TRINITE-PORHOET	25 000,00		
C COMM DU VAL D ILLE	35520	MONTREUIL LE GAST	14 881,47	119 484,13	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
C COMM PAYS DE LA ROCHE AUX FEES	35240	RETIERS	5 203,28		
C DE COMMUNES DU PAYS DE LANDIVISIAU	29401	LANDIVISIAU CEDEX	16 703,45		
CA GOLFE DU MORBIHAN VANNES AGGLOMERATION	56000	VANNES	100 186,25	133 962,33	
CA LANNION TREGOR COMMUNAUTE	22300	LANNION	137 071,83	847 503,57	
CA QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE	29107	QUIMPER	13 500,00	746 763,46	
CA SAINT BRIEUC ARMOR AGGLOMERATION	22000	ST BRIEUC	4 741,09	190 584,31	
CAMPUS DE L EXCELLENCE SPORTIVE DE BRETAGNE	35802	DINARD CEDEX	762 142,40	1 468 519,75	
CC BRETAGNE PORTE DE LOIRE COMMUNAUTE	35470	BAIN DE BRETAGNE		8 113,00	
CC DE L OUST A BROCELIANDE COMMUNAUTE	56140	MALESTROIT	3 687,37	73 158,78	
CC LAMBALLE TERRE ET MER	22400	LAMBALLE	73 265,11	31 489,00	
CC LEFF ARMOR COMMUNAUTE	22290	LANVOLLON	36 663,82	31 911,17	
CC LOUDEAC COMMUNAUTE BRETAGNE CENTRE	22600	LOUDEAC	23 742,40		
CC PLEYBEN CHATEAULIN PORZAY	29150	CHATEAULIN	4 680,00	3 631,60	
CC VALLONS HAUTE BRETAGNE COMMUNAUTE	35580	GUICHEN	1 000,00	40 968,62	
CENTRE HOSPITALIER BRETAGNE ATLANTIQUE VANNES	56017	VANNES	2 160,00		
CENTRE INTERCOMMUNAL D ACTION SOCIALE	22600	LOUDEAC		90 000,00	
CHAMBRE REG AGRIC P DE LOIRE	49105	ANGERS CEDEX 02	36 446,08		
CHU RENNES	35000	RENNES	28 216,72	316 320,43	
COLLECTIVITE EAU DU BASSIN RENNAIS	35044	RENNES	45 868,01		
COMMUNAUTE COM BLAVET BELLEVUE OCEAN	56700	KERVIGNAC		95 953,57	
COMMUNAUTE COM CAP SIZUN POINTE DU RAZ	29770	AUDIERNE		655,00	
COMMUNAUTE COM DE RANCE ET FREMUR	22490	PLOUER SUR RANCE		66 000,00	
COMMUNAUTE COM DE SAINT MEEN MONTAUBAN	35360	MONTAUBAN DE BRETAGNE		14 531,94	
COMMUNAUTE COMMUNES PAYS DE REDON	35600	REDON	84 592,00	76 955,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES BAIE DU KERNIC	29233	CLEDER		3 545,40	
COMMUNAUTE DE COMMUNES COTE D'EMERAUDE	35780	LA RICHARDAIS	29 486,39		
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BELLE ILE EN MER	56360	PALAIS	6 155,70	95 879,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU HAUT PAYS BIGOUDEN	29710	POULDREUZIC		5 413,52	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MENE	22330	COLLINEE	4 357,50	22 600,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LESNEVEN ET DE LA COTE DES LEGENDES	29260	LESNEVEN	10 115,90		
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LIFFRE	35340	LIFFRE	3 131,95	55 779,20	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MATIGNON	22550	MATIGNON	59 792,33	6 549,75	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DES ABERS	29860	PLABENNEC	22 382,97	292 192,95	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS FOUESNANTAIS	29170	FOUESNANT	38 808,52		
CONCARNEAU CORNOUAILLE AGGLOMERATION	29186	CONCARNEAU CEDEX	41 884,00	245 125,80	
CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL DE BREST	29200	BREST	35 000,00		
DINAN AGGLOMERATION	22106	DINAN	77 206,30	264 715,67	
DOUARNENEZ COMMUNAUTE	29172	DOUARNENEZ CEDEX	2 000,00		
DOUARNENEZ HABITAT	29174	DOUARNENEZ CEDEX		40 000,00	
ETABLISSEMENT REGIONAL D ENSEIGNEMENT ADAPTE JEAN BART	35603	REDON	18 109,00		
FOUGERES COMMUNAUTE	35133	LA SELLE-EN-LUITRE	14 000,00		
GIP DL PAYS DE MORLAIX	29201	MORLAIX CEDEX	204 066,50		
GIP FAR	35000	RENNES	17 823,00		
GIP PAYS CENTRE OUEST BRETAGNE	22110	ROSTRENEN	281 230,01		
GREF BRETAGNE	35043	RENNES CEDEX	709 167,80		
IEP RENNES	35700	RENNES	12 000,00		
INSERM	44021	NANTES	585 595,80	148 377,00	
JOSSELIN COMMUNAUTE	56120	JOSSELIN		14 461,97	
LORIENT AGGLOMERATION	56314	LORIENT CEDEX	92 204,53	2 742 244,52	
LOUVIGNE COMMUNAUTE	35420	LOUVIGNE DU DESERT	24 275,10	147 025,00	
LYCEE AGRICOLE LE NIVOT	29590	LOPEREC		210 000,00	
MAISON DE EMPLOI ET DE L INSERTION ET FORMATION RENNES (GIP)	35207	RENNES CEDEX 2	63 381,37		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
MAISON TOURISME BAIE DE MORLAIX MONTS D ARREE	29600	SAINT MARTIN DES CHAMPS	45 354,00		
MONTFORT COMMUNAUTE	35162	MONTFORT SUR MEU	10 000,00	50 000,00	
MORLAIX COMMUNAUTE	29671	MORLAIX CEDEX	31 707,00	1 711 002,40	
ONISEP BRETAGNE	35011	RENNES CEDEX	45 000,00		
PLOERMEL COMMUNAUTE	56804	PLOERMEL CEDEX	28 955,50		
POHER COMMUNAUTE	29833	CARHAIX	37 828,69		
POLE D EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL DU PAYS DE PLOERMEL COEUR DE BRE	56800	PLOERMEL	276 228,57		
POLE EQUIL TERR RURAL PAYS SAINT MALO	35400	SAINT MALO	194 334,81	31 101,68	
POLE EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL PAYS DE SAINT BRIEUC	22000	SAINT BRIEUC	183 137,18		
POLE EQUILIBRE TERRITORIAL RURAL DU PAYS D AURAY	56403	AURAY CEDEX	174 108,00		
POLE EQUILIBRE TERRITORIAL RURAL PAYS DE GUINGAMP	22200	GUINGAMP	170 035,56	5 358,17	
POLE METROPOLITAIN DU PAYS DE BREST	29213	BREST	82 276,00	15 320,99	
PONTIVY COMMUNAUTE	56303	PONTIVY CEDEX		147 359,42	
PRESSES UNIVERSITAIRES DE RENNES	35044	RENNES CEDEX	25 468,60		
QUESTEMBERT COMMUNAUTE	56230	QUESTEMBERT	7 000,00	126 100,00	
QUIMPERLE COMMUNAUTE	29394	QUIMPERLE	53 251,47	279 701,30	
REGIE EQUIPEMENT MUSIQUES ACTUELLES DU PAYS DE VANNES REMA	56006	VANNES	56 409,00		
RENNES METROPOLE	35207	RENNES CEDEX 2	113 399,00	4 572 829,90	
RESEAU CANOPE	86960	FUTUROSCOPE	270 000,00		
ROI MORVAN COMMUNAUTE	56110	GOURIN	22 200,00	92 252,01	
RPI PRAT BERHET MANTALLOT TRISKOL	22140	PRAT		96 000,00	
S MIXTE DU HARAS DE LAMBALLE	22400	LAMBALLE	1 250,00		
SAGE VILAINE INSTITUTION D AMENAGEMENT DE LA VILAINE	56130	LA ROCHE BERNARD	240 886,18	26 734,46	
SAINT BRIEUC AGGLOMERATION	22044	SAINT BRIEUC CEDEX 2	162 945,98	376 710,43	
SAINT MALO AGGLOMERATION	35260	CANCALE	45 986,59	648 286,30	
SI BASSIN DU LINON	35190	LA CHAPELLE AUX FILTZMEEN	16 370,00		
SI DE LA LOISANCE ET MINETTE	35460	SAINT BRICE EN COGLES	6 000,00	4 212,79	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
SI DES EAUX DE KERMORVAN DE KERSAUZON	29217	TREBABU	9 896,30		
SI DU BASSIN DU CHEVRE	35450	VAL D IZE	15 112,83	2 519,68	
SI DU BASSIN VERSANT DU MEU	35137	BEDEE	46 246,80		
SI DU HAUT COUESNON	35133	LA SELLE EN LUITRE	12 900,00		
SICOM DU BASSIN VERSANT DE LA VILAINE AMONT	35500	VITRE	23 873,50	41 552,09	
SIV DE LOURSIERE	22290	TREGUIDEL		2 400,00	
SIVOM DE BREHEC	22470	PLOUEZEC		69 380,00	
SIVOM DE LOUVIGNE DU DESERT	35420	LOUVIGNE DU DESERT		25 299,00	
SIVU BASSINS COTIERS REG DOL DE BRETAGNE	35120	DOL DE BRETAGNE	32 325,95		
SM AMENAG HYDRAULIQUE BASSINS DU HAUT LEON	29410	SAINT THEGONNEC LOC EGUIN	12 446,43		
SM BV JAUDY GUINDY BIZIEN	22660	TRELEVERN	71 418,55		
SM DU BASSIN DE LA FLUME	35740	PACE	11 804,67	26 118,92	
SM DU BASSIN VERSANT DU TREVELO	56220	CADEN	30 102,13		
SM DU LOCH ET DU SAL	56390	GRAND CHAMP	41 114,77		
SM PORT DE LORIENT KEROMAN	56100	LORIENT		2 098 921,13	
SM POUR LA GESTION DES COURS D EAU DU TREGOR PAYS MORLAIX	29600	MORLAIX	90 486,63	9 826,00	
SM SAGE OUEST CORNOUAILLE	29720	TREGUENNEC	47 260,96		
SMAEP DE LA PTE DU RAZ ET DU CAP SIZUN	29770	PLOGOFF		49 369,75	
SMPE DU BASSIN DU COUESNON	35133	LA SELLE EN LUITRE	9 407,50		
SYND AMENAGEMENT GRAND SITE NATUREL DE LA BASSE VALLEE DE L OUST	56220	PEILLAC	42 093,27		
SYND MIXTE COUESNON AVAL	50170	BOUCEY	9 435,00	3 139,53	
SYND MIXTE DU PAYS DE BROCELIANDE	35360	MONTAUBAN DE BRETAGNE	217 504,23	4 962,85	
SYND MIXTE DU PAYS DU CENTRE BRETAGNE	22600	LOUDEAC	198 450,86		
SYND MIXTE DU SAGE COUESNON	35133	LA SELLE EN LUITRE	18 646,77		
SYND MIXTE E MEGALIS BRETAGNE	35510	CESSON SEVIGNE	88 800,00	795 861,97	
SYNDICAT DE BASSIN DE L ELORN ET DAOULAS	29460	DAOULAS	40 304,00	38 825,32	
SYNDICAT DE LA VALLEE DU BLAVET	56150	BAUD	79 140,61		
SYNDICAT DEP ELECTRICITE 22	22004	SAINT-BRIEUC CEDEX 1		115 425,00	
SYNDICAT DEPARTEMENTAL D ENERGIE 35	35236	THORIGNE FOUILLARD CEDEX		85 360,00	

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
SYNDICAT DEPARTEMENTAL D ENERGIES DU MORBIHAN	56010	VANNES	9 731,75	96 419,00	
SYNDICAT DES CAPS ERQUY FREHEL	22240	FREHEL	10 403,03		
SYNDICAT DU BASSIN DU SCORFF	56620	PONT SCORFF	63 478,48		
SYNDICAT INTERCOMMUNAL D AMENAGEMENT DU GOLFE DU MORBIHAN	56006	VANNES CEDEX	62 500,00		
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU BASSIN DU SEMNON	35150	JANZE	32 828,81	2 445,22	
SYNDICAT MIXTE ATLANPOLE	44307	NANTES CEDEX 3	16 622,37		
SYNDICAT MIXTE DE BREST IROISE	29200	BREST		142 628,40	
SYNDICAT MIXTE DE L AULNE ET L HYERES	29520	CHATEAUNEUF DU FAOU	2 918,40	77 348,88	
SYNDICAT MIXTE DE L'AULNE	29150	CHATEAULIN	1 322,50		
SYNDICAT MIXTE DE LA RIA D ETEL	56550	BELZ	82 904,96		
SYNDICAT MIXTE DE LA SELUNE	50240	SAINT JAMES	7 970,70		
SYNDICAT MIXTE DES EAUX DU JAUDY	22140	BEGARD		2 751,41	
SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DE L ILLE ET DE L ILLET	35520	MELESSE	39 712,14	2 847,00	
SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DU LAC DE JUGON	22270	DOLO	4 900,00	2 584,00	
SYNDICAT MIXTE DU CENTRE FINISTERE	29190	PLEYBEN	22 200,00		
SYNDICAT MIXTE DU GRAND BASSIN DE L OUST SMGBO	56805	PLOERMEL CEDEX	252 726,04		
SYNDICAT MIXTE DU GRAND SITE DE GAVRES QUIBERON	56410	ERDEVEN	11 269,50	16 275,03	
SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL D ARMORIQUE	29590	LE FAOU	35 506,32	626 824,42	
SYNDICAT MIXTE EAU POTABLE DE LA COTE D EMERAUDE	35418	SAINT MALO CEDEX	46 966,81		
SYNDICAT MIXTE ENVIRONNEMENTAL DU GOELO ET DE L ARGOAT SMEGA	22590	PORDIC	158 679,68	11 521,83	
SYNDICAT MIXTE EPAGA	29150	CHATEAULIN	46 908,56		
SYNDICAT MIXTE FORUM DES MARAIS ATLANTIQUE	17300	ROCHEFORT	21 786,51		
SYNDICAT MIXTE PAYS DE DINAN	22100	DINAN	245 041,87		
SYNDICAT MIXTE PAYS DE PONTIVY	56300	PONTIVY	229 821,14		

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
SYNDICAT MIXTE SIVALODET	29000	QUIMPER	26 401,00	19 000,00	
UNIVERSITE P ET M CURIE	75252	PARIS CEDEX 05	132 650,00		
VIGIPOL SM PROTECTION LITTORAL BRETON	22300	LANNION	12 500,00		

Tiers étrangers

Bénéficiaires			Mandaté en fonctionnement	Mandaté en investissement	Prestations en nature
CONSEIL REGIONAL DU CENTRE DU BURKINA FASO		OUAGADOUGOU	24 760,00	265 500,00	

IV - ANNEXES	IV
C - ENGAGEMENTS HORS BILAN	C3

C3 - ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Montant de la redevance (N)	Montant des redevances restant à courir				
			N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
NEANT							

IV - ANNEXES	IV
C – ENGAGEMENTS HORS BILAN ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	C4

C4 - ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE (prévus à l'article L. 1414-1)

Libellé du contrat	Année de signature du contrat de PPP	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le contrat de PPP	Montant total prévu au titre du contrat de PPP	Montant de la rémunération du cocontractant	Durée du contrat de PPP	Date de fin du contrat de PPP	Somme des parts invest. (1)	Somme nette des parts invest. (2)
NEANT									

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 01/01/N
(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement

IV - ANNEXES	IV
C - ENGAGEMENTS HORS BILAN	C5

C5 - ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/2016	Annuité versée au cours de l'exercice 2016
TOTAL…….					**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
8017 Subvention à verser en annuités……..							
8018 Autres engagements donnés……							
Au profit d'organismes publics……							
Au profit d'organismes publics……							

IV - ANNEXES	IV
C – ENGAGEMENTS HORS BILAN	C6

C6 - ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/2016	Annuité reçue au cours de l'exercice 2016
TOTAL……..					**NEANT**		
8027 Subventions reçues en annuités……...							
8028 Autres engagements reçus……...							
A l'exception de ceux reçus des entreprises……..							
Engagements reçus des entreprises…….							

IV - ANNEXES
AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT
SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

	Libellé	Chapitre	Stock AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP votées non couvertes par des CP réalisées au 01/01/16 (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP restant à financer (4) = (1)+(2)-(3)	CP mandatés au budget de l'année 2016 (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatées au 31/12/2016 (6) = (4)-(5)	Ratio de couvertures des AP affectées (6)/(5)	
P.0101	Contractualiser avec les territoires autour d'enjeux partagés	905	96 032 489,22		50 553 872,61	11 799 043,99	-600 331,51	61 752 585,09	24 105 708,55	37 646 876,54		
P.0102	Observer, anticiper et accompagner les mutations territoriales	905		220 000,00	0,00			0,00		0,00		
P.0103	Soutenir l'aménagement et le développement des usages numérique	905	25 896 528,84	270 000,00	18 264 817,59	351 059,62	-39 626,20	18 576 251,01	205 137,48	18 371 113,53		
P.0201	Stimuler l'innovation et développer l'économie de la connaissance	909		6 500 000,00	2 306 370,14	6 114 097,00	-431 667,26	7 988 799,88	2 729 553,46	5 259 246,42		
P.0202	Accompagner la structuration des secteurs clé de l 'économie bretonne	909		500 000,00	30 097,25		0,00	30 097,25		30 097,25		
P.0203	Favoriser la création, le développement et la transmission d'entreprises	909		6 850 000,00	11 561 170,40	5 686 710,20	-31 285,80	17 216 594,80	5 511 710,20	11 704 884,60		
P.0204	Accompagner le développement des emplois durables et de qualité par la compétitivité des entreprises	909		26 050 000,00	23 538 365,66	25 821 446,42	-1 141 629,56	48 218 182,52	11 325 941,07	36 892 241,45		
P.0205	Développer l'économie sociale et solidaire, l'innovation sociale et l'égalité	909		150 000,00	0,00	150 000,00		150 000,00	150 000,00	0,00		
P.0206	Soutenir les acteurs de la structuration de l'économie bretonne et des filières stratégiques	909			1 565 075,00			1 565 075,00	169 900,00	1 395 175,00		
P.0207	Améliorer la performance des exploitations agricoles et des filières de production alimentaire	909		21 900 000,00	26 042 764,24	21 737 448,90	-1 286 612,92	46 493 600,22	8 014 018,31	38 479 581,91		
P.0208	Développer le secteur des pêches maritimes et de l'aquaculture, contribuer au développement maritime	909		4 587 000,00	1 105 601,62	395 730,00	-210 620,62	1 290 711,00	563 322,25	727 388,75		
P.0209	Développer le système portuaire	908	144 254 394,63	14 992 000,00	36 190 991,64	121 544 743,89	-2 936 342,40	154 799 393,13	17 272 187,28	137 527 205,85		*
P.0301	Assurer la qualité de la relation emploi formation par la connaissance, la concertation et l'orientation	901			112,03		-112,03	0,00		0,00		
P.0302	Favoriser les initiatives des jeunes en formation, leur mobilité et les projets éducatifs des lycéens	902		150 000,00	17 463,92	2 857,00		20 320,92	10 115,96	10 204,96		
P.0303	Adapter le patrimoine bâti à l'accueil des lycéens	902	30 631 492,00	30 000 000,00	172 337 969,58	60 330 232,15	-14 646 381,44	218 021 820,29	42 684 352,20	175 337 468,10		
P.0304	Participer aux investissements immobiliers dans les établissements privés	902		19 900 000,00	29 872 300,61	19 883 614,38	-1 052 694,49	48 703 220,50	21 961 549,63	26 741 670,87		
P.0305	Mettre en œuvre une stratégie immobilière de gestion du patrimoine bâti des lycées	902	5 054 328,49	27 500 000,00	65 916 264,06	29 527 375,89	-6 436 421,55	89 007 218,40	25 041 571,29	63 965 647,11		
P.0306	Améliorer les équipements dans les lycées publics	902		8 400 000,00	14 808 051,02	7 980 000,00	-1 786 417,63	21 001 633,39	10 337 755,36	10 663 878,03		
P.0307	Participer à l'amélioration des équipements pédagogiques dans les établissements privés	902		4 100 000,00	5 514 479,74	4 092 600,11	-174 950,16	9 432 129,69	3 317 978,19	6 114 151,50		
P.0308	Développer le numérique éducatif	902		4 750 000,00	461 920,58	4 512 000,00	-189 700,22	4 784 220,36	3 360 592,24	1 423 628,12		
P.0311	Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur	902 et 909		18 643 000,00	20 945 170,88	18 206 046,00	-1 019 463,74	38 131 753,14	13 785 410,72	24 346 342,42		
P.0312	Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises	901		7 500 000,00	11 271 460,34	7 488 919,63	-1 289 224,96	17 471 155,01	4 164 478,47	13 306 676,54		
P.0314	Assurer les formations sanitaires et sociales	901		51 000,00	16 481 178,28		-42 247,14	16 438 931,14	3 604 540,47	12 834 390,67		
P.0318	Développer les langues de Bretagne	903		798 000,00	425 597,29	757 999,71	-225,23	1 183 371,77	550 168,60	633 203,17		
P.0401	Développer les modes de transports collectifs régionaux et favoriser la mobilité durable	908	10 548 707,98	64 060 000,00	114 865 157,71	15 374 000,00		130 239 157,71	39 302 994,31	90 936 163,40		**
P.0402	Moderniser les réseaux ferroviaires et routiers structurants	908		57 071 000,00	265 577 585,00	46 698 816,14	0,00	312 276 401,14	63 815 728,55	248 460 672,59		***
P.0403	Moderniser les aéroports à vocation régionale	908			25 497 136,68		-4 363,57	25 492 773,11	93 166,04	25 399 607,07		
P.0501	Promouvoir une gestion intégrée de la ressource en eau	907		7 900 000,00	10 140 355,57	7 318 108,47	-432 745,73	17 025 718,31	2 529 412,90	14 496 305,41		
P.0502	Préserver et valoriser la biodiversité et les paysages	907		900 000,00	1 302 967,52	767 314,94	-139 265,08	1 931 017,38	727 987,25	1 203 030,13		
P.0503	Développer une politique énergétique volontariste et une approche circulaire de l'usage des ressources	907		3 800 000,00	8 147 693,71	2 730 982,58	-1 185 656,71	9 693 019,58	3 035 716,45	6 657 303,13		
P.0601	Favoriser le spectacle vivant, les arts plastiques et la diversité culturelle	903		1 235 000,00	1 084 434,18	1 048 930,00	-27 127,26	2 106 236,92	664 977,24	1 441 259,68		
P.0602	Soutenir les industries de la création et le développement de la vie littéraire et cinématographique	903		3 780 000,00	3 097 662,28	3 427 083,00	-266 049,49	6 258 695,79	3 153 748,79	3 104 947,00		
P.0603	Développer le sport en région	903		2 100 000,00	6 170 170,20	1 855 226,94	-54 970,35	7 970 426,79	3 122 061,46	4 848 365,49		
P.0604	Révéler et valoriser le patrimoine	903		4 300 000,00	8 434 098,27	4 076 692,95	-516 059,39	11 994 731,83	4 755 085,97	7 239 645,86		
P.0605	Faire de la Bretagne et destination touristique d'exception	909		4 060 000,00	6 147 351,75	4 060 000,00	-111 407,90	10 095 943,85	3 979 462,27	6 116 481,58		
P.0606	Valoriser et moderniser les voies navigables bretonnes	908		8 625 000,00	7 895 018,01	8 193 192,46	-83 210,61	16 004 999,86	6 323 988,93	9 681 010,93		
P.0607	Développer les actions européennes et internationales	900		270 000,00	864 983,63	269 226,10	-15 251,34	1 118 958,39	431 477,74	687 480,65		
P.1110	Programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020	906	237 942 407,46		4 657 592,54	24 929 985,47		29 587 578,01	2 513 769,62	27 073 808,39		
P.1120	Programme de développement rural (FEADER) 2014-2020	906	221 621,35	8 300 000,00	0,00	6 552 150,25		6 552 150,25	6 552 150,25	0,00		
P.8000	Subvention globale FEDER 2007-2013	900			7 118 237,59		-868 426,70	6 249 810,89	4 643 992,37	1 605 818,52		
P.9000	Patrimoine et logistique	900		13 509 600,00	2 728 660,29	13 509 600,00	-58 623,81	16 179 636,48	1 191 655,50	14 987 980,98		
P.9002	Développer le système d'information en appui des politiques régionales	900		2 000 000,00	500 815,98	2 000 000,00	-682 880,84	1 817 935,14	1 575 099,07	242 836,07		
P.9003	Fonds d'intervention régional	900		300 000,00	169 043,79	250 100,00	-3 500,00	415 643,79	23 488,95	392 154,84		
P.9010	EQUIPEMENT DES GROUPES D'ELUS	900		83 000,00	23 389,85	83 000,00	-21 313,66	85 076,19	12 874,28	72 201,91		
P.9011	DEVELOPPEMENT DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DES COMPETENCES	900		165 000,00	67 515,65	165 000,00	-56 547,49	175 968,16	95 151,51	80 816,65		
P.9023	MOUVEMENTS FINANCIERS DIVERS	950		1 000 000,00	0,00			0,00		0,00		
TOTAL			**550 581 969,97**	**387 269 600,00**	**983 700 964,68**	**489 691 334,19**	**-37 843 354,79**	**1 435 548 944,08**	**347 409 981,18**	**1 088 138 963,07**	**3,13**	

ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	N-3	N-2	N-1	N
	2,71	2,05	2,10	3,13

* dont 800 000,00 d'AP "de stock" visant à reprendre les engagements en cours dans le cadre des transferts de compétences consécutifs de la Loi NOTRe
** dont 240 000,00 d'AP "de stock" visant à reprendre les engagements en cours dans le cadre des transferts de compétences consécutifs de la Loi NOTRe
*** dont 50 000,00 d'AP "de stock" visant à reprendre les engagements en cours dans le cadre des transferts de compétences consécutifs de la Loi NOTRe

IV - ANNEXES
AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CREDITS DE PAIEMENT
SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

	Libellé	Chapitre	Stock AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisées au 01/01/16 (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1)+(2)-(3)	CP mandatés au budget de l'année 2016 (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatées au 31/12/2016 (6) = (4)-(5)	Ratio de couverture des AE affectées (6)/(5)	
P.0101	Contractualiser avec les territoires autour d'enjeux partagés	935	0,00	4 135 000,00	3 734 499,72	4 086 776,64	-499 177,46	7 322 098,90	4 476 517,67	2 845 581,23		
P.0102	Observer, anticiper et accompagner les mutations territoriales	935	0,00	1 781 000,00	639 340,48	857 320,00	-67 588,00	1 429 072,48	1 087 333,33	341 739,15		
P.0103	Soutenir l'aménagement et le développement des usages numériques	935	0,00	1 644 000,00	1 129 417,51	1 616 630,00	-157 487,12	2 588 560,39	2 092 719,92	495 840,47		
P.0201	Stimuler l'innovation et développer l'économie de la connaissance	939	0,00	13 300 000,00	7 233 510,73	10 840 330,29	-249 971,04	17 823 869,98	11 215 626,89	6 608 243,09		
P.0202	Accompagner la structuration des secteurs clés de l'économie bretonne	939	0,00	15 000 000,00	27 178 983,16	12 429 654,28	-995 521,37	38 613 116,07	12 396 137,90	26 216 978,17		
P.0203	Favoriser la création, le développement et la transmission d'entreprises	939	0,00	3 570 000,00	857 380,00	2 353 093,00	-49 724,72	3 160 748,28	1 430 041,49	1 730 706,79		*
P.0204	Accompagner le développement des emplois durables et de qualité par la compétitivité des entreprises	939	0,00	3 135 000,00	3 401 257,94	2 993 542,60	-1 040 361,04	5 354 439,50	2 210 107,55	3 144 331,95		
P.0205	Développer l'économie sociale et solidaire, l'innovation sociale et l'égalité	939	0,00	4 369 000,00	4 333 308,94	4 174 808,00	-149 838,06	8 358 278,88	4 960 400,49	3 397 878,39		
P.0206	Soutenir les acteurs de la structuration de l'économie bretonne et des filières stratégiques	939	0,00	7 257 600,00	2 048 010,42	7 207 484,36	-275 243,21	8 980 251,57	6 725 088,42	2 255 163,15		
P.0207	Améliorer la performance des exploitations agricoles et des filières de production alimentaire	939	0,00	18 600 000,00	14 562 869,46	18 525 044,91	-1 196 225,10	31 891 689,27	9 023 926,41	22 867 762,86		
P.0208	Développer le secteur des pêches maritimes et de l'aquaculture, contribuer au développement maritime	939	0,00	2 639 000,00	2 233 182,72	1 462 658,59	-505 020,30	3 190 821,01	1 095 495,57	2 095 325,44		
P.0209	Développer le système portuaire	938		3 159 000,00	2 108 468,10	2 824 411,00	-305 445,09	4 627 434,01	1 769 149,70	2 858 284,31		**
P.0301	Assurer la qualité de la relation emploi formation par la connaissance, la concertation et l'orientation	931	0,00	6 794 300,00	1 072 310,42	6 669 588,93	-231 645,82	7 510 253,53	5 841 799,74	1 668 453,79		
P.0302	Favoriser les initiatives des jeunes en formation, leur mobilité et les projets éducatifs des lycées	932	0,00	12 055 000,00	3 087 270,12	12 042 872,02	-547 784,18	14 582 357,96	10 663 757,68	3 918 600,28		
P.0304	Participer aux investissements immobiliers dans les établissements privés	932	0,00	200 000,00	0,00	191 930,34		191 930,34		191 930,34		
P.0305	Mettre en œuvre une stratégie immobilière de gestion du patrimoine bâti des lycées	932	0,00	8 010 000,00	4 845 209,32	7 890 045,70	-1 972 183,70	10 763 071,32	7 322 008,49	3 441 062,83		
P.0306	Améliorer les équipements dans les lycées publics	932	0,00		9 604,00	0,00	-9 604,00	0,00	0,00	0,00		
P.0307	Participer à l'amélioration des équipements pédagogiques dans les établissements privés	932	0,00	20 000,00	0,00	14 047,10		14 047,10	13 582,04	465,06		
P.0308	Développer le numérique éducatif	932	0,00	480 000,00	77 803,36	437 500,00		515 303,36	420 858,51	94 444,85		
P.0309	Assurer le fonctionnement des lycées publics	932	0,00	29 900 000,00	143 676,97	28 635 374,16	-78 486,77	28 700 564,36	28 699 747,49	816,87		
P.0310	Participer au fonctionnement des établissements privés	932	0,00	30 720 000,00	74 952,05	30 719 999,29	-35 896,08	30 759 055,26	30 708 043,83	51 011,43		
P.0311	Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur	932 et 939	0,00	13 318 000,00	14 457 818,97	13 201 974,38	-1 068 442,65	26 591 350,70	12 272 775,70	14 318 575,00		
P.0312	Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises	931	0,00	48 300 000,00	5 650 477,38	45 020 240,00	-406 426,72	50 264 290,66	43 970 872,97	6 293 417,69		
P.0313	Promouvoir les contrats d'apprentissage et faciliter leur déroulement	931	0,00	30 366 000,00	46 876 814,00	27 834 800,00	-2 000,00	74 709 614,00	28 703 285,00	46 006 329,00		
P.0314	Assurer les formations sanitaires et sociales	931	0,00	52 320 000,00	3 670 045,26	52 154 971,56	-545 986,20	55 279 030,62	51 418 184,30	3 860 846,32		
P.0315	Faciliter les projets individuels de formation et de qualification	931	0,00	13 755 000,00	10 974 045,83	12 533 113,00	-3 413 298,33	20 093 860,50	10 626 429,67	9 467 430,83		
P.0316	Proposer une offre de formation qualifiante et adaptée aux dynamiques sectorielles et territoriales	931	0,00	90 769 000,00	122 820 297,14	85 248 292,75	-11 250 294,48	196 818 295,41	72 919 041,74	123 899 253,67		
P.0317	Améliorer les conditions de vie des stagiaires de la formation professionnelle pour un emploi durable	931	0,00	50 000 000,00	4 235 891,13	41 301 614,72	-4 174 989,77	41 362 516,08	35 222 763,32	6 139 752,76		
P.0318	Développer les langues de Bretagne	930, 931, 932 et 933	0,00	6 796 000,00	1 173 072,55	6 468 100,47	-31 455,99	7 609 717,03	6 245 060,14	1 364 656,89		
P.0401	Développer les modes de transports collectifs régionaux et favoriser la mobilité durable	938	51 405 697,87	2 214 500,00	262 106 368,48	1 894 099,63		264 000 468,11	101 108 554,94	162 891 913,17		***
P.0402	Moderniser les réseaux ferroviaires et routiers structurants	938	0,00	120 000,00	406 981,20	60 310,00	0,00	467 291,20	311 403,05	155 888,15		
P.0403	Moderniser les aéroports à vocation régionale	938	0,00	1 230 000,00	464 129,76	911 929,00	-3 908,68	1 372 150,08	1 158 328,25	213 821,83		
P.0501	Promouvoir une gestion intégrée de la ressource en eau	937	0,00	5 400 000,00	4 959 400,74	5 166 556,83	-2 051 064,78	8 074 892,79	3 850 879,83	4 224 012,96		
P.0502	Préserver et valoriser la biodiversité et les paysages	937	0,00	3 063 000,00	1 779 046,30	2 937 690,00	-380 389,78	4 336 346,52	2 948 055,29	1 388 291,23		
P.0503	Développer une politique énergétique volontariste et une approche circulaire de l'usage des ressources	937	0,00	3 055 000,00	2 946 877,91	2 851 423,11	-229 456,19	5 568 844,83	2 890 069,01	2 678 775,82		
P.0601	Soutenir le spectacle vivant, les arts plastiques et la diversité culturelle	933	0,00	16 150 000,00	288 963,74	15 498 276,00	-6 652,65	15 780 587,09	15 257 897,73	522 689,36		
P.0602	Soutenir l'industrie de la création et le développement de la vie littéraire et cinématographique	933	0,00	4 400 000,00	1 215 722,67	4 226 087,00	-67 519,26	5 374 290,41	4 307 518,59	1 066 771,82		
P.0603	Développer le sport en région	933	0,00	4 350 000,00	230 392,20	4 347 692,86	-2 017,20	4 576 067,86	4 234 479,83	341 588,03		
P.0604	Révéler et valoriser le patrimoine	939	0,00	1 180 000,00	601 678,30	1 085 980,68	-71 839,02	1 615 819,96	876 899,72	738 920,24		
P.0605	Faire de la Bretagne et destination touristique d'exception	933	0,00	7 785 000,00	527 024,87	7 715 069,00	-19 976,77	8 222 117,10	7 382 403,78	839 713,32		
P.0606	Valoriser et moderniser les voies navigables bretonnes	938	0,00	810 000,00	496 647,41	780 307,25	-80 993,47	1 195 961,19	750 430,83	445 530,36		
P.0607	Développer les actions européennes et internationales	930	0,00	1 758 000,00	883 549,70	1 452 405,04	-88 581,38	2 247 373,36	1 520 076,42	727 296,94		
P.0608	Renforcer l'information aux citoyens et promouvoir l'image et la notoriété de la Bretagne	930	0,00	5 500 000,00	626 229,86	4 152 993,72	-1 057 402,45	3 721 821,13	2 824 196,41	897 624,72		
P.1110	Programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020	936	50 771 214,33		3 228 785,67	5 903 839,39		9 132 625,06	1 666 615,44	7 466 009,62		
P.1120	Programme de développement rural (FEADER) 2014-2020	936	1 928 249,90	4 800 000,00	0,00	3 558 611,96		3 558 611,96	3 558 611,96	0,00		
P.1140	Mettre en œuvre les fonds européens 2014-2020	936	0,00	800 000,00	558 107,06	800 000,00	-169 376,59	1 188 730,47	349 849,01	838 881,46		
P.8000	Subvention globale FEDER 2007-2013	930	0,00		2 777 032,42		-820 060,96	1 956 971,46	1 578 820,03	378 151,43		
P.9000	Patrimoine et logistique	930	0,00	6 290 400,00	9 364 278,26	6 050 400,00	-437 371,02	14 977 307,24	8 016 012,93	6 961 294,31		
P.9002	Développer le système d'information en appui des politiques régionales	930	0,00	2 585 000,00	415 090,25	2 585 000,00	-365 657,03	2 634 433,22	2 046 824,04	587 609,18		
P.9003	Fonds d'intervention régional	930	0,00	980 000,00	33 080,00	939 613,00	-8 600,00	964 093,00	880 359,00	83 734,00		
P.9011	DEVELOPPEMENT DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DES COMPETENCES	930, 932, 933, 938 et 944	0,00	7 580 990,00	1 538 397,44	7 580 990,00	-1 474 732,72	7 644 654,72	6 817 467,76	827 186,96		
P.9020	RESSOURCES ET EXPERTISE	930	0,00	1 425 000,00	760 926,23	916 953,00	-475 771,28	1 202 107,95	893 804,73	308 303,22		
P.9023	MOUVEMENTS FINANCIERS DIVERS	950	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
TOTAL			**104 105 162,10**	**554 869 790,00**	**584 838 228,15**	**521 152 445,56**	**-37 071 468,43**	**1 068 919 205,28**	**578 760 314,54**	**490 158 890,74**	**0,85**	

ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	N-3	N-2	N-1	N
	0,79	1,09	1,01	0,85

* dont 2 000 000,00 d'AE "de stock" visant à reprendre les engagements en cours dans le cadre des transferts de compétences consécutifs de la Loi NOTRe

** dont 390 000,00 d'AE "de stock" visant à reprendre les engagements en cours dans le cadre des transferts de compétences consécutifs de la Loi NOTRe

** dont 1 654 500,00 d'AE "de stock" visant à reprendre les engagements en cours dans le cadre des transferts de compétences consécutifs de la Loi NOTRe

IV - ANNEXES	IV
C - ENGAGEMENTS HORS BILAN	C9

C9 - ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé	Montant recettes
FEDER	4 140 924,82
Dotation Régionale d'équipement scolaire	20 958 087,00
FSE	143 688,42
FEADER	10 110 762,21
Autres fonds européens	136 124,52
Total	35 489 586,97

FEDER

Recettes

Article	Libellé article	Montant recettes
043//74772	FEDER	3 268 657,49
043//13272	Subventions d'équipement transférables FEDER	872 267,33
	Total	4 140 924,82

Dotation Régionale d'équipement scolaire

Recettes

Article	Libellé article	Montant recettes
20//1332	Dotation Régionale d'équipement scolaire	20 958 087,00
	Total	20 958 087,00

FEADER

Recettes

Article	Libellé article	Montant recettes
630//13173	Subventions d'équipement transférables	6 552 150,25
630//74773	FEADER	3 558 611,96
	Total	10 110 762,21

IV - ANNEXES	IV
C - ENGAGEMENTS HORS BILAN	C9

C9 - ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

FSE

Recettes

Article	Libellé article	Montant recettes
043//74771	Fonds social européen	143 688,42
	Total	143 688,42

AUTRES FONDS EUROPEENS

Recettes

Article	Libellé article	Montant recettes
042//74778	Autres fonds européens	7 848,46
041//7588	Actions interrégionales	2 987,60
043//7588	Actions relevant de la subvention globale	125 288,46
	Total	136 124,52

D1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2016

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3) - Fléchage			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**5**		**5**	**3**	**1**	**4**
Directeur général des services	A	1		1	1		1,0
Directeur général adjoint des services	A	4		4	2	1	3,0
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n°84-53	A			0			0
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**848**		**848**	**581,3**	**93,8**	**675,1**
Administrateur hors classe	A	28		28	2,0	4,0	6,0
Administrateur	A	18		18	7,0	1,0	8,0
Directeur	A	80		80	33,4	5,9	39,3
Attaché principal	A	31		31	41,8	8,8	50,6
Attaché	A	264		264	137,3	49,3	186,6
Rédacteur principal de 1ère classe	B	188		188	39,2		39,2
Rédacteur principal de 2ème classe	B	3		3	43,9		43,9
Rédacteur	B			0	69,6	5,0	74,6
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	236		236	38,5		38,5
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C			0	82,5		82,5
Adjoint administratif 1ère classe	C			0	65,3	19,8	85,1
Adjoint administratif 2ème classe	C			0	20,8		20,8
FILIERE TECHNIQUE (c)		**2890**		**2890**	**2661,2**	**400,5**	**3061,7**
Ingénieur en chef de classe exceptionnelle	A			0	4		4,0
Ingénieur en chef de classe normale	A	3		3	9	1	10,0
Ingénieur principal	A	4		4	34,7	3	37,7
Ingénieur	A	6		6	58,7	15,8	74,5
Technicien principal de 1ère classe	B	91		91	24,8		24,8
Technicien principal de 2ème classe	B			0	29,3		29,3
Technicien	B	204		204	55,8	10,0	65,8
Agent de maîtrise principal	C			0	30,0		30,0
Agent de maîtrise	C			0	73,4		73,4
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	285		285	22,6		22,6
Adjoint technique principal de 2ème classe	C			0	73,0		73,0
Adjoint technique 1ère classe	C			0	30,5	5,0	35,5
Adjoint technique 2ème classe	C			0	38,8		38,8
Adjoint technique principal des étbs d'enseignement de 1ère cl.	C	748		748	265,4	2,0	267,4
Adjoint technique principal des étbs d'enseignement de 2ème cl.	C			0	376,3		376,3
Adjoint technique des étbs d'enseignement de 1ère cl.	C	1549		1549	886,3	1,0	887,3
Adjoint technique des étbs d'enseignement de 2ème cl.	C			0	648,6	362,7	1011,3
FILIERE SOCIALE (d)		**2**		**2**	**1,8**	**0**	**1,8**
Assistant socio-éducatif principal	B	2		2	1,8		1,8
Assistant socio-éducatif	B			0			0
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**3**		**3**	**1**	**2**	**3**
Médecin hors classe	A	3		3	1	1	2
Médecin 1ère classe	A			0		1	1
Médecin 2ème classe	A			0			0

IV – ANNEXES							IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2016							D1
GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3) - Fléchage			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)				**0**			
[...]				0			0
FILIERE SPORTIVE (g)		**0**		**0**	**0**	**0**	**0**
Conseillers des activités physiques et sportives				0			0,0
FILIERE CULTURELLE (h)		**16**		**16**	**14,3**	**0,5**	**14,8**
Conservateur en chef du patrimoine	A	3		3	3,8		3,8
Conservateur du patrimoine	A	1		1	1,0		1,0
Attaché de conservation du patrimoine	A	10		10	5,8		5,8
Bibliothécaire	A	2		2	2,7		2,7
Assistant de conservation principal de 1ère classe	B			0	1,0		1,0
Assistant de conservation principal de 2ème classe	B			0		0,5	0,5
Assistant de conservation	B			0			0,0
FILIERE ANIMATION (i)				**0**			
[...]				0			0
FILIERE POLICE (j)				**0**			
[...]				0			0
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**5**		**5**		**0**	
Ouvriers des parcs et ateliers		5		5			0
TOTAL GENERAL (a + b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**3769**		**3769**	**3262,6**	**497,8**	**3760,4**
EMPLOIS NON PERMANENTS (L)		**250**		**250**	**0**	**76,3**	**76,3**
Emplois créés pour besoins saisonniers		190		190		33,1	33,1
Emplois créés pour besoins exceptionnels		30		30		20,8	20,8
Collaborateurs de cabinet		11		11		9,8	9,8
Collaborateurs de groupes		19		19		12,6	12,6
TOTAL GENERAL (a + b + c + d + e + f + g + h + i + j + k+l)		**4019**		**4019**	**3262,6**	**574,1**	**3836,7**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n°NOR : INTB9500102C du 23 mars 1 995.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante : les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT) : le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :
ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100%) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80% (quotité de travail = 80%) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80% (quotité de

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 etc.

D1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2016

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/2016	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT		
			INDICE BRUT	EUROS	FONDEMENT DU CONTRAT (4)	NATURE DU CONTRAT (5)	AGENTS NON TITULAIRES-ETPT
Agents occupant un emploi permanent (6)					Loi n°84-53-Art.		**497,8**
D.G.A. région + 2 M hab.	Catégorie A	OTR	HEB		47	CDD	1
Secteur administratif							**93,8**
Administrateur hors classe	Catégorie A	Administratif	HEB		3-4	CDI	3
			1015		3-4	CDI	1
Administrateur	Catégorie A	Administratif	966		3-4	CDI	1
Directeur	Catégorie A	Administratif	985		3-4	CDI	4
			935		3-4	CDI	1,9
Attaché principal	Catégorie A	Administratif	966		3-4	CDI	1
			916		3-4	CDI	2
			864		3-4	CDI	2
			821		3-4	CDI	3,8
Attaché	Catégorie A	Administratif	801		3-4	CDI	6,6
			703		3-3-2	CDD	1
					3-4	CDI	1
			625		3-4	CDI	1
					3-a	CDD	1
			588		3-4	CDI	0,7
			542		3-3-2	CDD	3
			500		3-3-2	CDD	3
					3-4	CDI	1
			442		3-3-2	CDD	1
			423		3-3-2	CDD	5
			379		3-1	CDD	8
					3-2	CDD	14
					3-3-2	CDD	2
					3-a	CDD	1
Rédacteur	Catégorie B	Administratif	425		3-4	CDI	1
			357		3-1	CDD	2
					3-2	CDD	2
Adjoint administratif territorial de 1ère classe	Catégorie C	Administratif	348		38	CDD	1
			342		3-1	CDD	10
					3-2	CDD	8,8
Secteur technique							**400,5**
Ingénieur en chef	Catégorie A	Technique	966		3-4	CDI	1,0
Ingénieur principal	Catégorie A	Technique	966		3-4	CDI	1,0
			864		3-4	CDI	1,0
			759		3-4	CDI	1,0
Ingénieur	Catégorie A	Technique	801		3-4	CDI	1,0
			750		3-3-2	CDD	2,0
			668		3-3-2	CDD	1,0
					3-4	CDI	1,0
			621		3-1	CDD	1,0
					3-4	CDI	2,0
			588		3-3-2	CDD	1,0
					3-4	CDI	1,0
			492		3-3-2	CDD	1,0
					3-4	CDI	1,0
			458		3-3-2	CDD	1,0
			430		3-1	CDD	0,8
			379		3-1	CDD	1,0
					3-3-2	CDD	1,0

IV – ANNEXES							IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2016							D1
Technicien	Catégorie B	Technique	381		3-3-1	CDD	1,0
			369		3-3-1	CDD	1,0
			361		3-2	CDD	2,0
					3-3-1	CDD	2,0
			357		38	CDD	1,0
					3-1	CDD	1,0
					3-2	CDD	2,0
Adjoint technique territorial de 1ère classe	Catégorie C	Technique	342		38	CDD	1,0
					3-1	CDD	4,0
Adjoint tech 1e cl etbs ens.	Catégorie C	Technique	374		3-4	CDI	1,0
Adjoint tech 2e cl etbs ens.	Catégorie C	Technique	356		Transfert-Lyc. Agri	CDI	1,0
			351		3-4	CDI	1,0
					Transfert-Lyc. Agri	CDI	0,5
			347		3-4	CDI	0,9
			341		38	CDD	0,8
			340		38	CDD	3,5
					3-1	CDD	174,5
					3-2	CDD	167,0
					3-a	CDD	13,5
Contractuel AGEMA grille n°10	Catégorie C	Technique	589		Transfert-Lyc. Mar.	CDI	1,0
Contractuel AGEMA grille n°9	Catégorie C	Technique	578		Transfert-Lyc. Mar.	CDI	1,0
AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/2016	**CATEGORIES (1)**	**SECTEUR (2)**	**REMUNERATION (3)**		**CONTRAT**		
			INDICE BRUT	**EUROS**	**FONDEMENT DU**	**NATURE DU**	**AGENTS NON**
Secteur médico-social							**2**
médecin hors classe	Catégorie A	Médico-social	HEA		3-4	CDI	1
médecin de 1ère classe	Catégorie A	Médico-social	HEA		3-4	CDI	1
Secteur culturel							**0,5**
Agent contractuel inventaire pat		Culturel	426		Transfert-Inv	CDI	0,5
[...]							
AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/2016	**CATEGORIES (1)**	**SECTEUR (2)**	**INDICE BRUT**	**EUROS**	**FONDEMENT DU CONTRAT (4)**	**NATURE DU CONTRAT (5)**	**AGENTS NON TITULAIRES-ETPT**
Agents occupant un emploi non permanent (7)							**76,3**
Secteur administratif							**17,8**
Attaché	Catégorie A	Administratif	542		3-a	CDD	1
			379		3-a	CDD	4
Rédacteur	Catégorie B	Administratif	357		3-a	CDD	5
Adjoint Adm 1ère classe	Catégorie C	Administratif	342		3-a	CDD	7,8
Secteur technique							**36,1**
Ingénieur	Catégorie A	Technique	379		3-a	CDD	1
Technicien	Catégorie B	Technique	357		3-a	CDD	2
Adjoint technique territorial de 2ème classe	Catégorie C	Technique	340		3-b	CDD	33,1
Collaborateurs de cabinet							**9,8**
Collaborateur de cabinet		OTR		581 365	110	CDD	9,8
Collaborateurs de groupes							**12,6**
Collaborateur de groupe		OTR		432 465	110-1	CDD	12,6
TOTAL GENERAL (6+7)							**574,1**
AUTRES EMPLOIS AU 31/12/2016	**CATEGORIES (1)**	**SECTEUR (2)**	**INDICE BRUT**	**EUROS**	**FONDEMENT DU**	**NATURE DU**	**AUTRES-ETPT**
Contrats (8)							**43,1**
Apprentissage		OTR		349 013		A	33,1
Emplois d'avenir		OTR		176 623		A	10
TOTAL GENERAL (6+7+8)							**617,2**

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a : article 3, 1ème alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1°: absence de cadre d'emplois de fonctionnair et susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2°: emplois du niveau de la catégorie A lorsqu e les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3°: emplois de secrétaire de mairie des commun es de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4°: emplois à temps non complet des communes d e moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %
3-3-5°: emplois des communes de moins de 2 000 hab itants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de de changement de périmètre ou de suppression d'un service public
3-4 : article 21 de la loi n°2012-347 : contrat à d urée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés de catégorie A, B ou C
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés "A/autres" et feront l'objet d'une précision (ex : "contrats aidés").
(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n°2012-3 47.
(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION ACTIONS DE FORMATION DES ÉLUS AU 31/12/2016	D1-2

D1-2 - ACTIONS DE FORMATION DES ÉLUS AU 31/12/2016 (1)

ÉLUS BÉNÉFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCÉES PAR LA RÉGION
Hind SAOUD – Hervé UTARD et Sylvaine VULPIANI	Marchés publics
Catherine BLEIN – Bertrand IRAGNE – Patrick LE FUR – Christian LECHEVALIER – Gérard DE MELLON – Philippe MIAILHES – Virginie D'ORSANNE – Gilles PENNELLE – Agnès RICHARD – Emeric SALMON – Renée THOMAIDIS et Anne VANEECLOO	Les régions au service du redressement national
Bertrand IRAGNE – Patrick LE FUR – Agnès RICHARD – Emeric SALMON – Renée THOMAIDIS et Anne VANEECLOO	Le budget régional et les différentes ressources financières de la Région
Sylvie ARGAT-BOURIOT et Stéphane PERRIN	Communication et les conséquences de la Loi NOTRe sur les conséquences des Conseils Régionaux et de leurs rapports avec les autres collectivités locales
Karim GHACHEM – Nicole LE PEIH – Catherine SAINT JAMES – Anne TROALEN et Hervé UTARD	Conduite de réunion et interventions en groupe
Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO – Nicole LE PEIH et Hervé UTARD	Les réseaux sociaux
Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO – Olivier LE BRAS - Nicole LE PEIH et Hervé UTARD	L'essentiel du Conseiller Régional

ELUS BÉNÉFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCÉES PAR LA RÉGION
Pierre TERREAU – Delphine DAVID – Stéphane DE SALLIER DUPIN – Anne Maud GOUJON – Sylvie GUIGNARD – Claire GUINEMER – Patrick LE DIFFON – Marc LE FUR – Christine LE STRAT – Bernard MARBOEUF – Gaëlle NICOLAS – Bruno QUILLIVIC – David ROBO – Stéphane ROUDAUT et Martine TISON	L'utilisation des réseaux sociaux en politique, module spécial opposition
Laurence FORTIN et Hervé UTARD	Les collectivités territoriales, projets durables et valeurs de la République
Laurence DUFFAUD et Anne TROALEN	La e-réputation au service du projet politique et la stratégie politique de l'élu avec les citoyens
Stéphane PERRIN	La transition énergétique dans la politique des collectivités : comment la réforme territoriale peut constituer un des leviers de la transformation écologique et socio-économique
Evelyne GAUTIER LE BAIL	Conduire une réunion
Isabelle LE BAL et Christine LE STRAT	Nouveaux territoires, nouveaux enjeux pour les élus
Bertrand IRAGNE – Patrick LE FUR – Virginie D'ORSANNE - Emeric SALMON et Renée THOMAIDIS	Les grandes problématiques Transport et Aménagement du territoire
Bertrand PLOUVIER	Se doter d'une stratégie économique territoriale
Eric BERROCHE	Quelle fiscalité locale pour des politiques progressistes ?
Karim GHACHEM – Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO et Nicole LE PEIH	Mieux gérer son stress au quotidien
Léna LOUARN	Journées nationales des femmes élues

ELUS BÉNÉFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCÉES PAR LA RÉGION
Anne Maud GOUJON	Réussir sa prise de parole en public

(1) Article L. 4135-10 du CGCT.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION - ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DÉPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES - Annexe à l'article D. 4312-7	**D1.3**

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO (*) ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance (*)			TOTAL		
	2016	2015	%	2016	2015	%	2016	2015	%	2016	2015	%
Montant en €	76 838 636	84 534 153	-9,1%	184 541 443	180 709 404	2,1%	179 632 759	167 378 121	7,3%	441 012 838	432 621 678	**1,9%**

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	2016	2015	%
Reversement excédent de ressources CFA	1 500 000	0	
TICPE - primes d'apprentissage (**)	12 125 292	15 899 950	
TICPE - ressource régionale pour l'apprentissage (***)	6 931 207	6 302 934	
Taxe apprentissage – fraction régionale (***)	66 337 060	66 129 493	
Déduction de la quote-part de la CDA non affectée à apprentissage (45%)	*-15 949 162*	*-15 949 162*	
Dotation aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire	-	1 338 000	
TICPE Aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire	6 862 000	-	
Autres ressources	-	-	
Total ressources externes	**77 806 397**	**73 721 215**	**5,5%**
Effort propre de la région	-967 761	10 812 938	
Total ressources	**76 838 636**	**84 534 153**	**-9,1%**

(*) Compte tenu de l'absence de définition précise du périmètre de ces dépenses, il est indiqué le montant total des mandatements hors dépenses « apprentissage » relatives :

- à l'enseignement professionnel
- à la formation continue.

(**) L'article 140 de la Loi de finances initiale pour 2014 a refondu le dispositif d'aides aux employeurs d'apprentis. L'article 40 de la loi de finances rectificative pour 2014 prévoit que la compensation est désormais en partie assurée par une part de TICPE. Les montants inscrits incluent les régularisations perçues au titre de l'année n-1

(***) Le financement par l'Etat de l'apprentissage a fait l'objet d'une refonte en 2014 et 2015 ; la loi de finances rectificative pour 2013 institue ainsi une « ressource régionale pour l'apprentissage » se substituant aux dispositifs précédents. Les montants de références à compenser sont ceux de l'année 2013. La nouvelle ressource est composée d'une part du produit de TICPE et de la taxe apprentissage. Pour cette dernière est déduite la quote-part de CDA qui ne finançait pas l'apprentissage soit 45% de la CDA de 2013.

IV – ANNEXES	IV
D- AUTRES ELEMENTS DINFORMATION	D2

D2.1 - LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA REGION A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

(Article L. 2313-1 applicable à la région par renvoi de l'article L. 4312-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à l'Hôtel de Région, 283 avenue du Général Patton 35 RENNES Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais.

DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC AU 31/12/2016

Raison sociale du délégataire	Nature juridique du délégataire	Nom de la délégation de service public	Montant de l'engagement 2016
Keolis Armor, filiale du groupe Keolis	Société par actions simplifiée	Délégation de service public pour l'exploitation de la ligne routière Rennes/Dol – Le Mont St Michel	Excédent de 241 000 €
Keolis Armor, filiale du groupe Keolis	Société par actions simplifiée	Délégation de service public pour l'exploitation de la ligne routière Pontivy – Rennes	301 025
Compagnie Armoricaine de Transports (CAT)	Société par actions simplifiée	Délégation de service public pour l'exploitation et le suivi de la ligne routière Saint-Brieuc-Vannes/Lorient	1 142 000
CCI du Morbihan	Etablissement public administratif de l'Etat	Délégation de service public de l'activité commerce du port de Lorient	
Société d'Economie Mixte Lorient-Keroman	Société Anonyme	Concession accordant l'exploitation du port de pêche de Lorient	
Communauté d'agglomération du Pays de Lorient (CAP l'Orient)	Etablissement public de coopération intercommunale	Concession de l'établissement et de l'exploitation d'installations portuaires de plaisance Lorient Kernevel	
CCIT Saint-Malo Fougères	Etablissement public administratif de l'Etat	- Concession de l'établissement et l'exploitation d'un port de plaisance Vauban à St Malo - Concession de l'outillage public et de l'exploitation de la forme de radoub	

Raison sociale du délégataire	Nature juridique du délégataire	Nom de la délégation de service public	Montant de l'engagement 2016
Ville de Saint-Malo	Collectivité territoriale	Concession de l'établissement et de l'exploitation du Port de Plaisance des Sablons	
CCI de Brest	Etablissement public administratif de l'Etat	- Délégation de service public de l'activité commerce du port de Brest - Concession de l'exploitation de trois formes de radoub et de leurs accessoires ainsi que de l'établissement et de l'exploitation des outillages nécessaires à l'utilisation de ces ouvrages (Réparation Navale - Brest) - Concession pour la gestion de l'aérodrome de Brest-Guipavas	
Société de la Criée de Brest (SDCB)	Société par action simplifiée	Délégation de service public de l'activité du port de pêche de Brest	
Syndicat Mixte Brest-Iroise (SMBI)	Etablissement public territorial	Concession pour le développement de Brest-Iroise de l'établissement et de l'exploitation d'une zone de terre-plein maritime en rade de Brest	
Sica-Silo Brest	Société Anonyme	Concession de l'établissement et de l'exploitation d'un outillage public de manutention de produits du sol, en vrac ou en sacs, au port de Brest	
Brest métropole Océane	Etablissement public de coopération intercommunale	Concession pour l'établissement et l'exploitation d'installation de plaisance au port du Château	
Société d'Exploitation de l'Aéroport de Quimper Cornouaille (SEAQC)	Société par action simplifiée	Délégation de service public relative à l'aéroport de Quimper-Pluguffan	435 000
Société d'Exploitation des aéroports de Rennes et Dinard (SEARD)	Société par action simplifiée	Délégation de service public relative aux aéroports de Rennes Saint-Jacques et de Dinard-Pleurtuit	

IV – ANNEXES	IV
D- AUTRES ELEMENTS DINFORMATION	D2

D2. 1 - LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA REGION A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

(Article L. 2313-1 applicable à la région par renvoi de l'article L. 4312-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à l'Hôtel de Région, 283 avenue du Général Patton 35 RENNES Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais.

Nature de l'engagement	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement au 01/01/2017
Détention d'une part du capital au 31/12/2016	SA BPIFRANCE FINANCEMENT (ex OSEO) – MAISONS–ALFORT (94)	SA BPIFRANCE FINANCEMENT	Société Anonyme	0,09% du capital
	Société Bretagne Participations – RENNES	SA Bretagne Participations	Société Anonyme	20,60% du capital
	Société Bretagne Jeunes Entreprises – RENNES	SA Bretagne Jeunes Entreprises	Société Anonyme	26,81% du capital
	Société Bretagne Capital Solidaire – RENNES	Bretagne Capital Solidaire (BCS)	Société Anonyme coopérative à capital variable	46,09% du capital
	Société d'Economie mixte pour l'Aménagement et l'Equipement de la Bretagne (S.E.M.A.E.B) – RENNES	SEMAEB	Société d'économie Mixte	73.76% du capital
	Société Anonyme Bretonne d'Economie Mixte d'Equipement Naval (S.A.B.E.M.E.N.) – RENNES	SA.B.E.M.E.N.	Société d'économie Mixte	34,02 % du capital
	Société Locale d'Epargne Rennes Croix Carrée	Société locale d'Epargne	Organisme privé	0.02% du capital
	Ouest Ventures 1	FCPR Ouest Ventures	Fonds commun de placement	11,76% du capital
	SAFER	Société	Société Anonyme	5.93 % du capital
	Ouest Ventures 2	FCPR Ouest Ventures	Fonds commun de placement	18,75% du capital
	CEVA	Centre d'études et de valorisation des Algues	Société d'économie mixte	6 % du capital
	GO Capital Amorçage (Ex Grand Ouest Capital Amorçage)	FCPR GO Capital Amorçage	Fonds commun de placement	5,28% du capital
	Enercoop Bretagne	Enercoop Bretagne SCIC SA à capital variable	Sté Coopérative d'intérêt collectif anonyme à capital variable	5.73 % du capital
	Ouest ventures 3	FCPR Ouest Ventures	Fonds commun de placement	10.34 % du capital
	Breizh Up	SASU Breizh Up	Sté par actions simplifiée à associé unique	100 % du capital

IV – ANNEXES	IV
D - AUTRES ELEMENTS DINFORMATION	D2

D2.1 - LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA REGION A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

(Article L. 2313-1 applicable à la région par renvoi de l'article L. 4312-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à l'Hôtel de Région, 283 avenue du Général Patton 35 RENNES Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais.

Nature de l'engagement	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement 2016 en capital
Garantie ou cautionnement d'un emprunt	OP HLM Guingamp	Office Public Municipal Habitations à Loyers Modérés	Organisme Public	Au 31/12/2016 : 118 553.60 €
	Etablissement public foncier de Bretagne	Etablissement public foncier de Bretagne	Etablissement public local à caractère industriel ou commercial	Au 31/12/2016 : 410 119.42 €
	Syndicat Mixte E-Mégalis Bretagne	Syndicat Mixte E-Mégalis Bretagne	Etablissement public syndicat mixte	Au 31/12/2016 : 0 €
	SEM LIGER	Société d'économie mixte locale Locmine innovation gestion des énergies renouvelables	Société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration	Au 31/12/2016 : 0 €
	Groupe d'Aucy Holding (HOLDCO)	Groupe d'Aucy Holding (HOLDCO)	SASU Société par actions simplifiée à associé unique	Au 31/12/2016 : 0 €
	SA GEOTEXIA	GEOTEXIA MENE	SA à conseil d'administration	Au 31/12/2016 : 0 €

Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme	Voir pages suivantes : Liste des subventions supérieures à 75 000 € …mandatées en 2016

Autres	NEANT

D2.1 - LISTE DES SUBVENTIONS SUPERIEURES A 75 000 € MANDATEES EN 2016 POUR DES ORGANISMES PRIVES ET DES ASSOCIATIONS

Nom des bénéficiaires			Nature juridique de l'organisme	Montant mandaté en fonctionnement	Montant mandaté en investissement	Montant total du mandatement
7 TECHNOPOLES BRETAGNE	29000	QUIMPER	ASSOCIATION	406 302,34		406 302,34
ABEA ASS BRETONNE DES ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES	35042	RENNES CEDEX	ASSOCIATION	84 350,12		84 350,12
ABIBOIS	35000	RENNES	ASSOCIATION	164 845,00		164 845,00
ACT FOOD BRETAGNE	29000	QUIMPER	ASSOCIATION	134 000,00		134 000,00
ADIE	44300	NANTES	ASSOCIATION	157 280,00		157 280,00
ADRIA DEVELOPPEMENT	29196	QUIMPER CEDEX	ASSOCIATION	589 691,57	61 264,34	650 955,91
AEROCLUB DE RENNES	35136	SAINT JACQUES DE LA LANDE	ASSOCIATION	10 278,00	87 500,00	97 778,00
AFPA DE RENNES	35069	RENNES	ASSOCIATION	376 946,04		376 946,04
AFPA DIRECTION REGIONALE BRETAGNE	35208	RENNES	ASSOCIATION	1 657 969,00		1 657 969,00
AFTRAL	75017	PARIS	ASSOCIATION	32 699,20	76 662,00	109 361,20
AGENCE DEVELOPPEMENT ECO ET URBA QUIMPER COMMUNAUTE ET CORNOUAILLE	29018	QUIMPER CEDEX	ASSOCIATION	322 942,54		322 942,54
AGENCE LOCALE A L'ENERGIE	35200	RENNES	ASSOCIATION	159 829,80		159 829,80
AGENCE LOCALE DE L ENERGIE DU PAYS DE SAINT BRIEUC EX PROGENER	22000	SAINT BRIEUC	ASSOCIATION	124 968,23		124 968,23
AGRIVAL SAS	29250	ST POL DE LEON	ENTREPRISE	81 890,00		81 890,00
AILE ASS D INITIATIVES LOCALES POUR L ENERGIE ET L ENV	35000	RENNES	ASSOCIATION	131 008,83		131 008,83
AIR BREIZH	35200	RENNES	ASSOCIATION	150 000,00	35 000,00	185 000,00
AMISEP	56300	PONTIVY	ASSOCIATION	79 292,59		79 292,59
AMZER NEVEZ	56270	PLOEMEUR	ASSOCIATION	163 720,32		163 720,32
ANTICIPA ADIT	22303	LANNION CEDEX	ASSOCIATION	162 370,00		162 370,00
AQUASTREAM SAS	56270	PLOEMEUR	ENTREPRISE	132 872,40		132 872,40
ARACT BRETAGNE	35000	RENNES	ASSOCIATION	160 748,38		160 748,38
ARTEFACTO	35830	BETTON	ENTREPRISE	95 852,00		95 852,00
ASPECT BRETAGNE	35706	RENNES CEDEX 7	ASSOCIATION	250 919,20	89 232,91	340 152,11
ASS AR SKINOU ARVORIG FM	29800	LANDERNEAU	ASSOCIATION	95 335,09		95 335,09
ASS CINEMATHEQUE DE BRETAGNE	29200	BREST	ASSOCIATION	415 000,00	49 367,78	464 367,78
ASS CLAIR OBSCUR	35000	RENNES	ASSOCIATION	93 000,00		93 000,00
ASS DES STATIONS LITTORALES TOURISTIQUES DE BRETAGNE	56640	ARZON	ASSOCIATION	92 000,00		92 000,00
ASS DEVELOP RECHERC ARCHEOLOGIE MARITI	35400	SAINT MALO	ASSOCIATION	100 000,00		100 000,00
ASS DU CENTRE CULTUREL SKOL AN EMSAV	35000	RENNES	ASSOCIATION	251 455,00		251 455,00
ASS ETONNANTS VOYAGEURS	35000	RENNES	ASSOCIATION	143 000,00		143 000,00
ASS FETES MARITIMES DE DOUARNENEZ	29174	DOUARNENEZ CEDEX	ASSOCIATION	87 500,00		87 500,00

Nom des bénéficiaires			Nature juridique de l'organisme	Montant mandaté en fonctionnement	Montant mandaté en investissement	Montant total du mandatement
ASS KEIT VIMP BEV	29520	LAZ	ASSOCIATION	73 925,00	3 137,52	77 062,52
ASS KELENN	29000	QUIMPER	ASSOCIATION	83 262,50		83 262,50
ASS MISSION LOCALE DE LORIENT	56100	LORIENT	ASSOCIATION	253 207,00		253 207,00
ASS PRODUITS EN BRETAGNE	29200	BREST	ASSOCIATION	161 200,00		161 200,00
ASS RADIO BRO GWENED	56305	PONTIVY CEDEX	ASSOCIATION	75 186,00		75 186,00
ASS RADIO KREIZ BREIZH	22160	SAINT NICODEME	ASSOCIATION	75 484,48		75 484,48
ASS RENNES ATALANTE	35510	CESSON SEVIGNE	ASSOCIATION	199 500,00		199 500,00
ASS STUMDI	29800	LANDERNEAU	ASSOCIATION	620 135,00		620 135,00
ASS TRES TOT THEATRE	29000	QUIMPER	ASSOCIATION	145 000,00		145 000,00
ASSO POLE IMAGES ET RESEAUX	22300	LANNION	ASSOCIATION	306 165,00		306 165,00
ASSOCIATION BIBLIOTHEQUE SCOLAIRE DES PARENTS D ELEVES DES COTES	22000	SAINT BRIEUC	ASSOCIATION	113 074,50		113 074,50
ASSOCIATION BRETAGNE POLE NAVAL	56100	LORIENT	ASSOCIATION	198 192,00		198 192,00
ASSOCIATION COEUR EMERAUDE	22490	PLESLIN TRIGAVOU	ASSOCIATION	178 659,57	100,00	178 759,57
ASSOCIATION COTE OUEST	29200	BREST	ASSOCIATION	83 000,00		83 000,00
ASSOCIATION CREATIV CEEI	35042	RENNES CEDEX	ASSOCIATION	97 000,00		97 000,00
ASSOCIATION DE GESTION DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS	22440	PLOUFRAGAN	ASSOCIATION	880 520,00		880 520,00
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC	22000	ST BRIEUC	ASSOCIATION	5 490,00	180 000,00	185 490,00
ASSOCIATION DIWAN	29800	LANDERNEAU	ASSOCIATION	1 107 645,00		1 107 645,00
ASSOCIATION DON BOSCO	29400	LANDERNEAU	ASSOCIATION	244 470,50		244 470,50
ASSOCIATION DU CFA TP BRETAGNE	56800	PLOERMEL	ASSOCIATION	69 601,00	286 277,17	355 878,17
ASSOCIATION DU FESTIVAL DE CINEMA DE DOUARNENEZ	29100	DOUARNENEZ	ASSOCIATION	85 000,00		85 000,00
ASSOCIATION EAU ET RIVIERES DE BRETAGNE	22200	GUINGAMP	ASSOCIATION	109 431,50		109 431,50
ASSOCIATION GESTIONNAIRE CFAI BRETAGNE	22192	PLERIN CEDEX	ASSOCIATION	430 332,82	304 458,23	734 791,05
ASSOCIATION L AILE	29200	BREST	ASSOCIATION	168 839,00		168 839,00
ASSOCIATION MERVENT	29720	PLONEOUR-LANVERN	ASSOCIATION	185 825,00		185 825,00
ASSOCIATION MUSICUS	29210	BREST CEDEX 1	ASSOCIATION	400 000,00		400 000,00
ASSOCIATION MUSIQUES D AUJOURD HUI AU PAYS DE LORIENT	56100	LORIENT	ASSOCIATION	79 256,50		79 256,50
ASSOCIATION POLE CRISTAL	22106	DINAN	ASSOCIATION	115 500,00	15 000,00	130 500,00
ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS LOCALES	35043	RENNES CEDEX	ASSOCIATION	83 210,00		83 210,00
ASSOCIATION TRANS MUSICALES	35039	RENNES	ASSOCIATION	210 000,00		210 000,00
AUDELOR AGENCE URBANISME DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE PAYS LORIENT	56328	LORIENT CEDEX	ASSOCIATION	130 529,95		130 529,95
BATIMENT CFA BRETAGNE	35000	RENNES	ASSOCIATION	550 199,85	328 193,67	878 393,52
BBRIGHT	35700	RENNES	ENTREPRISE	112 318,50		112 318,50
BGE ILLE ET VILAINE	35000	RENNES	ASSOCIATION	95 000,00		95 000,00
BODADEG AR SONERION	56270	PLOEMEUR	ASSOCIATION	410 000,00		410 000,00
BOUFFOU THEATRE	56700	HENNEBONT	ASSOCIATION	76 000,00		76 000,00
BOUTIQUE DE GESTION COTES D'ARMOR	22200	GUINGAMP	ASSOCIATION	83 000,00		83 000,00

Nom des bénéficiaires			Nature juridique de l'organisme	Montant mandaté en fonctionnement	Montant mandaté en investissement	Montant total du mandatement
BOUTIQUE DE GESTION DU FINISTERE	29229	BREST CEDEX 2	GAEC	95 000,00		95 000,00
BPIFRANCE FINANCEMENT	94700	MAISONS ALFORT	ENTREPRISE	438 925,67	2 000 000,00	2 438 925,67
BREIZH CREATIVE	56000	VANNES	ASSOCIATION	162 917,00		162 917,00
BREST AIM	29210	BREST	ENTREPRISE	440 000,00		440 000,00
BRETAGNE ACTIVE	35000	RENNES	ASSOCIATION	423 000,00		423 000,00
BRETAGNE COMMERCE INTERNATIONAL	35012	RENNES	ASSOCIATION	3 898 668,70		3 898 668,70
BRETAGNE CULTURE DIVERSITE	56100	LORIENT	ASSOCIATION	450 000,00		450 000,00
BRETAGNE DEVELOPPEMENT INNOVATION	35510	CESSON SEVIGNE	ASSOCIATION	4 368 222,29	852 881,53	5 221 103,82
BRETAGNE EUROPE DELEGATION PERMANENTE		BRUXELLES	ASSOCIATION	592 219,53		592 219,53
BRETAGNE JEUNES ENTREPRISES	35000	RENNES	ENTREPRISE	95 000,00		95 000,00
BRETAGNE PLANTS	29460	HANVEC	SICA	25 000,00	198 282,15	223 282,15
BRETAGNE VIVANTE SEPNB	29200	BREST	ASSOCIATION	270 190,83	1 590,00	271 780,83
BRIT INOV	22440	PLOUFRAGAN	ASSOCIATION	101 412,00		101 412,00
BRUDED	35630	LANGOUET	ASSOCIATION	100 000,00		100 000,00
C RIS PHARMA	35400	SAINT MALO	ENTREPRISE	47 042,00	50 000,00	97 042,00
CAIMANS PRODUCTIONS	75009	75009	ENTREPRISE		107 500,00	107 500,00
CARREFOUR DES ENTREPRENEURS	56100	LORIENT	ASSOCIATION	95 000,00		95 000,00
CBB CAPBIOTEK	35700	RENNES	ASSOCIATION	612 500,00		612 500,00
CELLULE ECONOMIQUE DE BRETAGNE BTP	35000	RENNES	ASSOCIATION	241 268,75		241 268,75
CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL RENNES ET BRETAGNE MUSEE DE LA DANSE	35108	RENNES	ASSOCIATION	220 000,00		220 000,00
CENTRE DE PRODUCTION DES PAROLES CONTEMPORAINES	35000	RENNES	ASSOCIATION	150 000,00		150 000,00
CENTRE INFORMATION JEUNESSE BRETAGNE	35043	RENNES	ASSOCIATION	247 000,00		247 000,00
CERAFEL DE BRETAGNE	29600	ST MARTIN DES CHAMPS	ASSOCIATION	477 810,86		477 810,86
CESSON RENNES METROPOLE HANDBALL	35510	CESSON SEVIGNE	ASSOCIATION	83 600,00		83 600,00
CEVA STE ECONOMIE MIXTE	22610	PLEUBIAN	ENTREPRISE	268 257,50		268 257,50
CH4 ENERGIE	22800	LE FOEIL	ENTREPRISE		100 000,00	100 000,00
CHAMBRE REGIONALE DE L ECONOMIE SOCIALE	35043	RENNES CEDEX	ASSOCIATION	402 210,00		402 210,00
CINEPHARE	29480	LE RELECQ KERHUON	ASSOCIATION	115 000,00		115 000,00
CLPS L ENJEU COMPETENCES	35651	LE RHEU CEDEX	ENTREPRISE	155 269,80		155 269,80
COCEB	35000	RENNES	ASSOCIATION	142 716,90		142 716,90
CODIF INTERNATIONAL SARL	35400	SAINT-MALO	ENTREPRISE	354 929,60		354 929,60
COMITE ACADEMIQUE ENSEIGNEMENT CATHOLIQU	56005	VANNES	ASSOCIATION	180 000,00		180 000,00
COMITE DES FETES DE LA SAINT LOUP	22200	GUINGAMP	ASSOCIATION	91 000,00		91 000,00
COMITE DES FETES DE PLOUAY	56240	PLOUAY	ASSOCIATION	75 000,00		75 000,00
COMITE REGIONAL CONCHYLICULTURE BRETAGNE SUD	56403	AURAY	ENTREPRISE	86 467,39		86 467,39
COMITE REGIONAL DU TOURISME DE BRETAGNE	35069	RENNES CEDEX	ASSOCIATION	5 379 361,05		5 379 361,05
COMPAGNONS BATISSEURS ASSOCIATION REGION BRETAGNE	35000	RENNES	ASSOCIATION	139 045,40		139 045,40

Nom des bénéficiaires			Nature juridique de l'organisme	Montant mandaté en fonctionnement	Montant mandaté en investissement	Montant total du mandatement
CONFEDERATION KENDALC H	56400	AURAY	ASSOCIATION	239 570,00		239 570,00
CONFEDERATION WAR L LEUR	56270	PLOEMEUR	ASSOCIATION	205 000,00		205 000,00
COOPER STANDARD SAS	35093	RENNES CEDEX	ENTREPRISE	157 220,00		157 220,00
CREC COMITE REDONNAIS DE L ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE	35603	REDON CEDEX	ASSOCIATION		79 832,00	79 832,00
DASTUM	35000	RENNES	ASSOCIATION	327 000,00	1 839,60	328 839,60
DCNS SA	29806	BREST CEDEX 9	ENTREPRISE		368 250,00	368 250,00
DG COMPANY	22270	DOLO	ENTREPRISE		83 160,00	83 160,00
DIAFOR ORGANISATION	35174	BRUZ CEDEX	ASSOCIATION	165 406,26		165 406,26
DIZALE	29000	QUIMPER	ASSOCIATION	100 000,00	244 355,00	344 355,00
DOMAINE DE KORN ER HOUET	56390	COLPO	ENTREPRISE		180 000,00	180 000,00
EKINOPS SAS	22300	LANNION	ENTREPRISE	96 845,40		96 845,40
EMERAUDE	22300	LANNION	ASSOCIATION	4 600,00	150 000,00	154 600,00
EN AVANT DE GUINGAMP	22200	GUINGAMP	ASSOCIATION	41 455,60	547 602,00	589 057,60
ENTREPRENDRE AU FEMININ BRETAGNE	29590	LE FAOU	ASSOCIATION	82 079,53		82 079,53
EQUIPE BRETAGNE CYCLISME	35170	BRUZ	ASSOCIATION	220 000,00		220 000,00
ESI GROUP	75015	PARIS 15	ENTREPRISE	142 230,22		142 230,22
ESPACE DES SCIENCES LES CHAMPS LIBRES	35000	RENNES	ASSOCIATION	628 000,00	160 000,00	788 000,00
ESPACIL HABITAT SA HLM	35000	RENNES	ENTREPRISE		306 280,51	306 280,51
EXCELCAR	35131	CHARTRES DE BRETAGNE	ASSOCIATION	172 506,94		172 506,94
FACE RENNES	35000	RENNES	ASSOCIATION	94 952,68		94 952,68
FEDER REGIO MAISO FAMIL RURAL BRETAGNE	35762	SAINT-GREGOIRE CEDEX	ASSOCIATION	80 972,85	5 395,46	86 368,31
FEDERATION FRANCAISE DE CYCLISME	78180	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	ASSOCIATION	112 500,00		112 500,00
FEDERATION REGIONALE DES CUMA OUEST	35065	RENNES CEDEX	COOP	106 953,91		106 953,91
FESTIVAL DE CORNOUAILLE	29000	QUIMPER	ASSOCIATION	230 000,00		230 000,00
FESTIVAL INTERCELTIQUE DE LORIENT	56100	LORIENT	ASSOCIATION	420 000,00		420 000,00
FILMS EN BRETAGNE UNION PROFESSIONNELS	56100	LORIENT	ASSOCIATION	170 904,75	65 000,00	235 904,75
FONDATION B COM	35510	CESSON SEVIGNE	ASSOCIATION	1 685 250,00		1 685 250,00
FONDATION TARA	75004	PARIS	ASSOCIATION		280 000,00	280 000,00
FONGECIF BRETAGNE	35044	RENNES CEDEX	ETAB ENSEIGNEMENT	424 000,00		424 000,00
FR CIVAM	35577	CESSON SEVIGNE	ASSOCIATION	113 250,82		113 250,82
FRAB FED REG AGROBIOLOGISTES DE BRETAGNE	35577	CESSON SEVIGNE	ASSOCIATION	204 898,58		204 898,58
FRANCE 3 OUEST	35040	RENNES	ENTREPRISE	370 000,00		370 000,00
FRANCE ENERGIES MARINES	29280	PLOUZANE	ASSOCIATION	256 000,00		256 000,00
FRANCE TELEVISIONS	75907	PARIS CEDEX 15	ENTREPRISE	259 350,00	96 140,00	355 490,00
GAEC DU CHAMP FLEURY	35340	LIFFRE	ENTREPRISE		90 000,00	90 000,00
GEPSA INSTITUT	93210	SAINT DENIS	ENTREPRISE	103 200,00		103 200,00
GIE DES CHARGEURS POINTE DE BRETAGNE	29710	POULDREUZIC	ENTREPRISE	91 170,00		91 170,00

Nom des bénéficiaires			Nature juridique de l'organisme	Montant mandaté en fonctionnement	Montant mandaté en investissement	Montant total du mandatement
GIE ELEVAGES DE BRETAGNE	35042	RENNES CEDEX	ENTREPRISE	307 908,33		307 908,33
GROUPE SCOLAIRE DENSEIGNEMENT PRIVE DE SAINT EXUPERY SITE GIORGIO FRAS	35042	RENNES	ETAB ENSEIGNEMENT	22 353,97	593 003,03	615 357,00
GUINARD ENERGIES SAS	29200	BREST	ENTREPRISE	123 209,99		123 209,99
HARMONIC FRANCE	35517	CESSON SEVIGNE	ENTREPRISE	93 503,26		93 503,26
IDFORCAR ASSOCIATION	44340	BOUGUENAIS	ASSOCIATION	189 000,00		189 000,00
IDIL FIBRES OPTIQUES	22300	LANNION	ENTREPRISE	87 601,81		87 601,81
IDMER INSTITUT DE DEVELOP PRODUITS MER	56100	LORIENT	ASSOCIATION	295 255,41		295 255,41
INHNI	94800	VILLEJUIF	ASSOCIATION	73 009,50	11 229,00	84 238,50
INITIATIVE BIO BRETAGNE	35700	RENNES	ASSOCIATION	164 950,50		164 950,50
INITIATIVE BRETAGNE	22950	TREGUEUX	ASSOCIATION	311 750,00		311 750,00
INNOVATION ET DEVELOPPEMENT DE LA SANTE EN BRETAGNE ID2SANTE	35000	RENNES	ASSOCIATION	579 992,75		579 992,75
INSTITUT MARITIME DE PREVENTION	56100	LORIENT	ASSOCIATION	100 000,00		100 000,00
INSTITUT MAUPERTUIS	35170	BRUZ	ASSOCIATION	550 582,57		550 582,57
JPL FILMS SARL	35000	RENNES	ENTREPRISE		214 200,00	214 200,00
KEOPSYS SA	22300	LANNION	ENTREPRISE	96 675,60		96 675,60
KERVORICENERGIES	29300	ARZANO	ENTREPRISE		83 382,00	83 382,00
L ART DANS LES CHAPELLES	56930	PLUMELIAU	ASSOCIATION	78 000,00		78 000,00
L EVEIL DU ROHIG	56037	VANNES	ASSOCIATION		138 046,00	138 046,00
LA FRENCH TECH RENNES	35000	RENNES	ASSOCIATION	80 000,00		80 000,00
LA GRANDE BOUTIQUE	56630	LANGONNET	ASSOCIATION	110 000,00		110 000,00
LA LIGUE DE L ENSEIGNEMENT DE BRETAGNE	35000	RENNES	ASSOCIATION	120 044,00		120 044,00
LABORATOIRES GOEMAR	35419	SAINT MALO CEDEX	ENTREPRISE	114 088,90		114 088,90
LAFARGE GRANULATS OUEST	44800	ST HERBLAIN	ENTREPRISE		544 850,00	544 850,00
LE BEON MANUFACTURING	56103	LORIENT	ENTREPRISE		276 000,00	276 000,00
LE CARRE MAGIQUE	22300	LANNION	ASSOCIATION	95 000,00		95 000,00
LE COLLECTIF FEDDS BRETAGNE	35000	RENNES	ASSOCIATION	75 000,00		75 000,00
LE FOURNEAU	29200	BREST	ASSOCIATION	225 000,00		225 000,00
LE GROUPE OUEST	29890	PLOUNEOUR TREZ	ASSOCIATION	100 000,00		100 000,00
LE JOLI COLLECTIF	35630	HEDE	ASSOCIATION	81 000,00		81 000,00
LE MOUVEMENT ASSOCIATIF DE BRETAGNE	35000	RENNES	ASSOCIATION	81 035,00		81 035,00
LE TOUR DE BRETAGNE CYCLISTE	22100	LE HINGLE	ASSOCIATION	100 000,00		100 000,00
LES ILES DU PONANT	56400	AURAY	ASSOCIATION	153 858,85		153 858,85
LES PRODUCTIONS VIVEMENT LUNDI	35000	RENNES	ENTREPRISE		270 900,00	270 900,00
LES TOMBEES DE LA NUIT	35000	RENNES	ASSOCIATION	150 000,00		150 000,00
LIGUE DE BRETAGNE DE VOILE	29200	BREST	ASSOCIATION	75 206,56	2 235,54	77 442,10
LIONEL BUANNIC KROUI	56410	ETEL	ASSOCIATION	125 000,00	40 691,80	165 691,80
LP PRIVE JEANNE D ARC	35700	RENNES	ETAB ENSEIGNEMENT	41 745,70	722 626,09	764 371,79

Nom des bénéficiaires			Nature juridique de l'organisme	Montant mandaté en fonctionnement	Montant mandaté en investissement	Montant total du mandatement
LP PRIVE LA SALLE	35700	RENNES	ETAB ENSEIGNEMENT	9 452,50	102 029,91	111 482,41
LP PRIVE LE LIKES	29196	QUIMPER	ETAB ENSEIGNEMENT	78 175,17	817 954,58	896 129,75
LP PRIVE LE PARACLET	29018	QUIMPER CEDEX	ETAB ENSEIGNEMENT	18 936,50	463 231,02	482 167,52
LP PRIVE LE PORSMEUR	29678	MORLAIX CEDEX	ETAB ENSEIGNEMENT	16 776,20	332 007,96	348 784,16
LP PRIVE MARCEL CALLO	35603	REDON	ETAB ENSEIGNEMENT	42 651,11	189 062,92	231 714,03
LP PRIVE MONTBAREIL	22200	GUINGAMP	ETAB ENSEIGNEMENT	11 045,64	1 605 561,54	1 616 607,18
LP PRIVE ND LE MENIMUR	56000	VANNES	ETAB ENSEIGNEMENT	23 803,50	2 960 437,66	2 984 241,16
LP PRIVE ST JOSEPH	29413	LANDERNEAU CEDEX	ETAB ENSEIGNEMENT	23 636,27	826 224,11	849 860,38
LP PRIVE ST MICHEL	56320	LE FAOUET	ETAB ENSEIGNEMENT	9 395,80	90 001,07	99 396,87
LP PRIVE STE JEANNE D ARC	35503	VITRE	ETAB ENSEIGNEMENT	7 648,66	88 020,20	95 668,86
LPEGT SAINT JOSEPH LYCEE KERUSTUM	29101	QUIMPER CEDEX	ETAB ENSEIGNEMENT	21 675,17	388 559,16	410 234,33
LPRIVE JEAN XXIII ST NICOLAS	22800	QUINTIN	ETAB ENSEIGNEMENT	18 398,70	207 140,77	225 539,47
LPRP BAIN PIPRIAC	35470	BAIN-DE-BRETAGNE	ETAB ENSEIGNEMENT	13 593,88	129 448,24	143 042,12
LTP PRIVE JEAN QUEINNEC	56140	MALESTROIT	ETAB ENSEIGNEMENT	10 364,68	138 375,62	148 740,30
LYCEE AGRICOLE ET HORTICOLE KERPLOUZ	56404	AURAY	ETAB ENSEIGNEMENT	14 842,00	188 114,24	202 956,24
LYCEE AGRICOLE PRIVE ANNE DE BRETAGNE	56500	LOCMINE	ETAB ENSEIGNEMENT	20 998,00	65 716,46	86 714,46
LYCEE AGRICOLE PRIVE LA TOUCHE	56801	PLOERMEL	ETAB ENSEIGNEMENT	42 864,50	280 325,17	323 189,67
LYCEE BREST RIVE DROITE JAVOUHEY	29604	BREST	ETAB ENSEIGNEMENT	32 725,03	46 624,95	79 349,98
LYCEE ENS GENETTECHNO PRIVE PAYS VILAINE	56220	SAINT JACUT LES PINS	ETAB ENSEIGNEMENT	33 336,40	1 040 220,50	1 073 556,90
LYCEE ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVE POMMERIT	22450	POMMERIT JAUDY	ETAB ENSEIGNEMENT	51 690,62	447 260,76	498 951,38
LYCEE HORTICOLE PRIVE	22360	LANGUEUX	ETAB ENSEIGNEMENT	10 995,52	150 172,28	161 167,80
LYCEE INST ST MALO PROVIDENCE	35400	SAINT MALO	ETAB ENSEIGNEMENT	41 699,10	136 351,14	178 050,24
LYCEE JEAN BAPTISTE LE TAILLANDIER SITE NOTRE DAME DES MARAIS	35304	FOUGERES CEDEX	ETAB ENSEIGNEMENT	30 414,99	184 370,31	214 785,30
LYCEE LES VERGERS	35120	DOL DE BRETAGNE	ETAB ENSEIGNEMENT	40 656,32	291 192,40	331 848,72
LYCEE POLE SAINT BRIEUC	22005	SAINT BRIEUC	ETAB ENSEIGNEMENT		105 992,68	105 992,68
LYCEE PRIVE ASSOMPTION	35702	RENNES CEDEX 7	ETAB ENSEIGNEMENT	10 923,87	413 801,11	424 724,98
LYCEE PRIVE ESTRAN FENELON	29200	BREST	ETAB ENSEIGNEMENT	6 497,90	224 875,00	231 372,90
LYCEE PRIVE FREDERIC OZANAM	35512	CESSON SEVIGNE CEDEX	ETAB ENSEIGNEMENT	47 769,77	3 055 001,73	3 102 771,50
LYCEE PRIVE LA CROIX ROUGE	29229	BREST CEDEX	ETAB ENSEIGNEMENT	80 943,89	537 392,25	618 336,14
LYCEE PRIVE LE SACRE COEUR	22003	SAINT-BRIEUC	ETAB ENSEIGNEMENT	53 383,05	326 866,18	380 249,23
LYCEE PRIVE ND DE KERBERTRAND	29300	QUIMPERLE	ETAB ENSEIGNEMENT	17 968,00	66 510,29	84 478,29
LYCEE PRIVE ND DU KREISKER ST JEAN BAPTISTE	29250	SAINT-POL-DE-LEON	ETAB ENSEIGNEMENT	52 525,40	1 526 428,68	1 578 954,08
LYCEE PRIVE POLYVALENT LA MENNAIS ST ARMEL	56801	PLOERMEL	ETAB ENSEIGNEMENT	11 895,00	194 850,75	206 745,75
LYCEE PRIVE SAINT JOSEPH	29184	CONCARNEAU CEDEX	ETAB ENSEIGNEMENT	16 999,26	175 456,88	192 456,14
LYCEE PRIVE ST FRANCOIS XAVIER	56000	VANNES	ETAB ENSEIGNEMENT	30 816,70	71 444,31	102 261,01
LYCEE PRIVE ST JOSEPH	22404	LAMBALLE CEDEX	ETAB ENSEIGNEMENT	33 422,46	159 280,40	192 702,86
LYCEE PRIVE ST JOSEPH LA SALLE LORIENT LANESTER	56100	LORIENT	ETAB ENSEIGNEMENT	48 503,00	44 081,50	92 584,50

Nom des bénéficiaires			Nature juridique de l'organisme	Montant mandaté en fonctionnement	Montant mandaté en investissement	Montant total du mandatement
LYCEE PRIVE ST LOUIS	56102	LORIENT	ETAB ENSEIGNEMENT	53 779,80	217 157,04	270 936,84
LYCEE PRIVE ST MARTIN	35706	RENNES CEDEX 7	ETAB ENSEIGNEMENT	12 643,81	230 633,92	243 277,73
LYCEE PRIVE ST SAUVEUR	35603	REDON	ETAB ENSEIGNEMENT	12 625,50	229 879,10	242 504,60
LYCEE PRIVE ST VINCENT	35005	RENNES	ETAB ENSEIGNEMENT	33 307,76	109 984,07	143 291,83
LYCEE PRIVE STE GENEVIEVE	35006	RENNES CEDEX	ETAB ENSEIGNEMENT	2 685,25	349 414,94	352 100,19
LYCEE PRIVE STE THERESE	29196	QUIMPER	ETAB ENSEIGNEMENT	39 968,30	397 594,35	437 562,65
LYCEE PRIVE XAVIER GRALL	22600	LOUDEAC	ETAB ENSEIGNEMENT	11 043,14	127 120,42	138 163,56
LYCEE PROFESSIONNEL ABBE PIERRE	35190	TINTENIAC	ETAB ENSEIGNEMENT	16 464,52	84 123,36	100 587,88
LYCEE RURAL ENSEIGN PROFES LE RESTMEUR	22200	PABU	ETAB ENSEIGNEMENT	17 919,22	72 892,87	90 812,09
LYCEE SAINT JOSEPH	56010	VANNES	ETAB ENSEIGNEMENT	40 424,55	338 694,43	379 118,98
LYCEE ST FRANCOIS NOTRE DAME DE LOURDES	29260	LESNEVEN	ETAB ENSEIGNEMENT	13 246,90	64 775,72	78 022,62
LYCEE ST IVY SAINTE JEANNE D ARC	56306	PONTIVY	ETAB ENSEIGNEMENT	102 108,20	174 415,39	276 523,59
MAISON DU CENTRE SAINT JACQUES	29410	GUICLAN	ASSOCIATION		98 370,40	98 370,40
MAISON FAMILIALE CTRE FORM HORTICOLE	35763	SAINT GREGOIRE CEDEX	ETAB ENSEIGNEMENT	66 086,96	42 248,26	108 335,22
MEDEFI	35600	REDON	ASSOCIATION	88 992,43		88 992,43
MFREO	29190	PLEYBEN	ETAB ENSEIGNEMENT	7 050,00	893 242,99	900 292,99
MFREO	35580	GOVEN	ETAB ENSEIGNEMENT	5 763,20	88 201,22	93 964,42
MFREO	35630	HEDE	ETAB ENSEIGNEMENT	8 155,00	67 916,25	76 071,25
MFREO CFTA DE L ABBAYE	35160	MONTFORT SUR MEU	ETAB ENSEIGNEMENT	9 656,50	135 128,56	144 785,06
MFREO IREO LESNEVEN	29260	LESNEVEN	ETAB ENSEIGNEMENT	40 390,92	395 926,90	436 317,82
MFREO KEROZAR	29600	MORLAIX	ASSOCIATION	9 601,68	296 083,60	305 685,28
MILLE ET UNE FILMS	35000	RENNES	ENTREPRISE		212 500,00	212 500,00
MIS LOC INSERT SOC PROF JEUNES	35600	REDON	ASSOCIATION	130 436,00		130 436,00
MISSION ELECT INFOR TELECOMMUNICAT OUEST	35510	CESSON SEVIGNE	ASSOCIATION	423 550,27		423 550,27
MISSION LOCALE CENTRE OUEST BRETAGNE	22110	ROSTRENEN	ASSOCIATION	111 148,00		111 148,00
MISSION LOCALE DE CENTRE BRETAGNE	56305	PONTIVY	ASSOCIATION	146 172,00		146 172,00
MISSION LOCALE DU BASSIN D EMPLOI DE RENNES	35102	RENNES CEDEX 3	ASSOCIATION	409 012,00		409 012,00
MISSION LOCALE DU PAYS D'AURAY	56400	AURAY	ASSOCIATION	94 972,00		94 972,00
MISSION LOCALE DU PAYS DE BREST	29210	BREST CEDEX 1	ASSOCIATION	325 421,75		325 421,75
MISSION LOCALE DU PAYS DE CORNOUAILLE	29000	QUIMPER	ASSOCIATION	292 434,00		292 434,00
MISSION LOCALE DU PAYS DE DINAN	22100	DINAN	ASSOCIATION	128 471,00		128 471,00
MISSION LOCALE DU PAYS DE FOUGERES	35303	FOUGERES CEDEX	ASSOCIATION	131 133,00		131 133,00
MISSION LOCALE DU PAYS DE MORLAIX	29600	MORLAIX	ASSOCIATION	146 227,00		146 227,00
MISSION LOCALE DU PAYS DE SAINT MALO	35400	SAINT MALO	ASSOCIATION	167 156,00		167 156,00
MISSION LOCALE DU PAYS DE VANNES	56000	VANNES	ASSOCIATION	162 564,00		162 564,00
MISSION LOCALE DU PAYS DE VITRE	35500	VITRE	ASSOCIATION	117 082,00		117 082,00
MISSION LOCALE INSERTION JEUNE	22000	SAINT BRIEUC	ASSOCIATION	220 692,00		220 692,00

Nom des bénéficiaires			Nature juridique de l'organisme	Montant mandaté en fonctionnement	Montant mandaté en investissement	Montant total du mandatement
MISSION LOCALE OUEST COTES D'ARMOR	22301	LANNION	ASSOCIATION	201 598,00		201 598,00
MISSION LOCALE PAYS DE PLOERMEL COEUR DE BRETAGNE	56804	PLOERMEL CEDEX	ASSOCIATION	93 719,00		93 719,00
MULTIPLAST SAS	56000	VANNES	ENTREPRISE	77 697,72		77 697,72
NAUTISME EN BRETAGNE	29200	BREST	ASSOCIATION	313 325,00		313 325,00
NEOVIA	56250	SAINT NOLFF	ENTREPRISE	28 043,75	156 000,00	184 043,75
NKE ELECTRONICS	56700	HENNEBONT	ENTREPRISE	80 116,05		80 116,05
NKE INSTRUMENTATION	56700	HENNEBONT	ENTREPRISE	105 434,10		105 434,10
OBSERVATOIRE REGIONAL DE SANTE BRETAGNE	35042	RENNEX CEDEX	ASSOCIATION	140 000,00		140 000,00
ODCVL COMPTOIR DE PROJETS EDUCATIFS	88007	EPINAL CEDEX	ASSOCIATION		79 869,00	79 869,00
OLMIX	56580	BREHAN	ENTREPRISE	152 633,08		152 633,08
ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE BRETAGNE	35108	RENNES	ASSOCIATION	1 644 000,00		1 644 000,00
OTB OFFICE DE TOURISME DE BRETAGNE	56140	MALESTROIT	ASSOCIATION	155 933,00		155 933,00
PARIS BREST PRODUCTIONS	29200	BREST	ENTREPRISE		83 000,00	83 000,00
PAYS DE FOUGERES MARCHES DE BRETAGNE	35303	FOUGERES	ASSOCIATION	279 803,72		279 803,72
PAYS DES VALLONS DE VILAINE	35580	GUICHEN	ASSOCIATION	164 212,13		164 212,13
PHOTONICS BRETAGNE	22300	LANNION	ASSOCIATION	292 213,50	118 977,00	411 190,50
POLE AGRONOMIQUE DE L'OUEST	35000	RENNES	ASSOCIATION	292 276,59		292 276,59
POLE DE FORMATION LA VILLE DAVY	22120	QUESSOY	ETAB ENSEIGNEMENT	32 518,70	64 322,16	96 840,86
POLE FINISTERE COURSE AU LARGE	29940	LA FORET FOUESNANT	ASSOCIATION	250 000,00		250 000,00
POLE MER BRETAGNE ASSO	29200	BREST	ASSOCIATION	360 964,06		360 964,06
POLYMARIS BIOTECHNOLOGY SAS	29600	MORLAIX	ENTREPRISE	103 947,17		103 947,17
POLYMORPH SOFTWARE	35740	PACE	ENTREPRISE	109 920,30		109 920,30
PRISME	35200	RENNES	ASSOCIATION	203 200,00		203 200,00
PRO CYCLING BREIZH	35170	BRUZ	ENTREPRISE	180 000,00		180 000,00
RADIO KERNE	29710	PLONEIS	ASSOCIATION	76 948,19		76 948,19
REMISE EN JEU	56100	LORIENT	ASSOCIATION	81 500,00		81 500,00
RENNES CITE MEDIA SA	35000	RENNES	ENTREPRISE	381 896,00	245 988,00	627 884,00
RESEAU D EDUCATION A L ENVIRONNEMENT EN BRETAGNE	22200	PLOUISY	ASSOCIATION	98 620,00		98 620,00
RESEAU ENTREPRENDRE BRETAGNE	35016	RENNES CEDEX	ASSOCIATION	81 000,00		81 000,00
RESO SOLIDAIRE POLE DE DEVELOPPEMENT DU PAYS DE RENNES	35000	RENNES	ASSOCIATION	95 000,00		95 000,00
ROCK TYMPANS	35400	SAINT MALO	ASSOCIATION	92 500,00		92 500,00
ROUDOUR	29270	CARHAIX PLOUGUER	SCOOP	147 750,00		147 750,00
SA ACSYSTEME	35700	RENNES	ENTREPRISE	119 295,00		119 295,00
SA D'HLM D'ARMORIQUE	29419	LANDERNEAU CEDEX	ENTREPRISE		97 187,31	97 187,31
SA D'HLM LES FOYERS	35706	RENNES CEDEX	ENTREPRISE		235 200,00	235 200,00
SAEM SODEFI PORT LA FORET	29940	LA FORET FOUESNANT	SAEM		269 968,92	269 968,92
SANDEN MANUFACTURING EUROPE SA	35190	TINTENIAC	SA	94 000,00		94 000,00

Nom des bénéficiaires			Nature juridique de l'organisme	Montant mandaté en fonctionnement	Montant mandaté en investissement	Montant total du mandatement
SAS ARIADNEXT	35700	RENNES	ENTREPRISE	92 408,10		92 408,10
SAS BA SYSTEMES	35310	MORDELLES	SAS	89 916,00		89 916,00
SAS CARDIGEST	35170	BRUZ	ENTREPRISE		133 840,00	133 840,00
SAS CARL ZEISS VISION FRANCE	35304	FOUGERES	ENTREPRISE		78 000,00	78 000,00
SAS DIAFIR	35000	RENNES	ENTREPRISE	90 405,00		90 405,00
SAS DYNAMIXYZ	35700	RENNES	SAS	76 877,59		76 877,59
SAS MIX BUFFET	56380	GUER	SAS		225 000,00	225 000,00
SAS SABELLA	29000	QUIMPER	ENTREPRISE	9 931,85	68 706,85	78 638,70
SAS SIMER LABORATOIRE SCIENCES ET MER	29480	LE RELECQ KERHUON	ENTREPRISE	96 053,40		96 053,40
SATT OUEST VALORISATION SAS	35708	RENNES	SAS	576 396,91		576 396,91
SAUVEGARDE 56	56103	LORIENT CEDEX	ASSOCIATION	158 959,50		158 959,50
SCEA OLLIVIER	29400	LANDIVISIAU	ENTREPRISE		83 382,00	83 382,00
SCI BOIS ORCAN TRAVAUX	75004	PARIS	ENTREPRISE		89 745,00	89 745,00
SEAQC STE EXPLOIT AEROPORT QUIMPER CORNOUAILLE	29700	PLUGUFFAN	SAS	435 000,00		435 000,00
SECURE IC SAS	35510	CESSON SEVIGNE	ENTREPRISE	81 618,90		81 618,90
SESAM BRETAGNE	56100	LORIENT	ASSOCIATION	80 000,00		80 000,00
SILL SA STE INDUSTRIELLE LAITIERE DU LEON	29860	PLOUVIEN	SA	90 240,00		90 240,00
SOCIETE DE LA CRIEE DE BREST	29200	BREST	ENTREPRISE		150 062,99	150 062,99
SOCIETE NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER SNSM	75009	PARIS	ASSOCIATION		192 958,25	192 958,25
SPECIALITES PET FOOD SA	56250	ELVEN	ENTREPRISE	179 173,40		179 173,40
STADE BRESTOIS 29	29220	BREST CEDEX 2	ASSOCIATION		186 961,51	186 961,51
STE DES ELEVEURS DE LA RACE BRETONNE PIE NOIRE	29109	QUIMPER	ASSOCIATION	103 585,31		103 585,31
SYNDICAT DES ELEVEURS DU CHEVAL BRETON	29404	LANDIVISIAU	ASSOCIATION	85 585,00		85 585,00
TALLEC JEAN PIERRE L HERITAGE DU GOUT	29380	BANNALEC	ENTREPRISE	75 490,90		75 490,90
TEAMCAST	35769	SAINT GREGOIRE	ENTREPRISE	136 543,10		136 543,10
TECHNOPOLE DE BREST IROISE ASS	29238	BREST CEDEX 3	ASSOCIATION	262 697,60		262 697,60
TECHNOPOLE QUIMPER CORNOUAILLE	29000	QUIMPER	ASSOCIATION	108 372,40		108 372,40
TELEVISION BRETAGNE OUEST	29200	BREST	ENTREPRISE	241 142,00	157 872,00	399 014,00
TF	56100	LORIENT	ENTREPRISE	150 000,00		150 000,00
THEATRE AR VRO BAGAN	29880	PLOUGUERNEAU	ASSOCIATION	84 652,50		84 652,50
THEATRE DE CORNOUAILLE QUIMPER	29337	QUIMPER CEDEX	ASSOCIATION	90 000,00		90 000,00
THEATRE L ENTRESORT	29204	MORLAIX CEDEX	ASSOCIATION	80 000,00		80 000,00
THEATRE NATIONAL BRETAGNE CTRE EUROPEE	35040	RENNES	ENTREPRISE	400 000,00		400 000,00
TURBOCONCEPT SARL	29280	PLOUZANE	SARL	148 757,00		148 757,00
UNIFORMATION	75560	PARIS	ETAB ENSEIGNEMENT	230 646,66		230 646,66
UROGEC BRETAGNE	35042	RENNES	ASSOCIATION	516 600,00		516 600,00
VALORIAL	35042	RENNES CEDEX	ASSOCIATION	262 500,00		262 500,00

Nom des bénéficiaires			Nature juridique de l'organisme	Montant mandaté en fonctionnement	Montant mandaté en investissement	Montant total du mandatement
VEGENOV BBV	29250	SAINT POL DE LEON	ASSOCIATION	451 705,00	208 000,00	659 705,00
VIPE VANNES	56038	VANNES CEDEX	ASSOCIATION	158 750,00		158 750,00
VOICEBOX TECHNOLOGIES	75008	PARIS	ENTREPRISE	103 963,50		103 963,50
VOXYGEN	22560	PLEUMEUR BODOU	ENTREPRISE	119 229,43		119 229,43
WAITING FOR CINEMA	75005	PARIS	ENTREPRISE		80 000,00	80 000,00
WILD ROSE	22000	SAINT BRIEUC	ASSOCIATION	100 000,00		100 000,00
ZOOPOLE DEVELOPPEMENT	22440	PLOUFRAGAN	ASSOCIATION	299 550,00		299 550,00

D2.2 - SUBVENTIONS VERSEES PAR LA REGION AUX COMMUNES
(article L. 4312-11 du CGCT)

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Acigné	35690	21350001000011	6 483	204142	(13006880) ACIGNE - Installation d'une chaufferie bois plaquettes pour un EHPAD (prise en compte des dépenses à	25 160,00	3,88
					(14000068) RENNES - ACIGNE - LIAISION CYCLABLE ACIGNE THORIGNE	18 000,00	2,78
	Total					43 160,00	6,66
Allaire	56350	21560001600012	3 802	204142	(12010465) ALLAIRE Construction de 3 logements à Allaire - R	6 825,00	1,80
	Total					6 825,00	1,80
Andouillé-Neuville	35250	21350003600016	835	204142	(13009094) ANDOUILLE NEUVILLE-Aménagement de la place des Croisettes (prise en compte des dépenses à partir du 1	181,11	0,22
	Total					181,11	0,22
Argentré-du-Plessis	35370	21350006900017	4 386	65734	(16007770) Soutien financier au projet Célébrons la Bretagne à Argentré du Plessis	1 679,96	0,38
	Total					1 679,96	0,38
Arzano	29300	21290002100016	1 416	204142	(15004933) ARZANO - PPT/PNP - Eglise Saint-Pierre-aux-Liens - Restauration	50 062,49	35,35
					(16004139) ARZANO - PPT/PNP - Prime SOS	10 000,00	7,06
	Total					60 062,49	42,42
Aubigné	35250	21350007700010	482	204142	(14006511) AUBIGNE - PPT/PNP - Eglise Notre-Dame - Restauration (2è phase)	6 634,22	13,76
	Total					6 634,22	13,76
Augan	56800	21560006500019	1 559	204142	(14007181) PLOERMEL - AUGAN - REHABILITATION PRESBYTERE EN MEDIATHEQUE/GARDERIE/CENTRE LOISIRS	67 560,50	43,34
					(14007343) AUGAN - PPT/PNP - Chapelle Sainte-Catherine - Restauration des vitraux et de la verrière	1 514,25	0,97
	Total					69 074,75	44,31
Auray	56400	21560007300013	13 166	204141	(15008157) AURAY - Renouvellement du gradin du Centre Culturel Athéna	40 301,72	3,06
				204142	(11005953) AURAY Aménagement des espaces publics du quartier Gumenen-Goaner (programmation 2011 - convention de	22 761,89	1,73
					(15001676) AURAY - PPT/IMH - Hôtel de Ville - Restauration des façades - Critères 2014	30 712,35	2,33
					(15004751) AURAY - AURAY - ETUDE - AMENAGEMENT SITE HOTEL DIEU	16 710,86	1,27
					(16002209) AURAY - PPT/IMH - Mausolée Cadoudal - Restauration des terrasses (3ème tranche)	5 280,06	0,40
				65734	(15005539) AURAY - Soutien à la production mutualisée au titre des années 2015 et 2016 : Compagnies Gilschamber	2 000,00	0,15
					(15008489) AURAY - Edition 2016 du festival Méliscènes	8 000,00	0,61
					(16004416) AURAY - Soutien à la production mutualisée au titre des années 2016 et 2017 : Compagnies Bakélite, Le	6 000,00	0,46
	Total					131 766,88	10,01
Baguer-Morvan	35120	21350009300017	1 618	204142	(13008908) Baguer-Morvan - POI 2013	52 177,00	32,25
					SAGE DOL - POI 2013 - Extension de la station d'épuration	21 541,02	13,31
	Total					73 718,02	45,56
Bains-sur-Oust	35600	21350013500016	3 513	65734	(15002382) BAINS SUR OUST - Etude de requalification du camping l'Ile aux Pies	579,50	0,16
	Total					579,50	0,16

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Bais	35680	21350014300010	2 196	204142	(15001683) BAIS - PPT/MHC - Eglise Sainte-Marse - Restauration (tranche ferme - phase 1) - Critères 2014	72 058,73	32,81
					(15001685) BAIS - PPT/MHC - Eglise Sainte-Marse - Restauration (tranche ferme - Phase 2) - Critères 2014	26 114,35	11,89
					(15005617) BAIS - PPT/MHC - Eglise Sainte Marse - Restauration 3ème tranche (tranche conditionnelle 1)	50 360,72	22,93
					(16005184) VITRE - BAIS - SALLE DE SPORTS	34 362,00	15,65
	Total					182 895,80	83,29
Baud	56150	21560010700019	6 242	204142	(13004228) PONTIVY - BAUD - POLE CULTUREL	90 541,00	14,51
					(15007417) PONTIVY - BAUD - CREATION POLE CULTUREL QUATRO	162 341,72	26,01
	Total					252 882,72	40,51
Baye	29300	21290005400017	1 182	204142	(14005391) CORNOUAILLE - BAYE - BATIMENT SCOLAIRE	25 200,80	21,32
	Total					25 200,80	21,32
Bazouges-la-Pérouse	35560	21350019200017	1 889	204142	(12005219) BAZOUGES LA PEROUSE - PPT/PNP - Eglise Saint-Pierre Saint-Paul - Restauration (1ère tranche)	10 123,23	5,36
					(14000118) BAZOUGES LA PEROUSE - Eglise Saint-Pierre Saint-Paul - Restauration (tranche conditionnelle 2)	38 327,30	20,29
					(15007658) BAZOUGES LA PEROUSE - PPT/PNP - Eglise Saint-Pierre et Saint-Paul - Restauration (tranche conditionne	13 063,53	6,92
	Total					61 514,06	32,56
Bécherel	35190	21350022600013	764	204141	(15005249) Bécherel - POI-DESH 2015	1 800,00	2,36
	Total					1 800,00	2,36
Belle-Isle-en-Terre	22810	21220005900013	1 103	204142	(13007881) Belle Isle en Terre - POI 2013	470,00	0,43
	Total					470,00	0,43
Belz	56550	21560013100019	3 593	204142	(14007422) BELZ - AAP "Héritages littoraux" / Conservation - Pont de Saint-Cado - Restauration (1ère tranche)	80 000,00	22,27
					(15004764) BELZ - AAP Héritages littoraux/Conservation - Pont de Saint-Cado - Restauration 2ème tranche - Prise	80 000,00	22,27
	Total					160 000,00	44,53
Berric	56230	21560015600016	1 674	204142	(16003377) VANNES - BERRIC - COMMERCES DE PROXIMITE	33 808,85	20,20
	Total					33 808,85	20,20
Bieuzy	56310	21560016400010	775	204142	(10001501) BIEUZY - la réalisation dun éco-quartier Le Mechennec	24 330,87	31,39
	Total					24 330,87	31,39
Bodilis	29400	21290010400010	1 613	204142	(13010411) MORLAIX - BODILIS - POLE ENFANCE	10 000,00	6,20
	Total					10 000,00	6,20
Bohars	29820	21290011200013	3 632	204142	(12004764) BREST - BOHARS - MAISON ENFANCE	10 000,00	2,75
					(13006537) BREST - BOHARS - RESTAURANT SCOLAIRE	50 000,00	13,77
	Total					60 000,00	16,52
Bono	56400	21560262400011	2 195	204142	(13004591) LE BONO - PPT/ISMH - Chapelle de Becquerel - Restauration (1ère tranche)	34 331,79	15,64
					(16006967) VANNES - LE BONO - REHABILITATION DUNE ECOLE DES FILLES EN MEDIATHEQUE	55 000,00	25,06
	Total					89 331,79	40,70
Botmeur	29690	21290013800018	231	204142	(16004140) BOTMEUR - Prime SOS	5 535,51	23,96
	Total					5 535,51	23,96
Brasparts	29190	21290016100010	1 055	204142	(15007879) Brasparts - POI 2015	113 816,26	107,88
	Total					113 816,26	107,88
Brech	56400	21560023000019	6 881	204141	(14002561) BRECH - Chapelle Saint-Guérin - Restauration du retable et de la statuaire -	8 063,47	1,17
					(15006058) BRECH - CRPR/OMC - Chapelle de Saint Quirin - Travaux complémentaires de restauration du retable, de	1 574,21	0,23
				204142	(14006390) BRECH - PPT/MHC - Chapelle Saint-Quirin - Travaux de restauration	3 589,64	0,52
	Total					13 227,32	1,92

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Brest	29222	21290019500018	143 902	204142	(12007396) BREST - BREST - MEDIATHEQUE CAPUCINS - TRAVAUX	1 561 526,40	10,85
					(14005220) BREST - PPT/PNP - Eglise Saint-Martin - Restauration du clocher porche	29 368,39	0,20
					Rejet total Mandat 2016-17513 BJ 3401 du 06/07/2016 : Insuffisance pièces justificatives.	-780 763,20	-5,43
	Total					810 131,59	5,63
Brie	35150	21350041600010	862	204142	(12007373) VITRE - BRIE - ESPACE ENFANCE CLSH	22 257,20	25,82
	Total					22 257,20	25,82
Briec	29510	21290020300010	5 666	204142	(13008858) Briec - POI 2013	4 982,12	0,88
				65734	(14007544) BRIEC DE L ODET - Réalisation d'une étude urbaine au coeur du centre ville (prise en compte des dépen	24 235,00	4,28
	Total					29 217,12	5,16
Brignogan-Plages	29890	21290021100013	766	204142	(14007483) BRIGNOGAN PLAGES-Rénovation d'une salle communale à Brignogan Plages - Lauréat appel à projets bâtime	11 160,00	14,57
					(14007483) BRIGNOGAN PLAGES-Rénovation dune salle communale à Brignogan Plages - Lauréat appel à projets bâtime	2 790,00	3,64
	Total					13 950,00	18,21
Broualan	35120	21350044000010	384	204142	(16002864) BROUALAN - PPT/MHC - Eglise Notre-Dame-de-Toutes-Joies - Restauration du clocher	2 101,84	5,47
	Total					2 101,84	5,47
Bruz	35170	21350047300011	17 154	65734	(14004915) BRUZ - LE GRAND LOGIS - Soutien à la production mutualisée au titre des années 2014 et 2015 : Les Cam	3 752,00	0,22
					(15005403) BRUZ - LE GRAND LOGIS - Soutien à la production mutualisée au titre des années 2015 et 2016 : Le temp	3 138,75	0,18
					(15008570) SOUTIEN FINANCIER AU PROJET FETE DE LA BRETAGNE B	1 334,77	0,08
					(16007772) Soutien financier au projet Fête de la Bretagne Bruz	3 344,28	0,19
	Total					11 569,80	0,67
Caden	56220	21560028900015	1 654	204142	(13001959) CADEN - PPT/PNP - Eglise paroissiale - Restauration de la couverture	2 315,76	1,40
	Total					2 315,76	1,40
Callac	22160	21220025700013	2 319	204142	(12007137) COB - CALLAC - PLAN D'EAU VERTE VALLEE	21 420,40	9,24
					(12007137) COB - CALLAC - PLAN DEAU VERTE VALLEE	35 624,80	15,36
	Total					57 045,20	24,60
Cancale	35260	21350049900016	5 358	204142	(13008909) Cancale - POI 2013	7 800,00	1,46
	Total					7 800,00	1,46
Carhaix-Plouguer	29837	21290024500011	8 028	204141	(15007205) CARHAIX PLOUGUER - CRPR/OMC - Hôtel de Ville - Restauration de la tunique de Papegault	1 279,00	0,16
					(15007224) CARHAIX PLOUGUER - CRPR/OMC - Locomotive à vapeur - Restauration	13 265,88	1,65
	Total					14 544,88	1,81
Cast	29150	21290025200017	1 656	204141	(15005632) CAST - CRPR/OMC - Eglise Saint-Jérôme - Restauration de la croix processionnelle	479,00	0,29
	Total					479,00	0,29
Caulnes	22350	21220032300013	2 582	204143	(15006996) CAULNES - Travaux d aménagement des abords de la halte (Maîtrise d'ouvrage Ville de Caulnes)	8 113,65	3,14
	Total					8 113,65	3,14
Cesson-Sévigné	35510	21350051500019	16 999	65734	(14004818) CESSON SEVIGNE - CENTRE CULTUREL - Soutien à la production mutualisée au titre des années 2014 et 201	2 636,00	0,16
	Total					2 636,00	0,16
Champeaux	35500	21350052300013	499	204142	(13009194) CHAMPEAUX - PPT/MHC - Collégiale - Restauration intérieure (2ème phase)	7 722,00	15,47
					(15006648) CHAMPEAUX - PPT/MHC - Eglise Sainte-Marie-Madeleine (ancienne Collégiale) - Restauration intérieure (	26 612,89	53,33
	Total					34 334,89	68,81
Chanteloup	35150	21350054900018	1 753	204142	(16005272) VALLONS DE VILAINE - CHANTELOUP - ESPACES PUBLICS ET VOIRIE	30 000,00	17,11
	Total					30 000,00	17,11

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Chartres-de-Bretagne	35131	21350066300017	7 527	65734	(15005559) CHARTRES DE BRETAGNE - Soutien à la production mutualisée au titre des années 2015 et 2016 : Matzik,	5 000,00	0,66
					(15009482) CHARTRES DE BRETAGNE - Projet artistique et culturel de la galerie ''Le Carré d'Art'' au titre de l'a	4 000,00	0,53
					(16004473) CHARTRES DE BRETAGNE - Soutien à la production mutualisée au titre des années 2016 et 2017 : Cies Châ	15 000,00	1,99
	Total					24 000,00	3,19
Châteaugiron	35410	21350069700015	7 178	204142	(13000550) CHATEAUGIRON - PPT/MHC - Château - Restauration de la chapelle : choeur et avant-choeur - 2ème phase	28 305,05	3,94
					(13001956) CHATEAUGIRON - PPT/MHC - Château - Restauration de la chapelle (choeur et avant-choeur) : 2ème phase,	12 352,71	1,72
	Total					40 657,76	5,66
Châteaulin	29150	21290026000010	5 774	65734	(13005330) CHATEAULIN - Réalisation d'une étude pour l'aménagement du plateau de la Gare (prise en compte des dé	27 650,00	4,79
	Total					27 650,00	4,79
Châtelaudren	22170	21220038000013	1 036	204142	(15001552) GUINGAMP - CHATELAUDREN - AMENAGEMENT ABORDS PETIT ECHO MODE	40 000,00	38,61
				65734	(16006191) CHATELAUDREN - PPT/Etude de valorisation - Réalisation dune AVAP	5 000,00	4,83
	Total					45 000,00	43,44
Cléden-Poher	29270	21290029400019	1 138	204142	(13000552) CLEDEN POHER - PPT/MHC - Eglise paroissiale - Travaux de restauration du porche nord	4 747,84	4,17
	Total					4 747,84	4,17
Cléguérec	56480	21560041200013	3 015	204141	(14002552) CLEGUEREC - CRPR/OMC - Chapelle de Locmaria - Restauration des statues "Vierge à l'Enfant n°1" et "Vi	518,10	0,17
				204142	(13009151) CLEGUEREC - PPT/ISMH - Chapelle de la Trinité - Restauration (assainissement et maçonnerie)	9 293,68	3,08
	Total					9 811,78	3,25
Clohars-Carnoët	29360	21290031000013	4 237	65734	(16003270) CLOHARS CARNOET-Appel à projets bâtiments performants 2016 - Appel à projets bâtiments performants 20	4 998,00	1,18
	Total					4 998,00	1,18
Coëtmieux	22400	21220044800018	1 704	204142	(16003814) ST-BRIEUC -COETMIEUX - RENOVATION ECOLE DE LA GLANERIE	54 233,98	31,83
	Total					54 233,98	31,83
Coglès	35460	21350083800015	656	204142	(15007745) COGLES - PPT/PNP - Eglise Saint-Jean - Restauration du clocheton - Travaux d'urgence	12 160,55	18,54
	Total					12 160,55	18,54
Combourg	35270	21350085300014	5 895	204142	(15000026) COMBOURG - Modernisation camping du Vieux Châtel	20 488,00	3,48
					(15003956) COMBOURG - PPT/PNP - Eglise Notre-Dame - Restauration (tranche ferme)	15 042,06	2,55
					(15004776) COMBOURG - PPT/PNP - Eglise Notre Dame - Restauration des toitures (tranche 2) - Prise en compte des	19 711,52	3,34
					(16003193) COMBOURG - PPT/PNP - Eglise Notre-Dame - Restauration des toitures (tranche conditionnelle 2)	2 515,26	0,43
				65734	(14007431) COMBOURG - Réalisation d'une étude pour l'aménagement du centre ville (prise en compte des dépenses à	10 000,00	1,70
	Total					67 756,84	11,49
Combrit	29120	21290037700012	3 853	204142	(14001612) COMBRIT - PPT/PNP - Chapelle de Sainte-Marine - Restauration	8 075,47	2,10
					(16002372) COMBRIT Ste Marine- Modernisation et mise aux normes acessibilité du centre nautique de Combrit Ste M	40 000,00	10,38
				65734	(16007777) Soutien financier au projet de la Fête de la Bretagne à Combrit Sainte-Marine	4 590,05	1,19
	Total					52 665,52	13,67
Commana	29450	21290038500015	1 161	204142	(16002316) COMMANA - PPT/MHC - Ossuaire - Restauration	2 054,47	1,77
	Total					2 054,47	1,77
Concoret	56430	21560043800018	762	204142	(15006713) PPT/CPRB - CONCORET - changement des menuiseries de l'école du Taureau Bleu située au 1 Rue Renan Le	1 347,32	1,77
	Total					1 347,32	1,77
Coray	29370	21290041900012	1 922	204142	(14000735) COB - CORAY - EXTENSION ECOLE	43 680,00	22,73
	Total					43 680,00	22,73
Corps-Nuds	35150	21350088700103	3 162	204142	(14006638) CORPS NUDS - Réalisation dune maison de lenfance à Corps Nuds (prise en compte des dépenses à parti	77 439,36	24,49
	Total					77 439,36	24,49

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Crozon	29160	21290042700015	7 971	204142	(12004151) BREST - CROZON - STATION TOURISTIQUE MORGAT	424 000,00	53,19
	Total					424 000,00	53,19
Cruguel	56420	21560051100012	633	65734	(13010692) CRUGUEL - Réalisation d'une étude pour l'élaboration d'un plan de développement urbain (prise en comp	8 325,00	13,15
	Total					8 325,00	13,15
Damgan	56750	21560052900014	1 672	65734	(15006057) DAMGAN - Etude de faisabilité Villa Sainte-Anne	3 398,00	2,03
	Total					3 398,00	2,03
Dinan	22104	21220050500015	11 257	204141	(12000873) DINAN - PPT/Trav. valorisation - signalétique d'interet local dans la ville	50 000,00	4,44
					(15005251) Dinan - POI-DESH 2015	4 361,70	0,39
				204142	(11000206) DINAN - PPT/MHC - Basilique Saint-Sauveur - Restaur. toiture et meneaux baies choeur	10 404,51	0,92
					(14000267) DINAN - PPT/MHC - Chapelle Ste-Catherine ancien couvent Dominicaines - Restauration peintures des voû	6 858,87	0,61
					(15000379) DINAN - PPT/MHC - Château - Restauration des courtines et remplacmt linteau porte d'accès tour de Coë	15 089,01	1,34
					(15008189) DINAN - PPT/MHC - Remparts de la Rue du Général de Gaulle à Dinan (22) - Restauration (tranche 1)	62 684,36	5,57
					(15008192) DINAN - PPT/MHC - Remparts de la Rue du Général de Gaulle à Dinan (22) - Restauration (tranche 2 - ph	54 632,00	4,85
					(16002328) DINAN - PPT/MHC - Château - Restauration de la Tour de Coëtquen (TC 1 et TC 2)	18 709,71	1,66
					(16004808) COMMUNE DE DINAN - PPT/MHC - Prime SOS	10 000,00	0,89
				65734	(16003205) COMMUNE DE DINAN - Organisation dune exposition de valorisation Inventaire Rance Côte dEmeraude	5 912,06	0,53
	Total					238 652,22	21,20
Dinard	35800	21350093700015	10 729	65734	(15009122) DINARD - Edition 2016 du festival international de musique classique	5 000,00	0,47
					(16004788) DINARD (35) - Expo dessins pour la paix	3 000,00	0,28
	Total					8 000,00	0,75
Dinéault	29150	21290044300012	1 822	204142	(13006538) CORNOUAILLE - DINEAULT - GROUPE SCOLAIRE	20 000,00	10,98
	Total					20 000,00	10,98
Dol-de-Bretagne	35120	21350095200014	5 659	65734	(15009110) DOL DE BRETAGNE_mise en oeuvre projet cheval territorial	3 472,00	0,61
	Total					3 472,00	0,61
Domalain	35680	21350097800043	1 984	204142	(13004465) DOMALAIN - CRPR/ISMH - Eglise Saint-Melaine - Restauration (4ème tranche)	4 329,68	2,18
					(14006391) DOMALAIN - CRPR/IMH - Eglise Saint-Melaine - Restauration (travaux complémentaires à la 4ème tranche	213,89	0,11
	Total					4 543,57	2,29
Douarnenez	29100	21290046800019	15 333	204141	(14003064) DOUARNENEZ - CRPR/OMI - Eglise Saint-Jacques de Pouldavid - Conservation des statues de Sainte-Anne e	1 227,50	0,08
				204142	(14007013) DOUARNENEZ - PPT/MHC - Eglise Saint-Herlé de Ploaré - Restauration (TC 1)	51 221,35	3,34
					(15005055) DOUARNENEZ - Maison de maître de l'Île Tristan - Restauration - Prise en compte des travaux à dater d	22 709,60	1,48
					(15005055) DOUARNENEZ - Maison de maître de Île Tristan - Restauration - Prise en compte des travaux à dater d	32 500,57	2,12
					(16006527) DOUARNENEZ - Création dun centre nautique à Douarnenez - Dépenses éligibles au 02/09/2016	40 000,00	2,61
	Total					147 659,02	9,63
Drouges	35130	21350102600016	563	204141	(12003587) DROUGES - CRPR/OMC - Eglise Saint Pierre - Restauration des retables et de leurs toiles peintes (3ème	1 272,00	2,26
	Total					1 272,00	2,26
Elven	56250	21560053700017	5 689	204142	(16005363) VANNES - ELVEN - SALLE MULTISPORTS	87 000,00	15,29
	Total					87 000,00	15,29
Erquy	22430	21220054700017	3 973	65734	(16002531) ERQUY (22) - 14ème Landes et Bruyères 2016	1 000,00	0,25
					(16002617) Erquy - Réalisation du diagnostic ORATEL du camping municipal le Guen à Erquy	1 250,00	0,31
					(16002618) Erquy - Réalisation dun diagnostic ORATEL du camping municipal St Michel	1 250,00	0,31
	Total					3 500,00	0,88

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Évriguet	56490	21560056000019	178	204142	(15006300) EVRIGUET - PPT/PNP - Eglise Saint-Méen - Restauration du clocher	4 303,46	24,18
	Total					4 303,46	24,18
Fouesnant	29170	21290058300015	9 610	204142	(15007278) Fouësnant - POI 2015	6 125,25	0,64
				65734	(16004569) FOUESNANT - LARCHIPEL - Soutien à la production mutualisée au titre des années 2016 et 2017 : Groupe	15 000,00	1,56
	Total					21 125,25	2,20
Fougères	35301	21350115800017	20 907	204142	(12007325) FOUGERES Aménagement des espaces publics du nord du quartier à Fougères - programmation 2012 - conven	23 712,43	1,13
					(12007327) FOUGERES Requalification et extension du centre social du quartier de Fougères - programmation 2012 -	984,09	0,05
				65734	(16005916) FOUGERES - Etude de valorisation - Réalisation dune étude daire de mise en valeur de larchitecture	5 000,00	0,24
	Total					29 696,52	1,42
Fréhel	22240	21220179200018	1 665	204141	(16003141) Fréhel_POI-DESH 2016	4 500,00	2,70
	Total					4 500,00	2,70
Garlan	29610	21290059100018	1 041	204142	(15007626) Garlan - POI 2015	110 000,00	105,67
	Total					110 000,00	105,67
Glomel	22110	21220061200019	1 462	204142	(14003513) GLOMEL - PPT/IMH - Eglise Saint-Germain - Restauration du clocher (tranche 1)	24 986,62	17,09
					(14003519) GLOMEL - PPT/IMH - Eglise Saint-Germain - Restauration du clocher (tranche 2)	26 510,03	18,13
	Total					51 496,65	35,22
Gommenec'h	22290	21220063800014	560	204142	(15007438) GOMMENECH (22) - Réhabilitation lavoir	2 500,00	4,46
	Total					2 500,00	4,46
Grand-Champ	56390	21560067700011	5 248	204142	(16006694) GRAND CHAMP - PPT/PNP - Eglise Saint-Tugdual - Restauration des encadrements de fenêtres et reprise d	2 287,50	0,44
	Total					2 287,50	0,44
Groix	56590	21560069300018	2 296	204142	(12009537) 12009537-ILE DE GROIX-Port Tudy - Installation d'un ponton de pêche (dépenses éligibles à compter du	33 496,00	14,59
					(15004522) ILES DU PONANT - GROIX - STRUCTURE MULTI SPORTS	8 000,00	3,48
				65734	(14007176) APPEL A PROJET TOURISME 4 SAISONS - ILE DE GROIX - Offre touristique hors saison	12 500,00	5,44
	Total					53 996,00	23,52
Guégon	56120	21560070100019	2 395	204142	(16002214) GUEGON - PPT/MHC - Eglise Saint-Pierre et Saint-Paul - Travaux de maçonnerie, couverture et métalleri	1 446,58	0,60
	Total					1 446,58	0,60
Guilers	29820	21290069000018	7 889	204142	(16002701) BREST - GUILERS - ECOLE KERGOMARD	60 034,83	7,61
	Total					60 034,83	7,61
Guillac	56800	21560079200018	1 433	65734	(14002267) GUILLAC - Réalisation d'un plan de développement urbain (prise en compte des dépenses à partir du 12	11 635,00	8,12
	Total					11 635,00	8,12
Guilliers	56490	21560080000019	1 591	204142	(15001707) GUILLIERS - PPT/PNP - Eglise Saint-Pierre Saint-Paul - Restauration de la toiture - Critères 2014	9 136,40	5,74
	Total					9 136,40	5,74
Guilligomarc'h	29300	21290071600011	747	204142	(14007504) GUILLIGOMARC H - Installation dune chaufferie bois granulés pour la mairie et 4 logements (prise en	8 267,00	11,07
	Total					8 267,00	11,07
Guimaëc	29620	21290073200075	986	204142	(14006641) GUIMAEC Rénovation de la salle des fêtes "Ar Nor Digor" et création de deux logements sociaux (prise	25 989,21	26,36
	Total					25 989,21	26,36
Guingamp	22205	21220070300016	8 088	65734	(16004144) GUINGAMP - PPT/Etude de valorisation - Réalisation d'une AVAP	5 000,00	0,62
					(16004795) GUINGAMP THEATRE DU CHAMP AU ROY - Soutien à la production mutualisée pour 2016 et 2017 : Compagnies	11 856,75	1,47
	Total					16 856,75	2,08
Guiscriff	56560	21560081800011	2 435	204141	(15005730) Guiscriff - Matériel de désherbage	5 400,00	2,22
				204142	(15003465) GUISCRIFF - CRPR/IMH - Eglise Saint-Pierre-Saint-Paul - Restauration de la toiture et du clocher	1 520,52	0,62
	Total					6 920,52	2,84

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Hédé-Bazouges	35630	21350130700010	2 130	204142	(15007665) HEDE-BAZOUGES - PPT/IMH - Vieux château et mur des Roquets - Travaux de mise en sécurité et de confor	4 019,59	1,89
	Total					4 019,59	1,89
Hennebont	56704	21560083400018	16 189	204142	(12003168) HENNEBONT - PPT/MHC - Remparts - Restauration du Front Ouest de l'Enceinte Urbaine et de la Tour Ros	14 115,32	0,87
					(14005472) HENNEBONT - PPT/MHC - Basilique Notre-Dame-de-Paradis - Restauration (tranche 3/3)	67 000,00	4,14
					(15007697) HENNEBONT - PPT/MHC - Remparts - Restauration du front Ouest de l'enceinte urbaine et de la tour Ros	31 432,25	1,94
				65734	(15009112) HENNEBONT_Mise en oeuvre projet cheval territorial	2 556,00	0,16
					(15009492) HENNEBONT - Projet artistique et culturel de la galerie-artothèque Pierre Tal-Coat au titre de l'anné	8 000,00	0,49
					(16002530) HENNEBONT - Etude de valorisation - Réalisation d'une étude d'aire de mise en valeur de l'architectur	5 000,00	0,31
	Total					128 103,57	7,91
Hénon	22150	21220079400015	2 242	204142	(11009743) Hénon - Station épuration	1 474,28	0,66
	Total					1 474,28	0,66
Hoedic	56170	21560085900015	124	204142	(12009440) ILES DU PONANT - HOEDIC - CREATION CAMPING	4 446,21	35,86
					(16003209) AURAY - HOEDIC - ETUDE AMENAGEMENT ZONE PORTUAIRE	3 870,00	31,21
				65734	(16001945) ILE D HOEDIC - Mise en oeuvre d'actions favorisant le développement des activités halieutiques et l'a	24 000,00	193,55
	Total					32 316,21	260,61
Île-aux-Moines	56780	21560087500011	630	204142	(14000884) ILES DU PONANT - ILE AUX MOINES - CONSTRUCTION 6 LOGEMENTS (2 T3 et 4 T4) Res Vieux Mouli	100 000,00	158,73
	Total					100 000,00	158,73
Île-d'Houat	56170	21560086700018	257	204142	HOUAT - 4 LOGEMENT SOCIAUX	23 261,15	90,51
	Total					23 261,15	90,51
Île-de-Batz	29253	21290082300015	520	204142	(15009311) ILES DU PONANT - ILE DE BATZ - LOGEMENT LOCATIF JEUNES ACTIFS	22 471,81	43,22
					(16005901) ILE DE BATZ - PPT/MHC - Ruines de la chapelle Sainte-Anne - Restauration	6 240,54	12,00
	Total					28 712,35	55,22
Île-de-Sein	29990	21290083100018	208	204142	(14002381) ILES DU PONANT - ILE DE SEIN - MUSEE ABRI DU MARIN	13 779,46	66,25
					(15008100) ILE DE SEIN - AAP Héritages littoraux / Conservation - Abri du Marin IMH - Restauration - phase 1	24 943,25	119,92
					(15008991) ILES DU PONANT - ILE DE SEIN - SALLE MULTIFONCTIONS ET LOGEMENT	26 347,61	126,67
					(16001589) CORNOUAILLE - ILE DE SEIN - SALLE MULTIFONCTIONS ET LOGEMENT	17 564,86	84,45
	Total					82 635,18	397,28
Inzinzac-Lochrist	56650	21560090900018	6 386	65734	(15006193) INZINZAC LOCHRIST - Soutien à la production mutualisée pour 2015 et 2016 : Compagnies Le Ptit Cirk,	4 471,75	0,70
					(16004415) INZINZAC LOCHRIST - Soutien à la production mutualisée au titre des années 2016/2017 : Insolite Compa	13 863,00	2,17
	Total					18 334,75	2,87
Janzé	35150	21350136400011	8 422	204141	(16003127) Janzé_POI-DESH 2016	4 800,00	0,57
				65734	(16003561) VITRE - JANZE - EQUIPEMENT NUMERIQUE ECOLE	3 584,40	0,43
	Total					8 384,40	1,00
Josselin	56120	21560091700011	2 607	204142	(13000569) JOSSELIN - PCC - Enfouissement des réseaux aériens Rue Lucien Briend	3 730,83	1,43
	Total					3 730,83	1,43
Kergrist	56300	21560093300018	682	204142	(15006481) KERGRIST - PPT/PNP - Eglise Saint-Pierre-Saint-Paul - Restauration de la toiture et de la charpente	43 549,83	63,86
					(16005888) KERGRIST - PPT/PNP - Prime Skoaz ouzh Skoaz reliée à lopération 15006481 votée le 01/10/2015 concer	10 000,00	14,66
	Total					53 549,83	78,52
Kergrist-Moëlou	22110	21220087700018	671	204142	(14005571) KERGRIST MOELOU - PPT/CPRB - Effacement des réseaux aériens - Rue Etienne Le Meur	3 271,81	4,88
	Total					3 271,81	4,88
La Chapelle-Bouëxic	35330	21350057200010	1 353	204142	(12002649) LA CHAPELLE BOUEXIC - Aménagement de l'éco-village du Pont-es-Frères (prise en compte des dépenses à	8 126,61	6,01
	Total					8 126,61	6,01

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
La Forêt-Fouesnant	29940	21290057500011	3 396	204142	(15007559) La Forêt-Fouesnant - POI 2015	6 002,00	1,77
	Total					6 002,00	1,77
La Guerche-de-Bretagne	35130	21350125700017	4 448	204142	(12009826) LA GUERCHE DE BRETAGNE - Réhabilitation du jardin public et de la motte féodale (prise en compte des	100 000,00	22,48
					(13008839) VITRE - LA GUERCHE DE BGNE - ECOLE MATERNELLE DELAUNAY	5 900,00	1,33
					(15007693) COMMUNE DE LA GUERCHE DE BRETAGNE - PPT/MHC - Basilique Notre-Dame - Restauration et protection des v	4 193,81	0,94
	Total					110 093,81	24,75
La Roche-Derrien	22450	21220264200014	1 014	204141	(16006264) La Roche-Derrien_POI-DESH 2016	3 600,00	3,55
	Total					3 600,00	3,55
La Roche-Maurice	29800	21290237300019	1 967	204141	(16006271) La Roche Maurice_POI-DESH 2016	648,00	0,33
				204142	(14007063) LA ROCHE MAURICE - PPT/MHC - Eglise St-Yves - Restaurat° toitures (charpentes et couvertures nef et b	2 467,20	1,25
					(16002321) LA ROCHE MAURICE - PPT/MHC - Eglise Saint-Yves - Restauration des toitures - phase 3 : charpentes et	30 009,60	15,26
	Total					33 124,80	16,84
La Vicomté-sur-Rance	22690	21220385500011	1 022	204142	(15008709) DINAN - VICOMTE S/RANCE - RESTRUCTURATION ECOLE COMMUNALE	47 878,00	46,85
	Total					47 878,00	46,85
Lamballe	22400	21220093500014	12 788	204141	(13004509) LAMBALLE - CRPR/OMC-OMI - Eglise Saint-Martin - Restauration de 2 statues de la Vierge à lEnfant (te	759,00	0,06
				204142	(12007191) ST-BRIEUC - LAMBALLE - LIAISONS CENTRE VILLE/GARE FERROVIAIRE	2 783,39	0,22
	Total					3 542,39	0,28
Lampaul-Guimiliau	29400	21290097100103	2 121	204141	(12009726) LAMPAUL GUIMILIAU - CRPR/OMC - Eglise Notre-Dame - Restauration du retable de la Passion (nord)	10 737,00	5,06
	Total					10 737,00	5,06
Lancieux	22770	21220094300018	1 566	204142	(15008008) Lancieux - Modernisation du centre d'hébergement le Frémur à Lancieux - Dépenses éligibles au25/09/20	69 889,20	44,63
	Total					69 889,20	44,63
Landerneau	29207	21290103700011	15 897	204142	(14000881) BREST - LANDERNEAU - ESPACE SPORTIF	58 609,19	3,69
					(15001570) LANDERNEAU - PPT/PNP - Eglise Saint-Houardon - Restauration des vitraux	7 803,62	0,49
					(15003382) BREST - LANDERNEAU - GALERIE EXPO ART CONTEMPORAIN	60 413,00	3,80
					(15005073) BREST - LANDERNEAU - TRAVAUX ABORDS LOGEMENTS QUARTIER VOAS GLAZ	72 605,00	4,57
	Total					199 430,81	12,55
Landévant	56690	21560097400012	3 453	204142	(15002917) LANDEVANT - PPT/IMH - Chapelle de Locmaria - Travaux de restauration (4ème tranche)	9 169,85	2,66
	Total					9 169,85	2,66
Landudec	29710	21290108600018	1 387	204142	(13003660) CORNOUAILLE - LANDUDEC - MAISON DE L ENFANCE ET BIBLIOTHEQUE	20 000,00	14,42
	Total					20 000,00	14,42
Lanester	56601	21560098200262	22 675	204142	(12007227) LORIENT - LANESTER - ESPACE CULTUREL ET DE LOISIRS	611 534,44	26,97
					(13007664) LANESTER	2 500,00	0,11
	Total					614 034,44	27,08
Lanfains	22800	21220099200015	1 080	204142	(16007354) ST-BRIEUC - LANFAINS - ESPACE MULTI ACCUEIL	50 000,00	46,30
	Total					50 000,00	46,30
Langast	22150	21220100800019	653	204141	(15007553) LANGAST - POI 2015	1 200,00	1,84
				204142	(13006637) LANGAST - PPT/MHC - Chapelle Saint-Jean - Restauration (2ème tranche)	1 263,90	1,94
					(15002882) LANGAST - PPT/MHC - Chapelle Saint-Jean - Restauration (3ème tranche)	20 867,97	31,96
	Total					23 331,87	35,73
Langon	35660	21350145500017	1 468	204142	(11000213) LANGON - PPT/ISMH - Eglise Saint Pierre et Saint Paul - Restauration (2ème phase) - Critères 2010	16 673,46	11,36
	Total					16 673,46	11,36

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Langonnet	56630	21560100600012	1 945	204141	(12000788) LANGONNET - CRPR/OMI - Chapelle de la Madeleine - Restauration de la table de communion	1 103,70	0,57
					(12008685) Langonnet-Matériel de désherbage	2 320,00	1,19
				204142	(14001604) LANGONNET - Aménagement de la Place Morvan (prise en compte des dépenses à partir du 14 octobre 2013)	16 344,49	8,40
					(14007025) LANGONNET - PPT/MHC - Eglise de la Trinité - Restauration (tranche ferme)	7 317,16	3,76
	Total					27 085,35	13,93
Langouet	35630	21350146300011	589	204142	(12009828) LANGOUET - Renouvellement urbain de la rue des Chênes (prise en compte des dépenses à partir du 15 oc	3 542,33	6,01
	Total					3 542,33	6,01
Lanloup	22580	21220109900018	271	204141	(15006095) LANLOUP - CRPR/OMI - Eglise paroissiale - Restauration de la statue de la Vierge à l'Enfant	584,00	2,15
					(16002518) LANLOUP - CRPR/OMC - Eglise paroissiale - Restauration du tableau "La crucifixion et les donateurs"	293,20	1,08
	Total					877,20	3,24
Lanmérin	22300	21220110700019	541	204141	(15008755) LANMERIN (22) - Achat drapeau anciens combattants	150,00	0,28
					(16002504) LANMERIN - CRPR/OMI - Eglise Saint-Nérin - Conservation d'OMI	841,60	1,56
	Total					991,60	1,83
Lanmeur	29620	21290113600011	2 264	204142	(13009629) LANMEUR-Aménagement des espaces publics du quartier de Scoën (prise en compte des dépenses à partir d	18 309,37	8,09
	Total					18 309,37	8,09
Lannédern	29190	21290115100010	327	204142	(14002584) LANNEDERN - PPT/Valorisation - Maisons de bourg - Restauration en vue de laménagement dun point inf	18 207,20	55,68
					(14002593) LANNEDERN - PPT/Valorisation - Maisons de bourg Ty-Coz-Le Bon et Cloarec - Restauration en vue de la	26 289,57	80,40
	Total					44 496,77	136,08
Lannilis	29870	21290117700015	5 488	204142	(10001347) LANNILIS - l'aménagement de la vallée verte	56 953,54	10,38
					(13008925) Lannilis - POI 2013	69 328,98	12,63
	Total					126 282,52	23,01
Lannion	22300	21220113100019	20 300	204142	(07009936) Travaux daménagement despaces publics rue de la Bienfaisance (phases 1 et 2) - et acquisition de la	51 179,02	2,52
					(12001392) LANNION - PPT/MHC - Eglise St-Jean du Baly - Restauration charpentes couvertures et décors peints tr.	664,21	0,03
					(12009722) LANNION Aménagements des espaces publics sur le site de Ker Uhel de Lannion (convention Ville Moyenne	398 195,93	19,62
					(13006764) TREGOR-GOELO - LANNION - GROUPE SCOLAIRE KROAS HENT	79 428,80	3,91
				65734	(15005194) Lannion - Etude préalable milieux aquatiques 2015	4 400,00	0,22
					(15006305) BV Léguer - Prog. 2015	16 829,72	0,83
	Total					550 697,68	27,13
Lanrodec	22170	21220116400010	1 300	204142	(16001994) GUINGAMP - LANRODEC - CREATION GARDERIE PR POLE SERVICES CENTRE BOURG	9 956,00	7,66
	Total					9 956,00	7,66
Lanvallay	22100	21220118000016	3 965	204142	(15001845) DINAN - LANVALLAY - POLE SPORTIF	60 000,00	15,13
	Total					60 000,00	15,13
Larmor-Baden	56790	21560106300013	897	204141	(15009113) ARMOR BADEN_Mise en oeuvre projet cheval territorial	8 000,00	8,92
	Total					8 000,00	8,92
Lassy	35580	21350149700019	1 470	204142	(15007847) VALLONS - LASSY - POLE INTERGENERATIONNEL	21 000,00	14,29
	Total					21 000,00	14,29
Lauzach	56190	21560109700011	1 016	204142	(14006660) LAUZACH - Construction dune mairie (prise en compte des dépenses à partir du 15 octobre 2012)	100 000,00	98,43
	Total					100 000,00	98,43
Le Cloître-Pleyben	29190	21290033600018	591	204142	(12009549) Le Cloître-Pleyben - POI 2012	619,50	1,05
	Total					619,50	1,05
Le Conquet	29217	21290040100010	2 780	204142	(15007208) LE CONQUET - PPT/IMH - Eglise Sainte-Croix - Restauration (tranche 1)	18 683,47	6,72
	Total					18 683,47	6,72

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Le Croisty	56540	21560048700015	764	204141	(14003409) LE CROISTY - CRPR/OMC - Eglise Saint-Jean-Baptiste - Restauration du vitrail majeur (baie 0)	8 061,83	10,55
	Total					8 061,83	10,55
Le Faou	29580	21290053400018	1 793	204141	(15007555) Le Faou - POI 2015	2 400,00	1,34
				65734	(16002350) LE FAOU - PPT/Etude de valorisation - Réalisation d'une AVAP	4 324,50	2,41
	Total					6 724,50	3,75
Le Faouët	56320	21560057800011	2 896	204142	(13008078) LE FAOUET - PPT/MHC - Chapelle Sainte-Barbe - Restauration de la Maison des Gardiens et des abords (t	5 703,70	1,97
					(14000127) LE FAOUET - PPT/MHC - Chapelle Saint-Sébastien - Travaux de maçonnerie, menuiserie et couverture	6 679,92	2,31
					(14003447) LE FAOUET - PPT/MHC - Chapelle Sainte-Barbe - Restauration de la Maison des Gardiens et des abords (t	15 175,50	5,24
					(15002021) LE FAOUET - PPT/IMH - Couvent des Ursulines - Restauration des vitraux et travaux daccompagnement (m	6 719,41	2,32
					(16006162) COB - LE FAOUET - CANTINE	63 445,00	21,91
				65734	(16002583) LE FAOUET (56) - Expo temporaire 2016	9 000,00	3,11
	Total					106 723,53	36,85
Le Ferré	35420	21350111700013	727	65734	(14003550) LE FERRE - Réalisation dune étude préalable pour des travaux daménagement despaces publics dans le	7 987,70	10,99
	Total					7 987,70	10,99
Le Guerno	56190	21560077600011	920	204142	(13009122) LE GUERNO - PPT/MHC - Eglise paroissiale - Restauration de la couverture et du clocher	5 051,24	5,49
	Total					5 051,24	5,49
Le Palais	56360	21560152700017	2 653	204142	(14005497) LE PALAIS - AAP Héritages littoraux / Conservation de l'aiguade de la Belle-Fontaine (4ème tranche /	9 239,84	3,48
	Total					9 239,84	3,48
Le Quillio	22460	21220260000012	559	204142	(15007207) LE QUILLIO - PPT/MHC - Eglise Notre-Dame - Restauration	3 763,99	6,73
	Total					3 763,99	6,73
Le Quiou	22630	21220263400011	345	204142	(14005298) LE QUIOU - CRPR/PNP - Eglise paroissiale - Restauration des vitraux	6 272,81	18,18
	Total					6 272,81	18,18
Le Rheu	35650	21350240400014	8 093	204142	15008488 - Le Rheu - Création d'une aire d'athlétisme	118 503,60	14,64
	Total					118 503,60	14,64
Le Sel-de-Bretagne	35320	21350322000013	961	204142	(16001597) VALLONS - LE SEL DE BRETAGNE - CENTRE BOURG	80 000,00	83,25
	Total					80 000,00	83,25
Le Trévoux	29380	21290300900018	1 564	204142	(14007521) LE TREVOUX - Installation dun réseau de chaleur alimenté par une chaufferie bois plaquettes pour le	4 467,60	2,86
	Total					4 467,60	2,86
Le Vivier-sur-Mer	35960	21350361800018	1 054	204141	(15006342) LE VIVIER SUR MER - CRPR/OMI - Eglise Saint Nicolas - Restauration des 3 retables	15 842,04	15,03
	Total					15 842,04	15,03
Léhon	22100	21220123000019	3 178	65734	(14007513) LEHON - Réalisation dune étude pour la redynamisation du centre bourg (prise en compte à partir du 7	15 000,00	4,72
	Total					15 000,00	4,72
Lennon	29190	21290123500011	841	204142	(15002828) COB - LENNON - ECOLE PUBLIQUE	42 000,00	49,94
	Total					42 000,00	49,94
Les Champs-Géraux	22630	21220035600013	1 070	204142	(14002156) DINAN - LES CHAMPS GERAUX - LOCAUX SCOLAIRES	81 073,00	75,77
	Total					81 073,00	75,77
Lesneven	29260	21290124300015	7 640	204142	(13002067) LESNEVEN - Aménagement de la coulée verte (prise en compte des dépenses à partir du 15 octobre 2012)	97 667,94	12,78
	Total					97 667,94	12,78
Lézardrieux	22740	21220127100013	1 646	204141	(16003123) Lézardrieux_POI-DESH 2016	3 300,00	2,00
				204142	(14007156) Lézardrieux -POI 2014	22 460,79	13,65
	Total					25 760,79	15,65

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Lizio	56460	21560112100019	757	204142	(13000581) LIZIO - PPT/PNP - Eglise Notre-Dame-du-Lys - Restauration (2ème tranche)	3 017,29	3,99
					(14002573) LIZIO - PPT/PNP - Eglise Notre-Dame du Lys - Restauration (2è tranche - Travaux complémentaires)	12 094,27	15,98
					(15003936) LIZIO - Extension de l'insectarium	8 035,20	10,61
	Total					23 146,76	30,58
Locmalo	56160	21560113900011	917	204142	(15005266) COB - LOCMALO - CONSTRUCTION ECOLE	135 984,00	148,29
	Total					135 984,00	148,29
Locmaria-Grand-Champ	56390	21560115400010	1 525	204142	(13006332) VANNES - LOCMARIA GD CHAMP - HALLE COMMERCIALE	7 289,34	4,78
	Total					7 289,34	4,78
Locmaria-Plouzané	29280	21290130000013	4 983	204142	(12007229) BREST - LOCMARIA PLOUZANE - CUISINE DE L ECOLE KERISCOUALC H	11 296,54	2,27
	Total					11 296,54	2,27
Locminé	56500	21560117000016	4 419	204142	(15003610) LOCMINE - Equipement 2015 - Réalisation terrain synthétique	91 950,00	20,81
	Total					91 950,00	20,81
Locquénolé	29670	21290132600018	866	204142	(12002837) LOCQUENOLE - PPT/MHC - Eglise St-Guénolé - restauration de la sacristie	3 053,15	3,53
					(16002313) LOCQUENOLE - PPT/MHC - Eglise Saint-Guénolé - Restauration des transepts et du chevet (TF et TC)	29 361,33	33,90
	Total					32 414,48	37,43
Locquirec	29241	21290133400012	1 452	204141	(12003687) LOCQUIREC - CRPR/OMC - Eglise St-Jacques - Restauration de la voûte lambrissée	49 445,49	34,05
				204142	(16002339) LOCQUIREC - PPT/PNP - Prime SOS	10 000,00	6,89
	Total					59 445,49	40,94
Locronan	29180	21290134200015	832	204142	(15007385) LOCRONAN - PPT/PCC - Restauration de la façade Est du musée municipal situé 1 Place de la Mairie	3 290,50	3,95
	Total					3 290,50	3,95
Loctudy	29750	21290135900019	4 115	204142	(15002490) CORNOUAILLE - LOCTUDY - CERCLE NAUTIQUE	29 788,50	7,24
	Total					29 788,50	7,24
Loguivy-Plougras	22780	21220131300013	949	204142	(13009518) LOGUIVY PLOUGRAS - Création d'un gîte d'étape à Loguivy-Plougras	4 218,73	4,45
					(15005638) LOGUIVY PLOUGRAS - PPT/PNP - Eglise Saint-Emilion - Restauration	932,65	0,98
	Total					5 151,38	5,43
Lopérec	29590	21290139100012	1 010	204142	(16002160) LOPEREC - PPT/CPRB - Aménagement qualitatif de voirie - Rue de lEcole	17 892,30	17,72
	Total					17 892,30	17,72
Loperhet	29470	21290140900012	3 706	65734	(16006539) LOPERHET (centre de vacances été 2016)	336,00	0,09
	Total					336,00	0,09
Lorient	56315	21560121200016	59 425	204141	(12001973) VILLE de LORIENT (56) - Matériel de cuisson	17 691,23	0,30
				204142	(16002378) LORIENT - Equipement 2016 - Transformation terrain gazon en terrain synthétique Stade Yves Allainmat	260 873,66	4,39
				65734	(14005827) VILLE DE LORIENT- BQA Plan d'actions 2014/2015	21 188,00	0,36
					(15000971) LORIENT-Etude PPRT	36 190,00	0,61
					(15005464) CFA Ville de Lorient Missions 2 AI	58 672,00	0,99
					(15007184) BQA - Plan d'actions 2015 du CFA de la Ville de Lorient	9 900,00	0,17
					(15009159) LORIENT - Edition 2016 des ''Itinéraires Graphiques du Pays de Lorient''	5 000,00	0,08
					(16000853) LORIENT - Aide à la résidence d'auteur - 2016	3 750,00	0,06
					(16003941) CFA DE LA VILLE DE LORIENT - BQA - 2AI 2016/2017	14 478,00	0,24
					(16006155) VILLE DE LORIENT- Mobilité des apprentis en Espagne	2 560,00	0,04
					(16007751) LORIENT - Enquête Iroise Apprentissage Cohorte 2014 - 2nd versement	1 814,40	0,03
	Total					432 117,29	7,27

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Louargat	22540	21220135400017	2 374	204142	(14002990) GUINGAMP - LOUARGAT - CONSTRUCTION MAISON MEDICALE PLURIDISCIPLINAIRE	38 378,79	16,17
	Total					38 378,79	16,17
Loudéac	22600	21220136200010	10 102	65734	(16000567) LOUDEAC - Organisation du 19ème "Printemps des livres" à Loudéac du 23 au 30 avril 2016	4 000,00	0,40
	Total					4 000,00	0,40
Louvigné-de-Bais	35680	21350161200013	1 731	204142	(15003553) LOUVIGNE DE BAIS - PPT/MHC - Eglise Saint-Patern - Restauration des bas-côtés sud et de 5 vitraux	58 270,78	33,66
	Total					58 270,78	33,66
Louvigné-du-Désert	35420	21350162000016	3 641	204142	(16005165) FOUGERES - LOUVIGNE DU DESERT - PRéAUX	75 000,00	20,60
	Total					75 000,00	20,60
Malansac	56220	21560123800052	2 191	204142	(14003405) MALANSAC - PPT/PNP - Eglise Notre-Dame - Restauration de la charpente et de la voûte lambrissée	8 844,00	4,04
	Total					8 844,00	4,04
Malestroit	56140	21560124600014	2 610	204142	(14006435) PLOERMEL COEUR DE BRETAGNE - MALESTROIT - MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE	41 743,87	15,99
				65734	(16005919) MALESTROIT - Etude de valorisation - Réalisation dune étude daire de mise en valeur de larchitectu	4 493,75	1,72
	Total					46 237,62	17,72
Malguénac	56300	21560125300010	1 822	204142	(14001610) MALGUENAC - Aménagement dun espace résidentiel en centre bourg (prise en compte des dépenses à parti	24 464,01	13,43
	Total					24 464,01	13,43
Médréac	35360	21350171100013	1 870	204142	(13007676) MEDREAC	62 120,00	33,22
	Total					62 120,00	33,22
Melesse	35520	21350173700018	5 894	204141	(15005727) Melesse - Matériel de désherbage	3 711,00	0,63
				65734	(15009109) MELESSE_Mise en oeuvre projet cheval territorial	5 600,00	0,95
	Total					9 311,00	1,58
Melrand	56310	21560128700018	1 535	204142	(15006248) MELRAND - Installation d'une chaufferie et d'un réseau de chaleur bois plaquettes à Melrand (prise en	9 636,80	6,28
				65734	(16004151) MELRAND - Aide à l'animation et à l'archéologie expérimentale au village de l'an Mil de Melrand au ti	3 000,00	1,95
	Total					12 636,80	8,23
Merléac	22460	21220149500018	502	204142	(10000567) MERLEAC-PT-Chapelle Saint-Jacques (MHC)-Restauration (tranche 1): PAT, travaux, honoraires	12 838,50	25,57
					(12008836) MERLEAC - PPT/MHC - Chapelle Saint Jacques - Restauration (2ème tranche)	35 450,80	70,62
	Total					48 289,30	96,19
Meucon	56890	21560132900018	2 285	65734	(14005371) MEUCON - Réalisation d'une étude "Plan de référence - Etude de déplacements " (prise en compte des d	18 225,00	7,98
	Total					18 225,00	7,98
Moëlan-sur-Mer	29350	21290150800011	7 166	204142	(13007039) MOELAN SUR MER - PPT/MHC - Chapelle Saint-Philibert - Rénovation des portes extérieures et réfection	1 306,35	0,18
	Total					1 306,35	0,18
Molac	56230	21560135200010	1 463	204142	(13009639) MOLAC-Aménagement du centre bourg - 2ème tranche (prise en compte des dépenses à partir du 13 juin 20	28 485,45	19,47
	Total					28 485,45	19,47
Moncontour	22510	21220153700017	956	204142	(15000042) MONCONTOUR DE BRETAGNE - PPT/MHC - Eglise Saint-Mathurin - Restauration de la baie Ouest	3 648,15	3,82
	Total					3 648,15	3,82
Montauban-de-Bretagne	35360	21350184400079	5 203	204142	(12010034) MONTAUBAN DE BRETAGNE - Réalisation dune ZAC en centre ville (prise en compte des dépenses à partir	100 000,00	19,22
					(12010524) MONTAUBAN DE BRETAGNE - Acquisition, démolition et dépollution (prise en compte des dépenses à parti	50 000,00	9,61
	Total					150 000,00	28,83
Monterblanc	56250	21560137800015	3 283	65734	(16002293) VANNES - MONTERBLANC - PLAN DE REFERENCE CENTRE BOURG	2 205,30	0,67
	Total					2 205,30	0,67

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Morlaix	29671	21290151600014	16 574	204141	(14007376) MORLAIX - PPT/MHC - Abbaye des Jacobins - Concours de maîtrise d'oeuvre	15 000,00	0,91
					(15005640) MORLAIX - PPT/Travaux de valorisation - Circuit des Venelles - Mise en place de la signalisation dire	5 942,08	0,36
					(15006178) MORLAIX - FRAR - Musée des Jacobins - Restauration de la peinture "Intérieur de Fôret" attribué à Nar	112,00	0,01
					(15006325) MORLAIX - FRAR - Musée des Jacobins - Restauration de la peinture "Intérieur de Fôret et rochers"	224,00	0,01
					(15007923) MORLAIX - FRAR - Musée des Jacobins - Poursuite du chantier des collections - Restauration d'arts gra	8 252,50	0,50
				65734	(14007396) MORLAIX - PPT/Valorisation - Réalisation dune étude AVAP	3 572,59	0,22
	Total					33 103,17	2,00
Moustoir-Ac	56500	21560141000016	1 834	204142	(14007032) MOUSTOIR AC -PPT/MHC - Eglise Sainte-Barbe - Restauration (2ème tranche)	35 427,72	19,32
	Total					35 427,72	19,32
Muel	35290	21350201600016	877	204142	(14001704) MUEL - Réhabilitation d'une ancienne école en cantine scolaire (prise en compte des dépenses à partir	4 055,16	4,62
	Total					4 055,16	4,62
Neulliac	56300	21560146900012	1 497	204142	(15006249) NEULLIAC - PPT/PNP - Eglise Saint-Pierre-Saint Paul - Restauration (travaux d'urgence et 1ère tranche	12 027,92	8,03
	Total					12 027,92	8,03
Nostang	56690	21560148500018	1 468	204142	(12005507) NOSTANG - CRPR/MHC - Chapelle de Locmaria - Restauration (1ère phase)	5 100,00	3,47
					(13008838) NOSTANG - CRPR/MHC - Chapelle de Locmaria - Restauration (tranche conditionnelle)	3 093,19	2,11
					(15001688) NOSTANG - PPT/MHC - Chapelle de Locmaria - Restauration des vitraux - Critères 2014	2 298,10	1,57
	Total					10 491,29	7,15
Nouvoitou	35410	21350204000016	2 894	204142	(15007552) Nouvoitou - POI 2015	4 603,78	1,59
	Total					4 603,78	1,59
Noyal-Muzillac	56190	21560149300012	2 576	204142	(13006958) NOYAL MUZILLAC - Appel à projets BBC 2013 - laureat BBC+ - Rénovation de la Mairie (prise en compt	8 977,50	3,49
	Total					8 977,50	3,49
Noyal-Pontivy	56920	21560151900014	3 808	204141	(16003146) Noyal-Pontivy_POI-DESH 2016	1 215,00	0,32
	Total					1 215,00	0,32
Noyal-sur-Vilaine	35530	21350207300017	5 659	65734	(16000815) NOYAL SUR VILAINE - Projet artistique et culturel de lIntervalle au titre de lannée 2016	15 000,00	2,65
	Total					15 000,00	2,65
Ouessant	29242	21290155700018	916	204142	(12009556) ILES DU PONANT - OUESSANT - AMENAGEMENT PAYSAGER AIRE STOCKAGE MATERIAUX STIFF	5 744,00	6,27
	Total					5 744,00	6,27
Pabu	22200	21220161000012	2 958	204141	(16003121) Pabu_POI-DESH 2016	1 326,00	0,45
				204142	(15004645) GUINGAMP - PABU - BIBLIOTHEQUE	8 802,00	2,98
	Total					10 128,00	3,42
Paimpol	22502	21220162800014	7 659	204141	(16003118) Paimpol_POI-DESH 2016	2 700,00	0,35
				204142	(16002520) GUINGAMP - PAIMPOL - AMENAGEMENT PLACE MARTRAY ET RUE ROMSEY	26 723,59	3,49
	Total					29 423,59	3,84
Paimpont	35380	21350211500016	1 660	204142	(16005978) PAIMPONT - PPT/MHC - Ancienne abbaye - Restauration	13 070,35	7,87
	Total					13 070,35	7,87
Pancé	35320	21350212300010	1 179	204142	(15006012) VALLONS - PANCE - POLE DE LOISIRS NATURES	25 000,00	21,20
	Total					25 000,00	21,20
Parthenay-de-Bretagne	35850	21350216400014	1 463	204142	(14007113) Parthenay de Bretagne - POI 2014	16 122,97	11,02
					(14007345) PARTHENAY DE BRETAGNE - PPT/IMH - Eglise Notre-Dame - Restauration (tranche conditionnelle)	59 150,86	40,43
	Total					75 273,83	51,45
Pédernec	22540	21220164400011	1 972	204142	(15001390) PEDERNEC - PPT/MHC - Chapelle Saint-Hervé - Restauration	16 013,04	8,12
	Total					16 013,04	8,12

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Peillac	56220	21560154300014	1 906	204142	(16003009) PEILLAC - Modernisation du camping municipal du Pont d'Oust	7 800,00	4,09
				65734	(15002381) PEILLAC - Etude de requalification du camping du Pont d'Oust	591,50	0,31
	Total					8 391,50	4,40
Penmarch	29760	21290158100018	5 697	204142	(13006583) PENMARCH - PPT/MHC - Eglise Saint-Nonna - Restauration de la flèche de la tour du clocher - Tranche 2	14 488,92	2,54
	Total					14 488,92	2,54
Penvénan	22710	21220166900018	2 674	204142	(14006998) PENVENAN - POI 2014	10 757,87	4,02
	Total					10 757,87	4,02
Perros-Guirec	22700	21220168500014	7 641	204142	(16003214) PERROS GUIREC - Restauration de la cale de Pors Kamor à Perros-Guirec (prise en compte de dé	15 000,00	1,96
					(16006427) TREGOR GOELO - PERROS GUIREC - REQUALIFICATION PARC SCULPTURES MAISON TRAOUIERO	35 874,63	4,70
	Total					50 874,63	6,66
Pipriac	35550	21350219800012	3 718	204142	(12010108) Pipriac - POI 2012	3 774,66	1,02
					(14007163) Pripriac - POI 2014	25 814,82	6,94
	Total					29 589,48	7,96
Plabennec	29860	21290160700011	8 621	204142	(12007295) BREST - PLABENNEC - SALLE CULTURELLE	162 836,60	18,89
					(15006097) PLABENNEC - PPT/PNP - Chapelle de Loc-Maria - Restauration du clocher (phases 1 et 2)	50 484,68	5,86
					(16003204) PLABENNEC - équipement 2016 - Réalisation dun terrain synthétique à Plabennec	80 066,07	9,29
	Total					293 387,35	34,03
Plaine-Haute	22800	21220170100019	1 508	204142	(14002141) ST-BRIEUC - PLAINE HAUTE - CONSTRUCTION ECOLE	100 000,00	66,31
	Total					100 000,00	66,31
Plancoët	22130	21220172700014	3 147	204142	(12005810) DINAN - PLANCOET - RESTRUCTURATION GROUPE SCOLAIRE	9 433,60	3,00
					(14006433) DINAN - PLANCOET - SALLE DE SPORTS MUTALISEE	150 000,00	47,66
	Total					159 433,60	50,66
Planguenoual	22400	21220173500017	2 187	204142	(15007418) SAINT-BRIEUC - PLANGUENOUAL - ECOLE MATERNELLE LOUIS GUILLOUX	100 000,00	45,72
	Total					100 000,00	45,72
Pléchâtel	35470	21350221400017	2 767	204142	(15007901) VALLONS - PLECHATEL - MAISON DE SANTE	50 000,00	18,07
	Total					50 000,00	18,07
Pléguien	22290	21220177600011	1 295	204142	(14006650) PLEGUIEN - Construction d'une salle communale à usage des associations locales, de l'école et des par	27 030,78	20,87
					(14006650) PLEGUIEN - Construction dune salle communale à usage des associations locales, de lécole et des par	72 969,22	56,35
	Total					100 000,00	77,22
Pléhédel	22290	21220178400015	1 316	65734	(15000018) PLEHEDEL - Réalisation dune étude sur les aménagements de la commune (prise en compte des dépenses à	8 550,00	6,50
	Total					8 550,00	6,50
Pleine-Fougères	35610	21350222200010	1 995	65734	(16006606) PLEINE-FOUGERES (35) - Org championnat de Bretagne cycliste des élus	500,00	0,25
	Total					500,00	0,25
Plérin	22190	21220187500011	14 827	65734	(16001432) PLERIN - Edition 2016 de ''Terre Art'ère''	2 000,00	0,13
					(16004708) PLERIN (22) - Fête maritime du Légué 2016	800,00	0,05
	Total					2 800,00	0,19
Plestin-les-Grèves	22310	21220194100011	3 785	204142	(12008709) PLESTIN LES GREVES - PPT/MHC - Eglise paroissiale - Restauration de la sacristie	729,00	0,19
					(15006942) COMMUNE DE PLESTIN LES GREVES - PPT/MHC - Eglise Saint-Efflam - Restauration de la toiture	6 112,13	1,61
	Total					6 841,13	1,81

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Pleubian	22610	21220195800015	2 529	204142	(14007002) Pleubian - POI 2014	28 000,00	11,07
				65734	(14004481) ERB RNR - Soutien à la réalisation du plan de gestion 2015-2022 de lERB RNR du Sillon de Talbert po	5 400,00	2,14
					(15007473) PLEUBIAN - ERB RNR - Sillon de Talbert - soutien au fonctionnement de la réserve pour l'année 2015 (d	14 076,00	5,57
					(15007473) PLEUBIAN - ERB RNR - Sillon de Talbert - soutien au fonctionnement de la réserve pour lannée 2015 (d	11 921,79	4,71
	Total					59 397,79	23,49
Pleudihen-sur-Rance	22690	21220197400012	2 871	204141	(15005252) Pleudihen sur Rance - POI-DESH 2015	2 286,00	0,80
	Total					2 286,00	0,80
Pleumeleuc	35137	21350227100017	3 132	65734	(13009221) PLEUMELEUC-Réalisation d'études de l'aménagement de la Place de l'Eglise (prise en compte des dépense	3 900,00	1,25
					(14002262) PLEUMELEUC - Réalisation d'une étude pour un projet d'aménagement du centre-bourg (prise en compte de	19 900,00	6,35
	Total					23 800,00	7,60
Pleumeur-Bodou	22560	21220198200015	4 167	204142	(16005158) Pleumeur-Bodou - Restructuration du centre nautique de Ille Grande à Pleumeur-Bodou	60 000,00	14,40
	Total					60 000,00	14,40
Pleumeur-Gautier	22740	21220199000018	1 238	204142	(16003175) PLEUMEUR GAUTIER - PPT/PNP - Eglise Saint-Pierre - Restauration	27 632,08	22,32
					(16004143) PLEUMEUR GAUTIER - PPT/PNP - Prime SOS	10 000,00	8,08
	Total					37 632,08	30,40
Pleurtuit	35730	21350228900019	6 372	65734	(15007646) PLEURTUIT Réalisation d'un audit énergétique sur les bâtiments de l'école maternelle et de la garderi	1 374,00	0,22
	Total					1 374,00	0,22
Plévin	22340	21220202200019	814	204142	(12009547) Plévin - POI 2012	14 923,07	18,33
	Total					14 923,07	18,33
Pleyben	29190	21290162300018	3 947	204142	(14007009) PLEYBEN - PPT/MHC - Calvaire monumental - Restauration	9 050,63	2,29
	Total					9 050,63	2,29
Ploërdut	56160	21560163400011	1 242	204142	(10009584) COB - PLOERDUT - MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE	28 642,43	23,06
					(15006971) PLOERDUT - PPT/CPRB - Effacement des réseaux aériens - Grande Rue et Rue de Bellevue	22 495,64	18,11
					(15007699) PLOERDUT - PPT/MHC - Eglise Saint-Pierre - Travaux de menuiserie, maçonnerie, métallerie-ferronnerie	3 365,03	2,71
					(16002161) PLOERDUT - PPT/CPRB - Réfection de toiture et restitution de lucarnes sur un bâtiment communal (presb	9 660,47	7,78
	Total					64 163,57	51,66
Ploeren	56880	21560164200014	6 305	204142	(15005728) PLOEREN - PPT/PNP - Eglise Saint Martin - Restauration du clocher	2 367,45	0,38
	Total					2 367,45	0,38
Plomelin	29700	21290170600011	4 353	204142	(11011131) CORNOUAILLE - PLOMELIN - POLE ENFANCE	16 234,13	3,73
	Total					16 234,13	3,73
Plonéis	29710	21290173000011	2 137	204142	(13003654) CORNOUAILLE - PLONEIS - BATIMENTS SCOLAIRES	22 838,37	10,69
	Total					22 838,37	10,69
Plouagat	22170	21220206300013	2 708	204142	(16006431) GUINGAMP - PLOUAGAT - AMENAGEMENT BOURG	40 000,00	14,77
	Total					40 000,00	14,77
Plouasne	22830	21220208900018	1 654	204141	(15005709) PLOUASNE - CRPR/OMI - Eglise - Conservation et restauration de la chaire à prêcher ; Chapelle du Val	7 893,60	4,77
	Total					7 893,60	4,77
Ploubalay	22650	21220209700011	2 934	204142	(12010055) PLOUBALAY - Aménagement du centre bourg (prise en compte des dépenses à partir du 14 octobre 2011)	49 676,64	16,93
					(14007293) Ploubalay - POI 2014	375 637,03	128,03
					(15003834) PLOUBALAY - PPT/PNP - Eglise St-Pierre St-Paul - Restaurat° (tr 1 - ph 1 : maçonnerie des voûtes, mur	47 832,83	16,30
					(15003837) PLOUBALAY - PPT/PNP - Eglise St-Pierre et St-Paul - Restauration (tranche 1 - phase 2 : charpente, co	6 892,22	2,35
	Total					480 038,72	163,61

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Ploudaniel	29260	21290179700101	3 800	204142	(14000849) BREST - PLOUDANIEL - BIBLIOTHEQUE ET POLE D ACTIVITES SOCIO CULTURELLES	9 287,94	2,44
	Total					9 287,94	2,44
Ploudiry	29800	21290180500011	914	204142	(14006621) BREST - PLOUDIRY - SALLE COMMUNALE	49 355,00	54,00
	Total					49 355,00	54,00
Plouégat-Moysan	29650	21290183900010	682	204142	(13008904) Plouegat-Moysan - POI 2013	12 498,63	18,33
	Total					12 498,63	18,33
Plougastel-Daoulas	29470	21290189600010	13 486	65734	(15006469) PLOUGASTEL DAOULAS - CN - Trame verte et bleue - analyse de la fonctionnalité écologique de la presqu	14 249,29	1,06
					(16002554) PLOUGASTEL DAOULAS (29) - 8ème Festival Les Feux de l'Humour	2 000,00	0,15
					(16002849) PLOUGASTEL DAOULAS - Contrat nature trame verte et bleue (TVB) - Mise en valeur de la biodiversité de	4 500,00	0,33
	Total					20 749,29	1,54
Plougoumelen	56400	21560167500014	2 484	204142	(15005573) VANNES - PLOUGOUMELEN - SALLE MULTI SPORTS	167 650,47	67,49
	Total					167 650,47	67,49
Plougras	22780	21220217000016	443	204141	(14005374) PLOUGRAS - CRPR/OMI - Eglise paroissiale - Restauration de la statue du Christ en Croix	1 062,00	2,40
	Total					1 062,00	2,40
Plougrescant	22820	21220218800018	1 315	204142	(14007040) PLOUGRESCANT - PPT/MHC - Chapelle Saint-Gonéry - Restauration (tranche 3)	18 320,21	13,93
	Total					18 320,21	13,93
Plouguerneau	29880	21290195300019	6 487	65734	(15000579) PLOUGUERNEAU - Exposition "Gens de mer" (dépenses éligibles à compter du 16 décembre 2014)	813,57	0,13
					(16007792) Soutien financier au projet Fête du jeu Gouel Choari	1 575,22	0,24
	Total					2 388,79	0,37
Plouguernével	22110	21220220400013	1 816	204142	(14006656) PLOUGUERNEVEL - Aménagement de la Place du Lotissement commercial (prise en compte des dépenses à pa	7 337,86	4,04
					(15000013) PLOUGUERNEVEL-Place Lotis com-désamiantage-solde	998,00	0,55
				65734	(16006529) Plouguernevel - Etude de positionnement et de faisabilité préalable à la restructuration du complexe	1 060,00	0,58
	Total					9 395,86	5,17
Plouha	22580	21220222000019	4 647	204141	(16006265) Plouha_POI-DESH 2016	4 400,00	0,95
				204142	(11004690) PLOUHA - PPT/MHC - Chapelle Kermaria an Isquit - Restauration (tranche 2)	5 946,27	1,28
	Total					10 346,27	2,23
Ploulec'h	22300	21220224600014	1 720	204141	(15005244) Ploulec'h - POI-DESH 2015	1 837,20	1,07
	Total					1 837,20	1,07
Ploumilliau	22300	21220226100013	2 552	204142	(16004137) PLOUMILLIAU - PPT/MHC - Eglise de Kéraudy - Restauration	3 002,88	1,18
	Total					3 002,88	1,18
Plounérin	22780	21220227900015	759	204142	(15006922) PLOUNERIN - PPT/PNP - Eglise Saint-Nérin - Restauration des toitures et des vitraux	8 699,79	11,46
	Total					8 699,79	11,46
Plounévez-Lochrist	29430	21290206800015	2 495	204142	(13009244) PLOUNEVEZ LOCHRIST - Projet de territoire - Chapelle de Lochrist (MHC) - Restauration du clocher - Ré	29 375,51	11,77
	Total					29 375,51	11,77
Plounévez-Moëdec	22810	21220228700018	1 484	204141	(13004478) PLOUNEVEZ MOEDEC - CRPR/OMC - Chapelle de Keramanac'h - Restauration de trois statues	1 520,10	1,02
				204142	(14007523) PLOUNEVEZ MOEDEC - Installation dun réseau de chaleur alimenté par une chaufferie bois plaquettes po	86 134,83	58,04
	Total					87 654,93	59,07
Plounévez-Quintin	22110	21220229500011	1 109	204142	(14007471) PLOUNEVEZ QUINTIN -Rénovation d'une école à Plouvevez Quintin- Lauréat appel à projets bâtiments bas	4 041,00	3,64
	Total					4 041,00	3,64
Plourac'h	22160	21220231100016	353	204141	(15007241) PLOURAC H - CRPR/OMI/OMC - Eglise paroissiale - Restauration de 16 statues et du retable	7 896,38	22,37
	Total					7 896,38	22,37

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Plourin	29830	21290208400012	1 248	204142	(12005147) BREST - PLOURIN - 2 CLASSES	7 855,34	6,29
	Total					7 855,34	6,29
Plourivo	22860	21220233700011	2 279	204141	(15005254) Plourivo - POI-DESH 2015	2 596,20	1,14
	Total					2 596,20	1,14
Plouvorn	29420	21290210000016	2 884	204142	(16000027) Plouvorn - POI 2016	3 900,00	1,35
	Total					3 900,00	1,35
Pocé-les-Bois	35500	21350229700012	1 235	204142	(12007357) VITRE - POCE LES BOIS - SALLE DE SPORTS	4 065,40	3,29
	Total					4 065,40	3,29
Poilley	35420	21350230500013	395	204142	(16003548) FOUGERES - POILLEY - DERNIER COMMERCE	41 676,39	105,51
	Total					41 676,39	105,51
Poligné	35320	21350231300017	1 166	204142	(14001730) POLIGNE - Aménagement de l'ancienne école en mairie (prise en compte de dépenses à parti du 3 juin 20	9 900,85	8,49
	Total					9 900,85	8,49
Pont-Aven	29930	21290217500018	2 914	65734	(15009120) PONT AVEN_Mise en oeuvre projet cheval territorial	5 050,40	1,73
	Total					5 050,40	1,73
Pont-Croix	29790	21290218300012	1 638	204141	(15005642) PONT CROIX - CRPR/OMC - Eglise Notre-Dame de Roscudon - Conservation et restauration de la statue de	350,55	0,21
	Total					350,55	0,21
Pont-Scorff	56620	21560179000011	3 498	65734	(15009497) PONT SCORFF - Projet artistique et culturel de l'Atelier d'Estienne au titre de l'année 2016	16 875,00	4,82
					(15009497) PONT SCORFF - Projet artistique et culturel de lAtelier dEstienne au titre de lannée 2016	5 625,00	1,61
	Total					22 500,00	6,43
Pontivy	56300	21560178200018	15 143	204141	(15000422) PONTIVY - CRPR/OMC - Eglise Saint-Meriadec-de-Stival - Restauration du retable sud - Critères 2014	15 506,62	1,02
					(15006263) PONTIVY - PPT/Travaux de valorisation - Réfection d'un panneau d'interprétation du Château des Rohan	638,97	0,04
					(15007002) PONTIVY - Etude d aménagement de la gare (Maîtrise douvrage Ville de Pontivy)	23 082,50	1,52
				65734	(16000007) PONTIVY - 7e Biennale du Livre d'Histoire du 22 au 24 avril 2016 à Pontivy	10 000,00	0,66
	Total					49 228,09	3,25
Pontrieux	22260	21220250100012	1 035	204142	(16002138) PONTRIEUX - PPT/PCC - Réfection de murs anciens situés Rue du Quai et Jardin des Souvenirs	1 825,76	1,76
	Total					1 825,76	1,76
Port-Louis	56290	21560181600014	2 761	65734	(16001795) PORT LOUIS - Edition 2016 du festival ''Avis de Temps Fort, les arts de la rue Rive Gauche'' les 5-6	5 000,00	1,81
	Total					5 000,00	1,81
Pouldreuzic	29710	21290225800012	2 141	204142	(13005861) CORNOUAILLE - POULDREUZIC - DEMOLITION FRICHE	19 000,00	8,87
					(15003238) CORNOUAILLE - POULDREUZIC - ECOLE	47 587,69	22,23
	Total					66 587,69	31,10
Primelin	29770	21290228200012	762	204142	(16001049) CORNOUAILLE - PRIMELIN - BIBLIOTHEQUE ET SALLE POLYVALENTE	26 617,60	34,93
	Total					26 617,60	34,93
Quemperven	22450	21220257600014	407	204142	(12002673) QUEMPERVEN - Requalification des espaces publics du bourg (prise en compte des dépenses à partir du 1	2 049,62	5,04
	Total					2 049,62	5,04
Questembert	56230	21560184000014	7 784	65734	(15004811) QUESTEMBERT - Réalisation d'un audit préalable à la mise en oeuvre d'un contrat de performance énergé	5 078,25	0,65
					(16004819) QUESTEMBERT (56) - 19ème festival Les Festives Halles	4 000,00	0,51
	Total					9 078,25	1,17
Quévert	22100	21220259200011	3 876	204141	(15005723) Quévert - Matériel de désherbage	1 552,35	0,40
	Total					1 552,35	0,40

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Quimper	29000	21290232400012	66 905	204141	(14004006) QUIMPER - Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées - Musée des beaux-arts - Acquisition de l'hui	2 850,00	0,04
					(14004007) QUIMPER - Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées - Musée des beaux-arts - Acquisition de l'huil	5 500,00	0,08
					(14004009) QUIMPER - Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées - Musée des beaux-arts - Acquisition de l'huil	7 500,00	0,11
					(14004011)QUIMPER-FRAM-Musée beaux-arts - Les moissonneuses	8 750,00	0,13
					(15005679) QUIMPER - PPT/Trvx de valorisation - Mise en place d'une signalétique patrimoniale (panneaux d'interp	4 054,73	0,06
					(15007012) QUIMPER - Investissement en matériels pour la Scène nationale de Quimper et le Pôle Max Jacob (prise	26 486,00	0,40
				204142	(12001880) QUIMPER - PPT/PNP - Mairie - Restauration des toiles et peintures murales du mémorial 14-18	5 991,00	0,09
					(12007013) CORNOUAILLE - QUIMPER - POLE MAX JACOB - PHASE TRAVAUX	32 491,60	0,49
					(13001120) QUIMPER Aménagement dun jardin public square du Terrain blanc - Opération de rénovation urbaine du q	3 475,78	0,05
				65734	(16004677) QUIMPER - PPT/Etude de valorisation - AVAP	2 685,75	0,04
	Total					99 784,86	1,49
Quimperlé	29391	21290233200015	12 707	204142	(14006450) QUIMPERLE - PPT/MHC - Hôpital Frémeur et chapelle St-Eutrope - Restauration de la chapelle (tranche f	59 550,40	4,69
					(14007276) QUIMPERLE - PPT/MHC - Ancien hôpital Frémeur et chapelle St-Eutrope - Restaurat° de la chapelle (tran	26 504,00	2,09
					(15004119) QUIMPERLE - Equipement 2015 - Terrain Synthétique à Kerbertrand	28 892,92	2,27
					(16002322) QUIMPERLE - PPT/MHC - Ancien hôpital Frémeur et chapelle Saint-Eutrope - Restauration (tranche condit	2 232,00	0,18
				65734	(15008987) QUIMPERLE - Numérisation du fonds 'La Villemarqué'	2 250,00	0,18
					(16004059) QUIMPERLE (29) - Expo photo Michel Thersiquel A hauteur d'homme	2 000,00	0,16
					(16006554) QUIMPERLE (29) - 3èmes Regards croisés sur le monde en nov 2016	1 000,00	0,08
	Total					122 429,32	9,63
Quintin	22800	21220262600017	3 033	65734	(16000580) ST-BRIEUC - QUINTIN - ETUDE RECONVERSION SITE EN CENTRALITE	1 950,00	0,64
	Total					1 950,00	0,64
Quistinic	56310	21560188100018	1 456	204142	(12002286) LORIENT - QUISTINIC - TOITURES CHAUMIERES POUL FETAN	2 459,95	1,69
	Total					2 459,95	1,69
Redon	35600	21350236200014	10 244	204143	(16006059) REDON - PEM REDON - Travaux daménagement des espaces publics (Crédits CPER)	750 000,00	73,21
					(16006060) REDON - PEM REDON - Travaux daménagement des espaces publics (Crédits Contrat de Partenariat)	480 000,00	46,86
				65734	(13008694) REDON - VILLE REDON - COLLOQUE "REDON DE L'ABBAYE A LA VILLE"	2 872,16	0,28
					(15008572) SOUTIEN FINANCIER AU PROJET REDON FETE LA BRETAGN	2 304,00	0,22
					(16007793) Soutien financier au projet Redon fête la Bretagne	3 225,60	0,31
	Total					1 238 401,76	120,89
Réguiny	56500	21560190700011	1 896	204142	(14002195) PONTIVY - REGUINY - CONSTRUCTION RESTAURANT SCOLAIRE ET ALSH	32 524,90	17,15
	Total					32 524,90	17,15

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Rennes	35000	21350238800019	215 916	204141	(15004027) VILLE DE RENNES - Mis en oeuvre projet cheval territorial	4 487,00	0,02
					(15006570) RENNES - FRAR - Musée des Beaux Arts - Restauration d'une peinture "Le repas chez Simon" par Frans II	960,00	0,00
					(15006571) RENNES - FRAR - Musée des Bx Arts - Modélisat° pr restaurat° d'un objet extra européen dite Tour de N	4 085,40	0,02
					(15006573) RENNES - FRAR - Musée des Beaux Arts - Restauration de 5 objets extra européens	378,00	0,00
					(15006918) RENNES - FRAM - Musée des Beaux-Arts - Acquisition d'une huile sur toile Sans titre par Denis Laget	4 900,00	0,02
					(15006919) RENNES - FRAM - Musée des Beaux-Arts - Acquisition d'une huile sur toile "Fra le spine la Rosa" par J	6 300,00	0,03
					(15006920) RENNES - FRAM - Musée des Beaux-Arts - Acquisition d'une huile sur toile "Vers des mondes inconnus" p	3 150,00	0,01
					(15006950) RENNES - FRAM - Musée des Beaux-Arts - Acquisition d'une peinture Sans titre par Kirsten EVERBERG	5 775,00	0,03
				204142	(13001221) VILLE DE RENNES - Réhabilitation des locaux mis à disposition aux Ateliers du Vent (date de prise en	79 444,22	0,37
					(13006506) RENNES Aménagement de la rue Joseph Martray (anciennement avenue du Languedoc) (Convention de rénovat	41 572,03	0,19
					(14005468) RENNES - PPT/MHC - Eglise Toussaints - Restauration (2ème phase)	19 336,00	0,09
					(15006066) RENNES - PPT/MHC - Eglise Toussaint - Restauration (3ème tranche)	50 943,30	0,24
					15002219 - ville de Rennes - Rénovation de la piste d'athlét	31 866,92	0,15
				65734	(13001224) RENNES - Projet artistique et culturel de ''La Criée''au titre de l'année 2015 dans le cadre de la co	26 250,00	0,12
					(13001224) RENNES - Projet artistique et culturel de La Criéeau titre de lannée 2015 dans le cadre de la co	8 750,00	0,04
					(15003309) Ville de Rennes - 2015 - Animation Territoriale de Santé	8 000,00	0,04
					(16000946) RENNES - Projet régional de lOpéra de Rennes au titre de lannée 2016	93 750,00	0,43
					(16003437) RENNES Ville de Rennes - 2016 - Animation territoriale de santé	8 000,00	0,04
	Total					397 947,87	1,84
Rochefort-en-Terre	56220	21560196400012	733	204142	(14000322) ROCHEFORT EN TERRE - PPT/PCC - Réfection de la toiture d'un bâtiment communal situé Place Saint-Miche	2 354,61	3,21
					(15006164) ROCHEFORT EN TERRE - PPT/MHC - Eglise Notre Dame de la Tronchaye - Restauration du clocher	35 085,29	47,87
					(16004178) ROCHEFORT EN TERRE - PPT/MHC - Eglise Notre-Dame-de-la-Tronchaye - Restauration (tranche ferme)	4 441,30	6,06
	Total					41 881,20	57,14
Rohan	56580	21560198000018	1 718	65734	(16004815) ROHAN (56) - Expo photo Commerces rohannais d'autrefois	200,00	0,12
	Total					200,00	0,12
Romagné	35133	21350243800012	2 338	204141	(16006251) Romagné_POI-DESH 2016	3 300,00	1,41
	Total					3 300,00	1,41
Rosporden	29140	21290241500208	7 566	204142	(13008022) CORNOUAILLE - ROSPORDEN - DECONSTRUCTION USINE SALAISONS DU JET	2 620,91	0,35
	Total					2 620,91	0,35
Ruca	22550	21220268300018	596	204142	(15007609) Ruca - POI 2015	124 203,32	208,39
	Total					124 203,32	208,39
Runan	22260	21220269100011	249	204142	(15005790) RUNAN - PPT/Travaux de valorisation - Mise en valeur de l'ossuaire (MHC)	1 814,37	7,29
					(15005791) RUNAN - PPT/MHC - Ossuaire - Restauration	1 993,30	8,01
	Total					3 807,67	15,29
Saint-Aubin-d'Aubigné	35250	21350251100016	3 476	204142	(15008034) St Aubin d'Aubigné - POI 2015	56 995,45	16,40
					(15008034) St Aubin dAubigné - POI 2015	36 286,02	10,44
	Total					93 281,47	26,84
Saint-Barthélemy	56150	21560207900018	1 217	204142	(13009161) SAINT BARTHELEMY - PPT/MHC - Chapelle Saint-Adrien - Restauration (3ème tranche)	2 549,75	2,10
					(15007714) SAINT BARTHELEMY - PPT/MHC - Chapelle Saint-Adrien - Restauration du transept nord - Travaux supplém	9 296,35	7,64
	Total					11 846,10	9,73
Saint-Brandan	22800	21220277400015	2 426	204142	(12010767) St Brandan - POI 2012	35 799,20	14,76
	Total					35 799,20	14,76

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Saint-Briac-sur-Mer	35800	21350256000013	2 028	65734	(16006601) SAINT BRIAC SUR MER (35) - 21ème festival dart	800,00	0,39
	Total					800,00	0,39
Saint-Brieuc	22023	21220278200018	47 918	204141	(14007132) SAINT BRIEUC - FRAR - Musée d'art et d'histoire - Restauration d'un ensemble de 13 dessins par Mathur	1 452,00	0,03
				204142	(09007749) SAINT-BRIEUC Travaux de résidentialisation bâtiments bas - Europe-Balzac-Ginglin (convention de rénov	42 618,64	0,89
					(09007750) SAINT-BRIEUC Travaux d'aménagements secteur BCD - Europe-Ginglin (convention de rénovation urbaine de	216 741,69	4,52
					(12008770) SAINT BRIEUC Aménagement des espaces publics sur le quartier Balzac (secteur F) (Convention de rénova	99 990,50	2,09
					(13009836) SAINT BRIEUC - Réalisation Terrain Gds Jeux surface synthétique - 2013 - Rue de Genève	7 489,75	0,16
					(14007672) SAINT BRIEUC - Equipement 2014 - Rénov piste Athlé du site Hélène Boucher	71 659,60	1,50
					(15005630) COMMUNE DE SAINT BRIEUC - PPT/IMH - Confortement du Viaduc de Toupin - Tranche 3	80 000,00	1,67
				65734	(15008119) SAINT BRIEUC - Musée d'art et d'histoire - Aide pr l'exposit° "Costume et vie quotidienne", série "l	1 884,00	0,04
					(16000586) SAINT BRIEUC - Résidence auteur Laurence Vilaine en 2016 à Saint-Brieuc	2 625,00	0,05
	Total					524 461,18	10,94
Saint-Christophe-des-Bois	35210	21350260200013	570	204142	(12007645) SAINT CHRISTOPHE DES BOIS - PPT/PNP - Eglise Saint Christophe - Restauration (2ème phase : tranches c	10 189,70	17,88
					(13005430) SAINT CHRISTOPHE DES BOIS - PPT/PNP - Eglise Saint-Christophe - Restauration (3ème phase : tranche co	2 301,88	4,04
	Total					12 491,58	21,92
Saint-Donan	22800	21220287300015	1 499	204142	(12008215) ST-BRIEUC - ST-DONAN - EQUIPEMENTS NUMERIQUES ECOLE	1 991,43	1,33
	Total					1 991,43	1,33
Saint-Gildas-de-Rhuys	56730	21560214500017	1 722	204142	(09009795) VANNES - ST GILDAS DE RHUYS - CENTRE MULTICULTUREL JARDINS KERUZEN	47 417,00	27,54
	Total					47 417,00	27,54
Saint-Gilles-les-Bois	22290	21220293100011	412	204142	(13003397) SAINT GILLES LES BOIS - Installation dune chaufferie à bois plaquettes avec un réseau de chaleur (	8 580,73	20,83
	Total					8 580,73	20,83
Saint-Gilles-Pligeaux	22480	21220294900013	277	204141	(13006619) SAINT GILLES PLIGEAUX - CRPR/OMI - Eglise S-Gilles : conservat°, restaurat° retables transepts Nord e	867,00	3,13
				204142	(15005639) SAINT GILLES PLIGEAUX - PPT/MHC - Chapelle Saint-Laurent - Restauration générale (tranche 1)	18 668,53	67,40
	Total					19 535,53	70,53
Saint-Goazec	29520	21290249800014	733	204142	(14006387) SAINT GOAZEC - PPT/PNP - Eglise Saint-Pierre - Restauration du vitrail	8 444,98	11,52
	Total					8 444,98	11,52
Saint-Gonlay	35750	21350277600015	353	204141	(15005963) SAINT GONLAY - CRPR/OMI - Restauration des retables de la Vierge et de Saint Pierre de l'église Saint	6 214,11	17,60
	Total					6 214,11	17,60
Saint-Jacques-de-la-Lande	35136	21350281800015	11 441	204142	(13000139) SAINT JACQUES DE LA LANDE - Investissement d'une chaufferie à bois plaquettes (prise en compte des dé	11 257,00	0,98
					(15005836) SAINT JACQUES DE LA LANDE - Rénovation du plancher de scène du Théâtre de l'Aire Libre	3 532,33	0,31
	Total					14 789,33	1,29
Saint-Jacut-de-la-Mer	22750	21220302000012	879	204142	(14005499) SAINT JACUT DE LA MER - AAP Héritages littoraux / Conservation - Restauration des ouvrages portuaires	20 660,38	23,50
	Total					20 660,38	23,50
Saint-Lunaire	35800	21350287500015	2 401	204142	(14006645) ST MALO - ST LUNAIRE - YACHT CLUB	105 170,40	43,80
	Total					105 170,40	43,80

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Saint-Malo	35418	21350288300019	46 382	204142	(08009451) SAINT-MALO Aménagement de la bretelle d'accès à l	15 301,99	0,33
					(08009462) SAINT-MALO Aménagement rue de l'Arabie - rue du S	12 894,04	0,28
					(10001876) ST-MALO - VILLE ST-MALO - MEDIATHEQUE - ETUDES	7 018,27	0,15
					(12003309) ST MALO - ST MALO - MEDIATHEQUE- TRAVAUX	153 000,00	3,30
					(12004506) SAINT MALO - Construction de trois salles de cinéma à Saint-Malo	10 689,22	0,23
					(13006486) SAINT MALO Aménagement avenue Général de Gaulle -Tronçon Sud (Convention de rénovation urbaine de Sai	45 131,23	0,97
					(13006488) SAINT MALO Aménagement mail Bougainville sud (Convention de rénovation urbaine de Saint-Malo)	77 290,10	1,67
					(13006490) SAINT MALO Aménagement place Saint-François Xavie	250 802,04	5,41
					(13006491) SAINT MALO Implantations de colonnes enterrées (Convention de rénovation urbaine de Saint-Malo	63 094,27	1,36
					(13006497) SAINT MALO Aménagement secteur du Bois Herveau/Avenue de Triquerville (Convention de rénovation urbai	199 078,00	4,29
					(14002500) SAINT MALO Aménagement du stationnement 9 - 11 Boulevard du grand passage et du stationnement 1 - 2 s	4 545,43	0,10
					(14002508) SAINT MALO Aménagement du stationnement 2 à 14 rue du Chili, 5 et 7 rue du Grand Passage et voirie (C	11 710,39	0,25
					(14002509) SAINT-MALO - Aménagement du secteur rue du Grand Passage, square Caraïbes et secteur Caraïbes (Conven	32 671,10	0,70
					(14002511) SAINT MALO Construction d'une maison de quartier - Avenue du Général de Gaulle (Convention de rénovat	55 435,00	1,20
					(14002809) SAINT MALO Aménagement de l'avenue du Général de Gaulle - Tronçon Nord (Convention de rénovation urba	55 260,90	1,19
					(14007201) SAINT MALO - PPT/MHC - Cathédrale Saint-Vincent - Restauration des verrières hautes du choeur et des	7 806,95	0,17
					(14007696) SAINT MALO Aménagement place Saint-François Xavier (Convention de rénovation urbaine de Saint-Malo) (	25 139,34	0,54
					(15004934) SAINT MALO - PPT/MHC - Cathédrale Saint Vincent - Restauration des verrrières hautes du choeur et des	19 000,70	0,41
				65734	(15003313) Pays de Saint-Malo - 2015 - Animation Territoriale de Santé	6 400,00	0,14
					(16003438) SAINT MALO Pays de Saint Malo - 2016 - Animation territoriale de santé	6 400,00	0,14
	Total					1 058 668,97	22,82
Saint-Nolff	56250	21560231900018	3 802	204142	(15000412) SAINT NOLFF - PPT/PNP - Moulin de Gourvineg - Restauration de la roue - Critères 2014	2 375,00	0,62
	Total					2 375,00	0,62
Saint-Ouen-des-Alleux	35140	21350304800018	1 324	204142	(16004674) FOUGERES - ST OUEN DES ALLEUX - MAISON MEDICALE	40 000,00	30,21
	Total					40 000,00	30,21
Saint-Pol-de-Léon	29250	21290259700013	7 002	204142	(15001592) SAINT POL DE LEON - PPT/MHC - Cathédrale Paul Aurélien - Restauration du massif occidental (1ère phas	8 583,20	1,23
				65734	(16004075) SAINT POL DE LEON (29) - Festival Kastell Paol	1 000,00	0,14
	Total					9 583,20	1,37
Saint-Quay-Portrieux	22410	21220325100112	3 307	204141	(16003119) St Quay Portrieux_POI-DESH 2016	2 700,00	0,82
	Total					2 700,00	0,82
Saint-Renan	29290	21290260500071	7 911	204142	(15004094) SAINT RENAN - Terrain synthétique 2015 - complexe de Lokournan à st-renan	100 000,00	12,64
	Total					100 000,00	12,64
Saint-Ségal	29590	21290263900013	1 069	204141	(14002093) COMMUNE DE SAINT SEGAL - CRPR/OMC - Chapelle Saint-Sébastien - Restauration du retable majeur (tranch	5 104,06	4,77
				204142	(15002903) BREST - ST SEGAL - SALLE POLYVALENTE	46 179,20	43,20
	Total					51 283,26	47,97
Saint-Séglin	35330	21350311300010	516	204142	(13004910) REDON BRETAGNE SUD - ST-SEGLIN - REHABILITATION BATIMENT ANCIEN/DERNIER COMMERCE	6 860,00	13,29
	Total					6 860,00	13,29
Saint-Senoux	35580	21350312100013	1 781	204142	(16002033) VALLONS - ST SENOUX - AMENAGEMENT BOURG	50 312,68	28,25
	Total					50 312,68	28,25
Saint-Servais	29400	21290264700016	812	204141	(15005663) SAINT SERVAIS - CRPR/OMC - Ossuaire - Restauration du tableau de Yan' Dargent "La Sainte Famille"	1 184,00	1,46
				204142	(15005662) SAINT SERVAIS - PPT/MHC - Ossuaire - Restauration des peintures murales	1 036,50	1,28
	Total					2 220,50	2,73

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Saint-Suliac	35430	21350314700018	1 010	204142	(12010120) St Suliac - POI 2012	58 698,19	58,12
	Total					58 698,19	58,12
Saint-Thégonnec	29410	21290266200015	2 715	204142	(14002242) SAINT THEGONNEC - Réalisation de la ZAC de Penn Ar Park (prise en compte des dépenses à partir du 15	17 500,00	6,45
					(15008128) SAINT THEGONNEC - PPT/MHC - Eglise Notre-Dame - Restauration de la couverture	1 142,70	0,42
				65734	(15009115) SAINT THEGONNEC_Mise en oeuvre projet cheval territorial	2 265,80	0,83
	Total					20 908,50	7,70
Saint-Thélo	22460	21220330100016	426	204142	(15006087) COMMUNE DE SAINT THELO - PPT/CPRB - Effacement des réseaux aériens - Rue de l'Oust	2 337,62	5,49
	Total					2 337,62	5,49
Saint-Thual	35190	21350318800012	816	204142	(12010424) SAINT THUAL - Réalisation de léco-quartier des Chataigniers (prise en compte des dépenses à partir d	11 289,80	13,84
	Total					11 289,80	13,84
Saint-Thurien	29380	21290269600013	1 037	65734	(15007653) SAINT THURIEN - Réalisation d'un audit énergétique sur les bâtiments du groupe scolaire (prise en co	1 300,00	1,25
	Total					1 300,00	1,25
Saint-Uniac	35360	21350320400017	523	204141	(15005959) SAINT UNIAC - CRPR/OMI - Restauration des retables Nord et Sud de l'église paroissiale	3 707,54	7,09
	Total					3 707,54	7,09
Saint-Yvi	29140	21290272000011	2 951	204142	(11009760) St Yvi - Station épuration	81 000,00	27,45
	Total					81 000,00	27,45
Sainte-Anne-d'Auray	56400	21560263200014	2 642	204142	(15007711) SAINTE ANNE D AURAY - PPT/IMH - Basilique Sainte-Anne-d'Auray - Restauration (études et tranche ferme	78 346,48	29,65
					(15007713) SAINTE ANNE D AURAY - PPT/IMH - Basilique Sainte-Anne-d'Auray - Restauration (tranche ferme) - Phase	14 019,13	5,31
					(16002311) SAINTE ANNE D AURAY - PPT/IMH - Prime Skoaz ouzh skoaz reliée à l'opération 15007711 votée le 19/11/2	10 000,00	3,79
					(16005966) SAINTE ANNE D AURAY - PPT/IMH - Scala Sancta - Etude et travaux durgence	4 614,30	1,75
				65734	(16004728) AURAY - STE ANNE D AURAY - ETUDE - DVPT TOURISTIQUE	2 043,60	0,77
	Total					109 023,51	41,27
Sainte-Brigitte	56480	21560209500014	178	204142	(15008051) SAINTE BRIGITTE PAYS DE PONTIVY - Réhabilitation : création de 3 logements sociaux à Sainte-Brigitte	4 773,63	26,82
	Total					4 773,63	26,82
Sauzon	56360	21560241800018	938	204142	(12007384) ILES DU PONANT - BRETAGNE SUD HABITAT - 9 LOGEMEN	49 097,70	52,34
				65734	(09002490) ILES DU PONANT - SAUZON - HAUT BOURG	11 965,33	12,76
	Total					61 063,03	65,10
Scaër	29390	21290274600016	5 474	204142	(16006842) CORNOUAILLE - SCAER - CONSTRUCTION DUN BATIMENT MULTISERVICES	50 000,00	9,13
	Total					50 000,00	9,13
Séglien	56160	21560242600011	734	204142	(15003431) SEGLIEN - PPT/CPRB - Effacement des réseaux aériens dans le bourg - Prise en compte des travaux à dat	18 802,12	25,62
	Total					18 802,12	25,62
Séné	56860	21560243400015	9 156	65734	(16004973) SENE - Projet artistique et participatif Aux oeuvres citoyens au titre de lannée 2016	4 000,00	0,44
	Total					4 000,00	0,44
Servon-sur-Vilaine	35530	21350327900019	3 620	65734	(14005370) SERVON SUR VILAINE - Réalisation d'une étude "schéma de référence Servon 2030" (prise en compte des d	19 025,00	5,26
	Total					19 025,00	5,26
Sizun	29450	21290277900017	2 296	204142	(16006811) MORLAIX - SIZUN - LA MEDIATHEQUE DE SIZUN : UNE FRICHE COMMERCIALE TRANSFORMEE EN UN PROJET	50 000,00	21,78
	Total					50 000,00	21,78
Spézet	29540	21290278700010	1 859	204142	(14005324) SPEZET - PPT/PNP - Eglise Saint-Pierre - Restauration de la croisée (tranche 1 - phase 1)	59 011,33	31,74
					(14005326) SPEZET - PPT/PNP - Eglise Saint-Pierre - Restauration de la croisée (tranche 1 - phase 2 : couverture	6 164,69	3,32
	Total					65 176,02	35,06

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Taden	22100	21220339200015	2 343	204142	(14006385) TADEN - PPT/IMH - Eglise Saint-Pierre - Restauration : tranche 1	58 723,43	25,06
					(14006399) COMMUNE DE TADEN - PPT/IMH - Eglise Saint-Pierre - Restauration : tranche 2	53 601,52	22,88
				65734	(15005537) DINAN - TADEN - ETUDE URBAINE PROSPECTIVE/BIMBY	5 044,50	2,15
	Total					117 369,45	50,09
Telgruc-sur-Mer	29560	21290280300015	2 176	204142	(14007021) TELGRUC SUR MER - PPT/PNP - Moulin à vent de Luzéoc - Restauration	22 619,76	10,40
	Total					22 619,76	10,40
Trébeurden	22560	21220343400015	3 811	204141	(16004757) TREBEURDEN - CR/OMC-OMI - Chapelle de Penvern - Restauration de 2 objets mobiliers	528,75	0,14
	Total					528,75	0,14
Trébry	22510	21220345900012	832	204142	(11005052) ST-BRIEUC - TREBRY - AMENAGEMENT GITE	7 241,46	8,70
	Total					7 241,46	8,70
Trédias	22250	21220348300012	520	204142	(12000474) DINAN - TREDIAS - RESTAURANT SCOLAIRE/REHABILITATION BATIMENTS	8 416,21	16,19
	Total					8 416,21	16,19
Tréfumel	22630	21220352500010	286	204142	(10000304) TREFUMEL - PT - Eglise Ste-Agnès (ISMH) - Restauration	51 859,09	181,33
	Total					51 859,09	181,33
Trégastel	22730	21220353300014	2 525	204141	(16002510) TREGASTEL - CRPR/OMI - Eglise - Conservat° et restaurat° du groupe sculpté et de lhuile sur toile	2 110,04	0,84
	Total					2 110,04	0,84
Trégourez	29970	21290291000018	992	204141	(14007026) TREGOUREZ - CRPR/OMI - Chapelle de Ponthouard - Restauration de 3 statues	3 483,00	3,51
	Total					3 483,00	3,51
Tréguier	22220	21220362400011	2 818	65734	(15001218) TREGUIER - Subvention desserte gare de Guingamp au Lycée Savina	3 877,80	1,38
					(16007581) TREGUIER - AAP Héritages littoraux / Connaissance - Inventaire du patrimoine culturel maritime	3 375,00	1,20
	Total					7 252,80	2,57
Trélévern	22660	21220363200014	1 414	204142	(13010014) TREGOR-GOELO - TRELEVERN - ESPACE SOCIO CULTUREL	3 600,00	2,55
	Total					3 600,00	2,55
Trémargat	22110	21220365700011	202	204142	(14004259) TREMARGAT - PPT/IMH - Eglise paroissiale - Restauration (tranche 2)	11 625,21	57,55
	Total					11 625,21	57,55
Tremblay	35460	21350341000010	1 597	204142	(13000662) TREMBLAY - PPT/ISMH -Eglise Saint-Martin - Restauration (1ère tranche)	8 288,00	5,19
					(13000665) TREMBLAY - PPT/ISMH - Eglise Saint-Martin - Restauration (2ème tranche)	3 003,88	1,88
	Total					11 291,88	7,07
Trémel	22310	21220366500048	443	204142	(13006585) TREMEL - PPT/MHC - Eglise Notre-Dame - Restaurat° charpentes et voûtes du transept Sud et secrétairie	5 966,47	13,47
	Total					5 966,47	13,47
Tréméreuc	22490	21220368100011	685	204142	(12002686) TREMEREUC - Aménagement du bourg (prise en compte des dépenses à partir du 17 octobre 2011)	937,30	1,37
	Total					937,30	1,37
Trémeur	22250	21220369900013	713	204142	(11009732) Trémeur - Station épuration	29 200,00	40,95
	Total					29 200,00	40,95
Trémuson	22440	21220372300011	2 007	204142	(14002869) ST-BRIEUC - TREMUSON - CONSTRUCTION ESPACE SOCIO CULTUREL	100 000,00	49,83
	Total					100 000,00	49,83
Tréveneuc	22410	21220377200018	794	204142	(14002139) ST BRIEUC - TREVENEUC - REQUALIFICATION CENTRE BOURG	50 000,00	62,97
					(14006659) TREVENEUC- Réhabilitation du centre bourg (prise en compte des dépenses à partir du 15 octobre 2013)	46 722,67	58,84
	Total					96 722,67	121,82
Val-d'Izé	35450	21350347700019	2 588	204142	(13006423) VAL D IZE - PPT/PNP - Mairie - Travaux de restauration du beffroi	14 891,24	5,75
	Total					14 891,24	5,75

Commune	Code postal	N°SIRET	Population	Article	Intitulé de la subvention	Montant versé en € TTC	Montant en € par habitant
Vannes	56000	21560260800014	55 189	204142	(11001347) VANNES - VANNES - PASSAGE INFERIEUR KERINO	546 667,00	9,91
					(12008837) VANNES - PPT/ISMH - Hôtel de Ville - Restauration de la toiture et des cheminées de l'aile Nord	11 056,00	0,20
					(13001111) VANNES Construction pôle de services (Convention de rénovation urbaine de Vannes)	18 411,34	0,33
					(13006913) VANNES Restructuration de la rue Edgar Degas (convention de rénovation urbaine de Vannes)	143 297,88	2,60
				65734	(15004299) Ville Vannes - 1ères assises Identité Numérique	1 445,88	0,03
					(16001872) VANNES - 9 ème salon du livre en Bretagne du 10 au 12 juin 2016	8 000,00	0,14
					(16002582) Vannes (56) - Festival Photo de Mer 2016	3 000,00	0,05
					(16003665) VANNES - Edition 2016 du festival ''Jazz en Ville'' du 25 au 30 juillet	10 000,00	0,18
					(16008309) VANNES (56) - Vannes et lEcosse sonnent le Centenaire	500,00	0,01
	Total					742 378,10	13,45
Vitré	35506	21350360000016	17 774	204141	(12007129) VITRE - FRAR - Musée du Château - Restauration d'un coffre en bois de chêne	2 084,00	0,12
					(12007132) VITRE - FRAR - Musée du Château - Restauration de 13 oeuvres de Pierre de Belay	1 480,00	0,08
					(12007133) VITRE - FRAR - Musée du Château - Restauration d'une tapisserie du XVème siècle "Scène de la vie d'Al	912,00	0,05
				204142	(11009739) Vitré - Station épuration	95 800,59	5,39
				65734	(15005452) VITRE - Soutien à la production mutualisée au titre des années 2015 et 2016	5 000,00	0,28
					(16000970) VITRE - Projet artistique et culturel de l'Artothèque au titre de l'année 2016	8 000,00	0,45
					(16004361) VITRE - Soutien à la production mutualisée au titre des années 2016 et 2017	15 000,00	0,84
	Total					128 276,59	7,22

D3.1 LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES			
Syndicats mixtes (article L.5721-2 du CGCT)	**DATE D'ADHESION**	**MODE DE PARTICIPATION**	**MONTANT DU FINANCEMENT (1)**
Syndicat mixte pour le développement de Brest Iroise BREST (Comité syndical)	1977	Participation	
Syndicat mixte de développement de services de technologie, d'information et de télécommunications (e MEGALIS Bretagne)	20/10/1999	Participation fonctionnement	1 000 000.00
Syndicat mixte aéroportuaire - Nantes	juin-11	Participation	62 781,00
Parc naturel régional d'Armorique DAOULAS	oct-04	Participation fonctionnement	685 182,00
		Participation Investissement	156 039,00
Syndicat mixte de la Baie du Mont-Saint-Michel	15/06/2006	Participation	600 650,00
Syndicat mixte pour l'aménagement et le développement du port de pêche de Lorient Keroman	30/06/2006	Participation fonctionnement	11 607,00
		Participation Investissement	2 099 000,00
Syndicat mixte du haras de Lamballe	21-22/12/2006	Participation	117 000,00
Syndicat mixte du haras d'Hennebont	13-14/12/2007	Participation	125 000,00
Syndicat mixte VIGIPOL	13-14/12/2007	Participation	30 500,00
Syndicat mixte du bassin versant du Blavet	26/10/2007	Participation	40 993,00
Syndicat mixte pour le SAGE RANCE FREMUR – BAIE DE LA BEAUSSAIS	29/05/2008	Participation	12 780,00
Syndicat mixte de la Maison de la Bretagne - Paris	22/09/2009	Participation	
Syndicat mixte Ellé – Isole – Laïta	25-26/06/2009	Participation	20 000,00
Syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion des eaux du bassin versant de l'Odet (SIVALODET)	22-23/10/2009	Participation	16 752,00
Syndicat mixte du Conservatoire National botanique de Brest	22-23/10/2009	Participation	142 843,00
Syndicat mixte du bassin de l'Elorn	3-4-5/02/2011	Participation	12 115,00
Syndicat mixte de gestion du parc naturel régional du golfe du Morbihan	22/12/14	Participation	259 453,00

Autres organismes de regroupement	**DATE D'ADHESION**	**MODE DE PARTICIPATION**	**MONTANT DU FINANCEMENT (1)**
GROUPEMENTS D'INTERET PUBLIC :			
GIP BRETAGNE ENVIRONNEMENT	21/12/2006	Participation et subvention	62 000,00
GIP Relation Emploi-Formation de Bretagne GREF Bretagne	19-20/11/2001	Participation	663 291,00
GIP CEFCM	05/02/1998	Mise à disposition de locaux et participation	46 328,00
GIP Campus de l'excellence sportive	29/10/2010	Participation	750 000,00
GIP Campus ESPRIT Industries	17/04/2014	Participation	
GROUPEMENTS D'INTERET SCIENTIFIQUE :			
Centre de ressources et d'expertise Scientifique sur l'eau en BRETAGNE	23/24/06/2011	Participation	

(1) Montant accordé en 2016 au 31/12/2016

IV – ANNEXES	IV
D- AUTRES ELEMENTS DINFORMATION	D3.2

D3.2 - LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
EPCC dédié à la gestion d'un centre de ressources régionales pour le spectacle vivant	01/01/2008	07-EPCC/1 - 26/10/2007	EPCC	
EPCC dédié à la gestion d'un centre de ressources régionales pour le livre et la lecture publique	01/01/2008	07-EPCC/2 - 26/10/2007	EPCC	
EPCC Ofis publik ar Brezhoneg – Office public de la Langue bretonne	03/06/2010	09-EPCC/1 -27/03/2009	EPCC	
EPCC « pôle d'enseignement supérieur spectacle vivant Bretagne / Pays de Loire »	04/11/2011	11-DC-DC/2 - 23-24/06/2011	EPCC	
EPCC » Ecole supérieure européenne d'art de Bretagne »	27/12/2010	10-CULT/EPCC/3 -16-17/12/2010 11-DC-SADT/1 - 15-16/12/2012	EPCC	
EPPC « Fonds Régional d'Art Contemporains Bretagne	02-03-04/02/2012 arrêté préfectoral en date du 27 /12/12	12-DC-DC/1	EPIC	

D3.3.1 LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie à seule autonomie financière	**NEANT**				
Opérations d'aménagement	**NEANT**				

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D3.3.2

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 132 208 903,87	750 536 616,32	218 700 575,25	162 971 712,30
RECETTES	1 132 208 903,87	787 859 465,09	218 700 575,25	125 648 863,53
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 054 124 850,85	966 289 804,39	0,00	87 835 046,46
RECETTES	1 054 124 850,85	1 064 470 796,61	0,00	-10 345 945,76

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 132 208 903,87	750 536 616,32	218 700 575,25	162 971 712,30
RECETTES	1 132 208 903,87	787 859 465,09	218 700 575,25	125 648 863,53
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 054 124 850,85	966 289 804,39	0,00	87 835 046,46
RECETTES	1 054 124 850,85	1 064 470 796,61	0,00	-10 345 945,76

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D3.3.2

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de la M71) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative ;

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES(après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
D- AUTRES ELEMENTS DINFORMATION	D 3.4

D3.4 LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité
NEANT				

Une partie des opérations portuaires, les voies navigables et les locations de salles sont assujetties à la TVA.

IV – ANNEXES	
SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS	D3.5

D3.5.1 - VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC	*938*	99 036 170	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation)	*970*	57 177 546
Autres	*938*	2 485 081	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat	*970*	5 486 635
			Compensation financière au titre du matériel	*970*	9 433 258
			Compensation financière au titre de la redevance quai	*970*	2 239 192
Sous-total Fonctionnement		**101 521 250**	**Sous-total Fonctionnement**		**74 336 631**
INVESTISSEMENT	**Chapitre**	**Montant**			
Matériel	*908*	53 374 639			
Autres	*908*	442 970			
Sous-total Investissement		**53 817 609**			
TOTAL DEPENSES		**155 338 860**	**TOTAL RECETTES**		**74 336 631**
			Effort propre de la Région		**81 002 229**

La facture TER ne sera connue que courant juin. L'état présenté est le dernier connu soit celui au 31/12/2015

D3.5.2 - VOLET 2 – COMPTE TER SNCF (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

(Montant exprimés en K€)

CRD en M€	2014	2013	évolution	%
Recettes directes du trafic	38,31	39,49	-1,18	-3%
Compensations tarifaires	5,18	4,53	0,65	14%
Autres produits	1,34	0,78	0,56	72%
Contribution	95,13	86,10	9,03	10%
Chiffre d'affaires	**139,96**	**130,90**	**9,06**	**7%**
TOTAL PRODUITS	**139,96**	**130,90**	**9,06**	**7%**
Energie électrique	-4,07	-4,05	-0,02	1%
Energie diesel	-1,64	-1,97	0,32	-16%
Péages d'infrastructure	-25,12	-22,47	-2,65	12%
Conduite	-17,35	-17,84	0,49	-3%
Accompagnement	-13,59	-13,12	-0,46	4%
Interpénétrations - affermage	-1,59	-1,52	-0,08	5%
Transport routier régulier	-1,02	-1,02	0,01	-1%
Transport routier de substitution	-0,83	-1,18	0,35	-30%
Charges de circulation	**-65,22**	**-63,18**	**-2,05**	**3%**
Maintenance, nettoyage et charges de capital des matériels roulants	**-25,50**	**-26,53**	**1,03**	**-4%**
dont Total charges de capital	-5,05	-5,26	0,21	-4%
Dotation aux amortissements	-11,18	-10,88	-0,29	3%
Subventions	10,38	9,83	0,55	6%
Frais financiers	-0,19	-0,20	0,01	-3%
IFER	-4,06	-4,01	-0,05	1%
Locations de matériels roulants	**-0,50**	**-0,52**	0,02	-3%
Total prêts de matériels roulants	3,94	3,98	-0,05	-1%
Total emprunts de matériels roulants	-4,44	-4,50	0,06	-1%

Charges de matériels roulants	**-26,00**	**-27,05**	**1,05**	**-4%**
Produit train	**-6,06**	**-3,96**	-2,10	53%
Produit train Matériel	-3,40	-3,09	-0,31	10%
Produit train Traction et Fret	-0,00	0,11	-0,11	-101%
Produit train escale	-2,66	-0,98	-1,68	173%
Escale	**-9,26**	**-10,04**	0,77	-8%
Prestations communes	-7,64	-9,48	1,83	-19%
Prestations spécifiques	**-1,62**	**-0,56**	-1,06	189%
Forfait	-0,30	-0,21	-0,09	45%
Service en gare	-1,32	-0,35	-0,96	274%
Distribution	**-9,17**	**-9,53**	0,37	-4%
Commissions versées	-3,56	-3,73	0,17	-5%
Dispositif de distribution	-8,31	-9,01	0,70	-8%
Commissions reçues	2,70	3,21	-0,50	-16%
Charges au sol	**-24,49**	**-23,53**	**-0,96**	**4%**
Redevance SNCF	-3,33	-3,23	-0,10	3%
Gestion du TER	-4,30	-5,05	0,75	-15%
SI & Télécom	-1,29	-1,16	-0,13	11%
Fonctions support	**-8,92**	**-9,45**	**0,52**	**-6%**
Impôts et taxes	-2,25	-2,25	-0,00	0%
Charges diverses	-2,19	-2,34	0,15	-6%
TOTAL CHARGES	**-129,07**	**-127,79**	**-1,28**	**1%**
RESULTAT NET avant IS	**10,68**	**3,11**	**7,78**	**250%**
Impôts sur les sociétés	-3,56	-0,77	-2,78	361%
RESULTAT NET	**7,33**	**2,33**	**4,99**	**214%**

D3.5.3 - VOLET 3 – ANNEXE PATRIMONIALE (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Série/Parc au 31/12/2015	Numéro d'engin	Année de construction	VNC2015	Rénovation / Modernisation	Opération lourde de maintenance	Vitesse	Capacité 1ère classe	Capacité 2ème classe	Clim	Fermeture automatique des portes	Secteur de marché
	BB25590	1973	0 €		Révisée en 1994						
	BB25594	1973		Radiée le 22/06/2015	Révisée en 1995						
	BB25595	1973	0 €		Révisée en 1996						
	BB25597	1973		Radiée le 22/06/2015	Révisée en 2004						
	BB25599	1973		Radiée le 22/06/2015	Révisée en 2004						
LOCOMOTIVES	BB25600	1973	20 301 €	Suspensions assouplies en 2009	Révisée en 2004						
	BB25637	1974	133 539 €	Mutée de pays de loire le 07/04/2015							
BB 25500	BB25643	1975	188 839 €	ATP 600000 en 2012	Révisée en 2002						
PARC : 10	BB25650	1975	0 €	-	Révisée en 2008	140 km/h	-	-	non	-	périurbain
	BB25655	1975	68 614 €	-	Révisée en 2009						
	BB25681	1975	0 €		Révisée en 1994						
	BB25689	1975	212 559 €	ATP 600000 en 2012	Révisée en 2002						
	BB25690	1975	168 958 €	ATP 600000 en 2011	Révisée en 2002						
	BB25691	1975		radiée le 26/01/2015	Révisée en 2002						
	BB25692	1975		radiée le 14/10/2015	Révisée en 2002						
	X2111	1981		Radiée le 11/09/2015	-						
	X2115	1981	133 782 €	Modernisation en 2009							
AUTOMOTEUR	X2116	1981	146 837 €	Modernisation en 2010	-						
X2100	X2117	1981		Radiée le 11/09/2015	-						
PARC : 16	X2123	1981		Radiée le 11/12/2015	-						
	X2124	1981	136 031 €	Modernisation en 2009	-						
	X2134	1982	138 069 €	Modernisation en 2009	-						périurbain
	X2135	1982	131 158 €	Modernisation en 2009	-	140 km/h	-	59	non	oui	maillage régional
	X2136	1982	140 398 €	Modernisation en 2009	-			avec			
	X2137	1982	141 853 €	Modernisation en 2009	-			strapontins			
	X2139	1982	139 775 €	Modernisation en 2009	-						
	X2140	1982	185 968 €	Modernisation en 2010	-						
	X2141	1982	190 946 €	Modernisation en 2010	-						
	X2142	1982	144 720 €	Modernisation en 2009	-						
	X2144	1982	183 186 €	Modernisation en 2010	-						
	X2145	1982	188 948 €	Modernisation en 2010	-						
	X2146	1982	147 418 €	Modernisation en 2010	-						
	X2147	1982	147 418 €	Modernisation en 2010	-						
	X2148	1982	145176,48	Modernisation en 2010	-						

AUTOMOTEUR	X73522	2000	483 558 €			140 km/h	82 classe unique	oui	oui	interville de proximité périurbain
	X73538	2000	486 798 €							
	X73574	2001	573 613 €							
X73500	X73575	2001	574 023 €	-	-					
PARC : 15	X73583	2001	578 730 €	-	-					
	X73588	2001	580 784 €	-	-					
	X73590	2001	581 606 €	-	-					
	X73596	2001	591 224 €	-	-					
	X73597	2001	592 319 €	-	-					
	X73598	2001	591 908 €	-	-					
	X73599	2001	589 547 €	-	-					
	X73601	2001	593 829 €	-	-					
	X73603	2001	592 158 €	-	-					
	X73604	2001	596 169 €	-	-					
	X73605	2001	592 433 €	-	-					

VOITURE REMORQUEE	XR6108	1985	174 395 €	Modernisation en 2009	-	140 km/h		76 avec strapontins	non	oui	périurbain maillage régional
XR6000	XR6164	1987	151 079 €	Modernisation en 2009	-						
PARC : 8	XR6165	1987	148 099 €	Modernisation en 2009	-						
	XR6166	1987	155 430 €	Modernisation en 2009	-						
	XR6167	1987	157 032 €	Modernisation en 2009	-						
	XR6168	1987	160 052 €	Modernisation en 2009	-						
	XR6169	1987	160 601 €	Modernisation en 2009	-						
	XR6170	1987	149 337 €	Modernisation en 2009	-						
AUTOMOTRICE Z 9600	Z9603+ZRX19603	1985		Radiée le 04/05/2015	-						
PARC : 4	Z9604+ZRX19604	1985	0 €	2007	-	160 km/h	24	135 avec strapontins	non	oui	interville
	Z9605+ZRX19605	1985	15 214 €	2007	-						
	Z9606+ZRX19606	1985	15 214 €	2007	-						
	Z9628+ZRX19628	1985	0 €	2004	-						
	RS0	1989		radiée le 17/07/2015	Révision en 2007						
VOITURE REMORQUEE	RS1	1987	17 121 €	Modernisée en 2000	Révision en 2006	140 km/h	20	248 avec strapontins	non	oui	périurbain interville
RRR	RS2	1987	17 121 €	Modernisée en 2001	Révision en 2008						
PARC : 9	RS3	1987	17 121 €	Modernisée en 2000	Révision en 2009						
	RS4	1987	17 121 €	Modernisée en 2000	Révision en 2007						
	RS5	1987	17 121 €	Modernisée en 2000	Révision en 2007						
	RS6	1989	63 221 €	Modernisée en 2000	Révision en 2007						
	RS7	1989	63 221 €	Modernisée en 2001	Révision en 2007						
	RS8	1989		radiée le 14/10/2015	Révision en 2009						
	RS9	1989	63 221 €	Modernisée en 2001	Révision en 2009						
	RS10	1989	63 221 €	Modernisée en 2000	Revision en 2008						

AUTOMOTRICE Z 21500 PARC : 19	Z21535/536	2003	2 692 387 €	-	-	200 km/h	36	181	oui	oui	interville
	Z21537/538	2003	2 865 661 €	-	-						
	Z21541/542	2003	2 885 948 €	-	-						
	Z21545/546	2003	2 887 597 €	-	-						
	Z21549/550	2003	2 898 228 €	-	-						
	Z21551/552	2003	2 548 073 €	-	-						
	Z21557/558	2003	2 933 980 €	-	-						
	Z21563/564	2004	2 971 476 €	-	-						
	Z21569/570	2004	3 878 437 €	MooviTER en 2008	-						
	Z21571/572	2004	3 037 250 €	-	-						
	Z21575/576	2004	3 010 282 €	-	-		*MooviTER*				
	Z21581/582	2004	3 061 814 €	-	-		*18*	*197*			
	Z21583/584	2004	3 060 084 €	-	-						
	Z21587/588	2004	3 038 412 €	-	-						
	Z21589/590	2004	3 081 824 €	-	-						
	Z21593/594	2004	3 063 048 €	-	-						
	Z21599/600	2004	3 081 592 €								
	Z21607/608	2004	3 109 017 €	aquisition NOV2014 (ex Aquitaine)	ajout reservoir WC en 2015						
	Z21609/610	2004	3 150 831 €	aquisition NOV2014 (ex Aquitaine)	ajout reservoir WC en 2015						

AUTOMOTRICE Z 27500 PARC : 6 tricaisses 8 quadricaisses	Z27645/646tri	2007	2 486 304 €	-	-		176 classe unique				
	Z27647/648tri	2007	2 464 260 €	-	-						
	Z27665/666tri	2007	2 501 980 €	-	-						
	Z27679/680tri	2007	2 521 609 €	-	-						
	Z27695/696tri	2007	2 561 310 €	-	-						

IV – ANNEXES	IV
D 4 - AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION - GESTION DES FONDS EUROPEENS	D4.1

PROGRAMMATION 2014-2020 (1) (tableau 1)

Gestion AP/AE

Fonds Européens	FEDER		FSE	FEADER *	AUTRES FONDS FEAMP *	ASSISTANCE TECHNIQUE (2) FEDER-FSE
Rappel total programme opérationnel (a)	296 551 456		59 822 955	367 669 924	47 032 970	13 125 499
AP et AE affectées au 31/12/N-1 (b)	7 886 379		0	5 390 129	0	700 000
Flux d'AP et d'AE affectées dans l'année N (c) (3)	30 833 825		0	10 110 762	0	800 000
Total AP et AE affectées (d) = (b) + (c)	38 720 204		0	15 500 891	0	1 500 000
Taux d'affectation = (d) / (a)	27%		0%	4%	0%	11%
Reste à affecter = (a) - (d)	257 831 252		59 822 955	352 169 033	47 032 970	11 625 499

Gestion des crédits de paiements

Fonds Européens	FEDER		FSE	FEADER *	AUTRES FONDS FEAMP *	ASSISTANCE TECHNIQUE FEDER-FSE
Dépenses (4)	**TOTAL**	dont dépenses en maîtrise d'ouvrage Région pour leur part financée (hors AT) (cf tableau n°2)	dépenses en maîtrise d'ouvrage Région inscrites pour leur part financée (hors AT) (cf tableau n°2)			dépenses en maîtrise d'ouvrage Région inscrites pour leur part financée (cf tableau n°2)
Rappel total programme opérationnel (a)	296 551 456		59 822 955	367 669 924	47 032 970	13 125 499
Mandatés au 31/12/N-1 (b)	0	0	0	5 390 129		0
Mandatés de l'année N (c)	4 180 385	0	0	10 110 762		0
Régularisations de l'année N (d)	0	0	0	0	0	0
Total CP mandatés (e) = (b) + (c) + (d)	4 180 385	0	0	15 500 891	0	0
Taux d'emploi = (e) / (a)	1%		0%	4%	0%	0%
Reste à mandater = (a) - (e)	292 371 071		59 822 955	352 169 033	47 032 970	13 125 499
Recettes						
Rappel total recettes à titrer sur la programmation (f)	296 551 456		59 822 955	367 669 924	47 032 970	13 125 499
Recettes titrées au 31/12/N-1 (g)	0	0	0	5 390 129		0
Recettes titrées l'année N (h)	0	0	0	10 110 762		0
Total recettes (i) = (g) + (h)	0	0	0	15 500 891	0	0
Taux de recouvrement = (i) / (f)	0%		0%	4%	0%	0%
Reste à titrer = (f) - (i)	296 551 456		59 822 955	352 169 033	47 032 970	13 125 499

Avances encaissées non titrées (j) (5)	14 443 444		2 923 056
Reste à employer = (j) + (i) - (e)	10 263 059		2 923 056

(1) Inscrire la programmation concernée. Ouvrir un état par programmation à partir de la programmation 2014-2020. **Un deuxième tableau est joint à cette annexe, listant les dossiers spécifiques en maîtrise d'ouvrage Région Bretagne.**
*** les flux financiers des fonds FEADER et FEAMP sont gérés par l'ASP et ne transitent pas par le budget régional ; en revanche ils sont réintégrés comptablement dans le budget régional au moment du compte administratif, au vu des états financiers transmis par l'ASP.**
(2) Cette colonne n'est à compléter que pour les collectivités qui gèrent une partie de l'assistance technique en AP/AE, sachant que la part frais de personnel est exclue de la gestion AP/AE. **Sont intégrées dans cette colonne les dépenses et recettes d'AT en maîtrise d'ouvrage de la Région Bretagne (cf tableau détaillé n°2). Les dépenses inscrites sont celles qui ont fait l'objet d'un financement dans le cadre des fonds FEDER/FSE.**
(3) Ce flux comprend les affectations et désaffectations de l'année. En effet les désaffectations génèrent une enveloppe disponible à réaffectéer et impactent la ligne "reste à affecter" qui est réabondée à hauteur des désaffectations.
(4) Par dépense, il est entendu la dépense en faveur de tiers ou supportée par la collectivité en maîtrise d'ouvrage directe financée uniquement par les fonds européens, hors contrepartie de la collectivité. **C'est pourquoi les dépenses en maîtrise d'ouvrage directe sont ici inscrites pour la part ayant fait effectivement l'objet d'un financement dans l'année, dont le montant n'est connu précisément qu'après paiement effectif de la Commission Européenne.**
(5) Cette ligne n'est à compléter que si la collectivité ne titre pas les avances. **Y sont ici inscrits les préfinancements initiaux et cumulés encaissés et faisant l'objet d'une comptabilisation extra budgétaire.**

IV - ANNEXES	IV
EMPLOI DES CRÉDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE	D4.1

PROGRAMMATION 2007-2013 - FONDS EUROPEENS RECUS ET REVERSES PAR LA COLLECTIVITE GESTIONNAIRE (1)

1) Au titre des mesures gérées sous forme de subventions globales

RECETTES (fonds versés par l'Etat à la Collectivité gestionnaire) au titre de la subvention globale 2007-2013

objet	article (2)	Montant
Subvention globale 2007-2013	74772/93043 – 436	166 740,23 €
		2 677 061,82 €
Subvention globale 2007-2013	13172/90043 – 1147	248 219,19 €
		624 048,14 €
	TOTAL	**3 716 069,38 €**

DEPENSES (aides communautaires versées directement aux bénéficiaires)
En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives

Titre de la mesure	Bénéficiaires	Libellé de l'opération	article (2)	Montant
Action 213 – Aider la valorisation, le transfert, la diffusion de technologies	Institut Maupertuis	Plate-forme procédés de soudage innovants pour valorisation applications innovantes, transfert et diffusion de technologies appliquées (33112/09008450)	20421/90043	**-3 470,25 €**
Action 221 – Soutenir les programmes de recherche et les projets orientés vers le renforcement de plateaux techniques ou de réseaux de compétences	UNIVERSITE DE RENNES I	Cancérologie – Biothérapie (36987/12008875+12006692)	7588/93043	**-29 222,54 €**
Action 222 – Soutenir les projets orientés sur des plateaux techniques ouverts et des infrastructures immobilières	Département 35	BIOAGROPOLIS (34886/11005909)	204132/90043	**-538 797,55 €**
	Université de Bretagne Occidentale	CPER 2007-2013 – opération n°322/323 : IUT suite réhabilitation pôle agro-alimentaire / Formation ingénieurs et recherche en agro-alimentaire (38230/13006505)	204182/90043	**-37 065,93 €**
Action 223 – Soutenir les projets de maisons internationales	Brest Métropole	Réalisation du Centre de Mobilité Internationale (CMI), composante de la Cité internationale des Capucins (40146/13010408)	204142/90043	**-110 530,42 €**

Action 231 – Développer les actions collectives	CCIRB	Performance Bretagne Ressources Humaines Plus 2010 (33840/10002743)	7588/93043	**-33 753,73 €**
	CCIRB	Performance Bretagne Ressources Humaines Plus 2011 (34968/11005357)	7588/93043	**-18 113,31 €**
	CCIRB	Performance Bretagne Ressources Humaines Plus 2012 (37501/12001526)	7588/93043	**-6 286,50 €**
	CCIRB	Manageur 2013 (39852/13004821)	7588/93043	**-4 713,96 €**
Action 232 – Intervenir en faveur du financement des entreprises (haut et bas de bilan)	OSEO BPI GARANTIE REGIONS	Fonds de garantie Feder Région Bretagne (37165/11008824)	20421/90043	**-13 609,20 €**
Action 212 – Soutenir les projets structurants de R&D et les actions de rapprochement entreprise-recherche s'appuyant sur le système régional d'innovation	INSA Institut National des Sciences Appliquées	4Ever (37818/12005302)	65738/93043/543	61 783,65 €
	INSA Institut National des Sciences Appliquées	CHASHORT (37884/12005908)	65738/93043/543	24 068,00 €
	LABORATOIRES GOEMAR	GREENPROTECT (38158/12008373)	6574/93043/547	13 895,96 €
	UNIVERSITE DE RENNES I	VARITI-5 (38291/12010652)	65738/93043/543	29 904,72 €
	Institut Maupertuis	Pilotage de robots industriels agiles avec l'assistance de la vision 3D et d'algorithmes de décision (39130/13003513)	6574/93043/547	65 084,04 €
	Institut Maupertuis	Projet FSW MOCN 2013-2015 – ressourcement scientifique (40165/13007862)	6574/93043/547	22 537,73 €
	Ecole Normale Supérieure de Rennes	Projet FSW MOCN 2013-2015 – ressourcement scientifique (40166/13007868)	65738/93043/543	52 954,94 €
	ADRIA	ACID IMPACT 2014-2015 (40967/14000491)	6574/93043/547	30 347,87 €
Action 213 – Aider la valorisation, le transfert, la diffusion de technologies	ADRIA	Développement d'outils de maîtrise de la qualité et de la sécurité des aliments (39162/13004581)	20421/90043/1525	61 264,34 €
	VEGENOV – BBV	Investissements matériels de R&D 2013-2015 (40167/13007883)	20421/90043/1525	208 000,00 €

Action 221 – Soutenir les programmes de recherche et les projets orientés vers le renforcement de plateaux techniques ou de réseaux de compétences	INRA	Equipements de mesure et régulation de flux de gaz et d'énergie pour la halle Bioclimatologique MEGEVE (38594/13004873)	204181/90043/1522	8 000,00 €
			204181/90043/1522	24 498,52 €
			204181/90043/1522	7 501,48 €
	Ecole Normale Supérieure de Rennes	Equipements pour la plateforme de recherche M2S (40471/13010413)	204181/90043/1522	23 150,19 €
			204181/90043/1522	67 747,59 €
	UNIVERSITE DE RENNES I	Plateforme d'ingénierie Multimodale Aéroportée (41184/14003808)	204181/90043/1522	28 037,68 €
			204181/90043/1522	9 998,73 €
	Université Rennes 1	Acquisition d'un système informatique hautes performances en biosanté (SIHP-IRSET) (42890/14007637)	204181/90043/1522	19 881,69 €
	UNIVERSITE DE RENNES I	Energie photovoltaïque (43066/15005181)	204181/90043/1522	13 800,00 €
			204181/90043/1522	55 200,00 €
	UNIVERSITE DE RENNES I	Plateforme de caractérisation structurale phase 2 (43069/15005184)	204181/90043/1522	53 000,00 €
Action 222 – Soutenir les projets orientés sur des plateaux techniques ouverts et des infrastructures immobilières	RECTORAT	Extension et création d'une halle technologique Pôle ingénierie Chimique à l'ENSCR de Rennes (36364/11005080)	204112/90043/258	192 076,36 €
	Rennes Métropole	Réalisation de l'espace entreprise Biopôle – Pépinière d'entreprise dédiée aux sciences du vivant (39945/13006545)	204142/90043/1511	200 000,00 €
			204142/90043/1511	375 587,35 €
	RECTORAT	Construction d'un bâtiment de recherche pour l'institut de recherche sur la santé, l'environnement et le travail – 1ère tranche : volet Etudes de réalisation et travaux (40905/13010844)	204112/90043/258	314 192,00 €
			204112/90043/258	269 760,00 €
			204112/90043/258	1 219 397,41 €
	RECTORAT	Réalisation des tranches conditionnelles 2 et 3 du Pôle Ingénierie Chimique à l'ENSCR de Rennes (41183/14003789)	204112/90043/258	20 097,75 €
			204112/90043/258	68 883,59 €
			204112/90043/258	360 000,00 €
			204112/90043/258	1 457,42 €
Action 223 – Soutenir les projets de maisons internationales	Rennes Métropole	Cité internationale de Rennes – Phase travaux (40419/13010409)	204142/90043/1511	88 125,24 €
			204142/90043/1511	190 413,26 €

Action 224 – Soutenir la mise en place et les actions de l'Université Européenne de Bretagne	UNIVERSITE BRETAGNE LOIRE	Renforcement sur la période 2012-2014, de la compétitivité européenne du système de recherche coordonné par l'UEB (39996/13006675)	65738/93043/543	198 190,73 €
			65738/93043/543	88 810,30 €
	UNIVERSITE BRETAGNE LOIRE	Mise en œuvre du Contrat d'Objectifs et de Moyens, signé entre l'Université Européenne de Bretagne et la Région Bretagne relatif au développement du système régional de recherche et d'enseignement supérieur pour l'année 2014 (41230/14005700)	65738/93043/543	29 531,79 €
	UNIVERSITE BRETAGNE LOIRE	Mise en œuvre du COM signé entre l'UEB et la Région Bretagne relatif au développement du système régional de recherche et d'enseignement supérieur pour l'année 2015 (42941/15002880)	65738/93043/543	34 000,00 €
			65738/93043/543	136 000,00 €
Action 231 – Développer les actions collectives	Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Bretagne	PBPSA LEAN 2013 (38970/13001113)	65738/93043/543	32 192,32 €
	Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Bretagne	Performance Bretagne Ressources Humaines Plus 2013 (38974/13001129)	65738/93043/543	7 828,56 €
			65738/93043/543	31 314,25 €
	Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Bretagne	MANAGEUR 2013 (39852/13004821)	65738/93043/543	9 944,15 €
	Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Bretagne	Performance Bretagne Ressources Humaines Plus 2014 (41071/14002768)	65738/93043/543	29 741,41 €
Action 241 – Déployer des infrastructures à haut et très haut débit pour tous	Département du Finistère	Construction et exploitation d'un réseau départemental de communications électroniques à haut débit (39010/13005602)	65733/93043/541	670 757,76 €
Action 242 – Développer les services et les applications numériques	Conseil Régional de Bretagne	Renouvellement du système d'information multimodale BreizhGo (41083)	/	44 159,42 €
Action 311 – Soutenir le développement du pôle de compétitivité Mer Bretagne et de l'innovation maritime	SABELLA	SABELLA D10 Investissement (36997/11007717)	20421/90043/1525	68 706,85 €
	SABELLA	SABELLA D10 Fonctionnement (37264/11009856)	6574/93043/547	9 931,85 €
Action 312 – Soutenir la recherche dans le domaine maritime et le développement d'Europôle mer	Brest Métropole	Construction de la 3ème tranche de l'Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM) de l'Université de Bretagne Occidentale (38264/12010559)	204142/90043/1511	382 586,52 €
Action 323 – Soutenir les investissements visant un développement portuaire durable	Syndicat Mixte pour le développement de Brest Iroise (SMBI)	Stabilisation d'une plateforme portuaire aménageable sur le polder 124 du port de commerce de Brest (36743/11005879)	204152/90043/1516	142 628,40 €
Action 324 – Adapter les caractéristiques des ports bretons pour répondre à l'évolution du trafic maritime de marchandises	CCI de Brest	Port de Brest – Acquisition d'une grue sur rail de forte capacité pour le trafic vrac agroalimentaire (37228/12002428)	204181/90043/1522	170 000,00 €

Action 51 – Animation et Gestion	Conseil Régional de Bretagne	Assistance technique – Rémunération des personnels – années 2011 à 2015 (36374)	/	432 051,15 €
TOTAL DES AIDES VERSEES PAR LA COLLECTIVITE GESTIONNAIRE				**5 903 459,58 €**

(1) reproduire l'annexe par fonds européen
(2) de la comptabilité de la collectivité gestionnaire (M14, M52, M71)
(*) la collectivité gestionnaire peut être bénéficiaire des fonds lorsqu'elle est maître d'ouvrage (commune, département, région ou EPCI)

DEPENSES JUSTIFIEES PAR LES BENEFICIAIRES (4)

Titre de la mesure	Bénéficiaires (nom de l'entreprise, de l'association, de la collectivité gestionnaire (2))	Libellé de l'opération	Emetteurs (4)	Date d'acquittement de la facture	Montant dépense reçue	Montant dépense écartée	Montant dépense retenue
Action 212 – Soutenir les projets structurants de R&D et les actions de rapprochement entreprise-recherche s'appuyant sur le système régional d'innovation	INSA Institut National des Sciences Appliquées	4Ever (37818/12005302)	Salaires 2014	31/12/2014	121 129,68 €	0,00 €	121 129,68 €
			Salaires 2015	30/09/2015	30 358,40 €	0,00 €	30 358,40 €
			Amortissements	30/09/2015	48 058,92 €	0,00 €	48 058,92 €
			Déplacements 2014	25/11/2014	6 398,50 €	0,00 €	6 398,50 €
	INSA Institut National des Sciences Appliquées	CHASHORT (37884/12005908)	Prestations intellectuelles	09/12/2012	12 265,00 €	0,00 €	12 265,00 €
			Autres dépenses	19/01/2015	1 484,18 €	0,00 €	1 484,18 €
			Salaires	31/12/2014	68 765,26 €	0,00 €	68 765,26 €
	Laboratoires GOEMAR	GREENPROTECT (38158/12008373)	Autres dépenses 2015	19/10/2015	5 289,03 €	0,00 €	5 289,03 €
			Salaires 2015	30/09/2015	46 212,86 €	0,00 €	46 212,86 €
			Prestations 2015	13/10/2015	17 978,15 €	0,00 €	17 978,15 €
	UNIVERSITE DE RENNES I	VARITI-5 (38291/12010652)	Autres dépenses 2013	16/10/2013	12 042,87 €	0,00 €	12 042,87 €
			Autres dépenses 2014	22/12/2014	11 105,61 €	0,00 €	11 105,61 €
			Autres dépenses 2015	11/09/2015	11 988,92 €	18,58 €	11 970,34 €
			Salaires 2013	31/12/2013	20 223,95 €	223,95 €	20 000,00 €
			Salaires 2014	31/12/2014	5 153,34 €	5 153,34 €	0,00 €
			Prestations 2014	04/06/2014	6 623,38 €	0,00 €	6 623,38 €
			Prestations 2015	26/08/2015	6 659,98 €	0,00 €	6 659,98 €
			Autres dépenses 2015	19/06/2015	7 930,57 €	0,00 €	7 930,57 €
			Prestations 2015	19/06/2015	23 571,97 €	0,00 €	23 571,97 €
	Institut Maupertuis	Pilotage de robots industriels agiles avec l'assistance de la vision 3D et d'algorithmes de décision (39130/13003513)	Autres dépenses 2015	23/09/2015	4 546,20 €	0,00 €	4 546,20 €
			Prestations 2015	21/09/2015	49 200,00 €	0,00 €	49 200,00 €
			Salaires 2015	30/09/2015	109 675,39 €	0,00 €	109 675,39 €
			Amortissements 2013	27/06/2013	380,87 €	0,00 €	380,87 €
			Amortissements 2014	29/09/2014	6 562,47 €	0,00 €	6 562,47 €
			Amortissements 2015	30/09/2015	5 568,33 €	0,00 €	5 568,33 €
			Amortissements 2015	19/06/2015	10 021,14 €	0,00 €	10 021,14 €
	Institut Maupertuis	Projet FSW MOCN 2013-2015 - ressourcement scientifique (40165/13007862)	Salaires 2015	30/09/2015	52 854,20 €	0,00 €	52 854,20 €
			Autres dépenses 2015	19/11/2015	13 667,15 €	0,20 €	13 666,95 €
			Prestations	29/07/2015	1 926,84 €	0,00 €	1 926,84 €

	Ecole Normale Supérieure de Rennes	Projet FSW MOCN 2013-2015 - ressourcement scientifique (40166/13007868)	Prestations 2015	16/07/2015	5 016,00 €	0,00 €	5 016,00 €
			Autres dépenses 2015	24/10/2015	60 266,56 €	244,36 €	60 022,20 €
			Salaires 2015	26/11/2015	86 487,50 €	225,87 €	86 261,63 €
	ADRIA	ACID – IMPACT 2014-2015 (40967/14000491)	Salaires 2015	30/09/2015	61 417,98 €	17,98 €	61 400,00 €
			Autres dépenses 2015	30/09/2015	28 518,12 €	0,00 €	28 518,12 €
Action 213 – Aider la valorisation, le transfert, la diffusion de technologies	ADRIA	Développement d'outils de maîtrise de la qualité et de la sécurité des aliments (39162/13004581)	Matériel 2015	29/09/2015	192 176,29 €	500,00 €	191 676,29 €
	VEGENOV – BBV	Investissements matériels de R&D 2013-2015 (40167/13007883)	Matériel 2013	31/01/2014	64 812,54 €	0,00 €	64 812,54 €
			Matériel 2014	13/02/2015	467 293,53 €	0,00 €	467 293,53 €
			Matériel 2015	30/09/2015	130 083,74 €	0,00 €	130 083,74 €
Action 221 – Soutenir les programmes de recherche et les projets orientés vers le renforcement de plateaux techniques ou de réseaux de compétences	INRA	Equipements de mesure et régulation de flux de gaz et d'énergie pour la Halle Bioclimatologique MEGEVE (38594/13004873)	Analyseur multigaz multiplexeur	21/12/2015	169 953,89 €	0,00 €	169 953,89 €
			Analyseur multigaz multiplexeur	07/05/2014	21 046,00 €	0,00 €	21 046,00 €
	Ecole Normale Supérieure de Rennes	Equipements pour la plateforme de recherche M2S (40471/13010413)	Système immersif	06/11/2015	444 950,00 €	0,00 €	444 950,00 €
	UNIVERSITE DE RENNES I	Plateforme d'ingénierie Multimodale Aéroportée (41184/14003808)	Système aéroporté	28/09/2015	146 858,57 €	0,00 €	146 858,57 €
			matériel	31/12/2015	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	UNIVERSITE DE RENNES I	Acquisition d'un système informatique hautes performances en Biosanté (SIHP – IRSET) (42890/14007637	Matériel serveurs	10/06/2015	79 787,00 €	0,00 €	79 787,00 €
	UNIVERSITE DE RENNES I	Energie photovoltaïque (43066/15005181)	Système de mesures sous pointes et accessoires associés	09/12/2015	280 038,84 €	0,00 €	280 038,84 €
	UNIVERSITE DE RENNES I	Plateforme de caractérisation structurale phase 2 (43069/15005184)	Dioffractomètre de rayon X et accessoires	12/10/2015	177 000,00 €	0,00 €	177 000,00 €

Action 222 – Soutenir les projets orientés sur des plateaux techniques ouverts et des infrastructures immobilières	Département d'Ille et Vilaine	BIOAGROPOLIS – Laboratoires LERMVD de l'ANSES Fougères et ISAE du CG 35 (34886/11005909)	Travaux	31/08/2012	0,00 €	0,00 €	0,00 €
			Travaux	30/11/2011	0,00 €	0,00 €	0,00 €
			Travaux	14/12/2010	0,00 €	0,00 €	0,00 €
			Prestations	03/08/2012	0,00 €	0,00 €	0,00 €
			Prestations	22/10/2010	0,00 €	0,00 €	0,00 €
			Prestations	30/11/2007	0,00 €	0,00 €	0,00 €
			Travaux	28/11/2013	11 962,40 €	3 560,88 €	8 401,52 €
			Travaux	30/11/2012	21 062,31 €	0,00 €	21 062,31 €
			Travaux	25/11/2013	136 551,15 €	35 666,17 €	100 884,98 €
			Travaux	25/10/2012	95 543,45 €	0,00 €	95 543,45 €
			Travaux	23/06/2011	314 289,65 €	0,00 €	314 289,65 €
			Prestations	15/10/2013	26 601,67 €	6 956,59 €	19 645,08 €
			Prestations	11/12/2012	3 878,90 €	0,00 €	3 878,90 €
			Travaux	09/12/2015	0,00 €	42 377,64 €	-42 377,64 €
			DIR Recettes	31/12/2014	-219 340,11 €	0,00 €	-219 340,11 €
	RECTORAT	Extension et création d'une halle technologique pôle ingénierie chimique à l'ENSCR de Rennes (36364/11005080)	Travaux	16/12/2014	23 063,24 €	0,00 €	23 063,24 €
			Prestations intellectuelles	23/04/2015	19 071,03 €	1 681,61 €	17 389,42 €
			Travaux	12/12/2014	58 752,61 €	0,00 €	58 752,61 €
			Prestations intellectuelles	20/11/2014	6 360,09 €	377,28 €	5 982,81 €
			Prestations intellectuelles	31/12/2015	0,00 €	11 569,76 €	-11 569,76 €
	UNIVERSITE DE BRETAGNE OCCIDENTALE	CPER 2007-2013 – Opération n°322/323 : IUT suite réhabilitation pôle agro-alimentaire / formation ingénieurs et recherche en agro-alimentaire (38230/13006505)	Prestations intellectuelles	22/12/2015	46 712,69 €	0,00 €	46 712,69 €
			Travaux	22/12/2015	515 202,21 €	0,00 €	515 202,21 €
	Rennes Métropole	Réalisation de l'espace entreprise Biopôle – pépinière d'entreprise dédiée aux sciences du vivant (39945/13006545)	Autres études	03/12/2014	202 059,62 €	9 707,41 €	192 352,21 €
			Travaux	03/12/2014	4 975 693,94 €	41 616,07 €	4 934 077,87 €
			Frais divers	31/12/2014	210 136,00 €	113 575,67 €	96 560,33 €
	RECTORAT	Construction d'un bâtiment de recherche pour l'institut de recherche sur la santé, l'environnement et le travail – 1ère tranche : volet Etudes de réalisation et travaux (40905/13010844)	Travaux	26/11/2015	8 240 839,20 €	0,03 €	8 240 839,17 €
			Etudes	27/11/2015	315 615,86 €	0,00 €	315 615,86 €
	RECTORAT	Réalisation des tranches conditionnelles 2 et 3 du Pôle Ingénierie Chimique à l'ENSCR de Rennes (41183/14003789)	Travaux	09/12/2015	1 676 527,12 €	0,00 €	1 676 527,12 €
			Prestations intellectuelles	20/11/2015	129 680,51 €	5 619,38 €	124 061,13 €
			Travaux	11/12/2014	15 589,75 €	0,00 €	15 589,75 €
			Prestations intellectuelles	24/11/2014	5 377,17 €	0,00 €	5 377,17 €

Action 223 – Soutenir les projets de maisons internationales	Brest Métropole	Réalisation du Centre de Mobilité internationale (CMI), composante de la Cité internationale des Capucins (40146/13010408)	Travaux	09/10/2015	147 074,55 €	0,00 €	147 074,55 €
			Prestations intellectuelles	25/11/2015	36 130,41 €	0,00 €	36 130,41 €
			Terrains	18/12/2014	53 136,00 €	0,00 €	53 136,00 €
	Rennes Métropole	Cité internationale de Rennes – Phase Travaux (40419/13010409)	Prestations intellectuelles	07/12/2015	51 373,12 €	2 150,11 €	49 223,01 €
			Travaux	30/11/2015	1 027 036,99 €	126 625,21 €	900 411,78 €
Action 224 – Soutenir la mise en place et les actions de l'Université Européenne de Bretagne	Université Bretagne Loire	Renforcement sur la période 2012-2014, de la compétitivité européenne du système de recherche coordonné par l'UEB (39996/13006675)	Prestation animalerie	06/02/2015	40 128,35 €	0,00 €	40 128,35 €
			Produits de laboratoire	09/03/2015	18 708,75 €	2 583,15 €	16 125,60 €
			Produits de laboratoire	29/01/2014	10 699,35 €	0,00 €	10 699,35 €
			Restauration	20/01/2014	3 406,64 €	559,56 €	2 847,08 €
			Reprographie plaquettes 2PE	29/01/2014	979,53 €	0,00 €	979,53 €
			Salaires et charges	26/11/2014	423 784,81 €	0,00 €	423 784,81 €
			Produits de laboratoire	10/12/2014	131 537,78 €	4 676,88 €	126 860,90 €
			Prestation animalerie	09/12/2014	51 005,69 €	2 629,20 €	48 376,49 €
			Autres dépenses	31/12/2015	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Université Bretagne Loire	Mise en œuvre du Contrat d'Objectifs et de Moyen, signé entre l'Université Européenne et Bretagne et la Région Bretagne relatif au développement du système régional de recherche et d'enseignement supérieur pour l'année 2014 (41230/14005700)	Dépenses de personnels	07/12/2014	0,00 €	7 076,04 €	-7 076,04 €
			Prestations intellectuelles	18/02/2015	4 496,94 €	0,00 €	4 496,94 €
			Autres dépenses	09/02/2015	1 147,94 €	0,00 €	1 147,94 €
			Dépenses de personnels	22/12/2014	38 128,18 €	3 513,02 €	34 615,16 €
			Prestations intellectuelles	10/12/2014	12 520,12 €	0,00 €	12 520,12 €
			Autres dépenses	15/12/2014	14 465,37 €	1 105,92 €	13 359,45 €
	Université Bretagne Loire	Mise en œuvre du COM signé entre l'UEB et la Région Bretagne relatif au développement du système régional de recherche et d'enseignement supérieur pour l'année 2015 (42941/15002880)	Salaires et charges	22/12/2015	100 096,03 €	0,00 €	100 096,03 €
			Communications téléphoniques	10/12/2015	572,72 €	0,00 €	572,72 €
			Missions	31/12/2015	5 565,94 €	157,81 €	5 408,13 €
			Salaires et charges	28/09/2015	237 435,64 €	3 532,07 €	233 903,57 €
			Communications téléphoniques	23/10/2015	6 675,42 €	271,56 €	6 403,86 €
			Matériel informatique	03/12/2015	13 638,47 €	25,71 €	13 612,76 €

Action 231 – Développer les actions collectives	Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Bretagne	Performance Bretagne Ressources Humaines Plus 2012 (37501/12001526)	Autres dépenses	08/03/2013	112 096,34 €	19 056,37 €	93 039,97 €
			Autres dépenses	07/02/2013	45 784,99 €	7 783,45 €	38 001,54 €
	Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Bretagne	PBPSA LEAN 2013 (38970/13001113)	Prestations 2014	22/04/2014	17 111,43 €	0,00 €	17 111,43 €
			Prestations 2013	29/11/2013	15 520,10 €	0,00 €	15 520,10 €
			Salaires 2014	16/05/2014	26 444,73 €	0,00 €	26 444,73 €
			Autres dépenses 2013	17/12/2013	1 627,45 €	0,00 €	1 627,45 €
			Autres dépenses 2014	26/03/2014	158,40 €	0,00 €	158,40 €
			Salaires 2013	29/11/2013	49 908,00 €	0,00 €	49 908,00 €
	Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Bretagne	Performance Bretagne Ressources Humaines Plus 2013 (38974/13001129)	Dépenses de personnels	30/04/2015	199 070,67 €	33 842,01 €	165 228,66 €
			Autres dépenses	30/04/2015	38 164,00 €	6 487,88 €	31 676,12 €
	Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Bretagne	MANAGEUR 2013 (39852/13004821)	Prestations intellectuelles	28/09/2015	71 594,40 €	24 000,00 €	47 594,40 €
			Autres dépenses	25/06/2014	11 070,29 €	0,00 €	11 070,29 €
	Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Bretagne	Performance Bretagne Ressources Humaines Plus 2014 (41071/14002768)	Dépenses de personnels	11/07/2015	3 200,00 €	544,00 €	2 656,00 €
			Autres dépenses	30/04/2015	27 365,39 €	4 652,12 €	22 713,27 €
			Dépenses de personnels	30/04/2015	82 884,79 €	14 090,41 €	68 794,38 €
Action 241 – Déployer des infrastructures à haut et très haut débit pour tous	Département du Finistère	Construction et exploitation d'un réseau départemental de communications électroniques à haut débit (39010/13005602)	Exploitation et maintenance	07/10/2015	2 721 892,01 €	648 437,93 €	2 073 454,08 €
			Investissements	07/10/2015	3 350 938,21 €	435 270,06 €	2 915 668,15 €
			Recettes	05/11/2015	-2 160 915,37 €	0,00 €	-2 160 915,37 €
Action 311 – Soutenir le développement du pôle de compétitivité Mer Bretagne et de l'innovation maritime	SABELLA	SABELLA D10 Investissement (36997/11007717)	Travaux 2015	07/10/2015	594 089,07 €	275 016,91 €	319 072,16 €
			Matériel 2015	27/10/2015	816 545,47 €	0,00 €	816 545,47 €
	SABELLA	SABELLA D10 Fonctionnement (37264/11009856)	Salaires 2015	31/10/2015	124 978,29 €	0,00 €	124 978,29 €
			Autres dépenses 2015	26/10/2015	52 108,11 €	12 928,46 €	39 179,65 €
Action 312 – Soutenir la recherche dans le domaine maritime et le développement d'Europôle mer	Brest Métropole	Construction de la 3ème tranche de l'Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM) de l'Université de Bretagne Occidentale (38264/12010559)	Travaux	19/11/2014	2 400 000,00 €	0,00 €	2 400 000,00 €
			Prestations intellectuelles	19/11/2014	200 000,00 €	0,00 €	200 000,00 €
			Prestations intellectuelles	30/09/2014	23 662,46 €	0,00 €	23 662,46 €
			Travaux	03/06/2015	990 000,00 €	0,00 €	990 000,00 €
			Prestations intellectuelles	03/06/2015	24 350,44 €	0,00 €	24 350,44 €
			Prestations intellectuelles	12/12/2014	23 639,29 €	0,00 €	23 639,29 €
			Travaux	09/12/2015	108 953,00 €	0,00 €	108 953,00 €
			Prestations intellectuelles	09/12/2015	94 115,84 €	0,00 €	94 115,84 €
			Travaux	09/12/2015	0,00 €	2 209 643,17 €	-2 209 643,17 €
			Travaux	09/12/2015	0,00 €	82 067,32 €	-82 067,32 €

Action 323 – Soutenir les investissements visant un développement portuaire durable	Syndicat Mixte pour le développement de Brest Iroise	Stabilisation d'une plateforme portuaire aménageable sur le polder 124 du port de commerce de Brest (36743/11005879)	Maître d'oeuvre et AMO	29/08/2014	35 470,74 €	0,00 €	35 470,74 €
			Travaux	23/06/2015	1 207 223,12 €	0,00 €	1 207 223,12 €
			Marché coordination SPS	19/06/2015	2 952,49 €	0,00 €	2 952,49 €

(3) les justificatifs aux dépenses peuvent provenir de plusieurs émetteurs pour la même opération
(4) les informations seront extraites de PRESAGE
(**) hors dépenses d'assistance technique

2) Au titre de l'assistance technique ***

MONTANT DES RECETTES		**DEPENSES D'ASSISTANCE TECHNIQUE JUSTIFIEES PAR L'ORGANISME INTERMEDIAIRE (4)**				
article (2)	Montant	Mesure	Libellé de l'opération	Emetteurs (3)	Date d'acquittement de la facture	Montant
74772/93043 – 441	326 688,93 €	Action51 – Assistance technique	Assistance technique – Rémunération des personnels – années 2011 à 2015	Conseil Régional de Bretagne	05/02/16	478 467,49 €
TOTAL	**326 688,93 €**				**TOTAL**	**478 467,49 €**

(***) dans ce cas, la collectivité gestionnaire est bénéficiaire des fonds

(1) Annexe à reproduire par fonds européen géré

EMPLOI DES CRÉDITS COMMUNAUTAIRES
DOSSIERS SPECIFIQUES - Maîtrise d'Ouvrage REGION BRETAGNE

En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives

					PROGRAMMATION		CERTIFICATION		Reste à certifier	RECETTES	
Fonds Européens	Titre de la mesure	Libellé de l'opération	N°Dossier PROGOS	Fonct/Invt	date programmation	Mo ntant programmé	Date de certification	Montant certifié		Date de versement	Montant remboursé (taux de l'axe)
FEDER 2014-2020 (y compris Assistance technique)	Action 232 – Accompagner toutes les phases sensibles de développement de l'entreprise en vue de conforter sa compétitivité	Fonds de co-investissement Breton – BREIZH UP	15007270	Invt	11/12/15	8 000 000,00 €			8 000 000,00 €		
	Action 511 - Assurer une mise en œuvre administrative et financière optimale du PO, notamment de ses axes FEDER	Organisation des évènements partenariaux pour la mise en œuvre des FESI – Phase de lancement 2015-2016	15009356	Fonct	15/3/16	45 000,00 €			45 000,00 €		
		Soutien à la mise en œuvre d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour une réhabilitation thermique de qualité des logements locatifs sociaux	16003646	Fonct	12/7/16	32 400,00 €			32 400,00 €		
	Action 5.1.2 – Soutenir l'information et l'animation sur les fonds européens	Actions de communication pour la phase de lancement (2015-2016) de la programmation des fonds européens en Bretagne	EU000220	Fonct	15/11/16	99 240,54 €			99 240,54 €		
									0,00 €		
									0,00 €		
	Sous total des aides en MO REGION BRETAGNE pour le FEDER					**8 176 640,54 €**		**0,00 €**	**8 176 640,54 €**		**0,00 €**
FSE 2014-2020 (y compris l'assistance technique)	Action 411 – Soutien aux actions de formation qualifiante à l'attention des demandeurs d'emploi	Programme Bretagne Formation – CCAP septembre 2014	EU000322	Fonct	16/4/15	25 886 200,53 €		0,00 €	26 058 359,70 €		
		Programme Bretagne Formation – CCAP septembre 2015	EU000322	Fonct	9/2/16	84 534,17 €					
		Programme Bretagne Formation – CCAP septembre 2014	EU000322	Fonct	19/4/16	87 625,00 €					
		Programme régional supérieur – DCE Mars 2012	EU000327	Fonct	19/3/14	386 063,00 €		0,00 €	262 401,01 €		
		Programme régional supérieur – DCE Mars 2012	EU000327	Fonct	16/4/15	-123 661,99 €					
		Programme régional supérieur – DCE CCAP Mars 2014	EU000326	Fonct	8/7/14	221 907,48 €		0,00 €	86 427,00 €		
		Programme régional supérieur – DCE CCAP Mars 2014	EU000326	Fonct	16/4/15	-135 480,48 €					
		Programme régional supérieur – DCE CCAP Avril 2013	EU000328	Fonct	19/3/14	275 037,75 €		0,00 €	88 686,77 €		
		Programme régional supérieur – DCE CCAP Avril 2013	EU000328	Fonct	16/4/15	-186 350,98 €					
	Action 611 – Soutenir la mise en œuvre administrative et financière de l'axe 4 du PO	/							0,00 €		
	Sous total des aides en MO REGION BRETAGNE pour le FSE					**26 495 874,48 €**		**0,00 €**	**26 495 874,48 €**		**0,00 €**

FEADER 2014-2020 A REVOIR PAS UTILE SELON MOI									0,00 €			
									0,00 €			
									0,00 €			
									0,00 €			
	Sous total des aides en MO REGION BRETAGNE pour le FEADER					**0,00 €**		**0,00 €**	**0,00 €**		**0,00 €**	
FEAMP 2014-2020 A REVOIR PAS UTILE SELON MOI									0,00 €			
									0,00 €			
									0,00 €			
									0,00 €			
	Sous total des aides en MO REGION BRETAGNE pour le FEAMP					**0,00 €**		**0,00 €**	**0,00 €**		**0,00 €**	
	TOTAL DES AIDES EN MO REGION BRETAGNE (TOUS FONDS EUROPEENS)					**34 672 515,02 €**		**0,00 €**	**34 672 515,02 €**		**0,00 €**	

IV - ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS	E1

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases /(N - 1)	Taux appliqués par décision du conseil régional	Variation de taux/N - 1	Produit voté par le conseil régional	Variation du produit /N - 1
Taxe intérieure sur les produits pétroliers - Modulation			GO : 1,15 €/hl - SP : 1,77 €/hl	0%	36 623 483	1,68%
Taxe intérieure sur les produits pétroliers - Majoration Grenelle			GO : 1,35 €/hl - SP : 0,73 €/hl	0%	36 110 881	1,10%
Taxe sur les permis de conduire			0,00 €	0%	0	
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules			51,00 €/CV	10,87%	114 391 045	18,96%
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)						
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1) (2)						
Taxe relative à l'octroi de mer (1)						
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)						
Droit de francisation et de navigation corse (2)						
Droit de passeport en Corse (2)						
Droit de consommation sur les tabacs en Corse (2)						
[…] (3)						
TOTAL					**187 125 409**	11,45%

(1) Taxe perçue par les régions d'outre-mer.

(2) Taxe perçue par la collectivité territoriale de Corse.

(3) Détailler les taxes pour lesquelles la région à un pouvoir de modulation ou de fixation du taux

IV – ANNEXES (CA)	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 83
Nombre de membres présents : 79
Nombre de suffrages exprimés : 83

VOTES :
Pour : 53
Contre : 29
Abstentions : 1

Date de convocation : 30 mai 2017

Présenté par le Président,
A Rennes, le 23 juin 2017

Délibéré par l'assemblée du conseil régional, réunie en session
A Rennes, le 23 juin 2017

Le Président

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DFE_SBUD_05-DE

REGION BRETAGNE

Délibération n°17_DFE_SBUD_05

CONSEIL REGIONAL

23 juin 2017

DELIBERATION

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2016

Le Conseil régional, convoqué par son Président le 30 mai 2017, s'est réuni en séance plénière le vendredi 23 juin 2017 au siège de la Région Bretagne, sous la Présidence de Monsieur Jean-Michel Le Boulanger, 1er Vice-Président du Conseil régional de Bretagne. (Pour l'examen de ce rapport, le Président étant sorti)

Etaient présents : Monsieur Olivier ALLAIN, Madame Sylvie ARGAT-BOURIOT, Monsieur Eric BERROCHE, Madame Catherine BLEIN, Madame Mona BRAS, Madame Georgette BREARD, Monsieur Pierre BRETEAU (jusqu'à 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (jusqu'à 16h25), Monsieur Thierry BURLOT, Madame Gaby CADIOU, Madame Fanny CHAPPE, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Monsieur Marc COATANÉA, Monsieur André CROCQ (jusqu'à 9h30, puis à partir de 14h30), Madame Delphine DAVID, Monsieur Gérard DE MELLON, Monsieur Stéphane DE SALLIER DUPIN, Madame Virginie D'ORSANNE (jusqu'à 15h45), Madame Laurence DUFFAUD, Madame Laurence FORTIN, Madame Anne GALLO, Madame Evelyne GAUTIER-LE BAIL, Monsieur Karim GHACHEM (jusqu'à 13h), Madame Anne-Maud GOUJON (jusqu'à 18h45), Madame Sylvie GUIGNARD (jusqu'à 14h40), Madame Claire GUINEMER (à partir de 9h30 et jusqu'à 17h35), Monsieur Philippe HERCOUËT, Madame Kaourintine HULAUD, Monsieur Bertrand IRAGNE (jusqu'à 16h), Madame Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO, Monsieur Roland JOURDAIN, Monsieur Pierre KARLESKIND, Monsieur Gérard LAHELLEC, Madame Isabelle LE BAL, Monsieur Jean-Michel LE BOULANGER, Monsieur Olivier LE BRAS, Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (jusqu'à 14h20), Madame Agnès LE BRUN, Monsieur Patrick LE DIFFON, Monsieur Marc LE FUR, Monsieur Patrick LE FUR, Madame Gaël LE MEUR, Madame Nicole LE PEIH (jusqu'à 14h20), Monsieur Alain LE QUELLEC, Madame Gaël LE SAOUT, Madame Christine LE STRAT, Monsieur Christian LECHEVALIER, Madame Lena LOUARN, Monsieur Bernard MARBOEUF, Monsieur Martin MEYRIER, Monsieur Philippe MIAILHES, Monsieur Paul MOLAC (de 8h30 à 9h30 puis à partir de 14h20), Madame Gaëlle NIQUE, Madame Anne PATAULT, Madame Isabelle PELLERIN, Monsieur Gilles PENNELLE, Monsieur Stéphane PERRIN (départ 17h20), Monsieur Maxime PICARD, Monsieur Bertrand PLOUVIER (jusqu'à 12h35, puis à partir de 16h10), Monsieur Pierre POULIQUEN, Monsieur Bernard POULIQUEN, Monsieur Bruno QUILLIVIC (jusqu'à 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (jusqu'à 11h25), Madame Emmanuelle RASSENEUR, Madame Agnès RICHARD, Monsieur David ROBO (jusqu'à 18h35), Madame Claudia ROUAUX, Monsieur Stéphane ROUDAUT (à partir de 10h05), Madame Catherine SAINT-JAMES, Madame Forough SALAMI-DADKHAH, Monsieur Emeric SALMON, Monsieur Sébastien SEMERIL (jusqu'à 14h20, puis à partir de 16h40), Madame Renée THOMAÏDIS, Madame Martine TISON, Madame Anne TROALEN, Monsieur Hervé UTARD, Madame Anne VANEECLOO (jusqu'à 18h45), Madame Gaëlle VIGOUROUX, Madame Sylvaine VULPIANI.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DFE_SBUD_05-DE

Avaient donné pouvoir : Monsieur Pierre BRETEAU (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF à partir de 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (Pouvoir donné à Madame Emmanuelle RASSENEUR à partir de 16h25), Monsieur André CROCQ (Pouvoir donné à Madame Laurence DUFFAUD, de 9h30 à 14h30), Madame Virginie D'ORSANNE (pouvoir donné à Monsieur Emeric SALMON à partir de 15h45), Monsieur Richard FERRAND (pouvoir à Monsieur Marc COATANEA), Monsieur Karim GHACHEM (pouvoir donné à Madame Gaël LE MEUR à partir de 14h20), Madame Claire GUINEMER (pouvoir donné à Monsieur David ROBO, de 8h30 à 9h30 puis à Madame Isabelle LE BAL à partir de 17h35), Monsieur Bertrand IRAGNE (pouvoir donné à Madame Agnès RICHARD à partir de 16h), Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (pouvoir donné à Madame Elisabeth JOUNEAUX PEDRONO à partir de 14h20), Monsieur Jean-Yves LE DRIAN (pouvoir donné à Madame Gaël LE SAOUT), Monsieur Paul MOLAC (pouvoir donné à Madame Mona BRAS de 9h30 à 14h20), Madame Gaëlle NICOLAS (pouvoir donné à Madame Delphine DAVID), Madame Nicole LE PEIH (pouvoir donné à Monsieur Maxime PICARD à partir de 14h20), Monsieur Stéphane PERRIN (pouvoir donné à Madame Sylvie ARGAT BOURIOT à partir de 17h20), Monsieur Bertrand PLOUVIER (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 12h35 à 16h10), Monsieur Bruno QUILLIVIC (pouvoir donné à Monsieur Patrick LE DIFFON à partir de 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (pouvoir à Monsieur Philippe HERCOUET à partir 11h25), Monsieur David ROBO (pouvoir donné à Madame Christine LE STRAT à 18h35), Monsieur Stéphane ROUDAUT (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 8h30 à 10ho5), Madame Hind SAOUD (pouvoir donné à Monsieur Sébastien SEMERIL jusqu'à 14h20 puis à Madame Claudia ROUAUX à partir de 14h20), Monsieur Sébastien SEMERIL (pouvoir donné à Monsieur Hervé UTARD de 14h20 à 16h40), Madame Anne VANEECLOO (pouvoir donné à Monsieur Gilles PENELLE à partir de 18h45)

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement budgétaire et financier adopté par le Conseil régional ;

Vue la délibération n°17_DFE_SBUD_03 du Conseil régional en date du 23 juin 2017 relative à l'adoption du compte administratif 2016

Après avoir pris connaissance de l'avis formulé par le Conseil Economique Social et Environnemental lors de sa réunion du 12 juin 2017 ;

Vu l'avis de l'ensemble des commissions,

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

(Le groupe Front National vote contre ; Madame Catherine Blein s'abstient)

- **d'AFFECTER** le résultat de fonctionnement de l'exercice 2016 de 98 180 992,22 € en totalité à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement (chapitre 922, compte 1068) et reprendre le résultat d'investissement de 2 646 582,56 €.

Le Président du Conseil régional,

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SBUD_06-DE

REGION BRETAGNE

Délibération n°17_DFE_SBUD_06

CONSEIL REGIONAL

23 juin 2017

DELIBERATION

Communication sur les décisions de virements de crédits de chapitre à chapitre

Le Conseil régional, convoqué par son Président le 30 mai 2017, s'est réuni en séance plénière le vendredi 23 juin 2017 au siège de la Région Bretagne, sous la Présidence de Monsieur Loïg Chesnais-Girard, Président du Conseil régional de Bretagne.

Etaient présents : Monsieur Olivier ALLAIN, Madame Sylvie ARGAT-BOURIOT, Monsieur Eric BERROCHE, Madame Catherine BLEIN, Madame Mona BRAS, Madame Georgette BREARD, Monsieur Pierre BRETEAU (jusqu'à 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (jusqu'à 16h25), Monsieur Thierry BURLOT, Madame Gaby CADIOU, Madame Fanny CHAPPE, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Monsieur Marc COATANÉA, Monsieur André CROCQ (jusqu'à 9h30, puis à partir de 14h30), Madame Delphine DAVID, Monsieur Gérard DE MELLON, Monsieur Stéphane DE SALLIER DUPIN, Madame Virginie D'ORSANNE (jusqu'à 15h45), Madame Laurence DUFFAUD, Madame Laurence FORTIN, Madame Anne GALLO, Madame Evelyne GAUTIER-LE BAIL, Monsieur Karim GHACHEM (jusqu'à 13h), Madame Anne-Maud GOUJON (jusqu'à 18h45), Madame Sylvie GUIGNARD (jusqu'à 14h40), Madame Claire GUINEMER (à partir de 9h30 et jusqu'à 17h35), Monsieur Philippe HERCOUËT, Madame Kaourintine HULAUD, Monsieur Bertrand IRAGNE (jusqu'à 16h), Madame Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO, Monsieur Roland JOURDAIN, Monsieur Pierre KARLESKIND, Monsieur Gérard LAHELLEC, Madame Isabelle LE BAL, Monsieur Jean-Michel LE BOULANGER, Monsieur Olivier LE BRAS, Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (jusqu'à 14h20), Madame Agnès LE BRUN, Monsieur Patrick LE DIFFON, Monsieur Marc LE FUR, Monsieur Patrick LE FUR, Madame Gaël LE MEUR, Madame Nicole LE PEIH (jusqu'à 14h20), Monsieur Alain LE QUELLEC, Madame Gaël LE SAOUT, Madame Christine LE STRAT, Monsieur Christian LECHEVALIER, Madame Lena LOUARN, Monsieur Bernard MARBOEUF, Monsieur Martin MEYRIER, Monsieur Philippe MIAILHES, Monsieur Paul MOLAC (de 8h30 à 9h30 puis à partir de 14h20), Madame Gaëlle NIQUE, Madame Anne PATAULT, Madame Isabelle PELLERIN, Monsieur Gilles PENNELLE, Monsieur Stéphane PERRIN (départ 17h20), Monsieur Maxime PICARD, Monsieur Bertrand PLOUVIER (jusqu'à 12h35, puis à partir de 16h10), Monsieur Pierre POULIQUEN, Monsieur Bernard POULIQUEN, Monsieur Bruno QUILLIVIC (jusqu'à 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (jusqu'à 11h25), Madame Emmanuelle RASSENEUR, Madame Agnès RICHARD, Monsieur David ROBO (jusqu'à 18h35), Madame Claudia ROUAUX, Monsieur Stéphane ROUDAUT (à partir de 10h05), Madame Catherine SAINT-JAMES, Madame Forough SALAMI-DADKHAH, Monsieur Emeric SALMON, Monsieur Sébastien SEMERIL (jusqu'à 14h20, puis à partir de 16h40), Madame Renée THOMAÏDIS, Madame Martine TISON, Madame Anne TROALEN, Monsieur Hervé UTARD, Madame Anne VANEECLOO (jusqu'à 18h45), Madame Gaëlle VIGOUROUX, Madame Sylvaine VULPIANI.

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SBUD_06-DE

Avaient donné pouvoir : Monsieur Pierre BRETEAU (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF à partir de 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (Pouvoir donné à Madame Emmanuelle RASSENEUR à partir de 16h25), Monsieur André CROCQ (Pouvoir donné à Madame Laurence DUFFAUD, de 9h30 à 14h30), Madame Virginie D'ORSANNE (pouvoir donné à Monsieur Emeric SALMON à partir de 15h45), Monsieur Richard FERRAND (pouvoir à Monsieur Marc COATANEA), Monsieur Karim GHACHEM (pouvoir donné à Madame Gaël LE MEUR à partir de 14h20), Madame Claire GUINEMER (pouvoir donné à Monsieur David ROBO, de 8h30 à 9h30 puis à Madame Isabelle LE BAL à partir de 17h35), Monsieur Bertrand IRAGNE (pouvoir donné à Madame Agnès RICHARD à partir de 16h), Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (pouvoir donné à Madame Elisabeth JOUNEAUX PEDRONO à partir de 14h20), Monsieur Jean-Yves LE DRIAN (pouvoir donné à Madame Gaël LE SAOUT), Monsieur Paul MOLAC (pouvoir donné à Madame Mona BRAS de 9h30 à 14h20), Madame Gaëlle NICOLAS (pouvoir donné à Madame Delphine DAVID), Madame Nicole LE PEIH (pouvoir donné à Monsieur Maxime PICARD à partir de 14h20), Monsieur Stéphane PERRIN (pouvoir donné à Madame Sylvie ARGAT BOURIOT à partir de 17h20), Monsieur Bertrand PLOUVIER (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 12h35 à 16h10), Monsieur Bruno QUILLIVIC (pouvoir donné à Monsieur Patrick LE DIFFON à partir de 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (pouvoir à Monsieur Philippe HERCOUET à partir 11h25), Monsieur David ROBO (pouvoir donné à Madame Christine LE STRAT à 18h35), Monsieur Stéphane ROUDAUT (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 8h30 à 10h05), Madame Hind SAOUD (pouvoir donné à Monsieur Sébastien SEMERIL jusqu'à 14h20 puis à Madame Claudia ROUAUX à partir de 14h20), Monsieur Sébastien SEMERIL (pouvoir donné à Monsieur Hervé UTARD de 14h20 à 16h40), Madame Anne VANEECLOO (pouvoir donné à Monsieur Gilles PENELLE à partir de 18h45)

Vu l'article L. 4312-3 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement budgétaire financier adopté par le Conseil régional ;

Vu la délibération 16_BUDG_01 du Conseil régional en date des 24 et 25 mars 2016 relative à l'adoption du budget primitif 2016 ;

Après avoir pris connaissance de l'avis formulé par le Conseil économique, social et environnemental régional lors de sa réunion du 12 2017 ;

Après avoir pris connaissance de l'avis de la Commissions Finances et Affaires générales en date du 19 juin 2017

Au vu du rapport présenté par M. le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

A PRIS ACTE de la communication, jointe en annexe, sur les virements de crédits effectués depuis le début de l'exercice 2017.

Le Président du Conseil régional,

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SBUD_06-DE

Direction des finances et de l'évaluation

Session du Conseil régional
Juin 2017

Communication sur les décisions de virements de crédits de chapitre à chapitre

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M71, le Conseil régional a autorisé le Président, lors de l'adoption de son règlement budgétaire et financier, à effectuer des virements de crédits de chapitre à chapitre.

Cette autorisation est valable dans la limite de 7,5% des dépenses réelles inscrites par section hors dépenses de personnel.

La mise en œuvre de cette procédure doit faire l'objet d'une communication aux membres du Conseil régional lors de la réunion la plus proche.

Aussi, je vous informe que depuis le début de l'exercice 2017, il a été procédé, au sein de la mission « Fonds de gestion des crédits européens », au transfert de crédits suivants :

Au sein de la section de fonctionnement : 129 243 €

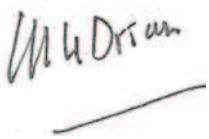
Les crédits de paiement du chapitre 936 « Gestion des Fonds Européens » et du programme 1110 « Programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 » sont diminués de 129 243 euros.

Les crédits de paiement du chapitre 930 « Services Généraux » et du programme 8000 « FEDER 2007-2013 » sont abondés de 129 243 euros.

La décision de virement de crédits a été transmise à Monsieur le Préfet et notifiée à Monsieur le Payeur régional.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir prendre acte de cette communication.

Le Président



Jean Yves LE DRIAN

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

REGION BRETAGNE

Délibération n°17_DFE_SEGEP_01

CONSEIL REGIONAL

23 juin 2017

DELIBERATION

Rapport d'activité et de développement durable

Le Conseil régional, convoqué par son Président le 30 mai 2017, s'est réuni en séance plénière le vendredi 23 juin 2017 au siège de la Région Bretagne, sous la Présidence de Monsieur Loïg Chesnais-Girard, Président du Conseil régional de Bretagne.

Etaient présents : Monsieur Olivier ALLAIN, Madame Sylvie ARGAT-BOURIOT, Monsieur Eric BERROCHE, Madame Catherine BLEIN, Madame Mona BRAS, Madame Georgette BREARD, Monsieur Pierre BRETEAU (jusqu'à 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (jusqu'à 16h25), Monsieur Thierry BURLOT, Madame Gaby CADIOU, Madame Fanny CHAPPE, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Monsieur Marc COATANÉA, Monsieur André CROCQ (jusqu'à 9h30, puis à partir de 14h30), Madame Delphine DAVID, Monsieur Gérard DE MELLON, Monsieur Stéphane DE SALLIER DUPIN, Madame Virginie D'ORSANNE (jusqu'à 15h45), Madame Laurence DUFFAUD, Madame Laurence FORTIN, Madame Anne GALLO, Madame Evelyne GAUTIER-LE BAIL, Monsieur Karim GHACHEM (jusqu'à 13h), Madame Anne-Maud GOUJON (jusqu'à 18h45), Madame Sylvie GUIGNARD (jusqu'à 14h40), Madame Claire GUINEMER (à partir de 9h30 et jusqu'à 17h35), Monsieur Philippe HERCOUËT, Madame Kaourintine HULAUD, Monsieur Bertrand IRAGNE (jusqu'à 16h), Madame Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO, Monsieur Roland JOURDAIN, Monsieur Pierre KARLESKIND, Monsieur Gérard LAHELLEC, Madame Isabelle LE BAL, Monsieur Jean-Michel LE BOULANGER, Monsieur Olivier LE BRAS, Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (jusqu'à 14h20), Madame Agnès LE BRUN, Monsieur Patrick LE DIFFON, Monsieur Marc LE FUR, Monsieur Patrick LE FUR, Madame Gaël LE MEUR, Madame Nicole LE PEIH (jusqu'à 14h20), Monsieur Alain LE QUELLEC, Madame Gaël LE SAOUT, Madame Christine LE STRAT, Monsieur Christian LECHEVALIER, Madame Lena LOUARN, Monsieur Bernard MARBOEUF, Monsieur Martin MEYRIER, Monsieur Philippe MIAILHES, Monsieur Paul MOLAC (de 8h30 à 9h30 puis à partir de 14h20), Madame Gaëlle NIQUE, Madame Anne PATAULT, Madame Isabelle PELLERIN, Monsieur Gilles PENNELLE, Monsieur Stéphane PERRIN (départ 17h20), Monsieur Maxime PICARD, Monsieur Bertrand PLOUVIER (jusqu'à 12h35, puis à partir de 16h10), Monsieur Pierre POULIQUEN, Monsieur Bernard POULIQUEN, Monsieur Bruno QUILLIVIC (jusqu'à 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (jusqu'à 11h25), Madame Emmanuelle RASSENEUR, Madame Agnès RICHARD, Monsieur David ROBO (jusqu'à 18h35), Madame Claudia ROUAUX, Monsieur Stéphane ROUDAUT (à partir de 10h05), Madame Catherine SAINT-JAMES, Madame Forough SALAMI-DADKHAH, Monsieur Emeric SALMON, Monsieur Sébastien SEMERIL (jusqu'à 14h20, puis à partir de 16h40), Madame Renée THOMAÏDIS, Madame Martine TISON, Madame Anne TROALEN, Monsieur Hervé UTARD, Madame Anne VANEECLOO (jusqu'à 18h45), Madame Gaëlle VIGOUROUX, Madame Sylvaine VULPIANI.

.../...

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Avaient donné pouvoir : Monsieur Pierre BRETEAU (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF à partir de 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (Pouvoir donné à Madame Emmanuelle RASSENEUR à partir de 16h25), Monsieur André CROCQ (Pouvoir donné à Madame Laurence DUFFAUD, de 9h30 à 14h30), Madame Virginie D'ORSANNE (pouvoir donné à Monsieur Emeric SALMON à partir de 15h45), Monsieur Richard FERRAND (pouvoir à Monsieur Marc COATANEA), Monsieur Karim GHACHEM (pouvoir donné à Madame Gaël LE MEUR à partir de 14h20), Madame Claire GUINEMER (pouvoir donné à Monsieur David ROBO, de 8h30 à 9h30 puis à Madame Isabelle LE BAL à partir de 17h35), Monsieur Bertrand IRAGNE (pouvoir donné à Madame Agnès RICHARD à partir de 16h), Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (pouvoir donné à Madame Elisabeth JOUNEAUX PEDRONO à partir de 14h20), Monsieur Jean-Yves LE DRIAN (pouvoir donné à Madame Gaël LE SAOUT), Monsieur Paul MOLAC (pouvoir donné à Madame Mona BRAS de 9h30 à 14h20), Madame Gaëlle NICOLAS (pouvoir donné à Madame Delphine DAVID), Madame Nicole LE PEIH (pouvoir donné à Monsieur Maxime PICARD à partir de 14h20), Monsieur Stéphane PERRIN (pouvoir donné à Madame Sylvie ARGAT BOURIOT à partir de 17h20), Monsieur Bertrand PLOUVIER (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 12h35 à 16h10), Monsieur Bruno QUILLIVIC (pouvoir donné à Monsieur Patrick LE DIFFON à partir de 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (pouvoir à Monsieur Philippe HERCOUET à partir 11h25), Monsieur David ROBO (pouvoir donné à Madame Christine LE STRAT à 18h35), Monsieur Stéphane ROUDAUT (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 8h30 à 10ho5), Madame Hind SAOUD (pouvoir donné à Monsieur Sébastien SEMERIL jusqu'à 14h20 puis à Madame Claudia ROUAUX à partir de 14h20), Monsieur Sébastien SEMERIL (Pouvoir donné à Monsieur Hervé UTARD de 14h20 à 16h40), Madame Anne VANEECLOO (pouvoir donné à Monsieur Gilles PENELLE à partir de 18h45)

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 4111-1 et suivants ;

Après avoir pris connaissance de l'avis formulé par le Conseil Economique Social et Environnemental lors de sa réunion du 12 juin 2017 ;

Vu l'avis de l'ensemble des commissions ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

A PRIS ACTE de ces communications : Rapport d'analyse par programme 2016, bilan social 2016, bilan des émissions de gaz à effet de serre et rapport égalité femmes.hommes.

Le Président du Conseil régional,

Loig CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2016 EN BREF

1986 - 2016 30 ans d'engagement pour la BRETAGNE — 30 vloaz engouestl evit BREIZH

Les 30 ans de la Région !

Collectivités territoriales à part entière depuis 1986, les Régions ont fêté leur trentième anniversaire en 2016 ! La Région Bretagne a marqué cet événement à travers un programme d'initiatives pour faire mieux connaître son rôle, qui prend de plus en plus d'ampleur dans la vie quotidienne et l'avenir des Bretonnes et des Bretons.

Transferts de compétences des Départements à la Région

La loi NOTRe prévoit des transferts de compétences – obligatoires et optionnels – des Départements aux Régions à partir du 1er janvier 2017. Les modalités opérationnelles de ces transferts ont été adoptées par l'assemblée plénière lors de la session de décembre. Une centaine d'agents départementaux intégreront progressivement la Région dans le cadre de ces transferts qui induiront 178 millions d'euros de hausse du budget. Durant l'année 2016, les directions impactées par ces transferts les ont préparés. Parmi les compétences transférées des Départements aux Régions:

- la planification en matière de prévention et de gestion des déchets,
- les transports routiers de voyageurs interurbains,
- les transports scolaires,
- la desserte vers les îles,
- la gestion de 19 ports départementaux supplémentaires.

Janvier

Le Schéma régional de cohérence écologique est adopté

Le Schéma régional de cohérence écologique qui décline à l'échelle de la Bretagne la «Trame verte et bleue» a été adopté en janvier. Il vise à reconstituer une continuité de milieux naturels, pour prendre en compte les besoins de circulation des espèces. Dans ce cadre, la Région a lancé au printemps un appel à manifestation d'intérêt pour faire émerger et accompagner la réalisation de plans d'actions territoriaux.

© CdC Baie du Mont-Saint-Michel

Ferme pilote de Paimpol-Bréhat : une nouvelle hydrolienne immergée en Bretagne

Après l'hydrolienne *Sabella* installée au large d'Ouessant en 2015, c'est l'hydrolienne *DCNS/Openhydro* qui tire de l'énergie des courants qui entourent l'île de Bréhat. Une deuxième hydrolienne l'a rejointe le 29 mai, pour former la première ferme pilote raccordée au réseau électrique national via un unique câble. Une avancée majeure.

© DCNS

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-[illegible]8500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Février

Avec le plan porcin, 30 millions d'euros pour la filière

Le 22 février, Jean-Yves Le Drian signait avec le ministre de l'Agriculture un plan pour l'avenir de la filière porcine en Bretagne. Des mesures concrètes en découlent pour la modernisation des exploitations, l'installation, les productions sous labels de qualité ou encore la formation. Les interventions régionales seront triplées afin de mieux accompagner les initiatives des producteur·trice·s porcin·e·s.

© Fotolia

Le réseau très haut débit breton confié à Orange

La Région et les collectivités bretonnes ont engagé la construction d'un réseau public régional en fibre optique très haut débit: il desservira tout le territoire breton dans les prochaines années. Le contrat signé le 29 janvier a confié à Orange la mission de l'exploiter et de le commercialiser auprès des fournisseurs d'accès internet.

Mars

La Semaine du breton et la Semaine du gallo

La 4e édition de cet événement s'est déroulé du 12 au 20 mars 2016 dans les cinq départements bretons. Objectif: montrer la vitalité et la modernité des langues de Bretagne. Après une première édition en 2013, la «Semaine du breton et la Semaine du gallo» est revenu cette année avec près de 250 événements un peu partout en Bretagne. La Région apporte une aide financière aux organisateurs pour la mise en œuvre de ces actions de promotion de l'apprentissage, de la pratique et de la présence des langues de Bretagne dans la vie de tous les jours.

© Pascal Perennec

© Stéphane Cuisset

Avril

Bretagne à grande vitesse

Vendredi 8 avril, Barbara Dalibard, directrice générale SNCF et Gérard Lahellec, vice-président aux transports et à la mobilité à la Région Bretagne ont dévoilé la desserte des villes TGV de Bretagne, prévue pour 2017. Avec la mise en service de la nouvelle ligne à grande vitesse entre le Mans et Rennes, c'est tout un projet de territoire qui prend forme. C'est aussi une offre régionale plus performante, pour une meilleure desserte de toute la région, grâce à une offre TGV et TER globalement augmentée de 20%. Par ailleurs, grâce à la qualité de son service ferroviaire, la Région s'est vue décerner deux prix «Ville, Rail & Transport» le 10 mai à Paris.

Mai

La Région et le rectorat s'engagent pour la réussite de tous les lycées

© Charles Crié

Les chefs d'établissements des lycées d'enseignement général, agricole et maritime, publics et privés bretons étaient réunis à Rennes le 27 mai à l'initiative de Jean-Yves Le Drian. Région et Rectorat se sont engagés à aller plus loin dans la concertation et à renforcer leurs coopérations. Ils ont signé, en ce sens, une déclaration commune, "pour la réussite et l'épanouissement des lycéens bretons". À travers cet engagement mutuel, ils ont fixé leurs grandes ambitions communes et le cadre de leurs coopérations.

Comment faire bénéficier d'*Erasmus* à plus d'apprentis ?

Les apprentis, aussi, peuvent bénéficier du dispositif *Erasmus* pour réaliser un séjour à l'étranger. Mais comment en faire bénéficier un plus grand nombre de jeunes? Les 30 et 31 mai, les 3es «Assises territoriales de la mobilité dans l'apprentissage» se sont penchées sur cette question à Rennes. En Bretagne, la Région finance la mobilité internationale des apprentis à hauteur de 350000 euros. Environ 900 jeunes en bénéficient chaque année, soit 5% des apprentis bretons.

© Matthieu Brandel

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

© Yannick Sauvage - Région Bretagne

Juin

Un plan global et 30 millions d'euros pour l'avenir de la filière lait / bovins en Bretagne

Avec plus de 5 milliards de litres de lait collectés, la Bretagne demeure de loin la première région laitière française. Elle compte près de 13000 exploitations en lait et en viande. Pour aider ces filières de production stratégiques à traverser la crise, le Conseil régional a présenté un plan autour de trois chantiers:

- renforcer la compétitivité des filières de production bovin lait et viande;
- différencier l'offre produit, créer plus de valeur ajoutée et structurer les filières de production;
- saisir les opportunités à l'exportation.

Juillet

L'espace découverte du port de Brest ouvre ses portes

À l'occasion des Fêtes maritimes de Brest, un lieu d'information et de médiation entièrement dédié au projet de développement du port a ouvert ses portes. Destiné au grand public et aux scolaires, cet Espace découverte permet d'aborder de façon simple et pédagogique l'un des plus gros chantiers actuels de la Région Bretagne... Informer le public, comprendre les enjeux, visualiser le projet... C'est la vocation de cet espace de découverte du projet de développement du port de Brest, qui vivra au rythme du chantier jusqu'en 2020. 220 millions d'euros d'investissement ont été alloués à ce projet.

© Franck Betermin

Août

La Bretagne dans le top 100 mondial des destinations touristiques durables

La Bretagne a rejoint le top 100 mondial 2016 des destinations durables. Une reconnaissance internationale de sa démarche pour développer un tourisme durable. Par ailleurs, la Bretagne et plus spécifiquement la «Destination Brocéliande», figure, avec 3 prestigieuses étoiles, parmi les 12 destinations européennes lauréates récompensées en 2016 pour leur démarche de tourisme durable (parmi plus de 100 territoires européens). La collectivité s'attache également à développer le tourisme social et associatif en direction d'un large public.

© Yannick Derennes

Septembre

Le projet Smile reçoit un Trophée de l'innovation

Le projet «Smile» (SMart Ideas to Link Energies) de déploiement des réseaux électriques intelligents, porté par les Régions Bretagne et Pays-de-la-Loire, a été récompensé à l'occasion du congrès de l'Association des Régions de France par un Trophée de l'innovation dans la catégorie «transition énergétique». Le projet réunit 160 partenaires publics et privés. Jusqu'en 2020, 260 millions d'euros seront investis par les entreprises, les collectivités et l'État pour valoriser et déployer des savoir-faire du territoire en matière d'énergies renouvelables et de capacités numériques.

Octobre

Développement économique : une nouvelle organisation et un accompagnement des TPE

© Nicolas Job

La Région a proposé des orientations, des objectifs, un calendrier et une méthode pour adapter sa stratégie dans le domaine du développement économique. Elle s'est notamment engagée à apporter une meilleure réponse aux besoins des acteur·trice·s économiques. Le nouveau «prêt croissance TPE», de 10 000 à 500 000 euros par TPE, a été présenté aux petites entreprises en octobre. Doté de 2 millions d'euros, ce fond vise à accompagner le développement de 250 entreprises par an. La Région a proposédes orientations, des objectifs, un calendrier et une méthode pour adapter sa stratégie dans le domaine du développement économique. Elle s'est notamment engagée à apporter une meilleure réponse aux besoins des acteur·trice·s économiques. Le nouveau «prêt croissance TPE», de 10000 à 50 0000 euros par TPE, a été présenté aux petites entreprises en octobre. Doté de 2 millions d'euros, ce fond vise à accompagner le développement de 250 entreprises par an.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Novembre

Sortie de « La fille de Brest » d'Emmanuelle Bercot, un film soutenu par la Région

100000 euros d'aides ont été attribués par la Région pour le tournage en Bretagne de « La fille de Brest ». Ce film retrace une histoire inspirée de la vie d'Irène Frachon. Dans son hôpital de Brest, une pneumologue découvre un lien direct entre des morts suspectes et la prise d'un médicament commercialisé depuis 30 ans, le *Mediator*. La Région Bretagne est l'une des Régions françaises qui mène l'action la plus dynamique en faveur du cinéma et de l'audiovisuel !

Décembre

Élection du nouveau Conseil régional des jeunes

Les lycéen·e·s et apprenti·e·s ont élu les 152 membres du Conseil régional des jeunes (CRJ) engagé·es dans un exercice concret de citoyenneté. Élu·e·s par leurs pairs pour deux ans, ils mettent en place durant ce mandat un programme d'actions au service des jeunes Bretons. Au cours de ce nouveau mandat, la Région souhaite d'ailleurs impliquer davantage les lycéens et apprentis.

Orientations budgétaires 2017 : l'an 1 de la « nouvelle Région »

De vraies perspectives malgré le contexte. Lors de la session des 15 et 16 décembre, les élus régionaux ont débattu des orientations budgétaires 2017. Si la conjoncture financière reste tendue, la collectivité confirme la priorité donnée à l'investissement pour tenir les grandes ambitions du Projet régional. D'autant que la réforme territoriale et le renforcement de ses compétences ont mis sur les rails une « Nouvelle Région ».

Adoption du schéma directeur immobilier (SDI) des lycées publics

En offrant un horizon sur 10 ans, le SDI - adopté en session plénière - constitue un cadre orientant les actions de la Région sur le bâti. La Région s'est ainsi doté d'un nouvel outil de long terme, permettant de prioriser ses travaux. Il s'agit donc, par ce schéma, de rendre la stratégie de la Région plus lisible et plus compréhensible. 89,6 millions d'euros c'est le montant que la Région a consacré en 2016 à l'immobilier soit plus de 2 millions de mètres carrés bâtis pour ces 116 lycées.

Plan 47 0000 formations : objectif atteint en Bretagne

Déclinaison régionale du plan national « 500 000 formations », le « plan 47 000 formations » visait à porter le taux de 11% de demandeur·se·s d'emploi en formation à 20% fin 2016. Objectif atteint en décembre ! La Région a identifié les besoins en formation, ajusté les dispositifs existants et construit une offre de formation supplémentaire. Avec pour finalité : former plus de demandeur·se·s d'emploi pour favoriser l'accès à des emplois durables.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

SOMMAIRE RADD 2016

RAPPORT D'ANALYSE PAR PROGRAMME 2016 Page 11

Mission I - Pour un aménagement équilibré, garant de la cohésion, de la performance et de la solidarité territoriale..... Page 31

Mission II - Pour une économie dynamique au service de filières fortes et créatrice d'un emploi durable..... Page 47

Mission III - Pour une formation permettant à chacun de construire son propre parcours vers la compétence et l'emploi..... Page 71

Mission IV - Pour une Bretagne de toutes les mobilités..... Page 117

Mission V - Pour une région engagée dans la transition écologique..... Page 131

Mission VI - Pour le rayonnement de la Bretagne et la vitalité culturelle bretonne..... Page 145

Fonds de gestion des crédits européens..... Page 169

Autres dépenses..... Page 183

Rapport transversal Mer..... Page 209

BILAN SOCIAL Page 223

1. Effectif..... Page 228

2. Rémunération - carrière..... Page 253

3. Formation..... Page 262

4. Environnement de travail..... Page 265

5. Action sociale..... Page 276

6. Communication interne..... Page 278

7. Relations sociales et responsabilité sociale de l'employeur..... Page 281

BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE Page 289

1. Méthodologie d'élaboration du bilan..... Page 292

2. Résultats..... Page 294

RAPPORT EGALITE FEMMES / HOMMES Page 315

1. Région responsable..... Page 318

2. Éducation et formation..... Page 328

3. Développement économique et emploi..... Page 341

4. Équilibre des territoires..... Page 348

5. Connexion des territoires..... Page 352

6. Rayonnement et vitalité..... Page 355

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

RAPPORT D'ANALYSE PAR PROGRAMME

2016

DANEVELL DIELFENNAÑ A-BROGRAMMOÙ E

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Rapport d'analyse par programme 2016

Rendre compte des réalisations de la collectivité est une démarche globale et complètement intégrée à laquelle le Rapport d'activité et de développement durable se destine (RADD). Dans ce cadre, le Rapport d'analyse par programme (RAP) participe à mieux faire partager les politiques publiques, rendre compte des stratégies et des actions que la Région met en œuvre avec les moyens qui y sont alloués.

Le RAP vise ainsi à donner davantage de cohérence dans l'architecture des bilans et rapports déjà produits par la Région.

Tout en maintenant son principe fondateur, ce document a évolué dans sa forme. La structure des chapeaux par mission est renouvelée en permettant le développement :

- D'une approche territoriale, faisant ressortir davantage les actions territorialisées à partir notamment de cartographies ;
- D'une approche du développement durable, s'appuyant sur ses quatre piliers, à savoir : environnemental, social, économique et démocratique ;
- D'un zoom relatif à la « politique de la ville », ciblé sur les quartiers sensibles, pour les missions et programmes concernés ;
- D'un développement relatif à la jeunesse retraçant les actions phares de l'année.

La partie réservée aux programmes évolue également dans sa présentation et au niveau de la restitution pour prendre en compte la nomenclature stratégique 2016, tout en gardant la structure, la lisibilité et les informations essentielles du RAP précédent.

Enfin, le RAP transversal MER évolue également dans sa présentation pour retracer les principales réalisations de l'année.

La formule a fait ses preuves. Chacun trouve dans le RAP une information synthétique, relative à chaque mission et chaque programme, permettant de disposer d'éléments complémentaires à ceux développés dans le rapport financier.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Sommaire RAP

Guides de lecture..... Page 16

Notions budgétaires..... Page 25

Tableau financier..... Page 26

La Région et ses partenaires..... Page 28

Mission I : Pour un aménagement équilibré, garant de la cohésion, de la performance et de la solidarité territoriale Page 31

Programme 101 - Contractualiser avec les territoires autour d'enjeux partagés..... Page 40

Programme 102 - Observer, anticiper et accompagner les mutations territoriales..... Page 42

Programme 103 - Soutenir l'aménagement et le développement des usages numériques..... Page 44

Mission II : Pour une économie dynamique au service de filières fortes et créatrice d'un emploi durable Page 47

Faire émerger l'activité et soutenir l'innovation

Programme 201 - Stimuler l'innovation et développer l'économie de la connaissance..... Page 54

Programme 202 - Accompagner la structuration des secteurs clés de l'économie bretonne..... Page 56

Développer la compétitivité des entreprises pour assurer le développement durable de l'emploi

Programme 203 - Favoriser la création, le développement et la transmission d'entreprises..... Page 58

Programme 204 - Accompagner le développement des emplois durables et de qualité par la compétitivité des entreprises.... Page 60

Programme 205 - Développer l'économie sociale et solidaire, l'innovation sociale et l'égalité..... Page 62

Programme 206 - Soutenir les acteurs de la structuration de l'économie bretonne et des filières stratégiques..... Page 64

Favoriser le développement durable de l'agriculture et de la production alimentaire

Programme 207 - Améliorer la performance des exploitations agricoles et des filières de production alimentaire..... Page 66

Valoriser les atouts maritimes de la Bretagne et favoriser le développement durable des activités liées à la mer

Programme 208 - Développer le secteur des pêches maritimes et de l'aquaculture, contribuer au développement maritime.. Page 68

Programme 209- Développer le système portuaire..... Page 70

Mission III : Pour une formation permettant à chacun de construire son propre parcours vers la compétence et l'emploi Page 73

Assurer la relation formation emploi

Programme 301 - Assurer la qualité de la relation emploi formation par la connaissance, la concertation et l'orientation..... Page 82

Promouvoir les initiatives lycéennes pour et par les jeunes et améliorer la vie lycéenne

Programme 302 - Favoriser les initiatives des jeunes en formation, leur mobilité et les projets éducatifs des lycées..... Page 84

Améliorer le cadre bâti des lycées

Programme 303 - Adapter le patrimoine bâti à l'accueil des lycéens..... Page 86

Programme 304 - Participer aux investissements immobiliers dans les établissements privés..... Page 88

Programme 305 - Mettre en œuvre une stratégie immobilière de gestion du patrimoine bâti des lycées..... Page 90

Améliorer les équipements des lycées

Programme 306 - Améliorer les équipements dans les lycées publics..... Page 92

Programme 307 - Participer à l'amélioration des équipements pédagogiques dans les établissements privés..... Page 94

Programme 308 - Développer le numérique éducatif..... Page 96

Améliorer le fonctionnement des lycées

Programme 309 - Assurer le fonctionnement des lycées publics..... Page 98

Programme 310 - Participer au fonctionnement des établissement privés..... Page 100

Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur

Programme 311 - Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur..... Page 102

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SEGEP_01-DE

Favoriser l'apprentissage

Programme 312 - Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des territoires..... Page 104
Programme 313 - Promouvoir les contrats d'apprentissage et faciliter leur déroulement..... Page 106

Assurer les formations sanitaires et sociales

Programme 314 - Assurer les formations sanitaires et sociales..... Page 108

Développer et améliorer l'offre de formation pour répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux

Programme 315 - Faciliter les projets individuels de formation et de qualification..... Page 110
Programme 316 - Proposer une offre de formation qualifiante et adaptée aux dynamiques économiques et territoriales..... Page 112
Programme 317 - Améliorer les conditions de vie des stagiaires de la formation professionnelle pour un emploi durable..... Page 114

Développer les langues de Bretagne

Programme 318 - Développer les langues de Bretagne..... Page 116

Mission IV : Pour une Bretagne de toutes les mobilités Page 119

Programme 401 - Développer les modes de transport collectifs régionaux et favoriser la mobilité durable..... Page 126
Programme 402 - Moderniser les réseaux ferroviaires et routiers structurants..... Page 128
Programme 403 - Moderniser les aéroports à vocation régionale..... Page 130

Mission V : Pour une Région engagée dans la transition écologique Page 133

Programme 501 - Promouvoir une gestion intégrée de la ressource en eau..... Page 140
Programme 502 - Préserver et valoriser la biodiversité et les paysages..... Page 142
Programme 503 - Développer une politique énergétique volontariste et une approche circulaire de l'usage des ressources.. Page 144

Mission VI : Pour le rayonnement de la Bretagne et la vitalité culturelle bretonne Page 147

Programme 601 - Soutenir le spectacle vivant, les arts plastiques et la diversité des pratiques culturelles..... Page 154
Programme 602 - Soutenir les industries de la création et le développement de la vie littéraire et cinématographique..... Page 156
Programme 603 - Développer le sport en région..... Page 158
Programme 604 - Révéler et valoriser le patrimoine..... Page 160
Programme 605 - Faire de la Bretagne une destination touristique d'exception..... Page 162
Programme 606 - Valoriser et moderniser les voies navigables bretonnes..... Page 164
Programme 607 - Développer les actions européennes et internationales..... Page 166
Programme 608 - Renforcer l'information aux citoyens et promouvoir l'image et la notoriété de la Bretagne..... Page 168

Fonds de gestion des crédits européens Page 171

Programme 1110 - Programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020..... Page 176
Programme 1120 - Programme de développement rural (FEADER) 2014-2020..... Page 178
Programme 1140 - Mettre en œuvre les fonds européens 2014-2020..... Page 180
Programme 8000 - Subvention globale FEDER 2007-2013..... Page 182

Autres dépenses Page 185

Programme 9000 - Patrimoine et logistique..... Page 194
Programme 9002 - Développer le système d'information en appui des politiques régionales..... Page 196
Programme 9003 - Fonds d'intervention régional..... Page 198
Programme 9011 - Développement des conditions de travail et des compétences..... Page 200
Programme 9012 - Rémunération des personnels et indemnités des membres des assemblées..... Page 202
Programme 9020 - Ressources et expertises..... Page 204
Programme 9021- Services de la dette..... Page 206
Programme 9023 - Mouvements financiers divers..... Page 208

Rapport transversal Mer Page 211

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Guide de lecture des chapeaux des missions :
Une introduction générale à la présentation des programmes

Une présentation identique pour toutes les missions organisée en deux parties :
- I. Le contexte et la stratégie de la mission
- II. Les leviers d'action et les moyens mis en œuvre

I. Le contexte et la stratégie de la mission

Chiffres clés

- 38 % de masses d'eau en bon éta
- 26 % de la Bretagne couv réservoirs régionaux de biodiversi
- Maitrise de l'énergie : 413 consommation électrique évitée en 2015
- Production électrique issue des énergies renouvelables : 2,7 TWh en 2015 (+67 % depuis 2010)
- 80 % des Breton.ne.s concerné.e.s par un programme local de prévention des ordures ménagères

Quelques chiffres clés illustrant le contexte général de la mission

Documents cadres 2016

- SDAGE 2016-2021 ; Contribution bre SOCLE
- Bilan à mi-parcours du Pacte éle
- Plan régional prévention et de déchets dangereux

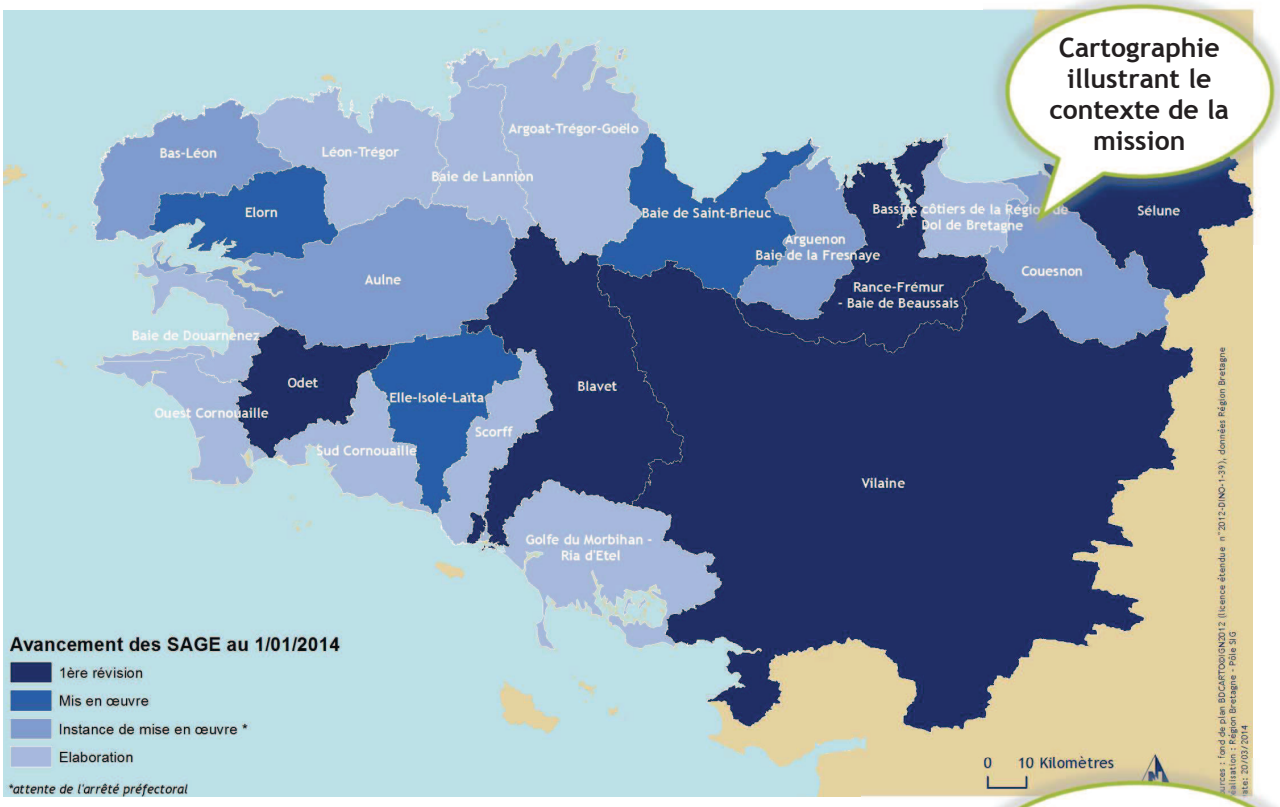
Identification des principaux documents cadres et stratégiques

Les évolutions législatives impactent fortement la responsabilité Région en matière de politique environnementale. Après ransition énergétique pour la croissance verte de 2015, la loi NOTRe actant le transfert de la compétence on des déchets, c'est la loi pour la reconquête de la rsité qui vient compléter les compétences régionales, en offrant notamment la possibilité aux Régions de créer une agence régionale de la biodiver

Texte illustrant le contexte général et la stratégie de la mission

Parallèlement, la Régi narche innovante pour accéle nsition écologique et énergétique, ques qui ont mené au succès de la COP21 intern ale. Cette COP régionale a vocation à proposer davanta de transversalité et à décloisonner les politiques et les acteurs, à susciter une forte mobilisation citoyenne autour de ces sujets, et enfin à urager l'engagement des breton.ne.s autour d'objectifs en matière de transition écologique et énergétique. 016 a permis un travail de conceptualisation de ce t dont les étapes préparatoires ont eu lieu au travers érences régionales de fin d'année.

État d'avancement des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) au 31 décembre 2015



Cartographie illustrant le contexte de la mission

Le Conseil régional est représenté au sein de chacune des 21 Commission locale de l e territoire breton et élaborent les Schémas d'aménagement et de gestion des s hydrographiques. Il soutient également financièrement le fonctionnement des ux

Analyse des données cartographiques

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

d'avancement varient en fonction des territoires. A l'Ouest de la Bretagne, les SAGE sont pour la plupart en cours d'élaboration. A l'Est, plusieurs SAGE sont au stade de leur première révision.

// La stratégie régionale

Cette année a vu l'adoption finale du ... *et de gestion des déchets dangereux*, qui constitue un des 9 Plans de prévention e... ire breton. Ce vote fut l'occasion de présenter les perspectives de travail su... pétence planification globale sur la question des déchets, qui prendra l... ravaux d'élaboration commence en 2017. Afin de préparer cette pri... pproprier le sujet et aller à la rencontre des opérateurs. En lien av... ssivement vers une valorisation des ressources, les actions de la Rég... culaire ont été marquées par la restitution en octobre à Lorient de la dém... des huit projets pilotes de l'appel à manifestation d'intérêt.

Détail de la stratégie, des temps forts de 2016, présentation des documents cadres stratégiques adoptés en session, des grands projets et des actions importantes.

// L'approche du développement durable dans les politiques régionales

La politique régionale en matière d'env... nement s'inscrit totalement dans la dynamique de développement durable, au sens où ell... nanence avec les autres enjeux et politiques publiques, dans une perspective d... on continue. Ainsi, une réflexion prospective et transversale sur la conciliatio... pement du territoire breton à l'horizon 2040, a mobilisé en 2016, outre d... tions en interne, initiant ainsi un travail de transversalité entre politiq... t durable.

Développement des initiatives en matière de développement durable fondées sur ses quatre piliers (environnemental, social, économique et démocratique).

Au-del... ent au cœur de l'action, les actions de cette politique peuvent contribu... uvelles filières ou de nouveaux modèles économiques au travers par exemp... ou du travail d'ingénierie financière mené sur les énergies marines renouvelables ... la création d'un fond d'investissement. Le travail mené en matière d'EMR est détaillé dans ... transversal Mer.

En outre, l'ensemble des stratégies inscrites dans le cadre de la po... aborées en concertation étroite avec les acteurs, qui contribuent fortement à l... des Plans d'action régionaux, en particulier au travers des Conférences régiona...

Actions menées dans le cadre Plan Bâtiment Durable au sein du pilier environnemental.

Le *Plan bâtiment durable breton* se poursuit avec une mobilisation autour d... développement de la rénovation énergétique, la mutation de la filière Bâtiment, la préservation et l... risation des ressources de nos territoires. En 2016, un regain d'activité a été observé avec 23 000 rénovations. ... réseau des plateformes de rénovation de l'habitat se déploie massivement sur le territoire avec 13 plateformes opérantes fin 2016. Enfin, un travail de structuration d'une politique autour de la filière des écomatériaux est en cours d'élaboration.

// L'approche territoriale de l'action régionale

En 2016, la Région Bretagne, en partenariat avec la Région ... Pays de la Loire, a été lauréate de l'appel à projet Nouvelle France Industrielle pour le déploiement des réseau... lectriques intelligents pour le projet SMILE (SMart Ideas to Link Energies).

Représentation cartographiée de l'action régionale sur le territoire

Celui-ci mobilise plus de 160 partenaires dont une ce... yndicat départementaux d'énergie et des EPCI. SMILE a vocation à faire du grand oues... r le déploiement de ces nouvelles technologies au croisement des énergies renouvelable... Jusqu'en 2020, 260 millions d'euros seront investis pour favoriser ce déploiement via 17 grands projets qui offriront des solutions d'intégration des énergies renouvelables, de maîtrise des consommations et de sécurisation des approvisionnements, soit les 3 axes majeurs de la politique de transition énergétique régionale. Ce déploiement se fera à différentes mailles territoriales, du plus local à l'échelle régionale.

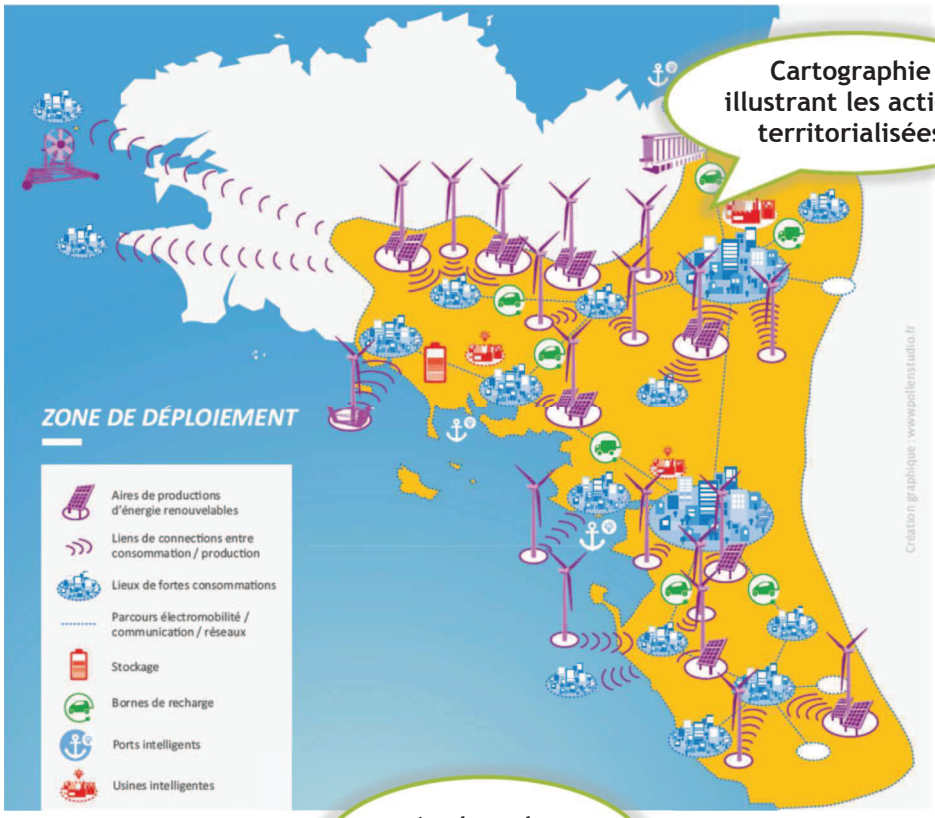
Ce projet permettra également l'émergence et la consolidation d'une filière industrielle nouvelle (10 000 emplois directs ou induits) avec de forts potentiels à l'international.

L'intervention régionale, en matière de biodiversité et de patrimoine naturel, s'oriente vers le soutien de projets de territoire trame verte et bleue, et favorise ainsi l'émergence de stratégies de territoire. Le dispositif du Contrat nature territorial a ainsi été mobilisé en ce sens par certains territoires. L'écriture du Programme de développement rural breton (PDRB) mobilisant les financements européens FEADER a également été l'occasion d'introduire une mesure inédite en France, dédiée à l'élaboration de programmes d'actions territoriaux en faveur des continuités écologiques, et à la mise en œuvre opérationnelle des actions de préservation et de restauration. Les fonds communautaires réservés à cette mesure sur la période 2014-2020 s'élèvent à 2,3 M€.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Quatre principes majeurs ont orienté la construction du SRCE dans une démarche de territorialisation : l'adaptation au contexte écologique breton, caractérisé par une mosaïque de milieux naturels diversifiés et imbriqués ; la valorisation des espaces dits de nature ordinaire dans le fonctionnement écologique du territoire breton ; la reconnaissance d'une responsabilité de l'ensemble des territoires dans le fonctionnement écologique régional ; et le respect du principe de subsidiarité, en laissant la marge de manœuvre nécessaire aux territoires dans le cadre de leurs propres démarches locales.

Carte de la zone de déploiement du projet SMILE



Analyse des données cartographiques

Cette carte illustre la zone de déploiement [...] matière de réseaux électriques intelligents en Bretagne et Pays de la Loire, en illustrant [...] zone favorables à ce déploiement.

Zoom politique de la ville

La Région a approuvé le cadre de son intervention au profit de[...] politique de la ville et signé les 12 Contrats de ville. Cette cont[...] et les populations les plus fragiles, par une optimisation des [...] ont le plus besoin. Par ailleurs, le premier programme de rénovat[...] sur l'ensemble des neuf villes bretonnes concernées.

Intégration d'un « Zoom politique de la ville » pour les actions menées, au titre du droit commun, en faveur des quartiers sensibles

// La jeunesse dans les politiques régionales

L'encouragement des jeunes est un objectif de la *Charte en faveu[...]* *jeunesse* [...] a confirmé sa volonté d'encourager les initiatives des jeunes en apportant notam[...] œuvre des projets innovants portés par des jeunes et en proposant des moda[...] ins et pratiques. C'est pourquoi la Région s'est associée à deux plate[...] *Gwenneg* et *Kengo*. En effet, ces modes de financements sont a[...] ce soit pour des projets personnels, collectifs et pour des ty[...] accompagné 11 projets portés par des jeunes de 15 à 29 ans q[...] plateformes.

Actions ayant touché un public jeune (dispositifs spécifiquement dédiés à un public jeune, favorisant l'accès des jeunes ou rencontrant une forte mobilisation d'un public jeune).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

II. Leviers d'action et modalités de mise en œuvre

L'évolution des compétences en matière environnementale est en train de modifier la composition des acteurs impliqués sur les territoires en donnant en particulier aux EPCI une responsabilité majeure sur l'ensemble des problématiques. Cette évolution favorise la transversalité des politiques environnementales, de l'aménagement et du développement économique.

Pour les accompagner sur ces compétences, le Conseil régional soutient l'ingénierie territoriale pour mettre en œuvre des projets environnementaux. L'organisation de rencontres entre réseaux d'acteurs de différentes politiques constitue également une plus-value importante de la Région pour l'efficacité de la mise en œuvre de ses politiques.

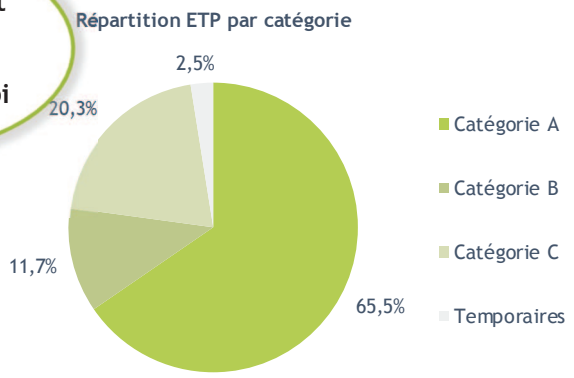
Les observatoires régionaux s'étoffent progressivement avec le lancement officiel de l'observatoire de la biomasse, au sein du *GIP Bretagne Environnement*. Il apportera des informations essentielles à l'élaboration du futur *Plan régional de prévention et de gestion des déchets* et du *Schéma régional de la biomasse*.

Une démarche concertée est en cours concernant le format et le partage des données naturalistes. Une réflexion a été initiée pour l'organisation d'observatoires thématiques (oiseaux, mammifères, invertébrés) en lien avec les associations productrices de connaissances, ainsi que le développement d'une interface régionale d'accès aux données du patrimoine naturel.

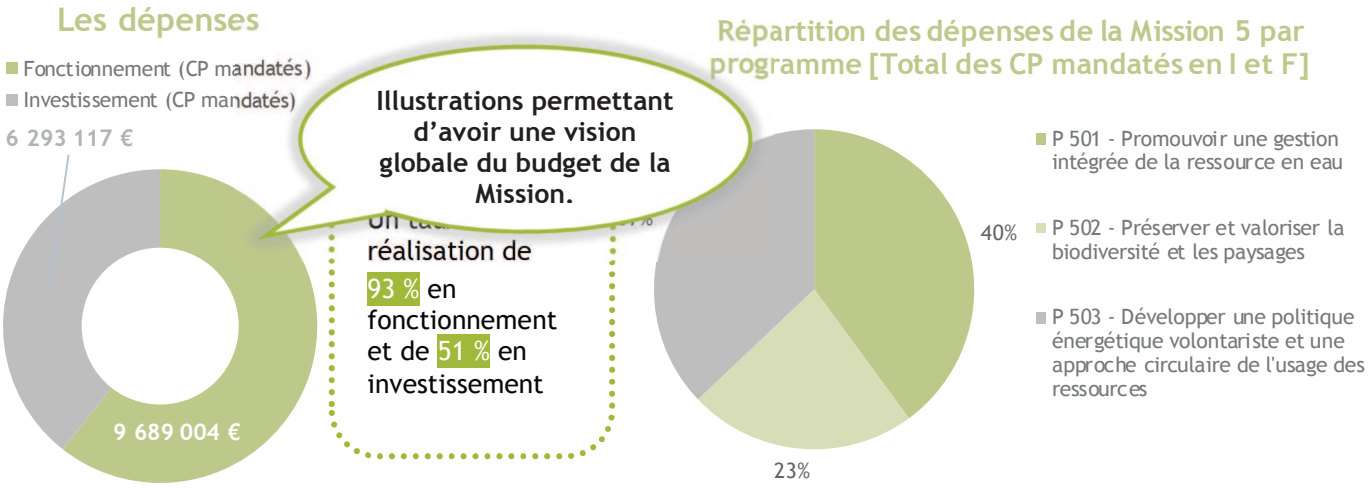
// Moyens humains

Tableau détaillant les moyens humains par catégorie d'emploi

Mission 5 - Pour une Région engagée dans l'économie écologique	
Équivalent temps plein (ETP) et masse salariale	
Catégorie A	
Catégorie B	4,4
Catégorie C	7,7
Temporaires	0,9
Total ETP	37,7
Total Masse salariale	1 979 206 €



// Répartition des dépenses



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

> Dépenses par programme

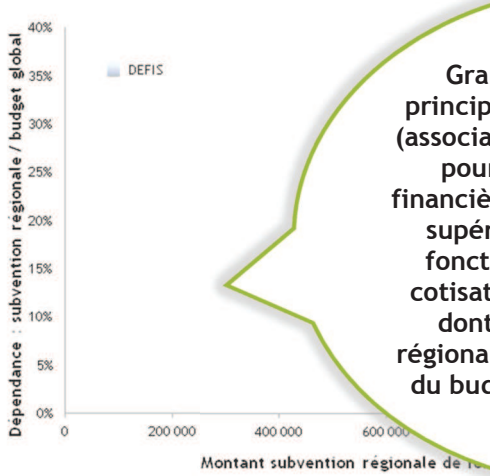
Mission 5 - Pour une Région engagée dans la transition écologique

		CP mandatés en 2016	Taux de réalisation
P 501 - Promouvoir une gestion intégrée de la ressource en		293 €	67%
	Fonct	80 €	88%
	Inv	3 €	49%
P 502 - Préserver et valoriser la biodiversité et les paysages		3 €	93%
	Fonctio	055 €	96%
	Investisse	27 987 €	81%
P 503 - Développer une politique énergétique volontariste et une approche circulaire de l'usage des ressources	9 165 000 €	5 925 785 €	65%
	Fonctionnement	3 015 000 €	2 890 069 €	96%
	Investissement	6 150 000 €	3 035 716 €	49%
Dépenses totales de la Mission (I et F)	22 698 000 €	15 982 121 €	70%
Total Fonctionnement	10 448 000 €	9 689 004 €	93%
Total Investissement	12 250 000 €	6 293 117 €	51%

Tableau détaillant les dépenses de l'année et le taux de réalisation des CP votés par orientation stratégique.

// Appui aux partenaires

Cette présentation est réalisée à partir des comptes certifiés 2015 disponibles au moment de l'élaboration du RAP



Graphique répertoriant les principaux organismes extérieurs (associations, SEM, SM, EPCC, GIP), pour lesquels l'intervention financière de la Région en 2015 est supérieure ou égal à 75 K€ en fonctionnement (subventions, cotisations ou participations), et dont la part du financement régional représente à minima 30 % du budget global de l'organisme.

Zoom sur le Comité régional du tourisme (CRT)

Le Comité régional du tourisme est un outil de développement et de marketing du tourisme régional. A travers ses missions de promotion du tourisme breton en France et à l'étranger, d'observation et de prospective, de coordination de l'information touristique et de structuration de l'offre touristique bretonne, il contribue au renforcement global de l'attractivité [illegible] budget total de 5,9 M€, la structure a affiché un résultat négatif de 17 K€ en 2014.

Zoom sur un ou deux organismes, détaillant leurs activités et les chiffres clés financiers 2015

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M5 P 502 Préserver et valoriser la biodiversité et les paysages

2016 en Bref

L'année a été marquée par le vote de la loi pour la reconquête de la [illegible] et la création de l'*Agence Française pour la Biodiversité* (AFB). Lors du [illegible] *de la Biodiversité* en décembre, la structuration d'un réseau breton a [illegible] pour développer une coopération avec l'AFB telle qu'inscrite dans la loi [illegible] *la biodiversité*.

Actualité phare de l'année 2016 (nouveau projet d'envergure mené, nouvelle règlementation, loi, adoption d'un nouveau cadre, etc.)

// Objectifs, actions et chiffres clés

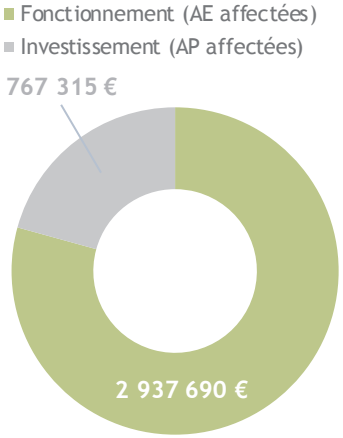
Objectifs	1 Développer l'acquisition de connaissances et la structuration de la gouvernance régionale en matière de biodiversité	2 Développer les politiques territoriales de préservation des espaces, des espèces et des paysages	3 Promouvoir l'éducation à l'environnement et au patrimoine naturel
Actions	[I - 1] Soutenir les outils régionaux d'observation et d'expertise	[II - 1] Mettre en œuvre la trame verte et bleue régionale	[III - 1] Soutenir l'éducation et la *sensibilisation* à l'environnement
	[I - 2] Soutenir les programmes d'inventaires et d'acquisition de connaissances	[II - 2] Accompagner les Réserves Naturelles Régionales (RNR)	
		[II - 3] Accompagner les Parcs Naturels Régionaux (PNR)	
		[II - 4] Développer le maillage régional des espaces naturels	
		[II - 5] Intégrer les dimensions paysagères	

Arbre des objectifs décrivant les objectifs et actions du programme

Dépenses totales du programme

3,7 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

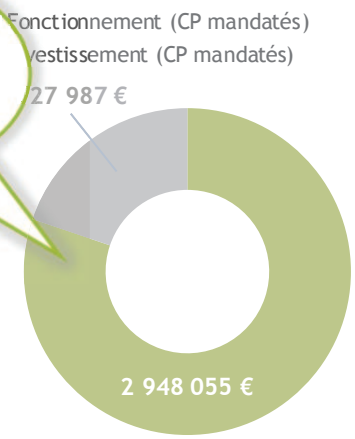
Les affectations



Ventilation et affectation des dépenses en fonctionnement et en investissement

Un taux d'affectation de 96 % en fonctionnement et de 85 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 96 % en fonctionnement et de 81 % en investissement

> Au titre des investissements 2016, une nouvelle contribution aux travaux du site de Menez Meur conduits par le *Parc naturel régional d'Armorique* a été engagée et répartie sur les exercices 2016 et 2017.

// Analyse des principales réalisations de l'année

Identification des actions majeures réalisées par la Région en 2016

• Soutenir les outils régionaux d'observation et d'expertise [I-1]

Au-delà de ses missions de valorisation des connaissances, l'*Observatoire de la biodiversité et du patrimoine naturel de Bretagne* a poursuivi l'animation des démarches régionales, associant l'Etat et la Région. Ces dernières visent à définir des indicateurs régionaux et à structurer des données du patrimoine naturel. Les travaux ont permis de valider

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

un format standard d'échange de données naturalistes au niveau régional, ainsi qu'un format standard pour les données spécifiques aux trames vertes et bleues.

• Soutenir les programmes d'inventaires et d'acquisition de connaissances [I-2]

Les initiatives des acteurs associatifs, collectivités et organismes de recherche ont été soutenues par des *Contrats nature thématiques* portant sur le développement de méthodologies (notamment relatives à la mise en œuvre des trames verte et bleue), ainsi que sur l[illegible]ces, préfigurant l'organisation d'observatoires thématiques de la biodiversité. C[illegible]outien accordé au titre du dispositif FEDER dédié aux sujets de biodiversité[illegible]ifique.

Fléchage des indicateurs sur l'arbre des objectifs présenté page 1 : l'indicateur analysé s'inscrit dans l'action 2 de l'objectif 1.

Indicateur N°1 [I-2] d'acquisition et de diffusion [illegible] matière de biodiversité		Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre de *Contrats nature* thématique intégrant une approche Trame Verte et Bleue (TVB)	-	5	5	10
Nombre de groupes taxonomiques concernés par les contrats nature	-	5	4	10

• Mettre en œuvre la trame verte et bleue régionale (TVB) [II-1]

L'année 2016 a vu le lancement d'initiatives opérationnelles contribuant à la [illegible]en œuvre du *Schéma régional de cohérence écologique* (SRCE), notamment grâce à l'accompag[illegible]de territoires en faveur des continuités écologiques. Un soutien à ces initiatives a pu être[illegible]re dédiée du *Programme régional de Développement Rural- FEADER*, soutenue par [illegible]és sur ces approches.

Fléchage des analyses des réalisations et des indicateurs sur l'arbre des objectifs présenté page 1 : la réalisation et l'indicateur analysés s'inscrivent dans l'action 1 l'objectif 2.

Indicateur N°2 [II-1] - Nombre de démarches T[illegible] soutenues dans les territoires bretons	[illegible]on	Valeur cible 2016
Nombre de projets de territoires TVB financés		8
Nombre d'ouvrages de restauration des continuités écologiques (hors cours d'eau)	4	4

• Accompagner les réserves naturelles régionales [II-2]

Le réseau breton des réserves naturelles régionales s'est étendu avec la créati[illegible]e des landes, étangs et prairies de Plounérin (22) inaugurée en avril 2016, ainsi qu'à travers l'[illegible]et du Vergam dans les Monts d'Arrée. Une signalétique réglementaire a par ai[illegible]des réserves régionales.

Valeur prévisionnelle, définie dans le Budget primitif.

Indicateur N°3 [II-2] - Evolution des réserves naturelles régionales en nombre	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Evolution des Réserves naturelles régionales en nombre (créées)	8	8	9	9
Surfaces	1 240	1 240	1 530	1 530
Nombre de communes concernées	(16)	(16)	(17)	(17)

• Accompagner les parcs naturels régionaux [II-3]

Les deux parcs naturels régionaux en exercice (Armorique et Golfe du Morbihan) ont bénéficié d'un soutien annuel accordé au titre de la participation statutaire de la Région aux Syndicats mixtes respectifs, pour la mise en œuvre de leurs chartes. Le soutien à la préfiguration du projet de *Parc naturel régional Rance Côte d'Emeraude* a été reconduit sur la base d'un calendrier de finalisation du projet de charte et des éléments de candidature.
Une démarche de redéfinition de la valeur ajoutée des parcs naturels régionaux a été initiée au second semestre en vue de revisiter et adapter les modalités d'accompagnement régional au contexte territorial et institutionnel actuel.

• Soutenir l'éducation, la sensibilisation à l'environnement et au patrimoine naturel [III]

La Région a poursuivi son soutien aux structures et réseaux régionaux animant ou coordonnant des programmes d'éducation en matière de biodiversité, d'environnement et de développement durable. Une évaluation de la mise en œuvre du *Plan Régional d'Action 2005* en faveur de l'éducation à l'environnement en Bretagne a pu être conduite par l'un de ces acteurs régionaux et partagée avec la plateforme régionale sur le sujet auquel la Région participe.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

NOTIONS BUDGETAIRES

La Région distingue deux grandes sections de dépenses qui relèvent d'un même processus d'autorisation budgétaire puis de paiement mais de catégories distinctes répondant à la norme comptable :

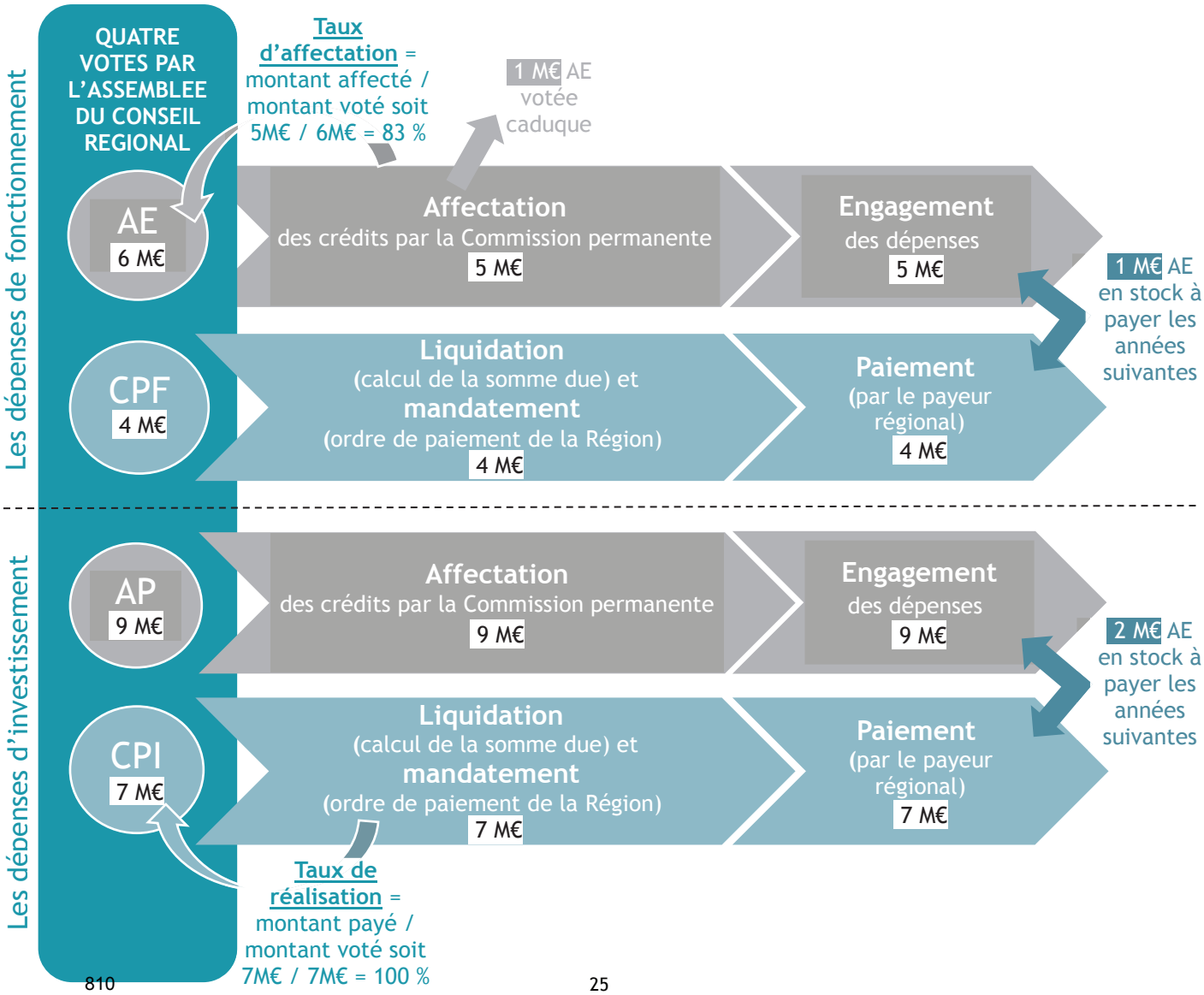
Les dépenses de fonctionnement		Les dépenses d'investissement	
Autorisation d'engagement (AE)*	Crédit de paiement (CPF)	Autorisation de programme (AP)	Crédit de paiement (CPI)
Engager la dépense Limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'année	**Payer la dépense** Limite supérieure des dépenses pouvant être payées durant l'année	**Engager la dépense** Limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'année	**Payer la dépense** Limite supérieure des dépenses pouvant être payées durant l'année

** Les dépenses de personnel et les dettes sont exclues du champ des AE.*

La gestion pluriannuelle des dépenses

Si l'annualité budgétaire s'impose aux collectivités (le fait de voter un budget et de le dépenser dans l'année), le recours aux AP, AE et CP constitue un aménagement de ce principe qui permet d'**échelonner la réalisation de certaines dépenses sur plusieurs exercices**. Les AP et AE sont ouvertes pour un ou plusieurs exercices budgétaires. A l'inverse, les CP sont annuels mais leur consommation peut s'échelonner sur plusieurs exercices budgétaires, dans la limite des autorisations d'engagement initiales.

Exemple de déroulement du processus d'autorisation budgétaire et de réalisation des paiements



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Les données budgétaires (2015 et 2016)

	AE votées		AE affectées		AP votées		AP affectées	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
P.0101	4 593 000	4 135 000	3 787 968	4 086 777	371 381 000	371 381 000	275 264 926	287 063 970
P.0102	1 366 000	1 781 000	1 032 532	857 320	0	220 000	0	0
P.0103	1 845 000	1 644 000	1 539 179	1 616 630	55 164 000	55 434 000	29 252 471	29 603 531
Total Mission 1	7 804 000	7 560 000	6 359 679	6 560 727	5 739 000	490 000	10 273 242	12 150 104
P.0201	13 200 000	13 300 000	11 998 265	10 840 330	3 700 000	6 500 000	3 059 698	6 114 097
P.0202	15 000 000	15 000 000	14 655 271	12 429 654	800 000	500 000	120 389	0
P.0203	1 510 000	1 570 000	1 490 830	1 353 093	16 300 000	6 850 000	16 081 286	5 686 710
P.0204	3 285 000	3 135 000	3 157 923	2 993 543	20 200 000	26 050 000	16 352 556	25 821 446
P.0205	5 000 000	4 369 000	4 291 863	4 174 808	150 000	150 000	150 000	150 000
P.0206	7 975 000	7 257 600	7 516 070	7 207 484	15 000 000	0	15 000 000	0
P.0207	14 000 000	18 600 000	12 644 745	18 525 045	15 200 000	21 900 000	13 188 771	21 737 449
P.0208	3 085 000	2 639 000	1 730 011	1 462 659	5 465 000	4 587 000	1 517 750	395 730
P.0209	2 439 000	2 769 000	2 424 613	2 434 411	191 847 000	206 039 000	47 592 605	168 337 349
Total Mission 2	65 494 000	68 639 600	59 909 590	61 421 027	164 662 000	80 729 000	83 152 053	180 650 176
P.0301	6 662 300	6 794 300	5 343 455	6 669 589	0	0	0	0
P.0302	13 515 000	12 055 000	13 279 743	12 042 872	150 000	150 000	15 823	2 857
P.0303	0	0	0	0	83 200 000	113 200 000	52 593 508	112 655 074
P.0304	200 000	200 000	190 946	191 930	19 900 000	19 900 000	19 896 921	19 883 614
P.0305	8 010 000	8 010 000	7 660 000	7 890 046	36 300 000	63 800 000	31 245 672	60 283 187
P.0306	0	0	0	0	12 800 000	8 400 000	12 400 000	7 980 000
P.0307	20 000	20 000	12 313	14 047	4 500 000	4 100 000	3 910 851	4 092 600
P.0308	130 000	480 000	0	437 500	500 000	4 750 000	475 000	4 512 000
P.0309	29 900 000	29 900 000	29 735 460	28 635 374	0	0	0	0
P.0310	30 820 000	30 720 000	30 817 320	30 719 999	0	0	0	0
P.0311	13 787 000	13 318 000	13 540 818	13 201 974	10 400 000	18 643 000	10 400 000	18 206 046
P.0312	47 300 000	48 300 000	43 456 663	45 020 240	7 500 000	7 500 000	3 045 447	7 488 920
P.0313	30 000 000	30 366 000	30 000 000	27 834 800	0	0	0	0
P.0314	51 696 600	52 320 000	50 983 919	52 154 972	14 960 000	51 000	14 960 000	0
P.0315	12 070 000	13 755 000	11 665 691	12 533 113	0	0	0	0
P.0316	90 666 000	90 769 000	89 042 523	85 248 293	0	0	0	0
P.0317	40 900 000	50 000 000	39 200 000	41 301 615	0	0	0	0
P.0318	6 676 000	6 796 000	6 596 000	6 468 100	840 000	798 000	746 163	758 000
Total Mission 3	382 352 900	393 803 300	371 524 850	370 364 464	191 050 000	64 292 000	149 689 384	152 023 119
P.0401	1 026 378 600	1 026 938 600	1 025 589 487	1 025 829 087	292 300 000	356 360 000	281 751 293	296 885 293
P.0402	550 000	120 000	444 228	60 310	82 229 000	57 071 000	48 086 874	46 648 816
P.0403	2 312 000	1 230 000	2 276 630	911 929	30 000	0	17 000	0
Total Mission 4	56 112 000	1 910 000	55 619 945	2 866 339	152 259 000	121 131 000	109 055 331	62 022 816
P.0501	5 675 000	5 400 000	5 073 902	5 166 557	4 000 000	7 900 000	3 809 223	7 318 108
P.0502	3 110 000	3 063 000	2 902 258	2 937 690	800 000	900 000	759 199	767 315
P.0503	2 625 000	3 055 000	2 443 485	2 851 423	3 100 000	3 800 000	2 052 547	2 730 983
Total Mission 5	11 410 000	11 518 000	10 419 645	10 955 670	7 900 000	12 600 000	6 620 970	10 816 406
P.0601	15 748 000	16 150 000	15 440 922	15 498 276	930 000	1 235 000	524 335	1 048 930
P.0602	4 605 600	4 400 000	4 605 568	4 226 087	3 780 000	3 780 000	3 763 582	3 427 083
P.0603	4 545 000	4 350 000	4 543 624	4 347 693	2 100 000	2 100 000	1 490 438	1 855 227
P.0604	1 140 000	1 180 000	1 031 051	1 085 981	4 700 000	4 300 000	4 624 108	4 076 693
P.0605	8 005 000	7 785 000	7 533 702	7 715 069	4 460 000	4 060 000	4 446 738	4 060 000
P.0606	900 000	810 000	864 000	780 307	6 500 000	8 625 000	6 164 144	8 193 192
P.0607	2 158 000	1 758 000	1 868 377	1 452 405	310 000	270 000	149 214	269 226
P.0608	4 990 000	5 500 000	4 990 000	4 152 994	0	0	0	0
Total Mission 6	42 091 600	41 933 000	40 877 244	39 258 812	22 780 000	24 370 000	21 162 559	22 930 351
P.1110	54 000 000	54 000 000	3 228 786	9 132 625	242 600 000	242 600 000	4 657 593	29 587 578
P.1120	6 200 000	11 000 000	4 271 750	7 830 362	1 340 000	9 640 000	1 118 379	7 670 529
P.1130	0	0	0	0	0	0	0	0
P.1140	700 000	800 000	700 000	800 000	0	0	0	0
P.8000	52 000 000	52 000 000	38 242 077	38 242 077	73 300 000	73 300 000	65 900 621	65 900 621
Total Europe	60 900 000	5 600 000	8 009 394	10 262 451	243 940 000	8 300 000	5 787 709	31 482 136
P.9000	8 548 000	6 290 400	8 548 000	6 050 400	1 303 000	13 509 600	1 303 000	13 509 600
P.9002	2 585 000	2 585 000	2 585 000	2 585 000	1 800 000	2 000 000	1 800 000	2 000 000
P.9003	980 000	980 000	941 941	939 613	300 000	300 000	58 850	250 100
P.9010	0	0	0	0	73 500	83 000	63 000	83 000
P.9011	6 807 000	7 580 990	6 807 000	7 580 990	145 000	165 000	145 000	165 000
P.9012	0	0	0	0	0	0	0	0
P.9020	1 125 000	1 425 000	1 054 667	916 953	0	0	0	0
P.9021	0	0	0	0	0	0	0	0
P.9023	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Autres dépenses	20 045 000	18 861 390	19 936 608	18 072 956	3 560 000	16 057 600	3 318 850	16 007 700
Total	646 209 500	549 825 290	572 656 954	519 762 446	791 890 000	327 969 600	389 060 098	488 082 808

Légende :

En vert sont mentionnés les numéros de programmes pour lesquels les enveloppes votées son pluri-annuelles. Les totaux ne tiennent pas compte des données cumulées sur les enveloppes pluri-annuelles.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

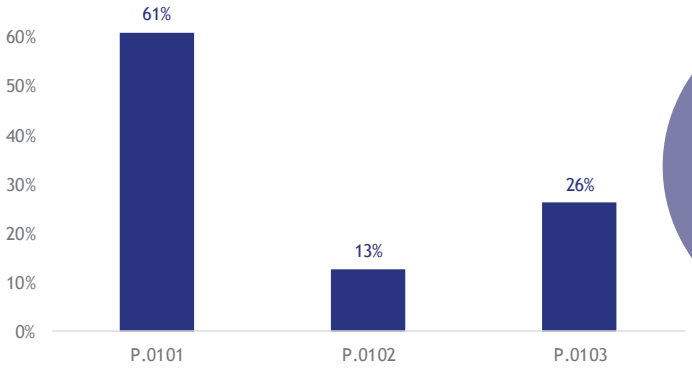
	CPF votés		CPF mandatés		CPI votés		CPI mandatés	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
P.0101	5 808 000	4 658 777	4 578 773	4 476 518	41 300 000	42 054 900	34 155 483	24 105 709
P.0102	1 378 000	1 203 723	1 028 972	1 087 333	0	50 000	0	0
P.0103	2 339 278	2 379 990	1 767 525	2 092 720	20 635 661	18 053 500	144 449	205 137
Total Mission 1	9 525 278	8 242 490	7 375 269	7 656 571	61 935 661	60 158 400	34 299 932	24 310 846
P.0201	12 000 000	11 800 000	11 651 323	11 215 627	3 289 708	4 300 000	3 135 339	2 729 553
P.0202	13 500 000	13 300 000	12 853 241	12 396 138	110 292	300 000	90 292	0
P.0203	1 500 000	1 645 000	1 401 268	1 430 041	8 261 280	6 950 000	8 231 280	5 511 710
P.0204	2 650 000	2 555 000	2 318 056	2 210 608	15 857 720	19 850 000	14 270 173	11 921 031
P.0205	4 905 000	5 486 500	4 904 763	4 960 400	200 000	150 000	200 000	150 000
P.0206	7 750 000	7 271 000	7 432 245	6 725 088	15 000 000	500 000	13 434 925	169 900
P.0207	9 500 000	9 100 000	8 751 192	9 023 926	8 150 000	9 600 000	5 972 369	8 014 018
P.0208	3 098 000	2 082 000	2 103 636	1 095 496	5 183 000	2 853 000	3 696 511	563 322
P.0209	1 089 000	2 984 200	769 502	1 768 449	25 450 000	39 780 000	21 361 426	17 272 187
Total Mission 2	55 992 000	56 223 700	52 185 225	50 825 773	81 502 000	84 283 000	70 392 316	46 331 722
P.0301	5 766 000	6 428 000	5 214 430	5 841 800	3 000	0	0	0
P.0302	13 575 000	12 800 000	12 557 816	10 663 758	100 000	25 000	3 337	10 116
P.0303	0	0	0	0	54 030 000	46 257 393	35 538 338	42 684 352
P.0304	200 000	200 000	190 946	0	20 000 000	22 051 417	19 958 587	21 961 550
P.0305	9 500 000	8 200 000	8 726 808	7 321 538	30 100 000	25 042 607	28 862 376	25 041 571
P.0306	0	0	0	0	14 313 859	10 344 435	13 159 345	10 337 755
P.0307	20 000	20 000	12 313	13 582	3 383 225	3 325 785	2 841 670	3 317 978
P.0308	130 000	480 000	60 650	420 859	502 916	3 503 363	480 366	3 360 592
P.0309	29 900 000	29 900 000	29 748 187	28 699 747	0	0	0	0
P.0310	30 820 000	30 720 000	30 805 473	30 708 044	0	0	0	0
P.0311	13 320 000	12 905 000	12 935 934	12 272 776	18 255 480	13 996 500	17 865 873	13 785 411
P.0312	47 300 000	48 300 000	42 513 857	43 970 873	14 996 339	8 000 000	10 405 986	4 164 478
P.0313	35 385 000	32 981 685	31 614 310	28 703 285	0	0	0	0
P.0314	51 300 000	51 861 000	50 372 735	51 418 184	2 845 000	3 667 800	561 652	3 604 540
P.0315	11 819 572	11 452 000	11 792 372	10 626 430	0	0	0	0
P.0316	66 697 723	88 444 825	60 500 019	72 919 042	0	0	0	0
P.0317	38 204 428	46 600 000	36 317 358	35 222 763	0	0	0	0
P.0318	6 676 000	6 796 000	6 418 901	6 245 060	913 000	798 000	905 292	550 169
Total Mission 3	360 613 723	388 088 510	339 782 110	345 047 740	159 442 819	137 012 300	130 582 823	128 818 513
P.0401	101 645 000	102 772 000	101 521 250	101 108 555	56 246 000	40 540 000	53 817 609	39 302 994
P.0402	140 000	314 000	37 247	311 403	142 866 500	79 168 000	129 765 019	63 815 729
P.0403	2 240 545	1 294 000	2 086 611	1 158 328	168 000	330 500	98 500	93 166
Total Mission 4	104 025 545	104 380 000	103 645 108	102 578 286	199 280 500	120 038 500	183 681 128	103 211 889
P.0501	4 108 000	4 370 000	4 065 429	3 850 880	3 500 000	5 200 000	3 444 585	2 529 413
P.0502	3 110 000	3 063 000	2 759 933	2 948 055	896 573	900 000	884 867	727 987
P.0503	2 717 000	3 015 000	2 713 651	2 890 069	6 953 427	6 150 000	6 568 695	3 035 716
Total Mission 5	9 935 000	10 448 000	9 539 012	9 689 004	11 350 000	12 250 000	10 898 146	6 293 117
P.0601	15 808 000	16 150 000	15 375 994	15 257 898	1 018 500	1 110 606	1 018 127	664 977
P.0602	4 605 600	4 650 000	4 504 488	4 307 519	3 308 500	3 780 000	3 163 535	3 153 749
P.0603	4 545 000	4 350 000	4 433 607	4 234 480	5 200 000	3 538 700	4 650 219	3 122 061
P.0604	1 140 000	1 180 000	891 247	876 900	4 903 520	4 755 694	4 902 765	4 755 086
P.0605	8 557 000	7 995 000	8 347 826	7 382 404	4 000 000	3 980 000	3 972 137	3 979 462
P.0606	994 455	810 000	987 286	750 431	7 315 000	8 625 000	7 181 386	6 323 989
P.0607	1 940 000	1 609 500	1 532 736	1 520 076	634 500	629 500	186 994	431 478
P.0608	4 990 000	4 800 000	4 449 752	2 824 196	0	0	0	0
Total Mission 6	42 580 055	41 544 500	40 522 935	37 153 903	26 380 020	26 419 500	25 075 164	22 430 802
P.1110	1 000 000	3 500 000	0	1 666 615	4 000 000	6 500 000	0	2 513 770
P.1120	6 200 000	4 800 000	4 271 750	3 558 612	1 340 000	8 300 000	1 118 379	6 552 150
P.1130	0	0	0	0	0	0	0	0
P.1140	700 000	950 000	141 893	349 849	0	0	0	0
P.8000	12 000 000	2 400 000	5 760 797	1 578 820	18 000 000	5 050 000	8 410 924	4 643 992
Total Europe	19 900 000	11 650 000	10 174 440	7 153 896	23 340 000	19 850 000	9 529 303	13 709 912
P.9000	8 892 000	9 098 200	7 884 034	8 016 013	2 097 000	13 809 600	1 719 751	1 191 656
P.9002	2 400 000	2 396 000	2 345 253	2 046 824	1 580 000	1 780 000	1 506 331	1 575 099
P.9003	980 000	980 000	957 441	880 359	300 000	300 000	9 800	23 489
P.9010	0	0	0	0	12 000	17 309	4 311	12 874
P.9011	6 739 963	7 507 790	5 669 149	6 817 468	145 000	161 491	79 318	95 152
P.9012	152 501 037	156 494 210	150 212 214	154 793 361	0	0	0	0
P.9020	1 125 000	1 123 700	817 561	893 805	0	0	0	0
P.9021	16 500 000	19 000 000	11 786 107	11 802 011	48 500 000	50 452 332	47 884 478	50 452 332
P.9023	4 140 438	1 500 000	3 117 249	1 063 817	116 000	1 104 630	112 322	769 128
Total Autres dépenses	193 278 438	198 099 900	182 789 007	186 313 658	52 750 000	67 625 362	51 316 310	54 119 730
Total	795 850 038	818 677 100	746 013 108	746 418 833	615 981 000	527 637 062	515 775 122	399 226 532

La Région Bretagne et ses 2 650 partenaires dans l'action

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

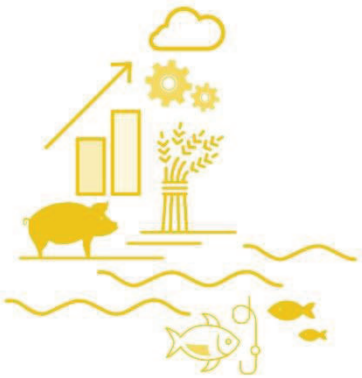
Promouvoir l'équilibre des territoires

Mission 1 : Répartition des subventions de fonctionnement versées en 2016 par programme en %

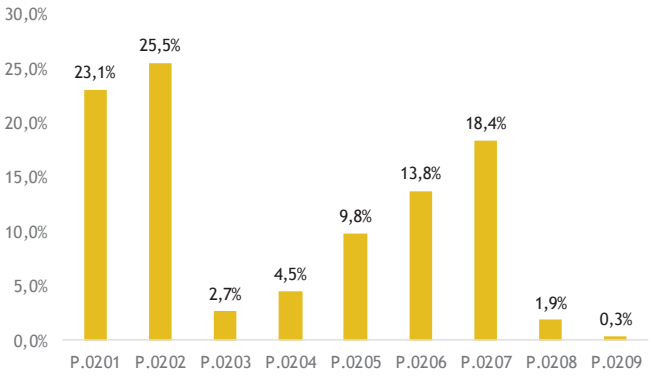


7 M €
de subventions de fonctionnement versées à des partenaires extérieurs en 2016

Stimuler une économie créatrice d'emplois

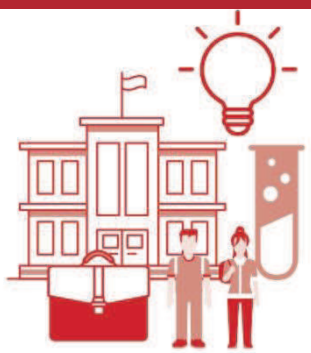


Mission 2 : Répartition des subventions de fonctionnement versées en 2016 par programme en %

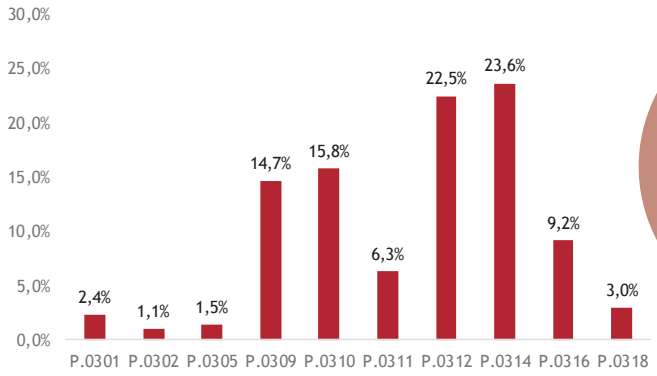


48 M €
de subventions de fonctionnement versées à des partenaires extérieurs en 2016

Ancrer la formation au cœur du parcours de chacun



Mission 3 : Répartition des subventions de fonctionnement versées en 2016 par programme en %



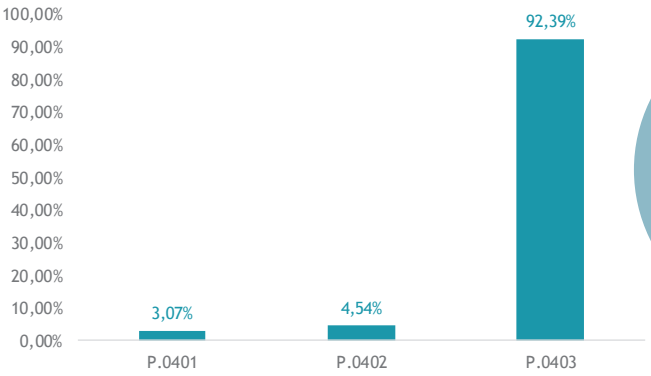
194 M €
de subventions de fonctionnement versées à des partenaires extérieurs en 2016

* Les données sont extraites des versements de subventions de fonctionnement effectués en faveur des 2 650 partenaires de la Région du 1er janvier au 31 décembre de l'année 2016. Les montants sont ventilés entre les six Missions et leurs programmes au sens de la Nomenclature stratégique par programme (NSP).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Connecter la Bretagne au monde

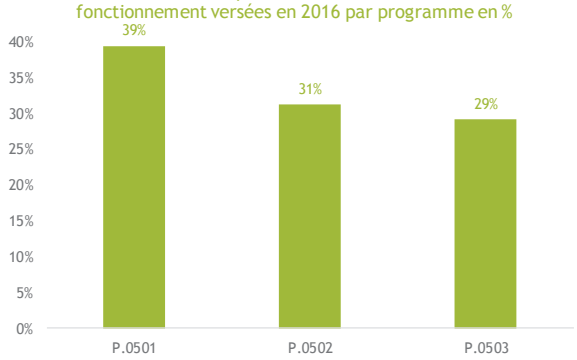
Mission 4 : Répartition des subventions de fonctionnement versées en 2016 par programme en %



1 M €
de subventions de fonctionnement versées à des partenaires extérieurs en 2016

Réussir les transitions

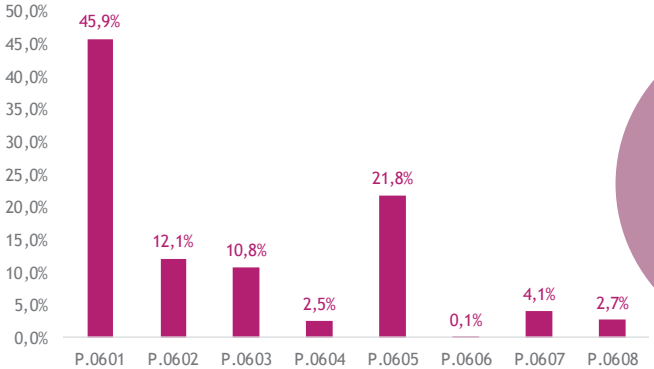
Mission 5 : Répartition des subventions de fonctionnement versées en 2016 par programme en %



9 M €
de subventions de fonctionnement versées à des partenaires extérieurs en 2016

Favoriser l'attractivité, la vitalité culturelle et sportive

Mission 6 : Répartition des subventions de fonctionnement versées en 2016 par programme en %



33 M €
de subventions de fonctionnement versées à des partenaires extérieurs en 2016

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Mission I.

Pour un aménagement équilibré, garant de la cohésion, de la performance et de la solidarité territoriale

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

I. Le contexte et la stratégie de la mission

Chiffres clés

- 3,3 millions d'habitant.e.s au dernier recensement
- 100 000 habitant.e.s de plus en 5 ans
- Passage de 101 à 59 EPCI acté au cours de l'année 2016 (effectif au 1er janvier 2017)

Documents cadres

- Rapport de session d'octobre 2016 sur le programme Bretagne Très Haut Débit
- Rapport de session de décembre 2016 sur la révision de la politique territoriale

Au 1er janvier 2014, la Bretagne totalise 3 276 543 habitant.e.s, soit 101 479 habitants de plus qu'en 2009.

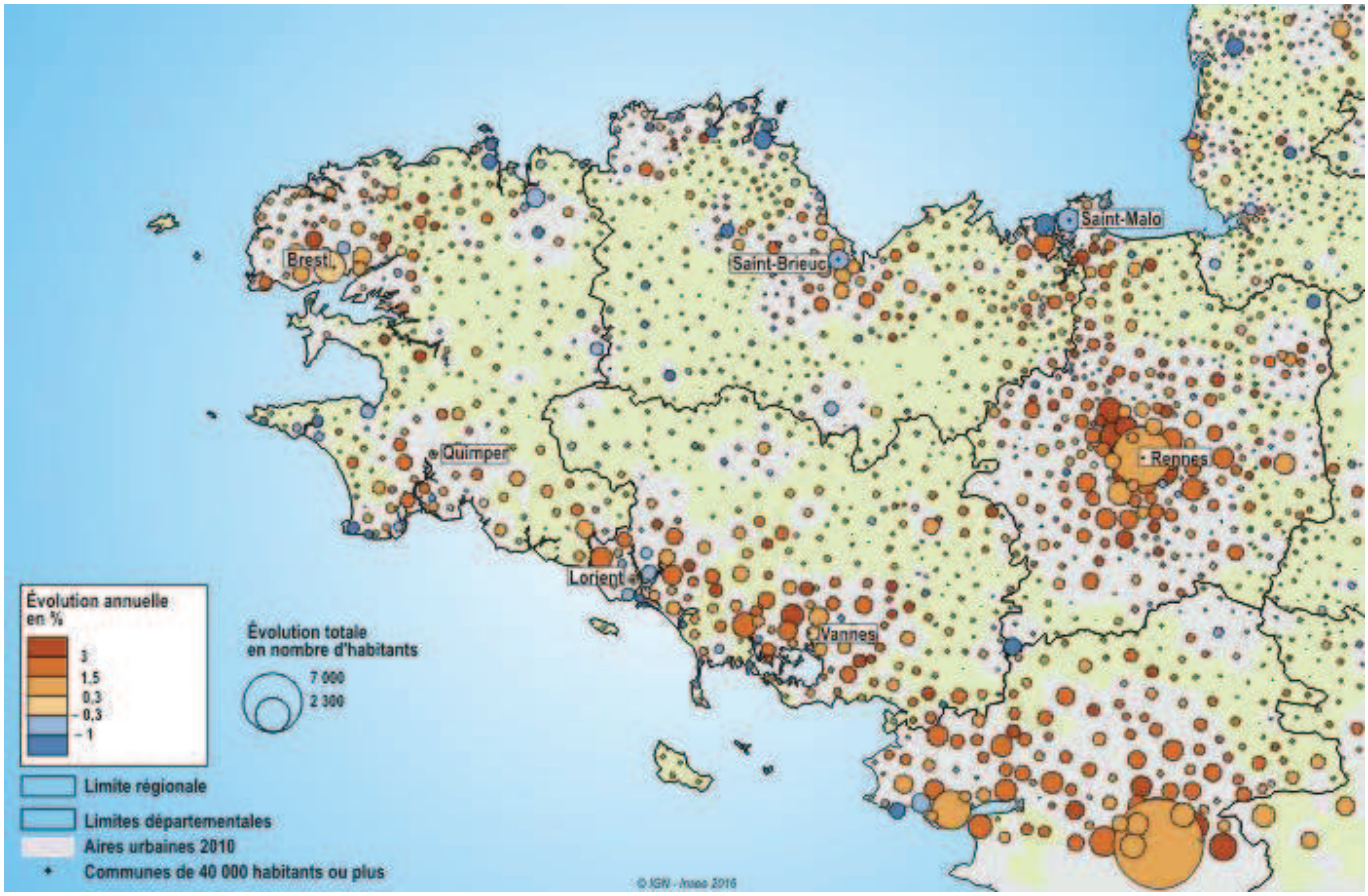
Sur la période 2009-2014, le taux de croissance annuel moyen breton (+ 0,6 %) reste supérieur à celui de la France métropolitaine (+ 0,5 %), mais en retrait par rapport à la période 1999-2009 (+ 0,9 %).

La Bretagne compte 36 communes de 10 000 habitant.e.s ou plus, regroupant près d'un tiers de la population régionale.

Par rapport à la période précédente (1999-2009), les communes de 10 000 à 20 000 habitant.e.s ont légèrement renforcé leur dynamisme, notamment dans la périphérie rennaise et dans le Morbihan.

Au sein des 9 communes les plus peuplées (20 000 habitant.e.s ou plus), Rennes fait figure d'exception avec une croissance soutenue (0,7%). Pour les autres, la situation est plus disparate (Brest -0,3%, Saint-Malo -0,5%).

Evolution de la population des communes entre 2009 et 2014



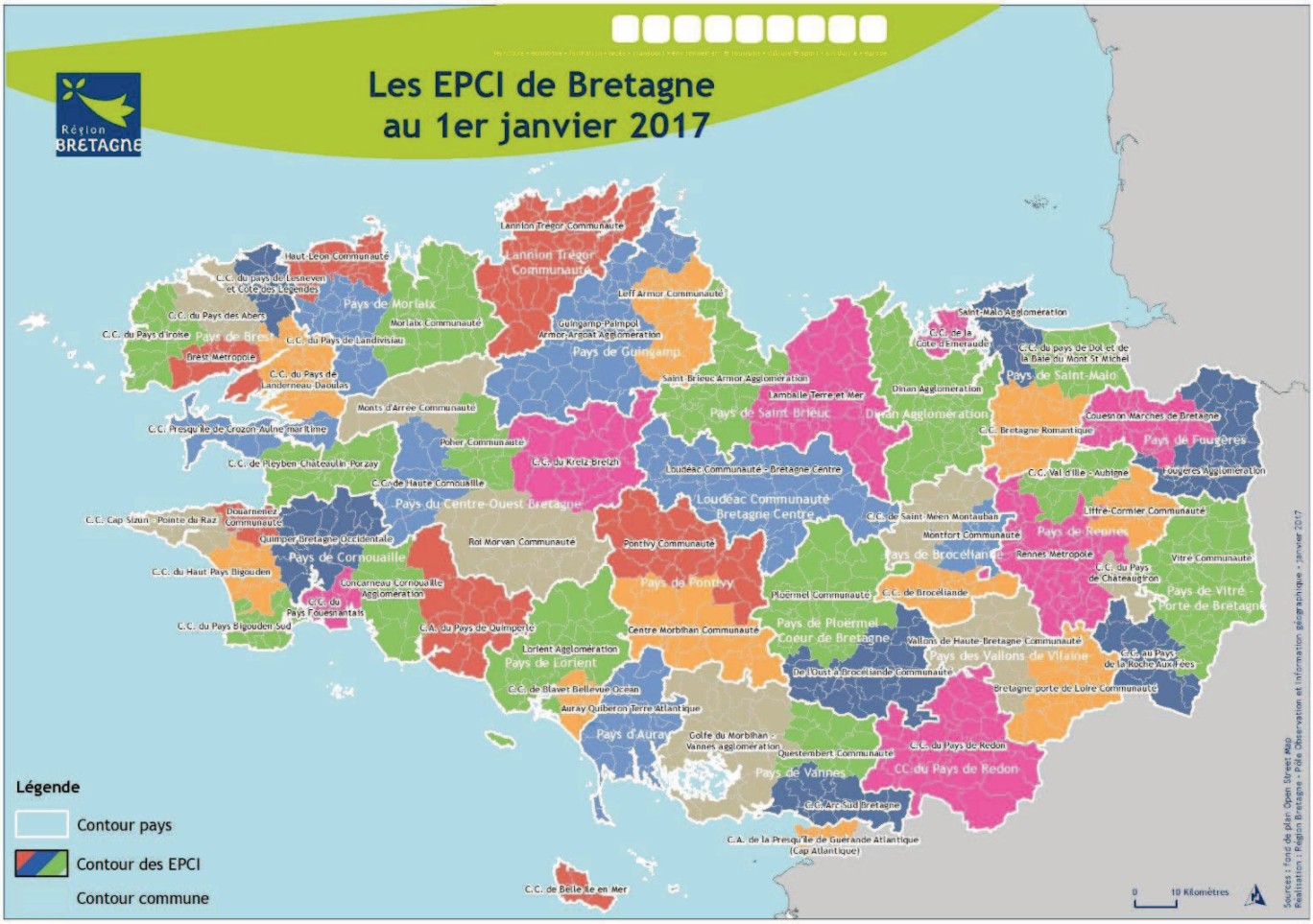
Source INSEE, RP 1999 et 2014 - Traitements : Région Bretagne

Au-delà de ces évolutions démographiques qui sont observées finement par la Région pour adapter au mieux ses politiques publiques, l'année 2016 a surtout été marquée par la finalisation de la réforme intercommunale. Initiée par la loi NOTRe dès août 2015 et effective au 1er janvier 2017, elle a été adoptée dans les commissions départementales de coopération intercommunale, pour l'essentiel dès le premier semestre 2016, avec quelques ajustements (communes changeant d'EPCI à la fin 2016).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGED_01-DE

Cela conduit donc au passage de 101 à 59 EPCI dont 8 dans les Côtes d'Armor qui est le Département où l'évolution a été la plus marquée. Sur les 59 EPCI ayant leur siège en Bretagne, 49 affichent une population supérieure à 20 000 habitant.e.s.

Cette refonte implique également une modification du contour des pays, et même, pour 4 d'entre eux, une intégration à l'EPCI dont le périmètre correspond exactement (pour Lannion Trégor Communauté et Loudéac Communauté Bretagne Centre) ou à quelques ajustements près (pour Dinan agglomération et la CC du Pays de Redon) aux anciens pays.



Cette modification concerne également les communes : depuis la mise en place du statut de commune nouvelle, 25 communes nouvelles ont été créées en Bretagne. 14 communes nouvelles (regroupant 35 communes) sont entrées en vigueur en 2016 ; et 11 communes nouvelles décidées en 2016 (regroupant 27 communes) sont entrées en vigueur au 1er janvier 2017. Ces fusions font évoluer le nombre de communes bretonnes de 1 270 en 2015 à 1 233 1er janvier 2017.

// La stratégie régionale

Les territoires et les populations de Bretagne sont donc en mouvement. Afin d'accompagner au mieux ces mutations, la Région a initié dès 2014 un projet *d'Observatoire des territoires bretons* dont les objectifs ont été réaffirmés et précisés lors d'un comité de pilotage regroupant l'Etat, la Région et les Départements en 2016 : mutualiser les outils d'observation, à commencer par une plateforme permettant un partage en ligne des données pour ensuite favoriser leur analyse partagée.

L'accompagnement des changements passe aussi par la contractualisation. L'année 2016 a été active dans la mise en œuvre des contrats, en particulier les *Contrats de partenariats Europe/Région/Pays* pour la période 2014-2020 (avec une révision pour la période 2017-2020 préparée tout au long de l'année 2016 en tenant compte des évolutions du contexte territorial). D'autres contractualisations ont été mises en œuvre au cours de l'année 2016 (contrat de partenariat Etat/Région/Iles, contrats de ville pour les quartiers prioritaires, contrats métropolitains) ou conclus : en 2016, la Région Bretagne a été la première et à ce jour la seule à signer les *Pactes Etat-métropoles*, avec l'Etat et les métropoles de Brest et Rennes, ainsi qu'un *contrat de réciprocité Villes-Campagnes* entre la métropole de Brest et le pays du Centre Ouest Bretagne.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170628-17_DEF-SEGER_01-DE

Par ailleurs, la Région s'est appuyée en 2016 sur des réseaux existants ou en cours de création pour favoriser les échanges de bonnes pratiques entre acteurs du développement des territoires (Réseau rural, Resovilles (les réseaux des acteurs de la politique de la ville), réseau des conseils de développement).

Enfin, l'accompagnement des changements passe par la préparation, tout au long de l'année 2016, d'une nouvelle forme de planification, co-construite, partagée et prescriptive au besoin, à travers le lancement de la démarche du *Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable des Territoires*.

// L'approche du développement durable dans les politiques régionales

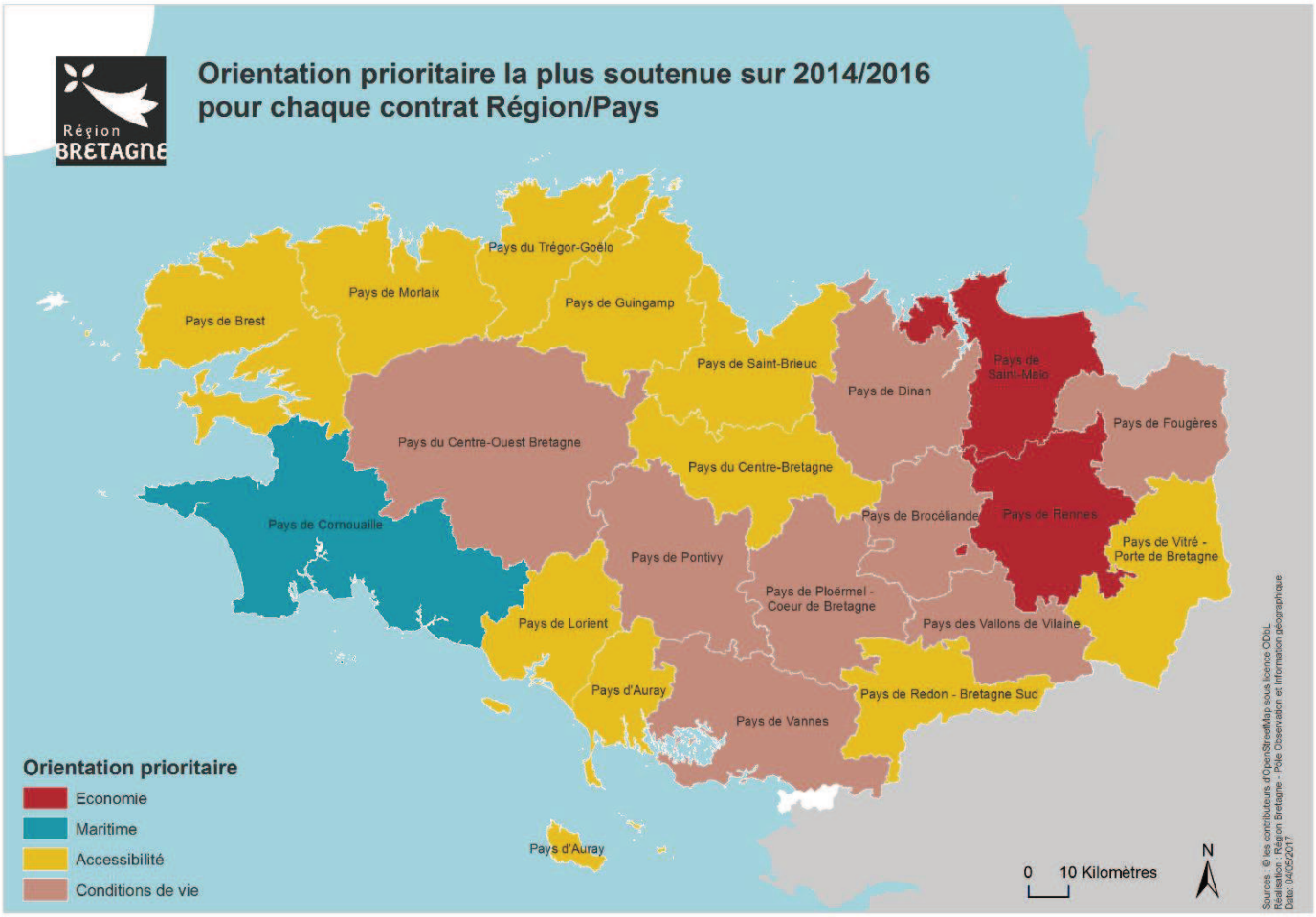
Chaque projet soutenu dans le cadre des *Contrats de partenariat* signés à l'échelle des pays et avec l'association des îles du Ponant est analysé autour de quatre piliers déclinés en 8 cibles (accessibilité, foncier, insertion, patrimoine/langues de Bretagne /culture, préservation des ressources, énergie, économie locale, efficience).

Des projets particulièrement exemplaires et emblématiques ont pu être accompagnés. Ainsi, la Région a soutenu un projet d'école en « *cradle to cradle* ». Ce projet est particulièrement exemplaire d'un point de vue de la préservation des ressources, puisque le bâtiment est conçu comme une banque de matériaux, entièrement déconstructible et réutilisable. Sa conception est économe en énergie. Les matériaux sains et la conception des espaces contribuent à avoir un impact positif sur la santé des occupants. Le recours à des matériaux locaux a, quant à lui, un effet sur l'économie locale. Enfin, la qualité démocratique du projet doit être soulignée car la population est associée à sa conduite du projet et se mobilise, y compris financièrement *via* le financement participatif (*crowdfunding)*.

De façon plus générale, une attention particulière a été portée cette année à la dimension démocratique. En effet, le thème la journée « les territoires innovent » était en 2016, « la participation, une opportunité de développement pour les territoires ». Ainsi, près de 300 personnes, professionnel.le.s ou citoyen.ne.s venant de tout type de territoire (urbain, rural), universitaires ou praticien.ne.s ont pu échanger sur pourquoi et comment associer la population et la société civile.

// L'approche territoriale de l'action régionale

Carte 1 : Les principales orientations des *Contrats de partenariat* (2014/2016)

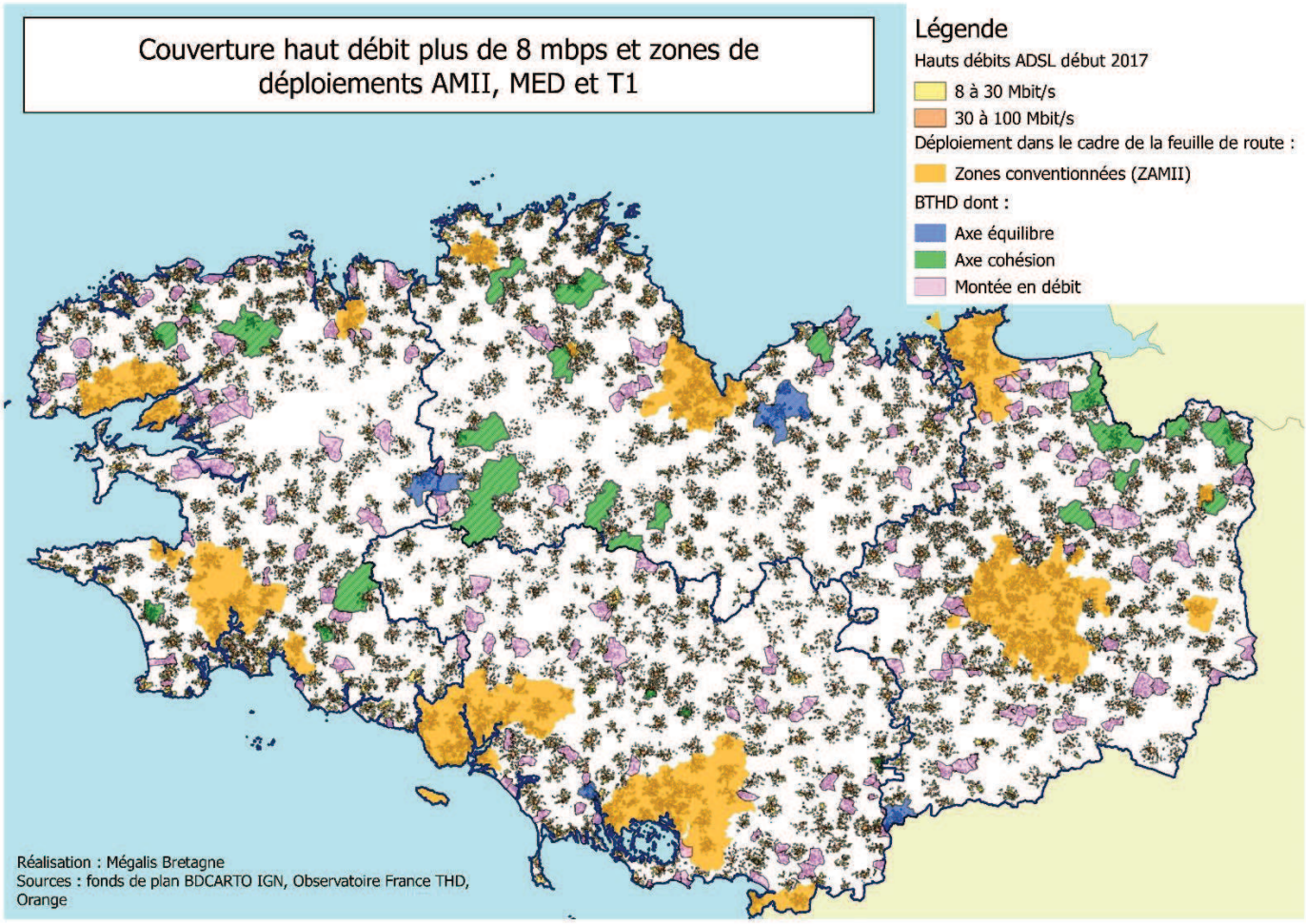


Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF-SECFB_01-DE

Cette carte reflète la réalité des premiers dossiers qui ont obtenu un accord de subvention par la Commission permanente de la Région sur la période 2014-2016, et se base donc sur la carte des pays tels qu'ils étaient encore en vigueur au 31 décembre 2016, avant la refonte intercommunale. Cette carte aura vocation à être actualisée chaque année. Elle permet d'illustrer quelles thématiques se sont traduites par une réalité de financement. Parfois, l'orientation prioritaire en montant est constituée de quelques dossiers structurants. Sur cette carte, l'orientation prioritairement soutenue pour la première période du contrat, avant la révision courant 2017, ne reflète pas nécessairement les priorités du pays sur les projets présentés en comité unique de programmation sur la même période et encore moins sur toute la durée du contrat 2014/2020. Cette analyse permet d'illustrer que la mission 1, dont la vocation est d'être territorialisée, peut soutenir des priorités différentes selon les besoins qui remontent des territoires. Au total, les habitant.e.s de près de 110 communes en Bretagne ont bénéficié du soutien de la Région entre 2015 et 2016 pour des services de proximité, essentiels à la population. Ont notamment été concernés : 24 écoles, 21 structures d'accueil enfance/jeunesse ; 21 équipements sportifs de proximité ; 18 équipements culturels (médiathèque, ludothèque, cinéma, centre culturel…).

Par ailleurs, même si les usages numériques ne sont pas identifiés en tant que tels (ils font partie de l'axe économie), ils sont aussi soutenus notamment dans le cadre des fonds européens territorialisés. La mise en place de premiers projets dans les territoires issus des ITI (investissement territorial intégré), dans le cadre du *Programme opérationnel 2014-2020*, a permis de démontrer la dynamique des acteurs locaux pour les enjeux relevant de la transition numérique et de l'appropriation par les citoyen.ne.s des nouvelles pratiques digitales.

Carte 2 : La Couverture haut et très haut débit en Bretagne



Si l'investissement privé permet de couvrir en très haut débit 10 % du territoire regroupant 40% de la population (les zones conventionnées AMII), le réseau d'initiative publique permettra de couvrir les 90% du territoire restant d'ici 2030. La Région soutient financièrement ce déploiement de la fibre pour tous les territoires. A fin 2016, les premiers travaux avaient été réalisés dans 4 villes moyennes (en bleu) et 32 zones rurales (en vert) et fait l'objet d'un début de commercialisation d'abonnements pour les premières zones. Parallèlement à ce déploiement du très haut débit par la fibre optique, la montée en débit (en rose) était achevée, permettant de résorber les dernières zones blanches du haut débit. Par ailleurs, l'opérateur historique continue d'améliorer régulièrement son réseau, ce qui permet d'obtenir, en de nombreux endroits du territoire, des débits suffisants (plus de 8Mbs) pour permettre les usages contemporains du numérique, en attendant l'arrivée de la fibre optique.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Zoom politique de la ville

En tant que signataire des 12 *Contrats de ville bretons* et conformément aux engagements formalisés en session d'avril 2015, la Région a accordé une attention particulière aux quartiers prioritaires de la politique de la ville dans le cadre de ses politiques territoriales.

Dans le cadre du *Nouveau programme régional de renouvellement urbain*, la Région s'est engagée à accompagner plusieurs projets situés dans les 12 quartiers prioritaires arrêtés par l'ANRU, au titre des *Contrats de partenariat Europe/Région/Pays* (programme 101) : 7,46 M€ de crédits régionaux, dont 2 M€ pour le *Bus à Haut Niveau de Service* (BHNS) de Lorient, 1,8 M€ pour la mobilité billettique à Rennes, 1,7 M€ pour les aménagements urbains à Rennes. A noter que ces financements s'articulent avec 7,62 M€ de crédits européens FEDER.

Lors de la session de décembre 2016, il a été décidé de conforter l'engagement de la Région en faveur du renouvellement urbain par la mise en place d'une enveloppe spécifique de 14 millions d'euros. La Région a par ailleurs poursuivi son soutien au *Centre de ressources politique de la ville* RésoVilles, qui accompagne les partenaires bretons dans leurs actions sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville (35 000 €).

// La jeunesse dans les politiques régionales

En 2016, la Région a engagé plusieurs actions spécifiquement dédiées aux jeunes au titre de la mission 1 :

- En reconduisant l'appel à projets *Accélérateur d'Initiatives Jeunes* avec les plateformes de financement participatif Kengo et Gwenneg, elle a accompagné 24 jeunes dans la réalisation de 16 projets innovants, créatifs et participant au dynamisme de la Bretagne, pour un montant de 21 120 €.
- La Région a poursuivi son investissement volontariste pour améliorer les conditions de vie des jeunes : en matière de santé par son soutien aux 13 *Points Accueils Écoute Jeunes* implantés en Bretagne (à hauteur de 245 000 €) ainsi qu'aux démarches de prévention des risques en milieu festif menées par *l'Association Orange Bleue* et le Festival des collectifs engagés pour le développement durable et solidaire ; en matière d'habitat des jeunes, par son soutien *l'Union Régionale Habitat Jeunes* (URHAJ) à hauteur de 40 000 €.
- Le Conseil régional a par ailleurs maintenu sa participation au développement des connaissances sur la jeunesse et à leur appropriation dans les territoires par son soutien à l'unique Chaire de recherche consacrée à la jeunesse en France, portée par *l'École des Hautes Études en Santé Publique*.

Par ailleurs, la Région a accompagné plusieurs Pays bretons dans leurs actions en faveur des jeunes, dans le cadre des contrats de partenariat. C'est notamment le cas du Pays de Dinan, organisateur de la petite finale des *Olympiades des Sciences de l'Ingénieur* (concours national ouvert aux lycéens).

II. Leviers d'action et modalités de mise en œuvre

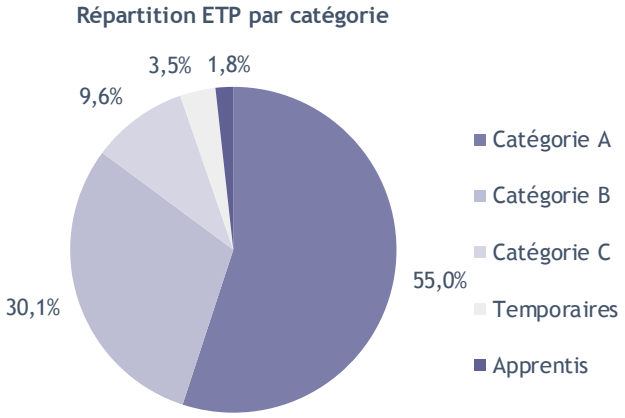
La Mission 1 regroupe des interventions qui nécessitent le plus souvent un accompagnement de porteurs de projets susceptibles de permettre le développement de tous les territoires bretons. Ces projets sont caractérisés par leur diversité, parfois leur complexité, y compris dans l'ingénierie permettant leur financement, leur conduite et leur réalisation. Ils nécessitent un bon niveau d'expertise, mais aussi des qualités humaines des projets partenariaux et nécessitant également un travail en transversalité. Plusieurs agents de la Direction de l'aménagement et de l'égalité participent ainsi à d'autres missions que celles de la mission 1. Les moyens humains à disposition de cette mission doivent être adaptés au contexte. Ils comprennent notamment une part importante d'agent.e.s de catégorie A dont le profil est « agent.e de développement », avec le conseil et l'expertise comme cœur de métier. La montée en puissance de la Région notamment sur la territorialisation de la mise en œuvre des politiques publiques, y compris les fonds européens pour lesquels la Région est devenue autorité de gestion, implique également la poursuite de l'adaptation des effectifs à disposition. Concernant les moyens financiers, ils sont principalement mobilisés par la politique de contractualisation territoriale. Le moindre taux de réalisation constaté en investissement sur cette dernière peut s'expliquer par le cycle de dépense local (avec un redémarrage des projets locaux différé par les contractions de dotations et les reformes territoriales en cours) ainsi que par le démarrage des *contrats de partenariat 2014-2020* signés en 2015. Concernant le Programme 103 il s'explique également par le fait que la tranche 1 de la première phase d'investissement du programme *Bretagne très haut débit* constitue l'essentiel des dépenses d'investissement au titre de ce programme. Pour l'année 2016, si les

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 087-233500016-20170623-17_DEF_SEGER_01-DE

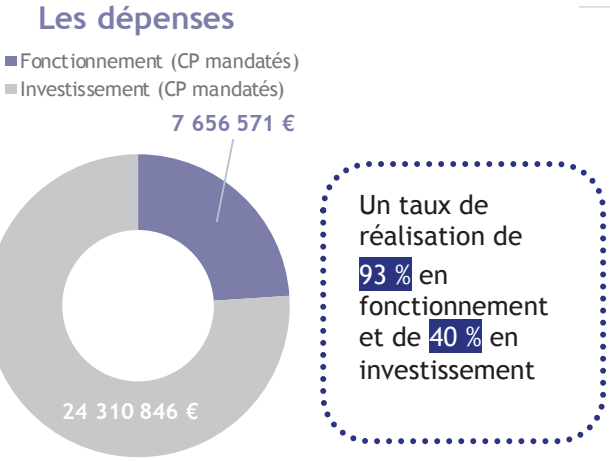
travaux de montée en débit ont été achevés, les premiers déploiements de très haut débit ont été réalisés mais feront l'objet d'une fin de réalisation tout début 2017 et d'une facturation en 2017. Les dépenses réalisées ont été couvertes par l'avance qui avait été opérée précédemment et n'ont pas nécessité, contrairement aux prévisions budgétaires, de nouveau paiement.

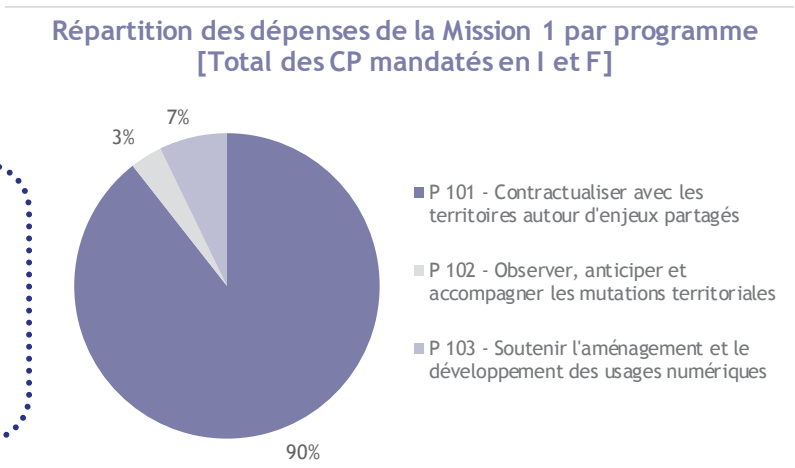
// Moyens humains

Mission 1 - Pour un aménagement équilibré, garant de la cohésion, de la performance et de la solidarité territoriale	
Équivalent temps plein (ETP) et masse salariale	2016
Catégorie A	24,2
Catégorie B	13,2
Catégorie C	4,2
Temporaires	1,6
Apprentis	0,8
Total ETP	43,9
Total Masse salariale	2 257 079 €



// Répartition des dépenses





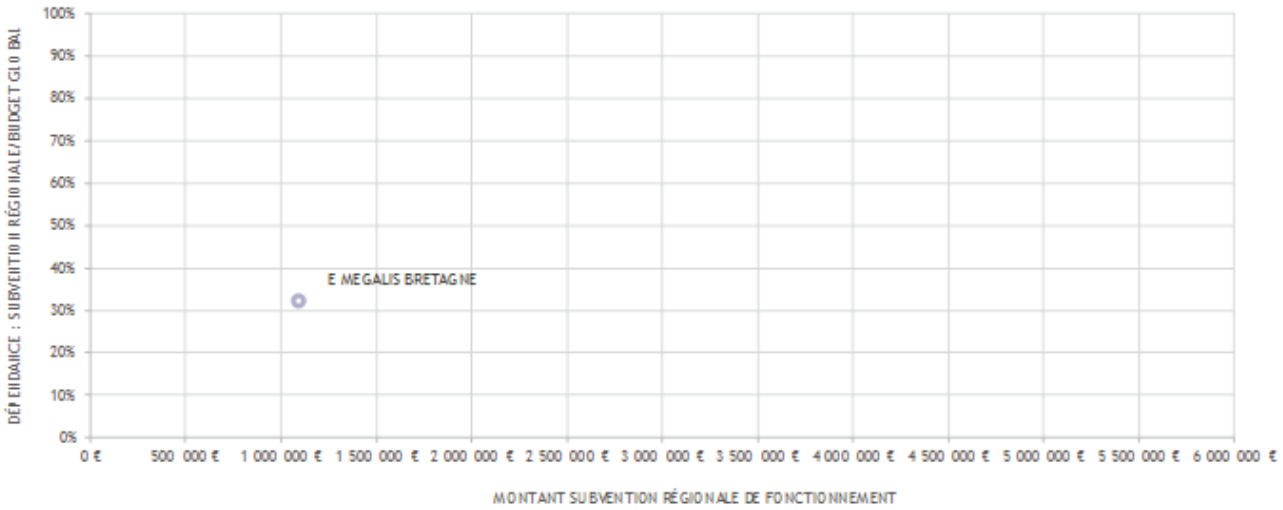
> Dépenses par programme

Mission 1 - Pour un aménagement équilibré, garant de la cohésion, de la performance et de la solidarité territoriale			
	CP votés en 2016	CP mandatés en 2016	Taux de réalisation
P 101 - Contractualiser avec les territoires autour d'enjeux partagés	46 713 677 €	28 582 226 €	61%
Fonctionnement	4 658 777 €	4 476 518 €	96%
Investissement	42 054 900 €	24 105 709 €	57%
P 102 - Observer, anticiper et accompagner les mutations territoriales	1 253 723 €	1 087 333 €	87%
Fonctionnement	1 203 723 €	1 087 333 €	90%
Investissement	50 000 €	0 €	NA
P 103 - Soutenir l'aménagement et le développement des usages numériques	20 433 490 €	2 297 857 €	11%
Fonctionnement	2 379 990 €	2 092 720 €	88%
Investissement	18 053 500 €	205 137 €	1%
Dépenses totales de la Mission 1 (I et F)	68 400 890 €	31 967 417 €	47%
Total Fonctionnement	8 242 490 €	7 656 571 €	93%
Total Investissement	60 158 400 €	24 310 846 €	40%

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

// Appui aux partenaires

Le graphique suivant présente les principaux organismes extérieurs financés par la Région à plus de 75 K€ en fonctionnement, et dont la part du financement régional représente à minima 30 % du budget de fonctionnement de l'organisme.



Zoom Mégalis Bretagne

Créé en 1999, le syndicat mixte Mégalis Bretagne regroupe le Conseil régional, les conseils départementaux et l'ensemble des EPCI de Bretagne.

La Région est l'actionnaire de référence de Mégalis, à qui elle a transféré sa compétence L.1425-1 « communication électronique » du Code général des collectivités territoriales en 2013, pour lui permettre d'avoir une capacité d'action sur l'ensemble du territoire et en coordination avec l'ensemble des collectivités de Bretagne, en particulier sur le déploiement du très haut débit pour tous. C'est pourquoi le graphique sur le niveau de dépendance de Mégalis Bretagne montre que la subvention de fonctionnement de la Région représente environ 30% du budget de la structure. L'année 2016 a été l'année de la consolidation d'un certain nombre de chantiers portés par le Syndicat mixte Mégalis Bretagne. En 2016, ce sont désormais plus de 1 000 communes qui ont signé la convention d'accès aux services numériques mutualisés par Mégalis Bretagne (+33% par rapport à 2015), soit plus de 80% des communes bretonnes. Et ceci notamment grâce au modèle économique, adopté en 2015, et aux actions d'accompagnement réalisées au plus près des préoccupations des collectivités. En 2016, le déploiement de la fibre optique s'est poursuivi sur les 32 zones de la première tranche de travaux du projet Bretagne Très Haut Débit avec l'ouverture à la commercialisation sur les premiers secteurs et les premiers abonnés sur le réseau public régional. Ce déploiement de la fibre par l'action publique dans les villes moyennes (axe équilibre de la feuille de route), et dans les zones rurales (axe cohésion), permet de compléter le déploiement réalisé par Orange dans les zones d'initiatives privées (zones AMII), ainsi que les opérations de montée en débit.

Contractualiser avec les territoires autour d'enjeux partagés

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

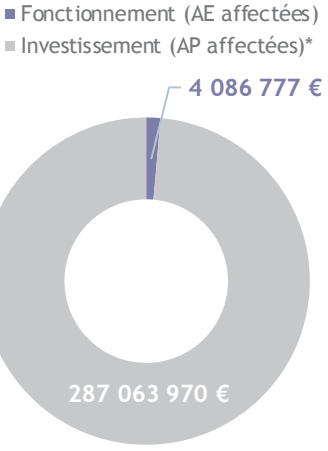
2016 en Bref

L'année a été marquée par la mise en œuvre active des 21 *Contrats de partenariat* avec les Pays et les Iles du Ponant et également des contrats métropolitains. Les *Comités uniques de programmation* des Pays ont confirmé leur dynamique, qui s'est répercutée sur les attributions de financements. Si le volet européen des contrats s'est concrétisé pour les 23 *Investissements territoriaux intégrés* FEDER, la situation est plus complexe pour les programmes LEADER, pour lesquels la décentralisation incomplète a entraîné d'importants dysfonctionnements. Les retards dans la mise en œuvre de ce fonds ont conduit la Région, fin 2016, à mettre en place un dispositif exceptionnel permettant, pour les situations les plus délicates, de compenser la subvention attendue au titre de LEADER. 28 projets ont ainsi été soutenus pour un montant total de subventions de 672 000 €.

Objectifs	1 Soutenir les capacités d'ingénierie dans les territoires	2 Soutenir les projets de développement local en lien avec les orientations régionales
Actions		[II - 1] Soutenir les priorités partagées de développement dans les territoires
		[II - 2] Œuvrer pour le maintien et le développement des services collectifs essentiels
		[II - 3] Honorer les engagements antérieurs

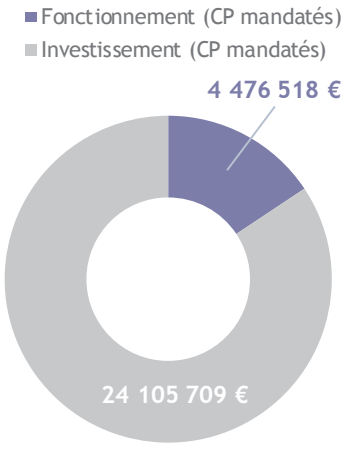
28,6 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 99 % en fonctionnement et de 77 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 96 % en fonctionnement et de 57 % en investissement

* L'AP est pluriannuelle et a été ouverte en 2006, les résultats correspondent au cumul. Les AP votées en faveur des contrats de partenariat 2014-2020 s'ajoutent aux AP de la précédente période de programmation.

> Un décalage dans la réalisation effective des contrats vient expliquer le niveau de réalisation des crédits de paiement en investissement. Le travail des *Comités uniques de programmation* engagé en 2015 s'est traduit par un volume conséquent d'attribution de subventions à partir de la mi-2016 et donc de paiements un peu plus tardivement.

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Soutenir les capacités d'ingénierie dans les territoires [I]

La Région a maintenu, pour la période de contractualisation 2014-2020, son effort pour le financement de l'ingénierie des territoires. Pays, îles du Ponant et *Conseils de développement* ont ainsi été soutenus au même niveau que l'année précédente.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Par ailleurs, le soutien à la prévention et la promotion de la santé dans les territoires s'est poursuivi avec l'accompagnement des 11 démarches *d'Animation territoriale de santé* avec *l'Agence régionale de santé*.

• Soutenir les priorités de développement partagées dans les territoires [II-1]

La mise en œuvre des *Contrats de partenariat Europe/Région/Pays* et du *Contrat Etat / Région / Association des Îles du Ponant* est entrée en rythme de croisière, se concrétisant, dans un premier temps, dans les propositions de soutien des *Comités uniques de programmation*, puis dans l'affectation des subventions.

Indicateur N°1 [II-1 et 2] - Avancement de la mise en œuvre des *contrats de partenariat* (volet régional)	Cumul au 31/12/2015	Cumul au 31/12/2016	Montant total mobilisable
Nombre de projets sélectionnés en *Comité unique de programmation* (CUP)	148	639	
> Dont nombre de projets ayant fait l'objet d'une aide votée en commission permanente	35	210	
Montant des aides régionales proposées en *Comité unique de programmation* (CUP)	18,39 M€ *8,50 %*	75,96 M€ *35,12 %*	216,3 M€ *100 %*
> Dont montant total des aides régionales votées en commission permanente	6,85 M€ *3,17 %*	24,89 M€ *11,51%*	216,3 M€ *100 %*

Fin 2016, un peu plus de 81,5 % des subventions affectées dans le cadre des *Contrats de partenariat* l'ont été au titre des priorités de développement des territoires.

A titre d'exemple, la Région a soutenu en 2015 et 2016 des projets d'accessibilité par la mobilité en faveur de 22 communes avec, notamment :

9 projets de pôle d'échange multimodal (favoriser les différents modes de déplacement autour des gares) ;

7 projets de mobilités douces tels que l'aménagement de pistes cyclables, des aménagements piétons ;

2 projets de transports à la demande particulièrement utiles en zone moins dense (rurales et périurbaines).

La Région a également appuyé, en 2015/2016, 15 projets de logements sociaux (création, réhabilitation thermique, logement des jeunes)

• Œuvrer pour le maintien et le développement des services collectifs essentiels [II-2]

Ce volet dédié aux services collectifs essentiels représente un maximum de 20 % des enveloppes des contrats : fin 2016, cet axe représentait près de 18,5 % des subventions affectées.

Indicateur N°2 [II-1 et 2] - Contribution des Contrats de partenariat aux orientations régionales de la politique territoriale	Cumul au 31/12/2015		Cumul au 31/12/2016	
Part des projets par thématique (en nombre et en montant de subventions votées)	Part en nb de projets	Part en montant	Part en nb de projets	Part en montant
Économie	6,3 %	4,3 %	14 %	9,7 %
Maritimité	12,8 %	1,3 %	7,7 %	5,7 %
Accessibilité	17 %	58,8 %	14,4 %	43,5 %
Ressources – transition énergétique	6,4 %	0,9 %	5,9 %	1,9 %
Cadre de vie	57,5 %	34,6 %	58 %	39,3 %

L'un des objectifs de la politique territoriale est d'exercer un effet levier favorisant l'aboutissement des projets. Pour cette raison, un plancher de 10 % d'intervention (ou 100 000€) a été défini, ainsi que la possibilité d'un cumul avec les autres politiques régionales (dans la limite d'une intervention régionale totale de 50%).

Indicateur N°3 [II-1 et 2] - Effet levier des *contrats de partenariat*	Cumul 31/12/2015	Cumul 31/12/2016	Cible 2016
Taux d'aide moyen sur la dépense subventionnable	20,25 %	23,82 %	Entre 20 et 40 %

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M1 P 102 Observer, anticiper et accompagner les mutations territoriales

2016 en Bref

En 2016, la dynamique des réseaux d'acteurs en Bretagne est montée en puissance : le *Réseau rural* a été relancé en mai 2016. Un colloque partenarial sur la revitalisation des centres-bourgs a réuni 700 personnes à Saint Brieuc en juin. Une journée sur la « participation, levier de développement des territoires » a également rencontré son public. 2016 a aussi permis de relancer le projet d'Observatoire des territoires, de poursuivre l'observation en matière de santé, et d'entamer de nouvelles démarches de planification, que ce soit en santé environnement (*Programme régional santé environnement Bretagne*) ou avec le lancement du *Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires* (SRADDET).

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs				
	1 Améliorer la connaissance des territoires	2 Œuvrer au développement équilibré et durable de la Bretagne	3 Favoriser les capacités d'innovation territoriale et le partage des bonnes pratiques	4 Soutenir et encourager la jeunesse pour préparer la Bretagne de demain
Actions	[I - 1] Développer et mutualiser l'information géographique			
	[I - 2] Renforcer les capacités d'observation territoriale			

1,1 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations

Un taux d'affectation de 48 % en fonctionnement

Les dépenses

Un taux de réalisation de 90 % en fonctionnement

Le taux d'affectation en deçà des prévisions s'explique notamment par un démarrage plus tardif que prévu sur des chantiers majeurs. Concernant le SRADDET, son élaboration et les moyens à mobiliser en conséquence ne pouvaient être pleinement effectifs avant la réunion de la *Conférence territoriale de l'action publique* (CTAP) du 1er décembre 2016 et l'adoption de la délibération du Conseil régional lors de sa session de février 2017. Concernant le projet d'Observatoire des territoires, le projet a été confirmé en octobre 2016.

// Analyse des principales réalisations de l'année

- Améliorer la connaissance des territoires [I]

L'année 2016 a permis la poursuite du partenariat *GéoBretagne* et la relance du projet *d'Observatoire des territoires*. 10 ans après sa création, *GéoBretagne* continue de fédérer de nombreux partenaires, ce qui permet d'enrichir en permanence les données géolocalisées disponibles. Le projet partenarial *d'Observatoire des territoires*, mobilisant notamment la Région, l'Etat et les quatre Départements de Bretagne, a été relancé. Un comité de pilotage a eu lieu en octobre 2016, permettant de valider la création d'une plateforme commune, débutant avec la réalisation de portraits de territoire sur plusieurs thématiques.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Les études de *l'Observatoire régional de santé de Bretagne* sont un préalable à la définition d'une stratégie adaptée en matière de santé. En 2016, l'enquête sur la santé des apprenti.e.s a été finalisée et restituée. Une nouvelle enquête sur la santé des collégien.ne.s et lycéen.ne.s a été préparée.

Indicateur N°1 [I.1] - SIG / *GéoBretagne* : données d'activité	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre de pôles métiers actifs	13	10*	10
Nombre de partenaires GéoBretagne (hors services Etat et région Bretagne)	115	124*	133
Nombre de couches d'informations disponibles auprès du grand public	965	1 063*	1 296
Nombre moyen de connexions mensuelles au site geobretagne.fr (adresses IP différentes)	25 349	22 600	19 900

* Les données de réalisation ont été ajustées depuis le RAP 2015 à l'aide de données d'activité postérieures au RAP 2015.

• Œuvrer au développement équilibré et durable de la Bretagne [II]

La loi NOTRe du 7 août 2015, complétée par l'ordonnance de juillet 2016 et le décret d'août 2016, a permis de préciser le cadre conduisant à l'approbation, d'ici mi-2019, du premier *SRADDET breton*. Les membres de la *Conférence Territoriale de l'Action Publique* ont été consulté.e.s en amont de son élaboration fin 2016. La préparation du SRADDET a mobilisé l'ensemble des services de la Région et les partenaires de la Région notamment les équipes animant les *Schémas de cohérence territoriale*, les *Parcs naturels régionaux*, les Pays, les agences d'urbanisme. Elle s'appuie sur des méthodes innovantes.
Convaincue de la nécessité d'agir sur l'environnement pour préserver et améliorer la santé, la Région co-pilote le *Plan régional santé environnement* (PRSE) aux côtés de l'Etat et de l'Agence régionale de santé. Suite à l'évaluation finale du second plan et à l'actualisation des connaissances régionales sur cette thématique, l'année 2016 a été consacrée aux travaux d'élaboration du PRSE 3. Deux journées régionales de concertation ont été organisées afin d'identifier les enjeux et les pistes d'actions qui structureront le PRSE 3 2017-2021, parmi lesquels la réduction des inégalités territoriales, et la prise en compte de l'urbanisme et du cadre de vie comme déterminants de la santé.

• Favoriser les capacités d'innovation territoriale et le partage de bonnes pratiques [III]

Riche en échanges, le colloque de juin 2016 organisé par l'Etat, la Région, l'Etablissement public foncier de Bretagne, l'Etat, la Caisse des Dépôts et l'Ademe sur la revitalisation des centres-bourgs a constitué le prélude au lancement d'un dispositif partenarial sur l'aménagement des centres-villes et des bourgs ruraux destiné à mettre en valeur les bonnes pratiques. En octobre 2016, un premier événement du réseau « les territoires innovent » a été organisé sur le thème de « *La participation, un levier pour le développement local* ».

La Région mobilise des acteurs relais pour porter collectivement le réseau des acteurs des territoires, appelé « *les territoires innovent* ». Elle soutient donc les opérateurs qui participent à la coordination, la professionnalisation et l'échange de pratiques entre acteurs du développement local. En complément de celui-ci, le réseau rural breton (outil proposé dans le cadre du FEADER) a été relancé. Lieu de dialogue et d'interconnaissance entre les acteurs du monde rural, il s'agit d'un espace de partage qui porte une vision positive des ruralités et un outil d'expérimentation et d'appui à l'innovation.

• Soutenir et encourager la jeunesse pour préparer la Bretagne de demain [IV]

Dans le cadre de son intervention volontariste en faveur de la santé des jeunes, la Région a poursuivi son soutien aux 13 *Points accueil écoute jeunes* (PAEJ) bretons, qui assurent une fonction de première écoute généraliste, anonyme, confidentielle et gratuite auprès des jeunes, en proximité. Chaque PAEJ constitue une ressource pour les familles et les professionnels, comme en témoigne la richesse des partenariats locaux face à des situations qui se complexifient et l'émergence de nouvelles problématiques (usages intensifs des réseaux sociaux, cyber harcèlement...)

Indicateur N°2 [IV] - Points accueil écoute jeunes	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre moyen de jeunes nouvellement accueilli.e.s par PAEJ	173	215	250

Pour la deuxième année consécutive, l'appel à projets lancé par la Région, *Accélérateur d'Initiatives Jeunes*, mené en partenariat avec deux plateformes de financement participatif (Gwenneg et Kengo), a permis de soutenir 24 jeunes de 18 à 29 ans dans la réalisation de 16 projets novateurs, créatifs et participant au dynamisme et à l'attractivité du territoire breton. Les actions ainsi accompagnées ont porté sur des thématiques très variées, allant de la création d'activité économique à des projets culturels ou humanitaires. La Région a par ailleurs maintenu en 2016 son partenariat avec *l'École des hautes études en santé publique* (EHESP), qui porte depuis 2012 l'unique chaire de recherche dédiée à la jeunesse en France. L'année 2016 a été consacrée à la réalisation d'un bilan de l'impact de la Chaire sur les territoires bretons et définir des perspectives pour renforcer cet ancrage territorial.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M1 P 103 Soutenir l'aménagement et le développement des usages numériques

2016 en Bref

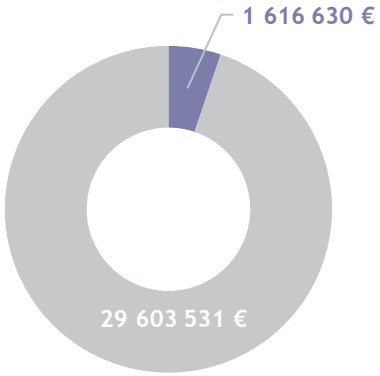
La signature par Megalis de la *Délégation de service public* avec Orange pour la commercialisation du réseau de très haut débit a été un premier temps fort. Le rapport de session et le comité pour les zones d'initiative privées en octobre 2016 ont été l'occasion de faire un point précis sur le déploiement du très haut débit dans toute la Bretagne. L'année 2016 a également été l'occasion de réinterroger certaines politiques en matières d'usages numériques, à l'instar du lancement d'un appel à projets expérimental à destination des très petites entreprises et relatif à leur transformation digitale.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Accompagner la réalisation d'infrastructures numériques	2 Développer les usages numériques	3 Soutenir la dynamique bretonne des acteurs du numérique
Actions	[I - 1] Déployer le très haut débit	[II - 1] Observer les pratiques numériques	
	[I - 2] Mutualiser la gestion des données numériques publiques	[II - 2] Soutenir l'innovation numérique	
		[II - 3] Œuvrer pour l'inclusion numérique	
		[II - 4] Faciliter l'accès à la connaissance	

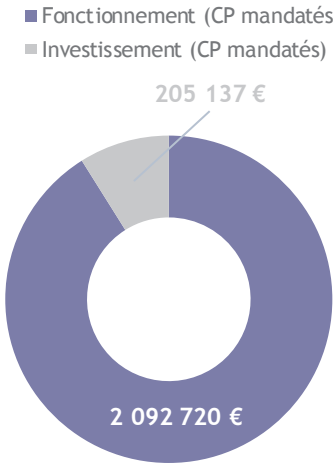
2,3 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 98 % en fonctionnement et de 53 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 88 % en fonctionnement et de 1 % en investissement

* L'AP est pluriannuelle et a été ouverte en 2011, les résultats correspondent au cumul.

La tranche 1 de la première phase d'investissement du programme *Bretagne très haut débit* constitue l'essentiel des dépenses d'investissement au titre de ce programme. Pour l'année 2016, les travaux de montée en débit ont été achevés et les premiers déploiements de très haut débit ont été réalisés mais feront l'objet d'une fin de réalisation tout début 2017 et d'un paiement en 2017.

// Analyse des principales réalisations de l'année

- **Déploiement du Très Haut Débit pour tous [I-1]**

Pour le projet *Bretagne très haut débit*, 2016 aura été l'année de la fin des travaux de montée en débit (174 opérations) permettant de mettre fin aux dernières *zones blanches de l'accès à internet haut débit* en Bretagne.

Au total 50 000 foyers, entreprises et sites publics ont vu, grâce à cette action, leurs débits ADSL augmenter sensiblement. De plus, les opérateurs ont déployé des équipements de dernière génération permettant aux foyers situés à proximité des installations de bénéficier de débits pouvant parfois dépasser les 20 Mbps.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

En 2016, la majorité des travaux de la première tranche sur le très haut débit a été réalisée, avec les premières commercialisations d'abonnements en octobre. La fin des travaux de la première tranche s'échelonne sur fin 2016/début 2017, ce qui permettra d'atteindre le résultat de 70 000 prises et 23,4% de la population couverte.

Cette première tranche de travaux pour le déploiement de la fibre concerne 32 zones géographiques. Les premiers quartiers ont été ouverts commercialement sur au moins les 4 principales villes moyennes (Auray, Carhaix, Lamballe et Redon) et autant de zones rurales à la fin de l'année 2016.

Indicateur N°1 [I-1] - Nombre de prises déployées dans le cadre du projet Bretagne très haut débit (donc hors zone AMII - Appel à Manifestations d'Intentions d'Investissement) (Source Mégalis Bretagne)	Réalisation 2016	Valeur cible 2023
Nombre de prises déployées	15 000	670 000

Ce déploiement de la fibre par l'action publique dans les villes moyennes (axe « équilibre » de la feuille de route de *Bretagne très haut débit*), et dans les zones rurales (axe « cohésion »), permet de compléter le déploiement réalisé par Orange dans les zones d'initiative privée (zones AMII), ainsi que les opérations de montée en débit.

Indicateur N°2 [I-1] - Taux de couverture de la population couverte par la fibre (déploiements privés et publics confondus) (Source projection *Mégalis Bretagne*)	Réalisation 2013	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2023
Taux de couverture de la population desservie par la fibre optique en Bretagne	6,2 %	10 %	15,1 %	68,4%

A noter qu'il s'agit des chiffres concernant la fibre optique. Si l'on prend en compte toutes les technologies permettant d'atteindre un débit supérieur à 30Mbs, le chiffre de 78% de la population couverte devrait être atteint en 2023 (et 40% dès 2018).

- ## Œuvrer pour l'inclusion numérique [II-3]

Le *Visa Internet Bretagne* a permis de former 1 700 apprenant.e.s aux premiers usages du numérique. Dans le même temps, une refonte du dispositif a été imaginée pour un déploiement en 2017, afin d'augmenter le nombre de breton.n.es formé.e.s et d'assurer un meilleur maillage du territoire.

- ## Amélioration continue de la plate-forme régionale d'administration électronique [III]

Grâce aux participations statutaires des collectivités et au premier rang desquelles la Région, ainsi qu'à un abondement conséquent de fonds européens, *Megalis* a pu mettre en place de nouveaux services et usages sur sa plate-forme électronique, le service de dématérialisation des factures en est un exemple.

Indicateur N°3 [III] - Nombre d'entités publiques utilisant la plateforme de services dématérialisés de Mégalis Bretagne (Source Mégalis Bretagne)	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre d'entités publiques utilisatrices	1 392	1 660	1 830	1 850
Taux d'évolution (N/N-1)	12 %	19 %	10%	-

- ## Soutenir la dynamique bretonne des acteurs du numérique [III]

La Région a consolidé son partenariat avec le *Web West Festival* de Carhaix, université d'été du web européen, en permettant à des PME bretonnes d'y exposer leurs savoir-faire et innovations.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Mission II.

Pour une économie dynamique au service de filières fortes et créatrice d'un emploi durable

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

I. Le contexte et la stratégie de la mission

Chiffres clés

▪ PIB (2014) : Bretagne : 89,4 Mds d'€ France : 2 139,9 Mds d'€

▪ Taux de chômage fin 2016 :

Bretagne : 8,5 % (soit une baisse de 0, 3 points)

France : 9,79 %

Document cadre

▪ « *Vers une nouvelle organisation de l'action publique régionale en matière de développement économique* », délibération juin 2016

La situation économique de la France s'améliore mois après mois. Avec +1,2% de croissance en 2016, la France réalise son meilleur chiffre depuis 2011. Entre l'été 2015 et la fin de 2016, ce sont 240 000 emplois privés qui ont été créés.

Les indicateurs de confiance des ménages et des entreprises sont nettement plus favorables, revenant à des valeurs connues respectivement en 2008 et en 2011. Autres indicateurs concrets de cette conjoncture qui s'améliore, la première hausse des investissements en logement depuis une décennie et une baisse importante des défaillances d'entreprises dont le taux recule de 8 % sur 1 an. On doit souligner en revanche l'aggravation des indicateurs en matière de commerce extérieur, signal d'un enjeu de compétitivité.

A l'échelle régionale, la reprise se poursuit : l'emploi salarié est reparti et le nombre de demandeurs d'emploi a poursuivi sa décrue (-4,7%)

Ainsi, la Bretagne maintient son différentiel favorable en matière de chômage avec un taux contenu à 8.5 % qui lui permet de confirmer sa position de 2ème région française ayant le taux le moins élevé.

D'autres points positifs sont le nombre de défaillances d'entreprises qui chute de 10 %, la hausse de la construction de logements (+25 % en 1 an), permettant un arrêt de la chute des emplois dans la construction et une activité touristique à la hausse également. On note en revanche une baisse du nombre des créations d'entreprises (-3,5 % en 1 an), qu'il conviendra d'analyser et de suivre pour vérifier si elle témoigne d'un phénomène structurel ou pas.

// La stratégie régionale

Par ses délibérations de juin 2016 et de février 2017, le Conseil régional a refondé ses grandes orientations en matière économique au regard des opportunités offertes par les lois de réformes territoriale. Elle s'appuie en particulier sur l'instauration d'un nouveau partenariat stratégique et opérationnel avec les EPCI, échelon de collectivité auquel la loi confie une responsabilité importante en matière de développement économique.

Ainsi la Région a confirmé les grandes orientations de la *Stratégie régionale de développement économique, d'innovation et d'internationalisation* (SRDEII), Glaz Economie en Bretagne, en les complétant sur plusieurs aspects : le croisement avec les stratégies métropolitaines, l'intégration d'un volet économie sociale et solidaire, la contractualisation avec les 59 EPCI pour renforcer la mise en œuvre opérationnelle des objectifs retenus. Cette refondation a également permis à la collectivité de confirmer l'importance qu'elle accorde aux TPE/PME, notamment celles du commerce et de l'artisanat qui sont des acteurs structurants de l'équilibre territorial, potentiellement fragilisés par le retrait contraint des Départements en matière économique.

Elle a également permis d'enclencher la démarche de construction du *Service public à l'accompagnement des entreprises*, en lien avec les EPCI, et également l'ensemble des acteurs présents sur les territoires. Elle vise à assurer une action publique à destination des entreprises plus lisible, plus coordonnée et donc plus efficace et plus efficiente.

Faire émerger l'activité et soutenir l'innovation et développer la compétitivité des entreprises

La responsabilité régionale en est accrue notamment concernant la mise en œuvre et le suivi de la stratégie, y compris dans son segment *Innovation* connu sous le nom S3 pour *Smart Specialisation Strategy*, mais également pour l'animation des filières.

C'est dans ce contexte que la Région a poursuivi l'ensemble de ses actions, avec un souci permanent de réactivité comme cela a été le cas sur quelques grands dossiers très structurants comme PSA ou d'Aucy.

Ces évolutions ont également permis de redéfinir le champ d'action de l'agence régionale *Bretagne développement innovation* (BDI), confirmée sur de grands projets structurants, la promotion économique, l'observation et la veille.

La montée en puissance des outils d'ingénierie financière comme *Breizh Up* ou *Breizh Immo* s'est confirmée.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

En 2016 a également été mis en œuvre le plan en faveur des *Très petites entreprises* en Bretagne.

De plus, la prise de compétence en matière d'accompagnement à la création d'entreprises par les demandeurs d'emploi (dispositif NACRE) a été effectuée.

Par ailleurs, l'effort significatif dans le domaine de l'innovation s'est poursuivi avec le soutien renforcé au réseau des 7 technopoles bretonnes pour en faire, plus que jamais, un outil de soutien à la création et au développement des entreprises innovantes sur l'intégralité du territoire régional.

En 2016, le soutien au développement de l'économie sociale et solidaire a été poursuivi, en lien avec la validation des grandes orientations du volet dédié de la SRDEII.

Le soutien régional apporté, notamment via l'action de BDI, à l'émergence et au développement de grands projets structurants pour l'économie bretonne en particulier autour des trois domaines que sont les smart grids, la cybersécurité et les EMR a été confirmé.

Favoriser le développement durable de l'agriculture et de la production alimentaire

Dans le domaine agricole, la mise en œuvre du *Plan agricole et agroalimentaire pour l'avenir de la Bretagne* (P3AB) s'est poursuivie, en appui des moyens inscrits dans le cadre du *Programme de développement rural* breton pour contribuer à la compétitivité de ce secteur stratégique.

Pour répondre aux besoins spécifiques des filières fragilisées, la Région a fait preuve de réactivité en décidant de la mise en œuvre de deux plans successifs. En février 2016 a été bâti et signé le Plan pour l'avenir de la filière porcine en Bretagne. Ce plan triple le niveau des interventions régionales, en les portant à 30 millions d'euros. Il permet d'accompagner les initiatives des producteurs porcins et de leurs groupements en Bretagne à travers des mesures concrètes pour la modernisation des exploitations, l'installation, les productions sous labels de qualité ou encore la formation.

A l'été 2016, un nouveau Plan global de 30 millions d'euros pour l'avenir de la filière lait et bovins en Bretagne a été adopté en session du Conseil régional. Avec plus de 5 milliards de litres de lait collectés, la Bretagne est la première région laitière française et compte près de 13 000 exploitations en lait et viande. Pour aider ces filières de production stratégiques à traverser la crise, ce plan s'articule en trois grands chantiers : renforcer la compétitivité des filières de production bovin lait et viande ; différencier l'offre produit, créer plus de valeur ajoutée et structurer les filières de production et saisir les opportunités à l'exportation. La Région maintiendra sa vigilance et sa capacité à réagir à temps en fonction des besoins.

Valoriser les atouts maritimes de la Bretagne et favoriser le développement durable des activités liées à la mer

L'économie de la mer a été marquée en 2016 par une croissance constante des prix à la production et à la consommation des produits de la mer. Dans ce contexte et celui de la mise en œuvre complexe du FEAMP, la Région a continué à accompagner les investissements des entreprises de l'ensemble de la filière halieutique en privilégiant notamment l'innovation et l'économie circulaire qui permettent d'adapter l'appareil productif aux évolutions de la ressource, de la réglementation et de la demande du marché.

Elle a également conduit une politique volontariste dans l'accompagnement à l'exploitation de nouvelles ressources comme les algues, les coproduits de la mer ou les crépidules qui doivent à terme, permettre une exploitation durable plus globale de l'ensemble des richesses maritimes de la Région.

La Région continue à copiloter, avec les services de l'Etat et dans le cadre de la *Conférence régionale de la mer et du littoral*, une planification des zones de moindre contrainte pour l'implantation de capacité de production d'énergie en mer permettant de répondre, dans le cadre du *Pacte électrique breton*, aux enjeux de besoin en énergie pour les entreprises et d'alimentation du territoire.

La politique portuaire du Conseil régional permet, grâce à sa mobilisation financière importante, de réaliser des investissements pour développer les trafics et optimiser l'exploitation des ports dans une logique de durabilité économique, sociale et environnementale. Aussi, pour répondre à cet enjeu, la Région a engagé une concertation associant les 3 ports de commerce, pour le développement de la multi modalité dans l'offre de transport des marchandises depuis et vers la Bretagne. Par ailleurs, l'implantation, en 2016, sur les 3 places portuaires du logiciel AP+ a permis de connecter les ports bretons au « guichet unique national », conforme au format européen d'échanges inter-portuaires. Enfin, la promotion des ports bretons a été assurée au salon international de la logistique 2016, en partenariat avec les concessionnaires.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Les échéances des concessions d'outillage public des trois ports de commerce, ainsi que celle de la concession réparation navale de Brest, s'échelonnent sur les années 2017 pour Saint-Malo et 2018 pour Brest et Lorient. L'enjeu de l'année 2016 a donc été de définir les conditions futures d'exploitation des services publics portuaires de Saint-Malo, dont la procédure de consultation a été lancée en décembre 2016.

> Voir également le Rapport transversal MER

// L'approche du développement durable dans les politiques régionales

Le transport maritime est économiquement performant et présente un bilan carbone très faible. Ainsi, les ports doivent occuper une place stratégique dans l'offre multimodale régionale de transports, même si les trafics ont régressé en 2016 de près de 5 % des 3 ports de Brest, Lorient et Saint-Malo, traduisant les difficultés de certains segments de la filière agro-alimentaire bretonne.

Le dragage des ports est indispensable pour développer les capacités d'accueil des navires et à Lorient pour lutter contre l'ensablement de la rade. Ces opérations, réalisées en maîtrise d'ouvrage régionale, présentent une très forte sensibilité environnementale. Aussi, dans le cadre de la mise en œuvre de la *Charte des dragages des ports bretons*, un groupe de travail a été constitué en 2016, réunissant les professionnels portuaires, les services de l'Etat et les associations environnementales. Un cadre de réalisation des futures opérations de dragage en Bretagne a ainsi été proposé et adopté par la *Conférence régionale mer et littoral*.

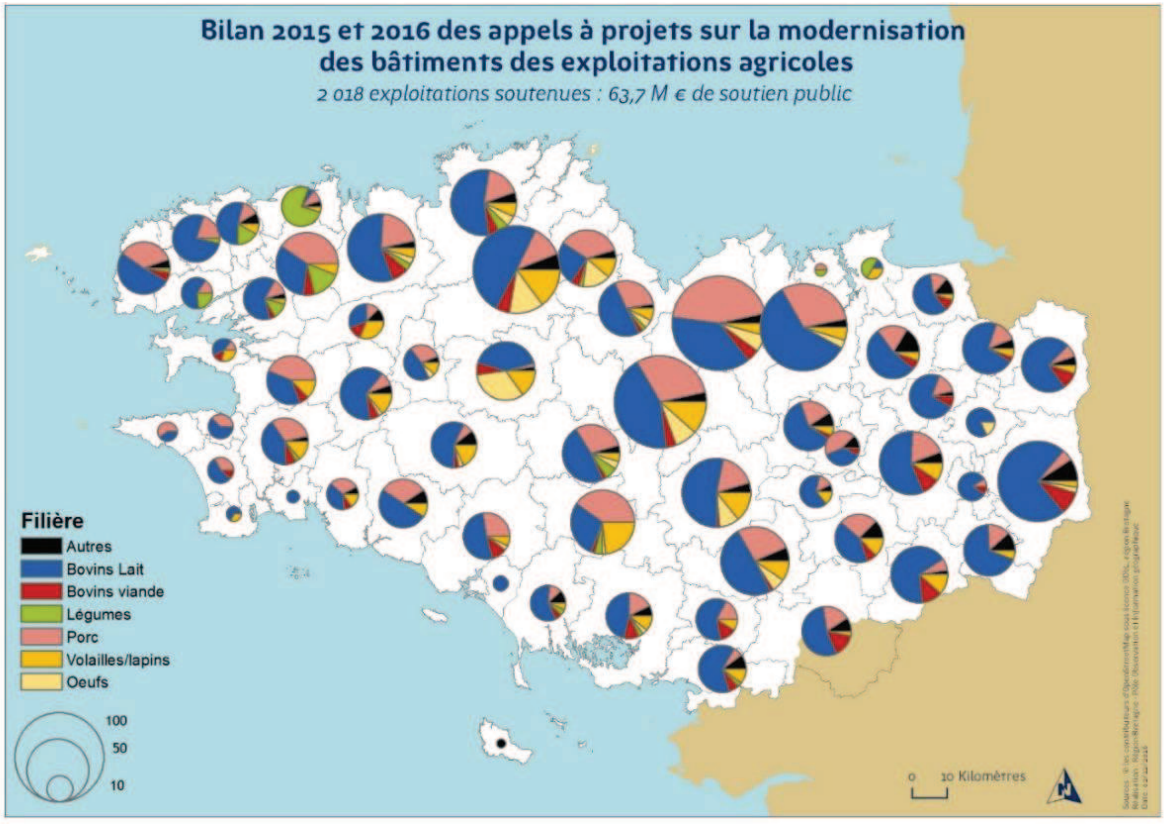
La Région contractualise ses ambitions sociales et environnementales pour les ports dans 12 contrats de concession concernant les 3 ports régionaux de Brest, Lorient et Saint-Malo. A ce titre, la Région formalise, négocie, puis gère les contrats de délégation de service public, dont elle organise le contrôle permanent.

La politique de l'Economie sociale et solidaire correspond pleinement aux objectifs du développement durable car elle permet de faire émerger « par le bas » des réponses concrètes aux besoins pratiques des citoyens sur des sujets où le marché ne se positionne pas spontanément. Ils émanent classiquement de territoires et offrent des exemples vertueux de démocratie citoyenne et de gouvernance participative. La Région finance ainsi des incubateurs qui permettent de passer du concept à l'idée puis au projet.

// L'approche territoriale de l'action régionale

Aucun porteur de projet (agricole, industriel, artisanal, commercial, associatif…) ni aucun territoire (espace rural, quartiers…) ne doit être exclu des dispositifs d'intervention du Conseil régional. Il s'agit donc de s'assurer en permanence de leur adéquation avec les besoins.

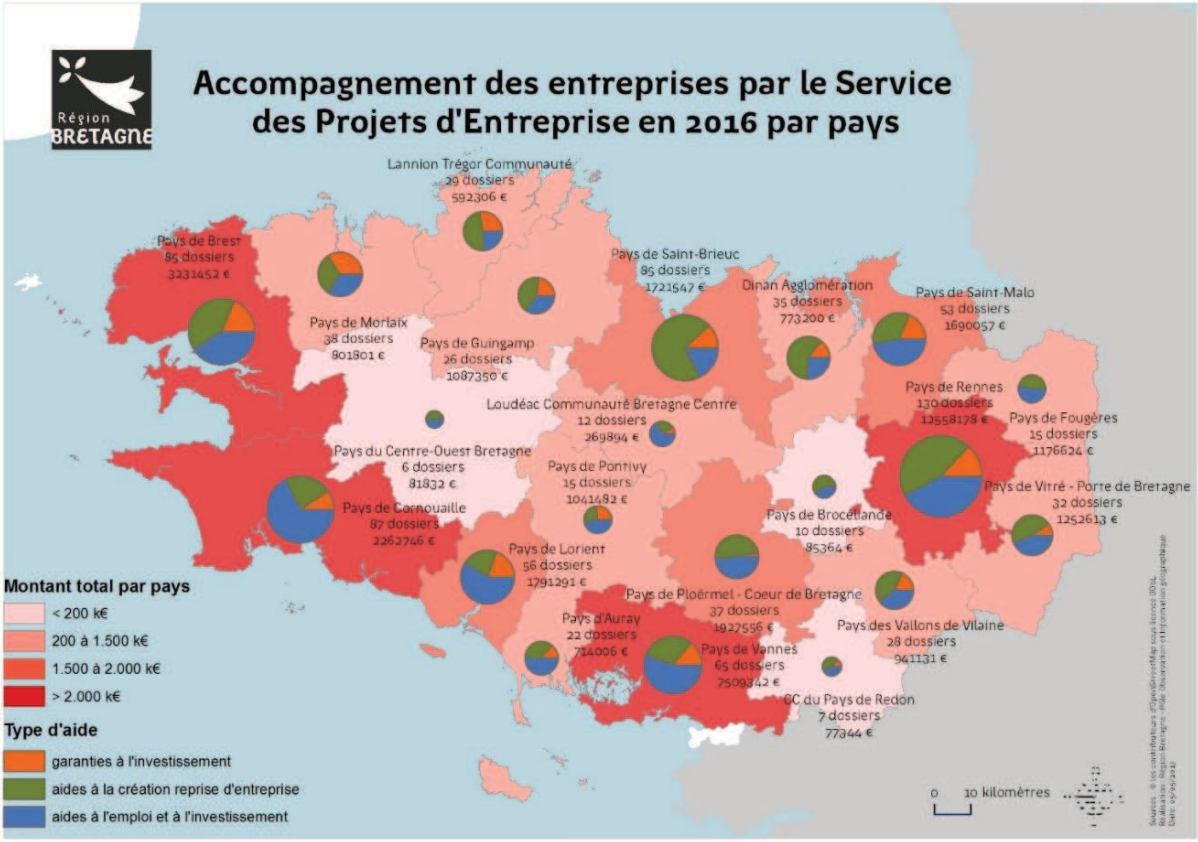
Carte N°1 : bilan des appels à projets sur la modernisation des bâtiments des exploitations agricoles



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Cette carte recense l'ensemble des soutiens financiers publics octroyés aux agriculteurs dans le cadre des différents appels à projets de modernisation lancés par la Région dans le cadre de la gestion des fonds européens._

Carte N°2 : Accompagnement des entreprises en 2016 par Pays



Sont ici recensées l'ensemble des aides octroyées par la Région en faveur des projets d'entreprises que ce soit via les dispositifs spécifiquement régionaux ou ceux qui sont partenariaux (Bpifrance/Initiative Bretagne…).

Zoom politique de la ville

Dans le cadre de son action en faveur de la création d'entreprises la Région a fait du soutien aux créateurs qui résident dans les quartiers sensibles une priorité, notamment par l'octroi de moyens supplémentaires à l'Adie, principal réseau présent dans les quartiers.

// La jeunesse dans les politiques régionales

Le renouvellement des générations est une priorité de la politique agricole régionale, la Région soutient donc, de manière complémentaire, à l'Etat la *Dotation jeune agriculteur*. En 2016, le nombre d'installations aidées a augmenté de plus de 20 % par rapport à l'année précédente. La Région, en lien avec la Caisse des Dépôts et Initiative Bretagne, a mis en place un dispositif de prêt d'honneur qui facilite l'accès aux prêts bancaires. Les premiers prêts ont été octroyés en novembre dernier. L'outil est testé sur les filières porcine et viande bovine qui étaient les plus en fragilité, il a vocation, si l'expérimentation est satisfaisante, à s'étendre sur d'autres secteurs, notamment l'aviculture.

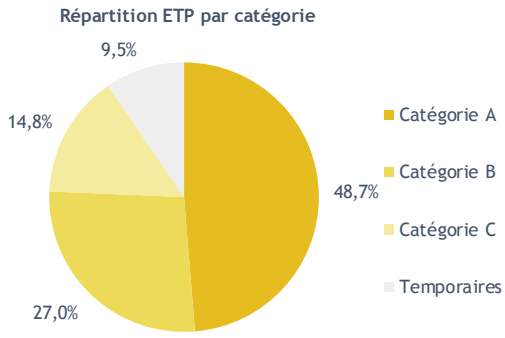
La politique régionale vise, via ses différentes modalités d'intervention, tant à développer l'entrepreneuriat des jeunes qu'à faciliter l'embauche de ces derniers en CDI dans les entreprises qui se développent et prévoient de créer des emplois.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

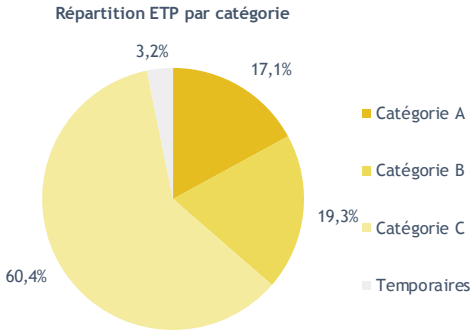
II. Leviers d'action et modalités de mise en œuvre

// Moyens humains

Mission 2 - Pour une économie dynamique au service de filières fortes et créatrice d'un emploi durable	
Équivalent temps plein (ETP) et masse salariale	2016
Catégorie A	43,3
Catégorie B	24,0
Catégorie C	13,2
Temporaires	8,5
Total ETP	88,8
Total Masse salariale	4 560 593 €

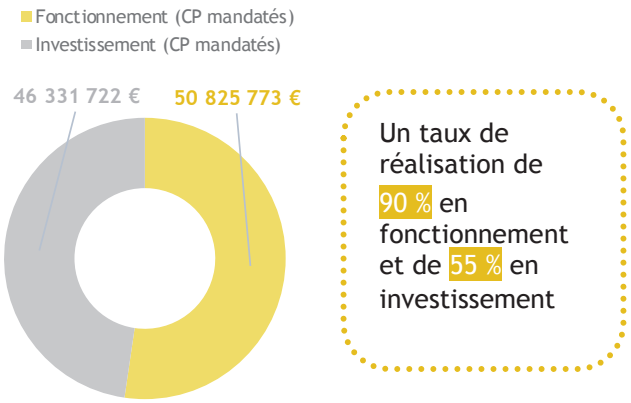


Mission 2 - Pour une économie dynamique au service de filières fortes et créatrice d'un emploi durable	
Équivalent temps plein (ETP) et masse salariale *Agent des Ports*	2016
Catégorie A	7,7
Catégorie B	8,7
Catégorie C	27,2
Temporaires	1,5
Total ETP	45,0
Total Masse salariale	2 083 365 €



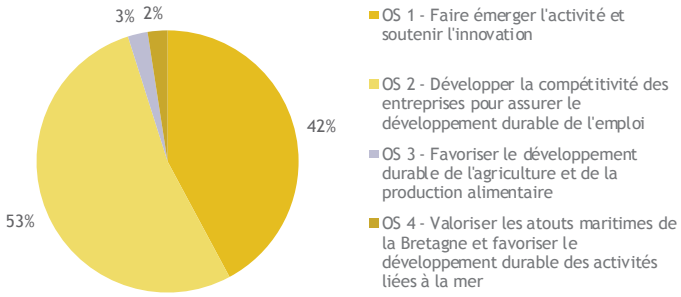
// Répartition des dépenses

Les dépenses



Un taux de réalisation de 90 % en fonctionnement et de 55 % en investissement

Répartition des dépenses de la Mission 2 par OS [Total des CP mandatés en I et F]

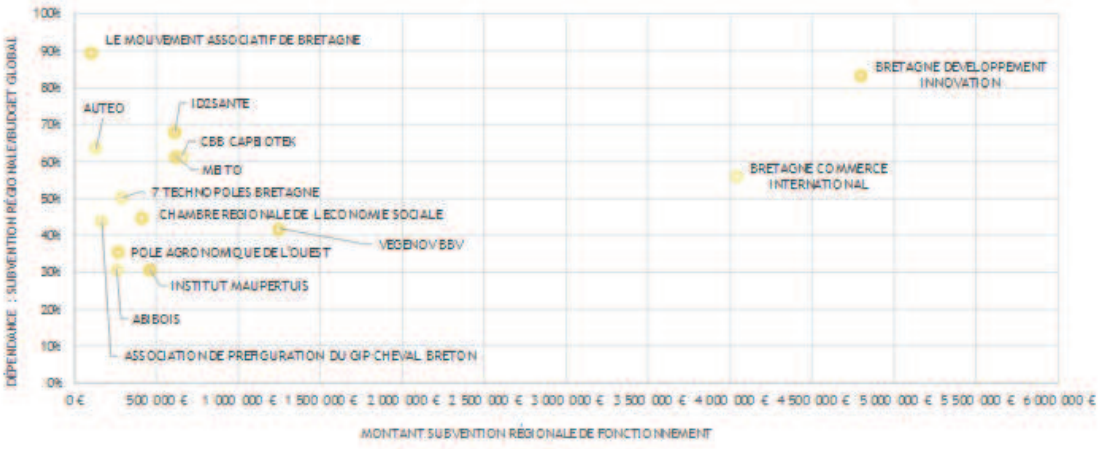


Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Mission 2 - Pour une économie dynamique au service de filières fortes et créatrice d'un emploi durable

	CP votés en 2016	CP mandatés en 2016	Taux de réalisation
OS 1 - Faire émerger l'activité et soutenir l'innovation	**29 700 000 €**	**26 341 318 €**	**89%**
Fonctionnement	25 100 000 €	23 611 765 €	94%
Investissement	4 600 000 €	2 729 553 €	59%
OS 2 - Développer la compétitivité des entreprises pour assurer le développement durable de l'emploi	**44 407 500 €**	**33 078 779 €**	**74%**
Fonctionnement	16 957 500 €	15 326 138 €	90%
Investissement	27 450 000 €	17 752 641 €	65%
OS 3 - Favoriser le développement durable de l'agriculture et de la production alimentaire	**18 700 000 €**	**17 037 945 €**	**91%**
Fonctionnement	9 100 000 €	9 023 926 €	99%
Investissement	9 600 000 €	8 014 018 €	83%
OS 4 - Valoriser les atouts maritimes de la Bretagne et favoriser le développement durable des activités liées à la mer	**47 699 200 €**	**20 699 454 €**	**43%**
Fonctionnement	5 066 200 €	2 863 944 €	57%
Investissement	42 633 000 €	17 835 510 €	42%
Dépenses totales de la Mission (I et F)	**140 506 700 €**	**97 157 496 €**	**69%**
Total Fonctionnement	**56 223 700 €**	**50 825 773 €**	**90%**
Total Investissement	**84 283 000 €**	**46 331 722 €**	**55%**

// Appui aux partenaires



Zoom sur Bretagne développement innovation

Les missions de BDI ont été confirmées en 2016 autour de ses métiers socles que sont l'observation, la veille et la promotion économique, en les orientant sur de *Grands projets structurants* (GPS). Il s'agit pour l'agence de se mobiliser sur un nombre restreint de thématiques prioritaires de la *Glaz économie*, au regard de leurs perspectives de création de valeur ajoutée et donc d'emplois pour le territoire.

Zoom sur Bretagne commerce international

En 2016, la Région a soutenu financièrement BCI pour que soit poursuivi le travail de mobilisation permettant de faire venir en Bretagne des acheteurs étrangers qui rencontrent sur site des entreprises qui peuvent ainsi à moindre coût exposer leurs produits et donc développer leur business à l'international. BCI a également maintenu son travail d'accompagnement d'entreprises sur des salons à l'international.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Stimuler l'innovation et développer l'économie de la connaissance

2016 en Bref

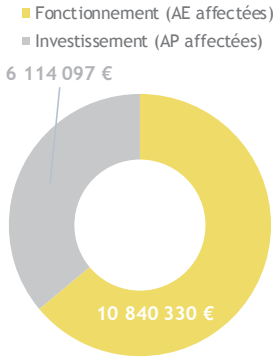
L'innovation est un des leviers majeurs de compétitivité des entreprises, quelle que soit leur taille. En 2016, dans le contexte de mise en œuvre de la loi NOTRe, la Région a d'une part poursuivi l'effort de lisibilité du système d'accompagnement à l'innovation, et d'autre part engagé un élargissement et un renforcement de la palette des soutiens aux projets d'innovation des entreprises, en particulier des *Très petites entreprises* et *Petites et moyennes entreprises*. Cette année a ainsi été marquée par la création de nouveaux dispositifs d'aide, aux TPE *Conseil en innovation*, et à destination des PME avec l'Etat et *Bpifrance*, le *Partenariat régional d'innovation*.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Favoriser un environnement propice à l'innovation	2 Soutenir les projets d'innovation tout au long de la chaîne de l'innovation	3 Gouvernance, coordination et promotion de l'innovation
Actions		[II - 1] Accompagner le transfert de technologies et la création de start-up	[III - 1] Animation et coordination du système régional d'innovation
		[II - 2] Favoriser les projets industriels innovants	[III - 2] Promotion de l'innovation en Bretagne

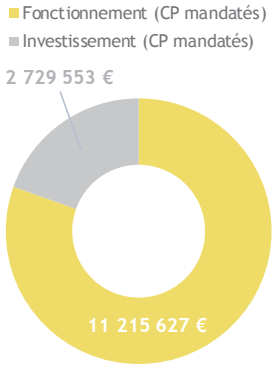
13,9 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 82 % en fonctionnement et de 94 % en investissement

Les dépenses



Un taux d'affectation de 95 % en fonctionnement et de 63 % en investissement

En investissement, les crédits de paiement des engagements de 2016 concernant le *Partenariat régional d'innovation* engagé avec l'Etat et Bpifrance ont été décalés sur 2017 en vue de la finalisation de la convention partenariale.

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Favoriser un environnement propice à l'innovation [I]

Cette année de mise en œuvre de la loi NOTRe marque la fin, programmée en 2017, de la capacité d'intervention des Départements auprès des opérateurs de soutien au développement économique. Cela a en particulier concerné les *Technopoles* et les *Centres d'innovation technologique bretons*, deux des principales briques de l'écosystème régional d'innovation, constitué par ailleurs de la *SATT Ouest Valorisation*, des *Pôles de Compétitivité*, de la *CCI innovation* et de *Bretagne développement innovation*. C'est dans ce contexte que la Région, en lien avec les EPCI et les technopoles, a engagé une refonte sans précédent de la mission régionale de ces opérateurs spécialisés dans l'accompagnement des entreprises à l'innovation, et répartis sur le territoire breton. Les grands principes de cette nouvelle mission régionale, devant être opérationnelle dès 2017, ont ainsi été posés courant 2016 : 7 technopoles, repositionnées comme des opérateurs mutualisés entre la Région et les EPCI, regroupées dans leur fédération régionale des *7TB*, et focalisées sur l'accompagnement des entreprises innovantes en création et en développement, avec une couverture complète du territoire régional. Ce schéma a été présenté en novembre aux EPCI bretons et a été validé par les agglomérations-centres des technopoles en décembre 2016.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Menées dans le cadre du référentiel des projets de *Contrats d'objectifs et de moyens 2015-2020*, les activités des *Centres d'innovation technologique* ont été impactées par la Loi NOTRe dès 2016, même si les Départements étaient encore en capacité de soutenir leurs actions. Ainsi, cette brique essentielle du système régional d'innovation a poursuivi sa mutation structurelle. Si l'impact de ces évolutions a touché l'ensemble des opérateurs (*IdMer, Institut Maupertuis, Id2Santé, CBB/Capbiotek…*) deux cas particuliers permettent de prendre la mesure de ces évolutions avec d'une part l'arrêt de l'association *MEITO* (électronique/numérique) dont l'essentiel des métiers clés a malgré tout pu être conservé par transfert à l'agence régionale *Bretagne développement innovation* (BDI) et d'autre part la création officielle *d'ACT FOOD* Bretagne en 2016, fédération régionale des centres d'innovation des filières alimentaires. Dans ce dernier projet, la Région vise autant à rationaliser et simplifier l'écosystème qu'à amplifier son soutien aux mutations des filières Agri-Agro bretonnes. La première réussite de cette fédération est l'obtention du label national *Tremplin Carnot* pour le projet *AgriFood transition*, lauréat de l'appel à projet de *l'Agence nationale de la recherche* avec un budget de 3 M€ sur 3 ans.

Indicateur N°2 [I] - Données d'activités des centres d'innovation technologique	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre de projets accompagnés	NC	217	220

Globalement, les projets accompagnés par les *Centres d'innovation technologique* connaissent une stabilité au regard de l'évolution de cet écosystème, engagé dans un processus de densification au vu des conséquences de la loi NOTRe, et de la volonté du Conseil régional d'améliorer sa lisibilité et sa visibilité par les entreprises.

• Accompagner le transfert de technologies et la création de start-up [II-1]

Après une année exceptionnelle d'incubation de projets innovants en 2015, l'incubateur *Emergys Bretagne* avec près de 50 projets accompagnés est resté proche de la valeur cible. Son taux de sélection s'est fortement accru afin de consacrer les moyens de l'incubateur sur les projets à fort potentiel.

Indicateur N°2 [II-1] - Nouveaux projets accompagnés - Création/transfert	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Projets de maturation SATT Ouest Valorisation	35	36	26
Incubateur Emergys Bretagne	53	68	48
TOTAL	88	104	74

• Favoriser les projets industriels innovants financés [II-2]

Le nombre de projets innovants d'entreprises soutenus par la Région est en augmentation grâce à la création effective d'un nouveau dispositif dédié aux TPE (moins de 50 personnes) en avril 2016, qui a permis d'accompagner une vingtaine de projets pour 220 K€, et à la constitution du *Partenariat Régional d'Innovation* en octobre 2016, qui a permis d'accélérer le nombre de projets d'entreprises soutenus en Bretagne avec un engagement de l'Etat et de la Région de 10 M€ supplémentaires sur 2016/2017. A noter néanmoins le retrait important des projets soutenus dans le cadre des appels à projets sur 2016 : en effet, d'une part l'appel à projet d'expérimentation numérique n'a vu le financement effectif que de 5 projets (contre 11 l'année précédente) et la refonte des appels à projets pour le transfert de technologies des filières Santé et Biotechnologies/chimie n'a pas permis d'engager le financement du nouvel appel à projets sur 2016 (report sur budget 2017). Concernant le *Partenariat régional d'innovation*, cofinancé par l'Etat et la Région en appui sur *Bpifrance* dans le cadre des investissements d'avenir, 12 projets ont été engagés sur dotation 2016 pour un montant total d'aides de 3,5 M€.

Indicateur N°3 [II] - Nombre de projets d'entreprises innovants soutenus par la Région	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre total de projets industriels innovants soutenus (dont transfert/collaboratifs/ALPI & hors PRDI sur 2014/2015)	116	131	140

NB : la PRDI (*Prestation régionale de diffusion de l'innovation*), aide guichet opérée jusqu'en 2015 par BDI (arrêt du dispositif) a été retirée dans le suivi de l'indicateur pour conserver une cohérence des chiffres.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2016 en Bref

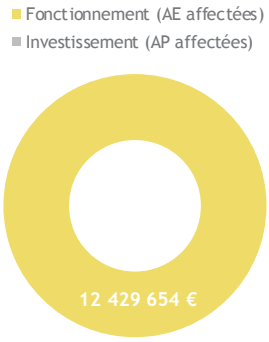
Au moment où les *Pôles de compétitivité* fêtaient leurs 10 ans, ces derniers ont été au cœur de l'actualité nationale de l'innovation, avec une évaluation menée par l'Etat sur le premier semestre 2016, dans le double contexte d'une politique industrielle renouvelée (*Nouvelle France Industrielle*) et de la loi NOTRe confortant la place des Régions. Au niveau régional, cette année a aussi permis la concrétisation d'un appel à projets FEDER *L'innovation collaborative au croisement des filières*, mobilisant les 7 Pôles œuvrant en Bretagne sur les domaines d'innovation stratégique.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	Actions
1 Développer les pôles de compétitivité	[I - 1] Soutenir l'animation et la promotion des pôles de compétitivité
	[I - 2] Soutenir les projets collaboratifs labellisés par les pôles de compétitivité
2 Accompagner les projets structurants	

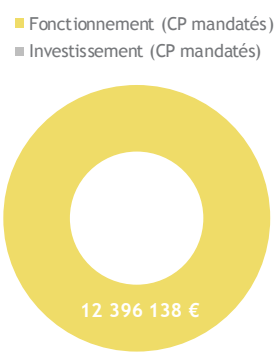
12,4 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 83 % en fonctionnement et de 0 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 93 % en fonctionnement et de 0 % en investissement

> Il n'y a pas eu de nouveaux investissements engagés dans les projets structurants en 2016 et ceux-ci ont été reportés sur 2017.

// Analyse des principales réalisations de l'année

• 7 Pôles de Compétitivité actifs en Bretagne [I-1]

Les *Pôles de compétitivité* jouent un rôle majeur dans les dynamiques d'innovation des filières bretonnes, qu'il s'agisse de la mer, du numérique, de l'agroalimentaire, ou encore de la filière véhicule et mobilités pour laquelle *Id4Car* a su créer en lien avec les deux Régions Bretagne/Pays de la Loire une nouvelle forme d'agence inter-régionale mutualisée de l'industrie automobile.

L'étude menée par la *Direction générale des entreprises* du Ministère de l'économie et des finances a confirmé le bon positionnement des Pôles bretons et une déclinaison de leurs plans d'actions conforme à leurs feuilles de routes respectives, elles-mêmes en cohérence avec la *Glaz Economie*. Avec le développement inter-régional des Pôles, 7 Pôles de compétitivité œuvrent en Bretagne depuis 2015. En 2016, le constat a pu être fait que les Pôles initialement ligériens trouvent bien leur place et s'articulent avec l'écosystème breton pré-existant. Le modèle de structuration des antennes bretonnes de ces Pôles en appui sur des *Centres d'innovation technologique bretons* (*Institut Maupertuis* pour EMC2, *Végénov* pour *Végépolys*, *Id2santé* pour *Biothérapie*) a confirmé son efficacité et son bon rapport coûts/avantages pour que les filières et/ou technologies associées (industrie du futur et matériaux, végétal, santé) trouvent un interlocuteur de proximité ouvrant sur l'ensemble des services des Pôles associés.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

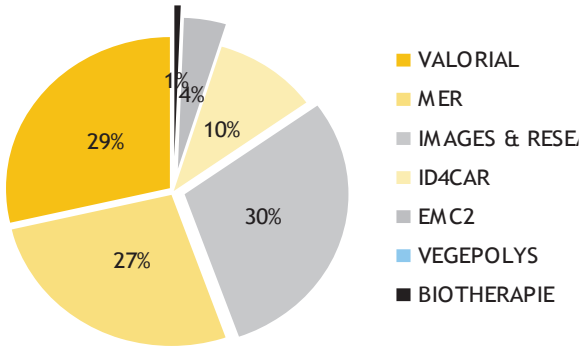
Indicateur 1[I-1] Nombre d'adhérents par catégorie et par pôle	IMAGES & RESEAUX		MER BRETAGNE ATLANTIQUE		VALORIAL		ID4Car		BIOTHERAPIE		EMC2		VEGEPOLYS	
Etablissements d'ens. sup et de recherche	27 (0)	11 %	54 (-2)	17 %	47 (-6)	15 %	70 (+5)	30 %	56 (44)	48 %	82 (+2)	23 %	40 (+1)	10 %
PME (moins de 250 salariés)	174 (-6)	72 %	213 (+16)	69 %	151 (-21)	47 %	96 (+8)	42 %	50 (-9)	43 %	169 (+2)	47 %	283 (+11)	72 %
Grandes entreprises (plus de 250 salariés)	22 (-5)	9 %	40 (-3)	13 %	90 (+44)	28 %	48 (-4)	21 %	1 (+1)	0,9%	85 (+2)	24 %	28 (+5)	7 %
Total *(dont adhérents bretons)*	241 (170)		307 (220)		319 (178)		229 (101)		116 (15)		357 (33)		390 (23)	

Indicateur 2 [I-2]: Participation à un projet collaboratif	I&R	MER	VALORIAL	ID4Car	ABT	EMC2	VEGEPOLYS
Nombre de PME	141	215	67	95	48	159	81
Nombre d'établissements de recherche	153	212	88	108	224	147	46

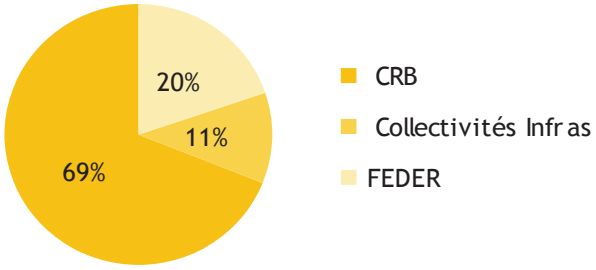
• 39 M€ de projets financés par les collectivités bretonnes sur 2013-2016 [I-2]

Dans le contexte du coup d'arrêt du financement des projets des Pôles par les Départements sur 2016 lié à la mise en œuvre de la loi NOTRe, la Région a engagé dès le premier trimestre 2016 un appel à projet FEDER *L'innovation collaborative au croisement des filières* qui a permis de mobiliser plus de 4,2 M€ (FEDER, Région, collectivités) pour 13 projets collaboratifs entre entreprises et laboratoires dont les retombées sont exclusivement régionales.

Financement 2013-2016 des projets labellisés par les collectivités bretonnes (39 M€) et poids des différents *Pôles de compétitivité* dans ces financements :



Financement 2016 : un léger recul du soutien régional mais 11,2 M€ de financements régionaux engagés pour les projets dont 2,2 M€ de FEDER et 1,2 M€ des collectivités bretonnes :



Indicateur N°3 [I-2] Répartition des engagements en faveur des projets par collectivité territoriale depuis 2006 (M€)

	CRB	CD22	Lannion	CD29	Brest	Quimper	CD35	Rennes	St Malo	CD56	Lorient	Vannes	Morlaix	Saint-Brieuc
Valorial	22,79	1,12	0,07	2,46	0,07	0,69	0,77	0,77	0,43	0,62	0,17	0,10	0,00	0,15
PMB	21,06	0,17	0,16	3,78	1,85	0,21	0,48	0,53	0,22	1,02	0,85	0,06	0,23	0,00
i&R	41,15	0,61	0,73	1,19	0,82	0,03	2,99	4,46	0,00	0,70	0,09	0,00	0,00	0,00
id4Car	6,59	0,03	0,00	0,08	0,00	0,08	0,33	0,82	0,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03
EMC2	1,49	0,01	0,01	0,06	0,00	0,00	0,01	0,04	0,00	0,14	0,24	0,06	0,06	0,00
VEGEPOLYS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BIOTHERAPIE	0,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	93,31	1,94	0,97	7,58	2,74	1,01	4,58	6,62	0,73	2,48	1,35	0,22	0,30	0,18

Pôle	AE2016 (M€)	AE 2016 / 2015	Cumul Fin 2016 (M€)
Valorial	1,99	-36%	30,21
PMB	0,93	-66%	30,62
i&R	4,25	-6%	52,77
id4Car	0,87	-39%	8,04
EMC2	0,73	64%	2,13
VEGEPOLYS	0,00	0%	0,00
BIOTHERAPIE	0,24		0,24
Total	9,01	-0,83	124,02

• Une trajectoire des projets structurants bretons confortée [II-1]

L'Institut de recherche technologique (IRT) b-Com a fait l'objet d'un audit mené par l'Etat en 2016. Celui-ci a abouti à une reconnaissance de la qualité du travail mené depuis sa création en 2012, concrétisée par l'accroissement de la dotation nationale de 60 à 80 M€ sur dix ans, validant ainsi la feuille de route de l'IRT et ses perspectives de développement en Bretagne en lien avec de nouveaux adhérents tels que NOKIA. Le projet *d'Institut de transition énergétique* (ITE) *France énergies marines* basée à Brest, s'est à nouveau vu confier un appel à projet de *l'Agence nationale de recherche* avec 8 projets lauréats en 2016.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M2 P 203 Favoriser la création, le développement et la transmission d'entreprises

2016 en Bref

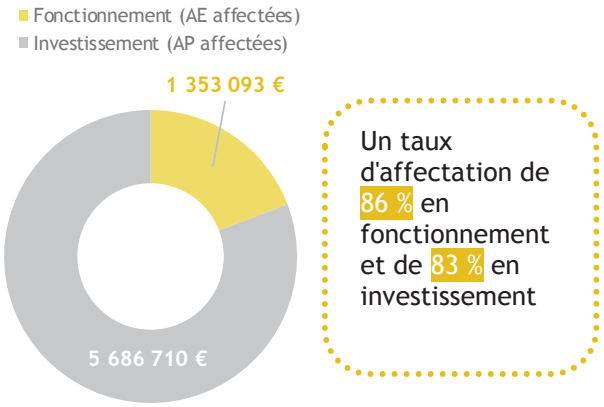
La loi NOTRe, qui transfère l'accompagnement des personnes éloignées de l'emploi vers la création de leur entreprise et de leur propre emploi a conduit la Région à se mobiliser pour préparer au mieux l'absorption de cette nouvelle compétence. Par ailleurs, le nouvel outil de co-investissement de la Région en faveur de l'amorçage *BREIZH UP* a pris ses premières participations dans des jeunes entreprises.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	Actions
1 Impulser un environnement favorable à la création de nouvelles activités et à la reprise d'entreprises sur l'ensemble du territoire	[I - 1] Contribuer à la dynamique entrepreneuriale sur l'ensemble du territoire
	[I - 2] Contribuer à la structuration d'une offre de services de qualité à destination des créateurs-repreneurs, par le soutien aux structures actives dans l'accueil et l'accompagnement
2 Améliorer la structure financière des entreprises PME grâce aux outils d'ingénierie financière	[II - 1] Soutenir le développement des PME en intervenant en fonds propres
	[II - 2] Renforcer l'apport personnel des porteurs de projets par les dispositifs de prêts d'honneur
	[II - 3] Soutenir le développement des PME en facilitant l'accès aux financements privés, sous forme de garanties

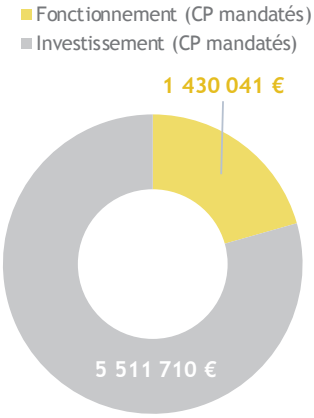
6,9 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 86 % en fonctionnement et de 83 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 87 % en fonctionnement et de 79 % en investissement

// Analyse des principales réalisations de l'année

Le niveau de taux de réalisation s'explique par le report de la mise en œuvre du fonds Grand Ouest Capital amorçage : GOCA 2.

- Contribuer à la structuration d'une offre de services de qualité à destination des créateurs-repreneurs, par le soutien aux structures actives dans l'accueil et l'accompagnement [I.2]

2016 a été consacrée à la préparation du transfert de compétence introduit par l'article 7 de la loi NOTRe du 07 août 2015, à compter du 1er janvier 2017, en matière de « *financement d'actions d'accompagnement et de conseil organisées avant la création ou la reprise d'une entreprise et pendant les trois années suivantes, des personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés à s'insérer durablement dans l'emploi* ».

Sans attendre l'instruction ministérielle précisant les modalités opérationnelles du transfert de compétence (transmise aux Régions le 06 octobre 2016), la Région a, dès le début de l'année 2016, anticipé le transfert de compétence. Elle a participé, aux côtés des services de l'Etat, à l'animation et au suivi du dispositif d'Etat NACRE

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

(*Nouvel accompagnement à la création et à la reprise d'entreprise*) en faveur des personnes éloignées de l'emploi, opérationnel jusqu'au 31 décembre 2016, ainsi qu'aux dialogues de gestion avec les opérateurs chargés de mettre en œuvre le dispositif.

La réalisation d'une étude sur le dispositif NACRE a été confiée à un prestataire afin d'en comprendre le fonctionnement, d'analyser les résultats obtenus, et d'identifier des pistes de réflexions pour la définition du nouvel accompagnement de la Région en faveur du public cible à compter du 1er janvier 2017.

Parallèlement, la Région a maintenu sur 2016 son soutien à la quarantaine de structures chargées de l'accueil et de l'accompagnement des créateurs et des repreneurs d'entreprises, afin de permettre aux porteurs de projets d'avoir accès à des structures qualifiées en tous points du territoire : 4 boutiques de gestion, 20 plates-formes d'initiative locales, 12 pépinières d'entreprises, l'ADIE (*Association pour le droit à l'Initiative économique*), REB (*Réseau entreprendre Bretagne*), Bretagne Active et Initiative Bretagne, dépassant légèrement les objectifs fixés.

Indicateur N°1 [I.2] - Projets accompagnés ou suivis par les structures d'accueil	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre total de projets suivis ou accompagnés	3 146	3 422	3 216	2 032
Nombre de projets suivis ou accompagnés répondant aux priorités régionales et soutenues par la Région	1 606	1 555	1 662	1 614

- ## Soutenir le développement des PME en intervenant en fonds propres et quasi fonds propres [II.1]

La Région détient des participations dans 6 sociétés qui interviennent en fonds propres dans les entreprises bretonnes afin d'accompagner leur croissance : *Bretagne Jeunes Entreprises* (BJE), *Bretagne Capital Solidaire* (BCS), *Bretagne Participations*, *Ouest Ventures* 3, le *fonds GO Capital Amorçage et Breizh Up,* le fonds régional de co-investissement créé en 2015. C'est au deuxième trimestre 2016 que ce dernier a décaissé ses premières participations dans deux jeunes sociétés bretonnes en amorçage, en s'appuyant sur de premiers partenariats noués avec l'ensemble de l'écosystème.

- ## Renforcer l'apport personnel des porteurs de projets par les dispositifs de prêts d'honneur [II.2]

Le fonds BRIT *(Bretagne reprise initiative transmission)* géré par *Initiative Bretagne*, permet l'octroi – via les *Plates-formes d'initiative locale* bretonnes et le *Réseau Entreprendre Bretagne* (REB) - de prêts d'honneur aux créateurs et repreneurs d'entreprises, sans garantie et sans intérêt, créant un effet levier important auprès des banques. Depuis sa création en 2007, plus de 24 M€ ont été sollicités auprès de BRIT au profit de 2 951 repreneurs générant ainsi un effet de levier auprès des banques de plus de 436 M€ et participant à la création ou au maintien de 11 852 emplois sur la Bretagne. En 2016, les règles d'éligibilité au prêt d'honneur BRIT ont été modifiées, en ramenant de 6 K€ à 3 K€ le seuil d'apports personnels exigés. L'objectif est de permettre l'accompagnement des projets de reprises de toutes petites entreprises par BRIT. Si plus d'entreprises ont été accompagnées en 2016 que l'année précédente (dont 16 reprises d'entreprises au plan de financement modeste), la baisse du nombre de prêt d'honneur (385 repreneurs à fin 2016) provient de la baisse du nombre de reprises par les salariés qui mobilisent plus de prêts.

Le fonds de prêt d'honneur Jeunes de l'ADIE Bretagne, abondé à titre expérimental par la Région à hauteur de 60 k€ en 2014, a permis de soutenir 101 jeunes créateurs bretons pour une somme globale de 128 520 €. Avec un fléchage spécifique sur la cible jeunes de moins de 32 ans, ce soutien permet de les aider à disposer de ressources au démarrage de leur activité. Ce fonds *Jeunes Créateurs* de l'ADIE fera l'objet d'une nouvelle dotation en 2017 afin de permettre à l'ADIE de poursuivre son intervention auprès des jeunes créateurs d'entreprises.
Suite à l'évaluation du dispositif PHAR menée en 2015, la mise en œuvre d'un quatrième Comité de Sélection a été expérimentée avec succès en 2016 et vient conforter la place prise par l'outil comme première marche de financement du haut de bilan des entreprises innovantes en création.

Indicateur N°3 [II.2] - Nombre de projets soutenus en prêts d'honneur sur les fonds dotés par la Région (taux d'évolution par rapport à N-1)	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Total prêts d'honneur	428 (+ 9%)	511 (+ 19%)	474	485
Dont prêts *Réseau entreprendre en Bretagne* (créations et reprises à potentiel)	47	63	51	45
Dont prêts PHAR (entreprises innovantes en amorçage)	35	34	38	30
Dont prêts BRIT (Reprise et transmission de TPE)	346 (+ 6%)	414 (+ 20%)	385 (-7%)	410

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M2 P 204 Accompagner le développement des emplois durables et de qualité par la compétitivité des entreprises

2016 en Bref

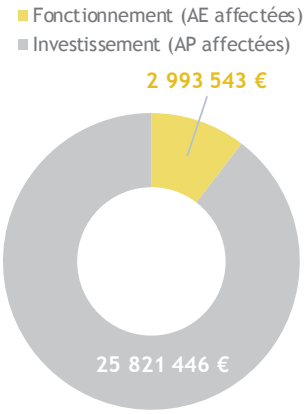
Un nouveau dispositif a été lancé en partenariat avec bpifrance sur la cible des entreprises de 3 à 50 salariés qui leur permet d'obtenir un prêt en ligne d'un montant maximum de 50 000 €, grâce au partenariat entre la Région et *Bpifrance*. Il vient compléter les outils de financement.

// Objectifs, actions et chiffres clés

14,1 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

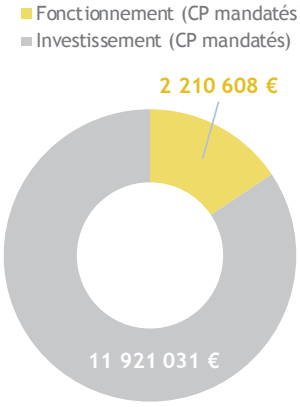
Objectifs	1 Soutenir les entreprises dans leur développement international	2 Accompagner la compétitivité des entreprises industrielles en faveur de l'emploi durable et de qualité	3 Accompagner la dynamique des territoires
Actions	[I - 1] Encourager et organiser la présence de PME sur les manifestations internationales	[II - 1] Soutenir les actions collectives permettant la mise en réseaux et la diffusion des bonnes pratiques	[III - 1] Contribuer à accompagner les artisans et commerçants des zones rurales
	[I - 2] Soutenir les investissements et la prospection des marchés export	[II - 2] Accompagner les entreprises dans l'amélioration de leurs performances internes	[III - 2] Accompagner les mutations économiques
	[I - 3] Encourager la structuration des ressources humaines dans l'entreprise pour développer l'international		

Les affectations



Un taux d'affectation de 95 % en fonctionnement et de 99 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 87 % en fonctionnement et de 60 % en investissement

Le niveau des réalisations s'explique par un léger décalage dans la mise en œuvre de certains projets d'investissements.

// Analyse des principales réalisations de l'année

- ### Encourager et organiser la présence des PME sur les manifestations internationales [I-1]

Le nombre d'entreprises participant à des actions collectives à l'international (salons et missions de prospection) reste stable, même si la mobilisation des entreprises s'avère plus délicate (raisons financières, évolution des modes de prospection commerciale). Toutefois, cette démarche restant essentielle dans l'approche des marchés internationaux, *Bretagne commerce international* (BCI) a souhaité enrichir son offre de services en organisant davantage de rencontres d'acheteurs lors de ces manifestations.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Indicateur N°1 [N° I-1] - Nombre d'entreprises concernées par les actions collectives à l'international	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre d'entreprises	386	380	382	400

• Soutenir les investissements et la prospection des marchés export [I-2]

Deux études de marchés sectorielles financées par la Région ont été restituées aux entreprises bretonnes en 2016 :
- les perspectives commerciales pour les entreprises bretonnes de la construction navale dans les pays nordiques

- les opportunités pour les entreprises agroalimentaires sur le marché du halal en Malaisie et en Indonésie.

• Soutenir les actions collectives permettant la mise en réseaux et la diffusion des bonnes pratiques [II-1]

Le réseau *PLATO*, porté par la CCI Bretagne poursuit sa dynamique avec, en 2016, 33 grappes d'entreprises animées en Bretagne, 430 dirigeants d'entreprises mobilisés et 80 coachs de grandes entreprises associés.

Le programme *Industrie du Futur Bretagne*, porté par le Cetim, a été lancé en juillet 2016 avec la Région, l'institut Maupertuis, l'UIMM et la CCI. En 6 mois, 40 PME industrielles ont intégré ce programme et ont ainsi bénéficié d'un diagnostic stratégique.

La Région a déployé son programme *Performances PME Bretonnes*, en partenariat avec Deloitte. 10 PME bretonnes à fort potentiel ont été sélectionnées et ont bénéficié d'un diagnostic stratégique global, précédant la phase d'accompagnement qui sera initiée en 2017.

• Accompagner les entreprises dans l'amélioration de leurs performances internes [II-2]

La Région a poursuivi son accompagnement des groupements d'employeurs avec le soutien au *Centre de ressources des groupements d'employeurs* et avec le soutien à la création des groupements d'employeurs. Le CRGE compte désormais 15 adhérents en Bretagne. Une étude pour déterminer les opportunités de développement des Ressources Humaines à temps partagé au sein des PME bretonnes a été lancée au dernier trimestre.

Indicateur N°2 [II-1] - Evolution des effectifs et des adhérents des groupements d'employeurs bretons, adhérents au CRGE Bretagne	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre de groupements d'employeurs bretons	14	14	15	15
Nombre d'entreprises adhérentes	1 382	1 499	1 464	1 480
Nombre de salariés des groupements d'employeurs	769	838	819	840

Afin de renforcer la compétitivité des entreprises agroalimentaires, la Région a poursuivi son soutien en matière d'investissement matériels (notamment celles qui transforment les matières premières agricoles). En 2016, 15 entreprises (dont 8 PME) ont bénéficié de crédits régionaux à hauteur de 4.7 M€ permettant ainsi de mobiliser des aides FEADER à hauteur de 5,3 M€.

La Région s'est montrée volontariste pour accompagner des projets majeurs pour le territoire. Elle s'est fortement mobilisée pour accompagner notamment deux projets d'envergure, l'un porté par le groupe d'Aucy sur le secteur de l'agroalimentaire (d'un montant de 5 M€) et l'autre porté par PSA (à hauteur de 9.4 M€) pour un programme de transformation du site.

• Contribuer à accompagner les artisans et commerçants des zones rurales [III-1]

En 2016, l'action expérimentale *Plan Stratégie Commerce* portée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bretagne (CCIB) visant à encourager les entreprises commerciales bretonnes à se professionnaliser, se moderniser et à s'adapter aux mutations de leur environnement, a permis à 81 entreprises commerciales de bénéficier de chéquiers numériques. 2 études d'images de groupements de commerçants ont été lancées afin d'aider ces entreprises à utiliser internet pour leurs ventes, et à renforcer leur visibilité sur le net.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M2 P 205 Développer l'économie sociale et solidaire, l'innovation sociale et l'égalité

2016 en Bref

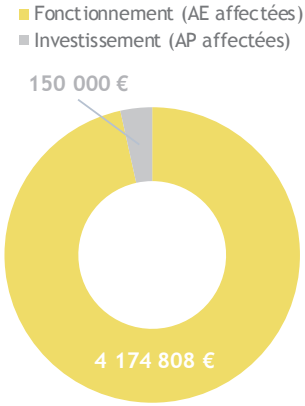
Les réseaux des acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) ont été mobilisés lors de la *Conférence régionale de l'ESS* de décembre, et consultés afin d'élaborer ensemble, sur la base d'un diagnostic partagé, la *Stratégie régionale de l'ESS*, partie intégrante de la SRDEII. Le soutien à l'entrepreneuriat ESS sur les territoires a été conforté avec la mise en place de trois études de faisabilité pour la création de pôles de développement de l'ESS complétant la couverture du territoire.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	Actions
1 Développer l'innovation sociale pour développer l'emploi et répondre aux besoins des territoires	[I - 1] Faciliter l'émergence de projets viables créateurs d'emplois et de qualité de vie
	[I - 2] Contribuer à la lisibilité de l'offre solidaire pour favoriser une commande publique responsable
	[I - 3] Expérimenter en particulier avec les mouvements d'éducation populaire pour répondre aux nouveaux enjeux de la jeunesse
2 S'appuyer sur le mode d'entreprendre de l'ESS pour développer des emplois pérennes et de qualité	[II - 1] Structurer le niveau régional et le territoire pour promouvoir le mode d'entreprenariat de l'ESS
	[II - 2] Consolider l'emploi sur le territoire
	[II - 3] Consolider l'emploi en incitant aux démarches de conseil et de formation
	[II - 4] Consolider la structure financière et financer les projets
3 Développer le dialogue social dans les entreprises et les territoires	[III - 1] Soutien aux structures locales des organisations syndicales représentatives
4 Favoriser et promouvoir l'égalité des droits	[IV - 1] Repérer les inégalités entre les femmes et les hommes
	[IV - 2] Diffuser la culture de l'égalité
	[IV - 3] Agir contre toutes les discriminations et les violences liées au sexe

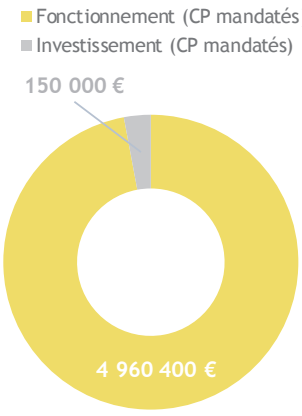
5,1 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 96 % en fonctionnement et de 100 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 90 % en fonctionnement et de 100 % en investissement

// Analyse des principales réalisations de l'année

- ### Développer l'innovation sociale pour développer l'emploi et répondre aux besoins du territoire – [I-1]

Un travail collaboratif a été mené pour la structuration de l'accompagnement des projets d'innovation sociale sur les territoires. L'optimisation des dispositifs de financements de projets a été poursuivie en prenant en compte les résultats obtenus et les besoins constatés. Les principales thématiques accompagnées sont :

- l'économie circulaire (par exemple le projet RESSOURCE T de rénovation d'aides techniques médicales (35) ou DISTRO- le retour de la consigne,

- l'habitat solidaire (par exemple le projet TI RECUP (29) sur la réhabilitation de logements),

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- la mobilité comme EHOP solidaire 29 et 22.

Un quart des projets concerne l'emploi de personnes en insertion ou en situation de handicap.

Indicateur N°1 [I-1] - Nombre de projets d'innovation sociale accompagnés	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre de projets accompagnés (tous dispositifs)	18	19	29	15
Dont nombre d'études de faisabilité économique	1	8	10	10

• II- S'appuyer sur le mode d'entreprendre de l'ESS pour développer des emplois pérennes et de qualité - [II-2]

25 nouveaux emplois associatifs d'intérêt régional (EAIR) ont été accompagnés ce qui porte à 582 le nombre total d'EAIR votés par la Région depuis 2005. Le soutien régional aux 9 *Coopératives d'activité et d'emplois (CAE)* a permis l'accompagnement de la création d'activités par des entrepreneurs-salariés, majoritairement en recherche d'emploi à l'entrée dans la CAE, et issus de l'ensemble des territoires de la Bretagne.

Indicateur N°2 [II-2] - Porteurs de projets accompagnés par les 9 CAE	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre de porteurs de projets accueillis en local	1 374	1 398	1 419	1 420
Nombre de porteurs de projets accompagnés présents au 31/12	655	799	881	850

• Consolider l'emploi en incitant aux démarches de conseil et de formation [II-3]

Le *Dispositif local d'accompagnement (DLA)* accompagne les structures de l'ESS dans leur développement et leur restructuration afin de consolider les emplois en local. L'accompagnement de la mutualisation inter associations a été une des thématiques les plus fréquentes des DLA en 2016, répondant ainsi aux enjeux des associations employeuses présentes sur le territoire.

Indicateur N°3 [II-3] - Dispositif local d'accompagnement (DLA)	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre de DLA réalisés dans l'année	343	364	362	360

• Favoriser et promouvoir l'égalité des droits [IV]

La très grande majorité des projets sont portés par des associations et ont pour objet de faire connaitre les inégalités entre les femmes et les hommes à un public large, au-delà des initié.e.s. Cette ambition est partagée par une plus grande diversité de partenaires, élargissant ainsi la palette des domaines d'intervention dans lesquels l'égalité femmes.hommes est diffusée sur le territoire. A ces 18 projets, vient s'ajouter un soutien d'autres politiques régionales via des financements additionnels d'autres programmes budgétaires de la collectivité.

Indicateur N°4 [IV] - Projets « Egalité femmes.hommes » soutenus par thématique	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Diffusion de la culture de l'égalité	7	6
Lutte contre les violences	4	1
Promouvoir l'égalité f.h au sein de la culture	4	3
Promouvoir l'égalité professionnelle	3	4
Promouvoir l'égalité f.h dans le secteur de la santé	2	0
Promouvoir les droits des femmes dans le monde	2	0
Promotion des droits et sexualité	2	1
Promouvoir l'égalité f.h dans le secteur maritime	0	2
Promouvoir l'égalité f.h dans le sport	0	1
TOTAL de projets	24	18

> Consulter également le RADD égalité, 4ème volume du RADD, pour plus d'informations.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M2 P 206 Soutenir les acteurs de la structuration de l'économie bretonne et des filières stratégiques

2016 en Bref

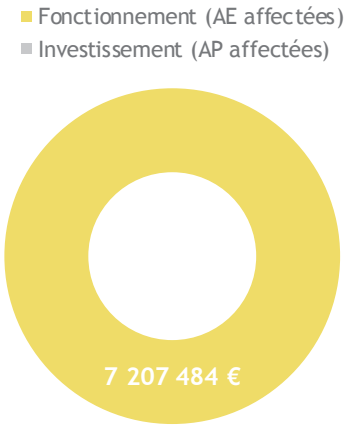
La loi NOTRe modifie les compétences des collectivités en matière de développement économique. Elle reconnaît les compétences de la Région et des EPCI sur ce champ d'action, qui en Bretagne ont travaillé ensemble en 2016 pour définir et construire un nouveau partenariat.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	Actions
1 Renforcer l'attractivité économique de la Bretagne	
2 Favoriser les conditions de l'internationalisation des entreprises	
3 Soutenir les filières et renforcer la coordination des acteurs de l'économie	[III - 1] Favoriser le développement des filières structurantes de l'économie bretonne
	[III - 2] Renforcer la coordination de l'économie bretonne
	[III - 3] Soutenir les actions en faveur de l'amélioration des conditions de travail

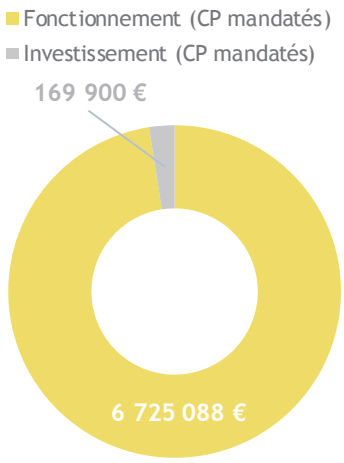
6,9 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 99 % en fonctionnement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 92 % en fonctionnement et de 34 % en investissement

Le taux de réalisation en investissement est lié à un décalage des paiements sur le foncier PSA à 2017.

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Renforcer l'attractivité économique de la Bretagne [I]

Le *Comité d'orientation et de suivi des projets internationaux* (COSPI) qui rassemblait jusqu'en 2015 tous les partenaires territoriaux (Région, Conseils Départementaux ou leurs agences de développement économique ainsi que les deux métropoles de Rennes et Brest) évolue pour prendre en compte les nouvelles répartitions des compétences issues de la Loi NOTRe. Une nouvelle structuration est en cours, associant les Métropoles et les EPCI.
Si BCI a également poursuivi sa mission en organisant des visites de porteurs de projets, elles ne se sont pas concrétisées par des implantations effectives.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Indicateur N°1 [I] - Nombre de porteurs de projets et nombre d'implantations	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre de projets traités en COSPI (appréciation qualitative nécessaire liée à la sélectivité accrue)	33	16	0	30
Nombre de visites (nouvelles) en Bretagne de porteurs de projets dans le cadre du COSPI	8	13	11	25
Nombre d'implantations effectives Nombre d'emplois annoncés	4 37	3 15	0	4
Ratio de transformation visite-implantation en %	50%	23%		

- ## Favoriser les conditions de l'internationalisation des entreprises [II]

Parmi les actions nouvelles et structurantes mises en place en 2016, il est à noter le programme *BCInside*. Partant du constat d'un besoin d'accompagnement spécifique des PME à fort potentiel à l'international, BCI a mis en place un programme intensif et personnalisé auprès de ces entreprises (une dizaine en 2016). Des chargés d'affaires de BCI les aident dans l'élaboration d'une stratégie globale de développement à l'international par un accompagnement 2 jours par mois pendant des périodes de 6 mois reconductibles. L'objectif est également de les orienter vers les dispositifs (financiers ou non) de partenaires permettant d'accompagner cette stratégie.
Il est à noter que les rencontres d'acheteurs étrangers ont des retombées importantes pour les entreprises bretonnes qui sont souvent référencées à la suite de ces visites et peuvent obtenir des commandes dans les 3 mois suivant la visite.
La réduction du nombre d'entreprises sous contrat s'explique par une baisse de l'activité de BCI dédiée à la recherche de partenaires commerciaux à l'étranger (maturité de l'approche commerciale de ces entreprises).

Indicateur N°2 [II] - Activité de Bretagne Commerce International	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre d'entreprises visitées	1 039	977	1269	1480
Nombre d'entreprises sous contrat	165	205	188	250
Nombre d'opérations collectives	42	38	35	35
Nombre d'entreprises concernées par les opérations collectives	386	380	382	400
Rencontres d'acheteurs étrangers avec les entreprises bretonnes	9	11	11	10

- ## Soutenir les actions en faveur de l'amélioration des conditions de travail [III-3]

L'Aract a poursuivi son objectif d'amélioration des conditions de travail en maintenant ses différents axes d'intervention (qualité de vie au travail, usure professionnelle…). Les actions collectives ciblées sur un secteur d'activité ou un territoire ont connu un nouvel essor. En accord avec les attentes de la Région, l'Aract a initié des partenariats avec des acteurs économiques, afin d'améliorer sa visibilité. Outre les consultations ponctuelles, l'Aract a accompagné plus de 80 entreprises au travers de démarches individuelles ou collectives. Les Matinales de l'Aract ont rassemblé plus de 100 acteurs. Au total, plus de 1 800 acteurs de la prévention, du monde économique et de la formation ont participé à l'une des actions de communication, de sensibilisation ou de formation.

Indicateur N°3 [III-3] - Temps d'intervention en entreprises de l'ARACT	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre d'entreprises accompagnées	95	67	80	100
Nombre de journées en entreprises dispensées par l'ARACT	326	260	320	400

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M2 P 207 Améliorer la performance des exploitations agricoles et des filières de production alimentaire

2016 en Bref

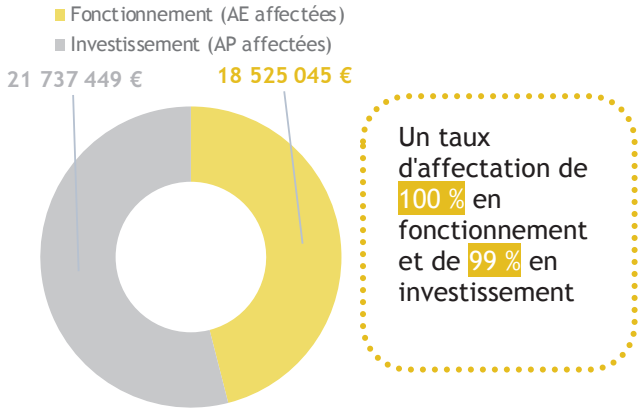
Face à une année 2016 marquée par de fortes tensions dans les secteurs de l'élevage, la Région s'est fortement mobilisée sur la déclinaison du *Plan agricole et agro-alimentaire*, la mise en œuvre des actions du *Programme de développement rural breton* (PDRB) : renouvellement des générations, modernisation des filières et *Mesures agro-environnementales et climatiques* (MAEC) et le déploiement des plans porc et lait et viande bovine.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	Actions
1 Renouveler les générations dans l'agriculture	[I - 1] Favoriser la création, la transmission et la reprise des exploitations
	[I - 2] Sécuriser et consolider les projets d'installation
	[I - 3] Amplifier l'accompagnement des porteurs de projet
2 Développer la compétitivité des outils de production agricoles et forestiers	[II - 1] Moderniser les outils de production agricole et adapter les systèmes de production
	[II - 2] Mettre en œuvre le plan pour l'avenir de la filière porcine
	[II - 3] Accompagner les économies d'énergie dans les exploitations agricoles
	[II - 4] Soutenir la compétitivité de la filière bois
3 Développer les démarches qualité et la valeur ajoutée dans les exploitations agricoles	[III - 1] Soutenir les filières de production de qualité et l'agriculture biologique
	[III - 2] Développer les circuits courts, les activités et les filières de diversification
4 Participer à l'amélioration et à la maîtrise des pratiques agricoles durables et respectueuses de l'environnement	[IV - 1] Développer la connaissance sur les techniques et systèmes agricoles écologiquement performants et favoriser leur diffusion
	[IV - 2] Contribuer à améliorer les pratiques et systèmes agricoles
	[IV - 3] Accompagner les actions d'aménagement de l'espace rural
5 Favoriser l'accroissement de l'autonomie et la place des énergies renouvelables dans les exploitations agricoles	[V - 1] Contribuer à la production d'énergies renouvelables par et pour l'activité agricole
	[V - 2] Développer l'autonomie alimentaire des exploitations agricoles bretonnes
	[V - 3] Former les futurs acteurs de l'agriculture par le développement de contrats d'autonomie et progrès dans les exploitations agricoles des lycées

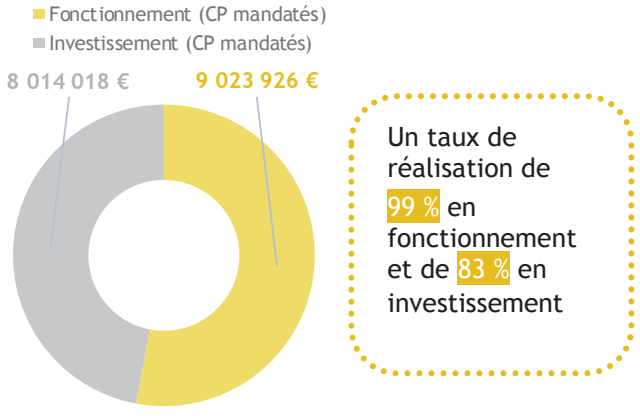
17 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 100 % en fonctionnement et de 99 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 99 % en fonctionnement et de 83 % en investissement

Un retard important a été pris au niveau national dans le développement et la mise en œuvre des outils de paiement OSIRIS. Celui-ci explique le taux de 83% de réalisation en CP investissement. La régionalisation des *Plans de développement rural* a entraîné une multiplication des outils de paiement à créer au niveau national (environ 1500 outils de paiement).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Contribuer à améliorer les pratiques et systèmes agricoles [IV – 2]

La Bretagne poursuit son engagement fort sur la nouvelle programmation 2014/2020. Après une première année de fort engagement en *MAEC système* et bio (2 800 signataires), les agriculteurs ont en 2016 poursuivi sur la lancée avec près de 1 000 nouveaux contractants. Les MAEC et les aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique sont des aides financières destinées aux exploitations qui s'engagent volontairement pour mettre en œuvre des pratiques favorables à l'environnement. Les *MAEC système* encouragent le développement des systèmes économes en intrants. Par ailleurs, 2016 est une très forte année de conversion à l'agriculture biologique.

Indicateur N°1 [IV - 2] - Taux d'exploitations engagées en agriculture biologique ou en système économe en intrants	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Taux d'exploitations (en %)	11,8 %	12 %	13%	12,5%

• Moderniser les outils de production [II-1]

En 2016 comme en 2015, la Région Bretagne met en œuvre les nouveaux dispositifs de soutien à la modernisation, en majorité dans le cadre du PDRB, via le *Plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles* (PCAEA). Quatre dispositifs existent désormais pour les agriculteurs et groupements d'agriculteurs : le soutien aux investissements en matériels agro-environnementaux ; la modernisation des bâtiments et équipements associés des exploitations agricoles ; le soutien aux investissements de rénovation pour les économies d'énergie et la limitation des gaz à effet de serre ; le soutien aux investissements dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles. La Région a augmenté fortement ses soutiens en 2016 en réponse à la crise des filières et aux besoins de moderniser les exploitations pour assurer leur adaptation et leur pérennisation.

Indicateur N°2 [II-1] - Le soutien aux investissements / Nb de dossiers soutenus	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nb de dossiers « matériels agri-environnementaux »	152	263	430	350
Nb de dossiers « modernisation des bâtiments »	223	944	1 079	950
Nb de dossiers « économie d'énergie »	263	95	122	100
Nb de dossiers « transformation/commercialisation »	-	10	20	15

• Renouveler les générations dans l'agriculture [I-1 et 2 et 3]

On constate en 2016 une relance des installations aidées avec 472 soutiens de DJA (*Dotation jeune agriculteur*). Le nombre d'exploitations soutenues via ce dispositif continue malgré tout de décroitre mais à un rythme ralenti, en Bretagne comme en France. Pour 3 départs, il y a 1 installation en agriculture. La part de projets agro-écologiques et des projets bio est conséquente avec 30% des installations aidées contre 18% en 2015. La taille des exploitations continue d'augmenter ainsi que le coût d'installation en agriculture et de reprise. En plus des installations aidées, la Région soutient l'installation des personnes de plus de 40 ans qui ne peuvent bénéficier de DJA.

Indicateur N°3 [N°I] - Le soutien à l'installation des jeunes agriculteurs	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre d'installations aidées par an (*Dotation jeunes agriculteur* DJA Etat + FEADER) + Région à partir de 2015	484	391	472	480
> Dont nombre de dossiers d'installations soutenues par la Région (SIJA jusqu'en 2014/Participation à la DJA à partir de 2015)	159	158	160	180
> Pourcentage de dossiers d'installations soutenus par la Région (SIJA)	33 %	40 %	34%	37,5%

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M2 P 208 Développer le secteur des pêches maritimes, de l'aquaculture, contribuer au développement maritime

2016 en Bref

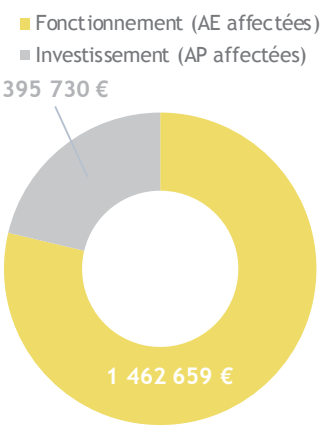
L'année 2016 a été marquée par la signature de la convention entre l'Etat, autorité de gestion du *Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche* (FEAMP) et la Région permettant à cette dernière la gestion déléguée des mesures régionales du FEAMP.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Promouvoir une gestion intégrée de la zone côtière	2 Renforcer l'attrait pour le secteur maritime	3 Contribuer au développement de l'économie maritime	4 Garantir la pérennité et la performance du tissu productif, facteur d'aménagement du territoire	5 Soutenir la performance économique, technique, environnementale et sanitaire de la place portuaire	6 Conforter la transmission des entreprises et l'installation des jeunes	7 Accompagner les projets structurants et collectifs au bénéfice des professionnels	8 Animer l'évolution du secteur de la pêche et de l'aquaculture et les projets transversaux
Actions	[I - 1] Soutenir des projets territoriaux de gestion intégrée de la zone côtière	[II - 1] Promouvoir les métiers de la mer et les formations maritimes		[IV - 1] Moderniser et adapter la flotte de pêche	[V - 1] Favoriser la performance économique et technique de la place portuaire	[VI - 1] Valorisation des métiers	[VII - 1] Assurer une gestion durable des ressources et des milieux via une expertise partagée	[VIII - 1] Suivi de la politique commune des pêches
	[I - 2] Contribuer à une nouvelle gouvernance de la mer et du littoral : assurer la concertation, améliorer la connaissance et animer le réseau d'appui	[II - 2] Participer à des initiatives en faveur de la qualité de l'emploi maritime		[IV - 2] Moderniser et adapter les entreprises aquacoles	[V - 2] Favoriser l'adaptation environnementale et sanitaire de la place portuaire	[VI - 2] Horizon pêche et aquaculture	[VII - 2] Valoriser les ressources à l'échelle de l'entreprise et des filières	[VIII - 2] Animation nationale et régionale des politiques sectorielles et projets transversaux
	[I - 3] Lancer des initiatives et des projets expérimentaux en gestion intégrée de la zone côtière	[II - 3] Pour une mer plus sûre : contribuer à la protection de la vie humaine en mer et aider à lutter contre les pollutions		[IV - 3] Moderniser et adapter les entreprises de mareyage et de transformation	[V - 3] Animer au niveau régional les places portuaires	[VI - 3] Installation jeune pêcheur	[VII - 3] Développer un accompagnement technique de filière	

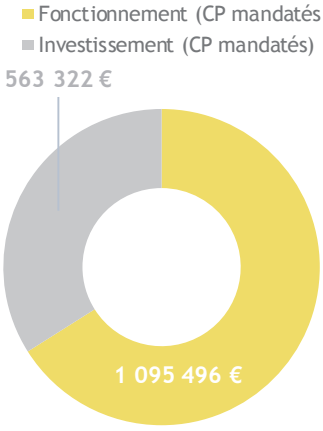
1,7 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 55 % en fonctionnement et de 9 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 53 % en fonctionnement et de 20 % en investissement

> Le soutien régional aux entreprises des filières pêche et aquaculture est essentiellement réalisé en cofinancement du fonds européen. L'absence de mise en œuvre du FEAMP explique la faiblesse des montants affectés et dépensés.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Le soutien à la création d'entreprises, aux entreprises de pêche et aquacoles pour garantir la pérennité et la performance du tissu productif [VI-3 ; IV-1 et IV-2]

En l'absence de FEAMP, il n'y a pas eu d'aides individuelles en faveur des entreprises de pêche et aquacoles. Toutefois, la Région a poursuivi en 2016 son régime transitoire, reposant sur le régime cadre exempté de notification, permettant de soutenir l'installation de trois jeunes pêcheurs.

Indicateur N°1 [IV-1 et 2, VI-3] - Aides individuelles aux entreprises de pêche et d'aquaculture et en faveur de la création d'entreprises de pêche	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre de navires aidés par an	4	0	0
Montant alloué (en K€)	27	0	0
Nombre d'entreprises aquacoles aidées par an	12	0	0
Montant alloué (en K€)	103	0	0
Nombre d'aides à l'installation de jeunes pêcheurs	0	15	3
Montant alloué (en K€)	0	629	166

• Le soutien aux places portuaires [V-1 et V-2]

Pour les mêmes raisons que citées précédemment, il n'y a pas eu d'attribution d'aide en faveur des ports de pêche en 2016.

Indicateur N°2 [V-1 et V-2] - Soutenir la performance économique et environnementale des ports de pêche	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre de dossiers par an	1	0	0
Montant alloué en K€	29	0	0

• La gouvernance régionale en faveur de la mer et du littoral [I-1, I-2, I-3 ; II-1, II-2, II-3 ; III-1, III-2, III-3 ;V-3 ; VI-3]

La Région a mis en œuvre une gouvernance permettant à la fois de développer une dynamique régionale autour des enjeux maritimes de la Bretagne et d'assurer la mise en œuvre du FEAMP.

La 20ème *Conférence régionale de la mer et du littoral* (CRML) s'est ainsi réunie en avril 2016 pour engager l'élaboration d'une *Stratégie régionale pour la mer et le littoral* (SRML). En 2016, elle a également poursuivi son travail en faveur des *Énergies marines renouvelables* (EMR) et mené un travail pour améliorer les opérations de dragage.

Le Réseau Melglaz (Mer et littoral en Bretagne), a poursuivi son développement lors des quatrièmes rencontres régionales de la mer et du littoral, l'action engagée sur l'éducation à la mer et au littoral, la refonte du site internet et la diffusion régulière d'une *e-letter* à 1 600 contacts. Le lancement d'un second appel à projets en faveur de l'éducation à la mer a permis de renforcer la dynamique engagée.

Dans le prolongement de la dynamique concernant la gestion intégrée de la zone côtière (GIZC), engagée par le biais de 3 appels à projets, l'appel à candidature à l'attention des Pays pour porter une démarche DLAL (priorité 4 du FEAMP) a permis de couvrir l'ensemble des territoires maritimes de la Bretagne.

L'animation des filières halieutiques s'est poursuivie avec l'organisation de réunions sur la 1ère mise en marché des produits de la pêche fraîche, la mise en œuvre *du Réseau halieutique* ou la co-organisation d'une journée d'échanges sur la thématique des algues.

La Région a élaboré en concertation avec les concédants portuaires le *Plan régional d'Organisation et d'Equipement des Ports de Pêche* (PROEPP) priorisant les types d'investissements qui bénéficieront du FEAMP. Enfin, la Région a assuré, une partie de l'année, la coordination du groupe pêche de Régions de France dans le cadre de l'élaboration du FEAMP.

> Lire également le RAP transversal MER

Développer le système portuaire

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2016 en Bref

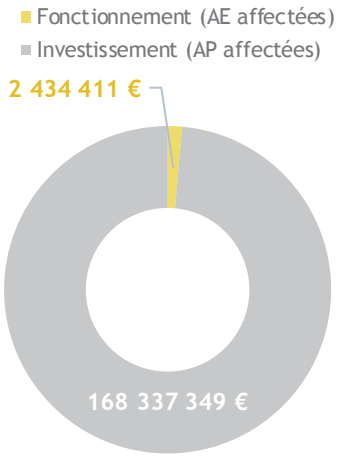
En 2016, la Région a négocié les conditions de transferts, au 1er janvier 2017, de 19 ports départementaux, tant en terme de gouvernance que dans leurs modalités financières. Les opérations en cours, sous maîtrise d'ouvrage régionale, ont été poursuivies (projet de développement du port de Brest : démarrage des travaux préparatoires et consultation des entreprises ; à Saint-Malo : mouillage dans l'avant-port et études de modernisation du terminal ferry en prévision du renouvellement du contrat de concession).

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Réaliser des investissements pour développer les trafics portuaires	2 Optimiser l'exploitation des ports dans une logique de durabilité économique, sociale et environnementale	3 Préparer le transfert des ports départementaux
Actions	[I - 1] Développer et valoriser le domaine pour soutenir les activités portuaires	[II - 1] Définir les conditions d'exploitation des ports et contrôler l'exécution des contrats de concession	
	[I - 2] Entretenir le patrimoine portuaire régional pour assurer sa pérennité	[II - 2] Améliorer la performance logistique des ports	
	[I - 3] Moderniser les infrastructures pour développer les trafics portuaires	[II - 3] Placer les enjeux environnementaux au centre des actions portuaires	
	[I - 4] Accompagner la modernisation des concessions des ports régionaux		

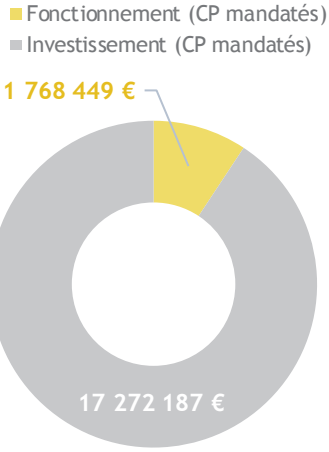
19,0 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 88 % en fonctionnement et de 82 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 59 % en fonctionnement et de 43 % en investissement

> Le retard du démarrage des travaux pour le développement du port de Brest n'a pas permis d'atteindre un niveau satisfaisant de consommation des CP en investissement.

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Réaliser des investissements pour développer les trafics portuaires [I]

La stratégie régionale pour soutenir les trafics portuaires repose sur l'acquisition d'emprises foncières stratégiques sur les ports de commerce et la valorisation du domaine foncier et bâti pour accueillir des entreprises dans les espaces industrialo-portuaires. Elle repose également sur la gestion du patrimoine portuaire, comprenant l'audit technique des ouvrages, la gestion des données dans une base informatisée permettant d'établir un *Programme de maintenance préventive et curative*. La Région soutient également la modernisation des infrastructures des 3 ports régionaux (soit 11 M€ en 2016, dont 4,4 M€ à Brest hors projet de développement, 3,8 M€ à Lorient et 2,8 M€ à Saint-Malo). Enfin, le projet de développement du port de Brest, pour lequel la Commission européenne a indiqué le 7 décembre 2016

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

ne pas avoir d'objection au regard de l'aide d'Etat notifiée, permettra d'accueillir des navires d'emport supérieur dans le port de commerce historique et de nouvelles activités industrielles dans la filière des *Energies marines renouvelables* sur les terre-pleins créés avec les produits des dragages (les premiers marchés des travaux terrestres ont été attribués fin 2016, les travaux se dérouleront jusqu'à fin 2020).

Dans les 3 ports régionaux de commerce, le trafic total de marchandises est en recul par rapport à 2015 de – 4,47 %, notamment le vrac agro-alimentaire (plus d'un tiers des tonnages) et les produits pétroliers (27 % des trafics). A Brest, le trafic est en hausse de près de 5 % (+ 5,3 % pour les produits pétroliers). A Lorient, les volumes baissent de 3,5 % du fait principalement de la réduction des trafics destinés à la nutrition animale (- 20,7%), tandis que les matériaux de construction progressent de 18,9%, à plus de 50 000 tonnes. A Saint-Malo, la baisse, de près de 20 %, touche les deux principales activités, alimentation animale et engrais (- 16 %), alors que les matériaux de construction sont en hausse de 3,7 %.

Indicateur N°1 [Contexte] - Activité économique des ports	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Prévision 2016
Tonnage annuel de marchandises manutentionné dans les ports régionaux	6 893 654	6 447 167	6 159 193	6 694 500
Dont port de Brest	2 758 485	2 512 809	2 634 356	2 739 500
Dont port de Lorient	2 373 963	2 278 948	2 199 132	2 292 000
Dont port de Saint-Malo	1 761 206	1 655 410	1 325 704	1 663 000

En 2016, le transport de passagers transmanche est stable à Saint-Malo. Le nombre de croisiéristes accueillis au port de commerce de Brest est en recul par rapport à l'année 2015, et à Lorient, où il est cependant supérieur aux prévisions.

Indicateur N°2 [Contexte] - Fréquentation des ports régionaux	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Prévision 2016
Evolution du nombre de passagers annuel dans les ports régionaux	1 143 489	1 141 237	1 136 414	1 130 000
Dont port de Saint-Malo	1 104 348	1 114 542	1 116 639	1 105 000
Dont port de Brest (Croisière)	32 176	19 468	13 860	20 000
Dont port de Lorient (Croisière)	6 965	7 230	5 915	5 000
Indicateur N°3 [Contexte] - Activité pêche des ports régionaux	**Réalisation 2014**	**Réalisation 2015**	**Réalisation 2016**	**Prévision 2016**
Total tonnage	28 531	29 135	29 708	26 220
Total valeur en K€	85 443	95 265	97 951	95 467

En 2016, l'activité pêche des 3 ports régionaux connaît une légère hausse en tonnage (+ 2 %) et en valeur (+ 3 %).

Stable à Lorient et Saint-Malo, l'activité de réparation navale est en forte baisse à Brest (-52 % d'admission en formes) malgré l'effort des collectivités locales pour moderniser les installations concédées à la CCIMBO (28 M€ de 2011 à 2016).

- ## Optimiser l'exploitation des ports dans une logique de durabilité économique, sociale et environnementale

La Région a confié l'exploitation de ces ports à des concessionnaires. Les contrats de concession traduisent les ambitions économiques sociales et environnementales de la Région pour ses ports. La procédure de renouvellement de la concession de Saint-Malo a été engagée en 2016, avant Brest et Lorient (échéance fin 2018).
Enfin, les préoccupations environnementales de la Région se traduisent dans les ports par une politique des dragages concertée et les obligations faites aux concessionnaires de certification environnementale ISO 14001.

- ## Préparer le transfert des ports départementaux

La Région s'est portée candidate au transfert de 19 ports départementaux. L'année 2016, aura permis d'engager la concertation pour une gouvernance future partagée des ports avec les EPCI. Un inventaire des nombreux ouvrages transférés a aussi été engagé pour élaborer un *Plan de gestion de patrimoine* dans les meilleurs délais.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Mission III.

Pour une formation permettant à chacun de construire son propre parcours vers la compétence et l'emploi

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

I. Le contexte et la stratégie de la mission

Chiffres clés

- 261 370 demandeur.se.s d'emploi inscrit.e.s en 2016 en Bretagne (cat. A, B, C)
- 148 330 demandeur.euse.s d'emploi inscrit.e.s en 2016 en Bretagne (catégorie A)
- Un taux de chômage de 8,6 % soit - 0,9 point par rapport au taux national (9,7 %)

Source DIRECCTE Bretagne, DR Pôle emploi

- 129 000 élèves en lycée
- 17 795 apprenti.e.s

Documents cadres

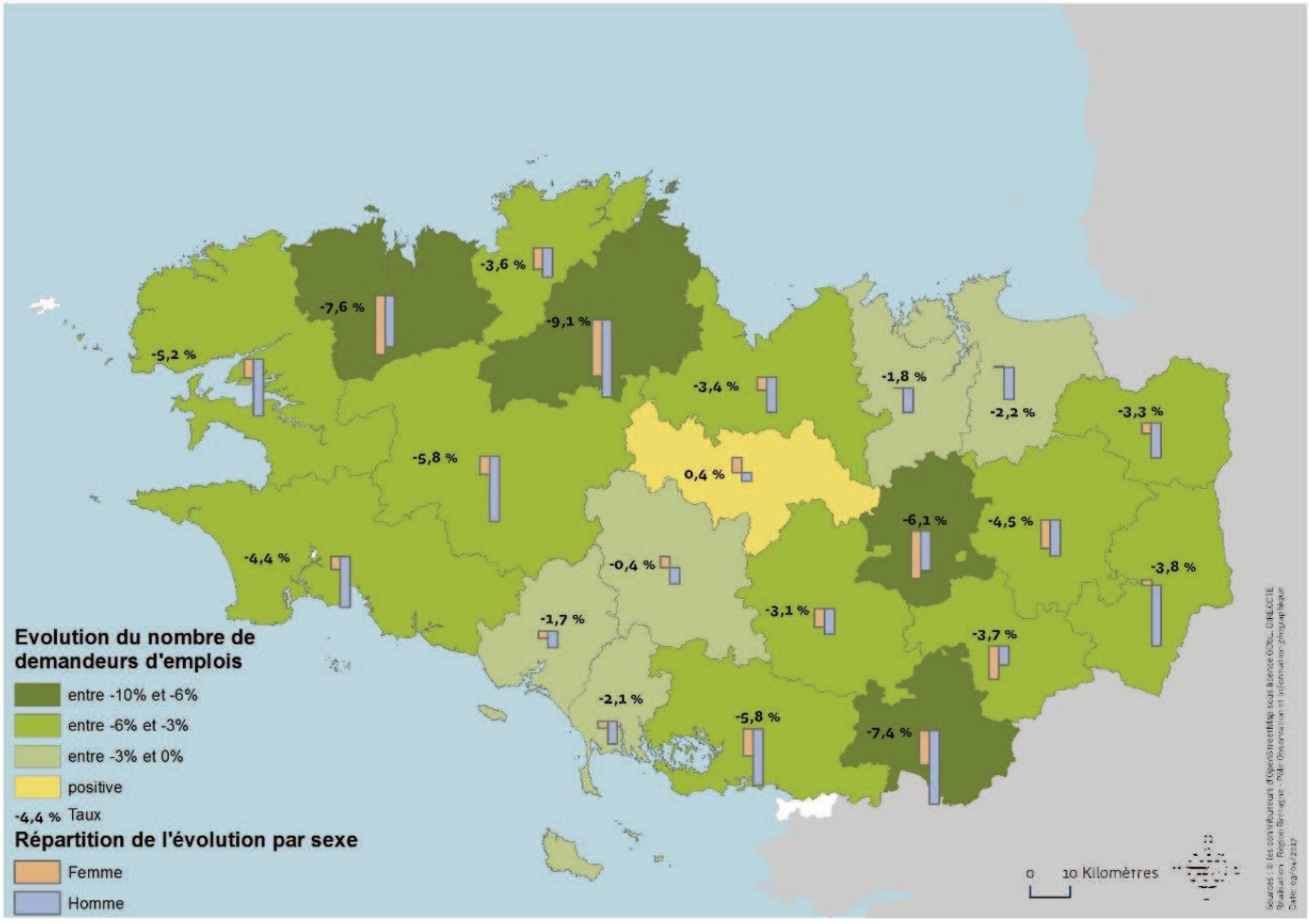
- CPER 2015-2020
- Contrat de plan régional de développement des formations professionnelles (CPRDF)
- Schéma de l'apprentissage
- Référentiel Qualycée 2.3 (2015)
- Charte d'engagement pour la jeunesse en Bretagne
- Schéma directeur immobilier (SDI)

Le taux de chômage breton reste inférieur à la moyenne nationale (à savoir 8,6% en Bretagne contre 9,7% au national). Ainsi, le nombre de demandeur.euse.s d'emploi (toutes catégories) a connu une baisse de 4,7% sur un an en Bretagne, pour s'établir à 261 370 (catégories A, B, C).

Cette évolution concerne l'ensemble des départements bretons pour les demandeurs d'emploi en catégorie A. Néanmoins, on observe une hausse des demandeurs d'emploi toutes catégories de 0,7% sur un an pour l'Ille-et-Vilaine.

Globalement la situation des hommes s'est améliorée de manière significative tandis que celle des femmes s'est légèrement détériorée (- 2,2 % sur un an pour les hommes et +1,2 % sur un an pour les femmes en catégories A, B, C). La situation des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans s'est globalement dégradée (+ 5,1 % sur un an) quand celle des jeunes de moins de 25 ans s'est significativement améliorée (- 7,3 % sur un an en catégories A,B,C).

Evolution du nombre de demandeurs et demandeuses d'emploi de catégorie A entre 2015 et 2016



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Le nombre de demandeur.euse.s d'emploi tenu.e.s de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) baisse de 4,7% sur un an (contre -3% en France métropolitaine). Cette baisse est plus marquée pour les hommes (-6,2%) que pour les femmes (-3,1%).

La Région a la responsabilité première d'assurer le fonctionnement de l'appareil de formation initiale des jeunes, de leur fournir un cadre propice à la formation, du lycée à l'université, et dans les instituts de formations sanitaires et sociaux, en lien avec les besoins du territoire. La Région assure aussi une compétence générale dans le domaine de l'apprentissage.

En 2016, le Président du Conseil régional a signé avec le Recteur une déclaration commune dans laquelle la Région et l'Académie de Rennes *définissent le cadre concerté de coopération permettant d'assurer aux établissements, de tous les réseaux, la cohérence de leurs orientations et de leurs interventions vis-à-vis de l'élaboration et de la mise en œuvre de leurs projets*.

La loi du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République confie à la Région l'élaboration de la carte des formations professionnelles initiales, confortant ainsi son rôle de pilotage de l'offre de formation professionnelle régionale qu'elle exerçait déjà pour l'apprentissage. Cette responsabilité couvre désormais, outre les CFA, le périmètre des lycées relevant de l'Education nationale, qu'ils soient publics ou privés, des lycées agricoles publics et privés, des Maisons familiales et rurales (MFR), ainsi que des lycées professionnels maritimes.

La réforme de la formation professionnelle de 2014 conforte le Conseil régional dans sa responsabilité en matière de formation des demandeur.euse.s d'emploi, d'insertion professionnelle des jeunes sorti.e.s du système scolaire, et comme chef de file du Service Public Régional d'Orientation.

La loi MAPTAM place la Région en chef de file des acteurs publics en matière d'enseignement supérieur et de recherche, notamment dans le cadre du schéma régional dédié.

Enfin la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 prévoit l'élaboration dans l'année suivant le renouvellement du Conseil régional d'un nouveau Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) et du Schéma de formation sanitaire et social articulés avec la SRDEII et le futur SRADDET. En 2016 la Région devient en conséquence le stratège et l'architecte de l'appareil de formation en Bretagne, chargée d'articuler l'ensemble des voies de formations avec le monde économique et les besoins des territoires.

Implantation des lycées publics et privés

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIF_SPGER_01-DE

La Bretagne compte 116 lycées publics dont 103 relèvent de l'Education nationale, 9 de l'Agriculture et 4 de la Mer. A ce réseau public s'ajoute un réseau privé qui inclut 71 établissements sous contrat avec l'Education nationale et 53 sous contrat avec le Ministère de l'Agriculture, dont 26 lycées agricoles et 27 Maisons familiales et rurales.

// Le Conseil régional au cœur des politiques de formation

Piloter l'offre de formation professionnelle

La préparation de la rentrée 2017 s'est déroulée selon les mêmes les modalités que pour la rentrée précédente. Toutefois, la Région a souhaité introduire une logique davantage prescriptive en faisant connaître aux établissements ses priorités en matière de formation afin d'accompagner les mutations de l'économie régionale et le développement de certains secteurs qui nécessite des compétences nouvelles (cybersécurité, smart grids…).

La pression démographique, spécifiquement sur le bassin rennais, a conduit à renforcer l'offre de formation pour garantir à tout.e.s les jeunes qui le souhaitent une place dans l'enseignement professionnel. Ainsi, en complément de la procédure habituelle, des mesures complémentaires en lien avec les moyens alloués à l'Académie de Rennes, ont été proposées à la session de décembre 2016.

Promouvoir les initiatives lycéennes pour et par les jeunes et améliorer la vie lycéenne

Pour les projets éducatifs, le dispositif *Karta*, qui connaît un grand succès auprès des établissements, a été poursuivi. La mobilité européenne des jeunes s'est encore développée grâce à de nouveaux projets financés par Erasmus +. Par ailleurs, le dispositif dédié aux manuels scolaires a évolué afin de le réorienter vers la structuration, dans chaque lycée breton, d'un système de mutualisation permettant l'acquisition de collections de manuels scolaires, disponibles en prêt pour les élèves. L'objectif est de tendre vers la gratuité de l'usage des manuels scolaires pour toutes les familles. Cette évolution prend aussi en compte le développement des ressources éducatives numériques, pour tou.te.s les élèves. Enfin, les lycéen.ne.s de l'enseignement professionnel des niveaux IV (bac pro) et V (CAP) continuent à bénéficier du dispositif d'aide au premier équipement professionnel.

Améliorer le cadre bâti des lycées

Concernant la responsabilité du propriétaire « Région » sur les lycées, l'année 2016 a permis d'adopter le *Schéma directeur immobilier* qui oriente la stratégie immobilière à 10 ans pour l'évolution du patrimoine bâti. Désormais, les priorités pour les lycées ont été hiérarchisée et permettent une recentralisation des procédures pour permettre une mise en travaux performante. Les procédures de concours de maîtrise d'œuvre ont été menées pour la construction de deux nouveaux lycées (Liffré et Ploërmel). Un marché global de performance a également été lancé sur le site de Bréquigny à Rennes portant notamment sur le service de restauration.

Améliorer le fonctionnement et les équipements des lycées

En matière de développement de l'usage des ressources numériques, la Région a adopté son schéma de déploiement de la maintenance informatique, à l'image de ce qu'elle a mis en place pour la maintenance immobilière en 2012 avec le réseau des EMAT.

En ce qui concerne les missions de restauration et d'hébergement, le travail est engagé avec les établissements sur la restauration scolaire pour favoriser l'achat de produits alimentaires de qualité en circuits courts. La Région a également élaboré, en accord avec les autorités académiques, une convention cadre s'appliquant aux internats des lycées de la métropole rennaise qui, pour la première fois, fixe des critères d'admission des élèves communs à l'ensemble des établissements de ce territoire.

Dans une vingtaine de lycées, des matériels plus ergonomiques ont été expérimentés afin de réduire la pénibilité du travail pour les personnels régionaux en charge de l'hygiène et de la propreté des établissements.

Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur

Pour l'enseignement supérieur et la recherche, le soutien régional dynamique au profit des établissements bretons, des enseignant.e.s-chercheur.euse.s et des étudiant.e.s a été confirmé en 2016 : l'accroissement significatif du nombre de bourses réservées aux doctorant.e.s ou aux post-doctorant.e.s en constitue un des exemples.

L'instruction de la carte des formations a été fortement impactée par l'expérimentation « bac pro/BTS » déployée dans l'Académie de Rennes, l'objectif étant de permettre à un plus grand nombre de bachelièr.e.s professionnel.le.s de poursuivre leurs études en enseignement supérieur. Pour ce faire, l'offre de BTS a été confortée an niveau régional.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Développer et améliorer l'offre de formation pour répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux

L'année 2016 a été marquée par d'importantes réalisations :

L'adaptation de la carte des formations initiales professionnelles (formation scolaire temps plein et apprentissage en alternance) pour la rentrée 2016 qui intègre de nombreuses ouvertures de formation correspondant aux besoins en compétences identifiés pour la Bretagne. La méthode de consultation est désormais bien identifiée par nos partenaires, elle s'appuie sur un document d'orientation des formations associant les branches professionnelles, elle donne une large part au dialogue établi avec l'ensemble des établissements de formation initiale (lycées professionnels et centres de formation par apprentissage).

La réalisation du *Plan breton de mobilisation pour l'emploi*. Avec l'aide de l'Etat et la mobilisation des fonds du paritarisme, la Région a pu s'engager avec Pôle Emploi dans un vaste dispositif permettant d'offrir des places supplémentaires de formations au bénéfice des demandeurs d'emploi. Cette offre a été très diversifiée permettant l'accès à des formations assez courtes d'adaptation à l'emploi mais aussi des formations plus longues et certifiantes. Les objectifs quantitatifs du plan ont été totalement atteints grâce à la réactivité de nos partenaires et celle en particulier des organismes de formation. Une évaluation plus qualitative du plan est engagée notamment pour apprécier les niveaux d'insertion professionnelle observés après un parcours de formation. Ce plan de mobilisation a permis de renforcer la communication vers les demandeur.euse.s d'emploi à travers une campagne d'affichage et une campagne de presse reprenant la thématique « l'accès à une formation est un droit, vous accompagner est un devoir ».

Ainsi, le plan «47 000 formations» est la déclinaison régionale du plan national «500 000 formations». Ce plan s'est traduit par l'ouverture de 47 000 formations aux demandeur.euse.s d'emploi en 2016 (contre 28 000 en 2015). Ce plan est financé par la Région, l'Etat, Pôle emploi et les partenaires sociaux à travers le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels. L'objectif était de réaliser 13 418 entrées en formation supplémentaires en 2016, dont 6 265 prises en charge par la Région et 7 153 par Pôle Emploi. Le décompte officiel au 31/12/2016 établi par la DGEFP confirme l'atteinte de l'objectif avec 44 671 entrées en formation comptabilisées dans les systèmes d'information Région et Pôle emploi auxquelles s'ajoutent les entrées sur les formations reprise/création d'entreprise, Validation des acquis de l'expérience (VAE) et contrats de professionnalisation.

Par ailleurs, concernant les politiques liées à l'apprentissage, on observe en 2016 une première augmentation des effectifs d'apprentis. Celle-ci fait suite à une longue période de stabilisation voire de baisse. Forts de la réforme de la taxe d'apprentissage, les centres de formation pour apprentis en Bretagne disposent de moyens supplémentaires pour assurer leurs missions. Le Conseil régional en mettant en place un dispositif dédié à la qualité (*Bretagne qualité apprentissage*) permet aussi à un centre de formation de développer des projets qui améliorent l'accueil, l'accompagnement, la pédagogie mis à disposition des jeunes apprenti.e.s.

Développer les langues de Bretagne

Les objectifs fixés par la Convention spécifique Etat-Région pour la transmission des langues de Bretagne et le développement de leur usage dans la vie quotidienne (2015-2020) ont été mis en œuvre. Par ailleurs, deux manifestations d'ampleur régionale ont réuni en octobre et novembre 2016 l'ensemble des partenaires de la Région respectivement sur le breton et le gallo. Ces deux réunions ont permis de recueillir les propositions de nombreux partenaires afin d'élaborer en 2017 de nouvelles orientations en matière de politique linguistique.

// L'approche du développement durable dans les politiques régionales

La politique régionale de formation professionnelle contribue :

- A la cohésion sociale par le biais de l'accompagnement des parcours de formation des demandeur.euse.s d'emploi, par le développement d'une offre de formation très conséquente à destination des jeunes.
- A l'égalité des droits entre les femmes et les hommes notamment en 2016 en accompagnant les organismes de formation dans une démarche de diagnostic et de développement de plus d'actions sur l'ensemble de ces questions.

// L'approche territoriale de l'action régionale

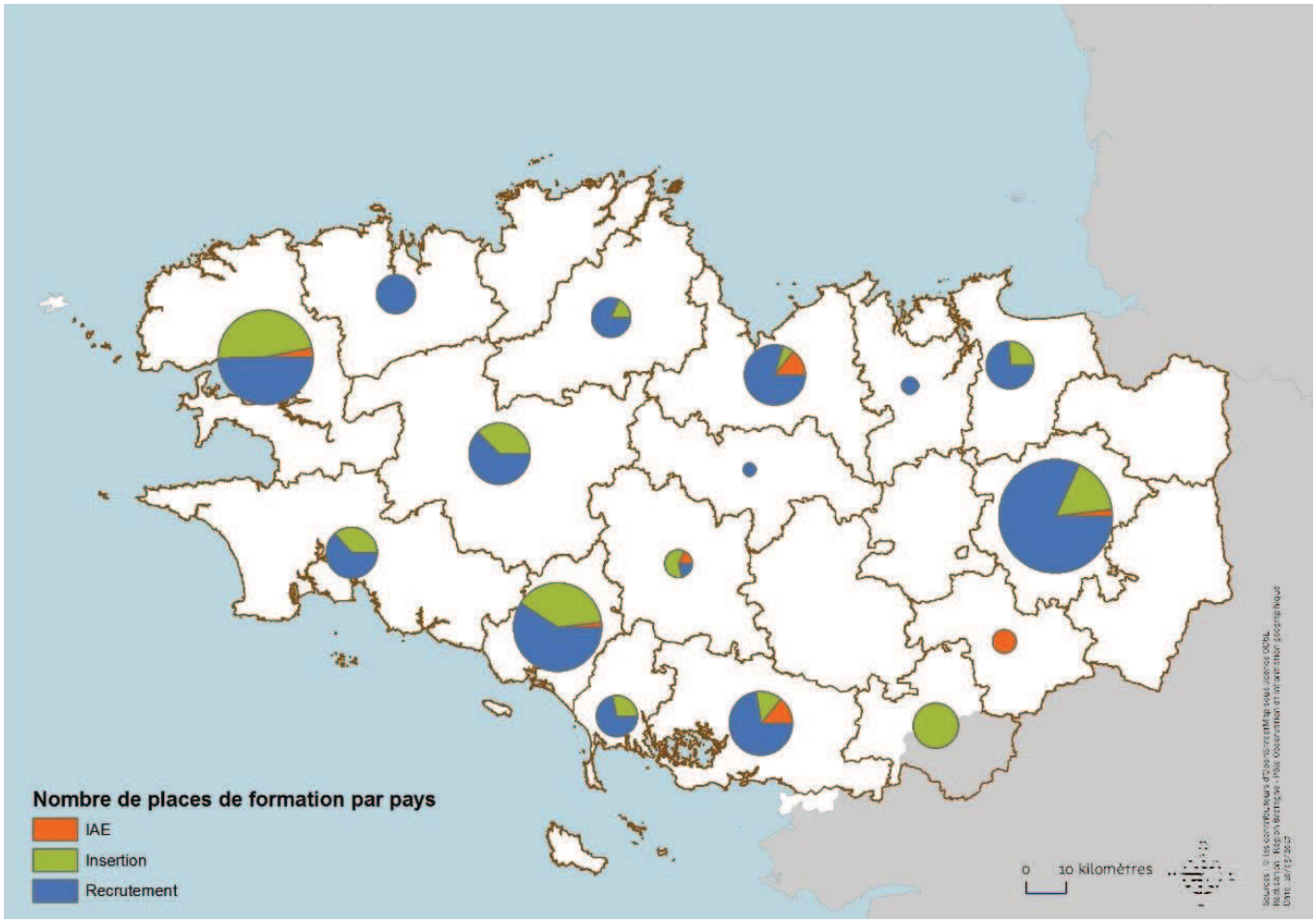
En 2016, l'organisation territoriale a été renforcée avec la mise en place des *Commissions Territoria Emploi Formation* (CTEF) et des *Comités Départementaux Emploi Formation* (CDEF). Ces instances co-pilotées par l'Etat et la Région vont faciliter la réalisation de diagnostics partagés à l'échelle des territoires sur toutes les questions d'emploi et de formation. A terme, elles pourront faire émerger des projets et des expérimentations. Ceci est déjà le cas avec le dispositif *Actions Territoriales Expérimentales* qui vient, soit en appui des projets d'insertion

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

professionnelle à destination de publics précis, soit en développant des formations préalables à un recrutement à partir des besoins identifiés sur un territoire.

Enfin, l'offre de formation est fortement disponible sur l'ensemble du territoire breton ce qui fait sa force en termes d'accessibilité. C'est le cas de nombreux dispositifs de formation à destination des demandeur.euse.s d'emploi mais aussi de l'offre de formation en apprentissage et de l'offre de formation sur l'ensemble des métiers du domaine médico-social.

Actions Territoriales Expérimentales 2016



Les actions territoriales et expérimentales permettent :

- de développer des formations pour les salarié.e.s en structures d'insertion par l'activité économique (ATE - IAE) ;
- de monter des formations qui répondent à un projet local pour favoriser l'insertion professionnelle (ATE – Insertion) ;
- de répondre rapidement aux besoins des territoires en matière d'emploi en accompagnant les entreprises ayant des besoins de recrutement (ATE – Recrutement).

// La jeunesse dans les politiques régionales

L'ensemble de la mission III est dédiée aux politiques de formations des jeunes et adultes demandeurs d'emplois. Cependant, la Région met en oeuvre également des actions qui visent à développer des démarches citoyennes et éco-citoyennes avec en toile de fond l'engagement, la responsabilisation, l'autonomie, l'estime de soi, le « vivre ensemble ». Le Conseil régional des jeunes et des apprentis (CRJ) a été créé dans cet objectif.

Lors de l'année 2016, cette assemblée de 166 jeunes élus, lycéens et apprentis, constituée de binômes filles-garçons, a terminé en juin le mandat de 18 mois démarré dès novembre 2014. De nombreux projets ont ainsi pu être réalisés par les commissions de travail et partagés avec les établissements d'enseignement : un clip musical pour lutter contre les préjugés et favoriser le mieux vivre ensemble, un reportage vidéo dans deux lycées sur l'enjeu du gaspillage alimentaire dans la restauration scolaire et une vidéo interactive sur les bons comportements dans un cadre festif. En novembre 2016, une nouvelle assemblée 2016/2018 a été élue jusqu'en juin 2018. Dans

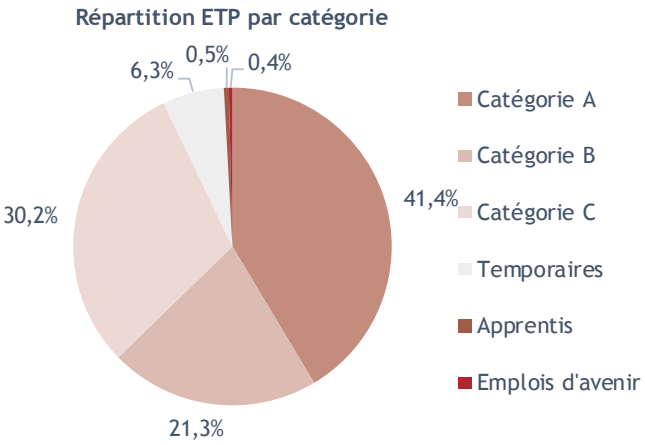
Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

le cadre de ce mandat, une forte implication des élus régionaux a été souhaitée en terme de rencontres avec les élus du CRJ mais également en ce qui concerne l'élaboration de politiques publiques.

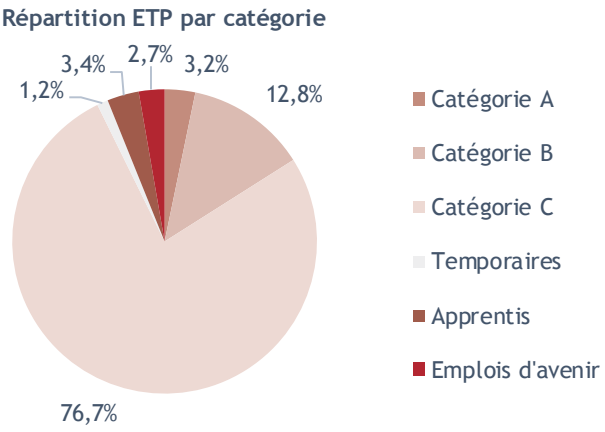
II. Leviers d'action et modalités de mise en œuvre

// Moyens humains

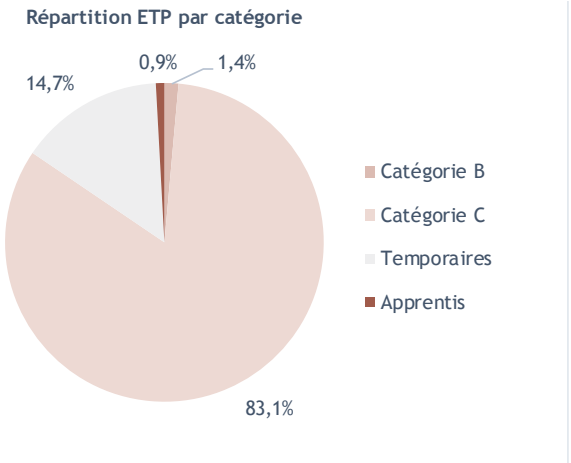
Mission 3 - Pour une formation permettant à chacun de construire son propre parcours vers la compétence et l'emploi	
Équivalent temps plein (ETP) et masse salariale ***Agents des services centraux***	2016
Catégorie A	82,2
Catégorie B	42,3
Catégorie C	59,9
Temporaires	12,4
Apprentis	1,0
Emplois d'avenir	0,7
Total ETP	198,5
Total Masse salariale	9 806 188 €



Mission 3 - Pour une formation permettant à chacun de construire son propre parcours vers la compétence et l'emploi	
Équivalent temps plein (ETP) et masse salariale ***Agents des unités territoriales***	2016
Catégorie A	3,4
Catégorie B	13,5
Catégorie C	80,9
Temporaires	1,2
Apprentis	3,6
Emplois d'avenir	2,9
Total ETP	105,5
Total Masse salariale	3 830 565 €



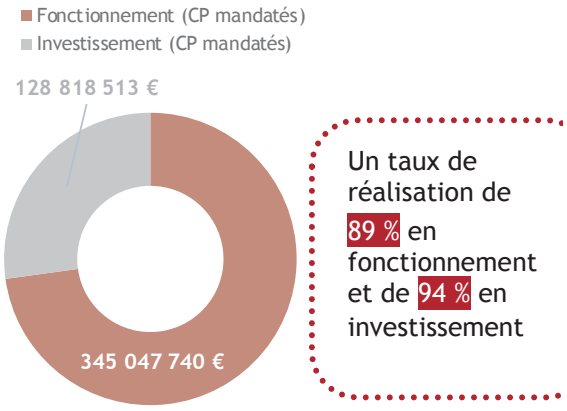
Mission 3 - Pour une formation permettant à chacun de construire son propre parcours vers la compétence et l'emploi	
Équivalent temps plein (ETP) et masse salariale ***Agents des lycées***	2016
Catégorie B	37,1
Catégorie C	2 175,6
Temporaires	383,9
Apprentis	22,6
Total ETP	2 619,2
Total Masse salariale	88 317 554 €



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

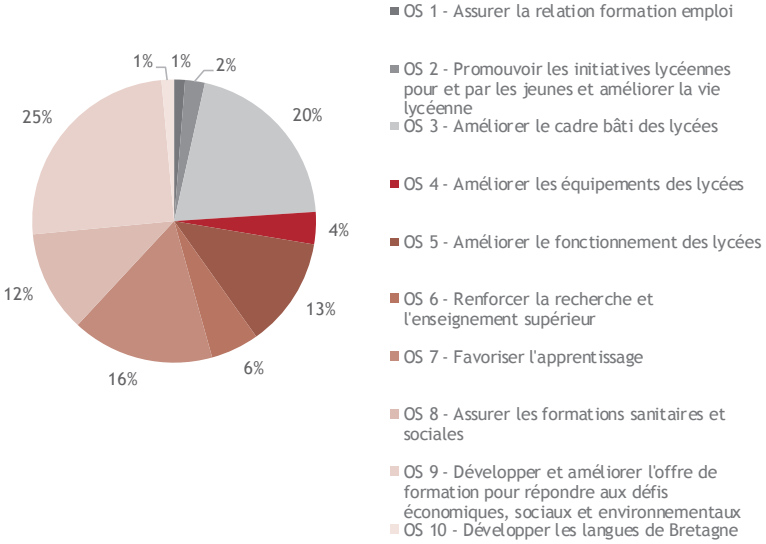
// Répartition des dépenses

Les dépenses



Un taux de réalisation de 89 % en fonctionnement et de 94 % en investissement

Répartition des dépenses de la Mission 3 par OS [Total des CP mandatés en I et F]



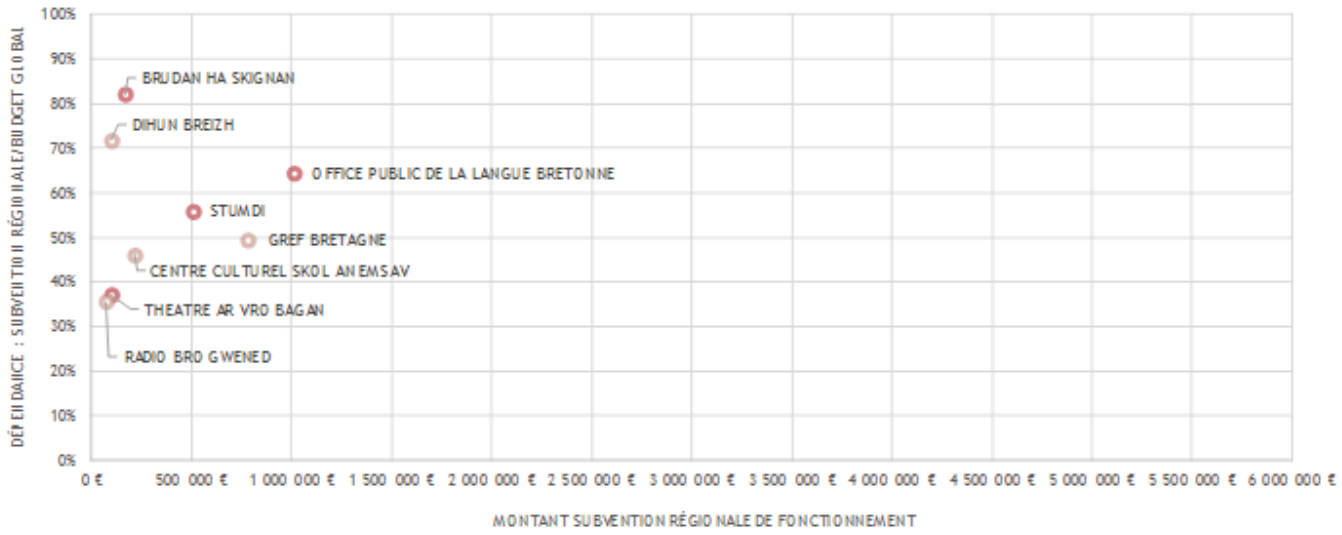
> Dépenses par programme

Mission 3 - Pour une formation permettant à chacun de construire son propre parcours vers la compétence et l'emploi	CP votés en 2016	CP mandatés en 2016	Taux de réalisation
OS 1 - Assurer la relation formation emploi	6 428 000 €	5 841 800 €	91%
Fonctionnement	6 428 000 €	5 841 800 €	91%
Investissement	0 €	0 €	NA
OS 2 - Promouvoir les initiatives lycéennes pour et par les jeunes et améliorer la vie lycéenne	12 825 000 €	10 673 874 €	83%
Fonctionnement	12 800 000 €	10 663 758 €	83%
Investissement	25 000 €	10 116 €	40%
OS 3 - Améliorer le cadre bâti des lycées	101 751 417 €	97 009 011 €	95%
Fonctionnement	8 400 000 €	7 321 538 €	87%
Investissement	93 351 417 €	89 687 473 €	96%
OS 4 - Améliorer les équipements des lycées	17 673 583 €	17 450 766 €	99%
Fonctionnement	500 000 €	434 441 €	87%
Investissement	17 173 583 €	17 016 326 €	99%
OS 5 - Améliorer le fonctionnement des lycées	60 620 000 €	59 407 791 €	98%
Fonctionnement	60 620 000 €	59 407 791 €	98%
Investissement	0 €	0 €	NA
OS 6 - Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur	26 901 500 €	26 058 186 €	97%
Fonctionnement	12 905 000 €	12 272 776 €	95%
Investissement	13 996 500 €	13 785 411 €	98%
OS 7 - Favoriser l'apprentissage	89 281 685 €	76 838 636 €	86%
Fonctionnement	81 281 685 €	72 674 158 €	89%
Investissement	8 000 000 €	4 164 478 €	52%
OS 8 - Assurer les formations sanitaires et sociales	55 528 800 €	55 022 725 €	99%
Fonctionnement	51 861 000 €	51 418 184 €	99%
Investissement	3 667 800 €	3 604 540 €	98%
OS 9 - Développer et améliorer l'offre de formation pour répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux	146 496 825 €	118 768 235 €	81%
Fonctionnement	146 496 825 €	118 768 235 €	81%
Investissement	0 €	0 €	NA
OS 10 - Développer les langues de Bretagne	7 594 000 €	6 795 229 €	89%
Fonctionnement	6 796 000 €	6 245 060 €	92%
Investissement	798 000 €	550 169 €	69%
Dépenses totales de la Mission (I et F)	525 100 810 €	473 866 253 €	90%
Total Fonctionnement	388 088 510 €	345 047 740 €	89%
Total Investissement	137 012 300 €	128 818 513 €	94%

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

// Appui aux partenaires

Le graphique suivant présente les principaux organismes extérieurs financés par la Région à plus de 75 K€ en fonctionnement, et dont la part du financement régional représente à minima 30 % du budget de fonctionnement de l'organisme.



Zoom sur le GREF BRETAGNE

Le GREF Bretagne a été créé en 2002 en Groupement d'Intérêt Public (GIP) financé par l'Etat et la Région. C'est un acteur régional au service de l'Etat, de la Région et de l'ensemble des professionnel.le.s intervenant sur le champ de l'emploi, de l'orientation et de la formation professionnelle.

Le GREF Bretagne a déployé trois missions :

- Développer sa fonction d'expertise sur le champ de l'emploi et de la formation,
- Offrir un accompagnement des partenaires de l'emploi et de la formation,
- Assurer un rôle d'ensemblier permettant de croiser des informations et des analyses issues de sources différentes et complémentaires afin de les mettre en cohérence.

Budget : 1,6 M€ avec un résultat net de l'exercice 2015 de 76 K€.

Zoom sur l'office public de la langue bretonne

L'établissement public de coopération culturelle *Ofis publik ar Brezhoneg - Office public de la langue bretonne* regroupe la Région Bretagne, la Région des Pays-de-la-Loire, l'Etat et les départements (22,29,35,44,56). Il a pour missions la promotion de la langue bretonne, le développement de son emploi dans l'ensemble des domaines de la vie sociale (en particulier la structuration du développement de l'offre d'enseignement bilingue), l'enrichissement du corpus de la langue ainsi que son adaptation continue au monde contemporain. Budget : 1 574 K€ en 2015

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M3 P 301 Assurer la qualité de la relation emploi formation par la connaissance, la concertation et l'orientation

2016 en Bref

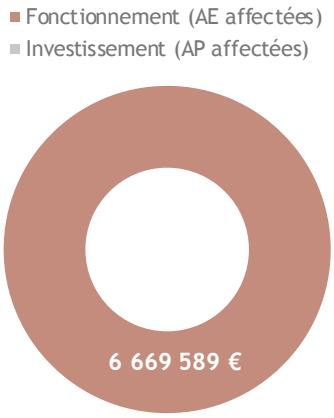
En 2016, les travaux préparatoires à l'élaboration du *Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle*(CPRDFOP) ont été lancés au sein du *Comité régional de l'emploi de l'orientation et de la formation professionnelle* (CREFOP). La carte des formations professionnelles initiales a été adoptée pour la première fois en session du Conseil régional. Le plan de professionnalisation dans le cadre du service public régional de l'orientation s'est déployé sur tout le territoire et a concerné des conseillers de toutes les structures membres du *Service public régional de l'orientation*.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	Actions
1 Développer l'observation de la relation emploi-formation	[I - 1] Garantir une démarche structurelle d'observation à l'échelle régionale
	[I - 2] Développer l'apport de connaissances thématiques complémentaires
2 Assurer la gouvernance du Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle (CPRDFOP)	
3 Mettre en place le service public régional de l'orientation	[III - 1] Accompagner les réseaux régionaux
	[III - 2] Développer la professionnalisation et l'ingénierie
	[III - 3] Faciliter l'information des publics
	[III - 4] Coordonner les plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs
4 Accompagner les publics jeunes en difficulté sur tout le territoire	

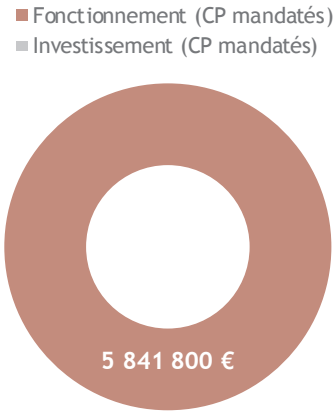
5,8 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 98 % en fonctionnement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 91 % en fonctionnement

// Analyse des principales réalisations de l'année

- ### Un accompagnement renforcé vers la qualification des publics jeunes [IV]

On constate en 2016 une baisse du nombre de jeunes accueillis par les *Missions Locales* que l'on peut estimer à *-4,4 %* par rapport à 2015. On note que la part des jeunes bénéficiant d'un suivi particulier augmente. La fréquence des entretiens dont ils bénéficient, restant de bon niveau (6 entretiens par an en moyenne), est imputable au déploiement depuis 2015 de l'accompagnement des jeunes en *Garantie Jeune* sur l'ensemble de la région.

Après des années d'augmentation en continu, la demande d'emploi des jeunes de moins de 26 ans a diminué de 6,7 %, contre 8,1 % au niveau national. Ces jeunes représentent environ 16,6 % de la demande d'emploi en Bretagne en 2016, ils sont 15 % au niveau national.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17-DEF_SEGFP_01-DE

Le contexte économique s'améliorant et les mesures pour l'emploi proposées aux jeunes les moins qualifiés en 2016 s'étant détendues, le nombre d'accès à l'emploi a augmenté en 2016. Les accès à l'emploi alternant, contrats de professionnalisation et d'apprentissage pour les jeunes suivis par les Missions locales semblent avoir profité de cette embellie.

Indicateur N°1 [N°IV] - Niveau de formation des jeunes accueillis en Mission Locale (ML)	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Estimation 2016	Valeur cible 2016
Nombre de jeunes peu qualifiés (niveau infra IV) accueillis en ML	49 371	48 460	46 167	49 000
Proportion des jeunes femmes	48,1 %	-	44,4 %	
Part des jeunes actifs (niveau infra IV)	52 %	52 %	52 %	52 %
Nombre de jeunes suivis par conseiller technique	182	128	130	150

On observe, en 2016, une tendance à la hausse d'environ 13 % pour l'accès à la formation qualifiante des jeunes suivis par les *Missions locales*. Cette hausse est liée à la déclinaison régionale du plan *500 000 formations supplémentaires* ainsi qu'au maintien des actions vers l'alternance menées par les Missions locales pour leurs publics. Le dispositif *Contrat d'accès à la qualification* facilite également l'accès à la qualification pour les jeunes issus d'une P*late-forme d'orientation professionnelle* ou d'une *Prestation préparatoire à l'insertion* : en 2016, les entrées en formation sur ces prestations ont diminué de 15 % entraînant de fait une diminution des entrées en CAQ.

Indicateur N°2 [N°IV] - Accès à la qualification	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre de jeunes suivis entrés en qualification (alternance, PBF...)	4 777	4 150	4 532	5 000
Proportion de jeunes femmes	*43 %*	*43 %*	49,2 %	

- ## Un suivi d'insertion consolidé sur l'ensemble des dispositifs de formation professionnelle de la Région [I - 2]

L'enquête IROISE, qui couvre l'ensemble des dispositifs de formation relevant de la compétence de la Région, permet un suivi régulier des conditions d'insertion des personnes formées. Ces données participent à la fois à l'instruction des projets au titre de la carte des formations professionnelles initiales, à l'adaptation de l'offre régionale en matière de formation continue et, plus globalement, à la définition des politiques régionales en matière de formation tout au long de la vie.

Indicateur N°3 [N°I] - Enquête IROISE sur l'insertion	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Apprentissage			
Cohorte étudiée		Cohorte 2014	Cohorte 2014
Délai d'observation		7 mois	18 mois (sept 2016)
% de bénéficiaires suivis		72 %	69 %
Taux d'insertion		60 %	75 %
Délai d'observation		12 mois	
% de bénéficiaires		72 %	
Taux d'insertion		69 %	
Formation sanitaires et sociales	Diplômés 2013		Diplômés 2014
Cohorte étudiée	IDE/ASS/ES (*)		
Délai d'observation	15 mois		16 mois
% de bénéficiaires suivis	58 %/78 %/77 %		63 %
Taux d'insertion	90 %/76 %/74 %		86 %
Programme Bretagne Formation			
Cohorte étudiée			
Délai d'observation	PBF 2011-12		
% de bénéficiaires suivis	12 mois		
Taux d'insertion	49 %		
	65 %		

(*) IDE Infirmier diplômé d'Etat ; ASS Assistant de service social ; ES Educateur Spécialisé / Le taux d'insertion représente le % de bénéficiaires du dispositif ayant obtenu un emploi à l'issue du délai d'observation, sur l'échantillon observé (% de bénéficiaires suivis).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M3 P 302 Favoriser les initiatives des jeunes en formation, leur mobilité et les projets éducatifs des lycées

2016 en Bref

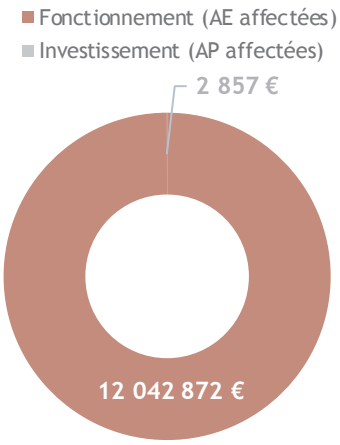
Dans le cadre des politiques éducatives volontaristes mises en œuvre à l'attention des jeunes bretons, la réponse positive de l'agence Erasmus+ en juin dernier aux deux projets européens B-MOUVE a permis de financer la mobilité d'élèves, d'étudiants et de personnels des établissements de formation sanitaire et sociale. La continuité de l'accompagnement des projets éducatifs *Karta Bretagne* a contribué à mettre en réseau des acteurs des lycées bretons sur des thèmes spécifiques. A la rentrée 2016, l'accompagnement financier de la collectivité concernant l'acquisition des manuels scolaires a évolué avec la mise en œuvre de conventions avec les lycées ou les associations de parents, permettant une gestion collective.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Encourager les dynamiques éducatives dans les lycées et avec les lycéens	2 Développer la mobilité internationale des apprenants	3 Promouvoir les initiatives associatives et soutenir les familles
Actions	[I - 1] Promouvoir l'éducation citoyenne et éco-citoyenne dans les lycées	[II - 1] Favoriser les mobilités collectives des publics prioritaires de la Région	[III - 1] Soutenir les projets éducatifs associatifs
	[I - 2] Permettre l'expression et la création de projets par les jeunes bretons	[II - 2] Accompagner les séjours d'études et stages individuels à l'international	[III - 2] Soutenir les familles pour l'acquisition de matériels professionnels
	[I - 3] Valoriser les filières professionnelles des lycées et renforcer les liens avec le milieu économique	[II - 3] Encourager l'accueil de jeunes étrangers dans les établissements de formation	
		[II - 4] Informer les jeunes bretons	

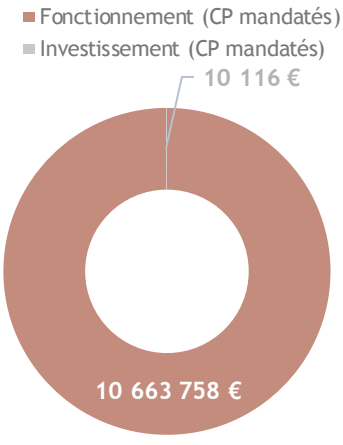
10,7 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de **100 %** en fonctionnement et de **2 %** en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de **83 %** en fonctionnement et de **40 %** en investissement

> Le faible taux d'affectation en investissement concerne spécifiquement l'action *Qualycée* pour laquelle les crédits affectés répondent à des demandes ponctuelles de petits équipements et matériel.

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Encourager les dynamiques éducatives dans les lycées et avec les lycéens [I]

L'accompagnement régional des projets éducatifs de l'ensemble des lycées bretons s'est poursuivi en 2016 grâce au dispositif *Karta Bretagne*. Suite aux évolutions de calendrier proposées, le nombre de projets déposés en fin d'année scolaire (juin) est croissant, ce qui démontre l'intérêt des équipes éducatives pour cette nouvelle date d'appel à dépôt. En appui de cette action, un guide des structures ressources, actualisé chaque année, est proposé aux établissements pour faciliter le montage de projets de qualité prenant appui sur des partenariats locaux. La

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF-SEGEP_01-DE

répartition des projets par axe est dans la continuité des années précédentes avec une forte proportion d'actions artistiques et culturelles.

En novembre 2016, les acteurs d'une trentaine de lycées bretons se sont retrouvés à Lorient dans le cadre du dispositif *Karta Bretagne* sur le thème de la sensibilisation à l'économie sociale et solidaire.

Indicateur N°1 [I-1] - *Karta Bretagne* - Nombre d'actions soutenues	Réalisation 2013-14	Réalisation 2014-15	Réalisation 2015-16	Budget alloué 2015-16
Santé et qualité de vie	185	188	177	126 K€
Développement durable et agenda 21	266	240	240	237 K€
Ouverture des jeunes au monde	460	428	421	723 K€
Education artistique, sensibilisation à l'art, à la culture et aux sciences et techniques	819	898	895	936 K€
Egalité fille garçon et lutte contre toutes les discriminations	93	99	100	84 K€
TOTAL	1 823	1 850	1833	2 106K€

Par ailleurs, pendant le 1er trimestre 2016, trois projets de films consacrés à la lutte contre les préjugés, l'alcool et les fêtes et le gaspillage alimentaire en restauration scolaire ont été finalisés par le Conseil régional des jeunes.

- ## L'appui aux mobilités collectives et individuelles des apprenants et établissements bretons [II]

Ces mobilités se déroulent en très grande majorité en Europe et concernent :

- des apprentis, élèves/étudiants de formation sanitaire ou sociale et des stagiaires de la formation continue pour la mobilité collective ;

- des lycéens professionnels, des apprentis, des élèves/étudiants de formation sanitaire ou sociale, des étudiants en BTS, DUT et Licence/Master pour les bourses de mobilité individuelle du dispositif "Jeunes à l'international" ;

- des étudiants et personnels des formations sanitaire ou sociale pour les bourses Erasmus+.

L'agence Erasmus+ a permis de financer une centaine de mobilités dans le cadre de deux projets européens B-MOUVE.

Indicateur N°2 [II] - Bénéficiaires des aides régionales à la mobilité	Réalisation 2013-14	Réalisation 2014-15	Réalisation 2015-16	Valeur cible 2015-16
Nombre d'apprenants bénéficiaires d'une aide à la mobilité collective	1 337	1057	944	1 100
Nombre d'apprenants bénéficiaires d'une aide à la mobilité individuelle	1949	2177	2271	2 300
Nombre d'apprenants et formateurs bénéficiaires d'une aide Erasmus+ (projet B'MOUVE)	/	/	24	/
Nombre total d'apprenants bénéficiaires	*3 286*	*3 234*	*3 239*	*3 300*
Dont % de femmes	*54 %*	*52 %*	*52%*	*50 %*
Nombre d'établissements bénéficiaires d'une aide à la recherche de partenaires	12	10	12	12

Les mobilités collectives, souvent co-financées par la Région et le programme Erasmus+, ont concerné moins d'apprenants en 2015-16 en raison de l'insuffisance des financements européens dédiés aux mobilités de la formation professionnelle.

Un second projet européen, au profit des élèves (niveaux V et IV), ayant été financé par l'Europe en 2016, une forte augmentation du nombre de bénéficiaires des bourses Erasmus+ est attendue en 2016-2017.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M3 P 303 Adapter le patrimoine bâti à l'accueil des lycéens

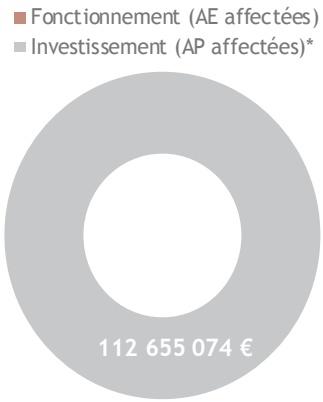
2016 en Bref

En proposant un plan d'action sur 2 ans, le *Schéma Directeur Immobilier* (SDI) constitue un cadre orientant les actions de la Région sur le bâti. Par ce schéma, la Région améliore la lisibilité de sa stratégie sur les 2 millions de mètres carrés bâtis des 116 lycées. Elle se donne aussi la possibilité d'expérimenter de nouveaux montages opérationnels comme celui du marché global de performance pour le lycée de Bréquigny ayant pour objet la réhabilitation, l'extension et la mise à niveau énergétique du site ouest du lycée.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Disposer des capacités d'accueil répondant aux évolutions des effectifs	2 Adapter les locaux aux évolutions des besoins des usagers
Actions	[I - 1] Construire de nouveaux lycées	[II - 1] Améliorer les conditions d'accueil dans les lycées
	[I - 2] Restructurer et accroître les capacités d'accueil des locaux existants	[II - 2] Améliorer l'accès aux ressources numériques
		[II - 3] Permettre aux lycéens de disposer d'espaces sportifs pour l'EPS

Les affectations



Un taux d'affectation de 100 % en investissement

Les dépenses

Un taux de réalisation de 92 % en investissement

*L'Autorisation pluriannuelle a été ouverte en 2015, les résultats correspondent au cumul (montant affecté en 2016 : 60,3 M°€)

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Construire de nouveaux lycées [I-1]

En février 2016, l'internat du lycée Florence Arthaud à St Malo a été livré, permettant ainsi l'accueil de 112 internes. Ce nouvel établissement représente près de 9 000 m² et un investissement de la Région de 24 M€. Au cours de l'année, la procédure de concours d'architecture concernant la construction du lycée de Liffré a été finalisée et certaines phases d'études ont été validées. Les premiers travaux sont prévus début 2018 permettant l'accueil de 1 200 élèves sur près de 10 000 m² (projet estimé à 47 M€). Les échanges avec la Ville de Ploërmel ont permis de positionner l'emprise du terrain mis à disposition de la Région pour la construction d'un nouveau lycée public (projet estimé à 35 M€ dont 6M€ affectés en 2016). La procédure de concours d'architecture a été lancée à l'automne 2016.

• Restructurer et accroître les capacités d'accueil des locaux existants [I-2]

La restructuration du lycée Jean Brito à Bain de Bretagne est réalisée en plusieurs phases (projet estimé à 16 M€ dont 7 M€ payés en 2016). Au cours de l'année, le pôle logistique, l'infirmerie et la salle de permanence ont été

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

livrés et les travaux de construction de salles de cours ont débuté (livraison prévue en juin 2017). Le lycée Théodore Monod au Rheu fait l'objet de deux projets d'envergure : la restructuration du service de restauration (estimé à 6 M€), pour lequel les études sont en cours ainsi que l'extension des locaux d'enseignement et notamment les espaces scientifiques. Les études de maîtrise d'œuvre sont également lancées pour la restructuration des locaux d'enseignement des lycées René Cassin à Montfort (estimée à 8,5 M€), Jean Macé et Victor et Hélène Basch à Rennes (estimé respectivement à 4 M€ et 19,5 M€).

Indicateur N°1 [I-2] - Capacités d'accueil	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Budget global des extensions et des constructions neuves	5,4 M€	15,5 M€	6 M€
Budget consacré à la rénovation des locaux d'enseignement	3,1 M€	3,4 M€	3,4M€

- ## Améliorer les conditions d'accueil dans les lycées [II-1]

De nombreuses réceptions de travaux ont été effectuées en 2016, notamment l'internat du lycée Fulgence Bienvenue à Loudéac, les services de restauration des lycées A. Ronarc'h à Brest, Chateaubriand à Combourg, La Lande de la Rencontre à St Aubin du Cormier et Joseph Loth à Pontivy ou les ateliers « moteurs marins » du lycée Pierre Guéguin à Concarneau. D'importantes consultations de maîtrise d'œuvre ont été réalisées : l'internat de Colbert à Lorient (projet estimé à 16 M€), la mise à niveau énergétique et l'extension du site de Bréquigny (estimée à 30 M€) à Rennes (1er marché global de performance de la collectivité). Des études ont été enclenchées : le service de restauration du lycée Ernest Renan à St Brieuc (estimé à 6,5 M€), les ateliers de maintenance véhicules automobiles au lycée professionnel de Pont de Buis (estimé à 5,5 M€ dont 0,8 M€ réalisés en 2016), la construction d'un espace scientifique au lycée Brizeux de Quimper (projet estimé à 20M€) ou l'extension du service de restauration du lycée Charles de Gaulle à Vannes (estimé à 7 M€). Enfin, les travaux portant sur la restructuration du lycée Tristan Corbière à Morlaix (15M€), l'extension et la restructuration du lycée Mendès-France à Rennes (14 M€), la construction de l'internat du lycée Brocéliande à Guer (12 M€) se sont poursuivis avec des réceptions prévues respectivement pour 2017 et 2018.

Indicateur N°2 [II-1] - Améliorer les conditions d'accueil dans les lycées	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Budget pour la modernisation des services de restauration	18,9 M€	4,8 M€	10,3 M€
Nombre de repas servis dans les services de restauration rénovés (chantiers)	1 600	3 250	4 550
Budget des opérations de construction et de rénovation d'internats	1,6 M€	2,3 M€	6 M€
Nombre de lits dans les internats rénovés ou construits (chantiers)	215	150	170

- ## Améliorer l'accès aux ressources numériques [II-2]

Les études de maîtrise d'œuvre ont été réalisées pour la rénovation du réseau global du lycée Rabelais à Saint Brieuc et la mise en place d'un réseau global au lycée Marcellin Berthelot à Questembert (2 M€ pour les 2 projets). Parallèlement, les premiers diagnostics portant sur l'état des réseaux informatiques de l'ensemble des lycées publics bretons ont été lancés.

Indicateur N°3 [II-2] - Participer à la modernisation et à l'innovation pédagogique	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Dépenses consacrées aux réseaux informatiques des lycées	0,5 M€	1,1 M€	1,4 M€

- ## Permettre aux lycéennes et lycéens de disposer d'espaces sportifs pour l'EPS [II-3]

En 2016, les études de maîtrise d'œuvre portant sur la réfection d'une piste d'athlétisme au lycée Joliot Curie ont été menées (les travaux seront réalisés courant 2017). Des travaux transitoires ont été réalisés sur le gymnase du lycée Félix le Dantec à Lannion (estimé à 3 M€) afin de maintenir son utilisation avant la construction d'une nouvelle structure (horizon 2020-2021). Le programme nécessaire à la construction de ce nouvel équipement a été initié ainsi que pour les lycées Rosa Parks à Rostrenen et Paul Sérusier à Carhaix (8 M€) ; la finalisation est prévue pour juin 2017.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M3 P 304 Participer aux investissements immobiliers dans les établissements privés

2016 en Bref

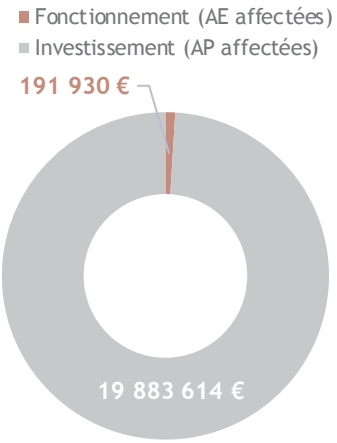
La Région participe aux investissements des établissements privés sous contrats en accompagnant leurs besoins de construction, de modernisation et de mises aux normes de locaux. En 2016, une nouvelle nomenclature des travaux a été mise en place permettant de disposer d'une information croisée sur la destination des financements : fonction des locaux (enseignement / vie dans l'établissement…), catégorie d'opération (construction / rénovation / mise en conformité), nature des travaux (conformité électrique / revêtements finitions / chauffage…)

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Préserver la sécurité et l'accessibilité des usagers	2 Améliorer les conditions d'accueil dans les lycées
Actions	[I - 1] Participer à la mise en conformité des locaux	[II - 1] Adapter les locaux aux évolutions des besoins des usagers
	[I - 2] Améliorer l'accessibilité des usagers	[II - 2] Maîtriser les consommations énergétiques et d'eau
		[II - 3] Participer à la conservation du bâti

22,0 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 96 % en fonctionnement et de 100 % en investissement

Les dépenses

Un taux de réalisation de 0 % en fonctionnement et de 100 % en investissement

> En fonctionnement, la rémunération des réseaux CAEC, CREAP et FRMFR est intervenue en 2017 ce qui explique le taux de réalisation de 0%.

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Adapter les locaux aux évolutions des besoins des usagers [II-1]

En 2016, 247 nouvelles opérations de travaux ont été financées pour un montant de 19.8 M€ dont 14.8M€ pour les lycées Education Nationale (CAEC), 3.6M€ pour les lycées agricoles (CREAP) et 1,5 M€ pour les maisons familiales et rurales (MFR) :

- 80 dossiers concernent la fonction « enseignement » pour 7.2 M€ (36%) ;
- 47 dossiers la fonction « vie dans l'établissement » pour 6.7 M€ (33%) ;

Certains dossiers (98, 4.4 M€) concernent plusieurs fonctions ou ne peuvent être rattachés à une fonction en particulier. Il s'agit notamment d'opérations de travaux globales ou bien concernant la réfection de toiture ou de ravalement par exemple.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Indicateur N°1 [II-1] - Répartition des crédits par fonction	Réalisation 2016	
Fonction	Nombre	Montant M€
1 - Fonction Accueil	2	0,28
2 - Fonction enseignement : enseignement général	11	0,67
3 - Fonction enseignement : enseignement technologique et professionnel	47	5,76
4 - Fonction enseignement : CDI	2	0,02
5 - Fonction enseignement : espaces scientifiques	6	0,35
6 - Fonction enseignement : installations sportives	14	0,41
7 - Fonction vie dans l'établissement : restauration	24	1,50
8 - Fonction vie dans l'établissement : internat	15	4,81
9 - Fonction vie dans l'établissement : autres espaces	8	0,37
10 - Fonction transversale : sanitaires	5	0,16
11 - Fonction transversale : circulation	15	0,29
12 - Toutes fonctions	98	4,44
Poursuite opérations 2015 hors nomenclature	3	0,83
Total général	250	19,88

- Participer à la mise en conformité des locaux [I-1], maitriser les consommations énergétiques et d'eau [II-2]

Parmi les 247 nouvelles opérations de travaux financées en 2016, 57 concernent la sécurité et la mise en conformité (1.2 M€) et 29 des travaux de maitrise des consommations énergétiques (0.73 M€).

Indicateur N°2 [I-1] - Répartition des crédits par nature d'opération	Réalisation 2016	
Catégorie	Nombre	Montant M€
0 - Restructuration lourde	25	4,93
1 - Construction	35	10,17
2 - Rénovation intérieure	68	1,41
3 - Sécurité et mise en conformité	57	1,18
4 - Maîtrise des consommations énergétiques	29	0,73
5 - Clos couvert	16	0,38
6 - Aménagements extérieurs	17	0,26
Poursuite opérations 2015 hors nomenclature	3	0,83
Total général	250	19,88

Les opérations de construction et de restructuration représentent le quart des dossiers et mobilisent les trois quarts des crédits. En dehors de ces opérations particulières, le tableau suivant ventile les travaux selon leur nature.

Indicateur N°3 [II-2] - Répartition des crédits par type de travaux	Réalisation 2016	
Nature des travaux	Nombre	Montant k€
Accès et clôture	8	33
Amélioration accessibilité	20	590
Chauffage et eau chaude sanitaire	10	398
Conformité des ascenseurs	3	9
Conformité électrique : courants faibles	8	101
Conformité électrique : courants forts	13	238
Enduit / ravalement / bardage	4	96
Enveloppe du bâtiment : Isolation, menuiseries extérieures	21	470
Equipements fixes ou intègres au bâti	24	173
Revêtements - finitions -aménagements intérieurs	38	740
Sécurité incendie	6	154
Toiture / charpente	12	280
Travaux d'hygiène	6	65
Ventilation / extraction et plomberie sanitaire	5	146
Vrd et espaces verts	7	193
Total général	185	3 686

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M3 P 305 Mettre en œuvre une stratégie immobilière de gestion du patrimoine bâti des lycées

2016 en Bref

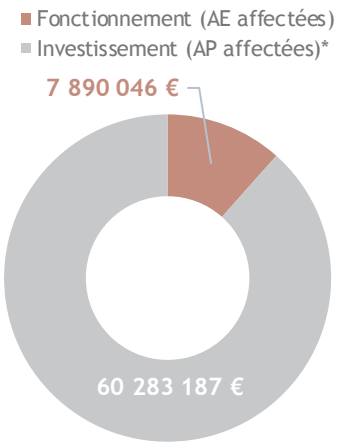
Un tiers du budget de l'année a été consacré aux opérations liées au maintien des sites, réparations et renouvellement des ouvrages, et notamment aux travaux de réfection des façades et menuiseries, tels qu'au sein des lycées Freyssinet à St Brieuc et Jean-Marie Le Bris à Douarnenez.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Conduire la stratégie immobilière de gestion du patrimoine	2 Préserver la sécurité et l'accessibilité des usagers	3 Assurer la maintenance et l'amélioration du patrimoine
Actions	[I - 1] Améliorer la connaissance du patrimoine	[II - 1] Assurer la sécurité et l'accessibilité des usagers	[III - 1] Assurer les grosses réparations et le renouvellement des ouvrages
	[I - 2] Piloter la mise en œuvre de la stratégie	[II - 2] Mobiliser les moyens permettant de faire face aux situations exceptionnelles	[III - 2] Optimiser les installations de chauffage et développer le recours aux énergies renouvelables
			[III - 3] Assurer la maintenance et l'entretien des lycées par les équipes mobiles d'assistance technique

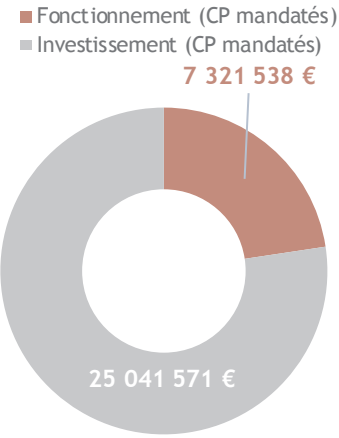
32,4 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 99 % en fonctionnement et de 94 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 89 % en fonctionnement et de 100 % en investissement

*L'Autorisation pluriannuelle a été ouverte en 2015, les résultats correspondent au cumul (montant affecté en 2016 : 29,4 M€)

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Conduire la stratégie immobilière de gestion du patrimoine [I]

Cette action représente 19 % des crédits affectés et 17% des crédits réalisés au cours de l'année. Le *Schéma Directeur Immobilier* (SDI), adopté en session de décembre, est un document stratégique de référence qui fixe les orientations fondamentales d'aménagement et de développement du patrimoine immobilier. Il se décline, tous les deux ans, en un plan d'actions permettant d'une part de donner aux établissements de la visibilité des interventions programmées sur les sites qui les concernent et d'autre part, de permettre au système de production (administration régionale, mandataire) d'agir dans un cadre stabilisé et ainsi de favoriser la mise en place d'actions permettant d'optimiser les conditions de réalisation des opérations.

• Assurer la sécurité et l'accessibilité des usagers [II-1]

Cette action représente 14 % des crédits affectés et 25% des crédits réalisés au cours de l'année. Les opérations portant sur la sécurité incendie (remplacement de système de sécurité incendie dans les internats), sont en cours

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

d'études au lycée Paul Sérusier à Carhaix et au lycée Joseph Loth à Pontivy. Ils ont fait l'objet d'une réception à l'EREA de Ploemeur début 2016. Concernant la mise conformité (électrique et/ou accessibilité), la procédure de désignation d'un maître d'œuvre a été lancée pour le lycée Rabelais à St Brieuc (projet estimé à 150K€) et les réceptions ont été prononcées pour les lycées La Fontaine des Eaux à Dinan (121K€), Roz Glas à Quimperlé (120K€) ainsi que Bréquigny à Rennes (300K€).

Indicateur N°1 [II-1] – La sécurité et l'accessibilité des usagers	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Montant des investissements consacrés à la sécurité des personnes	2,7 M€	4,5 M€	1,5 M€
Nombre et pourcentage des bâtiments sous avis favorables des commissions de sécurité	850 94,5 %	824 94,9 %	814 93,24%
Dépenses consacrées à l'amélioration des locaux de travail (ateliers, EMAT et salles de réunion, vestiaire) hors opération globale	2,4 M€	2,9 M€	1,2 M€

- ## Mobiliser les moyens permettant de faire face aux situations exceptionnelles [II-2]

Cette action représente 19% des crédits affectés et 12% des crédits réalisés au cours de l'année. 5 M€ ont financé des travaux non prévus et urgents, tels que lever des réserves après les contrôles périodiques ou des commissions de sécurité, rénover un logement de fonction ou pour remédier à des situations exposant les usagers des lycées à un danger, le plus souvent dans l'attente de travaux correctifs. Ces travaux sont très souvent confiés aux établissements sous forme de Délégation de Maîtrise d'Ouvrage (DMO).

- ## Assurer les grosses réparations et le renouvellement des ouvrages [III-1]

Cette action représente 35 % des crédits affectés et 31% des crédits réalisés au cours de l'année. Une grande part des grosses réparations porte sur les ouvrages assurant le clos et couvert des bâtiments (notamment les toitures, façades et menuiseries extérieures), soit près de 13 M€ en 2016 (hors opérations de restructuration globale). Ces interventions intègrent les objectifs de rénovation thermique des bâtiments.

- ## Optimiser les installations de chauffage [III-2]

Cette action représente 3% des crédits réalisés au cours de l'année. L'internat du lycée Fulgence Bienvenue a été raccordé au réseau de chaleur bois énergie. L'installation neuve de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire du lycée La Closerie à St Quay Portrieux a été réceptionné en mars 2016. Les chaudières ont été remplacées, et deux sous-stations ont été créées dans les deux bâtiments d'internat qui n'en disposaient pas. L'opération « Chaufferie » au lycée Jean Macé à Rennes consiste à remplacer les chaudières fioul par des chaudières gaz. La création d'une chaufferie dédiée à la production d'eau chaude sanitaire de l'internat est également prévue. Les travaux ont débuté en juin 2016 et le montant projeté de l'opération est de 1 M€.

Indicateur N°2 [III-2] – Maîtriser les coûts de fonctionnement des lycées	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Dépenses consacrées à l'optimisation des installations de chauffage (hors opérations globales)	0,5 M€	0,8 M€	0 €
Dépenses consacrées à l'isolation thermique des lycées (y compris les travaux inclus dans des opérations globales)	13,9 M€	9,3 M€	7,9 M€
Energie solaire produite dans les lycées (cumulé en kwh)	297 500	409 200	641 600

- ## Assurer la maintenance et l'entretien des lycées par les *Equipes mobiles d'assistance techniques* (EMAT) [III-3]

Cette action représente 13% des crédits affectés et 12 % des crédits réalisés au cours de l'année. Les EMAT assurent la maintenance spécialisée des installations techniques des lycées, en complément de la maintenance courante réalisée par les agents en lycée. Les actions des EMAT contribuent à la réduction des dépenses énergétiques des lycées en optimisant les installations thermiques et en accompagnant les lycées dans la conduite de leurs installations. Le système informatique de gestion de la maintenance (GMAO), déployé fin 2015, permet d'avoir une lecture de l'activité des EMAT. En 2016, 5 633 bons de maintenance préventive et 2 875 bons de maintenance corrective et améliorative ont été saisis dans cet outil, comptabilisant 54 172 heures de travail. L'expérimentation de l'entretien des espaces verts par éco-pâturage, initiée en 2015 et portant sur une stratégie d'abandon des produits phytosanitaires, a été reconduite dans les 2 lycées rennais concernés (lycée Pierre-Mendès France et Victor et Hélène Basch à Rennes).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M3 P 306 Améliorer les équipements dans les lycées publics

2016 en Bref

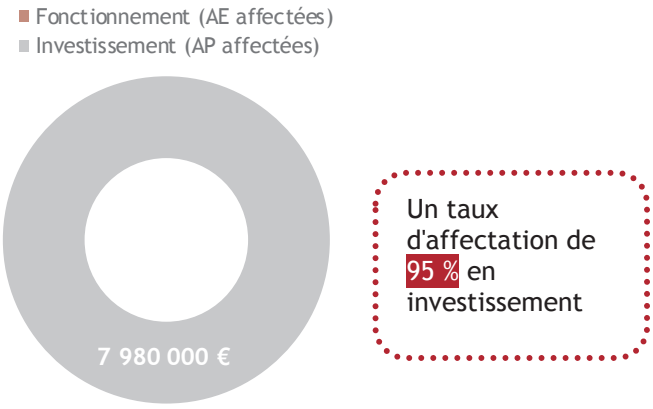
Le cadre d'intervention fixant les règles et niveaux de financement a été revu en 2016. Désormais l'essentiel des équipements liés à l'exploitation d'un lycée bénéficient d'un financement intégral de la Région. A l'inverse, les équipements pédagogiques, hormis les matériels onéreux, font l'objet d'un cofinancement avec les établissements.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Moderniser les équipements pour l'exploitation des lycées	2 Adapter les équipes pédagogiques
Actions	[I - 1] Modernisation des équipements des services d'entretien, d'hébergement et de restauration, des mobiliers et des véhicules	[II - 1] Adaptation des équipements aux évolutions pédagogiques et aux référentiels des formations
	[I - 2] Acquisition des équipements dans le cadre des *opérations de construction, de rénovation et de* restructuration	[II - 2] Acquisition des équipements pédagogiques liés aux évolutions de la carte des formations

10,3 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 95 % en investissement

Les dépenses

Un taux de réalisation de 100 % en investissement

// Analyse des principales réalisations de l'année

- ### Modernisation des équipements des services d'entretien, d'hébergement et de restauration, des mobiliers et des véhicules [I-1]

Cette action, 2,5 M€ en 2016, assure le financement des équipements qui concourent au fonctionnement normal d'un lycée : mobiliers (0,9 M€), véhicules (0,3 M€), petits matériels de restauration (0,25 M€), équipements d'entretien et de maintenance utilisés par les agents de la Région affectés en établissement (0,8 M€), équipements pour la sécurité des biens et des personnes (0,3 M€). La Région prend en charge intégralement ces dépenses hormis pour les petits équipements de restauration pour lesquels une contribution financière des établissements est demandée.

Indicateur N°1 [I-1] - Equipements des services d'entretien, d'hébergement et de restauration, des mobiliers et des véhicules	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Coût global de modernisation et de renouvellement des équipements	1,6 M€	1,6 M€	2,5 M€

Dans le cadre de la démarche d'amélioration des conditions de travail des agents chargés de l'entretien général des locaux des lycées, la Région a initié en 2016 la mise en place d'une nouvelle méthode de nettoyage par balayage

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

humide, plus ergonomique, efficace et économique. Ce dispositif a nécessité le remplacement de chariots de ménage dans les lycées pilotes pour un coût global de 250 k€.

- ## Acquisition des équipements dans le cadre des opérations de construction, de rénovation et de restructuration [I-2]

La Région accompagne les lycées en équipements mobiliers et matériels suite aux opérations de restructuration et de rénovation qu'elle réalise dans le cadre de la programmation pluriannuelle des investissements. Cette action a mobilisé 1,49 M€ sur l'AP ouverte en 2016. Parmi les principales réalisations figurent l'internat du lycée Fulgence Bienvenüe – Loudéac (0,23 M€), le nouveau bâtiment du lycée Pierre Mendes France - Rennes (0.19 M€), les services de restauration des lycées Chateaubriand – Combourg (0,25 M€), la lande de la rencontre – Saint Aubin du Cormier (0.15 M€), Joseph Loth – Pontivy (0,11 M€), le bâtiment d'externat du lycée Tristan Corbière - Morlaix (0,14 M€) ainsi que l'atelier de maintenance nautique du lycée Pierre Guéguin – Concarneau (0,1 M€).

Indicateur N°2 [I-2] - Equipements dans le cadre de l'accompagnement des constructions nouvelles, des rénovations et des restructurations	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Coût global de modernisation et de renouvellement des équipements	2,15 M€	0,98 M€	1,49 M€

- ## Adapter les équipements pédagogiques [II-1 / II-2]

La modernisation des équipements pédagogiques représente une part importante des crédits de ce programme. Les établissements transmettent leurs demandes annuelles d'équipement en concordance avec les référentiels de formation et les préconisations académiques. L'avis des corps d'inspection est requis pour les matériels les plus onéreux.

Indicateur N°3 [II] - Acquisition de matériels adaptés aux évolutions pédagogiques et aux référentiels des formations	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Dépenses d'équipements pédagogiques	6,3 M€	5,7 M€	3,9 M€
Dépenses par élève	83 €	76 €	49 €
Dont dépense d'équipement dans le cadre d'une ouverture de formation	-	0,5 M€	0,5 M€

Les dépenses d'équipements pédagogiques représentent 3,9 M€ en 2016 dont 0,5 M€ pour les ouvertures de formation. Les équipements pédagogiques destinés à l'enseignement général totalisent 1 M€ dont 0,8 M€ pour l'enseignement général scientifique. Les équipements les plus onéreux concernent les formations technologiques et professionnelles En 2016, parmi les principaux équipements financés figurent des presses à injecter pour le lycée Marcelin Berthelot - Questembert (200 k€), des tables aspirantes et bras articulés pour les ateliers bois des lycées Julien Crozet – Port Louis, Alphonse Pellé – Dol de Bretagne, des métiers du bâtiment et de l'écoconstruction – Pleyben (170 K€), un simulateur au lycée maritime Pierre Loti – Paimpol (112 k€), une presse plieuse au lycée Jean Guéhenno – Vannes (90 k€).

Enfin, dans le cadre des nouvelles formations, l'ouverture du diplôme des Métiers d'Art de l'Horlogerie au lycée Jean Jaurès – Rennes a mobilisé 110 k€ et l'ouverture des CPGE Adaptation Technicien Supérieur (ATS) aux lycées Felix le Dantec – Lannion et Yves Thépot – Quimper 103 k€.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M3 P 307 Participer à l'amélioration des équipements pédagogiques dans les établissements privés

2016 en Bref

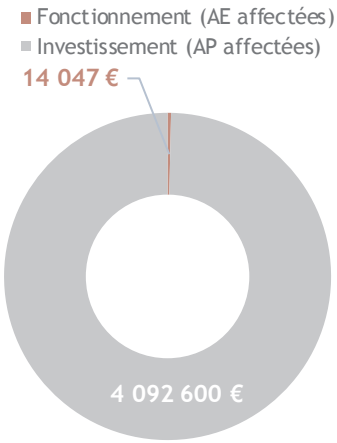
Dans le cadre de ses compétences, la Région finance les équipements pédagogiques des établissements privés. Ce financement se traduit par le cofinancement de mobiliers, d'équipements, par l'achat d'ordinateurs et autres équipements informatiques.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Moderniser les équipements pour l'exploitation des lycées	2 Adapter les équipements pédagogiques
Actions	[I - 1] Participation à la modernisation des équipements et des services d'hébergement et de restauration et des mobiliers scolaires	[II - 1] Adaptation des équipements aux évolutions pédagogiques et aux référentiels des formations
	[I - 2] Participation à l'acquisition des équipements dans le cadre des opérations de construction, de rénovation et de restructuration auxquelles la Région apporte une contribution financière	[II - 2] Acquisition des équipements pédagogiques liés aux évolutions de la carte des formations dans l'enseignement professionnel et technologique
		[II - 3] Acquisition et mise à disposition des établissements sous contrat avec l'Education Nationale d'équipements informatiques pour les filières d'enseignement général

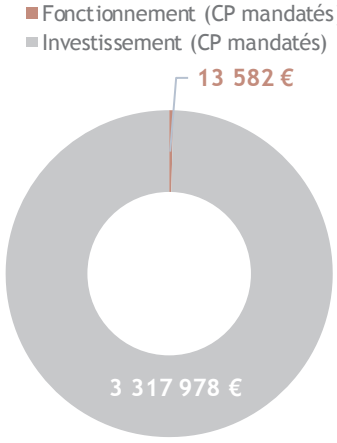
3,3 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 70 % en fonctionnement et de 100 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 68 % en fonctionnement et de 100 % en investissement

// Analyse des principales réalisations de l'année

- ### Moderniser l'équipement pour l'exploitation des lycées [I-1 / I-2]

Les subventions concernant le renouvellement de mobiliers et d'équipements pour la restauration et l'hébergement, l'acquisition de mobiliers et matériels dans le cadre du financement par la Région d'opérations de travaux totalisent respectivement 0,8 M€ et 0,3 M€.

Indicateur N°1 [I-1] - Participer à la modernisation et au renouvellement des équipements	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Cofinancement de mobiliers et d'équipements pour l'hébergement et la restauration	0,6 M€	0,5 M€	0,8 M€
Cofinancement de mobiliers et d'équipements dans le cadre d'opérations de travaux	-	-	0,3 M€

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- ## Adaptation des équipements aux évolutions pédagogiques et aux référentiels des formations [II-1]

Les subventions accordées totalisent 2,6 M€ dont 1,2 M€ pour le financement de matériels informatiques : ordinateurs, vidéoprojecteurs, tableaux numériques. Toutes les opérations font l'objet d'un cofinancement à parts égales entre la Région et les lycées. Cependant, dans le contexte de baisse de la collecte de taxe d'apprentissage par les lycées depuis 2015, certains établissements n'étant pas en mesure de supporter leur part de cofinancement à hauteur de 50 %, la Région a majoré son niveau de participation jusqu'à 80 %. Cet effort, réparti sur deux exercices, dont 2016 (0,25M€), a permis d'amortir la baisse de recettes de taxe d'apprentissage. Les 30 lycées concernés ont ainsi pu maintenir leurs investissements dans des matériels pédagogiques qui auraient été en partie financés par cette taxe.

Indicateur N°1 [II-1] - Participer à la modernisation et au renouvellement des équipements	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Cofinancement d'équipements pédagogiques	1,2 M€	1,6 M€	1,4 M€
Cofinancement de matériels informatiques	1,6 M€	1,8 M€	1,2 M€
Montant total de la participation régionale	3,4 M€	3,9 M€	2,6 M€

Dix établissements sous contrat avec l'Education Nationale représentent la moitié des subventions attribuées parmi lesquels figurent : la Croix Rouge - Brest (209 k€), le Sacré Cœur - Saint Brieuc (185 k€), Frederic Ozanam - Cesson Sévigné (175 k€), le Likès - Quimper (164 k€), Notre Dame du Kreisker - Saint Pol de Léon (143 k€), Saint Joseph la Salle - Lorient (101 k€), Saint Joseph - Vannes (99 k€).

- ## Acquisition et mise à disposition des établissements sous contrat avec l'Éducation Nationale des équipements informatiques pour les filières d'enseignement général [II - 3]

En complément des subventions accordées pour l'acquisition de matériel informatique, la Région met à disposition des établissements sous contrat avec le Ministère de l'Éducation Nationale, des ordinateurs et des imprimantes. Cette action concerne en priorité les lycées dispensant des enseignements dans les filières d'enseignement général.

Indicateur N°2 [II-3] - Acquérir et mettre à disposition des établissements sous contrat avec l'Education Nationale des équipements informatiques pour les filières d'enseignement général	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Coût global de la mise à disposition d'ordinateurs	0,32 M€	0,32 M€	0,32 M€
Nombre d'ordinateurs mis à disposition	584	504	556

Les matériels mis à disposition sont identiques à ceux mis en service dans les lycées publics et sont acquis dans le cadre de marchés publics qui intègrent des critères et des labels environnementaux, couvrant l'ensemble du cycle de vie du matériel, de sa conception à son recyclage. Chaque année, un crédit de 0,32 M€ est affecté à cette action. Les équipements sont livrés au cours du premier semestre de l'exercice suivant. Au total, 556 ordinateurs dont 7 classes mobiles informatiques comprenant 16 ordinateurs portables sont mis à disposition des lycées privés relevant de l'Education Nationale.

Développer le numérique éducatif

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2016 en Bref

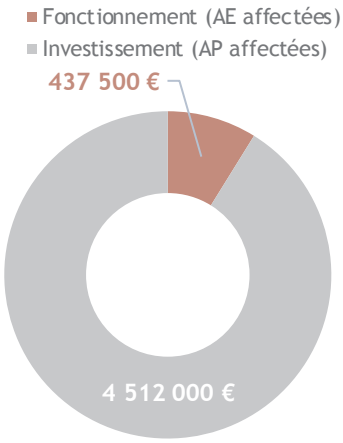
Ce programme regroupe un ensemble d'actions dont la finalité est de mettre à disposition et d'assurer la disponibilité dans les lycées publics relevant de la compétence de la Région des équipements et ressources numériques utiles à leurs actions de formation.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs / Actions	1 Accompagner les lycées dans l'usage des outils numériques	2 Adapter les équipements aux évolutions pédagogiques
	[I - 1] Identifier les nouveaux outils numériques	[II - 1] Mettre à disposition des équipements adaptés et performants favorisant les usages numériques
	[I - 2] Accompagner le déploiement de ressources numériques et en favoriser l'usage	[II - 2] Mettre en œuvre la maintenance des équipements informatiques en lycée pour garantir la disponibilité des matériels

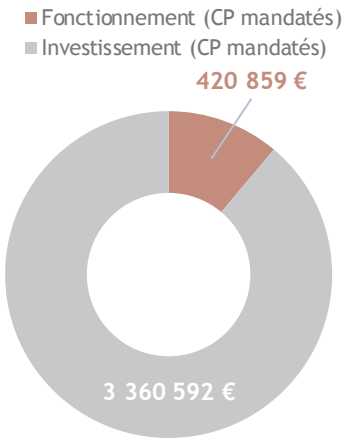
3,8 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 91 % en fonctionnement et de 95 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 88 % en fonctionnement et de 96 % en investissement

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Accompagner le déploiement de ressources numériques et en favoriser l'usage [I-2]

Depuis 2011, la Région participe financièrement au développement par l'académie de l'Espace Numérique de Travail « Tout@tice », portail web offrant aux divers acteurs l'accès aux ressources et services liés à leur profil. Dans le cadre de la clarification des compétences permise par la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République de 2013, le partenariat avec l'académie a été reconduit pour la période 2014 à 2017 pour un montant global de 1,37 M€ à la charge de la Région.

Indicateur N°1 [I-2] - Répartition des engagements prévisionnels du projet entre le Rectorat et la Région	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Région	415 k€	415 k€	270 k€
Rectorat	770 k€	770 k€	770 k€

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- ## Mettre à disposition des équipements favorisant les usages numériques [II-1]

Le parc informatique actuel pour la pédagogie totalise près de 30 000 ordinateurs, soit en moyenne un poste pour 3 élèves. Sur la base d'une durée de vie minimale de 6 années, le renouvellement des matériels mobilise une part importante des crédits, de l'ordre de 2,5 M€ par an. Les équipements sont acquis directement par la Région dans le cadre de procédures de marchés publics qui intègrent des critères et des labels environnementaux couvrant l'ensemble du cycle de vie du matériel, de sa conception à son recyclage. Cette action finance également d'autres équipements qui participent au développement des usages numériques tels que les mallettes de baladodiffusion utilisées en langues, les solutions interactives, le matériel d'expérimentation assistée par ordinateur.

Indicateur N°2 [II-1] - Acquisition de matériels adaptés aux évolutions pédagogiques et aux référentiels des formations	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Dépenses d'équipement informatique (hors réseau)	4,20 M€	3,70 M€	3,60 M€
Dont acquisition de matériel de réseau	0,25 M€	0,34 M€	0,40 M€
Nombre d'ordinateurs mis à disposition	4 810	4 880	5 330
Nombre de solutions interactives mises à disposition	101	136	101
tableaux numériques	*31*	*31*	*17*
vidéoprojecteurs interactifs	*70*	*105*	*84*
Financement de matériels d'EXAO (subventions)	0,17 M€	0,20 M€	0,31 M€
Nombre de mallettes de baladodiffusion mises à disposition	15	16	29

- ## Mettre en œuvre la maintenance des équipements informatiques en lycée [II-2]

La Région intervient depuis fin 2012 dans la maintenance informatique aux côtés de l'académie dans une vingtaine d'établissements. Les techniciens intervenant directement dans les lycées sont rattachés à la Direction des systèmes d'information (DSI) de la Région. En 2016, le contrat de maintenance pour les pare-feu installés sur les réseaux informatiques en 2015 a été financé pour une période de 3 ans pour un coût global de 200 k€.

Indicateur N°3 [II-2] - Acquisition de matériels adaptés aux évolutions pédagogiques et aux référentiels des formations	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Dépenses d'équipement pour la maintenance informatique	105 k€	113 k€	126 k€
Prestations extérieures	-	-	237 k€
Nombre d'interventions en lycées	318	4680	8103
Nombre de lycées pris en charge par la Région	24	24	24

Assurer le fonctionnement des lycées publics

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2016 en Bref

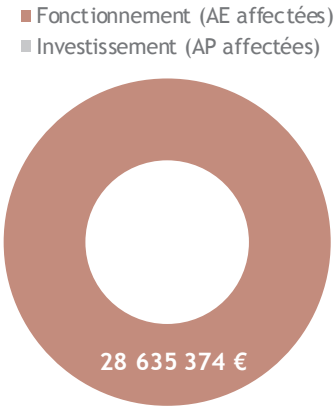
Dans la perspective d'offrir aux établissements scolaires plus de souplesse et de fongibilité dans l'utilisation des crédits qui leur sont alloués, l'année 2016 a été mise à profit pour réfléchir aux modalités de fusion de la dotation annuelle de fonctionnement et de la dotation dédiée aux petits entretiens, aux contrôles périodiques obligatoires et aux travaux d'urgence qui sera mise en œuvre en 2017.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Mettre en place une démarche globale de progrès	2 Apporter les ressources financières nécessaires aux établissements pour optimiser leur fonctionnement	3 Favoriser la pratique du sport scolaire par les lycéens
Actions	[I - 1] Définir une démarche de progrès adaptée à chaque mission	[II - 1] Attribuer les dotations permettant de couvrir les charges de viabilisation, d'entretien et les dépenses courantes liées à l'activité pédagogique	[III - 1] Attribuer des aides aux associations sportives des établissements scolaires
	[I - 2] Piloter les métiers et les compétences	[II - 2] Assurer le patrimoine scolaire	[III - 2] Attribuer les dotations d'accès aux équipements sportifs extérieurs
	[I - 3] Etablir et formaliser des relations contractuelles	[II - 3] Attribuer les dotations pour l'utilisation pédagogique des exploitations agricoles	
		[II - 4] Collecter les déchets liés aux activités pédagogiques	

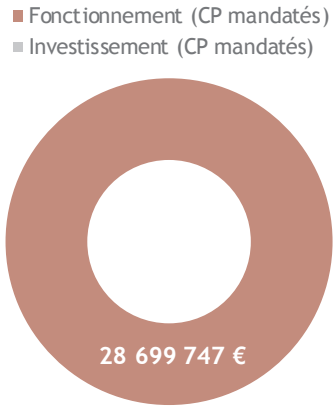
28,7 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 96 % en fonctionnement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 96 % en fonctionnement

// Analyse des principales réalisations de l'année

- ### Une démarche globale de progrès pour améliorer la qualité de chaque mission [I]

Chaque année depuis 2012, dans le cadre du dialogue de dotation mené avec les établissements publics locaux d'enseignement (EPLE), les transferts et transformations de postes ont permis d'optimiser et d'équilibrer l'allocation des ressources.

Par ailleurs, afin de renforcer l'accompagnement des encadrants dans les EPLE, une des mesures du plan d'actions pour l'amélioration des conditions de travail prévoyait la nomination de 4 référents encadrement répartis sur l'ensemble du territoire breton. Cette première année de mise en œuvre du dispositif a permis de l'inscrire dans le cadre général des relations entre la Région et les lycées, à la satisfaction des encadrants, des services et des établissements. Il a permis d'apporter un accompagnement technique et organisationnel de proximité, un soutien et un relais à des encadrants du service général et technique qui avaient souvent un sentiment d'isolement.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Dans une démarche de concertation avec les agents et les établissements, la mise en œuvre de référentiels « métier » pour harmoniser et améliorer la qualité du service dans les lycées a débuté en 2016 avec l'élaboration et l'expérimentation des protocoles hygiène et propreté des locaux et du guide d'intervention des agents de maintenance du patrimoine. Les résultats de cette expérimentation sont attendus pour juin 2017.

• La politique tarifaire en matière de restauration scolaire [I]

Depuis 2008, la Région assure sa compétence de restauration scolaire et en particulier fixe les tarifs des repas en initiant une politique de convergence tarifaire. En 2016, les 101 tarifs de demi-pension proposés par les EPLE dans le cadre de leur principal mode de tarification (87 tarifs au forfait 5 jours, 6 tarifs au forfait 4 jours et 8 tarifs à la prestation, un établissement propose également un forfait 6 jours) s'échelonnent de 2,40 € à 4,00 € par repas soit un écart maximal de 66 %, pour un tarif moyen pondéré de 3,03 €. Pour 2016, la Région a décidé une augmentation du prix des repas servis aux élèves par rapport à 2015, limitée au taux correspondant à l'évolution de l'indice des prix des cantines, fourni par l'INSEE, pour la période de juin 2014 à juin 2015 (+1.86 %).

• L'optimisation du financement du fonctionnement des lycées [II-1]

En 2016, ce sont 26 M€ qui ont été attribués aux établissements scolaires publics pour leur fonctionnement : les dotations allouées aux établissements de l'Éducation nationale représentent 91 % (23,6 M€), celles de l'enseignement agricole 7 % (1,8 M€) et celles des lycées maritimes 2 % (560 K€). En 2016, compte tenu des gains engendrés par les différents contrats négociés par la Région pour le compte des EPLE (gaz avec l'UGAP, électricité avec le SDE22), le montant des dotations versées aux lycées a été calculé sur la base de 95 % de celles de 2015. Ceci explique la baisse du montant global constatée dans le tableau.

L'hiver 2016, à nouveau particulièrement clément, explique quant à lui le montant limité des dotations complémentaires de fonctionnement versées au titre de la viabilisation et leur faible poids par rapport au montant global des dotations versées.

Indicateur N°1 [II-1] - Evolution des dotations de fonctionnement	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Dotations annuelles de fonctionnement	26,96 M€	27,01M€	26,08 M€
Dotations complémentaires de fonctionnement (DCF)	0,50 M€	0,32 M€	0,29 M€
Dont surcoûts induits par les travaux réalisés par la Région en tant que maître d'ouvrage	0,21 M€	0,01 M€	0,04 M€
Poids des DCF par rapport aux dotations annuelles	1,9 %	1,2 %	1,1 %

• La collecte des déchets liés aux activités pédagogiques [II-4]

La Région confie à un prestataire la collecte des déchets toxiques liés aux activités pédagogiques dispensées par les lycées, tels que les produits des laboratoires de sciences et les déchets des activités industrielles des ateliers.

Indicateur N°2 [II-4] - Evolution des quantités de déchets toxiques collectés dans les lycées	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Quantités de déchets toxiques collectées dans les lycées (en tonnes)	39,4	37,5	41,6

• L'incitation à la pratique du sport scolaire [III-1]

En aidant financièrement les associations sportives des lycées, la Région a ainsi favorisé la participation d'environ 4 700 jeunes bretons aux compétitions organisées par l'Union nationale du sport scolaire (UNSS).

Indicateur N°3 [III-1] - Evolution du nombre d'élèves participant aux compétitions sportives scolaires	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre d'élèves participant aux compétitions scolaires	4 339	4 506	4 692
Niveau régional	3 282	3 465	3 558
Niveau interrégional	398	402	471
Niveau national	659	639	663

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M3 P 310 Participer au fonctionnement des établissements privés

2016 en Bref

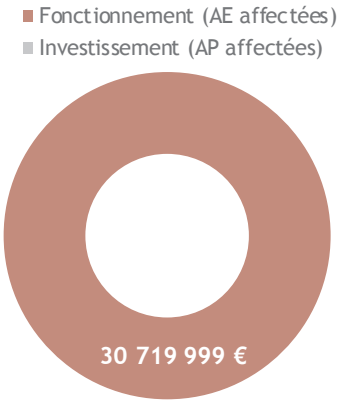
La Région intervient auprès des établissements privés en leur versant des dotations de fonctionnement et en leur faisant bénéficier d'opérations ciblées, telles que les collectes de déchets toxiques et électriques. Dans le cadre de la relation avec le *Comité académique de l'enseignement catholique* (CAEC), la Région s'est engagée à atteindre le montant par élève correspondant aux dépenses de personnels « Adjoints techniques des établissements d'enseignement » (ATEE) affectés à l'externat des lycées publics.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	Actions
1 Apporter les ressources financières nécessaires aux établissements pour optimiser leur fonctionnement	[I - 1] Attribuer les dotations permettant de couvrir les charges de viabilisation, d'entretien, de personnels non enseignants et les dépenses courantes liées à l'activité pédagogique
	[I - 2] Attribuer les dotations pour l'utilisation pédagogique des exploitations agricoles
	[I - 3] Collecter les déchets liés aux activités pédagogiques
2 Favoriser la pratique du sport scolaire par les lycéens	[II - 1] Attribuer des aides aux associations sportives des établissements scolaires
	[II - 2] Attribuer les dotations d'accès aux équipements sportifs extérieurs

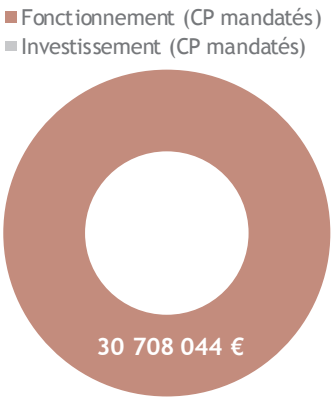
30,7 M€ de crédits mandatés en 2016 en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 100 % en fonctionnement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 100 % en fonctionnement

// Analyse des principales réalisations de l'année

• L'attribution des dotations de fonctionnement aux établissements privés [I-1]

En vertu de l'article l 442-9 alinéa 1 du Code de l'éducation, les crédits de fonctionnement attribués aux lycées privés évoluent dans des proportions similaires à ceux attribués aux lycées publics.

Indicateur N°1 [I-1] - Evolution des dotations de fonctionnement	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Montant global des dotations annuelles (part « matériel ») et des dotations complémentaires de fonctionnement	18,11 M€	18,05 M€	17,46M€

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

La subvention annuelle de fonctionnement des établissements privés est calculée suivant les mêmes critères que ceux utilisés pour les établissements publics. Cette dotation correspondant à la part « matériel » versée aux lycées privés sous contrat avec l'Éducation nationale, représente 17,46M€, soit une diminution de 0,6 M€.

Le complément forfaitaire de 2 M€ est à rapprocher des dotations complémentaires de fonctionnement et à la DoCOTUPE (dotation aux contrats obligatoires, travaux d'urgence et de petit entretien) versées aux établissements publics. Il est indexé sur l'indice des prix à la consommation hors tabac (IPCHT).

S'agissant du forfait d'externat correspondant à la part « personnel », il permet aux établissements de faire face aux dépenses de rémunérations des personnels non enseignants. Il représente globalement 12,3 M€. Cette subvention est calculée sur la base des informations transmises par le Rectorat et évolue depuis 2015 en fonction de la variation de la masse salariale des agents régionaux affectés dans les lycées publics.

• La collecte des déchets liés aux activités pédagogiques [I-3]

La Région confie à un prestataire la collecte des déchets toxiques liés aux activités pédagogiques dispensées par les lycées (produits des laboratoires de sciences, déchets des activités industrielles des atelier, etc).

Indicateur N°2 [I-3] - Evolution des quantités de déchets toxiques collectés dans les lycées	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Quantités de déchets toxiques collectées dans les lycées (en tonnes)	20,3	20,6	17,5

• L'incitation à la pratique du sport scolaire [II-1]

Aidées financièrement par la Région, les associations sportives des lycées ont permis à environ 3 900 jeunes bretons de participer aux compétitions organisées par l'Union générale de l'enseignement libre (UGSEL). Cette participation financière régionale concerne uniquement le déplacement des lycéens.

Indicateur N°3 [II-1] - Evolution du nombre d'élèves participant aux compétitions sportives scolaires	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre d'élèves participant aux compétitions scolaires	3 959	3 533	3 884
Niveau régional	2 914	2 393	2 711
Niveau interrégional	112	268	117
Niveau national	933	872	1 056

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur

2016 en Bref

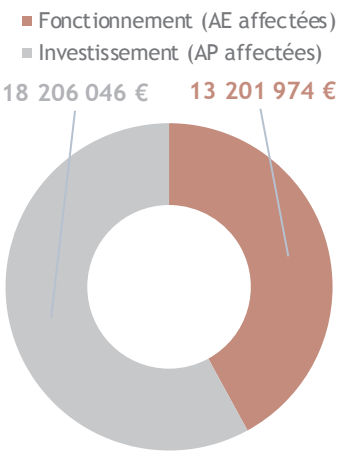
La création de *l'Université Bretagne Loire* a été officialisée le 1er janvier 2016, tandis que *le campus numérique de Bretagne* est devenu intégralement opérationnel. Par ailleurs, dans le prolongement du protocole d'accord relatif à la localisation du siège *d'Ifremer* à Brest, la Région a engagé l'intégralité des crédits liés à cette opération ; le navire *Thalassa* est également entré en chantier pour modernisation. Enfin, le *Pôle d'Excellence Cyber* est né.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Une région visible et attractive, cultivant l'excellence	2 Une région mobilisée	3 Intégrer le c@mpus et les pratiques numériques comme outil de développement de l'appareil de formation et de recherche
Actions	[I - 1] Une recherche bretonne active dans un concert mondial	[II - 1] Créer les conditions de la réussite	[III - 1] Permettre le déploiement du c@mpus numérique
	[I - 2] Rayonner et attirer	[II - 2] Cultiver une envie	[III - 2] Favoriser les applications et pratiques numériques
		[II - 3] Une recherche ancrée dans le territoire régional	
		[II - 4] Communiquer et informer	

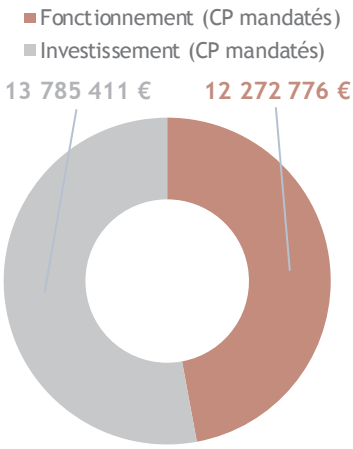
26,1 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 99 % en fonctionnement et de 98 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 95 % en fonctionnement et de 98 % en investissement

// Analyse des principales réalisations de l'année

- ### Le soutien aux forces vives de recherche [I-1]

La Région a continué à augmenter son soutien aux équipes de recherche, à travers le recrutement de doctorants et de post-doctorants. Ce soutien est en effet stratégique pour l'émergence des futurs talents de demain. La structuration à travers des programmes émergents de recherche s'est par ailleurs encore renforcée, afin de booster les excellences disciplinaires et interdisciplinaires en région et ce, dans une volonté d'inscription dans l'espace européen de la recherche. Des domaines ont été particulièrement concernés, à l'instar de la cybersécurité et du numérique éducatif.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Indicateur N°1 [I-1] - Mesure du soutien régional aux projets de recherche	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre de thèses soutenues par la Région	411	428	435	435
Nombre de post-doctorats soutenus	35	37	57	37

- ## Accueillir aux meilleurs standards [I-2]

La *Cité internationale Paul Ricœur* de Rennes, accueillant en court séjours les chercheurs étrangers a été inaugurée, ainsi que *l'Institut unique de Recherche en Santé-Environnement-Travail*. De nombreuses autres opérations, dépendant pour la plupart de la contractualisation avec l'Etat dans le cadre du *Contrat de Plan Etat-Région 2014-2020*, ont pu être engagées. C'est le cas du *Pôle STIC* de Brest, ou encore de la réhabilitation énergétique de *l'IUT de Lorient*.

Indicateur N°2 [I-2] - Mesure des investissements réalisés en Bretagne	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre d'opérations immobilières soutenues (enseignement supérieur)	5	8	13	10

Les réalisations sont en augmentation. Cela est à corréler avec le démarrage du *Contrat de Plan Etat-Région 2014-2020* et donc de plusieurs opérations importantes pour le territoire.

- ## Une recherche ancrée dans le territoire régional [II-3]

Faisant suite au *Pacte d'avenir* et à la décision de localiser le siège *d'Ifremer* à Brest, la Région a soutenu l'implantation immobilière de l'institut, dont la réalisation définitive prévue en 2019. De plus, de nombreux grands programmes de cet institut sont soutenus comme par exemple la modernisation du navire océanographique *Thalassa* dédié aux campagnes de mesures et d'observation en mer, le projet d'équipementation en sismique (étude de la géophysique des fonds marins), le soutien à des programmes internationaux comme les balises argos.

La présence massive *d'Ifremer* à la pointe du diable vient conforter l'assise du campus mondial de la mer intégré en Bretagne Occidentale.

- ## Signature d'une convention avec le *Centre national des œuvres universitaires et scolaires* [I-2]

Dans le cadre du *Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020*, les partenaires Etat, Région et collectivités se sont fortement engagés pour offrir les meilleures conditions de vie et d'accueil possibles aux étudiants toujours plus nombreux en Bretagne (parc social, restauration). Le *CNOUS* s'est associé de façon importante aux opérations de ce CPER, et a signé une convention avec la Région en fin d'année, allant au-delà de ce simple contrat et formalisant un partenariat au bénéfice des jeunes.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M3 P 312 Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises

2016 en Bref

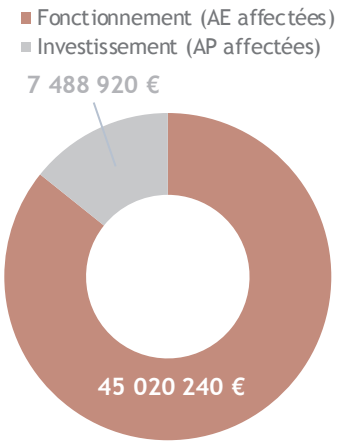
Cette année a été marquée par la reprise des effectifs en apprentissage et la mise en œuvre de la première carte des formations professionnelles initiales décidée par la Région. Un dialogue de gestion global a été mis en place avec les CFA, de même que le lancement d'une évaluation du dispositif Bretagne Qualité Apprentissage. Enfin, la Région a été retenue pour deux expérimentations qui débuteront en 2017 : le relèvement à 30 ans de l'âge d'entrée en apprentissage et la gestion des fonds libres de la taxe d'apprentissage.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Proposer des formations qui répondent aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises	2 Renforcer la qualité et l'amélioration continue de la formation en CFA
Actions	[I - 1] Mettre en œuvre la carte des formations par apprentissage	[II - 1] Mettre en œuvre la démarche Bretagne Qualité Apprentissage
	[I - 2] Participer au fonctionnement des centres de formation d'apprentis	[II - 2] Conforter la diversité de l'offre de formation en apprentissage permettant un accueil de publics diversifiés et sécuriser les parcours en apprentissage
	[I - 3] Soutenir la construction, la rénovation et l'équipement des CFA	[II - 3] Participer et réaliser des actions valorisant l'apprentissage comme voie d'accès à une qualification et une professionnalisation réussie

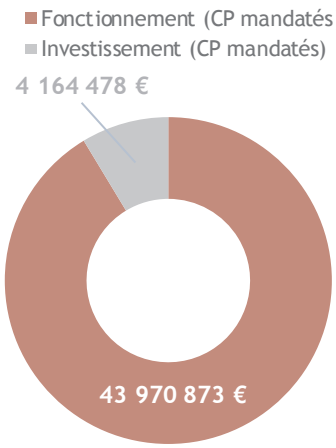
48,1 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 93 % en fonctionnement et de 100 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 91 % en fonctionnement et de 52 % en investissement

> Le taux de réalisation sur la partie investissement est faible en raison du report de l'opération de transfert du CFA du bâtiment de Saint-Grégoire.

// Analyse des principales réalisations de l'année

- ### Proposer des formations qui répondent aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises [I]

L'apprentissage est une voie de réussite comme l'atteste l'enquête Iroise. Un tiers des jeunes poursuit sa formation initiale, essentiellement, vers un diplôme d'un niveau supérieur. Les poursuites d'études sont particulièrement prégnantes au niveau V. Pour les jeunes qui ne poursuivent pas d'études, 75 % d'entre eux sont en emploi, majoritairement en CDI, et exercent à temps complet dans les 12 à 18 mois suivant la fin de leur formation. L'apprentissage est un pré-recrutement pour de nombreuses entreprises puisque 40 % des jeunes restent dans l'entreprise de formation [Cohorte 2014 - suivi à 18 mois - programme 332].

L'amélioration des effectifs, perceptible en 2015 pour certains secteurs professionnels, s'est confirmée en 2016. La progression des effectifs, +3,1 % au niveau régional, bénéficie à tous les secteurs (à l'exception de celui de l'hôtellerie-

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

restauration), grâce notamment à des entrées plus massives en 1ère année de cycle de formation. L'attractivité des formations supérieures (soit 26,1 % des effectifs) participe à ce développement, sachant que les formations de niveau 5 et 4 ont également profité de l'amélioration du contexte économique.

Indicateur N°1 [I-1] - Evolution des effectifs	A la rentrée 2014			A la rentrée 2015			A la rentrée 2016		
Nombre d'apprenti.e.s/niveau de formations	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
Niveau 5	8 038	26 %	74 %	8 047	26 %	74 %	8 222	26 %	74 %
Niveau 4	5 000	32 %	68 %	4 931	32 %	68 %	4 920	31 %	69 %
Niveau 3	2 255	32 %	68 %	2 274	33 %	67 %	2 464	32 %	68 %
Niveaux 1 et 2	1 884	35 %	65 %	2 008	35 %	65 %	2 189	36 %	64 %
Tous niveaux	17 177	29 %	71 %	17 260	29 %	71 %	17 795	29 %	71 %

L'adaptation de la carte des formations initiales, au sein des CFA, participe aussi à cette évolution positive. L'effort de développement de l'offre a ainsi permis à près de 420 jeunes d'accéder à l'apprentissage, soit un taux d'occupation de 79 % des nouvelles formations ouvertes.

Indicateur N°2 [I-2] - Places nettes créées	Rentrée 2014	Rentrée 2015	Rentrée 2016
Niveau 5	24	72	139
Niveau 4	182	122	93
Niveau 3	152	158	155
Niveaux 1 et 2	170	91	91
Tous niveaux	528	443	478

• Renforcer la qualité et l'amélioration continue de la formation en CFA [II]

La démarche repose sur une volonté d'amélioration continue au sein des CFA. La procédure d'auto-évaluation engagée dès la conception de la démarche se poursuit. 95 % des CFA se jugent efficaces en ce qui concerne leur activité d'accueil.

Indicateur N°3 [N°II-1] - Auto-évaluation des CFA 1er volet de Bretagne Qualité Apprentissage	Accueil Définir le parcours qui associe l'apprenti, le CFA et l'entreprise		Accompagnement Réguler et sécuriser le parcours de formation de l'apprenti		Insertion Préparer l'apprenti à son devenir et à sa place post-CFA	
Efficacité du processus	Taux 2014-2015	Taux 2015-2016	Taux 2014-2015	Taux 2015-2016	Taux 2014-2015	Taux 2015-2016
A : très efficace	33 %	54 %	15 %	33 %	10 %	38 %
B : efficace	62 %	41 %	74 %	64 %	67 %	28 %
C : faible	3 %	5 %	8 %	3 %	23 %	23 %
D : très faible	3 %	0 %	3 %	0 %	0 %	10 %

Le volet qualité a été plus fortement intégré dans les dialogues de gestion menés, fin 2016, avec les organismes gestionnaires des CFA, avec à l'appui, plus d'indicateurs de suivi. Chaque CFA a pu évoquer ses axes d'amélioration. L'accompagnement des jeunes dans leur parcours, les pratiques d'individualisation des parcours de formation, le renforcement des relations avec l'entreprise et du positionnement avant l'entrée en formation restent les principales actions que les CFA ont menées en 2016 dans les plans annuels.

La journée de mutualisation, réunissant près de 140 personnes, a permis de repérer des axes d'actions et d'identifier des évolutions de la politique qualité. L'accueil de publics diversifiés reste une priorité en 2016. D'une part, l'accompagnement de près de 380 jeunes en situation d'handicap mental léger a été maintenu dans le cadre du partenariat avec l'Agefiph. D'autre part, le dispositif MégalitE a concerné 8 CFA avec un accompagnement professionnel personnalisé, leur permettant de décliner une approche intégrée de l'égalité et d'y adjoindre un plan d'actions correctives.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M3 P 313 Promouvoir les contrats d'apprentissage et faciliter leur déroulement

2016 en Bref

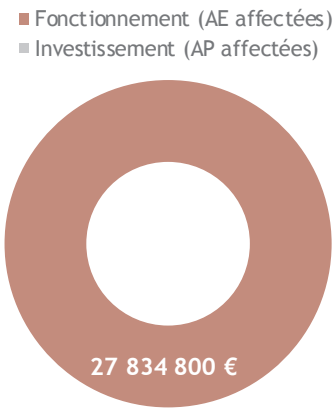
L'année 2016 confirme la tendance, observée en 2015, d'une reprise à la hausse du nombre de contrats d'apprentissage conclus. Hausse qui se traduit par une augmentation du nombre de primes versées aux employeurs d'apprentis. En parallèle, on constate également une progression du nombre d'apprenti.e.s bénéficiaires des aides à l'apprentissage (ARGOAT et 1er équipement professionnel) qui est à rapprocher de la hausse des effectifs en apprentissage et d'un meilleur déroulement des contrats d'apprentissage.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs / Actions	1 Inciter les entreprises à accueillir des apprentis	2 Faciliter l'accès et le maintien des apprentis en contrat d'apprentissage
	[I - 1] Encourager les entreprises à accueillir des apprentis	[II - 1] Participer à l'acquisition du premier équipement des apprentis
	[I - 2] Soutenir les entreprises s'impliquant dans la formation de leurs apprentis	[II - 2] Participer aux frais de transport, hébergement et restauration des apprentis

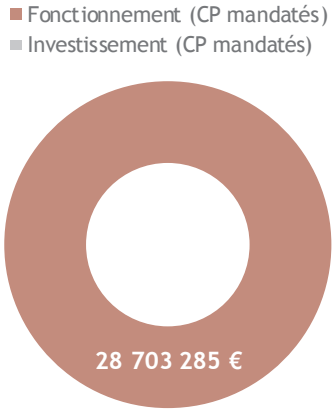
28,7 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 92 % en fonctionnement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 87 % en fonctionnement

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Des dispositifs d'incitation à l'accueil des apprentis en entreprise [I-1]

Près de 54 % des contrats d'apprentissage de la campagne 2016 (contrats conclus entre le 01 juin 2016 et le 31 mai 2017) visent à préparer un diplôme de niveau V. 13 % des contrats conclus par des filles sont dans le cadre de la préparation d'un diplôme de niveau I ou II tandis que 9 % des contrats conclus par des garçons vise ces deux mêmes niveaux de diplôme.

Indicateur N°1 [I] - Répartition du nombre de contrats par niveau de formation	Réalisation 2014 (campagne 2014)	Réalisation 2015 (campagne 2015)	Réalisation partielle 2016 (campagne 2016)
Niveau V (CAP, CAPA, BPA, MC, …)	6 353	6 525	6 422
Niveau IV (BAC PRO, BP, BTM, MC, …)	2 992	2 982	2 883
Niveau III (BTS, BTSA, DUT, …)	1 315	1 390	1 380
Niveaux II et I (licence pro, Master, …)	1 227	1 268	1 258
Total	11 887	12 165	11 943

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

La campagne 2016 montre que 64 % des contrats d'apprentissage sont conclus par des entreprises de moins de 11 salariés.

Indicateur N°2 [I] - Répartition du nombre de contrats par type d'employeurs	Réalisation 2014 (campagne 2014)	Réalisation 2015 (campagne 2015)	Réalisation partielle 2016 (campagne 2016)
Employeur privé de moins de 11 salariés	7 815	7 941	7 713
Employeur privé de 11 à 20 salariés	1 043	1 013	1 000
Employeur privé de 21 à 249 salariés	1 757	1 753	1 867
Employeur privé de 250 salariés et plus	1 129	1 185	1 201
Employeur public	143	273	162
Total	11 887	12 165	11 943

- ## Des dispositifs pour soutenir les entreprises s'impliquant dans la formation de leurs apprentis [I-2]

Cette année est marquée par l'extinction de l'ancien dispositif des primes.

Indicateur N°3 [I] - Evolution des aides versées aux employeurs d'apprentis par type d'aides	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Montant annuel 2016
Anciennes aides	49 898	8 711	400	0,231 M€
Aide au recrutement d'apprentis (1000 €)		4 645	5 530	5,5 M€
Prime à l'apprentissage (1000 €)		10 146	10 884	10,9 M€
Aide à la mixité* (500 €) *Proportion de filles*		628 *78 %*	668 *79%*	0,3 M€
Aide à l'insertion professionnelle (500 €)		12	29	0,01 M €

* Mixité : recrutement d'une apprentie dans un métier traditionnellement masculin, ou d'un apprenti dans un métier traditionnellement féminin

- ## Des dispositifs facilitant l'accès et le maintien des apprentis en contrat d'apprentissage [II]

L'aide au premier équipement professionnel des apprentis a pour objectif de faciliter l'achat par les apprenti.e.s d'un matériel professionnel coûteux indispensable pour suivre la formation. L'aide se présente sous la forme d'un montant forfaitaire qui varie de 60 € à 300 € en fonction de la formation suivie par l'apprenti.e.

L'aide ARGOAT représente une participation forfaitaire aux frais de transport, d'hébergement et de restauration induits par la formation en apprentissage. Son montant varie de 400 € à 800 € en fonction de l'âge de l'apprenti.e et du niveau de la formation suivie.

Le nombre d'apprenti.e.s bénéficiant in fine des aides dépend du bon déroulement du contrat d'apprentissage, notamment des ruptures de contrat. Les indicateurs retracent les paiements sur une année budgétaire, où deux campagnes se chevauchent. Ceci explique que le nombre de bénéficiaires excède le nombre d'apprentis à la rentrée.

Indicateur N°3 [II] - Evolution du nombre de bénéficiaires par type d'aides	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Aide au premier équipement [II-1] *Proportion de filles*	5 210 *30 %*	5 584 *31 %*	6 595 *31%*
ARGOAT (Aide au transport, hébergement, restauration) [II-2]	15 783	16 530	18 733

Assurer les formations sanitaires et sociales

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2016 en Bref

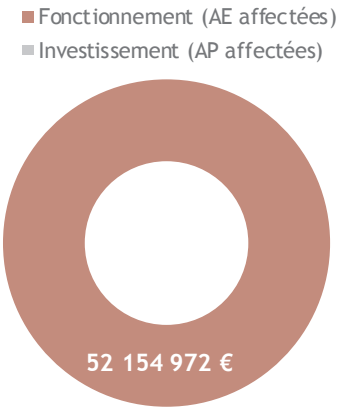
Cette année a été mis en œuvre à la rentrée 2016 le nouveau *Diplôme d'Etat d'accompagnant éducatif et social* qui s'inscrit dans la dynamique de refonte des diplômes du travail social prévue lors d*es états généraux du travail social* et de son plan d'action adopté en 2015.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	Actions
1 Structurer les fonctions de veille et de communication autour des métiers du secteur sanitaire, social et médico-social	
2 Doter la Bretagne d'un appareil de formation adapté aux besoins en professionnels paramédicaux et sages-femmes	[II - 1] Optimiser l'attribution des dotations de fonctionnement des formations paramédicales et de sages-femmes
	[II - 2] Permettre la modernisation des instituts de formation aux carrières paramédicales
3 Doter la Bretagne d'un appareil de formation adapté aux besoins en professionnels de l'accompagnement social	
4 Contribuer à la sécurisation des parcours de formation	

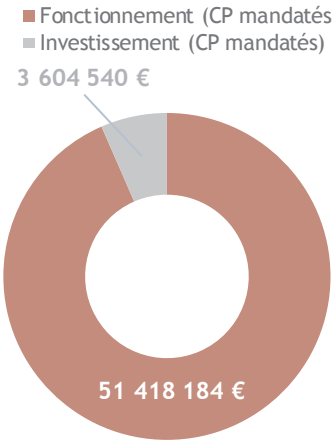
55,0 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 100 % en fonctionnement et de 0 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 99 % en fonctionnement et de 98 % en investissement

> Les crédits d'investissement ont été votés pour les deux opérations concernées (IFSI de Saint Brieuc et de Fougères) lors des exercices précédents. L'enveloppe des AP votées en 2016 (51 K€) correspond au solde de ces 2 opérations.

// Analyse des principales réalisations de l'année

Ce programme finance les écoles de formation aux carrières paramédicales et sociales, les dépenses prises en compte étant les charges de personnels (plus de 80 %), les coûts de fonctionnement, les amortissements et les frais financiers correspondants aux travaux réalisés. Les crédits d'investissement concernent la réalisation des travaux dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la Région pour les Instituts de Formation en Soins Infirmiers de Fougères et Saint Brieuc.

- Agréer et Financer tout ou partie des établissements de formations aux carrières paramédicales et sociales [I.2]

L'offre de formation, au cours de l'année 2016, n'a pas été modifiée dans sa structure :

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- La Région agréée et finance 1 761 places de formation initiales au travail social.
- 6 311 étudiants sont en formation paramédicales ou de sages-femmes.

En 2016, dans le cadre du *Plan de mobilisation pour l'emploi*, 166 places de formation supplémentaires aux formations de niveau V ont également été financées. Elles se répartissent comme suit : Aide-soignant (+ 96), Auxiliaire de puériculture (+ 16), Accompagnant Educatif et Social (+54). Cela a permis à plus de candidats d'entrer en formation sur ces parcours de formation qualifiante dont l'insertion est en moyenne de 86% 16 mois après l'obtention du diplôme. Enfin, 29 contrats de fidélisation dédiés aux étudiants entrant en formation de Masseur kinésithérapeute ont été signés pour cette année (pour 30 en 2015). Ce dispositif vise à accompagner des étudiants, sur la base du volontariat, en finançant leurs coûts de formation sur les 4 années du cursus. La charge est dans ce cadre prise en charge par la Région, en contrepartie ils s'engagent à travailler pendant 3 ans auprès de l'employeur (du secteur hospitalier ou médico-social) avec lequel le contrat a été passé.

• Optimiser les dotations de fonctionnement des établissements de formation [II.1]

Comme chaque année, une analyse de budgets prévisionnels et des comptes financiers des écoles est réalisée en fin d'année pour évaluer la dotation de fonctionnement de la Région adaptée aux besoins et aux enjeux des établissements. Cette démarche vise aussi à assurer un équilibre des moyens affectés à chacun des établissements tant sur le plan des moyens de fonctionnement que des besoins d'investissement pour l'entretien ou la restructuration des locaux.

• Permettre la modernisation des instituts de formations aux carrières paramédicales [II.2]

Afin de doter les établissements d'un outil de formation adapté aux besoins pédagogiques actuels, la Région a décidé d'assure la maitrise d'ouvrage des nouveaux bâtiments destinées aux Instituts de Formation en Soins Infirmiers de Fougères et Saint Brieuc. Ces travaux sont en cours selon le calendrier prévu et devraient être livrés courant d'année 2018.

• Assurer la gratuité des formations de niveau V [IV.1]

Engagement régional fort pris en 2007, la gratuité des formations de niveau V a concerné, en 2016 : 1 033 personnes au titres des formations d'aides-soignants et d'auxiliaires de puéricultures ; 202 personnes concernant les formations d'auxiliaires de vie sociale, d'Aide Médico psychologique et d'Accompagnant Educatif et Social au global. Cela intègre les places supplémentaires ouvertes au titre du *Plan de mobilisation pour l'emploi*.

Indicateur N°1[IV] - Nombre de bénéficiaires de la gratuité des formations de niveau V dans le secteur paramédical (aide-soignants, ambulanciers et auxiliaires de puériculture)	Réalisation 2013-14	Réalisation 2014-15	Réalisation 2015-16
Nombre de places	851	1 014	1 033
Indicateur N°2 [III] - Nombre de places de formation en travail social agréées* par la Région Bretagne	**Réalisation 2013-14**	**Réalisation 2014-15**	**Réalisation 2015-16**
Nombre de places agréées *	1 724	1 724	1 724
Nombre de bénéficiaires de la gratuité des formations initiales de niveau V	148	148	202

* le nombre de place agréées correspond aux places de formation, ouvertes à ce dispositif et financées par la Région

• Sécuriser les parcours de formation des étudiants [IV]

Les bourses d'étude entrant dans ce champ sont attribuées sur des critères sociaux. Au titre de la rentrée de 2016, 2 041 bourses ont été attribuées (pour 2006 en 2015) pour un montant moyen légèrement plus élevé qu'en 2015.

Indicateur N°3 [IV] - Les aides aux étudiants - Bourses d'étude	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Formations paramédicales			
Nombre de bourses accordées / demandes initiales	1 468 / 1 737	1 487/ 1729	1537 / 1778
Montant moyen des bourses accordées (en €)	3 040 €	3 022 €	3 107€
Formations sociales			
Nombre de bourses accordées / demandes initiales	499 / 586	519 /581	504 / 561
Montant moyen des bourses accordées (en €)	3 421 €	3 450 €	3 471 €

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Faciliter les projets individuels de formation et de qualification

2016 en Bref

La participation du Chèque Formation à la réalisation du *Plan breton de mobilisation pour l'emploi*, a permis d'attribuer des aides supplémentaires.

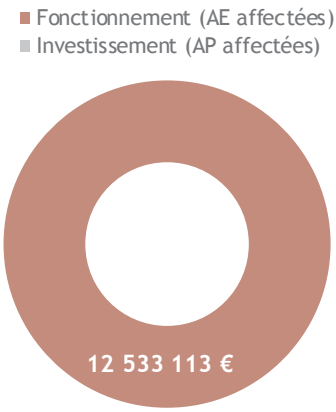
Le Chèque Force a été transféré en septembre 2016, en application de la Convention avec Pôle emploi qui finance désormais les formations courtes.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Favoriser l'accès individuel à la qualification reconnue par une certification	2 Favoriser le renforcement des compétences	3 Accompagner les salariés en *licenciement économique*
Actions	[I - 1] Participer au financement de projets individuels de formation longue	[II - 1] Maintenir et renforcer les qualifications des demandeurs d'emploi	[III - 1] Soutenir la formation des personnes licenciées économiques
	[I - 2] Favoriser l'accès à la certification par la Validation des acquis de l'expérience	[II - 2] Contribuer à la formation des actifs	

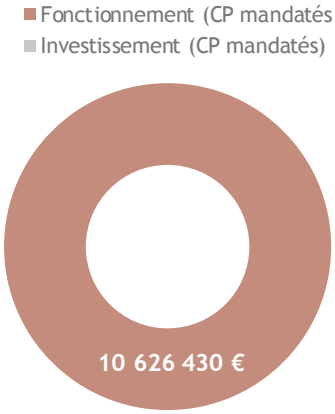
10,6 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 91 % en fonctionnement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 93 % en fonctionnement

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Le Chèque Formation a contribué au Plan régional de mobilisation pour l'emploi [I-1]

Le *Chèque Formation* a été identifié pour contribuer à la réalisation du *Plan de mobilisation pour l'emploi*, dit *Plan des 47 000*, en 2016. C'est pourquoi il a connu une augmentation du nombre d'attributions de plus de 16%, correspondant à 320 aides supplémentaires attribuées. Le *Chèque formation* est une aide maximum de 3 050 € qui permet la prise en charge d'une partie des coûts pédagogiques de la formation.

49 jeunes en emploi d'avenir ont bénéficié du *Chèque Formation* (50 en 2015), leur permettant d'obtenir une certification en complétant le financement notamment pour des jeunes employés en collectivités locales.

A l'entrée en formation, les bénéficiaires de cette aide ont pour 55% un niveau de formation supérieur au BAC (de BTS-DUT à Master), 29% un niveau BAC et 16% un niveau CAP ou infra. 71% des bénéficiaires ont entre 26 et 45 ans.

Les formations du secteur tertiaire sont les plus représentées parmi les aides attribuées (25%) : BTS assistante de gestion PME/PMI, Auxiliaire de bibliothèque, BTS comptabilité et gestion des organisations, Licence pro gestion de personnel, Master administration des entreprises, Master comptabilité contrôle audit, Secrétaire médicale, …). Viennent ensuite les formations du secteur social et du service à la personne (23%) : BTS économie sociale et familiale, BTS services et prestations des secteurs sanitaires et social, CAFERUIS, Moniteur d'atelier, CAP coiffure esthétique, …). Les formations universitaires généralistes représentent 23% des attributions : Licence et Master en

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

droit, Master éducation et formation, Notaire,…). Les secteurs du sport et du commerce représentent respectivement 7% et 4%.

Les indicateurs de réalisation de chacun des dispositifs ci-dessous concernent les personnes entrées en formation en 2016.

Indicateur N°1 [N°I-1] - Chèque Formation	Entrées en 2014	Entrées en 2015	Entrées en 2016	Valeur cible 2016
Nombre de bénéficiaires (dont % de femmes)	1 842 (64 %)	2 010 (69 %)	2 188 (68%)	2 340

- ## Validation des acquis de l'expérience : l'engagement régional pour un accompagnement de qualité [I-2]

En application de sa compétence sur la *Validation des acquis de l'expérience*, du décret définissant le contenu de l'accompagnement VAE et du décret sur la qualité des formations, un document *Engagement pour un accompagnement de qualité pour la VAE* a été élaboré, en lien avec les partenaires de la Région. Ce document sera décliné de manière opérationnelle en 2017 auprès des organismes de formation accompagnateurs.
Le *Chèque Validation*, qui permet de financer l'accompagnement VAE des demandeurs d'emploi a connu une baisse en 2016 (-13%).
Au démarrage de leur VAE, les personnes ont pour 30% un niveau supérieur au BAC (de BTS-DUT à Master), pour 33% un niveau BAC et 37% un niveau CAP ou infra. 74% des bénéficiaires ont entre 26 et 45 ans.

Indicateur N°2 [N°I-2] - Chèque Validation	Entrées en 2014	Entrées en 2015	Entrées en 2016	Valeur cible 2016
Nombre de bénéficiaires (dont % de femmes)	309 (nc)	358 (60 %)	333 (67%)	400

- ## Chèque Force : transféré à Pôle emploi en cours d'année [II-1]

En application de la *Convention Région /Pôle emploi* qui définit les champs d'intervention de chacun, les formations courtes d'adaptation sont confiées à Pôle emploi. Les aides du Chèque Force ont été attribuées jusque fin août par la Région, la convention prenant effet au 1er septembre pour ce dispositif.
A l'entrée en formation, les bénéficiaires de cette aide ont pour 57% un niveau de formation supérieur au BAC (de BTS-DUT à Master), 27% un niveau BAC et 16% un niveau CAP ou infra. 58% des bénéficiaires ont entre 26 et 45 ans.
Les secteurs de formation les plus demandés sont le tertiaire (78%) et les langues (16%).

Indicateur N°3 [N°II-1] - Chèque Force	Entrées en 2014	Entrées en 2015	Entrées en 2016*	Valeur cible 2016
Nombre de bénéficiaires (dont % de femmes)	1 780 (70 %)	2 021 (75 %)	1 285 (76%)	1 300

* jusqu'en août 2016

- ## Chèque Reconversion : un constat de baisse [III-1]

Cette aide s'adresse aux personnes en licenciement économique, 85% d'entre elles sont en *Contrat de sécurisation professionnelle*, 14% relèvent d'un *Plan de sauvegarde de l'emploi* et 1% d'un départ volontaire. La Région intervient en complément d'autres financements (OPCA, Entreprises). L'accès à la formation est conditionné à l'éligibilité de celle-ci au *Compte personnel de formation*.
A l'entrée en formation, les bénéficiaires de cette aide ont pour 33% un niveau de formation supérieur au BAC (de BTS-DUT à Master), 26% un niveau BAC et 41% un niveau CAP ou infra. 59% des bénéficiaires ont entre 26 et 45 ans.
Les secteurs de formation les plus représentés sont : le tertiaire (21%), le paramédical et le service (18%), le transport/manutention (18%) et les formations généralistes (8%).
En 2016, selon les données du Ministère de l'emploi, 4 160 personnes ont adhéré au *Contrat de sécurisation professionnelle* en Bretagne, suite à un licenciement économique. Parmi elles, 33 % ont réalisé une formation et 407 personnes ont complété le financement de leur formation via le Chèque Reconversion

Indicateur N°4 [N°III-1] - Chèque Reconversion	Entrées en 2014	Entrées en 2015	Entrées en 2016	Valeur cible 2016
Nombre de bénéficiaires (dont % de femmes)	1 201 (40 %)	764 (43 %)	407 (43%)	950

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M3 P 316 Proposer une offre de formation qualifiante et adaptée aux dynamiques économiques et territoriales

2016 en Bref

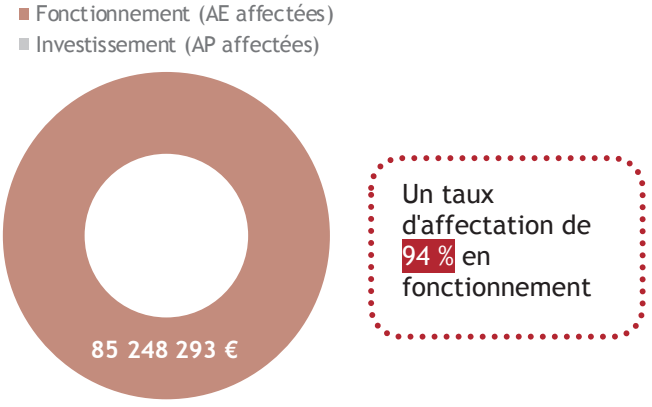
8 262 demandeurs d'emploi ont bénéficié, en 2016, d'une formation qualifiante du *Programme Bretagne formation*, soit une augmentation de 27% par rapport à 2015. Cette augmentation du nombre de personnes entrées en formation est la concrétisation du *Plan breton de mobilisation pour l'emploi*, qui a permis d'identifier des besoins en formation dans des secteurs porteurs d'emplois. Cet effort supplémentaire d'ouverture de places de formation a également concerné d'autres dispositifs (Compétences Transverses, Compétences Clés et les Actions Territoriales Expérimentales)

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Structurer et accompagner les parcours d'accès à la qualification	2 Construire une offre de formation qualifiante répondant aux enjeux des secteurs d'activités et des territoires	3 Accompagner l'adaptation des formations, le développement de la qualité et l'innovation pédagogique
Actions	[I - 1] Proposer des formations accompagnant les différentes étapes de construction d'un parcours préparant à la qualification	[II - 1] Proposer des formations certifiantes du niveau V (CAP/BEP) au niveau III (licence)	[III - 1] Accompagner les acteurs de la formation
	[I - 2] Proposer des parcours de formation permettant d'acquérir un socle de connaissances et compétences professionnelles	[II - 2] Proposer des formations pour se qualifier au plus proche des besoins du territoire et des secteurs d'activité	[III - 2] Accompagner les parcours des stagiaires
	[I - 3] Proposer des formations pour les personnes sous main de justice		

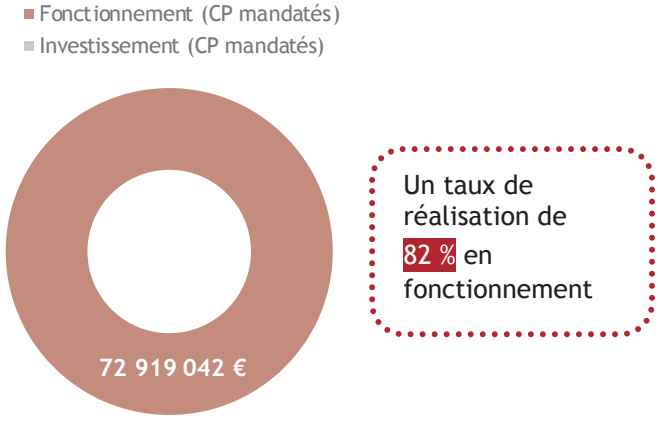
72,9 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 94 % en fonctionnement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 82 % en fonctionnement

> L'exécution budgétaire est inférieure aux prévisions car les entrées en formation liées au *Plan breton* sur les dispositifs collectifs se sont réalisées en masse à partir de septembre 2016, ce qui a entraîné un décalage dans le temps de réception des factures des organismes de formation, mais également le remboursement des avances sur leurs marchés par anticipation.

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Proposer des formations accompagnant les différentes étapes d'un parcours [I-1]

A compter du 1er septembre 2016, les prestations du *Dispositif Régional pour l'Insertion Professionnelle* (DRIP) ont été ajustées pour tenir compte de l'évolution des besoins des publics. Une nouvelle prestation ***Compétences Transverses*** est également intégrée au DRIP. Elle s'adresse à des demandeurs d'emploi de longue durée, peu qualifiés, qui souhaitent mettre en œuvre leur projet professionnel et actualiser les compétences socles. Au titre du ***Plan breton de mobilisation pour l'emploi***, 620 places supplémentaires en ***Compétences Transverses*** ont été

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

ouvertes au le dernier trimestre de 2016. Le nombre de jeunes de moins de 26 ans, orientés vers la *Prestation d'orientation professionnelle* du DRIP est en diminution. Le déploiement des dispositifs *Garantie Jeune* par les Missions Locales ou *Accompagnement Intensif Jeune* par Pôle Emploi, constituent des réponses de formation proches et ciblant le même public jeune.

Indicateur N°1 [I-1] - DRIP	Réalisation 2013-14	Réalisation 2014-15	Réalisation 2015-16	Prévision 15/16
Nombre de places ouvertes	7 265	6 811	5 622	5622
Nombre de personnes accueillies	7 934	6 485	4 852	/
Taux de recrutement	109,2 %	95,2 %	86.3%	/

- ## Proposer des parcours de formation permettant d'acquérir un socle de connaissances et de compétences professionnelles [I-2]

Le dispositif *Compétences Clés* permet aux demandeurs d'emploi de renforcer leur socle de connaissances et compétences professionnelles. Depuis mai 2016, les stagiaires qui le souhaitent peuvent faire reconnaître leurs compétences en se présentant à la certification *CléA*. Cette disposition n'a bénéficié qu'à une quinzaine de personnes, les effets de la communication sur cette nouvelle certification n'étant pas encore mesurables.
Le nombre de stagiaires entrés en formation *Compétences Clés* est en retrait, notamment au regard des objectifs du plan « 47 000 ». En effet, l'offre de formation professionnalisante étant globalement plus importante et donc plus accessible en 2016, les personnes ont été moins orientées vers *Compétences Clés*. De mai 2015 à mai 2016, 1 196 personnes en situation d'illettrisme ont bénéficié de *Compétences Clés* (soit une progression de 14% par rapport à l'année précédente). Il est également constaté un allongement de la durée moyenne des parcours, notamment lié à une baisse des abandons.

Indicateur N°3 [I-2] - Compétences clés	Réalisation 2013-14	Réalisation 2014-15	Réalisation 2015-16	Prévision 2015-16
Nombre d'heures de formation achetées	245 997	254 180	377 850	377 850
Nombre de stagiaires ayant bénéficié d'une formation	4 975	5 457	5 353	8 400

- ## Proposer des formations certifiantes [II-1]

Le *Programme Bretagne Formation* (PBF), mis en œuvre en septembre 2015 pour une durée de deux ans, a été abondé d'un peu plus de 950 places de formation au titre du *Plan breton de mobilisation pour l'emploi*. Ces places supplémentaires ont été ouvertes dans le cadre de formations déjà existantes et pour lesquelles les perspectives d'insertion professionnelle ont été confirmées, notamment par Pôle Emploi.
Dans le cadre d'une concertation avec les branches professionnelles et sur la base d'un diagnostic territorial de besoins, partagé par la Région et Pôle Emploi, des formations nouvelles ont également été proposées, permettant d'ouvrir 1 350 places de formation. Ces nouvelles formations ont accueilli 1 193 stagiaires sur l'année 2016.
La Région a également proposé une nouvelle offre de formation PBF, sur la création ou reprise d'entreprise (84 parcours proposés).

Indicateur N°4 [II-1] - PBF	2014	2015	2016	Prévision 2016
Nombre de stagiaires entrées en formation	6 381	6 113	8262	8 000

- ## Proposer des formations au plus proche des besoins des territoires [II-2]

Pour une réponse réactive aux besoins des entreprises et des territoires, les *Actions Territoriales Expérimentale*-ATE ont été mobilisées, notamment dans le cadre du *Plan de mobilisation pour l'emploi*.
Les ATE ont permis d'accompagner des projets de découverte des métiers (maritime, industrie, agriculture), ou encore des formations innovantes, dans les métiers du numérique (154 places) ou du bâtiment (chargé de rénovation énergétique, écoconstruction). Le partenariat avec les OPCA a également été développé (283 places cofinancées avec un OPCA), notamment pour des *Préparations Opérationnelles à l'Emploi* (POE). Quatre conventions de subvention ont été directement signées avec des OPCA pour une programmation concertée de 300 places de formation.

Indicateur N°2 [II-2] - ATE « recrutement »	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre d'actions de formation	**28**	**34**	57
Nombre de places en ATE	693	826	1 336

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M3 P 317 Améliorer les conditions de vie des stagiaires de la formation professionnelle pour un emploi durable

2016 en Bref

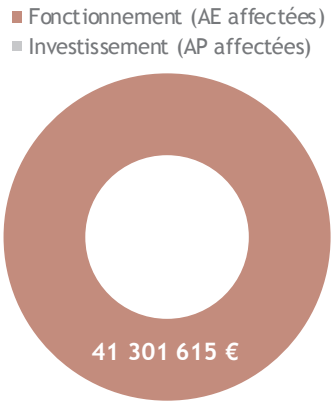
La mise en œuvre du Plan 47 000 a entrainé une augmentation du nombre de stagiaires rémunérés. Cela concerne principalement les personnes entrées dans une formation du *Programme Bretagne formation* (PBF) et celles entrées en formation en Action territoriale et expérimentale. La gestion des dossiers transférés à la Région en 2014 (Centre de rééducation professionnelle et personnes sous-main de justice) a été internalisée. Suite à la production du rapport final de l'étude sur la rémunération, un travail sur des scénarii d'évolution est en cours d'élaboration.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Rémunérer les stagiaires	2 Contribuer à la restauration des stagiaires des formations collectives
Actions	[I - 1] Rémunérer les stagiaires des dispositifs de la compétence directe de la Région (revenu, indemnités de transport et d'hébergement)	[II - 1] Attribuer une aide à la restauration pour les stagiaires
	[I - 2] Attribuer une bourse à l'accompagnement d l'accompagnement de projet	

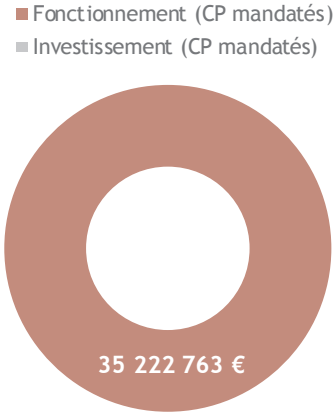
35,2 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 83 % en fonctionnement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 76 % en fonctionnement

La majeure partie des entrées en formation du Plan de mobilisation concerne le Programme Bretagne formation et les Actions territoriales expérimentales. Celles-ci ont eu lieu en masse plutôt courant octobre 2016, soit un peu plus tard que prévu. Par ailleurs, le niveau des rémunérations attribuées dépend des situations individuelles des stagiaires. Cela explique un taux de réalisation inférieur au prévisionnel.

// Analyse des principales réalisations de l'année

- ### Rémunération des stagiaires : un équilibre global avec des disparités entre les dispositifs [I-1]

Les stagiaires qui suivent une formation financée et agréée à la rémunération par la Région peuvent bénéficier de la rémunération versée par la Région. Seuls ceux ne bénéficiant pas de l'indemnisation au titre du chômage peuvent y prétendre. Le montant de la rémunération varie en fonction de la situation du stagiaire à l'entrée en formation. Les stagiaires ayant une reconnaissance de travailleur handicapé peuvent opter pour l'un ou l'autre des régimes de rémunération. Le barème de la rémunération est le suivant :

- 42% des stagiaires, qui ne peuvent justifier d'une durée minimum d'activité professionnelle sont rémunérés, pour un mois complet de formation, sur la base d'un barème lié à l'âge (130€ pour les personnes de moins de 18 ans, 310€ pour les personnes de 18 à 20 ans, 339€ pour les personnes de 21 à 25 ans et 401€ pour les personnes de plus de 26 ans).
- 22% des stagiaires sont rémunérés sur la base d'un barème à 652€ (personnes justifiant d'une activité professionnelle suffisante)

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-238500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- 27% de personnes ayant une reconnaissance de travailleur handicapé (22% jusqu'à un montant maximum de 1 932€ et 5% avec un barème à 652€)
- Les 6% restants sont rémunérés sur la base d'un barème à 708€ (personnes travailleurs non salariés).

Les stagiaires entrés en 2016 et rémunérés se répartissent ainsi par dispositifs :
Programme Bretagne Formation (PBF) : 48%, *Dispositif Régional d'Insertion Professionnelle (DRIP)* : 19%, *CRP* : 13%, *Actions Territoriales Expérimentales (ATE)* et *Actions Régionales de Formation (ARF)* : 8%, *Chèque formation* : 6%, *Personnes sous main de justice* : 6%

Indicateur N°1 [N°I-1] - Nombre total de bénéficiaires de la rémunération	Entrés en 2014	Entrés en 2015	Entrés en 2016	Cible 2016
Nombre total de bénéficiaires	9 924	8 824	8 940	7 850
Gérés directement par la Région *Dont % de femmes*	9 924 *(45 %)*	7 419 *(44 %)*	8 940 (43%)	7 850
Dont DRIP	5 201	2 365	1 558	2 400
Dont PBF	3395	2 986	3 905	2 900
Dont Chèque Formation	510	483	479	480
Dont autres dispositifs (actions territoriales, actions régionales de formation)	561	568	628	550
Publics handicapés (transférés par Loi mars 2014) gérés par l'ASP en 2015 et gestion directe en 2016	-	1 010	1 103	1 050
Publics détenus (transférés par Loi mars 2014) gérés par l'ASP en 2015 et gestion directe en 2016	-	395	495	470
Dossiers de couverture sociale seule	257	1 017	772	

• Bourses POP et CAQ [I-2]

Les stagiaires suivant une *Prestation d'orientation professionnelle (POP)* ou un *Contrat d'accès à la qualification (CAQ)* du *DRIP* bénéficient de cette aide. Elle leur est versée directement afin de les accompagner dans la construction de leur projet.
Le montant global de l'aide est de 640€ pour la *POP* et de 900€ pour le *CAQ*.

Indicateur N°2 [N°I-2] - Nombre de bénéficiaires des bourses POQ et CAQ	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Prévision 2016
Nombre de bénéficiaires de bourse POP (dont % de femmes)	811 (57 %)	1 590 (53 %)	1 357 (53%)	2 950
Nombre de bénéficiaires de bourse CAQ (dont % de femmes)	516 (53 %)	844 (54 %)	744 (54%)	1 600

• Aide à la restauration [II-1]

Cette aide s'adresse aux stagiaires inscrits sur une action d'un dispositif collectif de la Région [programme 316] qui perçoivent une rémunération par la Région, inférieur ou égale à 1000€. Les stagiaires suivant une formation à l'Afpa bénéficient d'une aide à la restauration dans le cadre d'une subvention versée par la Région à l'Afpa [programme 316]. Cette aide concerne pour 54% les stagiaires du *PBF*, 36% ceux du *DRIP* et 10% ceux des *ATE*.

Développer les langues de Bretagne

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2016 en Bref

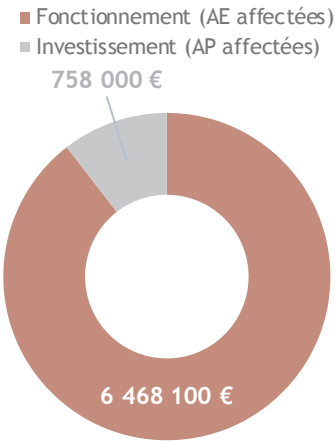
La Convention spécifique Etat-Région pour la transmission des langues de Bretagne et le développement de leur usage dans la vie quotidienne, signée en décembre 2015, s'est notamment traduite par une hausse des places aux concours bilingues de l'enseignement et l'ouverture de nouveaux sites à la rentrée 2016. En octobre se sont tenues les *Rencontres régionales de la langue bretonne*, préalables à une nouvelle actualisation de la politique linguistique en 2017. A l'occasion des premières *Assises du gallo*, *"Cârouje 2016"* du 19 novembre 2016, la Région a soutenu la création de l'institut de la langue gallèse, pour développer prioritairement l'enseignement, la formation, la transmission du gallo et l'animation de la charte "Du galo, dam yan, dam vèr".

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Transmettre les langues de Bretagne	2 Développer la présence des langues de Bretagne dans la vie sociale, culturelle et publique
Actions	[I - 1] Développer l'enseignement bilingue initial	[II - 1] Appuyer la sensibilisation, la connaissance, la diffusion et la pratique linguistique
	[I - 2] Développer la formation pour adultes	[II - 2] Assurer une présence territoriale des langues de Bretagne
	[I - 3] Favoriser la transmission familiale	[II - 3] Intensifier la présence des langues de Bretagne dans les médias
		[II - 4] Développer l'édition
		[II - 5] Encourager les pratiques culturelles

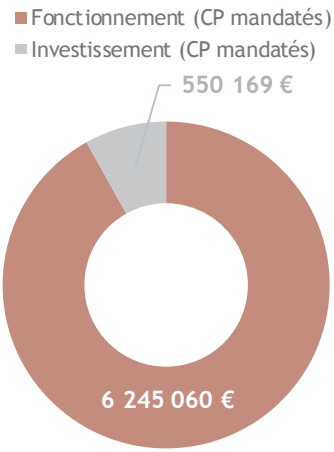
6,8 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 95 % en fonctionnement et de 95 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 92 % en fonctionnement et de 69 % en investissement

> Le niveau de consommation des CP en investissement s'explique par le vote en décembre 2016 de l'aide à la réalisation de la synthèse vocale de la langue bretonne (160 K€ - premiers mandatements intervenus début 2017).

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Les incitations régionales à destination des futurs enseignants bilingues [I - 1]

Afin de renforcer la ressource humaine dans le secteur de l'enseignement bilingue et immersif, la Région soutient l'attractivité des métiers de l'enseignement bilingue *via* le dispositif *Skoazell*, qui permet de soutenir les étudiant·e·s en master 1 qui préparent le concours de professeur·e des écoles bilingues (public, privé, Diwan) ou l'un des concours bilingues de professeur·e des lycées et collèges. Le nombre d'aides *Skoazell* pour l'année scolaire 2016-2017 a légèrement progressé (+5), alors que le nombre de candidat·e·s aux concours a fortement progressé, de 238 en 2015-2016 à 262 en 2016-2017. *Desk/enseignement* permet par ailleurs d'aider à la formation professionnelle à la langue bretonne des enseignant·e·s titulaires en congé-formation ou des personnes en reconversion, préalablement à leur

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

entrée en master. Ce dispositif a fortement progressé en 2016, les 13 aides supplémentaires étant affectées à des stages de perfectionnement de 3 mois (28 pour 15 en 2015).

Indicateur N°1 [I - 1] - Nombre de bénéficiaires de *Skoazell* et *Desk/enseignement*	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Cible 2016
Bénéficiaires du dispositif *Skoazell* en master 1	38	31	36	50
Bénéficiaires du dispositif *Desk/enseignement*	85	74	87	80

• Le soutien à la formation professionnelle à la langue bretonne [I - 2]

La Région prend en charge les frais d'inscription pédagogique des demandeurs d'emploi qui suivent une formation professionnelle à la langue bretonne de 6 mois et/ou de 3 mois dans un des cinq centres agréés (Kelenn, Mervent, Skol an Emsav, Stumdi, Roudour). Pour l'année de formation 2016-2017, elle a mobilisé des moyens supplémentaires pour l'accueil de ces publics grâce au *Plan de mobilisation pour l'emploi* qui a financé 150 places de stages de « 3 mois initiation » complétées de 150 places « 3 mois poursuite » par transformation de places 6 mois classiques.

Indicateur N°2 [I - 2] - Nombre de places de stage pour adultes (6 et 3 mois) financées	Réalisation 2014-15	Réalisation 2015-16	Réalisation 2016-17	Cible 2016-17
Places de stages 6 et 3 mois financées par la Région	235	256	312	256
dont places de stages 6 mois	*165*	*182*	*46*	*182*
dont places de stages 3+3 mois			*150*	
dont places de stages 3 mois	*70*	*74*	*116*	*74*
Nombre total de stages 6 mois ou 3 mois assurés	307	328	NR	330

Les bénéficiaires des aides régionales passent le *Diplôme de compétence en langue bretonne* (DCL) à l'issue de leur formation. 1 731 candidats ont obtenu le DCL depuis sa création en 2016. Le taux d'obtention des niveaux les plus élevés (B2 et C1) reste excellent en 2016 avec 48,6% (+0,8 point).

• Le soutien à la production et au doublage audiovisuels en langue bretonne [II - 3]

Le *Fonds d'Aide à l'expression audiovisuelle en langues de Bretagne* (FALB) permet d'aider les productions de flux (séries, jeux…), les doublages d'œuvres existantes ainsi que les fictions radiophoniques. Le nombre de doublages et productions a diminué en 2016 (15) ; 9 doublages ont été réalisés contre 10 en 2014 ; 5 productions audiovisuelles ont été aidées contre 7 en 2015, 1 fiction radiophonique a été aidée. La baisse du nombre de productions et la réduction importante de la durée d'un des magazines soutenus explique la baisse importante du volume horaire des productions soutenues par le FALB en 2016 (-18h29).

Indicateur N°3 [II - 3] - Aide régionale à la production et au doublage en langue bretonne	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Cible 2016
Doublage soutenu au titre du FALB	20h25	23h11	25h40	25h00
Production soutenue au titre du FALB	54h52	51h43	33h14	60h00
Fiction radio soutenue au titre du FALB		1h20	3h00	3h00
Total de la production et du doublage soutenu	75h17	76h14	61h54	88h00

• Le soutien à l'édition en breton / gallo et à la traduction littéraire en breton [II - 4]

En 2016, le nombre de livres dont la Région a soutenu l'édition a diminué (-17, soit -16,5%), le résultat de 2015 s'expliquant par l'aide à une importante série de livres pour enfants. Avec 118 titres édités contre 121 en 2015 (-2,5%), l'édition en breton ou gallo reste cependant stable. Comme en 2015, le dispositif d'aide à la traduction littéraire en breton a concerné 6 ouvrages. 21 classiques de la littérature mondiale ont ainsi été aidés depuis 2012.

Indicateur N°4 [II - 4] - Aide régionale à l'édition en langue bretonne et en gallo	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Cible 2016
Nombre d'aides à l'édition	88	103	86	110
Nombre d'aides à la traduction littéraire en breton	4	6	6	6
Nombre total de titres édités	135	121	118	140

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Mission IV.

Pour une Bretagne de toutes les mobilités

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

I. Le contexte et la stratégie de la mission

Chiffres clés

- **5,2 % des déplacements effectués en Bretagne par transports collectifs**

(Source Enquête nationale Transports et Déplacements 2008)

- **1 143 km de lignes ferrées**
- **930 km en RN à 2x2 voies**
- **559 km de voies navigables**
- **3 ports et 4 aéroports régionaux**
- **10,5 millions de voyages TER en 2015**

Documents cadres

- **Schéma régional multimodal des déplacements et transports (SRMDT)**
- **Stratégie régionale des ports de commerce bretons**
- **Convention TER 2007-2017**
- **Contrat de plan Etat-Région 2015-2020**

De par son histoire, son présent et son futur, l'accessibilité de la Bretagne et plus globalement les mobilités en Bretagne sont au cœur de tous les enjeux économiques, environnementaux et sociétaux. Par son positionnement périphérique et sa géographie péninsulaire, la Bretagne n'a eu de cesse d'améliorer sa connexion à la France, à l'Europe et au Monde pour améliorer son attractivité et la compétitivité de son économie et de toutes les activités utiles aux populations

L'année a été riche en travaux de toutes natures pour préparer l'arrivée de la grande vitesse en 2017. La LGV, les pôles d'échanges multimodaux, les infrastructures ferroviaires, les gares TER et la RN164 sont autant de chantiers qui préparent l'avenir de la Bretagne.

Enfin, l'exploitation des 2 aéroports finistériens a été confiée jusqu'en 2036 à la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine de Brest, mandataire du consortium Reiñ Lusk.

Les infrastructures de transport en Bretagne

Le réseau TER s'appuie essentiellement sur les infrastructures ferroviaires et emprunte le réseau routier pour quelques lignes (lignes routières régionales).

La Région a la propriété et la compétence des ports de Saint-Malo, Brest et Lorient, les aéroports de Dinard-Pleurtuit, Rennes, Brest et Quimper, ainsi que le réseau des voies navigables à l'exception de la section du Canal de Nantes à Brest entre Guerlédan et Châteaulin.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

// La stratégie régionale

La Région finance massivement les projets d'infrastructures pour apporter in fine un service ferroviaire (TGV et TER) performant à l'échelle du territoire, dans une logique forte d'intermodalité avec les autres réseaux de manière à diffuser pleinement les effets de la grande vitesse partout et pour tous.

Une concertation portant sur les futurs horaires des TGV et TER Bretagne a été organisée avant l'été 2016 avec une participation massive des usagèr.e.s du TER. Plus de 6000 contributions ont été recueillies permettant d'apporter un certain nombre d'améliorations.

En application de la loi NOTRe, la Région se voit dotée de nouvelles compétences à partir de 2017 en matière de transports interurbains, transports scolaires et dessertes des îles. En 2016, les travaux d'évaluation de transfert de charges et l'établissement d'un diagnostic complet ont été menés en concertation avec les quatre départements bretons

Le *Schéma régional multimodal des déplacements et des transports* (SRMDT) adopté fin 2008 et la *Stratégie régionale des ports de commerce bretons* (2009) mettent en évidence une approche globale et intégrée de la politique régionale des transports à des fins d'aménagement du territoire et de meilleure coordination des politiques publiques dans ce domaine.

Le *Contrat de plan Etat-Région* (CPER) 2015-2020 prévoit la mise en œuvre d'actions concrètes en faveur du désenclavement ferroviaire et routier de toute la région. L'amélioration des liaisons ferrées vers la pointe bretonne, la désaturation de la gare de Rennes, la desserte fine du territoire régional et le désenclavement de la Bretagne centrale par la mise à 2x2 voies de la RN164 sont les objectifs prioritaires retenus dans le CPER.

Enfin, le *Plan régional d'actions logistiques* adopté par le Conseil régional fin 2013 permet de mobiliser de nombreux acteurs du transport, tels que transporteurs, logisticiens, opérateurs ferroviaire, chargeurs, centres de formation, représentant de l'Etat, autour d'actions concrètes permettant de structurer et développer l'offre multimodale en Bretagne.

S'agissant de l'exploitation des aéroports finistériens, elle a été confiée, pour une durée de 20 ans, à un opérateur unique : le consortium *Reiñ Lusk* porté par la CCI Métropolitaine de Bretagne Ouest. Deux contrats groupés ont ainsi été signés pour un chiffre d'affaires cumulé de 639 millions d'euros. Ils sont à la fois exigeants en matière d'objectifs économiques, sociaux, environnementaux et ambitieux en termes de trafic et d'investissement sur les 20 prochaines années.

// L'approche du développement durable dans les politiques régionales

Les politiques de mobilité sont au service des populations et des territoires. Elles ont une vocation inclusive pour que toutes les catégories sociales puissent être utilisatrices des moyens de transports organisés par la Région, que ce soit le train ou le car. Au-delà de l'offre de transport, qui est le premier facteur d'attractivité, on peut souligner l'engagement de la Région pour rendre les tarifs accessibles à tout.e.s et associer très en amont les usagèr.e.s aux évolutions proposées.

La gamme tarifaire régionale TER s'est étoffée depuis 2007. Les usagèr.e.s du quotidien, les plus nombreux.ses, bénéficient de prix d'abonnements très avantageux qui couvrent seulement 10 % du coût de production. Ces abonné.e.s peuvent utiliser les TGV, ce qui est une quasi exception nationale, et ont aussi des avantages sur les abonnements urbains en correspondance dans les métropoles et les agglomérations. Les publics qui disposent des minimas sociaux ont accès à des tarifs proposant 75 % de réduction. Ils sont nombreux à utiliser le train pour accéder aux services publics et de solidarité. La Région Bretagne est attentive aux populations jeunes (moins de 26 ans) en proposant un tarif spécifique qui rencontre un franc succès. 30 000 jeunes par mois sont des adeptes des tarifs régionaux sans compter les moins de 12 ans qui bénéficient de la gratuité.

La concertation est aussi une préoccupation majeure de la politique de transports. Les actions menées en 2016 pour concerter sur les 3 500 horaires TER qui vont changer en 2017 témoignent d'une volonté de préparer au changement et d'associer toutes les parties prenantes à ces évolutions. 6 000 contributeurs ont été recensés et ont fait avancer positivement le dispositif pour mieux correspondre aux besoins, tout en sachant que les contraintes techniques en ferroviaire sont nombreuses.

L'amélioration de l'accessibilité de la Bretagne demeure un défi à relever pour favoriser l'attractivité territoriale et pour accompagner la dynamique de développement économique régional, soumis à des contraintes fortes de compétitivité, de mondialisation des échanges et de diversification de ses secteurs d'activité.

La mobilité des personnes et des marchandises est aujourd'hui une composante essentielle de la vie économique des territoires. La performance des systèmes de transport est déterminante pour les entreprises et les

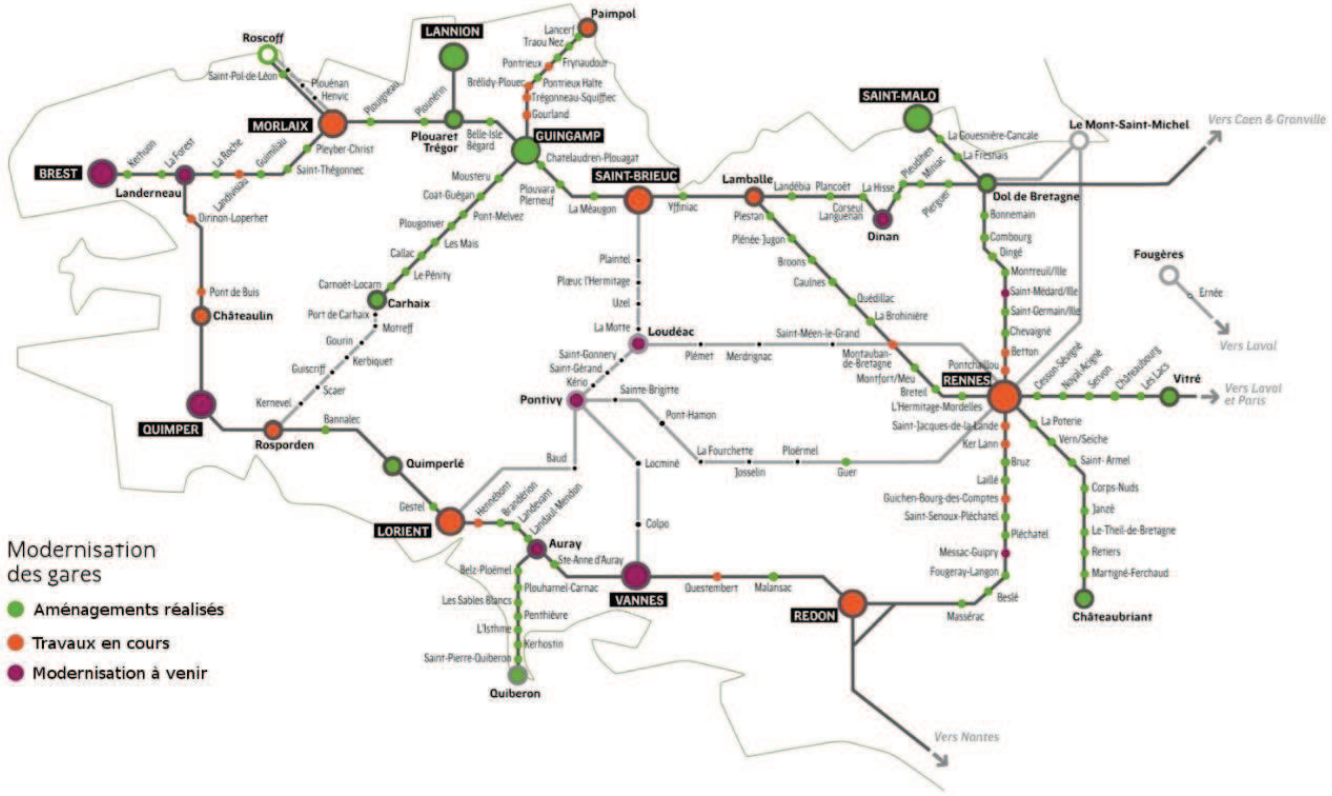
Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_BEF_REGFP_01-DE

citoyen.ne.s. En Bretagne comme ailleurs, les mobilités évoluent fortement pour s'adapter aux besoins mais aussi aux nouvelles opportunités apportées par les technologies de l'information. Le projet *Bretagne à grande vitesse* participe à la performance de l'économie bretonne que ce soit pour faciliter les flux de voyageurs ou de marchandises.

L'exploitation et le développement des activités aéroportuaires se doivent d'être réalisés dans le respect de la qualité environnementale. Ainsi, la performance environnementale est un objectif contractuel assigné aux concessionnaires des 4 aéroports régionaux. A Rennes, la volonté de l'exploitant de maintenir une démarche environnementale performante s'est traduite, en 2016, par le renouvellement des certifications ISO 14 001 et *Airport carbon accredited*.

// L'approche territoriale de l'action régionale

La modernisation des gares bretonnes



Dans le cadre du projet *Bretagne à grande vitesse*, la Région soutient la réalisation des 11 *Pôles d'échanges multimodaux* (PEM) en Bretagne. En 2016, le PEM de Guingamp s'est achevé, et les aménagements urbains du PEM de Vitré ont été inaugurés. En complément, afin de permettre la diffusion de la grande vitesse, la Région poursuit la modernisation des gares TER et leur mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite sur l'ensemble du territoire.

// La jeunesse dans les politiques régionales

Conformément à l'engagement n°21 de la *Charte Jeunesse,* la Région a déployé en septembre 2013 un nouveau dispositif tarifaire TER pour les jeunes (8 € le trajet pour moins de 150 km parcouru ou 15 € pour plus de 150 km). La Région a maintenu ce tarif et l'année 2016 confirme son succès avec plus de 430 000 voyages effectués. Le train fait de nouveau partie des modes de transport envisagés par les jeunes. Ce dispositif de prix a été étendu à la gamme *occasionnelle* : ce sont des prix ronds de 5, 10, 18 ou 28 euros pour tous, et toujours 0 € pour les moins de 12 ans accompagnés. Il existe également des abonnements mensuels et hebdomadaires pour les moins de 26 ans.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

II. Leviers d'action et modalités de mise en œuvre

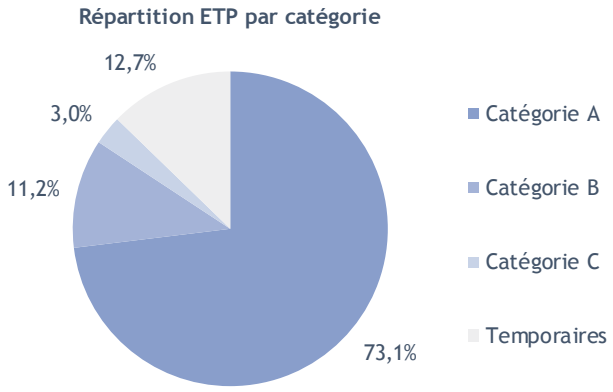
La compétence transport ferroviaire est assurée par le biais d'une convention d'exploitation avec SNCF conclue pour la période 2007-2013, prorogée par avenant jusqu'en 2017. La Région en assure le pilotage et définit les niveaux de service de transport public (dessertes, horaires, tarifs, etc.).

La maîtrise d'ouvrage des investissements sur les infrastructures maritimes et les ouvrages des voies navigables est assurée par la Région. Les concessionnaires interviennent sur les plates-formes et l'outillage des ports et des aéroports en application de leurs contrats.

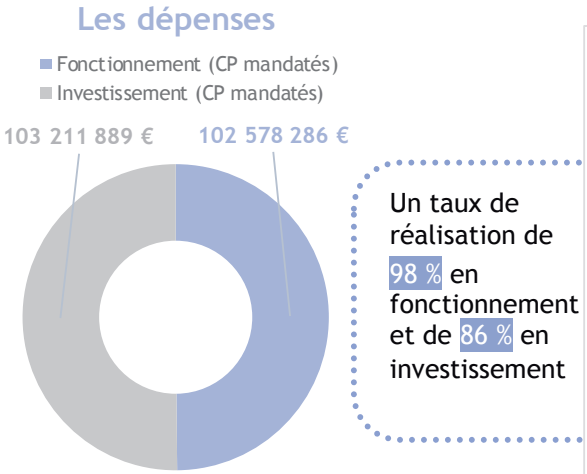
La Région subventionne aussi des investissements, que ce soit sur les infrastructures ferroviaires (BGV, Plan ferroviaire breton) ou les ports, aéroports et voies navigables dont elle n'est pas propriétaire.

// Moyens humains

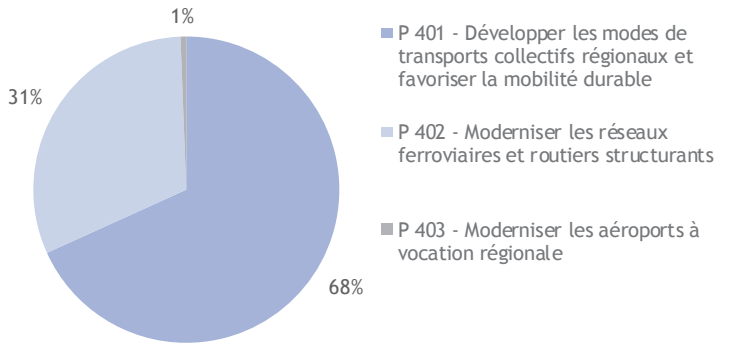
Mission 4 - Pour une Bretagne de toutes les mobilités	
Équivalent temps plein (ETP) et masse salariale	2016
Catégorie A	**17,6**
Catégorie B	**2,7**
Catégorie C	**0,7**
Temporaires	**3,1**
Total ETP	24,1
Total Masse salariale	**1 326 277 €**



// Répartition des dépenses



Un taux de réalisation de 98 % en fonctionnement et de 86 % en investissement



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

> Dépenses par programme

Mission 4 - Pour une Bretagne de toutes les mobilités

	CP votés en 2016	CP mandatés en 2016	Taux de réalisation
P 401 - Développer les modes de transports collectifs régionaux et favoriser la mobilité durable	**143 312 000 €**	**140 411 549 €**	**98%**
Fonctionnement	102 772 000 €	101 108 555 €	98%
Investissement	40 540 000 €	39 302 994 €	97%
P 402 - Moderniser les réseaux ferroviaires et routiers structurants	**79 482 000 €**	**64 127 132 €**	**81%**
Fonctionnement	314 000 €	311 403 €	99%
Investissement	79 168 000 €	63 815 729 €	81%
P 403 - Moderniser les aéroports à vocation régionale	**1 624 500 €**	**1 251 494 €**	**77%**
Fonctionnement	1 294 000 €	1 158 328 €	90%
Investissement	330 500 €	93 166 €	28%
Dépenses totales de la Mission (I et F)	**224 418 500 €**	**205 790 175 €**	**92%**
Total Fonctionnement	**104 380 000 €**	**102 578 286 €**	**98%**
Total Investissement	**120 038 500 €**	**103 211 889 €**	**86%**

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M4 P 401 Développer les modes de transports collectifs régionaux et favoriser la mobilité durable

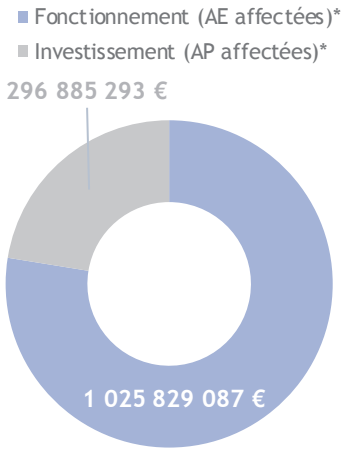
En 2016 se sont poursuivies les politiques en faveur du transport ferroviaire : la LGV est attendue pour 2017 et les efforts se poursuivent pour le TER avec, notamment, la livraison des nouveaux matériels. Dans le cadre des transferts de compétences issus de la loi NOTRe, il a été décidé que la Région deviendrait compétente pour les liaisons maritimes et les transports interurbains et scolaires en 2017. Les conventions de transfert prévoyant les conditions financières ont été signées en décembre 2016.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Le TER Bretagne, un engagement structurant pour le territoire	2 L'autocar, complément indispensable du TER aujourd'hui, maillon fort d'un nouveau réseau de transport régional demain	3 L'importance de la prise en compte du phénomène multimodal et de l'essor des nouvelles formes de mobilités collectives et individuelles
Actions	[I - 1] Développer le transport ferroviaire en favorisant un accès pour tous tout en maîtrisant les coûts pour la collectivité	[II - 1] Développer le transport routier de voyageurs d'intérêt régional	[III - 1] Favoriser le passage d'un mode de transport à l'autre grâce à des outils adaptés
	[I - 2] Maintenir un parc de matériel roulant optimisé en quantité et en qualité	[II - 2] Relever le défi du transfert de compétences du mode autocar	[III - 2] Favoriser l'émergence de solutions de mobilités durables et innovantes
	[I - 3] Faire du train en général, et du TER en particulier, un outil appropriable par tous		

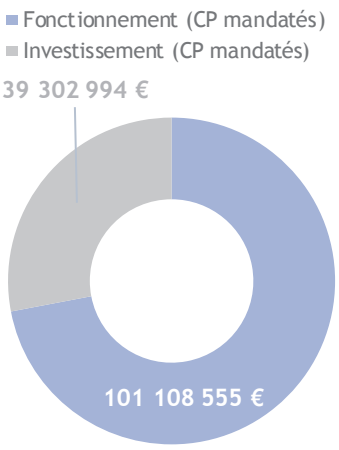
140,4 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 100 % en fonctionnement et de 83 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 98 % en fonctionnement et de 97 % en investissement

** L'AE est pluriannuelle et a été ouverte en 2007. L'AP est pluriannuelle et a été ouverte en 2009. Les résultats correspondent au cumul.*

// Analyse des principales réalisations de l'année

- ### La convention TER, cadre contractuel de mise en œuvre du service régional de transport ferroviaire de voyageurs [I-1]

La convention régit les relations avec la SNCF pour l'exploitation du TER Bretagne et garantit notamment le maintien d'un niveau de service de qualité. L'équilibre financier de la convention précise la contribution publique attendue ; la convention a mobilisé 580 millions d'euros sur la période 2007-2013. En 2014, la Convention TER a été prolongée par avenant, portant l'échéance initialement prévue fin 2013 à fin 2017. Tout en s'inscrivant dans la continuité de la

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

précédente convention, l'avenant établit une nouvelle base de charges et de recettes pour les années 2014 à 2017. La convention a ainsi été stable financièrement en 2016.

Indicateur N°1 [I-1] – Fréquentation et qualité de service du TER	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre de voyages par jour (estimation)*	32 000	31 300	31 400
Evolution globale du trafic en % *	-0,6 %	-2 %	+0,3%
Evolution de l'offre de transport en train.kilomètre	-5,6 %	0,3 %	-2 %
Pourcentage d'abonnés (y compris scolaires) *	64 %	63 %	63%
Taux de réalisation de l'offre – Trains partis / trains prévus	98,4 %	98,9 %	98,8%
Taux de régularité - % des trains arrivant avec moins de 5 min de retard	95,6 %	95,7 %	94,4%

*les chiffres 2016 sont à prendre avec précaution car en cours de consolidation suite au changement d'outil de la SNCF

• L'adaptation continue du parc de matériel [I-2]

Pour poursuivre l'évolution du TER, un des premiers leviers d'action concerne le parc de matériel roulant ferroviaire, composante essentielle du service tant du point de vue technique que financier. L'acquisition de nouveaux trains permet de développer l'offre, répondre à l'accroissement de la demande et garantir un service fiable et de qualité.

Indicateur N°2 [I-2] – Evolution des places offertes	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre de places (assises)	**15 744**	**16 892**	17 641

• L'autocar, complément indispensable au train [II-1]

Les lignes routières ont pour vocation de compléter le maillage offert par les liaisons ferroviaires. Elles sont ainsi un complément indispensable permettant d'offrir des transports efficaces au service des personnes et de l'économie. Les liaisons d'intérêt régional permettent une meilleure couverture territoriale en Centre-Bretagne.

Indicateur N°3 [II-1] – Lignes desservant le Centre-Bretagne	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Ligne Rennes-Pontivy : nombre de voyages	108 563	97 819	98 446
Dont scolaires	5%	5%	5%
Ligne Nord-Sud (St Brieuc-Pontivy-Vannes/Lorient) : nombre de voyages	174 462	161 709	154 698
Dont scolaires	50%	48%	50%

Si la ligne Rennes-Pontivy continue à voir sa fréquentation augmenter, la baisse est significative sur la Nord-Sud. Ceci est dû à la mise en place de lignes express sur le réseau interurbain morbihannais entre Pontivy-Vannes et Pontivy-Lorient.

• La poursuite de l'extension de la carte KorriGo [3-1]

Avec plus de 450 000 cartes utilisées tous les jours en Bretagne sur sept importants réseaux de transport public (train, bus, métro, car, vélo ...), la carte multimodale KorriGo participe au quotidien des breton.ne.s.

Indicateur N°4 [III-1] – Déploiement des cartes *KorriGo*	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre de porteurs de la carte *KorriGo* sur le réseau régional TER Bretagne (cartes utilisées régulièrement)	34 250	36 850	36 494
Nombre de porteurs de la carte *KorriGo* en Bretagne (cartes utilisées régulièrement)	400 000	450 000	450 000

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M4 P 402 Moderniser les réseaux ferroviaires et routiers structurants

2016 en Bref

L'engagement de la Région pour la ligne LGV est valorisé par l'achèvement des travaux. Des chantiers s'engagent sur les lignes ferroviaires de maillage Brest-Quimper et Guingamp-Paimpol et se poursuivent sur la RN 164. De nouveaux projets sont à l'étude avec, à court terme l'expérimentation d'un nouveau concept de gare à Landivisiau, et à plus long terme les *Liaisons Nouvelles Ouest Bretagne Pays de la Loire* (LNOBPL). La performance de la Bretagne s'est affirmée par ailleurs lors de la semaine internationale du transport et de la logistique à Paris.

// Objectifs, actions et chiffres clés

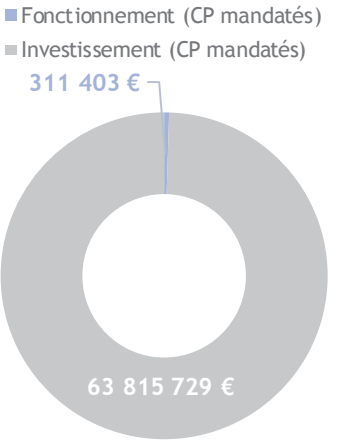
Objectifs / Actions	1 Améliorer l'accessibilité de la Bretagne en tout point du territoire	2 Faciliter les déplacements de la vie quotidienne	3 Encourager le développement du fret dans une logique durable
Actions	[I - 1] Participer à la modernisation et au développement du réseau ferroviaire structurant	[II - 1] Participer à l'amélioration et à la pérennisation des infrastructures ferroviaires	[III - 1] Favoriser la mise en œuvre d'un plan régional d'actions logistiques
Actions	[I - 2] Participer à la modernisation du réseau routier	[II - 2] Participer à la rénovation des gares et points d'arrêts régionaux	[III - 2] Accompagner la reprise du transport combiné rail-route
Actions		[II - 3] Accompagner le développement des principales agglomérations bretonnes	[III - 3] Soutenir les projets d'infrastructure nécessaires au développement du fret

64,1 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations

Un taux d'affectation de 50 % en fonctionnement et de 82 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 99 % en fonctionnement et de 81 % en investissement

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Participer à la modernisation/au développement du réseau ferroviaire structurant [I-1]

A l'été 2016, les travaux de la *Ligne à Grande Vitesse Bretagne Pays de la Loire* (LGV BPL) se sont achevés, laissant place à la phase des essais et la préparation du dossier de sécurité nécessaire à l'obtention de l'Autorisation de mise en exploitation commerciale. Afin d'améliorer l'accessibilité de la Bretagne et de diffuser la grande vitesse sur tout le territoire breton à partir de l'été 2017, date de mise en service de la LGV BPL, 11 projets de *Pôles d'Echanges Multimodaux* (PEM) ont été initiés sur le territoire et sont soutenus par la Région au titre du CPER, des *Contrats de partenariat*, mais également par l'Europe (FEDER). En 2016, le PEM de Guingamp s'est achevé.

Indicateur N°1 [I-1] - Pôle d'Echanges Multimodaux (CPER) mis en service (tous périmètres)	Réalisation 2016	Prévision 2016	Cible 2020
En nombre	1	1	5

Une étape complémentaire au débat public du projet *Liaisons nouvelles ouest Bretagne Pays de la Loire* (LNOBPL) s'est engagée en octobre 2016 de façon à prolonger la concertation et à poursuivre les expertises techniques.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

• Participer à la modernisation du réseau routier [I-2]

Là où le ferroviaire n'est pas présent, l'amélioration de l'accessibilité de la Bretagne passe par la modernisation des routes. La mise à 2x2 voies de la RN 164 qui traverse la Bretagne d'Est en Ouest en desservant le Centre-Bretagne, se poursuit avec la mise en service de la dernière section au niveau de Loudéac, la fin des travaux de terrassements entre Saint Méen-le-Grand et la RN12, le démarrage des travaux préparatoires du coté de Châteauneuf du Faou et la poursuite des études au droit de Rostrenen, Mûr-de-Bretagne, Plémet et Merdrignac.

Indicateur N°2 [I-2] - Avancement de la mise à 2x2 voies de la RN 164	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Prévision 2016	Cible 2020
En km	98	98	101	101	111

En complément, la Région soutient la mise à 2x2 voies de l'axe Triskel qui relie Saint-Brieuc à Vannes et Lorient.

• Participer à la modernisation/pérennisation des infrastructures ferroviaires [II-1]

Les lignes de maillage du territoire breton, très anciennes, sont globalement dans un état critique. En 2016, des travaux ont été engagés sur 2 lignes de maillage qui seront ainsi pérennisées ; Guingamp-Paimpol et Brest-Quimper. D'autres lignes sont à l'étude dans le cadre du CPER : Dol-Dinan, Dinan-Lamballe et Rennes-Châteaubriant.

• Participer à la rénovation des gares et points d'arrêts régionaux [II-2]

La modernisation des gares régionales se poursuit, visant à la fois à offrir plus de confort et de services aux voyageurs, et à rendre ces gares accessibles au plus grand nombre, ceci conformément aux objectifs formalisés dans *l'Agenda d'Accessibilité Programmée* adopté par la Région Bretagne en 2015. Durant l'année, des travaux ont été réalisés à Pontchaillou, Lamballe, Bruz, Guichen, Quimperlé, Bannalec, Questembert, Montauban et Plouaret. Une expérimentation s'est engagée également à Landivisiau visant à définir un nouveau concept de gare au plus près des besoins de voyageurs.

Indicateur N°3 [II-2] - Mise en accessibilité des gares TER (au sens du SDAP)	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Prévision 2016	Cible 2020
En nombre de gares accessibles	4	5	6	6	14

• Favoriser la mise en œuvre d'un plan régional d'actions logistiques [III-1]

La promotion du système logistique régional est au cœur des actions en 2016. Cette valorisation s'est traduite lors de la *Semaine internationale du transport et de la logistique* à Paris où l'autorité portuaire et les acteurs multimodaux de l'innovation et de la formation se sont rassemblés sous une bannière « Bretagne ».
Le déploiement du système d'information portuaire AP+ a également marqué l'année. Il permet aux places portuaires régionales de s'intégrer de manière performante dans les différentes chaînes de transport nationales et internationales grâce à l'optimisation du maillon portuaire (numérisation des opérations administratives). Le passage portuaire s'en trouve ainsi accéléré.

• Accompagner la reprise du transport combiné rail-route [III-2]

Enjeux de logistique durable et de compétitivité pour la Bretagne, le service de transport combiné démontre sa pertinence depuis 6 ans. Afin d'assurer la performance du service et son développement, la Région poursuit ses actions notamment auprès de *SNCF Réseau* afin de rechercher des conditions pérennes de fiabilisation des sillons. La réflexion engagée en 2016 sur l'opportunité de co-construire un outil structurant d'envergure régional pour préparer l'avenir se poursuit, réunissant acteurs multimodaux, fédérations professionnelles, concessionnaires portuaires et partenaires publics.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M4 P 403 Moderniser les aéroports à vocation régionale

2016 en Bref

La CCIMB de Brest, mandataire du consortium *Reiñ Lusk*, a été retenue pour l'exploitation des 2 aéroports finistériens jusqu'en 2036. Ce groupement de professionnels est uni autour d'une même vision du développement des deux aéroports. Il s'engage à pérenniser les deux plateformes notamment par l'instauration d'une solidarité de développement et de financement entre elles.

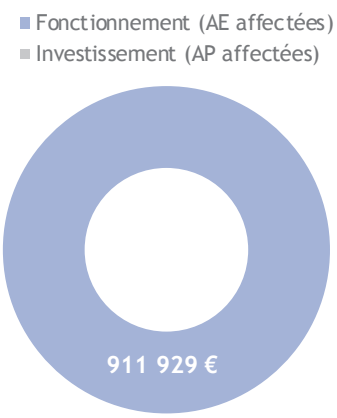
// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs

1 Assurer les missions d'autorité concédante des aéroports de Rennes, Dinard, Brest et Quimper	2 Soutenir le développement des aéroports à vocation régionale en tant que pôles majeurs d'entrée/sortie sur le territoire régional	3 Accompagner le projet de réalisation du nouvel aéroport Notre-Dame-des-Landes

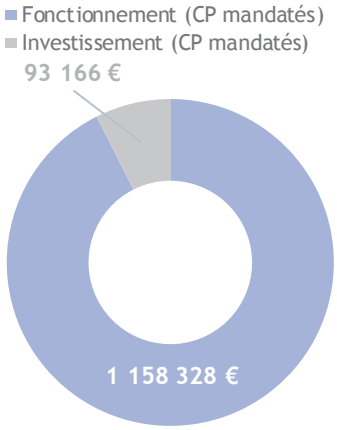
1,2 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 74 % en fonctionnement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 90 % en fonctionnement et de 28 % en investissement

> Le contrat de concession des aéroports de Rennes et Dinard prévoyait le versement par la Région d'une subvention d'investissement de l'ordre de 1 million d'euros. Au regard du niveau des investissements et de la capacité financière de la concession à autofinancer ces investissements sur l'année 2016, la subvention régionale n'avait plus lieu d'être. Ceci explique le faible taux de réalisation des CPI mandatés.

// Analyse des principales réalisations de l'année

- ### Assurer les missions d'autorité concédante des aéroports de Rennes, Dinard, Brest et Quimper [I]

Aéroports de Rennes et Dinard : ces deux plateformes sont exploitées depuis 2010 par la *Société d'exploitation des aéroports de Rennes et Dinard* (SEARD). Cette année, d'importants travaux de rénovation des systèmes de climatisation, chauffage et ventilation des bâtiments ont été engagés sur la plateforme rennaise. La SEARD a également finalisé la remise en état des parkings des avions cargo et passagers engagée en 2015 et procédé au renouvellement de matériels d'assistance et d'un véhicule SSLIA (sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs).
A Dinard, ce sont des travaux de mise en conformité avec la réglementation relative à l'accessibilité des établissements recevant du public qui ont été réalisés. Le concessionnaire a également procédé à la remise en état de la voie de circulation dénommée « Alpha » et rénové la station de lavage et d'aspiration des véhicules dédiée aux loueurs de voiture.
Au regard de la capacité financière de la concession, ces investissements ont été intégralement autofinancés par celle-ci. Enfin, il faut noter la volonté de l'exploitant de maintenir une démarche environnementale performante qui s'est traduite, en 2016, par le renouvellement des certifications ISO 14 001 et *Airport carbon accredited*.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP-01-DE

Aéroports de Brest et Quimper : les deux contrats de concession sont arrivés à échéance le 31 décembre 2016 après avoir, chacun, été prolongé d'une année pour motif d'intérêt général. S'agissant de la concession de Quimper, la Région a versé une indemnité de 435 000 € pour « modification unilatérale du contrat dans l'intérêt général » conformément aux principes généraux des contrats administratifs et notamment de l'obligation de préserver les droits financiers du délégataire.

La procédure de renouvellement de ces 2 concessions initiée en 2016 a été finalisée par l'attribution des nouvelles concessions en septembre 2016. Ainsi, l'exploitation des aéroports finistériens a été confiée, pour une durée de 20 ans, à un opérateur unique : le consortium *Reiñ Lusk* porté par la CCI Métropolitaine de Bretagne Ouest. L'ossature des relations juridiques des membres du consortium ont répondu aux attentes de la Région selon le schéma suivant : une société mère titulaire du contrat l'autorisant à exploiter l'aéroport de Brest et sa filiale, attributaire du contrat pour l'exploitation de l'aéroport de Quimper.

Les deux contrats sont à la fois exigeants en matière d'objectifs économiques, sociaux et environnementaux et aussi ambitieux en termes de trafic et d'investissement sur 20 ans :

- pérennisation et développement de Quimper,
- mise en œuvre de synergies entre les deux plateformes et recherche de mutualisations,
- qualité des services rendus aux compagnies aériennes et voyageurs,
- qualité des installations,
- qualité de la politique environnementale et de développement durable,
- engagements en matière de gestion des ressources humaines et de qualité de l'emploi et enfin,
- fort niveau de garanties juridiques et financières.

Les concessionnaires cherchent à dynamiser l'offre aérienne dans le respect des objectifs fixés contractuellement par la Région Bretagne.

Ainsi, le nombre de passagers fréquentant les aéroports de Rennes, Dinard, Brest et Quimper, augmente de plus de 5 %. Cette hausse repose sur le dynamisme des lignes nationales comme Brest-Lyon, la liaison la plus fréquentée, et des lignes européennes, comme Rennes-Barcelone ou Quimper-Londres, qui voient leur trafic augmenter de 14,13 %.

Indicateur N°1 [I] - Evolution du nombre de passagers	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
En pourcentage	-0,85 %	+2,6	+5,18	-
En valeur absolue	1 715 095	1 759 453	1 850 628	1 743 600

Les concessionnaires mènent des actions volontaristes auprès des compagnies aériennes notamment par l'octroi de mesures incitatives au démarrage de nouvelles liaisons aériennes.

Indicateur N°2 [I] - Nombre de compagnies utilisant au moins un aéroport régional	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
4 aéroports	24	24	24	24

• Soutenir le développement des aéroports à vocation régionale en tant que pôles majeurs d'entrée/sortie sur le territoire régional [2]

La Région a apporté son soutien financier aux *Obligations de service public (OSP)* Lannion - Paris (400 000 €) et de Lorient-Lyon (100 000 €).

S'agissant de Lannion, l'OSP est justifiée par la nécessité de maintenir la liaison aérienne avec Paris. L'OSP Lorient-Lyon permet le désenclavement de la Bretagne sud et apporte des opportunités de développement commercial pour le tissu économique local.

• Accompagner le projet de réalisation du nouvel aéroport Notre-Dame-des-Landes [3]

Conformément au budget rectificatif de 2016, approuvé par le *Syndicat mixte aéroportuaire Notre-Dame-des-landes* (SMA NDDL), la Région a participé au fonctionnement du syndicat à hauteur de 37 669 €.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Mission V.

Pour une région engagée dans la transition écologique

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

I. Le contexte et la stratégie de la mission

Chiffres clés

- **38 % de masses d'eau en bon état écologique**
- **26 % de la Bretagne couverte par des réservoirs régionaux de biodiversité**
- **Maitrise de l'énergie : 413 GWh de consommation électrique évitée en 2015**
- **Production électrique issue des énergies renouvelables : 2,7 TWh en 2015 (+67 % depuis 2010)**
- **80 % des Breton.ne.s concerné.e.s par un programme local de prévention des ordures ménagères**

Documents cadres 2016

- **SDAGE 2016-2021 ; Contribution bretonne à la SOCLE**
- **Bilan à mi-parcours du Pacte électrique breton**
- **Plan régional prévention et de gestion des déchets dangereux**

Les évolutions législatives impactent fortement la responsabilité de la Région en matière de politique environnementale. Après la loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015, ainsi que la loi NOTRe actant le transfert de la compétence planification des déchets, c'est la loi pour la reconquête de la biodiversité qui vient compléter les compétences régionales, en offrant notamment la possibilité aux Régions de créer une agence régionale de la biodiversité.

Parallèlement, la Région a souhaité proposer une démarche innovante pour accélérer le déploiement de la transition écologique et énergétique, inspirée des caractéristiques qui ont mené au succès de la COP21 internationale. Cette COP régionale a vocation à proposer davantage de transversalité et à décloisonner les politiques et les acteurs, à susciter une forte mobilisation citoyenne autour de ces sujets, et enfin à encourager l'engagement des breton.ne.s autour d'objectifs communs en matière de transition écologique et énergétique. L'année 2016 a permis un travail de conceptualisation de ce vaste projet dont les étapes préparatoires ont eu lieu au travers des conférences régionales de fin d'année.

Pour cette année, les éléments principaux d'avancement sur la politique environnementale concernent la validation du second *Plan algues vertes* pour la période 2017-2021, l'élaboration d'une contribution bretonne à la *Stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau*, le lancement d'initiatives opérationnelles répondant au *Schéma régional de cohérence écologique*, la validation et le lancement du projet interrégional SMILE portant sur le déploiement des réseaux électriques intelligents en Bretagne et Pays de la Loire pour la période 2017-2020, et enfin le lancement de la dynamique économie des ressources, avec l'installation de la *Conférence régionale des ressources*.

Ainsi, le *Plan algues vertes* 2017-2021, construit en 2016 et validé en fin d'année, consacre la poursuite de la lutte contre les marées vertes en s'appuyant sur l'expérience et le bilan du 1er Plan :

- L'expérimentation de principes novateurs via des objectifs quantifiés, une approche territorialisée et une vision intégrée des politiques publiques autour de la gestion durable de l'eau
- Une mobilisation de l'ensemble des acteurs locaux et régionaux
- Un accompagnement plus direct des agriculteurs pour enclencher les évolutions contractualisées dans le 1er Plan
- Un changement d'approche dans la mobilisation des outils foncier et économique.

Le nouveau Plan propose une redynamisation de la gouvernance en impliquant davantage les territoires concernés, une dimension économique placée au cœur de l'action, et une dimension scientifique rénovée et renforcée en appui aux territoires.

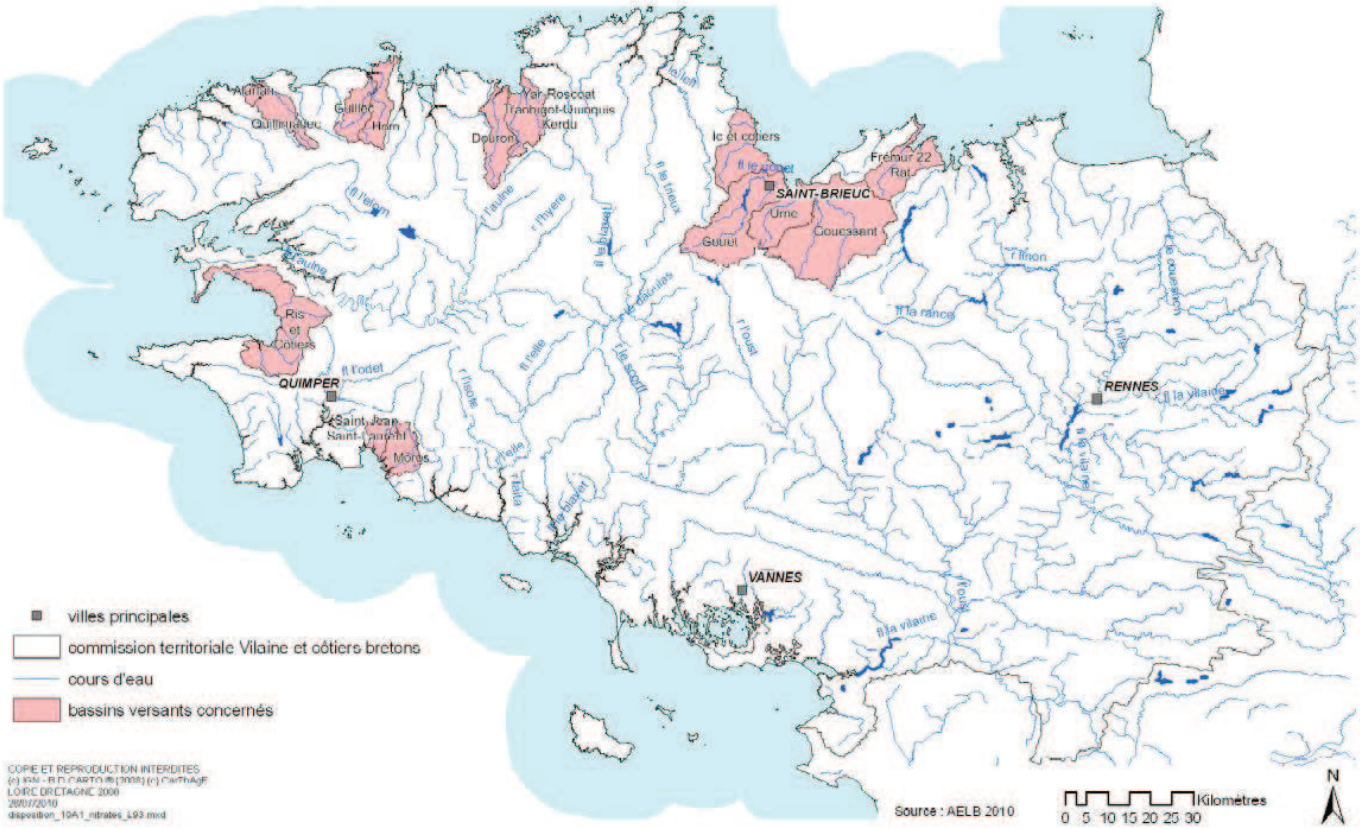
La Région s'implique également davantage dans l'animation de ce Plan, approche cohérente avec sa demande de compétence en matière de coordination et d'animation régionale de la politique de l'eau, mais aussi en tant qu'autorité de gestion des fonds européens dont le FEADER qui constitue un levier fort de l'accompagnement financier des actions des baies (par des *Mesures Agri-Environnementales et Climatiques*, le soutien aux investissements matériels agri-environnementaux, et le dispositif *Breizh Bocage)*.

En matière de biodiversité et de patrimoine naturel, l'année 2016 a également vu le lancement des différents dispositifs financés par les fonds européens (FEADER et FEDER) pour soutenir les initiatives bretonnes relatives au développement et à la valorisation de la connaissance, les projets des réserves naturelles nationales et régionales, ainsi que les démarches des territoires en faveur de la mise en œuvre des trames vertes et bleues.

Une démarche de redéfinition de la stratégie de la Région envers les *Parcs naturels régionaux* a par ailleurs été initiée à partir du second semestre.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Carte des 8 baies algues vertes concernées par le Plan algues vertes 2



// La stratégie régionale

En 2016 a été adopté le *Plan régional de prévention et de gestion des déchets dangereux*, qui constitue un des 9 Plans de prévention et de gestion des déchets du territoire breton. Ce vote fut l'occasion de présenter les perspectives de travail suite à l'acquisition par la Région de la compétence planification globale sur la question des déchets, qui prendra la forme d'un Plan régional unique dont les travaux d'élaboration commence en 2017. Afin de préparer cette prise de compétence, la Région a souhaité s'approprier le sujet et aller à la rencontre des opérateurs. En lien avec la gestion des déchets qui évolue progressivement vers une valorisation des ressources, les actions de la Région dans le domaine de l'économie circulaire ont été marquées par la restitution en octobre à Lorient de la démarche d'expérimentation sur un an des huit projets pilotes de l'appel à manifestation d'intérêt.

// L'approche du développement durable dans les politiques régionales

La politique régionale en matière d'environnement s'inscrit totalement dans la dynamique de développement durable, au sens où elle interagit en permanence avec les autres enjeux et politiques publiques, dans une perspective de conciliation et d'amélioration continue. Ainsi, une réflexion prospective et transversale sur la conciliation des usages de l'eau avec le développement du territoire breton à l'horizon 2040, a mobilisé en 2016, outre des partenaires externes, différentes directions en interne, initiant ainsi un travail de transversalité entre politiques régionales au service d'un développement durable.

Au-delà du pilier environnemental qui est évidemment au cœur de l'action, les actions de cette politique peuvent contribuer de manière forte à l'émergence de nouvelles filières ou de nouveaux modèles économiques au travers par exemple du projet SMILE présenté ci-après ou du travail d'ingénierie financière mené sur les énergies marines renouvelables (EMR) dans la perspective de la création d'un fonds d'investissement. Le travail mené en matière d'EMR est détaillé dans le rapport transversal Mer.

En outre, l'ensemble des stratégies inscrites dans le cadre de la politique environnementale sont élaborées en concertation étroite avec les acteurs, qui contribuent fortement à la construction des planifications et des Plans d'action régionaux, en particulier au travers des Conférences régionales.

Le *Plan bâtiment durable breton* se poursuit avec une mobilisation autour des chantiers que sont le développement de la rénovation énergétique, la mutation de la filière Bâtiment, la préservation et la valorisation des ressources de nos territoires. En 2016, un regain d'activité a été observé avec 23 000 rénovations. Le réseau des plateformes

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 085-283500016-20170433-17JDE5_SEGEP_01-DE

de rénovation de l'habitat se déploie massivement sur le territoire avec 13 plateformes opérantes fin 2016. Enfin, un travail de structuration d'une politique autour de la filière des écomatériaux est en cours d'élaboration.

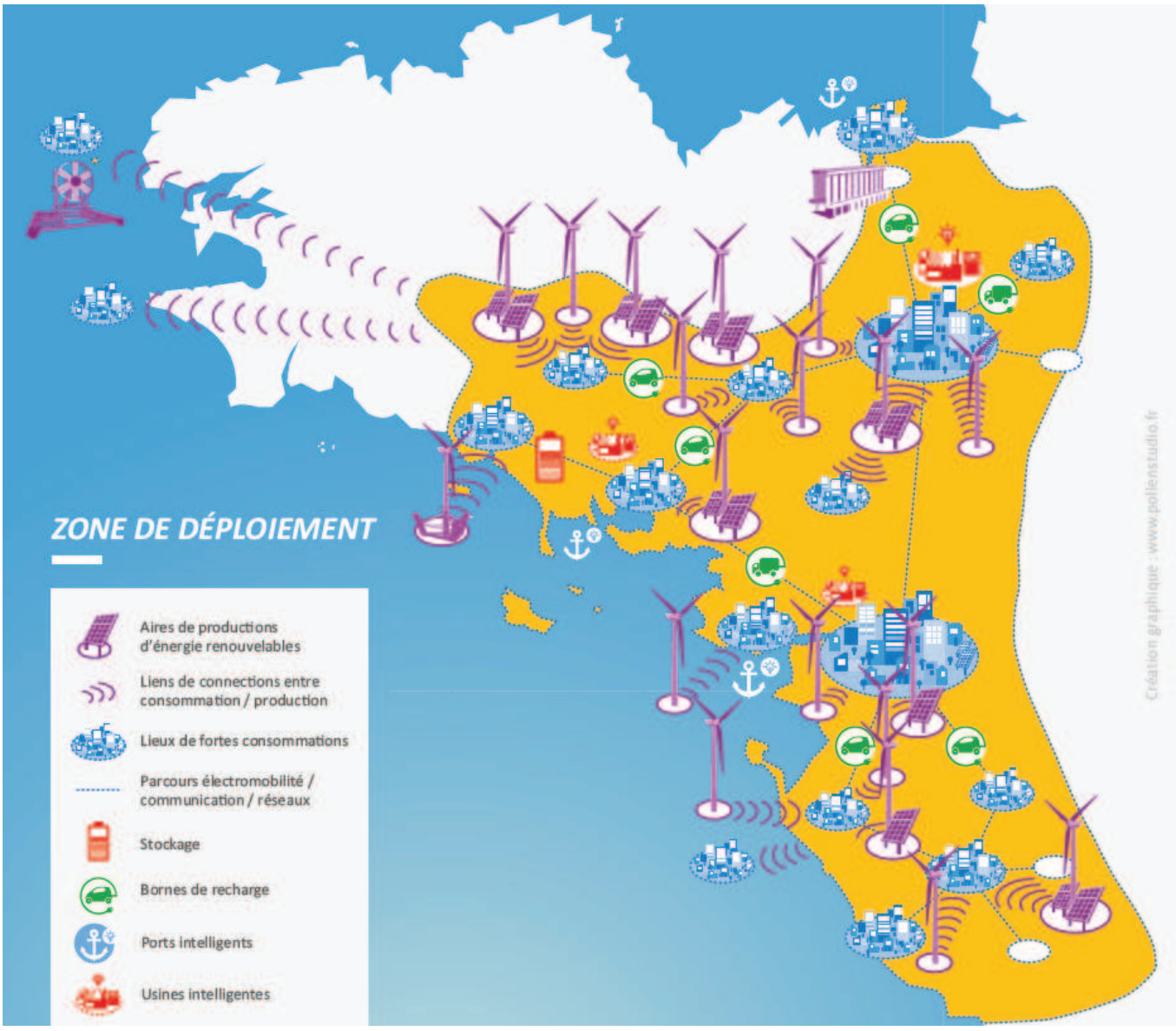
// L'approche territoriale de l'action régionale

En s'associant en 2016, les régions Bretagne et Pays de la Loire ont été lauréates de l'appel à projet Nouvelle France Industrielle pour le déploiement des réseaux électriques intelligents pour le projet SMILE (*SMart Ideas to Link Energies*).

Celui-ci mobilise plus de 160 partenaires dont une centaine d'entreprises, *les Syndicat départementaux d'énergie* et des EPCI. SMILE a vocation à faire du grand ouest un territoire vitrine pour le déploiement de ces nouvelles technologies au croisement des énergies renouvelables et du numérique. Jusqu'en 2020, 260 millions d'euros seront investis pour favoriser ce déploiement via 17 grands projets qui offriront des solutions d'intégration des énergies renouvelables, de maîtrise des consommations et de sécurisation des approvisionnements, soit les 3 axes majeurs de la politique de transition énergétique régionale. Ce déploiement se fera à différentes mailles territoriales, du plus local à l'échelle régionale.

Ce projet permettra également l'émergence et la consolidation d'une filière industrielle nouvelle (10 000 emplois directs ou induits) avec de forts potentiels à l'international.

Carte de la zone de déploiement du projet SMILE



Cette carte illustre la zone de déploiement prioritaire des solutions en matière de réseaux électriques intelligents en Bretagne et Pays de la Loire, en illustrant les caractéristiques de la zone favorables à ce déploiement.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

II. Leviers d'action et modalités de mise en œuvre

L'évolution des compétences en matière environnementale modifie la composition des acteurs impliqués sur les territoires en donnant en particulier aux EPCI une responsabilité majeure sur l'ensemble des problématiques. Cette évolution favorise la transversalité des politiques environnementales, de l'aménagement et du développement économique.

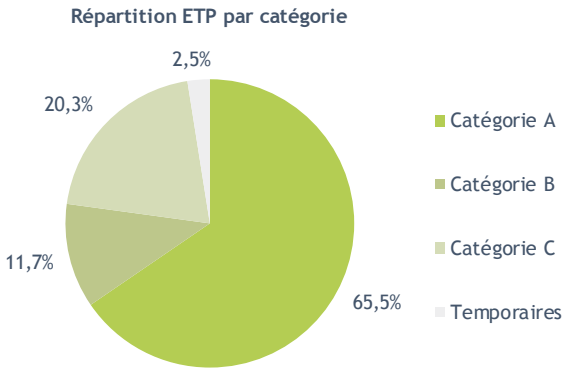
Pour les accompagner sur ces compétences, le Conseil régional soutient l'ingénierie territoriale pour mettre en œuvre des projets environnementaux. L'organisation de rencontres entre réseaux d'acteurs de différentes politiques constitue également une plus-value importante de la Région pour l'efficacité de la mise en œuvre de ses politiques.

Les observatoires régionaux s'étoffent progressivement avec le lancement officiel de l'observatoire de la biomasse, au sein du *GIP Bretagne Environnement*. Il apportera des informations essentielles à l'élaboration du futur *Plan régional de prévention et de gestion des déchets* et du *Schéma régional de la biomasse*.

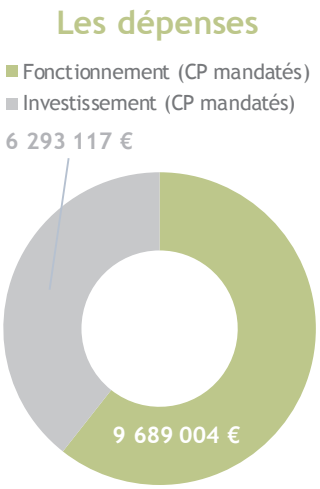
Une démarche concertée est en cours concernant le format et le partage des données naturalistes. Une réflexion a été initiée pour l'organisation d'observatoires thématiques (oiseaux, mammifères, invertébrés) en lien avec les associations productrices de connaissances, ainsi que le développement d'une interface régionale d'accès aux données du patrimoine naturel.

// Moyens humains

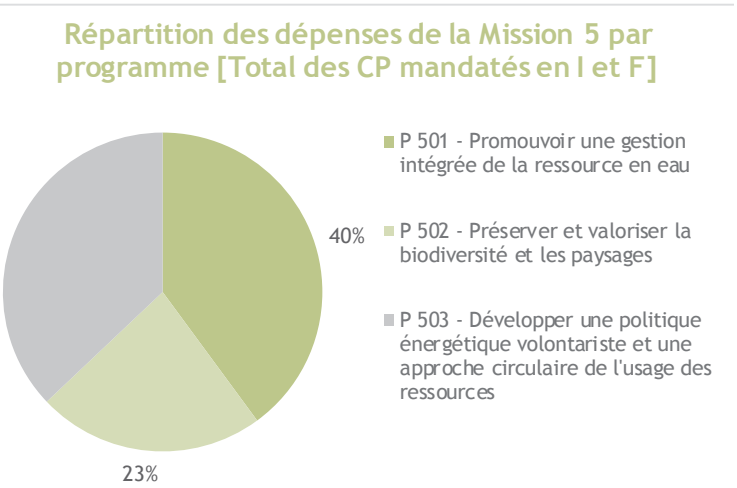
Mission 5 - Pour une Région engagée dans la transition écologique	
Équivalent temps plein (ETP) et masse salariale	2016
Catégorie A	24,7
Catégorie B	4,4
Catégorie C	7,7
Temporaires	0,9
Total ETP	37,7
Total Masse salariale	1 979 206 €



// Répartition des dépenses



Un taux de réalisation de 93 % en fonctionnement et de 51 % en investissement



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

> Dépenses par programme

Mission 5 - Pour une Région engagée dans la transition écologique

	CP votés en 2016	CP mandatés en 2016	Taux de réalisation
P 501 - Promouvoir une gestion intégrée de la ressource en eau	**9 570 000 €**	**6 380 293 €**	**67%**
Fonctionnement	4 370 000 €	3 850 880 €	88%
Investissement	5 200 000 €	2 529 413 €	49%
P 502 - Préserver et valoriser la biodiversité et les paysages	**3 963 000 €**	**3 676 043 €**	**93%**
Fonctionnement	3 063 000 €	2 948 055 €	96%
Investissement	900 000 €	727 987 €	81%
P 503 - Développer une politique énergétique volontariste et une approche circulaire de l'usage des ressources	**9 165 000 €**	**5 925 785 €**	**65%**
Fonctionnement	3 015 000 €	2 890 069 €	96%
Investissement	6 150 000 €	3 035 716 €	49%
Dépenses totales de la Mission (I et F)	**22 698 000 €**	**15 982 121 €**	**70%**
Total Fonctionnement	**10 448 000 €**	**9 689 004 €**	**93%**
Total Investissement	**12 250 000 €**	**6 293 117 €**	**51%**

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M5 P 501 Promouvoir une gestion intégrée de la ressource en eau

2016 en Bref

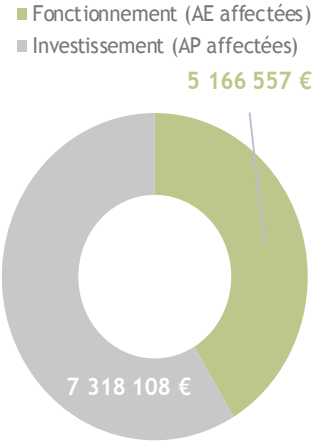
Cette année, le Conseil régional a poursuivi son accompagnement technique et financier auprès des acteurs de projets de gestion intégrée de l'eau. Plus spécifiquement, il a défini ses orientations dans la mise en œuvre du second *Plan de lutte contre les algues vertes*, mis en œuvre avec ses partenaires institutionnels des mesures de simplification pour les porteurs de projets, et piloté la rédaction d'une contribution bretonne à la *Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau* (SOCLE). La Région est désormais reconnue par l'ensemble des acteurs de l'eau, comme un partenaire essentiel de la politique de l'eau.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Renforcer l'appropriation des enjeux liés à l'eau par les acteurs bretons	2 Viser le respect de la qualité des Milieux Aquatiques, compatible avec un développement équilibré des territoires	3 S'adapter aux risques liés à l'eau
Actions	[I - 1] Informer et former	[II - 1] Soutenir les Projets de Territoires pour l'Eau (PTE)	[III - 1] Permettre aux bretons de disposer d'une eau potable en quantité suffisante
	[I - 2] Organiser les conditions d'une gouvernance efficace	[II - 2] Accompagner les projets territoriaux « Algues vertes »	[III - 2] Sécuriser les personnes et les biens face aux risques d'inondation fluviale et de submersion marine
	[I - 3] Mieux comprendre pour mieux agir		

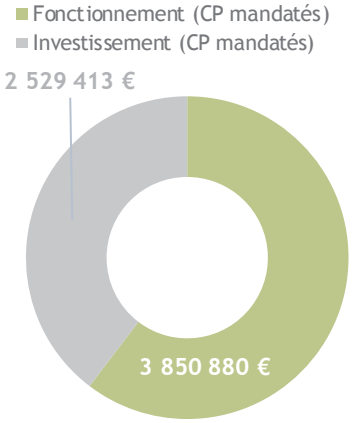
6,4 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 96 % en fonctionnement et de 93 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 88 % en fonctionnement et de 49 % en investissement

> Le retard de consommation dans les projets d'investissements est lié au caractère intrinsèque des projets soutenus qui concernent pour la plupart la construction de stations d'épuration dont la réalisation dure 2 à 3 ans. Par ailleurs, en 2016, une partie importante des autorisations de programme concerne les travaux de continuité écologique à réaliser sur les voies navigables propriété du Conseil régional. Or, ces travaux seront engagés par phases successives jusqu'à fin 2019, ce qui étale les crédits de paiements sur les 3 prochaines années.

// Analyse des principales réalisations de l'année

- L'élaboration d'une contribution bretonne à la *Stratégie d'organisation des Compétences Locales de l'Eau* (SOCLE) du bassin Loire Bretagne [I-2]

La réforme territoriale induite par la loi de *Modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles* (MAPTAM), puis la loi NOTRe, obligent désormais l'ensemble des acteurs de l'eau à se réinterroger sur leur fondement à agir dans le cadre des compétences redistribuées, et donc sur les termes de leur propre organisation.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEE_SEGEP_01-DE

Au regard de ce contexte, et à l'initiative du Conseil régional, les acteurs de la *Conférence Bretonne de l'Eau et des Milieux aquatiques* (CBEMA) ont cherché à se doter d'une lecture commune des enjeux, et à identifier des principes auxquels marquer leur attachement dans le cadre des réorganisations en cours. Sous le pilotage et l'animation du Conseil régional, ils ont donc élaboré une contribution bretonne à la SOCLE du bassin Loire Bretagne, qui contient 5 préalables et 6 principes à prendre en compte dans les réorganisations territoriales.

- ## Un appel à manifestation d'intérêt pour la réalisation d'études collaboratives dans le domaine de l'eau [I-3]

Le Conseil régional, avec l'appui du *Centre de Ressources et d'Expertises sur l'Eau en Bretagne* (CRESEB), pilote et coordonne pour l'ensemble de ses partenaires institutionnels et territoriaux, l'acquisition et le partage de connaissances dans le domaine de l'eau. En 2016, après avoir consulté ses partenaires sur leur besoin de connaissances, il a initié un appel à manifestation d'intérêt pour identifier des projets d'études collaboratives entre chercheurs et acteurs dans le domaine de l'eau. Cinquante-deux projets ont été déposés, dont près de la moitié ont reçu un financement du Conseil régional et de l'Agence de l'Eau.

- ## 195 projets de gestion de l'eau accompagnés sur les bassins versants et les SAGE [II-1]

Cette année, le Conseil régional a apporté son soutien technique et financier auprès de collectivités locales essentiellement (communes, EPCI, syndicat mixtes), pour soutenir l'ingénierie d'actions de gestion intégrée de l'eau (communication vers le grand public sur la qualité de l'eau, sensibilisation, éducation à l'environnement dans les écoles, conseils auprès des agriculteurs, études) et des investissements dans le domaine de l'eau (stations d'épuration, restauration de zones humides, passes à poissons).

- ## Accompagnement des collectivités vers la suppression de l'usage des produits phytosanitaires [II-1]

Depuis de nombreuses années, le Conseil régional en accord avec ses partenaires (Agence de l'Eau, Etat et Départements), soutient et accompagne les collectivités dans la suppression progressive de l'usage des produits phytosanitaires (au-delà des injonctions de la Loi Labbé). Cela se traduit par un soutien financier, du conseil technique et des formations auprès des agents techniques des communes et des jardineries, mais également par la réalisation de plans de désherbage communaux, ou d'investissements matériels de désherbage alternatif. A ce jour, la Bretagne est la première région française en terme de nombre de communes en « Zéro phyto ».

Indicateur N°1 [II-1] - Collectivités engagées dans une démarche de suppression de l'usage des produits phytosanitaires	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre de communes en Zéro phyto en 2016	238	300
Nombre de communes ayant investi dans du matériel de désherbage alternatif avec le soutien de la région	35	500

- ## Définition d'une stratégie régionale pour la mise en œuvre du 2nd plan de lutte contre les algues vertes [II-2]

Le premier *Plan de lutte contre les algues vertes* mis en œuvre sur 8 baies en Bretagne, a pris fin le 31 décembre 2015. L'année 2016 a donc été une année de transition recentrée sur la poursuite des actions les plus pertinentes dans les baies, la réalisation d'un bilan et la préparation d'un second plan de lutte. Cela s'est formalisé pour le Conseil régional par la validation d'un document d'orientations en session de décembre 2016. Parmi ces orientations, figurent notamment une rénovation de la gouvernance qui implique davantage les acteurs des baies, la volonté d'accompagner désormais le changement directement auprès des agriculteurs (qui ont défini leur projet d'évolution dans le premier plan), et d'agir davantage en transversalité en mobilisant plus fortement les leviers économiques et fonciers.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M5 P 502 Préserver et valoriser la biodiversité et les paysages

2016 en Bref

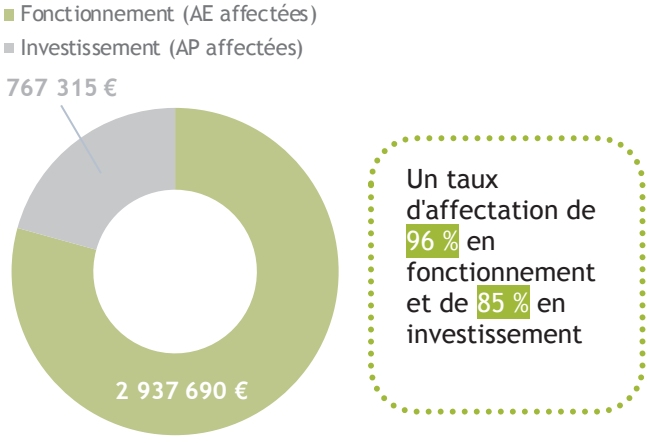
L'année a été marquée par le vote de la Loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et la création de l'*Agence Française pour la Biodiversité* (AFB). Lors du lancement de la *Conférence bretonne de la Biodiversité* en décembre, la structuration d'un réseau breton a été proposée au partenariat régional, pour développer une coopération avec l'AFB telle qu'inscrite dans la loi au titre des *Agences régionales de la biodiversité*.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Développer l'acquisition de connaissances et la structuration de la gouvernance régionale en matière de biodiversité	2 Développer les politiques territoriales de préservation des espaces, des espèces et des paysages	3 Promouvoir l'éducation à l'environnement et au patrimoine naturel
Actions	[I - 1] Soutenir les outils régionaux d'observation et d'expertise	[II - 1] Mettre en œuvre la trame verte et bleue régionale	[III - 1] Soutenir l'éducation et la sensibilisation à l'environnement
	[I - 2] Soutenir les programmes d'inventaires et d'acquisition de connaissances	[II - 2] Accompagner les Réserves Naturelles Régionales (RNR)	
		[II - 3] Accompagner les Parcs Naturels Régionaux (PNR)	
		[II - 4] Développer le maillage régional des espaces naturels	
		[II - 5] Intégrer les dimensions paysagères	

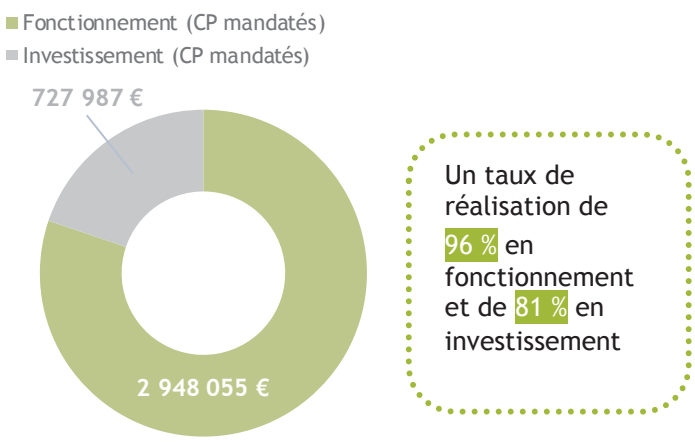
3,7 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 96 % en fonctionnement et de 85 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 96 % en fonctionnement et de 81 % en investissement

> Au titre des investissements 2016, une nouvelle contribution aux travaux du site de Menez Meur conduits par le *Parc naturel régional d'Armorique* a été engagée et répartie sur les exercices 2016 et 2017. La consommation des crédits s'effectue en fonction de la réalisation des travaux. Des investissements nouveaux ont par ailleurs été engagés au bénéfice des *Opérations grands sites* conformément aux engagements du CPER.

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Soutenir les outils régionaux d'observation et d'expertise [I-1]

Au-delà de ses missions de valorisation des connaissances, l'*Observatoire de la biodiversité et du patrimoine naturel de Bretagne* a poursuivi l'animation des démarches régionales, associant l'Etat et la Région. Ces dernières visent à définir des indicateurs régionaux et à structurer des données du patrimoine naturel. Les travaux ont permis de valider

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

un format standard d'échange de données naturalistes au niveau régional, ainsi qu'un format standard pour les données spécifiques aux trames vertes et bleues.

• Soutenir les programmes d'inventaires et d'acquisition de connaissances [I-2]

Les initiatives des acteurs associatifs, collectivités et organismes de recherche ont été soutenues par des *Contrats nature thématiques* portant sur le développement de méthodologies (notamment relatives à la mise en œuvre des trames verte et bleue), ainsi que sur la connaissance de groupes d'espèces, préfigurant l'organisation d'observatoires thématiques de la biodiversité. Ces *Contrats nature* viennent appuyer le soutien accordé au titre du dispositif FEDER dédié aux sujets de biodiversité dans le développement de la culture scientifique.

Indicateur N°1 [I-2] - Financement des actions d'acquisition et de diffusion de connaissance en matière de biodiversité	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre de *Contrats nature* thématique intégrant une approche Trame Verte et Bleue (TVB)	5	5	10
Nombre de groupes taxonomiques concernés par les contrats nature	5	4	10

• Mettre en œuvre la trame verte et bleue régionale (TVB) [II-1]

En 2016 ont été lancées des initiatives opérationnelles contribuant à la mise en œuvre du *Schéma régional de cohérence écologique* (SRCE), notamment grâce à l'accompagnement de projets de territoires en faveur des continuités écologiques. Un soutien à ces initiatives a pu être apporté par le biais d'une mesure dédiée du *Programme régional de Développement Rural- FEADER*, soutenue par des *Contrats nature territoriaux* orientés sur ces approches.

Indicateur N°2 [II-1] - Nombre de démarches TVB soutenues dans les territoires bretons	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre de projets de territoires TVB financés	1	6	8
Nombre d'ouvrages de restauration des continuités écologiques (hors cours d'eau)	2	4	4

• Accompagner les réserves naturelles régionales [II-2]

Le *Réseau breton des réserves naturelles régionales* s'est étendu avec la création de la réserve des landes, étangs et prairies de Plounérin (22) inaugurée en avril 2016, ainsi qu'à travers l'extension de la réserve du Cragou et du Vergam dans les Monts d'Arrée. Une signalétique réglementaire a par ailleurs été installée sur l'ensemble des réserves régionales.

Indicateur N°3 [II-2] - Evolution des réserves naturelles régionales en nombre	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Evolution des Réserves naturelles régionales en nombre (créées)	8	8	9	9
Surfaces	1 240	1 240	1 530	1 530
Nombre de communes concernées	(16)	(16)	(17)	(17)

• Accompagner les parcs naturels régionaux [II-3]

Les deux parcs naturels régionaux en exercice (Armorique et Golfe du Morbihan) ont bénéficié d'un soutien annuel accordé au titre de la participation statutaire de la Région aux Syndicats mixtes respectifs, pour la mise en œuvre de leurs chartes. Le soutien à la préfiguration du projet de *Parc naturel régional Rance Côte d'Emeraude* a été reconduit sur la base d'un calendrier de finalisation du projet de charte et des éléments de candidature.
Une démarche de redéfinition de la valeur ajoutée des parcs naturels régionaux a été initiée au second semestre en vue de revisiter et adapter les modalités d'accompagnement régional au contexte territorial et institutionnel actuel.

• Soutenir l'éducation, la sensibilisation à l'environnement et au patrimoine naturel [III]

La Région a poursuivi son soutien aux structures et réseaux régionaux animant ou coordonnant des programmes d'éducation en matière de biodiversité, d'environnement et de développement durable. Une évaluation de la mise en œuvre du *Plan régional d'action 2005* en faveur de l'éducation à l'environnement en Bretagne a pu être conduite par l'un de ces acteurs régionaux et partagée avec la plateforme régionale sur le sujet auquel la Région participe.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M5 P 503 Développer une politique énergétique volontariste et une approche circulaire de l'usage des ressources

2016 en Bref

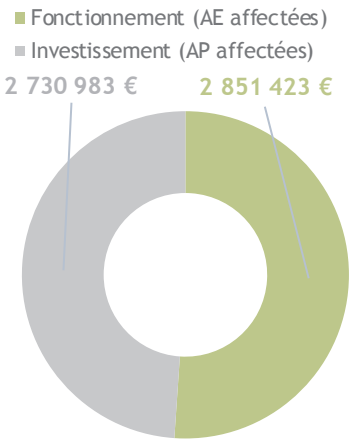
Cette année a connu deux temps forts avec le lancement du projet SMILE, lauréat de l'appel à projets national sur les réseaux électriques intelligents, puis l'adoption du *Plan régional des déchets dangereux*. La Région, désormais en charge de la planification des déchets au titre de la loi NOTRe, s'est vue remettre le trophée de l'économie circulaire par l'institut de l'EC, pour son soutien à 8 projets pilotes.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs / Actions	1 Réussir la transition énergétique et répondre aux défis climatiques	2 Développer un usage durable des ressources
	[I - 1] Avoir une vision intégrée et transversale des enjeux sur l'énergie, la qualité de l'air et le climat	[II - 1] Connaître les gisements et leurs usages
	[I - 2] Renforcer l'efficacité énergétique du bâti	[II - 2] Organiser la prévention et la gestion des déchets
	[I - 3] Développer et optimiser l'usage des énergies renouvelables	[II - 3] Développer une culture bretonne de l'économie circulaire
	[I - 4] Accompagner les territoires et les acteurs dans la mise en œuvre de la transition énergétique	

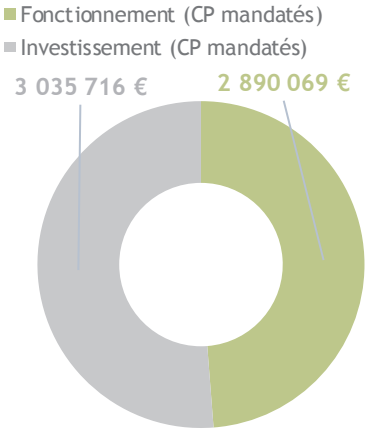
5,9 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 93 % en fonctionnement et de 72 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 96 % en fonctionnement et de 49 % en investissement

> Les aléas sur le calendrier des opérations liées aux énergies marines et les inconnues sur la mobilisation potentielle des crédits inscrits au titre des *Plan de prévention des risques technologiques* (PPRT) expliquent le faible niveau de consommation des crédits de paiement en investissement.

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Réussir la transition énergétique et répondre aux défis climatiques [I]

Après un an de mobilisation des acteurs bretons et ligériens, le projet SMILE, lauréat de l'appel à projets sur les réseaux électriques intelligents, s'est concrétisé le 22 avril par un lancement officiel et la validation du cadre de son déploiement et des engagements de chacun des partenaires. Ce projet est au cœur de la politique régionale en matière de transition énergétique et climatique, marqué notamment par un soutien de la collectivité :

- au développement des énergies renouvelables, principalement autour de projets liés : à la biomasse dans le cadre du *Plan bois énergie* (malgré une conjoncture défavorable liée à un prix bas du gaz naturel) ; à l'engagement dans le projet Interreg ICE d'un smartgrid hydrolien sur l'ile d'Ouessant ; à la 1ère ferme hydrolienne au monde raccordée au réseau ; aux investissements innovants dans les territoires de *Boucles énergétiques locales* (BEL) ; à la construction d'une station de distribution à charge rapide « Gaz naturel véhicules » (GNV) dans le Morbihan.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- à la maîtrise de l'énergie, notamment dans le bâtiment, avec la poursuite du financement de plus d'une dizaine de bâtiments dans le cadre de l'appel à projet « Bâtiment performant » et le déploiement des *Plateformes Locales de Rénovation de l'Habitat* (PLRH) en Bretagne (13 territoires accompagnés sur le volet opérationnel et 3 en étude).

L'année 2016 a marqué la fin du programme expérimental « Vir'Volt-ma-maison » lancé en 2013 : plus de 1 500 projets de particuliers ont été accompagnés, dont 173 soutenus financièrement par le *Fond régional de maîtrise de l'énergie*, soit un gain énergétique de plus de 2 MWh et un volume de travaux de plus de 2,7 millions d'euros. Les enseignements tirés de ce programme ont été précieux dans le déploiement des PLRH.

Le soutien à l'ensemble des réseaux d'ingénierie a constitué un engagement fort, avec un travail préparatoire sur l'adaptation de cette ingénierie en vue de l'accompagnement des territoires porteurs de *Plan climat air énergie territorial* (PCAET) à compter de 2017.

Indicateur N°1 [I-3] - Réalisations en matière d'énergies renouvelables électriques	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2020
Puissance éolienne raccordée	826	854	913	1 800
Puissance biogaz raccordée	22	23	24	120
Puissance photovoltaïque raccordée	167	178	190	400

Les missions d'observation portées par le GIP *Bretagne Environnement* ont été consolidées avec la création de l'*Observatoire régional de la biomasse*, qui vient compléter celui sur l'énergie et les gaz à effet de serre (OREGES).

• Organiser la prévention et la gestion des déchets [II-2]

L'adoption du *Plan régional de prévention et de gestion des déchets dangereux* (PRPGDD) en avril a marqué l'aboutissement d'un long processus d'élaboration, à la charnière de la nouvelle prise de compétences dévolues à la Région dans le cadre de la loi NOTRe sur la planification de l'ensemble des déchets. Cette prise de compétences, actée en session de juin, s'est concrétisée par une première démarche volontaire de la Région de rencontrer l'ensemble des acteurs (syndicats de collecte et traitement des déchets, acteurs de l'ESS, associations, éco-organismes, opérateurs privés, structures professionnelles) et de visiter les installations bretonnes de traitement de déchets. Avec ce transfert de compétences, la Région se retrouve aux côtés de l'ADEME pour porter l'outil indispensable qu'est *l'Observatoire régional des déchets en Bretagne* (ORDB), dont la deuxième édition des « Chiffres clés des déchets » a été publiée en 2016.

• Développer une culture bretonne de l'économie circulaire [II-3]

En matière d'économie circulaire, le déploiement du *Programme national sur les synergies inter-entreprises* (PNSI), porté par l'*Institut de l'Economie Circulaire* (IEC), dont la Bretagne est une des 4 régions partenaires, a permis la tenue d'ateliers inter-entreprises ayant mobilisé 112 entreprises pour plus de 1 000 synergies potentielles. Le bilan des 8 projets pilotes retenus dans le cadre du premier *Appel à manifestations d'intérêt* (AMI) sur l'économie circulaire a été restitué en octobre devant plus de 130 acteurs. Cette dynamique, fortement alimentée par les pilotes de l'AMI, a valu à la Région Bretagne de remporter le trophée de l'Economie Circulaire pour la catégorie « collectivités », remis par l'*Institut de l'économie circulaire* (IEC) au salon Pollutec.

Le dispositif *Bretagne Qualiparc* a connu des difficultés liées au transfert de compétences sur le développement économique et à la fusion des intercommunalités, et au retrait des Départements avec le transfert de la compétence du développement économique à la Région, qui est désormais seule à la manœuvre. Avec la préoccupation prioritaire de la gestion de nouvelles zones d'activités qui leur ont été transférées, les démarches de labellisation sont passées au second plan en 2016.

Indicateur N°2 [II-3] - Parcs d'activités *Bretagne Qualiparc* (en cumul)	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre de parcs d'activités engagés dans le dispositif / nombre total de parcs d'activité	442/1 600	470/1 600	424/1600
Part en % de parcs d'activités engagés dans le dispositif	27 %	29 %	26,5 %
Nombre de parcs d'activités agréés *Bretagne Qualiparc* (cumul)	55	61	71

La dynamique de développement des matériaux écologiques, action inscrite dans le *Plan bâtiment durable breton*, s'est vue consolidée par de multiples événements : restitution de l'étude sociologique sur la faiblesse de la demande en éco-matériaux, succès de la journée technique « Comment construire différemment ? » (250 participants aux profils variés), création d'un annuaire des professionnels utilisant les éco-matériaux, « Printemps de l'éco-construction » à Rennes ou encore session de formation des « Ambassadeurs des matériaux bio-sourcés ».

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Mission VI.

Pour le rayonnement de la Bretagne et la vitalité culturelle bretonne

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

I. Le contexte et la stratégie de la mission

Chiffres clés

- Spectacle vivant : 8000 salarié.e.s, 950 entrepreneur.se.s de spectacles, 156 salles de spectacles, 380 festivals, 750 troupes amateurs, 1210 fest-noz, 118 bagads, 189 cercles celtiques
- Cinéma : 2400 emplois, 30 sociétés de production, 549 jours de tournage, 3 TV locales, 35 radios associatives, 123 salles de cinéma, 18 festivals

Documents cadre

- Convention territoriale autour du livre et de la lecture
- Convention de coopération cinématographique et audiovisuelle (2014-2016)
- Rapport de la politique sportive (2015)
- Acte 2 du Schéma régional du tourisme pour la Bretagne (2012)

En contribuant à renforcer l'épanouissement, l'ouverture, la cohésion sociale, l'engagement, le bien-être des breton.ne.s, les réalisations de l'année donnent une image de la Bretagne forte de valeurs positives et collectives, source de rayonnement et d'attractivité de notre territoire.

Deux études réalisées en 2016 ont souligné les dynamiques culturelles à l'œuvre : d'une part, le panorama économique et patrimonial réalisé par le *Conseil culturel de Bretagne*, et d'autre part, l'étude commanditée par le *Conseil des Collectivités pour la Culture en Bretagne* (3CB) sur l'intervention publique dans ce domaine. Cette dernière met en avant ce que le législateur a souhaité conforter dans la loi NOTRe, à savoir le caractère « partagé » de la compétence culturelle. Si l'étude ne porte que sur les grandes collectivités (7 Villes, Métropoles, Départements, Région, Drac), elle montre bien comment les interventions des uns et des autres – 260 M€ au total - sont imbriquées et essentielles au développement de l'écosystème culturel. L'étude fait état d'une prise en compte globale des différents segments du champ culturel par l'ensemble des acteurs, soit individuellement, soit dans le cadre de financements croisés, de l'éducation artistique aux industries culturelles, de la formation au patrimoine. Il s'agit à présent d'optimiser la lisibilité et la cohérence de cette intervention collective afin d'en améliorer l'efficience. Le Panorama économique établi par le Conseil Culturel s'est quant à lui attaché à comprendre le fonctionnement économique de 9 filières culturelles et patrimoniales, à identifier les spécificités bretonnes comme à mettre en lumière les principales tendances à l'œuvre. L'étude valorise en particulier la capacité d'action collective qui peut là aussi en Bretagne permettre aux acteurs de réinventer des modèles économiques largement bouleversés ces dernières années.

C'est dans ce contexte que la Région a exercé au 1er janvier 2016 la délégation de compétence que l'Etat lui a accordée pour les domaines du cinéma, du livre et du patrimoine culturel immatériel. Préparée par le guichet unique mis en œuvre dès 2015, cette nouvelle répartition des rôles consacre implicitement la Région comme chef de file en matière d'industries culturelles.

Enfin, le maintien d'un budget dynamique a permis à la Région d'accompagner l'émergence de nouveaux projets culturels sur les territoires, le soutien à la création artistique et la participation des habitants à la vie culturelle tout en poursuivant son action de structuration des différents secteurs concernés.

Concernant les relations internationales, 2016 a été une année de confortation des coopérations les plus dynamiques (Shandong, mais aussi région Centre du Burkina Faso par ex.) et de lancement des travaux pour les nouveaux locaux de la Maison de la Bretagne Europe à Bruxelles.

En matière de relation aux citoyen.ne.s, le Conseil régional a participé, du 13 au 19 juillet 2016, aux Fêtes Maritimes Internationales de Brest, lesquelles ont accueilli 9 000 marins sur 1 050 bateaux et 712 000 visiteurs. En marge de cette manifestation, le Conseil régional a ouvert et inauguré l'*Espace découverte du projet de développement du port de Brest*. Egalement, outre un soutien financier à l'évènement *Temps Fête de Douarnenez*, la Région était présente sur les quais et a proposé au public une exposition photographique présentant son action en faveur du patrimoine maritime

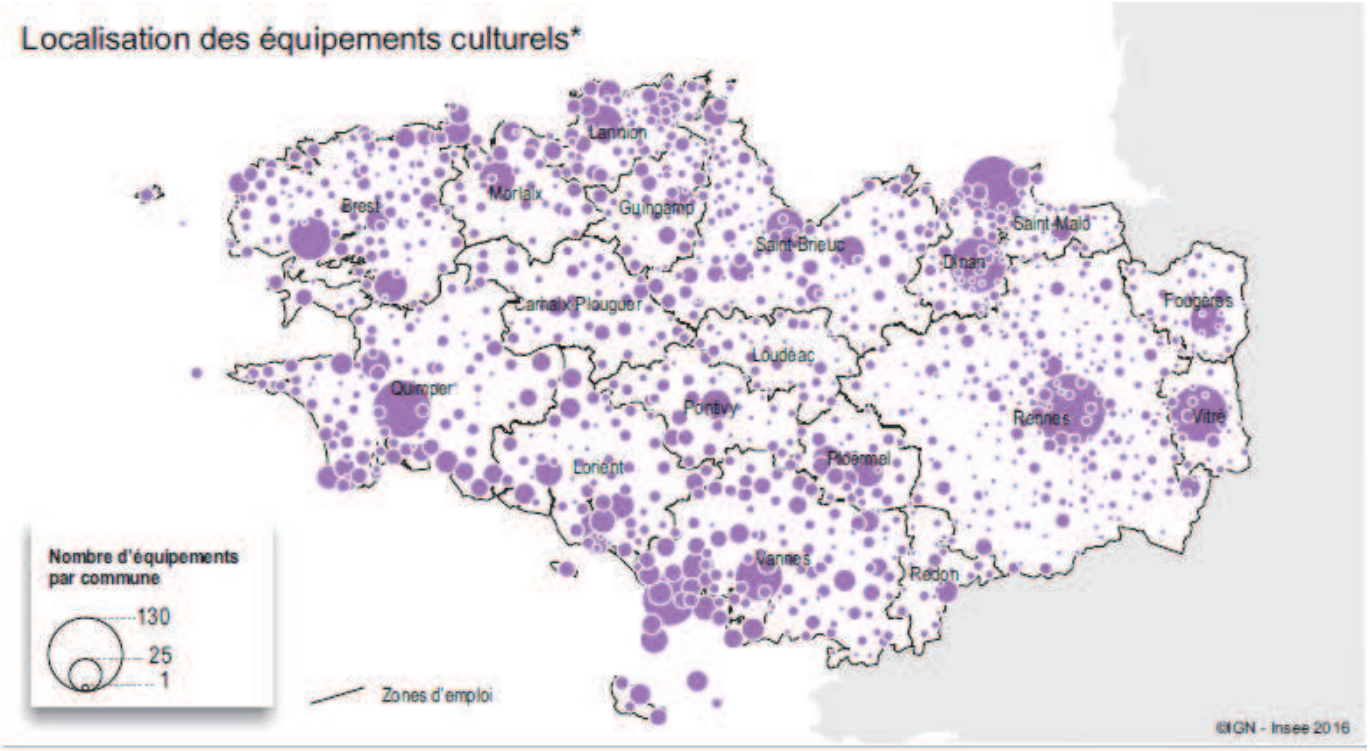
Par ailleurs, deux campagnes de grande ampleur ont été menées :

- « Bretagne à Grande Vitesse : plus vite, plus proches » : à quelques mois de l'arrivée de la LGV jusqu'à Rennes, la Région a souhaité, fin 2016, amplifier sa communication afin de faire connaître aux Breton.ne.s le bénéfice apporté par Bretagne à Grande Vitesse (BGV) jusqu'à la pointe bretonne. Une campagne de communication grand public a donc été menée du 14 au 30 novembre 2016 dans les 4 départements bretons, via un livret de 12 pages diffusé à plus de 650 000 exemplaires d'une part, et une campagne radio et digitale spot largement diffusée d'autre part.
- « Se former est un droit, vous accompagner un devoir » : en 2016, la Région Bretagne a lancé le plan « 47 000 formations pour l'emploi », déclinaison du plan national « 500 000 formations supplémentaires ».

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Pour inciter les demandeurs d'emploi et les personnes souhaitant se perfectionner ou se réorienter, à se former, plusieurs communications ont été menées dans l'année.

Des lieux culturels déployés sur l'ensemble du territoire



Source : Ministère de la Culture et de la Communication, chiffres 2012.

Avec quelques 4 500 lieux culturels (dont 3 000 monuments historiques), la Bretagne compte 14 équipements culturels pour 10 000 habitant.e.s. Cette densité est plus importante que la moyenne observée en France métropolitaine (10 pour 10 000 habitants).

// La stratégie régionale

La politique culturelle de la Région Bretagne est le fruit d'une co-construction avec les acteurs de ce secteur mais également avec les autres directions de la collectivité. En 2016, des groupes de travail ont été ouverts à l'exploration des nouveaux chantiers suivants : droits culturels, métiers d'art, transmission de la matière culturelle de Bretagne, cinéma amateur. Avec la direction de l'économie, une réflexion sur l'accompagnement économique du cinéma en Bretagne a été lancée. En collaboration avec la politique du patrimoine, une réflexion pour accompagner les associations dans leurs efforts de transmission de la matière culturelle de Bretagne et de promotion de la diversité culturelle auprès de plus jeunes a été lancée. Cette coopération est également développée au niveau national avec les établissements publics de l'Etat. Ainsi, un nouvel appel à projets a été lancé en 2016 avec le *Centre national de la chanson, de la variété et du jazz* (CNV) venant compléter les conventions déjà en vigueur avec le *Centre national du cinéma* (CNC), le *Centre national du livre* (CNL) ou l'institut français. Enfin, la Région a été, en 2016, la première collectivité à mettre en œuvre une délégation de compétence de l'Etat dans le domaine culturel.

// L'approche du développement durable dans les politiques régionales

La politique culturelle régionale soutient et encourage les initiatives des acteurs culturels en matière de développement durable. La Région soutient en particulier le Collectif FEDDS (festivals engagés dans le développement durable et solidaire) pour son rôle structurant à l'échelle régionale dans le domaine du développement durable, sa mission d'accompagnement des manifestations culturelles en Bretagne et la production et diffusion de ressources accessibles à tous. En 2016, la Région a renouvelé sa convention d'objectifs et de moyens avec le collectif et augmenté son soutien de 30 % (de 50 K€ à 65 K€).

La Région attend des résultats concrets sur :

- l'ouverture aux manifestations culturelles non adhérentes au collectif ;
- la réflexion sur le modèle économique du collectif : développement des recettes propres et recherche de nouveaux financements (fondations, mécénat, financements européens.)

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- la communication permettant une meilleure lisibilité des actions du collectif

Dans le cadre de ses coopérations internationales, la Région agit concrètement sur la promotion du développement durable soit à travers la participation à des réseaux internationaux (NRJ4SD, Climate Group) soit à travers le soutien à des projets concrets sur les pays du sud (filière maraichère dans la région Centre du Burkina Faso). La Région aide également les acteurs publics du territoire de la Grand'Anse à Haïti à construire une administration efficace et mieux structurée dans un contexte où les catastrophes naturelles mettent à mal l'organisation de ce territoire.

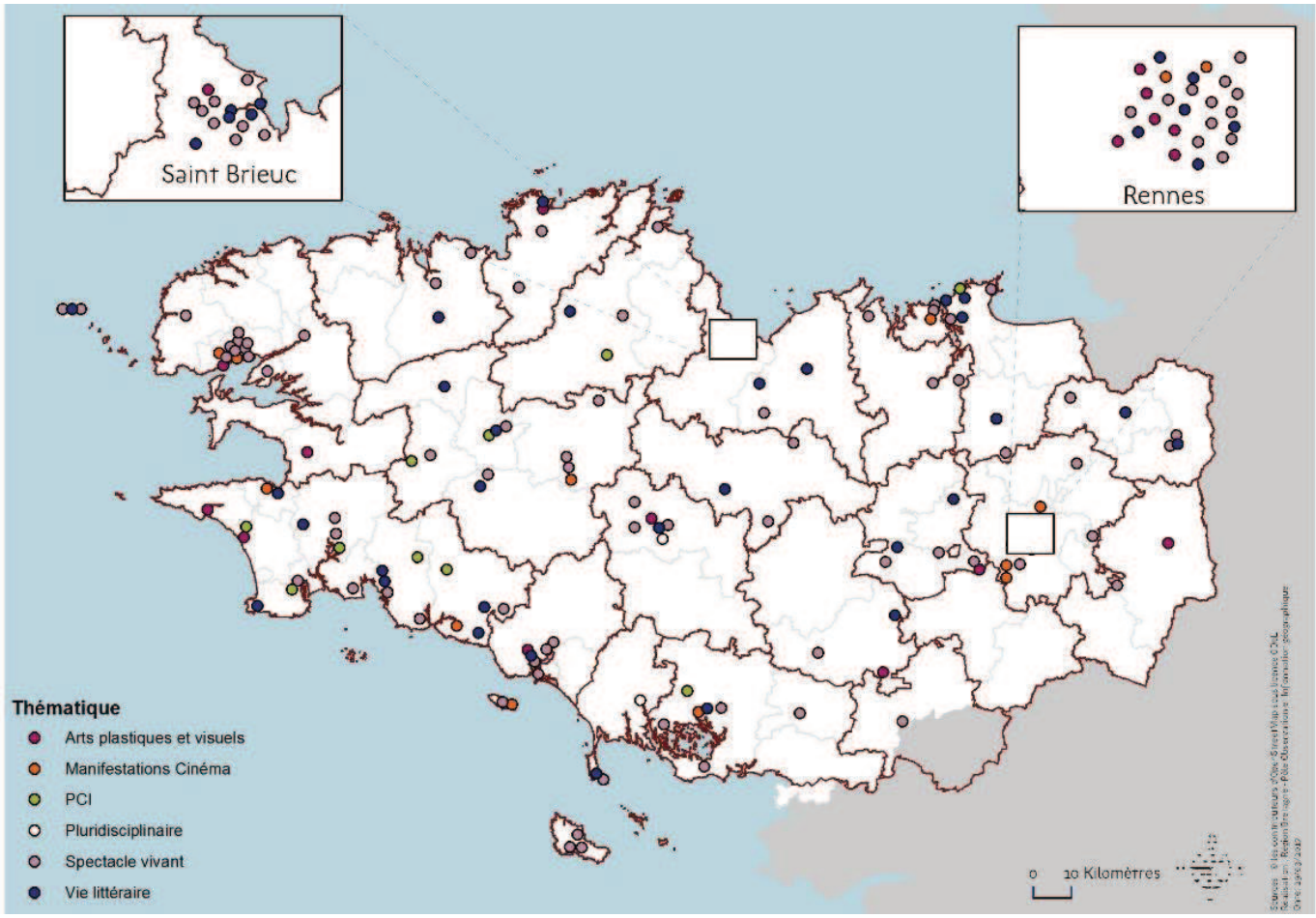
Quant aux actions en faveur du tourisme et du patrimoine, ces dernières visent à permettre l'émergence de projets durables, réutilisant du bâti ancien, et respectueux des effets portés sur l'environnement. L'action de la Région dans le domaine du patrimoine et du tourisme a permis d'obtenir son inscription dans le top 100 mondial des destinations touristiques durables. Plus spécifiquement, la gestion des voies navigables développe un ensemble de mesures protectrices de l'environnement. La construction, avec et par les acteurs bretons du tourisme, dès 2016, d'une stratégie bretonne du tourisme durable permet son appropriation par les citoyens. Les actions de connaissance, de conservation et de valorisation du patrimoine permettent par ailleurs de développer des approches participatives afin de renforcer le lien social et de « créer société » autour de ces héritages communs.

// L'approche territoriale de l'action régionale

L'intervention régionale en matière culturelle prend en compte les réalités territoriales dans lesquelles les projets artistiques et culturels s'inscrivent. En fonction de la densité de l'offre culturelle préexistante sur un territoire, et plus généralement des problématiques économiques, sociales, propres aux populations concernées, des propositions artistiques et culturelles au contenu comparable pourront faire l'objet d'un soutien différencié de la part de la Région. La volonté régionale de promouvoir les richesses de la diversité culturelle peut également être à l'origine de soutiens à des projets menés spécifiquement dans certains territoires peu pourvus en équipements ou en ressources culturelles, en incitant des équipes artistiques à rayonner « hors les murs », prioritairement là où l'offre artistique et culturelle est la moins dense.

Le maillage de la Bretagne en *Destinations touristiques* (appels à projets de développement et d'ingénierie) permet d'agir au plus près des territoires et de façon adaptée. L'inventaire du patrimoine intègre pour sa part dans sa méthodologie le lien au territoire et à ses habitants afin de répondre ensemble aux problématiques rencontrées.

Manifestations culturelles soutenues en 2016



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Le nombre de manifestations, tout comme la diversité des propositions, illustrent la dynamique culturelle portée par les associations et les collectivités sur l'ensemble du territoire régional.

// La jeunesse dans les politiques régionales

Le soutien aux projets de transmission de la matière culturelle de Bretagne et la promotion de la diversité culturelle auprès des jeunes est l'un des nouveaux chantiers ouverts en 2016 dans le cadre de la politique culturelle. Un groupe de travail associant des acteurs de l'animation, de la culture, et plusieurs services de la Région, a formulé des propositions en ce sens, susceptibles de se traduire par de nouvelles interventions dès 2017.

Le dispositif *Chèque sport* a bénéficié à 29 254 jeunes breton.ne.s en 2016.

La Région soutient, à travers ses dispositifs de Solidarité internationale, de nombreux jeunes dans leurs projets d'actions solidaires. 100 jeunes ont été accompagnés pour un engagement solidaire, dont 16 pour un volontariat de solidarité internationale.

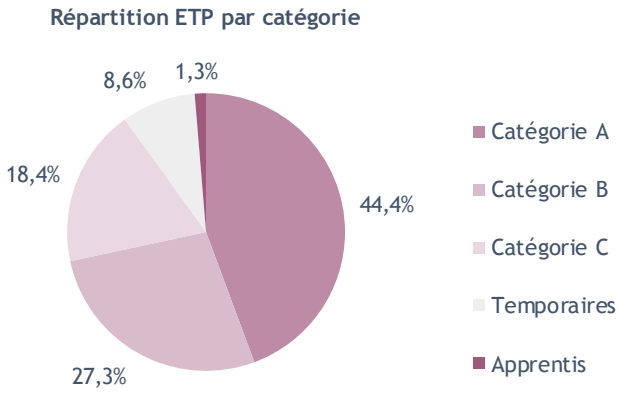
Par ailleurs, des opérations de chantier-écoles et insertion pour la restauration du patrimoine et le soutien aux associations de valorisation permettent l'épanouissement d'actions concrètes à destination de la jeunesse. De la même façon, les dispositifs propres au tourisme social et au nautisme sont mis en œuvre dans cette optique.

II. Leviers d'action et modalités de mise en œuvre

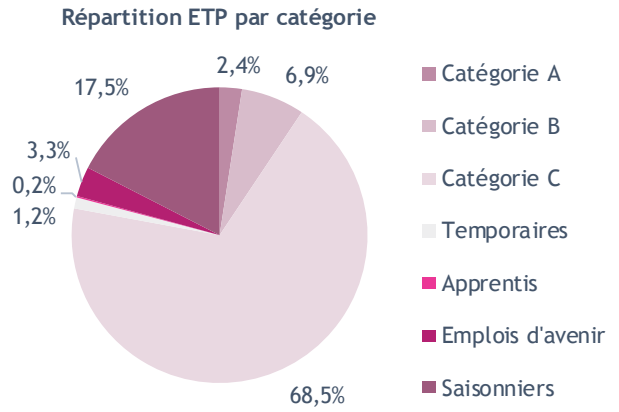
La loi NOTRe inscrit les politiques culturelles et sportives dans le champ des compétences partagées. Pour plusieurs orientations stratégiques de cette mission, les soutiens financiers apportés par la Région aux projets, aux manifestations, aux clubs et aux différentes structures, supposent le plus souvent l'implication des échelons locaux concernés ou en appui d'autres politiques régionales. En matière culturelle, l'intervention se complète d'une coopération avec les grands établissements nationaux dans le cadre de conventions : *Centre national du cinéma* (CNC), *Centre national du livre* (CNL), Institut français, *Centre national de la variété et du jazz* (CNV) ainsi que dans le cadre de partenariats au sein d'établissements publics de coopération culturelle (EPCC).

// Moyens humains

Mission 6 - Pour le rayonnement de la Bretagne et la vitalité culturelle bretonne	
Equivalent temps plein (ETP) et masse salariale	2016
Services centraux	
Catégorie A	28,4
Catégorie B	17,5
Catégorie C	11,8
Temporaires	5,5
Apprentis	0,8
Total ETP	64,1
Total Masse salariale	3 336 049 €



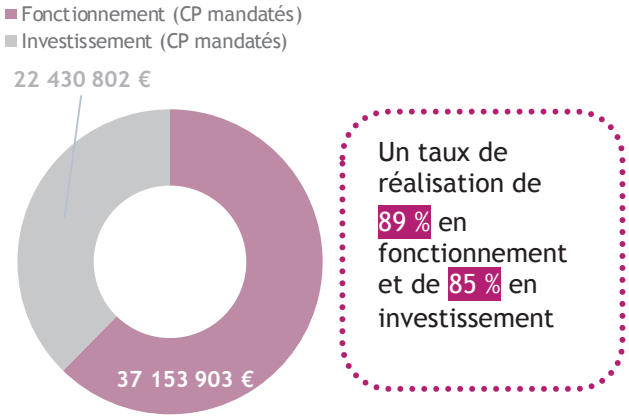
Mission 6 - Pour le rayonnement de la Bretagne et la vitalité culturelle bretonne	
Equivalent temps plein (ETP) et masse salariale	2016
Agents des voies navigables	
Catégorie A	5,0
Catégorie B	14,2
Catégorie C	140,6
Temporaires	2,5
Apprentis	0,3
Emplois d'avenir	6,7
Saisonniers	35,8
Total ETP	205,17
Total Masse salariale	7 909 880 €



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

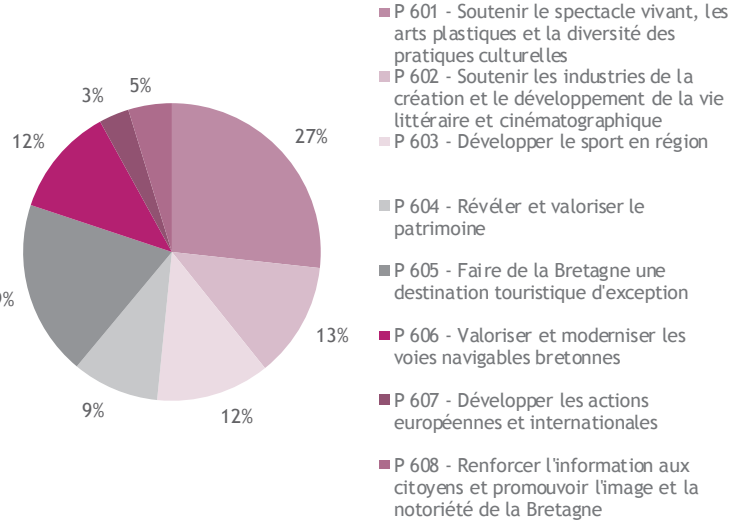
// Répartition des dépenses

Les dépenses



Un taux de réalisation de 89 % en fonctionnement et de 85 % en investissement

Répartition des dépenses de la Mission 6 par programme [Total des CP mandatés en I et F]



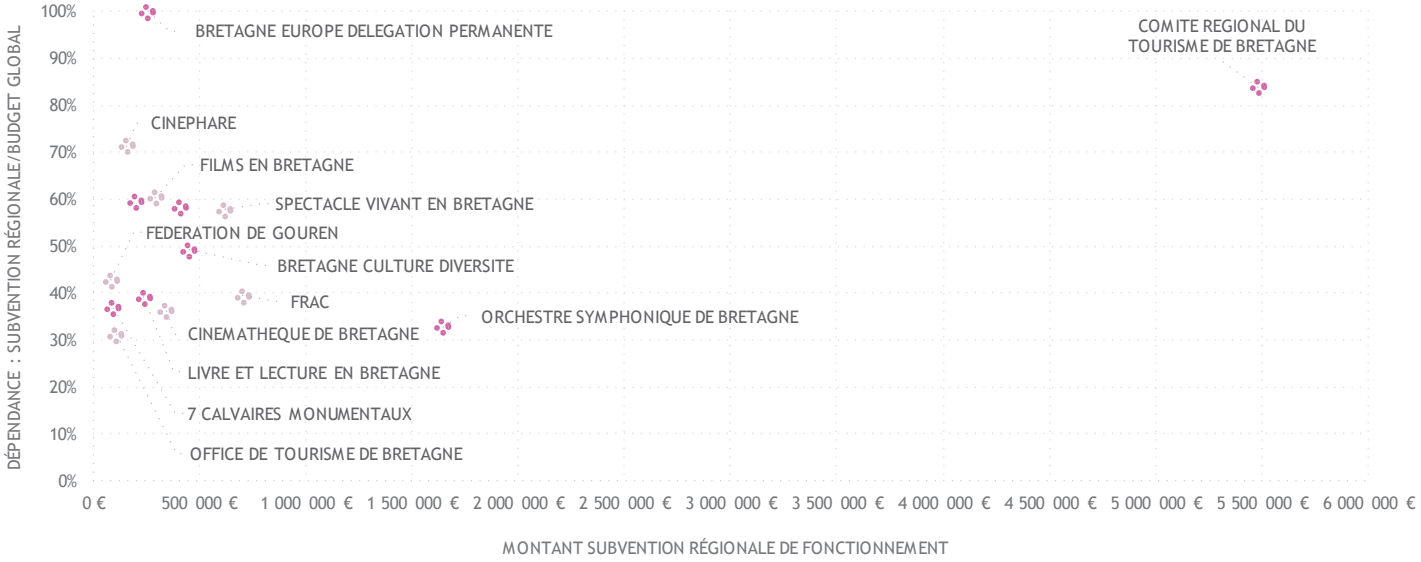
> Dépenses par programme

Mission 6 - Pour le rayonnement de la Bretagne et la vitalité culturelle bretonne	CP votés en 2016	CP mandatés en 2016	Taux de réalisation
P 601 - Soutenir le spectacle vivant, les arts plastiques et la diversité des pratiques culturelles	17 260 606 €	15 922 875 €	92%
Fonctionnement	16 150 000 €	15 257 898 €	94%
Investissement	1 110 606 €	664 977 €	60%
P 602 - Soutenir les industries de la création et le développement de la vie littéraire et cinématographique	8 430 000 €	7 461 267 €	89%
Fonctionnement	4 650 000 €	4 307 519 €	93%
Investissement	3 780 000 €	3 153 749 €	83%
P 603 - Développer le sport en région	7 888 700 €	7 356 541 €	93%
Fonctionnement	4 350 000 €	4 234 480 €	97%
Investissement	3 538 700 €	3 122 061 €	88%
P 604 - Révéler et valoriser le patrimoine	5 935 694 €	5 631 986 €	95%
Fonctionnement	1 180 000 €	876 900 €	74%
Investissement	4 755 694 €	4 755 086 €	100%
P 605 - Faire de la Bretagne une destination touristique d'exception	11 975 000 €	11 361 866 €	95%
Fonctionnement	7 995 000 €	7 382 404 €	92%
Investissement	3 980 000 €	3 979 462 €	100%
P 606 - Valoriser et moderniser les voies navigables bretonnes	9 435 000 €	7 074 420 €	75%
Fonctionnement	810 000 €	750 431 €	93%
Investissement	8 625 000 €	6 323 989 €	73%
P 607 - Développer les actions européennes et internationales	2 239 000 €	1 951 554 €	87%
Fonctionnement	1 609 500 €	1 520 076 €	94%
Investissement	629 500 €	431 478 €	69%
P 608 - Renforcer l'information aux citoyens et promouvoir l'image et la notoriété de la Bretagne	4 800 000 €	2 824 196 €	59%
Fonctionnement	4 800 000 €	2 824 196 €	59%
Investissement	0 €	0 €	NA
Dépenses totales de la Mission (I et F)	67 964 000 €	59 584 706 €	88%
Total Fonctionnement	41 544 500 €	37 153 903 €	89%
Total Investissement	26 419 500 €	22 430 802 €	85%

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

// Appui aux partenaires

Le graphique suivant présente les principaux organismes extérieurs financés par la Région à plus de 75 K€ en fonctionnement, et dont la part du financement régional représente à minima 30 % du budget de fonctionnement de l'organisme.



Zoom sur Bretagne Culture Diversité (BCD)

L'association agit depuis 2013 en faveur de la transmission des singularités culturelles de Bretagne et de la promotion de la diversité culturelle. BCD conduit une vingtaine de projets autour de 4 axes : vulgariser, diffuser la matière culturelle et les savoirs de Bretagne ; réaliser un inventaire permanent du patrimoine culturel immatériel breton ; promouvoir la diversité culturelle ; valoriser les contenus culturels et scientifiques relatifs à la Bretagne. En 2016, elle a par exemple initié une importante démarche d'inventaire participatif du *Patrimoine culturel immatériel* (PCI) du pays du Centre Ouest Bretagne, et organisé les 3e Rencontres internationales du PCI à Brest. Avec un budget total de 916 K€, la structure a affiché un résultat en équilibre en 2015.

Zoom sur Orchestre Symphonique de Bretagne (OSB)

Aux côtés de l'Etat et de la Ville de Rennes, la Région soutient un orchestre symphonique permanent avec une attention particulière pour les points suivants, rappelés dans une convention d'objectifs signée en 2016 : la présence de l'orchestre sur tout le territoire de la Bretagne, la diversité culturelle et l'ouverture du répertoire, l'éducation artistique et culturelle. Avec un budget total de 5,04 M€, la structure a affiché un résultat de – 47 K€ en 2015.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M6 P 601 Soutenir le spectacle vivant, les arts plastiques et la diversité des pratiques culturelles

2016 en Bref

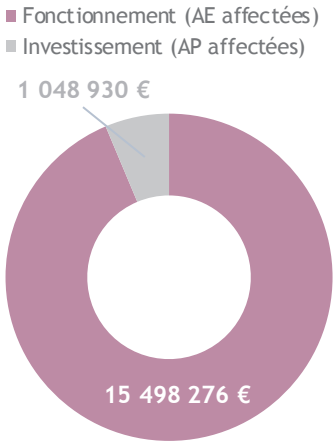
L'année a été marquée par le lancement d'un vaste travail de co-construction avec les acteurs culturels de Bretagne pour la mise en œuvre de nouvelles modalités d'intervention de la politique culturelle dans le domaine des métiers d'art, de la transmission de la matière culturelle de Bretagne, et de la prise en compte des droits culturels en s'interrogeant notamment sur la manière dont les personnes peuvent participer à la vie culturelle sur leur territoire.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Créer les conditions d'une présence artistique sur les territoires et encourager la participation des habitants à la vie culturelle	2 Favoriser le développement de ressources au service de la création et des artistes	3 Soutenir la diversité culturelle et les pratiques artistiques et culturelles des habitants
Actions	[I - 1] Favoriser la création de projets artistiques et culturels dans les territoires	[II - 1] Favoriser la mise en réseau des acteurs culturels	[III - 1] Encourager les initiatives favorisant la transmission du patrimoine culturel immatériel
	[I - 2] Soutenir des manifestations artistiques et culturelles	[II - 2] Encourager la mobilité des artistes en France et à l'étranger	[III - 2] Soutenir les pratiques artistiques en amateur
	[I - 3] Encourager les projets contribuant à la participation des habitants à la vie culturelle	[II - 3] Soutenir les structures de production et de diffusion qui accompagnent la réalisation de projets artistiques	
		[II - 4] Soutenir la formation professionnelle et les enseignements artistiques	

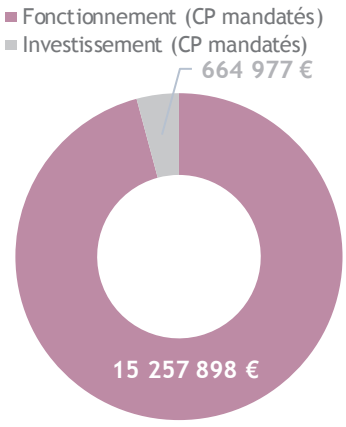
15,9 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 96 % en fonctionnement et de 85 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 94 % en fonctionnement et de 60 % en investissement

> Les CP en investissement concernent principalement le soutien à la rénovation d'équipements culturels avec un paiement après réalisation de l'opération sur présentation des factures. Le taux de consommation est donc lié à la réalisation de projets qui peuvent parfois être décalés dans le temps.

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Favoriser la création de projets artistiques dans les territoires [I-1]

La Région a souhaité poursuivre une action volontariste auprès des équipes artistiques (compagnies, bureaux de production, ensembles musicaux…) en soutenant mieux la structuration des équipes émergentes ou en développement et en aidant également davantage de projets de créations ou de territoire. 18 équipes ont ainsi

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

bénéficié d'une évolution à la hausse de leur subvention de fonctionnement et 34 compagnies ou ensembles musicaux ont été soutenus pour des projets ponctuels.

Dans le domaine de la musique plus particulièrement, la Région a consolidé son partenariat avec le *Centre National de la chanson, des Variétés et du jazz* (CNV). L'enveloppe a été augmentée et la *Direction régionale des affaires culturelles* (DRAC) Bretagne a rejoint le partenariat. Un appel à projet visant à encourager les acteurs de la chaîne de la production musicale à collaborer ensemble pour l'accompagnement des musiciens a été renouvelé. 9 projets ont été soutenus pour un total de 60 K€. La Région a également signé une première convention triennale avec *l'Orchestre Symphonique de Bretagne* (OSB) aux côtés de l'Etat et de la Ville de Rennes. Dans un contexte de stabilité des financements, la Région a souhaité que l'enjeu de diversification des publics de l'OSB constitue un axe important de son projet, avec notamment le Duo Hamon-Martin au Festival Yaouank, Vidéo Games Live, une création pour le jeune public en coproduction avec le Très tôt théâtre de Quimper.

- ## Soutenir des manifestations artistiques et culturelles [I-2]

Les événements qui mettent en avant des disciplines historiquement moins soutenues par la politique culturelle régionale (cultures urbaines, arts numériques, le hip hop, le métal, la photographie, les jeux vidéo…) ont été encouragés : Panorama, les Transmusicales, Motocultor, Festival photo La Gacilly, le Stunfest etc.

- ## Favoriser la mise en réseau des acteurs [II-1]

Plusieurs réseaux professionnels à l'échelle régionale ont été consolidés, notamment « Après Mai » pour les musiques actuelles, la Fédération des arts de la rue en Bretagne et le collectif des festivals qui peut désormais accompagner l'ensemble des manifestations culturelles de Bretagne vers plus de responsabilité sociale et environnementale.

- ## Encourager la mobilité des artistes en France et à l'étranger [II-2]

La convention passée avec l'Institut Français a été renouvelée en 2016 pour trois ans. Elle vise prioritairement des projets de recherche, de résidence et de création des artistes professionnels à l'international. 12 dossiers ont été soutenus, soit 60 % des dossiers retenus (même pourcentage qu'en 2015).

Indicateur N°1 [II-2] – Soutien à la mobilité des artistes dans le cadre de la convention Région Bretagne / Institut Français	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre de projets soutenus	18	15	15	12
Montant total des aides (en K€)	111	73,1	70	70,2

- ## Soutenir les structures de production et de diffusion [II-3]

Dans le domaine des arts plastiques, compte-tenu de la fermeture de certains lieux d'art contemporain en 2016, la Région a souhaité consolider des structures de production et de diffusion au plus près des territoires et de la population : entre autres le Domaine de Kerguehennec qui fêtait cette année les 30 ans de son parc de sculptures, la Tannerie à Bégard, la Fourmi-e à Carnoët et les Ateliers du Plessix-Madeuc. Le *Fonds Régional d'Art Contemporain* (FRAC Bretagne) a également connu un temps fort avec le succès public de l'exposition Ronan et Erwan Bouroulec.

En 2016, une première convention de partenariat avec le Quartz à Brest a été signée, afin notamment de renforcer les deux festivals No Border et Dans Fabrik.

Indicateur N°2 [II-3] - Soutien à la production mutualisée en région	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre de structures de production et de diffusion soutenues	19	15	16	15
Nombre d'équipes artistiques concernées par le dispositif	43	38	42	35

- ## Encourager les initiatives favorisant la transmission du patrimoine culturel immatériel (PCI) [III-1]

Les trois grandes fédérations de musique et de danse en Bretagne (War'l Leur, Kendalc'h et Sonerion) ont signé en 2016 une convention triennale avec la Région visant chacune à consolider leurs projets, notamment la transmission auprès des plus jeunes et le rayonnement des créations. Avant la mise en œuvre d'un nouveau dispositif de soutien à la transmission de la matière culturelle de Bretagne élaboré en co-construction avec un groupe de travail, la Région a soutenu un projet de l'association Tamm Kreizh pour la valorisation et la promotion du Fest Noz.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M6 P 602 Soutenir les industries de la création et le développement de la vie littéraire et cinématographique

2016 en Bref

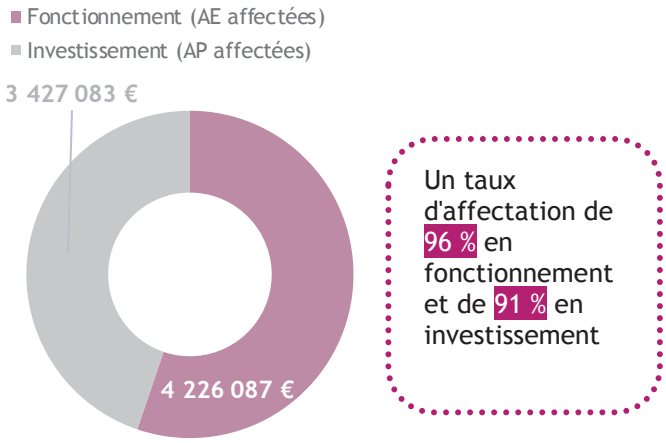
Cette année, la Région a exercé, pour son propre compte et au nom de l'Etat, la délégation de compétences dans les domaines du livre, du cinéma et du patrimoine culturel immatériel. Par ailleurs, afin de compléter et de structurer la filière du cinéma en Bretagne, deux chantiers en co-construction ont été lancés. L'un concerne l'émergence et le cinéma amateur, l'autre, la mise en œuvre d'aides économiques pour soutenir le développement des entreprises du secteur en Bretagne.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	Actions
1 Encourager le développement des œuvres et favoriser la structuration des industries de la création et de la vie littéraire	[I - 1] Soutenir la création cinématographique et audiovisuelle
	[I - 2] Développer les conditions de production et d'accueil des tournages sur le territoire
	[I - 3] Contribuer au développement des projets des éditeurs de livres et producteurs de musique enregistrée
	[I - 4] Soutenir la mise en réseau des initiatives, des acteurs culturels et des artistes
2 Favoriser la rencontre des projets, des artistes, des œuvres et des habitants	[II - 1] Favoriser les rencontres entre œuvres, artistes, professionnels et habitants
3 Conserver et transmettre le patrimoine culturel immatériel et cinématographique	[III - 1] Soutenir la conservation et la valorisation du patrimoine cinématographique, audiovisuel, radiophonique et écrit
	[III - 2] Contribuer à la sauvegarde et à la valorisation du patrimoine culturel immatériel

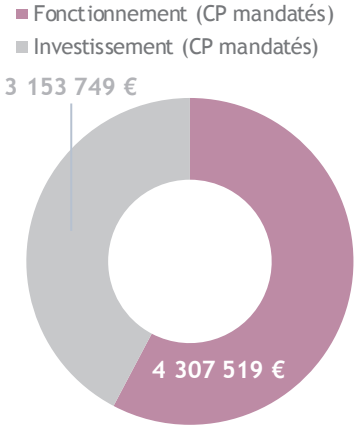
7,5 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 96 % en fonctionnement et de 91 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 93 % en fonctionnement et de 83 % en investissement

› Le faible nombre de demandes de soutien des librairies indépendantes en investissement et le retard pris sur quelques longs métrages justifient le niveau de consommation des CPI.

// Analyse des principales réalisations de l'année

- ### Le fonds d'aide à la création (FACCA) accompagne le développement du secteur [I-1]

Sous l'impulsion d'une politique de soutien à la création forte et constante, le paysage cinématographique a considérablement évolué depuis dix ans. L'activité de certaines sociétés de production bretonnes s'est développée et bénéficie d'une notoriété nationale, voire internationale. De nouvelles structures de production et de post-production se sont implantées, et le nombre d'emplois dans le secteur s'est fortement renforcé (+ 23 % en 9 ans).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Indicateur N°1 [I-1] - Nombre d'œuvres soutenues de façon significative	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Œuvres cinématographiques	38	41	42	40
Œuvres audiovisuelles	67	69	60	60
Nombre total d'œuvres aidées (cumul depuis 2005)	843	953	1055	1053

• La Bretagne accueille un nombre de jours de tournage régulièrement en hausse [I-2]

Dans une même dynamique, *Accueil des tournages en Bretagne* (ATB) développe le nombre de tournages sur le territoire régional et valorise les compétences des techniciens, comédiens, prestataires qualifiés qui vivent en Bretagne. ATB favorise ainsi l'impact économique et culturel d'un tournage en Bretagne.

Indicateur N°2 [I-2] - Tournage sur le territoire	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre de jours de tournage par an	561	448	549	410

• Favoriser les rencontres entre œuvres artistes et habitants [II-1]

De nombreuses manifestations cinématographiques et littéraires ont été soutenues pour le rôle très important qu'elles jouent dans la structuration du secteur, la diversification des publics et la dynamisation des territoires. Ces manifestations (13 en cinéma et 42 en littérature) sont très différentes de par leur taille, leur notoriété et leurs choix de programmation. La Région encourage ces associations à développer des actions favorisant les rencontres entre artistes, professionnels du secteur et habitants. Elle accompagne des réseaux comme Cinéphare, la Coordination du mois du Doc ou la Fédération des cafés librairies qui œuvrent à partager et à mutualiser des initiatives.

Le nombre de librairies indépendantes ayant sollicité la Région pour obtenir un soutien a diminué en 2016. En 2015, première année de mise en œuvre de la convention avec le *Centre national du livre* (CNL), beaucoup de librairies, désireuses de réaliser des travaux, avaient profité des nouveaux dispositifs proposés. Cet effort d'investissement n'a pu être soutenu au même niveau en 2016 du fait de la capacité d'investissement limitée de ces établissements sur la durée.

Indicateur N°3 [II-1] - Nombre de projets soutenus dans les librairies indépendantes	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Implantées dans une ville de plus de 10 000 habitants	9	28 librairies 38 projets	14 librairies 16 projets	20 librairies 30 projets
Implantées dans une ville de moins de 10 000 habitants	3	16 librairies 26 projets	10 librairies 11 projets	15 librairies 25 projets
Projets de fédérations de libraires indépendants	2	1	1	2
Total en Bretagne	14	44 librairies 64 projets	24 librairies 27 projets	35 librairies 55 projets

• La Cinémathèque de Bretagne, un nouvel élan [III-1]

Forte d'une nouvelle gouvernance, d'une meilleure situation financière et d'une dynamique retrouvée, la Cinémathèque de Bretagne a travaillé à la définition d'un nouveau projet pour trois ans. Ce projet réaffirme ses grands axes d'intervention (collectage, sauvegarde et valorisation), et confirme la place de la Cinémathèque de Bretagne comme un outil majeur en matière de sauvegarde et de valorisation du patrimoine culturel et cinématographique régional (27 000 archives films). Il propose une approche pragmatique des missions, il priorise les actions à mener, prévoit de moderniser les outils (conservation, communication). Il est attentif à rationaliser les moyens existants. Un conseil de surveillance associant les principaux partenaires publics de l'association (Ville de Brest, Conseil départemental du Finistère, Région Bretagne, et CNC) a été mis en place.

Développer le sport en région

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2016 en Bref

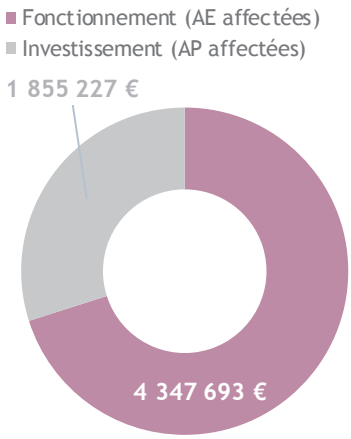
En cette année olympique et paralympique, jeux au cours desquels quatre sportifs bretons ont obtenu une médaille, la Région a déployé une politique sportive ambitieuse, tout en initiant un bilan de certains de ses dispositifs, notamment le chèque sport. Par ailleurs, elle a poursuivi son soutien au Campus de l'excellence sportive pour lui permettre d'assurer son développement, en particulier sur le segment de la formation à travers le *Centre de formation par apprentissage* (CFA).

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Favoriser l'accès au sport pour tous	2 Consolider le sport de haut niveau en Bretagne	3 Contribuer au rayonnement du sport en Bretagne
Actions	[I - 1] Accompagner la réalisation d'équipements de proximité d'intérêt régional	[II - 1] Favoriser la réalisation d'équipements pour la pratique sportive de haut niveau	[III - 1] Accompagner la réalisation ou la modernisation d'équipements spécifiques d'intérêt inter-régional, national ou de très grande capacité
	[I - 2] Favoriser une large pratique sportive et de loisirs	[II - 2] Accompagner les sportifs licenciés en Bretagne dans la recherche de la performance sportive de haut niveau	[III - 2] Contribuer à l'organisation de compétitions et d'événements sportifs majeurs

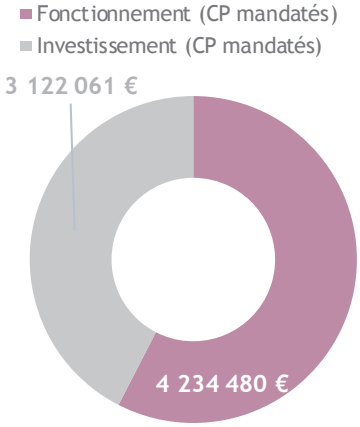
7,4 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 100 % en fonctionnement et de 88 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 97 % en fonctionnement et de 88 % en investissement

// Analyse des principales réalisations de l'année

- La Région a maintenu son effort en faveur de la construction d'équipements sportifs structurants [I ; II ; III]

Indicateur N°1 [I ; II ; III] - Equipements sportifs mis en chantier	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre de projets soutenus	14	11	11	10

La Région conserve une place centrale dans l'accompagnement de projets d'équipements sportifs structurants. Comme l'année dernière, onze projets d'équipements sportifs ont bénéficié d'un soutien régional. Parmi eux, on compte les réalisations emblématiques que sont la construction du Centre de formation du club de football Stade Brestois 29 et celle du bassin nordique au complexe sportif de Bréquigny à Rennes. Par ailleurs, les terrains synthétiques ou hybrides sont toujours prisés par les clubs puisque cinq dossiers ont été aidés en 2016 : Saint-Aubin-du-Cormier, Monfort-sur-Meu, Plabennec et Rennes, ainsi que la pelouse du stade du Moustoir à Lorient, enceinte où évolue le Football Club de Lorient et où se déroule également une partie du Festival Interceltique. La Région a enfin

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

contribué à la structuration du mouvement sportif breton par l'aide à l'acquisition de matériel sportif et médical. Ainsi, 37 ligues et comités régionaux en ont bénéficié, tandis que la ligue de Bretagne de Tir a réalisé un stand de tir à Guiscriff (56) au titre de l'équipement majeur d'une discipline.

• Le dispositif *Chèque sport* [I-2]

Indicateur N°2 [I-2] - Evolution du dispositif *Chèque Sport*	Réalisation 2013-14	Réalisation 2014-15	Réalisation 2015-16	Prévisions 2015-16
Nombre de jeunes de 16 à 19 ans compris bénéficiaires du *Chèque Sport*	29 111	28 481	29 254	29 500
Dont nombre de filles *en %*	*9 431* *32,4 %*	*9 803* *34,4 %*	*10 513* *36.0 %*	10 700
Dont nombre de garçons *en %*	*19 680* *67,6 %*	*18 678* *65,6 %*	*18 741* *64.0 %*	18 800
Evolution du nombre de clubs partenaires	2 686	2 594	3 731	3 800

Le dispositif *Chèque sport* offre une réduction automatique de 15€ pour toutes les licences sportives acquises auprès d'un club breton par un.e jeune âgé.e de 16 à 19 ans.
Depuis le lancement du dispositif en 2008, 23 % des jeunes breton.ne.s d'âge lycéen ont adhéré au dispositif. Ce sont 29 254 jeunes qui ont bénéficié d'un chèque sport en 2016.
La répartition des bénéficiaires par sexe permet de souligner l'appétence accrue des jeunes filles pour le sport fédéral puisque le taux de croissance des bénéficiaires filles est supérieur à 7 % en 2016 par rapport à 2015. Bien que le taux de croissance des bénéficiaires garçons sur cette même période soit faible (0,8 % environ), ces derniers restent les plus représentés (64 % en 2015/2016). Cependant, l'augmentation de la part du public féminin est certaine. Les jeunes filles gagnent plus de 4 points de représentativité en deux saisons sportives (32 % des bénéficiaires en 2013/2014 à 36 % en 2015/2016).
Les disciplines les plus représentées sont le football (28 % des chèques sport) suivi par le basket-ball (11 %) et le handball (9 %). Le premier sport individuel est le tennis (5 %).

• Contribuer à l'organisation de compétitions et d'événements sportifs majeurs [III-2]

Indicateur N°3 [III-2] - Compétitions sportives organisées en Bretagne	Réalisation 2013-14	Réalisation 2014-15	Réalisation 2015-16	Prévisions 2015-16
Nombre de compétitions sportives ayant bénéficié du partenariat Région	155	152	141	135
Nombre de championnats d'Europe ou du monde	15	11	26	25

Le dispositif de soutien à l'organisation de compétitions sportives constitue un axe central de la politique sportive régionale. Bien que le nombre de compétitions aidées diminue de plus de 7 % entre 2016 et 2015 pour s'établir à 141 événements, les manifestations de niveau international soutenues augmentent de plus de 135 % pour passer de 11 à 26. En 2016 se sont par exemple tenus une manche du championnat d'Europe de trail à Bréal-sous-Monfort, le match France-Angleterre en rugby féminin à Vannes ou encore le championnat d'Europe de cyclisme sur route à Plumelec. A l'effet conjoncturel lié au choix des fédérations d'organiser des compétitions sur le territoire breton se conjugue la volonté de la Région d'attirer ces événements mondiaux qui contribuent au rayonnement de la Bretagne à travers le monde. Ainsi, en 2015/2016, ce type d'événement a représenté 18 % des compétitions aidées contre 7 % la saison précédente et 10 % en 2013/2014.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2016 en Bref

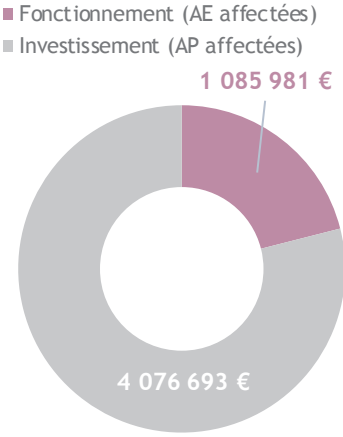
La Bretagne figure parmi les régions les plus remarquables au titre du patrimoine, pour la qualité et la quantité des traces matérielles mais également pour l'engagement des Breton.ne.s dans ce domaine. Au-delà des valeurs identitaires qu'il porte, le patrimoine est un formidable levier de développement pour les territoires. Pour toutes ces raisons, la Région s'investit pour sa connaissance et sa valorisation.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Révéler et transmettre la connaissance du patrimoine breton	2 Faire du patrimoine un levier de développement durable de la Bretagne	3 Impulser des dynamiques sur les questions patrimoniales en Bretagne
Actions	[I - 1] Conduire l'Inventaire du patrimoine dans les territoires	[II - 1] Soutenir et encourager les projets de développement des territoires	[III - 1] Soutenir des dynamiques spécifiques
	[I - 2] Encourager et accompagner les initiatives contribuant à renforcer la connaissance du patrimoine breton	[II - 2] Soutenir les actions de conservation des objets mobiliers protégés	[III - 2] Bâtir des plans d'actions pour faire face collectivement à des enjeux nouveaux
	[I - 3] Diffuser la connaissance produite	[II - 3] Soutenir les « Musées de France » en Bretagne	
		[II - 4] Soutenir les projets de sensibilisation et d'information aux patrimoines	

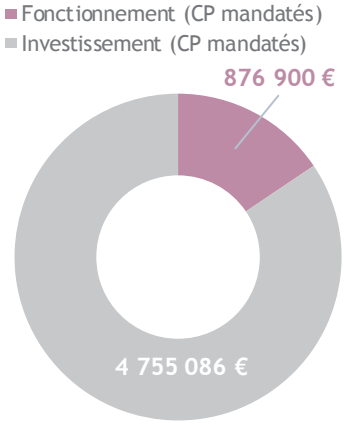
5,6 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 92 % en fonctionnement et de 95 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 74 % en fonctionnement et de 100 % en investissement

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Révéler et transmettre la connaissance du patrimoine breton [I-1 ; I-2]

En complément des enquêtes d'inventaire conduites en « régie directe », la part accordée à l'accompagnement d'enquêtes portées par des acteurs du territoire avec l'appel à projet « *Participer à l'inventaire du patrimoine de Bretagne* » s'est encore accrue en 2016. Cela a entraîné une augmentation des données produites, massivement complétée par la mise à jour et en ligne de dossiers anciens. Une aide financière a également été apportée pour la réalisation de l'exposition « *Y. Jean-Haffen et l'Inventaire du patrimoine : regards croisés* » à Dinan (2 600 visiteurs).

Indicateur N°1 [I-1] - Inventaire du patrimoine culturel des communes	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre d'édifices recensés	4 547	4 706	5 861
Nombre d'édifices étudiés	844	835	681

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170628-17_DEF_SEGEP-01-DE

Développé et finalisé en 2016, le visualisateur *Kartenn/patrimoine* permet désormais de restituer par la cartographie l'ensemble des données de recensement.

Indicateur N°2 [I-3] - Diffusion des données relatives au patrimoine culturel	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Réunions d'information, restitution, interventions, expertises…	75	100	100
Visiteurs Journée du patrimoine	27 000	30 000	22 000
Patrimoine.bzh : nombre de visiteurs	765 903	327 799 (*)	605 106
Commandes iconographiques	154	122	104
Clichés fournis / retenus	800	1 300 / 1 165	1 250/1 012

(*) Modification du référentiel de comptage lié à l'évolution du portail de diffusion des données (passage de Glad à Patrimoine en 2014).

• Soutenir et encourager les projets de développement du territoire [II-1]

La politique en faveur des projets de territoire a permis d'apporter une aide à 207 projets de valorisation. Parmi les dossiers soutenus se trouvent des projets aussi variés que la restauration de l'ancien Hôpital Fremeur à Quimperlé, le tumulus de Mané er Hroëk à Locmariaquer, la réhabilitation de l'ancien couvent de Lannion, le langoustier « Corbeau des Mers ». La mobilisation de la population locale autour d'un projet de restauration d'un bien public continue d'être encouragée avec la prime « Skoaz ouzh Skoaz ».

Indicateur N°3 [II-1 ;II-2] - Valorisation et restauration du patrimoine	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre d'éléments du patrimoine breton conservés, restaurés, valorisés	281	258	289	230
Montant de travaux en faveur du patrimoine soutenu / an	24,4 M€	22,8 M€	26,5 M€	20 M€
Nombre de primes *Skoaz o skoaz* (SOS) (*)	23	23	13	20

(*) La baisse du budget en 2016 a conduit à réduire à 13 le nombre de prime SOS éligible.

• Soutenir les actions de conservation des objets mobiliers protégés [II-2]

En 2016, ce dispositif a permis de soutenir 30 dossiers concernant la restauration de près de 70 objets mobiliers publics (maîtres-autels, retables, tableaux, statues, stalles, confessionnaux, orgue...).

• Soutenir les Musées de France en Bretagne [II-3]

356 K€ ont été attribués en 2016 pour l'attractivité des *Musées de France en Bretagne* avec notamment 17 opérations de restauration des collections, 17 acquisitions d'œuvres et l'organisation de 2 expositions temporaires, dont « *Bretagne Express* » au *Musée de Bretagne* saluant l'arrivée en Bretagne de la ligne à grande vitesse. En 2016 a également démarré le projet de rénovation *du Musée de la Résistance bretonne* de Saint-Marcel.

• Soutenir les démarches de sensibilisation, d'information et de promotion des patrimoines [II-4]

Ce dispositif a permis de soutenir 40 structures dans leur action en faveur du patrimoine : chantiers internationaux de jeunes bénévoles pour la restauration du patrimoine bâti, les réseaux des Cités labellisées ainsi que l'aide aux projets d'associations comme « Nature et Mégalithes » ou encore l'organisation de manifestations telles que « Détour d'Art » portée par l'Office du Tourisme d'Auray Communauté.

• Impulser des dynamiques sur les questions patrimoniales en Bretagne [III-1 ; III-2]

Depuis trois ans et pour la dernière année, le patrimoine maritime a été mis à l'honneur avec l'appel à projets *Héritages littoraux*. Cette dynamique a permis d'accompagner 25 initiatives concernant des projets d'inventaire du patrimoine -comme celui de l'estuaire de Tréguier-, des projets de restauration –comme les travaux d'étanchéité du vieux phare de Penmarc'h-, des projets de valorisation –comme la création d'un lieu de mémoire maritime dans l'ex-chantier naval Le Cœur à Plobannalec-Lesconil- et des projets innovants – comme celui d'étudier la possibilité de réhabiliter l'activité de « passeur des bords de Rance ». L'appel à projets *Archipel du patrimoine breton* a quant à lui, permis de soutenir la création inédite d'un oratorio autour de la figure d'Anne de Bretagne portée par l'association des *Rencontres internationales de musiques anciennes du Trégor*.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M6
P 605

Faire de la Bretagne une destination touristique d'exception

2016 en Bref

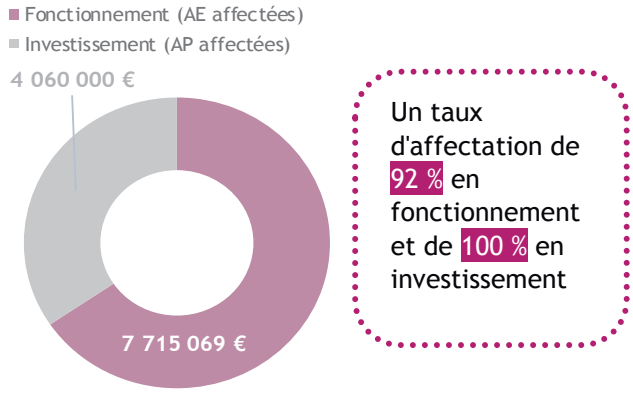
En parallèle de la structuration des *Destinations touristiques autour des stratégies intégrées de développement touristique* (appel à projets en mai 2016), une importante concertation sur le tourisme breton a été lancée en initiant les *Ateliers du tourisme breton* rassemblant les acteurs publics et privés sur l'état des lieux et les perspectives du tourisme en Bretagne. Le lancement d'une démarche de définition d'un cadre de coordination de l'action publique en matière de tourisme a également été acté lors de la *Conférence Territoriale de l'Action Publique* (CTAP) du 1er décembre 2016.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	Actions
1 Renforcer l'attractivité touristique de la Bretagne	[I - 1] Soutenir les actions du Comité régional du tourisme
2 Soutenir le développement de l'offre touristique bretonne	[II - 1] Accompagner les projets de développement des entreprises touristiques
	[II - 2] Affirmer la place du tourisme social et solidaire dans l'offre bretonne
	[II - 3] Accompagner le développement des activités touristiques par les compétences collectives
3 Favoriser l'aménagement touristique durable des territoires	[III - 1] Faire des canaux un levier pour le tourisme en Bretagne intérieure
	[III - 2] Développer l'itinérance en soutien à la mise en œuvre du Schéma régional vélo routes, voies vertes
	[III - 3] Faire de la filière nautique une vitrine de l'excellence bretonne
	[III - 4] Participer au projet de mise en tourisme du Mont-Saint-Michel et de sa Baie
4 Coordonner les stratégies de développement touristique	[IV - 1] Structurer le tourisme régional autour des « Destinations touristiques »
	[IV - 2] Agir en partenariat avec les réseaux d'acteurs touristiques

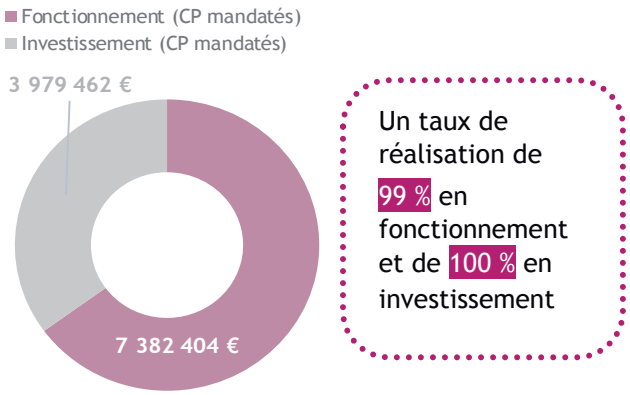
11,4 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 92 % en fonctionnement et de 100 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 99 % en fonctionnement et de 100 % en investissement

// Analyse des principales réalisations de l'année

- ### Renforcer l'attractivité touristique de la Bretagne [I-1]

A l'issue d'une analyse approfondie des missions du *Comité régional du tourisme* (CRT) par la Région, une convention d'objectifs et de moyens a été établie en mai 2016, posant les bases du partenariat et des nouvelles modalités de dialogue entre la Région et le *Comité régional du tourisme*.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Indicateur N°1 [I-1] - Evolution de la communication de l'information en matière de tourisme	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre de connexions annuelles au site tourismebretagne.com (CRT)	4 600 000	5 340 000	5 887 000	5 874 000
Dont sites « affinitaires » du CRT	873 000	1 130 000	1 114 000	1 243 000

- ## Accompagner les projets de développement des entreprises touristiques [II-1]

En 2016, le Conseil régional a poursuivi son accompagnement auprès des professionnels du tourisme, via la réalisation de diagnostics expertises d'entreprises touristiques dans le cadre d'un marché public signé avec un prestataire pour une durée de 2 ans (2015-2017). Le nombre de diagnostics expertises réalisés est en légère augmentation par rapport à 2015, ce qui traduit un redémarrage de l'activité économique en 2016. Le nombre total d'établissement aidés est quant à lui quasiment stable et les mises aux normes sont en augmentation.

Indicateur N°2 [II-1] - Aide régionale aux investissements touristiques (hôtellerie, hôtellerie de plein air, équipements de pratiques touristiques)	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre de diagnostics-expertises	38	31	36
Répartition selon communes littorales/non littorales	*19/19*	*21/10*	*18/18*
Nombre d'établissements aidés	41	43	41
Dont mis aux normes	*5*	*10*	*15*

- ## Accompagner le développement des activités touristiques par les compétences collectives [II-3]

La Région a poursuivi son aide aux audits préalables aux dispositifs de labellisation *Plan Qualité Tourisme*, *Ecolabels*, *Tourisme et Handicap*. Il est à noter une baisse du nombre d'entreprises labellisées pour diverses raisons telles que le non renouvellement des audits du fait du coût élevé de ceux-ci, le changement de stratégie commerciale et le poids important des investissements.

- ## Développer l'itinérance en soutien à la mise en œuvre du *Schéma régional véloroutes, voies vertes* [III-2]

En 2016, le soutien régional a permis la réalisation de 150 kms de véloroutes ou voie verte.

Indicateur N°3 [III-2] - Evolution du Schéma régional vélo routes voies vertes	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Kilométrage des Vélo routes Voies vertes réalisé	1 570	1 600	1 750	1 770

- ## Structurer le tourisme régional autour des *Destinations touristiques* [IV-1]

La stratégie régionale en faveur des *Destinations touristiques de Bretagne* a été renforcée par le lancement, en mai 2016, d'un appel à projets favorisant la structuration touristique de ces espaces et donnant une perspective d'accompagnement régional sur 3 ans. Dans ce cadre, les *Destinations touristiques* se définissent comme des espaces de projets qui, dans une approche partenariale, soutiennent des stratégies intégrées de développement et de diversification touristique. L'identité locale y est utilisée comme vecteur de différenciation et d'innovation au service d'une offre durable. Décliné en 3 volets correspondant aux stades d'avancement des *Destinations*, l'appel à projets a suscité une large adhésion : l'enveloppe de 500 000 € allouée à cette politique a été consommée à hauteur de 88,5 %. Au-delà, l'appel à projets a eu un effet structurant qui s'est traduit par un émargement massif au volet 2 (7 *Destinations* + l'univers des Iles), conduisant la quasi-totalité des *Destinations* à s'engager dans l'élaboration - à l'échelle de ce territoire de projet qui s'affranchit des limites administratives - d'une stratégie intégrée de développement touristique visant à accroître l'efficience et la coordination des stratégies existantes.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M6
P 606
Valoriser et moderniser les voies navigables bretonnes

2016 en Bref

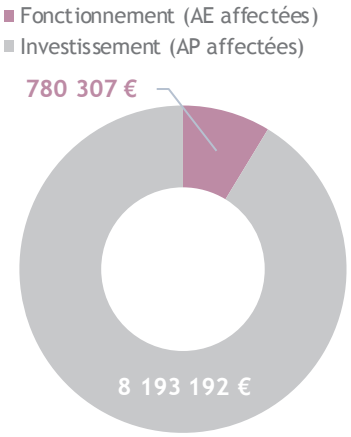
Les investissements sur les voies navigables permettent essentiellement de réaliser des travaux de grosses réparations de l'infrastructure. 2016 a été cependant marquée par le déploiement des équipements de service à destination des plaisanciers sur le Blavet où 56 pontons ont été construits, respectivement à l'amont et à l'aval de chaque écluse. Les études opérationnelles pour les aménagements de continuité écologique et pour l'automatisation des vannes de crue ont également été engagées.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Développer les usages nautiques et terrestres	2 Conserver et aménager le patrimoine
Actions	[I - 1] Développer les usages nautiques	[II - 1] Sécuriser la gestion des cours d'eau par la restauration des ouvrages hydrauliques
	[I - 2] Développer les usages terrestres	[II - 2] Conserver et aménager l'infrastructure

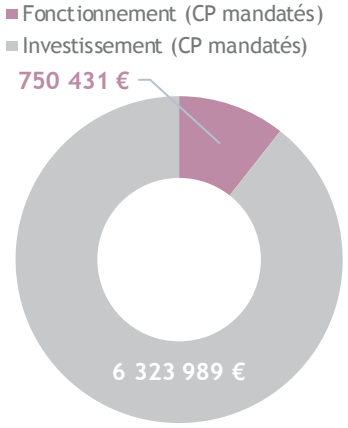
7,1 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 96 % en fonctionnement et de 95 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 93 % en fonctionnement et de 73 % en investissement

> Les taux d'affectation traduisent l'engagement effectif du programme en réalisation et en études. Le différé de réalisation est dû à un report des travaux de réparation du chemin de halage du Blavet pour permettre une concertation large sur la technique de revêtement à utiliser.

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Construction de pontons d'amarrage [I-1]

En 2016, 22 portes d'écluses ont été remplacées par des portes neuves.

56 pontons d'accostage ont été construits sur le Blavet. 6 bornes de récupération des eaux grises des bateaux et 7 bornes eau/électricité ont été mises en service.

Aux plantes invasives bien installées (jussie, élodée) s'ajoute à présent l'hydrocotyle sur le Blavet. Le traitement des plantes invasives par arrachage et faucardage a permis de maintenir la navigabilité des cours d'eau.

• Aménagement de chemins de halage [I-2]

Fermé depuis 2003 à la suite d'éboulement de rochers, le chemin de halage reliant Léhon (22) à Lanvallay (22) a été ré-ouvert à la circulation piétonne et cycliste après d'importants travaux préparatoires.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF-SEGEP_01-DE

Au droit de « Chamcorps » sur la Vilaine, des travaux d'aménagement d'une section cahotique ont permis de sécuriser la randonnée.

L'étude de réfection du chemin de halage en bordure du Blavet, sur 60 km entre Pontivy et Hennebont, a pu être conduite en 2016. Les travaux d'aménagement du chemin et la pose d'une signalétique adaptée seront ainsi entrepris début 2017.

• Automatisation des vannes de crue [II-1]

Les études opérationnelles pour l'automatisation des 88 vannages de crue et l'installation d'une supervision technique ont été conduites en 2016. La notification du marché d'automatisation permettra les premières installations dès le début de l'année 2017.

Les organes hydrauliques de manœuvre du vannage (clapet) du Boël sur la Vilaine ont été remplacés.

Indicateur N°1 [II-1] - Taux d'automatisation des vannes de crue	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Prévision 2016
Vilaine	90 %	90 %	90 %	90 %
Canal d'Ille et Rance	46 %	46 %	46 %	46 %
Blavet	3 %	3 %	3 %	3 %
Canal de Nantes à Brest	5 %	5 %	5 %	5 %

• Sécurisation du halage à Lanvallay [II-2]

La sécurisation de la falaise au droit du chemin de halage du canal d'Ille et Rance à Lanvallay a fait appel à des techniques spécialisées de protection de parois rocheuses. Cette sécurisation a permis la reconstruction de la berge, fortement dégradée au pied de la falaise, et la réouverture à la circulation du chemin de halage.

Sur le Blavet, à l'écluse 24 de Kérousse, le mur du sas (bajoyer) de l'écluse était menacé de ruine. Il a été réparé par déconstruction et reconstruction de son parement.

Le chemin de halage du canal de Nantes à Brest passe sous le pont de la Belle Etoile à Rohan. Ce passage s'est effondré sous l'effet d'une crue. Il a été reconstruit en 2016 au moyen d'une technique de travaux subaquatiques.

Pour éviter la végétation dans les maçonneries d'écluse, le programme de rejointoiement a pu être conduit de façon soutenue en 2016.

• Requalification visuelle des maisons éclusières [II-2]

Le programme de requalification visuelle des maisons éclusières des sections Pontivy/Guelédan et Pontivy/Rohan s'est poursuivi par la remise en état des ensembles de maisons à l'écluse N°119 – de Guerlédan, n°118 – Quenequan, n°114 - Boloré, n°111 – Trescle et n°109 - Guernal, en faisant appel aux techniques traditionnelles, respectueuses du patrimoine (enduits chaux, peintures à l'huile de lin).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M6 P 607 Développer les actions européennes et internationales

2016 en Bref

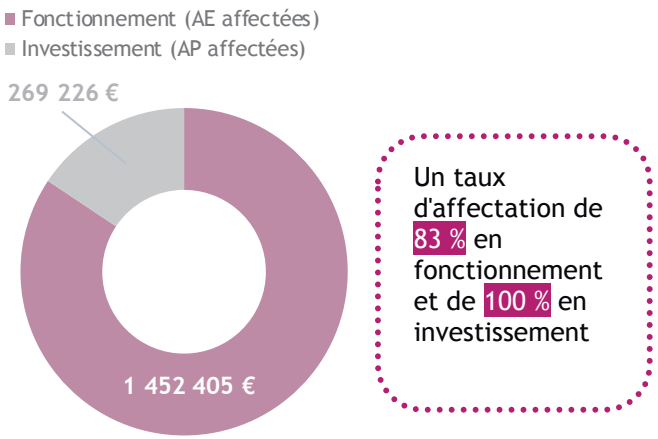
L'année a été marquée par la mise en place d'une nouvelle organisation en matière de représentation de la Bretagne à Bruxelles, la Région ayant définitivement quitté l'*Espace interrégional européen*. Les programmes de *Coopération territoriale européenne* (CTE) ont été freinés par le vote du Brexit en juin, ce qui a nécessité une action politique forte. Hors Europe, des échanges actifs ont débuté entre la Région et l'Etat d'Australie Méridionale et le pilotage de la coopération avec Grand'Anse à Haïti a repris.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	Actions
1 Assurer et améliorer la visibilité de la Bretagne auprès des instances communautaires et des réseaux européens et internationaux	[I - 1] Renforcer la visibilité de la Région grâce à la Maison de la Bretagne à Bruxelles
	[I - 2] Renforcer l'efficacité de la participation de la Bretagne aux enjeux européens et internationaux
	[I - 3] Amplifier la mobilisation des acteurs bretons dans les programmes de coopération territoriale européenne
2 Renforcer l'attractivité de la Bretagne à travers ses coopérations internationales en privilégiant une approche de diplomatie économique et à travers les acteurs bretons dans le monde	[II - 1] Renforcer les coopérations avec les régions Européennes
	[II - 2] Renforcer les partenariats avec les régions des pays développés et émergeants
	[II - 3] Passer d'une logique de solidarité à une logique de coopération avec les pays du sud
	[II - 4] Soutenir l'organisation de la Fête de la Bretagne dans le monde
3 Renforcer le rayonnement de la Bretagne en soutenant et accompagnant des initiatives solidaires	[III - 1] Soutenir les acteurs bretons de la coopération internationale et de la solidarité
	[III - 2] Favoriser l'ouverture internationale pour les jeunes bretons
	[III - 3] Renforcer l'efficacité des actions par une meilleure coordination

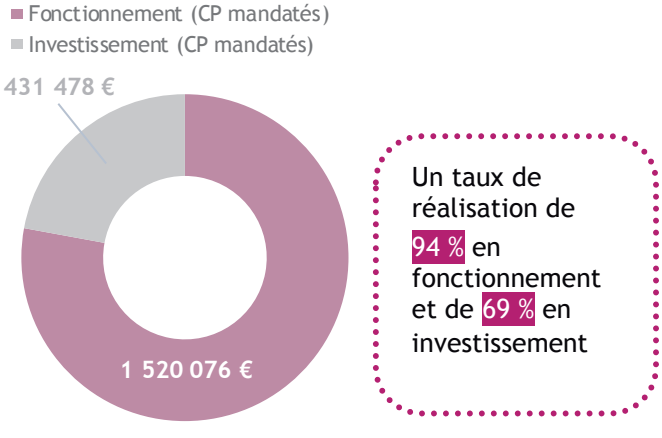
1,9 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 83 % en fonctionnement et de 100 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 94 % en fonctionnement et de 69 % en investissement

> Forte progression des CPI même si le taux reste encore trop faible du fait du report de 6 mois du versement d'une partie du financement des travaux de réhabilitation des entrepôts frigorifiques à Ouagadougou.

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Participation de la Région Bretagne aux enjeux européens [I-2, I-3]

La Région continue, à l'appui des réseaux européens, à défendre sa position sur des thématiques fortes telles que le changement climatique ou les réflexions sur l'Europe post-2020. Par ailleurs, et pour la première fois, la Région s'est impliquée dans un projet ERANET relatifs aux énergies des océans.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

La Région a poursuivi son implication dans la gouvernance de 3 programmes de la Coopération territoriale européenne (CTE)(France Manche Angleterre / Europe du Nord-Ouest /Espace Atlantique) et a maintenu son travail d'accompagnement des acteurs bretons dans leur démarche de participation à des projets européens. L'approbation tardive de certains programmes opérationnels, ainsi que le résultat du vote du Royaume-Uni sur le Brexit en juin, ont néanmoins eu des incidences sur le taux de programmation des projets.

Indicateur N°1 [I-2] - Assurer et améliorer la visibilité de la Bretagne auprès des instances communautaires et des réseaux européens et internationaux	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Nombre de projets avec des acteurs bretons dans les CTE	-	10	15	15-25

- ## Les partenariats avec les régions du monde hors Europe [II-2, II-3, II-4]

Dans la province chinoise du Shandong, la Région a accompagné Brest Métropole dans ses efforts, et obtenu que le frêt généré par l'usine de poudre de lait Synutra soit chargé dans le port breton.

Une première démarche a été entreprise envers le Québec. A l'occasion d'un déplacement réalisé auprès de nos partenaires du secteur de la mer, une délégation a exploré différents autres domaines de coopération possibles : les langues, le numérique et les systèmes alimentaires territorialisés notamment.

Enfin, 2016 a vu le début du rapprochement souhaité avec la province de South Australia, dans laquelle devraient être construits les sous-marins français pré-commandés par l'Australie.

Les coopérations internationales avec les pays en développement ont été recentrées au Burkina Faso et à Haïti. A Ouagadougou, l'élection d'un nouvel exécutif régional est allé de pair avec le démarrage du chantier de réhabilitation des entrepôts frigorifiques, élément central de la structuration de la filière maraîchère. En Grand'Anse également, des élections locales ont permis l'installation de nouvelles équipes municipales. Toutefois, le cyclone Matthew, qui a frappé le pays en octobre 2016, a fait plusieurs centaines de morts en Grand'Anse et fragilisé le territoire.

Pour son édition 2016, l'organisation de la fête de la Bretagne a continué à être accompagnée dans six pays différents : Etats-unis (2 manifestations), Mexique, Chine, Vietnam, Irlande et Royaume-uni (Ecosse).

- ## L'accompagnement des initiatives solidaires des acteurs bretons [III-1, III-2, III-3]

La progression du nombre de projets soutenus relatifs à l'eau et à l'assainissement, observée depuis plusieurs mois, s'est confirmée ; ceux-ci ont représenté 58 % du nombre de projets et 65 % des crédits engagés. Sur les 27 projets de développement conduits hors de Bretagne (hors projets de jeunes), 26 l'ont été en Afrique francophone et un en Haïti.

Dans le même temps, 100 jeunes ont été accompagnés pour un engagement solidaire, dont 16 pour un volontariat de solidarité internationale.

Indicateur N°2 [III-1 et III-2] - Renforcer le rayonnement de la Bretagne en soutenant et accompagnant des initiatives solidaires	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre d'initiatives de solidarité internationale soutenues	36	40	41

La Région a engagé, avec le soutien méthodologique du Collège Coopératif de Bretagne, un travail de diagnostic et de réflexion collective avec les *Acteurs bretons de la coopération internationale et de la solidarité* (ABCIS) et l'ensemble des acteurs de la coopération et de la solidarité internationale en Bretagne. Les nombreuses rencontres organisées ont confirmé les fortes attentes des acteurs en matière de mutualisation et de concertation, d'échanges et d'information, d'accompagnement technique ou de développement de l'éducation à la citoyenneté internationale et à la solidarité.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

M6 P 608 Renforcer l'information aux citoyens et promouvoir l'image et la notoriété de la Bretagne

2016 en Bref

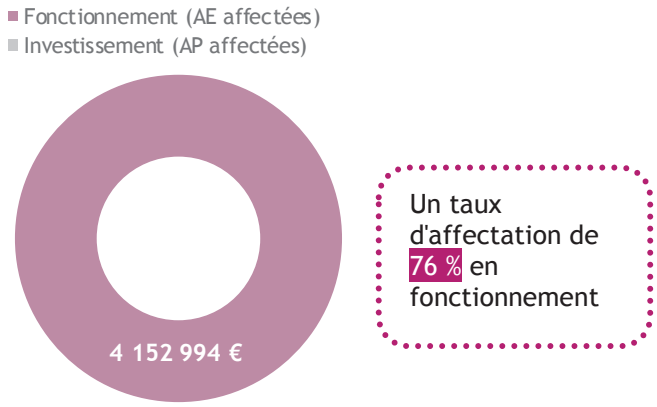
L'année s'est caractérisée par la réalisation de deux campagnes : « Bretagne à Grande Vitesse : plus vite, plus proches » et « Se former est un droit, vous accompagner un devoir ». La Région a également été très présente et visible lors des fêtes maritimes de Douarnenez et de Brest au cours desquelles elle a ouvert l'Espace découverte du port de Brest. Enfin, la préparation de la première campagne nationale d'attractivité régionale, prévue début 2017, s'est poursuivie tout au long de l'année. Portée par la Région, cette campagne historique a mobilisé et reçu l'adhésion de *Bretagne développement innovation* (BDI), du *Comité régional du tourisme* (CRT) et de l'ensemble des collectivités bretonnes ; métropoles, agglomérations et départements.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	Actions
1 Informer les citoyens sur les politiques régionales	[I - 1] Déployer des supports et outils de communication performants pour l'information des citoyens
	[I - 2] Organiser l'information thématique des citoyens sur les politiques régionales
	[I - 3] Optimiser les relations presse et les relations publiques
2 Promouvoir l'image et la notoriété de la Région et de la Bretagne	[II - 1] Assurer une plus grande notoriété via des partenariats privilégiés et des événements rassembleurs
	[II - 2] Participer à des opérations événementielles pour assurer une plus grande visibilité
	[II - 3] Promouvoir l'action de la Région en direction des publics identifiés
3 Renforcer la conscience européenne des citoyens et, notamment, des jeunes	[III - 1] Développer la conscience européenne des citoyens et notamment des jeunes en formation initiale
	[III - 2] Imaginer des outils et des événements d'information européenne
	[III - 3] Soutenir des projets et des activités de dimension européenne
4 Promouvoir la qualité de la relation avec les citoyens et les bénéficiaires, la citoyenneté et l'ouverture des données publiques	

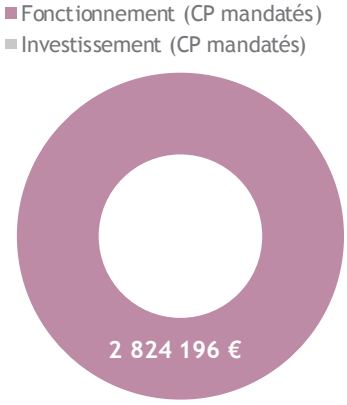
2,8 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 76 % en fonctionnement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 59 % en fonctionnement

> Globalement, la faible consommation de crédits s'explique d'une part, par la suppression de *Bretagne Ensemble* et d'autre part, par la réduction de la participation financière de la Région au financement de l'équipe cycliste, laquelle évolue désormais dans le cadre d'une nouvelle configuration financière.

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Une information des citoyen.ne.s sur les dispositifs et politiques publiques [I - 1]

Après étude, il a été décidé au printemps 2016 l'arrêt du magazine régional *Bretagne Ensemble*. La Région a alors recentré l'information aux citoyen.ne.s sur le digital autour de son portail bretagne.bzh, contribuant ainsi à améliorer la lisibilité de l'offre de contenus et de services aux usagers. Un travail de refonte de l'offre éditoriale de la Région

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

a été entrepris et a abouti à une refonte de la lettre d'information aux partenaires *Bretagne Info Partenaires*, ainsi qu'au lancement d'une démarche de redéfinition et de création de collections de plaquettes.
Pour accompagner la montée en puissance des travaux du port de Brest et l'ouverture de l'Espace découverte sur le port, un journal de chantier a été conçu et deux numéros ont été réalisés, en parallèle de la mise à jour du site internet, portbrest.bretagne.bzh

Indicateur N°1 [I - 1] - Performance des outils éditoriaux	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Audience cumulée sur les deux portails Région (nombre de visites)	1 027 115	1 097 574	1 142 546
Nombre de followers Twitter @regionbretagne	28 818	44 461	68 875

- ## Assurer une plus grande notoriété via des partenariats privilégiés et des événements rassembleurs [II - 1]

Du 13 au 19 juillet 2016, la Région, propriétaire du port de Brest, a participé aux Fêtes Maritimes internationales de Brest, lesquelles ont accueilli 9 000 marins sur 1 050 bateaux et 712 000 visiteurs. En marge de cette manifestation, la Région a ouvert et inauguré l'Espace découverte du projet de développement du port de Brest (2700 visiteurs, soit 450 par jour). Durant ces Fêtes, la Région a loué un bateau du patrimoine, la Belle Etoile, pour faire découvrir le projet de développement à partir de la mer (18 circuits de visites en mer, 490 personnes ont suivi une visite guidée par les animateurs d'Océanopolis).
En octobre 2016, le parc des expositions de la Baie de Saint-Brieuc a accueilli les sélections régionales des 44e Olympiades des métiers en Bretagne. 49 métiers ont été présentés lors de cette édition, dont 32 en concours sur site unique. Près de 200 jeunes, 20 encadrants et 60 représentants des branches professionnelles ont participé à la réussite de cette édition. Quelques 12 000 visiteurs sont venus découvrir les Olympiades des métiers.

- ## Promouvoir l'action de la Région en direction des publics identifiés [II - 3]

Deux campagnes de grande ampleur ont été menées :
- « Bretagne à Grande Vitesse : plus vite, plus proches » : à quelques mois de l'arrivée de la LGV à Rennes, la Région a souhaité, fin 2016, amplifier sa communication afin de faire connaitre aux breton.ne.s le bénéfice apporté par Bretagne à Grande Vitesse (BGV) jusqu'à la pointe bretonne. Une campagne de communication grand public a été menée du 14 au 30 novembre 2016 dans les 4 départements bretons. Dans un livret de 12 pages, diffusé à plus de 650 000 exemplaires via le TV Magazine, les breton.ne.s ont pu découvrir les grandes lignes du projet et ses principaux enjeux. Cette campagne comprenait également deux volets radio et digital invitant auditeurs et internautes à en savoir plus sur le site transports.bretagne.bzh.
- « Se former est un droit, vous accompagner un devoir » : la Région a contribué au lancement du plan « 47 000 formations pour l'emploi », déclinaison du plan national « 500 000 formations supplémentaires ». Pour inciter les demandeurs d'emploi et les personnes souhaitant se perfectionner ou se réorienter à se former, plusieurs communications ont été menées dans l'année, avec une signature commune : « Se former est un droit, vous accompagner un devoir ». Dès le mois de mai, un spot radio a été diffusé sur les ondes bretonnes pendant 15 jours. Une estampille a été créée pour identifier le plan régional sur le site seformerenbretagne.fr et sur les sites des partenaires. En juin, une campagne de communication grand public a été déployée dans la presse quotidienne régionale et sur le web, puis pendant l'été dans les restaurants via des sets de table. Le dispositif annuel a été conclu en septembre, avec une campagne massive d'affichage en Bretagne et une relance dans la presse hebdomadaire.

- ## Développer la conscience européenne des citoyen.ne.s, notamment des jeunes [III -1]

Les actions menées s'inscrivent dans la continuité des objectifs fixés pour la phase de lancement de la programmation des fonds européens en Bretagne :
- Faciliter l'accès aux financements européens et animer la mise en œuvre des programmes auprès des bénéficiaires ;
- Mobiliser et fédérer les partenaires de la programmation pour qu'ils deviennent des relais d'informations.

En complément de la réalisation de nouveaux supports de communication, l'année 2016 a été marquée par le lancement d'une campagne média grand public, récompensée du prix EuropCom.

Indicateur N°2 [III -1] - Audience des outils de communication et d'information européenne	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Résultats de la campagne média grand public : audience cumulée sur les différents supports médias (nombre de personnes touchées)	néant	néant	4 179 054
Fréquentation du portail kitdecom.europe.bzh : nombre de connexions de mars à décembre 2016 (sur un total de plus de 5 000 bénéficiaires)	néant	néant	2 596
Nombre de plaquettes réalisées	néant	5 000	5 000
Nombre de posters réalisés	néant	néant	1 000

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Fonds de gestion des crédits européens

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

I. Le contexte et la stratégie

Chiffres clés

- FEDER – 307 M€
- FSE – 62 M€ (+122 M€ national)
- FEADER – 368 M€
- FEAMP – 47 M€ (volet régional)

Documents cadres

- Programme Opérationnel FEDER-FSE
- Programme de Développement Rural FEADER
- Programme Opérationnel FEAMP
- Plans d'évaluation et de communication des programmes

La Région assure, pour la période 2014-2020, la gestion directe de 784 M€ de fonds européens : l'intégralité des enveloppes pour la Bretagne du *Fonds européen de développement régional* (FEDER) et du *Fonds européen agricole pour le développement rural* (FEADER), ainsi qu'une partie de l'enveloppe du *Fonds social européen* (FSE), et l'ensemble du volet régional du *Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche* (FEAMP).

Ces programmes ont été définis entre 2013 et 2015 de manière partenariale et en forte articulation avec les priorités des différents schémas régionaux, donnant à ces fonds une cohérence d'intervention forte avec les grands enjeux de développement de la Bretagne

En charge de la définition des orientations stratégiques de l'ensemble des dispositifs et pilote de leur déploiement, la Région agit en partenariat étroit avec les services de l'Etat. Ces derniers restent Autorité de gestion de 65 % du FSE et des mesures nationales du FEAMP, et sont également très impliqués dans la mise en œuvre de certains dispositifs, notamment du FEADER. Le déploiement de ces programmes associe également de très nombreux partenaires, publics et privés, qui participent au suivi des orientations et à la sélection des projets. Parmi eux, les Pays et les Métropoles de Rennes et Brest sont très directement impliqués puisqu'ils bénéficient d'une enveloppe totale de fonds européens de 121,4 M€, dans le cadre des différents dispositifs territorialisés du FEDER, du FEADER et du FEAMP, au bénéfice de leurs stratégies spécifiques.

La Région place enfin au cœur de ses activités d'Autorité de gestion les principes d'évaluation, de communication et de simplification pour les bénéficiaires.

// La stratégie régionale

Cette année était la première de complète mise en œuvre des différents fonds. L'enjeu majeur était donc de dynamiser leur avancement et l'ouverture de l'ensemble des dispositifs, et résorber ainsi certains retards de début de période. La démarche s'est appuyée sur la poursuite de l'accompagnement des bénéficiaires, que ce soit par la mise à disposition d'outils facilitateurs ou le soutien individuel apporté à toutes les étapes de leur dossier. Un appui a également été réalisé sur la stabilisation progressive du cadre de gestion et sa validation par les autorités d'audit qui est intervenue au cours du 2ème semestre pour l'ensemble des fonds.

Sur le plan de l'avancement des programmes, au 31 décembre 2016, près du tiers des enveloppes 2014-2020 gérées par le Conseil régional (236 M€ - 30 %) étaient attribués, accompagnant plus de 6 000 projets. Le FSE et le FEADER sont les fonds les plus dynamiques en terme de programmation, avec des taux d'avancement à 44 % ; la mobilisation du FEDER atteignait à cette même date un taux de programmation un peu plus en retrait à hauteur de 15 %, s'expliquant par le besoin de faire aboutir certaines procédures spécifiques (notamment le « grand projet » Bretagne Très Haut Débit - montant supérieur à 50 M€ - et la notification relative aux aides d'Etat pour le projet d'investissement du port de Brest). Le démarrage de la mise en œuvre du volet territorialisé (Investissement territorial intégré) nécessitait par ailleurs l'installation des Comités de sélection dans les Pays et les Métropoles, intervenus tout au long de l'année et enclenchant la programmation finale des premiers dossiers au second semestre. Le FEAMP, dont le Programme national n'avait été validé par la Commission européenne qu'en décembre 2015, n'a pas connu de programmation en 2016. L'année a été intégralement consacrée aux travaux préalables permettant l'ouverture des dispositifs et la mise en place du système de gestion ; les appels à projets ont ainsi pu progressivement démarrer à l'été 2016, que ce soit au niveau national ou régional. La sélection de dossiers n'ayant pas eu lieu cette année, le premier Rapport d'Analyse par programme pour le 1130 n'a pas été réalisé.

Ce rythme de programmation s'est traduit progressivement par une accélération des paiements aux bénéficiaires, basés sur la réalisation des opérations. Au 31 décembre 2016, 25,4 M€ avaient été versés, répartis à raison de 16,7 M€ pour le FEADER et 8,7 M€ pour le programme FEDER-FSE. Néanmoins, ces paiements ont été freinés tout au long de l'année pour le FEADER par les difficultés importantes rencontrées dans la mise à disposition des outils informatiques par l'Agence des Services et de Paiement ; la très forte mobilisation politique de la Région au niveau national a permis d'obtenir des avancées en fin d'année 2016.

Le bon avancement de ces programmes repose sur un accompagnement permanent des bénéficiaires à toutes les étapes de leurs projets. Si les travaux de l'année 2015 s'étaient surtout concentrés sur la mise à disposition

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGER_01-DE

d'informations et d'outils et assistance au dépôt des projets pour faciliter l'accès aux fonds européens, l'année 2016 a permis de compléter ces modalités d'accompagnement sur le plan de la mise en œuvre des actions, en cohérence avec le rythme d'avancement de la programmation. De nouveaux guides ont ainsi été réalisés, que ce soit en matière de soutien administratif et financier (compréhension des règles, conseils de mise en œuvre du suivi de leur projet), ou de soutien plus qualitatif (mise en œuvre des obligations de communication, prise en compte des principes horizontaux de développement durable et d'égalité dans leur projet). Une nouvelle étape de dématérialisation des procédures a également démarré afin de pouvoir permettre aux bénéficiaires de déposer, pour le FEDER, leurs demandes de paiement en ligne à compter de 2017.

En complément, la Région a poursuivi son engagement pour valoriser l'apport de l'Union européenne au développement du territoire breton, que ce soit sur le site internet des fonds européens en Bretagne, lors des réunions partenariales, ou par le biais de campagnes médias spécifiques à certaines périodes de l'année. L'une de ces campagnes, qui mettait en avant l'action concrète de l'Union européenne dans le quotidien des breton.nes, a obtenu fin 2016 un prix européen récompensant les initiatives locales en la matière. Ces actions sont menées en partenariat avec l'Etat et avec les autres collectivités locales au sein d'un réseau spécifique constitué en 2016.

// L'approche du développement durable dans les politiques régionales

Les programmes européens s'inscrivent dans trois principes horizontaux promus par l'Union européenne : le développement durable, l'égalité entre les femmes et les hommes et la non-discrimination. Ils sont à intégrer à la définition même des dispositifs de soutien, ainsi qu'à toutes les étapes de mise en œuvre, que ce soit par l'Autorité de gestion dans ses missions propres, ou bien par les bénéficiaires dans la définition et la réalisation de leurs projets.

Ainsi, l'ensemble des programmes financés par les fonds européens a pris en compte le développement durable dans toutes ses composantes. L'accélération de l'engagement des crédits en 2016 a par conséquent eu un effet de levier important sur la mise en œuvre de ces principes. Sur le volet environnemental par exemple, le FEDER accompagnait, fin 2016, 4 projets de transport multimodal, 2 projets de développement des énergies renouvelables et 3 projets de réhabilitation thermique de logements sociaux. Le FEADER a quant à lui été fortement mobilisé dès 2015 pour accompagner la transition des systèmes d'exploitation, que ce soit par l'intermédiaire des *Mesures agri-environnementale et climatiques* ou par le soutien à la conversion et au maintien en agriculture biologique. Enfin, le FSE soutient également l'organisation de formations nouvelles accompagnant les filières émergentes de l'économie bretonne, notamment sur le plan de la transition écologique.

Les principes partenariaux de mise en œuvre des programmes répondent aussi à la prise en compte du pilier démocratique du développement durable. Ainsi, la composition des différents comités est basée sur une participation large, mobilisant les parties prenantes publiques et privées, et ce aussi bien au niveau régional dans le cadre du *Comité de suivi des fonds européens* et de la *Commission régionale de programmation européenne*, qu'au niveau des comités de sélection locaux pour les volets territorialisés.

Enfin, si l'Autorité de gestion applique directement ses principes pour ses propres actions, elle a aussi souhaité encourager les porteurs de projet, en leur mettant à disposition début 2016 un guide informatif sur les principes horizontaux. Construit pour en faciliter leur appropriation et les aider à les mettre en œuvre dans leur projet, il propose aux porteurs de projets d'utiliser quelques questions clés et met en avant des exemples d'actions.

// L'approche territoriale de l'action régionale

Pour cette génération de programmes 2014-2020, de nouvelles opportunités ont été ouvertes au niveau européen pour renforcer la dimension territoriale des programmes des *Fonds européens structurels et d'investissement*. La Région a fait le choix de pleinement les utiliser, de manière convergente avec sa politique territoriale. Ainsi, il a été proposé aux Pays et aux Métropoles de définir des stratégies locales mobilisant à la fois les fonds régionaux et les fonds FEADER, FEDER et FEAMP territorialisés. Au total, ce sont 121,4 M€ de fonds européens (15,4 % de l'enveloppe totale) qui accompagneront ainsi les projets spécifiques de ces territoires, en complément de leur accès à l'ensemble des autres dispositifs. L'année 2016 a principalement été mise à profit pour stabiliser le conventionnement entre l'Autorité de gestion et ces territoires et amorcer le processus de programmation des dossiers. La sélection des projets a ainsi démarré au second semestre pour le volet FEDER, le volet FEADER a été fortement impacté par les difficultés liées aux outils informatiques qui n'ont pu être levées qu'à la fin de l'année et le calendrier du volet FEAMP a été décalé du fait de l'approbation tardive du *Programme opérationnel national*.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

// La jeunesse dans les politiques régionales

Certains dispositifs prévus dans les programmes de mise en œuvre des fonds européens 2014-2020 s'adressent plus spécifiquement aux jeunes ; c'est le cas notamment pour le Fonds Social européen qui accompagne, pour le Programme Opérationnel régional, la formation qualifiante des demandeurs d'emploi. Au 31 décembre 2016, parmi les 3 384 stagiaires entrés dans les formations cofinancées, 947 ont moins de 25 ans (27,9 %). C'est le cas également des dispositifs de soutien à l'installation dans les domaines de l'agriculture et de la pêche : au 31 décembre 2016, sur le volet agricole, ce dispositif accompagne 1 330 exploitants (moins de 40 ans).

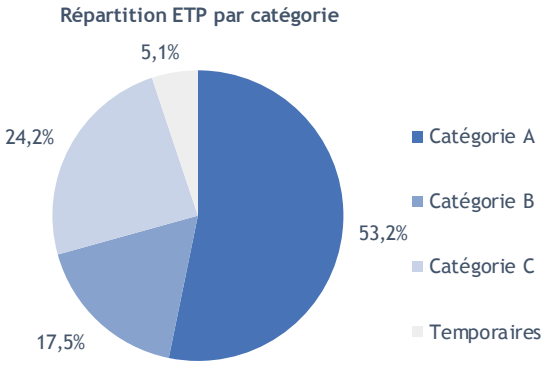
II. Leviers d'action et modalités de mise en œuvre

Le transfert de la responsabilité d'Autorité de gestion aux Régions s'est accompagné d'un transfert de personnels issus des services de l'Etat, ainsi que de compensations financières, permettant à la Région de pourvoir aux recrutements complémentaires. Les enveloppes d'assistance technique intégrées dans chacun des programmes apportent un cofinancement d'au minimum 50 % sur la prise en charge de la masse salariale et des coûts environnés.

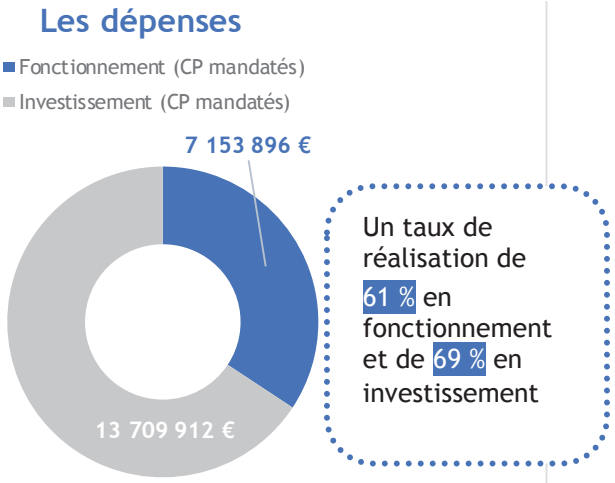
Les programmes financiers intégrés à la Mission Fonds de gestion des programmes européens permettent de tracer les engagements et paiements réalisés pour la mise en œuvre des différents fonds, selon les modalités propres à chacun (1110 - 1120 - 1130). Un programme transversal (1140) soutient la réalisation des actions d'accompagnement menées par l'Autorité de gestion, pour les bénéficiaires ou son propre compte, ainsi que des volets évaluation et communication des programmes.

// Moyens humains

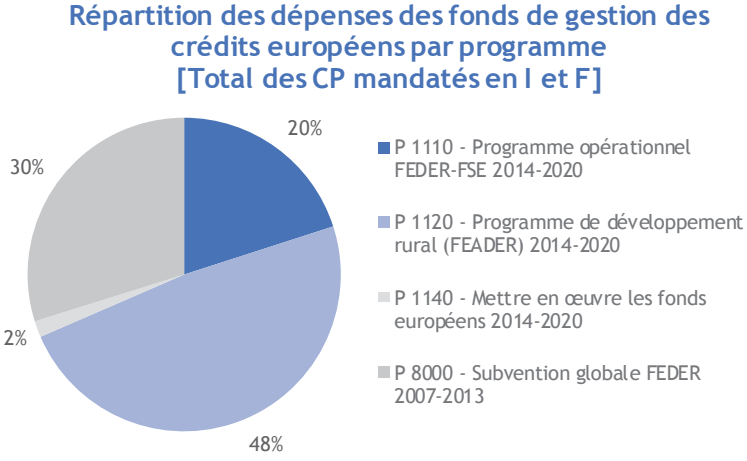
Fonds de gestion des crédits européens	
Équivalent temps plein (ETP) et masse salariale	2016
Catégorie A	18,0
Catégorie B	5,9
Catégorie C	8,2
Temporaires	1,7
Total ETP	33,8
Total Masse salariale	1 805 082 €



// Répartition des dépenses



Un taux de réalisation de 61 % en fonctionnement et de 69 % en investissement



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

> Dépenses par programme

Fonds de gestion des crédits européens

	CP votés en 2016	CP mandatés en 2016	Taux de réalisation
P 1110 - Programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020	10 000 000 €	4 180 385 €	42%
Fonctionnement	3 500 000 €	1 666 615 €	48%
Investissement	6 500 000 €	2 513 770 €	39%
P 1120 - Programme de développement rural (FEADER) 2014-2020	13 100 000 €	10 110 762 €	77%
Fonctionnement	4 800 000 €	3 558 612 €	74%
Investissement	8 300 000 €	6 552 150 €	79%
P 1130 - Programme FEAMP 2014-2020	0 €	0 €	NA
Fonctionnement	0 €	0 €	NA
Investissement	0 €	0 €	NA
P 1140 - Mettre en œuvre les fonds européens 2014-2020	950 000 €	349 849 €	37%
Fonctionnement	950 000 €	349 849 €	37%
Investissement	0 €	0 €	NA
P 8000 - Subvention globale FEDER 2007-2013	7 450 000 €	6 222 812 €	84%
Fonctionnement	2 400 000 €	1 578 820 €	66%
Investissement	5 050 000 €	4 643 992 €	92%
Dépenses totales de la Mission (I et F)	31 500 000 €	20 863 809 €	66%
Total Fonctionnement	11 650 000 €	7 153 896 €	61%
Total Investissement	19 850 000 €	13 709 912 €	69%

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2016 en Bref

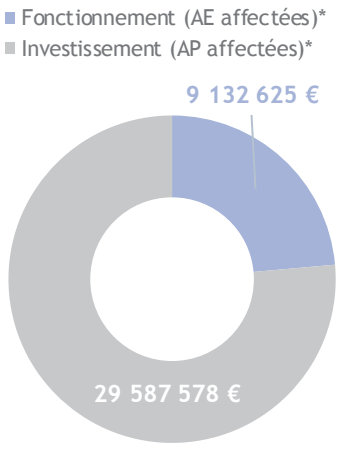
Etape cruciale dans la pleine mise en œuvre du programme FEDER/FSE, l'année 2016 a permis de soutenir 120 nouveaux projets pour 31,18 M€. Au 31 décembre 2016, la programmation totale du FEDER et du FSE au atteint 19,86 % et se situe dans la moyenne de l'avancement des autres Régions françaises.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	Actions
1 Favoriser le développement de la société numérique en Bretagne (FEDER)	[I - 1] Déployer le très haut débit sur l'ensemble du territoire breton
	[I - 2] Augmenter les pratiques numériques de la population bretonne
2 Développer la performance économique de la Bretagne par le soutien à la recherche, l'innovation et aux entreprises (FEDER)	[II - 1] Renforcer la compétitivité de la recherche bretonne dans l'espace européen
	[II - 2] Accroître l'effort d'innovation des entreprises bretonnes
	[II - 3] Renforcer le potentiel productif des PME bretonnes
3 Soutenir la transition énergétique et écologique de la Bretagne	[III - 1] Augmenter la production d'énergies renouvelables en Bretagne
	[III - 2] Réduire l'empreinte carbone du bâti en Bretagne
	[III - 3] Augmenter le nombre d'utilisateurs des modes de transports durables en Bretagne
4 Développer les compétences en lien avec l'économie bretonne et sécuriser les parcours professionnels (FSE)	[IV - 1] Accroître le taux de réussite à la qualification des demandeurs d'emploi participants, notamment ceux ayant les caractéristiques plus sensibles, en lien avec les besoins de l'économie bretonne

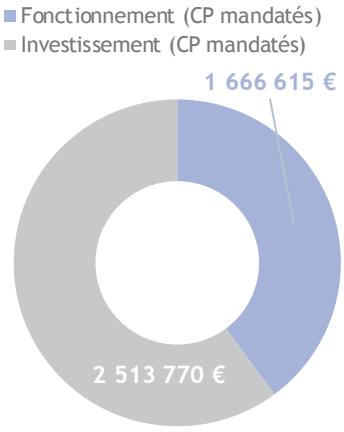
4,2 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 17 % en fonctionnement et de 12 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 48 % en fonctionnement et de 39 % en investissement

*Les AP et AE sont pluriannuelles et ont été ouvertes en 2015, les résultats correspondent au cumul.

> Le démarrage tardif de la programmation et de l'avancement des opérations cofinancées (peu de demandes de paiement des bénéficiaires) a eu un impact sur le niveau des paiements.

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Des dispositifs FEDER et FSE déployés en intégralité

Dans la continuité de la dynamique engagée en 2015, la programmation des dossiers s'est poursuivie sur un rythme soutenu tout au long de l'année 2016. Au 31 décembre, l'intégralité des dispositifs au titre du Programme est désormais déployée.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Nombre de dossiers programmés	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	total
Dossiers programmés sur l'axe 1 (FEDER)	0	0	6	6
Dossiers programmés sur l'axe 2 (FEDER)	0	33	100	133
Dossiers programmés sur l'axe 3 (FEDER)	0	1	8	9
Dossiers programmés sur l'axe 4 (FSE)	0	4	0	4

A noter : 6 dossiers complémentaires programmés en 2016 au titre de l'assistance technique

FEDER : la programmation des dossiers s'est poursuivie en 2016, à raison de 120 nouveaux projets soutenus. Les travaux liés à la mise en place des I*nvestissements territoriaux intégrés* achevés, les premiers projets ont été sélectionnés. Par exemple, une dotation de 106 000 € est intervenue en soutien à des travaux de réhabilitation thermique de 48 logements sociaux à Redon.

FSE : la programmation du FSE a démarré dès avril 2015, couvrant les années 2015 à 2017. Cette programmation pluriannuelle accompagne principalement la mise en œuvre du *Programme Bretagne formation* (PBF), complétée par quelques reconductions du *Programme régional supérieur* (PRS) dans sa dernière phase.

- ## Un avancement du Programme conforme aux objectifs

Avancement du Programme FEDER	Montant programmé (en M€)	Montant indicatif maquette (en M€)	% du montant indicatif mobilisé
Axe 1 - Favoriser le développement de la société numérique en Bretagne	**1.13**	**94**	**1.21%**
Objectif 1 - Déployer le très haut débit sur l'ensemble du territoire breton	*0*	*79*	*0*
Objectif 2 - Augmenter les pratiques numériques de la population bretonne	*1.13*	*15*	*1.21%*
Axe 2 - Développer la performance économique de la Bretagne par le soutien à la recherche, l'innovation et aux entreprises	**33.52**	**94**	**35.73%**
Objectif 1 - Renforcer la compétitivité de la recherche bretonne dans l'espace européen	*17.25*	*44*	*39.22%*
Objectif 2 - Accroître l'effort d'innovation des entreprises bretonnes	*7.94*	*21*	*37.75%*
Objectif 3 - Renforcer le potentiel productif des PME bretonnes	*8.32*	*29*	*28.93%*
Axe 3 - Soutenir la transition énergétique et écologique en Bretagne	**11.95**	**109**	**10.96%**
Objectif 1 - Augmenter la production d'énergies renouvelables en Bretagne	*1.93*	*40*	*4.88%*
Objectif 2 - Réduire l'empreinte carbone du bâti en Bretagne	*0.18*	*25*	*0.75%*
Objectif 3 - Augmenter le nombre d'utilisateurs des modes de transports durables en Bretagne	*9.83*	*44*	*22.14%*
Axe 4 - Développer les compétences en lien avec l'économie bretonne et sécuriser les parcours professionnels	**26.49**	**60**	**44.29%**
Objectif 1 - Accroître le taux de réussite à la qualification des demandeurs d'emploi participants	*26.49*	*60*	*44.29%*

Fin décembre 2016, le niveau de programmation a atteint 19,86 % sur l'ensemble du Programme (15,26 % au titre du FEDER et 42,60 % au titre du FSE).

Au titre du FEDER, l'axe numérique connait une programmation modérée, l'intervention en faveur du Très Haut Débit nécessitant le passage par une procédure spécifique avec la Commission européenne. L'axe 2 au bénéfice des projets structurants de recherche, innovation et développement économique des PME et des organismes de recherche bretons constitue l'axe le plus dynamique du programme. Dans ce cadre, une dotation de 5,2 M€ attribuée à IFREMER va permettre par exemple de moderniser le navire océanographique « Thalassa ». L'axe transition énergétique (axe 3) bénéficie d'un avancement en nette progression en 2016, notamment par le soutien aux projets d'inter et multimodalité ; le téléphérique de Brest a ainsi bénéficié d'un soutien de 4 M€.

Au titre du FSE, la programmation reste stabilisée à 26 M€ de FSE, soit 44,3 % de l'enveloppe pour la période. Cette programmation est liée à la mise en œuvre des programmes stratégiques de formation pilotés par la Région Bretagne, par voie d'appels d'offre. Elle accompagnera jusqu'en 2017, 133 prestations de formation qualifiante en direction de plus de 7 000 demandeurs d'emploi. Ce niveau ne devrait donc plus évoluer avant 2018, année de renouvellement du *Programme bretagne formation* qui concentre la programmation FSE.

- ## Un suivi fin des paiements dans une perspective d'atteinte des objectifs

Du point de vue des paiements, le remboursement des bénéficiaires s'est poursuivi et a atteint 8,7 M€ sur le programme opérationnel à la fin 2016. Compte-tenu des seuils de réalisation financière à atteindre à la fin 2017 (principe du dégagement d'office), des outils de suivi et d'alerte ont été mis en place.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2016 en Bref

Le FEADER accompagne le développement de l'agriculture et de la forêt et la modernisation des exploitations. Il soutient la biodiversité et la performance écologique et participe au développement des territoires ruraux. Pour le FEADER, cette année aura été celle de la programmation puisque la quasi-totalité des dispositifs est dorénavant opérationnelle. Les paiements se sont également poursuivi, bien que freinés par des obstacles liés au déploiement des systèmes d'information nationaux.

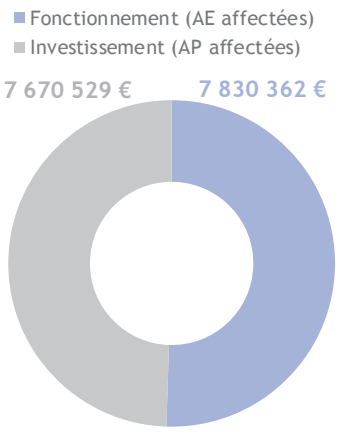
// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs

1 Relever le défi du renouvellement des générations dans le monde agricole breton	2 Moderniser les outils de production agricole, agroalimentaire et forestier, renforcer l'autonomie des filières de production	3 Promouvoir une agronomie et une biodiversité des sols et milieux au service de la performance environnementale des exploitations agricoles bretonnes	4 Développer les territoires ruraux	5 Renforcer la recherche, formation et diffusion

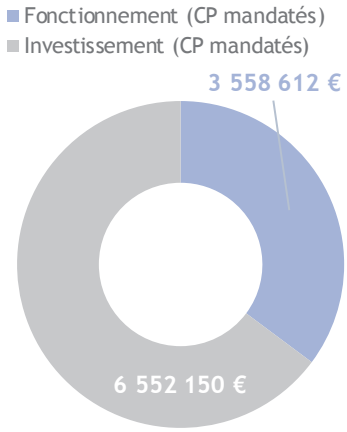
10,1 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 71 % en fonctionnement et de 80 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 74 % en fonctionnement et de 79 % en investissement

> Les paiements du FEADER sont réalisés par l'*Agence des Services et de Paiement* et ne transitent pas par le budget régional. Cependant, il est nécessaire de procéder à la fin de chaque année à la réintégration budgétaire de l'exercice comptable écoulé sur la période du 16 octobre N-1 au 15 octobre N. Compte-tenu du calendrier de l'Assemblée régionale en 2016, le vote des autorisations d'engagement et de paiement s'est appuyé en 2016 sur une estimation ; celle-ci a été supérieure aux montants réellement payés au 15 octobre 2016, enregistrés en mandatement en fin d'année. Ce décalage s'explique principalement par le report de la mise à disposition d'outils de paiement sur certains dispositifs.

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Une forte programmation des crédits [I à V]

L'avancement dynamique du FEADER constaté depuis le début de la période s'est confirmé tout au long de l'année 2016. Au 31 décembre 2016, 44 % de l'enveloppe totale (162,1 M€) était ainsi programmé. Les dispositifs les plus sollicités sont le soutien aux investissements dans les exploitations agricoles, les mesures agri-environnementales et climatiques, l'agriculture biologique et le soutien à l'installation à l'agriculture. La quasi-totalité des dispositifs, hors *Leader*, ont été lancés et la sélection des projets est dorénavant régulière. Hors mesures surfaciques, près de 6 000 projets sont accompagnés, parmi lesquels 1 330 jeunes agriculteurs pour leur installation, 3 276 exploitations pour la modernisation de leurs bâtiments et de leurs équipements, près de 200 opérations dans le cadre du programme

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17-DEF_SEGEP_01-DE

Breizh Bocage, 32 projets de transformation à la ferme ou bien encore 2 partenariats européens pour l'innovation regroupant une cinquantaine de partenaires.

Détail de la programmation au 31 décembre 2016	Réalisation cumulée au 31.12.2015	Réalisation cumulée au 31.12.2016	Montant maquette
Objectif 1 - Relever le défi du renouvellement des générations dans le monde agricole breton	**10,3**	**16,7**	**63**
Dotation Jeunes Agriculteurs et Prêts Bonifiés	10,3	16,7	63
Objectif 2 - Moderniser les outils de production agricole, agro-alimentaire et forestier ; renforcer l'autonomie des filières de production	**29,3**	**55,1**	**128**
Investissements dans les exploitations	22,8	43	97,5
Investissements dans les industries agro-alimentaires	6,4	11,7	29
Investissements en faveur des infrastructures forestières	0,1	0,4	1
Soutien aux systèmes de qualité	0	0	0,5
Objectif 3 - Promouvoir une agronomie et une diversité des sols et milieux au service de la performance environnementale des exploitations	**73,4**	**86,3**	**124**
Breizh Bocage	1,8	3,8	13
Natura 2000	0,7	1,2	8,2
Réserves naturelles et continuités écologiques	0	0,2	4,3
Breizh Forêt – Développement et viabilité des zones forestières	0,3	0,7	6,7
Mesures Agri-environnementales et climatiques *(estimation)*	58,9	62,1	63
Agriculture biologique *(estimation)*	11,6	18,2	28
Indemnité compensatoire de handicap naturel	0,1	0,1	0,5
Objectif 4 - Développer les territoires ruraux	**0**	**0,2**	**37**
LEADER – Développement Local par les Acteurs Locaux	0	0,2	37
Objectif 5 - Renforcer la recherche, formation et diffusion	**0**	**3,8**	**10**
Partenariat européen pour l'innovation	0	3,6	6
Formation professionnelle continue	0	0	2,5
Stratégies locales de développement de la filière bois	0	0,2	1,3

- ## Une forte mobilisation pour rendre opérationnel le système informatique de gestion et de paiement [I à V]

Cette dynamique de sélection des dossiers a été entravée tout au long de l'année 2016 par les difficultés majeures rencontrées sur le système d'informations *Osiris*. Une très forte mobilisation politique des Régions, et de la Bretagne tout particulièrement, a permis de garantir des solutions transitoires pour poursuivre une partie des paiements, puis à la fin de l'année 2016, de trouver des solutions plus structurelles pour simplifier cet outil et en accélérer le développement. Ces différentes mesures ont permis d'atteindre un volume de paiements de 16,7 M€, dont 8,1 M€ en faveur de la modernisation des exploitations et 8,6 M€ en faveur de l'installation. En complément, des avances, partielles, ont également été octroyées par l'Etat sur les mesures surfaciques, compte-tenu des retards du système d'informations national *Isis*. Enfin, le Conseil régional a décidé à l'automne 2016 d'accompagner directement sur ses propres crédits les projets sélectionnés dans le cadre de *Leader* et dont le calendrier de réalisation n'était pas compatible avec la mise à disposition des outils de paiement, pour un montant total de 672 000€.

- ## Une première révision du *Programme de développement rural* [I à V]

L'année 2016 a été marquée par une première révision du *Programme de Développement Rural*, permettant à la fois d'ajuster certaines modalités au regard des premiers appels à projets ou d'évolutions réglementaires, et d'intégrer les modifications du Cadre national. Cette révision s'est tenue à l'été 2016, sans incidence sur la maquette.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

P 1140 Mettre en œuvre les fonds européens 2014-2020

2016 en Bref

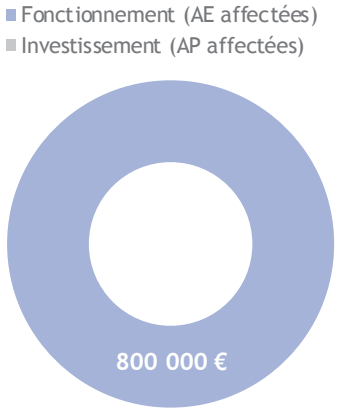
Première année de pleine mise en œuvre des missions d'Autorité de gestion des fonds européens pour la période 2014-2020, l'année 2016 a été marquée par la consolidation de l'ensemble du système d'accompagnement et de fonctionnement, que ce soit en matière d'information auprès des bénéficiaires, de mise à disposition d'outils, externes et internes, ou encore de finalisation des systèmes de gestion et de contrôle, permettant la désignation définitive de la collectivité dans ses nouvelles missions.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Assurer une gestion de qualité	2 Soutenir l'information et l'animation sur les fonds européens	3 Evaluer la mise en œuvre des programmes et leur impact
Actions	[I - 1] Répondre aux exigences de réglementation communautaire	[II - 1] Favoriser la connaissance des fonds européens et l'accès aux dispositifs	[III - 1] Soutenir la réalisation des Plans d'évaluation pour chaque programme
	[I - 2] Animer la gouvernance des programmes avec les partenaires	[II - 2] Accompagner les bénéficiaires dans la mise en œuvre de leurs projets	
		[II - 3] Informer sur les réalisations des programmes et l'action de l'Union européenne sur le territoire	

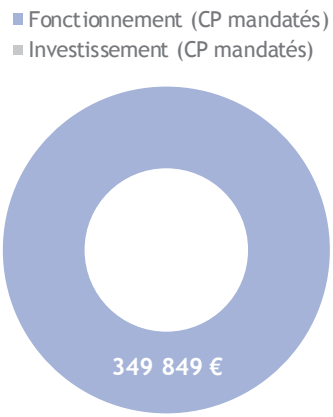
0,3 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 100 % en fonctionnement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 37 % en fonctionnement

> Les missions transversales de l'Autorité de gestion s'exercent très souvent selon un calendrier pluriannuel ; dans ce cadre, plusieurs marchés d'accompagnement engagés en 2016 ne donneront cependant lieu à paiement qu'à compter de 2017.

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Un dispositif de gestion validé [I-1]

Cette année, la Région a définitivement été désignée en tant qu'Autorité de gestion pour le Programme FEDER-FSE et en tant qu'organisme intermédiaire pour le FEAMP. Cette désignation a validé le système de gestion mis en place, lui permettant dorénavant de procéder aux demandes de remboursement auprès de l'Union européenne. Bien que le FEADER ne prévoit pas cet exercice d'accréditation, le dispositif a été audité dans le cadre des travaux annuels menés par l'organe de certification national. Les conclusions de cette mission ont conforté l'organisation mise en place. Le système de gestion retenu privilégie pour tous les fonds la proximité auprès des bénéficiaires et le principe d'un interlocuteur unique pour le porteur de projets.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

• Une animation permanente du partenariat régional [I-2]

Basée sur le principe du partenariat, la mise en œuvre des fonds européens structurels et d'investissement s'appuie sur un ensemble de comités, responsables de la sélection des projets, et du suivi des dispositifs et des programmes, co-animés avec les services du Préfet de Région. Installés pour la plupart en 2015, ces Comités ont été saisis pour avis à de nombreuses reprises au cours de l'année 2016, au-delà du nombre minimum de rencontres requis par les règlements européens. Le *Comité de suivi des fonds européens*, instance régionale de pilotage réunissant 130 structures publiques et privées, s'est ainsi réuni 2 fois en séance plénière au cours de l'année 2016 et a été sollicité en complément deux autres fois par voie dématérialisée. La *Commission régionale de programmation européenne*, instance de sélection des projets pour le FEDER et le FSE, également instance opérationnelle générale de mise en œuvre, s'est quant à elle réunie 4 fois et a été sollicitée 6 autres fois par voie dématérialisée. Ces Comités transversaux sont complétés par des comités sectoriels dans le cadre du FEADER et du FEAMP qui permettent une participation plus large des organisations professionnelles spécifiques. L'année 2016 aura vu se finaliser l'installation de ces différents Comités avec la réunion d'installation de la *Commission régionale de sélection pêche et aquaculture* à l'occasion du Comité de suivi de Lorient en mai 2016.

Le partenariat est aussi un principe fondamental de la mise en œuvre des volets territorialisés de ces différents programmes. Cette année a également permis d'installer progressivement l'ensemble des Comités uniques de programmation à l'échelle des pays et des métropoles.

• De nouveaux outils d'information et de communication à la disposition des porteurs de projets [II-1 et II-2]

Après une année 2015 essentiellement dédiée à la création des outils d'information sur les nouveaux programmes et les opportunités de financement pour les porteurs de projets (site web, plaquettes d'informations…), l'année 2016 a été marquée par le développement d'outils plus spécifiques, notamment à destination des bénéficiaires, avant et après la sélection des projets. Ainsi, pour le FEDER, un portail dématérialisé leur permet dorénavant de réaliser leur demande d'aide directement en ligne. En complément d'une plaquette papier, une plate-forme web d'accompagnement (kitdecom.europe.bzh) a été ouverte, facilitant leurs démarches pour valoriser leur financement européen. La liste spécifique des points réglementaires, ainsi que des gabarits personnalisables et la valise de logos, adaptés aux financement et types de projet, sont ainsi mis à disposition des porteurs de projets en quelques clics. La Région fournit également aux bénéficiaires une plaque signalétique et des autocollants pour leur permettre de valoriser de manière pérenne le soutien de l'Union européenne à leur projet.

En complément, le portail des fonds européens www.europe.bzh a été progressivement enrichi et sert de plate-forme à la publication de l'ensemble des appels à projets et à la valorisation de l'action concrète de l'Union européenne sur le territoire breton à travers des exemples de projets. Bien que l'année 2016 ne prenne en compte que le second semestre (ouverture du site le 1er juillet), la fréquentation du site a connu une hausse substantielle avec un doublement du nombre de visiteurs.

Indicateur N°1 [II-1] - Activité du site web des fonds européens en Bretagne	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre de visites sur le site depuis son ouverture en juillet 2015	12 507	52 237
Nombre de pages vues sur le site depuis son ouverture en juillet 2015	69 171	201 342

• Une campagne média primée au niveau européen [II-3]

En tant qu'Autorité de gestion des fonds européens, la Région a en charge la réalisation d'une action annuelle de communication d'envergure. Dans ce cadre, la Région a choisi en 2016 d'initier une campagne média qui rebondit sur les préjugés que peuvent avoir les citoyens face à l'Union européenne pour mieux montrer son action concrète sur les territoires. Deux spots courts ont ainsi été produits (l'un sur la thématique de l'installation des jeunes agriculteurs, l'autre sur le développement de l'intermodalité en matière de transports) et diffusés pendant le mois de mai dans 21 cinémas, sur 4 chaînes de télévision régionale et locales et sur le web. Cette campagne a reçu le 3ème prix *EuropCom 2016* qui récompense les meilleures réalisations des collectivités européennes en matière de communication.

Indicateur N°2 [II-3] - Campagne média 2016	Réalisation 2016
Nombre de visionnage des spots pour la campagne 2016	4 179 054

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

P 8000 Subvention globale FEDER 2007-2013

2016 en Bref

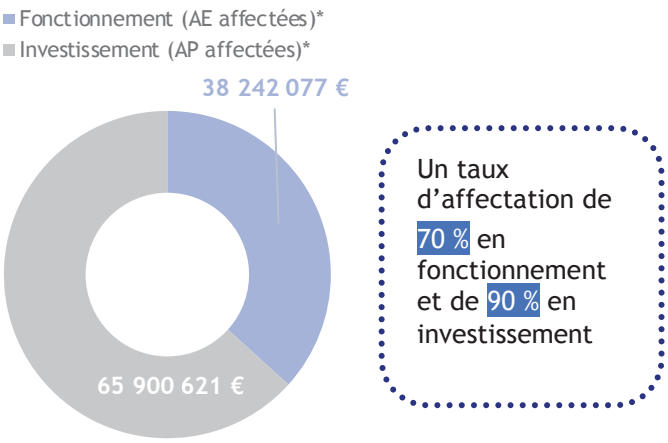
Année d'entrée du Programme Opérationnel dans sa phase finale de clôture, le premier trimestre 2016 a permis d'achever les travaux nécessaires aux paiements des derniers projets sur la subvention globale de la Région. Ce processus clos, un bilan qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre des dispositifs gérés par la Région au titre de sa subvention globale vient alimenter le rapport final d'exécution du Programme transmis à la Commission européenne.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 [axe 2] Accroître la compétitivité et la performance économique sur l'innovation et la croissance	2 [axe 3] Valoriser les atouts de la Bretagne dans le domaine maritime	3 [axe 5] Animation et gestion
Actions	[I - 1] Structurer et développer le système régional d'innovation	[II - 1] Renforcer l'excellence bretonne dans le domaine des sciences de la mer et de l'économie maritime	
	[I - 2] Soutenir la recherche afin de favoriser les développements technologiques	[II - 2] Intégrer les exigences de la Commission européenne dans les procédures régionales	
	[I - 3] Accompagner l'entreprenariat, assurer la promotion de l'innovation, et favoriser les démarches d'éco-management		
	[I - 4] Vers une Bretagne à très haut débit		

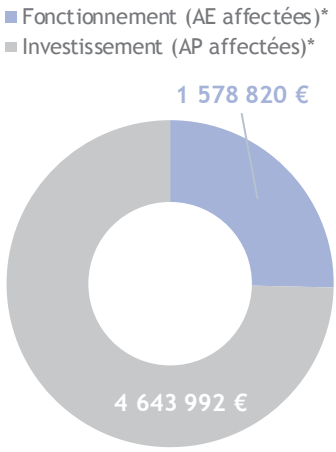
6,2 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 70 % en fonctionnement et de 90 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 66 % en fonctionnement et de 92 % en investissement

* Les AP et AE sont pluriannuelles et ont été ouvertes en 2008, les résultats correspondent au cumul.

La programmation du FEDER s'est effectuée en continu depuis le début du programme. Fin 2016, l'engagement des crédits (hors dossiers en maitrise d'ouvrage régionale) se répartit comme suit : 84,2 M€ pour l'axe 2 et 18,6 M€ pour l'axe 3.

Le suivi financier a également pris en compte les reliquats dégagés pour des projets n'ayant pu être réalisés intégralement, ainsi que d'éventuelles émissions de titres de recettes.

La traçabilité du financement des projets en maîtrise d'ouvrage régionale est assurée au compte administratif, pour un montant total de 5,4 M€ de FEDER depuis le début du programme (rien en 2016). Ces crédits concernent à la fois les budgets dédiés aux opérations portuaires et à la gestion du programme (assistance technique).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

// Analyse des principales réalisations de l'année

• La finalisation de la clôture du Programme 2007/2013

Compte tenu du calendrier de clôture fixé par la Commission européenne, aucun nouveau dossier n'a fait l'objet d'un soutien du FEDER en 2016 sur l'ensemble des axes du programme 2007/2013. Le processus de programmation s'est achevé fin 2015 ; la totalité de l'enveloppe bretonne était programmée, y compris sur les dispositifs gérés par la Région au titre de sa subvention globale. Sur l'ensemble de la période, 334 projets ont bénéficié d'un soutien du FEDER au titre des mesures gérées par la Région (290 au titre de l'axe 2, 42 au titre de l'axe 2 et 2 opérations d'assistance technique), avec notamment un beau « succès » de l'action en faveur des projets innovants et de l'action soutenant les projets immobiliers liés à une activité de recherche.

Détail de la programmation	Montant programmé En M€	Montant maquette En M€
Axe 2 - Accroitre la compétitivité et la performance économique régionale par l'innovation et la connaissance		
Objectif 1 - Structurer et développer le système régional d'innovation	10.3	10.6
Objectif 2 - Soutenir la recherche afin de favoriser les développements technologiques	46.08	45.7
Objectif 3 - Accompagner l'entreprenariat, assurer la promotion de l'innovation et favoriser les démarches d'éco-management	4.9	4.9
Objectif 4 - Vers une Bretagne à très haut débit	23.1	23.1
Axe 3 - Valoriser les atouts exceptionnels de la Bretagne dans le domaine maritime		
Objectif 1 - Renforcer l'excellence bretonne dans les domaines des sciences de la mer et de l'économie maritime	15.6	15.5
Objectif 2 - Mettre en œuvre une gestion intégrée du littoral et des zones portuaires (y compris les projets en maîtrise d'ouvrage régionale)	5.8	5.7

Une analyse qualitative et quantitative de la mise en œuvre des dispositifs déployés par la Région au titre de sa subvention globale a été conduite au cours du premier semestre. Les conclusions des travaux menés mettent en exergue une gestion satisfaisante des crédits ; ces éléments ont alimenté le rapport final d'exécution du programme transmis à la Commission européenne.

• Une consommation optimale des crédits dans le respect des exigences communautaires

Conformément au calendrier de clôture fixé par la Commission européenne, les travaux de vérification des dépenses déclarées par les bénéficiaires ont été reportés à la fin du premier trimestre 2016. L'objectif de consommation de l'intégralité de l'enveloppe déléguée à la Région a conduit à renforcer les démarches de suivi des projets restant à clôturer. L'accompagnement des bénéficiaires s'est également accentué (courrier de relance, réunions) afin d'atteindre l'objectif.

Ces démarches ont permis in fine, compte tenu des reliquats dégagés au fur et à mesure de la clôture des projets, de consommer près de 98 % de l'enveloppe en gestion par la Région et 97 % sur l'intégralité du programme.

Deux derniers contrôles externes se sont déroulés au cours de l'année, sans révéler de difficulté majeure.

• La promotion de l'action des fonds européens pour le développement régional

Dans le prolongement des actions engagées sur les années antérieures, l'intervention de l'Union européenne sur le territoire breton a principalement été mise en lumière par la promotion de projets concrets.

Dans le cadre du *Joli mois de l'Europe*, plusieurs projets bretons soutenus par le FEDER ont été ainsi valorisés lors d'évènements notamment nationaux. Le projet d'hydrolienne porté par l'entreprise Sabella a participé à une exposition sur le parvis de l'hôtel de ville à Paris.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Autres dépenses

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Missions fonctionnelles - transversales

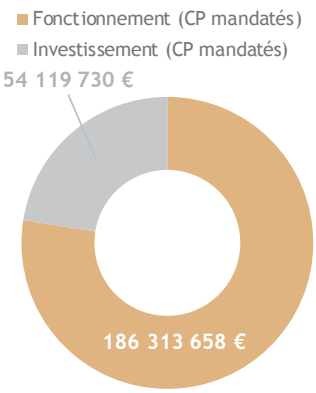
Les informations détaillées ci-dessous concernent l'ensemble des activités fonctionnelles et des moyens contribuant à la mise en œuvre des politiques régionales :

- les ressources humaines
- les moyens généraux des assemblées et des services
- la gestion informatique et de la téléphonie
- la gestion budgétaire et financière
- les affaires juridiques, l'évaluation des politiques et le contrôle de gestion
- la cartographie et le contrôle des fonds structurels européens (FSE)
- la relation aux citoyens

Les moyens mis en œuvre

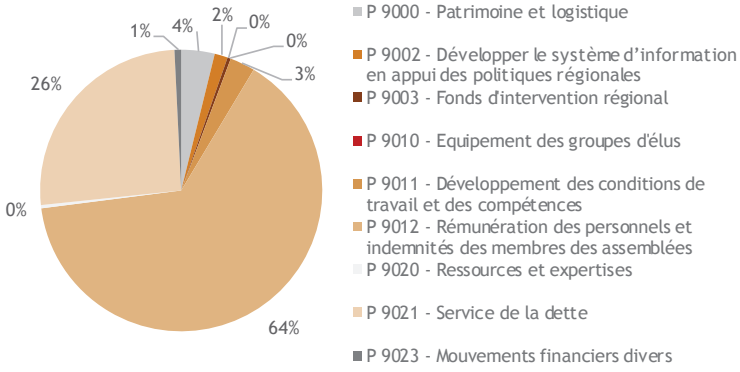
// Répartition des dépenses

Les dépenses



Un taux de réalisation de 94 % en fonctionnement et de 80 % en investissement

Répartition des dépenses de la Mission 1 par programme [Total des CP mandatés en I et F]



// Dépenses par programme

Autres dépenses

	CP votés en 2016	CP mandatés en 2016	Taux de réalisation
P 9000 - Patrimoine et logistique	22 907 800 €	9 207 668 €	40%
Fonctionnement	9 098 200 €	8 016 013 €	88%
Investissement	13 809 600 €	1 191 656 €	9%
P 9002 - Développer le système d'information en appui des politiques régionales	4 176 000 €	3 621 923 €	87%
Fonctionnement	2 396 000 €	2 046 824 €	85%
Investissement	1 780 000 €	1 575 099 €	88%
P 9003 - Fonds d'intervention régional	1 280 000 €	903 848 €	71%
Fonctionnement	980 000 €	880 359 €	90%
Investissement	300 000 €	23 489 €	8%
P 9010 - Equipement des groupes d'élus	17 309 €	12 874 €	74%
Fonctionnement	0 €	0 €	NA
Investissement	17 309 €	12 874 €	74%
P 9011 - Développement des conditions de travail et des compétences	7 669 281 €	6 912 619 €	90%
Fonctionnement	7 507 790 €	6 817 468 €	91%
Investissement	161 491 €	95 152 €	59%
P 9012 - Rémunération des personnels et indemnités des membres des assemblées	156 494 210 €	154 793 361 €	99%
Fonctionnement	156 494 210 €	154 793 361 €	99%
Investissement	0 €	0 €	NA
P 9020 - Ressources et expertises	1 123 700 €	893 805 €	80%
Fonctionnement	1 123 700 €	893 805 €	80%
Investissement	0 €	0 €	NA
P 9021 - Service de la dette	69 452 332 €	62 254 343 €	90%
Fonctionnement	19 000 000 €	11 802 011 €	62%
Investissement	50 452 332 €	50 452 332 €	100%
P 9023 - Mouvements financiers divers	2 604 630 €	1 832 946 €	70%
Fonctionnement	1 500 000 €	1 063 817 €	71%
Investissement	1 104 630 €	769 128 €	NA
Dépenses totales de la Mission (I et F)	265 725 262 €	240 433 388 €	90%
Total Fonctionnement	198 099 900 €	186 313 658 €	94%
Total Investissement	67 625 362 €	54 119 730 €	80%

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

// Moyens humains

• Ressources humaines

Les ressources humaines représentent la part la plus importante de ces moyens et sont budgétées sur deux programmes, le programme 9011 (Développement des conditions de travail et des compétences) et le programme 9012 (Rémunérations des agents et indemnités des membres des Assemblées), qui inclut la masse salariale globale des personnels de la collectivité.

L'effectif des services au 31 décembre 2016 est de 3 949 agents (3 853 en 2015), soit 3 831 équivalents temps plein (ETP) en moyenne sur l'année.

En matière de répartition, 88,9 % du personnel (soit 3 406 ETP) est affecté directement à la mise en œuvre des politiques régionales et 10,3 % du personnel (soit 395 ETP) assure les missions fonctionnelles nécessaires au fonctionnement général des services régionaux. Ces derniers comptent 84,1 % d'agents titulaires, 15,9 % d'agents contractuels permanents ou en renfort.

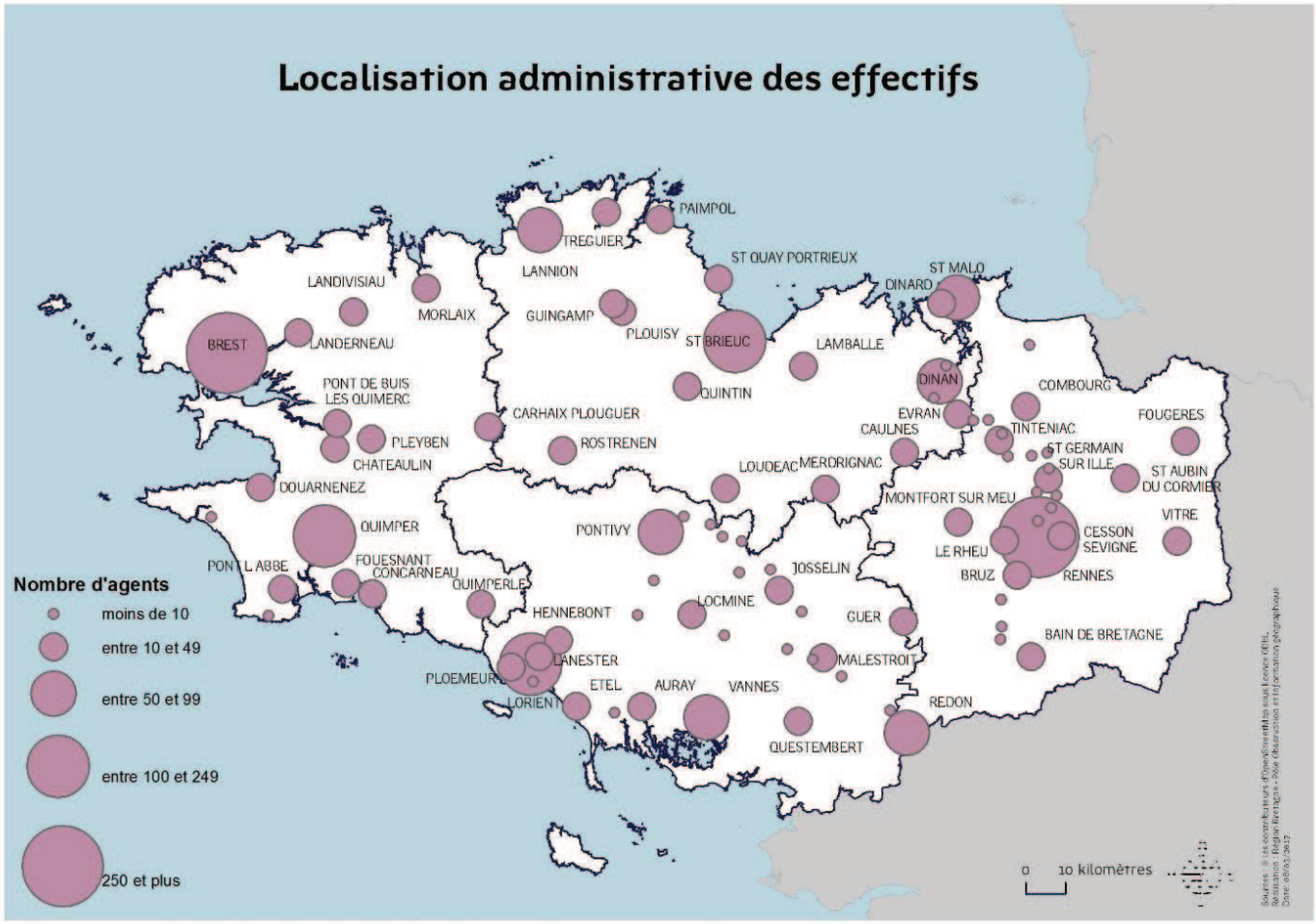
En 2016, la Région a titularisé 8 agents reconnus en situation de handicap (soit un peu plus de 4 % des agents embauchés) et 6 autres agents ont été recrutés pour des durées déterminées sur des postes permanents.

En plus des ETP affectés aux services opérationnels et fonctionnels (10,3%), 16,2 ETP sont au Conseil économique social et environnemental régional (CESER) et 13,6 ETP sont affectés aux groupes d'élus.

Part des dépenses de personnel	2014	2015	2016
Dans les dépenses de fonctionnement (sur la base du compte administratif)	19,4 %	19,6 %	20,3 %
Dans les dépenses réelles totales (sur la base du compte administratif - dépenses d'investissement et de fonctionnement)	10,3 %	10,3 %	10,7 %

La part des dépenses de personnel représente 151,4 M€. Par rapport aux dépenses réelles totales, elle est en très légère progression en 2016 (10,7 %).

Répartition géographique des effectifs de la Région



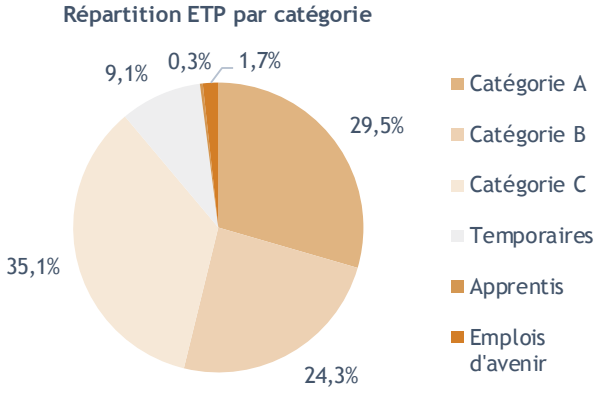
Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Répartition des agents sur le territoire régional : 49 % en Ille-et-Vilaine, 21 % dans le Finistère, 16 % dans le Morbihan, près de 14 % dans les Côtes d'Armor et 0,1 % (Nantes et Paris).

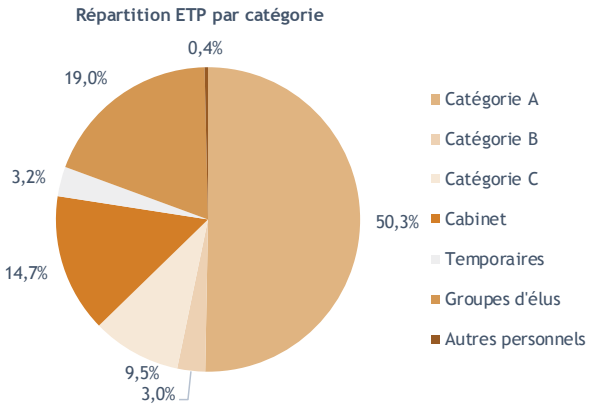
Après les différents transferts de compétences et de personnel survenus depuis 10 ans, la politique de ressources humaines de la collectivité continue de s'articuler autour des activités suivantes :

- La **gestion prévisionnelle des emplois et des compétences** vise à mieux connaître les compétences des agents de la collectivité ainsi que celles dont la Région a besoin, en s'appuyant sur le répertoire des métiers et des compétences et l'entretien professionnel.
- La gestion de la **paie et des carrières** s'opère suivant les règles statutaires ainsi que les règles internes, notamment en matière de cotation et de fléchage des postes, pour la rémunération, la promotion interne, l'avancement.
- La **gestion de l'activité** des agents concerne les temps de travail et les congés ainsi que les frais de déplacements. Cette gestion s'est améliorée avec la mise en place de logiciels spécifiques assurant l'interface avec le personnel.
- L'organisation de la **mobilité**, du **recrutement**, des **remplacements** et des **renforts** s'appuie sur les besoins identifiés dans le cadre de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, notamment des départs en retraite. Une priorité claire est donnée à la mobilité interne, avec un entretien systématique de tout candidat interne sur un poste, que ce soit dans les lycées ou dans les services et un examen prioritaire des candidatures internes sur toutes les procédures de recrutement.
- La **formation** a permis aux agents d'effectuer plus de 11 340 jours de formation en 2016 et s'inscrit dans un cadre prévisionnel, lequel s'articule autour du recensement des besoins, tant des agents que de l'employeur, puis de la délivrance des formations via la passation de nombreux marchés. Les orientations se font également autour de la construction des parcours professionnels.
- Le **dialogue social** s'appuie non seulement sur les instances paritaires mais aussi sur les réunions techniques et l'agenda social qui ont représenté au total 51 réunions pendant l'année.
- La **responsabilité sociale** de l'employeur a consisté à poursuivre les actions engagées en matière d'égalité professionnelle ou encore de maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés.
- La démarche d'**amélioration des conditions de travail** s'est poursuivie en 2016 avec le lancement de nouvelles actions telles que la définition des modalités d'expérimentation sur le télétravail, l'achat et l'accompagnement à l'usage de chariots de ménage ergonomiques pour les agents en charge de l'entretien des lycées ; et l'aboutissement d'autres projets comme le recrutement de référents encadrement en EPLE, l'évolution du dispositif de déprécarisation des agents du service général en EPLE.
- Les actions en matière de **médecine préventive et professionnelle** ont continué, un plan d'action triennal pour l'ergonomie est désormais en place.

Ressources humaines	
Équivalent temps plein (ETP) et masse salariale	2016
Catégorie A	29,5
Catégorie B	24,3
Catégorie C	35,0
Temporaires	9,1
Apprentis	0,3
Emplois d'avenir	1,7
Total ETP	99,9
Total Masse salariale	4 513 471 €



Autres dépenses	
Équivalent temps plein (ETP) et masse salariale	2016
Catégorie A	33,5
Catégorie B	2,0
Catégorie C	6,3
Cabinet	9,8
Temporaires	2,1
Groupes d'élus	12,7
Autres personnels	0,2
Total ETP	66,5
Total Masse salariale	4 772 231 €



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500046-20170628-17_DEF_SEGEP_01-DE

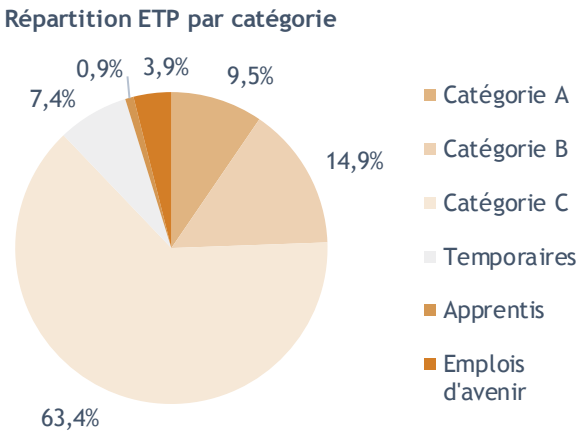
Les données présentées dans le tableau « autres dépenses » correspondent aux ETP du *Conseil économique, social et environnemental régional* (CESER), des groupes d'élus, du cabinet et de la Direction générale des services.

• Moyens généraux

Tout en en tenant compte des transferts de compétences successifs depuis 2007, l'organisation et les modalités de mise en œuvre des moyens généraux de l'administration doivent permettre d'offrir les réponses aux besoins de fonctionnement de la collectivité. Il s'agit d'assurer le suivi des activités suivantes :

- L'exploitation et la maintenance des 54 000 m² de bâtiments des services affectés aux activités tertiaires de la collectivité ainsi qu'aux services à vocation technique (voies navigables, services portuaires, équipes mobiles d'assistance technique). 73 % des surfaces gérées sont la propriété de la Région et 27 % sont louées ou mises à disposition. Ces opérations sont assurées pour partie en régie par les services, les opérations à forte technicité étant systématiquement externalisées. Les interventions sur le bâti s'effectuent dans le cadre de l'éco référentiel adopté par la Région afin de préserver la santé des usagers, de réduire les consommations énergétiques et l'impact environnemental.
- Les services assurant l'accueil et la sécurité au sein des bâtiments de la Région, la restauration et les manifestations institutionnelles de la collectivité, ainsi que les déplacements des élus et des agents (agence de voyage) sont essentiellement assurés par des prestataires, hormis le personnel d'accueil, de coordination et de gestion. En 2016, 24 000 personnes et 55 000 appels ont été reçus sur les différents sites.
- La logistique et la fourniture de biens et services nécessaires au bon fonctionnement de la collectivité incluent en particulier les moyens de reprographie, le traitement du courrier, ainsi que les achats de fournitures et la mise à disposition de matériels et mobiliers. La politique menée à ce titre s'inscrit à la fois dans un objectif de recherche d'économies avec la fixation d'un seuil de dépense par agent, de limitation de l'impact environnemental (la quantité de papier consommée n'a de cesse de diminuer ; dématérialisation des travaux de l'imprimerie et de la fonction courrier), et d'achat responsable en faisant appel à des entreprises d'insertion ou de travail adapté, notamment.
- La gestion active du parc automobile permet de tenir l'objectif toujours renouvelé de limitation des coûts et de l'impact environnemental en optimisant les modes de déplacements.

Moyens généraux (équipements et immobiliers)	
Équivalent temps plein (ETP) et masse salariale	2016
Catégorie A	7,4
Catégorie B	11,5
Catégorie C	49,1
Temporaires	5,7
Apprentis	0,7
Emplois d'avenir	3,0
Total ETP	77,3
Total Masse salariale	3 024 270 €



• Informatique et téléphonie

Le fonctionnement des services passe désormais par une informatisation accrue de leurs processus de gestion. Il en est de même pour la mise en œuvre des politiques publiques décidées par le Conseil régional avec une grande sollicitation digitale des bénéficiaires de l'action régionale. Les nouvelles compétences attribuées à la Région par la loi NOTRe ont sollicité fortement l'informatique pour anticiper leur prise en charge en 2017.

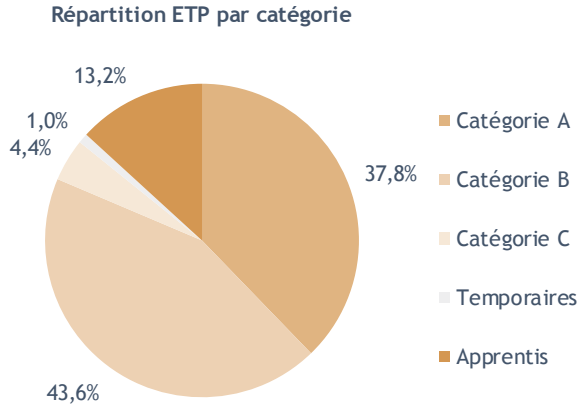
On note une croissance des besoins mais aussi des demandes nouvelles spécifiques aux métiers, en particulier celles liées à la mise en œuvre d'un système d'information permettant de gérer les fonds européens, toujours en cours de développement en 2016 pour permettre le recours aux appels de fonds début 2017. Le déploiement programmé de la maintenance informatique décidé lors du BP2016 a pu être initié pour 5 nouveaux lycées ainsi que le lancement d'un Appel d'offres sur le débit confortable offrant des solutions de raccordement aux lycées pour la rentrée 2017.

Ces moyens se déploient de manière récurrente autour des activités suivantes :

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEDER_01-DE

- La mise à disposition et l'exploitation des équipements ainsi que l'architecture matérielle informatique et téléphonique s'effectuent en permanence en fonction des besoins, du renouvellement récurrent et des adaptations du parc informatique.
- **La sécurité informatique** demeure une préoccupation prégnante compte tenu de l'interopérabilité croissante du système d'information avec l'extérieur. Le transfert de notre salle informatique vers le datacenter de TDF a renforcé significativement la sécurité de nos matériels et les risques d'arrêt de nos serveurs.
- **Une assistance en ligne aux utilisateurs** (élus, services, lycées et utilisateurs d'extranet) fortement sollicitée en 2016 avec 23 000 appels qui permet d'offrir aux utilisateurs du système d'information de la région un appui dans leurs tâches informatiques.
- Les projets **d'informatisation des processus métiers** de la collectivité sont assurés par les équipes internes. La certification ISO de la direction des systèmes d'information offre une méthodologie d'action, gage de maîtrise des projets. Un recours ponctuel à une assistance externe pour renforcer les capacités d'intervention dans le développement d'applications informatiques et l'accompagnement des démarches permet d'augmenter le nombre de projet annuel.
- La dématérialisation et l'e-administration deviennent peu à peu les composantes importantes de l'action au quotidien avec en particulier en 2016 la mise en place **du portail élus** permettant la gestion dématérialisée par les élus des différents documents présentés dans les instances régionales. Il permet également au titre du développement durable une baisse drastique des impressions papier sur ce secteur.

Informatique et téléphonie	
Équivalent temps plein (ETP) et masse salariale	2016
Catégorie A	**17,2**
Catégorie B	**19,9**
Catégorie C	**2,0**
Temporaires	**0,5**
Apprentis	**6,0**
Total ETP	**45,5**
Total Masse salariale	**2 132 255 €**



• Finance, évaluation des politiques publiques et contrôle de gestion

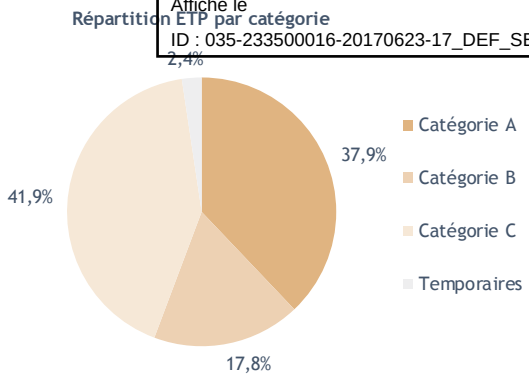
En complément des missions financières qui font l'objet de développements spécifiques dans le rapport financier et dans les rapports des programmes 9021 et 9023, la Région a renforcé ses actions en matière d'évaluation des politiques publiques et de contrôle de gestion. Ainsi, la Région rend compte lors de la session de juin, des activités et de la situation financière des sociétés d'économie mixtes (*Société d'économie mixte pour l'aménagement et l'équipement de la Bretagne* (SEMAEB), *Société anonyme bretonne d'économie mixte d'équipement naval* (SABEMEN), *Centre d'Etude et de Valorisation des Algues* (CEVA)) et du Comité régional du tourisme (statut associatif).

Elle a par ailleurs poursuivi le déploiement d'outils de gestion afin de procéder aux analyses de gestion des organismes extérieurs, consolidant ainsi leur suivi administratif et financier. A cette fin, plusieurs analyses ont été réalisées en réponse aux besoins des directions et des services en charge du suivi des dépenses, comme un outil d'aide à la décision.

En 2016, le développement de l'évaluation des politiques publiques régionales s'est poursuivi : une dizaine d'évaluations ont été conduites à différents moments de la vie des politiques et dispositifs (ex ante, in itinere, ex post). Certaines missions ont été réalisées en interne, d'autres ont fait l'objet d'un appel d'offre à des prestataires extérieurs.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Finances, évaluation des politiques et contrôle de gestion	
Équivalent temps plein (ETP) et masse salariale	2016
Catégorie A	13,6
Catégorie B	6,4
Catégorie C	15,1
Temporaires	0,9
Total ETP	35,9
Total Masse salariale	1 764 592 €



• Affaires juridiques, commande publique et politique d'achat

La démarche de transformation de la commission permanente et de valorisation de son processus décisionnel a pour objectif de la « moderniser », la « simplifier ». L'année 2016 a permis d'asseoir la dématérialisation complètes des actes des assemblées dans le respect des régles applicables à la gestion de la preuve électronique, afin :

- d'améliorer la lisibilité des rapports et annexes,
- d'améliorer la compréhension des dossiers présentés,
- de sécuriser juridiquement et financièrement les actes,
- d'automatiser les tâches improductives et enfin poursuivre et accélérer la dématérialisation.

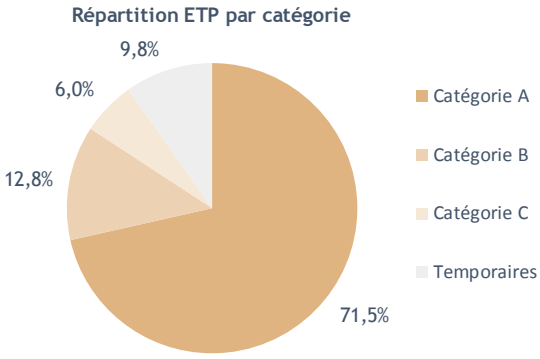
Le développement d'une offre de services juridiques pour l'accompagnement à la mise en œuvre opérationnelle de projets complexes, la gestion optimale des risques et une veille juridique mutualisée ont été réalisés. Ces actions ont été mises en oeuvres dans le cadre de la loi NOTRe.

La Région a par ailleurs poursuivi, à l'exception de quelques dossiers, une gestion internalisée des dossiers de contentieux, la conduisant à défendre directement ses intérêts devant la juridiction administrative.

Dans le cadre de la modernisation de la fonction achat, l'année 2016 a très largement été consacrée à l'analyse des conséquences opérationnelles de la réforme de la commande publique. Considérant que les nouvelles règles issues des directives marchés publics et concessions marquent une plus grande liberté en matière de gestion des services publics, il a été décidé de porter nos efforts sur trois axes complémentaires – transparence, concurrence, compétences.

L'engagement d'une commande publique simplifiée et dématérialisée s'est poursuivie en 2016 pour un déploiement généralisé l'année suivante. La rationalité du système d'information achats et l'interopérabilité des outils métiers déployés ont été interrogés. La professionnalisation de la fonction achats et la constitution d'un réseau des acheteurs publics bretons a fait l'objet d'échanges avec la Région. L'élaboration d'un plan pluri-annuel de programmation des achats a été engagé. Un travail de fond sur la définition des orientations de la politique d'achat a été initié devant permettre d'aboutir à la présentation d'un bordereau dédié lors de la session budgétaire de l'année suivante.

Affaires juridiques	
Équivalent temps plein (ETP) et masse salariale	2016
Catégorie A	12,9
Catégorie B	2,3
Catégorie C	1,1
Temporaires	1,8
Total ETP	18,0
Total Masse salariale	1 002 643 €



• Audit interne et externe

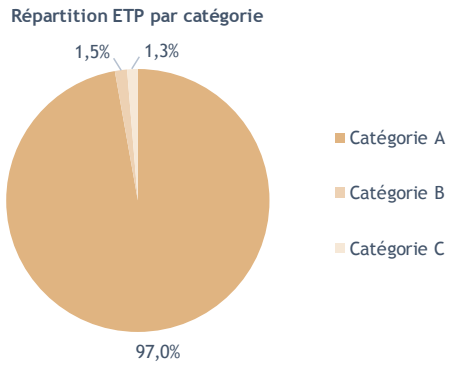
La Direction de l'audit, créée en 2015, a poursuivi sa structuration et a engagé ses premières missions d'audit interne. Des travaux destinés à instaurer, au sein de la collectivité, un comité d'audit interne au premier semestre 2017 ont été initiés.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-283500016-20170623-17-DEF_SEGER_01-DE

En matière d'audit externe, un protocole a été signé en septembre 2016 par les Présidents du Conseil régional et de *la Commission interministérielle de coordination des contrôles* (CICC). Ce protocole précise les engagements réciproques en matière de responsabilité, d'organisation et de moyens pour réaliser les audits d'opérations du programme FEDER/FSE, nécessaires pour que la CICC transmette un avis à la *Commission européenne* sur le compte annuel et le bon fonctionnement du système de gestion et de contrôle du Programme opérationnel (PO). Pour répondre aux obligations de résultats et aux exigences de professionnalisme en matière d'audit, un accord cadre d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'audits d'opérations et l'accompagnement des auditeurs de la Région Bretagne a été lancé fin 2016.

Cette année, un plan pluriannuel d'audit (d'une durée de 3 ans) traduisant les priorités en terme de maîtrise des risques a par ailleurs été élaboré. Ce plan comprend d'une part, les audits d'assurance des Fonds structurels et d'investissement européens définis sur la base de la cartographie des risques établie et d'autre part, les missions de conseil propres aux systèmes et processus régionaux, sollicitées par des commanditaires internes (DGS, directions...).

Audit interne et externe	
Équivalent temps plein (ETP) et masse salariale	2016
Catégorie A	5,2
Catégorie B	0,1
Catégorie C	0,1
Total ETP	5,4
Total Masse salariale	355 973 €



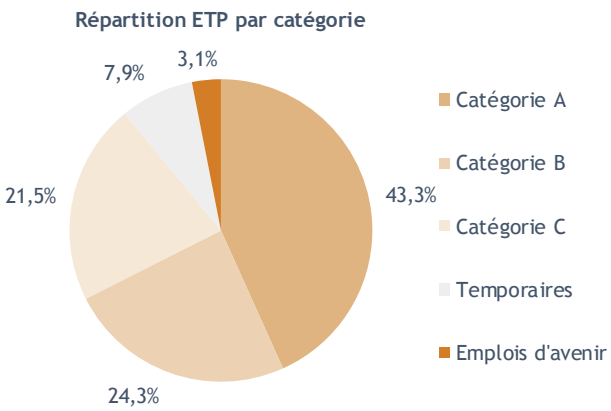
• Relation aux citoyens

A l'occasion du trentième anniversaire de la Région, une fresque audiovisuelle interactive intitulée « 1986-2016 : 30 ans d'engagement pour la Bretagne » a été réalisée avec l'*Institut national de l'audiovisuel* (INA) à partir d'une sélection de 100 extraits vidéo des actualités télévisées, principalement régionales, archivées par l'Ina depuis 1945. Cette invitation a permis de (re)visiter de façon ludique, à travers une « fresque audiovisuelle» et un jeu interactif, les actions de la Région dans ses différents champs de compétences.

Des conférences internes ont également été organisées tout au long de l'année à l'attention des élu.e.s et des agent.e.s.

Un colloque national a également été organisé aux Champs Libres à Rennes le 18 novembre 2016. Il a été co-organisé par la Région Bretagne et la *Chaire Mutations de l'action publique territoriale* de Sciences-Po Rennes, en lien avec l'*Association des Régions de France* (ARF), l'*Institut national des études territoriales* (INET) et l'*Institut de la gouvernance territoriale*. De nombreux intervenants (élu.e.s, universitaires...) ont participé à ce moment de réflexion et d'échanges. Ce colloque sur la démocratie et le pouvoir régional, ouvert au grand public, répondait à un triple objectif. Il invitait tout d'abord le public à prendre la mesure de la spécificité de la question régionale en France et de la diversité des configurations territoriales qui la compose. Il a permis de dresser ensuite un bilan du fonctionnement de la démocratie régionale et a permis de dégager des pistes d'évolution pour la rendre plus participative. Il a ouvert, enfin, la réflexion sur le rôle et la valeur ajoutée des Régions dans une économie mondialisée et toujours plus concurrentielle.

Relation aux citoyens	
Équivalent temps plein (ETP) et masse salariale	2016
Catégorie A	24,2
Catégorie B	13,6
Catégorie C	12,0
Temporaires	4,4
Emplois d'avenir	1,7
Total ETP	55,8
Total Masse salariale	2 774 350 €



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

P 9000 Patrimoine et logistique

2016 en Bref

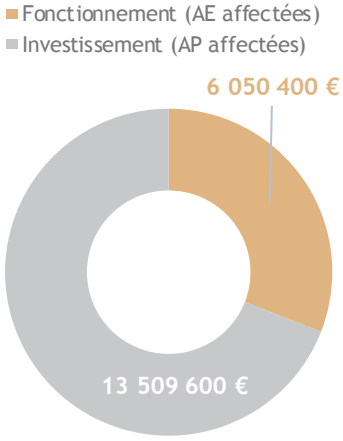
D'importants mouvements relatifs à l'immobilier tertiaire rennais ont été entrepris en 2016. L'emménagement dans de nouveaux locaux sur le site de Beaulieu, lequel est devenu depuis février 2017 la propriété de la Région, et la libération des bâtiments de Beauregard et de Saint Sulpice sont le point de départ de la phase d'optimisation des implantations de la Région sur Rennes.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	Actions
1 Disposer d'un patrimoine bâti en bon état de fonctionnement et respectant l'éco-référentiel	[I - 1] Assurer les travaux et la maintenance préventive et curative dans un souci d'exploitation plus respectueux de l'environnement
	[I - 2] Assurer les charges de fonctionnement des bâtiments par une exploitation durable
2 Apporter les moyens de fonctionnement courant	[II - 1] Optimiser l'achat de fournitures de bureaux « durables »
	[II - 2] Fournir des matériels, équipements et mobiliers adaptés aux besoins
	[II - 3] Garantir la collectivité contre les risques de son action
	[II - 4] Prendre en charge les autres dépenses de logistique
	[II - 5] Permettre la restauration du personnel
3 Favoriser les déplacements limitant l'impact environnemental	[III - 1] Mettre à disposition un parc roulant plus économe en CO_2
	[III - 2] Organiser les déplacements en transports collectifs
4 Assurer la logistique interne nécessaire à la communication et aux relations publiques de la Région	[IV - 1] Répondre aux besoins d'organisation de réceptions
	[IV - 2] Optimiser l'utilisation de moyens d'impression et le traitement du courrier

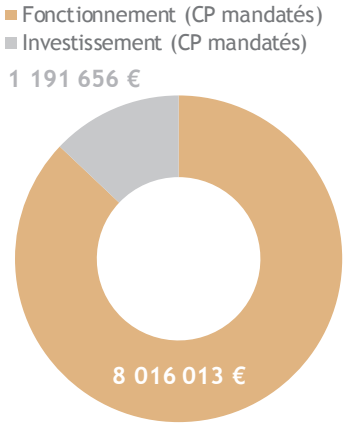
9,2 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 96 % en fonctionnement et de 100 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 88 % en fonctionnement et de 9 % en investissement

> La consommation des crédits de paiement en investissement est très faible en raison du report de l'achat des locaux de Beaulieu sur l'année 2017. Le poids de cette acquisition impacte très lourdement le taux de réalisation.

// Analyse des principales réalisations de l'année

- ### Gérer le patrimoine bâti afin de le maintenir en bon état de fonctionnement dans le respect des objectifs de l'éco-référentiel [I]

Les dépenses de maintenance préventive et curative sont stables en 2016. On constate néanmoins que la charge en fonctionnement est plus forte qu'en 2015 (+24 %) en raison de dépenses importantes engagées sur les sites de Beaulieu (aménagement des locaux) et du CESER (intervention après sinistre). Cette charge supplémentaire est compensée par un volume plus faible en investissement (-40%). Le montant des dépenses de fonctionnement des locaux est quant

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

à lui en baisse. En effet, l'optimisation des emplacements immobiliers sur Rennes et le loyer fortement négocié sur le site de Beaulieu ont contribué à diminuer d'environ 6% la charge locative et le montant des taxes foncières.

Indicateur N°1 [I] - Evolution des charges de fonctionnement du patrimoine géré	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre de m² gérés	52 640	52 733	54 063
Charges de maintenance préventive et curative en € / m²	34	28	28
Charges de fonctionnement des locaux en € / m²	75	76	71
Dont dépenses de fluides	12	11	11
Dont charges immobilières	58	60	56

• Optimiser les moyens de fonctionnement courant par une commande publique responsable [II]

Le coût moyen des dépenses de fonctionnement courant a diminué, les honoraires de négociation du site de Beaulieu ayant fortement impacté l'année 2015. La consommation de papier et de fournitures de bureau connaît une nouvelle baisse, tandis que les investissements en mobiliers et équipements de bureau sont stables. La consommation de produits "*verts*" continue à progresser avec 38,72 % des achats. La consommation de papier 100 % recyclé est presque à son plus haut niveau (99% environ). Le montant des dépenses de restauration collective passe de 35 K€ à 55 K€, en raison d'une imputation différente des frais fixes liés aux repas jusqu'alors imputés sur les frais de réception.

Indicateur N°2 [II] - Evolution des dépenses de fonctionnement courant	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre d'élus et agents des services (données bilan social)	1 228	1 204	1 283
Coût moyen par élu/agent des dépenses de fonctionnement courant (€)	653	770	615
Dont fournitures (papier + bureau)	122	109	90
Dont charges logistiques	459	588	434
Dont dépenses de restauration collective	37	35	55
% des dépenses de fournitures de bureau en produits verts	29,2 %	36,5 %	38,72 %
Poids de papier (en tonnes)	55	69	26 *
Dont % de papier recyclé acheté	96 %	96 %	98,89 %

* dernière livraison décalée en 2017

• Rationaliser les modes de déplacement [III]

En fin d'année 2016, la Région dispose de 292 véhicules, dont 16 nouvelles acquisitions, soit une hausse d'environ 9%. Ces moyens supplémentaires ont notamment été alloués aux agents en charge de la maintenance informatique dans les lycées et à la dotation pour les agents référents « encadrement ». L'augmentation est également due à la présence sur le parc de véhicules réformés mais non encore vendus en décembre 2016. Les dépenses de transport en commun diminuent quant à elles de 5,25 % avec une nouvelle baisse des coûts de déplacement en avion et en train.

Indicateur N°3 [III] - Evolution des modes de déplacement	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre de véhicules (VL + VU)	259	266	292
Kilométrages réalisés avec les véhicules de service (en millions)	4,00	3,89	3,99
Kilométrage moyen par véhicule de service	15 444	14 624	13 664
Dépenses en K€ de transports en commun (train, avion, bateau, bus)	439	400	379

• Disposer des moyens pour assurer les relations publiques de la Région [IV]

La démarche de dématérialisation du courrier continue à produire ses effets avec, désormais, une baisse des courriers "papier" sortants et entrants.

Indicateur N°4 [IV] Assurer la logistique interne nécessaire à la communication et aux relations publiques de la Région	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre de courriers entrants / sortants	195 000 / 354 000	202 000 / 344 000	192 000 / 332 000

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

P 9002 Développer le système d'information en appui des politiques régionales

2016 en Bref

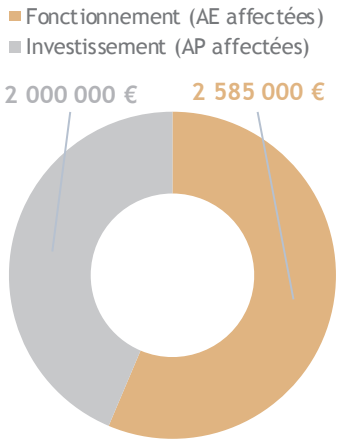
La Région est en charge de la maintenance informatique dans les lycées. Elle est également en charge d'assurer le fonctionnement du système d'information (SI) dans un ensemble de domaines, en particulier ceux qui sont liés aux obligations réglementaires telle que la gestion des fonds européens. De plus, le transfert de la compétence des transport scolaires, issu de la loi NOTRe, amène la Région à prendre en charge les usagers et à initier de nouvelles démarches afin d'adapter son système d'information.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Adapter l'architecture matérielle et logicielle nécessaire au fonctionnement des services régionaux	2 Maintenir la qualité de service du système d'information vis-à-vis de ses utilisateurs	3 Faire évoluer le système d'information en appui des politiques régionales
Actions	[I - 1] Acquérir et renouveler les matériels informatiques et téléphoniques	[II - 1] Raccorder et interconnecter l'ensemble des sites régionaux dans un système d'information intégré	[III - 1] Organiser l'accompagnement des projets informatiques des services en fonction des priorités régionales
	[I - 2] Proposer de nouveaux services de qualité répondant au fonctionnement de la Région	[II - 2] Maintenir et exploiter le système d'information conformément aux attentes des utilisateurs	[III - 2] Intégrer les enjeux des politiques numériques et de développement durable aux évolutions du système d'information

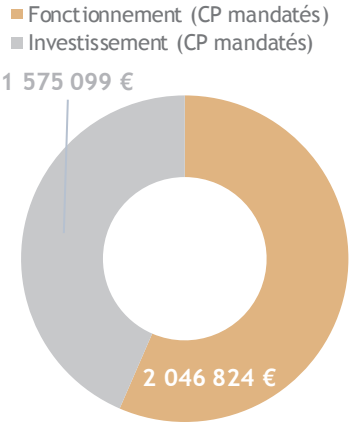
3,6 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 100 % en fonctionnement et de 100 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 85 % en fonctionnement et de 88 % en investissement

// Analyse des principales réalisations de l'année

- ### Adapter l'architecture matérielle et logicielle nécessaire au fonctionnement des services régionaux [I]

Le renouvellement annuel des matériels a été mené en lien avec la politique d'équipement ainsi que l'évolution des équipements d'infrastructure (0,5 M€). [I - 1]
La migration vers de nouvelles versions et les adaptations réglementaires, politiques et fonctionnelles de logiciels de gestion ont mobilisé la Région. En particulier la gestion des dossiers, la gestion financière (NSP) et la gestion des horaires. Par ailleurs, la poursuite des adaptations a été menée afin de répondre aux besoins des services et aux obligations réglementaires des fonds européens (0,7 M€). [I - 2 ; III - 1]
Le niveau de dépenses liées aux acquisitions de nouvelles licences a augmenté du fait de l'adaptation des outils bureautiques aux évolutions liées à la dématérialisation des processus internes de l'administration régionale (0,5 M€). [I - 2]

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Indicateur N°1 [I-1 ; I-2] - Evolution du parc informatique	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Matériels informatiques et téléphoniques (PC fixes, PC portables, serveurs, imprimantes, traceurs, scanners, écrans, terminaux téléphoniques, notamment)	6 251	5 775*	6 270
Progiciels spécialisés	204	216	216
Dont applications développées par la Région	*61*	*73*	*72*

* remarque : en 2015, sortie du parc des équipements obsolètes (terminaux téléphoniques, hub…)

• Maintenir la qualité de service du système d'information vis-à-vis de ses utilisateurs [II]

La sensibilisation aux usages et aux coûts de communication de la téléphonie mobile a été poursuivie auprès des directions afin de stabiliser les dépenses de télécommunication (0,3 M€). [II – 1]
Une part importante du budget est mobilisée dans le cadre de la maintenance des équipements et des logiciels déployés (0,7 M€). [II - 2]
Les interventions de maintenance dans les lycées sont enregistrées dans l'outil du support informatique depuis septembre 2015. La prise en charge de nouveaux lycées, associée à une année de saisie dans ce nouvel outil, explique l'augmentation significative du nombre d'appels externes. Cette hausse est tempérée par une diminution des appels internes, permise grâce à la refonte technologique de plusieurs applicatifs internes et l'autonomisation des utilisateurs sur la gestion de certains outils (espaces collaboratifs, par exemple). [II – 2]

Indicateur N°2 [II-2] - Support informatique - traitement des incidents	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre d'appels enregistrés au standard support informatique	15 498	18 876*	23 038*
Dont appels internes (des élus et agents de l'administration régionale)	*14 553*	*16 620*	*14 780*
Dont appels externes (usagers des extranets des aides régionales : campagne d'équipement des lycées, bourses sociales, chèque sport, etc)	*945*	*2 656**	*8 258**

* remarque : depuis septembre 2015, intégration des interventions de maintenance dans les lycées

• Faire évoluer le système d'information en appui des politiques régionales [III]

Il s'agit d'adapter le système d'information dans le cadre de la dématérialisation des processus de l'administration régionale et des évolutions réglementaires - échanges avec l'Etat (outil Synergie) pour la gestion des fonds européens et dématérialisation des pièces justificatives de paiement par exemple tout en maintenant un niveau de sécurité informatique du SI le plus adéquat possible. [III – 1]
En 2016, l'hébergement de l'infrastructure informatique vers le datacenter de la société TDF garantit une disponibilité et une sécurité du SI accrues. [III - 2]
Enfin, au titre de la démarche d'*Agenda 21*, la Région poursuit l'optimisation des outils d'impression départementalisés en supprimant les doublons imprimantes/copieurs sur l'ensemble des sites régionaux. [III - 2]

Indicateur N°3 [III-1 ; III-2] - Projets informatiques au service de la politique régionale	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre de projets informatiques réalisés	35	37	46
Dont projets informatiques en lien avec la politique numérique régionale	*11*	*8*	*13*
Recours à la sous-traitance externe pour la conduite des projets : (en jours)	569	1 490	675*

* remarque : depuis 2016, le recours à la sous-traitance pour la maintenance informatique dans les lycées est pris en charge par le programme 308

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

P 9003 Fonds d'intervention régional

2016 en Bref

Le fonds d'intervention régional (FIR) permet à la Région, à titre exceptionnel, de financer des opérations n'entrant pas dans le domaine des autres politiques régionales mais présentant un intérêt marqué ou un caractère d'urgence. Ce programme n'a pas vocation à venir en complément des participations régionales accordées au titre des politiques existantes. Les bénéficiaires de ces subventions sont, pour la très grande majorité, des associations œuvrant dans les domaines culturel, social ou sportif. Le FIR reflète, à certains égards, la dynamique associative particulièrement forte de la Bretagne et la mobilisation de nombreux acteurs publics et privés en faveur de l'animation des territoires et de la préservation du lien social.

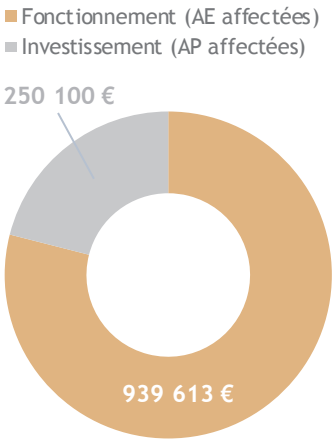
// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs

1 Soutien à l'organisation de colloques, congrès	2 Intervention d'urgence lors de catastrophes	3 Soutien ponctuel aux associations pour l'organisation de manifestations	4 Accompagnement social à la formation	5 Contribution exceptionnelle à des projets d'investissement

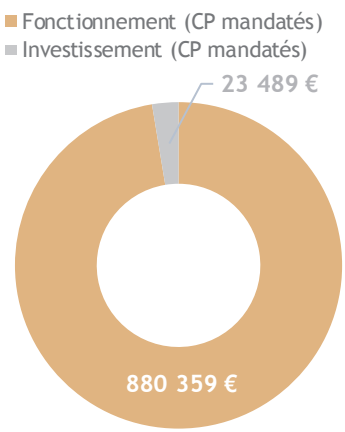
0,9 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 96 % en fonctionnement et de 83 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 90 % en fonctionnement et de 8 % en investissement

// Analyse des principales réalisations de l'année

- Contribution exceptionnelle à des projets de fonctionnement [I ; II ; III]

Indicateur N°1 [I à III] - Analyse des soutiens aux projets en fonctionnement	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Montant alloué	838 500 €	842 000 €	862 500 €
Nombre de dossiers	384	398	389
Moyenne/dossier	2 184 €	2 116 €	2 217 €

Le nombre de projets soutenus en fonctionnement connaît une très légère baisse. A l'inverse, le montant moyen des subventions versées augmente très légèrement.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

La ventilation des aides par domaine d'intervention se traduit ainsi :

Ventilation des aides par domaine d'intervention	Réalisation 2014	Nombre de dossiers	Réalisation 2015	Nombre de dossiers	Réalisation 2016	Nombre de dossiers
Animation et vie locale	374 200 €	181	381 150 €	192	340 650 €	162
Sport	272 500 €	116	267 250 €	115	303 600 €	116
Colloques et congrès	31 700 €	21	74 900 €	29	70 100 €	31
Santé - social - égalité - handicap	44 400 €	22	41 250 €	26	40 600 €	25
Enseignement	19 050 €	6	25 150 €	11	19 600 €	11
Coopération et solidarité	800 €	2	2 800 €	3	12 500 €	9
Mémoire	27 150 €	20	9 500 €	10	13 050 €	15
Divers	68 700 €	16	40 000 €	12		
Interventions d'urgence					3 000 €	1
Dévelop. éco - tourisme					59 400 €	19
Total	838 500 €	384	842 000 €	398	862 500 €	389

• Accompagnement social à la formation [IV]

Ce fond permet d'allouer des bourses individuelles à des personnes en difficulté pour leur permettre de mener à bien leur projet de formation professionnelle continue et d'apprentissage afin de faciliter leur insertion professionnelle. Ce soutien a été moins sollicité en 2016 et retrouve l'exact niveau de 2014 mais avec une moyenne par dossier plus élevée.

Indicateur N°2 [IV] - Analyse de l'accompagnement social à la formation	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Montant alloué	53 988 €	99 941 €	77 113 €
Nombre de dossiers	34	47	34
Moyenne/Dossier	1 588 €	2 126 €	2 268 €

• Contribution exceptionnelle à des projets d'investissement [V]

Le nombre de projets d'investissement soutenus est en baisse tandis que la moyenne par dossier est significativement plus élevée en raison de la prise en compte d'une opération d'importance lors de la dernière commission permanente de l'année.

Indicateur N°3 [V] - Analyse des soutiens aux projets en investissement	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Montant alloué	15 850 €	58 850 €	250 100 €
Nombre de dossiers	18	21	16
Moyenne/Dossier	880 €	2 802 €	15 631 €

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

P 9011 Développement des conditions de travail et des compétences

2016 en Bref

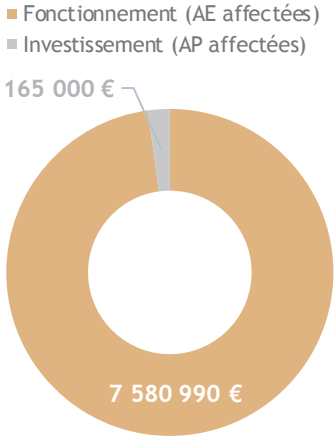
En 2016, les premières mesures liées au *Plan d'action d'amélioration des conditions de travail* ont été mises en place. Ces mesures viennent enrichir les différentes composantes de la politique Ressources Humaines de la collectivité. Par ailleurs, les actions ambitieuses en matière de mobilité, de formation ou encore de prévention au travail se sont poursuivies. 2016 a également permis l'installation de la nouvelle Assemblée régionale et des moyens humains et matériels dédiés pour accompagner les différents groupes politiques.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	Actions
1 Assurer le pilotage et la diffusion des politiques ressources humaines	[I - 1] Pilotage de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
	[I - 2] Pilotage des dispositifs de responsabilité sociale de l'employeur
	[I - 3] Organisation du dialogue social
	[I - 4] Développement de la communication interne
	[I - 5] Développement du système d'information des ressources humaines
2 Satisfaire les besoins en compétence dans le cadre d'une gestion optimisée des effectifs et des carrières	[II - 1] Suivi et gestion de la paie et des carrières
	[II - 2] Gestion de l'activité des agents
	[II - 3] Organisation de la mobilité et du recrutement
	[II - 4] Organisation des remplacements et des renforts
	[II - 5] Gestion du reclassement
3 Développer les compétences des agents par une politique de formation adaptée aux besoins de la collectivité	[III - 1] Définition de la politique de formation
	[III - 2] Mise en œuvre des dispositifs de formation
4 Optimiser les conditions et l'environnement de travail	[IV - 1] Définition et mise en œuvre des dispositifs d'action sociale
	[IV - 2] Suivi sanitaire et social des agents
	[IV - 3] Définition et mise en œuvre des dispositifs d'hygiène et de sécurité
5 Assurer le bon fonctionnement des assemblées	[V - 1] Assurer la formation et les déplacements des élus du conseil régional
	[V - 2] Assurer la formation et les déplacements des conseillers du CESER
	[V - 3] Contribuer à l'activité des groupes politiques

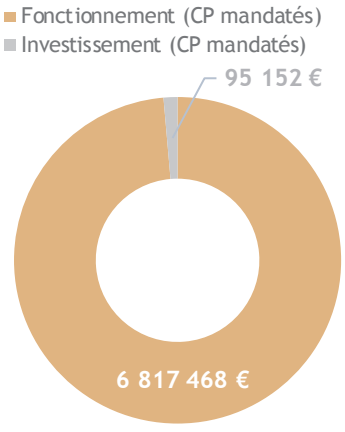
6,9 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations



Un taux d'affectation de 100 % en fonctionnement et de 100 % en investissement

Les dépenses



Un taux de réalisation de 91 % en fonctionnement et de 59 % en investissement

> Les CP votés en investissement représentent 145 K€ consacrés aux aménagements de postes et à l'acquisition d'équipements spécifiques en faveur des travailleurs handicapés (78%), ainsi que les prêts d'action sociale (22%). La consommation est en hausse de 20 % par rapport à 2015 sur ces postes.

// Analyse des principales réalisations de l'année

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

• Assurer le pilotage et la diffusion des politiques des ressources humaines [I]

Afin d'optimiser la diffusion de ses politiques de ressources humaines, la collectivité a réalisé une migration technique et fonctionnelle de son intranet. Par ailleurs, une étude sur les publications internes a été lancée pour enrichir la poursuite du déploiement du plan de communication interne initié en 2015.

• Activité des agents [II-2]

Le maintien dans l'emploi et la prévention des accidents du travail par le bais des aménagements de postes, des achats de matériels, et des actions de reconversion notamment, demeurent des enjeux principaux dans la prise en compte de l'usure des postes. Les absences liées aux accidents du travail et aux maladies professionnelles sont en augmentation (+ 31 %), comme celles relatives aux longues maladies (+ 33,4 %) du fait du vieillissement des agents. Le nombre de jours d'absence pour maladie ordinaire augmente également (+ 17,6 %), avec une forte proportion dans les lycées.

Indicateur N°1 [II-2] - Activité des agents	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Taux d'absence au travail	6,9 %	7,4 %	8,7 %

• Organisation de la mobilité interne et des recrutements [II-3]

La mobilité interne demeure une priorité et les publicités externes n'interviennent que si les compétences ne sont pas trouvées en interne. Le taux de mobilité interne (43 %) est en diminution. Cela s'explique notamment par un nombre croissant de postes publiés (+ 15 % des diffusions de postes par rapport à 2015), offrant ainsi un choix plus large aux agent.e.s qui souhaitent changer de poste. D'autre part, plusieurs postes concernaient des domaines (informatique, maintenance bâtiment, audit, voies navigables), pour lesquels peu de candidat.e.s internes détenaient les compétences. Ce sont ainsi près de 40 % des procédures qui n'ont pas généré de candidatures internes.

La collectivité poursuit ses objectifs de recrutement en variant les profils retenus afin de répondre à un souhait de diversification. Six jeunes en emploi d'avenir ont été recrutés sur des postes permanents et le nombre de stagiaires accueilli.e.s augmente en 2016. La collectivité accorde toujours une attention particulière au recrutement et au maintien dans l'emploi de personnes bénéficiant d'une reconnaissance de la qualité de travailleur.se.s handicapés (12,7 % des effectifs de la Région).

Indicateur N°2 [II-3] - Organisation de la mobilité et des recrutements	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Taux de recrutement par mobilité interne dans les services	54 %	60 %	43 %
Nombre de stagiaires accueillis	102	109	125
Taux de travailleurs handicapés recrutés	4 %	4,9 %	2 %

• Développer les compétences des agents par une politique de formation adaptée [III]

Cette année, l'effort d'investissement dans la formation des agents de la Région a été soutenu avec notamment une mise à niveau des formations à la sécurité, et l'accompagnement de plusieurs projets de directions ou de service. Les nombre de jours de formation et d'agent.e.s formé.e.s est en hausse (+14,9 %). Par ailleurs, la Région a poursuivi le travail de formation des agent.e.s en charge des fonds européens.

Indicateur N°3 [III-2] - Développer les compétences des agents par une politique de formation adaptée aux besoins de la collectivité	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Budget consacré à la formation (en M€)	2,01	2,08	2,21
Ratio budget de formation/masse salariale	1,4 %	1,4 %	1,5%
Nombre d'agent.e.s formé.e.s	2 552	2 362	2 714

• Optimiser les conditions et l'environnement de travail [IV]

L'amélioration des conditions et de l'environnement de travail est au cœur des discussions engagées avec les représentants du personnel dans le cadre des instances du dialogue social. Ainsi, en 2016, ce sont 51 réunions qui se sont déroulées dans le cadre des instances représentatives du personnel. Par ailleurs, la démarche d'amélioration des conditions de travail et le plan d'actions qui en découle se poursuivent avec le lancement de nouvelles actions en 2016 (analyse des modalités d'expérimentation sur le télétravail pour favoriser l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, achat et accompagnement à l'usage de chariots de ménage ergonomiques pour les agents en charge de l'entretien des lycées, etc.) et l'aboutissement d'autres projets (comme le recrutement de référent.e.s encadrement en *Etablissements publics locaux d'enseignement* (EPLE) qui favorisent les partages d'expériences entre encadrants et l'évolution du dispositif de déprécarisation des agents du service général en EPLE).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

P 9012 Rémunération des agents et indemnités des membres des assemblées

2016 en Bref

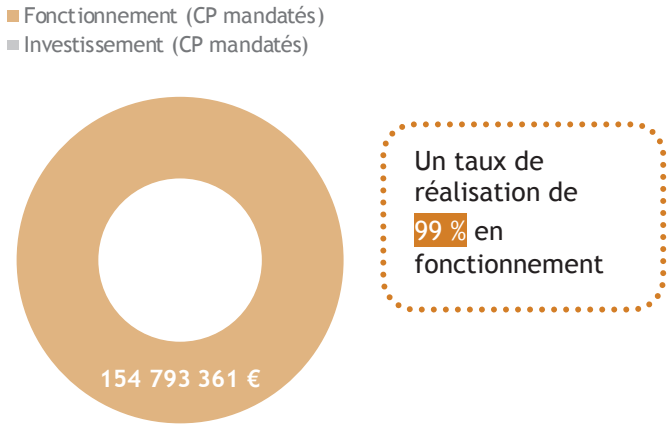
L'année a été marquée par une revalorisation du point d'indice qui n'avait pas évolué depuis 2010, et par les premières mesures de mise en œuvre de l'accord relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR). Pour la collectivité, cet exercice budgétaire a permis d'intégrer une partie de la masse salariale liée au transfert des fonds européens d'une part, et au déploiement de la maintenance informatique dans les lycées d'autre part.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Offrir une rémunération juste et attractive aux agents tout en maîtrisant les évolutions de la masse salariale	2 Assurer la rémunération des collaborateurs de groupe et l'indemnisation des membres des assemblées
Actions	[I - 1] Rémunération des agents des services	[II - 1] Rémunération des collaborateurs de groupes
	[I - 2] Rémunération des agents des lycées	[II - 2] Versement des indemnités aux membres des assemblées
	[I - 3] Rémunération des agents des ports et voies navigables	

154,8 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les dépenses



Un taux de réalisation de 99 % en fonctionnement

// Analyse des principales réalisations de l'année

Les dépenses de personnel prennent une part légèrement plus importante au sein des dépenses de fonctionnement de la collectivité en 2016.

Indicateur N°1 [I et II] - Evolution de la masse salariale	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Masse salariale (012) / Dépenses réelles de fonctionnement	19,4 %	19,6 %	20,3 %
Masse salariale (012) / Charge de fonctionnement courant	19,8 %	20,2 %	20,8 %
Masse salariale (012) / Dépenses réelles totales	10,3 %	10,3 %	10,7 %

L'incidence du GVT (Glissement Vieillesse Technicité) pèse chaque année de manière conséquente sur l'évolution des dépenses de masse salariale (en 2016 : 1,5 million d'euros).

Inchangé depuis 2010, le point d'indice a fait l'objet d'une revalorisation au 1er juillet 2016 de +0,6 %, représentant une augmentation estimée sur une année pleine à 820 000 €.

Les mesures catégorielles avec les revalorisations intervenues pour les agent.e.s de catégorie B, et les mesures relatives aux charges patronales, avec le relèvement progressif chaque année des taux de charges de retraite, ont

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

également impacté les dépenses de masse salariale (+0,5 % sur l'ensemble des taux, cotisations des titu titulaires réunies).

La politique de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences s'est poursuivie avec une attention continue apportée autour des postes vacants et une analyse approfondie des besoins exprimés pour y affecter les compétences les plus adaptées.

La masse salariale moyenne des agents permanents de la collectivité est toujours en progression pour les agent.e.s de catégorie B et C. Elle a évolué au rythme des avancements d'échelons, de grade et des promotions internes.

Indicateur N°2 [I et II] - Evolution de la masse salariale moyenne annuelle	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Masse salariale moyenne – agents permanents – catégorie A	66 082	66 989	66 642
Evolution année N / année N-1	+1,6 %	+1,4 %	-0,5 %
Masse salariale moyenne – agents permanents – catégorie B	42 372	42 809	43 292
Evolution année N / année N-1	+0,8 %	+1 %	+1,1 %
Masse salariale moyenne – agents permanents – catégorie C	34 001	34 754	34 940
Evolution année N / année N-1	+2,5 %	+2,2 %	+0,5 %

Les effectifs de la Région sont composés à 87,4 % d'agents permanents, recrutés sur des postes pérennes, ayant une activité annuelle continue.

Indicateur N°3 [I] - Proportion effectif permanent / non permanent	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Effectif permanent total	3 371	3 377	3 452
% effectif permanent / effectif total	87,0 %	87,7 %	87,4 %
Effectif non permanent total	501	476	497
% effectif non permanent / effectif total	13 %	12,3 %	12,6 %
Total	3872	3 853	3 949

Les effectifs des agent.e.s permanent.e.s ont augmenté en 2016 de 2,2 %, cela s'explique notamment par le recrutement d'agent.e.s sur les postes liés au transfert des Fonds Européens, d'agent.e.s sur les postes de maintenance informatique et par le recrutement des collaborateur.trice.s de groupe suite à la mise en place de la nouvelle assemblée.

Les effectifs des agent.e.s non permanent.e.s de la Collectivité ont augmenté globalement de 4,4 %, avec un recours plus important aux agent.e.s temporaires sur des missions de remplacement (-5 % en 2015).

Dans les lycées, l'évolution des recours aux temporaires a été relativement contenue (+2,9 % en moyenne annuelle d'équivalent temps plein (ETP) par rapport à 2015, contre + 5,2 % entre 2015 et 2014). Les réflexions autour des dotations cibles ont permis à nouveau d'ajuster au mieux les remplacements dans chaque établissement.

Les temporaires des services constituent quant à eux.elles 14 % de l'ensemble des temporaires de la collectivité en 2016 (contre 11,7 % en 2015).

Le recours au personnel non permanent s'effectue toujours dans le souci de répondre de manière adaptée aux besoins des services et de permettre aux jeunes professionnels d'acquérir de l'expérience.

Les apprenti.e.s et jeunes peu qualifié.e.s en contrat emplois d'avenir représentaient ainsi, fin 2016, 41 personnes au sein de la Collectivité.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

P 9020 Ressources et expertises

2016 en Bref

Ce programme regroupe les moyens de financement des évaluations et expertises rendues nécessaires par la technicité des politiques régionales et l'évolution de la démarche de performance régionale, ainsi que ceux permettant d'assurer le bon fonctionnement des assemblées et de défendre les intérêts de la Région dans les contentieux. Il rassemble également les crédits permettant l'adhésion de la Région à des organismes d'intérêt régional, et intègre les moyens nécessaires à la documentation régionale.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs

1 Développer la culture et la pratique du contrôle de et l'évaluation du Conseil régional	2 Assurer le bon fonctionnement des Assemblées	3 Diffuser l'expertise

0,9 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les affectations

Un taux d'affectation de 64 % en fonctionnement

Les dépenses

Un taux de réalisation de 80 % en fonctionnement

// Analyse des principales réalisations de l'année

• Les évolutions de la démarche de performance [I]

L'élaboration du *Rapport d'analyse par programme* (RAP) constitue l'aboutissement de la démarche de performance et le principal support de la diffusion des principes de l'évaluation et de l'acculturation de la collectivité aux outils de suivi et d'évaluation. Depuis 2012, chaque programme est doté d'un arbre des objectifs réalisé de manière participative avec les directions, en conformité avec les orientations du mandat. Les arbres des objectifs ont évolué pour prendre en compte la nomenclature stratégique par programme 2016 en conformité avec le budget 2016. Ce travail, présenté en début de chaque programme dans le présent RAP, permet une appréciation synoptique des objectifs ainsi que réalisations mises en œuvre pour les atteindre. L'information budgétaire est également harmonisée pour l'ensemble des politiques régionales, pour rendre compte de l'exécution, tant en fonctionnement qu'en investissement. Pour une lecture plus aisée du passage de la nomenclature stratégique par programme 2015 à celle de 2016, une table de correspondance est fournie dans le RAP. Si le budget régional est voté par programme, les services ont renforcé leurs outils de pilotage en automatisant le suivi de l'exécution budgétaire au niveau de l'action. Globalement, le dialogue de gestion s'en trouve amélioré.

• Le développement de l'évaluation et du contrôle de gestion [I]

Trois objectifs sont poursuivis en matière de développement de l'évaluation à la Région : conduire des évaluations les plus utiles à la décision, diffuser les méthodes d'évaluation et développer l'animation et les réseaux de partage entre collectivités territoriales.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170628-17_DEF_SEGEP_01-DE

La conduite d'évaluation de politiques publiques s'est ainsi poursuivie en 2016. Qu'elles soient réglementaires ou volontaristes, les évaluations sont pilotées par les directions et bénéficient d'un appui interne. En 2016, la Région a poursuivi les travaux relatifs à la rémunération publique de stage versée par la Région aux demandeurs d'emploi entrés dans l'un des dispositifs de formation régional bénéficiant d'un agrément, 300 bénéficiaires ont été interrogés ainsi que l'ensemble des partenaires concernés. Les travaux relatifs au *Comité régional du tourisme* se sont poursuivis. Le dispositif *Chèque sport* a fait l'objet d'un bilan quantitatif. L'externalisation de l'évaluation du dispositif *Bretagne qualité apprentissage* a été préparée. La mise en place du suivi statistique du *Plan breton de mobilisation pour l'emploi* a également été accompagnée sous forme d'ateliers contributifs. L'élaboration du RADD égalité et des indicateurs recensés a fait l'objet d'un appui méthodologique. Enfin, les liens entre évaluation et innovation ont été renforcés via la contribution au projet de création d'un *Laboratoire régional d'innovation* partenarial entre l'Etat et la Région. Au-delà des démarches mêmes d'évaluation, l'objectif est également de former les agent.e.s aux méthodes d'évaluation et de les diffuser au sein de la collectivité. Deux sessions de formation ont été organisées pour les agents et pour le *Conseil économique, social et environnemental régional* (CESER) en 2016.

Enfin, la Région est présente dans les réseaux nationaux d'évaluation, la S*ociété française de l'évaluation* (SFE) et *l'Association Finances-Gestion-Evaluation des collectivités territoriales* (AFIGESE). Elle participe également aux différents groupes de travail, aux colloques, dont ceux de *Régions de France* (ARF), particulièrement en ce qui concerne l'observatoire des politiques régionales et le contrôle de gestion. Ces participations permettent à la Région un partage d'expériences et des bonnes pratiques enrichissantes pour ses agents, de bénéficier d'un soutien des différents réseaux de professionnels et de promouvoir son expertise tant au niveau de l'évaluation que du contrôle de gestion.

Le contrôle de gestion en appui aux directions et aux services s'est poursuivi en 2016, permettant d'apporter une expertise tant au niveau de l'analyse de gestion que de la structuration de rapports synthétiques retraçant les principales informations relatives à la réalisation de leurs activités et à leur situation financière. Dans ce cadre, la présentation dans ce rapport de « l'appui aux partenaires » est réalisée pour chaque mission, tout statut juridique confondu. Le rapport relatif au sociétés d'économie mixtes et du CRT fait partie intégrante de la démarche de rendu compte, engagée au niveau du contrôle de gestion.

- ## Une politique d'achat au service de l'économie [III]

Un projet territorial et concerté en faveur d'un approvisionnement de proximité et de qualité en restauration collective a été engagé. Le projet Breizh Alim' piloté par le Conseil régional avec ses partenaires a été présenté et décliné officiellement à l'occasion d'un évènement collaboratif et participatif organisé le 8 décembre 2016 qui a réuni 150 participants (acheteurs publics et acteurs de la filière agro-alimentaire).

En 2016, 658 marchés ont été attribués par la Région pour un montant de 133 520 666 € HT. S'ajoutent les achats passés auprès de l'UGAP pour un montant de 911 620 € HT. Le nombre de marchés passés par la SEMAEB dans le cadre du mandat s'élève quant à lui a 223 pour un montant de 30 574 040 € HT. Pour assurer la gestion des procédures de commande publique formalisées, ce sont 21 CAO, 7 jurys et 6 CDSP qui se sont réunis en 2016.

- ## Les prestations juridiques et financières [III]

La notation par une agence spécialisée permet à d'éventuels prêteurs de mesurer la solidité financière de l'emprunteur sans avoir pour autant à étudier ses comptes. L'objectif de la notation est d'informer les investisseurs sur la capacité de la Région à honorer ses engagements. Depuis 2013, l'agence de notation *Fitch Ratings* attribue la note AA au programme d'émissions obligataires de la Région et la note F1+ au programme de billets de trésorerie. Cette notation a permis à la Région de se positionner favorablement comme émetteur public sur les marchés de capitaux.

Dans le cadre de ses interventions, la Région est amenée à solliciter des prestations de conseil juridique et d'expertise financière. Ces prestations sont sollicitées notamment pour la gestion de la dette ou l'actualisation de la documentation des programmes d'émissions obligataires.

- ## La documentation [III]

La Région dispose d'un espace documentaire à destination des élu.e.s et des agent.e.s. Elle diffuse et réalise une veille informationnelle ciblée et adaptée aux besoins des utilisateur.trice.s et propose un accompagnement dans la connaissance de leur environnement, l'anticipation des évolutions et la prise de décision.

En 2016, ce sont plus de 516 agent.e.s et élu.e.s regionaux.ales qui reçoivent par mail la gamme de produits presse proposés au rythme quotidien et hebdomadaire, sur des formats standards (Essentiel Presse : revue de presse matinale) ou personnalisables selon les besoins informationnels des utilisateur.trice.s (diffusion sélective d'information).

De plus, 4 950 prêts de revues et d'ouvrages ont été effectués et 276 recherches d'informations ou veilles à la demande expresse des services.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

P 9021 Service de la dette

2016 en Bref

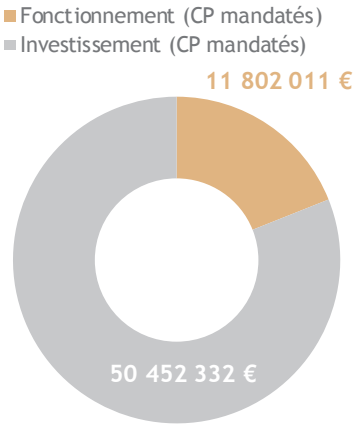
La Région a su profiter en 2016 du contexte de taux très bas. Tout d'abord dans sa gestion des emprunts long terme en contractualisant l'intégralité de ses nouveaux financements à taux fixe et ainsi diminuer le compartiment indexé dans son encours. Ensuite, dans sa gestion à court terme en captant des conditions exceptionnelles à taux négatifs sur ses émissions de titres négociables à court terme (billets de trésorerie). Par ailleurs, la Région a obtenu des conditions financières très satisfaisantes lors de la renégociation de son enveloppe BGV avec la Caisse des dépôts et des consignations.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	1 Honorer les engagements contractés auprès des établissements financiers dans les meilleures conditions	2 Obtenir les meilleures conditions financières pour les nouveaux emprunts souscrits et pour l'encours existant	3 Sécuriser l'encours	4 Optimiser la trésorerie
Actions	[I - 1] Prévoir les crédits nécessaires au remboursement du capital des emprunts et au paiement des intérêts de la dette	[II - 1] Evaluer le besoin de financement de la région et mobiliser la ressource	[III - 1] Préserver l'indépendance financière lors des choix de financement	[IV - 1] Limiter la trésorerie excédentaire
	[I - 2] Assurer dans les délais le règlement des échéances	[II - 2] Optimiser les conditions financières des contrats en cours	[III - 2] Limiter le risque de taux	[IV - 1] Optimiser la mobilisation des crédits de trésorerie

62,2 M€ de crédits mandatés en 2016 en investissement et en fonctionnement.

Les dépenses



Un taux de réalisation de 62 % en fonctionnement et de 100 % en investissement

En investissement, les crédits concernent le remboursement en capital des emprunts. Ces dépenses étant obligatoires et pour la plupart connues lors de la préparation budgétaire, le taux de réalisation est souvent proche de 100 %.

En fonctionnement, le niveau historiquement bas des taux longs et des indices financiers, l'optimisation continue des conditions de financement ainsi qu'un recours à l'emprunt plus modéré sur l'exercice 2016, expliquent principalement ce taux de réalisation relativement faible.

// Analyse des principales réalisations de l'année

- ### Les mobilisations d'emprunts [II]

Sur l'autorisation d'engagement de 217 M€ votée par le Conseil régional pour 2016 afin d'équilibrer le budget, la souscription d'emprunt effective s'est élevée à 110 M€.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

La Région a réalisé 5 émissions obligataires en mai 2016 pour un montant total de 80 M€. Le taux fixe moyen obtenu s'élève à 0,90 % pour une durée moyenne de 11 années et 9 mois in fine (équivalent à 23,5 ans amortissables) soit des conditions très compétitives.

La Région a par ailleurs consolidé un prêt à taux zéro (PTZ) de 30 M€ avec la *Caisse des dépôts et des consignations* (CDC) dans le cadre de la renégociation globale du contrat BGV de 2011 (équivalent à une marge négative de -0,74% sur Euribor 3 mois).

Dans le cadre de cette renégociation avec la CDC, la Région a contractualisé 200 M€ de nouveaux financements dont les 30 M€ de PTZ, 20 M€ de prêt sur ressources de la *Banque européenne d'investissement* (BEI) à taux fixe 1,19% mobilisables en 2017 et 150 M€ de Prêt Croissance Verte (PCV) avec une phase de mobilisation revolving de 5 années permettant de maintenir la capacité de remboursement temporaire de la Région.

Pour finir, la Région a procédé au réaménagement de deux emprunts signés en 2003 auprès du Crédit Agricole. La négociation a permis de faire passer le taux fixe de 4,10 % à 1,40 % moyennant des frais d'avenant de 3 500 € par prêt.

Les deux opérations de swap de taux adossées à ces contrats ont été résiliés se traduisant par un gain net d'indemnités de sortie de près de 70 000 €.

La marge moyenne obtenue sur les contrats mobilisés en 2016 est particulièrement compétitive et s'explique d'une part par les très bonnes conditions captées sur les emprunts obligataires au premier semestre et d'autre part par le prêt à taux zéro consolidé auprès de la CDC et qui fait ressortir une marge assez fortement négative.

Indicateur N°1 [II-2] - Marge moyenne consolidée sur l'exercice	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Marge moyenne aux CL 2016
Marge moyenne obtenue sur les nouveaux contrats mobilisés en comparaison à celles constatées pour les autres collectivités	0,60 %	0,34 %	0,10%	0,65%

• Opérations de gestion active de dette [III-2]

Les taux longs ont une nouvelle fois été très bas avec un niveau historique touché en septembre 2016. Dès lors, il a été décidé de continuer à renforcer le poids des taux fixes dans l'encours. Ainsi, la totalité des nouvelles consolidations a été souscrite à taux fixe (les cinq émissions obligataires et le PTZ CDC).

Indicateur N°2 [III-2] - Limiter le risque de taux	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016	Valeur cible 2016
Part taux fixe	44 %	48 %	54 %	66 % max
Part taux variable	56 %	52 %	46 %	66 % Max

• Souscription d'outils de gestion de trésorerie [IV-2]

Depuis mi 2015, les marchés financiers sont marqués par des indexes négatifs. La gestion en trésorerie zéro a donc été momentanément abandonnée puisque les émissions de Titres Négociables à Court Terme (NEU CP : ancien billets de trésorerie) rapportent, dans ce contexte, des produits financiers à la collectivité.

Ainsi, dans le cadre de son programme de NEU CP de 240 M€ mis en place en 2015, la Région a émis en 2016, 26 Titres pour un montant total cumulé de 1 020 M€ permettant de répondre aux besoins de financement à court terme de la collectivité et de réaliser des économies d'intérêt par le remboursement temporaire d'encours revolving CDC.
Ces émissions ont généré, sur l'exercice 2016, 0,382 M€ de produits financiers.

Le risque de liquidité reste parfaitement maitrisé avec la souscription de deux lignes de trésorerie pour un montant total de 90 M€ et une faculté revolving maintenue à 150 M€ auprès de la CDC.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

P 9023 Mouvements financiers divers

2016 en Bref

L'application de règles inscrites dans l'instruction budgétaire et comptable M71 ainsi que la valorisation et le suivi comptable du patrimoine se traduisent par des écritures, le plus souvent sans impact sur la trésorerie de la Région (« mouvements d'ordre »). Ces écritures, comme les autres mouvements comptables particuliers non ventilés sur les programmes opérationnels (admissions en non-valeur, intérêts moratoires, régularisations…), sont regroupés au sein des mouvements financiers divers.

// Objectifs, actions et chiffres clés

Objectifs	Actions
1 Permettre l'exécution de crédits divers non ventilables	
2 Donner une image sincère et fidèle des variations du patrimoine de la collectivité	[II - 1] Ajuster les valeurs inscrites au bilan en fonction de la valeur réelle des biens et des créances
	[II - 2] Enregistrer les mouvements comptables relatifs au patrimoine de la Région
3 Appliquer l'instruction comptable réglementaire M71 et le règlement budgétaire et financier de la Région et rendre compte de leur exécution	

// Analyse des principales réalisations de l'année

• L'exécution comptable 2016

Au niveau des dépenses, les mandats émis par la Région portent à près de 80% sur le fonctionnement, ce qui s'explique par de très nombreux mandats de petits montants sur cette section (subventions de faibles montants, prestations de service). A l'inverse, les 20% de mandats émis sur la section d'investissement représentent environ 45% des dépenses de la Région (grosses subventions d'équipement, marchés de travaux…).

Quant aux recettes, la Région a émis 6 090 titres dont 4 245 en fonctionnement et 1 845 en investissement. En fonctionnement, un quart des émissions de mandats concerne des ventes ou locations tarifées (vente de bois, AOT, locations de bâtiments ou de salles de réunion…). Un autre quart est relatif aux produits de fiscalité directe (cartes grises) ou transférées (CVAE, TICPE…).

Les titres de recette en investissement sont constitués en grande majorité des remboursements des entreprises ayant bénéficié d'un prêt (« avances remboursables »). Les mouvements d'ordre relatifs aux dotations aux amortissements et aux régularisations des avances versées à la SEMAEB (dans le cadre du marché de mandats) génèrent également un nombre important de titres.

Indicateur N°1 - Nombre de mandats et de titres émis par la Région	Réalisation 2014	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Nombre de mandats émis	44 713	45 130	39 850
Nombre de titres émis	5 892	6 177	6 090

La diminution du nombre de mandats cette année traduit d'une part le changement du mode de paiement sur certaines aides individuelles (passage du « chèque formation » en mandatement collectif) et d'autre part le tassement des taux d'exécution budgétaire.

• Le délai de traitement des factures

Le délai réglementaire de paiement des factures est fixé à 30 jours dont 20 jours impartis à l'ordonnateur (délai de mandatement) et 10 jours au comptable public. L'objectif pour la Région est donc de procéder à l'ensemble des vérifications (du service fait aux contrôle comptables) et de mandater dans un délai de 20 jours après l'arrivée de la facture. Malgré une dégradation du délai en 2016, l'objectif est tenu.

Indicateur N°2 - Délai de mandatement des factures en jours	Délai 2014	Délai 2015	Délai 2016
Délai de mandatement moyen annuel	19,2	17,8	19,4

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

En complément du délai de l'ordonnateur, le délai du comptable permet d'aboutir pour 2016 à un délai moyen de paiement des factures de 21,7 jours.

• La qualité de l'ordonnancement comptable

Bien qu'en augmentation du fait d'exigence plus prononcées sur la production physique et rapide de pièces (RIB, notamment), la proportion des rejets du comptable public sur les mandats émis par la Région reste à un niveau très bas (0,47%) qui atteste de la bonne qualité des mandatements de la collectivité. Cette qualité est d'ailleurs soulignée par le Payeur régional dans son rapport annuel sur les contrôles effectués par ses services.

• La qualité de la comptabilité patrimoniale

Pratiquée depuis 2005, la tenue de l'inventaire comptable et l'amortissement des immobilisations permettent à la Région de mieux valoriser son patrimoine et d'anticiper financièrement les besoins de renouvellement de ses équipements.

Indicateur n° 3 - Montant des dotations aux amortissement en M€	Dotation 2014	Dotation 2015	Dotation 2016
Amortissement des subventions d'équipement	158	173,6	186.2
Amortissement des investissements directs	20	22,5	29
Total des dotations	178	196,1	215,2

Les dotations sont constituées essentiellement de l'amortissement des subventions d'équipement versées. Celles-ci sont majoritairement amorties sur 15 ans. Les subventions relatives aux infrastructures d'intérêt national (BGV/LGV par exemple) sont amorties sur 30 ans. La montée en puissance des dotations aux amortissements est le reflet de la politique d'investissement de la Région.

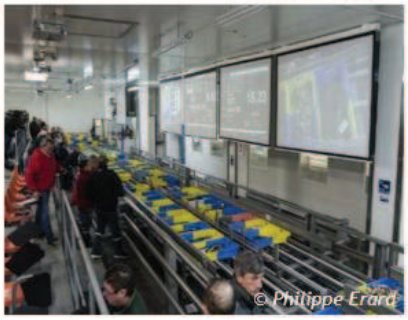
• La qualité de la comptabilité d'engagement

Corollaire de la gestion en autorisation de programme (AP) et autorisation d'engagement (AE), l'exhaustivité de la comptabilité d'engagement est un élément essentiel de la qualité de la gestion.
La tenue de cette comptabilité pluriannuelle vise à s'assurer que tout engagement juridique (marché, convention, arrêté) est adossé à un engagement comptable et comptabilisé comme tel. Elle autorise une connaissance précise des crédits disponibles ainsi que la ventilation temporelle des crédits de paiement pour honorer les engagements de la collectivité.
L'information produite dans le rapport financier 2016 sur le stock des AP et AE permet de rendre compte des engagements pris et restant à honorer au 31 décembre 2016.

• La gestion de la TVA

Certaines activités portuaires ainsi que les locations de salles sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée. Depuis 2010, la Région met en œuvre une organisation comptable spécifique pour se conformer aux obligations déclaratives (effectuées au format dématérialisé depuis juillet 2012).
En 2016, 367 mandats et 405 titres portant sur des dépenses et recettes assujetties à TVA ont été émis.
Chaque année, la Région est créditrice de TVA.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE



Education à la mer

Insularité

Activités portuaires

Pêche

Construction, réparation et déconstruction navales

Formation maritime

Energies Marines Renouvelables

Algoculture

Sécurité et bien-être des gens de mer

Biodiversité marine et littorale

Emploi maritime

Conchyliculture et aquaculture

Paysages marins et côtiers

Patrimoine culturel maritime

Tourisme littoral et maritime

Planification spatiale maritime

Biotechnologies marines

Transport maritime

Pratiques sportives de loisir et de plein air

Adaptation au changement climatique

Nautisme

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

I. Le contexte

Chiffres clés

▪ 20 % des communes bretonnes sont situées sur le littoral

▪ 40 000 emplois directs dans le secteur maritime hors tourisme

▪ 50 % de la recherche marine et maritime française

▪ 50 % de la production halieutique française

▪ **# Economie et emploi :** Les études du *Conseil économique, social et environnemental régional* (CESER) montrent que la filière bleue représente près de 10 % du PIB de la Bretagne. La Région concentre le plus grand nombre d'emplois pour la pêche en France (1 400 navires de pêche et 5 200 marins, avec 47 % de la production des produits de la mer et 49 % des ventes réalisées en criée). Les emplois de la grande pêche sont concentrés dans les ports de Saint-Malo et Concarneau. Pour les biotechnologiques marines, la présence de nombreuses entreprises permet à la Bretagne d'être la 4ème région dans ce domaine. Forte de près de 166 ports de plaisance proposant 52 000 places, de plus de 240 000 bateaux immatriculés, d'une activité de construction et de réparation navale et de services fédérant 1 235 entreprises et représentant plus de 5 500 emplois, la Bretagne est la région de toutes les richesses maritimes, ce qui lui permet de disposer d'une capacité d'expertise dans l'ensemble des domaines de l'économie et du savoir bleu.

 # Production : 35 navires goémoniers ont récolté en 2016 plus de 70 000 tonnes d'algues en Bretagne, soit la quasi-totalité de la production française. 26 % des huîtres et 42 % des moules élevées en France sont produites en Bretagne, ce qui fait d'elle la première région productrice française.

La Région conduit, de manière forte et constante, une politique ambitieuse d'aménagement de son territoire et de développement économique et social pour le milieu maritime et littoral. Au-delà des aspects économiques, la protection des écosystèmes qui constitue la première des richesses au service de l'homme, le maintien d'un patrimoine vivant sont des axes forts d'action. La *Conférence régionale de la mer et du littoral* (CRML) est toujours la clé de la gouvernance maritime et littorale de la Région. Elle constitue un modèle que d'autres régions reproduisent désormais. Ses débats ont principalement porté sur la question des dragages portuaires, le développement des énergies marines renouvelables, le document stratégique de façade et la mise en œuvre de la directive stratégie pour le milieu marin.

Au niveau européen, la Bretagne a contribué à la réflexion, en matière de responsabilité écologique pour les pollutions maritimes accidentelles, sur la mise en œuvre et le futur des fonds structurels maritimes, sur l'application humaine d'une politique commune des pêches. La mer est l'un des principaux vecteurs de croissance pour l'Europe, la France et la région à l'horizon 2030 et l'implication de la région dans le soutien à l'innovation va dans ce sens. C'est dans ce cadre que la Région a participé activement aux travaux de la *Conférence des régions périphériques maritimes* (CRPM) qui a permis de faire avancer la réflexion de l'ensemble des collectivités pour garantir les intérêts des territoires.

Le cadre des interventions de la Région :

Le programme 208 de l'orientation stratégique *Valoriser les atouts maritimes de la Bretagne et favoriser le développement durable des activités liées à la mer*, est consacré en totalité à la politique maritime. En 2016, les dépenses liées à ce programme représentent 1,6 M€ de crédits de paiement en investissement et en fonctionnement. Un des volets du programme 208 est dédié à la mise en œuvre de de la stratégie régionale pour la mer et le littoral qui vise à faire de la mer un levier de développement soutenable de la Bretagne, en garantissant le maintien des services rendus par les écosystèmes marins, en les valorisant au mieux pour répondre aux enjeux de la Bretagne, et en maximisant les retombées pour les territoires. Plus spécifiquement fléchés maritimes, le 2nd volet du programme 208 est dédié aux politiques de la pêche et de l'aquaculture tandis que le programme 209 porte sur le développement du système portuaire.

L'effort budgétaire total de la Région peut être évalué à près de **160 M€.** Ainsi, les autres missions budgétaires agissent-en faveur de la mer et du littoral, à travers les actions décrites dans les 7 objectifs transversaux suivants :

// Les objectifs de la Région en faveur du littoral et de la mer

7 objectifs transversaux en faveur du littoral et de la mer

1. Inventer l'avenir maritime et renforcer l'ambition maritime des Bretons	2. Inscrire les activités maritimes et côtières dans une logique de développement durable	3. Promouvoir la formation et les passerelles au profit de l'emploi maritime	4. Maîtriser l'urbanisation, le foncier et promouvoir de nouvelles formes d'urbanisation d'architecture et de circulation sur le littoral	5. Améliorer la sécurité maritime (sauvegarde de la vie humaine et la gestion des risques environnement aux en zone côtière)	6. Garantir la préservation et la valorisation du patrimoine naturel et culturel maritime	7. Affirmer la Bretagne en tant que grande région maritime européenne et ouverte aux Pays en développement

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Les 4 projets phares de l'année 2016

1. Le développement du port de Brest

© Panoramic Bretagne

Le projet de développement du port de Brest, après avoir passé plusieurs grandes étapes (concertation en 2012, constitution des dossiers de demande d'autorisation et d'enquête publique en 2013 et 2014, obtention des autorisations en 2015, passation des premiers marchés de travaux en 2016) vient d'entrer dans le vif du sujet avec le démarrage des travaux terrestres à l'automne 2016. Ce sont 6 années d'études (de 2009 à 2015) qui se concrétisent aujourd'hui avec les chantiers en cours : terrassement et consolidation de la réserve foncière constituée dans les années 70 et création des voiries et réseaux du futur terminal EMR ; et avec les chantiers sur le point de démarrer : les entreprises titulaires des marchés du quai et de la digue s'installeront mi-mai 2017 sur le site, l'enlèvement des macro-déchets et les premiers dragages débuteront en même temps. Entre octobre 2016 et février 2017, **6 lots de travaux** ont été attribués pour **113 M€.** Il reste aujourd'hui **4 lots** à attribuer entre 2017 et 2018 (aménagements paysagers, traitement des pollutions concentrées, passerelle et estacade, dragages). Les premières surfaces dédiées à l'accueil d'industriels de la filière *Energies Marines Renouvelables* (EMR) seront libérées courant 2018 dans le but de permettre leur installation.

2. La planification des EMR

Réunissant l'ensemble des acteurs régionaux de la mer, la *Conférence régionale de la mer et du littoral* co-présidée par l'État et la Région assure un travail permanent et essentiel de concertation sur la planification maritime des énergies marines. Ce travail a démarré en 2011 par l'identification d'une zone éolienne offshore en Baie de Saint-Brieuc et a été poursuivi par l'identification de chacun des sites pilotes bretons. Il a continué tout au long de l'année 2016 pour anticiper l'identification de nouvelles zones pour de futurs parcs commerciaux.

Le Groupe de travail EMR s'est réuni à 10 reprises notamment en vue d'établir 3 secteurs favorables sur l'hydrolien et 2 macro-zones sur l'éolien flottant qui seront validés en 2017 par la *Conférence régionale de la mer et du littoral* (CRML).

Cette proposition fait écho à la commande ministérielle aux autorités préfectorales en amont de futurs appels d'offres pour identifier les zones susceptibles d'accueillir de futurs projets de fermes commerciales d'hydroliennes et d'éoliennes flottantes.

© Nicolas Job

En matière d'énergie hydrolienne, le potentiel du passage du Fromveur, situé dans le parc naturel marin d'Iroise, a été rappelé. Sous réserve d'une bonne prise en compte des enjeux environnementaux et d'usages de ce secteur particulier, il constitue le site le plus propice à court terme pour un développement commercial de cette technologie. Le potentiel des Héaux de Bréhat, dont l'exploitation nécessitera toutefois des développements technologiques, et celui du Golfe du Morbihan, sur des surfaces et puissances plus limitées mais qui représente un véritable enjeu territorial, ont également été soulignés.

En matière d'éolien flottant, deux macro-zones témoignent d'un important potentiel au large de la Bretagne. Elles sont compatibles avec les contraintes techniques et économiques de cette technologie innovante, en tenant compte des principales contraintes réglementaires recensées. Leur qualification en vue de l'accueil de futurs projets commerciaux appelle toutefois des travaux et une concertation complémentaires, qui seront conduits en 2017, en particulier avec le secteur des pêches, afin de prendre en compte l'activité historique des flottilles dans les secteurs concernés. Des échanges spécifiques associant l'Etat, le *Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Bretagne* et le Conseil régional de Bretagne sont prévus à cet effet. L'objectif est de formuler des propositions concrètes à la fin de l'année 2017, de manière à ce que la Bretagne apporte une contribution ambitieuse à l'exercice national.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

3. La mise en œuvre de la Loi NOTRe

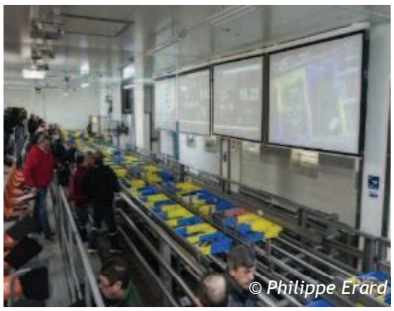
En matière de transport maritime :

L'article 15 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant *Nouvelle Organisation Territoriale de la République* (Loi NOTRe) prévoit que : « *La Région organise les transports maritimes réguliers publics de personnes et de biens pour la desserte des îles françaises, sauf dans les cas où une île appartient au territoire d'une commune continentale* ». Donc, à compter du 1er janvier 2017, la Région est en charge de :

© Guillaume Prié

- la desserte de **10 des 12 principales** îles bretonnes totalement ou partiellement. Les îles des Glénan sont une partie de la commune de Fouesnant et n'entrent pas dans le champ d'application de la loi, l'île aux Moines et l'île de Batz (pour la partie transports de passagers) sont desservies par un armateur privé.
- La Région est devenue propriétaire de **15** navires assurant la desserte des îles.
- **6** *Délégations de service public* permettent d'assurer le transport des passagers et des marchandises entre le continent et les îles.
- Plus de **2 400 000 passagers** utilisent ces services de transport maritime.

La Région a aussi rejoint le *Syndicat Mixte de Transport des Hydrocarbures vers les Îles*, structure maintenant composée des Régions Bretagne et Pays de la Loire, qui est propriétaire d'un pétrolier et qui assure l'approvisionnement en carburants de Belle-Île-en-Mer et de l'île d'Yeu.


© Philippe Erard

En matière de gouvernance des ports de pêche :

Le Conseil régional a approuvé un accord portuaire en session qui précise dans quel cadre les **13 criées** bretonnes, dans lesquelles sont incluses les 6 (Saint Malo, Roscoff, Brest, Concarneau, Lorient, Quiberon) qui sont aujourd'hui propriétés de la Région, seront gérées. En effet, ces 13 criées vendent chaque année près de **110 000 tonnes** de produits de la mer et constituent un outil irremplaçable pour l'ensemble de la filière halieutique. L'évolution des besoins des flottilles de pêche, des entreprises de mareyage et de transformation, des demandes de la distribution et des consommateurs rendent en effet nécessaires une gestion et une action convergente de ces outils au service de l'économie maritime.

4. L'attractivité des métiers de la mer : l'exemple de *La Touline*

Depuis 25 ans, l'association *La Touline* accompagne, oriente et forme les demandeurs d'emploi du secteur maritime en Bretagne, dans ses différentes activités : pêche, commerce, transports, portuaire, etc. Son programme d'actions visant à promouvoir et développer l'emploi maritime en Bretagne, s'articule autour de quatre objectifs principaux :

- Accompagner les marins et optimiser leur employabilité ;
- Participer à la connaissance des métiers actuels et futurs ;
- Informer et conseiller sur les parcours professionnels vers les métiers de la mer ;
- Participer à des actions de formation à destination des demandeurs d'emploi.

Ce programme bénéficie du soutien de la Région Bretagne dans le cadre d'une convention pluriannuelle de partenariat depuis 2014, la convention actuelle couvre la période 2017-2019, pour un montant de **75 K€**. Reconnue d'utilité publique depuis 2010, l'association *La Touline* travaille en lien avec les acteurs de l'insertion sociale. En 2016, elle a accompagné **177 personnes** dans la *Validation des Acquis de l'Expérience* (VAE) et a assuré des formations favorisant la sécurisation des parcours.

La Touline intervient également dans la promotion et l'information sur les métiers de la mer notamment à l'occasion d'événements. Elle est un des principaux partenaires de *Bretagne Pôle Naval* dans l'organisation du salon *Pro&Mer* qui se tient tous les ans à Brest depuis 2013. Le pôle social du port de Brest accueille le siège de *La Touline*, qui dispose aussi d'antennes à Lorient, Nantes, Marseille et la Seyne sur Mer. Depuis juin 2015, l'association a mis en place des rendez-vous info-métier mensuels « *Explorimer* » à Brest.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Les actions par mission

1. Inventer l'avenir maritime et renforcer l'ambition maritime des Bretons

Mission 1

• L'année 2016 a permis la poursuite de la mise en œuvre des **21 contrats de partenariat Europe/Région/Pays 2014-2020** et l'affectation de subventions régionales**. 13 projets** ont pu être financés au titre de l'axe « maritimité », qui est l'un des 5 axes majeurs des contrats de partenariat, pour un montant de **1,4 M€** de subvention régionale. Six pays ont ainsi pu financer des projets dans ce domaine (Auray, Brest, Cornouailles, Dinan, Guingamp, Saint-Malo) et dans le pays de Cornouaille en particulier, cet axe a été le plus financé parmi les priorités du pays. Mais plus globalement l'ensemble des pays ayant une façade maritime a souhaité intégrer les enjeux maritimes et littoraux dans le contrat.

En 2015, la Région avait obtenu la signature de l'Etat à ses côtés pour un contrat de partenariat spécifique avec l'Association des Iles du Ponant, ce qui constitue un volet maritime du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020. Ainsi, **9 projets** ont été soutenus en 2016 (passage en CP), pour une affectation totale de subvention de **418 K€** sur un montant total de projets de **1,6 M€.** 6 projets concernent les ressources énergétiques, 4 projets sont des équipements éducatifs, culturels et sociaux, 3 concernent l'habitat et 2 l'économie.

Au total, sur les deux premières années du contrat 2015-2020, ce sont déjà **17 projets** qui ont pu être subventionnés, dont 5 dans le domaine du logement. A titre d'illustration, une subvention de **100 K€** (13% du coût du projet) a été accordée à la Commune de l'île aux moines pour la construction de **6 logements individuels locatifs** sociaux sur l'île. Ces logements, gérés par un bailleur social local, situés à proximité immédiate du bourg et des services, sont destinés à des familles aux revenus modestes.

Au-delà de ce soutien direct aux projets dans les îles, la Région cherche à peser pour que les particularités insulaires soient reconnues et valorisées.

A ce titre, une étude pour l'association des Îles du Ponant avait été financée par la Région, et montrait les charges importantes pour les insulaires et notamment des surcoûts dans tous les marchés publics et *Délégation de service public* (DSP) pour les collectivités insulaires : **surcoût d'environ 38 % de frais d'installation** (surcoût de 27,6 % par rapport à un chantier réalisé sur le continent), soit un total de **4,1 M€ par an pour les îles**. Par ailleurs, la discontinuité territoriale limite les possibilités de mutualisation, et l'attractivité touristique conduit à dimensionner les équipements pour la taille de la population estivale, et non celle qui vit à l'année. Enfin, le nombre de résidences secondaires rend très difficile pour les collectivités la réponse en demande de logements des habitants.

C'est pourquoi la Région a obtenu de l'Etat, en appui des démarches de l'association des Îles du Ponant, que soit prise en compte cette spécificité insulaire par une dotation spécifique compensant ces surcoûts, adoptée par le Parlement et inscrite en Loi de Finances 2017 à hauteur de **4 M€** par an.

Mission 2

• Le plan d'actions nautisme, élaboré conjointement par le Conseil régional et la Chambre régionale de métiers et de l'artisanat de Bretagne, a permis d'accompagner, à hauteur de **303 K€**, **27 entreprises** de la filière que ce soit par un soutien à la participation à des salons ou des actions de conseils (communication, amélioration de la performance).

Les actions du *cluster Bretagne Pôle Naval* (BPN) ont également été soutenues par la Région en 2016. Leur mission est de fédérer et de contribuer à la compétitivité des entreprises bretonnes de l'industrie navale, des énergies marines renouvelables et de « *l'oil and gas* ». L'association compte **184 adhérents** (dont 87 % d'entreprises) représentant environ **24 000 emplois** en Bretagne.

• La Région a poursuivi son soutien aux filières pêche et aquaculture. La mise en œuvre du Fonds européen pour les activités maritimes et la pêche (FEAMP) étant en cours, le nombre de projets soutenus demeure faible.

• Le réseau mer et littoral *Melglaz* poursuit son action en mobilisant les acteurs - professionnels, collectivités, associations, usagers - notamment lors des Rencontres régionales de la mer et du littoral qui se sont déroulées à Saint-Malo en 2016. Le travail portant sur *l'éducation à la mer et au littoral* se poursuit, en partenariat avec le *Rectorat de l'académie de Rennes et le Réseau de l'éducation à l'environnement en Bretagne* (REEB). Un guide de l'éducation à la mer a ainsi été publié par le REEB, les travaux autour du port comme outil de sensibilisation et le plancton comme support éducatif se sont poursuivis. Ces actions ont été financées à hauteur de **60 K€**.

Faisant suite à la couverture de l'ensemble du territoire breton par un réseau de démarches de *Gestion intégrée de la zone côtière* (GIZC), l'ensemble des Pays ayant une façade littorale ont élaboré une stratégie *Développement local par les acteurs locaux* (DLAL), il s'agit d'une mesure régionalisée du *Fonds européen pour les activités maritimes et la pêche* (FEAMP).

Enfin, la Région adhère, pour un montant de **6,3 K€**, au *Cluster maritime français* (CMF), qui a pour objectif de coordonner et de mettre en synergie l'action des acteurs du secteur maritime en France, afin d'accroître leur performance et de mener des actions collectives. Ses **320 membres** sont issus de tous les métiers du maritime. Il réunit aussi bien des PME que des grands groupes, des fédérations et des associations professionnelles, des centres de recherche, des écoles et des organismes de formation.

• Le développement maritime de la Bretagne constitue un enjeu essentiel pour l'attractivité de son territoire et la performance de son économie. Les ports contribuent à l'économie régionale en offrant aux territoires des capacités logistiques. Les espaces portuaires accueillent aussi des entreprises et de nombreux emplois industriels.

Ainsi, le développement des trafics portuaires constitue un objectif essentiel des contrats de concession. Les recettes portuaires permettent le financement des investissements de maintien en conditions opérationnelles, mais aussi le développement des ports, générateur de nouveaux trafics.

Dans une ambition économique, sociale et environnementale partagée impliquant l'ensemble des acteurs portuaires, les conditions d'exploitation des ports seront aussi adaptées à la stratégie portuaire régionale lors

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

du renouvellement des concessions portuaires de Brest, Lorient et Saint-Malo avant 2018.

L'approche systémique des questions portuaires développée par la Région Bretagne traduit aussi une volonté de cohérence des interventions régionales sur les différentes filières économiques et leur articulation entre les places portuaires : le commerce (regroupant le transport de marchandises et de passagers), la réparation navale, la pêche et la plaisance. C'est pourquoi la Région Bretagne a été candidate, en 2016, au transfert par les départements de 19 ports, nécessitant une nouvelle gouvernance partagée des ports bretons.

Mission 3

• La Région soutient fortement, à travers sa politique de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche, les activités académiques du *Campus mondial de la mer* qui s'inscrit dans une stratégie intégrée de développement de la Bretagne Occidentale sur le sujet. Dans la même logique de renforcement de l'ambition maritime et d'une visibilité internationale des sciences marines, et dans le prolongement du protocole d'accord relatif à la localisation du siège d'Ifremer à Brest, la Région a engagé ses crédits à hauteur de **5,3 M€**, ainsi que **6,7 M€** au titre du FEDER, permettant la réalisation de l'opération.

Mission 6

• La Région soutient la structuration de la *Ligue de Bretagne de voile* à travers une aide au fonctionnement et aux matériels. Par ailleurs, à travers ses soutiens aux organisateurs de compétitions nautiques de grade 1, 2 ou 3, la politique sportive régionale s'attache à assurer un rayonnement optimum de la voile à travers le monde. Enfin, une aide individuelle est versée aux sportifs de haut niveau en voile.

Sur l'année 2016, la politique sportive régionale a contribué à hauteur de **104 K€** au profit des acteurs sportifs de la voile bretonne.

• Soutien à de multiples courses nautiques qui, au-delà des exploits sportifs et de l'animation des territoires, contribuent à mettre en lumière la filière économique régionale de la course au large : départ de la *transat ag2r la mondiale* de Concarneau, étape de *la Solitaire* à Paimpol, prologue de *The Transat* à Saint-Malo, départ et arrivée de *la Douarnenez-Horta Solo* à Douarnenez, *Défi Azimut* à Lorient. Ces actions ont été financées pour un montant total de **196 K€**. La Région a également apporté son soutien, pour un montant de **150 K€**, à *Groupama Team France*, le défi français engagé sur la 35ème Coupe de l'America et porté par les bretons Franck Cammas et Michel Desjoyeaux.

• Aide à l'embarquement de 7 gabiers sur les étapes de l'Hermione autour des côtes de Bretagne pour un montant de **10 K€**.

• Soutien à *The Bridge à hauteur de* **50 K€**, événement visant à célébrer le centenaire de la Grande Guerre notamment par l'organisation d'une course trans-atlantique entre la France et les États-Unis d'Amérique avec le paquebot *Queen Mary II* et les bateaux de course de la classe *Ultim*.

• Accompagnement à la *Filière d'excellence de course au large Bretagne-CMB*, dispositif professionnel de détection et formation à la course au large initié et soutenu par la Région Bretagne et le Crédit Mutuel de Bretagne. A ce titre, la Région a engagé **250 K€.**

2. Inscrire les activités maritimes et côtières dans une logique de développement durable

Actions dans le cadre des investissements d'avenir :

• **60 projets** ont été labellisés pour la Bretagne dans le cadre des investissements d'avenir. Deux thématiques d'excellence ont notamment été soutenues : les sciences et technologies de la mer et les sciences et technologies de l'information et de la communication. Les établissements de la région s'impliquent par ailleurs très fortement dans le domaine des biotechnologies-bioressources et participent à plusieurs grandes initiatives en formations innovantes dont le projet « *Blue train* ».

Synthèse et faits marquants :

• L'équipement structurant *THALASSA* a été conventionné en avril 2016, pour un montant de **10 M€**.

• Le lancement du *Booster MORESPACE* en septembre 2016 à *l'Institut mines Télécom*. L'utilisation de données satellites, que ce soit pour la réalisation d'études ou de fourniture de services opérationnels, présente un potentiel de développement d'activité encore très insuffisamment exploité. *MORESPACE* vise à accélérer l'utilisation des données et techniques satellitaires dans le secteur maritime à travers le croisement des filières du numérique, du spatial et du maritime » et travaille au développement et/ou l'amélioration de nouveaux services liés aux activités maritimes (qualité de l'eau, état de mer, pêche, application liées au transport maritime, etc.).

Le *Booster MORESPACE* a pu ainsi soutenir des initiatives dans le cadre de l'appel à projets du *Programme Investissement d'Avenir « PIAVE* (Projets Industriels d'AVEnir) » avec **75% de projets** présentés et sélectionnés.

Exemples de projet retenus :

• *e-Odyn* (http://www.e-odyn.com/) pour son projet permettant de cartographier les courants marins de surface en se basant sur les données AIS des navires (applications possibles pour la pêche, l'offshore pétrolier et le transport maritime notamment) ;

• L'entreprise *OpenOcean* (http://www.openocean.fr/fr/) pour son projet de services fournissant les conditions météorologiques et océanographiques en temps réel et à haute résolution (applications potentielles pour les marchés oil&*gaz* et transport maritime).

Il faut retenir que la Bretagne est « pionnière depuis plusieurs années en matière d'usage de technologies et de données satellitaires pour le maritime » à travers différentes initiatives structurantes et soutiens annuels que sont :

- *VIGISAT*, la première station française civile de réception d'images satellite radar haute résolution (2009) et aujourd'hui première station collaborative française du satellite *COPERNICUS SENTINEL-1*,

- *NEREUS*, une politique volontariste clairement affichée dans le domaine avec une participation active au réseau des régions européennes utilisant les technologies spatiales,

- *GIS Bretel*, un groupement d'Intérêt Scientifique fédérant les laboratoires de recherche régionaux, et l'accès simplifié aux données satellites pour l'innovation,

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-283500016-20170623-17_DEXECSEM_01-DE

- *RCO Brittany*, un Bureau de Contact Régional appartenant à un réseau européen et dont la mission est de promouvoir en région les activités à base de technologies satellitaires.

Le *Booster MORESPACE* est issue d'une initiative *COSPACE* (Comité de concertation Etat Industrie dans le domaine du Spatial) qui vise à stimuler l'innovation et le développement économique à travers la fertilisation d'une thématique particulière par du numérique et du spatial. Le consortium est constitué du *Pôle Mer Bretagne Atlantique* (porteur) pour les aspects maritimes et innovation, du *GIS Bretel* pour les aspects recherches, satellite et télédétection, du *Pôle Images et Réseaux* pour les aspects numériques, inhérents au traitement, stockage et manipulation des données satellitaires et la Métrople *Frech Tech Brest* avec la *SATT Ouest Valorisation* pour leurs différentes formes de soutien à l'entreprenariat.

Mission 2

• **929 K€** ont été engagés par la Région (à hauteur de **793 K€**) et les collectivités partenaires du fonds unique régional pour le financement des projets labellisés par le *Pôle mer Bretagne Atlantique* en 2016. Ce sont ainsi plus de **10 M€** (dont **7,5 M€** pour la Région) qui ont été engagés par les collectivités pour les projets collaboratifs entre entreprises et laboratoires de recherche sur la période 2013-2016. Son extension aux Pays de la Loire en appui sur *Atlanpôle* a permis le développement de synergies, et l'évaluation nationale du Pôle menée en 2016, à mi-parcours du contrat de performance, a été positive. Globalement, le Pôle à labellisé depuis sa création **273 projets** (dont **46 projets** sur 2016) représentant un budget global de Recherche et développement de près de **831 M€**.

• Dans une véritable dynamique de reconnaissance nationale, le projet *d'Institut de transition énergétique* (ITE) *France énergies marines* (FEM) basée à Brest, s'est à nouveau vu confier un appel à projet de *l'Agence nationale de recherche* avec **8 projets** lauréats en 2016, pour lesquels la Région Bretagne s'est fortement mobilisée.

• Dans les limites fixées par la réglementation européenne en l'absence du FEAMP, l'action régionale s'est attachée à :

- maintenir le tissu productif par le soutien à la création de **3 entreprises de pêche** grâce à son propre régime cadre exempté de notification ;

- soutenir des projets permettant d'améliorer la gestion des ressources ou de valoriser les métiers et les produits ;

- animer le secteur de la pêche et de l'aquaculture, avec notamment l'organisation de groupes de travail sur la 1ère mise en marché des produits de la pêche fraîche, la tenue de réunions pour la mise en œuvre du Réseau halieutique ou la co-organisation d'une journée d'échanges sur la thématique des algues.

• Les ports occupent une place stratégique dans l'offre régionale multimodale de transports. Ils sont aussi le support d'une économie plus durable. Le projet de développement du port de Brest va permettre d'accueillir des navires d'emport supérieur par l'amélioration des conditions nautiques d'accès aux quais et de nouvelles activités industrielles dans la filière des *Energies Marines Renouvelables (*EMR) sur les terre-pleins créés avec les produits des dragages. La notification des arrêtés d'autorisation en 2015 a permis de lancer la consultation des entreprises pour des travaux engagés à l'automne 2016.

La Région impose les mêmes exigences de développement durable à ses concessionnaires sous la forme de contrôle en terme de résultats, mais aussi de performances.

Le projet de *port de Bretagne numérique* s'est concrétisé en 2016 par le développement du logiciel AP+ raccordant les 3 ports régionaux au *guichet unique national*. Sur les **43 K€** engagés sur la période 2014-2018, **22 K€** ont été réalisés en 2016.

Enfin, la Région Bretagne s'est aussi engagée dans une démarche de redynamisation des places portuaires bretonnes, qui concilie développement des activités et exemplarité sociale.

Ainsi, depuis sa signature fin 2015, la *charte de redynamisation* du port de Lorient fait l'objet d'un suivi régulier associant tous les acteurs de la place portuaire. Après Lorient, la Région a contribué à l'aboutissement des accords locaux des entreprises concernant la pénibilité sur les ports de Brest et Saint-Malo en 2016.

Le milieu aquatique portuaire est très sensible d'un point de vue environnemental. Les opérations de dragages sont, à ce titre, particulièrement délicates.

Mission 5

• A travers son soutien aux *Parcs naturels régionaux* (PNR), la Région promeut le développement d'activités littorales durables, intégrées dans l'environnement et le tissu socio-économique des territoires, notamment dans les domaines du tourisme littoral, du nautisme ou encore de l'ostréiculture.

• En matière d'énergies marines renouvelables, l'année 2016 a été marquée par le soutien régional à la 1ère hydrolienne à avoir injecté de l'électricité dans un réseau. En effet, l'hydrolienne *Sabella D10* immergée dans le Fromveur depuis fin juin 2015, entre les îles de Molène et de Ouessant, a alimenté le réseau insulaire de l'Ile d'Ouessant. La Région a accompagné la remise à l'eau de l'hydrolienne en octobre 2016 à hauteur de **852 K€** dans le cadre du programme *INTERREG « ICE - Intelligent Community Energy »*. Son relevage est prévu fin 2018. A terme, une ferme pilote de deux hydroliennes plus importantes devrait ensuite prendre le relais pour alimenter la majeure partie de l'île d'Ouessant en énergie renouvelable et ainsi réaliser la démonstration de l'efficacité d'un fonctionnement au sein d'un « *smartgrids insulaire* ». En 2016 s'est poursuivie l'étude de préfiguration d'un fonds d'intervention pour permettre le développement des énergies renouvelables et ainsi porter les projets au-delà des phases pré-industrielles.

• En tant que péninsule, l'approvisionnement en eau de qualité et en quantité suffisante s'avère indispensable pour la Bretagne. La nécessaire conciliation des usages sur le littoral est un enjeu identifié au sein des 21 *Schéma d'aménagement et de gestion des Eaux* (SAGE) bretons qui ont tous un débouché en mer. De plus, les périmètres d'actions de ces SAGE, basés sur des unités hydrographiques cohérentes, leur permettent de réfléchir à une gestion pertinente des ressources en eau, en intervenant dès l'amont pour limiter les impacts en aval (diminution des sources de pollution sur le bassin versant, ralentissement des écoulements pour limiter le risque d'inondation) ; garants d'une certaine solidarité territoriale.

La Région soutient donc, par l'intermédiaire des SAGE et de leurs structures opérationnelles, la planification et la mise en œuvre d'actions qui permettent de retrouver et préserver une eau de qualité suffisante pour répondre aux

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

besoins des activités économiques du littoral (conchyliculteurs et pêcheurs à pied).

En 2016, elle a aussi contribué à l'élaboration de 3 nouveaux SAGE, via son implication dans les *Commissions locales de l'eau* (CLE) et les avis donnés sur les projets des SAGE de la Baie de Lannion, du Léon-Trégor et de la Baie de Douarnenez.

Elle finance également de manière complémentaire, dans le cadre de l'appel à projet *Plan opérationnel d'investissement* (POI), des travaux permettant de réduire les sources de contaminations, notamment bactériologiques, susceptibles d'impacter directement la qualité des eaux littorales et les activités qui en dépendent (conchyliculture, pêche à pied, baignade), de type réhabilitation de stations d'épuration et de dispositifs d'assainissement non collectif. En 2016, le montant engagé en faveur de ces opérations a représenté 60% de l'enveloppe totale consacrée au POI, soit **2,3 M€**.

Par ailleurs, la Région s'est fortement impliquée en 2016 dans la finalisation du premier plan de lutte contre les algues vertes et la transition vers un nouveau Plan 2017 – 2021.

Elle a ainsi co-construit avec l'ensemble des partenaires régionaux et locaux et validé en fin d'année le second Plan de lutte contre les algues vertes, avec comme objectifs la diminution à la source des fuites de nitrates, la mobilisation continue de l'ensemble des acteurs et l'expérimentation de principes novateurs en termes d'objectifs, de gouvernance, et d'intégration des différentes politiques publiques, contribuant de façon générale à l'atteinte du bon état des masses d'eaux côtières.

La Région s'implique également davantage dans l'animation de ce plan, approche cohérente avec sa demande de compétence coordination et animation régionale de la politique de l'eau, mais aussi en tant qu'autorité de gestion des fonds européens dont le FEADER qui constitue un levier fort de l'accompagnement financier des actions des baies au travers des *Mesures d'Agro-Environnementales et Climatiques* et du dispositif *Breizh Bocage*.

Mission 6

• La Région a consolidé son partenariat avec *Nautisme en Bretagne* afin de soutenir la communication et la promotion des Voiliers du patrimoine ainsi que la formation des équipages dans le but de renforcer la performance économique de ce secteur d'activités. A ce titre, la Région a octroyé une aide totale de **41 K€**.

• La mobilisation populaire dans le cadre d'une souscription publique autour d'un projet est soutenue et encouragée par l'attribution de la prime *Skoaz ouzh skoaz* qui permet de majorer l'aide régionale. En 2016, le langoustier « *Cap Sizun* » a ainsi bénéficié de cette prime à hauteur de **9,6 K€**.

• En 2016, la Région a soutenu le programme d'actions de *l'association des ports de plaisance de Bretagne* (APPB) dans le cadre de ses missions de conseil technique, juridique et environnemental auprès des gestionnaires des ports de plaisance maritimes. Ces actions concernent **70 ports de plaisance** (sur les 160 ports existants sur le littoral breton et les 400 zones de mouillages collectifs). L'aide apportée par la Région (**10 K€**) représente **7 %** du budget de cette association.

Par ailleurs, investie dans la professionnalisation du secteur du tourisme nautique, la Région a soutenu en 2016 l'association *Nautisme en Bretagne*. Ses actions portent sur la promotion et la structuration de l'offre de sports nautiques et de bord de mer. Ce secteur connaît une dynamique importante, avec un chiffre d'affaires de **135 M€** (+41 % en 5 ans) et plus de 1 millions de clients (+23 % en 5 ans) et une offre nautique qui se diversifie, grâce à 1 714 offres (+46 % en 5 ans)[1] proposées par environ 612 prestataires. L'aide apportée par la Région à cette association s'élève à **250 K€** en 2016, ce qui représente environ **19 %** de son budget.

Enfin, la Région est intervenue en 2016 auprès des centres nautiques dans le cadre de sa politique en faveur de l'aménagement touristique des territoires. **2 centres nautiques** ont été créés et **2 autres** modernisés grâce à une aide régionale globale de **385K€**. Par ailleurs, l'accompagnement des hébergements marchands s'est traduite par le financement des infrastructures pour **7 campings, 2 gîtes d'étape, 21 hôtels et 3 établissements du tourisme social et solidaire**, tous situés sur le littoral, pour un montant global de **2,5 M€**.

• Afin de répondre aux exigences en matière de développement durable sur le littoral breton, et préalablement à tout investissement dans les infrastructures des établissements touristiques, la Région a soutenu la réalisation systématique des diagnostics – expertise. Ainsi, **33 diagnostics** expertise ont été réalisés en 2016 permettant aux bénéficiaires des aides de prendre en compte, parmi d'autres aspects, les conditions de respect de l'environnement.

3. Promouvoir la formation et les passerelles au profit de l'emploi maritime

Mission 2

• La convention pluriannuelle initiée avec l'association *La Touline* concourt à optimiser l'employabilité des marins, développer et entretenir à la connaissance des métiers actuels et futurs, informer et conseiller sur les parcours professionnels vers les métiers de la mer et à améliorer les actions de formation à destination des demandeurs d'emploi. Cette convention porte sur un soutien à hauteur de 75 K€ pour les 3 ans à venir. **25 K€** ont été versés en 2016

Mission 3

• Dans le cadre de son offre de formation qualifiante et adaptée aux dynamiques économiques et territoriales, le *Programme Bretagne Formation* propose des formations certifiantes dans les métiers de la construction/maintenance nautique et de la navigation pour un montant de **6,9 M€** pour la période de 2015-2017. En 2016, **426 personnes** sont ainsi entrées en formation.

En complément de cette offre, des *Actions Territoriales et Expérimentales* sont proposées : pour la découverte des métiers du maritime et également pour des formations répondant à des besoins de recrutement (préparateur

Envoyé en préfecture le 04/07/2017

Reçu en préfecture le 04/07/2017

Affiché le

ID : 035-233500016-20170623-17_DSFP_SIEGE_01-DE

voilier de course, matériaux composite). Au total, **56 places** ont été ouvertes pour un montant de **191 K€**.

• Les apprentis inscrits dans un CFA breton et suivant une formation relevant du secteur d'activité maritime et conventionnée par la Région bénéficient d'une *aide annuelle pour le transport, l'hébergement et la restauration* (aide ARGOAT) d'un montant variant de 400 € à 800 € en fonction de l'âge et du niveau de diplôme préparé. A ce titre, **85 apprentis** ont perçu cette aide pour un montant total de **48 K€**.

De plus, les apprentis qui suivent une formation de niveau 5 ou 4 relevant du secteur d'activité maritime bénéficient d'une aide au premier équipement professionnel. Un montant total d'aides de **3 K€** ont été octroyées en 2016 à **29 apprentis**.

Enfin, un montant global de **72 K€** a été versé à **49 entreprises** qui accueillent des apprentis préparant un métier en lien avec le secteur maritime.

• La Région finance également deux *Centres de Formation d'apprentis* (CFA du *Centre Européen de Formation Continue Maritime* et CFA de *l'Institut Nautique de Bretagne*) intervenant dans les domaines de la mer (gestion des entreprises maritimes, aquaculture), des activités nautiques (voile) et de la maintenance nautique. Les subventions de fonctionnement versées à ces deux CFA se sont élevées à **121 K€** en 2016 pour **74 apprentis** accueillis.

Elle a également participé au financement à hauteur de 50 % de divers matériels pour le CFA de l'INB pour un montant de **54 K€** (équipement salle informatique, acquisition de voiles).

• Les quatre *lycées professionnels maritimes* (LPM) de Bretagne (Paimpol, Le Guilvinec, Saint- Malo et Etel) scolarisent **610 élèves** qui bénéficient d'un large choix de formations, du CAP au BTS, préparant aux différents métiers de la mer : pêche, cultures marines, activités portuaires, nautisme, commerce, construction navale et mécanique marine. Lors de la session de décembre 2016 qui a adopté les évolutions de la carte des formations professionnelles initiales, le Conseil régional a d'ores et déjà donné son accord pour la création d'un *BTS Pêche et gestion de l'environnement marin* au LPM du Guilvinec dont l'ouverture interviendra à la rentrée 2017 (sous réserve de la décision du ministère).

La Région apporte à leurs élèves le même accompagnement qu'à tous les jeunes des lycées professionnels de Bretagne : le prêt des manuels scolaires et l'acquisition du premier équipement professionnel. Elle attribue, en plus, aux établissements maritimes, une dotation spécifique pour l'achat de *vêtements à flottabilité intégrée* (VFI), indispensables à la sécurité en mer, lors des séquences pédagogiques ou stages embarqués de leurs élèves.

Les lycées maritimes peuvent solliciter le dispositif Karta. Ainsi sur l'année scolaire 2015/2016, trois d'entre eux ont reçu une subvention d'un montant total de **10 K€** pour la réalisation de **10 projets éducatifs.**

Les lycées maritimes disposent d'une dotation annuelle de fonctionnement constituée d'une part « viabilisation » et d'une part « pédagogique » dont les barèmes sont améliorés par rapport aux autres lycées professionnels. Ainsi en 2016, la Région leur a attribué un crédit global de **561 K€**. Par ailleurs, elle renouvelle régulièrement leurs équipements. Le LPM de Paimpol a ainsi bénéficié en 2016 d'une subvention de **112 K€** pour la mise à jour d'un simulateur de conduite.

Enfin, ils sont inclus dans le dispositif des *équipes mobiles d'assistance technique* (EMAT) pour répondre à leurs besoins en matière de maintenance du patrimoine immobilier. Ils sont également intégrés dans le dispositif de maintenance informatique de leurs équipements numériques.

4. Maîtriser l'urbanisation, le foncier et promouvoir de nouvelles formes d'urbanisation d'architecture et de circulation sur le littoral

Mission 2

• La Région développe le domaine portuaire par l'acquisition d'emprises stratégiques sur les ports. La valorisation du domaine foncier et bâti est aussi un objectif poursuivi pour accueillir des entreprises dans les espaces industrialo-portuaires (traitement des bâtiments dégradés, résorption des friches industrielles et dépollutions). Ainsi, à Lorient, en partenariat avec l'Agglomération, une démarche a été engagée en 2016 pour favoriser l'installation d'entreprises halieutiques dans l'emprise du port de pêche de Lorient Kéroman. A ce titre, **229 K€** ont financé des acquisitions foncières.

Mission 5

• Au travers de sa politique de soutien aux *parcs naturels régionaux* (PNR), la Région soutient les démarches de maîtrise de consommation foncière et d'étalement urbain, problématique prégnante sur le littoral du Golfe du Morbihan ainsi que sur le territoire de Rance-Côtes d'Emeraude sur lequel se développe un projet de troisième Parc naturel régional breton.

Mission 6

• Des projets soutenus dans le cadre de l'appel à projets « Héritages littoraux » ont permis la réutilisation de bâtiments initialement dédiés au secteur économique maritime en limitant de fait la pression foncière près des côtes, comme la reconversion d'un ancien café-épicerie en gare alternative fluvio-maritime de l'Aulne (**35,7 K€**) ou la création d'un lieu de mémoire maritime dans l'ex-chantier naval « *Le Cœur* » à Plobannalec-Lesconil (**30,5 K€**).

• La Région a continué en 2016 à apporter son soutien financier à la réalisation des véloroutes et des voies vertes d'intérêt régional, permettant ainsi des déplacements décarbonés sur le littoral.**90 km** de véloroutes ou voies vertes littorales ont été réalisés en 2016, pour une participation régionale de **203 K€** (**20%** du coût global).

5. Améliorer la sécurité maritime (sauvegarde de la vie humaine et la gestion des risques environnementaux en zone côtière)

Mission 2

• La Région accompagne la *Société nationale de sauvetage en mer* (SNSM) afin de préserver sa disponibilité opérationnelle. En 2016, la Région à renouvelé la convention avec la SNSM, couvrant la période 2016-2018, pour un montant de **500 K€**. En 2016, **265 K€** ont été engagés pour le renouvellement des embarcations.

• La Région contribue à la lutte contre les pollutions maritimes par le biais d'une convention avec le syndicat

Envoyé en préfecture le 04/07/2017

Reçu en préfecture le 04/07/2017

Affiché le

ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

mixte *Vigipol* pour un montant de **25 K€**. Cette convention prévoit notamment l'extension des plans *infrapolmar* à l'ensemble de la Bretagne. De plus, la Région verse une cotisation annuelle de **30 K€** au titre des missions générales de Vigipol. Elle participe également à l'amélioration des conditions de travail par le biais d'une convention passée avec *l'Institut maritime de prévention* pour un montant de **100 K€**.

Mission 5

• Face à l'élévation du niveau de la mer, l'adaptation des littoraux est une nécessité prise en compte dans le *Schéma régional climat, air, énergie* (SRCAE). Son orientation n°29 permet de mobiliser les acteurs dans les territoires qui seront amenés à élaborer des actions spécifiques pour leurs littoraux, en prenant en compte au plus fin les caractéristiques géomorphologiques et humaines. C'est la raison pour laquelle la Région a mobilisé les *Plans climat, air, énergie territoire* (PCAET) afin que ceux-ci engagent des actions d'adaptation coordonnées. De même, la Région continue à travailler avec le *Parc naturel régional du Golfe du Morbihan* pour valoriser l'outil méthodologique *CACTUS* de définition d'actions d'adaptation. Enfin, la Région a soutenu le festival « *Si la mer monte…* » à l'Ile-Tudy qui aborde les conséquences de l'élévation du niveau de la mer et leurs prises en compte par les populations.

La Région Bretagne est concernée par trois *Territoires à risque d'inondations* (TRI) : Quimper-littoral sud Finistère, Saint-Malo - Baie du Mont-Saint-Michel et Vilaine de Rennes à Redon.
Plus globalement, dans plusieurs SAGE, le risque de submersion marine, en lien avec le risque d'inondation, est identifié comme prioritaire et fait l'objet de préconisations spécifiques visant à prévenir les risques vis à vis des populations et des biens. C'est le cas par exemple des SAGE Sud-Cornouaille, Elle-Isole-Laïta, Odet, Aulne, Elorn, Dol-de-Bretagne, Vilaine.
La Région accompagne alors ces SAGE dans la mise en œuvre d'actions préventives de lutte contre les submersions marines et les inondations sur différents volets : amélioration de la connaissance et de la conscience du risque, surveillance et prévision des crues et inondations, gestion de crise, prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme, ralentissement des écoulements d'amont en aval.

6. Garantir la préservation et la valorisation du patrimoine naturel et culturel maritime

Mission 2

• En qualité de maître d'ouvrage des travaux maritimes, la Région est garante de la préservation du milieu naturel. Les travaux réalisés en 2016 dans l'avant-port de Saint-Malo ont ainsi fait l'objet d'un suivi rigoureux de l'environnement marin en amont et en aval des travaux.

En application de la *charte des dragages* un audit environnemental a été réalisé sur chacune des places portuaires, à l'échelle de leur bassin versant, permettant d'identifier les sources de dégradation de la qualité des eaux et donc des sédiments des fonds marins. Après Saint-Malo et Lorient en 2014, l'étude s'est achevée en 2016 pour le port de Brest.

Dans le même objectif, la Région a fortement encouragé ses concessionnaires à adopter la certification environnementale *ISO 14001*. La Région les accompagne aussi dans la mise en œuvre des plans de réception et de traitement des déchets d'exploitation et des résidus de cargaison des navires. Les *plans de gestion des déchets* sont adoptés en Conseil portuaire.

• Le dragage des ports est indispensable pour développer les capacités d'accueil des navires, ou pour lutter contre l'ensablement de la rade comme à Lorient. Ces opérations, réalisées en maîtrise d'ouvrage régionale, présentent une très forte sensibilité. En 2016, la Région a ainsi financé des opérations de dragage dans le port de Lorient pour un montant de **997 K€** (entretien permettant de maintenir les capacités d'accueil du port) et de l'avant-port de Saint-Malo pour un montant de **3,8 M€**.

La mise en œuvre de la *charte des dragages des ports bretons*, réalisée à l'initiative de la Région et adoptée par les maîtres d'ouvrage portuaires en 2011, se poursuit. Un groupe de travail « dragages » a été constitué en 2016 au sein de la *Conférence régionale mer et littoral* réunissant professionnels portuaires, usagers et associations environnementales, avec pour objectif de proposer un cadre stabilisé pour la réalisation des futures opérations de dragage en Bretagne.

Dans la rade de Lorient, la Région, l'Agglomération, la *Direction de la Construction Navale Système-service* (DCNS) et la *Compagnie des Ports du Morbihan* ont décidé d'établir conjointement un *Plan de Gestion Opérationnel des Dragages* (PGOD) élaboré en 2016. Prévu sur 10 ans, le PGOD vise, dans une logique de simplification, à faciliter l'obtention des autorisations administratives délivrées par l'Etat et à réduire les délais d'instruction des demandes d'autorisation.

Mission 5

• Au-delà de sa politique d'accompagnement des PNR, qui portent également sur des actions littorales ou maritimes (opérateur *Natura 2000*, contribution au *Schéma de mise en valeur de la mer* pour le PNR du Golfe du Morbihan), la Région soutient également, à hauteur de **113 K€** pour l'année 2016, l'action de gestionnaires de réserves naturelles régionales sur le littoral.

Différents *Contrats nature* soutiennent des territoires côtiers ou insulaires dans leurs modalités de gestion des espaces naturels, pour lesquels La Région a engagé un montant total de **102 K€.**

La Région poursuit également son accompagnement des démarches *Grands sites* (Pointe du raz, Grâves-Quiberon et Erquy-Fréhel), notamment pour soutenir des actions de préservation ou de restauration écologique de ces sites emblématiques du patrimoine naturel et paysager breton. A ce titre, la Région s'est engagée à hauteur de **114 K€**.

Enfin, la Région poursuit son soutien au *Conservatoire du littoral, à hauteur de* **205 K€**, dans ses missions d'acquisition et de gestion des sites littoraux, ainsi que son implication au *Conseil de rivages Bretagne-Pays de la Loire* que son représentant préside.

• La Région travaille au déploiement d'actions en faveur de l'économie circulaire et d'un usage durable des ressources. Différentes réflexions et actions concernent le littoral et la mer, notamment sous l'angle de la prévention et de la gestion des déchets issus des activités maritimes.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170628-17_DELIB_SEC1A_01-DE

Mission 6

• Dans le cadre de sa politique culturelle, la Région a soutenu plusieurs manifestations qui visent à préserver et à promouvoir le patrimoine immatériel lié à l'univers maritime :
les Fêtes maritimes de Douarnenez : **175 K€** engagés par la Région. Elle était présente sur les quais de Douarnenez et a proposé au public une exposition photographique présentant son action en faveur du patrimoine maritime.

- *le Festival du chant de marin* : **30 K€** engagés en 2016 pour une édition qui aura lieu en 2017 ;
- *les Bordées de Cancale* pour un montant de **9 K€ ;**

- le *Festival Livre et Mer à Concarneau* (29) financé à hauteur de **14 k€.**

• La Région a également accordé une aide de **21 K€** pour le tournage du documentaire de frédérique Chignac « Brest, des bateaux et des hommes » évoquant les chantiers de réparation navale à Brest.

• En juillet 2016, la Région a participé à hauteur de **310 K€** à la septième édition des *fêtes maritimes internationales*, organisées tous les 4 ans à Brest. Cette manifestation, qui a comptabilisé 712 000 visiteurs et a accueilli 9 000 marins sur 1 050 bateaux, s'attache à promouvoir le patrimoine maritime matériel et immatériel et à mettre en avant les savoir-faire maritimes traditionnels ou plus contemporains de l'ensemble des acteurs concernés.

• Pour la dernière année de sa mise en œuvre, l'appel à projets « *Héritages littoraux* », lancé par la Région en 2014, a permis de soutenir **16 projets**, pour un montant total de **690 K€**, concernant la conservation et la valorisation de bâtiments liés à la vie et à l'économie maritime ou du littoral. Par exemple, les projets de restauration et valorisation des anciennes conserveries *Le Gall* à Loctudy ou la mise en valeur du port d'intérêt patrimonial de *Gwin Zegal - Port Moguer* à Plouha. Au titre de l'innovation, **3 projets** ont bénéficié de l'aide régionale (pour un montant de **17 K€**) dont l'expérience de tourisme responsable au cœur de la destination Saint-Malo – Baie du Mont Saint-Michel « Faire revivre les passeurs de la Rance et de la Côte d'Émeraude » menée par l'association *Cœur Émeraude* située à Léhon.

13 voiliers du patrimoine breton ont bénéficié de l'aide régionale pour des travaux de restauration, pour un montant total de **179 K€**, favorisant le double objectif de restauration du patrimoine navigant et celui du soutien aux chantiers navals.

Le dispositif en faveur des travaux et investissement en lien avec un projet de valorisation a permis d'apporter une aide d'un montant global de **109 K€** à des édifices liés au secteur maritime comme *le Fort du Petit Bé* à Saint-Malo ou *le pont de Saint-Cado* à Belz.

Au titre du *Fonds Régional d'acquisition pour les musées* (FRAM), une aide régionale de **6 K€** a été apportée pour l'acquisition par le Musée de la Compagnie des Indes d'une huile sur toile « *Marine, échanges commerciaux sur les rives du Levant* » par Reinier Nooms dit Zeeman.

La Région a également *soutenu l'Association pour le Développement et la Recherche en Archéologie MARitime* (ADRAMAR) pour ses actions concernant la découverte de l'immersion virtuelle (au cœur du Fetlar), et a reconduit son aide aux projets *ArchéoMer* et *Atlas archéologique, pour un montant total de* **90 K€**.

• L'année 2016 a vu la continuité de plusieurs projets :

- *Parc Rance côtes d'Émeraude* (avec un développement sur le patrimoine en lien avec les activités de pêche sur la Rance),

- la thématique du patrimoine navigant a été mise en avant par la création d'une base de données intégrant les bateaux classés, labellisés « *bateaux d'intérêt patrimonial* » et ceux proposant des sorties en mer dans le cadre de la démarche touristique « Voiliers de Bretagne ». Ces données sont accessibles sur le site *Patrimoine.bzh*.

- La Région s'est investie dans une nouvelle thématique liée à l'opportunité du transfert des ports à la collectivité régionale : la modernisation des infrastructures du port de Concarneau a été l'occasion de réaliser une enquête et une couverture photographique d'un ascenseur à bateaux dont le nombre d'exemplaires se réduit en raison de mise aux normes et d'adaptation nécessaire à des contraintes économiques.

Les Appels à projets en lien avec la mer sont en cours de réalisation (*Parc naturel régional du Golfe du Morbihan*) ou de finalisation (Pays de Morlaix, fours à goémons) et d'autres ont été validés en 2016 : les moulins à marée portés par *l'Ecole Nationale d'Architecture de Bretagne* (ENSAB), où des passerelles avec le sujet des énergies marines renouvelables pourraient être faits, ou encore *la Fédération régionale pour la culture et le patrimoine maritimes* (FRCPM) qui en prenant appui sur le parcours de l'Aulne (29) aura pour but d'établir un lien entre patrimoine maritime et fluvial. Le patrimoine des fortifications bénéficie aussi d'un Appel à projets avec l'association *1846*.

2016 a vu le début de l'Inventaire des patrimoines issus des activités littorales sur le secteur du *Parc régional du Golfe du Morbihan* (AAP *héritages littoraux 2015*) : activités créant des marqueurs identitaires dans le paysage.

La participation du service de l'Inventaire à *l'Observatoire photographique du paysage* dans le cadre du « projet port de Brest » ancre l'approche paysagère dans la démarche patrimoniale de la Région pour la compréhension de l'environnement maritime des usagers bretons.

Que la valorisation soit portée par le service de l'Inventaire, ou par les partenaires dans le cadre des APP, toutes ces démarches participent à la valorisation des patrimoines de Bretagne grâce à des opérations de communications via différents média, les Journées européennes du Patrimoine, les applications et sites de la Région.

• En 2016, la Région a participé au fonctionnement du syndicat mixte du Mont Saint-Michel, pour le rétablissement du caractère maritime du Mont, pour un montant de **600 K€.**

7. Affirmer la Bretagne en tant que grande région maritime européenne et ouverte aux Pays en développement

Mission 2

• La Région a assuré, une partie de l'année, l'animation du groupe pêche de *Régions de France* dans le cadre de l'élaboration, en collaboration avec la *Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture* (DPMA), du *Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche* (FEAMP). La Région a signé en juin 2016 la convention avec l'Etat lui conférant le statut d'organisme intermédiaire et lui permettant la gestion déléguée d'une partie de ce fonds. Les travaux sur

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEP_SEANCE_01-DE

les *Cadres méthodologiques nationaux* (CMN) qui définissent les critères d'éligibilité et de sélection des dossiers pour l'obtention du FEAMP se sont poursuivis. De même, la Région a assuré, en partenariat avec les concédants portuaires bretons, l'élaboration du *Plan régional d'organisation et d'équipement des ports de pêche* (PROEPP) définissant les types d'investissements qui bénéficieront du FEAMP.

• La stratégie portuaire adoptée en 2010 considère les ports comme de véritables outils logistiques dans la dimension européenne de l'activité maritime et au service du développement économique régional.

La Région a poursuivi son engagement dans le projet de coopération transnationale de l'espace Atlantique CFA-EFFIPLAT afin de former un réseau transnational permettant le développement du corridor ferroviaire atlantique de marchandises. A ce titre, un projet *d'autoroute de la mer* reliant le port de Brest à l'Angleterre et au Portugal a été déposé par le concessionnaire, en 2015, auprès des instances européennes.

Mission 6

• Dans le cadre de la programmation *INTERREG IV Espace Atlantique*, la Région a continué en 2016 la mobilisation des partenaires européens autour du projet de cluster nautique *CAPITEN* (Cluster Atlantique Pour l'Innovation Technologique et Économique dans la filière du nautisme). **19 partenaires**, répartis sur **5 pays** de la zone *Espace Atlantique* et sur **14 régions littorales**, se sont réunis le 20 octobre 2016 à Paris afin de présenter les axes opérationnels du projet, les pilotes pour chaque thématique ainsi que la gouvernance envisagée pour ce projet.

Le projet a été retenu en première phase de sélection et le dossier définitif a été déposé le 19 décembre 2016 auprès du *Secrétariat technique de l'INTERREG Espace Atlantique*. La commission de sélection finale se prononcera début mai 2017.

Europe

• Les programmes européens 2014-2020 dont la Région assure aujourd'hui la gestion contribuent à soutenir de très nombreux projets au service du développement maritime de la Bretagne. Ainsi, au 31 décembre 2016, ce sont plus de **12 M€ de FEDER** qui sont mobilisés, soit le quart des financements FEDER programmés. Les **22 projets** concernés relèvent tous à ce jour du secteur de la recherche et de l'innovation, que ce soit en matière de développement des énergies marines, de détection des pollutions, de l'analyse des écosystèmes marins, de l'observation des océans ou côtière.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

BILAN SOCIAL

2016

BILAÑS SOKIAL

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

INTRODUCTION

Le Bilan Social demeure un document de référence qui participe au dialogue social puisqu'il présente de manière précise un certain nombre de données et d'indicateurs. Présenté tous les ans, il s'inscrit en parfaite complémentarité avec le rapport annuel sur l'état de la collectivité qui est, lui, exigé règlementairement tous les deux ans. Ces deux documents sont présentés en Comité technique.

Le Bilan Social permet d'illustrer les caractéristiques et évolutions sociales de notre collectivité à travers la présentation d'indicateurs et d'analyses comparatives. Il valorise la politique de ressources humaines en matière d'effectifs, de rémunération et carrière, de formation, d'environnement de travail, d'action sociale, de communication interne ou encore de relations sociales et de responsabilité sociale de l'employeur.

Le Bilan Social est intégré au rapport d'activité et de développement durable au même titre que le rapport d'analyse par programme, le bilan des émissions de gaz à effet de serre ainsi que le rapport égalité femmes-hommes.

Cette année, le travail d'harmonisation des tableaux et graphiques présentés se poursuit afin de permettre une meilleure lisibilité des données. Dans la majeure partie des cas, les données sont sexuées dès qu'il est pertinent de le faire, reprenant ainsi les indicateurs qui étaient auparavant développés dans les rapports de situation comparée, conformément aux engagements pris dans le cadre du label égalité.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

SOMMAIRE

1. EFFECTIF 230
Effectif global 230
1.1.1 Structure de l'effectif 230
1.1.2 Effectif par structure 231
1.1.3 Répartition géographique des effectifs 232
Effectif permanent 233
1.2.1 Analyse de l'effectif permanent et rémunéré 233
1.2.2 Temps de travail 238
1.2.3 Pyramides des âges des agent-e-s permanent-e-s 244
1.2.4 Mouvements de personnel 246
Effectif non recensé au 1.2 248
1.3.1 Analyse de l'effectif 248
1.3.2 Les personnels temporaires 248
1.3.3 Les apprentis et les emplois d'avenir 251
1.3.4 Les collaborateurs des groupes politiques 253
Les stagiaires 253
2. RÉMUNÉRATION 255
Dépenses de personnel 255
Rémunérations 256
2.2.1 Rémunérations brutes mensuelles du personnel permanent 256
2.2.2 Rémunérations nettes mensuelles du personnel permanent 257
2.2.3 Evolution par statut du salaire net médian 257
2.2.4 Représentation graphique des rémunérations nettes 258
2.2.5 Distribution des rémunérations nettes mensuelles par catégories et par sexe 261
Avancements 261
2.3.1 Avancements d'échelon 261
2.3.2 Avancements de grade 262
2.3.3 Promotion interne 263
3. FORMATION 264
Le budget 264
Formation par catégorie, par organisme et par type 264
Formation par domaine 265
Exercice du droit individuel à la formation 265
Formation par sexe 266
4. ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL 267
Travailleurs handicapés 267

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

4.1.1 Obligation d'emploi (OE) 267
4.1.2 Caractéristiques des bénéficiaires de l'obligation d'emploi 268
Santé au travail 270
4.2.1 Médecine professionnelle et préventive 270
4.2.2 Absences au travail 270
Hygiène et sécurité 274
4.3.1 Formations à la sécurité 274
4.3.2 Amélioration des conditions de travail 276
Frais de déplacements 277
5. ACTION SOCIALE 278
Barème social unique 278
Aide unique à la restauration 278
Chèques Vacances 278
Tableau récapitulatif de l'action sociale 279
6. COMMUNICATION INTERNE 280
Kelenn 280
Panoramiques 281
Autres moyens de communication 281
6.3.1 Autres Publications et campagnes de communication 281
6.3.2 Manifestations 282
6.3.3 Programme de soutien aux projets humanitaires 282
6.3.4 PLINDER (Plan interne de déplacement régional) 282
7. RELATIONS SOCIALES ET RESPONSABILITÉ SOCIALE DE L'EMPLOYEUR 283
Instances paritaires 283
7.1.1 Comités techniques et Comités d'hygiène et de sécurité 283
7.1.2 Commissions administratives paritaires 286
7.1.3 Conseils de discipline..... 286
7.1.4 Commissions d'actions sociales (CAS) 286
7.1.5 Commission de cotation et de fléchage (CCF) des postes 287
7.1.6 Réunions techniques 287
7.1.7 Réunions « Agenda Social » 287
7.1.8 Démarche d'amélioration des conditions de travail 288
7.1.9 Synthèse du dialogue social 288
Exercice du droit syndical 288
7.2.1 Droit syndical 288
7.2.2 Droit de grève 289

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

1. EFFECTIF

1.1 Effectif global

1.1.1 Structure de l'effectif

➢ Au 31 décembre 2016, **3962 agent-e-s** sont présent-e-s dans l'effectif

Statut	Femmes	Hommes	2016
Emplois fonctionnels de direction		4	4
Fonctionnaires territoriaux titulaires et stagiaires	1771	1373	3144
Fonctionnaires en détachement à la région	72	102	174
Agents contractuels a durée indéterminée ou déterminée	52	40	92
Effectif permanent :	**1895**	**1519**	**3414**
Collaborateurs de cabinet	5	5	10
Collaborateurs de groupes politiques	8	7	15
Agents mis à disposition de la Région	6	7	13
Effectif employé de manière permanente et mis à disposition :	**1914**	**1538**	**3452**
Apprentis	11	22	33
Emplois d'avenir	3	5	8
Agents contractuels remplaçants, occasionnels, vacataires	313	156	469
Effectif global :	**2241**	**1721**	**3962**

L'effectif global au 31 décembre 2016 est en hausse de 2.5 % par rapport à l'année précédente. Les principales variations observées sont une augmentation du nombre de :

- fonctionnaires (+49)
- contractuels permanents (+11)
- collaborateurs de groupe (+12)
- contractuels remplaçants, occasionnels ou vacataires (+47)

Ces augmentations sont dues, entre autre, aux recrutements ;

- des agents sur les postes liés au transfert des Fonds Européens,
- des agents sur les postes de maintenance informatique dans les EPLE
- des collaborateurs de groupes, suite à la mise en place de la nouvelle assemblée,

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

1.1.2 Effectif par structure

Cet effectif recense les agents-e-s employé-e-s de **manière permanente et les agents-es mis-e-s à disposition**, notamment dans le cadre de transferts de compétence et de conventions. Les agents-e-s temporaires, apprenti-e-s et emplois d'avenir ne sont pas recensés dans cet effectif.

L'effectif par structure augmente de 2,2 %. Les effectifs augmentent essentiellement dans les services (+ 6,8 %), ils restent stables dans les EPLE.

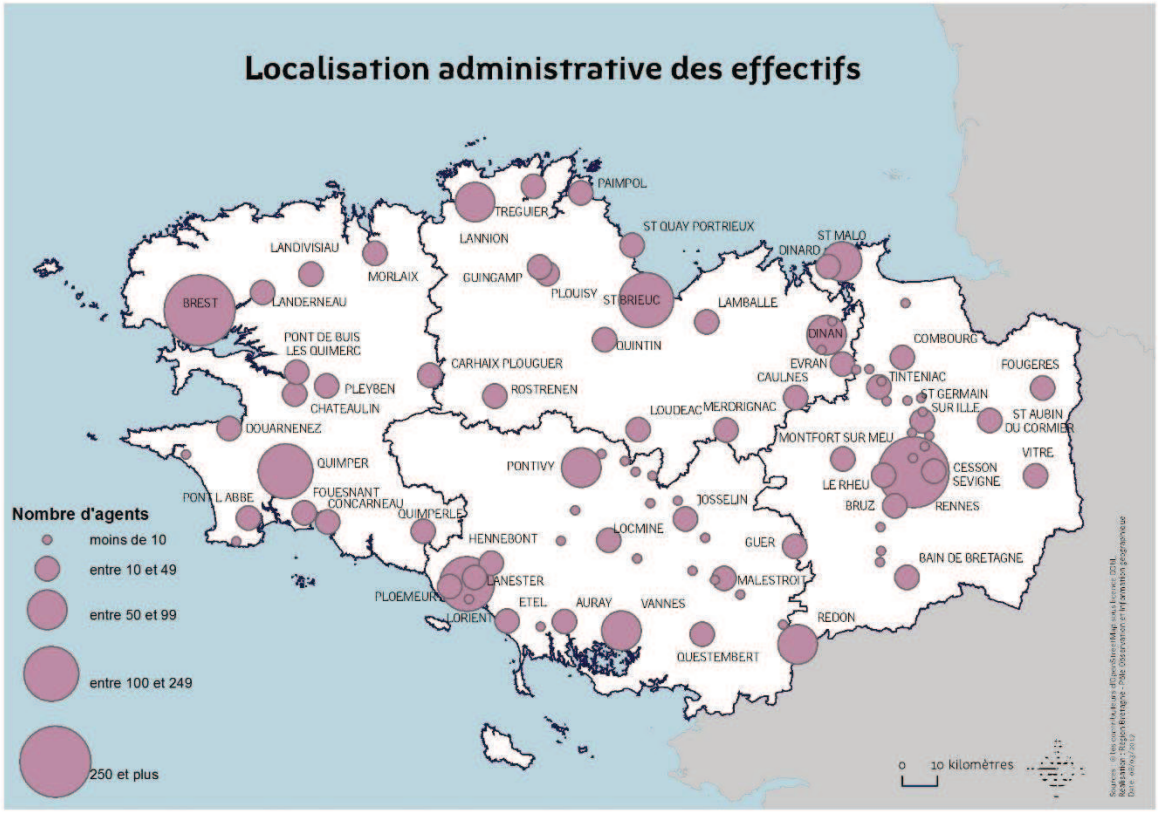
Structures	Femmes	Hommes	2016
Présidence du Conseil Régional	8	6	14
Direction générale des services	10	10	20
Direction de la relation aux citoyens (DIRCI)	42	11	53
Direction des ressources humaines (DRH)	79	12	91
Direction de l'immobilier et de la logistique (DIL)	58	143	201
Direction des affaires juridiques et de la commande publique (DAJCP)	15	1	16
Direction des finances et de l'évaluation (DFE)	33	7	40
Direction des systèmes d'information (DSI)	14	32	46
Direction des affaires européennes et internationales (DAEI)	28	8	36
Direction de d'éducation, des langues de Bretagne et du sport (DELS)	35	17	52
Direction de l'égalité et de la formation tout au long de la vie (DEFTLV)	79	28	107
Direction de l'économie (DIRECO)	53	13	66
Direction de la mer, du développement maritime et du littoral (DIMER)	12	7	19
Direction de l'aménagement et de l'égalité (DIRAM)	26	13	39
Direction des transports terrestres et des mobilités (DITMO)	8	8	16
Direction des ports, aéroports et du fret (DPAF)	26	49	75
Direction du Tourisme, du Patrimoine et des voies navigables (DTPVN)	71	128	199
Direction du climat, de l'environnement, de l'eau et de la biodiversité (DCEEB)	29	11	40
Direction de la culture et des pratiques culturelles (DC)	13	7	20
Direction de l'Audit (DA)	8	4	12
Conseil économique social et environnemental régional (CESER)	14	2	16
Groupes politiques	8	7	15
Mis à disposition à l'extérieur du Conseil régional	2	5	7
SERVICES	**671**	**529**	**1200**
Lycées éducation nationale	1143	930	2073
Lycées agricoles	85	60	145
Lycées maritimes	15	19	34
ENSEIGNEMENT	**1243**	**1009**	**2252**
TOTAL	**1914**	**1538**	**3452**

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

1.1.3 Répartition géographique des effectifs

➢ Les agent-e-s de la Région sont plus nombreux-ses en Ille-et-Vilaine, avec notamment **1229 agent-e-s** à Rennes, dont **879** au siège des services

Affectations	Services		EPLE		TOTAL
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
Ille et Vilaine	612	365	400	302	1679
Finistère	19	47	363	290	719
Morbihan	28	86	239	201	554
Côtes d'Armor	8	30	241	216	495
Paris - Maison de la Bretagne	3	1			4
Nantes	1				1
TOTAL	**671**	**529**	**1243**	**1009**	**3452**



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

1.2 Effectif permanent

L'effectif du personnel permanent représenté ci-dessous ne comprend pas les collaborateurs de Cabinet ni le personnel affecté aux groupes politiques. Ceux-ci sont comptabilisés au **chapitre 1.3** ainsi que les personnels non permanents recrutés temporairement pour effectuer des remplacements, les saisonniers, les apprentis et les emplois d'avenir.

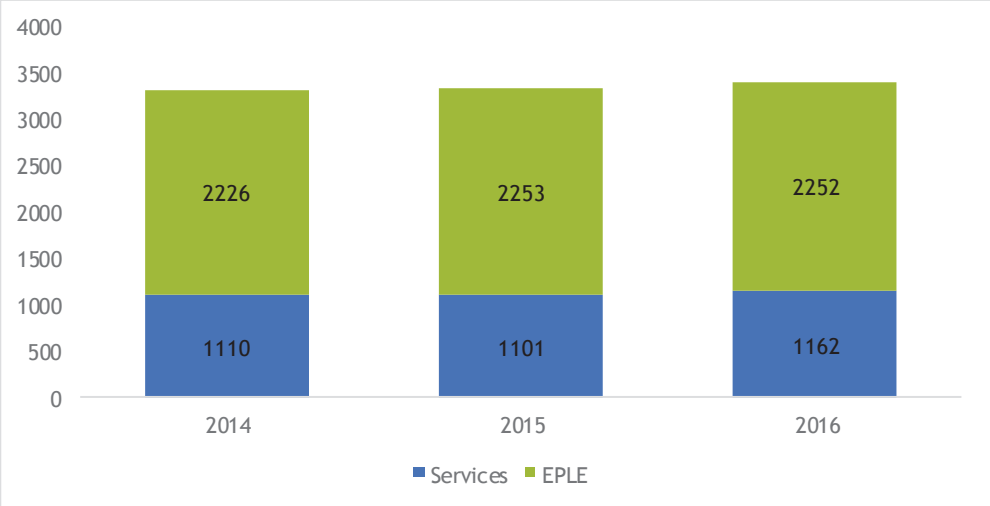
- L'effectif du personnel permanent est de **3414 agent-e-s**

Statut	Femmes	Hommes	Total
Fonctionnaires territoriaux titulaires et stagiaires	1760	1361	3121
Fonctionnaires en détachement à la région	83	114	197
Agents contractuels à durée indéterminée ou déterminée	52	40	92
Emplois fonctionnels de direction		4	4
TOTAL	**1895**	**1519**	**3414**

Au 31 décembre 2016, le nombre de fonctionnaires augmente de 49 agent-e-s et le nombre d'agents contractuels augmente de 11 agents. Le nombre de fonctionnaires en détachement diminue de 2 agents.

1.2.1 Analyse de l'effectif permanent et rémunéré

- Evolution de l'effectif permanent depuis 2014



En 2016, l'effectif permanent rémunéré augmente de 1,8 %. La part de l'effectif permanent rémunéré reste stable dans les EPLE. L'augmentation du nombre d'agents permanents concerne les services, essentiellement sur des missions en lien avec la gestion des fonds européens ou encore la maintenance informatique.

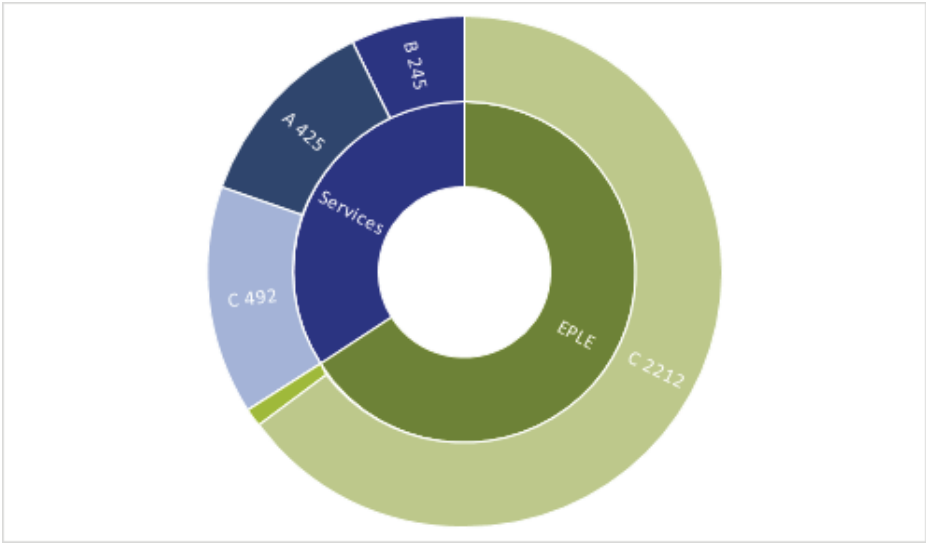
Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

➢ Evolution de l'effectif permanent par catégorie

		2014	2015	2016	Evolution 2014/2016
Catégorie A		380	391	425	+11,84%
	Femmes	214	217	240	12%
	Hommes	166	174	185	+11,45%
Catégorie B		251	257	285	+13,55%
	Femmes	161	164	175	+8,70%
	Hommes	90	93	110	+22,22%
Catégorie C		2705	2706	2704	-0,04%
	Femmes	1482	1497	1480	-0,13%
	Hommes	1223	1209	1224	+0,08%
TOTAL		**3336**	**3354**	**3414**	**+2,34%**

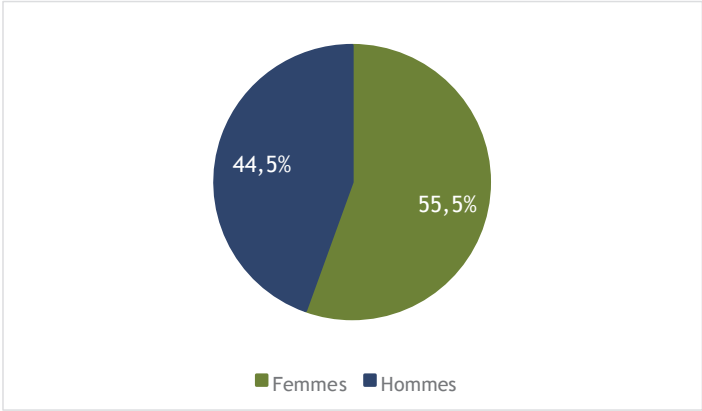
En 2016, la répartition des effectifs par catégorie reste stable. On note la prépondérance des agent-e-s de catégorie C : 79%.

➢ Répartition des agent-e-s permanent-e-s par catégorie



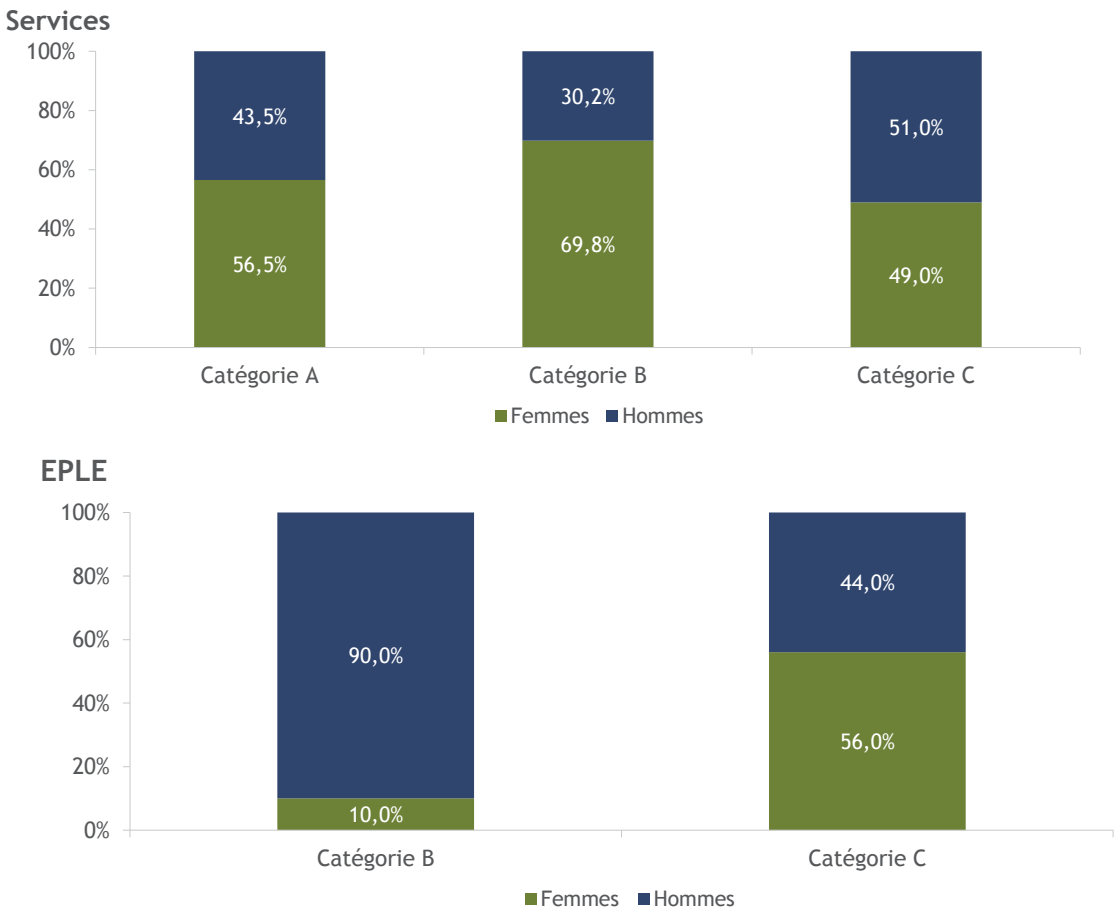
➢ Répartition des agent-e-s par sexe

55,5% de femmes, 44,5 % d'hommes : la proportion femmes-hommes est stable depuis 2007. Pour mémoire, la Région comptait 69% de femmes en 2006 avant les différents transferts.



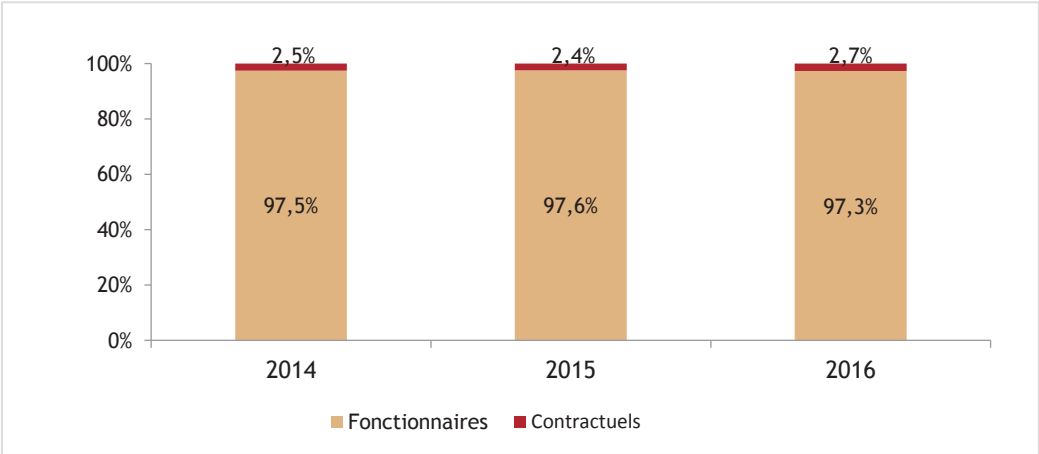
Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

➢ Répartition des agent-e-s par catégorie et par sexe



Au 31 décembre 2016, l'effectif des agent-e-s permanent-e-s compte 1895 femmes et 1519 hommes.

➢ Evolution de l'effectif par statut



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

➢ Fonctionnaires par situation statuaire : **3321**

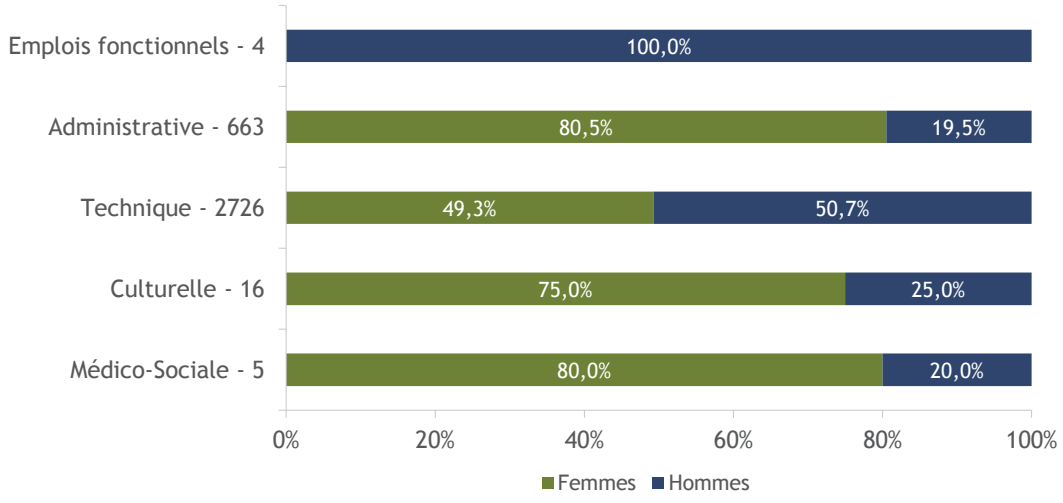
	Femmes	Hommes	2016
Titulaires FP territoriale	1712	1306	**3018**
Stagiaires FP territoriale	48	56	**104**
Détachés originaires de la FP territoriale	11	12	**23**
Détachés originaires de la FP hospitalière	3	2	**5**
Détachés originaires de la FP d'État SLD *	50	56	**106**
Détachés originaires de la FP d'État	19	46	**65**
TOTAL	**1843**	**1478**	**3321**

**Le détachement sans limitation de durée (SLD) concerne les seuls fonctionnaires arrivés par transfert de compétence, qui n'ont pas demandé leur intégration dans la fonction publique territoriale.*

➢ Contractuels par nature de contrat : **93**

	Femmes	Hommes	2016
CDI après 6 ans	24	23	47
CDI transférés par l'État	3	2	5
CDI suite reprise association			0
CDI venant d'une autre collectivité			0
TOTAL Contrat à durée indéterminée	**27**	**25**	**52**
CDD art. 47 – Emploi fonctionnel		1	1
CDD 3 ans renouvelable	19	13	32
CDD travailleurs handicapés (1 an)	6	2	8
TOTAL Contrat à durée déterminée	**25**	**16**	**41**
TOTAL	**52**	**41**	**93**

➢ Répartition des agent-e-s permanent-e-s par sexe dans les filières



La filière technique reste majoritaire : **80% des effectifs** de la collectivité (en grande partie dans les lycées). Sans changement depuis 2011, elle compte 91% des hommes et 71% des femmes.

La filière administrative vient en second avec **19% des effectifs**. Elle compte 80% de femmes. Dans cette filière, 28.2 % des femmes et 8.5% des hommes sont représentés.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

➢ Répartition des effectifs par filières, cadres d'emplois et grades

Grade		Titulaires	F	H	Contractuels	F	H	Total
Emplois fonctionnel de direction		3	0	3	1	0	1	4
Emplois de direction	Directeur général des services	1		1	0			1
	Directeur général adjoint des services	2		2	1		1	3
Filière administrative		612	501	111	51	33	18	663
Administrateurs	Administrateur hors cl.	2	1	1	4	2	2	6
	Administrateur	8	3	5	1	1		9
Attachés	Directeur	33	18	15	6	4	2	39
	Attaché principal	43	23	20	9	4	5	52
	Attaché	143	106	37	29	20	9	172
Rédacteurs	Rédacteur principal 1ère classe	42	40	2	0			42
	Rédacteur principal 2ème classe	47	42	5	0			47
	Rédacteur	73	67	6	1	1		74
Adjoints administratifs	Adjoint administratif principal 1ère cl.	42	38	4	0			42
	Adjoint administratif principal 2ème cl.	89	80	9	0			89
	Adjoint administratif 1ère cl.	21	19	2	1	1		22
	Adjoint administratif 2ème cl.	69	64	5	0			69
Filière technique		2688	1328	1360	38	17	21	2726
Ingénieurs en chef	Ingénieur en chef hors classe	4	1	3	0			4
	Ingénieur en chef	9	2	7	1	1		10
Ingénieurs	Ingénieur principal	35	13	22	3		3	38
	Ingénieur	60	23	37	14	5	9	74
Techniciens	Technicien principal 1ère classe	25	4	21	0			25
	Technicien principal 2ème classe	30	10	20	0			30
	Technicien	56	6	50	7	2	5	63
Agents de maîtrise	Agent de maîtrise principal	30	2	28	0			30
	Agent de maîtrise	74	14	60	0			74
Adjoints techniques	Adjoint technique principal 1ère cl.	23		23	0			23
	Adjoint technique principal 2ème cl.	73	15	58	0			73
	Adjoint technique 1ère cl.	31	6	25	1		1	32
	Adjoint technique 2ème cl.	38	2	36	0			38
Adjoints techniques des établissements d'enseignement	Adjoint technique principal 1ère cl. EE	265	30	235	0			265
	Adjoint technique principal 2ème cl. EE	380	103	277	0			380
	Adjoint technique 1ère cl. EE	901	622	279	1		1	902
	Adjoint technique 2ème cl. EE	654	475	179	9	9		663
	Contractuels AGEMA	0			2		2	2

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Grade		Titulaires	F	H	Contractuels	F	H	Total
Filière culturelle		15	11	4	1	1	0	16
Conservateurs du patrimoine	Conservateur en chef	4	2	2	0			4
	Conservateur	1	1		0			1
Attachés de conservation	Attaché de conservation	6	5	1	0			6
Bibliothécaires	Bibliothécaire	3	3		0			3
Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation principal 1ère cl.	1		1	0			1
	Assistant de conservation principal 2è cl.	0			0			0
	Assistant de conservation	0			0			0
	Agent contractuel de l'inventaire	0			1	1		1
Filière sanitaire et sociale		2	2	0	0	0	0	2
Assistants socio-éducatifs	Assistant socio-éducatif principal	2	2		0			2
	Assistant socio-éducatif	0			0			0
Filière médico-sociale		1	1	0	2	1	1	3
Médecins territoriaux	Médecin hors classe	1	1		1	1		2
	Médecin de 1ère classe	0			1		1	1
TOTAL GENERAL		3321	1843	1478	93	52	41	3414

1.2.2 Temps de travail

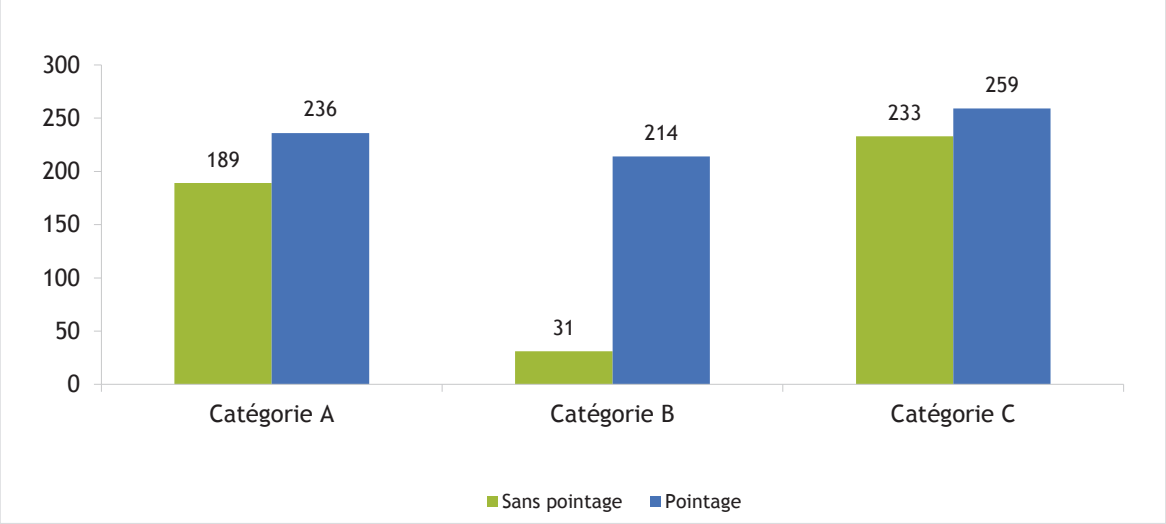
Les paragraphes 1.2.2.1 et 1.2.2.2 concernent les personnels des services. Les personnels des établissements d'enseignement ont conservé les dispositifs antérieurement appliqués dans leurs ministères.

1.2.2.1 Horaires variables

Le régime des horaires variables s'applique aux agents permanents et non permanents de la Région quelle que soit leur quotité de travail.

- Effectif des agent-e-s qui badgent et qui ne badgent pas

Chaque agent-e badge à l'exception des titulaires du "pack encadrement" dont la liste est fixée par arrêté du Président, des agent-e-s d'entretien et éclusier-ères des voies navigables, des agent-e-s des EMAT, des personnels des groupes d'élus.



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

1.2.2.2 Gestion des horaires : récupérations

Dans le cadre de la gestion individuelle des horaires variables, les agent-e-s des services qui badgent peuvent récupérer au maximum l'équivalent d'une demi-journée par mois. En outre, à titre exceptionnel, des heures supplémentaires réalisées dans le cadre des nécessités du service, à la demande expresse et dûment motivée de la hiérarchie peuvent faire l'objet de récupérations horaires.

- Agent-e-s ayant récupéré des heures variables

	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	**Total**
Janvier	55	81	91	**227**
Février	82	90	112	**284**
Mars	84	108	125	**317**
Avril	84	99	111	**294**
Mai	92	107	112	**311**
Juin	92	96	129	**317**
Juillet	85	93	101	**279**
Août	56	74	94	**224**
Septembre	71	89	105	**265**
Octobre	90	103	122	**315**
Novembre	69	94	116	**279**
Décembre	96	107	139	**342**
Moyenne	**80**	**95**	**113**	**288**
% par catégorie	**18,82%**	**38,78%**	**22,97%**	**24,78%**
Population	425	245	492	**1162**

- Nombre d'heures récupérées (+11,5%)

	Horaires Variables (1)			**H. Supplémentaires (2)**		
	Femmes	Hommes	Total (1)	Femmes	Hommes	Total (2)
Catégorie A	2 340,0	1 388,4	3 728,4	603,9	539,9	1 143,8
Catégorie B	3 412,5	1 037,4	4 449,9	208,4	432,9	641,3
Catégorie C	4 178,5	1 103,7	5 282,2	37,6	196,7	234,3
Apprentis, EA	50,3	19,5	69,8	23,4	74,1	97,5
TOTAL	**9 981,3**	**3 549,0**	**13 530,3**	**873,3**	**1 243,6**	**2 116,9**

(1) dans la limite de 3 h 54 par mois.

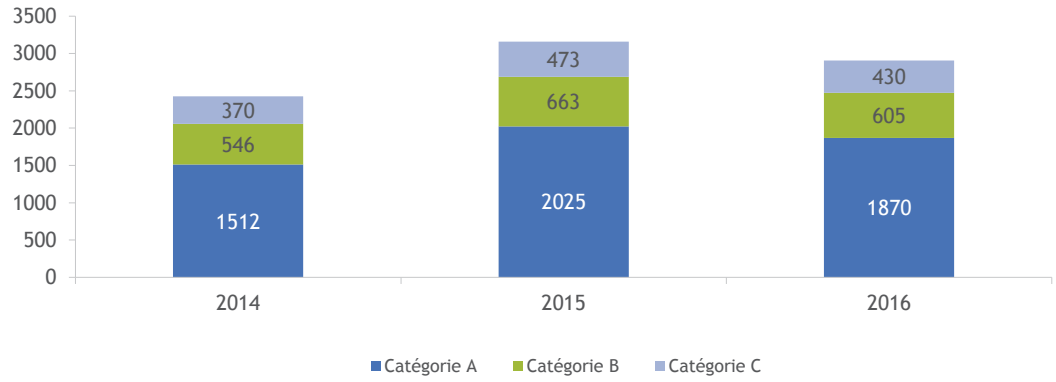
(2) chaque heure supplémentaire récupérée est le résultat d'un calcul, pour que la compensation horaire soit équivalente à celle des heures supplémentaires payées. Exemple pour la tranche des 14 premières heures : 1 h normale = 1.25 heure récupérée, 1 h de nuit = 2.5 heures récupérées. Le nombre d'heures récupérées est donc bien supérieur au nombre d'heures réalisées.

Le nombre d'heures récupérées augmente de 11.5 %. Les récupérations des heures supplémentaires augmentent de plus de 17 % et celles des horaires variables de près de 10 %. 617 agent-e-s ont récupéré, en moyenne, 24 heures (la moyenne de 2015 était de 24 h pour 593 agent-e-s), 28 heures pour les heures supplémentaires et 22 pour les horaires variables.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

1.2.2.3 Gestion des horaires : heures écrêtées

➢ Evolution du nombre d'heures écrêtées par catégorie (en jours)



➢ Répartition par direction et catégorie (en jours)

	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Total
Présidence CR	26			26
DGS	51	4		55
DIRCI	113	44	32	189
DRH	147	107	57	311
DIL	227	89	239	555
DAJCP	54	13		67
DFE	34	10	1	45
DSI	19	66	2	87
DAEI	130	12		142
DELS	39	63	29	131
DEFTLV	169	47	33	249
DIRECO	141	47	4	192
DIMER	81	7	4	92
DIRAM	76	6	1	83
DITMO	94			94
DPAF	92	10	11	113
DTPVN	34	65	6	105
DCEEB	233	13	10	256
DC	6	2		8
DA	33			33
CESER	71		1	72
TOTAL	**1870**	**605**	**430**	**2905**

Après une augmentation du nombre d'heures écrêtées en 2015 celui-ci diminue en 2016 de 8 %.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

1.2.2.4 Compte épargne-temps (CET)

Depuis 2005, les fonctionnaires et les agent-e-s non titulaires des services peuvent ouvrir un compte épargne - temps. Les règles de fonctionnement ont été modifiées par la Région le 1er novembre 2010 suite à l'assouplissement des dispositifs réglementaires.

L'épargne est limitée à 60 jours. Les 20 premiers jours épargnés sont nécessairement pris sous forme de congés. Entre 21 et 60 jours épargnés, la monétisation est également possible, ainsi que la conversion en points de retraite additionnelle (RAFP).

Nombre de CET	Ouverts avant 2016		Ouverts en 2016		Comptes Épargne-Temps ouverts	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A	193	156	19	7	212	163
Catégorie B	116	46	7	7	123	53
Catégorie C	137	153	16	12	153	165
TOTAL	**446**	**355**	**42**	**26**	**488**	**381**

Nombre de jours accumulés	Épargnés avant 2016			Epargnés en 2016		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Catégorie A	2877	2794	5671	691	740	1431
Catégorie B	1483	608	2091	306	236	542
Catégorie C	1612	2329	3941	248	548	796
TOTAL	**5972**	**5731**	**11703**	**1245**	**1524**	**2769**

Nombre de jours consommés en 2016	Jours de congés			Jours rémunérés		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Catégorie A	136	49	185	279	336	615
Catégorie B	58	67	125	87	130	217
Catégorie C	87	117	204	29	196	225
TOTAL	**281**	**233**	**514**	**395**	**662**	**1057**

En 2016, 2769 jours de CET ont été épargnés. En moyenne, les agent-e-s à temps plein ont épargné 2,5 jours contre 1,8 jours pour les agent-e-s à temps partiel. En moyenne, les agents qui badgent ont épargné deux fois moins de CET que ceux qui ne badgent pas. Au titre de l'année 2015 (rémunération effectuée en 2016), l'indemnisation a concerné 103 agent-e-s, dont 65 de catégorie A, pour un montant total de 108 860 €. En moyenne, 10,26 jours ont été indemnisés. Aucune inscription n'a été réalisée au titre de la retraite additionnelle.

1.2.2.5 Droit aux congés bonifiés

Le droit aux congés bonifiés s'exerce tous les 3 ans. L'octroi de ce congé s'accompagne d'une bonification maximale de 30 jours de congés annuels permettant aux agent-e-s concerné-e-s de se rendre dans le département ou territoire d'outre-mer dont ils sont originaires.
En 2016, 8 agent-e-s en ont bénéficié (7 en 2015, 13 en 2014, 9 en 2013).

1.2.2.6 Congés parentaux

Le congé parental est accordé de droit, à l'agent, après un congé pour maternité (ou après la naissance, pour le père), un congé d'adoption, ou lors de l'arrivée au foyer d'un enfant n'ayant pas atteint l'âge de la fin d'obligation scolaire, adopté ou confié en vue de son adoption. En 2016, 11 femmes et 1 homme ont bénéficié de ce droit, pour 2134 jours. Pour 7 femmes, le congé parental a succédé au congé de maternité, pour les 4 autres, il s'agit de renouvellement.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

1.2.2.7 Congés de maternité-adoption

Au cours de l'année 2016, 38 femmes ont été en congé de maternité, 26 dans les services et 12 dans les EPLE, pour 3870 jours, soit une moyenne par agente d'un peu plus de 3 mois. En 2016, une apprentie a bénéficié d'un congé de maternité.

1.2.2.8 Congés de paternité

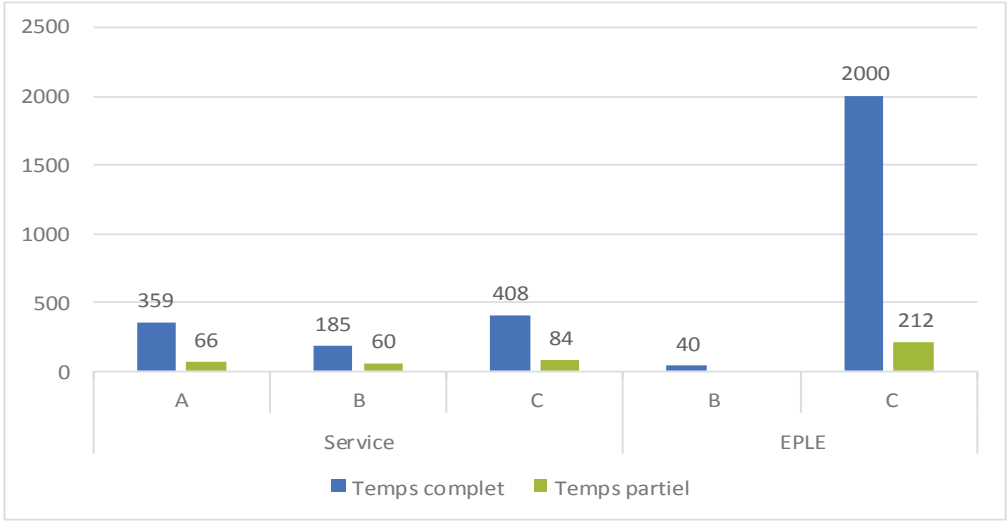
Le congé paternité est à prendre dans les 4 mois qui suivent la naissance ou l'adoption d'un enfant. Il est de 11 jours consécutifs et de 18 jours pour la naissance ou l'adoption de jumeaux ou de triplé. En 2016, 27 agents ont bénéficié du congé de paternité, 17 dans les services et 10 dans les EPLE, pour 280 jours.

1.2.2.9 Temps partiel par catégorie et quotité

En 2016, **87%** des agent-e-s à temps partiel sont des femmes. L'agent qui choisit un temps partiel est ainsi en majorité une femme occupant un emploi de catégorie C à raison d'une absence hebdomadaire d'une journée.

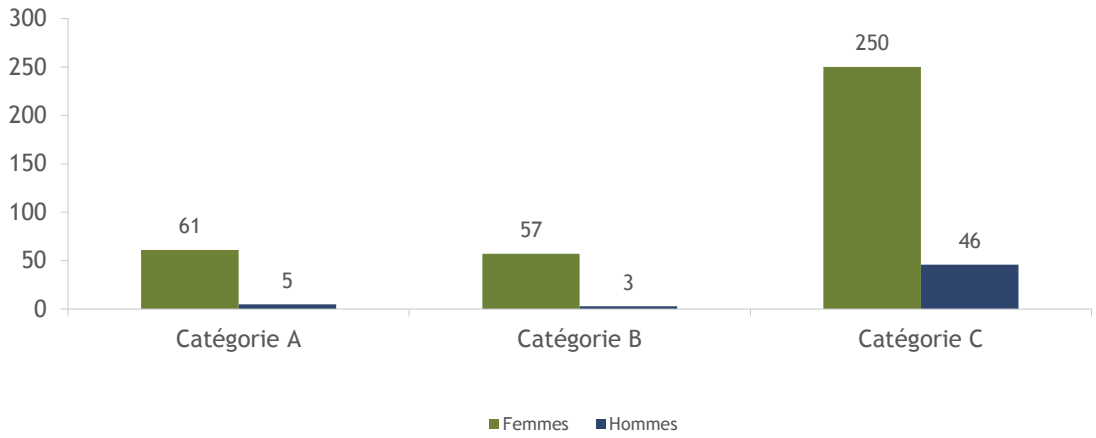
	Sexe	90,00%	80,00%	70,00%	60,00%	50,00%	Total
Catégorie A	Femmes	22	34	2	2	1	61
	Hommes	1	4				5
Catégorie B	Femmes	21	32	2	1	1	57
	Hommes		3				3
Catégorie C	Femmes	29	207	1	2	11	250
	Hommes	8	33	1	1	3	46
Sous-total	Femmes	72	273	5	5	13	368
	Hommes	9	40	1	1	3	54
TOTAL		**81**	**313**	**6**	**6**	**16**	**422**

- Temps de travail par catégorie



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

➢ Temps partiels par sexe et catégorie

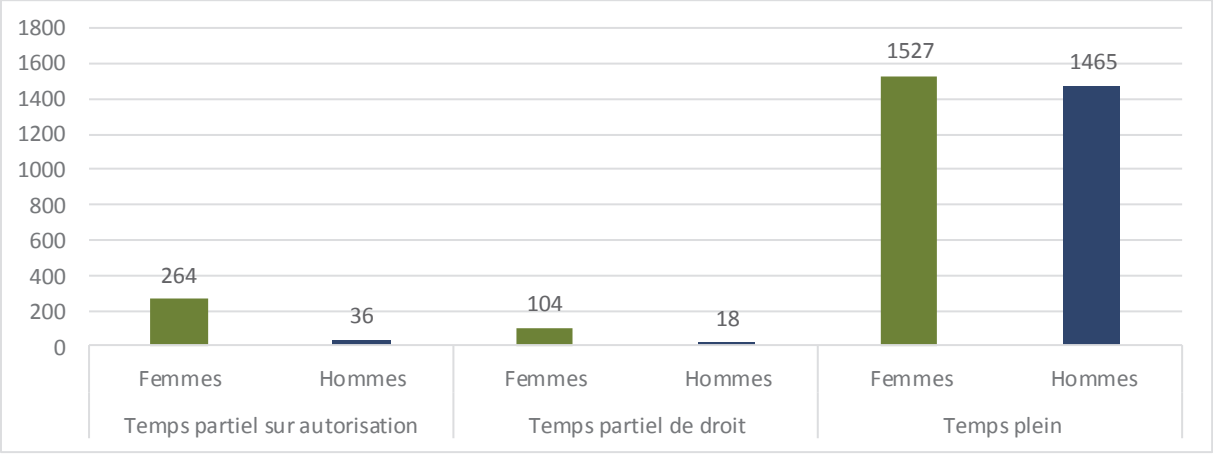


➢ Pourcentage d'agents à temps partiels depuis 2014

Depuis 2014, avec 12 % d'agents la part des temps partiels reste stable

2014	12%
2015	12%
2016	12%

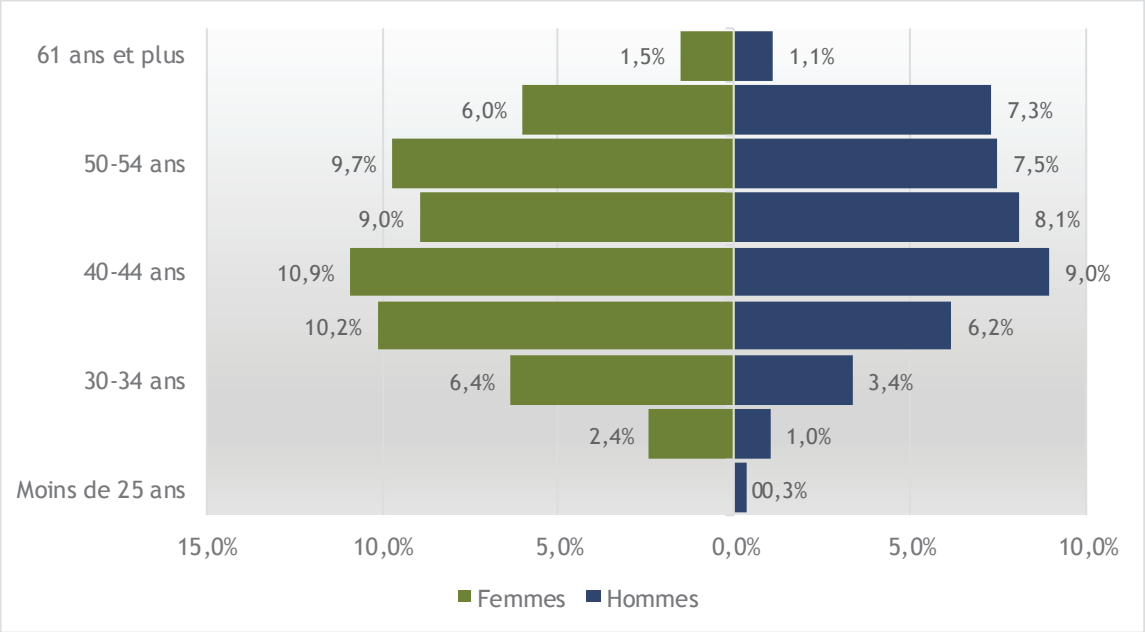
➢ Répartition par type de temps de travail et par sexe



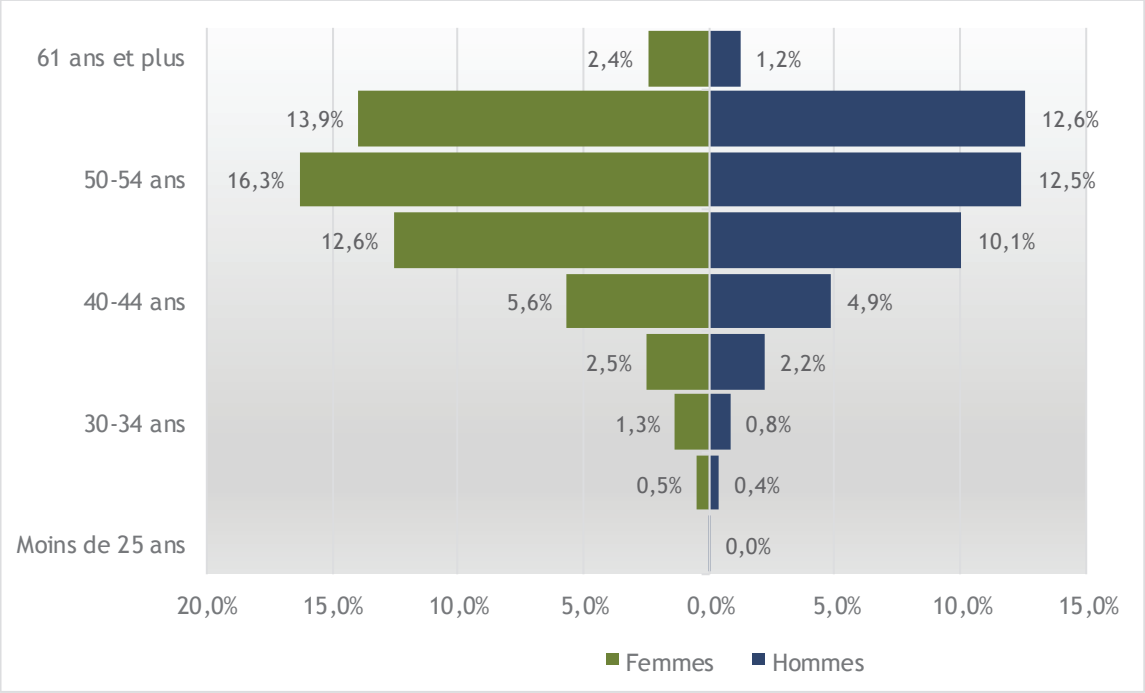
Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

1.2.3 Pyramides des âges des agent-e-s permanent-e-s

➢ Dans les Services par sexe



➢ Dans les EPLE par sexe



Les pyramides des âges confirment le vieillissement continu des effectifs, plus particulièrement dans les EPLE.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

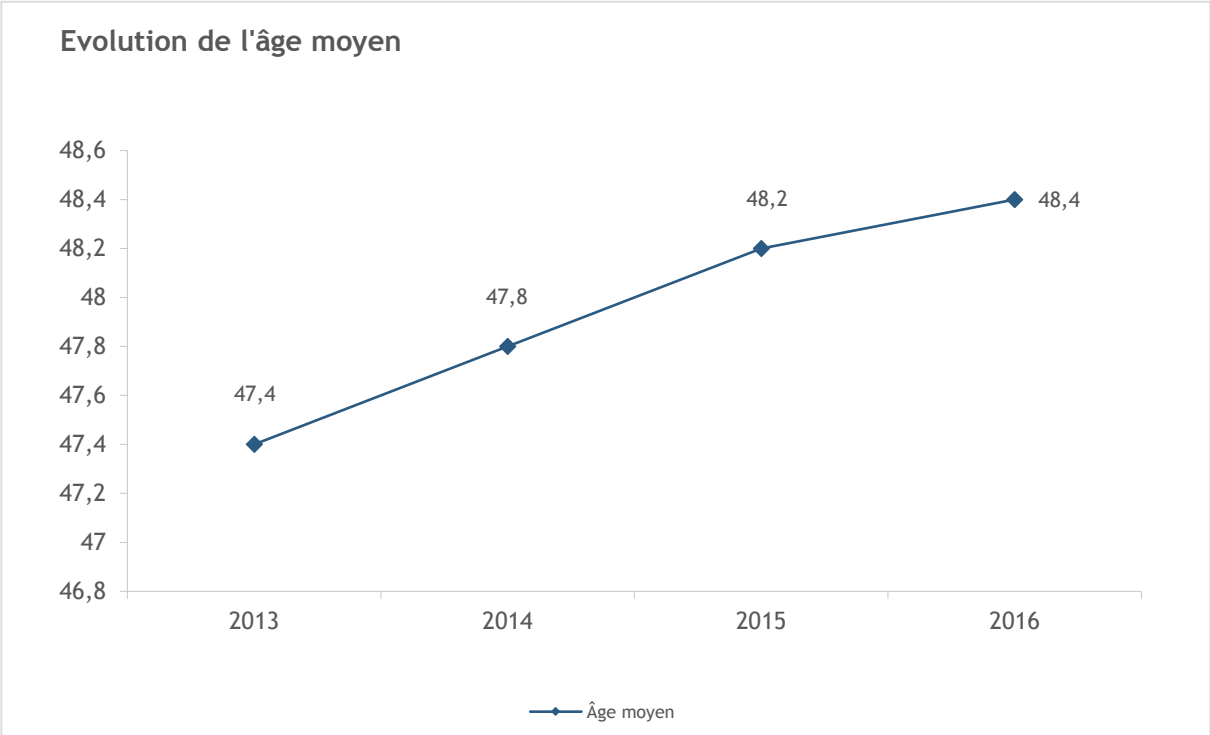
➢ Âge moyen et âge médian par statut et évolution de l'âge moyen

Statut		Âge moyen	Âge médian
Titulaires		48,5	50
	Femmes	48,3	49
	Hommes	48,8	50
Contractuels		45,2	46
	Femmes	44,1	45,5
	Hommes	46,5	48
TOTAL		**48,4**	**50**
	Femmes	48,1	49
	Hommes	48,7	50

En 2016, **la moyenne d'âge** est de **48 ans et 5 mois**. Les agents contractuels sont globalement un peu plus jeunes que les titulaires, leur moyenne d'âge est en baisse par rapport à 2015, elle est de 45 ans et 2 mois contre 48 ans et 6 mois.

Dans les services, les femmes (44 ans et 1 mois) sont plus jeunes que les hommes (45 ans et 9 mois). Dans les lycées, la moyenne d'âge est sensiblement la même pour les hommes (50 ans et 2 mois) et les femmes (50 ans et 3 mois) mais la situation s'est inversée cette année avec des femmes plus âgées que les hommes.

L'âge médian augmente d'un an par rapport à 2015. Il est de 45 ans pour les agent-e-s du siège et reste à 51 ans pour les agents-es des lycées. Jusqu'en 2015 la moyenne d'âge augmentait de 4 mois par an, cette augmentation semble se stabiliser cette année avec une augmentation de 2 mois.



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

1.2.4 Mouvements de personnel

Ces tableaux indiquent l'ensemble des mouvements externes des personnels permanents à l'exclusion des collaborateurs de cabinet, collaborateurs de groupes d'élus, personnels temporaires et apprentis.

- Départs par motif : 135

Les départs en retraite représentent 65% des départs (62 % en 2015, 56% en 2014). Ils correspondent à 1,64 % des effectifs des services (2,36% en 2015) et 3,06% de ceux des EPLE (2,57% en 2015).

	Femmes	Hommes	Total
Retraite	47	41	88
Départ en disponibilité	10	7	17
Mutation	3	5	8
Départ en détachement	4	3	7
Décès	4	2	6
Démission, Radiation, Licenciement …	2	3	5
Départ en congé parental	2		2
Réintégration administration d'origine	1	1	2
TOTAL	**73**	**62**	**135**

- Arrivées par motif : 195

Les fonctionnaires représentent 86% des arrivées, les contractuels représentent 14% des arrivées. Parmi les agents recrutés par voie contractuelle 3 % des arrivées correspondent à des agent·e·s recruté·e·s au titre d'une Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé.

	Femmes	Hommes	Total
Recrutement direct	27	40	67
Mutation	19	22	41
Détachement FPE, FPH, autres collectivi	17	16	33
Non titulaires	10	9	19
Concours	5	5	10
Nomination sur emploi réservé		7	7
Recrutement de travailleurs handicapés	4	2	6
Réintégration suite congé parental	4		4
Réintégration suite disponibilité	1	3	4
Droit d'option	2		2
CDI venant d'une autre collectivité	1		1
Réintégration suite détachement		1	1
TOTAL	**90**	**105**	**195**

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- Evolution du taux de départs

	2014	2015	2016
Femmes	1,71%	2,03%	1,65%
Hommes	2,40%	2,00%	1,40%
TOTAL	**4,11%**	**4,03%**	**3,06%**

Le taux de départs correspond au pourcentage d'agents permanents ayant quitté la collectivité au regard des effectifs au 31 décembre.

- Evolution du taux d'arrivées

	2014	2015	2016
Femmes	1,35%	2,65%	2,04%
Hommes	1,59%	1,91%	2,38%
TOTAL	**2,94%**	**4,56%**	**4,42%**

Le taux d'arrivés correspond au pourcentage d'agents permanents ayant intégré la collectivité au regard des effectifs au 31 décembre.

- Mobilité interne dans les services

	Mutations internes
2014	54%
2015	60%
2016	43%

La mobilité interne est en diminution en 2016, passant de 60% à 43%. Cette baisse s'explique d'une part, par un accroissement des effectifs avec un nombre croissant de postes publiés (augmentation de 15% des diffusions de postes par rapport à 2015) offrant plus de possibilités aux agents de la collectivité qui souhaitent changer de poste. D'autre part, plusieurs recrutements ont été réalisés dans des domaines à spécialité comme l'informatique, la maintenance, l'audit ou dans le domaine des voies navigables (agent-e d'entretien/maçon-ne, agent-e d'entretien/électricien-ne, génie civil...), postes pour lesquels les candidats internes détenant les compétences sont peu nombreux. Ainsi, 33 % des postes publiés n'ont pas enclenché de candidature interne, c'est notamment le cas pour les métiers d'agent-e de maintenance spécialisé-e ou de chef-fe de projet. Enfin, le taux de mobilité interne ne tient pas compte du recrutement de plusieurs agents de la collectivité (6), à l'issue de leur contrat emploi d'avenir, qui sont considérés comme des "externes".

- Mobilité interne dans les EPLE

	Mutations internes
2014	43,00%
2015	45,00%
2016	43,31%

Le pourcentage de mobilité interne dans les services diminue de 17 % et de près de 2 % dans les EPLE. 36 agents-es temporaires en 2015, non comptabilisés dans ce pourcentage, ont été intégrés en 2016, dans les EPLE sur des postes du Service Général et sur certains postes à spécialité.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

1.3 Effectif non recensé au 1.2

1.3.1 Analyse de l'effectif

➢ L'effectif non recensé au 1.2 au 31 décembre 2016

	Effectif	Femmes	Hommes
Agent-e-s contractuel-le-s en contrat à durée déterminée assurant le remplacement d'agent-es indisponibles	228	155	73
Agent-e-s contractuel-le-s en contrat à durée déterminée en raison de la vacance temporaire d'emploi	198	130	68
Agent-e-s contractuel-le-s en contrat à durée déterminée recrutés pour un faire face à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité	39	26	13
Vacataires	4	2	2
Apprenti-e-s	33	11	22
Emplois d'avenir	8	3	5
Collaborateurs-trices de Cabinet	10	5	5
Collaborateurs-trices des groupes politiques	15	8	7
Mis-es à disposition de la Région	13	6	7
TOTAL	**548**	**346**	**202**

1.3.2 Les personnels temporaires

➢ Remplacements dans les services

Afin de ne pas précariser des agent-e-s contractuel·le·s sur des missions renouvelées indéfiniment, la durée des engagements a été encadrée.

- La durée des remplacements est limitée à 12 mois. Au-delà de 12 mois, une autre personne assure le remplacement. Des dérogations sont possibles pour des cas spécifiques, jusqu'à 24 mois, notamment pour les remplacements d'absences longues ne pouvant faire appel à l'équipe de remplacement. Une équipe pluri-volante de six adjoints administratifs titulaires a été constituée début 2006 pour faire face aux remplacements de longue durée (congé parental, longue maladie, maladie de longue durée, complément de temps partiel).

- Une mission de renfort est limitée à 12 mois.

En outre, tous les deux ans, les agents-es temporaires peuvent participer à une campagne de sélection afin de se positionner pour un recrutement en catégorie C sans concours sur des postes vacants ou une entrée dans l'équipe pluri-volante.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Au 31 décembre 2016, les services de la Région employaient 77 personnes en contrat temporaire à durée déterminée :

Motif du remplacement	Femmes	Hommes	Total
Congé Parental	1	1	2
Congé de Formation	1	-	1
Compensation de temps partiel	5	-	5
Maternité	1	4	5
Maladie	8	5	13
Disponibilité	1	-	1
Vacance d'emploi	23	4	27
Besoins exceptionnels - Renforts	14	9	23
TOTAL	**54**	**23**	**77**

Au cours de l'année 2016, 101 agent-e-s contractuel-le-s ont réalisé 114 missions de remplacement (en 2015 : 121 missions), durée moyenne des missions : 5 mois et demi.

Les remplacements exprimés en jours sont en hausse de 28 %.

	Nombre de jours	Evolution année n/année n-1
2014	20262	+6,22%
2015	17943	-11,45%
2016	22935	+27,82%

➢ Remplacements des personnels des services par motifs

En 2016, les motifs de recours aux **agent-e-s temporaires** (hors saisonniers des voies navigables) ont été dans l'ordre : remplacement de personnel indisponible (9260 jours), vacance d'emplois (7082 jours), renfort (6065 jours) et besoin saisonnier (528 jours), pour un coût total de **1 979 589 euros** (1 651 160 euros en 2015). Le nombre de jours pour vacance d'emploi a augmenté de 48 %, pour renfort de 35 % et celui des remplacements et besoins saisonniers a augmenté de 13 %.

- 147 saisonniers ont assuré la continuité du service des écluses sur les canaux bretons durant la saison 2016 avec la réalisation de 65 186 heures (60 401 en 2015) pour un coût de **1 018 559** euros (895 714 en 2015).

- 54 vacataires ont été rétribués - Coût : **45 173** euros, en baisse par rapport à 2014 -37%)

7 en charge des formations à l'Europe - coût 4 823 euros
39 au titre des comités de lecture relevant de l'action culturelle - coût : 18 533 euros
4 au titre de la communication et l'évènementiel - coût : 20 114 euros.
4 à titres divers – coût : 1 703 euros.

Au total, la masse salariale du personnel temporaire est en augmentation de 16,2 % :
Après une année de diminution de la masse salariale du personnel temporaire celle-ci retrouve un niveau identique à 2014 avec **3 043 321 euros en 2016** (2 618 864 euros en 2015, 3 122 104 euros en 2014).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- Remplacements des personnels des établissements d'enseignement

Au cours de l'année 2016, **714 agent-e-s contractuel-le-s** (en 2015 : 725) ont effectué des remplacements dans les établissements d'enseignement. 67% d'entre eux, ont assuré le remplacement de personnel indisponible*, les autres ont pourvu momentanément les postes vacants dans l'attente d'un recrutement.

La durée moyenne d'emploi par agent a été de 7 mois sur l'année.

	ETP Mensuel payé **		En Personnes physiques***
	Femmes	Hommes	
Janvier	279,45	140,95	480
Février	263,92	135,4	522
Mars	308,33	149,23	531
Avril	264,23	135,06	493
Mai	327,53	157,12	527
Juin	333,39	155,58	551
Juillet	128,44	62,75	487
Août		0,5	7
septembre	269,86	124,56	454
Octobre	322,27	141,25	517
Novembre	295,58	139,1	501
Décembre	325,86	146,57	552
TOTAL	**3118,86**	**1488,07**	

* remplacement d'agent-e-s indisponibles pour raisons de santé, maternité, temps partiel, …
** Equivalent temps plein payé = Nb d'heures rémunérées du mois / 151.67
***Personnes physiques rémunérées au moins 1 jour dans le mois

La masse salariale des agents-e-s non titulaires remplaçants affectés dans les EPLE représente un montant de 11 944 706 euros contre 11 503 638 euros en 2015, soit une augmentation de 3.83 %.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

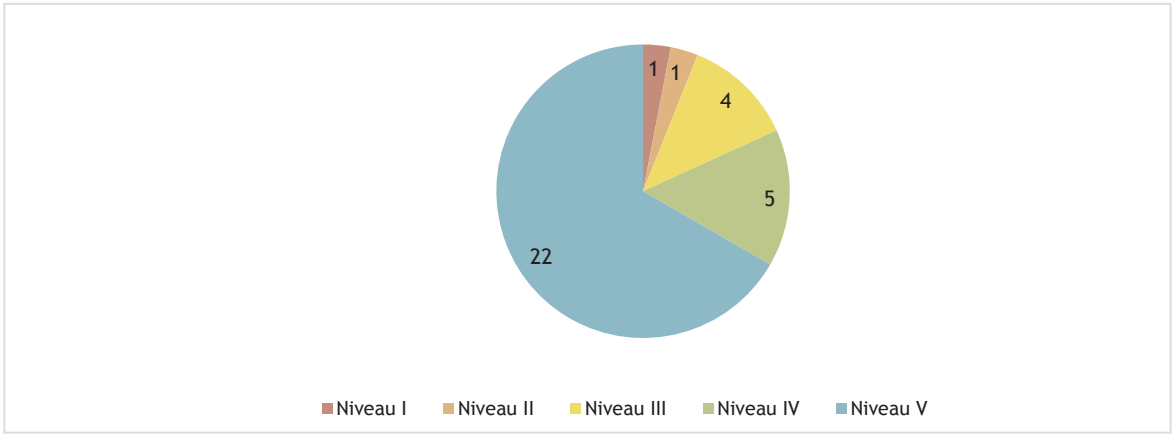
1.3.3 Les apprentis et les emplois d'avenir

Au 31 décembre 2016, la Région employait 33 apprenti·e·s et 8 emplois d'avenir. Au cours de l'année 2016, 62 apprenti·e·s ont été accueilli·e·s pour une masse salariale de 407 837 euros.

➢ Les apprenti·e·s

Direction	Diplôme préparé	Femmes	Hommes	Total
DRH	Licence Pro "Santé, Sécurité, Environnement"		1	1
DIL	Bac Pro "Froid"		1	1
	CAP "Installateur sanitaire"		1	1
DSI	Bac Pro "Systèmes Electroniques Numériques "	1	1	2
	Bac Pro "Systèmes Electroniques Numériques option Télécoms Réseaux "		1	1
	BTS "Services informatiques"		1	1
	BTS "Systèmes Informatiques aux Organisations"	1		1
	Ingénieur des "Techniques de l'industrie, réseaux et télécom		1	1
DEFTLV	BTS "Assistant-e manager"	1		1
DTPVN	BTM "Photographe"		1	1
DTPVN	BTSA "Gestion forestière"		1	1
EPLE	CAP "Agent de propreté et d'hygiène"	1		1
	CAP "Cuisine"	3	10	13
	CAP "Hygiène et propreté des locaux"	3	2	5
	CAP "Maintenance et hygiène des locaux"	1	1	2
TOTAL		11	22	33

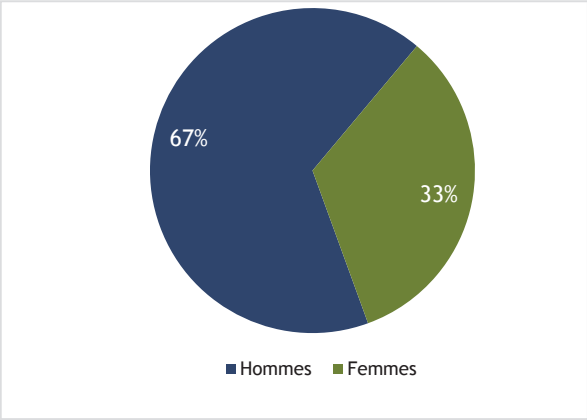
➢ Répartition des apprenti-e-s par niveau



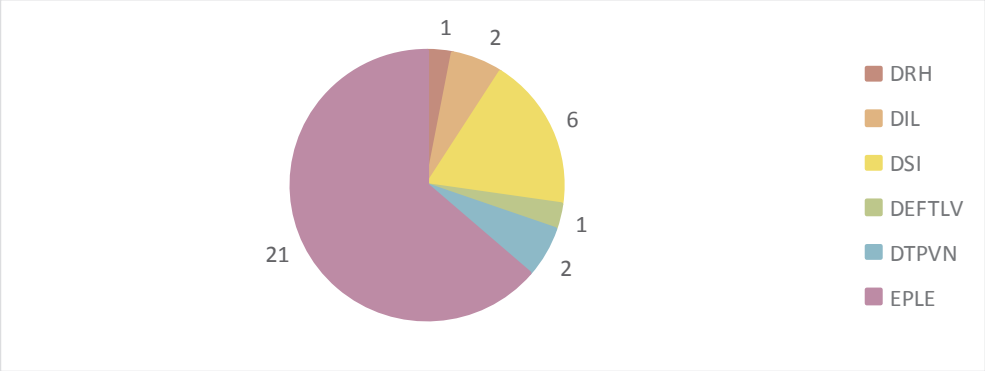
***Diplômes préparés : niveau V** = CAP…, **niveau IV** = bac professionnel, BTM… ; **niveau III** = DUT, BTS…, **niveau II** : Licence, **niveau I** : Master, ingénieur ….*

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

➢ Répartition des apprenti-e-s par sexe



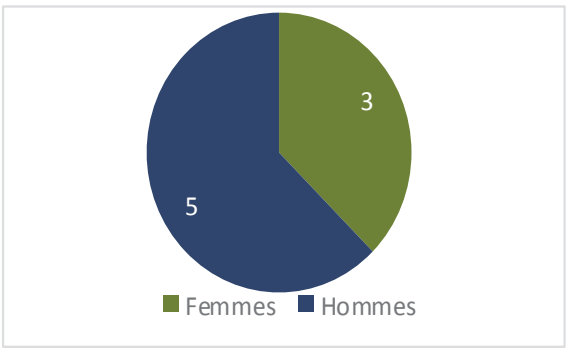
➢ Répartition des apprenti-e-s

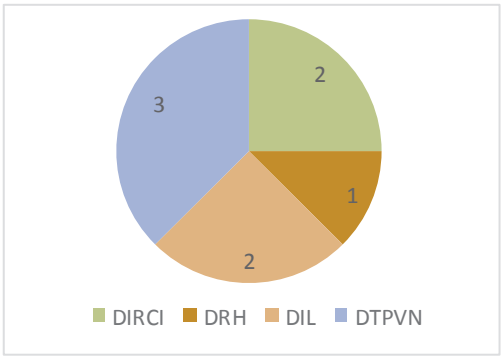


➢ Les emplois d'avenir

Au cours de l'année 2016, 23 emplois d'avenir ont été accueillis pour une masse salariale de 342 418 euros dont 294 997 euros de salaire brut. Ce dispositif est pris en charge par l'Etat à raison de 75% du salaire brut. Le coût résiduel pour la collectivité est de 73 750 euros.

➢ Répartition des emplois d'avenir par sexe





Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

1.3.4 Les collaborateurs des groupes politiques

Les collaborateurs de groupes politiques sont rémunérés sur des crédits dédiés, votés à cet effet par le Conseil régional. Ils sont librement recrutés par les groupes par la voie contractuelle.

Au 31 décembre 2016, les groupes politiques comptent 15 collaborateurs, 8 femmes et 7 hommes. Ce nombre revient au niveau du 31 décembre 2014. Les recrutements suite à la mise en place de la nouvelle assemblée élue en décembre 2015 n'ont en effet eu lieu qu'en 2016. Ils n'étaient donc pas comptabilisés dans les effectifs du 31 décembre 2015, base du dernier bilan social.

1.4 Les stagiaires

Au cours de l'année 2016, la Région a accueilli 125 stagiaires :

- 123 stagiaires issus d'écoles, d'universités ou d'établissements professionnels
- 2 fonctionnaires en stage de formation initiale

Lorsque la durée du stage est supérieure à 2 mois, le stagiaire est gratifié. Ainsi, en 2016, 56 stagiaires « écoles » (45%) ont perçu une gratification mensuelle. La durée moyenne des stages ayant donné lieu à gratification a été de 6,55 mois.

Le nombre de stagiaires accueillis ayant perçu une gratification a augmenté de 51 %. Le montant des gratifications est en hausse de 115 %.

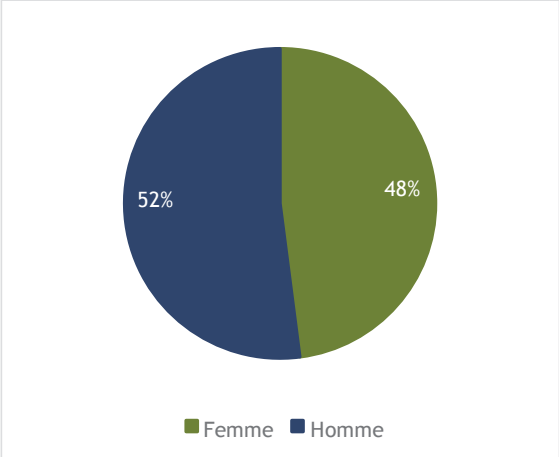
Coût moyen par stagiaire : 2314.79 euros (1637.54 euros en 2015).
Répartition des stagiaires par direction :

Direction	Stagiaires fonction publique	Stagiaires "Ecoles"	Dont stagiaires gratifiés	Montant en euros
Cabinet & Groupes Politiques		6	1	1 663,20 €
CESER		4	3	7 610,40 €
DAEI		1	1	1 713,60 €
DAJCP		2		
DC		1		
DCEEB		5	5	14 527,80 €
DEFTLV		4	2	4 635,80 €
DFE		1	1	1 260,00 €
DELS		2	1	1 688,40 €
DGS	1	2	1	1 612,80 €
DIL		27	3	4 460,40 €
DITMO		3	3	5 040,00 €
DIRAM		9	9	18 875,20 €
DIMER		5	4	12 978,00 €
DIRCI		10	4	11 188,80 €
DIRECO		5	5	12 738,60 €
DPAF		10	1	3 301,20 €
DPTVN		14	6	15 876,00 €
DRH	1	4	3	4 813,20 €
DSI		8	3	6 199,20 €
TOTAL	**2**	**123**	**56**	**130 182,60 €**

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- Répartition des stagiaires par sexe

48 % des stagiaires accueillis dans les services de la Région Bretagne en 2016 sont des femmes.

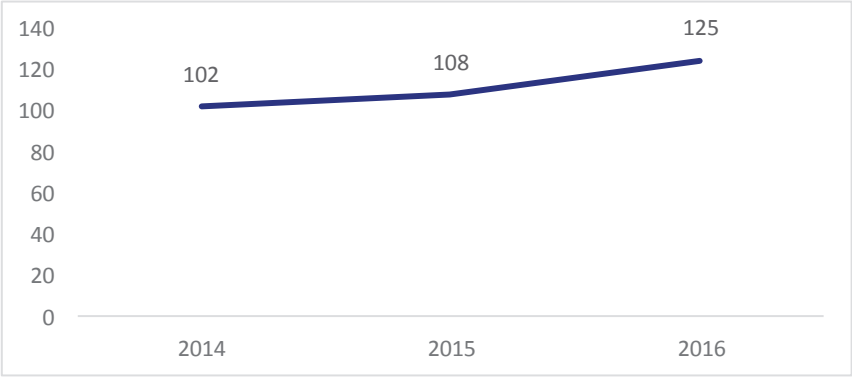


- Répartition des stagiaires par niveau d'études

36,6 % des stagiaires « école » préparent un diplôme de l'enseignement supérieur, niveau Bac +4 :

	Femmes	Hommes
Inférieur au BAC	5	13
BAC	7	8
BAC +2 : BTS, DUT …	7	8
BAC +3	7	8
BAC +4	12	9
BAC +5	16	8
Autres (DRIP, POP, Pôle Emploi)	5	10
Ensemble	**59**	**64**

- Évolution du nombre de stagiaires entre 2014 et 2016



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2. RÉMUNÉRATION

2.1 Dépenses de personnel

Frais de personnel	151 415 552 €
Dépenses réelles de fonctionnement	746 419 534 €
Dépenses réelles totales	1 410 536 065 €

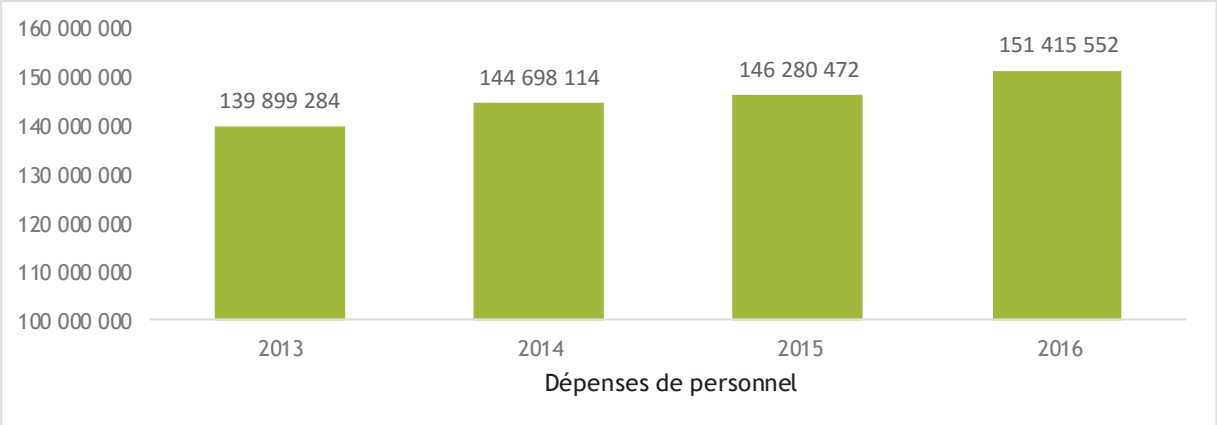
➢ Evolution en % de ces éléments

	2013	2014	2015	2016
Par rapport aux dépenses de fonctionnement	18,8	19,4	19,6	20,3
Par rapport aux dépenses réelles totales	10,2	10,3	10,3	10,7

Le tableau ci-dessus retrace l'évolution des dépenses de personnel de 2013 à 2016 figurant au compte 012, masse salariale et autres charges de personnel. La part de ces dépenses, rapportée aux dépenses réelles totales est en augmentation de 0,4%.

Sont notamment comprises dans la masse salariale les rémunérations du personnel permanent, non permanent, des apprentis et emplois d'avenirs, les charges et contributions patronales, les cotisations au CNFPT et la taxe transport. La rémunération des personnels des groupes politiques ne figure pas au compte 012.
S'y ajoutent les autres charges telles que l'action sociale, les frais médicaux, les remboursements des rémunérations des personnels mis à disposition.

➢ Evolution des dépenses de personnel



La masse salariale 2016 (rémunération des personnels des groupes politiques comprise) est de 147,8 millions d'euros (143,7 en 2015). Son évolution est de 2,8 % et inclut l'incidence du GVT (Glissement Vieillesse Technicité), de la revalorisation du point, ainsi que le relèvement du taux des charges de retraite des fonctionnaires (+0,1%).

➢ Personnel technique des établissements d'enseignement

2620,8 ETPA ont été rémunérés en 2016 (2595,5 ETPA en 2015), soit une hausse de près de 1%.

- Masse salariale 2016 : 88,4 millions d'euros.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- Personnel de l'administration régionale y compris les personnels de l'inventaire, des ports et des voies navigables

1251,6 ETPA ont été rémunérés en 2016 (1213,1 ETPA en 2015), soit +3,2%, dont 18,6 pour l'inventaire, 46,8 pour les ports et 200,2 pour les voies navigables.

- Masse salariale 2016 : 59,3 millions d'euros, dont 1,1 million pour l'inventaire, 2,2 millions pour les ports et 7,7 millions pour les voies navigables

Equivalent temps plein annuel (ETPA) :
1 agent-e à 100% présent toute l'année représente 1etpa, un agent-e à 80% : 0.8
1 agent-e à 100% arrivant le 16 février représente 0.875 etpa, un agent-e à 80% : 0.7etpa

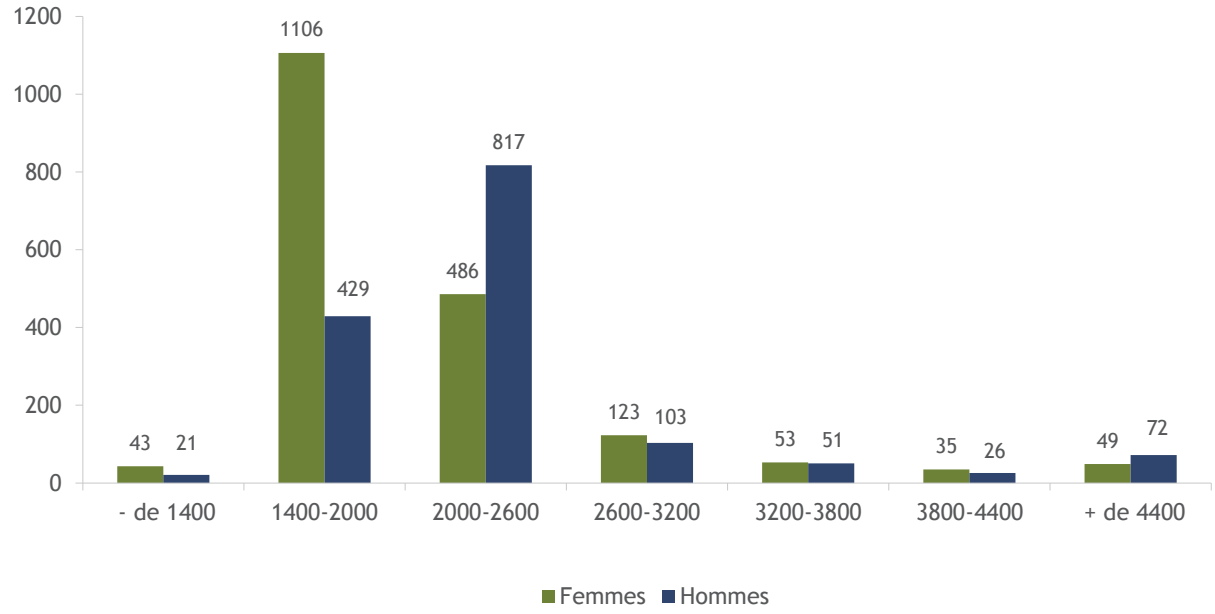
2.2 Rémunérations

- La valeur annuelle du point 100 fixée à 5556.35 euros depuis le 1er juillet 2010 a bénéficié d'une augmentation de 0.6 % le 01/07/2016 pour atteindre 5589,69 euros.

2.2.1 Rémunérations brutes mensuelles du personnel permanent

L'étude des rémunérations brutes est réalisée sur la base du salaire brut fiscal incluant le traitement brut, la nouvelle bonification indiciaire, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement, le régime indemnitaire, les heures supplémentaires, les avantages en nature. Le salaire brut s'entend avant déduction des cotisations salariales.

- Répartition des rémunérations brutes mensuelles par sexe



45% des agent-e-s ont un salaire brut compris entre 1400 et 2000 euros.
39% des agent-e-s ont un salaire brut compris entre 2000 et 2600 euros.

Le salaire brut moyen est de 2247 euros (2234 euros en 2015 soit une augmentation de + 0,6%) :

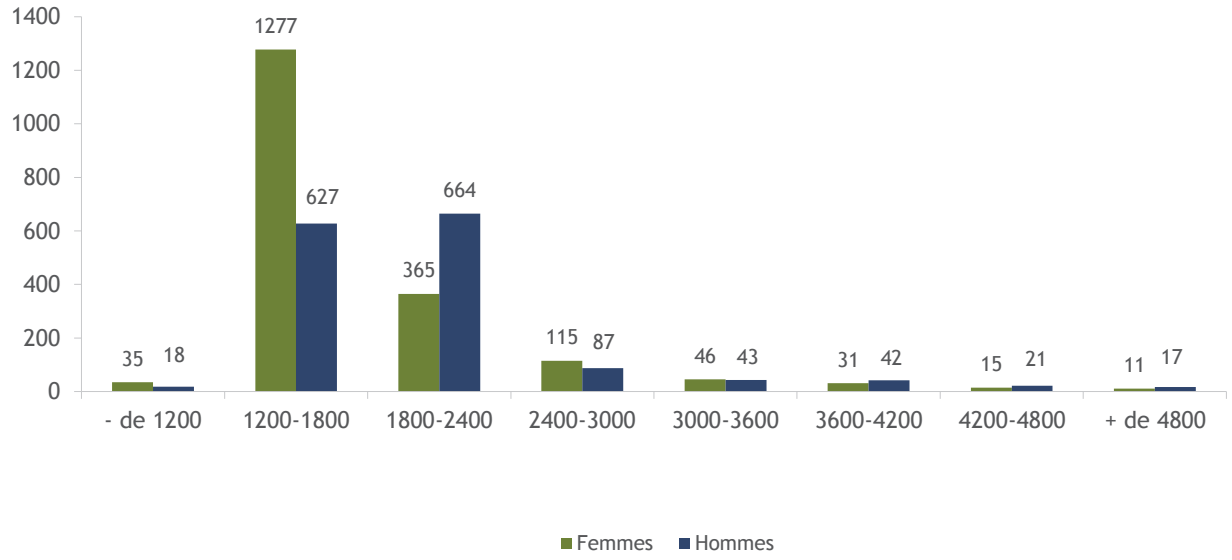
- 2147 euros pour les femmes
- 2371 euros pour les hommes

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2.2.2 Rémunérations nettes mensuelles du personnel permanent

Le salaire net est le salaire brut (voir 2.2.1) diminué des cotisations salariales de retraite et de sécurité sociale ainsi que des différentes contributions (CSG, CRDS, et le cas échéant, contribution de solidarité).

➢ Répartition des rémunérations nettes mensuelles par sexe



Le salaire net moyen mensuel est de 1947 euros en 2016 (+4.5 %) :

- 1862 euros pour les femmes (1771 euros en 2015)

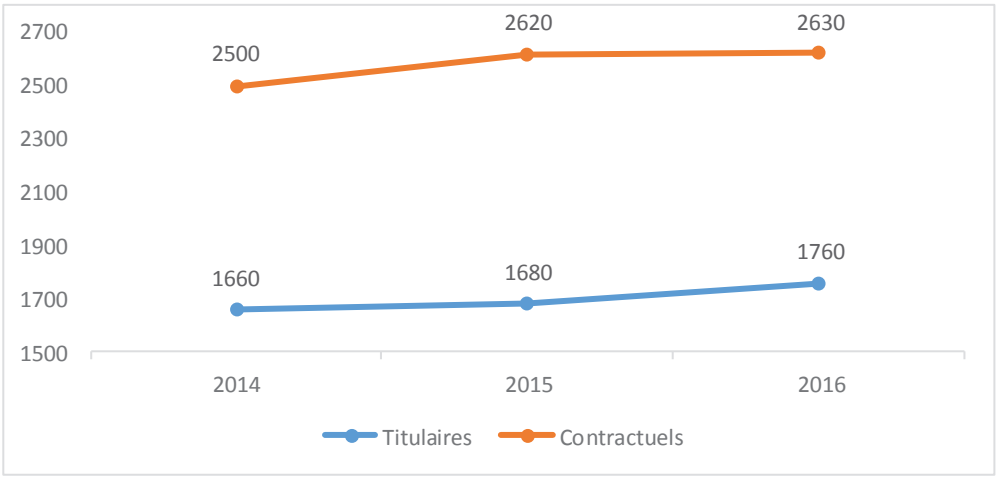
- 2051 euros pour les hommes (1977 euros en 2015)

2.2.3 Evolution par statut du salaire net médian

Le salaire médian correspond à la valeur du salaire tel que la moitié des salariés de la population considérée gagne moins et l'autre moitié gagne plus.

Le graphique représente l'évolution des salaires nets médians des personnels permanents titulaires et contractuels recrutés sur des emplois permanents.

➢ Evolution du salaire net médian par statut



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- Salaire net médian par catégorie et par statut

	Titulaires	Contractuel·le·s
Catégorie A	3060	3180
Catégorie B	2090	1690
Catégorie C	1700	1550

Le salaire médian des contractuel·le·s est en hausse (0,4 %).

Le salaire net médian 2016 des agents contractuels sur emplois permanents est principalement basé sur celui des agents de catégorie A car ils représentent toujours la plus grande partie de cet effectif et leur rémunération est plus élevée.

Le salaire net médian des agents titulaires sur emplois permanents a plus évolué en 2016 que les années précédentes, sa variation étant liée aux mesures réglementaires, à l'augmentation du point ainsi qu'à l'évolution du GVT.

2.2.4 Représentation graphique des rémunérations nettes

Les salaires représentés sont la moyenne mensuelle de l'année 2016 par agent permanent. Le tableau indique la répartition des salaires nets mensuels autour de la médiane.

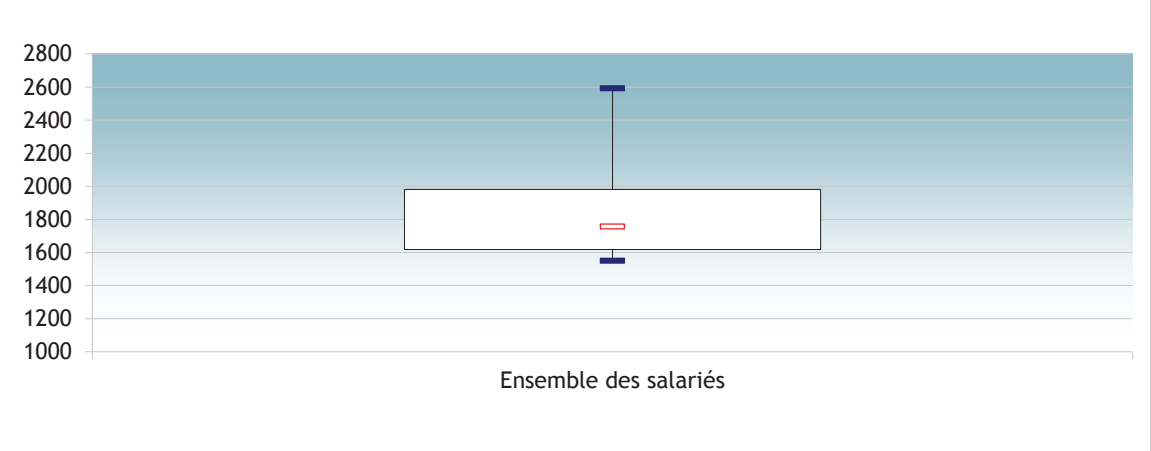
Les salaires sont triés du plus petit au plus grand. La médiane donne le salaire du milieu de liste. En dessous du quartile Q1 se trouvent 25% de salaires les plus bas et au-dessus du quartile Q3 se trouvent 25% de salaires les plus hauts. Le décile D1 est le salaire en deçà duquel se trouvent 10 % des salaires les plus bas et le décile D9 est le salaire au-delà duquel se trouvent 10% des salaires les plus hauts.

Intervalles (% agent-es)	Ensemble du personnel	Hommes	Femmes	Titulaires	Non titulaires
D1 (10%)	1550	1600	1500	1550	1590
Q1 (25%)	1620	1710	1590	1620	1900
Médiane (50%)	1760	1850	1680	1750	2630
Q3 (75%)	1980	2060	1870	1960	3800
D9 (90%)	2590	2730	2520	2490	4640
Moyenne	1950	2050	1860	1920	2930
Ecart type	670	740	600	620	1370

En 2016, le salaire net minimum d'un fonctionnaire exerçant à temps plein est de 1480 euros. Le minimum 740 euros représenté ci-dessous est lié soit au demi-traitement, soit au temps partiel. En 2016, le salaire net moyen a augmenté de 28 euros (1,5%) et la médiane de 30 euros (1.8%).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

➢ Distribution des rémunérations nettes sur l'ensemble des salariés

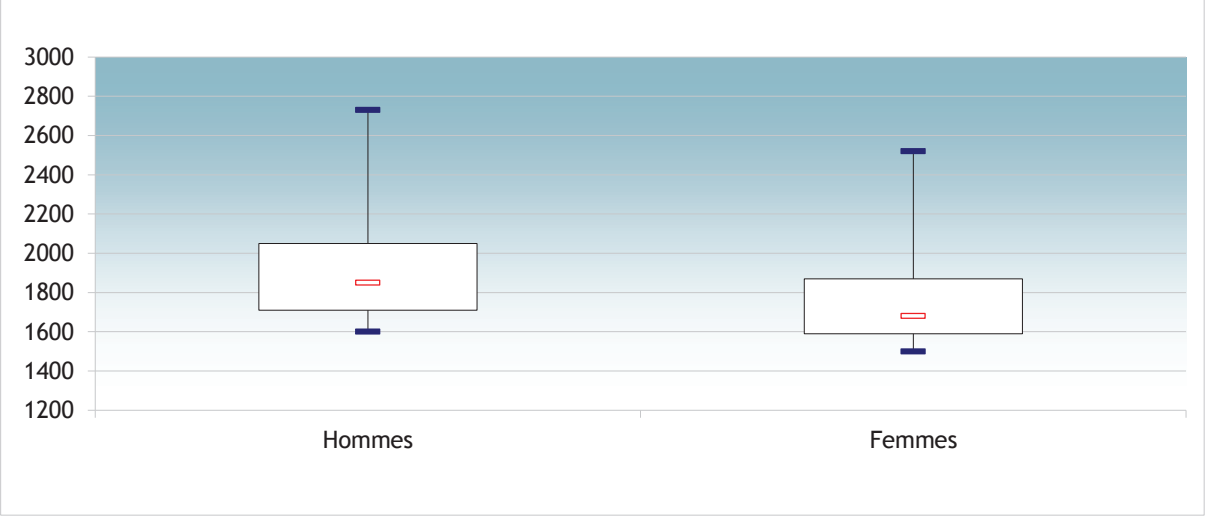


50% des salaires sont compris entre 1620 et 1980 euros, contre 1560 et 1890 euros en 2015.

10% des agent-e-s ont un salaire net inférieur à 1550 euros (D1) et 10% ont un salaire supérieur à 2590 euros (D9).

Sur les graphiques, la médiane est en rouge. Les quartiles constituent les côtés de la boite blanche, celle-ci contient 50% des salaires autour de la médiane. Les déciles D1 et D9 sont les traits verticaux visibles aux extrémités de la droite. Les points bleus représentent les valeurs minimale et maximale.

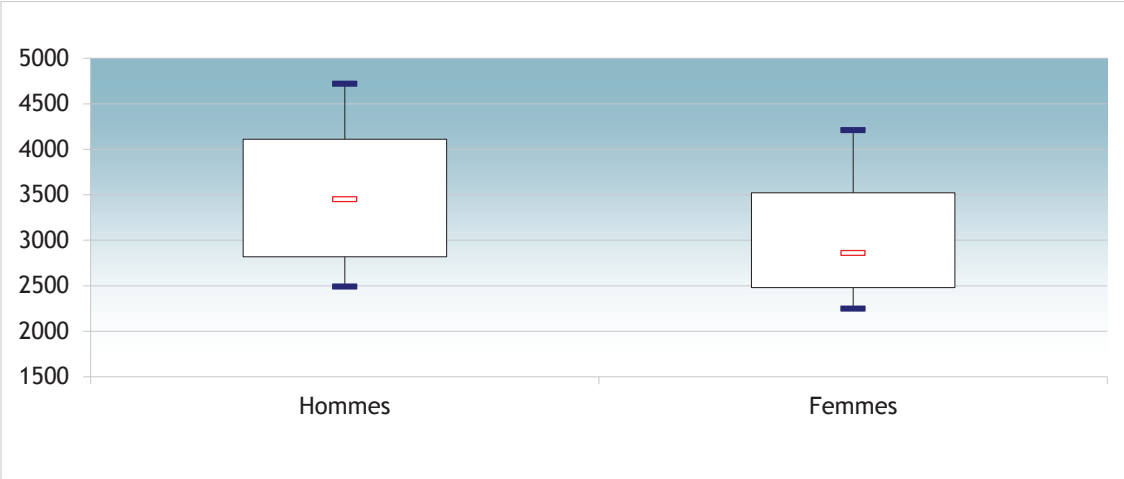
➢ Distribution des rémunérations nettes par sexe



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2.2.5 Distribution des rémunérations nettes mensuelles par catégories et par sexe

- Catégorie A : 185 hommes et 240 femmes

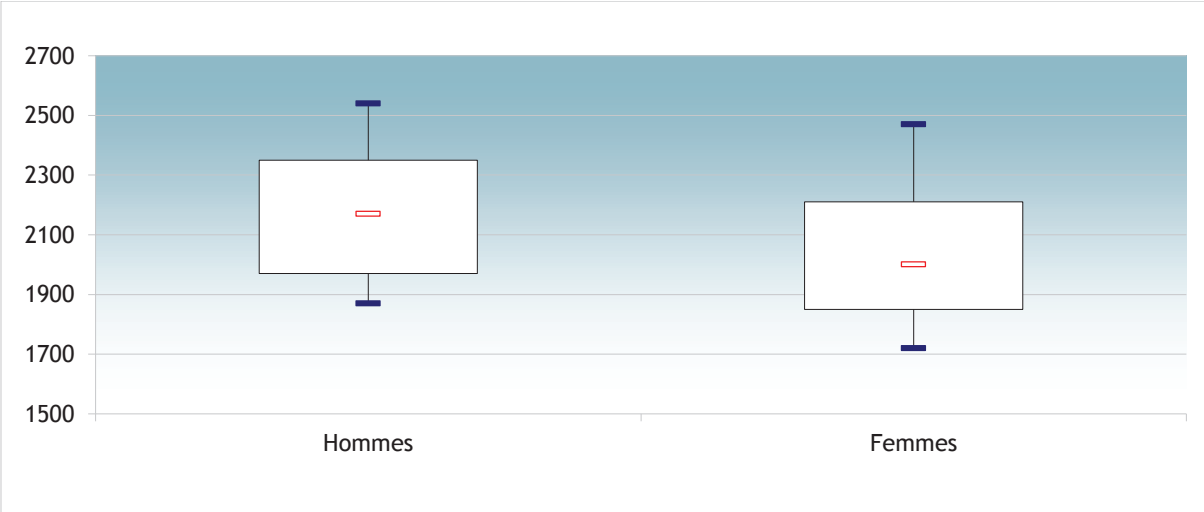


Sur l'ensemble de la catégorie A, tous statuts confondus, le salaire médian est de 20% plus élevé pour les hommes.

Médiane pour les hommes de catégorie A : **3 450 €**

Médiane pour les femmes de catégorie A : **2 860 €**

- Catégorie B : 110 hommes et 175 femmes



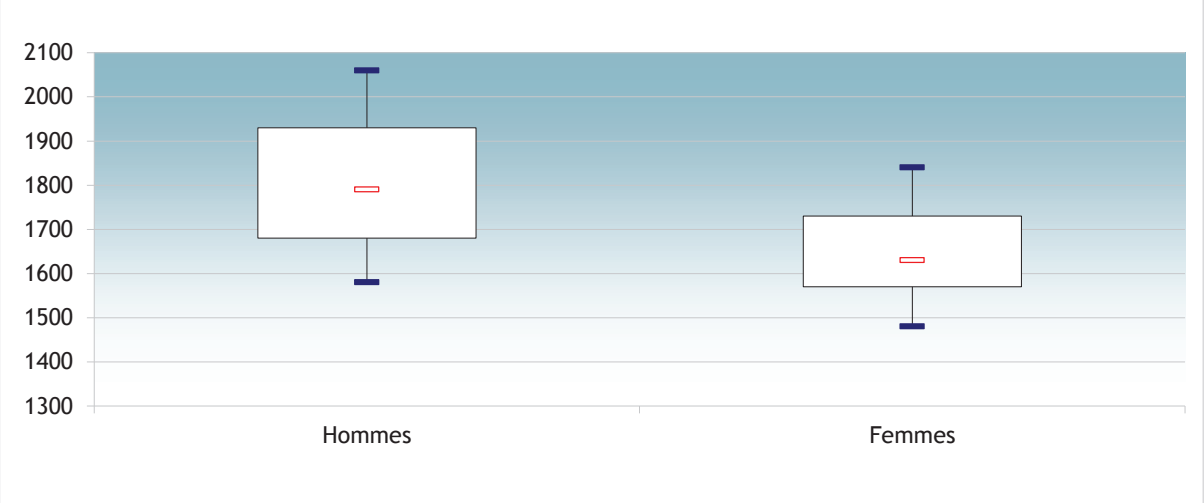
En catégorie B, le salaire médian des hommes est de 8,5 % plus élevé que celui des femmes.

Médiane des hommes de catégorie B : **2 170 €**

Médiane des femmes de catégorie B : **2 000 €**

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- Catégorie C : 1 224 hommes et 1 480 femmes



En catégorie C, le salaire médian des hommes est de 9.8% plus élevé que celui des femmes.

Médiane des hommes de catégorie C : **1 790 €**

Médiane des femmes de catégorie C : **1 630 €**

2.3 Avancements

2.3.1 Avancements d'échelon

- **43 %** des fonctionnaires ont bénéficié d'un avancement d'échelon (44% en 2015)

Avancements prononcés au titre de 2016		Services		Lycées	
Par catégorie	Nombre	F	H	F	H
A	163	96	67		
B	69	43	18	4	4
C	618	121	107	585 *	390
TOTAL	**1435**	**260**	**192**	**589**	**394**

*dont deux prononcés au titre de 2015

La mise en place du PPCR (parcours professionnels, carrières et rémunérations) pour la catégorie B explique le nombre moins important d'avancement d'échelon cette année. Depuis mai 2016, les personnels de catégorie B ont avancé selon le cadencement unique.
Les personnels de catégorie A et C sont concernés par le PPCR à compter de 2017.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2.3.2 Avancements de grade

- 396 fonctionnaires, soit **11,9%** ont bénéficié d'une inscription au tableau d'avancement en 2016

En 2016, ce sont 13,5% des femmes (12,1% en 2015) et 10% des hommes (10,6% en 2015) qui ont obtenu un avancement de grade. Dans le tableau ci-dessous ne sont compris que les grades comportant des agents promouvables.

Filière administrative	Promouvables en 2016		Taux appliqués	Possibilités de promotions	Agents inscrits sur TA ou LA 2016	
	Femmes	Hommes			Femmes	Hommes
Filière administrative	**119**	**33**		**72**	**48**	**10**
Administrateur hors classe	1	1	20%	1	1	
Directeur	13	16	30%	9	5	4
Attaché principal (au choix)	10	3	30%	4	3	1
Attaché principal (examen)	12	5	100%	17	5	1
Rédacteur principal de 1ère classe (au choix)	28	3	30%			
Rédacteur principal de 2ème classe (au choix)	18		30%			
Adjoint administratif principal de 1ère classe	13		100%	13	11	
Adjoint administratif principal de 2ère classe	23	5	100%	28	23	4
Adjoint administratif de 1ère classe (au choix)	1		100%			
Filière technqiue	**587**	**361**		**445**	**200**	**137**
Ingénieur en chef de classe exceptionnelle	1	1	25%	1		1
Ingénieur en chef de classe normale	13	4	25%	4		3
Ingénieur principal	14	29	25%	11		1
Technicien principal de 1ère classe (au choix)	5	4	30%			
Technicien principal de 2ème classe (au choix)	2	16	30%			
Agent de maitrise principal		3	100%	3		1
Adjoint technique principal de 1ère classe		7	100%	7		7
Adjoint technique principal de 2ème classe	10	12	100%	22	6	6
Adjoint technique de 1ère classe (examen)		1	100%	1		
Adjoint technique de 1ère classe (au choix)	1	2	100%	2		
ATPEE1	15	81	100%	96	13	71
ATPEE2	54	60	100%	114	27	17
ATEE1	472	141	30%	184	154	30
Filière culturelle	**1**	**0**		**1**	**0**	**0**
Conservateur en chef du patrimoine	1		30%	1		
Filière sociale	**1**	**0**		**1**	**1**	**0**
Assistant socio-éducatif principal	1		30%	1	1	
TOTAL	**708**	**394**		**519**	**249**	**147**

En catégorie B, les voies d'accès par examen et à l'ancienneté sont liées : le nombre de nominations prononcées par la voie de l'examen professionnel conditionne le nombre de nominations à l'ancienneté. Aucun agent de la collectivité n'ayant obtenu d'examen, aucune nomination n'est possible à l'ancienneté.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2.3.3 Promotion interne

- 29 inscriptions sur liste d'aptitude en 2016

Filière	Catégorie			Sexe		Total
	A	B	C	Femmes	Hommes	
Administrative	5	3		6	2	8
Technique	1	4	16	6	15	21
TOTAL	**6**	**7**	**16**	**12**	**17**	**29**

Taux des agents promus par sexe	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Total
Femmes	8,42%	2,34%	16,35%	**14,18%**
Hommes	9,15%	3,81%	11,98%	**11,10%**

14.2 % des femmes et 11.1 % des hommes ont été concernés par un avancement de grade ou une promotion interne en 2016.

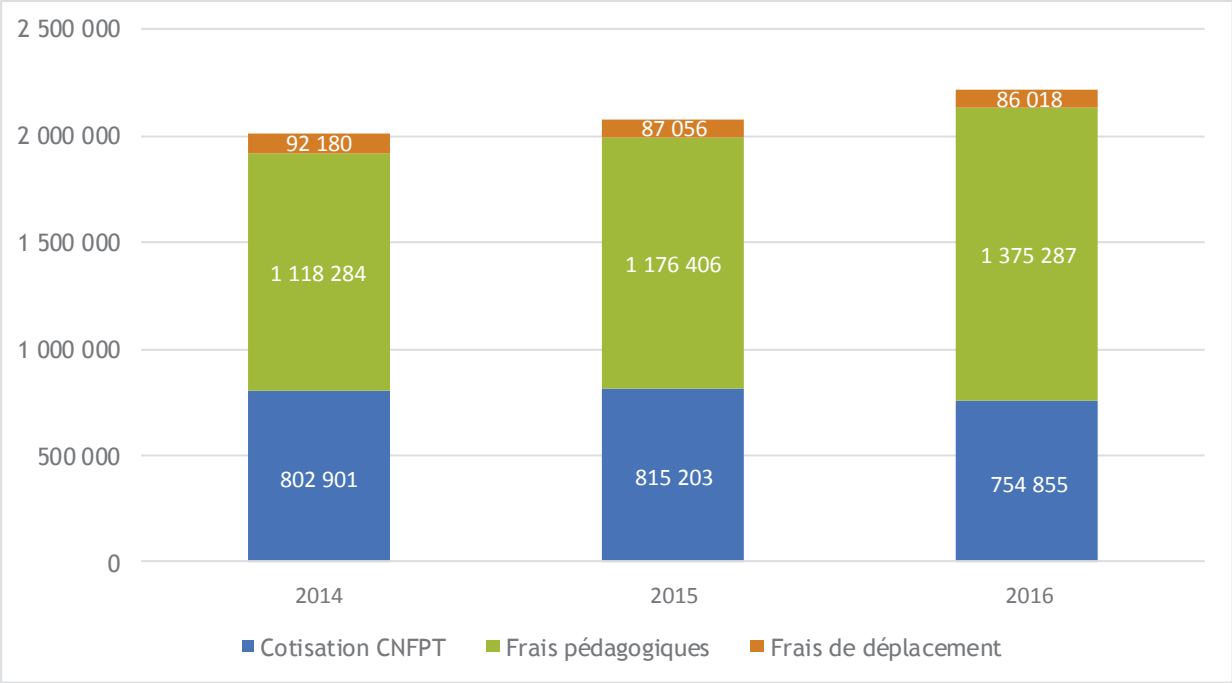
Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

3. FORMATION

3.1 Le budget

Le budget consacré à la formation en 2016 s'élève à 2 216 160 euros (+7%) dont 754 855 euros de cotisation obligatoire versée au CNFPT (-7%), 1 375 287 euros de frais pédagogiques (+17%) et 86 018 euros de frais de déplacements (-1%).

➢ Evolution du budget de formation



La formation représente 1.46 % des frais de personnel en 2016. Le montant des sommes investies par jour de formation est de 195 euros (+16 euros).

3.2 Formation par catégorie, par organisme et par type

➢ Formation par catégorie et organisme en jours

	CNFPT au titre de la cotisation obligatoire	CNFPT au-delà de la cotisation obligatoire	Collectivité	Autres organismes	Total
Catégorie A	246,00	97,00	182,31	1 305,86	1 831,17
Catégorie B	675,00	102,00	148,39	760,81	1 686,20
Catégorie C	1 349,00	370,00	551,79	5 443,39	7 714,18
Agent-e-s relevant d'autres dispositifs	6,00		15,84	90,29	112,13
TOTAL	**2 276,00**	**569,00**	**898,33**	**7 600,35**	**11 343,68**

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

➢ Types de formations par catégories

	Part dans les catégories				Part Totale
	A	B	C	Agents relevant d'autres dispositifs	
Préparation aux concours et examens d'accès à la FPT	9,20%	25,80%	64,80%	0,11%	**7,90%**
Formation d'intégration et de professionnalisation	11,50%	24,50%	64,10%		**10,10%**
Formation de perfectionnement	17,50%	13,10%	68,20%	1,24%	**78,80%**
Formation personnelle (hors congé de formation)	17,20%	1,90%	81,00%		**2,90%**
Action de lutte contre l'illétrisme	0,00%	0,00%	100,00%		**0,30%**

79 833,85 heures de stages ont ainsi été réalisées et prises en charge au titre du plan de formation, dont 5873 heures au titre du droit individuel à la formation (DIF).

3.3 Formation par domaine

➢ Nombre de jours de formation par domaine

	Agent-e-s formé-e-s par domaine	Nombre de jours
Affaires juridiques	195	347,25
Aménagement Environnement Europe	187	291
Communication publique	60	117,15
Culture sport social santé et animation	61	107,1
Développement des capacités	1450	5393,62
Formation tout au long de la vie	8	10,5
Génie technique	582	696,2
Gestion des Ressources humaines	193	197
Gestion financière et Finances	88	113
Informatique et systèmes d'information	1120	901,46
Restauration	315	502
Sécurité	1944	2667,4
TOTAL	**6203**	**11343,68**

3.4 Exercice du droit individuel à la formation

Tout fonctionnaire et agent-e non titulaire employé à titre permanent depuis au moins un an, a un droit individuel à une formation (DIF) de 20 heures par an (3 jours). Les heures de formation du DIF non utilisées sont cumulées jusqu'à un plafond de 120 heures (18 jours).

Heures accumulées dans le DIF en 2016
305 547,29 heures

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Nombre d'agent-e-s ayant fait valoir leur droit au DIF	heures de stages consommées en 2016 au titre du DIF
334	5873 heures

Le DIF peut être consommé par anticipation ; l'agent-e s'engage à rester au service de la collectivité le temps nécessaire. Pour 20 heures d'anticipation, cet engagement est d'au moins un an.

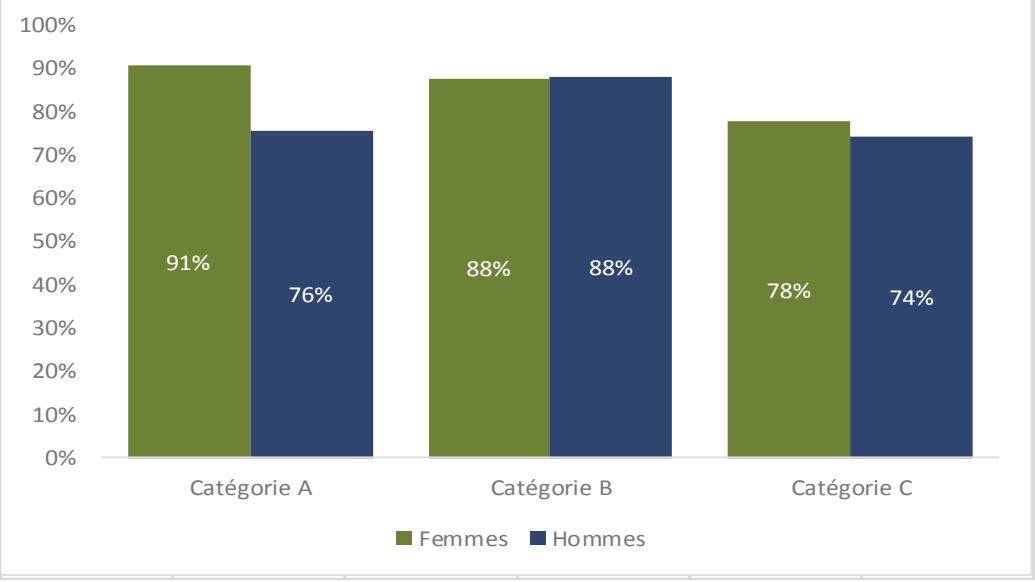
3.5 Formation par sexe

➢ Nombre d'agent-e-s permanents ayant participé à au moins une action de formation en 2016

	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Autres dispositifs	Total
Femmes	218	154	1153	9	1534
Hommes	140	97	910	33	1180
TOTAL	**358**	**251**	**2063**	**42**	**2714**

Le nombre d'agent-e-s permanent-e-s qui ont participé à au moins une action de formation en 2016 est en hausse (+15%).

➢ Répartition par catégorie et par sexe des agents ayant au moins participé à une formation



En 2016, près de 79 % des agent-e-s permanent-e-s ont participé à au moins une action de formation. La proportion des hommes qui partent en formation progresse dans toutes les catégories, notamment en catégorie B et C. Les femmes qui partent en formation restent majoritaires en catégorie A.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

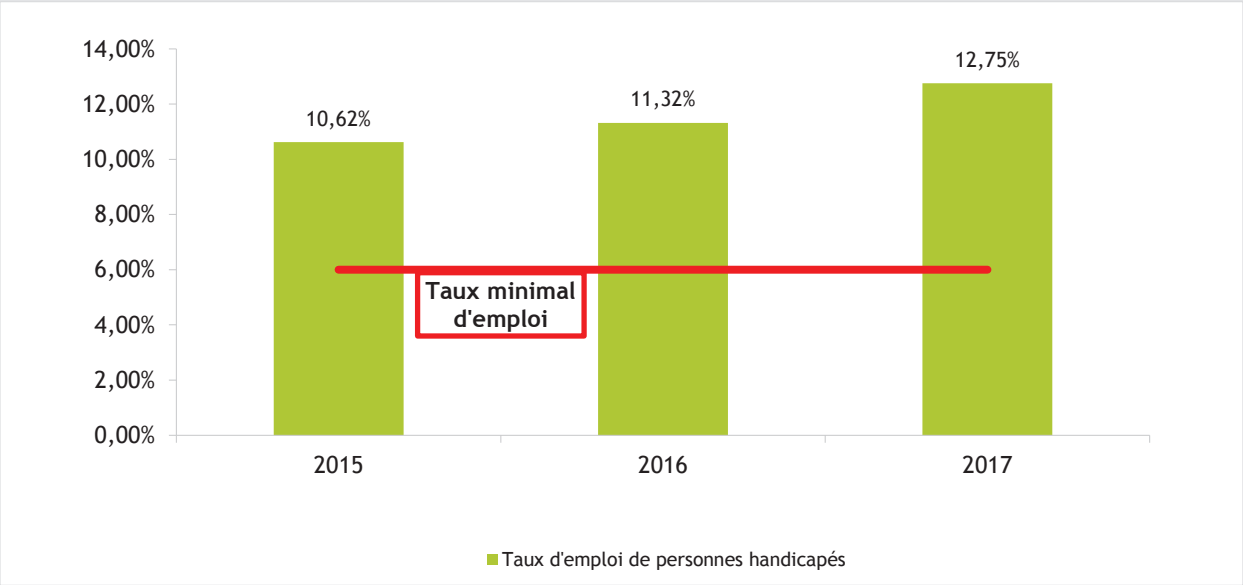
4. ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL

4.1 Travailleurs handicapés

4.1.1 Obligation d'emploi (OE)

Depuis le 1er janvier 2011, la Région a dépassé le seuil légal de bénéficiaires de l'obligation d'emploi fixé à 6 %. Au 1er janvier 2016, la Région recense 458 agent-e-s en situation de handicap au sein de ses effectifs (3591 agent-e-s selon les critères de déclaration définis par le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique), soit un taux d'emploi de **12,75** % au titre de l'année 2017 (la déclaration auprès du FIPHFP se fait au titre de l'année n-1).

- Evolution du taux d'emploi de personnes handicapées



Un recensement des dépenses réalisées dans le cadre de la passation de marchés de fournitures avec les établissements protégés (au titre du premier alinéa de l'art. L323-8 du Code du Travail) en 2016 est en cours. En 2015, les montants s'élevaient à 156 062,13 €, soit :

69 320,70 € pour les services régionaux (95 739 € en 2014).
86 741,43 € pour les établissements publics locaux d'enseignement (108 873 € en 2014).

La Région Bretagne ayant dépassé le taux d'emploi légal de travailleurs handicapés depuis 2011, la collectivité ne verse plus de contribution financière au FIPHFP.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

4.1.2 Caractéristiques des bénéficiaires de l'obligation d'emploi

	Nombre d'agent-es			%
	Femmes	Hommes	Total	
Al. 1 Titulaires d'une Reconnaissance en Qualité de Travailleur Handicapé	221	176	397	86,68%
Al. 2 Victimes d'un accident du travail ou maladie professionnelle	9	9	18	3,93%
Al. 4 Titulaires d'une pension militaire	-	2	2	0,44%
Al 10 Titulaires d'une carte d'invalidité	3	7	10	2,18%
Al. 11 Titulaires de l'Allocation Adulte Handicapé	1	1	2	0,44%
Titulaires d'une Allocation Temporaire d'Invalidité	12	9	21	4,59%
Titulaires d'un emploi réservé	-	1	1	0,22%
Agent-e-s reclassé-e-s ou assimilé-e-s	1	6	7	1,53%
TOTAL	**247**	**211**	**458**	**100%**

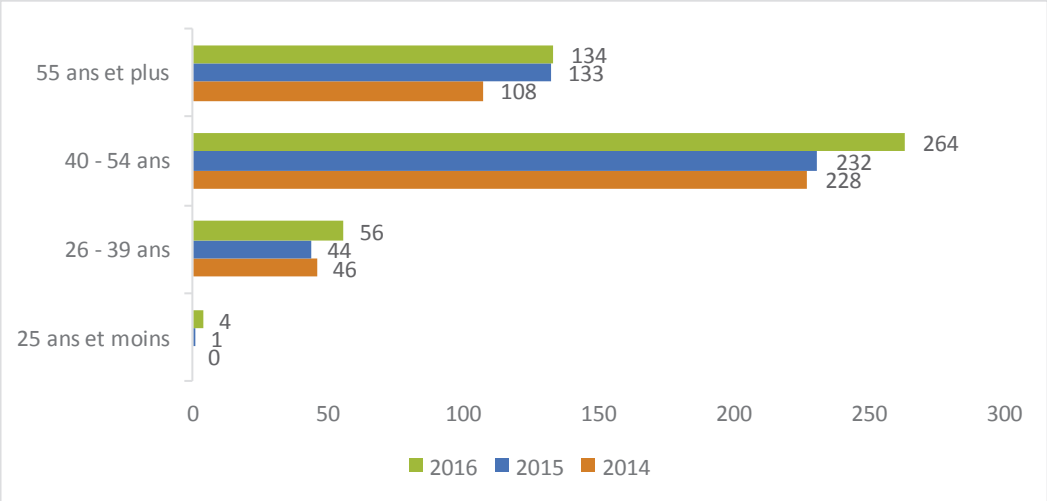
En 2016, 854 700 € sous forme d'allocation ont été versés aux agent-e-s en situation de handicap dans le cadre des prestations d'action sociale (780 900 € en 2015).

	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Autres dispositifs		Total
	F	H	F	H	F	H	F	H	
Titulaires (CNRACL, Détaché Ed. Nat., Etat)	7	6	12	11	204	175	-	-	**415**
Contractuels CDI	-	2	-	-	-	-	-	-	**2**
Agents permanents recrutés sur contrat	-	-	-	-	8	3	-	-	**11**
Stagiaires CNRACL	-	-	-	-	-	1	-	-	**1**
Temporaires occupant un emploi permanent	-	-	-	-	11	10	-	-	**21**
Apprentis	-	-	-	-	-	-	3	2	**5**
Emplois d'avenir CAE-CUI	-	-	-	-	-	-	2	1	**3**
SOUS-TOTAL	7	8	12	11	223	189	5	3	**458**
TOTAL	**15**		**23**		**412**		**8**		**458**

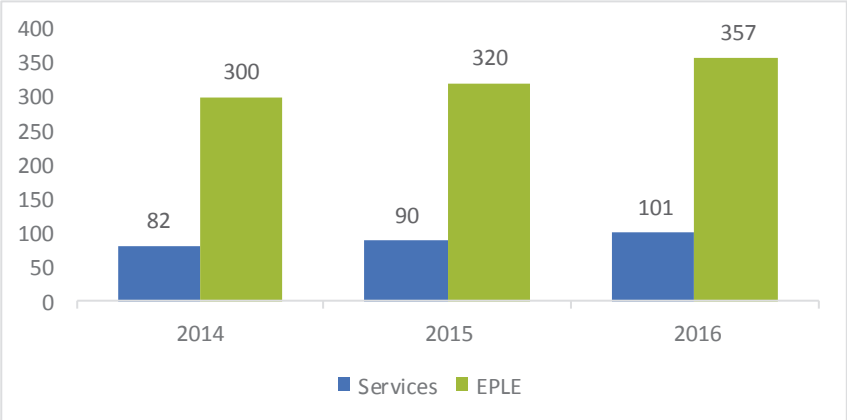
➢ Evolution des bénéficiaires de l'obligation d'emploi par sexe

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

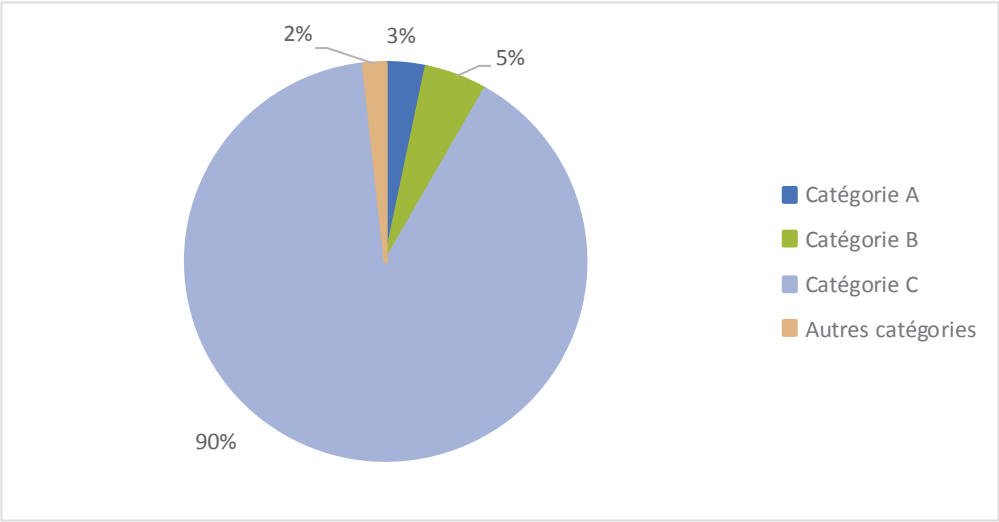
➢ Evolution des bénéficiaires de l'obligation d'emploi par tranche d'âge



➢ Evolution du nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi Services/EPLE



➢ Répartition des agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi par catégorie



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

4.2 Santé au travail

4.2.1 Médecine professionnelle et préventive

Trois médecins assurent le suivi médical professionnel des agent-e-s sur l'ensemble des sites de la Région :

- Un médecin coordonnateur de prévention, en poste à Rennes, en charge des services du siège et des établissements de l'Est du territoire breton
- Un médecin de prévention en poste à Guingamp, en charge des établissements du Nord du territoire breton
- Un médecin de prévention en poste à Lorient en charge des établissements du Sud du territoire breton

L'ensemble des agent-e-s de la collectivité passe une visite médicale tous les 2 ans. Les agents-es nécessitant un suivi spécifique sont reçus par les médecins chaque année.

Outre les examens complémentaires prescrits par la médecine de prévention, la région prend en charge la visite d'embauche auprès d'un médecin agréé, préalable au recrutement dans la fonction publique. De même, lorsqu'un dossier est présenté pour avis sur l'attribution ou la prolongation d'un congé de longue maladie, de longue durée au comité médical ou à la commission de réforme en cas d'accident du travail, de maladie professionnelle, d'invalidité, les expertises et honoraires sont pris en charge par la collectivité. Pour 2016, les frais médicaux s'élèvent à 170 238 euros (132 540 € en 2015) :

Coût (en euros)	Services	Lycées
Visites d'embauche médecine agréée	4 580,80	5 263,13
Longue maladie, longue durée, accident de travail maladie professionnelle	31 856,87	102 752,87
Visites de contrôles hygiène et sécurité, frais médicaux divers	3 190,05	9 697,00
Sous Totaux	**39 627,72**	**117 713,00**
Consommables et petit matériel	3 897,00	
Actions de prévention	9 000,00	

La Région est devenue en 2015 auto-assureur, elle ne verse plus de cotisation au titre de l'assurance du personnel et prend directement en charge les frais médicaux en lien avec les accidents du travail. L'augmentation de ces frais s'explique par l'augmentation des effectifs et des absences pour longue maladie, longue durée ou accidents du travail (+26 %)

4.2.2 Absences au travail

Le nombre de jours d'absence est comptabilisé **hors congés de maternité et paternité, hors journées de formation, hors jours de grève et absences syndicales**. Il est calculé sur la base de **254** jours ouvrés équivalent temps plein (les week-ends, les jours fériés ne sont pas comptés). Les tableaux suivants concernent l'effectif permanent visé au 1.2.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

➢ Taux d'absentéisme 2016 : 8.75 %

		Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Total
Congés		**2 525**	**2 246**	**67 193**	**71 964**
	Accident de travail	70	223	5 848	6 141
	Maladie professionnelle	-	254	4 360	4 614
	Maladie ordinaire	1 713	1 347	35 710	38 770
	Longue maladie et grave maladie	643	253	13 143	14 039
	Maladie longue durée	99	169	8 132	8 400
Autorisations d'absences		**454**	**270**	**1 258**	**1 982**
	Naissance	24	6	19	**49**
	Décès	88	52	304	**444**
	Enfant malade	299	193	814	**1 306**
	Mariage	33	19	110	**162**
	Evènements familiaux	10	-	11	**21**
Autres absences		**-**	**-**	**66**	**66**
	Absences non justifiées			**66**	**66**
TOTAL		**2 979**	**2 516**	**68 517**	**74 012**

Le taux global d'absentéisme des agent-e-s permanent-e-s des services et des établissements d'enseignement augmente de 1.5 points. Cela est dû, entre autre, à une augmentation des congés de maladie ordinaire de près de 0,7 % et des congés de longue maladie de 0,4 %.

Type d'absence	Taux
Accident du travail et maladie professionnelle	1,27%
Maladie ordinaire	4,57%
Longue maladie, grave maladie	1,65%
Maladie longue durée	0,99%
Enfants malades	0,15%
Naissance, décès, mariage …	0,08%
Absences non justifiées	0,01%
Concours	0,03%
TAUX GLOBAL	**8,75%**

➢ Taux d'absentéisme des agent-e-s permanent-e-s par catégorie

En moyenne les agent-e-s de chaque catégorie ont été plus absent-e-s qu'en 2015 : 7 jours en A, 9 jours en B et 25 jours en C.

Catégorie A	2,76%
Catégorie B	3,48%
Catégorie C	9,98%

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

➢ Accidents de travail et maladies professionnelles

	Accidents de service	Accidents de trajet	Maladies professionnelles
Filière administrative	18	9	
Filière technique	45	13	6
Filière technique lycées	271	13	50
Filière culturelle			
Filière sociale		1	

(Y compris ceux qui n'ont pas donné lieu à arrêt de travail - les accidents ayant donné lieu à une déclaration mais classés sans suite ne sont pas comptabilisés)

360 accidents trouvent leur origine en 2016 (316 en 2015), 187 ont donné lieu à un arrêt de travail (172 en 2015). 56 demandes de reconnaissance de maladie professionnelle ont été présentées en 2016 (60 en 2015).

➢ Autorisations d'absence pour concours, examen professionnel ou préparation à l'oral

Jours ouvrés	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Total
Femmes	2	119	62	**183**
Hommes		23	67	**90**
TOTAL	**2**	**142**	**129**	**273**

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

➢ Absence moyenne des agent-e-s permanent-e-s par direction

Le taux d'absentéisme pour raisons de santé dans les services est de 4,24 % en 2016, (3,95 % en 2015 et 3,7 % en 2014). Cette augmentation peut s'expliquer par l'augmentation des absences de longues maladies.

Direction	Effectif des agent-e-s permanent-e-s	Total des jours d'absences	Absence moyenne par agent
PRESIDENCE CR	4	33	8,3
DGS	20	35	1,8
DIRCI	53	287	5,4
DRH	91	932	10,2
DIL	200	2326	11,6
DAJCP	16	171	10,7
DFE	40	319	8,0
DSI	46	80	1,7
DAEI	34	272	8,0
DELS	52	677	13,0
DEFTLV	107	1555	14,5
DIRECO	65	522	8,0
DIMER	19	86	4,5
DIRAM	39	117	3,0
DITMO	15	56	3,7
DTPVN	199	3844	19,3
DPAF	70	722	10,3
DCEEB	39	146	3,7
DC	20	172	8,6
DA	10	12	1,2
CESER	16	148	9,3
Mis à Disposition	7	1	0,1
TOTAL	**1162**	**12513**	**10,8**

➢ Absence moyenne des agents permanents par motif dans les établissements d'enseignement

Le taux d'absentéisme pour raisons de santé des agent-e-s permanent-e-s des établissements d'enseignement est de 10.44% en 2016 (8.75 % en 2015), en hausse de 1,69 points.

LYCEES	Jours ouvrés	Nb agent-e-s absent-e-s	Moyenne par agent absent
Accident et maladie professionnelle	9 107	192	47,4
Maladie ordinaire	31 230	1 313	23,8
Longue durée	7 624	39	195,5
Longue maladie	11 491	65	176,8
TOTAL	**59 452**	**1 467**	40,5

En moyenne, sur l'année 2016, les agents-e-s des lycées ont été absent-e-s pour raisons de maladie, 26,5 jours ouvrés, soit 4,5 jours de plus qu'en 2015. Le nombre de jours d'absence pour maladie ordinaire a augmenté de 15% et de plus de 33 % pour la longue maladie.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

4.3 Hygiène et sécurité

4.3.1 Formations à la sécurité

1 944 personnes ont reçu une formation consacrée à la sécurité en 2016 (1872 en 2015).

Stage	Nb d'agents		Nb de jours	
	H	F	F	H
Accueil sécurité des agents des services	13	27	13,5	6,5
Assistant de Prévention - 2ème Année - EPLE	9			18
Assistant de prévention - 3ème année - EPLE	50	7	7	50
Assistant de Prévention - Formation initiale - EPLE	20	2	8	73
CACES 1-3 conduite d'engins	3			7,5
CACES 1-9	4			16
CACES 8	2			5
CACES Cat. 1 et 4	14			30
Conduire une tondeuse auto-portée	36	3	3	36
Conduite d'auto-laveuse à conducteur porté	16	27	27	16
Conduite de chariot automoteur à cond.porté - maintien - CACES	8			16
Conduite de chariots automoteurs à conducteur porté - CACES	18			54
Conduite de transpalette à conducteur accompagnant	11	1	0,5	11
Connaissance des plans de prévention	6	2	2	6
Connaissance et exploitation SSI + Ascenseurs - Partie théorique	65	16	24	97,5
Connaissance et exploitation SSI + Ascenseurs -Partie Pratique	76	26	26	73,5
Connaissance SSI - Maintien des acquis	9	1	0,5	4,5
Effectuer la signalisation temporaire des chantiers	6			6
Elagage Techniques de grimper et de déplacement en sécurité : initiation	4			16
Equipier incendie - maintien des acquis annuel	40	41	20,5	20
Equipiers incendie initiale	52	79	78	52
Equipiers incendie : maintien annuel des acquis	5	6	3	2,5
Equipiers incendie initiale	10	5	5	10
Etre sensibilisé au risque chimique	1	4	4	1
Fluides frigorigènes : préparation à l'attestation d'aptitude CAT 1	1			3
Gestes et postures	36	99	99	36
Gestion du Risque Amiante	2			2
Habilitation B0-H0- Personnel non électricien	7	12	12	7
Habilitation B0-H0-H0V - Maintien des acquis	20	9	9	20
Habilitation BS-BE-HE Manœuvres - Personnel Non électricien	83	34	68	166
Habilitation BS-BE-HE Non électricien - Maintien des acquis	93	31	46,5	139,5
Habilitation BT élect.B1(V), B2(V),B2V Essai- BC-BR -Maintien des acquis	81			121,5

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Stage	Nb d'agents		Nb de jours	
	H	F	F	H
Habilitation BT et HT Electricien - B1H1B2H2BR-BE/HE-BC-HC Ma	2			2
Habilitation électrique BT Electricien B1-B1V-B2-B2V-B2V Essai B	20			60
Mise en main Grue Palfinger de camion DAF	10			1,4
Monter, transformer utiliser,démonter en sécurité échafaudage	46			122
Permis remorque B96	1			1
Permis remorque EB	5	2	6	15
Plates formes élévatrices de personnes CACES-maintien	10			20
Plates-formes élévatrices mobiles de personnes - CACES 1B et 3E	54			138
Préparer le certificat navigation PC	38	2	12	68
Préparer le permis poids lourd C	1			10
Prévenir le Risque auditif en milieu du travail et port des EPI	7	6	3	3,5
Prévenir le risque biologique	4	14	14	4
Prévenir les risques liés aux légionelles	25			50
PSC1	1	1	1	1
Sauveteur secouriste du travail - maintien des acquis	120	158	158	120
Sauveteur secouriste du travail : recyclage	2	2	2	2
Sauveteur secouriste du travail initiale	1	7	14	2
Sauveteur secouriste du travail : préparation à l'examen SST	36	54	108	72
Savoir tronçonner, élaguer et débroussailler en toute sécurité	30	4	4	30
Sécurité incendie dans les ERP	1			2
Utiliser les échelles et escabeaux	4	6	3	2
Utiliser les EPI contre les chutes de hauteur	35	2	2	35
TOTAL	**1254**	**690**	**783,5**	**1884**

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

4.3.2 Amélioration des conditions de travail

La collectivité fournit à l'ensemble des agents identifiés au cours de l'évaluation des risques, des vêtements de travail et équipements de protection individuelle (EPI). Chaque agent dispose ainsi d'une dotation lorsqu'il intègre la Région et d'un renouvellement annuel lui permettant de remplacer ses effets usagés.

Les dotations concernent près de 3.500 agents répartis sur l'ensemble du territoire breton (environ 150 sites de travail), à la fois au sein des EPLE, des EMAT, des voies navigables, des ports et des services centraux.

En 2016, les dépenses pour les équipements commandés se sont élevées à 705 829 € soit une baisse d'environ 12% par rapport à l'année passée.

Cette réduction significative trouve principalement son origine dans l'acquisition, par la collectivité, d'un progiciel de gestion des commandes de vêtements de travail et équipements de protection individuelle en 2015. Cet outil permet de disposer d'une traçabilité individuelle des besoins ou équipements fournis, de fiabiliser la gestion des commandes et ainsi d'optimiser les achats, tout en maintenant le niveau de protection exigé pour la sécurité des agents.
Néanmoins, si l'écart budgétaire entre 2015 et 2016 a été particulièrement notable, ceci s'explique également, d'une part par l'acquisition d'un important stock en 2015 qui avait pesé sur les dépenses de l'année, et d'autre part, par l'engagement de dépenses au cours du dernier trimestre 2016 qui ne seront payées que sur le prochain exercice budgétaire.

- Autres dépenses liées à l'hygiène et la sécurité

Depuis 2013, la Région a organisé le contrôle des équipements de protection individuelle dits de classe 3, comme les gilets de sauvetage, harnais de sécurité, etc., conformément au Code du Travail.

En outre, comme chaque année, des trousses de secours ont été achetées pour faire face à de nouveaux besoins, et le contenu des trousses existantes a été renouvelé. Le coût de ces acquisitions est nettement inférieur à l'année passée (-13%), du fait d'une implantation plus ciblée et plus cohérente des trousses de secours sur les sites.

	Coût
Maintenance des équipements de protection individuelle de classe 3	30 290 €
Trousses de secours	15 698 €

- Assistants de prévention et référents hygiène et sécurité

Deux assistant-e-s de prévention au sein des services de la Région (sites administratifs d'une part et voies navigables et antennes portuaires d'autre part) déploient la politique sécurité au plus près du terrain. Ils travaillent en lien avec les deux conseillers prévention de la Région, chargés de coordonner l'ensemble des dispositifs hygiène et sécurité de la collectivité.
Trois référents hygiène et sécurité sont également présents au sein des ports depuis 2013.

La Région dispose par ailleurs d'un réseau d'assistants de prévention et référents hygiène et sécurité pour déployer son intervention dans la prévention des risques au sein des établissements scolaires. En 2016, ce sont 98 agents régionaux qui exercent la mission d'assistant de prévention en EPLE, auxquels s'ajoutent 29 référents hygiène et sécurité.

- Chargé·e·s d'intervention

La Région s'appuie également sur les 157 « chargé-e-s d'intervention » des services (hors EPLE) qui ont pour mission d'agir sur les départs de feu et de participer à l'évacuation des locaux d'une part, d'assurer les fonctions de sauveteur-se secouriste du travail, d'autre part, en portant secours aux victimes.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

4.4 Frais de déplacements

En 2016, les dépenses consacrées aux déplacements des agent-e-s sont en baisse de 4,9%.

1457 agent-e-s ont bénéficié, en 2016, de remboursement de frais de déplacement contre 1493 en 2015 (-2,4 %).

- 726 agent-e-s des services
- 23 agent-e-s de l'Inventaire du patrimoine
- 161 agent-e-s des ports et canaux
- 555 agent-e-s des EPLE.

(Certains agents ont changé d'affectation en cours d'année, au fil des mutations, ce qui explique la différence entre la somme des agents et le nombre indiqué)

Les remboursements de frais de déplacement sont en baisse de 6,8 % - Les frais d'agences sont en baisse de 2,7 %.

Dépenses en euros par budget	2015	2016
Remboursement de frais aux agents des services	289 654	295 181
Remboursement de frais aux agents de l'inventaire et du patrimoine	16 506	10 905
Remboursement de frais aux agents des ports et canaux	22 337	8 229
Remboursement de frais aux agents des établissements d'enseignement	139 553	122 074
Frais d'agences de voyages (transports, hôtels, packages …) dont congés bonifiés*	375 239	365 158
TOTAL	**843 289**	**801 547**

les billets d'avion pour congés bonifiés sont inclus - 20 275 €. Le droit aux congés bonifiés s'exerce tous les 3 ans. 8 bénéficiaires en 2016. Coût moyen par bénéficiaire : 2 534 euros (2 914 € en 2015)

➢ Utilisation des véhicules personnels

En **2016**, **62** agent-e-s ont utilisé leur véhicule personnel, **474 394** Kms ont été remboursés (**545 464** Kms en **2015**). La majorité des trajets ont été réalisés par les agent-e-s des établissements d'enseignement (**348 366** Kms - **515** agent-e-s), les agent-e-s de l'Inventaire du patrimoine (**16 920** Kms – 5 agent-e-s), les animateurs-trices Europe (**3 012** Kms – 6 agent-e-s) et les agent-e-s des points Région (**17 383** Kms - 10 agent-e-s).

Coût de l'utilisation des véhicules personnels : **147 622 euros**,

Un kilomètre remboursé a coûté en moyenne : **31** centimes d'euros.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

5. ACTION SOCIALE

5.1 Barème social unique

Par délibération des 27, 28 et 29 janvier 2003, a été créé un barème social unique des prestations d'action sociale de la Région Bretagne.

Ce barème s'applique aux prestations d'action sociale, aux chèques-vacances, aux titres restaurant et à la subvention-repas.

Il est apprécié en fonction du revenu net fiscal de l'agent-e lors de l'année précédente. La situation individuelle de chaque agent-e est étudiée dès le 1er janvier de chaque année.

Pour 2016, les tranches de revenus sont les suivantes :

- Tranche 1 : moins de 18 500 euros par an
- Tranche 2 : de 18 500 euros à 25 399 euros par an
- Tranche 3 : de 25 400 euros à 37 239 euros par an
- Tranche 4 : 37 240 euros et plus

Les agents-es assurant des remplacements ou des renforts d'effectif sont systématiquement considérés en tranche 1.

La revalorisation des montants de ce barème est faite en référence à la valeur du point d'indice de rémunération des fonctions publiques au 1er janvier de l'année où sont appréciées les situations individuelles. Ces montants sont arrondis à la dizaine d'euros inférieure.

5.2 Aide unique à la restauration

L'aide unique à la restauration a été mise en place le 1er octobre 2003. Les agent-e-s déjeunant au restaurant administratif et ceux optant pour les titres restaurant bénéficient d'une aide du même montant, soit pour 2016 :

- Tranche 1 : 3.66 euros
- Tranche 2 : 3.36 euros
- Tranches 3 et 4 : 3.05 euros

En 2016, le coût de l'aide unique à la restauration est de **619 147 euros** (soit une augmentation de 1.7 % par rapport à 2015).

5.3 Chèques Vacances

Le tableau ci-après reprend la répartition des demandes de chèques-vacances par formule et tranche de revenus pour les campagnes 2014-2015 et 2015-2016 :

	Demandeurs Tranche 1		Demandeurs Tranche 2		Demandeurs Tranche 3	
	2014-2015	2015-2016	2014-2015	2015-2016	2014-2015	2015-2016
Formule 1 450 € de chèques vacances	528	257	1 387	1602	310	341
Formule 2 250 € de chèques vacances	17	7	49	38	18	9
Formule 3 250 € de chèques vacances	55	80	105	157	10	
Toutes formules confondues	600	344	1541	1797	338	350

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

5.4 Tableau récapitulatif de l'action sociale

Prestations	Coût Région (en euros)		Nombre bénéficiaires	
	2015	2 016	2015	2016
Aides à la famille	258 187	245 311		
Evènements familiaux (naissances, adoptions, mariages, PACS, décès conjoints ou enfants)	33 320	24 260		
Garde jeunes enfants	96 930	94 247	222	230
Séjours enfants	43 228	40 390		
Allocation enfant handicapé dont prestation spéciale handicap (enfant de plus de 20 ans suivant des études)	84 709	86 414	48	47
Aide agent-e handicapé-e	780 900	854 700	481	504
Chèques vacances	321 938	294 745	2479	2491
Action Plan de déplacement	106 681	104 531	355	353
Aide unique à la restauration	608 809	619 147	1301	
Restaurant administratif	175 564	177 388		
Titre restaurant	433 245	441 759	1201	1244
Logement	44 691	46 334		
Aide installation	11 372	17 925	21	33
Bonifications prêts immobiliers	33 319	28 409		
Prêts installation *			6	5
Complémentaire santé	48 395	53 838	484	548
Prévoyance	76 655	84 348	585	645
Fonds de solidarité (aides)	66 259	49 813	139	119
Départ à la retraite	30 300	14 400	101	48
Arbre de Noël	67 680	69 600	1692	1136
Association omnisport	25 000	28 000		
Marché billeterie	14 859	13 149	1651	1461
Médailles du travail (Chèques cadeaux et médai	16 786	15 023	150	130
TOTAL	**2 467 140**	**2 492 939**		

**Nombre d'agent-e-s ayant bénéficié d'un prêt*

- Montant prêts de solidarité : 17 226 euros
- Montant prêts installation : 2 790 euros

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

6. COMMUNICATION INTERNE

6.1 Kelenn

- Un portail d'information et un espace documentaire

Kelenn est le portail interne commun aux 4200 agent-e-s, aux élus et aux membres des assemblées. Il est tout à la fois un portail d'information, un espace documentaire, un outil de travail et le point d'accès à l'ensemble des applications de la Région. Des actualités et informations y sont diffusées quotidiennement. Les rubriques donnent accès aux informations sur l'organisation de la collectivité, ses missions, les dispositions RH et réglementaires, les aspects pratiques, et aux documents officiels de la Région. Les mises à jour sont effectuées par la communication interne et par un réseau de contributeurs déconcentrés dans les services formés spécifiquement. En 2016, ce réseau comptait 58 agent-e-s (contre 51 en 2015 et 64 en 2014). En mars 2016, une nouvelle version de Kelenn a été mise en production pour proposer de nouvelles fonctionnalités, une plate-forme technique plus robuste ainsi qu'une ergonomie mieux adaptée aux différents types d'écrans.

- Un outil collaboratif

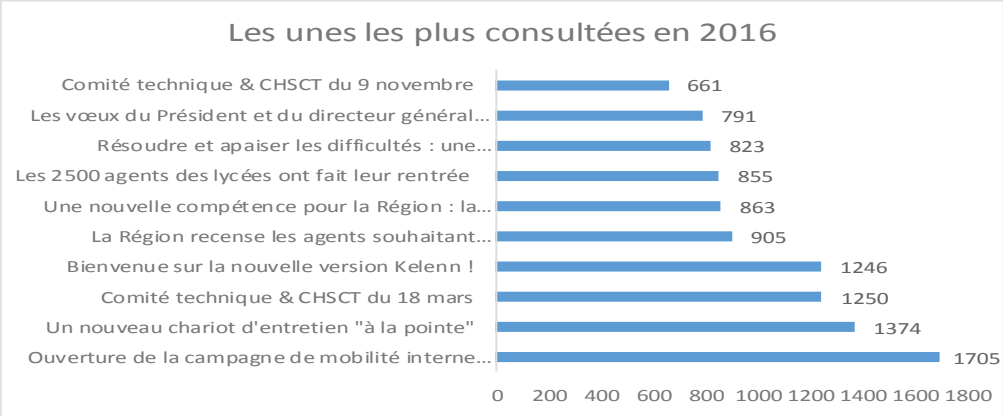
Les espaces collaboratifs de Kelenn permettent à des groupes d'agent-e-s de communiquer, partager, gérer et organiser des informations ou des documents autour d'un projet commun ou d'intérêts partagés. En 2016, 85 nouveaux espaces collaboratifs ont été créés (contre 106 en 2015, 102 en 2014 et 79 nouveaux espaces en 2013). Le nombre d'espaces ouverts au 31 décembre 2016 est de 356 (contre 300 au 31 décembre 2015).

- Un outil d'expression

Kelenn est aussi un espace d'expression ouvert à l'ensemble des agent-e-s à travers des périmètres bien définis (avis, blogs, forum, foires aux questions collaboratives) pour leur permettre de donner un point de vue personnel, d'apporter une analyse enrichie, d'interroger directement l'administration sur un point qui n'aurait pas été abordé ou qui n'a pas été compris. En 2016 plus de 275 commentaires ont été publiés sur Kelenn (contre 299 en 2015, 317 en 2014 et 427 avis en 2013). Ce chiffre ne prend pas en compte les commentaires et contributions publiées sur les différents blogs ni les commentaires publiés avant le 25 mars 2016, date correspondant à la mise en production de la nouvelle version de Kelenn, qui s'est accompagnée de la perte de plusieurs données.

- Eléments statistiques

En 2016, 1425 visiteurs uniques se sont connectés en moyenne à Kelenn chaque jour ouvré de la semaine, pour une moyenne de 14000 000 pages vues / jour ouvré de la semaine. Les samedis et dimanches, 250 visiteurs uniques se sont connectés en moyenne par jour, pour une moyenne de 1800 pages vues/jour. On observe une préférence des agents pour les sujets RH, ceci est confirmé par le classement des 10 unes les plus consultées.



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

6.2 Panoramiques

Panoramiques a été créé en 2006, à l'occasion des transferts, il s'agissait de créer un outil de cohésion entre les différents personnels mais aussi de transmettre l'information de la Région à l'intérieur des lycées. En 2009, une étude de lectorat a démontré un fort taux de lecture du magazine qui s'est révélé être apprécié par les agent-e-s, en particulier par ceux des lycées. Cette même année, Panoramiques a remporté le premier prix de la presse territoriale, saluant ainsi la qualité formelle et rédactionnelle du magazine. Une refonte du magazine a été opérée avec pour objectif d'apporter plus de cohérence formelle, mieux positionner et améliorer la lisibilité de certaines rubriques.

La charte éditoriale vise à informer les agent-e-s des politiques régionales, les renseigner sur les dispositions internes et fonctionnelles, faire de la diversité des personnels un atout pour la collectivité, valoriser les compétences et les services et enfin, jouer la complémentarité avec les autres outils de la communication interne

Edité à 4400 ex., Panoramiques est adressé à tous les agent-e-s de la Région, quel que soit leur statut, ainsi qu'aux élus régionaux et aux chefs d'établissement et gestionnaires des lycées publics.

Panoramiques parait tous les trimestres. Il s'organise en trois parties :

- **une première partie d'actualités du territoire et de l'institution** :

  - « 90 jours » : l'agenda des trimestres écoulés et à venir.
  - « décryptage » : rubrique donnant les clés pour comprendre une thématique relevant d'une compétence régionale et ses enjeux, avec une dimension bilan de l'action régionale.
  - « horizon » : interview d'un intervenant extérieur à la Région pour apporter un point de vue éclairé sur un défi auquel le territoire breton est confronté et pour lequel il appartient à la Région d'agir.
  - « cap sur » : dossier traitant d'une orientation, d'une politique, d'une compétence régionale.

- **un cahier RH et informations internes composé de trois rubriques** :

  - « bon à savoir » : deux fiches pratiques sur une question RH ou fonctionnelle.
  - « en chantier » : rubrique consacrée à un sujet RH ou fonctionnel un peu prospectif et/ou stratégique, en cours de mise en œuvre.

- **les femmes et hommes qui font la Région, composé de trois rubriques** :

  - « ils font la Région » : portraits de deux agent-e-s sous l'angle métier.
  - « 24h avec » : une journée avec un service ou une équipe de la Région sous la forme d'un reportage.
  - « initiatives » : exemples de démarches personnelles initiées par des agent-e-s de la Région.

En 2016, les numéros 38, 39, 40 et 41 ont été diffusés ainsi qu'un hors-série consacré à la nouvelle assemblée régionale.

6.3 Autres moyens de communication

6.3.1 Autres Publications et campagnes de communication

En 2016, la communication interne a actualisé des plaquettes (Vos contacts RH, action sociale, AOARB...), édité des organigrammes, réalisé le suivi de la démarche d'amélioration des conditions de travail (lettre d'info) et accompagné la réalisation de guides métiers (guide de la gestion différenciée, guide chauffage...). Des plaquettes « élus » (Bureau, CRB...) et un memento des commissions ont également été édités.

Des affiches ont été réalisées pour promouvoir des événements (Café Patton, Semaine du handicap...).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

6.3.2 Manifestations

- Les vœux du Président au personnel et aux élu-e-s se sont déroulés le 11 janvier à la Halle Martenot et ont été retransmis en direct via Kelenn, notamment pour les agent-e-s des lycées.

- Egalité professionnelle femmes-hommes : Brigitte Grésy, secrétaire du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle, est venue le 9 mai pour une conférence sur le sexisme dans le monde du travail.

- Le déjeuner sur l'herbe a réuni les agent-e-s des services et les élu-e-s le 27 mai.

- Trois nouvelles éditions du Café Patton se sont déroulées les 17 mars, 3 mai et 10 novembre pour évoquer la formation des agents, la loi NOTRe, le budget, l'articulation TER-BGV ou encore la rémunération.

- Trois conférences ont été proposées sur le thème des 30 ans de la Région les 27 juin, 3 octobre et 12 décembre.

- Semaine du handicap : le 14 novembre, Philippe Croizon est venu témoigner pour parler du dépassement de soi, de l'optimisme et de la place du handicap en entreprise.

- Don du sang : en partenariat avec l'Etablissement Français du Sang, organisation de deux opérations de collecte au sein de la Maison du Don, les 24 mai et 29 novembre.

- Orchestre de Bretagne : 200 places ont été achetées et distribuées aux agent-e-s lors des concerts de l'Orchestre de Bretagne dans différentes villes en Bretagne.

- Réunions d'accueil : 11 réunions d'accueil pour les nouveaux arrivants (présentation de l'institution et de la politique d'action sociale) dont une consacrée spécialement aux apprenti-e-s et aux emplois d'avenir et une consacrée aux collaborateurs de groupe ont été organisées.

- Cérémonies des médailles du travail dans les quatre départements.

6.3.3 Programme de soutien aux projets humanitaires

La Région a poursuivi son programme de soutien institué en 2005 qui permet aux agent·e·s de réaliser des projets à vocation humanitaire, sociale, culturelle ou environnementale. Le nouvel appel à projet a permis en 2016 à deux agentes de réaliser leur projet.

Le premier projet a été mené avec l'association « Donne-moi de l'eau » au Sénégal. Il a permis d'apporter un soutien pour différents chantiers (carrelage, construction de ruche, éclairage solaire, etc.).

Le second projet a été mené avec l'association « Solidarité Finistère Rwanda » et a permis d'accompagner la mise en place d'une coopérative agricole et de jardins familiaux et de préparer la fête de fin d'année avec la création d'une pièce de théâtre.

6.3.4 PLINDER (Plan interne de déplacement régional)

Ce plan propose des transports alternatifs à l'utilisation de la voiture et concerne les agent-e-s, les élu-e-s et les visiteurs.

Au titre de ce dispositif en 2016, 373 agent-e-s ont bénéficié de la prestation transport en commun, 14 agent-e-s de la prestation abonnement vélo, 2 agent-e-s de l'aide à l'achat d'un véhicule électrique et 1 agent-e de la prestation location parking vélo.

Par ailleurs, dans le cadre du déménagement du site de Beauregard vers Beaulieu, un forum PLINDER a été proposé aux agents le 19 mai 2016. Les différents partenaires SNCF/TER Bretagne, Illenoo, le STAR et Ehop se sont réunis pour faire découvrir les moyens de transport alternatifs à la voiture seule et apporter des conseils personnalisés aux agents pour leurs déplacements quotidiens.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

7.RELATIONS SOCIALES ET RESPONSABILITÉ SOCIALE DE L'EMPLOYEUR

7.1 Instances paritaires

Chaque instance est composée à parts égales de représentants du personnel et de représentants de la collectivité. Ces derniers sont désignés par le Président du Conseil régional qui assure la présidence des instances ou se fait représenter. Les représentants du personnel sont élus ou, à défaut de candidats en nombre suffisant, tirés au sort.

Le 4 décembre 2014 ont eu lieu les élections professionnelles. Les agents ont élu leurs représentants du personnel au sein du Comité technique et des Commissions administratives paritaires. Les représentants du personnel siégeant au Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ont, quant à eux, été désignés par les organisations syndicales.

7.1.1 Comités techniques et Comités d'hygiène et de sécurité

Depuis les élections professionnelles de 2014, la collectivité compte deux instances paritaires collectives : un Comité technique et un Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

7.1.1.1 Comité technique (CT)

Le Comité technique est consulté, pour avis, sur toute question collective touchant à l'ensemble des agent-e-s :

1. Organisation et fonctionnement des services ;
2. Évolutions des administrations ayant un impact sur les personnels ;
3. Grandes orientations relatives aux effectifs, emplois et compétences ;
4. Grandes orientations en matière de politique indemnitaire et de critères de répartition y afférents ;
5. Formation, insertion et promotion de l'égalité professionnelle ;
6. Sujets d'ordre général intéressant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail ;
7. Aides à la protection sociale complémentaire, lorsque la collectivité territoriale ou l'établissement public en a décidé l'attribution à ses agents ;
8. Action sociale ;
9. Autre sujet.

➢ Le Comité technique s'est réuni à 5 reprises en 2016

- **Réunion du 18 mars 2016**

1. Approbation du procès-verbal du Comité technique du 20 novembre 2015 (avis)
2. Organisation des services (avis)
3. Bilan du plan de formation 2015 et plan prévisionnel de formation 2016 (avis)
4. Avenant à la convention de mise à disposition des services de l'État chargés de la gestion des fonds européens (avis)
5. Campagne de déprécarisation dans les lycées (avis)
6. Questions des organisations syndicales

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- **Réunion du 24 juin 2016**

1. Contractualisation d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la ligne routière régionale Saint-Brieuc-Vannes/Lorient (avis)
2. Organisation des services : DIRCI (avis)
3. Bilan social 2015 (avis)
4. Rapport sur l'état de la collectivité (bilan social DGCL) 2015 (avis)
5. Accueil des apprentis et emplois d'avenir dans les services et lycées (avis)
6. Tableau de répartition des moyens (avis)
7. Fermeture des services de la Région N+1 (avis)
8. Bilan N-1 de la convention avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP)
9. Modification de la charte de sécurité informatique
10. État d'avancement de la mise en œuvre de la loi NOTRe
11. Questions des organisations syndicales

- **Réunion du 7 octobre 2016** (ce Comité technique a dû être annulé le jour de l'instance faute de quorum parmi le collège des représentants du personnel)

- **Réunion du 9 novembre 2016**

1. Adoption du procès-verbal du Comité technique du 24 juin 2016 (avis)
2. Organisation des services (avis)
   - Direction de la relation aux citoyens (DIRCI)
   - Direction des affaires juridiques et de la commande publique (DAJCP)
3. Prolongation du dispositif de titularisation après sélection professionnelle (avis)
4. Suivi intermédiaire du Label Égalité
5. Accueil des apprentis et emplois d'avenir dans les services et les lycées : désignation des maîtres d'apprentissage et tuteurs
6. Réflexion sur les modalités d'organisation du télétravail
7. Questions des organisations syndicales

- **Réunion du 9 décembre 2016**

1. Approbation du procès-verbal du Comité technique du 18 mars 2016 (avis)
2. Conventions de transferts de compétences issus de la mise en œuvre de la loi NOTRe (avis)
3. Renouvellement du contrat de délégation de service public (DSP) du port de commerce et de pêche de Saint-Malo (avis)
4. Adaptation du Tableau de répartition des moyens (TRM) (avis)
5. Présentation de la fonction et du processus de médiation
6. Charte messagerie
7. Questions des organisations syndicales

7.1.1.2 Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)

Ce comité a pour missions de :

1. Contribuer à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents, du personnel mis à disposition de l'autorité territoriale et des personnes placées sous sa responsabilité par une entreprise extérieure ;
2. Contribuer à l'amélioration des conditions de travail, notamment en vue de faciliter l'accès des femmes à tous les emplois et de répondre aux problèmes liés à la maternité ;
3. Veiller à l'observation des prescriptions légales prises en ces matières.
4. Procéder à l'analyse des risques professionnels ;
5. Contribuer à la promotion de la prévention des risques professionnels et susciter toute initiative qu'il estime utile dans cette perspective. Il peut proposer notamment des actions de prévention du harcèlement moral et du harcèlement sexuel ;
6. Suggérer toutes mesures de nature à améliorer l'hygiène et la sécurité du travail, à assurer l'instruction et le perfectionnement des agents dans les domaines de l'hygiène et de la sécurité. Il coopère à la préparation des actions de formation à l'hygiène et à la sécurité et veille à leur mise en œuvre ;
7. Le CHSCT est réuni par son président à la suite de tout accident mettant en cause l'hygiène ou la sécurité ou ayant pu entraîner des conséquences graves.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

➢ Le CHSCT s'est réuni à 5 reprises en 2016. 9 réunions de groupes issus du CHSCT ont également eu lieu en 2016.

- **Réunion du 18 mars 2016**

1. Approbation des procès-verbaux des CHSCT des 19 septembre 2014 et 25 septembre 2015 (avis)
2. Modification du règlement intérieur de la collectivité (avis)
3. Campagne de sensibilisation aux conduites addictives
4. Bilan 2015 des exercices incendie
5. Suite de l'audit de l'activité de plongée à l'antenne portuaire de Saint-Malo
6. Analyses d'accidents de travail
7. Bilan 2015 des accidents de travail
8. Consignes de sécurité lors de l'éclusage aux voies navigables (avis)
9. Suites de la Commission habillement
10. Déménagement dans les nouveaux locaux situés à Cesson Sévigné
11. Mesures de sécurité dans les EPLE suite aux attentats du 13 novembre 2015
12. Questions des organisations syndicales

- **Réunion du 24 juin 2016**

1. Plan d'actions relatif aux accidents de service (avis)
2. Projet de travaux des espaces agents du lycée Rabelais de Saint Brieuc (avis)
3. Formations aux risques électriques (avis)
4. Emménagement sur le site de Beaulieu : bilan après 3 mois et perspectives dans le cadre de la phase n°2 des travaux
5. Fiche conseil relative au travail sur écran
6. Questions des organisations syndicales

- **Réunion du 7 octobre 2016** (ce CHSCT a dû être annulé le jour de l'instance faute de quorum parmi le collège des représentants du personnel)

- **Réunion du 9 novembre 2016**

1. Adoption des procès-verbaux du CHSCT des 18 mars et 24 juin 2016 (avis)
2. Méthode d'évaluation des risques professionnels
3. Bilan annuel de la médecine professionnelle et préventive
4. Conditions d'accueil des apprentis mineurs
5. Analyse d'accidents de travail et préconisations
    - Accident de travail d'un agent de la DDVN : analyse et préconisations formulées par la délégation du CHSCT du 13/09/2016
    - Accident de travail d'un agent du SEMPAT : analyse et préconisations formulées en lien avec le représentant délégué par le CHSCT le 06/09/2016
6. Sur proposition du secrétaire du CHSCT : État des lieux de l'amiante
7. Sur proposition du secrétaire du CHSCT : Constitution d'un groupe de travail sur le thème des procédures à suivre en cas d'agression d'un agent, d'une personne cherchant à se suicider ou de la découverte d'un cadavre par un agent
8. Questions des organisations syndicales

- **Réunion du 9 décembre 2016**

1. Prévention des risques d'exposition au gaz en milieux confinés (avis)
2. Analyse d'accidents de service et préconisations formulées en lien avec les représentants délégués par le CHSCT :
    - Accident de service d'un agent de l'antenne portuaire de Saint-Malo
    - Accident de service d'un agent du centre des voies navigables de St Germain
    - Accident de service d'un agent du lycée Rabelais de St Brieuc
    - Accident de service d'un agent de l'EMAT de Rennes 2 au lycée Beaumont de Redon
3. Présentation d'un support de communication (film) relatif au déploiement du chariot de ménage ergonomique dans les EPLE
4. Questions des organisations syndicales

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Se sont également réunis en 2016 des groupes mandatés par le CHSCT, à savoir :

- 1 réunion de la Commission habillement : le 5 février 2016 ;
- 1 délégation pour la visite d'un nouveau site de travail : le 5 février 2016 ;
- 1 délégation élargie pour l'analyse d'un accident de travail : le 13 septembre 2016 ;
- 6 délégations restreintes pour l'analyse d'accidents de travail : les 6 et 12 septembre, 2 le 13 octobre ainsi que les 17 et 18 octobre 2016.

7.1.2 Commissions administratives paritaires

Pour chaque catégorie de fonctionnaires A, B et C, une Commission administrative paritaire a été créée. Chaque CAP se subdivise en 2 groupes hiérarchiques. Leur composition a été renouvelée fin 2014, suite aux élections professionnelles. Ces Commissions émettent des avis sur des questions d'ordre individuel, touchant tous les agent-e-s y compris les personnels transférés intégrés ou détachés (pour ces derniers, uniquement pour leur carrière territoriale), se rapportant à l'évaluation, aux avancements d'échelon, de grade, à la promotion interne, au détachement, à la mise en disponibilité, à la mise à disposition, à l'intégration, au refus de titularisation, au licenciement, au reclassement pour inaptitude physique. Elles siègent aussi en conseil de discipline.

- 12 réunions de Commissions administratives paritaires en 2016

La CAP de **catégorie A** s'est réunie 4 fois : les 28 janvier, 15 mars, 16 juin et 15 novembre 2016.

La CAP de **catégorie B** s'est réunie 4 fois : les 15 mars, 16 juin, 30 août et 15 novembre 2016.

La CAP de **catégorie C** s'est réunie 4 fois : les 15 mars, 16 juin, 30 août et 15 novembre 2016.

7.1.3 Conseils de discipline

Le Conseil de discipline est une formation particulière de la commission administrative paritaire. Il est donc, comme la CAP, paritaire et consultatif. Il existe, de même, un conseil de discipline par catégorie hiérarchique de fonctionnaires. Il doit être consulté avant toute sanction disciplinaire autre que les sanctions du 1er groupe, avant publicité d'une sanction et de ses motifs. Il est compétent uniquement à l'égard des fonctionnaires, et ne concerne donc pas les agent-e-s non titulaires.

- Une réunion du Conseil de discipline a eu lieu en 2016.

7.1.4 Commissions d'actions sociales (CAS)

La Commission d'action sociale est compétente pour attribuer, dans la plus grande transparence et dans le respect de l'anonymat, des prestations d'action sociale nécessitant un examen individuel.

Elle est chargée, après examen individuel, de l'attribution des aides et prêts d'honneur du fonds de solidarité, des aides exceptionnelles au départ en vacances en famille, des aides exceptionnelles à la rentrée scolaire.

Elle est également compétente pour l'attribution de l'allocation mensuelle pour les travailleurs handicapés et intervient dans le programme de soutien aux projets humanitaires, culturels, sociaux ou environnementaux.

- 11 réunions de la Commission d'action sociale se sont déroulées en 2016 : les 19 janvier, 2 février, 1er mars, 1 avril, 10 mai, 6 juin, 30 juin, 6 septembre, 4 octobre, 15 novembre et 8 décembre 2016.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

7.1.5 Commission de cotation et de fléchage (CCF) des postes

Instituée par le protocole d'accord du 2 juin 2009, la Commission de cotation et de fléchage a pour but d'examiner les demandes de révision concernant la cotation et le fléchage de chaque poste, ce qui induit des impacts sur la rémunération et la carrière des agents.
En effet, la cotation détermine le niveau de la prime de fonction qui est une composante du régime indemnitaire. Quant au fléchage, il précise le grade maximum auquel un agent peut prétendre sur le poste qu'il occupe.

Les missions de la Commission de cotation et de fléchage ont été redéfinies par le règlement du système de cotation-fléchage adopté par le Comité technique du 27 mars 2015.

La commission de cotation et de fléchage des postes examine les points suivants :

1. Les demandes de changement de rattachement poste-métier ;
2. Les demandes de modification des cotations quand une marge d'appréciation existe ;
3. Le suivi des postes passerelles, au vu des requalifications réalisées dans l'année en catégorie A et B. Les postes passerelles permettent un accès privilégié à la catégorie B pour des agents issus de la catégorie C ou sans expérience dans le domaine visé, à la catégorie A pour des agents issus de la catégorie B ou sans expérience dans le domaine visé ;
4. La détermination des postes tremplins. Les postes tremplins ont pour objectif d'identifier les agents de catégorie A ayant la motivation et le potentiel pour se positionner à terme sur des fonctions d'encadrement.

➢ La Commission de cotation et de fléchage s'est réunie le 25 novembre 2016.

7.1.6 Réunions techniques

Afin de construire un dialogue social de qualité et renouvelé, l'Administration a fait la proposition aux organisations syndicales de toutes les rencontrer entre les réunions des instances paritaires collectives pour préparer ces réunions d'une part, pour aborder tous les points d'actualité d'autre part et, notamment, y conduire des discussions sur les projets en cours d'élaboration.

➢ 5 réunions techniques ont été organisées en 2016 : les 11 mars, 3 juin, 17 juin, 30 septembre et 2 décembre 2016.

7.1.7 Réunions « Agenda Social »

A compter de mai 2011, la Région Bretagne a mis en place un Agenda social, en complément des réunions techniques entre les organisations syndicales et l'administration.

Les réunions Agenda social visent à évoquer des sujets de fond, nécessitant des discussions entre l'administration et les représentants du personnel, sur du moyen ou du long terme. Elles peuvent conduire à soumettre aux instances paritaires compétentes des projets d'avis.

Les organisations syndicales et l'administration régionale se sont accordées pour évoquer trois sujets dans le cadre des discussions de l'Agenda social : les conditions de travail, le rôle et les moyens de l'encadrement, la participation de l'employeur en matière de protection sociale complémentaire.

➢ Deux réunions « Agenda social » ont eu lieu en 2016 : le 26 février et le 25 novembre 2016.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

7.1.8 Démarche d'amélioration des conditions de travail

La démarche d'amélioration des conditions de travail s'est poursuivie en 2016 avec 2 réunions du comité de pilotage ainsi que plusieurs réunions de groupes de travail chargés de la mise en œuvre des actions du plan.
Ainsi, en 2016, des groupes se sont constitués afin d'échanger et proposer des dispositifs pour :

- Promouvoir les bonnes pratiques d'usage de la messagerie ;
- Prendre en compte la réalité du temps de travail en présentiel et non-présentiel, en commençant à dessiner les contours d'une expérimentation du télétravail à domicile ;
- Professionnaliser les entretiens professionnels ;
- Définir les matériels adaptés aux personnels en charge de l'hygiène et propreté des locaux en EPLE et établir un référentiel professionnel sur ces missions.

Ces quatre groupes poursuivront leur travail en 2017, afin de proposer des actions en faveur de l'amélioration des conditions de travail sur ces thématiques et de les soumettre aux instances paritaires et à l'Administration.
En outre, en concertation avec les représentants des organisations syndicales, la fin d'année 2016 a été marquée par l'élaboration de nouvelles modalités d'accompagnement des parcours des personnels contractuels temporaires en EPLE. Les modalités de cet accompagnement vers la titularisation ont obtenu l'avis favorable du Comité technique le 9 novembre 2016.
Enfin, l'année 2016 a vu la nomination de 4 référents encadrement en EPLE, se partageant le territoire régional en quatre secteurs, chargés de développer le partage d'expériences entre encadrants dans les lycées et de conseiller et soutenir ces encadrants en leur proposant un accompagnement de proximité.

7.1.9 Synthèse du dialogue social

Instances	Nombre de réunions
Comité technique	5
Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail	14 (dont 5 en formation plénière)
Commission administrative paritaire	12
Commission d'action sociale	11
Réunion technique	5
Réunion "Agenda social"	2
Comité de pilotage démarche d'amélioration des conditions de travail	2
TOTAL	**51**

7.2 Exercice du droit syndical

7.2.1 Droit syndical

➢ 1954 journées d'absence pour motif syndical ou de représentation ont été autorisées en 2016, soit une hausse de 6,16 % par rapport à 2015.

Motif	Total
Réunions syndicales au niveau supérieur au département (article 16)	199
Réunions syndicales au niveau inférieur au département (article 17)	273,5
Réunions des instances paritaires et groupes de travail (article 18)	322
Décharges d'activités de service (articles 13 et 19)	1122
Congés pour formations syndicale	38
TOTAL	**1954,5**
Soit en équivalent temps plein	9,5

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

7.2.2 Droit de grève

➢ 35 mouvements ont été suivis en 2016

Dates	Mot d'ordre		Nombre de grévistes	Nombre de journées
	National	Local		
26/01/2016	X		245	239
29/01/2016		X	4	4
04/02/2016	X		1	1
08/03/2016	X		45	45
09/03/2016	X		79	72
17/03/2016	X		8	7,5
22/03/2016	X		29	29
24/03/2016	X		3	3
31/03/2016	X		285	275
05/04/2016	X		1	1
28/04/2016	X		135	133
29/04/2016	X		1	1
10/05/2016	X		1	1
12/05/2016	X		43	43
17/05/2016	X		51	51
19/05/2016	X		99	95
24/05/2016	X		1	1
26/05/2016	X		82	72
30/05/2016		X	22	3
01/06/2016	X		2	2
02/06/2016	X		5	5
09/06/2016	X		1	1
14/06/2016	X		95	94
23/06/2019	X		24	22
28/06/2016	X		31	19
05/07/2019	X		20	19
08/09/2016	X		3	3
14/09/2016	X		1	1
15/09/2016	X		93	90
19/09/2016	X		1	1
19/10/2016	X		1	1
08/11/2016	X		2	2
09/11/2016	X		1	1
29/11/2016	X		40	39,5
15/12/2016		X	11	2
TOTAL	**32**	**3**	**1466**	**1379**
dont national			1429	1370
dont local			37	9

Pour les arrêts de travail d'une durée inférieure à la journée, 1 journée représentant 7,8 heures de grève, 7,8 agent-e-s faisant grève 1 heure comptent pour 1 journée.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

BILAN DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

2015

BILAÑS AN DILAOSKADENNOÙ GAZ EFED TI-GWER E

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

introduction

Ce sixième Bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) consécutif du Conseil régional recense les émissions du fonctionnement, du patrimoine et des compétences de la collectivité pour l'année 2015.

Cette même année 2015, en décembre, l'Accord de Paris obtenu à l'issue de la COP21 réussissait à mobiliser tous les pays du monde entier en faveur d'une réduction ambitieuse des émissions de gaz à effet de serre. L'objectif est de contenir le réchauffement climatique à +1,5°C par rapport au niveau préindustriel des températures, avec un plafond à + 2°C. Désormais, la transition énergétique est engagée sur toute la planète.

A son échelle, la Bretagne voit son positionnement pour le climat conforté par cet Accord. Ses choix menés depuis 2006 en faveur de la transition énergétique, que ce soit avec les énergies marines renouvelables, les réseaux intelligents (SMart Ideas for Links Energy – SMILE) ou encore la rénovation des bâtiments (Plan bâtiment durable breton), sont autant d'investissements qui contribuent à cette ambition internationale pour la transition énergétique.

2015 est aussi une année d'évolution du paysage institutionnel territorial. La loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) du 7 août 2015 permet aux Régions de définir un Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) qui intègre le Schéma régional climat air énergie (SRCAE) adopté le 4 novembre 2013. Cela signifie que les thématiques du climat et de l'énergie vont bénéficier du prisme territorial qui devrait faciliter le déploiement de la transition énergétique en Bretagne, d'autant que le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) se fait déjà le relais des objectifs du SRCAE. Par ailleurs, la loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte du 17 août 2015 précise la mise en œuvre des actions de la transition, d'une part, et transforme les Plans climat énergie territoire (PCET) en Plans climat air énergie territoire (PCAET) portés par les Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI), d'autre part. Entre une Région stratège et des EPCI en action, l'action publique trouve une structuration forte et claire en faveur de la mise en œuvre de la transition énergétique.

Dans ce nouveau contexte, le Conseil régional de Bretagne a décidé de reprendre la recette gagnante de la COP21 pour la décliner dans une COP régionale. Lancée le 9 mars à l'occasion du Carrefour des transitions à Saint-Malo, les principaux acteurs de la transition participent à un processus d'engagement qui doit aboutir à la fin de l'année 2018.

C'est dans cette perspective que le Conseil régional a décidé de continuer à faire preuve d'exigence et de volontarisme en proposant un Bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) annuel, alors que la réglementation n'impose un renouvellement de l'exercice que tous les trois ans. Ainsi, à sa manière, le BEGES contribue à entretenir la dynamique que le Conseil régional impulse.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Sommaire

Méthodologie d'élaboration du Bilan 294
Résultats 296
I. 118 515 téqC02 émises en 2015 par le Conseil régional 296
II. Bilan des émissions de gaz à effet de serre du fonctionnement interne : 14 627 téqCo_2 299
- Les déplacements : 11 270 téqCO2 300
- L'énergie : 869 téqCO2 301
- Les immobilisations : 1 436 téqCO_2 302
- Les achats : 1 049 téqCO_2 303
- Les déchets : 2 téqCO2 304

III. Bilan des émissions de gaz à effet de serre des compétences régionales : 103 889 téq$C0_2$ 305
- Bilan des émissions de gaz à effet de serre des lycées : 54 052 téqCO2 305
- Bilan des émissions de gaz à effet de serre des ports : 26 312 téqCO2 310
- Bilan des émissions de gaz à effet de serre des aéroports : 8 279 téqCO2 312
- Bilan des émissions de gaz à effet de serre du transport régional : 15 215 téqCO2 314
- Bilan des émissions de gaz à effet de serre des voies navigables : 31 téqCO2 315

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Méthodologie d'élaboration du Bilan

Depuis 2015, le Bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) intègre le Rapport de Développement Durable qui est présenté au Conseil régional lors de sa session de juin. Le calendrier de préparation de cette échéance ne permet pas de présenter le BEGES de l'année précédente car toutes les données qui permettent de le calculer ne sont pas encore parvenues aux services de la Région. En effet, certaines données (transports et lycées) ne sont disponibles qu'à partir d'août. C'est la raison pour laquelle il ne peut être présenté que le BEGES de l'année n-2.

Alors qu'il est courant de mesurer la concentration en gaz à effet de serre (GES) de l'atmosphère, la mesure directe des émissions de GES résultant d'une action donnée n'est pas envisageable. Elle supposerait en effet de poser des capteurs sur toutes les cheminées des maisons, tous pots d'échappement de voitures, au-dessus de toutes stations d'épuration, etc. La seule manière de procéder est alors d'estimer les émissions en les obtenant à partir d'autres données dites d'activité (consommations d'énergie, de carburant, achat de fournitures, etc.) qui sont associées à des facteurs d'émission. Ces derniers permettent de « traduire » en gaz à effet de serre les données d'activité.

La méthode utilisée « Bilan carbone ® Patrimoines et Compétences V7.1 » a été développée par l'ADEME. Cette méthode permet de satisfaire aux exigences réglementaires imposées aux collectivités pour la comptabilisation de leurs émissions. Au travers de leur fonctionnement, les collectivités sont responsables de différents types d'émissions de GES classés en trois catégories :

Catégorie 1 : Les émissions directes

Cette catégorie comprend les émissions directes, produites par les sources, fixes et mobiles, nécessaires aux activités de la collectivité. La combustion d'énergie fossile par les chaudières ou encore la combustion des carburants des véhicules en sont des illustrations. Dans ce présent bilan, les « postes » pris en compte sont les émissions de GES liées à la consommation d'énergie pour le chauffage des bâtiments et l'utilisation des véhicules de la collectivité.

Catégorie 2 : Les émissions indirectes

Cette catégorie comprend les émissions indirectes associées à la consommation d'électricité, de chaleur ou de vapeur nécessaires aux activités de la collectivité, comme la production de l'électricité, son transport et sa distribution. Le bilan prend en compte les émissions de GES liées à la consommation d'électricité et d'énergie provenant de réseaux de chaleur et/ou vapeur.

Catégorie 3 : Les autres émissions indirectes

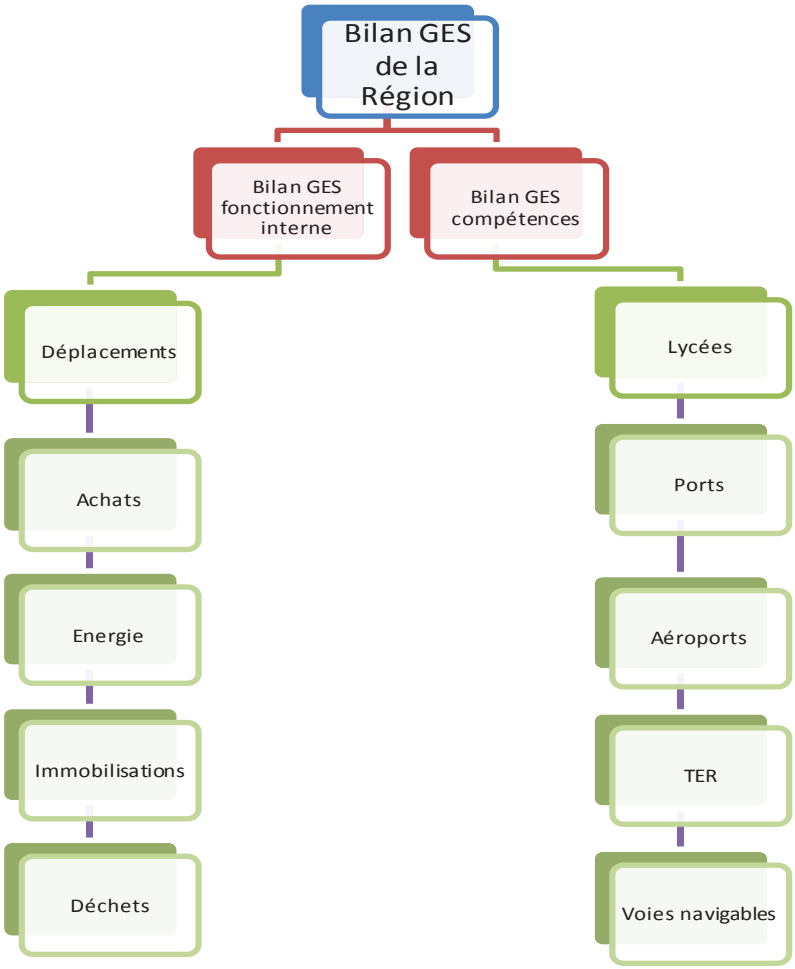
Une troisième catégorie présente les autres émissions indirectement produites par les activités de la collectivité. (Exemple : déplacements domicile-lieu de travail des employés ; transport de marchandises…). Dans la mesure du possible, compte tenu du coût d'acquisition des données, les « postes » pris en compte sont :

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- Les émissions de GES liées aux procédés hors énergétiques (essentiellement la consommation de fluides frigorigènes pour la ventilation des locaux, …) ;
- Les émissions de GES liées aux achats et fournitures ;
- Les émissions de GES liées aux déplacements des personnes (trajet domicile-lieu de travail des agents, déplacement des visiteurs, déplacements professionnels) ;
- Les émissions de GES liées aux déchets ménagers et assimilés ;
- Les émissions de GES liées au transport des fournitures ;
- Les émissions de GES liées aux immobilisations des bâtiments, des véhicules, des machines, du matériel informatique, etc. La notion d'immobilisation renvoie aux émissions de gaz à effet de serre ayant eu lieu lors de la construction des bâtiments par exemple (extraction et transformation de matériaux, fabrication). Ces émissions se produisent seulement lors de la construction. Elles sont « amorties » sur la durée de vie du bien en question, fixée à 30 ans pour les bâtiments.

Il existe plus de quarante gaz aux effets plus ou moins élevés en termes de réchauffement de l'atmosphère. Dans la suite du document, les résultats agrègent l'ensemble de ces gaz et sont présentés en unité de mesure « équivalent CO_2 » (kg équivalent CO_2, noté $kgCO_2$; tonne équivalent CO_2, notée $TéqCO_2$)[1].

Figure 1 : Architecture du Bilan des émissions de gaz à effet de serre régional 2015



[1]Dans certains documents, les résultats sont donnés en équivalent carbone. On convertit le carbone en CO_2 en multipliant par 44/12.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

I. 118 515 téqCO_2 émises en 2015 par le Conseil régional

En 2015, les émissions de gaz à effet de serre (GES) de la Région s'élèvent à **118 515 téqCO_2** (contre 128 001 dans le bilan 2014, 125 096 dans le bilan 2013, 125 877 dans le Bilan 2012 et 111 890 dans le Bilan 2011).

La comparaison avec les précédents Bilans des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) doit impérativement prendre en compte les évolutions de périmètres et de données. Le tableau 1 résume les émissions de GES de la collectivité par poste d'émission, qui peut s'apprécier comme « tableau de bord », fournissant l'évolution sur la période 2011-2015. Il faut préciser que :

- Les émissions liées au fonctionnement interne de la Région et des lycées sont quasiment stables (+2%) ;
- Même avec des compléments d'informations apportés aux immobilisations, les aéroports présentent des émissions sensiblement identiques à 2014 (+4%) ;
- Le bilan Carbone des ports est lui fortement impacté par l'ajout des superficies des quais dans le poste immobilisation et par des modifications de méthodes de calcul (favorablement pour les fluides frigorifiques, défavorablement pour les déchets) : le bilan 2015 est supérieur de 61% à celui de 2014 ;
- Concernant le transport régional (TER et lignes routières), nous observons dans le bilan 2015 une baisse de plus 37%. En effet, la SNCF a supprimé les immobilisations (voies et matériel roulant) de son périmètre de reporting. Les lignes routières sont quant à elle en baisse de 3,5% et représentent environ 1 830 téqCO_2 ;
- Les Lycées, qui représentent la plus grosse source d'émissions de GES du Conseil Régional, sont en forte baisse (-17% soit – 11 000 teCO2). Cette chute des émissions s'explique essentiellement par les améliorations apportées au système de comptabilité énergétique ainsi qu'à une révision plus précise du cadastre des bâtiments.

Les variations dues aux changements de périmètres entrainent une réduction de -6 288 téqCO_2 alors que les variations hors périmètre s'élèvent à -3 030 téqCO_2. Cependant, la répartition des grandes masses d'émissions a peu changé (figure 2). Les lycées représentent la majeure partie des émissions de gaz à effet de serre (46%). Les parts liées au fonctionnement interne (12%), aux ports (22%), aux aéroports (7%), au TER (y compris lignes routières) (13%) et aux voies navigables (inférieures à 1%) sont relativement stables.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Figure 2 : Répartition des émissions de gaz à effet de serre du Conseil régional en 2015

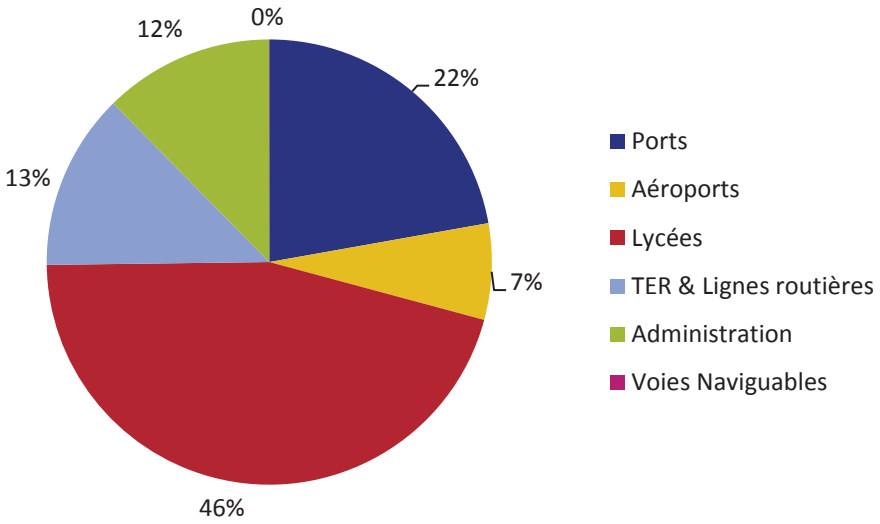


Tableau 1 : Synthèse des émissions de gaz à effet de serre (comparaison 2011-2012-2013-2014-2015)

Poste d'émissions données en tèqCO$_2$	Fonctionnement interne					Lycées					Aéroports					TER					Voies navigables					Ports					Total 2011 (part en italique)	Total 2012 (part en italique)	Total 2013 (part en italique)	Total 2014 (part en italique)	Total 2015 (part en italique)
Année	2011	2012	2013	2014	2015	2011	2012	2013	2014	2015	2011	2012	2013	2014	2015	2011	2012	2013	2014	2015	2011	2012	2013	2014	2015	2011	2012	2013	2014	2015					
Energie	757	869	997	776	869	41.702	34.427	34.511	31.207	29298 *Plus de bâtiments pris en compte et nouveau logiciel de comptabilité*	653	745	987	2 267 données plus précises sur l'aéroprts de Brest	992 *Conso Gaz divisée par 2*	15.642	13 128 *Changement méthode de calcul par SNCF*	12 861 *Inclut les lignes routieres*	14.588	14.974	17	32 *Données sur année entière*	40	30	31	1.258	2 325 *électricité, chauffage, machines Brest, Saint-Malo et Lorient*	2.303	3 542 *activité pêche Lorient et Brest + activité plaisance St-Malo et Lorient*	1807 *GN divisé par 2 Fioul par 3 St malo Copie 2014*	60.029 *54%*	51.526 *41%*	51.699 *41%*	52.410 *41%*	47.971 *40%*
Hors énergie																	153 *gaz de froid*	153	153	153							3 686 *gaz de froid pour Lorient commerce*	3.686	4 268 *gaz de froid pour Lorient pêche + suppresion du gaz de froid émetteur pour Lorient commerce*	1103 *(Correction erreur sur les unités des gaz de froid)*	0 *0%*	3.839 *3%*	3.839 *3%*	4.421 *3%*	1.256 *1%*
Intrants	701	704	794	757	1.049																										701 *1%*	704 *1%*	794 *1%*	757 *1%*	1.049 *1%*
Déplacements	11.160	11.251	11.174	11.490	11.270						76	152 *Déplacements professionnels Brest Quimper*	71	505 *Déplacements professionnels Rennes/Dinard*	265		88 *Déplacements agents*	88	88	88							911 *déplacements professionnels Lorient Brest et Saint-Malo*	112	137 *activité pêche Lorient et Brest + plaisance Lorient*	1277 *(probable report d'une part du fioul d'Energie ici)*	11.236 *10%*	12.402 *10%*	11.445 *9%*	12.220 *10%*	12.900 *11%*
Déchets	2	3 *ordures ménagères*	3	2	2							67 *Ordures ménagères et plastiques pour Rennes et Brest*	67	61	143												793 *déchets Lorient et Brest (déchets industriel banal, hydrocarbures, déchets exploitations)*	730	765 *pêche Lorient*	4802 *(Nouvelle méthode de comptabilisation)*	2 *0%*	863 *1%*	800 *1%*	828 *1%*	4.947 *4%*
Immobilisations	1.266	1 232 *données plus précises sur informatique*	1.307	1.249	1.436	34.504	34.504	34.504	34.094	24754 *révision des superficies (plus précises, plus faibles) et bâtiments plus nombreux*	3.813	4 956 *Pistes et bâtiments Rennes, Dinard, Brest, Quimper*	4.956	5 148 *véhicules Rennes , Brest et quimper*	6879 *Ajouts de nombreuses pistes et parking + poids véhicules réévalués*		9 255 *données sur voies et rames*	9.255	9.255	0 *immos non transmises par sncf*	0	0				337	6 492 *bâtiments parkings pour Brest, Saint-Malo et Lorient*	6.493	7 619 *activité pêche Lorient et Brest*	17323 *(inclusion des quais & bâtiments plus complète)*	39.920 *36%*	56.443 *45%*	56.515 *45%*	57.365 *45%*	50.392 *43%*
Total	13.129	14.059	14.275	14.274	14.626	76.206	68.931	69.015	65.301	54.052	4.542	5.920	6.081	7.981	8.279	15.642	22628	22357	24084	15215	17	32	40	30	31	1.595	14207	13.324	16.331	26.312	111.130	125.777	125.092	128.001	118.515
Variation dûe aux changements de périmètre et/ou de méthode		-32	0	0	0		0	0	0	-9.340		1.286	0	510	1.731		Total = 6 986 dont Immobilisations + 9 259 Energie -2 514	1.576	0	-9.255		15	0	0	0		11 545	0	6245	10576					
Variation hors changements de périmètre et/ou de méthode		205	216	-1	352		-7.275	92	-3.714	-1.909		92	161	1.390	-1.265		0	-1.847	1.727	386		0	8	-10	1		1 066	-883	-3.238	-595					
Variation absolue		173	216	-1	352		-7.275	92	-3.714	-11.249		1.378	161	1.900	308		6.986	-271	1.727	-8.869		15	8	-10	1		12 611	-883	3.007	9.981					

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

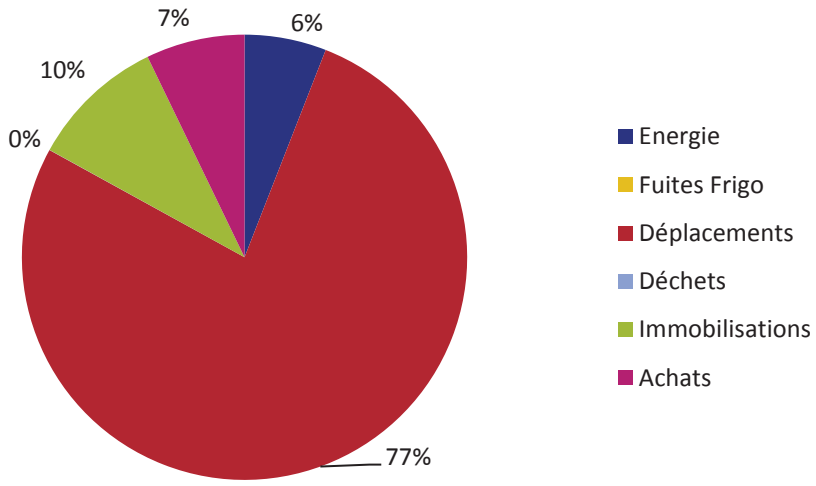
II. Bilan des émissions de gaz à effet de serre du fonctionnement interne : 14 627 téqCo_2

Le périmètre de comptabilisation des émissions de GES liées au fonctionnement interne de la Région est identique à celui des Bilans 2011, 2012, 2013 et 2014. La comptabilisation des émissions porte sur :

- les déplacements ;
- l'énergie utilisée dans les bâtiments ;
- les immobilisations ;
- les achats ;
- les déchets.

Les émissions liées au fonctionnement de la Région s'élèvent à 14 627 téqCO_2. Elles sont en augmentation par rapport aux années précédentes en raison d'une amélioration de la collecte des données de la maintenance informatique qui sont plus complètes et précises. La répartition des émissions est représentée ci-dessous.

Figure 3 : Répartition des émissions liées au fonctionnement de la Région en 2015



Les émissions liées aux déplacements dominent le BEGES du fonctionnement de la Région (77%). Les immobilisations constituent le second poste (10%) ; l'énergie (6%) et les achats (7%) viennent ensuite. Les déchets représentent une part infime dans les émissions au point qu'elle n'apparaît pas dans la figure 3. La répartition des émissions est très proche de celle des Bilans 2011, 2012, 2013 et 2014.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Les déplacements : 11 270 téqCO_2

// Les données

La comptabilisation des émissions porte sur les données suivantes :

- **Les déplacements domicile-travail des agents** à partir des chiffres présents dans le bilan 2012, extrapolés aux effectifs de l'année 2015 ;
- **Les déplacements professionnels des élus, des agents et des visiteurs** par modes de transports, à partir des données relatives aux destinations.

// Les résultats

Les déplacements de personnes émettent 11 270 téqCO_2, soit 77% des émissions liées au fonctionnement de la Région. Ce résultat est en légère baisse par rapport au résultat du bilan 2014 (11 490 téqCO_2).

Ces émissions se répartissent entre deux types de déplacements :

- **Les émissions liées aux déplacements domicile-travail** des agents de la Région s'élèvent à 10 104 téqCO_2 (contre 10 149 téqCO_2 dans le Bilan 2014) soit près de 88% des émissions liées aux déplacements. L'évolution des émissions est liée aux variations d'effectifs. Cette donnée représente 68% des émissions de CO_2 du fonctionnement interne ;
- **Les émissions liées aux déplacements professionnels** s'élèvent à 1 166 téqCO_2 et sont en baisse par rapport au bilan 2014 (1 341 téqCO_2).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

L'énergie : 869 téqCO_2

// Les données

Le périmètre est identique à celui des années précédentes. Il regroupe l'ensemble des émissions de GES générées par les **énergies de combustion** (gaz, fioul etc.) et **l'électricité**. Ce poste d'émission, couplé aux consommations de carburant des véhicules dont la Région est propriétaire, constitue le volet obligatoire dans le cadre du BEGES réglementaire.

// Les résultats

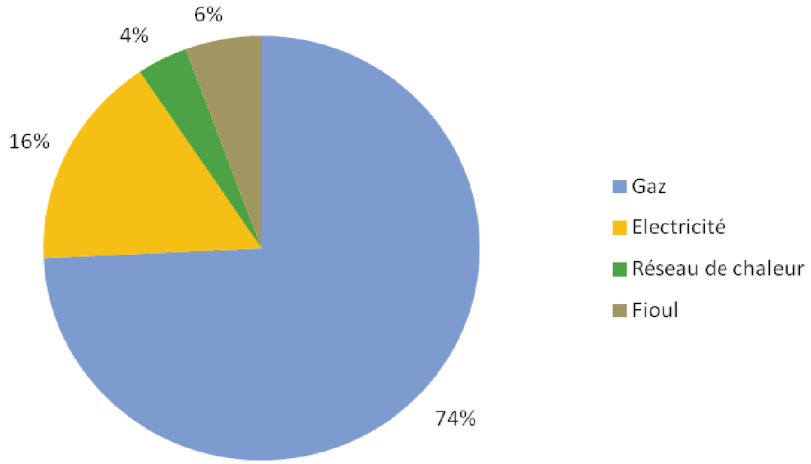
Les émissions de gaz à effet de serre générées par les consommations énergétiques des bâtiments s'élèvent à 869 téqCO_2 pour l'année 2015. Elles représentent 6% des émissions liées au fonctionnement interne.

La principale source d'émissions de GES est le gaz naturel. Il représente 77% des émissions totales de GES liées à l'énergie. L'électricité est la seconde source d'émissions de GES (13%) (figure 4).

L'augmentation de 12% des émissions de GES par rapport à 2014 (776 téqCO_2), s'explique par la température plus élevée en 2014 (+1,2°C supérieur à la normale) qu'en 2015 (+1°C). Néanmoins, les émissions de 2015 sont plus faibles qu'en 2013 (997 téqCO_2) où la température était équivalente à la normale.

Comme chaque énergie consommée présente un coefficient d'émission spécifique et que le résultat global d'émission est modulé selon la structure des énergies, la consommation des énergies n'a pas augmenté dans les mêmes proportions que les émissions de GES : l'augmentation des consommations énergétiques a été de 4,9% par rapport au BEGES 2014 mais est en baisse par rapport à une année « normale » comme 2013. La baisse est aussi due en particulier à des travaux de changement de pilotage de la gestion technique centralisée du chauffage des locaux du site de Patton et aux efforts de sensibilisation de la Région auprès de ses agents sur la baisse des consommations énergétiques.

Figure 4 : Répartition des émissions de gaz à effet de serre de la consommation énergétique en 2015



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Les immobilisations : 1 436 téqCO_2

// Les données

Ce poste d'émission prend en compte les données suivantes :

- Les **surfaces des bâtiments** dont la Région est propriétaire, amorties sur une durée de 30 ans ;
- Les **véhicules** dont la Région est propriétaire, amortis sur une durée de 7 ans ;
- Les **biens informatiques** (ordinateurs et extranet), amortis sur 5 ans ;
- Les **montants dépensés** pour des investissements de l'informatique : maintenance, réparation et acquisition de nouveaux biens (logiciels informatiques), amortis sur une durée de 7 ans.

// Les résultats

Les émissions générées par les immobilisations s'élèvent à **1 436 téqCO_2** et représentent 10% du BEGES liées au fonctionnement de la Région.

En 2015, le matériel informatique devient la principale source d'émissions des GES des immobilisations ; il représente 41% des émissions. Les bâtiments et les véhicules représentent respectivement 38% et 21% de ces émissions. La hausse du poste informatique s'explique par l'acquisition de 442 ordinateurs portables et 185 postes informatiques.

La réduction des émissions de gaz à effet de serre sur les postes informatiques

Plusieurs actions ont permis de réduire l'empreinte carbone de l'utilisation de l'informatique. Ainsi, la mise en veille systématique des ordinateurs a permis d'économiser 28 MWh électriques en 2015.

Les imprimantes centralisées sont elles aussi mises en veille de façon automatique ce qui conduit à une consommation mensuelle de l'ordre de 42 kWh pour 4036 imprimantes.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Les achats : 1 049 téqCO_2

// Les données

Les données prises en compte pour ce poste d'émissions sont les suivantes :

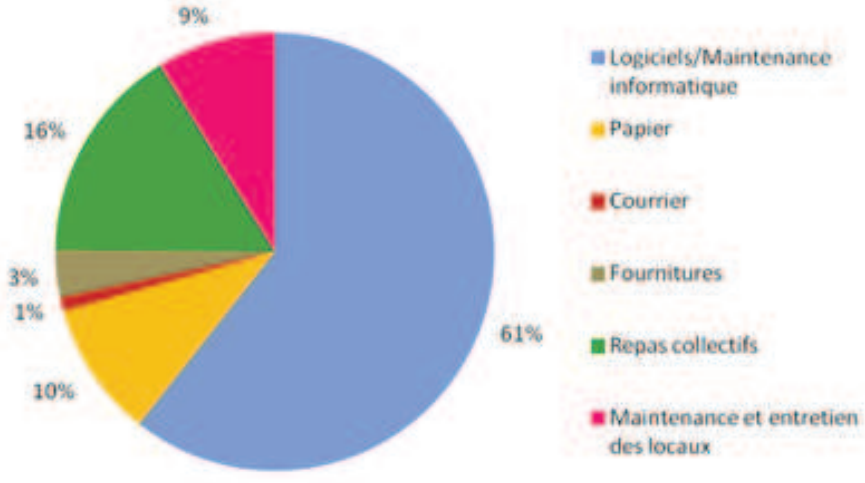
- Achat de papier et d'enveloppes ;
- Nombre de repas servis ;
- Entretien et maintenance des locaux ;
- Entretien, réparation et location de matériel ;
- Contrats de maintenances logicielle et matérielle, dépenses en télécommunication et raccordement des sites ;
- Achat de fournitures de bureau.

// Les résultats

Les émissions de GES générées par les achats de la Région s'élèvent à 1 049 téqCO_2 pour l'année 2015. Elles représentent 7% du Bilan du fonctionnement interne et sont en baisse par rapport à 2014 (757 téqCO_2).

Comme en 2011, 2012 et 2013, les actions de maintenance informatique restent la principale source d'émissions de GES : elles représentent 70% du total des émissions de GES du poste des achats (figure 5). Le papier et le carton, ainsi que les repas servis, représentent respectivement 9% et 12% des émissions liées aux achats.

Figure 5 : Répartition des émissions liées aux achats en 2015



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Les déchets : 2 téqCO_2

// Les données

Le périmètre du BEGES est le même depuis 2012. Il tient compte du recyclage. Pour ce BEGES 2015, le recyclage des postes informatiques ainsi que du matériel électronique obsolète est pris en compte, à l'instar du BEGES 2014.

// Les résultats

Les émissions de GES générées par les déchets s'élèvent à 2 téqCO_2 et représentent moins de 1% de la partie du BEGES liée au fonctionnement de la Région.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

III. Bilan des émissions de gaz à effet de serre des compétences régionales : 103 889 téqCO_2

Depuis 2012, les émissions du volet « Compétences » du BEGES sont à entendre comme les émissions de gaz à effet de serre générées par les lycées, les ports, les aéroports, le transport régional de voyageurs et les voies navigables. La comptabilisation des émissions de GES liées à l'exercice d'autres compétences ne générant pas d'émissions directes de gaz à effet de serre est un exercice particulièrement difficile, entrepris par certaines collectivités mais qui ne semble pas avoir donné de résultat concluant. Ainsi, les compétences formation, développement économique etc. ne peuvent faire l'objet d'une comptabilisation carbone au sens strict. En outre, elles n'intègrent pas le périmètre réglementaire obligatoire.

Bilan des émissions de gaz à effet de serre des lycées : 54 052 téqCO_2

// Périmètre

Le périmètre du BEGES des lycées concerne :

- les émissions de gaz à effet de serre liées aux **consommations d'énergie** ;
- les émissions de gaz à effet de serre liées à la **construction des bâtiments** (immobilisations).

Ce périmètre est identique aux périmètres des BEGES 2011, 2012, 2013 et 2014.

// Les données

Les données ayant permis le calcul des émissions de gaz à effet de serre des lycées sont les données de consommation d'énergie de l'année 2015, relatives aux énergies de combustion (gaz, fioul, bois) et électricité. A chacune de ces consommations d'énergie est associé un facteur d'émission qui traduit en émissions de gaz à effet de serre la consommation d'énergie.

Pour ce qui concerne les immobilisations, au moment de la construction d'un bâtiment, chaque lycée a généré des émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, pour tenir compte de la durée de vie des bâtiments, les émissions de gaz à effet de serre générées lors de la construction des établissements sont « amorties » sur une durée fixée à 30 années. On parle « d'immobilisations ». Cette technique d'amortissement permet d'éviter d'avoir des BEGES en dents de scie d'une année sur l'autre, uniquement en raison des chantiers des bâtiments, ce qui rendrait compliqués leur comparaison et le suivi des efforts.

Enfin, ce Bilan 2015 est l'occasion de prendre en compte pour la seconde fois la production d'énergie, exclusivement sous forme d'électricité, produite par les panneaux photovoltaïques placés sur les toitures des 16 lycées équipés.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

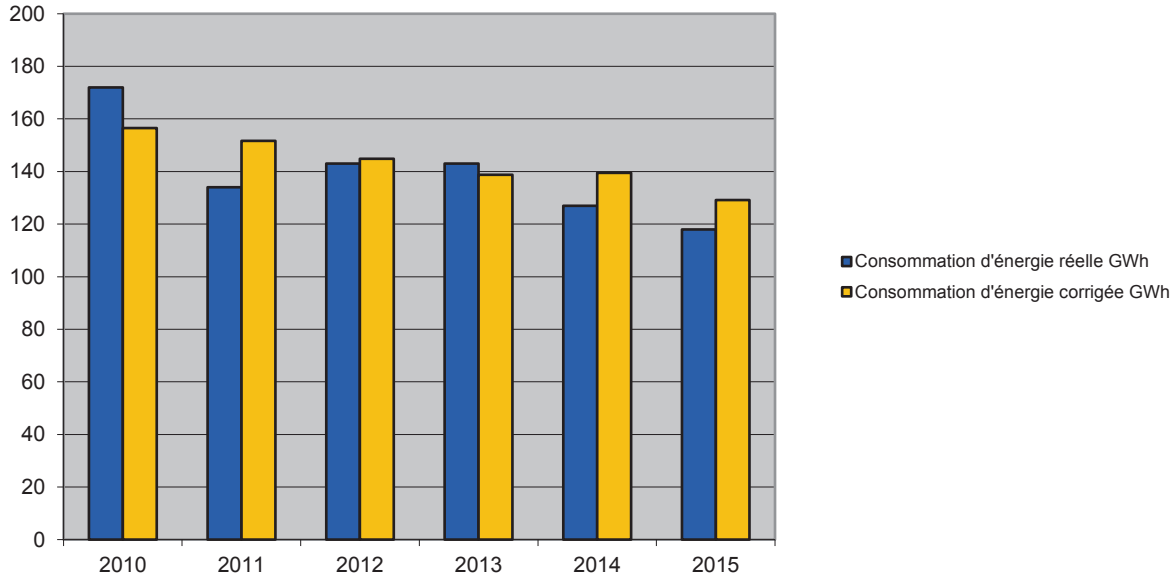
// Les résultats de l'analyse des consommations d'énergie

La consommation d'énergie s'élève à environ 162 GWh (énergie finale). Elle se répartit entre :

- 118 GWh pour la consommation d'énergie de combustion (pour les besoins de chauffage, de production d'eau chaude sanitaire ou d'alimentation des cuisines) ;
- 44 GWh pour la consommation d'électricité (éclairage, informatique).

La consommation d'énergie électrique est en baisse de plus de 12% par rapport à 2014 et ce alors que le système d'acquisition des données de consommation des lycées est plus performant (amélioration de la quantité et de la qualité des données reçues et baisse du nombre de données extrapolées). La consommation d'énergie de combustion est également en baisse de 7% par rapport à 2014 (figure 6, barres bleues).

Figure 6 : Evolution de la consommation énergétique de chauffage des lycées réelle et « à climat normal », c'est-à-dire corrigée des variations climatiques, de 2010 à 2015



La forte consommation énergétique de **2010** pourrait s'expliquer par la rigueur de l'hiver, beaucoup plus froid que la moyenne des trente dernières années, entrainant des besoins de chauffage très importants.
L'année suivante, **2011**, a été plus chaude avec une température moyenne annuelle supérieure de +1,1°C par rapport à la normale. Elle a donc nécessité moins de besoins de chauffage.
La consommation d'énergie de **2012** est représentative de la consommation d'énergie moyenne. Etant donné que les températures de l'année 2012 sont proches de la normale, la consommation d'énergie a logiquement augmenté entre 2011 et 2012.
La consommation d'énergie en **2013** est proche de celle de 2012.
La baisse de consommation en **2014** est liée à la température élevée de cette année qui a été la plus chaude depuis le début du XXème siècle (+1,2°C).
La baisse de consommation en **2015** est probablement liée aux améliorations apportées dans le système d'acquisition des données brutes, d'une part, et à une année qui a été globalement chaude par rapport à la normale, d'autre part. Il n'est pas exclu que les efforts de maîtrise de la consommation énergétique menés

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

dans les établissements portent leurs premiers fruits, puisque nous avons également observé une baisse significative de la consommation électrique pour 2015, contrairement à 2014.

La part de données qui a été estimée (faute de donnée reçue ou suite à des données irréalistes) s'élève à 4% des établissements pour la consommation électrique et à 22% des établissements pour les consommations de Gaz, sur lesquelles l'effort d'amélioration de la qualité des données se poursuit.

Enfin, les panneaux solaires photovoltaïques posés sur les toitures de 16 lycées en 2014 ont permis la production de 297 MWh (0,3 GWh), soit une augmentation de 137 MWh par rapport à 2013.

Parmi les facteurs susceptibles d'affecter les consommations d'énergie, si les conditions météorologiques constituent un élément déterminant, elles ne sont toutefois pas uniques. Pour vérifier si les conditions météorologiques sont le seul facteur influençant les variations de consommation d'énergie, il est possible de corriger les consommations d'énergie en les pondérant par un indice de rigueur climatique. Cela permet donc de distinguer :

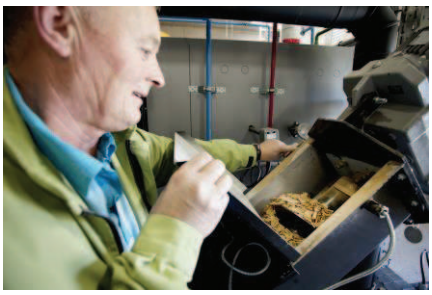
- la consommation d'énergie brute, c'est-à-dire non corrigée des variations climatiques, dite « à climat réel » (figure 6, barres bleues) ;
- la consommation corrigée des variations climatiques, dite « à climat normal » (figure 6, barres oranges).

Sur les six années prises en compte, le graphique révèle une baisse constante des consommations corrigées de la variation climatique hormis une stagnation pour 2014 (figure 6, barres oranges). Cette baisse est très positive au vu de la forte augmentation des effectifs observée récemment dans nos établissements (plus de 4 500 élèves accueillis en plus dans les lycées lors de la rentrée 2014).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

La réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les lycées par le recours au bois et aux réseaux de chaleur

Depuis plusieurs années, la Région a engagé dans le cadre de l'éco référentiel des lycées, une stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre des lycées. En 2015, le bois (chaufferies et réseaux de chaleur) a fourni 0,8% de l'énergie finale consommée par les lycées : Le lycée La lande de la rencontre de St-Aubin-du-Cormier et le lycée Dupuy de Lome de Brest bénéficient de l'énergie issue de chaufferies. Le lycée Jean Macé de Lanester et les lycées brestois Jules Lesven, Vauban, de Kerichen et de l'Harteloire sont branchés sur des réseaux de chaleur.



© Guillaume Prié / Région Bretagne

En complément de travaux visant à améliorer la performance thermique des bâtiments, des actions sont à conduire pour réduire le contenu carbone des combustibles utilisés pour les besoins de chauffage. Le recours au bois apparaît comme une solution possible. Par exemple sur la base des données de l'année 2015, si le fioul était remplacé par le bois, 2 515 tonnes d'émission de CO_2 seraient évitées.

Le recours aux réseaux de chaleur récupérant la chaleur dégagée par l'incinération des déchets ménagers permet aussi de réduire les émissions de CO_2 des lycées. En fonction du contenu en matière organique des déchets ménagers, on considère, par convention, qu'une fraction de cette énergie est d'origine renouvelable.

De même que pour le fioul, en supposant que l'on remplace l'entièreté du gaz par un réseau de chaleur bois, 24 471 tonnes d'émission de CO_2 seraient évitées.

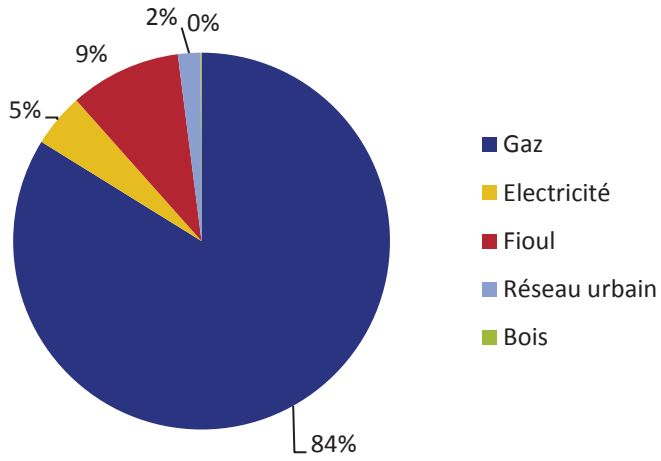
Au total, le recours à la chaleur renouvelable a permis d'éviter 176 tonnes de CO_2.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

// Les résultats de l'analyse des émissions de gaz à effet de serre

L'évolution des émissions de gaz à effet de serre dépend non seulement de l'évolution de la consommation d'énergie, mais aussi du contenu carbone de cette énergie (figure 7). Ainsi les actions visant à remplacer des combustibles carbonés (fioul et dans une moindre mesure gaz) par des combustibles peu ou pas carbonés comme le bois, conduisent à réduire les émissions de gaz à effet de serre. En 2015, les émissions de GES générées par les lycées s'élèvent à 54 052 téqCO_2, ce qui représente 46% du BEGES de la Région.

Figure 7 : Répartition des émissions de gaz à effet de serre liées aux consommations énergétiques des lycées en 2015



Le gaz représente 84% du total des émissions de GES liées aux consommations énergétiques (toutes énergies confondues, y compris électricité) (figure 7). Cette énergie est majoritairement utilisée dans les bâtiments (112 GWh consommés en 2015) : elle constitue donc la principale source d'émissions de GES. Globalement, les émissions générées par la combustion des énergies pour les lycées s'élèvent à 29 298 téqCO_2.

Le rapport entre énergie consommée et émissions de gaz à effet de serre du bois est le plus favorable en termes de bilan d'émissions de gaz à effet de serre. A l'inverse, le fioul, énergie utilisée dans les lycées dont la combustion qui produit le plus de CO_2 (consommations en forte augmentation par rapport à 2014, en raison d'une meilleure disponibilité des données).

En 2012, 2013 et 2014, les émissions de GES des immobilisations et de l'énergie représentaient chacune 50% du total des émissions des lycées. En 2015, les émissions de GES des immobilisations et de l'énergie représentent respectivement 54% et 46% du total des émissions des lycées. Les émissions des immobilisations ont baissé de 27% par rapport à 2014 et ce alors que de nombreux établissements ont été ajoutés à la liste de reporting énergétique : cela s'explique par la mise à jour du cadastre des surfaces des Lycées qui a réduit sensiblement celles-ci par rapport aux estimations en vigueur jusqu'alors.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Bilan des émissions de gaz à effet de serre des ports : 26 312 téqCO_2

// Les données

Les données ont notamment été obtenues auprès des concessionnaires exploitant les ports régionaux. Elles concernent :

- l'énergie (bâtiments, grues, etc.) ;
- les immobilisations (surfaces de quais, bâtiments, véhicules, grues) ;
- les déplacements (véhicules) ;
- les déchets (tonnages, modes de traitement) ;
- les quantités de gaz de froid consommées.

Les gaz de froid utilisés pour la réfrigération sont des gaz à effet de serre très puissants. La forte réduction opérée sur ce poste (-75%) provient de la correction apportée par rapport aux bilans précédents qui encodaient la quantité totale alors qu'il convient, méthodologiquement de ne renseigner que les fuites sur base annuelle.

Au port de pêche de Lorient, deux types de gaz de froid émetteurs de GES sont utilisés : le R407c (10kg de fuites en 2015) qui rejette 1 653 kg de CO_2 par kg de gaz de froid consommé et le fluoroéthane (R404a) avec 221 kg de fuites qui lui rejette 3 784 kg de CO_2 par kg de gaz de froid consommé. En complément, 140 kg d'ammoniac (R717C) sont utilisés (sans pouvoir de réchauffement), ainsi que 20 kg de forane (427A) qui rejette 3 860 kg de CO_2 par kg de gaz de froid consommé. Ce dernier remplace le fréon (R22) qui est un gaz à effet de serre également puissant (2 110 kg de CO_2 par kg de gaz de froid consommé).

// Les résultats de l'analyse des consommations d'énergie

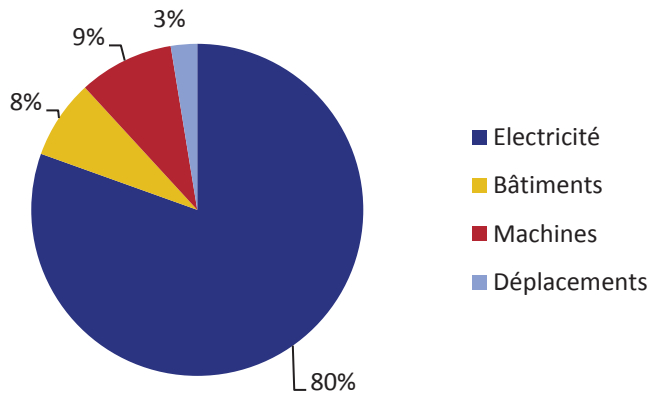
La consommation d'énergie dans les ports prend différentes formes :

- consommation d'électricité ou de fioul pour les machines ;
- fioul/gaz pour les bâtiments ;
- gasoil/essence pour les véhicules ;
- électricité.

Toutes sources confondues, la consommation d'énergie des ports régionaux s'élève à environ 37,8 GWh, dont la répartition est la suivante (figure 8). La majeure partie de l'énergie consommée par les ports l'est sous forme d'électricité (80%). Le second poste est ensuite la consommation d'énergie pour les machines.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Figure 8 : Répartition des consommations d'énergies des ports selon les usages en 2015



// Les résultats de l'analyse des émissions de gaz à effet de serre

Les émissions totales de GES pour les 3 ports régionaux s'élèvent à 26 312 téqCO_2, soit 22% du BEGES de la Région.

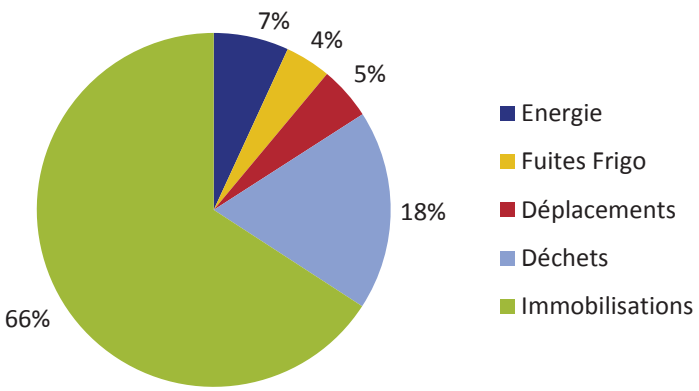
Les immobilisations sont la principale source d'émissions de GES : elles représentent 66% du total des émissions des ports (figure 9). Ce résultat est représentatif de l'exercice d'une compétence lorsque celle-ci repose sur des infrastructures de grande taille, construites à partir de matériaux dont la fabrication génère d'importantes émissions de GES (bétons, enrobés). Elles sont en forte augmentation par rapport au bilan 2014 en raison de l'ajout de plusieurs composants : superficies complètes des quais ainsi que poids des machines, véhicules, grues et élévateurs.

Les déchets sont la seconde source d'émissions de GES, également en forte augmentation depuis 2014 en raison d'un quadruplement des volumes renseignés et d'une amélioration des conventions de traitement de ceux-ci au sein du Bilan Carbone (rectification des facteurs d'émission dont l'impact reste néanmoins mineur). Ils représentent aujourd'hui 18% du total des émissions.

L'énergie est la troisième source d'émissions de GES avec 7% du total des émissions.

Les émissions liées aux fuites frigorigènes et aux déplacements sont plus faibles.

Figure 9 - Répartition des émissions des ports en 2015



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Bilan des émissions de gaz à effet de serre des aéroports : 8 279 téqCO_2

// Les données :

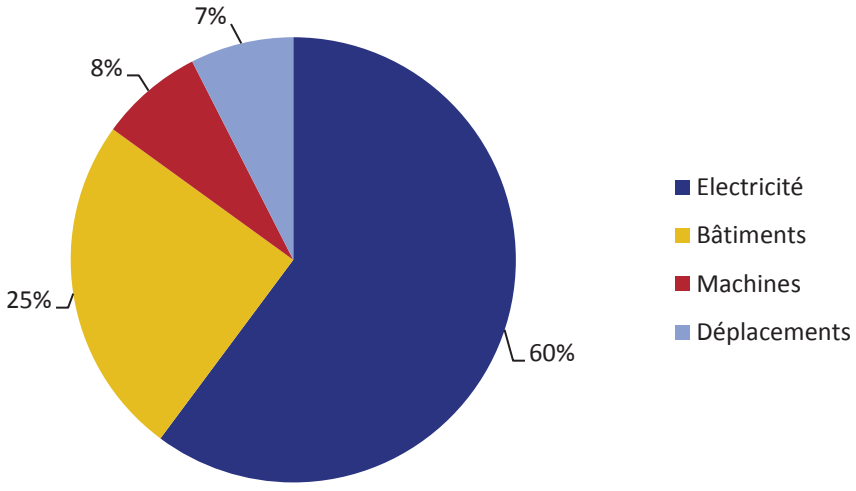
Les données prises en compte pour les 4 aéroports régionaux ont été obtenues auprès des concessionnaires exploitant les aéroports régionaux. Elles concernent :

- Energie : les consommations énergétiques des bâtiments qui sont exploités par les gestionnaires des aéroports ;
- Déplacements : les consommations de carburant des véhicules sous la rubrique ;
- Immobilisations :
  - les surfaces (en m²) des bâtiments situés sur les aéroports (aérogares, bâtiments techniques…) sous la rubrique ;
  - Immobilisations : la surface (en m²) des pistes d'atterrissage et des stationnements ;
  - les véhicules et machines ;
- Déchets : les tonnages de déchets produits.

// Les résultats de l'analyse des consommations d'énergie :

La consommation totale d'énergie des aéroports régionaux s'élève à 10 GWh, toutes énergies confondues.

Figure 10 : Répartition des consommations d'énergies des aéroports régionaux en 2015



L'énergie est majoritairement consommée sous forme d'électricité (figure 10). Les combustibles fossiles représentent environ 40% de l'énergie utilisée dans les aéroports. Parmi ceux-ci, le gaz est le plus utilisé.

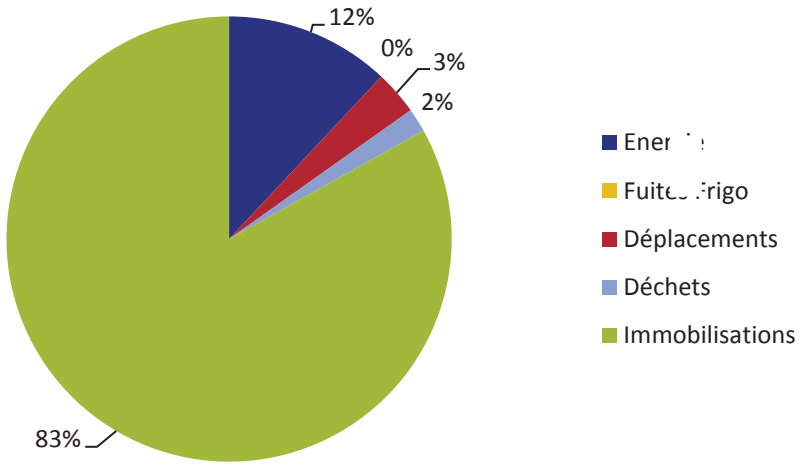
// Les résultats de l'analyse des émissions de gaz à effet de serre

Les émissions totales de GES pour les 4 aéroports s'élèvent à 8 279 téqCO_2, soit 7% du BEGES de la Région. Comme pour les années précédentes, **les immobilisations sont la principale source d'émissions de GES** puisqu'elles représentent 83% du total des émissions des aéroports (figure 11), en augmentation en 2015 en

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

raison d'une inclusion plus systématique de toutes les superficies imperméabilisées. Ce résultat est similaire à celui observé pour les ports : l'exercice de compétences reposant sur des infrastructures de grande taille, construites à partir de matériaux dont la fabrication génère d'importantes émissions de GES (bétons, enrobés) induit une proportion importante d'émissions de gaz à effet de serre. La consommation d'énergie est la seconde source d'émissions de GES avec 12% du total des émissions, en forte baisse (-56%, probablement en raison de données manquantes). Les émissions liées aux déchets et aux déplacements sont plus faibles et ne représentent respectivement que 2% et 3% du BEGES des aéroports.

Figure 11 : Répartition des émissions des aéroports en 2015



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Bilan des émissions de gaz à effet de serre du transport régional : 15 215 téqCO_2

// Les données

En ce qui concerne le transport régional, les sources d'émissions de gaz à effet de serre disponibles et prises en compte sont :

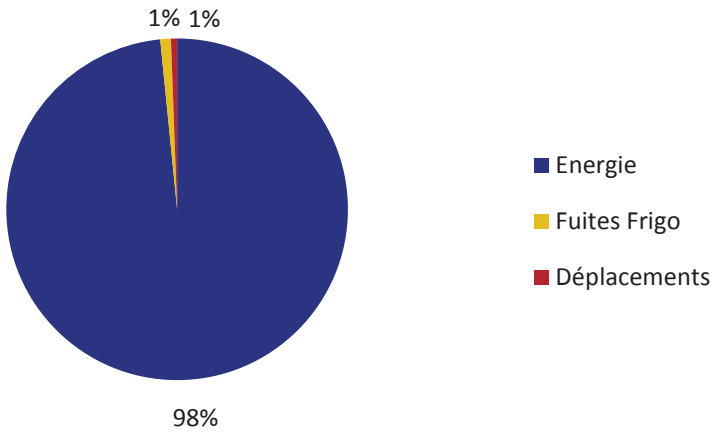
- l'énergie de traction, qu'elle soit thermique ou électrique ;
- les gaz de climatisation (GES très puissants) ;
- l'énergie utilisée dans les gares et les bâtiments ;
- les émissions liées aux déplacements professionnels des agents.

Il s'agit du même périmètre qu'en 2012 et 2013 (en 2011, seules les données relatives aux émissions de traction étaient prises en compte, et en 2014 les immobilisations relatives aux voies de chemin de fer et au matériel roulant avaient été ajoutées).

// Les résultats

Les émissions de CO_2 liées au transport régional, fournies par la SNCF (hors immobilisations et hors lignes routières) s'élèvent à 13 382 téqCO_2. A ces émissions, s'ajoutent les émissions de carburants de la flotte des bus et cars régionaux qui s'élèvent à 1 833 téqCO_2. Ensemble, elles se répartissent de la façon représentée dans la figure 12 entre les différents postes.

Figure 12 : Répartition des émissions liées au transport régional en 2015 (d'après données SNCF et calculées et consommations de carburant des bus renseignées)



En 2014, plusieurs autres résultats avaient été calculés, que nous rajoutons ici pour mémoire :

- les immobilisations constituées par les rames et locomotives représentent une émission annuelle de l'ordre de 992 téqCO_2 ;
- les immobilisations constituées par les voies représentent une émission de 8 263 téqCO_2.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Bilan des émissions de gaz à effet de serre des voies navigables : 31 téqCO_2

// Les données

Le périmètre de données des voies navigables est quasiment identique à celui pris en compte depuis le premier BEGES en 2011. Cependant, l'exercice 2013 avait permis de compléter ces données avec la prise en compte des consommations énergétiques d'une partie des maisons éclusières, sur une année complète. Le BEGES 2015 reprend ce complément. Les données concernant les consommations énergétiques des maisons éclusières sont l'électricité, le gaz et le fuel.

Comme pour les bilans des émissions de gaz à effet de serre 2011 et 2012, les données relatives au carburant consommé par les machines pour l'entretien des berges ou encore les déplacements des agents dans le cadre professionnel sont comptabilisées au chapitre « fonctionnement interne » de ce BEGES.

// Les résultats

En 2015, les émissions de GES générées par les voies navigables s'élèvent à 31 téqCO_2 et représentent une part inférieure à 1% du BEGES de la Région.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

RAPPORT ÉGALITÉ FEMMES·HOMMES

2016

DANEVELL KEVATALDER MERC'HED·PAOTRED

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

L'ère de « l'égalité réelle entre les femmes et les hommes »[i] impose désormais un examen précis, rigoureux et régulier des effets et impacts sur la situation des femmes et des hommes de leur territoire des politiques publiques définies et mises en œuvre par les collectivités. L'exercice n'est pas simple : l'application du droit, - comme de la vérification d'un accès égalitaire et d'un plein exercice des droits pour tou.te.s - se regarde, se compte, se vérifie. Elle peut aussi supposer des remises en cause de représentations, de pratiques, de modes de faire. Ainsi l'envisage le Conseil de l'Europe lorsqu'il définit l'approche intégrée de l'égalité comme « *la (ré)organisation, l'amélioration, l'évolution et l'évaluation des processus de décision aux fins d'incorporer la perspective de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines et à tous les niveaux, par les acteurs généralement impliqués dans la mise en place des politiques* ». La Région Bretagne s'est attelée à ce travail de recueil et de collecte systématique de données, puis d'observation et de suivi régulier et enfin d'analyse et de partage des constats. Le temps des réajustements, des modifications éventuelles, de définition de nouvelles actions devra ensuite s'amorcer.

Car des inégalités entre les femmes et les hommes persistent. Que 53% des Français.e.s (55 % des femmes et 36 % des hommes) trouvent qu' « on n'en parle pas assez »[ii]. Et que 65 % des Français.e.s confirment que « la lutte contre les inégalités fh est une affaire qui concerne autant les femmes que les hommes ». L'égalité réelle est une affaire citoyenne.

Le partage à égalité du pouvoir de représentation et de décision entre les femmes et les hommes est une exigence de justice et de démocratie qui s'impose à tous les niveaux, communal, intercommunal, départemental, régional et national. En 2016, selon le *Classement international de la parité*[iii], la France passe de la 36ème à la 60ème place, se situant entre l'Irak et le Pérou et loin derrière le Rwanda. En Bretagne comme ailleurs, les objectifs de parité sont désormais posés pour l'ensemble des collectivités, établissements publics, structures de gouvernance et de consultation…
Un écart de 4 points entre le taux d'emploi des femmes de 15 à 64 ans (60 %) et celui des hommes (64 %) demeure. La qualité des emplois occupés par les femmes, premières concernées par la précarité et les temps partiels, est une garantie pour assurer leur réelle autonomie. Le 7 novembre 2016, à 16h34, à Brest, à Saint-Brieuc, à Vannes comme à Rennes, des femmes se sont arrêtées de travailler pour dénoncer qu'elles gagnent, tous temps de travail confondus, près de 28 % de moins que les hommes. 4 % des Français.e.s qui prennent un congé parental sont des pères soit à peu près le même ratio qu'il y a dix ans[iv]. Les femmes représentent 4 % des chef.fe.s d'orchestre. 4 femmes interrogées sur 10 se disent victimes de violences sexistes …Vie politique, professionnelle, sociale, culturelle, personnelle… toutes les dimensions du quotidien sont impactées par l'égalité femmes.hommes.
Les chiffres bretons témoignent eux aussi de réalités peu modifiées.
La Région, par l'édition de ce deuxième rapport Egalité, poursuit « son » examen en cherchant à objectiver et à systématiser le questionnement sur la neutralité ou non de ses politiques en matière d'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Un processus au long cours qu'il convient d'année en année d'élargir et d'améliorer.

---

[i] Cf. Loi n°2014-873 du 4 août 2014 « pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes » et ses articles 61 et 77 qui exigent des collectivités et établissements publics de plus de 20 000 habitant.e.s de rendre compte d'un rapport annuel d'activité en matière d'égalité femmes.hommes.
[ii] Cf. Etude « Perceptions de l'égalité entre les femmes entre les femmes et les hommes en France, regards croisés » réalisée par CSA Research pour le ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes » - Septembre 2016
[iii] 193 pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage de femmes dans la Chambre unique ou Chambre basse (Parlements nationaux).
[iv] Cf. Etude OCDE sur le congé parental –Mars 2016

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

SOMMAIRE

Région responsable..... 320

1.1 La responsabilité démocratique..... 321

1.2 La représentation politique..... 323

1.3 La responsabilité d'employeur..... 324

1.4. La communication..... 328

Education et formation..... 330

2.1 L'orientation..... 331

2.2 La formation initiale..... 332

2.3 L'apprentissage..... 334

2.4 La formation continue..... 337

2.5. L'enseignement supérieur et la recherche..... 339

2.6. Les langues de Bretagne..... 341

Développement économique et emploi..... 343

3.1. L'emploi et l'égalité professionnelle..... 344

3.2. L'économie sociale et solidaire..... 346

3.3. L'agriculture..... 347

3.4. L'économie maritime..... 348

Equilibre des territoires..... 350

4.1. L'observation et la planification..... 351

4.2. Les contractualisations et l'animation territoriales..... 352

Connexion des territoires et des populations..... 354

5.1. Le numérique..... 355

5.2. Les mobilités et transports..... 356

Rayonnement et vitalité..... 357

6.1. Le sport..... 358

6.2. La culture..... 360

6.3. La santé..... 363

6.4. Les politiques de coopération et solidarité internationale..... 365

6.5. La promotion de tous les droits..... 367

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

1. Région responsable

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

1.1 La responsabilité démocratique

Chiffres clés

La France passe de la 36ème place en 2012 à la 60ème place en 2016 dans le classement international de la parité qui évalue la représentation féminine dans les assemblées nationales.

44% de femmes siègent au Conseil économique et social environnemental.

Elles représentent 52,6% du corps électoral.

2% des rues en France portent le nom de femmes.

3h26 contre 2h pour les hommes : c'est le temps consacré par jour aux tâches dites « domestiques » par les femmes.

// Contexte national et régional

L'article 1 de la *Charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale* engage les collectivités « *en tant que représentante démocratique, à reconnaître et à faire appliquer le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes comme un préalable à la démocratie* ».

Pour agir au plus près des besoins des femmes, et développer des politiques d'égalité f.h adaptées aux réalités territoriales, la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes est désormais inscrite dans le Code général des collectivités territoriales et devient ainsi une compétence partagée. L'effectivité d'une participation pleine et entière des femmes, dans tous les aspects de la vie de la société et aux affaires qui les concernent, s'organise.

L'adoption des lois *Egalite et Citoyenneté*, *Déontologie* (cf. représentation f.h dans les élections professionnelles) en 2016, assorties de l'élaboration et de la multiplication d'outils de rendus-compte et d'évaluation, tels le Document de politique transversale *Politique de l'égalité entre les femmes et les hommes* (DPT) réalisé annuellement par l'Etat ou ce volume dédié à l'égalité f.h du Rapport d'activité et de développement durable de la collectivité (RADD) visent à améliorer la coordination et l'efficacité de l'action publique et rehaussent la responsabilité des acteurs politiques à agir.

Malgré une évolution législative favorable, la présence des femmes reste faible là où les pouvoirs s'exercent : division sexuée du travail, articulation difficile des temps de vies personnelle et professionnelle, fonctionnement codifié d'exécutifs, *plafond de verre*, *plancher collant*, sont autant de freins à la reconnaissance et à la prise en compte de l'engagement des femmes dans la vie publique. Au-delà d'un accès étendu aux responsabilités, des conditions pratiques et quotidiennes doivent accompagner concrètement l'encouragement législatif à la participation des femmes aux affaires de la Cité. Mondes associatif, syndical, culturel, sportif, politique, c'est l'ensemble des représentations, fonctionnement, mode et typologie des désignations de toute structure qui est concerné.

En politique, les femmes représentent 42 % des eurodéputé.e.s français.e.s élu.e.s. Les Conseils départementaux comptent aujourd'hui 50 % de femmes contre 13 % auparavant. Il s'agit d'un bond numéraire qui ne doit pas masquer, selon les premiers constats en 2016 dressés par les associations, un exercice parfois inégalitaire des mandats au sein des binômes femmes.hommes. En l'absence de sanction et/ou de contrainte, les hommes restent très majoritaires dans les sphères de décision et/ou dans les « fauteuils du pouvoir » : 95 % parmi les président.e.s de Conseils départementaux, 93% parmi les président.e.s de Région (3 femmes sur 13), 73% parmi les député.e.s, 75% au sein de l'assemblée sénatoriale. A l'échelon communal, les maires se conjuguent aussi au masculin à 84 %.

En France, au 31 décembre 2016, les conseils des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ne comptaient que 34 % de femmes. L'élection des conseils communautaires issus des fusions de 2016 a aggravé une situation déjà fortement inégalitaire, les intercommunalités constituant déjà l'échelon local le plus déficitaire en matière de parité avec 92 % d'hommes parmi les 1ers Vices-président.e.s et 66 % parmi les conseiller.e.s.

Les membres de la CTAP sont désigné.e.s par la loi, au titre de leurs mandats. Cet indicateur de contexte rend compte d'une très faible parité politique en région.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Parité dans les instances territoriales	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Présidences des EPCI % de femmes % d'hommes	7 % en Bretagne et 8 % en France 93 % en Bretagne et 92 % en France	Répartition des sièges entre les communes membres des futurs EPCI arrêtée au 15/12/2016
Exécutifs des EPCI % de femmes % d'hommes	20 % Bretagne et 18 % en France 80 % en Bretagne et 82 % en France	Election des nouveaux conseils communautaires entre le 1/01/2017 et le 27/01/2017
<u>Pour la Bretagne :</u> Conférence de l'action publique territoriale (CTAP) Membres de droit Présidence Région et Conseils départementaux Présidence EPCI de +30000hab Collège 1 (Elu.e.s EPCI de - 30000 hab.) Collège 2 (Elu.e.s. communes de + 30000 hab.) Collège 3 (Elu.e.s communes entre 3500 et 30 000 hab.) Collège 4 (Elu.e.s communes de - de 3500 hab.)		Février 2016 7 femmes/39 hommes 1 femme/4 hommes 2 femmes /24 hommes 1 femme / 3 hommes 1 femme / 1 homme 1 femme / 3 hommes 1 femme / 3 hommes

// L'égalité dans l'action régionale

• Les instances en lien avec le Conseil régional

La Région Bretagne s'est depuis longtemps engagée à reconnaître et à faire appliquer le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes comme un préalable à la démocratie. Il s'agit dans l'ensemble des organismes régionaux de veiller à ce que les femmes et les hommes soient réellement associé.e.s aux différentes formes de consultation.

Les membres du Conseil économique, social et environnemental régional (CESER) sont nommé.e.s pour six ans par arrêté du Préfet de région, sur proposition des différentes organisations représentatives. Le CESER réunit 119 membres dont 44 femmes (soit 37%). Son bureau est composé de 27 membres dont 8 femmes (soit près de 30%).
Le Conseil régional des jeunes (CRJ) est un espace d'expressions et d'échanges entre des jeunes élu.e.s par leurs pairs. Les 149 membres - binômes filles-garçons élu.e.s en octobre 2016 avec 80 filles et 69 garçons - représentent l'ensemble des lycéen.ne.s et apprenti.e.s de la région. Réparti.e.s dans cinq commissions, elles et ils peuvent interroger leurs homologues adultes du Conseil régional, créer et conduire des actions pour répondre aux besoins et aspirations des jeunes Breton.ne.s. Pour la première fois depuis la création du Conseil régional des jeunes il y a 12 ans, c'est un binôme co-président fille-garçon qui est à la tête de l'assemblée pour 2016-2018.

• La méthode d'élaboration des politiques publiques

L'action de la Région Bretagne pour élaborer sa politique en faveur de l'égalité femmes.hommes reste inédite. Depuis sa mise en œuvre, elle s'appuie à la fois sur un engagement volontariste et un travail en réseau de multiples acteurs et actrices du territoire. La Région fait avec un collectif de citoyen.ne.s, d'élu.e.s, de représentant.e.s d'associations généralistes et féministes ou féminines, d'entreprises, d'organismes de formations, d'agent.e.s de collectivités, de syndicalistes, d'universitaires, de lycées rassemblé.e.s au sein du *Conseil pour l'égalité entre les femmes et les hommes en Bretagne* (CpeG). Le Conseil n'a pas été réuni en 2016.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

1.2 La représentation politique

Chiffres clés

5 Régions ont une première femme vice-présidente sur 18 Régions contre 13 hommes premiers vice-présidents.

Le tandem exécutif (Présidence et 1ère vice-présidence) est exclusivement masculin dans 11 Régions. Le tandem exécutif est paritaire dans 6 Régions.

La Région est représentée dans 549 organismes répartis dans 23 domaines

// Contexte national et régional

Le principe de parité s'étend désormais à toutes les sphères professionnelles, sociales, institutionnelles et étatiques. 15 ans après la révision constitutionnelle de 1999 ayant favorisé la parité politique, le partage à égalité du pouvoir au cœur même des organisations peine à progresser. Le Haut Conseil à l'égalité fh (HCE fh) dans son édition 2016 du *Guide de la Parité* déplore que la représentativité des femmes dépende de « *contrainte imposée* » et dénonce « *une répartition stéréotypée des délégations accordées aux hommes et aux femmes qui relève d'assignations discriminantes : aux hommes, les domaines dits prestigieux des finances, du développement économique, de l'urbanisme, du sport, de la culture ; aux femmes, l'enfance et la famille, le social, la formation, les quartiers, le tourisme* ». Le rapport 2016 du HCE fh, *Quel partage du pouvoir entre les femmes et les hommes au niveau local ?* conclut : « *la confiscation du pouvoir par les hommes reste toujours d'actualité* ». Un an après l'élection de binômes femme.homme appliquée pour la 1ère fois aux Départementales en 2015, il comptabilise des tandems exclusivement masculins Président/Vice-président dans 57 départements sur 101 et dans 11 Régions sur 18.

// L'égalité dans l'action régionale

La Région affirme sa volonté d'encourager cette exigence de démocratie et de justice. Il s'agit notamment de s'assurer que l'ensemble des élu.e.s participe à la conduite des affaires publiques. La parité des instances est un des baromètres pour mesurer cette responsabilité. L'indicateur relatif à la visibilité des femmes est un levier.

Elu.e.s du Conseil régional	2016
Vice-président.e.s	
Nombre de femmes	7
Nombre d'hommes	8
Conseiller.e.s délégué.e.s	
Nombre de femmes	2
Nombre d'hommes	2
Président.e.s. de commissions	
Nombre de femmes	2
Nombre d'hommes	3
Conseiller.e.s avec délégations	
Nombre de femmes	15
Nombre d'hommes	13

Représentant.e.s du Conseil régional dans les organismes extérieurs	2016
Représentant.e.s titulaires	
Nombre de femmes	479 / 46 %
Nombre d'hommes	570 / 54 %
Représentant.e.s suppléant.e.s	
Nombre de femmes	182 / 46 %
Nombre d'hommes	211 / 54 %

L'adhésion de la Région à la *Charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale* rappelle l'engagement de respecter la parité dans ses propositions de désignations dans les organismes extérieurs. 5 des 27 domaines sont représentés à plus de 70% par des hommes (Affaires générales, économie, environnement et aménagement, innovation, sport) et 2 sont représentés à plus de 70% par des femmes (santé et valorisation du patrimoine).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

1.3 La responsabilité d'employeur

Chiffres clés

En France, on compte 60% de femmes dans la fonction publique territoriale, 96% dans la filière médico-sociale, 81% dans la filière administrative, 59% de femmes dans la filière technique.

En Bretagne, les fonctionnaires représentent 25% de l'emploi salarié régional (Insee juin 2016). Les femmes représentent 61% de ces agent.e.s.

2016 : année de la fusion des deux Labels « Egalité professionnelle » et « Diversité ».

// Contexte national et régional

Contrairement à une idée reçue, le statut de la fonction publique ne protège pas des inégalités entre les femmes et les hommes. La fonction publique territoriale ne fait pas exception. Le 2ème rapport annuel sur l'égalité professionnelle (Conseil commun de la fonction publique-CCFP) du ministère de la Fonction publique insiste en mai 2016 sur la « nécessité d'aller plus loin » notamment en matière d'accès aux responsabilités des femmes et de réduction des inégalités de rémunérations fh.

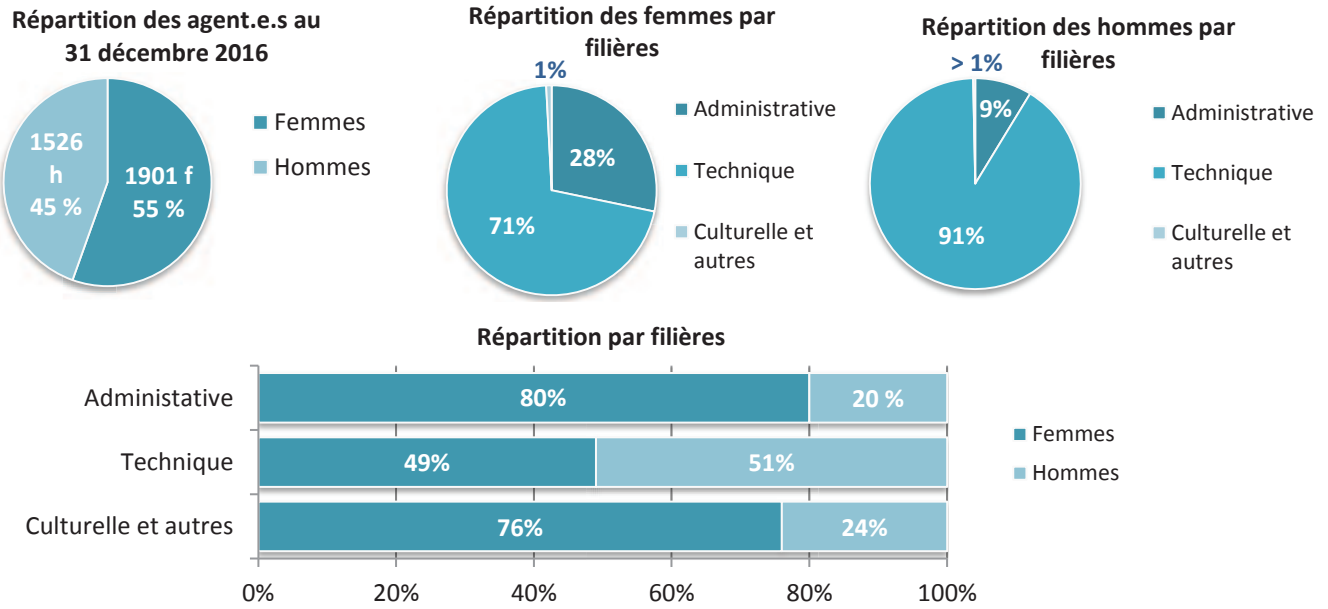
L'observation de la présence des femmes et des hommes dans les « triumvirats de décision » (Présidence, direction du cabinet, direction générale des services) renseigne sur la répartition du pouvoir au sein des collectivités. Aucune de ces fonctions n'est soumise à des obligations paritaires. Dans son rapport d'octobre 2016, le HCE fh constate la présence de 9% de femmes au sein des triangles exécutifs des régions. Le CNFPT confirme un plafond de verre persistant (juillet 2016) : alors même que le nombre de femmes élues progresse, celui-ci régresse au sein des équipes de direction des collectivités : les villes sont ainsi dirigées à 89% par des hommes, les Départements à 91%, les Régions à 88% ; Le nombre d'administrateur.trice.s dans les équipes de direction générale des grandes collectivités diminue également. L'obligation de « nominations équilibrées » (Loi Sauvadet - au moins 30% de femmes) dans les emplois de direction se traduit différemment selon les différents niveaux de collectivité ; si la fonction publique territoriale parvient à afficher un taux moyen de 31%, l'échelon communal reste en deçà.

L'étude sur les écarts de rémunérations entre les femmes et les hommes réalisée par l'administration centrale en 2015 faisait apparaître un écart de 12 % au sein de la fonction publique (19 % dans le privé). Un an après, le rapport « La force de l'égalité : inégalités de rémunération et de parcours dans la fonction publique » confirme ce constat et alerte : « les femmes gagnent en moyenne 19% de moins que les hommes dans la fonction publique, un écart qui va de 6,6% dans la fonction publique hospitalière à près de 23% dans la fonction publique d'Etat. La surreprésentation des femmes dans les emplois et les grades les moins bien rémunérés, le déroulement de carrière, le « plafond de verre » (plus les niveaux de rémunération sont élevés, plus la probabilité d'y accéder pour les femmes est faible) associés à la parentalité (temps partiel notamment) sont souvent à l'origine de ces écarts.

Enfin, pour agir sur l'ensemble des aspects de la promotion de l'égalité professionnelle, un *Guide de prévention des situations de violences et harcèlement dans la fonction publique* (CCFP) et un *Guide des congés familiaux dans la fonction publique* ont été édités en 2016.

// L'égalité dans l'action régionale

- Répartition des agent.e.s dans les effectifs de la Région Bretagne en 2016 (agent.e.s permanent.e.s)



Le taux de féminisation global de la collectivité reste stable depuis 2010 autour de 55 %.

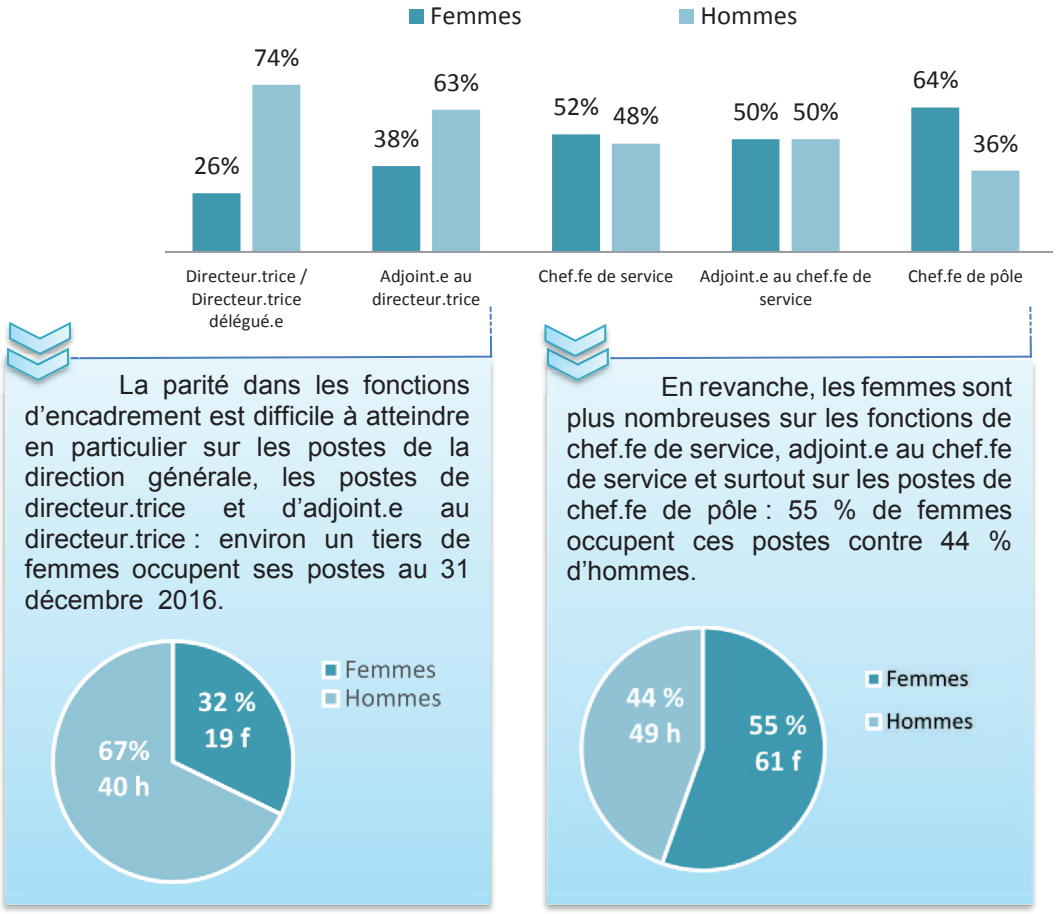
Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEANCE_01-DE

En revanche, on constate une faible mixité au sein des filières. La filière administrative est composée à 80 % de femmes et la filière culturelle à 76 % de femmes.
La filière technique, quasi paritaire, est quant à elle composée à 49 % de femmes et 51 % d'hommes. Cependant, cette répartition tient au fait que l'on recense davantage de femmes sur les métiers techniques liés à l'entretien des locaux dans les lycées. A l'inverse, dans les services, la filière technique est essentiellement masculine.

- ## Place des femmes et des hommes dans l'encadrement (agent.e.s des services)

Même si les femmes sont majoritaires dans les effectifs de la catégorie A, elles sont globalement moins nombreuses sur les postes d'encadrement, occupés à 53 % par des hommes.

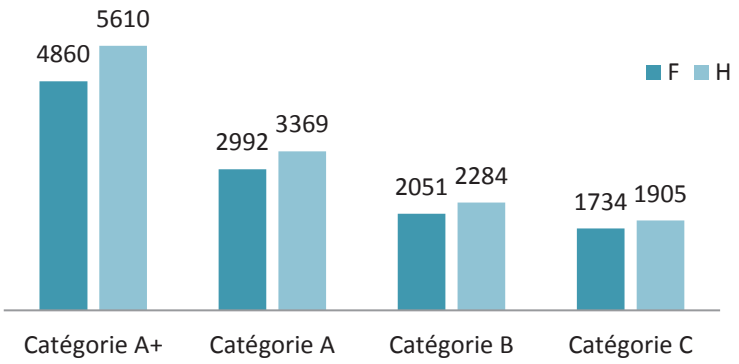
Mixité dans l'encadrement à la Région (au 31/12/2016)



- ## Différences de salaires entre les femmes et les hommes

En référence à la méthode de calcul de l'INSEE, l'écart est calculé par rapport à la base de rémunération des hommes. On calcule combien les femmes touchent de moins ou de plus que les hommes.

Rémunération nette mensuelle moyenne en 2016 pour les agent.e.s des services

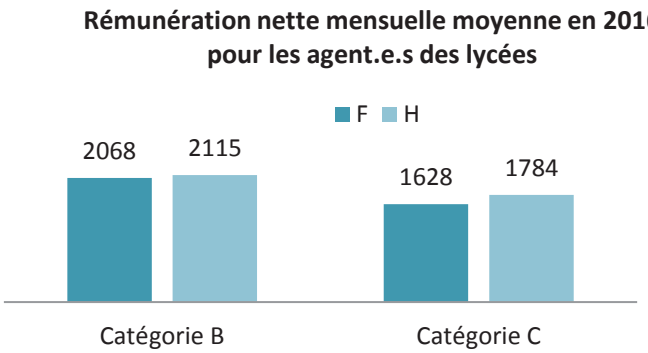


Ecarts de rémunération en 2016 :

- - 13,4 % pour les femmes en catégorie A+ (-20 % en 2014 et -18,4% en 2015),
- - 11,2 % pour les femmes en catégorie A (-12 % en 2014 et -12,7 % en 2015),
- - 10,2 % pour les femmes en catégorie B (- 8 % en 2014 et - 9 % en 2015),
- - 9 % pour les femmes en catégorie C (-9,3 % en 2014 et -9,7 % en 2015).

Même si des écarts persistent entre les rémunérations des femmes et des hommes, on constate toutefois que ces écarts ont tendance à diminuer globalement par rapport à l'année 2015. L'écart de rémunération sur les postes de catégorie A+ en faveur des femmes a nettement baissé passant de -18,4 % en 2015 à -13,4 % en 2016.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

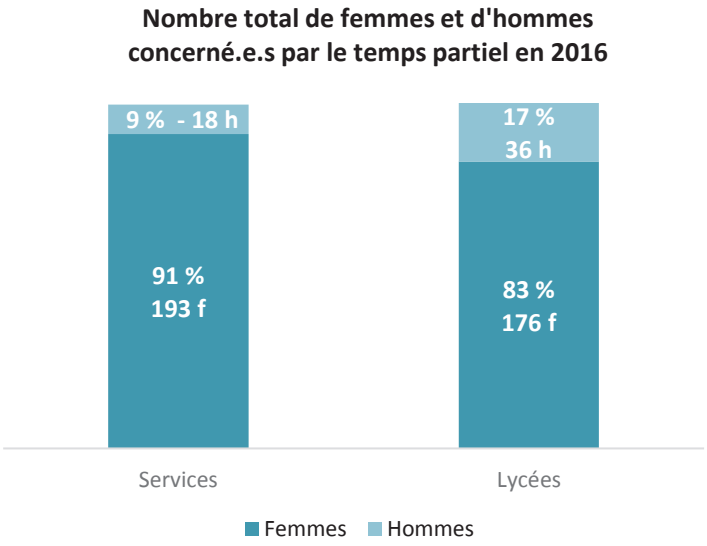


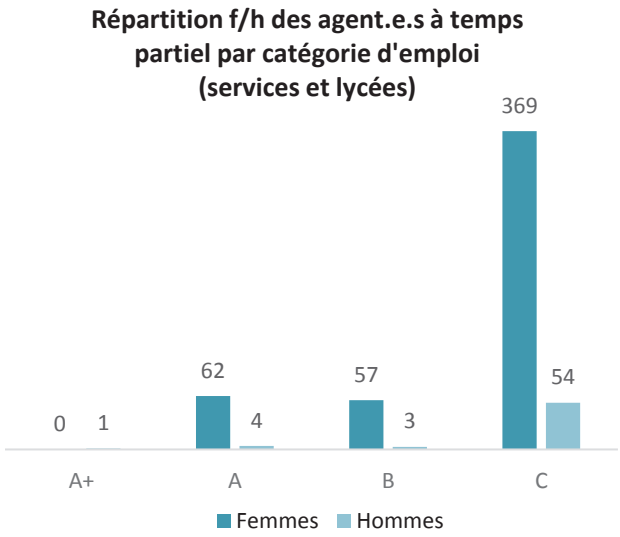
Ecarts de rémunération en 2016 :

- - 2,2 % pour les femmes en catégorie B (contre -1,9 % en 2015),
- - 8,7 % pour les femmes en catégorie C (contre -9,5 % en 2015).

Dans les lycées, les écarts de rémunérations en défaveur des femmes sont plus importants en catégorie C mais sont en légère baisse par rapport à 2015.

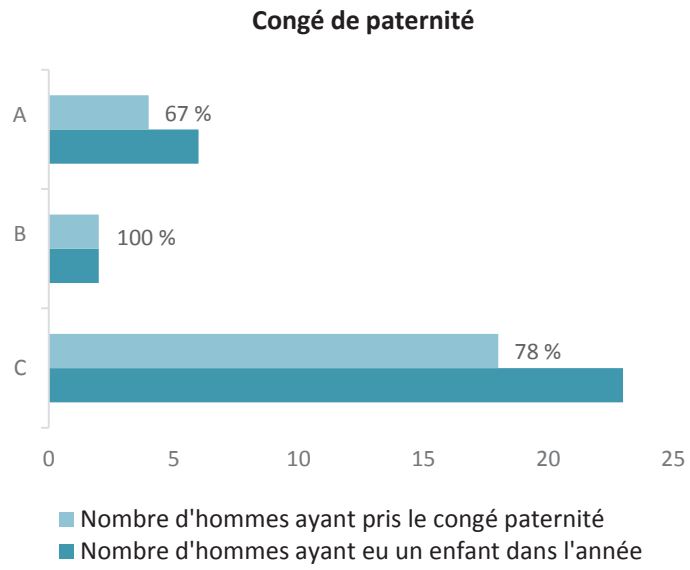
• Organisation du travail et temps partiel





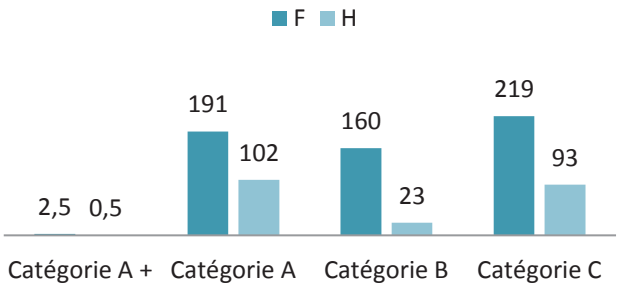
En 2016, 12,3 % des agent.e.s travaillent à temps partiel. Parmi les personnes à temps partiel, 87 % sont des femmes (91 % dans les services soit 193 femmes et 18 hommes et 83 % dans les lycées avec 176 femmes et 36 hommes). 71,2 % des agent.e.s sont à temps partiel sur autorisation et 28.8 % le sont de droit (enfant de moins de 3 ans et travailleur.euse.s handicapé.e.s).

• Congés liés à la parentalité

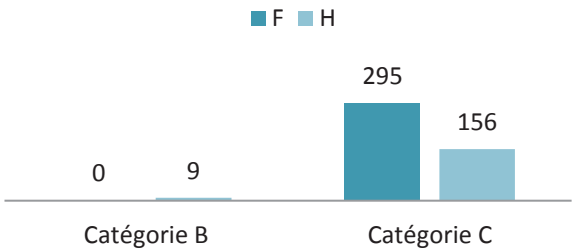


Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Congés enfant malade 2016 en nb de jours pour les agent.e.s des services



Congés enfant malade 2016 en nb de jours pour les agent.e.s des lycées

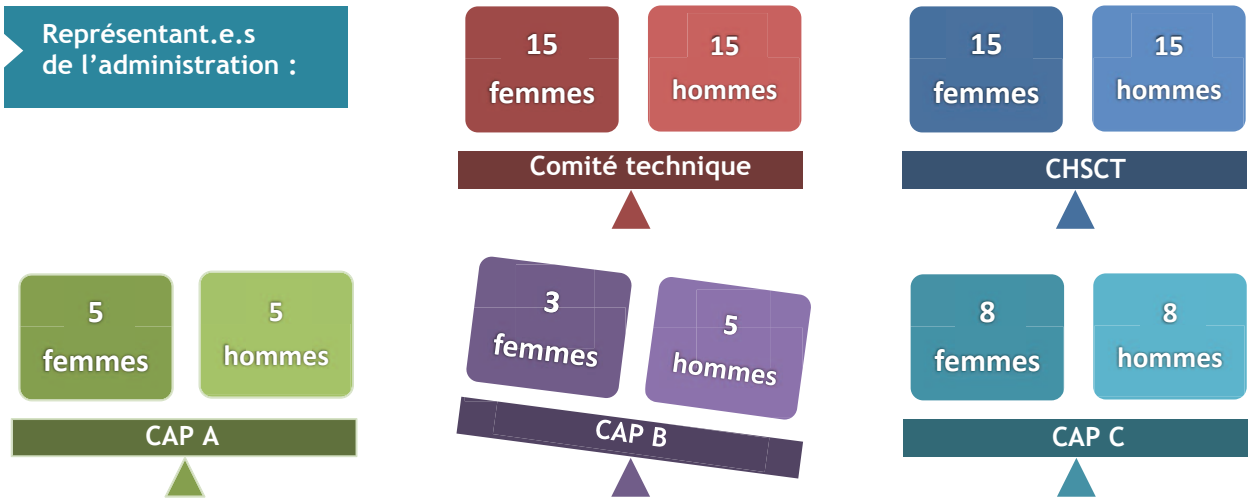


Dans les services comme dans les lycées, ce sont majoritairement les femmes qui ont recours à des journées de congés enfant malade.

- ## Le Label Egalité professionnelle

Souhaitant réaffirmer ses engagements et mettre en œuvre des actions concrètes, la Région s'est engagée pour 2015/2017 dans un plan d'actions décliné autour de trois axes : Développer une culture interne de l'égalité professionnelle, l'égalité dans la gestion des ressources humaines et le management et favoriser l'articulation des temps de vie personnelle et professionnelle.

- ## La représentation femmes.hommes au sein des instances paritaires



Mise à part en CAP B où les femmes sont sous représentées, les autres instances sont toutes composées de représentant.e.s de l'administration de façon paritaire.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

1.4 La communication

Chiffres clés

Pour 82% des femmes et 70% des hommes, la publicité donne une image qui donne des complexes aux femmes.

// Contexte national et régional

En France, les femmes représentent 1/3 des sujets des informations et 1/5 des expert.e.s invité.e.s sur les ondes publiques. La rareté des femmes s'illustre à la fois par une infériorité en nombre comme par une invisibilité dans le langage. C'est pour y remédier qu'en 2016, des travaux de « révision du *Répertoire interministériel des métiers de l'Etat* (RIME) avec des intitulés intégrant le féminin et le masculin des métiers et fonctions » ont été lancés. D'ores et déjà, dans les répertoires des métiers du CNFPT et des métiers de la fonction publique hospitalière, les métiers sont systématiquement nommés au masculin et au féminin. Les mots et les images participent à semer la culture de l'égalité. Ils et elles donnent à voir, rendent compte mais également construisent, ou non, des stéréotypes. Leurs usages participent au déséquilibre entre le nombre de femmes et d'hommes représenté.e.s dans les media comme à l'enfermement des femmes et des hommes dans certains rôles. Après l'encouragement de la Commission européenne auprès des Etats membres à l'élimination des stéréotypes liés au genre dans les médias, en France, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a vu en 2016 ses missions en matière de lutte contre le sexisme à la télévision et à la radio s'élargir au domaine de la publicité.

// L'égalité dans l'action régionale

• La lutte contre les stéréotypes dans la politique de communication de la collectivité

La Région est vigilante dans la production de ses supports à ne pas contribuer à une communication sexiste.

En 2016, un groupe de travail a été constitué en interne afin d'élaborer un G*uide pour une communication publique pour tous et toutes*. Ce guide décline concrètement la volonté de la collectivité de prévenir et de faire reculer les stéréotypes de sexe en interne comme en externe. En résistant dans l'emploi des images, à l'enfermement des femmes et des hommes dans certains rôles, en veillant à une visibilité équilibrée des femmes et des hommes dans ses supports et dans la représentation du patrimoine régional, en préconisant l'usage du féminin dans ses écrits, la Région franchit une nouvelle étape, en lien avec son engagement signé le 5 novembre 2015.

Ce guide qui sera édité en 2017 a également pour but d'assurer une accessibilité, physique et cognitive, des dispositifs régionaux et de ses productions pour chacune et chacun de ses agents et de ses usager.e.s, ainsi que la prise en compte des langues de Bretagne.

Des mesures, ouvertes et non exhaustives, ont donc été recensées au sein de ce guide, qui sera diffusé en 2017 aux services régionaux, ainsi qu'aux prestataires de la collectivité.

• L'égalité femmes.hommes dans la représentation du patrimoine régional

Nom de salles du Conseil régional	Femmes	Hommes
Hôtel de Région - Patton	3	9
Site de Beauregard	1	3
Site de La Robiquette	1	2
Site de Courcy	0	6

Cinq salles de réunion du Conseil régional portent des noms de femmes : Anne de Bretagne (Politique), Anjela Duval (Littérature), Marie Jacq (Politique), Jeanne Malivel (Art), Joséphine Pencalet (Politique). Vingt salles portent des noms d'hommes.

Nombre de lycées publics portant le nom d'une personnalité	Nom d'un homme	Nom d'une femme	Nom d'un homme et d'une femme
69 sur 112 lycées	63	5	1

Sur les 69 lycées d'enseignement général, agricole et/ou maritime portant le nom d'une personnalité en Bretagne, figurent les 5 personnalités féminines suivantes : Louise Michel, Anita Conti, Marie Le Franc, Rosa Parks, Florence Arthaud. Le dernier lycée construit en Bretagne porte, depuis 2015, le nom de la navigatrice Florence Arthaud (Saint-Malo).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- La diffusion de la culture de l'égalité au sein de la collectivité

Ressources documentaires	2014	2015	2016
Nombre d'ouvrage indexés Egalité	6	6	9
Taux de consultation des articles Egalité	24	14	3
Nombre d'articles Egalité saisis dans la base, dont :	58	65	93 articles de veille (8 destinataires)
Dans *l'Actualité des territoires*	13	7	9
Dans le *Repère hebdo*	13	13	19
Dans *Actu Presse*	8	6	31

Indicateur n° 2 Nombre de conférences à destination des agent.e.s de la collectivité en 2016	Intervenant.e.s	Agent.e.s
Cycle des 30 ans de la Bretagne		
Juin : « le fait régional »	H	102 F/ 13 H
Octobre : « la démocratie participative »	H	64 F / 16 H
Décembre : « la place de la Bretagne dans la décentralisation française »	H	43 F /14 H
Cafés Patton		
Mars	H	79 F / 9 H
Novembre	H	99 F / 20 H
Autres		
Conférence avec Philippe Croizon	H	102 F / 18 H
Le 8 mars	F	53 F / 9 H

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Education et formation

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2.1 L'orientation

Chiffres clés

En France, alors que les lycéennes représentent 50% des Terminales S, elles sont 20% à s'orienter vers une école d'ingénieur.e.s.

Elles forment 80% des élèves de L et 90% en ST2S (Santé-social).

La part des filles représente 44% des élèves dans les lycées professionnels.

// Contexte national et régional

Les filles et les garçons ne se projettent pas de la même manière à l'école, dans les formations, dans les métiers, dans l'avenir. Les inégalités entre filles et garçons dès l'enfance influencent l'orientation professionnelle et les perspectives d'emploi. « Les filles n'ont pas, en sciences et en mathématiques, la même confiance en leurs capacités que les garçons et de nouvelles analyses font apparaître des différences frappantes au niveau des encouragements reçus des parents et des comportements des enseignant.e.s » rappelle l'OCDE qui poursuit : « Ceux-ci donnent systématiquement de meilleures notes aux filles qu'aux garçons en mathématiques, même lorsque les unes et les autres obtiennent des résultats similaires ».

Si les professionnel.le.s de l'éducation et de la formation peuvent agir, leurs outils peuvent également évoluer en promouvant les conditions d'égalité d'accès pour chacun.e à toutes les orientations possibles. Le Haut Conseil à l'égalité fh dans son rapport 2016 dédié à « L'éducation à la sexualité » préconise également le principe d'éga-conditionnalité pour les ouvrages pédagogiques à destination des jeunes. Pour sa part, le ministère de l'Education nationale a indiqué en 2016 inscrire aux critères existants « la place respective des auteures et des auteurs dans le choix au programme du bac littéraire « afin que les œuvres des autrices puissent être étudiées et qu'une meilleure attention soit portée à l'image que l'on donne aux jeunes de la littérature. Cette intervention fait notamment suite au constat rendu public d'une sélection 100% masculine depuis 20 ans dans les œuvres proposées au bac littéraire.

Le choix d'orientation est parfois le résultat d'une « figure imposée ». L'Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle confirme ainsi que « l'influence de l'apprentissage des stéréotypes et des pratiques « rôles de sexes » sur les choix d'orientation des filles et des garçons à l'adolescence » sont prégnants. 14% des femmes et 8% des hommes interrogé.e.s (étude CSA- mai 2016) jugent que les filles et les garçons ne reçoivent pas les mêmes conseils en matière d'orientation pour leur parcours scolaire. Ces constats sont le résultat de déterminismes sociaux. Les compétences ne sont pas sexuées ; elles s'acquièrent et se développent au fil des apprentissages de la vie.

L'objectif de passer d'ici 2025 de 12 % à un tiers de métiers mixtes inscrit dans la *Plate-forme d'actions de la mixité* initiée par l'État en 2014 préconise un travail spécifique, en lien avec les Régions, au sein du nouveau service public de l'orientation. La « prise en compte de manière systématique de la mixité dans les politiques publiques d'orientation scolaire et professionnelle » est rappelée.

En Bretagne, comme ailleurs, les filles réussissent mieux que les garçons à l'école, et à tous les âges du parcours scolaire, universitaire. Mais dès l'insertion professionnelle, les disparités se creusent. En région, comme ailleurs, les femmes se concentrent dans seulement 28 métiers contre 40 pour les hommes.

// L'égalité dans l'action régionale

La Région s'est engagée dans la prise en compte transversale de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le cadre de référence du *Service public régional de l'orientation* (SPRO). Elle a désormais inscrit la promotion de la mixité des métiers dans les références de qualité des évènements « information-métiers ». L'inscription dans le cahier des charges de *l'Accueil personnalisé et individualisé* (API) d'un temps dédié à l'égalité sur la posture du.de la professionnel.le accueillant du public, la mise à disposition de ressources Égalité dans les outils créés dans le cadre du SPRO, ou la demande aux chambres consulaires de travailler, dans le cadre du conseil en entrepreneuriat, sur l'égalité entre les femmes et les hommes, soit en formant leurs professionnel.le.s, soit en les faisant travailler avec des associations d'entrepreneuriat par les femmes sont toujours prévues.

La Région a poursuivi son soutien aux actions favorisant l'élargissement des choix professionnels pour tou.te.s : organisation d'une semaine d'immersion scientifique aux côtés de l'académie de Rennes et du *Centre national de la recherche scientifique* (CNRS), participation à l'opération « Métiers en tous genre », diffusion et circulation dans près de 25 établissements de formation et/ou recevant le jeune public de l'exposition « Les métiers n'ont pas de sexe » réalisée par l'association «Femmes ici et ailleurs ».

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2.2 La formation initiale

Chiffres clés

L'espérance de scolarisation de 2 à 29 ans est de 18,5 ans pour les filles et de 18 ans pour les garçons

6 Ministères ont signé la Convention interministérielle pour l'égalité à l'école

Dans les manuels scolaires de français, les femmes représentent 10 % des personnages.

// Contexte national et régional

En France, l'ensemble du système éducatif public et privé compte 15,5 millions d'élèves, d'étudiant.e.s et d'apprenti.e.s. L'enseignement supérieur reste le premier contributeur à une hausse globale des effectifs. Les formations d'ingénieur.e.s et les classes préparatoires aux grandes écoles figurent parmi les formations les plus attractives. Les filles sont majoritaires (54%) dans le second cycle général et technologique. Quelle que soit la voie, elles réussissent mieux (90%) que les garçons (86%) tous baccalauréats confondus : moins redoublantes, elles poursuivent des études plus longues même si l'écart fh tend à se réduire. Là où il reste le plus important, dans la voie professionnelle, cet écart continue à diminuer. A l'inverse, il se creuse notablement dans la voie technologique.

Le résultat du bac 2016 a abouti à un taux de réussite record de 88,5 % C'est le bac professionnel qui, avec un taux de réussite de 82,2 %, en hausse de 1,9 point, l'explique. Lors de cette édition, 90 % des filles (contre 85 % en 2015) et 86% des garçons (contre 72 %) ont eu le baccalauréat. Les femmes représentent 68% de l'ensemble du personnel, 67% des enseignant.e.s du secteur public, 74% dans le secteur privé et 70% des non-enseignant.e.s. Elles sont majoritaires dans les premier et second degrés du public mais minoritaires dans l'enseignement supérieur.

La loi *Egalité et Citoyenneté* a créé en 2016 une information à la santé obligatoire à 16,18 et 23 ans, avec un volet relatif à l'éducation à la sexualité, à la contraception et à l'interruption volontaire de grossesse. Cet acte répond à l'esprit du rapport *L'éducation à la sexualité* du Haut Conseil à l'égalité fh remis au gouvernement en juin 2016 qui préconise de promouvoir auprès des jeunes des rapports fondés sur l'égalité, où la reconnaissance de la différence ne justifie pas la domination. Cet ensemble de mesures fait enfin écho au décret relatif à la *loi de modernisation du système de santé* qui prévoit la gratuité pour les frais liés à la contraception des mineures d'au moins 15 ans.

En Bretagne, la *journée d'étude contre les violences sexuelles* organisée par l'espace Femmes du Pays de Dinan et soutenue par la Région a confirmé l'urgence de s'adresser aux jeunes lycéen.ne.s et aux adultes encadrant.e.s constatant une hyper sexualisation des jeunes et une méconnaissance par les filles de leur corps. Cette nécessité, inscrite dans la *Convention interministérielle pour l'égalité entre les filles et les garçons dans le système éducatif*, rappelle la responsabilité de l'école en la matière.

Résultats au baccalauréat général en Bretagne, par série, département et sexe - 2016 - Public et privé	2015	2016
Taux d'obtention du bac ES Economie et social	93 %	92 %
Taux filles	94 %	94 %
Taux garçons	91 %	89 %
Taux d'obtention du bac Littéraire	92 %	93 %
Taux filles	93%	94 %
Taux garçons	89 %	90 %
Taux d'obtention du bac Ecologie, agronomie et territoires	95 %	98 %
Taux filles	91 %	100 %
Taux garçon	97%	97 %
Taux d'obtention du bac Sciences de la vie et de la terre	95 %	94 %
Taux filles	96 %	95 %
Taux garçons	93%	92 %
Taux d'obtention du bac Sciences de l'ingénieur	95 %	95 %
Taux filles	94 %	99 %
Taux garçons	95 %	95 %
Taux d'obtention du bac toutes séries	94 %	93 %
Taux filles	94 %	95 %
Taux garçons	93 %	91 %

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEL_SEGEP_01-DE

A l'inverse de 2015, le taux de réussite 2016 au bac toutes séries diminue pour tou.te.s suite aux résultats en baisse des garçons. Filles et garçons ont de très bons résultats aux baccalauréats tous confondus, ce qui place toujours l'académie dans le peloton de tête au niveau national. Les filles réussissent partout mieux que les garçons. A noter pour elles un gain de +9 points au bac Ecologie, agronomie et territoires et de +5 points au bac Sciences de l'ingénieur, ce qui conforte la volonté régionale d'encourager les filles à investir davantage cette voie de formation et tous les horizons professionnels qui en découlent.

// L'égalité dans l'action régionale

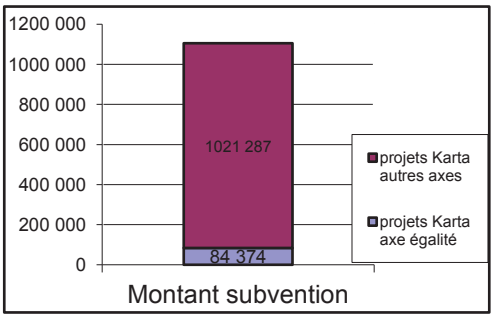
- ### Convention interministérielle pour l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif

Au titre de la *Convention régionale et académique pour l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif (*2013 à 2018), signée par une quinzaine de partenaires, services de l'Etat et collectivités territoriales, le colloque interinstitutionnel *Regards sur les parcours de formation des filles et des garçons : Egalité et mixité* qui s'est tenu en décembre 2016, avait pour objectifs de mieux comprendre les enjeux de la mixité et leur articulation avec l'objectif d'égalité, de développer une approche qui intègre davantage les garçons et les hommes à la réflexion et d'identifier les leviers d'action, au-delà du strict champ de l'orientation scolaire et professionnelle. A cette occasion, une *convention pour la mixité des métiers du numérique* a été signée entre le Rectorat et Orange Ouest.

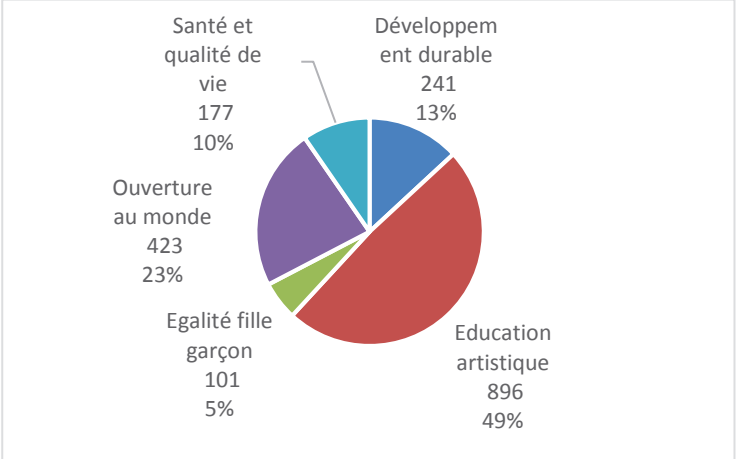
- ### L'égalité dans les projets éducatifs Karta

Depuis son intégration en 2011 au dispositif Karta, le 5ème axe *Égalité filles-garçons et lutte contre toutes les discriminations* a atteint son objectif : donner plus de visibilité à cette priorité régionale transversale dans les projets lycéens. Pour l'année scolaire 2015-2016, 74 établissements se sont mobilisés avec un nombre constant d'une centaine d'actions accompagnées (pour un montant de 84 500€). Les thématiques abordées sont les stéréotypes sexués et leurs effets sur les relations aux autres, les questions d'orientation professionnelle, mais aussi celles de la violence et du harcèlement, ou de la vie affective et sexuelle. Ces thèmes sont aussi récurrents sur l'axe *santé et qualité de vie* où ils ont pour objectif d'accompagner les adolescent.e.s dans leur compréhension et appréhension des contextes dans lesquels ils et elles évoluent, sans se laisser guider par des schémas de pensée et de conduite stéréotypés.

Répartition des projets Karta par thématique en 2016 en montant



Répartition des projets Karta par thématique en 2016 en nombre de projets



L'actualisation 2016 du *Guide des structures ressources* sur les thématiques Karta - dont celle de l'égalité filles.garçons - et sa mise à disposition sur l'extranet Karta permettent de fournir des propositions d'outils afin de favoriser la connaissance des équipes pédagogiques et le développement de nouveaux projets.

De nouvelles et nouveaux élu.e.s sont entré.e.s au *Conseil régional des jeunes lycéen.ne.s et apprenti.e.s* en binôme fille.garçon. Ils et elles ont également choisi d'élire un binôme fille.garçon pour co-présider leur assemblée.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2.3 L'apprentissage

// Contexte national et régional

Chiffres clés

29 % des apprenti.e.s sont des filles en Bretagne contre 32 % en France.

En Bretagne, la répartition filles.garçons par voie de formation fait apparaître un écart de 15 points pour la voie générale (59% de filles et 44% de garçons), de 9 points pour la voie professionnelle (18% de filles et 27% de garçons) et de 4 points pour l'apprentissage (4% de filles et 8% de garçons) en 2015.

Selon une étude comparative de l'apprentissage en Europe, et notamment entre la France et l'Allemagne (Dares et Bibb), il apparaît certains traits saillants caractéristiques de l'apprentissage en France. Ainsi, parmi plusieurs constats, on peut noter, fin 2016, que la part des entreprises accueillant des apprenti.e.s en France s'élève à 3,5 % avec une part des apprenti.e.s employé.e.s qui s'élève à 43 % dans les services et à 41 % dans la production. En France, comme ailleurs, l'apprentissage reste une voie de formation traditionnellement masculine.

En Bretagne, au cours des dix dernières années, la part des filles formées dans le cadre d'un contrat d'apprentissage est restée stable alors que celle-ci a légèrement progressé au niveau national. Les formations sont toujours très sexuées.

Les filles sont autant exposées que les garçons aux risques de rupture de leur contrat d'apprentissage : aux alentours de 18% (hors période d'essai) même si les filles qui suivent une formation en production sont plus souvent en situation de rupture que les garçons, et inversement, les garçons voient davantage leur contrat rompu lorsqu'ils suivent une formation dans le tertiaire. Celles et ceux qu'on appelle *les minoritaires de genre* doivent être effectivement spécifiquement soutenu.e.s

// L'égalité dans l'action régionale

• La féminisation de l'apprentissage

Conformément à l'étude conduite avec l'Etat pour favoriser l'accompagnement des apprenti.e.s qui sont minoritaires (en deçà du seuil de mixité défini à 30%) dans l'apprentissage de 2015 et à la mise en œuvre du plan *Bretagne qualité apprentissage*, plusieurs initiatives pour favoriser la mixité filles.garçons ont eu lieu en 2016 : journées départementale et régionale, actions de sensibilisation auprès des apprenti.e.s comme auprès des professionnel.le.s, élaboration d'outils pédagogiques.

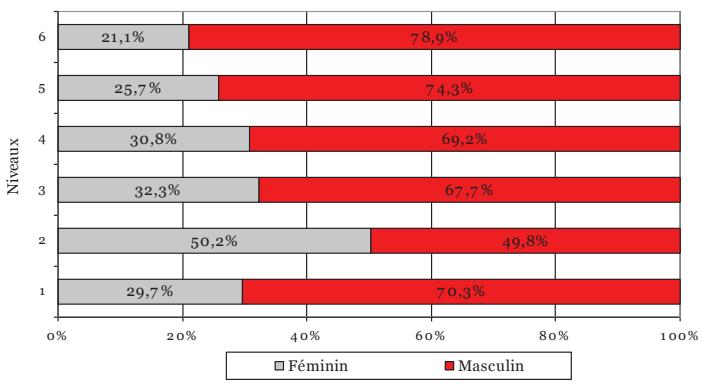
Conduite dans le cadre de la Convention cadre *Les Territoires d'excellence pour l'égalité professionnelle*, l'expérimentation *MégalitE* (accompagnement vers une approche intégrée de l'égalité des structures de formation en interne comme auprès des bénéficiaires) a permis à 7 CFA de dresser des diagnostics sexués de leurs personnels comme de leurs apprenti.e.s, de se former au repérage des inégalités femmes.hommes et de définir des actions.

Répartition sexuée des apprenti.e.s	2015	2016
Nombre total d'apprenti.e.s	17 428	17 956
Nombre de femmes / proportion de femmes en %	5 102 / 29 %	5 246 / 29 %
Nombre d'hommes / proportion d'hommes en %	12 326 / 71 %	12 710 / 71 %

Malgré une légère progression du nombre d'apprenti.e.s au total en 2016, la part des filles dans l'apprentissage stagne ; en Bretagne, comme ailleurs, le pourcentage d'apprenties dépasse rarement 30%.

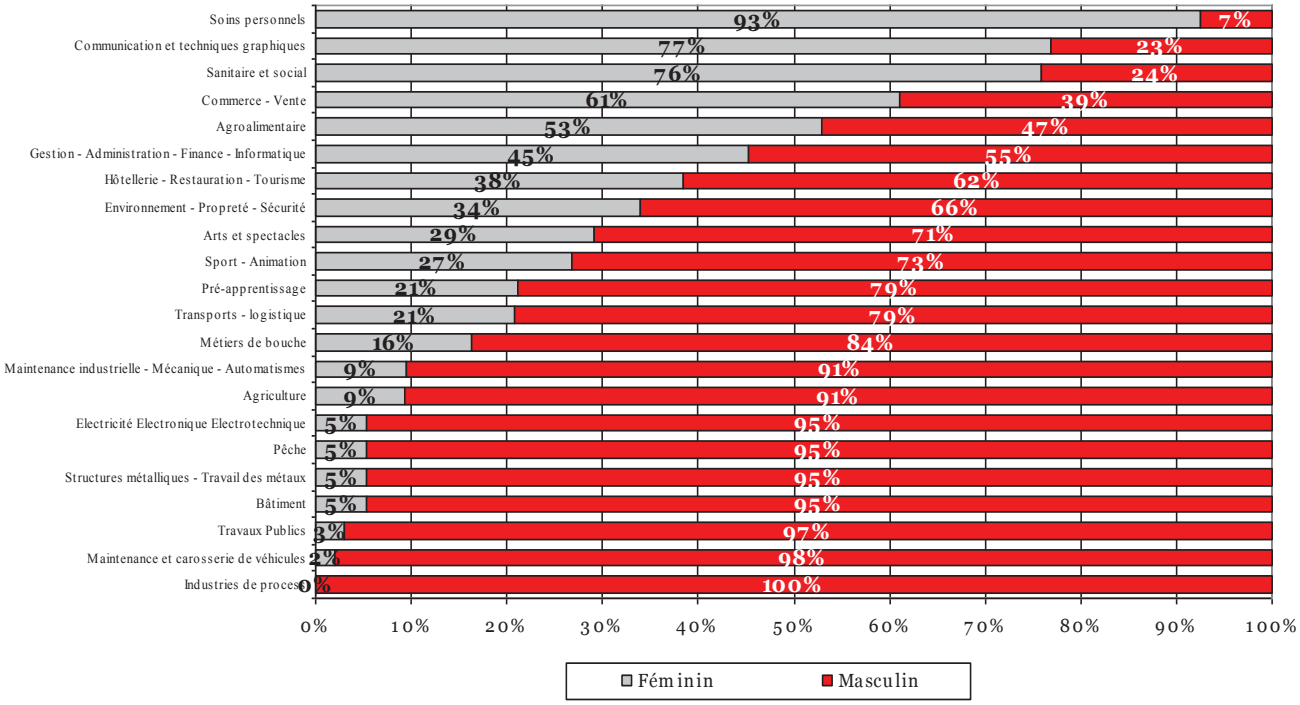
La présence des apprenties par secteur connaît une concentration importante. Cette catégorisation reste particulièrement défavorable et préjudiciable pour les filles moins bien représentées dans moins de secteurs ; cette tendance s'aggrave.

Répartition des apprenti.e.s en Bretagne par niveau de formation en 2016



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Répartition des apprenti.e.s en Bretagne par secteurs en 2016



Ce sont dans les secteurs professionnels de *l'industrie de process, de la mécanique* et *des travaux publics* - avec 0 %, 2% ou 3 % - que les femmes sont les moins présentes. Les *soins à la personne* avec 93 % de femmes, la *communication et techniques graphiques* avec 77% et le *travail social* avec 76 % sont les secteurs où elles se concentrent majoritairement.

Ces 22 secteurs, contre 26 en 2016 – appellation et périmètre modifiés en 2016 compte tenu de l'évolution souhaitée dans la carte des formations professionnelles initiales - ne modifient pas la répartition femmes/hommes de 2015 et confirment une photographie toujours très sexuée des voies de formation en apprentissage.

Indicateur de féminisation des apprenti.e.s	2015	2016
Nombre de secteurs Part des secteurs comprenant plus de 80 % de filles	3 11,5 % Soins à la personne, Travail social, Paramédical	1 5,8 %* Soins à la personne
Nombre de secteurs Part des secteurs comprenant plus de 80 % de garçons	12 46,1 % Mécanique automobile hors automobile, Électronique, Travaux publics, Transport, Carrières et matériaux, Automobile, Agriculture, Informatique, Pêche/mer/aquaculture, Bâtiment, Métiers de bouche, Métallurgie	10 50,3 %* Industries de process, Maintenance et carrosserie de véhicules, Travaux publics, Bâtiment, Structures métalliques, Pêche, Electricité électronique électrotechnique, Agriculture, Maintenance industrielle et Métiers de bouche
Nombre de secteurs Part des secteurs mixtes	4 15,4 % Sécurité, Propreté, Hôtellerie Restauration, Agroalimentaire	4 12,1 %** Sport animation, Arts et spectacles, Environnement propreté sécurité et Hôtellerie restauration
Nombre de secteurs Part des secteurs les plus paritaires	2 7,7 % Techniques de la communication, Banque assurance	2 9,3 %** Gestion administration finance informatique, Agroalimentaire

** calculer d'après le ou les totaux sectoriels ** calculer d'après le total général (17 956)*

Le nombre des secteurs où un sexe représentait plus de 80% des effectifs diminue : la concentration de filles comme de garçons tend à s'infléchir. Ce premier constat, positif, serait davantage favorable à la mixité des formations ; mais il est encore trop tôt pour consolider cette appréciation. Une approche qualitative et

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

quantitative auprès de l'ensemble des actions menées par les CFA en faveur de la mixité permettra en 2017 une analyse plus fine et de confirmer ou non cette première tendance.

Nb : Un secteur dit « mixte » fait apparaître un ratio de 30/70 % quel que soit le sexe minoritaire et/ou majoritaire ; le secteur « paritaire » est celui où la part d'un des deux sexes avoisine et/ou dépasse les 50 %.

- ## Les primes mixité

Une prime de 500 € est versée aux entreprises de moins de 20 salarié.e.s sur toute la durée du contrat pour l'accueil d'un.e apprenti.e dans un secteur où les filles ou les garçons, selon la situation, sont traditionnellement minoritaires.

Nombre de prime à la mixité (embauche d'une jeune fille dans un métier traditionnellement masculin et inversement)	2015	2016
Nombre de primes	741	674
Primes versées pour l'accueil d'une fille	586	538
Primes versées pour l'accueil d'un garçon	155	136

En 2016, 674 aides à la mixité ont été versées, soit une diminution de 67 primes. Près de 80% de celles-ci sont liées à l'accueil d'une jeune femme et 20% à l'accueil d'un apprenti.

- ## La formation-action *MégalitE*

7 CFA bretons – CFA AFTRAL-Logistique, CFA du Bâtiment 35, CFA Banque, CFA Travaux publics Ploërmel, CFA du Méné – Agricole, CFA CMA 35 et l'IFAC - ont bénéficié d'un accompagnement professionnel personnalisé sur toute l'année 2016 pour décliner une approche intégrée de l'égalité au sein de leurs structures et de leurs procédures : l'engagement des directions et l'implication des équipes ont favorisé un repérage des inégalités femmes.hommes, permis d'identifier des écueils et une prise de conscience partagée. Absence de données sexuées et d'outils d'observation, ancrage de pratiques et persistance de représentations sexistes chez certain.e.s professionnel.le.s et/ou dans l'entreprise qui interrogent les processus d'orientation, absence de vivier, auto-censure des jeunes, pression du temps de plus en plus serré qui manquerait pour susciter un engagement plus ambitieux des équipes sur cette thématique : ce sont les principaux constats de la phase de diagnostic global.

Des personnels ont été sensibilisés et sont désormais acteurs et actrices de la promotion de l'égalité professionnelle au sein de leur propre structure. Des actions concrètes, correctives vont désormais être mises en œuvre : mise en place d'un observatoire sexué des effectifs, prise en compte d'une écriture inclusive dans le plan de communication interne et externe, création et élaboration d'un module égalité femmes.hommes à destination des apprenti.e.s, décision d'un évènement dédié sur le territoire avec d'autres partenaires, autant de projets que les CFA ont souhaité inscrire dans leur programme d'activité pour 2017.

- ## *Mixité en chantier* et *L'apprentissage et l'égalité, c'est pas sorcier !*

Ces deux actions mises en œuvre depuis plusieurs années au sein des CFA du Morbihan et plus particulièrement avec les équipes du CFA de la Chambre de Métiers et de l'artisanat de Vannes s'inscrivent dans les objectifs de la loi du 5 mars 2014 qui renforce les missions des CFA sur cette politique publique en appelant à la formation des acteur.trice.s et à l'action contre la répartition sexuée des métiers. Des objectifs d'amélioration des conditions d'accueil des jeunes minoritaires de genre dans tous les lieux d'apprentissage, y compris au sein même de l'entreprise sont ainsi ciblés. A Vannes, toute l'équipe est mobilisée pour contribuer à ouvrir des espaces de dialogue sur les problèmes éventuellement rencontrés en matière d'égalité professionnelle, repérer des préjugés sexistes, agir contre les discriminations et les violences ; avec le concours de l'association Pulsart, des outils artistiques, créés par les jeunes eux-mêmes, permettent de dénoncer la dégradation des relations filles.garçons parfois constatée dans certains établissements. Dans le département du Morbihan, 10 CFA ont participé en 2016 à la réalisation de plusieurs films vidéos faisant témoigner apprenti.e.s, maître.se.s d'apprentissage et formateur.trice.s. Ces supports de promotion de la mixité (affiches, cartes postales, films) notamment diffusés en décembre 2016 auprès de l'ensemble des CFA du Morbihan seront proposés à l'ensemble des CFA bretons en 2017.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2.4 La formation continue

Chiffres clés

L'emploi des femmes est plus concentré en Bretagne, comme ailleurs, que celui des hommes.

Près de 200 professionnel.le.s de la formation ont été sensibilisé.e.s à l'égalité via MégalitE.

29 % des femmes ouvrières contre 81 % des femmes cadres bénéficient de formation continue.

// Contexte national et régional

A l'heure d'une recherche d'emploi et/ou de reconversion professionnelle, il semble toujours plus difficile pour les femmes de concrétiser une insertion professionnelle positive ; c'est le constat notamment dressé à l'occasion de l'académie d'été – dédiée au *Travail des femmes en temps de crise* - du Diplôme interuniversitaire sur le genre (DIU) en juillet 2016 à l'Université Rennes 2. Ainsi, à l'heure du reclassement, les chiffres des licencié.e.s du Groupe DOUX annonçaient que 60 des ex-salarié.e.s avaient retrouvé un emploi ; ce qui masquait une réalité plus contrastée puisque cela concernait 72% des hommes et 53% des femmes. Mieux formé.e.s, femmes et hommes résistent mieux aux crises. Les femmes sont davantage attirées par les formations que les hommes : 31% de femmes contre 11% d'hommes dans l'exemple de Doux-Frais. Pour répondre aux besoins au plus près des personnes et repérer les inégalités fh qui pourraient intervenir, la récolte systématique de données sexuées des bénéficiaires des dispositifs de formation continue et d'insertion professionnelle est nécessaire.

En Bretagne, dans le cadre du *Plan 47 000* formations de 2016, plus de 7 000 entrées supplémentaires ont été comptabilisées sur les seuls dispositifs de la Région. Une nouvelle formation *Compétences transverses* a vu le jour.

En région, depuis l'obligation faite aux organismes de formation de dispenser un module pour diffuser la culture de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes dans toute offre de formation, près de 54 000 stagiaires en cumul en ont bénéficié. En 2016, près de 14 000 ont été sensibilisé.e.s à l'égalité. Pour accompagner cette sensibilisation, 5 organismes de formation ont pu bénéficier et accueillir l'exposition « *Tous les métiers sont mixtes* » mis à leur disposition par la Région.

Enfin, aux côtés d'initiatives partenariales (ex. *Semaine de la mixité des métiers, Métiers en tous genres*) ou d'engagements institutionnels (ex. Signature en octobre dernier d'une convention régionale entre Pôle emploi et les services de l'Etat en faveur de la promotion de l'égalité professionnelle), des *Actions territoriales expérimentales* (ATE), soutenues par la Région, ont eu pour objets en 2016 d'améliorer la mixité de certains métiers (ex. métiers du gardiennage et de la sécurité dans le 22), et/ou de s'adresser prioritairement aux femmes demandeuses d'emploi habitantes de quartiers prioritaires de la ville (métiers du bâtiment dans le 35).

// L'égalité dans l'action régionale

• Le soutien régional à la formation : une répartition sexuée selon les dispositifs d'aide

Quatre dispositifs d'aide individuelle à la formation sont proposés par la Région : les *Chèques Formation, Validation, Force et Reconversion.*

Aides individuelles	2014	2015	2016
% des femmes sur le nombre de bénéficiaires du *Chèque Formation*	64 %	69 %	68%
% de femmes sur le nombre de bénéficiaires du *Chèque Validation*	-	60 %	67%
% des femmes sur le nombre de bénéficiaires du *Chèque Force*	70 %	75 %	76%
% des femmes sur le nombre de » bénéficiaires du *Chèque Reconversion*	38 %	42 %	43%

Les femmes sollicitent davantage les aides individuelles. La concentration des femmes sur ces dispositifs se maintient, voire augmente légèrement en 2016 avec une prédominance pour le *Chèque Validation* des acquis de l'expérience. La présence féminine se concentre sur le *Chèque force*, dans les secteurs du tertiaire, du commerce et de la distribution avec 76 % des bénéficiaires.

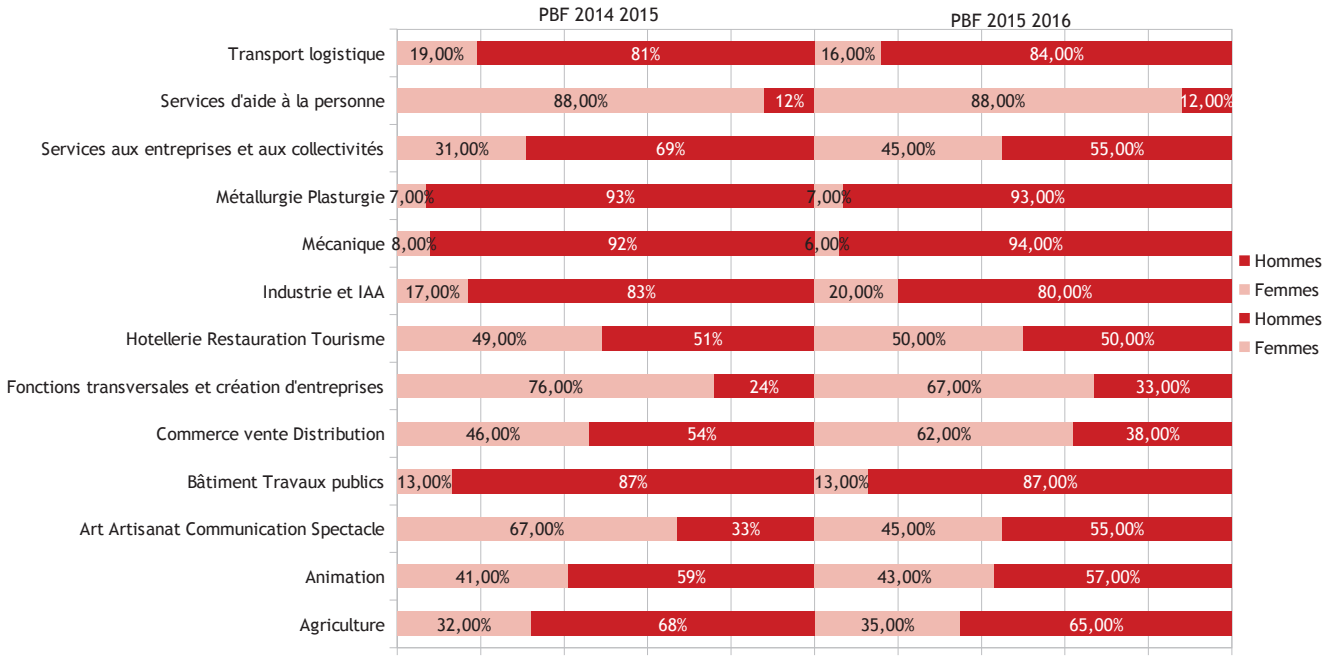
Avec ses prestations collectives, le *Programme Bretagne formation* (PBF), bénéficie majoritairement aux hommes avec 63% de bénéficiaires masculins (contre 70 % pour 2014/2015). Malgré un meilleur taux de mixité en 2016, la répartition filles.garçons reste fortement sexuée.
Dans les secteurs de la mécanique et de la métallurgie plasturgie, les femmes - avec 6 et 7 % - sont les moins présentes ; les Services d'aide à la personne avec 88 % est le secteur où les femmes se concentrent

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035233500016-20170623-17_DEP_SEGEP_01-DE

majoritairement. Les hommes, eux, sont concentrés en Mécanique (avec 94%). Art/Artisanat/Communication/Spectacle, Services aux entreprises et aux collecti... Hôtellerie/Restauration/Tourisme sont les trois secteurs les plus proches de la parité. 7 secteurs sont désormais considérés *mixtes* (avec au moins 30% d'un des deux sexes représentés) ; il s'agit de l'Agriculture, de l'Animation, du Service aux entreprises et aux collectivités, de l'Art/Artisanat/Commerce/Spectacle, de l'Hôtellerie/Restauration/Tourisme, du Commerce/Vente/Distribution et des Fonctions transversales et Créations d'entreprises.

L'édition 2016 du *Dispositif régional d'insertion professionnelle* (DRIP) fait apparaître une représentation majoritairement féminine avec près de 54% de femmes sur près de 5 200 entrées.
Au-delà des chiffres bruts, il apparaît que cette globalité statistique masque des disparités qu'il conviendrait de creuser davantage. Le taux de 67% de femmes dans les formations du secteur transversal qui cache un taux de 91% des femmes en secrétariat et comptabilité et seulement 10% en informatique en est un exemple.

Comparaison répartition sexuée des entrées sur le Programme Bretagne Formation



Ainsi, au global, tous dispositifs de formation continue confondus (DRIP, PBF et aides individuelles à la formation), le nombre de femmes aidées dans leur projet de formation augmente par rapport à 2015, passant de 48% des stagiaires de la formation continue à plus de 51 %.

- ## La formation-actions MégalitE

La formation-action, appelée MégalitE, conduite sur le territoire de septembre 2015 à décembre 2016, est destinée aux organismes de formation (OF) et centres de formation d'apprenti.e.s de Bretagne. Elle vise à faire évoluer les usages et les pratiques pédagogiques en matière d'égalité professionnelle au sein des organismes de formation et des CFA en Bretagne (cf. Fiche apprentissage). La définition et la mise en œuvre d'actions en faveur d'une diffusion de la culture de l'égalité, de promotion de l'égalité professionnelle et de la qualité de l'emploi au sein de ces OF et CFA était recherchée et accompagnée par la Région. Concrètement, il s'agit d'aboutir à la réalisation d'un diagnostic des inégalités entre les femmes et les hommes de l'établissement, au partage des constats, des freins et des pistes d'améliorations et à la définition et à la mise en œuvre d'actions en interne comme auprès des publics accueillis. 10 organismes de formation - CFPPA Le Gros Chêne, ENI, Locminé Formation, AREP 35, PRISME, Association Don Bosco, KLAXON ROUGE, Ecole du Tané, IBSA, CEFCM - ont bénéficié de cet accompagnement individualisé.

Au titre des premiers bilans, sur la fonction employeur, la mise en place d'outils d'observation de l'effectif de l'établissement, des actions de réduction des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, des démarches de labellisation égalité professionnelle, la mise en place d'une écriture inclusive dans la communication, une diffusion de la culture égalité auprès de l'ensemble des salarié.e.s ont été repérées.
Au titre de la fonction formation, les organismes se sont engagés dans la mise en place de statistiques sexuées sur les apprenant.e.s, pour plus de mixité dans les formations, pour un élargissement du sourcing en termes de recrutement, dans la mise en place d'un module égalité. Enfin, la volonté d'installer des temps dédiés sur son territoire pour rendre visible la place des femmes, ou dans des actions de découverte de métiers avec d'autres partenaires ont été également décidées. Au total, près de 200 personnes ont d'ores et déjà été sensibilisées à une meilleure prise en compte des enjeux de l'égalité fh en formation.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2.5 L'enseignement supérieur et la recherche

Chiffres clés

En Europe, un.e chercheur.e sur 3 est une femme.

En France, les filles représentent 58% des étudiant.e.s à l'université. 70% d'entre elles suivent les filières lettres ou sciences humaines, 40% des filières scientifiques.

13 recteurs sur 20 sont des rectrices.

Les bureaux des associations étudiantes sont constitués à 48% de femmes et 52% d'hommes ; leur présidence à 61% d'hommes.

Pour 2015/2016, la Bretagne compte 125 100 étudiant.e.s dont 54% de filles.

// Contexte national et régional

En Europe, en moyenne, 36% des personnes de 30 à 34 ans ont un diplôme de l'enseignement supérieur ; la proportion de femmes est plus élevée. La répartition des différentes spécialités reste partout très sexuée.

En décembre 2016, après le Royaume-Uni, trois agences nationales de financement de la recherche en Irlande ont choisi d'adhérer à la charte *Athena Swan* qui promeut de conditionner les fonds alloués à des critères d'égalité femmes.hommes.

En France, 55% des étudiant.e.s sont des femmes. Celles-ci sont minoritaires en sciences (37%) et majoritaires en langues, lettres et sciences humaines (69%). On compte moins de 30 % de filles dans les classes préparatoires scientifiques et 16 % seulement d'ingénieures doctorantes. Avec 25 % d'étudiantes, la présence des filles tend encore à diminuer au sein des écoles d'ingénieur.e.s. A ce rythme de progression, la parité dans les écoles d'ingénieur.e.s ne sera atteinte que dans un demi-siècle. La situation évolue néanmoins : les filles sont aussi nombreuses que les garçons dans les écoles de commerce et plus nombreuses en médecine.

Concernant les professionnel.le.s, la France conserve la plus mauvaise moyenne européenne avec moins de 10% de directrices dans les établissements d'enseignement supérieur. La Conférence des président.e.s d'universités est composée de huit commissions et de deux comités : sept commissions et deux comités sont présidés par des hommes.

En Bretagne, et selon l'Observatoire régional des enseignements supérieurs en Bretagne (ORESB), sur 105 unités de recherche, 23 % sont dirigées par des femmes avec des différences significatives selon les domaines : 50% en art, culture, création, patrimoine et aucune en industrie, matière, matériaux et numérique.

En 2016, parmi les doctorant.e.s inscrit.e.s dans les 8 écoles doctorales de Bretagne, 43% sont des femmes. Les doctorantes étrangères sont plus présentes dans les disciplines comme sciences de la matière (44%) que les doctorantes françaises (29%). Les hommes ont été plus nombreux (54%) à obtenir une licence professionnelle que les femmes (46%). En revanche, en proportion, les femmes sont plus nombreuses à poursuivre des études après l'obtention de la licence professionnelle. En master, la population des diplômé.e.s est davantage féminine : 61% de femmes et 39% d'hommes. Trois mois après l'obtention de la licence professionnelle et du master, les hommes et les femmes ont un taux d'emploi identique, qui évolue ensuite pour les titulaires d'un doctorat à trois ans avec un taux de 89% des hommes en emploi contre 85% des femmes.

Enfin, l'observatoire de l'UBL relève que les femmes travaillent plus que les hommes dans la région où elles ont obtenu leur diplôme (quel que soit le diplôme).

// L'égalité dans l'action régionale

Aux côtés du Conseil régional, l'Université Bretagne-Loire (UBL) est signataire de la déclinaison régionale de la *Convention interministérielle pour l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif*. En 2016, pour la quatrième année consécutive, seize stagiaires (14 femmes et 2 hommes) ont suivi le diplôme universitaire numérique sur le genre proposé par l'Université Rennes 2 et soutenu par la Région.

Après l'installation d'une cellule pour agir contre le harcèlement sexuel au sein de l'enseignement supérieur en 2015 par l'Ecole normale supérieure de Rennes, des premiers travaux ont été engagés. Inspirée par l'étude nationale *Violences et Rapports de genre-VIRAGE*, une première enquête a ainsi été réalisée par un réseau d'universités dont l'Université de Bretagne Ouest (UBO) auprès de 18 000 étudiant.e.s breton.ne.s pour comprendre le harcèlement. L'organisation de séminaires sur l'égalité femmes.hommes, l'édition de visuels, la publication des sites et numéros utiles ont été mis en œuvre par l'Université de Rennes 2. Ces actions bénéficient du soutien régional.

La Région accompagne les équipes de recherche et soutient l'embauche de doctorant.e.s via *l'Allocation de recherche doctorale* (ARED) notamment. Depuis 2012, dans le cadre de ce dispositif, la demande est faite aux établissements bénéficiaires de renseigner un certain nombre d'indicateurs pour les thèses soutenues : sur 23 indicateurs sont listés, 4 sont relatifs à l'égalité.

L'action visée par la *Stratégie d'attractivité durable* (SAD) a pour but d'aider les établissements de recherche publics à développer de nouvelles compétences, en accueillant un.e chercheur.se dans leurs équipes ou en installant une nouvelle équipe de recherche.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-283500016-20170623-17_DEF_SEGEB_01-DE

En 2017, un nouvel Extranet recherche a été mis en place par la Région Bretagne pour le dépôt des projets de recherche bénéficiant d'un soutien régional. Cet outil prévoit le renseignement d'informations sur le genre des porteurs et bénéficiaires, pour un accès, une extraction et un traitement simplifiés de ces informations, notamment celles concernant les bénéficiaires « finaux » des aides régionales (doctorants et post-doctorants, dont l'identité n'est pas nécessairement connue lors de la sélection des dossiers).

Nombre de candidatures femmes.hommes sollicitant un financement de thèse auprès de la Région (dispositif ARED, porteur du projet)	2015	2016
Nombre total de candidatures	260	280
Nombre de femmes / % de femmes	80 / 31 %	69 / 25 %
Nombre d'hommes/ % d'hommes	180 / 69%	211 / 75%

Nombre de candidatures femmes.hommes retenues pour un financement de thèse (dispositif ARED, porteur du projet)	2015	2016
Nombre de projets retenus	151	152
Nombre de femmes / % de femmes	61 / 40 %	39 / 26 %
Nombre d'hommes / % d'hommes	90 / 60%	113 / 74%

Nombre de candidatures femmes.hommes sollicitant un financement de post-doc (dispositif SAD, porteur de projet)	2015	2016
Nombre total de candidatures	76	73
Nombre de femmes / % de femmes	28 / 37 %	21 / 29 %
Nombre d'hommes / % d'hommes	48 / 63%	52 / 61%

Nombre de candidatures femmes.hommes retenues pour un financement de post-doc (dispositif SAD, porteur de projet)	2015	2016
Nombre total de candidatures	30	60
Nombre de femmes / % de femmes	9 / 30 %	17 / 28 %
Nombre d'hommes / % d'hommes	21 / 70%	43 / 72%

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

2.6 Les langues de Bretagne

Chiffres clés

Le taux de féminisation des demandeur·se·s d'emploi qui apprennent le breton en formation professionnelle atteint 71 %

Les bénéficiaires de Desk/Petite enfance sont à 94 % des femmes

// Contexte national et régional

L'article 86 de la *Loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle* a précisé la définition de la discrimination donnée par l'article 225-1 du Code pénal. Constitue désormais également une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques sur le fondement « *de leur capacité à s'exprimer dans une langue autre que le français* ». Cette évolution législative rencontre pleinement le souci de la Région de reconnaître l'égale dignité des langues et la nécessité de garantir à tou.te.s la possibilité de se former aux langues de Bretagne et de les utiliser dans la vie quotidienne.

// L'égalité dans l'action régionale

• Les bénéficiaires des aides

Skoazell concerne les étudiant·e·s inscrit·e·s en masters de préparation aux concours de l'enseignement bilingue, dans leur très grande majorité pour le premier degré. A la rentrée 2016, la sur-représentation des femmes, parmi les bénéficiaires de *Skoazell*, a de nouveau été constatée en Master 1, puisqu'elles représentent 75% des bénéficiaires contre 55% en 2015. Cependant, si le nombre de bénéficiaires en Master 2 est largement supérieur à celui de la rentrée 2015 en Master 1 du fait de la réussite de nombreux·ses candidat·e·s libres aux concours, la proportion femmes·hommes reste stable à 55%. L'on doit noter que, selon les données fournies au plan national par le Ministère, la part des femmes en 2013-2014 dans les personnels enseignants du 1er degré public était de 82,2% et de 91,3% dans le privé, de 58,2% dans le second degré public et de 66,2% dans le privé. Les données sexuées relatives aux étudiant·e·s en master ainsi qu'aux effectifs enseignants bilingues pour l'Académie de Rennes ne sont pas connues de la Région.

Desk/enseignement soutient les personnes qui apprennent le breton en formation professionnelle pour se diriger ensuite vers l'enseignement bilingue. Le taux de féminisation constaté (76 %) en 2016 se renforce par rapport à l'année précédente (69%) mais reste cohérent avec la proportion de femmes demandeuses d'emploi en formation professionnelle à la langue bretonne (71 %). La proportion de femmes bénéficiaires de *Desk/petite enfance*, si elle reste stable sur les deux exercices (94 %), continue à refléter à quel point les métiers de la petite enfance continuent à être victimes de stéréotypes de sexe.

Aides individuelles à la formation continue	2015	2016
Bénéficiaires de *Skoazell* en Master 1		
Nombre de femmes	17	27
Nombre d'hommes	14	9
Bénéficiaires de *Skoazell* en Master 2		
Nombre de femmes	24	23
Nombre d'hommes	12	19
Bénéficiaires de *Desk*/Enseignement		
Nombre de femmes	51	66
Nombre d'hommes	23	21
Bénéficiaires de *Desk*/Petite enfance		
Nombre de femmes	29	32
Nombre d'hommes	2	2

Pour ce qui concerne le soutien à la formation des demandeur·se·s d'emploi à la langue bretonne, les mêmes tendances à la sur-représentation des femmes sont observées : 71% de demandeuses d'emploi formées en 2015-2016 contre 66% en 2014-2015. Les places de stages supplémentaires mises à disposition par la Région (+21) ont intégralement été mobilisées par des femmes, tandis que le nombre d'hommes en formation diminuait (-6) entre les deux exercices.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Aides individuelles indirectes	2014-2015	2015-2016
Demandeur·euse·s d'emploi bénéficiaires de places de stage		
Nombre de femmes	156	182
Nombre d'hommes	79	74

- La gouvernance

Gouvernance	2015	2016
Commission Skoazell		
Nombre de femmes	3	3
Nombre d'hommes	13	15
Commission Fonds d'aide à l'expression audiovisuelle en langue bretonne (FALB)		
Nombre de femmes	5	5
Nombre d'hommes	3	3

La commission *Skoazell* a pour fonction de vérifier le niveau de breton et la motivation des candidat·e·s aux dispositifs régionaux. La commission *Fonds d'aide à l'expression audiovisuelle* (FALB) donne un avis sur l'éligibilité des dossiers de demande de subvention au titre de la production audiovisuelle.

La composition de la commission FALB dépend de la Région (3 élu·e·s dont 2 femmes ; 5 expert·e·s dont 3 femmes), tandis que les membres de la commission *Skoazell* sont désigné.e.s par la Région (2), l'Office public de la langue bretonne (4), l'Académie (4), les universités de Brest et Rennes 2 (2), l'ESPE, L'ISFEC et Kelenn (6).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Développement économique et emploi

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

3.1 L'emploi et l'égalité professionnelle

Chiffres clés

En France, au rythme actuel, l'égalité salariale sera atteinte en 2044. Un tiers des entreprises de moins de 300 salarié.e.s disposent fin 2016 d'un accord sur l'égalité salariale.

De 2008 à fin 2016, le nombre de chômeurs et chômeuses a augmenté de 52% pour les hommes et de 40% pour les femmes.

1,5 million de femmes et 200 000 hommes élèvent seul.e.s leurs enfants.

Les femmes représentent 21% des dirigeant.e.s salarié.e.s et occupent 23% des cadres.

83% du travail précaire est assuré par des femmes.

// Contexte national et régional

Octobre 2016, l'Islande devient le premier pays à contraindre les entreprises à pratiquer une stricte égalité salariale f.h à poste équivalent. En France, tous temps de travail confondus, les hommes gagnent 23% de plus que les femmes.

Le marché du travail constitue le premier lieu de discrimination selon le bilan annuel dressé fin 2016 par le Défenseur des droits. Ce baromètre, analysé pour la première fois avec de multiples critères, zoome sur les femmes particulièrement touchées (41% et 28% pour les hommes). L'origine est stigmatisée : 60% des femmes (69% pour les 18 - 34 ans) « perçues comme arabes, noires ou asiatiques » selon les termes dudit rapport, ont déclaré avoir été victimes de racisme au travail contre « 37% des femmes blanches ». Un sexisme au travail confirmé par 37% des femmes non cadres témoins d'attitudes sexistes, par 29% directement victimes et par 4 hommes sur 10 cibles de propos mettant en cause leur virilité.

Coté législation, après l'obligation pour fin 2016 que 40% des membres des conseils dirigeants des grandes entreprises soient des femmes, on compte 39% de femmes à ces postes dans les 120 plus grosses entreprises cotées, 24% dans les 500 premières sociétés en bourse et seulement 16% pour les entreprises non cotées. Les femmes ne peuvent plus être licenciées durant les dix semaines suivant leur retour de congé maternité (4 auparavant) et désormais la parité proportionnelle sur les listes aux élections professionnelles est imposée. Les représentant.e.s du personnel comptent à ce jour 36% de femmes (5 points de moins que leur part dans les effectifs salariés). La Loi *égalité et citoyenneté* prévoit elle, que les DRH se forment à la non-discrimination à l'embauche au moins tous les 5 ans.

En Bretagne, le nombre de demandeur.e.s d'emploi (toutes catégories) s'établit à 261 370 personnes, fin décembre 2016, soit une baisse totale de 0,4 % sur un an mais qui masque une hausse de + 1,2 % pour les femmes et une diminution du chômage des hommes de – 2,2 %. Comme en 2015, c'est la part des femmes de plus de 50 ans qui connaît la plus forte augmentation parmi les demandeurs et demandeuses d'emploi.

Au 15 décembre 2016, sur 1 814 entreprises assujetties (1 825 en 2015) aux obligations législatives en matière d'égalité professionnelle, 679 accords et plans d'égalité (758 en 2015) ont été déposés et sont toujours en vigueur - soit 37 % contre 41 % en 2015 des entreprises bretonnes concernées.

En France, les femmes représentent 30 % des créateur.trice.s d'entreprises et obtiennent 10 % des soutiens publics. En Bretagne, 29% des créations d'entreprises, hors entrepreneur.e.s, sont réalisées par des femmes ; ce qui met la région dans le peloton de tête entre l'Ile de France (avec 26%) et Nouvelle Aquitaine (32%). Plus jeunes que les créateurs, les créatrices sont particulièrement présentes dans les secteurs du commerce, de la santé et des services à la personne. La pérennité de leurs entreprises ne se distingue pas de celle des hommes. Plus d'une femme sur trois monte son projet sans appui ; pourtant, il est constaté que la fréquence de recours aux aides financières progresse lorsque les personnes –femmes et hommes – sont accompagnées par les associations et/ou les Chambres de commerce ou de métiers.

// L'égalité dans l'action régionale

Dans le cadre du *Contrat de plan État-Région* (CPER) 2015-2020, la Région poursuit son action en faveur de l'accompagnement des branches professionnelles dans la promotion de l'égalité professionnelle, de la parentalité en entreprise, de la création d'activités par les femmes, de l'amélioration des conditions de travail des salarié.e.s, de la valorisation des emplois dits « féminins » et de l'accompagnement des femmes dans les territoires fragiles.

• La création/transmission d'entreprises

La part des femmes accompagnées diminue sensiblement au sein de trois réseaux soutenus par le Conseil régional : le *Réseau Entreprendre Bretagne* (- 8 points), de l'*Association pour le droit à l'initiative économique* (ADIE) et des boutiques de gestion (- 14 points). Avec la perte au total de 300 femmes accompagnées, le taux global passe sous la barre des 40% mais reste nettement plus élevé que la moyenne bretonne (29%). Le taux de 40% correspond à l'objectif de femmes créatrices d'entreprises fixé par le *Plan interministériel pour l'égalité professionnelle* pour 2020.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Aide à la création d'entreprise	2015	2016
Réseau Entreprendre Bretagne Femmes accompagnées / part des femmes en %	14 / 22 %	7 / 14 %
Pépinières d'entreprise Femmes accompagnées / part des femmes en %	38 / 24 %	39 / 24 %
Initiative Bretagne + BRIT + Plateformes Femmes accompagnées / part des femmes en %	251 / 29 %	284 / 30 %
ADIE Femmes accompagnées / part des femmes en %	130 / 38 %	99 / 33 %
Bretagne Active Femmes accompagnées / part des femmes en %	307 / 52 %	291 / 51 %
Boutiques de gestion Femmes accompagnées / part des femmes en %	768 / 54 %	653/ 40 %
Total Femmes accompagnées / part des femmes en %	1 508 / 44 %	1203 / 37 %

La visibilité des structures dédiées, leur couverture territoriale, comme les modalités d'accompagnement proposées, aux femmes comme aux hommes, sont questionnées, notamment au sein du *Plan d'actions régional pour l'entrepreneuriat des femmes* (PAR) co-piloté depuis 2011 (première édition) par l'Etat, la Région et la Caisse des dépôts et consignations. Pour sa troisième génération (2017/2020), la Région a cherché à améliorer l'accompagnement de tou.te.s en incitant à la fois les structures traditionnelles d'aide à la création à intégrer dans leurs démarches des objectifs de promotion de l'égalité professionnelle et/ou en apportant son soutien financier à des associations dont le public est majoritairement féminin.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Chiffres clés

En France, 1 femme salariée sur 7 travaille pour l'ESS

Dans les structures de l'ESS, seulement 13 % des femmes sont cadres (contre 23 % des hommes) alors qu'elles représentent les 2/3 des emplois.

// Contexte national et régional

L'accord national de 2015, pour favoriser l'égalité professionnelle dans l'économie sociale et solidaire (ESS) s'était fixé l'objectif d'améliorer l'accès des femmes aux responsabilités. Les chiffres 2016 témoignent néanmoins d'un plafond de verre persistant. Malgré un salariat dans ces associations à plus de 70 % de femmes, seulement 31 % des mandats de président.e.s sont occupés par des femmes. Comme pour le secteur public, la féminisation des postes de cadres est nettement inférieure à la féminisation de l'emploi global. Les sociétés coopératives donnent l'exemple : selon l'Insee, 25 % des coopératives sont dirigées par des femmes soit 7 points de plus que dans les entreprises « classiques ». La gouvernance particulière des SCOP – partage du pouvoir et des profits notamment – semble participer à fêler le plafond de verre ; les écarts de salaires femmes.hommes y sont moins importants. L'ESS emploie 17.5 % des bretonnes contre 13.5 % en France et 22 % des femmes cadres. Ce secteur ne s'affranchit pas de la ségrégation horizontale de l'emploi observée dans l'ensemble de l'économie. Elle est polarisée entre des secteurs à dominante féminine (action sociale, enseignement, santé) et des secteurs à dominante masculine (agriculture, industrie, commerce, construction). Les secteurs de l'action sociale, de l'enseignement et de la santé, concentrent 70 % des emplois féminins de l'ESS bretonne. L'agriculture, l'industrie, la construction, le commerce, le soutien aux entreprises, les activités financières et d'assurance représentent 41 % de l'emploi masculin mais seulement 20 % de l'emploi féminin.

// L'égalité dans l'action régionale

• Le soutien aux emplois associatifs

Emplois associatifs d'intérêt régional de 2005 à 2015	% femmes	2016
Tourisme associatif à visée sociale	100 %	100 %
Egalité femmes et hommes	100 %	100 %
Innovation sociale/Egalité/Jeunesse/Solidarité internationale	92 %	70 %
Habitat social de temporalité	73 %	73 %
Social	71 %	71 %
Langues de Bretagne	67 %	66 %
Culture	64 %	64 %
Identité maritime	62,5 %	63 %
Education populaire	60 %	62 %
Environnement, développement durable et développement rural	58 %	59 %
Sport	40 %	39 %

Les femmes occupent 62 % des emplois associatifs créés. Sur 20 emplois nouveaux en 2016 (contre 37 en 2015), 11 emplois sont portés par des associations culturelles (17 en 2015).

• Les projets d'innovation sociale

Les projets d'Innovation sociale ont été portés par 18 hommes et 15 femmes (aides au démarrage et aides dans le cadre du *Fonds de confiance* et de *Cap création* ESS) : une parité maintenue à 44% avec une nette augmentation du total de projets. 257 000 € soit 48% du budget total alloué en 2016 ont été versés pour des projets portés par des hommes (contre 64 690 € soit 57 % du budget total alloué en 2015). 280 000 € soit 52% du budget total alloué en 2016, ont été versés pour des projets portés par des femmes (contre 49 500 € soit 43 % en 2015).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Chiffres clés

En France, 7 % est la proportion d'exploitations certifiées bio tenues par des femmes contre 5 % pour les hommes.

En Bretagne, 25 % des exploitant.e.s agricoles sont des femmes, 45 % des élèves de l'enseignement agricole sont des filles, 25 % des membres des bureaux des chambres d'agriculture sont des femmes.

23 % des femmes et 17 % des hommes qui s'installent ont une formation Bac

// Contexte national et régional

La Bretagne est la deuxième région agricole, après la Nouvelle Aquitaine. Néanmoins, comme pour les hommes, les effectifs des actives agricoles et des chef.fe.s d'exploitation diminuent. Les métiers de l'agriculture sont encore perçus comme des métiers « *masculins* ». Les femmes s'installent toujours moins que les hommes. Pour l'ensemble de la profession, les parts des femmes sans diplôme et des femmes ayant une formation supérieure longue sont plus élevées que chez les hommes. Le soutien régional au projet *Agricultrices de Bretagne : visibilité, égalité et responsabilité professionnelle* se poursuit ; les Organisations patronales agricoles (OPA) ont été invitées en décembre 2016 à prendre toute leur part dans la promotion des femmes.

// L'égalité dans l'action régionale

• Aides à l'installation

Depuis 10 ans, le nombre d'installations aidées diminue chaque année. Le pourcentage d'installation de jeunes agricultrices (installation avant 40 ans avec la « Dotation Jeune Agriculteur.trice DJA ») varie entre 28,5 % en 2012 à 24,2% en 2016. Après trois années consécutives d'une diminution du nombre de femmes bénéficiaires de l'aide à l'installation, la tendance semble s'inverser avec 24% contre 21% en 2015. La conjoncture des filières, l'opportunité de développement du bio et des circuits courts, l'accès à une exploitation disponible sont des facteurs sensibles qui peuvent faire évoluer ces démarches d'installation et ces pourcentages de représentation femmes/hommes en installation aidée. L'installation en agriculture de femmes participe à l'entrée d'un nouveau public. Avant de s'installer, les femmes ont plus souvent un emploi non agricole que les hommes. Elles s'installent en majorité en lait et sont plus représentées dans les productions maraîchage, horticulture, ovins, cheval comme dans les projets en bio, avec vente directe et/ou en transformation.

Dotation Jeune agriculteur.trice (DJA) pour installation en agriculture		**2015**	**2016**
Côtes d'Armor	Nombre de femmes bénéficiaires Part des femmes bénéficiaires (en %)	32 29 %	32 24 %
Finistère	Nombre de femmes bénéficiaires Part des femmes bénéficiaires (en %)	20 19 %	24 23 %
Ille et Vilaine	Nombre de femmes bénéficiaires Part des femmes bénéficiaires (en %)	22 18 %	32 23 %
Morbihan	Nombre de femmes bénéficiaires Part des femmes bénéficiaires (en %)	14 24 %	27 27 %
Total Bretagne	Nombre de femmes bénéficiaires Part des femmes bénéficiaires (en %)	88 21 %	115 24 %

L'âge moyen des femmes - 32 ans - en installation aidée est légèrement supérieur à celui des hommes (30 ans). Elles s'installent en moyenne sur des surfaces plus petites (68 ha contre 85 ha de surface pour l'ensemble des installations).
Plus de 46 % des installations en « transformation à la ferme », de 36 % des installations en « vente directe », de 33 % des installations en agriculture biologique sont réalisées par des femmes. Il y a 10 ans, les femmes s'installaient « en lait », majoritairement avec leurs maris pour apporter du quota sur l'exploitation. Aujourd'hui, la diversification des profils des femmes et de leurs productions participent d'une évolution favorable pour l'ensemble de la profession. La tendance récente est une installation en agriculture conventionnelle avec des projets de chef.fe d'entreprise sur tout type et toute taille d'exploitation.
L'activité du groupe « *Agriculture au féminin* » soutenu par la Région pour la 8ème consécutive en 2016 et la vigueur des réseaux bretons en faveur de l'entrepreneuriat des femmes viendraient trouver ici leur pleine mesure et leur efficacité.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

// Contexte national et régional

Chiffres clés

En France, la part des femmes pêcheurs embarquées est comprise entre 3 et 5 %. En Bretagne, elle s'élève à 10 %.

En région, les femmes représentent 1 % de femmes marins pêcheurs, 21 % des chef.fe.s d'entreprises de la conchyliculture sont des femmes et 2 à 3 % des effectifs des lycées professionnels maritimes.

En France, la part des emplois féminins reste minoritaire et stable dans l'économie maritime. Malgré des différences entre secteurs, le taux de féminisation de 21 % (Observatoire de l'Agefos 2014) est nettement inférieur à la moyenne nationale des actifs (49 %). Les ports de plaisance avec une activité touristique et de services se distinguent avec 30 % de femmes ; le recours aux saisonnier.ere.s, emplois majoritairement occupés par des femmes, explique pour partie ce ratio. La proportion de salariées est deux fois moindre dans les Ports de commerce (16 %).

Les femmes sont relativement bien représentées aux postes de responsabilité et dans les fonctions transverses. C'est notamment le cas dans les entreprises des Industries navales et nautiques, du Transport maritime, de la Pêche et des Cultures Marines.

92 % des effectifs de l'économie maritime sont à temps plein. Ce taux atteint 98 % dans les ports de commerce. Les salarié.e.s à temps partiel sont davantage les femmes (23 % de temps partiel) en particulier dans le secteur Pêche et Cultures Marines et Industries navales et nautiques (28 %).

En Bretagne, sur les 2 700 emplois du secteur de la poissonnerie et du mareyage, 55 % des effectifs pour la poissonnerie et 57 % pour le mareyage sont féminins. Les femmes ne représentent que 10 % des marins embarqué.e.s mais 60 % des emplois dans les métiers de la transformation du poisson. Les métiers embarqués ne sont ouverts aux femmes[1] que depuis 50 ans.

Le manque de données genrées fines du secteur maritime conduit la Région à participer à l'étude lancée fin 2016 par France Agrimer afin de mieux connaître la place des femmes dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture. Elle appuie également la démarche de l'Observatoire « Cap sur l'égalité professionnelle » du Cluster maritime français pour mesurer et analyser l'évolution du nombre et de la place des femmes dans les entreprises de l'économie maritime auprès d'une trentaine de professionnels du territoire national. La mobilisation de la communauté maritime en faveur de l'égalité professionnelle s'amplifie, à l'instar de l'activité de l'association Wista France qui cherche dorénavant à s'implanter en Bretagne.

// L'égalité dans l'action régionale

La Région Bretagne, adhérente au Cluster maritime français – qui, en 2016, est devenu partenaire de l'association « *Elles bougent*[2] » - participe activement depuis 2015 au groupe synergie *Égalité professionnelle* afin d'échanger les savoirs et de participer à des actions communes. Des entreprises bretonnes sont elles aussi partenaires : DCNS, nouvel adhérent en 2016 de l'association « Elles bougent », organise par exemple des visites des sites pour des collégiennes et lycéennes, et conduit en interne des sensibilisations à l'égalité professionnelle auprès des managers ; Orange Marine (Brest) s'attache à l'égal accès aux emplois, à la promotion des femmes et à l'égalité salariale.

La Région poursuit sa démarche pro-active en matière d'élargissement des choix professionnels. Le lycée professionnel maritime d'Etel (56) avec un taux de féminisation de 10 % des élèves, de 52 % du personnel enseignant et la proximité d'un internat de filles fait figure de proue. Les associations *la Touline* et *Cap Avenir*, membres associés du Service Public Régional de l'Orientation, doivent intégrer et diffuser une démarche égalité.

En formation continue, le *Centre européen de formation continue maritime* (CEFCM), a bénéficié en 2016 du dispositif - *MegalitE* - d'accompagnement dédié en matière d'égalité professionnelle. Cette démarche intégrée a permis le diagnostic f.h de l'organisme. Le CEFCM accueille 500 stagiaires par an en formation qualifiante et près de 2 000 sur les formations courtes. Les 95 % d'hommes masquent une grande diversité : les femmes représentent 25 à 35 % des effectifs pour des formations qui permettent de commander des petites unités ou de travailler à bord, comme matelot.e. Elles sont beaucoup moins nombreuses aux machines (4%) et totalement absentes pour la pêche au large. Les motivations divergent : les hommes intègrent le CEFCM dans le cadre de reconversion professionnelle, les femmes y viennent plutôt pour prolonger un projet. Cette première sensibilisation/formation

[1] *Abrogation de l'ordonnance sur la marine qui proscrivait l'embarquement professionnel des femmes à bord des navires assujettis à un rôle d'équipage*

[2] *L'association « Elles bougent » promeut les métiers d'ingénieur.e.s et de technicien.ne.s aux jeunes filles, met en réseau des Marraines.*

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170629-DEL_SEGER_01-DE

des formateur.trice.s et de l'équipe dirigeante a permis de repérer les manques et de définir des marges de progrès : sur la communication à dominante masculine, via la création d'une base de données fiables pour pallier au manque de capitalisation de données sexuées des stagiaires, en faveur d'une action de sensibilisation aux métiers de la mer auprès des femmes et des prescripteurs. La structure poursuit la diffusion de la culture de l'égalité au travers du module prévu par le Conseil régional - 3h 30 dispensées en début de formation – en réfléchissant à ce qu'il soit mieux compris des futurs marins.

Proportion de projets intégrant une démarche égalité dans la démarche éducation à la mer et promotion des métiers maritimes	**2015**	**2016**
Taux de projets intégrant une démarche égalité	35%	25%

Parmi les 6 projets, 3 avaient pour objectif d'éduquer à la mer, 3 autres de favoriser l'attractivité des métiers. Suite au constat d'une plus grande fréquentation des hommes, *Les fêtes maritimes de Brest* ont été l'occasion d'organiser une action dédiée aux femmes. Le projet « *Toutes en fête* », soutenu par la Région, a ainsi proposé une gratuité d'entrée, d'embarquement et de garderie pour un public cible de femmes issues des quartiers populaires et/ou en recherche d'emploi. 96 d'entre elles ont pu embarquer et/ou s'initier à la voile. Un espace dédié de 100 m^2 ouvert à tou.te.s avec expositions, rencontres, concerts, projections a permis la fréquentation de 1200 personnes.

Enfin, une attention particulière est portée dans l'organisation d'événements pour proposer un panel d'intervenant.es mixtes comme par exemple lors des *Rencontres annuelles mer et littoral*.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Equilibre des territoires

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

4.1 L'observation et la planification

Chiffres clés

24 champs d'intervention régionale sont traversés par une approche égalité femmes.hommes.

53 indicateurs sont listés dans ce Rapport d'activité Egalité femmes.hommes 2016.

// Contexte national et régional

Les rôles sociaux différents, attribués aux hommes et aux femmes, comme les représentations sexuées véhiculées par la société, produisent des discriminations. Si les politiques publiques ne sont pas toujours à l'origine de la division sexuelle des rôles et des tâches, elles ne sont pas neutres et peuvent contribuer à réduire ou à accroître les inégalités entre les femmes et les hommes. Afin d'agir, il faut produire de la connaissance notamment par la production de données sexuées.

Le plan d'actions pluriannuel (2013-2017) du *Comité interministériel aux droits des femmes* édite un tableau de bord annuel pour suivre la défense et la promotion des droits des femmes au sein de tous les domaines d'intervention de l'Etat tant au niveau des résultats que des moyens. La publication annuelle des *Chiffres clés de l'égalité* par l'Etat, les obligations de rendus-comptes annuels faites aux entreprises et aux collectivités, participent à quantifier davantage l'égalité. La collecte de données sexuées mérite d'être davantage soutenue mais elle ne suffit pas. Le législateur nous impose d'aller au-delà et de quantifier, qualifier les écarts, assurer un suivi, permettre des comparaisons, mesurer l'efficacité et l'efficience des politiques publiques en matière d'égalité des droits f.h. Fin 2016, 37 collectivités du territoire national (de toutes natures) se seraient soumises au décret N°61 de la loi du 4 août 2014 d'un rendu-compte annuel en matière d'égalité f.h.

La Région Bretagne participe à mieux repérer, révéler et déchiffrer l'ensemble des statistiques recueillies. Elle cherche à faire partager la même exigence par l'ensemble de ses partenaires. L'examen de manière comparative de la situation des hommes et des femmes, l'identification des sources d'inégalités entre les sexes pour mieux les réduire constituent des voies incontournables pour garantir une approche intégrée de l'égalité dans l'ensemble de ses politiques.

// L'égalité dans l'action régionale

A ce jour, certains dispositifs régionaux possèdent des données sexuées mais leur recueil et leur recensement n'est pas harmonisé. Il est pourtant important d'analyser la situation respective des femmes et des hommes par compétence, dans son contexte, et d'envisager les conséquences possibles des nouvelles mesures sur la situation des deux sexes avant de mettre en œuvre une politique.

Dans le cadre de son projet d'observatoire des territoires, la Région et ses partenaires ont intégré cette obligation de disposer de données sexuées afin de disposer d'analyses genrées. En 2016, les fiches « portrait de territoire » ont toutes fait usage du féminin dans les titres et les fonctions.

La gouvernance au sein des fonctions d'observation est également intéressante à observer, notamment dans le cadre du projet Géobretagne.

GéoBretagne : nombre de pôles métier pilotés par des femmes.hommes	2015	2016
Nombre de pôles métier	11	10
Animation transversale des pôles métier (parfois assurée par un binôme)		
Nombre de femmes	8	10
Nombre d'hommes	13	16
Animation départementale ou des sous-groupes des pôles métier		
Nombre de femmes	2	4
Nombre d'hommes	4	5
Représentation du Conseil régional		
Nombre de femmes	2	3
Nombre d'hommes	3	3

Les pôles métier de GéoBretagne sont des groupes de travail dédiés à une thématique pour favoriser la mise en cohérence des données et leur partage. Leur animation est assurée par les représentant.e.s de partenaires souhaitant s'investir dans l'organisation des réunions, la synthèse des échanges, l'élaboration et le suivi de la feuille de route. Les hommes ont davantage investi la démarche, ses modalités et les lieux.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

4.2 Les contractualisations et l'animation territoriales

Chiffres clés

Près de la moitié des femmes vivant en quartiers politique de la ville sont au chômage, un tiers au temps partiel. Elles sont 27% à avoir renoncé à des soins (18% des hommes) (Onzus, 2016).

Elles représentent en France 8% (contre 7% en 2015) des Président.e.s et 18% (contre 20%) des exécutifs des EPCI

// Contexte national et régional

Le rapport du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE fh) *Pour l'égalité femmes-hommes dans les quartiers politique de la ville et en zones rurales : agir mieux, plus vite et dès maintenant* confirme en 2014 que les femmes et les hommes n'ont pas partout le même accès aux droits et aux services et ne disposent pas des mêmes ressources sur un même territoire. En fonction de rôles, de responsabilités, d'organisation, de contraintes et de modes de vie différents, elles et ils vivent différemment. Les inégalités sexuées, sociales et territoriales sont particulières en zones urbaines sensibles (ZUS) et en milieu rural, souvent par leur intensité, parfois par leurs spécificités.

Un réseau pour *fédérer les actions et porter une parole utile sur les questions essentielles de l'égalité, de la mixité et de la liberté des femmes dans ces quartiers* a été installé en 2016 par le Ministère des droits des femmes. L'accès à l'autonomie et à l'emploi, la place dans l'espace public et le fait religieux dans les quartiers sont les problématiques les plus abordées par les habitantes.

Dans les territoires ruraux, les femmes sont plus diplômées qu'à l'échelle de la France. Un *plancher collant* des campagnes pour les femmes diplômées qui s'explique par le moindre éventail de métiers qualifiés pour elles en milieu rural.

L'Observatoire national de la Politique de la Ville (ONPV) mis en place en 2015 s'est fixé pour missions de conduire des études spécifiques sur les discriminations et les inégalités femmes.hommes dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). La composition du 1er Conseil national des villes (64 membres) et de ses quatre collèges respecte la parité femmes.hommes.

90 000 personnes vivent dans les quartiers prioritaires de Bretagne soit 8% de la population des villes concernées (13% en France). En Bretagne, 42% des habitant.e.s des QPV vivent en dessous du seuil de pauvreté et 22% de la population a moins de 15 ans. Les familles monoparentales représentent 20% des foyers de ces quartiers (89% de femmes). Le taux de l'emploi féminin y varie de 28% à Brest-Pontanézen (29) à 50% à Rennes-Cleunay (35) et Auray (56).

// L'égalité dans l'action régionale

• La politique de la ville

La Région Bretagne est engagée dans la mise en œuvre des *Contrats de ville* concernant douze établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) jusqu'en 2020. En signant ces contrats, elle a inscrit la priorité de concourir à l'égalité des droits par le soutien aux actions pour favoriser l'insertion professionnelle des femmes, notamment des familles monoparentales et des femmes migrantes, avec la volonté de développer la connaissance, la sensibilisation et la formation sur l'égalité des droits des EPCI et Conseils citoyens.

Approche intégrée de l'égalité dans les Contrats de ville bretons	Réalisation 2015	Réalisation 2016
Quartiers prioritaires concernés	8	12
Nombre de projets Egalité femmes.hommes dans les appels à projets Contrats de Ville	10	29
Principales thématiques	Accès au droit, autonomie économique et sociale, contre les violences conjugales	Accès au droit, insertion professionnelle, marches exploratoires, insertion par la culture et le sport

L'augmentation des projets Egalité retenus dans les appels à projets des contrats de ville et du nombre de *Contrats de ville* concernés témoignent à la fois de la présence active des associations de défense des droits des femmes au plus près des besoins et des urgences qui s'expriment dans les quartiers comme d'une meilleure prise de conscience des collectivités et partenaires financiers.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- ## La place des femmes et des hommes dans la mise en œuvre des contrats de partenariat Europe-Région-Pays

Avec les Pays, l'association des îles du Ponant, les EPCI et les Conseils de développement, la Région a négocié et signé 22 *Contrats de partenariat* en 2015. Leur mise en œuvre se traduit par la tenue de *Comités uniques de programmation* (CUP) installés sur chaque pays, co-présidés par le.la Président.e du pays et l'élu.e référent.e régional.e, composés pour moitié de représentant.e.s des EPCI et d'acteur.trice.s issu.e.s des conseils de développement.

En 2016, la Région a organisé une rencontre avec les animateur.trice.s des pays afin de mieux appréhender les enjeux relatifs à l'égalité des droits au plus près des territoires et d'outiller les porteur.euse.s de projets sur le sujet.

Parité dans les Comités uniques de programmation des contrats de partenariat Europe/Région/pays	2015	2016
Membres titulaires des comités uniques de programmation		
Nombre de femmes / % de femmes	82 / 24 %	82 / 24 %
Nombre d'hommes / % d'hommes	336 / 76 %	336 / 76 %

Les comités uniques de programmation, constitués en 2015, ont continué à fonctionner en 2016, dans leur composition initiale, d'où le maintien des indicateurs. Une évolution de la composition des CUP est attendue en revanche en 2017 en raison de la refonte des périmètres intercommunaux et de la gouvernance territoriale.

- ## Animer un réseau des actrices et acteurs des territoires

La Région veut développer un « réseau des actrices et des acteurs des territoires » qui dépasse les clivages urbain-rural, littoral-intérieur dans l'objectif de faire dialoguer, partager les bonnes expériences, mutualiser, professionnaliser les acteur.trice.s, faciliter l'interconnaissance, engendrer de nouvelles coopérations. Il s'agit également de repérer et de soutenir les innovations territoriales dans une démarche ascendante.

En octobre 2016, la Région et ses partenaires (CESER, conseils de développement, Institut d'études politiques de Rennes, l'Université de Rennes 2 et le centre de ressources pour la politique de la ville, Réso Villes) ont proposé une première journée d'échanges sur « la participation : une opportunité de développement pour les territoires » qui a réuni près de 300 personnes. L'objectif de parité était explicitement inscrit dès les premières notes de cadrage et a fait l'objet d'un suivi régulier.

Place des femmes dans l'événement « Les territoires innovent » du 1er octobre 2016	2016
Femmes participantes à l'événement (nombre et part)	144 soit 59,5 %
Femmes animatrices ou intervenantes (nombre et part)	15 soit 39,5 %
Femmes membres du comité de pilotage (nombre et part)	13 soit 81,3 %

Près de 40 % des intervenant.e.s et animatrice.teur.s étaient des femmes. Le groupe de pilotage de l'événement a été attentif à la parité au cours de la préparation de la table ronde et des ateliers.

Le *réseau rural*, composante de ce réseau d'acteurs des territoires, est un outil d'animation au service du développement dans les territoires ruraux prévu par le FEADER - fonds européen de développement agricole et rural. Il existe à l'échelle européenne, française et dans chacune des régions. Selon les territoires mais aussi ses membres et leurs attentes, il prend des formes très variées. Le réseau rural breton est copiloté par l'Etat et la Région. Il est ouvert à tout.e.s les actrices.teurs intéressé.e.s par ses travaux et débats.
Lors de la réunion de lancement du réseau avec les membres du réseau précédent, il a été proposé d'ouvrir la gouvernance du réseau et d'élargir l'appel à volontariat pour intégrer la commission de pilotage à de nouveaux types de structures, notamment celles agissant pour les droits des femmes. Parmi les différentes structures invitées, le *Centre d'information pour les droits des femmes et des familles* (CIDFF) a répondu positivement et fait partie de la trentaine de structures membres de la nouvelle commission de pilotage.

Parité dans la Commission de pilotage du réseau rural (y compris les co-pilotes)	2016
Nombre de femmes et part des femmes	12 soit 41,4 %
Nombre d'hommes et part des hommes	17 soit 58,6 %

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Connexion des territoires et des populations

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

5.1 Le numérique

// Contexte national et régional

Chiffres clés

Dans la Silicon Valley, 80 % des salarié.e.s sont des hommes.

Les startups dirigées par des femmes ont levé 127 millions d'€ en France en 2016 soit + 84 % qu'en 2015. Ces sommes représentent 7 % du montant total levé par les startups et 13% des levées totales.

Les femmes représentent 44 % des joueur.euse.s vidéo.

76 % des jeunes ne savent pas comment réagir face à une situation de cyber sexisme.

En France, 83% des emplois du secteur numérique sont occupés par des hommes : un ratio plus défavorable aux femmes dans ce secteur (27 % des professionnel.le.s) que pour le reste de l'économie (48 %). Les femmes sont moins représentées dans le développement, mais aussi dans les directions et dans le conseil, positions les plus intéressantes financièrement. 91 % des start-ups hexagonales sont dirigées par des hommes (2015). 90 % des applications sont conçues par des hommes et seules 13 % des contributeur.trice.s de l'encyclopédie en ligne Wikipédia sont des femmes.

Avec 11% d'étudiantes dans les écoles d'ingénieur en informatique, 20% en Licence professionnelle Métiers de l'Informatique, du Traitement de l'Information et des Réseaux, la part des femmes dans les métiers du numérique risque de diminuer dans les prochaines années, faute de jeunes diplômées. Il y a donc un enjeu décisif à ce que les entreprises du secteur fassent place aux femmes et soient en capacité de les accueillir : améliorer le taux d'activité des femmes, faciliter l'insertion professionnelle des femmes en leur proposant de nouvelles opportunités de métiers, progresser vers une mixité bénéfique à tou.te.s sont les ambitions à atteindre.

Le projet de *Grande école du Numérique* lancé par l'Etat en 2015 affiche la volonté de « contribuer à la cohésion sociale en favorisant l'insertion sociale et professionnelle des personnes éloignées de l'emploi et de la formation, en particulier des jeunes, des femmes (les formations doivent bénéficier à au moins 30% de femmes) et des habitant.e.s des quartiers prioritaires de la ville. Le plan sectoriel *Mixité numérique* associant les Ministères de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la famille, de l'enfance et des droits des femmes, le Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique fixe les objectifs de « favoriser la mixité du secteur en travaillant sur les représentations sexuées, sensibiliser les entreprises à l'intérêt de promouvoir la mixité et l'égalité fh et les outiller pour cela, et de mobiliser l'ensemble des acteurs au niveau local ».

Alors qu'en Bretagne, les jeunes sont plutôt bien qualifié.e.s et les jeunes filles réussissent mieux à l'école et dans leurs études que les jeunes hommes, on retrouve moins de femmes dans les formations supérieures scientifiques ou techniques où elles auraient toutes leur place. En effet, à la sortie du lycée, on compte 50% de bachelières dans les bacs scientifiques et seulement 20% à la sortie des écoles d'ingénieurs. La question de l'accès des jeunes femmes aux filières scientifiques, notamment aux 1ère et terminale Sciences de l'ingénieur (SSI) et aux écoles d'ingénieurs est un vrai défi pour la Bretagne.

Près de 12 000 femmes travaillent dans l'économie numérique (32 % du total des emplois). Dans les activités télécoms, le taux de féminisation s'élève à 28 % (en baisse de trois points par rapport à la moyenne nationale), et à 24 % dans les services sécurité des systèmes d'information (SSI) (en baisse de 1,5 % par rapport à la moyenne nationale). Le sujet de l'accès par les femmes et de leur place dans les emplois de salariées cadres - ingénieures numériques notamment - reste d'actualité.

En Région, depuis septembre 2015, seules 13% de femmes sont entrées à ce jour sur les formations strictement numériques (hors assistant.e digital ou e. commerce) sur environ 400 entrées au total.

// L'égalité dans l'action régionale

Pour favoriser l'accès des femmes aux métiers du numérique, faire connaître le secteur et ses codes, permettre aux entreprises d'échanger sur les enjeux de mixité, la Région a soutenu en mai 2016 l'organisation du 1er Forum *Femmes et numérique*. Cette initiative inédite en région a permis d'accueillir plus de 250 personnes, 70 partenaires de l'emploi et de la formation, 140 représentant.e.s d'entreprises. Elle a permis notamment d'identifier le besoin en France de 30 000 informaticien.ne.s tous les ans, de faire valoir des salaires intéressants, l'existence de passerelles pour se reconvertir dans le secteur. Pour la deuxième édition de l'évènement, il est prévu de s'adresser davantage aux demandeuses d'emploi, de mieux faire connaître l'utilité sociale du numérique, d'associer plus largement les grandes écoles et l'enseignement supérieur et de mobiliser davantage les grosses entreprises peu présentes en mai 2016.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Chiffres clés

Une femme sur 5 se sent en insécurité pendant ses déplacements (Observatoire national de la délinquance dans les transports, 2016).

2/3 des usager.e.s des transports en commun sont des usagères.

L'enquête nationale « Femmes et déplacements » réalisée en 2016 indique que le bus est jugé comme le transport le plus sûr par les femmes.

// Contexte national et régional

En France, les femmes sont moins nombreuses à posséder ou à utiliser une voiture. Les hommes n'utilisent les transports en commun que pour 10 % de leurs déplacements. Les femmes sont plus nombreuses sur les distances courtes et moyennes et restent également majoritaires sur les distances plus longues avec 52 %. Selon une étude de la *Fédération nationale des associations d'usagers des transports*, leurs déplacements sont principalement motivés par des besoins pratiques et quotidiens - faire les courses, aller chercher les enfants notamment – et sont plus complexes du fait de la double journée de travail, d'un programme d'activités plus large, qui nécessitent des déplacements en dehors des heures de pointe et vers des destinations autres que celles des hommes.

La mobilité s'évalue notamment selon le nombre et le mode de déplacement, les distances parcourues et la localisation des espaces fréquentés. La motivation de ce(s) déplacement(s), l'occupation de l'espace, l'investissement de celui-ci par les femmes sont des critères à prendre en compte pour agir contre les inégalités femmes.hommes susceptibles d'être présentes.

A ce titre, la lutte contre le harcèlement et les agressions sexistes dans les transports a trouvé un nouvel écho en 2016, au-delà même de l'hexagone (cf. RADD 2015). Ainsi, après le Mexique, le Japon, le Brésil, des compartiments (trains et métros) réservés aux femmes sont également apparus en Allemagne.

En France, au-delà des sites de co-voiturage qui ont créé une option « Entre femmes », la SNCF a généralisé des compartiments « Dames seules » dans ses trains-couchettes ; 20 à 25% des femmes qui voyagent dans ces trains utilisent ces compartiments (160 000 personnes/an). En parallèle, le système d'alerte de la SNCF est devenu accessible par SMS (37 117). Selon un sondage réalisé par l'Ifop en mai 2016, 69% des femmes et 79% des hommes sont opposé.e.s à la création de compartiments non mixtes dans les transports, 52% des femmes se disent prêtes à utiliser des compartiments non mixtes dans les transports en commun et 78% des femmes qui prennent les transports en commun mettent en œuvre une stratégie pour éviter les situations de harcèlement sexuel lors de leurs trajets. Enfin, des marches participatives et/ou dites « exploratoires » qui permettent aux usagères de signaler des aménagements problématiques se développent peu à peu sur le territoire : la métropole de Brest favorise notamment cette démarche. « L'arrêt à la demande » dans les bus de nuit est dorénavant pérennisé à Nantes. Une meilleure participation et intégration des femmes dans l'élaboration des politiques de transports et d'aménagement du territoire ainsi qu'une formation des personnels des transports à la prise en compte du genre sont deux leviers de réduction des inégalités femmes.hommes qu'il convient d'actionner davantage.

// L'égalité dans l'action régionale

La politique régionale des transports souhaite répondre au plus près des usages et des moyens financiers de celles et ceux qui prennent majoritairement le train.

Usager.e.s du TER	2015	2016
Nombre d'usager.e.s du TER avec la carte KorriGo		
Nombre de femmes en %	49 %	51 %
Nombre d'hommes en %	51 %	49 %
Nombre d'abonné.e.s seul.e.s		
Nombre de femmes en %	51 %	52 %
Nombre d'hommes en %	49 %	48 %

Un suivi annuel sexué de l'évolution des abonné.e.s du TER Bretagne est stabilisé. Les femmes sont désormais majoritaires sur les deux formules.

- La place des femmes dans la gouvernance du transport public régional

Gouvernance	2015	2016
Participant.e.s aux instances de concertation du transport public régional		
Nombre de femmes en %	36 %	28%
Nombre d'hommes en %	64 %	72%

L'examen 2016 des feuilles d'émargement des Comités de lignes et comité des partenaires relève au total 145 participant.e.s.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Rayonnement et vitalité

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

6.1 Le sport

Chiffres clés

En France, les femmes représentent 37 % des licencié.e.s des fédérations sportives, 37 % des sportif.ve.s de haut niveau soit une augmentation pour chacune de ces fonctions de 2 points par rapport à 2015.

La part du sport féminin représente 15 % des programmes sportifs télévisés.

// Contexte national et régional

En France, les femmes occupent 17 % des postes de conseiller.ère.s techniques, 12 % des président.e.s de fédérations sportives, 12 % des président.e.s de ligues et comités régionaux, 15 % des président.e.s des comités départementaux. Elles représentent 32 % des éducateur.trice.s déclaré.e.s auprès des établissements d'activités physiques et sportives. Ce chiffre masque néanmoins une segmentation persistante des sports en fonction du sexe des licencié.e.s : les femmes sont ainsi majoritairement représentées dans les disciplines de natation synchronisée (100 %), d'équitation (70 %) mais sont totalement absentes du billard (0 %), de la pêche (2 %) ou du football (2,6 %).Elles représentent néanmoins 47 % des licencié.e.s de la Fédération française d'athlétisme. Coté médiatisation, le sport féminin souffre d'invisibilité : ainsi, sur 52 Unes de *l'Equipe magazine* en 2015, cinq ont été consacrées à des sportives. Enfin, aucune sportive française ne figure dans le top 50 des sportif.ve.s les mieux payé.e.s.

En Bretagne, près de 32 % de la population est licenciée dans un club. La Bretagne est la deuxième région sportive de France. Avec des fortes spécificités notamment les implantations fortes de la voile, du canoë-kayak ou encore du surf. Un important maillage territorial est également à mettre au compte de ce constat globalement positif. De nouvelles initiatives pour favoriser la pratique sportive des filles émergent. Il en est ainsi, de l'organisation de tournois de football féminin - « Le Ballon aux filles » - qui a connu pour sa troisième édition à Rennes en 2016 un très vif succès. La représentation des femmes dans les instances dirigeantes sportives régionales s'élève à 16 % avec 15 femmes sur 91 dirigeant.e.s. Le renouvellement des instances est prévu pour 2017. En 2016, à l'occasion des Jeux olympiques et paralympiques, deux sportives licenciées en Bretagne ont obtenu une médaille à Rio.

// L'égalité dans l'action régionale

- ### Le chèque sport

Le chèque sport offre une réduction automatique de 15 € sur toutes licences sportives acquises auprès d'un club breton par un.e jeune de 16 à 19 ans.

Nombre de bénéficiaires du Chèque Sport	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016
Nombre et part de filles de 16 à 19 ans	10 049 (34 %)	9 431 (32 %)	9 803 (34 %)	10 513 (36 %)

Le nombre de *Chèques Sport* saisis par les jeunes filles a augmenté de 2 % en 2016 (+710 chèques) mais reste encore minoritaire à l'image du constat national qui témoigne d'un investissement sportif inégal filles.garçons aux âges notamment concernés par le dispositif ; en 2015, selon le ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, 26 % de filles ont abandonné la pratique sportive à l'adolescence contre 15 % de garçons.

Filles et garçons confondus, le podium des premières disciplines concernées par le remboursement d'un chèque sport fait apparaître le football (28 %), le basket (11 %) et le handball (9 %). L'examen des disciplines pour les seules filles bénéficiaires bouscule les places et fait apparaître le basket (14 %), le handball (12 %) et l'athlétisme (7 %).

Si elles demeurent encore moins nombreuses dans la discipline la plus concernée par le dispositif – le football -, moins présentes dans les clubs et sont moins licenciées que les garçons, ce gain de 2 points rend pour la troisième année consécutive la place des filles désormais plus visible.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- Les aides régionales

Aides régionales en matière de :	2015	2016
> Déplacements : *Nombre de déplacements* *Montant financier dédié à une discipline « féminine » / montant total)*	 26 17%	 23 24%
> Manifestations : *Nombre* *Montant financier dédié à une discipline « féminine » / montant total)*	 8 6%	 8 6%
> Sport de haut niveau (SHN) : *Nombre* *Montant financier dédié au SNH « féminin » / montant total*	 58 36%	 44 37%
> Chèques Sport : *Nombre* *Part relative (montant financier dédié à une discipline « féminine » / montant total*	 9 803 34%	 10 513 36 %
> Centres de formation de clubs phares : *Nombre* *Part relative (montant financier dédié à une discipline « féminine » / montant total)*	 4 41%	 5 50 %

Les indicateurs 2016 de ces aides régionales témoignent d'une très nette augmentation des soutiens financiers régionaux ne bénéficiant qu'aux sportives : + 9% pour les *centres de formation* 100% « féminins » aidés, + 7% pour aides aux *déplacements* exclusivement « féminins ». L'aide aux déplacements a bénéficié à 15 disciplines féminines. La Région a soutenu 146 déplacements annuels au total (individuels et/ou collectifs, femmes/hommes, mixtes). Ceux concernant les femmes ont été aidés de 114 € à 7 230 € et de 84 € à 12 836 € pour les hommes.

Concernant la participation et la tenue des manifestations sportives, l'aide pour un évènement exclusivement « féminin » s'étale de 500 € à 22 000 €. Deux évènements dédiés à la pratique du tennis ont donné en 2016 l'occasion au soutien régional d'accorder le même montant de subvention à la manifestation « féminine » à celle dédiée aux hommes : ainsi, le tournoi féminin breton – l'Open Emeraude Solaire de Saint-Malo, tournoi ITF Women – et le tournoi de tennis réservé aux hommes – l'Open ATP de tennis Brest Arena Crédit agricole – ont bénéficié tous les deux d'une aide financière de 12 000 €. En 2016, la Région a aidé 77 ligues et comités.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

6.2 La culture

Chiffres clés

En France, les femmes représentent 12% des directions des théâtres nationaux, 27% des metteur.se.s en scènes, 30% des compagnies aidées par l'Etat.

Elles obtiennent 23% des aides allouées.

La Comédie Française présente pour la 1ère fois une programmation 2016/2017 paritaire.

Leïla Slimani a été la 12ème lauréate en 2016 du Prix Goncourt depuis sa création en 1903, rejointe la même année par deux lauréates du Prix Renaudot (Yasmina Reza et Aude Lancelin).

// Contexte national et régional

Les femmes sont beaucoup moins nombreuses (26 %) que les hommes à la tête des lieux - subventionnés par le Ministère de la Culture et de la Communication – de création et de diffusion du spectacle vivant : particulièrement dans les scènes de musique actuelle (10%), les opéras (15%) et les centres chorégraphiques nationaux (11%). Aucune femme n'est à la direction d'un orchestre ni même à la tête d'un grand théâtre national ou d'un des grands théâtres privés. Pourtant, 52% des étudiant.e.s dans la filière spectacle vivant sont des étudiantes.

Ce constat inégalitaire de l'accès des femmes aux responsabilités culturelles dressé en 2016 par *l'Observatoire de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la culture et la communication* est également confirmé en matière d'accès aux financements. Plus les budgets des structures aidées sont importants, moins les femmes en assurent la direction. La question de l'accès aux moyens de production des femmes (moyens financiers, accès aux résidences…) dans le secteur du spectacle vivant est pointée comme facteur primordial d'inégalité entre les femmes et les hommes dans le rapport de Cécile Hamon *Mission sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans le spectacle vivant-Constats et propositions d'action* (2016). Dans le domaine du cinéma, moins de films réalisés par des femmes (26%) que par des hommes accèdent à l'avance sur recettes du *Centre national du cinéma et de l'image animée*.

Coté programmation, les femmes sont également moins programmées en musique, danse et théâtre et arts plastiques. Ainsi, leurs œuvres sont moins exposées dans les Fonds régionaux d'art contemporain (FRAC) (23%) et l'acquisition de leurs œuvres par ces Fonds suit ce pourcentage (28%).

80 % des textes et œuvres sont écrits par des hommes. 1/3 des spectacles étaient signés par des metteuses en scène au Festival d'Avignon en 2016.
Au niveau régional, le réseau *HF Bretagne* souligne pour l'édition 2016/2017 de son diagnostic réalisé sur 74 structures bretonnes de programmation, recouvrant 2238 spectacles la faible part des femmes responsables artistiques d'un spectacle dans les lieux labellisés par l'État (20,5%), les lieux intermédiaires (26 % pour théâtres de villes, scènes de territoires...), les festivals (18%). La place des femmes aux postes de direction, tous lieux confondus, tend même à se dégrader (22 % en 2014/2015 contre 18 % en 2016/2017). Parmi les propositions pour modifier ces réalités, l'association constate que « les subventions versées aux établissements culturels sont déjà conditionnées à différents critères » et interpelle la puissance publique « Pourquoi ne pas les soumettre également au respect de la progression de la part des femmes ? ».

// L'égalité dans l'action régionale

Membre fondatrice d'établissements régionaux à vocation culturelle, la Région est particulièrement attentive à la désignation paritaire de ses représentant.e.s au sein des conseils d'administration (cf. tableaux). Elle veille également à la parité au sein des comités de lecture « cinéma et audiovisuel » et des jurys de recrutements des responsables d'équipements culturels de Bretagne. Elle est attentive à ce que les listes de candidats soient paritaires. La composition f.h des membres du Conseil culturel de Bretagne fait son entrée en tant que nouvel indicateur. Suite à son renouvellement en 2017, il s'agira d'observer son évolution.

En interne, une première sensibilisation à l'égalité femmes.hommes des agent.e.s membres de la direction de la culture s'est traduite par l'envoi à chacun.e du *Guide pour une communication publique sans stéréotype*. Cette démarche fait suite à l'engagement régional de contribuer - en interne et auprès de ses partenaires - à combattre les stéréotypes qui portent atteinte à l'égalité entre les sexes au sein de la communication publique.

Vis-à-vis des partenaires extérieurs, la Région a également souhaité interpeller et associer le secteur à la promotion de l'égalité : ainsi, toutes les conventions pluriannuelles d'objectifs signées avec des structures culturelles mentionnent désormais systématiquement l'attention que portera la Région aux initiatives prises par les bénéficiaires de l'aide régionale, pour une meilleure prise en compte de cette politique publique (organisation de journées thématiques, débats, conférences, expositions, projections, spectacles) tout en encourageant également cette dimension dans la mise en œuvre des projets des structures tant au niveau de leur gouvernance que dans leurs actions (composition du conseil d'administration, de l'équipe salariée, choix programmatiques...).

Enfin, le contact est maintenu avec le réseau *HF Bretagne* : l'ouverture du chantier collaboratif de recherche - *M ton Matrimoine* - proposé à tou.te.s les acteur.trice.s du secteur qui vise à valoriser les artistes, intellectuelles du passé et leurs œuvres est soutenu par la Région. Pour explorer les voies d'amélioration de la prise en compte de l'égalité dans les politiques culturelles régionales, la collaboration va se poursuivre. Un focus breton sur les budgets des compagnies selon qu'elles soient dirigées par une femme ou un homme est d'ores et déjà prévu.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Composition des Conseils d'administration des Etablissements publics à caractère culturel (EPCC)	2015	2016
EPCC Spectacle vivant en Bretagne Femmes titulaires / Hommes titulaires Femmes suppléantes / Hommes suppléants Dont représentant.e.s titulaires de la Région Femmes / Hommes	 8 F / 5 H 7 F / 6 H 2 F / 1 H	 8 F / 5 H 8 F / 5 H 2 F / 1 H
EPCC Livre et culture en Bretagne Femmes titulaires / Hommes titulaires Femmes suppléantes / Hommes suppléants Dont représentant.e.s titulaires de la Région Femmes / Hommes	 7 F / 9 H 8 F / 2 H 2 F / 1 H	 7 F / 9 H 8 F / 2 H 2 F / 1 H
EPCC Le Pont Supérieur Femmes titulaires / Hommes titulaires Femmes suppléantes / Hommes suppléants Dont représentant.e.s titulaires de la Région Femmes / Hommes	 12 F / 13 H 6 F / 8 H 1 F / 1 H	 14 F / 12 H 7 F / 9 H 1 F / 1 H
EPCC FRAC Femmes titulaires / Hommes titulaires Femmes suppléantes / Hommes suppléants Dont représentant.e.s titulaires de la Région Femmes / Hommes	 5 F / 11 H 6 F / 4 H 2 F / 2 H	 5 F / 11 H 7 F / 3 H 2 F / 2 H
EPCC EESAB (Ecole européenne supérieure d'art de Bretagne) Femmes titulaires / Hommes titulaires Femmes suppléantes / Hommes suppléants Dont représentant.e.s titulaires de la Région Femmes / Hommes	 9 F / 11 H 9 F / 8 H 1 F / 1 H	 12 F / 12 H 10 F / 10 H 1 F / 1 H
Total **Femmes titulaires / Hommes titulaires** **Femmes suppléantes / Hommes suppléants** **Dont représentant.e.s titulaires de la Région Femmes / Hommes**	 **41 F / 49 H** **36 F / 28 H** **8 F / 6 H**	 **46 F / 49 H** **40 F / 29 H** **8 F / 6 H**

Les femmes sont très légèrement moins nombreuses que les hommes au sein de la gouvernance culturelle bretonne lorsqu'elles sont titulaires, et plus nombreuses lorsqu'elles sont suppléantes. Les femmes titulaires représentant la Région au sein des EPCC sont très légèrement plus nombreuses que les hommes. Les directions des EPCC du FRAC et de l'EESAB sont assumées par deux femmes.

Composition des comités de lecture « Cinéma et audiovisuel »	2015	2016
Comité Fiction et animation/Long métrage Nombre de femmes Nombre d'hommes	 6 4	 5 5
Comité Fiction et animation/Court métrage et programme audiovisuel Nombre de femmes Nombre d'hommes	 13 22	 13 13
Comité Documentaire Nombre de femmes Nombre d'hommes	 11 16	 15 10
Comité Innovation/Recherche Nombre de femmes Nombre d'hommes	 4 2	 6 0
Total **Nombre de femmes** **Nombre d'hommes**	 **34** **42**	 **39** **28**

Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à siéger aux divers comités de lecture « cinéma et audiovisuel ». Deux comités sur 4 sont majoritairement composés de femmes. Le nombre de membres y est moindre.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Composition du Conseil Culturel de Bretagne	2016
Collège des structures Femmes titulaires / Hommes titulaires Femmes suppléantes / Hommes suppléants	 18 F / 42 H 42F / 18 H
Collège des personnalités qualifiées Nombre de Femmes Nombre d' Hommes	 2 F 8 H
Bureau Nombre de Femmes Nombre d' Hommes	 2 F 8 H
Total **Femmes titulaires / Hommes titulaires** **Femmes suppléantes / Hommes suppléants**	 **22 F / 58 H** **42 F / 18 H**

Les femmes sont globalement sous-représentées en tant que titulaires ou personnes qualifiées dans deux collèges du CCB et au sein de son bureau.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

6.3 La santé

Chiffres clés

L'espérance de vie nationale est de 79 ans pour les hommes et de 85,5 ans pour les femmes.

En Bretagne, les femmes ont une espérance de vie de 85 ans, les hommes de 78 ans.

En France, parmi les jeunes de 18 à 25 ans vivant sous le seuil de pauvreté (seuil à 60% de la médiane), 14% sont des hommes, 20% des femmes.

// Contexte national et régional

« Les femmes et les hommes ne sont pas égaux devant la maladie et doivent donc être traités différemment. Il est reconnu que les différences liées au sexe déterminent la prévalence, l'âge d'apparition, l'évolution de nombreuses maladies. Certaines d'entre elles touchent majoritairement les femmes : maladie d'Alzheimer, anorexie, ostéoporose, certains cancers. Inversement, les hommes sont plus fréquemment atteints d'autisme, de tumeurs du cerveau et du pancréas » : Pour la première fois, par cette déclaration de juin 2016, *l'Académie nationale de médecine* appelle les professionnel.le.s de santé à concevoir et/ou interpréter les études sur l'être humain en tenant compte du sexe – les essais thérapeutiques sont à 80% conduits sur des hommes - , à intégrer ces différences liées au sexe dans la formation des médecins et professionnel.le.s de la santé, à passer à une médecine sexuée.

Les constats de l'enquête inédite en France « Santé et itinéraire professionnel » (INSEE-juillet 2016) révélant que « l'obésité nuit davantage aux femmes qu'aux hommes et que facteur aggravant, un indice de masse corporelle plus élevée est associée à une baisse du salaire très légère mais néanmoins significative chez les femmes tandis que chez les hommes, aucune différence n'est observée » ont surpris également en 2016 les professionnel.le.s.

En 2016, la France a reculé du 7ème au 20ème rang européen en termes de mortalité maternelle. Les associations dénoncent une fermeture de 20% des maternités et une hausse de 5% des accouchements. Le recours à l'IVG avec 200 000 interventions chaque année reste stable. La *Haute Autorité de Santé* évoque 1/3 de grossesses déclarées « non-prévues » tandis que le Haut Conseil à l'égalité fh alerte sur la fermeture de 130 établissements en 10 ans.

Enfin, pour cette même année, le « renoncement aux soins » pour raisons financières atteint 33% ; un phénomène qui concerne plus les femmes (41%) que les hommes (23%).

Toujours en deçà de la moyenne nationale, l'espérance de vie des Breton.ne.s augmente néanmoins : entre 2000 et 2014, les hommes ont gagné 4 ans (de 74 ans à 78 ans) et les femmes 3 ans (de 82 ans à 85 ans). En 2016, la Bretagne est la seule région française à afficher une augmentation du nombre de décès avec un écart qui se creuse entre les naissances et les décès. Phénomène à corréler avec un taux de fécondité des Bretonnes qui régresse et une diminution du nombre de Bretonnes en âge de procréer. Les taux de mortalité prématurée évitable diminuent également, plus nettement chez les hommes (-23 %) que chez les femmes (-10 %) ; l'écart avec la France métropolitaine tend à se réduire chez les hommes, tandis qu'il reste stable chez les femmes.

En matière d'offre de soins, la densité de médecins libéraux est plus faible en Bretagne du fait d'une moindre représentation des médecins spécialistes ; c'est le cas notamment des gynécologues médicaux et obstétriciens (6 pour 100 000 habitant.e.s en Bretagne en 2016 contre 8,3 en France).

// L'égalité dans l'action régionale

• Soutien à l'observatoire régional de la santé (ORS)

La Région apporte son soutien à l'ORS de Bretagne afin de bénéficier d'une connaissance partagée sur la santé, aux niveaux régional et infra régional et de fournir une aide à la décision des acteur.trice.s. Des études sont régulièrement conduites. Après l'étude sur la santé des apprenti.e.s en 2015, les travaux sur la santé des collégien.ne.s et lycéen.ne.s en 2016/2017 confirment que si les comportements de santé sont étroitement liés au sexe, les écarts tendent à se réduire par exemple en matière de consommations d'alcool ou de tabac. En revanche, les fragilités psychologiques, les appréciations moindres vis-à-vis de la qualité de vie ou de son corps sont davantage exprimées par les filles.

• Soutien aux 13 Points accueil écoute jeunes (PAEJ)

En 2016, pour la deuxième année consécutive, davantage de jeunes femmes ont été accueillies (60 % soit 2 points de plus qu'en 2015 et 40 % de garçons) alors que le nombre total de jeunes diminue. La photo sexuée du PAEJ de Rennes donne à voir une baisse significative des jeunes accueilli.e.s sur l'année mais contrairement à l'an passé une quasi parité filles.garçons des entretiens : la mise en place d'une nouvelle permanence dédiée à la vie affective et sexuelle (42 filles et 41 garçons en ont bénéficié) fournit peut-être une explication. Les PAEJ du Centre Ouest Bretagne et du Pays de Morlaix sont les seuls à avoir reçu plus de garçons que de filles. Dans son bilan, le PAEJ de Vannes alerte sur une augmentation de 6% des familles monoparentales par rapport à 2015.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

Nombre de jeunes ayant eu au moins un entretien individuel dans un Point accueil écoute jeunes par territoire		2015	2016
Saint - Brieuc - Nombre total de jeunes		446	424
	Nombre de filles	263	274
	Nombre de garçons	183	150
Lannion		255	228
	Nombre de filles	160	142
	Nombre de garçons	95	86
Paimpol		105	111
	Nombre de filles	63	69
	Nombre de garçons	42	42
Guingamp		214	216
	Nombre de filles	118	130
	Nombre de garçons	96	86
Centre Ouest Bretagne		155	147
	Nombre de filles	81	71
	Nombre de garçons	74	76
Rennes		309	241
	Nombre de filles	139	121
	Nombre de garçons	170	119
Fougères		136	241
	Nombre de filles	96	169
	Nombre de garçons	40	72
Saint - Malo		281	261
	Nombre de filles	154	148
	Nombre de garçons	127	113
Brest		203	171
	Nombre de filles	137	103
	Nombre de garçons	66	68
Cornouaille		224	189
	Nombre de filles	145	115
	Nombre de garçons	79	74
Vannes		102	84
	Nombre de filles	59	48
	Nombre de garçons	43	36
Lorient		258	296
	Nombre de filles	156	171
	Nombre de garçons	102	125
Morlaix		112	91
	Nombre de filles	61	53
	Nombre de garçons	51	38
13 PAEJ (nombre total de jeunes)		2 800	2 700
	Nombre de filles	1 632	1614
	Nombre de garçons	1 168	1085

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

6.4 Les politiques de coopération et solidarité internationale et les fonds européens

Chiffres clés

L'Observatoire international du travail estime à 55 millions le nombre de travailleuses « domestiques » dans le monde. L'ONU dénonce « le plus important secteur de travail au noir de l'Europe ».

La Journée internationale des Migrant.e.s est le 18 décembre.

L'UE compte 510 millions d'habitant.e.s dont 51% de femmes.

// Contexte national et régional

Selon le *Programme des Nations-Unies pour le Développement* (PNUD), 70% du travail mondial est effectué par les femmes et 30% par les hommes tandis que 10% des revenus mondiaux sont détenus par les femmes et 90% par les hommes. 70% des personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour sont des femmes. L'OCDE chiffre à 40% la partie de la population des pays développés dont les revenus stagnent ou diminuent.

Adoptée en 2016, la résolution annuelle du Parlement européen évaluant les progrès réalisés pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes témoigne de progrès et du « *chemin qu'il reste à parcourir pour réduire le fossé salarial, éliminer le « plafond de verre » qui bloque les carrières des femmes, remédier à leur indépendance économique et améliorer l'équilibre entre leur travail et leur vie privée* ». A ces inégalités dans le monde du travail viennent s'ajouter, malgré une « percée féminine » en Europe, un fort déséquilibre f.h dans la représentation politique : la part des femmes parlementaires dans le monde s'élève ainsi à 22%, à 17% pour la part des femmes ministres mais à 41% pour la part des femmes parlementaires dans les pays nordiques (contre 16% dans la région Pacifique).

A ce jour, 1 500 autorités locales et régionales en Europe sont signataires de la *Charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale* qui invite les territoires à s'engager en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes leurs politiques ; 33 pays sont concernés. En France, 189 communes, 20 structures intercommunales, 26 Conseils départementaux, 15 Conseils régionaux sont signataires. En Bretagne, le Conseil régional, les Conseils départementaux d'Ille-et-Vilaine, des Côtes d'Armor et du Finistère, Brest métropole et 5 communes bretonnes – Rennes (35), Corps-Nuds (35), Cesson-Sévigné (35), Chevaigné (35) et Quimper (29) sont signataires.

Collectivités signataire de la Charte européenne pour l'égalité femmes/hommes	Octobre 2015	Octobre 2016
Europe	1 482	1 500
France	184	252
Bretagne	9	10

En 2016, le nombre de signataire n'a pas augmenté significativement, on constate même un certain tassement en Bretagne, et ce malgré les récentes obligations législatives des collectivités territoriales en matière d'égalité femmes.hommes.

// L'égalité dans l'action régionale en matière de coopération et solidarité internationale

• La place des femmes au sein des instances

La parité est respectée au sein du *Comité mixte de la solidarité internationale* qui examine les projets déposés et prépare les décisions de la commission permanente.

Un tiers des 44 associations de solidarité internationale bretonnes soutenues en 2016 par la Région sont dirigées par des femmes.

• La participation des femmes à la concertation régionale des acteur.trice.s de la solidarité internationale

La Région a entamé en 2016 une démarche visant à redéfinir les modalités de la concertation et de l'action collective en matière de coopération et de solidarité internationale en Bretagne. La démarche s'est matérialisée par la réalisation d'entretiens, de cafés-débats et d'ateliers ouverts aux breton.ne.s intéressé.e.s par ces thématiques. Parmi les 200 personnes qui se sont mobilisées à un moment ou un autre de la démarche au long de l'année 2016, 47 % sont des femmes.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

- La promotion de l'égalité dans les projets de solidarité internationale financés par la Région

18 projets de solidarité internationale - soit 67 % - parmi les projets financés en 2016 ont inclus un objectif de promotion du rôle et des responsabilités politiques, économiques et sociales des femmes.

- La répartition filles-garçons dans les aides à la mobilité

Nombre de bénéficiaires de l'aide à la mobilité internationale	2015	2016
Bénéficiaires de l'aide aux projets collectifs de mobilité internationale		
Nombre de filles	69 (55 %)	48 (57 %)
Nombre de garçons	57 (45%)	36 (43 %)
Bénéficiaires de l'aide aux projets individuels de mobilité internationale (Volontariats de Solidarité Internationale)		
Nombre de filles	3 (37,5 %)	12 (75 %)
Nombre de garçons	5 (62,5 %)	4 (25 %)

Les filles sont majoritaires en matière d'aide à la mobilité internationale, de façon particulièrement prononcée pour les *Volontariats de solidarité internationale*.

// L'égalité dans l'action régionale en relation avec les fonds européens

- L'égalité femmes.hommes, principe horizontal transversal à l'action de l'Union européenne

Les règlements européens posent trois principes dits "horizontaux" qui doivent être pris en compte par la programmation 2014-2020 des fonds européens (Fonds Social Européen (FSE), Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER), Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (FEAMP)) : développement durable ; égalité entre les femmes et les hommes ; égalité des chances et non-discrimination. Les directives européennes et leurs outils contraignent depuis plusieurs années les opérateurs à fournir des données sexuées systématiques et insistent sur la nécessité de réaliser des études d'impact femmes.hommes des politiques mises en œuvre. Dans ce cadre, la Région Bretagne a diffusé début 2016 un Guide des bonnes pratiques sur les principes horizontaux, guide à destination des bénéficiaires, pour les accompagner dans la prise en compte de ces dimensions dans la construction de leurs projets. Sur le principe horizontal de l'égalité femmes.hommes en particulier, ce guide liste 8 questions de sensibilisation qui interrogent de manière concrète l'organisation interne des porteurs de projets ainsi que la manière dont sont élaborés et gérés les projets cofinancés par des fonds européens (comment les actions de mon projet prennent en compte cette dimension ?...). Il présente également des exemples de pratiques innovantes menées par des porteurs de projets qui ont particulièrement veillé à l'intégration de ce principe (en interne, chez le porteur de projet et en externe dans le cadre du projet).

- Ventilation femmes.hommes parmi les bénéficiaires de fonds européens

Nombre de bénéficiaires pour des actions de formation qualifiante en faveur des demandeur.euse.s d'emploi (FSE)	2014	2015	2016
Chômeur.euse.s, y compris longue durée			
Nombre de femmes	21	6	885
Nombre d'hommes	23	29	2 420

L'année 2016 confirme la pleine installation du Programme opérationnel FSE en Bretagne pour lequel la ventilation femmes/hommes atteint un ratio de 1/ 2.7. Les chiffres des années précédentes sont moins significatifs car l'échantillon n'est pas représentatif.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

6.5 La promotion de tous les droits

Chiffres clés

4 *non-recours* existent : la non-connaissance, non-proposition, non-réception et la non-demande.

Une femme sur 10 de moins de 20 ans déclare avoir été agressée sexuellement.

60% des lesbiennes déclarent avoir été victimes d'actes homophobes. 4 femmes handicapées sur 5 déclarent avoir subi des violences.

// Contexte national

L'égalité d'accès au(x) droit(s) - et son exercice - doit être garantie à chacun et à chacune partout sur le territoire. Pourtant, pour certain.e.s, les difficultés s'accumulent, le non-recours progresse, de nouvelles inégalités surgissent.

Les familles monoparentales, constituées à 84 % par une femme avec enfant(s), sont désormais « sous le radar social » : les textes parlent désormais de « surpauvreté », de « surchômage » voire de « surdéprime » et témoignent d'une inégalité supplémentaire entre les femmes et les hommes. La monoparentalité est de plus en plus connue : aux côtés de besoins « vitaux » (alimentaire, subsistance, logement…) viennent s'ajouter des besoins de visibilité, de considération, de réseau et d'entraide. Pour y répondre, l'Etat a installé en avril 2016 une *agence de recouvrement des impayés de pension alimentaire* (ARIPA) - afin de verser 104,75€ par mois et par enfant en cas de non-paiement total ou partiel de la pension. Il a également ouvert le réseau *Parents-solo-et-compagnie*.

Les femmes immigrées constituent elles aussi une population vulnérable. Plus nombreuses en France que les hommes (51%), elles subissent plusieurs formes de discriminations – dites « inter-sectionnelles » - liées au sexe ou à l'origine qui se combinent avec des formes de domination qui persistent dans le monde. Pour exemple, les femmes étrangères venues dans le cadre du regroupement familial ne reçoivent pas, comme une personne à part entière, un titre de séjour indépendant de celui de leurs époux ; ceux-ci peuvent par exemple demander le divorce ou la répudiation dans le pays d'origine sans les en informer. La législation française, malgré des évolutions favorables, peine à supprimer ces inégalités.

Les violences faites aux femmes, sous toutes leurs formes (agressions sexistes, sexuelles, prostitution, homophobie/ lesbophobie), constituent désormais une atteinte au droit de mieux en mieux repérée, accompagnée, chiffrée.

L'année 2016 en atteste :

- Sortie de l'enquête *VIRAGE* réalisée par l'Institut national d'études démographiques (INED) durant trois ans, qui témoigne 17 ans après la première et unique enquête nationale sur les violences faites aux femmes (ENVEFF) de l'ampleur de ces violences. Un fléau qui bénéficie encore d'une « grande tolérance sociale » dénoncée à l'occasion du lancement du *Vème Plan de lutte contre les violences faites aux femmes* par l'Etat en novembre 2016. Ainsi, selon le Haut Conseil à l'égalité f.h, élevé au rang législatif et renforcé dans ses missions en juillet 2016, « on n'a pas encore pris conscience en France que le viol est un crime, grave, passible de la cour d'assises et pas un fait divers. Même si des progrès ont été faits notamment en matière de formation des professionnel.le.s de santé – 513 référent.e.s ont été nommés dans les services d'urgence des hôpitaux – il reste que le viol est un phénomène massif, une violence des hommes sur les femmes. 98% des victimes de viol sont des femmes » ;
- Depuis avril, selon la loi, les prostitué.e.s (85 % des personnes prostituées en France sont des femmes) ne sont plus passibles de sanctions pénales, l'achat d'un « acte sexuel » est puni par une amende, un titre de séjour peut être délivré, une aide financière octroyée sous réserve de quitter la prostitution.

// L'égalité dans l'action régionale

• Répartition par thématique des projets

Dans le cadre du Programme 205, la Région accompagne des actions dédiées à l'égalité et à la promotion des droits. La répartition de ces dernières est mentionnée dans le RAP dédié conformément à la nouvelle nomenclature budgétaire de 2016. La Région a soutenu spécifiquement 18 projets présentant une dimension égalité en 2016.
Le projet « Langues en exil au féminin pluriel » porté par l'association *Déclic femmes*, a souhaité en 2016 accompagner douze femmes exilées vers plus d'autonomie au travers d'ateliers d'apprentissage du français qui leur sont proposés ; un spectacle mis en scène par la Cie de théâtre Quidam a été par deux fois présenté dans deux quartiers de la Ville de Rennes, un livret de témoignages a été édité.
La circulation, dans les quatre départements bretons et durant toute l'année, de l'exposition « Comment changer le regard sur les jeunes femmes en errance ? » accompagnée du film « Errance au féminin » a permis à l'association régionale des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Ceméa) de faire connaître une réalité peu connue par le grand public : les violences auxquelles celles-ci sont particulièrement confrontées dans l'espace public, la difficulté des lieux d'accueil à prendre en compte la situation spécifique des femmes, les phénomènes de non-recours aux droits et d'accès à la santé. Cette démarche participe à mieux connaître la vie quotidienne de ces « invisibles », modifier le regard sur celles et ceux qui vivent dans la rue et de valoriser le travail des structures qui agissent au quotidien.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DEF_SEGEP_01-DE

REGION BRETAGNE

CONSEIL REGIONAL

23 juin 2017

Erratum

Relatif au Rapport d'activité et de développement durable 2016

Mission 2 - Pour une économie dynamique au service de filières fortes et créatrice d'un emploi durable, p 53

Objet de la rectification :

4 sous-totaux du tableau proposé en page 53 du Rapport d'activité et de développement durable de l'année 2016, concernant la mission 2, sont erronés :

- CP mandatés des OS 3 et 4,

- dépenses totales de la mission pour les CP votés et mandatés.

Ce tableau est remplacé comme suit :

Mission 2 - Pour une économie dynamique au service de filières fortes et créatrice d'un emploi durable	CP votés en 2016	CP mandatés en 2016	Taux de réalisation
OS 1 - Faire émerger l'activité et soutenir l'innovation	29 700 000 €	26 341 318 €	89%
Fonctionnement	25 100 000 €	23 611 765 €	94%
Investissement	4 600 000 €	2 729 553 €	59%
OS 2 - Développer la compétitivité des entreprises pour assurer le développement durable de l'emploi	44 407 500 €	33 078 779 €	74%
Fonctionnement	16 957 500 €	15 326 138 €	90%
Investissement	27 450 000 €	17 752 641 €	65%
OS 3 - Favoriser le développement durable de l'agriculture et de la production alimentaire	18 700 000 €	17 037 945 €	91%
Fonctionnement	9 100 000 €	9 023 926 €	99%
Investissement	9 600 000 €	8 014 018 €	83%
OS 4 - Valoriser les atouts maritimes de la Bretagne et favoriser le développement durable des activités liées à la mer	47 699 200 €	20 699 454 €	43%
Fonctionnement	5 066 200 €	2 863 944 €	57%
Investissement	42 633 000 €	17 835 510 €	42%
Dépenses totales de la Mission (I et F)	140 506 700 €	97 157 496 €	69%
Total Fonctionnement	56 223 700 €	50 825 773 €	90%
Total Investissement	84 283 000 €	46 331 722 €	55%